This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
REFERENCE DEPARTMENT

This book is under no circumstances to be taken from the Building

NOV 24

form 419

INDEXED

MÉMOIRES ET DOCUMENTS

PUBLIÉS PAR LA

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

DE GENÈVE

GENÈVE. — IMPRIMERIE RAMBOZ ET SCHUCHARDT.

MÉMOIRES ET DOCUMENTS

PUBLIÉS

PAR LA SOCIÉTÉ

D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

DE GENÈVE

TOME TREIZIÈME

GENÈVE
CHEZ JULLIEN FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS
PARIS
CHEZ A. ALLOUARD, LIBRAIRE
Rue Pavée St-André des Arts, 3

1863

THE NEW YORK
PUBLIC LIBRARY
90292
ASTOR, LENOX AND
TILDEN FOUNDATIONS.
1897.

THE ASTOR LIBRARY
NY

TABLE DES MATIÈRES DU TOME XIII

PREMIÈRE PARTIE

Pages.

La plus ancienne monnaie décimale à Genève, par M. Fréd. Soret. . . 1
La chronique du marchand de Genève, par M. G. Revilliod. 23
Deux députations genevoises auprès des Provinces-Unies des Pays-Bas, pendant le XVII[e] siècle, par M. Théophile Heyer. 40
Notice sur le professeur J.-E. Cellérier, par le même. 114

BULLETIN

Personnel de la Société 126
Mémoires, rapports, etc., présentés à la Société 128
Souvenirs historiques sur la famille Godefroy 132
Médaille en l'honneur de M. F. Soret. 138
Ouvrages et documents relatifs à l'histoire de Genève 139
Dons de manuscrits 144
Ouvrages reçus ou acquis par la Société. 146

SECONDE PARTIE

RECUEIL DES FRANCHISES ET LOIS MUNICIPALES DES PRINCIPALES VILLES DU DIOCÈSE DE GENÈVE

— Introduction, par MM. P. Lullin et Ch. Le Fort III
— Texte des franchises 1
— Table. 241

PREMIÈRE PARTIE

LA

PLUS ANCIENNE MONNAIE DÉCIMALE

A GENÈVE

Lettre aux membres de la Société d'Histoire et d'Archéologie.

MESSIEURS,

Il existe sur le caractère, comme sur la vie politique et sociale des nations, certains préjugés, certaines opinions préconçues, qui, pour être généralement adoptées, ne résistent pas à l'examen; c'est ainsi qu'on attribue à la Suisse et plus particulièrement à Genève, le dangereux privilége de servir de point de départ à l'explosion d'idées nouvelles, à des modifications politiques qui viennent à certaines époques ébranler les plus antiques institutions et leur faire subir de profondes réformes. Si la cause première des événements ne remontait pas beaucoup au delà du moment où ils se manifestent, cette opinion, que l'examen superficiel des faits rend assez spécieuse, pourrait être parfaitement fondée; mais pour peu qu'on étudie avec quelque attention la marche générale des idées, on peut voir qu'elles ont d'ordinaire dans notre pays une source beaucoup plus étendue et lointaine, qu'elles sont bien souvent la manifestation prématurée de certains besoins ou sentiments généraux, et que, dans le plus grand nombre des cas, elles nous arrivent du de-

hors. Mais pourquoi prennent-elles une forme active là où peut-être leur épanouissement est le moins nécessaire? C'est que la Suisse est de tous les pays de l'Europe celui où règne la plus grande somme de liberté, où le peuple est le plus fort, le pouvoir gouvernemental le plus faible; celui où l'on peut le plus impunément manifester au grand jour ses mécontentements comme ses espérances; d'ailleurs la réalisation de ces dernières n'est point rare chez un peuple où les minorités ont toujours la chance de voir leurs succès momentanés se transformer en institutions permanentes; en un mot, pour nous servir d'une métaphore déjà employée, nous sommes, à l'égard de la grande machine à vapeur européenne, le point faible de la chaudière où se fait d'abord l'explosion; quant à la prétention d'avoir fait naître la première étincelle, il n'y faut point songer; elle doit partir des centres les plus puissants et les plus populeux; nous devons presque toujours en laisser la gloire et surtout la responsabilité, aux grands États qui nous environnent.

Cette introduction au sujet que je compte traiter semblerait devoir annoncer quelque étude approfondie sur un point important de politique ou de philosophie, et vous serez peut-être un peu surpris, Messieurs, de la voir précéder un modeste travail relatif à un point spécial de notre histoire monétaire. Cette surprise pourra être plus grande pour ceux d'entre vous qui ne s'occupent point de numismatique, si je leur dis que l'adoption du système décimal pour la monnaie à Genève a précédé, en fait, son introduction dans le puissant pays qui l'a conçu et créé [1]. Personne n'ignore cependant l'existence des décimes et des Genevoises; mais peu de gens ont pris garde peut-être à ce fait, que frappées en 1794, elles ont été mises en circulation quelques mois avant la monnaie décimale en France. C'est là

[1] Ce n'est point à dire que cette singulière circonstance n'ait pas été déjà signalée, en particulier M. Blavignac dans son Armorial genevois, M. E. Lombard dans son Mémoire sur le système monétaire en Suisse et à Genève, ont rappelé ce fait, mais sans en faire l'objet d'une étude particulière.

un exemple de la réalisation prématurée d'une conception prenant sa source à l'étranger et répondant à un besoin réel, qui, s'il n'était pas bien senti par les masses, l'était par des esprits avancés; au reste ce coup d'Etat tenait à des causes plus profondes, qui toutes n'étaient pas également avouables, et dont quelques meneurs gardaient le secret; s'il n'a pas été étudié jusqu'à présent, que je sache, je crois qu'il faut attribuer cet oubli à la répugnance toute naturelle que des contemporains éprouvent à rappeler de pénibles souvenirs; cependant cet épisode peut être jusqu'à un certain point détaché des circonstances qui l'ont provoqué et sur lesquelles notre intention n'est point de nous appesantir; nous nous bornerons à l'exposé rapide des faits qui ont immédiatement précédé et motivé l'introduction du nouveau système monétaire.

A cette époque, la plus désastreuse de notre histoire, l'organisation du corps spécialement chargé de l'administration de la monnaie était restée, du moins nominalement, ce qu'elle avait été dès l'origine; le 22 octobre 1793 il fut composé par voie d'élection et pour le terme d'une année, des citoyens: le président Janot comme général de la monnaie, Ducloux garde et Darier essayeur; une inscription fut ouverte pour la place de graveur à laquelle prétendirent cinq candidats, les citoyens Léonard Guédin, Pierre Ferrier, Josué Jacquet, J.-M. Teron, Charles Wielandi, ce fut ce dernier qui fut nommé; mais l'action de ce corps régulièrement organisé ne tarda pas à se voir paralysée par celle d'une volonté plus puissante.

Une des premières et des plus inévitables conséquences de la révolution française que vint aggraver pour Genève celle qui s'opéra dans nos murs, fut une crise financière portée à son comble par la tourmente de 1794: il fallait aviser aux ressources les plus extrêmes, et c'est alors qu'après un assez long intervalle de repos, on retrouve dans les registres de nouvelles traces de l'administration de la monnaie.

Un extrait des registres de la commission révolutionnaire, en

date du 2 août, annonce que le Département des Finances est appelé à faire une reconnaissance de la vaisselle d'argent provenant des dons patriotiques pour la faire fondre et en battre monnaie; elle nomme en outre une commission spéciale de trois membres chargée de faire la répartition de la matière d'argent disponible; partie pour les besoins de la fabrique, partie pour la monnaie, à la frappe de laquelle on devra immédiatement procéder.

Le lendemain 3 août, un nouvel arrêté de ce corps chargé de pouvoirs dictatoriaux, fait savoir que tous les possesseurs d'un capital au-dessus de 12,000 livres sont tenus d'en faire la déclaration et invite tous les citoyens à continuer leurs offrandes patriotiques, comme à compte de contributions qui devront être réglées plus tard.

Le 9 août, la commission extraordinaire pour le monnayage ayant constaté qu'il n'était plus possible, vu l'absence presque totale du numéraire, de s'en passer plus longtemps, présente un rapport sur ce sujet et demande qu'il soit immédiatement procédé à la frappe d'une monnaie nouvelle; en insistant sur la convenance de donner aux types qui seront adoptés un cachet vraiment révolutionnaire.

A la suite et dès le lendemain de cette ouverture une nouvelle publication plus explicite que celle du 3 août requiert de tous les citoyens et citoyennes qu'ils aient d'ici au 13 à effectuer à la monnaie le dépôt de toute leur vaisselle d'or et d'argent, leur laissant la faculté d'en garder douze onces pour leur usage; il sera donné reçu de ce dépôt, sur lequel on prélèvera le montant de la contribution; le remboursement du surplus devant être effectué dans le terme d'une année.

La commission des monnaies (qu'il ne faut pas confondre avec le département régulier des monnaies élu en 1793 par le conseil administratif et dont l'action était paralysée), s'étant mise à l'œuvre, arrêta les bases d'un projet que le conseil administratif devait être chargé d'exécuter; elle posa en principe, qu'il

serait frappé des écus de 4 livres à la taille de 8 au marc, au titre de 10d 12′ au remède de 2 grains; soit 20d 20′ de fin absolu pour l'écu; que ces écus équivaudraient à 12 florins de Genève et auraient la valeur intrinsèque de 6 livres de France; que les divisions antérieures du quart d'écu seraient mises hors de cours, et qu'on frapperait des florins, des 6 sols, des $^1/_8$ de sol pour les appoints.

Ce travail préparatoire approuvé le 23 août par la commission révolutionnaire, fut transmis au comité législatif par l'organe du syndic Gasc, qui avait été adjoint le 4 à la commission des monnaies: parmi les considérants du préambule, il est dit, que la commission révolutionnaire ayant été investie de pouvoirs suffisants par les clubs insurgés qui l'ont nommée, vu l'impossibilité de consulter la volonté du souverain[1] dans les circonstances actuelles, vu le besoin urgent d'espèces qui se fait sentir sur la place, a décidé que le conseil administratif serait chargé de faire frapper une nouvelle monnaie sur les bases proposées par la commission des monnaies. Viennent ensuite les développements relatifs à l'exécution du projet, en particulier la proposition d'adopter pour l'écu de XII florins un type dont le coin est déjà tout prêt et dont les principales légendes: *Monnaie Révolutionnaire*; 19 *Juillet* 1794, sont particulièrement destinées à conserver le souvenir de cette époque.

Je n'ai pas su retrouver dans les registres du Conseil la date précise de la remise du rapport, mais pendant qu'il était à l'étude, il s'opérait une espèce de transformation dans les vues de quelques membres de la commission révolutionnaire; peut-être, qu'à défaut du souverain, les clubs insurgés avaient-ils trouvé

[1] Pour les lecteurs étrangers à l'*Histoire des Constitutions genevoises*, il est bon d'observer que dès l'origine de la république et jusqu'à sa fin en 1798 le souverain était l'ensemble des citoyens jouissant des droits politiques et les exerçant en Conseil général dont les pouvoirs beaucoup plus réels qu'ils ne sont aujourd'hui, ne se bornaient pas à l'élection des premiers magistrats, mais embrassaient la sanction ou le rejet des lois élaborées et proposées par les Conseils.

mauvais que leur opinion n'eût pas été consultée ; peut-être les partisans secrets des idées françaises trouvèrent-ils le moment opportun pour chercher à les faire adopter ; ce qu'il y a de plus sûr, c'est que la commission révolutionnaire, revenant sur son premier arrêté, décida le 12 septembre d'en donner connaissance aux clubs insurgés, chargea le conseil administratif du soin de le publier [1] et fit suspendre toutes les opérations préparatoires du monnayage, jusqu'au moment où l'on connaîtrait la volonté des clubs ; en même temps, elle donna l'ordre de prélever mille marcs d'argent sur la vaisselle déjà déposée à la monnaie pour les besoins de la frappe, et d'en faire la distribution par petites portions en mains des ouvriers de la fabrique.

On retrouve une partie des faits que nous avons relatés, ou que nous serons appelés encore à passer en revue, mentionnée dans le bel et savant ouvrage dont notre collègue M. Blavignac a enrichi nos mémoires sous le titre *d'Armorial Genevois*, mais ils y sont étudiés spécialement sous le point de vue des modifications apportées aux Armoiries de la République ; une note relative au nouvel écu proposé renferme une erreur, qui d'ailleurs s'explique aisément, mais qu'il importe de relever, il y est dit que le rapport de la commission fut présenté *le* 19 *Juillet* 1794 [2] ; la mention de cette date commémorative sur la monnaie avait une tout autre portée que celle de rappeler un fait aussi insignifiant, elle avait pour but de consacrer le souvenir du jour le plus néfaste de notre histoire, celui où l'action des pouvoirs légaux paralysée par l'insurrection des clubs s'effaçait devant leurs volontés, et qui allait voir le premier tribunal révolutionnaire commencer son œuvre de sang.

[1] Le même jour, par un arrêté signé Mouchon, le Conseil administratif, vu l'extrait des registres de la commission révolutionnaire, décide l'impression du rapport.

[2] Vol. 6, p. 233, la même note donne la description du coin dont il existe quelques rares empreintes en bronze et en laiton.

Nous venons de mentionner la principale cause de l'espèce de temps d'arrêt manifesté dans l'action de la commission révolutionnaire; elle avait trop présumé de son pouvoir dictatorial; il fallait tenir compte de la volonté du peuple représenté dans ce moment par les clubs; mais ce ne fut point l'arrêté publié le 12 septembre qui fut soumis à leur approbation, il resta dans l'ombre et pendant tout un mois les documents officiels sont muets sur les travaux de la commission des monnaies; il n'est pas facile de combler ce vide, mais on peut s'expliquer les profondes modifications qui dans ce court intervalle de temps furent apportées au projet.

A peine les victimes de nos dissensions politiques étaient-elles tombées, qu'une réaction prononcée vint se manifester dans les sentiments des citoyens même les plus irrités contre l'aristocratie; ils eurent horreur d'excès qu'ils n'auraient pas soufferts sans la terreur exercée sur eux par les clubs, et la majorité du peuple ne tarda pas à répudier de plus en plus ouvertement toute solidarité avec les chefs du mouvement insurrectionnel; il ne pouvait donc plus être question d'émettre une monnaie révolutionnaire destinée à rappeler des souvenirs que la conscience publique se refusait à consacrer, mais on pouvait encore lui donner un cachet tout à fait nouveau, par l'adoption d'un système monétaire différent de celui qui, pendant plusieurs siècles s'était maintenu dans nos murs, et c'est alors que les partisans des idées françaises, repoussés sur le terrain révolutionnaire, eurent encore assez d'influence pour mettre en avant le système qui était à l'étude en France, et pour le faire adopter dans le nouveau projet de loi; mais il faut se hâter de le dire à la décharge de la commission des monnaies, elle ne se prêta point à l'idée d'une imitation servile, et tout en adoptant la division décimale, elle eut soin de lui donner un cachet spécial destiné à sauvegarder l'autonomie genevoise; enfin le projet d'édit que le comité législatif vint soumettre le 17 octobre 1794, non plus à la volonté des clubs insurgés dont le règne

était passé, mais à celle du souverain, prit force de loi, et fut en partie exécuté à la suite d'une votation régulière. Il est bon d'en donner connaissance ; quant aux considérants qui le précèdent, nous nous bornerons à dire qu'ils sont motivés sur la convenance de mettre en harmonie autant que possible la nouvelle monnaie avec les divisions qu'on vient d'adopter dans les États voisins; que cette harmonie est particulièrement désirable pour les monnaies et pour les mesures, et que, quant à la différence dans le choix de l'unité monétaire et de ses subdivisions, comme la valeur de l'écu est la même dans les deux systèmes [1] il sera toujours très-facile par le calcul décimal d'établir le rapport entre les deux monnaies, etc., etc.

Voici maintenant le texte de l'édit.

1° La république de Genève adopte pour la division de la monnaie d'argent la division décimale, en prenant pour unité l'once poids de marc, au titre de 10 d. 10 gr.

2° Les pièces représentant l'unité seront les plus grosses pièces d'argent, elles seront divisées en 10 décimes et les décimes en dix centimes.

3° Les grosses pièces seront frappées au titre de 10 d. $^1/_2$ de fin, leur poids sera d'une once poids de marc, mais la fabrication sera estimée bonne quand elles ne différeront que de 3 grains du titre prescrit.

4° Les décimes seront frappées (sic) au titre de 9 d. 3 gr. de fin, leur poids sera d'un marc par 72 pièces [2], mais la fabrication sera estimée bonne quand elles ne différeront que de 3 grains du titre prescrit; ou quand 74 pièces seulement équivaudront au poids d'un marc.

5° Les centimes seront frappées (sic) au titre de 34 grains $^1/_{24}$ de fin; leur poids sera d'un marc par 207 pièces.

[1] C'était encore l'écu de six livres qui avait cours en France à cette date.

[2] Soit 2 deniers 14 grains la pièce.

6° Outre les grosses pièces, les décimes et les centimes, il sera frappé des pièces de demi-décimes ou cinq centimes et des pièces de quart de centime.

7° Les demi-décimes seront frappées (sic) au titre de six deniers de fin; leur poids sera d'un marc pour 100 pièces, mais leur fabrication sera bonne quand elles ne différeront que de 3 grains du titre prescrit, ou quand 106 pièces seulement équivaudront au poids d'un marc.

8° Les quarts de centime seront en cuivre, ils devront peser un marc pour 100 pièces.

9° Les grosses pièces porteront pour empreinte l'emblème des républiques, savoir une tête de femme coiffée d'une tour, avec cette légende : *République Genevoise* et dans l'exergue : *Liberté, Égalité, Indépendance.*

Au revers : deux épis de blé entre lesquels sera cette inscription : *Prix du travail*, avec cette légende : *Après les ténèbres la lumière* et à l'exergue 1794 *l'an* 3 *de l'Égalité.*

10° L'empreinte des décimes sera une aigle déployée tenant une clef dans ses serres et entourée d'une guirlande de feuilles de chêne ou couronne civique, avec cette légende : *Après les ténèbres la lumière* et dans l'exergue 1794.

Au revers : trois abeilles et une fleur ; au milieu le mot *Décime* ; pour légende : *Égalité, Liberté, Indépendance* et pour inscription : *l'Oisiveté est un vol.*

11° L'empreinte des centimes sera une tête d'aigle au-dessus du soleil levant, avec cette légende : *Après les ténèbres la lumière*, et à l'exergue : 1794.

Au revers, un faisceau avec cette légende : *Égalité, Fraternité*, et pour inscription : *Centime.*

12° L'empreinte des demi-décimes sera une ruche d'abeilles avec cette légende : *Travail et Économie*, et dans l'exergue : *Genève* 1794.

Au revers ; un cadran avec cette légende ; *Les heures sont des*

trésors. Pour inscription : *cinq centimes*, et dans l'exergue : *l'an 3 de l'Égalité.*

13° L'empreinte du $^1/_4$ de centime sera l'emblème de la Liberté, savoir un bonnet sur une pique, et dans l'exergue : *Égalité.*

Au revers, l'inscription *quart de centime*, et dans l'exergue : 1794.

14° Les pièces de cinq décimes seront frappées au même titre que celles de dix décimes et auront la moitié de leur poids ; elles porteront la même empreinte, si ce n'est qu'à l'inscription : *Prix du travail* sera substituée celle de la valeur : *Cinq décimes.*

15° La dénomination de ces pièces se tirera de l'emblème qu'elles représentent, ou de leur valeur ; les pièces de dix décimes s'appelleront *Genevoises*, les pièces de cinq décimes, *Demi-Genevoises* ; les *décimes* et les *centimes* conserveront leur dénomination ; les demi-décimes s'appelleront pour abréger : *Mi-décimes* et les $^1/_4$ de centimes : *Minimes.*

16° Les écus de 10 florins 6 sous seront reçus pour 84 centimes ; les pièces de 21 sols pour 14 centimes ; les pièces de 10 sols $^1/_2$ seront reçues pour 7 centimes ; les pièces de 6 sous seront reçues pour 4 centimes ; les pièces de 3 sous seront reçues pour 2 centimes ; les pièces de 6 deniers seront reçues pour 1 centime ; les pièces de 9 deniers ou deux quarts seront reçues pour 2 minimes ; trois pièces de un sol seront reçues pour 2 centimes ; trois pièces de 6 deniers seront reçues pour 1 centime.

17° Dans les stipulations en monnaies idéales le change des livres courantes sera de 28 centimes pour une livre et de 8 centimes pour un florin [1].

[1] La livre courante était une monnaie idéale employée dans toutes les comptabilités, elle n'avait d'autres représentatifs que la pièce de 21 sous, demi-livre courante, et celle de 10 sous $^1/_2$, quart de livre. Sa valeur en argent monnayé était donc de 3 florins 6 sous ; douze sous faisant le florin.

18° Le Conseil administratif fera dresser une instruction sur les avantages de cette nouvelle monnaie et un tarif de ses rapports avec l'ancienne, ainsi qu'avec celles des États avec lesquels la République est en relation de commerce.

19° En réimprimant la loi sur les contributions publiques, les valeurs comptées en florins, sols et deniers seront converties en décimes et en centimes.

Signé : VERNES, *Président.*
ROCHETTE, *Secrétaire.*

La votation en Conseil souverain eut lieu comme nous l'avons dit le 17 octobre; le chiffre le plus élevé des citoyens qui y prirent part fut de 1139. Les 19 articles du projet furent votés en cinq groupes dont voici le résultat :

Art. 1 et 2	adoptés par	587	voix contre		454
» 3 à 8	»	622	»	»	517
» 9 à 14	»	590	»	»	447
» 15	»	535	»	»	498
» 16 à 19	»	588	»	»	447

Ce Conseil général si peu nombreux, cette faible majorité de cent voix qui, par un singulier rapprochement, se trouvait être une fraction décimale, la dixième partie seulement du nombre total des votants, pouvait déjà faire pressentir le sort qui attendait une loi votée sous l'influence d'un reste de pression.

Le Conseil administratif se trouvant désormais régulièrement chargé du soin d'exécuter l'Édit, le Général de la monnaie reprit ses fonctions qui avaient été suspendues pendant la crise dont nous avons tracé les principales phases, et le 22 octobre, sur la proposition du Département des monnaies qu'il présidait, on arrêta les dispositions suivantes :

1° Que l'État fournirait l'argent essayé, le cuivre et les outils.

2° Que le monnayeur aurait à sa charge les autres frais.

3° Qu'il lui serait payé pour la confection des Genevoises deux décimes et accordé 6 grains de remède par marc.

4° Que pour les décimes il aura 2 décimes, et 4 centimes plus 12 grains de faiblage au marc.

5° Que l'essayeur recevra par marc 2 centimes ; les graveurs 2 centimes ; l'inspecteur $^1/_5$ de centime ; le tout en maximum.

Pendant que le projet d'Édit s'élaborait, le Département des Beaux-Arts avait été chargé de surveiller la bonne exécution des coins ; ce département créé en vertu d'un arrêté de la commission révolutionnaire, sous le titre de Département provisoire des Arts, de l'Industrie, du Commerce et des Monnaies, fut composé dans l'origine des quatre membres de la commission des monnaies invités à s'adjoindre un certain nombre de personnes ; 18 citoyens furent appelés à en faire partie, et le nouveau corps fut régulièrement constitué le 17 septembre 1794. Les registres ne donnent que d'assez faibles renseignements sur la mise au concours des nouveaux coins projetés. Celui qui portait la tête de la Genevoise ayant été rompu, le syndic Gasc ne put en présenter qu'une empreinte en étain qui parut être satisfaisante.

Quant au modèle de double décime soumis au Département par Ferrier, il ne fut pas accepté, parce que le décime devant être la monnaie la plus répandue doit présenter un haut degré de perfection dans son exécution ; le projet du citoyen Wielandi finit par obtenir la préférence ; enfin le 17 novembre le syndic Gasc put annoncer au Conseil administratif que le Département des Beaux-Arts, satisfait des modèles de la Genevoise et de la Décime, en proposait l'adoption en désignant les citoyens Wielandi et Chalon pour les exécuter.

Le 29 décembre le Conseil administratif charge le Département des finances de prendre les mesures nécessaires pour que tous les comptes de l'État soient tenus sur le nouveau système.

De semblables transformations devaient nécessairement avoir

lieu par voie législative pour tous les employés rétribués par l'État ; je dois à l'obligeance de notre collègue, M. l'ancien Conseiller d'État LeFort, la communication de deux lois votées, l'une le 21 décembre, l'autre le 28, pour régler les appointements des employés dépendant du département de l'instruction publique. En vertu de la première, les maitres des écoles primaires devront être rétribués comme suit :

Maitres de lecture	21,000 centimes	soit fl.	2,625
Maitres d'écriture	24,000 »	»	3,000
Maitres d'école de campagne	12,000 »	»	1,500

Plus par mois pour chaque écolier une indemnité de 11 centimes soit 21 sous pour fourniture d'encre et de plumes.

Le traitement des maîtresses d'école en proportion.

Par la seconde loi on arrête que le traitement sera :

Pour les régents du collége de 21,000 à 30,000 centimes soit fl. 3,000 à 3,750 outre le logement.

Pour les maitres d'anglais, d'italien de 6,000 c. 750 fl.

Chaque professseur de l'académie » 35,000 » 4,375 »

Le professeur de philosophie et de physique expérimentale » 55,000 »

Ces deux lois à peine mises à exécution en nouvelles monnaies, furent suspendues par l'Édit du 1er février 1796.

Comme aucune des monnaies anciennes nationales ou étrangères ayant cours à Genève n'était retirée de la circulation. et que le tarif contenu dans l'article 16 de l'édit du 17 octobre était insuffisant, le gouvernement dut s'occuper d'un tarif plus complet qui fut publié le 31 décembre.

Il convient de le transcrire ici, non-seulement comme document sur la valeur relative des monnaies à Genève à cette époque, mais aussi pour signaler les nombreuses fractions qui devaient être une des premières pierres d'achoppement dans l'emploi de la nouvelle monnaie.

OR.

Pièces de	48	liv. de	France	et	32	liv. de	Berne	valent	80	déc.
»	24	»	»		16	»	»	»	40	»
»	24	»	du Piémont					»	48	»
»	12	»	»					»	24	»

ARGENT.

Écu de	6	livres de	France	100 centimes ou	10 décimes
Petit écu		»		50 »	5 »
Pièce de	30	sous	»	25 »	2 ½
»	15	»	»	12 ½	1 ¼
10	Batz	de	Berne	25	2 ½
5	»	»		12 ½	1 ¼
10	Kreutzer	»		6 ¼	
Pièces Fr. de	20	s. de	Genève	13 ½	
»	10	»		6 ⅔	
»	12	»		8	
Piastres	d'Espagne			90 centimes	9 décimes
½	»	»		45	4 ½
¼	»	»		22 ½	2 ¼
Écu de	Piémont	de	6 livres	120	12

½ et ¼ d'écu de Piémont au prorata.

BILLON.

Batz de Berne	2 ½ centimes
½ Batz	1 ¼ »
Autres Batz	2 ⅓ »
Autres ½ Batz	1 »

Le premier versement en monnaies nouvelles dans les caisses de l'État eut lieu le 31 décembre; il fut de 2,000 Genevoises; et le 3 janvier 1795, trois mille autres pièces furent versées et mises en circulation.

Ceci était loin de suffire même aux premiers besoins; la fabrication des Genevoises et des Décimes se poursuivait avec activité; on ne s'occupait point encore de celle des pièces d'une moindre valeur, et les demi-décimes, dont les coins étaient prêts, ne furent frappées qu'en très-petite quantité, malgré la diminution toujours plus sensible de la petite monnaie; la gêne qui en résultait était si grande, que le Conseil administratif prit le parti de demander au Comité législatif, s'il ne pourrait pas, sans outre-passer ses pouvoirs, utiliser les anciens coins de deux quarts pour en faire frapper un certain nombre? Dans le cas où la chose ne paraîtrait pas praticable, il insistait pour que la question fût de suite soumise au Souverain. De son côté, le Comité législatif ayant reconnu certaines imperfections dans les dispositions de la nouvelle loi, avait délégué le 2 janvier le Dr Odier auprès du gouvernement pour lui soumettre les incohérences qui existaient dans l'emploi de l'ancien deux quarts et sa valeur d'un tiers de centime dans le système décimal. Le syndic Gasc ayant exposé les moyens de résoudre cette difficulté, le Dr Odier se chargea d'en faire part au Comité législatif.

Dès le lendemain l'arrêté suivant fut pris: « Les syndics et Conseil, ouï le rapport de la Commission des monnaies sur la fabrication des minimes au poids fixé par le Souverain, voyant que l'État ferait une perte de 25 pr %, proposent, vu la rareté du cuivre, de fondre les minimes; l'échantillon du flan joint au présent extrait de registres frappé à raison de 100 pièces par marc, montre que ces pièces seraient trop grosses; il y aurait au contraire 21 p. % de bénéfice à les battre à raison de 160 pièces par marc; par ces motifs, le Comité législatif est invité à voir s'il ne conviendrait pas d'en faire la proposition au Souverain. »

Ce projet, profondément modifié, fut présenté au Conseil général le 8 janvier 1795 sous la forme suivante:

« Sur la proposition du Comité législatif, et vu la rareté du cuivre, il est proposé de modifier la loi sur les minimes. »

« Les minimes prescrites par la loi du 17 octobre 1794 seront frappées en cuivre allié au même titre que les pièces de six deniers dites deux quarts de 1788, c'est-à-dire au titre de 12 grains de fin, soit huit deniers par marc, mais à la taille de 380 pièces au marc au lieu de 300. »

La votation eut lieu le 11 janvier et la proposition fut rejetée par 915 votants contre 410.

Ce fut le premier symptôme officiel d'un mécontentement qui n'avait pas attendu jusque-là pour se manifester dans toutes les classes de la population; la simple vue du tarif et des fractions dont il était hérissé, aurait suffi pour effrayer cette partie influente de la société qui a le plus besoin de l'usage journalier des petites monnaies courantes, justement celles qu'il était le plus difficile de réduire en valeurs décimales; les marchands en détail, les revendeurs, les domestiques, toutes les maîtresses de maison, étaient d'accord pour repousser cette innovation incommode; elle n'eut pas offert d'ailleurs des inconvénients très-réels, que l'attachement naturel des populations à d'antiques habitudes aurait suffi pour inspirer le même esprit de résistance. Nul doute non plus que, pour un très-grand nombre de citoyens, l'idée que la nouvelle loi reposait sur un principe emprunté à la France, n'eût fait naître dans leur esprit un sentiment prononcé de répulsion et augmenté la juste méfiance que des menées annexionistes avaient déjà soulevée. On ouvrait les yeux sur les sourdes tentatives d'un parti peu nombreux, il faut se hâter de le dire en l'honneur de notre pays, qui travaillait sous main au projet de réunir Genève à son puissant voisin, lequel cherchait de son côté à faire renaître des troubles favorables à ce but secret. Déjà le 5 janvier on avait dû prendre des mesures de sûreté pour mettre la Monnaie à l'abri d'un complot ourdi, à ce que disent les registres, dans le but de la piller, et le 6 on suspendit l'usage des tarifs, vu la difficulté d'exécuter cette

ordonnance, tant qu'il n'y aurait pas une plus grande quantité de nouveau numéraire en circulation ; d'un autre côté, comme les nouvelles Genevoises tombaient dans un discrédit inquiétant, on autorisa un certain nombre de citoyens à publier qu'ils étaient prêts à les prendre au pair des anciens écus de 12 fl. 9 sous, ce qui d'ailleurs était leur valeur réelle.

Enfin cette résistance prit un caractère plus officiel et plus positif par la présentation au Comité législatif d'une pétition signée par 64 citoyens ; dès lors on reconnut la nécessité de revenir sur une mesure universellement condamnée, et le 22 janvier 1795 les syndics Gasc et Junot proposèrent le renvoi à la commission des monnaies de la pétition qui venait d'être communiquée au Conseil administratif. Celle-ci, dans son rapport, opina pour remettre la mise en vigueur du système décimal à Genève au moment où la république française l'aurait adoptée en pratique, et de se rattacher provisoirement au système monétaire suisse ; le Département des Beaux-Arts, consulté à son tour sur l'opportunité de cette nouvelle mesure, fit observer que les difficultés éprouvées pour l'introduction du système décimal venaient en grande partie des manœuvres des agioteurs et des malveillants, et qu'on éprouverait la même résistance si l'on voulait essayer d'introduire le système suisse. On pourrait peut-être chercher à éclairer l'opinion publique en publiant quelques instructions claires et précises sur les avantages du système décimal et en faisant bien comprendre que l'État n'oblige point les citoyens à s'y conformer dans la pratique ; mais cette mesure ne suffirait peut-être pas pour donner pleine satisfaction à l'opinion publique qu'il serait dangereux de braver ; d'ailleurs, le système décimal ne sera vraiment beau que lorsqu'il s'étendra aux poids et aux mesures, et il ne faudrait pas s'exposer à vouloir pousser jusque-là. D'un autre côté, il serait dangereux de vouloir entièrement abolir tout ce qu'on a déjà fait ; le moment est arrivé de fournir le numéraire nécessaire à l'établissement d'une caisse d'escompte ; une foule

de citoyens ont été renvoyés aux secours qu'elle doit leur offrir ; si l'on retire les Genevoises de la circulation, l'argent indispensable pour cet établissement fera défaut, etc. En conséquence et après un mûr et sérieux examen, le département confie au citoyen Cornuaud la rédaction d'un préavis qu'il adopte le 23 janvier, et dont nous supprimons les considérants que nous venons de mentionner.

« Le Département, considérant, etc. Arrête d'adresser à l'administration le préavis suivant:

« Les Genevoises déjà en circulation ne seront point rappelées à la Monnaie, elles seront considérées comme des gros écus valant 12 florins 9 sous, ainsi que celles qui restent encore à battre et qui seraient avec la clef et l'aigle; les $^1/_2$ Genevoises seront en conséquence considérées comme des petits écus et vaudront 6 florins 4 sous; les deux pièces valant intrinsèquement les écus de 6 et 3 livres, il n'y a pas d'inconvénient à leur donner cette valeur numérique relative à nos anciennes monnaies.

« Les décimes déjà toutes prêtes à frapper seront, ainsi que les petits écus, frappées à l'ancienne effigie, et l'on refondra environ 300 marcs de décimes déjà frappées pour éviter la bigarrure, attendu que cette petite refonte n'est pas de grande conséquence; cette dernière pièce vaudra 15 sols et la nation n'y perdra point, car la valeur intrinsèque de cette monnaie porte encore un remède de titre en sa faveur. Le Département propose encore de frapper des pièces de 2 et de 4 sols à l'ancienne effigie de Genève, comme toutes les précédentes, outre notre billon d'usage, tant pour la commodité du public que pour écarter les mauvaises pièces de la même valeur qui pullulent chez nous, priant l'administration d'en donner connaissance au Comité législatif et de requérir de lui de demander au Souverain l'urgence sur cet objet, aussi pressant qu'intéressant pour le public. »

Signé : J.-G. Odier, Secrétaire ad interim.

Le Comité législatif, à son tour, après avoir pris connaissance de ce préavis, prit, en date du 26 janvier, la résolution de convoquer le Souverain pour le 8 février et de lui soumettre un nouveau projet d'Édit, motivé par la pétition des 64 citoyens, et par les divers considérants dont il est fait mention plus haut; il ne propose pas l'abrogation pure et simple de la loi qui entraînerait pour l'État une perte de 19 à 20,000 florins sans compter les frais d'apport et de fonte, mais le retour à l'ancien système avec quelques modifications. Voici la teneur de ce nouvel Édit.

1° La loi du 17 octobre 1794 est abrogée.

2° Les pièces actuellement en circulation sous le nom de Genevoises seront reçues sous le nom de gros écus pour 12 florins 9 sous.

3° Si l'on frappe des gros écus ils seront au poids d'une once, remède 3 grains; au titre de 10 d. 12 g. d'argent fin, remède 3 grains.

Leur empreinte sera: d'un côté les armes de l'ancienne république, de l'autre la désignation de leur valeur qui sera de 12 florins 9 sous.

4° Si l'on frappe des petits écus, ils seront du poids d'une demi-once, remède 3 gr. au titre de 10 d. 12 gr. remède 3 gr. Leur empreinte sera la même que celle des gros écus, leur valeur sera de 6 florins 4 sous 6 deniers.

5° Le Conseil administratif est autorisé à frapper des pièces de 15 sols au titre de 9 d. 3 gr. remède 3 gr. et du poids de 72 au marc, remède de 4 pièces.

Leur empreinte sera une aigle déployée, tenant une clef dans ses serres et entourée d'une couronne de feuilles de chêne avec cette légende: *Post tenebras lux*, et dans l'exergue 1794 (sic) — au revers un soleil portant au milieu la dénomination de leur valeur et pour légende: *Égalité, Liberté, Indépendance.*

6° Le Conseil administratif est autorisé à frapper des pièces

de billon au titre, au poids et à l'empreinte en usage avant la loi du 17 octobre 1794.

L'adoption de ce nouvel Édit fut votée par une majorité de 923 contre 328 [1].

Ainsi prit fin, après environ quatre mois d'une existence fort agitée, ce premier essai d'adoption de la monnaie décimale à Genève, monnaie qui ne pénétra dans la circulation qu'en s'assimilant à l'ancienne, et dont il ne resta plus tard que les Genevoises sous l'ancienne dénomination d'écus; quant aux décimes qui ne paraissent avoir été distribuées qu'en très-petite quantité et qu'on avait retenues à la Monnaie pour les refondre, leur transformation en pièces de 15 sous, au même titre et du même poids qu'elles, ne tarda pas à prendre grande faveur.

Cette nouvelle monnaie s'étant trouvée fort commode pour la comptabilité en florins de Genève, l'on n'hésita pas à en répandre dans la circulation pour de très-fortes sommes. — La frappe des demi-décimes à la ruche s'est bornée à un très-petit nombre de pièces, comme nous l'avons déjà dit. Celle des centimes et des minimes n'a pas eu lieu, ou s'il en existe, ce n'ont été que des pièces d'essai.

On rencontre chez quelques amateurs un très-petit nombre de pièces au type de la décime mais d'un flan beaucoup plus épais; qu'on a prises quelquefois pour la véritable décime, et celles au flan ordinaire pour des demi-décimes; c'est une erreur, ce seraient plutôt des doubles décimes, dont la loi ne fait pas mention, à la vérité, mais qui doivent avoir été projetées, puisque nous voyons qu'il en est question dans les registres du département des beaux-arts à l'occasion d'un essai présenté par Ferrier: à mes yeux ces soi-disant doubles-décimes doivent être consi-

[1] Ce dernier chiffre offre un certain intérêt politique parce qu'il représente, à ce qu'il nous semble, celui des citoyens les plus avancés, soit par leur adhésion au parti des clubs représentés par la commission révolutionnaire, soit pour un petit nombre d'entre eux par leur sympathie pour les idées françaises.

dérées comme des Piéforts. Il en est de même pour une pièce à la ruche, du poids et de l'épaisseur de la décime que M. l'antiquaire Kuhn a eue en sa possession.

Il est presque certain que la nouvelle loi n'aurait pu se maintenir lors même qu'elle n'aurait eu contre elle ni les répugnances nationales, ni l'horreur des déplorables événements qu'elle rappelait, ni les difficultés de son application dans la pratique; si elle avait été conçue dans une époque de calme et de sécurité, le projet n'aurait pas été au delà des études préparatoires, car ce n'est point chose facile de lutter contre les habitudes d'un peuple, sanctionnées par plusieurs siècles d'existence, tellement enracinées à Genève que, pendant toute la durée de la domination française, l'usage de l'ancienne monnaie de Genève s'est religieusement conservé, non-seulement dans cette petite ville mais aussi dans toute l'étendue du rayon assez vaste où les relations du commerce l'avaient fait pénétrer; le pays de Gex, le Chablais, le Faucigny; à partir de 1798, la monnaie française décimale fut introduite dans toutes les tractations officielles et devint tout naturellement de plus en plus familière aux Genevois, mais aucune mesure restrictive ne fut prise par le gouvernement pour interdire ou pour retirer graduellement de la circulation les anciennes monnaies genevoises, qui fournissaient à la ville, ainsi qu'aux contrées voisines, une grande quantité de petit numéraire.

Dans la pratique, l'emploi simultané des deux systèmes n'offrait d'ailleurs aucun inconvénient, parce que la valeur du sol genevois était si rapprochée de celle de 4 centimes, que la réduction dans toutes les transactions courantes était des plus faciles; aussi, lorsque les Genevois furent rendus à leur ancienne indépendance, ils n'eurent rien à changer à leur mode de vivre, si ce n'est à faire frapper du nouveau billon pour remplacer l'ancien devenu rare. Cependant l'usage de la monnaie française était de plus en plus familier à toutes les classes de la société, la supériorité du système décimal sur le système duodécimal,

au point de vue de la facilité du calcul, se faisait toujours mieux comprendre, mais tout un quart de siècle dut s'écouler encore avant que le législateur put considérer le peuple genevois comme assez éclairé sur la convenance d'un pareil changement pour l'adopter d'une manière définitive, et nous avons encore le souvenir présent des oppositions assez vives qui s'élevèrent contre cette loi et faillirent la faire échouer, non-seulement par suite de la répugnance provenant des habitudes du marché ou des petites boutiques, mais aussi par la résistance vigoureuse d'un certain nombre de financiers dont l'autorité au sein du Conseil Représentatif ne laissait pas que d'exercer une assez grande influence. J'espère, Messieurs, pouvoir vous entretenir plus tard des incidents d'ailleurs peu dramatiques qui amenèrent l'adoption définitive du système décimal, me bornant à rappeler ici que ce ne fut point une imitation pure et simple du système français; on fit la part des habitudes du passé, et sans avoir égard au système métrique rigoureux adopté en France pour la petite monnaie en argent, on n'hésita pas à préférer l'usage du billon pour toutes les espèces inférieures à la valeur de 50 centimes; celles-ci furent en outre subdivisées en fractions de francs dont l'usage était inconnu en France, par exemple en pièces de billon de 25, 10, 5, 4, 2 et 1 centimes. Les 4 et 2 centimes qu'on supprima plus tard étant destinés à faciliter la transition en représentant les anciens sous et deux quarts. Cette disposition législative donna à la monnaie genevoise une autonomie précieuse sous le rapport de l'esprit national, tout en ajoutant aux avantages du système décimal certaines facilités de comptabilité que la population a pu apprécier pendant près de douze ans.

F. S.

LA CHRONIQUE

DU

MARCHAND DE GENÈVE

NOTICE PRÉLIMINAIRE

Senebier, dans son Histoire littéraire de Genève [1], et G.-E. de Haller, dans sa Bibliothèque de l'Histoire suisse [2], mentionnent l'existence d'une chronique imprimée, faite par un marchand de Genève, et racontant les événements accomplis dans cette ville de 1532 à 1534. L'un et l'autre signalent cet ouvrage comme étant d'une extrême rareté, et jusqu'ici aucun bibliophile genevois, ni aucun amateur d'histoire nationale n'ont pu s'en procurer, ou en découvrir un seul exemplaire : on n'en possé-

[1] Senebier, *Histoire littéraire de Genève*, 1786, t. I, p. 75. — « La Guerre et la Delivrance de la Ville de Genève, fidellement faite et composée par un Marchant demeurant en icelle, in-4. Genève, 1535, chez Jean Belot: on y trouve le récit des événements dès 1532-1534. Ce livre est d'une extrême rareté. »

[2] Haller's *Bibl. der Schweizer-Geschichte*, 1787, t. V, p. 142. — « N° 475. La guerre et desliurance de la Ville de Genesue. Fidèlement faicte et composée par ung marchant demourant en icelle. S. l. et a. in-4, 23 Seiten, mit deutschen Buchstaben. Ist eine Erzählung der 1532, 1533, 1534, zu Genf vorgefallenen Begebenheiten und ist von der grössten Seltenheit; hat aber sonst nicht viel wichtiges. Es ist wahrscheinlich dass sie zu Genf beim Jean Belot, anno 1535 oder 1536, sey gedruckt worden. Der Verfasser unterschreibt sich N. S. J. C. Das Buch ist aüsserst selten. S. Senebier, *Hist. litt.* I, p. 76. »

dait même à Genève aucune copie manuscrite. On pouvait ainsi désespérer de connaître un document qui se rapportait à une époque importante de notre histoire et qui devait, par sa qualité de récit contemporain dû à la plume d'un laïque, offrir un intérêt spécial. Aujourd'hui, grâce à la découverte faite par l'un des membres correspondants de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, nous sommes en mesure de satisfaire la curiosité éveillée au sujet de la chronique du marchand et d'en insérer le texte dans nos mémoires.

M. le professeur George de Wyss, de Zurich, nous annonçait naguère qu'il venait de trouver, dans un recueil manuscrit de la bibliothèque de cette ville, un opuscule intitulé : *La guerre de Genève et sa délivrance fidellement faitte et composée par un marchant demeurant en icelle.* Il ajoutait que cette pièce était précédée des mots : *Copie d'un livret imprimé in-4° en lettre gotique sans année ny lieu de l'Impression, tirée d'une copie faite de la main de Monsieur le libraire Jean Bardin.* M. de Wyss nous demandait en même temps si cet ouvrage était connu à Genève et si l'on en possédait un exemplaire imprimé.

En remerciant notre correspondant de sa communication, nous recourûmes à son obligeance pour obtenir une copie du manuscrit et pour réclamer quelques renseignements sur sa provenance. Voici le résumé des indications que M. de Wyss a eu la bonté de nous fournir : « La copie de la *Guerre de Genève*, etc., se trouve dans les volumes manuscrits de Leu (in-4°, t. I, p. 185), conservés dans la Bibliothèque publique de Zurich. Le bourguemaître Leu, mort en 1768, auteur du grand dictionnaire historique et géographique suisse, avait pendant sa longue carrière formé une nombreuse collection de manuscrits historiques, principalement relatifs à la Suisse. Cette collection passa à son fils, le conseiller Leu, mort en 1782, et fut l'année suivante donnée à la bibliothèque de la ville, où elle est conservée dans son ensemble. La note préliminaire ou avant-titre qui mentionne le libraire Bardin, est écrite par le conseiller

Leu, tandis que le corps même de la copie est de la main d'un secrétaire de son père, dont l'écriture se retrouve souvent dans les manuscrits ayant appartenu à celui-ci. L'orthographe et le caractère de l'écriture sont de la seconde moitié du dix-huitième siècle. »

Ces renseignements sont assez précis pour ne laisser aucun doute sur la date et l'authenticité du manuscrit signalé par M. de Wyss. Les frères Bardin étaient des libraires connus à Genève durant la seconde moitié du dernier siècle; il est dès lors naturel qu'il existât des relations suivies entre eux et le savant bourgmestre de Zurich, et que les papiers de ce dernier renfermassent la copie d'un document déjà sans doute fort rare à cette époque.

Quant à l'existence de l'original imprimé, on peut la regarder maintenant comme démontrée par les mentions successives de Bardin, de Senebier et de Haller, quoique leurs indications ne concordent pas entièrement. Bardin et Haller mentionnent tous deux qu'il s'agit d'un livret imprimé en lettres gothiques, sans année ni lieu d'impression. Haller ajoute que ce livret contient 23 pages, et l'article qu'il lui a consacré n'est pas précédé d'un astérisque : ces deux circonstances font supposer qu'il a eu l'ouvrage sous ses yeux. Senebier, au contraire, n'en a évidemment vu aucun exemplaire, et nous croyons qu'il a fait erreur en attribuant son impression à Jean Belot, tandis qu'on ne connaît aucun ouvrage sorti des presses de cet imprimeur après l'année 1513. Cette erreur paraît avoir été déjà soupçonnée par Haller, puisque celui-ci se borne à dire, en citant Senebier, qu'il est vraisemblable que l'ouvrage a été imprimé chez Jean Belot. Du reste Haller lui-même s'est aussi trompé en prenant les dernières lettres du titre : N. S. J. C. (Notre Seigneur Jésus-Christ) comme des initiales du nom de l'auteur.

La chronique du marchand reste donc anonyme, mais en la lisant, on demeure convaincu qu'elle a bien été écrite par un membre de la bourgeoisie de Genève, ayant adopté les idées

nouvelles d'où allait sortir la transformation religieuse et politique de la cité. Son écrit s'arrête à la fin de 1534, et s'il ne contient pas des faits nouveaux, il confirme du moins, dans leurs points essentiels, ceux qui ont été racontés par d'autres chroniqueurs, et fait apprécier la nature et l'énergie des impressions sous lesquelles une partie des citoyens de Genève voyaient se dérouler les événements.

Nous publions cette chronique d'après la copie conservée dans les manuscrits de Leu, sauf la rectification de quelques légères erreurs dues probablement à l'inexpérience chez le secrétaire du bourgmestre des noms de localités genevoises. On retrouvera donc à la fois, dans notre texte, les caractères de l'idiome du seizième siècle et l'orthographe du dix-huitième.

Gustave Revilliod.

LA

GUERRE DE GENEVE ET SA DELIVRANCE

Fidellement faite et composée par un

MARCHANT DEMEURANT EN ICELLE.

A TOUS CEUX QUI DESIRENT

Sçavoir et entendre de la Guerre et Delivrance de la Ville de Geneve

Salut par N. S. J. C.

A cause que Plusieurs Personnages seront émerveilléz des Guerres, Divisions et debats qui ont eté principalement depuis trois ans en ça faits dans une ville de Geneve ay bien voulu rediger et mettre par ecrit toutes ces choses manifestes et publiques a un chescun de la ville a fin que tous ceux qui la connoissent est autres sachent comment les Citoyens, Bourgeois et Habitans d'icelle ont eté demenés et conduicts, et comment Dieu et sa parole, et grande Consolation de Cœur l'ouir, voir racompter et dire, mais aux Ennemis traitres et adversaires de Dieu et de la ville, grande desolation ignominie et confusion, en quoy ne faut etre emerveillé que Dieu nous aye si miraculeusement delivré de nos Ennemis pour neant et sans que l'eussions merité ne deservy, car c'est toujours l'œuvre de Dieu que aux choses desesperées, selon les hommes de montrer sa vertu et puissance afin que l'honneur et la Gloire luy soit du tout baillée, ainsy qu'il luy appartient lequel ne regarde ne la force ne la multitude de ses adversaires, mais tant seulement la foy et la confiance qu'on a en luy, car il est aussi puissant ou plus en la faiblesse politesse, méprisement ou Contemption des siens que en la Hautesse, Sagesse et Prudence des autres, et ne

petit nombre donner la Victoire que en grande multitude comme il a fait a Nous et a plusieurs autres du temps passé.

Mais si jamais misericorde fut faitte a Peuple, elle a eté a Nous, voire si je l'ose dire plus grande, car pour un Ennemy, nous en avions deux, pour une Tyrannie nous en avions mille, pour un Pharao, cent, pour une malice, envie et obtination, cent mille. Bref, c'est chose impossible a un tel marchant que moi le pouvoir ne sçavoir assés souffisamment ecrire, mais si Dieu touche le Cœur à quelque bon personnage plus souffiçant que moi, ayant le langage plus second, des mots plus exquis, le declara, vous priant ne regarder à ce style ou a la rudesse du langage, car le païs est l'etat de Marchandise doit faire l'excuse.

Si comme en toutes choses faut commencement aussi pour scavoir et entendre dont est venue et procedée cette derniere guerre faut premierement savoir et entendre l'orrigine et commencement d'icelle a quelle fin, pour quelle raison, et de qui a eté faitte et demenée et trouvé que ce Commun Proverbe :

Qui reveille le chien qui dort
Sil le mord, il n'a pas tort.

Convient à ceux qui l'ont reveille, lesquels voulant batailler contre Dieu et sa parole, ont batallié contre eux memes et par tant.

Que mal cherche et le trouve, nè pert pas son temps ainsi que ont fait ces Tirans, Brigands et Meurtriers qui sous ombre de maintenir la foy et loy du Pape ont excusé leurs briganderies ; pour extirper et annichiller la vraye parole de Dieu et les libertes et les franchises de la ville. Car il est chose veritable que de tout temps depuis que cette ville de Geneve a eté edifiée et construitte, a esté et est en grande liberté et franchise sans subjection quelconque ainsi que conste par ecrit dedans la maison de ville ayant authorité déslire Sindicques pour juger et ordonner des causes en toute Justice et Equité, la quelle Justice

non seulement par force de tirannie, le duc de Savoye, avec ses Gentils Eveques et Prestres l'ont voulu plusieurs fois usurper et tollir, ainsi tout ce qui leur appartenoit, voire la vie, les femmes et les filles des bons Marchands, les quelles n'étoient assurés avec leurs Peres, Meres et Parens, mais étoyent violées et ravies par force aupres de leurs propres Maris sans que personne contredit, car celui qui grounisioit, étoit persecuté et ceci n'a pas duré et regné peu de temps sinon par l'espace d'ung trente ans, la quelle chose voyant etre insuportable a tous Gens d'honneur et de Cœur, ne l'ont pu endurer et souffrir, ainsi ont declaré a ce Prince a fin qu'il fit Justice, pensant qu'il fut amy de la ville veu les plaisirs et service qu'ils lui avaient faits, tels et plus que s'il eut été leur Prince et Seigneur, mais au lieu d'avoir Justice et raison, permettoit secretement de faire de pis en pis, et ceux qui ont voulu maintenir les libertés et franchises les faisoit mourir miserablement, les envoyant querir du Piémont à foy et fiance et les faisit mourrir et chappeler, Et qui plus est, Les renvoyoit Sallés dans Tonneaux en toute dérision et mocquerie; Tellement qu'il n'a jamais cessé de persecuter cette pouvre ville, cherchant tous les moyens qu'il a sceu trouver pour la detruire et ruiner, tant par famine, Guerre que autrement. Mais DIEU qui a eu pitié des siens n'a voulu permettre telles injures leurs estre faites, leur donnant Cœur d'aller faire alliance avec Messieurs de Berne et Fribourg, pour a cette fin qu'ils fussent maintenus en leurs franchises et libertés en toute Justice et Equité.

Ce Duc voyant donc qu'il perdroit ses plumes, a tant fait et machiné de çà et de là, qu'il a eu grandes alliances avec plusieurs Princes et Seigneurs, mais tout cela n'a rien servy sinon de soy estre Prophete, c'est de ce qu'il avoit peur de perdre son pais, comme cela lui est arrivé ces derniers jours, de sorte qu'on peut dire, Femmes boutéz hardiment pusins couver car les Ducs ne les mangeront plus.

Cette premiere alliance a eté cause d'engendrer grandes trahi-

sons contre la ville grosses moutions les uns contre les autres, beaucoup perte de biens, par ceux qui tenoyent la partie des Ennemis, en sont vennues et comme traitres se sont fouys prenant le nom des Mammeller [1], delaissans les aydguenos en grandes peines et labeurs, resistans aux Ennemis et trafiques d'iceux, car jamais n'ont depuis cessé de macchiner trahisons avec les Eveques, Pretres, Moines et Nonnains contre la ville que premierement n'ayent eté detruits.

Non contens de toutes ces injures et outtrages innumerables faits, lesquels je laisse pour eviter prolixité, cinq ans sont deja passéz, qu'ils suscitèrent une guerre contre la ville de la quelle ne sont trouvéz pouvres marchands, car de vieux Gendarmes, dit-on, nouveaux Coquins, leurs Chateaux en furent bruléz, les pouvres Gens détruits, leur Duc condamné au principal et depens vingt et un mille Ecus, et son Pays confisqué en jamais contrevenant a sa promesse et ville, comme il a fait, aussy celuy Duc voyant sa perte, les maux et outtrages faits ne veut cesser, mais notre Bon Dieu ayant pitié de son pouvre peuple, le voyant ainsi pillé, mangé, vexé et tourmenté l'a voulu delivrer du temps même que les traitres avoyent le Gouvernement de la chose publique dans Geneve, Syndicques faits à leur plaisir, voulans livrer la ville, par plusieurs fois aux Ennemis, ayans conspiré XVI trahisons principales par les quelles aucuns ont perdu la vie, les autres dechasséz et les autres deshonorés, car la moindre dicelles etait assez souffisante non seulement livrer et perdre une ville, mais un Royaume si Dieu par sa grace n'y eut pourveu au mode qui s'ensuit.

Et premierement trois ans sont deja passéz que les Syndicques furent faits au plaisir de l'Eveque, Chanoines et Pretres, au grand prejudice et detriment de la ville, de ces temps là survint Guillaume Farel Precheur de l'Evangile avec autres ses Compagnons et freres, venans de visiter aucunes Eglises Chre-

[1] *Sic*, au lieu de Mamelucs.

tiennes et passant parmy Geneve voulsy precher Jésus et iceluy crucifié publiquement, soy ouffrant a la mort sy disoit ne prechoit chose qui ne fut contenue en la sainte Escripture, mais à ce ne fut admis, craignant bien ce qui leur est advenu. Les Syndicques et conseil de la ville qui pour lors étoyent, l'appellerent au Conseil, auquel fut fait deffence n'avoir a precher dans leur ville, ainsi vuider dicelle, sur cela mes fins Renars, Chanoines, Pretres et Moines bien jugeux, et de l'envoyer querir en leur Conseil à foy et Fiance pour disputer et rendre raison de sa foy, comme il fit, mais iceux tenans les propos d'Anne et Cayphe cherchoyent le mettre à mort disant *Quid indigemus testibus, reus est mortis* auxquels repondit disant les paroles de Jesus Christ et non de Cayphe, lesquels furent plus indignéz à l'encontre de luy, et comme Chiens enragés vindrent sur luy et ces compagnons les frappant et battant en leur Synagoges, et aucun delacha une harqueballe pour les tuer et meurtrir, mais comme l'heure n'etoit pas encore venue tomba en pièces à terre comme leur vouloir et arbitre : Peu en suivant vint un bon personnage, toutefois de leur Secte pour precher Jésus et sa parole, la quelle est grandement differente à la leur, comme bien leur montra par deux Sermons, auquel donnerent place veu qu'il etoit rasé comme eux, non obstant different à leur doctrine, mais pour ce qu'il ne prechoit à leur folle coutume et fantasie, est de chasse peu apres.

En suitte de celuy cy vint Antoine Froment lequel ne pouvant avoir autre lieu que les rues et places communes se print a parler au Peuple la Parole de Dieu ainsi qu'il donnoit à parler, tellement que plusieurs étoyent gagnéz à notre Seigneur et firent precher a la place commune du Mollard, mais cette Vermine Papale ne scavent faire si non de le dechasser.

Un temps apres non obstant toutes ces choses il est retourné au Nom de Dieu, auquel temps vint aussi pour precher et maintenir la foy Papale, un Docteur de Paris nommé Furbuty, et Dieu sçait quels preches ce Docteur de Bouteille faisoit,

quels Blasphemes quelles injures contre Dieu et sa parole disoit, contre Messieurs de Berne et autres qui ont reçeu l'Evangile comme il Debaccoit ainsi que bien scavent faire ces Caffars quand matiere leur fault, les appelant Chiens et Caignes plus mechans que Juifs, et Payens et tout plein d'autres choses les quelles je laisse en sa dispute. Voire jusqu'à dire que Jésus avoit eté dans le ventre de la vierge Marie comme une fourmis pour lever les autres et que le Pretre est plus digne que la vierge Marie, ayant puissance de faire venir Jesus du Ciel en soufflant ne une oblie forgée entre deux ferchaux moyennant qu'il dit: *Hoc est enim Corpus meum*, tellement que le plus adversaires etoyent scandaliséz de luy l'ouir ainsi parler contre la pure parole de Dieu, la quelle nous enseigne de croire que Jesus Christ est assis à la Dextre de Dieu le Pere, jusqu'a ce qu'il vienne juger les vifs et morts: Il y eut un certain personnage qui ne pouvoit souffrir ces blasphemes sans le reprendre devant tout le monde, ainsi qu'il fit, Soy offrant a la mort si ne pouvoit montrer qu'il avait failly comme faux Prophete, Menteur et Seducteur du Peuple la quelle offerte fut agreable au commun Peuple desirant tous voir la definition de la cause, mais les Pretres et adherans d'iceux, comme sont leur mange soupes, Ribandes et Macqueraux ne peuvent porter et ouir la declaration de la cause, ainsi emeurent la tourbe contre luy pour le prendre et meurtrir si l'heure etoit venue, et comme Dieu permit un autre fut prins en son lieu, lequel fut ravi de leurs mains par la Justice et puis banny de la ville, car autrement les Pretres l'eussent lapidé, mais luy failloit mourir à Paris et d'une mort plus amere, ainsi qu'il était de Dieu ordonné.

Je laisse par une Civilité humaine racompter et dire comme l'Eveque entra dans la ville en grande Pompe et authorité aussi comme il fut reçu d'aucuns Bourgeois lui montrant toute l'artillerie de la ville etre a son Service et commandement, lesquels incontinant, comme il a de coutume faire grande chere ivrogner et paillarder envoye querir les principaux et ceux qui luy plait

de la ville, lesquels venus a luy et tenans a son plaisir les a traitez honnetement comme larrons et brigans enferrés comme chiens enragés les voulant mener et conduire par eau hors la ville pour en faire a son plaisir, mais Dieu empecha son vouloir en rompant sa mechante entreprise, et iceluy voyant son coup rompu, hativement laissa la ville pour machiner Guerres et trahisons, comme il a fait, et tout plain d'autres mechancetéz baillant lettres de pleniere remission pour tuer et meurtrir tous ceux qui luy plairoit, ainsi que ont fait ses serviteurs et offieiers; et Secretaire, faisant lettres pour constituer et ordonner autres Superieurs dans la ville que ceux qui y sont. Mais un peu paravant les Pretres avoyent fait plusieurs Mutination, Monopoles et assemblées d'armes contre la ville pour les subjuguer et mettre soubs leur main, mais en faisant la fosse, sont tombés dedans sous la main de Dieu et de la ville car se mettant en armes au son de la grosse Cloche s'en sont mal trouvés.

Conséquemment après que ce Docteur Furbiti fut publicement reprins, Messieurs de Berne avoyent eté informés des Blasphemes et injures qu'il prechoit, et a leurs instances fut arreté pour maintenir ce qu'il disoit, veu qu'il s'etoit offert à le maintenir par la Sainte Ecriture, lesquels envoyerent Guillaume Farel et Pierre Viret pour disputer a l'encontre de luy, mais nullement voulloit parler a ceux, les meprisant et rejettant comme Gens idiots, ne sachant parler a luy, demandant Docteurs et autres Gens scavants tant de Paris que d'autre part pour parler a luy, car ceux cy, dit il, ne sont suffisans pour repondre, auquel fut dit, quand ceux cy seront confondus, nous en feront bonne justice, et puis en aurés d'autres; Ce n'est pas la reponse qu'il cherchoit et pensent au moyen d'evader de leurs mains mon Caffart demande etre remis à l'Eveque, ainsi de rendre raison de sa foy et de maintenir ce qu'il a preché, la quelle chose ne peut, a cause de quoy a eté condamné par le conseil a soy dédire veu qu'il ne le sçait et peut maintenir

comme il s'etoit offert, a la quelle Sentence n'a voulu obeir, ainsi est demeuré longtemps prisonnier bien traité bien nourry et entretenu, jusques à ce que le Roy de France l'aye demandé à Messieurs de Berne et a la ville auquel n'ont voulu et ne voudroyent faire refus de si peu de chose, tout ainsi que nous lirons de Paul étant en Asie, grande Turbation fut faite de la voye de notre Seigneur, aussi quand ces prechers furent venus non petite turbation fut faicte dans la ville, tellement qu'il y avoit bien peu de Gens, pouvant porter armes et batons, qui ne fussent prets a l'allarme baillée au son de la Cloche, voire le Pere contre le fils, les Pretres leurs adherans et traitres etoyent en grand nombre d'un Coté pour les avoir, et ceux qui aimoyent Dieu et sa parole de l'autre en petit nombre pour soy deffendre, a fin que rien ne fut fait sans bonne justice, les quelles deux parties demeurerent en armes par l'espace de trois jours les uns contre les autres et sans que personne eut point de mal.

Finalement l'on vint a precher, non obstant toute deffence et empechements faits, mais non pas sans grande contradiction, de la quelle predication les adversaires furent si marris, indignés et mal contens qu'ils vinrent jusqu'à delaisser la ville et se retirer a un Chateau nommé Pinney dans lequel ont amassé d'un côté et d'autre tant de Brigans et Meurtiers qu'ils ont pu trouver, et ce par la faveur et instigation de l'Evesque, Pretres et Gentils hommes du pays lesquels ont fait des maux innumbrables, horribles à racompter, meurtres, pilleries, violances de femmes, larrecins, ravissemens de biens, brulemens de maisons et qui pis est d'hommes, et ce a duré par lespace de deux ans ou environ sans que jamais on y aye pû mettre ordre. Ils avoyent si bien machiné et traffiqué d'un coté et d'autre, avec le Duc et autres, qu'il n'y avoit homme ne femme, qui eut pu sortir de la ville sans etre prins et mené en captivité, et puis les uns brulés, les autres décapitéz assaisonnes et pendus. Bref la chose etait tellement demenée qu'il n'entroit rien dans la ville, tant par deffences d'Excomuniement que par la

grande multitude d'Ennemis etans a l'entour d'icelle, pour la detruire, ruiner, et annichiller pour tuer femmes et enfans.

Ces venerables Brigans ne pouvant venir a leur desir ont voulu reculer pour mieux sauter, mais en sautant sont tombés à la renverse, et tous les moyens qu'ils ont pu et sceu inventer et trouver pour detruire l'Evangile et ceux qui le portent l'ont fait, mais tout ne leur a de rien servi si non de ruine et de confusion, car leurs deffences de non parler de l'Evangile en maniere que ce soit ne en public ne en particulier ont emeu le Peuple douir et parler d'icelui, leurs maledictions ont eté Benedictions, excommuniemens absolutions, pouvretés richesses, miseres consolations, trahison assurance, pleurs joye, Bref le mal Bien, voire empoisonnemens Santé, mais mort et condamnation a eux et a une femme, la quelle à l'instigation d'aucuns pretre, avoit empoisonné Pierre Viret avec intention le faire a tous les autres, mais Dieu l'empecha, ce voyant ces pouvres miserables etre frustrés de leur mechant espoir, en ont pensé et imaginé un autre non moindre que celuy ci, et ce sont assembléz à Thonon beaucoup d'Eveques, Pretres, Princes et Seigneurs avec le Duc de Savoye, par la qu'elle assemblée ont eté beaucoup de fraix, missions et depens dont Impots et Tailles en sont sortis sur le pouvre peuple, et principalement par le moyen des pretres et leur grande assemblée faite a Géx les quels au lieu de conferer des Escritures pour repondre a ceux qui se sont elevés contre eux, ont machiné autres choses offrant leur corps, or et argent pour fournir a la Gendarmerie tellement qu'il ny a pas eu un si pouvre et miserable tondu Rache de Curé qui n'aye à 10 Florins de Savoye eté taillé, ce neantmoins tout leur a eté et est redondé en grande confusion et de ceux qui ont vendu et de ceux qui l'ont acheté, car qui mal achète mal vend.

Je laisse beaucoup d'autres choses particuliers a raconter et dire a celle fin que personne ne soye offencé avec les assaults et Escarmourches des Ennemis qu'on faisait jour et nuit,

et principalement au temps de la froid soufflant leurs ongles. Couchant sur les champs, dechasséz et repousséz tous par 4 hommes de la ville tenans garnison à la grasse, contre les quels ne failloit batailler car ils etoyent assez battus et aussi on dit communement. Qui bon maitre sert, guerdon attend. Cependant que les assauts se bailloyent, le Peuple se edifiait et tous les jours croissoit en la Doctrine de notre Seigneur en telle maniere que aucuns Pretres, Moines et nonnains confessoyent leurs fautes, erreurs et pechés devant toute l'eglise renonçant à l'antechrist mesme le Gardien des Cordeliers, qui pour lors maintenoit leur cause envoya lettres a leur Chapitre General qui se faisoit a Grenoble les priant pour l'honneur de Dieu puis qu'ils sont si pres assemblés d'envoyer Gens Scavans pour disputer et maintenir l'affaire, mais aucun ny voulut venir, pourquoi ont resolu d'abandonner la ville.

Et finallement Dieu ayant touché le Cœur a un bon Personnage de la ville nommé Claude Savoye pour aller declarer à nos bons freres et fideles amis de l'Eglise de Neufchatel les injures et outrages qu'on fait à Dieu puis a nous, les priant pour son honneur et sa Gloire, secourir et ayder a leurs freres affligéz et tourmentéz pour sa parole, car autrement sont delaisséz de tout aide humain, et si n'est homme qui leur puisse aider ne secourir, ainsi ceux qui le pourroyent et devroyent faire sont memement contr'eux; Et leurs bons freres et fideles Combourgeois Messieurs de Berne ont tant des autres grandes charges et affaires qu'il ny peuvent entendre pour le present; Ceux ci de Neufchatel voyant la grande Captivité en la quelle etions detenus ont eté emeus de pitié, et au nom de Dieu se sont assemblés environ de 400 h. pour venir a l'aide et Secours de leurs freres, mais ce voyant Prangy leur Gouverneur fait grandes deffences qu'ils n'ayent à sortir hors de la Comté a laquelle deffence n'ont point voulu obeir, mais se sont mis en devoir pour leurs freres et avec grande difficulté ont passe le pays de Bourgogne à cause des armes, ce non obstant sont

venus bien avant sur le pays du Duc de Savoye jusques à un lieu auquel fut fait bataille, nomme Gingy, là estoient grand nombre d'Ennemis au regard D'eux, tellement qu'il etait impossible passer veu tant de gens à l'encontre d'un si petit nombre, et meme advint que trahissons se machinoyent contreux pour les deffaire, mais s'etans mis en deffence, non obstant qu'ils fussent lassez et travaillez tant du chemin que faute du manger, par trois fois repoussassent leur Ennemis avec grande effusion de Sang de sorte quil en demeura sur le champs plus de 400, et des autres de Neufchatel 7 hommes tues et blessés lesquels furent a l'Hotellerie a foy et fiance, mais comme infidelles ont rompu, et un Moine leur coupa leur gorge dans leur lict; une femme de Schwusse avait defait 4 Savoisiens dans cette journée, qu'estre que ces hommes devoyent faire, mais cependant leurs Ennemis prindrent la fuitte et il vint un Ambassadeur de Berne nommé Diesbach lequel les en fit retourner apres qu'ils eurent gaigné la bataille et mis leurs Ennemis en fuitte et le pays en branle de Subjection, de laquelle chose furent bien etonnés, non seulement Ceux cy, mais ceux de Geneve lesquels avoyent entendu leur secours venir vont au devant pour les trouver avec Gens de cheval Pietons et artillerie, mais quand furent venus à my chemin à la ville de Copet, Cette Ambassade les fit retirer, ainsi que les autres, leur donnant a entendre que leur secours s'en etait retourné, mais qu'il traitoit la paix avec leurs Ennemis a quoy ne voulurent desobeir, disant qu'il desirant aussi la paix etre faite et pour icelle traiter, trois de notres a foy et fiance entrarent dans la ville, comme ils ont coutume de faire, et puis ont eté maltraités dans la Forteresse de Chillon, laquelle prinse fut grande desolation a toute la ville de Geneve et a la Gendarmerie; Folie consentir et croire à la voix d'un homme.

Mais comme Dieu veut pourvoir aux Siens il toucha le Cœur a un bon capitaine du Roy de France Gentil homme de la chambre nomme Monseign : de Vercy pour aider et bailler

secours a Geneve, le quel comme vaillant et preux Capitaine qu'il est bien exercité en Guerre, vouloit venir du Coté du Dauphiné accompagné de 300 h. de pied, mais pour la difficulté du Chemin au temps qu'il faisait, et le grand nombre d'Ennemis etant autour de la ville, fut contraint soy retirer en france, lequel n'ayant abbatu le Cœur pour peu de Chose, ainsi que un vray Chretien et fidele doit avoir n'etant en rien effeminé, derechef avec grands Costz, missions et non petit labeur a ramassé Gendarmerie, chevaux legers, avec grand nombre de Pietons, pour et a celle fin nous delivrer d'une telle extremité en laquelle etions detenus, mais comme Dieu veut seulement avoir l'honneur et Gloire ne peut passer sa Gendarmerie ainsi sont derechef repoussez sur la montagne de St Claude. Tout cecy n'est suffisant d'amortir un Cœur d'un tel Capitaine le quel ne regarde ne la difficulté de passer ses Ennemis, mais avec petit nombre de Gens passa l'armée des Ennemis en grand danger de mort, et luy seulement quatrieme vint aux portes de la ville blesse de nos Gens propres, pensant qu'il fut des Ennemis, tellement que luy pensa coster la vie, mais sa Gendarmerie fut arretée des Ennemis les uns prins et saccagez, les autres reculés, auquels a fait des merveilleux assaults d'un coté et d'autre comme ils ont bien senti principalement a la derniere bataille faitte aupres de la ville à un lieu nommé Coullogny, auquel lieu les Ennemis renvoyent de tous cotéz et en grand nombre etoyent deja assembles au regard des notres.

Ce vaillant Capitaine Monsieur de Vercy accompagne de 25 h. a cheval et de 120 Pietons par le conseil du Manifique Messgret, sage et prudent en tels affaires, sont venus à l'encontre de l'Ennemy les Chevaucheurs d'un coté et Pietons de l'autre, des quels chevaucheurs qui se sont mis a l'escarmouche et ont trouvé une bande des Ennemis la quelle a eté repoussée et aucuns deffaits a un lieu nommé Chesne, et un des notre blessé, cela fait sont venus au secours des autres au susdit lieu de Coullogny bien lassez par le grand

travail qu'ils ont eu en bataillant, mais Dieu leur a donné le cœur derechef batailler par l'espace de 4 heures en telle maniere que des Ennemis en sont morts plus que de notres n'etoyent de nombre bataillant et meme si ils neussent eu pitié d'eux n'en fut pas resté un pour labourer les Terres, de sorte qu'a aucuns sont sauvé la vie les prennant a rançon, les autres blessés, et les autres egarés par les voyes en viande des oiseaux, et des notres un tant seulement blessé.

A la fin Messieurs de Berne nos bons freres, Combourgeois et amis, ne pouvant plus porter les injures et outrages que ces Traitres et Larrons faissoient contre Dieu et sa parole, etans aussi informés de la pouvreté, Captivité et famine en la quelle etoyent detenus leurs bons Freres et amis, de les en sortir ont eté de pitié émeus, et de ce qu'ils ont tant differé, n'est pas sans cause, car ils craignoyent grande Sang, ce qu'il eut eté s'ils fussent attendus de leurs Ennemis, plusieurs neantmoins etoyent etonnés de leur longue attente.

Les Bernois cheminans en bon ordre, biens armés, toujours en rang de bataille, avec force artillerie, faisant bonne et droite justice à un chacun, ainsi que de tout temps on fait les Allemans baillant recompense aux affligés, punissant les mechands, brulant les Cavernes des Larrons et Brigans, extirpant du pays toute Idolatrie, deffendant a leur Gendarmerie tout blaspheme, tous jeux, toute paillardise, ivrognerie, pilleries et larecins, en mettant le pays a eux obligé, sous leur main et subjection, lequel pays etoit auparavant mangé, pillé et tirannisé, et maintenant sera protegé et garanti de tous et contre tous Hommes.

DEUX DÉPUTATIONS GENEVOISES

AUPRÈS DES

PROVINCES-UNIES DES PAYS-BAS

PENDANT LE DIX-SEPTIÈME SIÈCLE

Dès les premiers temps de l'existence des Provinces-Unies des Pays-Bas comme Etat indépendant, il s'établit entre cette république et celle de Genève des relations très-amicales. Les princes d'Orange avaient, déjà antérieurement, échangé des lettres avec les chefs de notre Eglise ou de notre gouvernement. Plusieurs jeunes gens de diverses parties des Pays-Bas avaient séjourné à Genève pour y étudier; de retour dans leur patrie, ils contribuèrent sans doute à entretenir des liaisons qui, entre deux peuples si éloignés et si différents en importance, s'expliquent pourtant par une conformité de sentiments et une communauté de vues. Un grand nombre de pièces, dans nos dépôts publics, constatent ces rapports et ces liaisons; on pourrait, en les réunissant, former un recueil digne d'intérêt.

Il y a déjà quelques années, j'ai présenté à la Société le petit épisode relatif aux lettres patentes accordées par les Provinces en faveur de notre Académie [1]. Le député genevois, Jacob Anjorrant, chargé de cette négociation, ayant reçu un double mandat, je dus naturellement mentionner les secours pécuniaires

[1] Présents mémoires, XI, p. 161.

qu'il obtint de la générosité du peuple néerlandais, en 1594 et 1598. J'ai aussi occasionnellement parlé de ceux qui furent accordés à Jacques Lect, et j'ai cité la lettre des Etats généraux, qu'il rapporta à son retour. Cette lettre, du 16 novembre 1590, et diverses pièces relatives à la mission de Lect auprès des Provinces-Unies se trouvent également dans les publications de la Société historique d'Utrecht [1].

Aujourd'hui, je me propose de faire connaître d'une manière un peu détaillée deux autres députations envoyées dans les mêmes contrées pour solliciter en faveur de Genève de nouveaux secours, l'une en 1621, l'autre en 1661.

I

Le traité de St-Julien, conclu le 11-21 juillet 1603, par l'entremise des cantons suisses, entre le duc de Savoie Charles-Emmanuel et Genève, semblait assurer le repos de cette ville. Elle dut toutefois exercer une continuelle vigilance sur son voisin, et comme elle avait, pendant la guerre, épuisé ses finances et contracté des dettes, Henri IV, qui avait compris qu'elle ne pouvait se mettre à l'abri d'une surprise qu'en entretenant une garnison, s'était engagé à l'aider par un secours mensuel de 6,000 livres. Au reste, ce n'était pas une pure générosité de la France, mais une façon de rembourser à notre république des avances assez considérables. Cette subvention fut payée jusqu'à la mort de Henri IV et pendant les premières années du règne de Louis XIII.

Bien souvent, après le traité, la conduite de Charles-Emmanuel excita les soupçons des Genevois, et spécialement vers le milieu de l'année 1621. Il faisait des levées de troupes, et tout portait à penser qu'elles étaient destinées à servir contre nous.

[1] *Kronijk van het historisch genootschap gevestigd te Utrecht*, 1855, 18, — 1861, 78 et 226.

On croyait même qu'il s'était adressé au roi de France pour l'engager à abandonner notre défense.

Le Petit Conseil redoubla d'activité. Entre autres mesures, il demanda des secours aux gouvernements de Zurich et de Berne, qui firent d'abord passer dans la ville 200 hommes du Pays de Vaud. Il écrivit aussi à Louis XIII. Ce monarque répondit qu'il s'était employé auprès du duc, son oncle, pour le détourner de tous mauvais desseins à notre égard; il déclara même qu'il était prêt à nous soutenir, si, contrairement à son désir, le duc venait à nous attaquer.

Cependant, comme on était à bout de ressources, et que les préparatifs de Charles-Emmanuel devenaient de plus en plus inquiétants, on prit, le 7 septembre, la résolution d'avoir encore recours aux Provinces-Unies et « d'envoyer en diligence vers Messieurs les Estats et vers Monsieur le Prince d'Orange le sieur Turetin, ministre, pour les prier de nous assister d'argent[1]. »

Parmi les zélés partisans que la foi protestante s'était gagnés en Italie, on doit compter François Turrettini, qui, quittant Lucques, sa ville natale, séjourna dans divers lieux, notamment à Anvers, et arriva à Genève vers la fin de l'année 1575. S'étant marié et établi définitivement, il rendit plusieurs services au pays dans lequel il avait trouvé un refuge, et donna, dans maintes circonstances, des preuves d'une généreuse charité. Il eut un grand nombre d'enfants, dont l'aîné fut nommé *Bénédict*.

Bénédict Turrettini, né à Zurich en 1588, fit ses études à Genève, et cela d'une manière si brillante, qu'en 1609, âgé seulement de 21 ans, et alors qu'il allait sortir de l'Auditoire de théologie, le Petit Conseil se réunit à la Compagnie des pasteurs pour demander à F. Turrettini de ne pas permettre à son fils de s'engager ailleurs. « C'est une perle, » disaient les ministres. Au reste, de grandes instances n'étaient guère nécessaires, car

[1] Archives de Genève, *Registres du Conseil de l'ancienne République de Genève*, vol. de 1621, f° 229.

le pieux Lucquois avait déjà répondu « qu'il n'était point en autre intention, sinon l'ayant donné à Dieu, de le dédier aussy à l'église. Bien luy a donné congé d'aller cest esté prochain en France pour six ou sept mois, mais que ce sera pour revenir après ledict temps[1]. »

En 1611, B. Turrettini fut chargé de donner des leçons de théologie. L'année suivante, il fut nommé définitivement professeur et consacré au saint ministère. En 1616, il s'allia avec une famille également venue de Lucques, en se mariant avec Mlle Louise Micheli. En 1620, on le prêta, suivant l'expression de nos registres, pendant six mois, comme pasteur, à l'Eglise de Nimes, qui fit de vains efforts pour le conserver plus longtemps. Il s'était d'ailleurs fait connaître par divers écrits, notamment par une réfutation de l'ouvrage du Jésuite Cotton intitulé : *Genève plagiaire*. Enfin, en 1621, il se trouvait recteur de l'Académie, et c'était à lui qu'était confiée une mission bien en dehors, semble-t-il, de ses études et de son genre de vie ordinaire.

Les instructions données au député, en date du 9 octobre, portaient que, s'il ne pouvait obtenir de subvention, il devait chercher à emprunter au plus bas intérêt possible, soit de l'Etat, soit des particuliers, mais préférablement de l'Etat et des villes[2].

Turrettini se mit bientôt en route, emportant des lettres adressées aux Etats généraux, à ceux de Hollande et de Zélande, au prince d'Orange et à divers seigneurs[3]. Nos Archives contiennent[4] en un dossier vingt-huit des lettres qu'il écrivit lui-même aux autorités genevoises : elles témoignent de son activité et de son zèle pour le service d'une ville dont il n'était pas même bourgeois, à laquelle il avait consacré ses talents, et qu'il traitait bien comme sa véritable patrie. Mais avant de

[1] *Reg. du Cons.*, vol. de 1609, fol. 219, 11 décembre.
[2] Voir dans l'Appendice la pièce n° 1.
[3] *Ibid.*, nos 2 et 3.
[4] *Portef. des Pièces histor.*, n° 2689.

citer ou d'extraire quelques-unes de ces lettres, il est nécessaire de jeter au moins un rapide coup d'œil sur le pays dans lequel notre député allait se rendre.

Depuis le commencement du XVII^e^ siècle, les Provinces-Unies avaient continué leur marche ascendante vers une prospérité qui devint fort remarquable. En 1609, une trêve de douze ans, conclue avec l'Espagne, leur permit de se reposer des longues guerres qu'elles avaient soutenues contre cette puissance. Toutefois une grande partie de ce temps de répit fut malheureusement remplie par des luttes intestines. Les longs débats théologiques entre les Arminiens et les Gomaristes furent terminés par la complète victoire de ces derniers dans le synode de Dordrecht, auquel assistèrent deux ecclésiastiques genevois, Jean Diodati et Théodore Tronchin. Ensuite vinrent de sanglantes exécutions, qui assurèrent, dans la jeune république, la prépondérance de Maurice de Nassau, prince d'Orange.

Cependant, en 1621, la trêve étant arrivée à son terme, les hostilités recommencèrent. Le général espagnol Spinola entra d'abord dans le pays de Juliers; il assiégea la capitale, où les États tenaient une garnison, et s'en rendit maître au bout de cinq mois. Mais les Espagnols ne réussirent pas si bien dans leurs entreprises sur l'île de Cadsant et sur le port de l'Ecluse, car le courage des Zélandais les força à se retirer.

Outre la guerre qui venait de recommencer, les Provinces avaient encore d'autres embarras. En 1618, les Bohémiens avaient choisi pour roi l'Electeur palatin Frédéric V, neveu du prince d'Orange, et les Etats lui fournirent de l'argent et des troupes; mais, vaincu par la ligue catholique, en 1620, à la bataille de Prague, il se réfugia avec sa famille à La Haye. De plus, la ville de La Rochelle, qui armait contre Louis XIII, comptait sur l'aide au moins pécuniaire des Provinces, et les malheureux protestants grisons, après les massacres qui avaient désolé leur pays, tournaient leurs regards du même côté.

C'est au milieu de ces circonstances, peu propres à faire

bien favorablement accueillir une nouvelle demande d'argent pour secourir une ville éloignée, que Turrettini devait se présenter.

Arrivé à Calais le 10 novembre 1621, il y fut retenu par le mauvais temps; puis, ayant pu atteindre la capitale de la Zélande, il écrivit à Messieurs les Syndics et Conseil de Genève, en ces termes :

« Magnifiques et très-honnorés Seigneurs,

Dès mon arrivée en ce lieu, j'escrivois à Vos Seigneuries, mais la haste du porteur ne m'ayant permis d'achever, je ne suis pas marri maintenant que le délay d'un jour me donne le moyen d'escrire plus solidement. Le long séjour de Calais m'a retardé douze jours, comme j'escrivois à V. S. naguères de là, plein d'anxiété que je ne fusse arresté bien davantage, par autres vents que ceux de l'air, ainsi que les exemples des scrupuleuses recerches et rétention de personnes en des ports, surtout à Bologne, n'ont pas esté nouveaux en ceste saison. Calais est plus libre, et Dieu m'y ayant préservé, puis en la mer, délivré d'un dangereux ensablement près du port de Calais, m'a aussi donné bref et heureux passage en ceste province, où estant abordé mardi 13-23 de ce mois, hier le Mécredy 24[1] a tout esté donné à nos affaires. Premièrement estant instruit par un ami de l'ordre à tenir, et ayant sceu de M. Mammaker et de M. le secrétaire Boreel que je pouvois, sans difficulté et sans crainte de préjudicieuse conséquence, avoir audience au Conseil de Messieurs les Estats de ceste province et au Conseil de la ville de Middlebourg, j'ay empoigné ceste bonne occasion, et dès le matin ayant présenté vos lettres et fait ma proposition en la Compagnie de Messieurs les Bourgmaistres, Eschevins et Conseil de la ville, j'ay aussi rendu les lettres et esté ouï le soir au Conseil de Messieurs les Estats.

En l'un et en l'autre endroit, accueil gracieux; remerciemens de la sou-

[1] La correction du calendrier généralement introduite sous le pape Grégoire XIII, ne fut adoptée à Genève qu'au commencement de l'année 1701. Jusque-là, nos registres suivent l'ancien calendrier, mais Turrettini se conforme au nouveau pendant son voyage.

venance que vous avez d'eux et de la confiance que prenent V. S. en leur amitié ; tesmoignages de compassion en nos afflictions, et de regret aussi que le faix effroiable qu'ils soustiennent ne permet tout et tant qu'ils voudroient : quoy non obstant, asseurances très cordiales de leur propension à seconder le but de nos propositions selon leur pouvoir et conformément à l'ordre qu'ils tienent en semblables occurences, qui est que Messieurs de l'un et de l'autre Conseil, en assemblée des Estats de la Province, qui se tiendront dans peu de temps, representans et animans selon leur zèle cest affaire, y porteront aussi le poids de leurs inclinations, qui sont très bonnes. Les affaires de telle nature ne pouvant estre résolues qu'en un tel corps, où soit que la Province se dispose à devancer par sa générosité libérale et donner exemple aux autres de nous bien faire, soit qu'ils attendent à se déclarer et nous favoriser en la généralité pour leur part, j'ose dès cet heure asseurer V. S. que Dieu aidant, ce ne sont point espérances frivoles. Quant à la forme particulière de l'assistance par nous désirée en un temps de siége, je désire la prendre à la Haye pour ne rien spécialiser de ce point sans avoir esté à la source, ici suffisant de exposer les nécessités et raisons, requérir aide à présent et laisser si bonne disposition des volontés à nous affectionner, que, à l'advenir, si Dieu nous réduit en telles nécessités, le fonds de leur charité ne nous soit pas stérile.

Je ne m'esten point à vous représenter, Magnifiques Seigneurs, les vives et ardentes affections, qui embrassent avec une fraternelle charité la cause de nostre Estat. Il suffit de dire que si aucune part il y a communion, fraternité, entrailles, ardeur pour l'Eglise de Genève à cause de la parole de Dieu, c'est en ceste bonne province, aux Seigneurs du Conseil de laquelle j'ay bien expressément déclaré les vifs ressentiments que nous avons de leur très ferme bienveillance envers nous ; et que la souvenance qu'ils ont et conservent de quelque courtoisie et soin paternel qu'on a eu d'eux ou des leurs autresfois en nos quartiers, nous est un aisguillon à recercher tous moyens de leur rendre tout service possible en semblable suject et en autre. Ce serait superfluité de vous rapporter les infinies despenses qu'ils supportent. Ils ne perdent pourtant courage, résolus de n'oublier rien par terre ni par mer, qui soit nécessaire à une juste guerre.

Les nouvelles d'Angleterre disent que le Millord Digbi revenu en Court, le Roy s'est fort esmeu contre l'Espagnol et pour le Palatinat, rappelle le Parlement pour la fin de ce mois, différé auparavant jusqu'en février. Ceci a apporté beaucoup de joye en ce pays et s'il continue portera beaucoup de fruict, duquel nos affaires se pourroient bien ressentir, tant en

Angleterre qu'ici. Aucuns de ces messieurs, en devis particulier, m'ont fort enquis si l'on a envoyé en Angleterre, et espèrent que si le Parlement se tient, c'est une très bonne occasion. Je leur ai respondu ce que je sçavois en général. Monsieur d'Aerssens est sur son départ vers le dit Royaume, envoyé en Ambassade pour traitter du différent touchant la navigation et de la liberté des ports de Flandre, assiégez par les navires Hollandois. Je tascheray de le voir avant qu'il s'embarque afin de participer au bien de sa faveur, en tous les sens qu'il se pourra. Son Excellence[1] est encores au camp et, si tost il ne vient à la Haye, je me rendray incontinent près de sa personne.

Il y a en ce pays des députés de l'Assemblée de La Rochelle qui ont obtenu des collectes ecclésiastiques, qui se font, et ce, pour équipper quatre ou cinq navires de guerre. Les avantages qu'ils ont nouvelles d'avoir gagnés sur mer, par deux fois, contre la flotte du Roy, sont fort grands et tels qu'ils sont par ce moyen comme maistres de la mer et de leurs costes. Messieurs les Estats retenus par raisons politiques et esmeus par conjonction de religion ne les aident pas ouvertement, et ne leur nuisent pas ouvertement.

Devant que fermer la lettre j'ay encores ce jourd'huy veu plusieurs de ces Messieurs qui tesmoignent une grande affection. M. Boreel secrétaire du Conseil de MM. les Estats de la Province m'a fort assisté. M. Mammaker qui est de la part et au nom de M. le Prince au Conseil, nous oblige grandement. Ils m'ont voulu traitter ce matin, pour tesmoignage particulier de bienveillance. J'ai veu aussi quelques ecclésiastiques, personnes graves, pieuses, et fort zélées pour nous, qui n'oublieront pas nostre cause. Il faut que demain je leur donne une prédication. Après quoy je prends, Dieu aidant, le chemin de Hollande. C'est ce que j'ay peu faire ou apprendre jusques à présent sur le subject de nostre négotiation. Dieu veuille espandre sa bénédiction sur les commencemens et me faire la grace de rendre quelque utile service à la patrie. Je le prie, Magnifiques et très honnorés Seigneurs, qu'il conserve V. S. et les remplisse de toutes graces et prospérités. Vostre très humble et très obéissant serviteur B. Turrettini[2].

De Middelbourg ce 25 novembre 1621.

Après avoir inséré cette lettre tout entière comme échantillon

[1] Le Prince d'Orange.

[2] On voit ici comment notre député écrivait son nom. A Genève, on a longtemps écrit et prononcé Turretin.

du style de notre savant député, je pourrais aisément extraire de ses autres missives les principaux faits relatifs à l'affaire qui l'occupait; mais je pense qu'on me saura gré de le laisser parler lui-même, au risque de quelques longueurs. N'est-ce pas souvent par de petits détails qu'on arrive à mieux comprendre l'histoire d'une époque?

(La Haye, 1er décembre 1621.) ..... Pour ceste heure, réservant discours plus ample aux premières par Amsterdam, il suffira dire qu'en ces deux jours que j'ay desjà passé ici depuis mon arrivée, j'ay commencé à voir ces Messieurs et à reconnoistre les formes qu'il faut tenir. Je courrois à S. E., n'estoit qu'il est au chemin du retour, visitant les forteresses des frontières, et qu'on me conseille d'attendre et demander audience à sa venue. Cependant je ne perds aucune minute de temps, employant tout le jour à informer Messieurs des Estats généraux en particulier, afin que les bonnes volontés préparées soient d'autant plus favorables. M. de Vosberghen nous a semé par ses bons offices de bons commencemens d'espérance. M. d'Aerssens, auquel j'ay rendu des vostres, m'a tesmoigné de l'affection; mais estant sur son départ pour Angleterre en ambassade solennelle, il m'a remis à M. Duyk, advocat de Hollande, lequel j'ay veu et verrai souvent, veu le pouvoir qu'il a et la sincérité qu'il apporte pour la bonne cause. Aussi plusieurs amis particuliers et des connaissances de nos amis se monstrent bien affectionnés. Les oppositions qu'on me fait sont : paix en France, déclaration faite par le Roy en nostre faveur, que M. l'Ambassadeur asseure; les fraix infinis que font Messieurs les Estats, la charge qu'ils portent; le concours de tant de demandeurs, le roi de Bohême en leurs bras, le Palatinat, les Grisons, etc. Néantmoins, on promet que la bienveillance surmontera les difficultés, mais que les difficultés la restreindront.

On me demande presque partout si V. S. ont pas député en France; si on n'envoye pas en Angleterre, veu que l'occasion est si bonne par l'ouverture du Parlement qui au 4 juin expressément a prié le Roy d'avoir soin des Eglises d'outremer. M. d'Aerssens promet de avoir nos affaires à cœur et de les y aider si occasion s'offre. Quelque Seigneur m'a poussé plus outre, et estime que cette ouverture seroit bonne non pour nous seulement, mais aussi pour Messieurs de Berne, que ledit Roy prendroit telles recerches à honneur, et que le Parlement les rendroit fructueuses. Je laisse le jugement de toutes ces propositions à V. S., qui sçauront discerner trop mieux

par de là que l'on ne peut d'ici, ce qui est expédient. — L'Angleterre a équippé une flotte, mais on ne sçait quelle route elle prend : on veut croire que S. M. de la Grande Bretagne est fort irritée des menées espagnoles. Le Député de MM. les Grisons a obtenu quelque assistance, mais j'espère par la prochaine voye escrire plus et mieux de ces affaires, en ayant plus d'instruction. Je prie Dieu, etc.

(La Haye, 5 décembre 1621.).....Je suis maintenant obligé à déduire plus au long les acheminemens de nos affaires.

En Zélande, j'ay ou trouvé ou fait de si bons amis, que j'espère beaucoup de fruict de leur zèle, autant que le temps pourra permettre. Messieurs du Conseil des Estats m'ont défrayé au logis et Messieurs de la ville de Middelbourg à la veille de mon départ, par un de Messieurs les Bourgmaistres et le Pensionnaire, m'y sont venus offrir les asseurances de leur amitié envers V. S., promettans pour leur part en la généralité, et ont bien donné quasi asseurance de leur particulier, si je les ai entendus, quand la généralité ne pourroit. A Dordrecht, ayant salué les principaux, et rendu des vostres, ils m'y ont voulu pareillement caresser. En ce lieu, j'ay trouvé que M. de Vosberghen, sur les lettres escrites de part et d'autre, s'estoit bien employé. Mais les apparences d'estre libres ceste année, et que la France nous défendoit, ont fait escouler la proposition qui se mettoit sur le tapis de nous faire tenir par provision quelque médiocre partie. M. d'Aerssens est sur son départ pour ambassade en Angleterre, afin de composer les difficultés touchant la navigation et faire en sorte que les particularités ne préjudicient au bien général de la cause commune. Son esloignement nous est mal à propos, veu la force et la bonté de cest instrument. Mais le vent contraire à son passage nous estant favorable pour le retenir quelques jours, je luy ai rendu lettres de V. S., sur lesquelles, après les remerciemens de l'honneur et de l'estime en laquelle V. S. l'ont, m'a dit qu'il feroit tout son pouvoir, que la saison estoit à eux très-difficile, qu'il sçavoit aussi nostre danger, m'a remis à M. Duyk advocat de Hollande, lequel je voi souvent et verrai Dieu aidant, veu que par sa direction, aujourd'huy, passent la pluspart des affaires. Il m'a donné conseil et presque tous après luy, d'attendre le retour de S. E. qui est attendu d'heure à autre, ses gardes estans jà arrivées. En ce petit délay de quatre ou cinq jours, j'ay visité MM. les Estats Généraux un par un, et recommandé l'affaire, aux uns en François, aux autres en Latin. Aucuns se souviennent

de Genève pour y avoir esté. Autres ont mémoire de MM. les députés à Dordrecht, et quelques uns ayans receu lettres de M. Diodati, offrent leur faveurs. D'ailleurs une bonne ouverture se trouve, que les Estats de Hollande sont sur pied, auxquels je me présenteray après avoir eu audience de Messieurs les Estats généraux. Tous me disent et nous le sçavons, qu'ils soustiennent un faix incroyable : trois armées de l'ennemi sur les bras ; qu'ils ont plus souldoyé d'hommes ceste année que jamais ; nul de leurs alliez ne les assiste, ni leur rend ce qu'il leur ont fait ; de France, Angleterre, Suède, Venise, Allemagne, pas un denier ; le Roy de Bohême en leur sein ; le conte de Mansfeld partie sur leurs espaules ; les Grisons, les Eglises de France recourent à eux, et tous avec raison ; que durant la tresfve ils n'ont peu rien espargner : que si alors néantmoins V. S. les eussent requis, ils auroient eu plus de pouvoir, encore que à présent leur bon vouloir ne manque, et qu'ils s'efforceront tant que leur estat le portera. C'est à peu près le sommaire de leur response en particulier. A quoy je repars advouant la vérité de leur dire, et démonstrant l'artifice de nos adversaires à nous combattre de tous costés tout d'un coup, leur intérest conjoint à nostre conservation, et que si maintenant on ne fait effort un peu extraordinaire leurs difficultés croistront et leurs poures frères souffriront, etc. Aucuns nous font hors de danger, veu la déclaration de la France ; mais autres tesmoignent qu'ils sçavent nos nécessités en tout sens.

J'estois en peine comme je devois me conduire en la visite de Monsieur du Maurier ambassadeur de France... Mais par advis des principaux que j'ay consultés sur ce subject afin de ne faillir d'entrée, sachant qu'ils trouvoient très-bon que je ne tardasse à le voir, je l'ay visité et salué de la part de V. S., prié de nous aider par deçà en ce qu'il peut, que V. S. avoient envoyé à Soleurre [1], escrit au Roy, etc. Il m'a dit qu'ayant esté eslevé à Genève, il l'affectionneroit tousjours ; qu'il approuvoit la résolution de l'envoy par deçà pour obtenir subvention, attendu que les mouvemens de France rendoient infructueuses les assignations, qu'ila voit de bonne part que le Roy avoit fermement repoussé les demandes du duc de Savoye et que jamais on ne les luy accorderoit, que S. M. ne trouveroit mauvais que nous usassions des bénéficences de nos amis, que c'estoit bien fait à nous de nous garentir, munir, fortifier... que ce seroit aussi bien fait d'envoyer en Angleterre, car rien ne doit estre mesprisé par qui a faute de plusieurs aides. J'ai veu depuis M. Carleton, ambassadeur d'Angleterre

[1] Auprès de l'ambassadeur de France en Suisse.

qui nous offre faveur, dit sçavoir que ces Messieurs sont bien engagez en affaires, ne défaillent en volonté, mais sont fort pressez maintenant ; a demandé qui estoit député en Angleterre,... estant expédient en ce temps de se renforcer de toutes parts. Je luy ai respondu ce que je sçavois, le laissant en quelque opinion que V. S. jectent aussi les yeux de delà la mer.....

Peut-être est-il à propos de rappeler ici que le comte de Mansfeld était l'un des chefs des bandes de troupes qui avaient combattu en Allemagne pour l'Electeur palatin.

La lettre suivante est datée d'Amsterdam, le 4 janvier 1622 :

J'ay receu en ceste ville celles qu'il a pleu à V. S. m'escrire du 28e novembre pour response desquelles je déduiray briefvement ce à quoy je me suis employé dès mes dernières, et doresenavant me conformerai à l'intention qui m'est déclarée.

Il y a quatorze jours que j'ay eu audience en l'Assemblée de Messieurs les Estats de Hollande, où selon l'advis de quelques bons et confidans amis, j'empoignai cette seconde occasion d'expliquer au long et au large nos nécessités, nos demandes et raisons, sans rien oublier de ce qui pouvoit servir à la cause, selon que Dieu me donnoit à connoistre. Ils m'ont escouté en grand'patience une heure : plusieurs tesmoignans l'esmotion que leur portoit la représentation des maux de l'Eglise. La response a esté sur le champ : remerciemens à V. S. pour ce qui leur estoit déclaré tant par vos lettres que par mon discours, déclaration du desplaisir de nos maux, asseurance que de leur costé ils se porteroient avec affection et diligence à la considération de mes propositions, lesquelles je leur ai le lendemain délivrées par escrit (conformément au discours baillé à Messieurs les Généraux) pour solliciter response pleine, qui a esté que charge estoit donnée à Messieurs les députés d'Hollande, dans le corps de Messieurs les Généraux, de promouvoir cest affaire, favoriser l'intention de nos demandes, et donner la voix de la part de la Hollande, et que ils estoient résolus de ne nous délaisser pas et faire selon leur pouvoir en ceste saison. En particulier, on m'a dit que si je ne pouvois obtenir beaucoup selon le désir, au moins il y auroit de quoy avoir contentement en ce temps. J'ay recerché de connoistre quelle somme ; mais voyant que ce point estoit encore clos, et ne voulant par curiosité indiscrète m'y enfoncer, je n'ay laissé de sousentendre qu'ils ne projettoient

de passer en la totale somme les dix ou douze mille escus. En après j'ay sollicité MM. les susdits députés de faire leur rapport, et pressé M. le Président. Mais ayant reconnu qu'en leurs délibérations ces Messieurs ne font rien qu'avec meure et longue consultation, mesmes trouvant quelques Provinces ne vouloir opiner sans en escrire à leurs principaux, j'ay prins ce temps pour dresser et bailler vos lettres aux députés des susdites provinces, prenant d'eux-mesmes advis et conseil pour l'envoy d'icelles; et parce que en plusieurs ou les Estats se tiennent ou s'y tiendront bientost, par leur conseil aussi, j'ay adjousté une mienne d'excuse de n'y aller, de prière et recommandation de l'affaire proposé en bref, renvoyant le supplément, en défaut de ma présence, aux propositions dont copie est mise au pacquet. En Frize et Groningue, j'ay escrit en Latin, ailleurs en François. A Leuvarden spécialement, j'ay escrit à Monsieur le Conte Ernest, selon l'adresse qu'il m'en donnoit naguères, et à M. Bogermann, pasteur de grande autorité en ce pays et affection envers nous, auquel aussi j'ay envoyé une lettre de nostre Compagnie. A Groningue, je me suis aidé de la connoissance de M. Gomarus.

Cependant, jugeant bien que les grandes difficultés où ils sont restreignent les moyens de la libéralité à présent, j'ay creu devoir aussi essaier quelque chose sur le deuxiesme chef, de quelque estat à faire en cas de siége, et ai commencé d'en communiquer avec des principaux, taschant de polir et aiguiser tellement ceste proposition qu'elle s'insinue aisément sans se reboucher dès l'entrée. J'y apporte toute sorte de réserves et circonspections, et leur ai demandé en particulier s'ils pourroient, pour un an ou deux, nous asseurer que, en cas de siége, ils nous ottroyeroient quelque subside par mois, pour trois ou quatre mois durant, selon que leur affection voudroit et l'estat pourroit. Et en cas que *Ærarium publicum* fust trop chargé, s'ils ne nous concéderoient pas une collecte qui satisferoit amplement à ce petit subside; que la parole donnée d'un tel secours en tel cas, dès à présent nous seroit utile pour nostre accouragement, pour réputation, etc., et ne leur cousteroit rien; que leurs bonnes volontés de nous aider à nos extrémités seroient infructueuses au temps du besoin, si dès cett'heure elles n'estoient déclarées; mais que la seule déclaration nous serviroit comme d'une petite réserve chés nos amis. Je laisse diverses raisons que j'y employe, pour vous dire que l'on ne m'esconduit pas du tout en ceste demande, de sorte que je pren courage, retournant à La Haye, de bien consulter derechef ceci avec les amis et en faire les ouvertes propositions selon l'adresse qu'ils m'en donneront, soit devant Messieurs les

Généraux soit en ceux de Hollande, et aussi d'en faire despesche expresse à des amis de Zélande qui sont ès Estats à présent assemblés.....

Les Estats de Hollande s'estans séparés pour retourner au commencement de ce mois et faire Noël chés eux, j'ay prins aussi l'occasion de faire une course en ceste ville, pour sonder et reconnoistre ce que nous pourrions espérer..... Par conseil d'amis qui sont en dignité, j'ay réservé l'ouverture ou l'essai public de ceste proposition après la response de Messieurs les Estats. Cependant j'ay veu Messieurs les 4 bourgmaistres de ceste année en leur maison, salué de vostre part, offert service, remercié de leur affection (comme en effect M. le Pensionnaire Pauw m'a tesmoigné grande amitié à La Haye et zèle pour nostre Eglise) et prié de nous la continuer, remettant quelque proposition particulière à mon retour ici, d'autant que Messieurs les Estats de Hollande se rassemblant, il ne me faut perdre de temps. J'ay conféré sur ce sujet privément et confidemment à quelques seigneurs qui m'ont esté indiqués comme bien affectionnés. J'ay veu la pluspart de Messieurs les pasteurs et recommandé qu'ils nous aidassent de leur recommandation et sollicitation, pour disposer les esprits afin qu'à mon retour soit que j'obtienne promesse de collecte, pour le cas d'un siége, soit autrement, je puisse sonder si en tel temps de semblables nécessités nous ne pourrions faire estat d'avoir d'eux en prêt sans intérest quelque partie. On m'a descouvert des difficultés qui s'y rencontreront : mais je croy que V. S. n'improuveront que j'essaie toutes les voyes d'espérance de ce costé, regardant surtout à nostre souverain Protecteur et, de luy attendant et souhaitant bénédiction sur ces petits moyens humains.

Quant aux cappitaines et experts, j'ay parlé la 4e fois à Son Excellence, qui m'a dit qu'ils ont manquement d'ingénieurs d'expérience; car d'autres qui n'ont que la théorie, il s'en trouve assez. Je l'ay prié de jetter les yeux sur le plan qu'il a de Genève, tel que M. de Bethune [1] luy avoit donné, et sur les délinéamens des nouveaux travaux que j'avois fait tenir à M. de Vosberghen, et luy à S. E. Il m'a enquis soigneusement de tout, approuve ce qu'il a veu, autant que par ma parole j'ay peu sur le papier représenter es situations, recommande qu'on face ce qu'on peut garder; trouve bon que l'on garde les nouveaux dehors pour ne pas les laisser saisir, m'a

[1] L'écriture de Turrettini n'est pas mauvaise, mais elle est chargée d'abréviations portant soit sur des mots ordinaires, soit encore sur des noms propres, qu'il est quelquefois téméraire de chercher à deviner. Ici l'on trouve dans le manuscrit : *M. de Bet*e.

beaucoup interrogé du costé de St. Gervais, de la largeur de nos fossés, montré par où on peut nous approcher, mesme par le bas, et autres petites singularités qu'une lettre ne peut porter; demandé si nos hatteliers sçavent gouverner la voile à tout vent, si nous n'avons pas deux ou trois petits navires de guerre, etc.; combien de canons et de poudre, de laquelle surtout il advertit qu'il faut grand amas..... J'atten sa désignation touchant les cappitaines, bien aise que je n'aye encor despesché aucun avant la venue des lettres de V. S. qui me résolvent sur ma doute et me commandent d'en asseurer. On m'a parlé d'un M. de Maisonneuve qui a fait deux ans fonction de sergent-major en un régiment françois, et maintenant en poursuit le tiltre, homme qualifié, pie, prudent, modeste, entendu ès fortification, de bonne conduite, expérimenté au siége d'Ostende et qui a de tout bon tesmoignage jusqu'à ceste heure. Je le trouve aussi de bonne volonté quand S. E. le nommeroit. On m'a nommé un M. du Motet lieutenant-colonel d'un régiment, signalé en zèle et probité, viel cappitaine qui a esté à Ostende et a obtenu à présent congé pour 3 mois, pour s'en aller en sa maison qui est en l'Auxerrois. Si S. E. le nomme, je le prieray, que V. S. luy faisans sçavoir leur volonté, il donne un coup d'esperon jusques par delà. Ces deux susnommés sont grands amis, et croyent qu'il est expédient, en cas que quelqu'un soit nommé, que l'un aille devant pour conférer, entendre les nécessités et faire venir d'ici ce qu'ils connoistront nécessaire, comme quelques officiers de moindres charges non moins habiles. J'estime qu'il n'y aura difficulté d'obtenir qu'ils demeurent en la solde de Messieurs les Estats, car aussi autrement à peine les gagneroit-on sans grands avantages. Mais outre ce, il faudra quelque gratification pour leur voiage et despens, afin qu'ils n'ayent à perdre s'ils n'ont à gaigner. Il y a d'autres cappitaines de bonne volonté. Quelques uns ont obtenu et à grand'peine congé d'aller en France, comme l'un des frères Sr du Verger, et le cappitaine Bois.

Je feray pour l'un et l'autre article ce qui sera en mon pouvoir. Je tasche de ne omettre aucune occasion qui nous soit utile. La semaine entière il faut courir et le Dimanche je ne leur peux refuser les prédications. Rien ne m'est grief pourveu qu'il plaise à Dieu donner quelque succès à l'affaire et me consoler de l'asseurance que V. S. n'improuveront mes petis efforts.

Messieurs de La Rochelle avoient commencement d'une collecte secrete; mais tout a esté arresté. Les bonnes résolutions du Parlement d'Angleterre donnoient de bonnes espérances, mais il semble que le Roy n'ait

agréé leurs désirs. On tasche de resveiller s'il y a rien de vif en Allemagne. On est en grand peine de l'estat des Suisses et en général de l'Eglise. Dieu veuille desployer son bras, les hommes sont trop faibles. Je le prie...

On m'a fait asseurer des bonnes volontés du roy de Dannemarck, et conseillé de conférer avec son agent, ce que je feray, et si j'avois blanc-signé propre, je hazarderois, cas qu'il le conseillast quelque lettre. J'espère que je pourrai avant le temps de la responce à celle-ci estre en chemin du retour, s'il plaist à Dieu. Neantmoins si peut-estre les affaires ou le temps me trainent encores jusques à la fin de février, je pourrois recevoir sur ce fait et autre response de V. S.

Une lettre que Turrettini écrivit le 10 janvier, étant de retour à La Haye, ne contient guère que des choses déjà dites ou qui se retrouveront plus tard. On y voit cependant que l'ambassadeur de France continuait à se montrer bien disposé, et que, sur de nouvelles instances du pape à la cour de Versailles, pour que le roi se rangeât aux désirs du duc, Louis XIII s'était fermement déclaré en notre faveur.

Les deux lettres qui viennent ensuite sont datées de la même ville.

(La Haye, 17 janvier 1622.) J'espérois par cet ordinaire pouvoir donner à V. S. une response concluante, mais ne l'ayant encores peu recevoir, aussi ne la peux-je bailler. Ce que j'ay apprins touchant nos affaires, depuis mes dernières, est que le suffrage de Messieurs les Estats de Hollande prins en leur assemblée a esté moins advantageux que quelques uns ne m'avoient donné à entendre. Car ils ont déclaré en l'assemblée de Messieurs les Généraux qu'ils estoient d'advis qu'à présent on nous dornast pour somme totale 20 mille florins de ceste monnoye ; si nous sommes pressez, asseurance de ne nous abandonner, avec lettres au duc de Savoye, qu'ils s'intéresseront pour nostre défense s'il nous assiége. Sur quoy je suis allé parler à S. E. qui a trouvé la somme trop médiocre et jugé à propos, tandis que les susdits Estats sont encore sur pied, de faire une recharge ; pour quelle fin j'ay veu et communiqué avec quelques députés, tracé un escrit pour leur présenter, pour essaier de promouvoir leur liberalité de quelque pas, et recercher moyen par lequel la générale déclaration de leur bonne volonté

soit exposée en sorte que nous en puissions faire quelque estat et percevoir du fruict. Je ne peux céler ce que tous me disent, que jamais ils n'ont esté ni si rudement assaillis, ni si fort chargés de tous leurs amis, ni tant abandonnés. Ils s'esvertuent encor à présent de donner quelque somme au C^te^ de Mansfeld, afin qu'il conserve les restes du Palatinat jusques à ce que l'on voye clair ès affaires d'Angleterre, à présent bien incertaines, pour les contradictions du Roy et du Parlement, et préjugées ici de peu de consolation à cause du mariage.

Quant aux cappitaines, S. E. derechef comme je l'ay supplié de me désigner spécialement, s'est arresté aux deux nommés en mes précédentes, adjoustant qu'il croyait que Messieurs les Estats ne fairoient difficulté de leur continuer leur solde tandis qu'ils seroient à vostre service. Le S^r^ du Motet, connu par M. d'Aubonne[1], lieutenant-colonel d'un régiment françois, est parti il y a huict jours pour aller en sa maison d'Arthé en Auxerrois, prest si V. S. le mandent. Le S^r^ de Maisonfleuve retournant en sa garnison, m'a promis qu'il se tiendroit prest au premier advis de la volonté de S. E. J'atten sur ce fait vos commandemens de jour en jour, afin que, si l'un ou l'autre ou tous deux doivent aller, ils le facent en temps, comme aussi S. E. jugeoit qu'il valoit mieux qu'ils partissent plus tost que plus tard. J'ay discouru de nos fortifications avec le S^r^ de Maisonneuve et un ingénieur qui est d'Yverdun, lesquels disent ne pouvoir sur le papier donner advis bien fondé, mais en gros recommandent de ne s'arrester pas seulement à munir un endroit. S. E. mesme demandoit si l'on n'avoit rien fait sur le costau de St. Jean.

J'eusse bien désiré avoir ordre particulier de V. S. sur la disposition des deniers qu'on pourra touscher. La pistole vaut ici huict florins de ceste monnoie et croist tousjours.....

(La Haye, 27 janvier 1622.) J'ay escrit à V. S le 17^e^ de ce mois, et dit l'estat où se trouvoient nos affaires, par le suffrage moins avantageux que quelques-uns, qui sont en charge, n'avoient espéré et me faisoient entendre. Cela m'a fait employer toute la semaine passée à la poursuite de quelque progrès, tandis que les responses des Provinces pourroient venir

[1] Théodore Turquet de Mayerne, médecin de Henri IV, puis des rois d'Angleterre Jacques I^er^ et Charles I^er^, avait acquis la baronnie d'Aubonne, dans le Pays de Vaud. Il était né à Genève, et s'employa dans plusieurs circonstances pour rendre service à notre république.

et que les Estats particuliers de Hollande estoient encores sur pied, auxquels j'ay présenté un escrit selon que mesme S. E. avoit trouvé bon. Et voyant d'y gaigner peu, j'ay supplié Sa dite Excellence de vouloir y porter le poids de sa recommandation, ce qu'il a fait : mais la sinistre rencontre du temps, auquel on ne faisoit que parler d'inventions nouvelles pour trouver le payement d'une levée de 10,000 (hommes) qu'il faut faire ce printemps, pour résister aux efforts extraordinaires que fait et s'appreste à faire l'Espagnol, n'a pas favorisé nostre proposition, quoy que j'eusse parlé presque à tous les principaux depputés de la noblesse et des villes. Ils m'ont, par la bouche de M. Duyk, déclaré que ils demeuroient aux 20,000 florins si la généralité le trouvoit bon, et 10,000 en cas de guerre, avec promesses de s'efforcer plus selon leur estat, quand nous serions attacqués, remettant la conclusion et décision de tout à Messieurs les Généraux.

Ceste semaine j'ay commencé à retourner aux dits sieurs Généraux pour obtenir response à la fin : l'affaire a esté proposé et, à ce qu'on me dit, les volontés y sont fort bonnes, quelques provinces prestes, ou au moins consentantes à ce que feroit la Hollande; mais aucuns depputés non encores instruits des intentions de Messieurs leurs Principaux, sur ce sujet. Les estranges froidures et glaces qui durent dés six semaines ont empesché la tenue des Estats de Zélande. Leurs Depputés ne feront pas difficulté pour ce que dessus; mais l'estime de leur zèle me fait désirer que nous ayons advis formel de leur part, pour aider s'il se peut à l'eslargissement, à quoy je travaille et employe amis et recommandations. Aussi de nouveau j'y ai escrit, tant à ceux qui ont la direction de la province que aux ecclésiastiques, pour aider par intercession et recommandation. Et si nous tardons plus de huict jours à avoir response, je demanderay tousjours par provision quelque partie, ce qui ne sera pas refusé.

Si cest article une fois est vuidé, comme j'espère, dans peu de jours, je traitteray du second pour obtenir le plus d'expression qu'il se pourra pour le temps du cas désigné, et ne laisseray de demander pour ce temps-là, l'assistance d'une collecte, de laquelle ceste Province m'a fait difficulté, mais non telle qu'il ne faille encores essaier.

Les considérations de leur propre estat infiniment aggravé d'amis et d'ennemis les retienent : le peu d'espérance qu'ils ont d'Angleterre, la bonne, que quelques-uns nous donnent de France, rattiédissent aucunement les affections. Je suis marri que je n'ay ordre particulier de V. S. touchant les dispositions et remises, pour lesquelles je feray le mieux, soit pour la seureté, soit pour la diligence, qu'il me sera possible.

J'ay naguères confermé à V. S. l'advis touchant les deux cappitaines que S. E. m'a qualifié des plus expérimentés des troupes françoises. J'escri maintenant à l'un et à l'autre, afin qu'ils se tienent prests quand V. S. ordonneront de leur venue. Aussi croije avoir adjousté que S. E. me dit qu'il estimoit la continuation de leur solde, non obstant le prest, sans difficulté, et que Messieurs les Estats ne le refuseroient à Genève. Je tien que le sieur du Motet, lieutenant colonel de M. de Hauterive, est en sa maison d'Arthé, près de Toussi en Auxerrois, plus proche de nos quartiers que d'ici, et luy escri que si V. S. ont affaire de luy elles luy feront sçavoir ou le manderont expressément. Le gouverneur du chasteau de Chastillon sur Loin le connoist particulièrement; mais, à ce qu'il m'a dit, l'adresse de qui vient d'Auxerre à Toussi et de là à Arthé ne peut faillir.

Quant aux fortifications, ayant communiqué avec un ingénieur de S. E., et requis son advis, iceluy a dressé un mémoire que S. E. a considéré particulièrement, et sur ce m'envoyant appeler m'a dit qu'il ne trouvoit bon que l'escrit fust envoyé, veu le danger qu'il y a de se mesprendre ne voyant aucun modelle parfait; qu'en général il conseilloit de se servir de ce qu'on avoit de fait et, si le temps le permettoit, selon les sommes que V. S. auroient, de jetter encores ailleurs quelque ouvrage en dehors où l'on jugera plus nécessaire. Je n'ay laissé de retirer une petite note d'advertissement selon la practique de par deçà, pour en tirer, s'il y a rien à nostre usage, comme V. S. verront et feront considérer aux experts.

Comme j'escrivois ces lettres, j'ay receu celles de V. S. du 19e décembre, sur lesquelles j'ay prins encores occasion de faire une recharge envers ces Messieurs et recommandé de nouveau l'affaire à S. E. C'est ce que je peux dire à présent de nostre négotiation, dont je pourray escrire plus amplement dans peu de temps par un qui ira droit à Lion, dès que le vent sera propre.

L'Espagnol tient Juliers assiégé de loin pour l'affamer, mais par homme venu de là, on entend qu'ils ont vivres pour quatre ou cinq mois. Le camp devant l'Escluse persiste nonobstant les froidures extrêmes de ceste année, et la mortalité qui a diminué leur armée. Messieurs de deçà tienent Casand bien gardé, et quoy qu'ils ayent commodité, on y trouve des soldats morts de froid. Les nouvelles levées et préparatifs qui se font du costé de Brusselles, resveillent ces Messieurs aussi à se préparer. Ils s'esbahissent que M. le Cte de Mansfeld qui a des succès en Alsace trouve Messieurs les Suisses si enclins à seconder plustost les demandes de l'Archi-

duc Léopold que les intérests de leurs propres affaires. Il y a une altercation entre M. le Lantgrave de Hesse et le Conte de Valdek, qui peut porter du trouble en cet endroit-là. La Compagnie des Indes occidentales n'est encores establie veu les empeschemens naissans de ce que les uns veulent la reigler d'une sorte, que les autres ne veulent souffrir. Ils travaillent à venir à bout de la conclusion. Je prie Dieu, etc.

La lettre du 19 décembre, dont il est parlé ci-dessus, se retrouve dans les *Copies de lettres*. On y lit ces mots : « Les avis que nous avons touchant les desseins de Son Altesse continuent et ses troupes sont tousjours logées à 4 ou 5 lieues près de nous, mesmes grossissent de jour à autre, et nous sommes menacés d'une guerre ouverte au mois de mars prochain. Sur quoy nous sommes obligés de faire de grandes et extraordinaires dépenses. »

Dans une lettre écrite encore de La Haye, le 31 janvier, Turrettini dit d'abord qu'il a obtenu une ordonnance pour qu'on lui livre 10.000 florins à compte du subside; mais que le receveur a fait difficulté de payer, ne sachant si cette somme devait être prise sur les deniers de Hollande, ou s'il fallait attendre « les quottes de chaque province; » il annonce ensuite qu'il envoie « un mémoire de quelques remarques et inventions utiles selon l'usage de ces quartiers, pour un siége. » Puis il continue ainsi :

Je n'ay encores peu deviner à quoy montera ce que ces Messieurs accorderont, ni quelles certitudes ils donneront pour l'advenir, comme ils promettent. Aussi la résolution n'en a pas encores esté prise, en l'attente de laquelle je sçauray à Amsterdam s'il y aura jour pour un prest, cas que les nécessitez y obligent.

Juliers, que j'escrivois devoir tenir encores plusieurs mois, selon que tous disoient ici, se rend faute de provision de bouche, qui devoit durer deux mois davantage, selon le calcul; mais le misnage n'ayant pas esté tel, le Conte a failli. On a nouvelles d'Angleterre que le Roy promet entretenir 8000 (hommes) de pied et 1500 de cheval au Palatinat. Digby va en

Espagne pour le mariage[1]. Les députés de La Rochelle ont fait et font une collecte qui monte à somme fort notable. J'entends que M. de Mayerne y est finalement arrivé, par le moyen duquel V. S. auront certitude pour leur affaire.....

Le Petit Conseil de Genève tenait toujours son député au courant des nouvelles qu'il avait du duc de Savoie, l'exhortait de presser le 1er article de ses instructions relatif à un prêt d'argent, lui prescrivait de remettre, aux personnes que lui désignerait son père, l'argent qu'il pourrait recevoir, et lui envoyait des blanc-seings[2].

Turrettini, de son côté, continuait ses démarches dans la capitale de la Hollande.

(La Haye, 11 février 1622.) « J'ay receu ce jourd'huy celles qu'il vous a pleu m'escrire du 9e janvier et non encores celles du 8e. J'ay veu aussi tost S. E. et, sus les advis preignans, pressé la pluspart de ces Messieurs selon l'intention de V. S., les suppliant que les délais ne rendent tant leurs promesses que nos espérances sans fruict, en un si évident péril.....

(La Haye, 14 février 1622.). ..Je disois à V. S. les difficultés qui m'ont donné beaucoup d'exercice à la poursuite du payement des 10,000 florins. Mais l'affaire ayant esté trois ou quatre fois débatu par Messieurs les Estats à cause d'un différent survenu, pource que Hollande ne vouloit desbourser que les autres n'eussent consenti. Finalement ils ont conclu d'accorder 20,000, combien que les responses d'aucunes provinces soient encores à venir. J'esperois que la proposition faite par Hollande seroit amplifiée..... Je tasche à les induire de venir jusqu'à 30,000. Le prince d'Orenges en a parlé ce jourd'huy en nostre faveur ; je ne sçay si sa recommandation produira l'effect désiré. Pour le payement de la susdite partie des 20,000 fl. il n'y aura difficulté : Hollande en fournira une bonne somme à présent, et le reste viendra plus à loisir, à cause de la distance des lieux. Ces prolongations qui procèdent partie de la coustume, partie de l'hyver, ont retardé mon retour en Amsterdam.....

[1] Le roi Jacques Ier désirait marier le prince de Galles avec une infante d'Espagne. Il envoya Digby, comte de Bristol, à la cour de Madrid pour traiter de ce mariage, qui ne se fit pas.

[2] *Reg. du Cons.* vol. de 1622, fol. 2, 3, 12, 17, etc.

Quant aux nouvelles de ces quartiers, on apprend que S. M. de la Grande Bretagne continue en la résolution d'entretenir 10,000 hommes de pied et 1600 chevaux au Palatinat..... De deçà, nous oyons grands préparatifs de l'Espagnol, qui estant maistre de Juliers devra courir sur le jeune duc de Brunsvic, qui fait contribuer les ecclésiastiques, s'estant logé dans Paderborne, Zoest et Lippestat. Ces Messieurs d'autre part ont l'œil aux démarches de Spinola pour ne laisser succomber le dit duc de Brunsvic.....

Le 21 février, Turrettini raconte une nouvelle conversation qu'il eut avec le prince d'Orange au sujet des fortifications de Genève:

« S. E. voyant ce qui a esté tracé sur le costau de Champel, dès l'Arve, a prins la patience d'ouïr la lecture que je luy ai faite du discours, et ayant appelé un ingénieur, a loué le dessein, improuve un fort, préfère un retranchement, y a marqué luy mesme deux bastions et demi au lieu des pièces destachées et courtines mal flanquées, qui y estoient pourtraites, adjoustant qu'il en parloit à veue de papier et sans la marque des justes mesures qu'il eust fallu avoir. Aussi, considérant toutes les avenues, croyoit que par le bas, le long du lac, se pouvoient faire approches, non moins, quoy que non si commodément qu'ailleurs. Et que par conséquent faut ouvrir les yeux à tout..... Les nouvelles de ce pays sont que le marquis Spinola après avoir prins Juliers, vient en Flandre, et fait tous efforts contre l'Escluse...

Il parle encore des lenteurs qu'il faut subir; cependant la répartition de la somme que lui paiera chaque province a été faite. Il engage de nouveau le Conseil à profiter de ce que M. du Motet se trouve momentanément dans le voisinage de Genève, pour demander ses services. Mais le Conseil avait déjà écrit à cet officier, qui arriva quelques semaines plus tard[1] dans notre ville.

(25 février 1622.)... Finalement j'ay receu l'assignation de la quotte de Hollande qui est de 11,662 florins ou francs d'ici, sur Messieurs les bourg-

[1] *Reg. du Cons.*, 1622, fol. 33.

maistres d'Amsterdam..... Je pars maintenant pour Amsterdam afin d'y recevoir et remettre le dit argent le mieux que je pourrai, me servant des adresses et amis de mon Père et de son nom, comme je luy en escris..... Je suis maintenant en peine comment me conduire au reste de la poursuite, et voudrois estre plus proche, pour ne rien faire que par commandement. Car les espérances qui me sont données d'un costé m'avancent, et d'ailleurs les craintes et considérations de la constitution présente me retienent. Voici le 3e mois de mon séjour en ce lieu auquel à la fin s'est esclose la délibération, avant le sceu de laquelle je n'ay peu entreprendre autre expédient, obligé de attendre leur response. Aucuns me disent que l'ottroyé est pour un commencement, que ce n'est pas encores l'expédition. Et la plus part distinguent la crainte, d'avec le péril, faisans bien entendre qu'en tel cas ils iront plus outre. Sur quoy je n'ose encores presser leur déclaration, tousjours désirant et essaiant de promouvoir le bénéfice et subside d'a présent, attendant que si de Zélande où les Estats se tienent, me viendra quelque bon vent (quoy que les approches de l'Espagnol à l'Escluse et les nouvelles difficultés pour réfréner les Dunkerkois sur mer les occupent bien fort). Aussi les Estats de Hollande s'assemblans dans huictaine, j'espieray s'il y auroit quelque opportunité pour nostre intention. Après quoy je ne voy autre chose à faire que ou à requérir collecte présente, ou, se contentant de l'obtenu à présent, demander certitude des espérances à venir... Messieurs de Franketal ont impétré en considération du siége souffert, une collecte pour refaire leurs fortifications, de laquelle j'ay fait dimanche dernier moy mesme publication et exhortation au temple françois....

(Amsterdam, 1er mars 1622.) J'ay ce matin escrit à V. S. par Paris. J'adjouste ceste-ci, qui va par Allemagne... J'ai receu celles du 22 et 30e qu'il vous a pleu m'escrire, et travaille sans intermission autant que la constitution de cet estat et de ceste saison le peut porter, afin que nous atteignions ce qui est de vos intentions. Messieurs les Bourgmaistres de ceste ville m'ont donné parole du payement des onze mil six cens et soixante deux francs d'ici, qui sont un peu plus foibles que en France, comme appert par la diversité de la valeur des espèces. J'ay requis qu'il leur pleust m'assigner au banc, où l'argent est meilleur. Ils ont dit que pour accommoder V. S. ils feroient payer ce qu'ils auroient au banc et qu'ils n'y avoient que 3000 livres; le reste devant estre conté par le Thrésorier de la ville, qui a remis la response à demain... Les autres parties des Provinces viendront un peu plus tard. Pour les haster, j'ay escrit en Zélande et

prié un des amis et correspondans de mon Père de les recevoir, et tascheray d'en faire autant à Utrecht, et de faire venir la partie de Frise en cette ville, s'il y a moien, afin que les susdites sommes venans ès mains de MM. Latfeur, Calandrin et Vandermeulen, mon Père, auquel j'en escris, pourvoye qu'au plus tost elles soient remises à Lion pour en faire à la volonté de V. S.....

Je voy ici Messieurs les Pasteurs, et les trouve bien disposés à fomenter les bonnes affections qui sont dans le corps de cette Eglise pour nous, afin d'en sentir l'effect au besoin ; mais ils se pleignent de plusieurs obstacles. Le magistrat de ceste ville défend collectes. Le zèle des particuliers se rallentit. Les dangers du public croissans, ils regardent plus au prochain qu'à l'esloigné..... J'ay aussi distribué et envoyé lettres de nostre Compagnie aux fins de recommander nos affaires... afin que l'essay que j'y désire encores faire, pour obtenir quelque eslargissement de faveur ne soit en vain, s'il est possible. Je ne abandonne pas la poursuite, parce que S. E. daigne s'y employer et qu'on me laisse un filet d'espérance qu'il ne faut pas lascher.....

(Amsterdam, 8 mars 1622.).... J'ay visité Messieurs les Bourgmaistres de ceste ville et personnes d'autorité, les priant d'affectionner nostre défense et nous favoriser en l'assemblée qui à présent est sur pieds ; à quelle fin aussi, à Harlem, j'ay veu et parlé à MM. les Bourgmaistres et Pensionnaire. En outre, ici me trouvant au jour de la tenue du Consistoire de l'église de ceste ville, j'ay donné lettres de nostre Compagnie à MM. les pasteurs et anciens de ceste église, et parlé dans leur assemblée pour la recommandation du mesme affaire : en suite de quoy ils ont député de leur corps vers Messieurs les magistrats et promis, quant à eux, de nous avoir et nostre estat à cœur. Aussi s'en sont-ils souvenus en une collecte secrète faite à l'occasion de la demande de MM. de La Rochelle, pour les poures des églises estrangères affligées..... De Middelbourg on me donne espérance que la quotte de Zélande sera tost payée. .

L'Espagnol a haussé et avancé avec fort grande diligence, non obstant les mauvais temps, deux ou trois forts près de l'Escluse pour cannoner la ville, incommoder le passage aux navires et se faciliter l'entrée en Casand... De l'autre costé le duc de Brunsvic se tient à Lypstat, y assemble le plus qu'il peut de gens et d'argent. On voit que l'Allemagne se resveille.....

Le Petit Conseil ne cessait point de faire parvenir des avis et des recommandations au député. Ainsi, le 6 février, on lui annonçait de nouveaux passages de troupes dans nos environs, et on lui communiquait que le gouvernement de Savoie s'opposait à la sortie des blés, violation manifeste de l'article 1^er^ du traité de Saint-Julien; le 13 mars, on l'engageait à s'efforcer d'obtenir le plus d'argent possible pour les fortifications déjà commencées sur le coteau de Saint-Jean, on le chargeait de remercier le prince d'Orange de ce qu'il avait bien voulu s'occuper du projet relatif à Champel, et on lui disait que M. du Motet, à qui on avait envoyé un exprès à Arthé, était attendu d'un jour à l'autre, mais qu'on ne jugeait pas nécessaire pour le moment de donner à M. de Maisonneuve la peine de venir [1].

Nous avons vu assez de preuves du zèle et de l'activité que déployait le savant professeur chargé de cette mission, nous avons assez longuement emprunté à la collection d'ailleurs incomplète de ses lettres pour nous contenter dès à présent d'un petit nombre d'extraits.

(La Haye, 14 mars 1622)... Dès mon retour d'Amsterdam,... j'ay veu S. E. et représenté la vérité et la grandeur de nostre danger (que plusieurs jusqu'à cet heure ne se pouvoient persuader) par l'augmentation des troupes, avoisinement d'icelles, défenses de blé, l'occasion du printemps, et les troubles de France avec ce que j'apprens par lettres de M. E. Diodati de Paris des instances sans intermission que le Nonce et l'Ambassadeur de Savoye font contre nous; du tiltre que le Duc prend, des difficultés à conclure la paix, et de trop d'apparences de guerre. Dequoy S. E. trouvant à propos que je donnasse advis à Messieurs les Etats Généraux, et de Hollande tandis qu'ils sont sur pied, j'ay demandé et obtenu incontinent audience le 11 mars en Conseil de Messieurs les Généraux, et le lendemain, selon leur demande, ai baillé par escrit mes propositions contenantes les advis que dessus, avec remerciemens du passé, prières pour quelque eslargissement et raisons concernantes ce mesme suject. Maintenant je vien

[1] *Reg. du Cons.*, vol. de 1622, folios 21 et 50.

aussi de requérir audience de Messieurs de Hollande en particulier, et l'espère avoir pour demain.

Cependant j'employe les amis à recommander encores les uns et les autres de ces Messieurs ; M. le Président Crommons et M. de Vosberghen y apportent une grande affection et sollicitude. Hier j'ay prins occasion de saluer et prier MM. de Delft, ayant esté prié de donner une prédication en leur ville. J'espère que leur response ne sera pas si tardive que la précédente, mais je n'ose plus rien dire de l'issue, laquelle quelques amis me font espérer médiocre, nonobstant les perpétuelles excuses sur leurs charges et exactions qu'il faut faire de nouveau.

L'ennemi s'avance vers l'Escluse, a fait un fort proche de la mer pour incommoder l'entrée du port. On luy resiste ; et par l'ordre donné on fait deux forts en Casand, on coupe les dicques, lesquelles si on eust ouvertes dès le commencement, l'Espagnol n'avoit point de pied. Aussi espère-on qu'il y perdra son temps.....

(La Haye 15 mars 1622)... Les lettres à M. de Savoye ne seront pas refusées ; mais avec vostre permission, je préten ce matin presser vivement le principal, comme aussi S. E., avec qui j'en conférois hier après neuf heures du soir, croid que S. A. ne s'esmouvra pas par du papier. Quand on m'a offert ceste faveur, j'ay dit n'avoir ordre de demander lettres, et ne l'ay pas rejettée. Maintenant que V. S. le trouvent à propos, on les obtiendra pour l'ordinaire prochain, cestuy-ci s'en allant partir.....

(La Haye 29 mars 1622). Depuis mes dernières du 21, j'ay obtenu response de Messieurs les Estats de Hollande, le dernier jour de leur Assemblée. Et sans diligente sollicitation, à travers le flot de leurs affaires, on nous renvoyoit à la tenue des Estats prochains, au premier recès, qu'ils appellent. M. Duyk le Pensionnaire, m'a dit, que, si les autres Provinces consentoient, on adjousteroit dès à présent 10 aux 20 (mille florins) précédens et, en cas de siége, permission à V. S. de tirer sur Messieurs les Estats Généraux 10 (mille) par mois, et ce pour trois mois ; que si estoit le temps de la treve, ils s'eslargiroient affectueusement à davantage, mais qu'à présent ils prenent de ce qui est de leurs propres nécessités pour nous soulager. J'avois demandé 15 (mille) par mois ; mais sachant où ils condescendoient, je me suis pour cet heure contenté, asseuré, qu'après 3 mois de telle extrémité, que Dieu veuille destourner, ils ne refuseroient le 4e. J'ay creu, comme j'escrivois naguères, devoir tellement modérer nos demandes, que

leur quantité, ou qualité ne se bouchast dès l'entrée le passage ; et j'espère aussi que V. S. jugeront qu'il vaut mieux avoir une ouverture, pour médiocre qu'elle soit, que tout à fait une porte fermée. Je n'adjouste pas ce qui journellement m'est représenté, que nous devons nous esvertuer de trouver en nous mesmes le plus qu'il nous est possible, selon la grace de Dieu, les moyens de subsistance, comme par leur exemple ils connoissent que s'ils ne s'efforçoient, les secours de dehors ne les aideroient guères. V. S. sçavent trop mieux que je ne puis dire, ces choses. Par mes responses je les asseure de nostre diligence, résolution, fermeté pour la bonne cause ; de la vigilance et soin de V. S., de la charité envers tant de poures réfugiés, etc. ; leur déclare que l'accouragement qui nous vient de leur part, outre l'estroite obligation que nous leur en aurons, redoublera la vigueur, zèle et force en si juste querelle, et nous excitera tous d'autant plus à prier Dieu pour eux ; sans oublier que V. S. les remercieront plus dignement. Or ce n'est pas encores fait : car il me faut derechef poursuivre vers Messieurs les Généraux pour impétrer l'ordonnance de la Généralité, en conformité de l'advis de Hollande qui estoit attendu. Et ce temps pendant, je n'ay laissé de leur rafraischir la mémoire de nos affaires par fréquents extraits d'advis et rapports de nos nouvelles, et prières d'en charger leurs Députés ès Provinces pour haster la response. Samedi passé Messieurs de Hollande ont fait leur rapport et déclaration de leur suffrage, qui sera maintenant escrit aux Provinces vers lesquelles je presse et sollicite par lettres. J'ay escrit en Zélande, et apprins que l'accroissement du subside y avoit esté ordonné nagueres sur la recommandation de Messieurs les Pasteurs de Middelbourg.....

(La Haye 8-18 avril 1622)... Voyant que les affaires d'ici, que je n'ose jamais perdre de veue, me donneroient bien trefves de deux ou trois jours, et que le Synode des églises wallonnes se tenoit à Utrecht, j'y suis allé faire une course. Et premièrement ay veu Messieurs les Estats de la dite Province en leur collége où ayant aussi tost obtenu audience, je les ai asseurés de vos affections, remerciés de leur consentement pour le passé, prié à l'advenir, discouru de nostre estat, etc. Leur response a esté de réciproques asseurances de leur bienveillance et m'ont deffrayé au logis. J'ay veu Messieurs du Synode en leur assemblée, rendu une lettre de nostre Compagnie, prié de vouloir dresser un article lequel porte que, en cas de siége ou guerre, ils recommanderont efficacieusement à Messieurs les Estats, aux Magistrats des Villes, aux églises flamandes et à leurs troupeaux

l'affaire, afin que assistance nous soit donnée par quelque voye que ce soit, soit contribution gratuite du Public, soit des particuliers, et l'Église d'Amsterdam chargée d'y veiller et d'advertir les autres. J'ay prins ce chemin pour les causes ci devant déduites, et leur ai remontré le besoin qui est à présent, et combien les libéralités seroient utilement et pieusement employées. Mais qu'en cas qu'à présent, on ne puisse ou veuille pour certaines causes, au moins ils nous donnent parole de faire tout effort en cas d'extrémité. Ils m'ont receu et respondu fraternellement et cordialement.....

Je tiens le mesme langage aux pasteurs des Églises flamandes. Ainsi en ai-je parlé à Messieurs les ministres d'Utrecht.....

(La Haye 15-25 avril 1622)... Depuis mon retour d'Amsterdam d'où j'envoyai à V. S. la quote de Hollande, voyant un rencontre opportun de quelques advis qui sur l'heure mettoient cette Court en sollicitude pour nostre Estat, avec la circonstance du printemps, qui exigeoit provision et déclaration sans délay, cas que l'ennemi eust voulu attacquer ; voyant la faveur de S. E. qui s'estoit employée pour nous avancer jusques à 30 (mille florins) encores ouverte ; oyant des personnes entendues et connoissant que si je laissois eschapper la tenue des Estats de Hollande d'alors et la concurrence de la tenue des autres Estats (qui ne se tienent qu'une ou deux fois l'an en quelques provinces, non souvent comme en Hollande) jesttois renvoyé bien loin,.... je prins résolution de demander pour la deuxiesme fois audience, commençant par Messieurs les Estats Généraux, et puis en la Chambre de Hollande. Envers Messieurs les Généraux, je me contentois de demander eslargissement de libéralité ; mais en Hollande, trouvant quelques bonnes heures pour nous à cause des appréhensions d'un siége, après avoir bien préparé les députés, employé tous amis, représenté par escrit à S. E. tout nostre affaire, je n'ay fait difficulté de m'y discourir plus spécialement et requérir fort expressément un accroissement absolu et quelque déclaration et spécification de la promesse à moy faite en gros et sans spécification en cas de siége. Car il faloit prendre l'occasion au poil, et veu qu'ils tesmoignoient leur bonne volonté, c'eust esté sans raison d'attendre à leur parler de siége ou quand la crainte en seroit passée ou quand le moyen de nous aider auroit esté prévenu par les empeschemens et entreprises de nos ennemis.....

(La Haye 9 mai 1622)... Je trouve à la fin de la lettre de V. S. un mot que j'ay bien souhaité et attendu, asçavoir de promesse de congé. C'est pourquoy je m'employerai cette semaine en visites de ces messieurs et recommandations de nos affaires, afin qu'eschéant danger leur parole soit accomplie ; cependant viendront les suffrages de Frise et Gronningue, d'où on attend journellement députés. Après, il ne me reste qu'à faire une course en Amsterdam pour laisser instruction et mandemens nécessaires pour recevoir ce qui ne sera encores retiré ; durant lequel temps, si je reçoy lettres de V. S. pour remercier ces messieurs et prendre congé, ce sera très-à propos, me préparant et disposant pour reprendre le chemin du retour dans quinzaine, Dieu aidant. Et me faudra passer jusques à Londres pour y voir mon frère, où, si V. S. m'y auront commandé quelque chose, j'y trouverai leurs lettres, résolu de m'arrester le moins que je pourrai au voiage, pour la seureté duquel il faudra prendre conseil, dépendant de la providence de Dieu, qui m'a conduit jusqu'à cet heure.....

(La Haye 16-26 mai 1622). Je reçoy à présent celles de V. S. du 17 avril, qui me portent le désiré congé, lequel ne fera aucun préjudice à nos affaires qui sont proches de leur conclusion.....

En partant d'ici je prierai M. de Vosberghen très digne Conseiller au Grand Conseil et principal entre les Conseillers de Son Excellence de avoir nos affaires en recommandation. Je laisseray aussi charge à un advocat de mes amis, de poursuivre s'il y escherra à faire quelque chose.....

J'oubliois de dire à V. S. que hier jour de Pentecoste après avoir presché, je suis allé trouver Messieurs les Pasteurs et Anciens de l'église Flamande auxquels j'ay fait la mesme prière qu'à ces Messieurs du Synode Wallon.....

(La Haye 22 mai 1622)... A cet instant je reçoy celles de V. S. du 20 février, qui portent la continuation et confirmation des acheminemens de nos dangers, ce que je prévoyois par celles de Paris. J'ai fait toutes mes poursuites, et animé ces Messieurs par les plus efficacieuses raisons, que le temps, et les affaires dictent assez. Je peux asseurément dire qu'ils en sont esmeus et en peine.....

Le 1er juillet suivant, Turrettini parut devant le Petit Conseil [1] pour lui rendre un compte final de la mission confiée à

[1] *Reg. du Conseil*, vol. de 1622, fol. 120.

sa sagesse. Il raconta succinctement les principaux faits déjà connus par ses lettres. Il avait été admis dans l'assemblée des Etats généraux, mais il avait rencontré bien des difficultés et trouvé plusieurs compétiteurs, « le roi de Bohême, le comte de Solms, les députés du marquis de Yegrendorf, du comte de Brunswick, des Grisons, de la Rochelle, de Francdal et autres..... Voyant que la Hollande estoit la principale roue, il demanda audience en leur Conseil; ils furent esmeus en quelque façon.... » Après avoir expliqué qu'en suivant l'avis du prince d'Orange, il s'était décidé à demander 50,000 fr., et que les Etats généraux lui en avaient accordé 30,000, il ajouta qu'il « les remercia de leur bonne volonté et affection. Eux respondirent qu'ils ne pouvoyent mieux faire, et qu'il n'en faloit imputer le défaut qu'à la nécessité de leurs affaires. Ils luy dirent aussi qu'il fist entendre à Mes-eigneurs qu'ils eussent à se conserver par une bonne prévoyance et en entretenant une bonne paix et concorde au milieu d'eux et veillant les uns sur les autres. » Il déposa une lettre des Etats généraux, ainsi qu'une déclaration formelle du même corps. Enfin le prince d'Orange, de qui il rapportait aussi une lettre amicale [1], lui avait témoigné beaucoup de bienveillance et lui avait dit : « Assurez Messieurs de Genève que je seray toujours prêt et en toute occasion de leur rendre très-affectueux services. »

Outre le don fait par les Etats généraux, le député avait encore recueilli des secours des villes de Hambourg et de Brême; la première lui remit environ 1800 thalers, et la seconde 1500 fr.

Turrettini fit également un rapport à la Compagnie des Pasteurs, dans lequel on lit « qu'ayant rendu compte à Messieurs de ce qu'il avoit eu en maniement, il ne pouvoit que faire entendre la singulière affection des églises du Païs bas envers

[1] Voir dans l'Appendice ces diverses pièces, ainsi que la copie d'une lettre adressée au duc de Savoie par les États généraux, sous les Nos 4, 5, 6 et 7.

celle-ci, pour la seule cause de la vérité de Dieu, dont ils tiennent cette Eglise comme un chandelier. » Il terminait en annonçant qu'il avait reçu « quelque subvention particulière pour les pauvres de cette Eglise [1]. »

Le Petit Conseil se montra fort satisfait du résultat obtenu par son député. Cinq ans plus tard, il accorda la bourgeoisie au vieux seigneur lucquois, François Turrettini, et à ses deux fils Jean et Bénédict. Celui-ci demanda et obtint facilement [2] d'être tenu et réputé bourgeois depuis le moment où il avait prêté le serment de pasteur et eu égard à ce que la Seigneurie l'avait employé à son service aux Pays-Bas. Cet excellent citoyen mourut le 4 mars 1631, âgé seulement de 42 ans.

Nous avons vu qu'outre le secours pécuniaire accordé par les Provinces-Unies, un officier du génie, M. du Motet, avait été chargé de venir à Genève pour aviser aux moyens de mettre la ville en état de défense. Cet ingénieur s'employa à ce but avec beaucoup d'activité et demeura dans nos murs jusqu'à la fin de 1622, toujours à la solde des Provinces. A son départ, le Conseil voulut lui donner comme témoignage de sa reconnaissance 200 pistoles qu'il refusa, « protestant ne vouloir rien prendre et d'être entièrement content et satisfait de Mes-seigneurs en ce qu'ils l'avoyent receu avec toute faveur et courtoisie et mesmes l'avoyent défrayé; qu'en toutes occasions qui se présenteront il exposera tous ses biens et sa vie pour le service de ceste République et y emploiera le crédit et la faveur de ses amis [3]. » On décida alors d'employer la même somme à l'achat d'une chaîne d'or avec une médaille qui lui furent envoyées et dont il se montra fort honoré.

La promesse d'une subvention en cas de siége, n'eut pas lieu d'être mise à exécution. La vigilance du gouvernement et de tous les citoyens, sans doute aussi l'appui qu'ils trouvaient à

[1] *Reg. de la V^e Compagnie des pasteurs*, vol. F, fol. 41, 5 juillet 1622.
[2] *Reg. du Conseil*, 1627, 30 novembre et 15 décembre.
[3] *Ibid.*, vol. de 1622, folio 232, 13 décembre.

l'étranger arrêtèrent le duc Charles-Emmanuel; du moins ne renouvela-t-il plus de tentative du genre de celle de l'année 1602. Victor-Amédée I, qui lui succéda en 1630 fut toujours en bonne intelligence avec Genève. Ce prince mourut en 1637, laissant deux fils en bas âge : l'aîné, François-Hyacinthe, ne lui survécut qu'une année ; le second, Charles-Emmanuel II, resta jusqu'en 1648 sous la régence de sa mère Christine de France, fille de Henri IV, qui ne nous fut point hostile. D'ailleurs des luttes intestines n'auraient guère permis, dans ce temps, à la maison de Savoie de s'occuper de notre république.

II

La deuxième députation, dont nous allons nous occuper, fut confiée à l'un des fils du député de 1621.

François Turrettin (c'est ainsi qu'il signait ordinairement), né à Genève en 1623, fut consacré ministre du saint Evangile en 1645, après avoir complété ses études dans les universités les plus célèbres. Nommé, en 1648, pasteur de l'Eglise italienne de notre ville, on le reçut en même temps au nombre des membres de la Compagnie des pasteurs de Genève. En 1650, il fut appelé à la chaire de philosophie, qu'il ne voulut point accepter; en 1653, il fut élu professeur en théologie, et en 1654 recteur de l'Académie.

Notre gouvernement ayant conçu de nouveau des inquiétudes relativement à des tentatives projetées contre la ville, s'occupa des moyens de la fortifier. Pour cela, il fallait se procurer de l'argent. En octobre 1655, M. d'Ommeren, ambassadeur des Provinces-Unies auprès des cantons évangéliques et auprès du duc Charles-Emmanuel II, à l'occasion des persécutions exercées par ce dernier contre les Vaudois du Piémont,

Quant à la maison d'Orange, elle ne se trouvait plus placée de manière à nous offrir l'appui qu'elle nous avait accordé précédemment. Maurice, qui reçut si bien le député genevois de 1621, avait terminé sa carrière dès 1625; son frère et successeur, Frédéric-Henri, était mort en 1647. Le fils de ce dernier, Guillaume II, gendre du roi d'Angleterre Charles Ier, essaya d'étendre ses prérogatives et vit le parti républicain gagner en force et en pouvoir; il succomba à une maladie qui l'enleva, bien jeune encore, en 1650. Peu de jours après cet événement, la veuve du prince accoucha d'un fils. Mais en 1654, les Etats de la province de Hollande, à la demande de Cromwell, s'engagèrent à ne jamais élire le prince d'Orange ni ses descendants pour leur stathouder ou pour leur amiral; cet acte d'exclusion avait été annulé en 1660, après le rappel de Charles II en Angleterre.

Si les renseignements parvenus à Genève permettaient généralement d'espérer un bon succès de cette députation, il n'en est pas moins vrai que Turrettin pouvait concevoir des doutes. Une lettre de Hollande, reçue après la séance du 4 mars, justifiait complétement ses appréhensions. Nous sommes, disait le correspondant, tellement énervés par les guerres du Nord, et nos trésors sont si épuisés que nous avons grand'peine à nous procurer l'argent nécessaire à l'armement de 40 vaisseaux de guerre, lesquels doivent se mettre en mer à la fin de ce mois, sous la conduite de deux vice-amiraux : l'un pour purger la Manche et les côtes de France des pirates qui incommodent la navigation; l'autre pour s'opposer aux corsaires turcs, si puissants en mer qu'il n'y a plus un seul vaisseau qui puisse leur échapper. En outre, les Etats ne voudront rien faire qui déplaise à la France, avec laquelle ils désirent s'allier étroitement, puisque le roi d'Angleterre veut protéger le Portugal aux Indes orientales. Il est peu probable que la députation rencontre beaucoup d'appui si elle parle de nouvelles fortifications; mais si elle dit que Genève s'est fortifiée et endettée à cause des em-

bâches du duc de Savoie, cela pourra faciliter une collecte auprès des Eglises. MM. de Groningue et les Etats de Gueldre et de Frise donnent facilement des espérances de secours, parce qu'ils contribuent fort peu; mais la province de Hollande, qui paie le plus, a l'oreille un peu dure et rejettera le tout sur l'alliance avec le canton de Berne, qu'on regarde comme très-puissant et aussi comme fort intéressé, ainsi que les autres cantons protestants, à ce que Genève ne se rende pas sous l'obéissance de la France ou de la Savoie [1].

Quoi qu'il en soit, Turrettin partit le 3 mai 1661 accompagné de son frère Bénédict qui remplissait auprès de lui les fonctions de secrétaire.

Les instructions qu'on lui remit, fort longues, fort minutieuses, lui enjoignaient en définitive d'exposer la nécessité, pour Genève, de faire exécuter des travaux de fortifications et l'impossibilité d'y pourvoir à elle seule; de demander l'autorisation de faire une collecte dans les Provinces-Unies. Si la collecte n'était pas accordée, il devait prier qu'on voulût bien donner les 30,000 livres précédemment promises et plus s'il était possible.

Turrettin emportait avec lui plusieurs lettres du gouvernement et de la Compagnie des pasteurs [2]. Il en avait pour les Etats généraux et pour ceux de Hollande, pour M. d'Ommeren, etc. Il en avait pour la princesse douairière et même pour le jeune prince d'Orange, alors âgé seulement de dix ans et demi; le Petit Conseil profitait de l'occasion pour lui faire un compliment de condoléance sur la mort de sa mère, la princesse royale, décédée à Londres au commencement de l'année 1661.

[1] Une copie de la lettre dont on vient de voir la substance et qui est datée du 14 avril se trouve, ainsi que la plupart des pièces relatives à cette députation, dans le dossier n° 3397 des *Portefeuilles des pièces historiques*.

[2] On trouvera dans l'Appendice, sous les n°s 8 et 9, les lettres adressées aux Etats généraux par le Conseil et par la Compagnie.

Il passa par l'Allemagne où il obtint facilement diverses recommandations pour les Provinces-Unies. Il arriva le 24 à Harlem, le 25 à Utrecht et le 26 à Amsterdam, visitant dans chacune de ces villes quelques personnages influents, et se trouvait à La Haye le 30 mai, soit le 9 juin, suivant le calendrier ordinaire.

Voici sa première lettre :

Magnifiques et très-honorés Seigneurs. Aiant esté jusques à présent en voiage, je n'ay pas creu qu'il fust nécessaire d'importuner Vos Seigneuries par mes lettres, attendant d'estre au lieu où je me devois rendre pour leur donner quelques nouvelles de l'affaire qu'ils m'ont fait l'honneur de me confier. A présent que Dieu m'a fait la grâce de me conduire heureusement ici, je ne manquerai pas de leur faire part de tout ce qui s'y passera, et quoique dès le peu de jours que je suis ici je n'y aie pas peu encores beaucoup avancer, je ne laisserai pas de faire sçavoir à V. S. selon mon devoir tout ce que j'ay fait. D'abord que suis arrivé ici à La Haye, où les ordres de V. S. m'obligeoient de me rendre à droiture, je n'ay pas manqué d'aller voir incontinent Monsieur Van Ommeren à qui j'estois adressé, pour prendre son advis dans la conduite de nostre affaire, et lui aiant rendu les lettres de V. S. et communiqué mon dessein, il m'a tesmoigné d'estre fort obligé à l'honneur qu'elles lui faisoient, qu'il prenoit fort à cœur nos intérests et que quoique la conjoncture où l'on se trouvoit à présent rendist nostre négociation plus difficile, à cause des affaires de Portugal et de l'Angleterre qui donnera beaucoup d'appréhensions, il ne laisseroit pas d'y servir autant qu'il pourroit par son crédit et par celui de ses amis, ce que je vois aussi qu'il fait avec beaucoup d'affection. Et comme il m'a indiqué quelques-uns des principaux membres de l'Assemblée de Messieurs les Estats Généraux qui ont beaucoup de pouvoir et qui sont des plus zélés, et qu'il a trouvé bon que je les visse d'abord et mesmes si j'avois des blancs-signés que j'en remplisse quelques-uns pour les leur présenter de la part de V. S., suivant son conseil j'en ai desjà rempli quatre et en ai rendu trois, celui pour qui j'avois dressé le quatriesme n'estant pas à présent à La Haye. Tous ces Messieurs à qui j'ay présenté ces lettres se sont senti fort obligés de l'honneur que V. S. leur font et m'ont tesmoigné beaucoup de bonne volonté et d'affection pour nostre

Estat. Néantmoins quand je suis venu à toucher en particulier le moien de la collecte que V. S. me chargent de demander, ils y ont trouvé de grands obstacles, et les mieux intentionnés pour nous, qui sont Messieurs de Zélande, m'ont dit franchement qu'ils ne croioient point que la chose pust passer; qu'outre qu'elle n'estoit pas fort honorable pour nous, il y avoit tant de conséquence qu'ils appréhendoient fort qu'on ne la voulust pas permettre, comme on la refusée depuis peu à divers qui estoient en plus mauvais estat que nous, et que quand on la permettroit, ils ne croioient pas qu'on en tirast ce qu'on pouvoit s'en promettre, veu que les peuples ne voiant point de danger ni de calamité présente, n'y seroient pas fort disposés. Monsieur de With, Pensionaire de la Province de Hollande, qui y est sans doute le plus puissant et presque dans tout l'Estat, m'en a dit à peu près autant, quoi que d'ailleurs il ait promis de nous favoriser. J'ay veu aussi quelques autres de ces Messieurs qui tombent dans ce sentiment. Ainsi V. S. peuvent bien croire que je ne suis pas sans de grandes difficultés et appréhensions, prévoiant desjà que si on veut presser la collecte, on s'expose quasi infailliblement à un refus qui seroit et honteux et préjudiciable à nôtre Estat. Je tascherai pourtant de faire tout mon possible pour surmonter ces obstacles, et à n'oublier rien de ce qui peut estre nécessaire pour bien acheminer l'affaire si Dieu le veut. Je n'ay pas encor demandé audience de MM. les Estats Généraux, désirant auparavant voir s'il est possible, les principaux de l'Assemblée en particulier. J'ay trouvé ici à mon arrivée MM. les Estats de Hollande extraordinairement assemblés avec MM. les Estats de Zélande qui sont venus ici en corps pour conférer ensemble touchant les affaires de Portugal, et voir si on pourra trouver quelque moien d'accommodement, à quoi il semble que MM. de Zélande qui y sont les plus intéressés ne veulent pas entendre. Si je puis me prévaloir de cette occasion pour faire proposer mon affaire à MM. les Estats de Hollande, de qui, sans doute, dépendra principalement la résolution qu'on devra prendre, je ne manquerai pas de le faire après avoir eu audience de MM. les Estats Généraux; mais je crains qu'ils ne se séparent auparavant, outre que n'estant députés que pour cette seule affaire, ils n'ont point de pouvoir de délibérer sur d'autres, mais seulement de la rapporter en leurs provinces. Je commence à voir par là que les négociations sont fort longues ici et sur tout celles qui sont de la nature de la nostre, où il faut l'unanimité du sentiment de toutes les Provinces et de toutes les villes de chaque Province, pour pouvoir résoudre quelque chose. V. S. doivent cependant estre persuadées, s'il leur plaist, que je ferai toutes

les diligences possibles pour l'accélérer autant que Dieu m'en donnera les moiens. Je ne manquerai pas de les informer ponctuellement dans la suite de tout ce qui se passera. Ce qu'attendant, je prie Dieu de tout mon cœur qu'il tienne V. S. et tout vôtre Estat toujours en sa sainte garde, qu'il préside en vos conseils et qu'il fasse réussir tous vos bons desseins à sa gloire et au bien de l'Estat. Je suis avec tout le respect dont je suis capable, magnifiques et très honorés seigneurs de V. S., le très humble et très obéissant citoyen et serviteur. F. Turrettin.

A La Haye, ce 14/4 juin 1661.

On le voit, le professeur François Turrettin reçut le meilleur accueil à son arrivée en Hollande; les mêmes assurances d'intérêt qu'on avait témoignées à son père, quarante ans auparavant, lui furent répétées. Mais si ces marques de bienveillance envers sa patrie devaient lui être agréables, il comprit tout de suite que l'idée d'une collecte dans les Provinces n'avait pas chance d'être admise. C'était pourtant ce que ses instructions lui enjoignaient de presser en premier lieu. Il se trouva donc fort embarrassé. A la distance où il était de Genève et avec la lenteur des moyens de communication, il ne savait trop quel parti prendre. Il craignait, s'il s'attachait strictement aux ordres qu'il avait reçus, de s'attirer un refus qu'il aurait considéré comme peu honorable pour ses commettants; d'autre part il voyait la convenance de solliciter sans retard une audience des Etats généraux afin de profiter ensuite de ce que les Etats de Hollande et de Zélande étaient aussi réunis pour se présenter devant eux. Il se décida le 16 juin (nouveau style) à demander l'audience : elle lui fut aussitôt accordée pour le lendemain à midi. Il se promit en même temps de suivre l'avis de ses amis, c'est-à-dire, de se tenir dans des termes généraux, et de ne point parler de collecte, se réservant de s'expliquer plus complétement devant des commissaires.

« Je ne dois pas oublier, dit-il, dans une lettre écrite le 21 juin, de faire relation à V. S. de la manière de ma réception, afin qu'elles voient

l'honneur qu'on a fait à nôtre Estat. Messieurs de l'Assemblée m'aiant envoié quérir dans un de leurs carrosses, par leur Agent et fait recevoir au haut de l'escalier par deux de leur Corps députés à ce sujet, qui me conduisirent dans la sale du Conseil, où se rencontrèrent aussi Messieurs les Estats de Zélande qui estoient venus ce jour là dans l'Assemblée pour conférer de quelques affaires. Estant là, on me fit incontinent asseoir vis-à-vis de M. le Président et couvrir. »

Cette question d'étiquette avait naturellement de l'importance aux yeux de notre député. C'est après délibération qu'on avait adopté pour lui le cérémonial usité à l'égard des envoyés des Etats souverains.

Etant ainsi régulièrement introduit et convenablement placé, il prononça le discours suivant :

Très Hauts et Très Puissans Seigneurs. Quoy que l'esclat de ceste auguste Assemblée devant laquelle j'ay l'honneur de paroistre aujourd'huy me donne juste sujet de craindre, néantmoins la persuasion que j'ay de la bonté que Vos Altesses tesmoignent à ceux qui s'adressent à elles, et l'affection cordiale qu'elles ont tousjours porté à la République et à l'Eglise au nom de laquelle j'ay à leur parler, me font espérer qu'elles escouteront favorablement les choses que j'ay ordre de leur représenter.

C'est en ceste confiance, Très Hauts et Très Puissans Seigneurs, que je prens la liberté de me présenter devant V.V. A.A. pour leur faire entendre que Messeigneurs les Syndics et Conseil de la République de Genève m'ayant fait l'honneur de me députer vers elles, comme elles verront par les lettres de créance que j'ay présentées de leur part à M. le Président. Ils m'ont donné charge expresse devant toutes choses d'asseurer V.V. A.A. de la continuation de leurs profonds respects et des vœus qu'ils font à Dieu sans cesse pour le parfait et constant bonheur de leurs florissants Estats.

Et de vray, si toutes les Eglises Réformées considérans l'importance de ces belles Provinces, et le grand avantage que la cause de Dieu qu'elles soustiennent si puissamment, reçoit de leur zèle et de leur piété, sont obligées de faire des prières continuelles au Seigneur pour leur glorieuse subsistance, celle de Genève y est sans doubte engagée plus que toutes les autres, puisqu'outre ces considérations générales et communes, elle en a

tant de particulières qui ne lui permettent pas de s'en dispenser sans se rendre coulpable d'ingratitude, aiant ressenti dès longtemps les effects singuliers de leur sincère affection et de leur charitable bénéficence. Aussi puis-je bien dire, T. H. et T. P. S., que si sa foiblesse ne lui a pas permis de vous en tesmoigner ses justes ressentimens, autrement que par des remerciements très humbles qu'elle réitère encor par ma bouche, elle en conserve néantmoins très précieusement la mémoire, et qu'elle n'oubliera jamais tout ce qu'elle doit de reconnoissance, d'honneur et de service pour toutes les faveurs qu'elle a receu de V.V. A.A. Elle voit avec admiration les grandes merveilles que Dieu a faites dans leurs puissans Estats, comme les ayants tirés par main forte et par bras estendu d'une dure servitude et les ayant fait passer par une mer rouge de calamités, il les a eslevés entre les puissances les plus considérables de la Chrestienté. Elle regarde avec ravissement de joye la glorieuse paix qu'il leur a donnée après la fascheuse guerre qu'elles ont soustenue si long temps avec tant de courage, et les riches et abondantes bénédictions qu'il y a espandu jusques à présent et qu'il y espand encores. Elle ne cesse point de supplier sa Divine Majesté de leur rendre de si grands biens constans et perpétuels. Elle luy demande tous les jours que ce grand Dieu qui a esté jusques à présent leur soleil et leur bouclier, continue tousjours à les accompaigner de sa grâce et à les favoriser de sa protection, afin qu'ils soient tousjours l'object de son amour, la terreur des meschans et la consolation des fidèles.

Et comme mesdits Seigneurs sont persuadés que V.V. A.A. ont des inclinations envers eux aussi favorables qu'avoient leurs généreux Ancestres, comme ils en ont eu encor naguères diverses preuves bien expresses et particulièrement par les asseurances réitérées que leur en donna de la part de V.V. A.A. le très excellent seigneur Monsieur Van Ommeren, ci-devant leur député pour l'affaire des pauvres Vaudois durant le séjour dont il a honoré nostre ville, ils ont creu qu'elles n'auroient pas désagréable les représentations qu'il m'ont ordonné de leur faire pour verser dans leur sein les divers travaux, dangers et nécessités qui les pressent, et requérir de leur faveur quelque soulagement et quelque assistance.

Je n'ay pas besoin de représenter à VV. AA. la condition de la ville de Genève. Je me persuade que selon la grande lumière qu'elles ont, elles cognoissent assés qu'elle en peut estre l'importance aussi bien que la foiblesse. Elles sçavent sans doute que depuis que Dieu l'a honorée de sa conoissance et qu'il y a establi la pureté de son service, elle n'a pas manqué d'estre exposée à la fureur du diable et du monde. La Cour de

Rome, dans les desseins qu'elle a dès longtemps d'extirper la Religion Réformée, l'a tousjours considérée pour un des principaux objets de sa rage et de son animosité, comme elle a regardé avec un desplaisir extrême sa subsistance miraculeuse. Elle n'a cessé de brasser contre elle mille machinations, comme les diverses entreprises qui ont esté formées de temps en temps et descouvertes par la providence de Dieu le justifient assés.

Et quoi que Dieu qui s'est monstré jusques à présent d'une façon si merveilleuse nostre Protecteur et notre Garand n'ait pas permis que les armes forgées contre nous vinssent à bien et que, dissipant les divers orages qui sembloient devoir fondre sur nous, il nous ait fait subsister par un miracle de sa bonté et de sa puissance dont nous ne sçaurions assés luy rendre de louanges et d'actions de grâces, nous n'avons pas laissé de voir et de reconoistre visiblement que la mauvaise volonté de nos ennemis duroit tousjours et s'augmentoit au lieu de diminuer, et qu'ils n'espioyent que l'occasion favorable de nous perdre pour triompher, s'il estoit possible, de la vérité par nostre destruction et ériger les trophées de l'idole sur le tombeau de nos ruines.

Nous avons d'autant plus de subject de l'appréhender que, dans le temps où nous sommes, auquel on voit la superstition redoubler ses efforts plus que jamais contre l'Eglise du Seigneur, nous n'en avons veu que trop d'acheminements, mesmes tout fraischement la dernière année par les bruits constans qui furent espandus de tous costés de nostre destruction prochaine, comme nous ne doutons pas qu'ils ne soyent parvenus aux oreilles de VV. AA. Ces pernicieux desseins, qui ne nous sont que trop cogneus, ont tenu et tiennent la ville en de grandes et continuelles appréhensions, et l'ont obligé après la protection du Ciel qu'elle a tousjours recerché par ses prières et dans laquelle elle met toute sa confiance, de jetter aussi les yeux sur les légitimes moyens humains que Dieu luy met en mains pour sa conservation, et surtout pour se mettre en quelque estat de défense, de travailler comme il a esté jugé absolument nécessaire à une meilleure et plus régulière fortification, à quoy nous avons mesmes esté puissamment exhortés de près et loin par tous ceux qui s'intéressent à nostre conservation, pour n'attendre pas l'extrémité qui ne nous permettroit pas de le faire.

Nous avons jusques à présent contribué tout ce qui estoit de nos forces pour avancer cest ouvrage, et du public et des particuliers; mais comme c'est un travail de longue haleine et qui demande une grande et extraor-

dinaire despense (comme VV. AA. le peuvent sçavoir assés), nous sommes obligés de leur dire que nous trouvans desjà espuisés par les grandes despenses qu'il nous y a fallu faire, outre celles que nous avions desjà faites ci-devant pour les nécessités de l'Estat, nous nous voyons dans l'impuissance totale de pouvoir venir à bout de ce dessein, aussi bien que de pourvoir à diverses autres nécessités très urgentes, si nous ne sommes assistés de quelque secours estranger, nostre petit revenu ne suffisant pas à beaucoup près à porter les charges ordinaires de nostre Estat.

C'est pour ceste considération et pour garantir leur conduite de toute sorte de blasme et de reproches, que mes dits Seigneurs se sont enfin disposés, aux instantes supplications de leur peuple, de recercher la favorable assistance de ceux qui nous font l'honneur de s'intéresser à nostre conservation, et surtout, dans la confiance qu'ils ont en la bonté de VV. AA., de recourir à leur générosité et charité pour obtenir quelque soulagement en leur nécessité, selon le très grand pouvoir qu'il a pleu à Dieu de leur mettre en main.

C'est là, T. H. et T. P. S. le sujet de ma députation vers VV. AA., et j'ose espérer du grand zèle qu'elles ont tousjours fait paroistre au service de Dieu et au soulagement des Estats évangéliques, domestiques de la foy, surtout de la singulière affection dont elles ont tousjours honoré celuy de Genève, qu'elles jugeront sans doute n'estre pas d'une petite importance; j'ose, dis-je, espérer qu'elles auront la bonté d'escouter favorablement les prières de tout ce peuple qui leur parle par ma bouche et de nous faire trouver des cœurs et des mains ouvertes pour nostre soulagement.

J'aurois à adjouster beaucoup d'autres choses pour justifier à VV. AA. la justice de nos appréhensions et la grandeur de nos nécessités. Mais craignant d'abuser de leur patience et de leur dérober des momens qui leur sont précieux et qu'elles employent si utilement pour le bien public, je me contenterai de les supplier très humblement qu'il leur plaise de députer telles personnes de cest illustre Corps que VV. AA. trouveront à propos, afin que je puisse les informer plus particulièrement de nostre estat et de nos besoins et de plusieurs choses importantes qui concernent la conservation de nostre ville et le bien de la cause commune, et qu'ensuite suivant leur rapport, il plaise à VV. AA. nous donner une favorable résolution en nous accordant, par les moyens qui seront indiqués, la grâce que nous leur demandons.

Cependant, VV. AA. me permettront de dire que c'est avec beaucoup de desplaisir que Genève se voit contrainte d'importuner de nouveau

VV. AA., et je puis bien dire avec vérité que l'une de ses plus sensibles afflictions est d'estre si souvent nécessitée de recourir à ses amis et d'importuner par ses demandes ceux qu'elle désireroit de tout son cœur pouvoir reconoistre par ses services.

Mais comme elle voit croistre tous les jours ses besoins et ses nécessités, et qu'elle sçait que la haine du monde n'a point d'autre fondement que la Religion qu'elle embrasse et l'Evangile de Christ dont nous ne devons point avoir de honte, pour l'amour de luy elle supporte doucement les chagrins qu'elle a de se voir réduite en cest estat, et se persuade tant de la faveur et bienveillance de ses frères, que la haine excessive que le monde luy porte sera récompensée par leur sincère et véritable charité, et qu'ayant l'avantage d'estre unie avec eux par les liens d'une mesme foy et d'un mesme esprit, elle trouvera aussi de la sympathie à ses maux, et des cœurs et des affections ouvertes en charité.

D'ailleurs elle espère qu'on fera quelque considération d'une ville et d'une Eglise qui a tant contribué pour l'œuvre admirable de la Réformation et dont la conservation est bien importante à tout le bon parti, que Dieu a tant honorée que de la rendre la mère et la nourrice de plusieurs autres Eglises, qui a servi de pépinière et de séminaire pour eslever quantité de belles plantes pour le jardin du Seigneur, qui est comme la clef et le boulevard de la Suisse Réformée, et qui sert dès long temps pour une retraite et un asyle à une infinité de pauvres fidèles persécutés qui y sont venus de tous costés pour y trouver quelque abri et quelque consolation, ayant esté establi pour cest effect des Eglises en son enceinte de plusieurs langues et nations Voyant donc combien d'intérest toutes les autres Eglises ont à sa conservation, elle a creu estre obligée en conscience de descouvrir de bonne heure à ceux qui luy font l'honneur de l'aimer l'estat de sa nécessité tandis qu'on peut y remédier, de peur d'encourir le juste reproche qu'on luy pourroit faire si, par une honte taciturne, elle laissoit tomber ses afflictions en un estat incurable et désespéré.

Mais pour ne s'arrester pas à présent sur ces considérations qui pourront estre plus amplement déduites ailleurs, Genève fonde sa demande principalement sur la bienveillance spéciale de V. V A. A. qui ayant daigné avoir souvenance d'elle en divers rencontres, ne l'oublieront pas sans doubte en celuy-ci qui lui est des plus importants, et couronneront tant de faveurs passées par de nouveaux effects de leur bénéficence pour prévenir de bonne heure le malheur que nous appréhendons, qui autrement est

humainement inévitable et quelles ne pourroient pas voir sans doubte sans un indicible regret.

« Comme V. V. A. A. ont sceu ce que c'est que d'estre en destresse par les espreuves par lesquelles Dieu les a fait passer, elles ont aussi appris ce que c'est que d'avoir compassion des misérables et d'estre malades par la froissure de Joseph en communiquant aux nécessités des saints. Dieu qui leur a donné les richesses de la mer, l'abondance du peuple, grand nombre de belles et de puissantes villes et tant d'autres avantages qui les rendent aujourd'huy si considérables dans le monde, les a voulu aussi rendre organes de sa bonté pour l'appuy et le soustien des foibles, comme des sources publiques qui ont fourni abondamment les eaux de rafraischissement et de consolation aux nécessiteux. C'est une couronne de gloire que Dieu a donné à cest Estat non seulement d'avoir le pouvoir de bien faire, mais d'en avoir aussi la volonté et de s'y porter généreusement. La charité de V. V. A. A. aussi bien que leur foy est renommée par tout le monde. Les Roys, les Princes, les Estats et les Républiques, ceux-là mesmes qui sont esloignés de pays et séparés de religion n'en ont pas esté frustrés. Il n'y a presque point d'endroit dans la Chrestienté où vous n'ayés jetté les bénites semences de vos libéralités et où vous n'ayés fait passer les effects de vos bénéficences : l'Allemaigne, l'Irlande, la Poloigne et d'autres provinces, l'ont assés expérimenté, et nos pauvres frères Vaudois qu'elles ont eu la bonté de soustenir et de retirer par manière de dire du tombeau par leur prompte et abondante subvention, en ont eu de trop grandes preuves pour ne confesser pas que leurs charités sont sans exemple, et qu'elles n'ont pas moins de plaisir et de satisfaction à assister les autres qu'à se maintenir elles-mesmes.

« Genève se persuade qu'elle ne sera pas en moindre considération, estant si estroitement conjointe par les liens d'une mesme foy ; et d'autant plus a elle de suject de le croire que les expériences du passé lui doivent faire bien espérer pour l'avenir, et que V. V. A. A. s'estans desjà si obligeamment intéressées pour sa conservation, ne laisseront pas ceste bonne œuvre imparfaite et voudront avoir la gloire qui leur sera légitimement deue d'estre, après Dieu, les principaux instrumens de sa subsistance.

« C'est l'asseurance de ceste bonté toute particulière qui la fait recourir à V. V. A. A. pour les conjurer par leurs propres affections, par les liens inviolables de la foy et de la charité qui nous unissent les uns avec les autres et par le sacré et glorieus nom de nostre commun Seigneur et

Sauveur, de faire réflexion sur ces prières pour luy faire l'effect de leur bienveillance.

« Ce que V. V. A. A. feront pour elle sera un sacrifice de bonne senteur devant l'Eternel, une semence sainte et un levain de grâce qui, au lieu d'amoindrir leurs facultés, les augmentera : Dieu, pour l'amour duquel elles l'auront fait, en sera luy mesmes le rémunérateur et fera multiplier le fruict de leur justice en bénédiction sur cest Estat. Pour Genève, véritablement elle ne peut pas offrir des récompenses du monde pour sa reconoissance, ni des réciproques devoirs en esgale mesure. Mais bien peus je dire en asseurance, Très Hauts et Très Puissans Seigneurs, qu'elle offre de très bon cœur à V. V. A. A. les plus vives et plus intimes affections de tout son Peuple, qui conservera inviolablement le souvenir de ceste faveur et ne laissera point passer d'occasion de leur en tesmoigner ses justes reconoissances. Mais surtout elle continuera à présenter à Dieu sans cesse ses vœus et ses prières ardentes et en public et en particulier afin qu'il luy plaise d'affermir par sa bonté le reigne de son fils en ces Illustres Provinces, y conserve l'union et la paix dans l'Estat, qu'il rende tousjours plus florissantes ces belles Eglises, accroisse tousjours la gloire et la prospérité de ces Puissans Estats, et qu'il bénie de plus en plus V. V. A. A. de toutes ses bénédictions temporelles et spirituelles, faisant prospérer leurs bons desseins et leurs sages conseils à la gloire de son grand nom et à la consolation de ses fidèles.

« Ce sont les vœus et les souhaits ardens de Messeigneurs de toute la République et Eglise de Genève dont j'ai charge de leur faire la protestation, réitérant à Vos Altesses les asseurances de leurs profonds respects et de leur très humble service. »

Cette harangue, dans laquelle on reconnaît le prédicateur, fut écoutée avec attention. Le Président, M. Krick, de la province d'Over-Yssel, ne parlant pas français, répondit en latin, que MM. les Etats avaient entendu la proposition et qu'ils en délibéreraient. Après quoi le député fut reconduit avec le même cérémonial suivi pour son entrée. Des Commissaires furent nommés, et à leur tête M. d'Ommeren.

Le 18 juin, Turrettin fit une visite à l'ambassadeur de France, M. de Thou, qui le reçut fort bien et assura qu'il avait

ordre de l'aider de ses bons offices. L'ambassadeur ajouta quelques remarques sur le pays où ils se trouvaient; il dit que MM. les États n'ayant pas de chef, on a beaucoup de peine à négocier avec eux, et que ce sont des gens qui prennent facilement les impressions qu'on leur donne.

Le 19, qui était un dimanche, Turrettin prêcha; plusieurs des membres des Etats assistèrent à son sermon.

Notre député avait espéré obtenir une audience des Etats de Hollande, aussitôt après celle des Etats généraux, mais elle fut renvoyée d'une semaine et il profita de ce temps pour visiter quelques membres de l'assemblée de la province de Hollande, comme le Grand Pensionnaire de Witt, M. de Nieubourg, l'amiral d'Opdam, etc.

Le 22, à midi, il apprit que le Pensionnaire avait demandé audience pour lui et qu'elle était fixée au lendemain. Quoiqu'il eût à préparer un discours, il continua ses visites. Le 23, il fut appelé à une conférence avec les Commissaires : il leur parla d'une collecte, puis leur remit un mémoire et une copie de sa première harangue. Les Commissaires lui adressèrent diverses questions sur la nature des ouvrages que le gouvernement de Genève se proposait d'élever, sur ce qu'on avait déjà exécuté et sur ce qu'on avait dépensé. Il répondit de son mieux, expliquant que ce qui était fait coûtait déjà plus de 50 000 écus, sans compter que le peuple avait contribué de son travail. Les Commissaires promirent de faire un rapport aux Etats.

Deux heures après son retour au logis, Turrettin dut suivre l'Agent des Etats de Hollande qui le conduisit à l'Assemblée, de la même manière qu'on l'avait mené aux Etats Généraux.

Ici, nouvelle harangue, plus longue que la première, mais généralement dans le même genre. On y remarque toutefois une plus grande pompe de langage :

« Genève ne peut pas cacher la joye et la satisfaction extraordinaire qu'elle en a tousjours receu d'apprendre les graces excel-

lentes dont D'eu a favorisé cette Il'ustre Province et les g'orieuses merveil'es qu'il a fait en sa faveur, l'ayant si hautement annoblie par les exploits extraordinaires de sa puis·ance, qu'elle a esté véritab'ement mise en un estat renommé sur la terre et comme une puissante digue que Dieu a eslevé au milieu de la mer orageuse de ce monde, pour arrester les flots et les eaux bruyantes et impétueuses de l'Ante-Christ, comme d'une couppe d'étourdissement pour confondre les adversaires et comme un appuy très grand et très considé·able pour le soutien et la consolation des foibles et surtout de ceux qui aiment le Seigneur Jésus... Genève est un lieu lequel Dieu a le plus honoré par sa miséricorde, l'ayant rendu l'habitacle de son arche et le dépositaire de ses saints oracles. Il a esté aussi l'un de ceux que le diable a le plus hay et persécuté, et contre lequel on a brassé mille et mille machinations... » Il y a avantage à la soutenir, « non seulement parce que c'est une république libre et souveraine que ses amis ne doivent pas laisser opprimer, mais encor parce que sa situation est si advantageuse qu'elle est comme le centre et le milieu entre plusieurs royaumes et estats puissans, comme une clef et un rempart de la Suisse, et que venant à estre abandonnée, elle tire après soy infailliblement la perte de plusieurs autres. C'est comme une digue qui estant une fois percée ou rompue, l'innondation passeroit bientost plus avant. »

L'orateur se montre plus communicatif qu'aux Etats généraux :

« Elle (Genève) sçait que tout ce qu'elle a de fortification sont fort imparfaittes et irrégulières, qui ne sçauroient la garentir d'une surprise, beaucoup moins d'un siége formé, une grande partie de la ville estant encore presque toute à descouvert et sans deffence.... Divers ouvrages ont esté jugés absolument nécessaires.... C'est à cela qu'on s'est desjà occupé les années passées et qu'on travaille encor journellement avec beaucoup de

chaleur, chaque membre de l'estat, soit magistrat, soit pasteurs, citoyens, bourgeois et habitans ne s'épargnans point dans une si bonne œuvre. On a fait tout ce qu'on a peu pour avancer l'ouvrage, on a tiré du publicq, on a cottisé les particuliers indifféramment et sans exception, on a doublé la pluspart des impostz, etc. »

Et revenant à la Hollande :

« C'est vous H. et P. Seigneurs qui tenés le grand ressort et qui estes comme le premier mobile de tout ce puissant Estat. V. V. A. A. servent de modelles et d'exemples à tous les autres et s'il leur plaist d'escouter favorablement nos remonstrances, comme nous les en supplions, nous sommes asseurés que nous n'aurons point de peine ny de difficulté à obtenir ce que nous demandons. ».....

Cette assistance, « nous ne la demandons pas pour des estrangers ou des barbares qui leur soyent tout à fait incognus et qui n'ayent point de liaison avec eux, nous la demandons pour des frères et des frères qui les touchent de si près et qui les affectionnent si tendrement. Nous ne la demandons pas de gayeté de cœur et sans suject, mais contrains par une indispensable nécessité et ne voyans point de moyens de secours ailleurs. Les autres amis qui nous affectionnent et qui nous sont voisins ayant assez à faire aujourd'huy chez eux sans penser à autruy. Nous ne leur demandons pas pour leur estre à charge ny pour amoindrir de beaucoup leurs facultés, puisque l'Ecriture nous enseigne que la Charité est une semence sainte qui fait multiplier nos biens et nous apporte une grande et abondante moisson. Nous demandons seulement qu'un petit ruisseau de leur belle et claire source découle jusques à nous pour arrouser nos sécheresses. Nous demandons que V. V. A. A. permettent que nostre petit esquif qui va flottant au grez des vents et est en danger à tout coup de faire naufrage soit attaché par quelque

cordage à vostre grand et puissant vaisseau. Ce qui n'ébranlera pas le grand, mais soul gera bien le petit. ».....

Puis, se rappelant qu'il parle devant les députés d'une province renommée par sa charité, il y trouve des motifs pour espérer, et il s'écrie : « Non certainement je n'en doutte point maintenant et il me semble qu'en contemplant les visages aimables et gracieux de V. V. A. A., que je puis desjà lire dans leurs cœurs les bonnes inclinations qu'ils ont pour nous et la response favorable qu'ils se préparent à nous donner... Vos Altesses obligeront en cela non d s oisifs et des ingrats *qui sibi secordes aliis graves vivant*, mais un peuple qui recognoistra éternellement cette faveur et qui fait tous ses effors pour se maintenir de luy mesme pour n'estre plus à charge, s'il est possible, à ses amis.... »

Lorsque le député genevois eut terminé son discours, de Witt lui répondit que les Etats de Hollande avaient toujours eu beaucoup d'inclination pour la ville de Genève, qu'ils avaient tâché de le montrer en toutes occasions et qu'ils ne manqueraient pas de le faire paraître encore en celle-ci ; qu'ils examineraient sa demande et lui feraient savoir la réponse.

Dès le lendemain, en effet, on s'en occupa : la collecte fut repoussée, pour plusieurs motifs et en particulier comme n'étant honorable ni pour la Hollande ni pour nous. Il fut décidé de nous donner un subside de 50,000 florins, à payer par les provinces.

Turrettin fut surpris d'une si prompte résolution ; mais il apprit que le Pensionnaire s'était hâté parce que l'Assemblée devait se séparer le même jour.

Voyant l'idée d'une collecte rejetée par la Hollande, il commença à en désespérer ; il continua cependant à la recommander, et il chercha à obtenir au moins une augmentation dans le subside. Il comptait sur l'effet produit pas les détails dans lesquels il était entré auprès des commissaires des Etats

généraux. Ceux ci firent leur rapport le 27 juin, et l'Assemblée en délibéra le 28. La province de Gueldre proposa de porter le subside à 75,000 florins, les autres provinces se rangèrent à cet avis ; la Hollande seule fit d'abord quelque difficulté et finit par céder. Ce n'était encore qu'une résolution préparatoire: il fallait qu'elle fût approuvée par toutes les Provinces, et le Conseil d'Etat leur adressa à cet effet une pétition datée du 8 juillet [1].

Dans l'intervalle, Turrettin prit le parti de se rendre dans les principales villes des Provinces pour recommander lui-même son affaire, et cela d'après le conseil du Grand Pensionnaire. Il commença par celles de la Hollande. A Amsterdam il eut audience des Bourgmestres auxquels il remit une des lettres qu'il avait en blancs-signés. Le président, M. Scaap, lui répondit que Messieurs de Genève ne s'étaient pas trompés dans la bonne opinion qu'ils avaient d'eux, qu'ils avaient toujours considéré Genève comme une ville importante surtout pour la religion, et qu'ils contribueraient de tout ce qu'ils pourraient pour sa conservation.

Il visita successivement un grand nombre des villes des provinces et fut partout bien accueilli. Il ne négligea pas la famille des princes. C'est ainsi qu'il alla voir le jeune prince à Leyde et la princesse douairière à Turhout en Brabant. La veuve de Frédéric-Henri lui dit qu'elle savait que Genève avait toujours aimé la maison d'Orange et prié pour elle, qu'elle pouvait assurer que les princes d'Orange l'avaient aussi toujours fort affectionnée et qu'elle ne manquerait pas de faire ce qui dépendrait d'elle en cette occasion. Plus tard il vit aussi Guillaume-Frédéric de Nassau, gouverneur de la province de Frise, qui parut également fort bien disposé.

Il revint à La Haye, continua ses sollicitations, et présenta un mémoire aux Etats de Hollande le 2 août; puis apprenant

[1] Appendice, nº 10.

que la ville de Rotterdam faisait opposition, il s'y rendit. Enfin le 22 l'affaire fut de nouveau discutée aux Etats généraux, où les provinces de Gueldre, de Groningue et d'Utrecht firent encore attendre leur consentement, qui arriva au bout de quelque temps.

Dès ce moment, Turrettin désira revenir à Genève et le demanda plusieurs fois à ses chefs, mais notre Petit Conseil lui donna l'ordre de rester jusqu'à ce qu'il eût retiré la somme promise. Dans ses lettres, il se montre uniquement occupé de sa négociation ; il raconte successivement les délais qu'elle éprouve; il réclame des remerciments officiels pour le Grand Pensionnaire de Witt. Il ne donne aucune nouvelle relative aux événements du temps, et s'il sort du sujet qui le préoccupe, c'est pour exprimer son impatience de reprendre ses occupations ordinaires et ses études; c'est encore pour témoigner le chagrin qu'il a éprouvé en apprenant la mort d'un magistrat, l'ancien syndic Mestrezat et celle d'un de ses collègues, Antoine Léger, professeur à la faculté de théologie et pasteur de l'église italienne. A cette occasion il parle à ses « magnifiques et très honorés seigneurs » de notre Académie, et cherche à leur montrer « combien il importe de la fournir de personnes capables et bien méritantes qui puissent y travailler avec fruit et en soustenir et accroistre la réputation, afin que comme elle a esté cidevant un des principaux ornemens de leur ville et qui la fait consi lérer avec vénération par toutes les églises comme une pépinière saiute pour eslever des plantes au Seigneur, elle puisse encore servir ci-après à cette bonne œuvre avec sa bénédiction. » Il s'afflige ensuite de ce que la petite église italienne se trouve « à présent sans pasteur et sans exercices, et en danger de se dissiper s'il n'y est pourveu promptement. »

Ce ne fut qu'au milieu du mois de décembre que l'argent de toutes les provinces fut fourni à La Haye, en mains du receveur général, et le 25 du même mois Turrettin obtint du Conseil d'Etat un ordre adressé à ce fonctionnaire de lui remettre la

somme. Quand il l'eut obtenue, il déposa à la banque d'Amsterdam 70,000 florins qui parvinrent ensuite à Genève, le reste paya les frais de la députation.

Turrettin fut encore admis dans l'Assemblée des Etats généraux, le 4 janvier 1662. Il y exprima, au nom de ses commettants, toute sa reconnaissance. « Ce n'est pas, dit-il, ce n'est pas d'aujourd'hui seulement que Genève a reconu l'affection sincère que V. V. A. A. ont pour elle. Il y a lontemps qu'elle est en possession de recevoir des preuves réelles de leur amitié . . . . mais le tesmoignage que V. V. A. A. vienent de lui en donner encores tout fraischement par la libéralité qu'elles lui ont accordée, augmente encores de beaucoup le prix de ses bénéfices et le nombre de ses obligations. V. V. A. A. n'ont pas plus tost ouï la représentation de ses craintes et de ses nécessités, qu'elles ont ouvert et le cœur et les mains pour la soulager . . . . Que si, autresfois on a donné le nom d'Evergètes, je veux dire bienfaiteurs, à quelques princes, parcequ'ils faisoient volontiers des libéralités, on peut bien dire que si VV. AA. n'en portent pas le nom, elles en ont pourtant l'effet et la vérité, puisqu'elles se plaisent si souvent à bien faire. »

Le président répondit par des vœux pour notre Etat et pour l'heureux voyage du député.

Turrettin employa encore quelques jours à faire des visites à La Haye et dans d'autres villes des Provinces, puis il prit la route de Paris, où il se trouvait au commencement de mars.

Le 14 avril (ancien style) après une absence qui avait duré 11 mois et demi, il se présenta devant le Petit Conseil de Genève pour rendre compte de sa mission. Les résultats nous sont suffisamment connus.

Turrettin rapportait avec lui des lettres des Etats généraux, de ceux de Hollande et West Frise, de la princesse douairière et du prince Guillaume-Frédéric de Nassau [1]. On fit des réponses

[1] Voir les trois premières de ces lettres dans l'Appendice, nos 11 à 13.

convenables, et l'on écrivit aussi des remerciements à MM. de Witt, d'Ommeren, etc.

Notre gouvernement avait lieu d'être fort satisfait du résultat obtenu. Il donna à celui qui avait été chargé de cette négociation, une gratification de 300 écus, soit environ 1454 francs. Les travaux de fortification furent activés. On s'occupait alors de construire un mur pour soutenir le bastion situé derrière la Monnaie et qui prit le nom de *bastion de Hollande*[1]. Il fut décidé qu'on mettrait dans ce mur une inscription pour rappeler le don généreux des Provinces-Unies. Elle était ainsi conçue :

OPPUGNA OPPUGNANTES ME
EX MUNIFICENTIA CELSISSIMORUM
ORDINUM FŒDERATI BELGII, 1663[2].

Turrettin prêcha plusieurs fois en Hollande, et sa prédication fut goûtée, puisqu'on s'efforça de le retenir. On lui offrit une place de pasteur, d'abord à l'église wallone de Leyde, puis à l'église française de La Haye. Il répondit qu'il ne s'appartenait pas, étant au service de l'église et de l'Académie de Genève. Les Etats de Hollande et même les Etats généraux écrivirent à notre Conseil des lettres fort pressantes. On lit dans celle des Etats généraux, en date du 1er février 1662 : « Pendant le séjour que le sieur Turrettin a fait en cette ville, pour le service de vostre République, il y a donné de très signalées preuves, non seulement de sa suffisance en l'affaire pour laquelle il avait esté envoyé, mais aussy d'une rare piété et d'une très éminente doctrine. Ces deux dernières qualitez ont particulièrement paru aux sermons qu'il a faits dans l'église françoise de la ditte ville avec tant d'approbation et d'applaudissement de tous ceux qui sont capables de juger de l'un et de l'autre, que nous nous trouvons obligés de seconder les bonnes

[1] Depuis la destruction de nos fortifications, on a réservé, sur le même emplacement, une *rue de Hollande*.

[2] Gautier, *Histoire de Genève* (manuscrit des Archives), t. IX, p. 459.

intentions et les louables désirs que le consistoire de la même église a pour sa personne. Sa modestie, l'employ qu'il avait icy et l'attachement qu'il a à sa patrie, en plusieurs façons, ayant empesché l'ouverture qui lui en a esté faite, nous croyons devoir intervenir, etc. »

Cet homme éminent était trop nécessaire à Genève, pour que, malgré tout le désir qu'on devait avoir de ne point désobliger les Provinces, on pût se résoudre à renoncer à ses services. Il reprit donc son enseignement et toutes ses occupations habituelles. Quelques années plus tard, il eut encore à refuser une place de professeur que lui offrit l'université de Leyde, et après une vie extrêmement laborieuse [1] il mourut en 1687 à l'âge de 64 ans. Il s'était marié en 1669 [2] et laissa un fils, Jean Alphonse Turrettin, qui suivit la même carrière que son père et que son aïeul et la remplit avec une grande distinction.

En réunissant les principales pièces relatives aux deux députations envoyées, pendant le dix-septième siècle, dans les Provinces-Unies, pour solliciter des secours pécuniaires en faveur de Genève, et en les accompagnant de détails empruntés aux sources officielles, j'ai pensé contribuer à faire connaître les mœurs d'une époque pour l'étude de laquelle nous n'avons pas ici beaucoup de renseignements particuliers. Notre république,

[1] « M. Turrettin est un homme d'un grand sçavoir, mais qui lui coûte bon, puisque pour l'acquérir il lui a coûté les forces qu'il a perdues par un travail aussi assidu qu'on puisse porter. Il est né riche, cependant on ne voit rien en sa personne qui sente l'abondance, et comme son corps est abattu, son cœur a une humilité très-grande; il n'y a que sa charité laquelle montre qu'il a de l'abondance, en ce qu'il fait de grandes aumônes. » Burnet, *Voyage en Suisse et en Italie ès années 1685 et 1686*. Rotterdam 1687, p. 220.

[2] Toutes les lettres que le député de 1661 écrivit de Hollande au gouvernement de Genève sont signées *Turrettin;* dans son contrat de mariage, rédigé par B. Guenand, notaire, 21 septembre 1669, la signature porte *Turrettini*. C'est une bizarrerie très-fréquente dans ce temps et qui montre qu'on tenait peu à la régularité pour l'orthographe des noms propres.

grâce à la bonne renommée qu'elle s'était acquise, savait intéresser à sa conservation des Etats puissants, et le Petit Conseil, quand il choisissait ses députés parmi les membres les plus distingués du clergé, faisait preuve d'adresse. D'ailleurs, si cette disposition à aller quêter dans d'autres pays sort généralement des habitudes actuelles, il est juste de rappeler que bien souvent, et de lieux fort éloignés, on avait aussi recours à Genève.

Je voudrais encore chercher si l'on peut déterminer, au moins approximativement, la valeur de tout ce que Genève reçut de la générosité des Provinces-Unies, soit dans les années 1590[1], 1594[2] et 1598[3], soit dans le dix-septième siècle. C'est ce qui me reste à examiner.

En 1590, le professeur Jacques Lect rapporta 14,000 *francs*. Ce dernier mot semble difficile à expliquer. Cependant, comme dans l'argent que recueillit Anjorrant, en 1594, il se trouve une somme venant d'Emden, et qui est indiquée tantôt par 900 francs, tantôt par 900 florins de Hollande[4], il en résulte que les mots francs et florins désignaient une même chose. On en doit dire autant du mot *livre*, qui est souvent pris par les deux derniers députés comme équivalent de florin.

Cela posé, nous avons :

		Florins de Hollande.
En 1590	. . . . .	14,000
En 1594	1° 7550 flor., dont il faut déduire 300 flor. pour un cadeau fait à Th. de Bèze, reste	7,250
	2° Abandon de 3 années d'intérêts, à 6 °/₀ par an sur 29,000 flor.	5,220
En 1598	1°	12,000
	2° Intér[s] pendant 5 ans des mêmes 29,000 florins.	8,700
Total des sommes reçues dans le seizième siècle .		47,170

[1] Présents mémoires, t. XI, p. 162.
[2] Ibid. p. 167.
[3] Ibid. p. 175.
[4] *Reg. du Cons.* 1594, fol. 55 et 120, 15 avril et 26 août.

Ce sont, est-il dit, des florins de 20 patards, et 65 patards font 8 florins de Genève; de plus, 1 franc vaut 2 $^{1}/_{6}$ de nos florins. En sorte qu'on arrive à trouver que les 47,170 florins de Hollande, donnés par les Provinces à la fin du seizième siècle, reviennent à près de 53,590 francs.

En 1622, nous avons reçu	30,000 livres.
En 1662, » »	75,000 »
Total des dons dans le dix-septième siècle.	105,000 livres.

Or, nous trouvons[1] que ces livres sont telles que 2 $^{1}/_{2}$ livres font 10 $^{1}/_{2}$ florins de Genève; par conséquent, les Provinces-Unies nous ont donné dans le dix-septième siècle 203,538 francs.

Chacun sait que la valeur réelle d'une somme d'argent diffère de sa valeur absolue, et que, par exemple, 53,590 francs, pendant les dernières années du seizième siècle, représentent aujourd'hui une somme beaucoup plus forte. Mais il n'est pas facile d'indiquer au juste l'équivalent. Je suis disposé à croire que l'on peut arriver à se faire une idée assez exacte de la différence de la valeur de l'argent à deux époques distinctes, en comparant le prix de la journée de l'ouvrier le plus faiblement rétribué, celle du manœuvre, à ces deux mêmes époques. Par exemple, cette journée étant actuellement payée chez nous 2 fr. 50 c., soit 65 de nos anciens sous, tandis qu'à la fin du seizième siècle, on la payait 8 sous, j'en conclus que le rapport de l'argent est $^{65}/_{8}$, c'est-à-dire qu'il faut multiplier par 8 $^{1}/_{8}$ une somme d'argent de la fin du seizième siècle pour avoir son équivalent aujourd'hui. Nous aurons ainsi 435,418 francs pour les sommes données à Genève par les Provinces-Unies de 1590 à 1598.

Pour convertir pareillement les 203,538 francs reçus dans le dix-septième siècle en valeur actuelle, il faudrait, en raison-

[1] *Reg. de la Chambre des comptes*, n° 3, fol. 158.

nant d'une manière analogue, les multiplier par 4, et l'on aura 814,152 francs.

Enfin si l'on additionne les dons du seizième et du dix-septième siècle, on arrive à 1,249,570 fr.

Ce sont là des appréciations sur lesquelles on est loin d'être d'accord. Ainsi un auteur[1] qui, dans notre pays, s'est occupé de ces sortes de questions, estime que, pour évaluer approximativement des sommes d'argent relatives à la moitié du dix-septième siècle, *il faut les décupler*. A ce compte, il faudrait multiplier au moins par 15 la somme relative au seizième siècle, et, au lieu du nombre total 1,249,570 obtenu ci-dessus, on aurait 2 839,230 francs.

Je pense avoir indiqué des valeurs plus approchées de la vérité. Mais laissons ces calculs. De quelque manière qu'on s'y prenne, on ne manquera pas de reconnaître que les Provinces-Unies des Pays-Bas ont fait à Genève des dons considérables, et il semble à propos de rappeler ici un petit fragment du dernier discours adressé par Fr. Turrettin aux Etats généraux, le 4 janvier 1662.

« Il est vrai, disait-il, que Genève ne peut rien rendre à Vos Altesses qui approche de leurs bienfaits. Elle n'a point de forteresses, de terres ni de biens qu'elle puisse leur offrir en récompense. Elle n'a que les cœurs de tout son peuple à vous présenter, mais des cœurs tout pleins de gratitude, qui protestent de n'oublier jamais les faveurs qu'on leur a faites. »

Ces paroles, prononcées par un homme savant et respectable qui énonçait ainsi la pensée de tous ses concitoyens, datent de deux siècles; mais si les faits auxquels elles se rapportent sont déjà bien éloignés, les sentiments qu'elles expriment sont de ceux qu'on aime à rappeler et qui ne sauraient jamais vieillir.

[1] Grenus, *Notices biographiques*, p. 44.

APPENDICE

N° 1

Instructions pour le professeur B. Turrettini, député aux Pays-Bas, 9 octobre 1621.

Archives de Genève. Registres du Conseil, vol. de 1621, fol. 265.

Premièrement vous ferez toute diligence et tascherez de vous rendre au plustost auprès des Très Hauts et Très Illustres Seigneurs Messieurs les Estats des Provinces Unies des pays bas et Monsieur le Prince d'Orenges, vers lesquels nous vous députons, et après leur avoir délivré nos lettres de créance vous leur ferez entendre le resentiment que nous avons de tant de tesmoignages qu'ils nous ont donné ci devant de leur bienveillance, et nos vœux et prières continuelles, publiques et particulières pour la conservation de leurs Estats et augmentation de leurs Grandeurs, avec les offres de nostre bien humble service.

Après cela, vous leur remonstrerez les advis continuels que nous avons des desseins du duc de Savoye contre nostre Ville, qui nous menacent d'un siége dans peu de temps, et les appréhensions où nous entrons pour l'advenir ; l'estat de l'Eglise en divers endroicts, à cause de quoy nous sommes obligez pour nostre conservation de faire des despenses grandes et extraordinaires tant en fortifications et entretenement de nostre garnison qu'en provisions de munitions de bouche et de guerre, ausquelles il nous est impossible de fournir si nous ne sommes aydez et assistez par la bénéficence de ceux qui affectionnent nostre conservation. Que la subvention que nous avions accoustumé de tirer de la France a esté intermise depuis trois ans en çà, en tant que les assignations qui avoyent esté baillées à nostre député, nous sont demeurées infructueuses jusques à présent, sans

espérance d'en pouvoir estre payez de longtemps, veu l'estat auquel sont aujourd'huy les affaires du dit Royaume.

C'est pourquoy vous les supplierez de nostre part qu'il leur plaise nous ayder de quelques sommes de deniers en la nécessité présente où nous nous trouvons, et si vous trouvez que vous puissiez ne pas induire Leurs Excellences à telle assistance présente, vous tascherez de sçavoir d'eux quelle somme nous pouvons espérer de leur bénéficence à l'advenir, au cas que nous soyons pressez par un siége.

Que si vous recognoissez qu'en vous addressant aux Gouverneurs et Magistrats des villes des dits pays qui sont portez de bonne affection envers nostre Estat, il y ait moyen de retirer d'eux quelques deniers pour le présent, ou asseurance pour l'advenir, en ce cas vous leur présenterez des lettres de nostre part que vous dresserez sur les blancs signez qui vous seront baillez, ainsi que jugerez nécessaire, et les prierez d'esteudre ceste bonne volonté, à condition néantmoings que Messieurs les Estats n'en entrent en aucun ombrage Mais si vous voyez que vous ne puissiez rien obtenir de ce que dessus, vous cercherez un troisième moyen, c'est assavoir d'emprunter de l'argent en nostre nom au moindre intérest que faire se pourra soit de Messieurs les Estats soit des particuliers, et tousjours plustost de *Messieurs les Estats, soit des Villes que des particuliers.*

Vous nous ferez sçavoir par lettres fréquentes, le progrès de vostre négociation et le succès que vous y trouverez à celle fin que selon cela et l'estat des affaires par deçà nous vous puissions aussi donner advis de nos intentions. Et généralement vous ferez en ceste négociation tout ce qui sera de vostre pouvoir, ce que remettans à vostre prudence, diligence, et fidélité, nous prions Dieu qu'il vous y veuille bénir et qu'il vous ait en sa saincte garde.

N° 2

Lettre des Syndics et Conseil de Genève, aux États généraux, 9 octobre 1621.

Copie de Lettres, vol. de 1620-1621, fol. 195.

Très Illustres et très Puissans Seigneurs.

Il y a quelque temps que sur les advis que nous avions des desseins du duc de Savoye à l'encontre de nous et des préparatifs de guerre qui se

faisoyent en son pays, nous suppliames V. E. de nous conserver en leur bienveillance, et avoir nostre Estat en recommandation. Maintenant voyans que ces préparatifs continuent de plus fort, et que S. A. a fait de grandes levées de cavalerie et infanterie en Lorraine par le Baron de St-Rican, qui passent desjà à 4 lieues près de nous et ont leur rendez-vous en Savoye, outre autres levées qui se font au Comté de Bourgogne, au pays de Bassigni et autres lieux pour le service de sa dite Altesse, et que suyvant les advis que nous avons de divers lieux, nous sommes menacez tout ouvertement d'un grand effort et siége dans peu de temps, nous avons député vers V. E. le Sr Turetin, fidèle pasteur et professeur en ceste Eglise, auquel nous avons donné charge de vous représenter les nécessitez et difficultez ausquelles nous nous trouvons à présent par la grande et extraordinaire despense qu'il nous convient supporter, et pour supplier V. E. que suyvant leur ancienne bienveillance, de laquelle elles nous ont donné tant d'asseurances aux occasions qui se sont présentées dont nous leur demeurons à jamais obligez, il leur plaise continuer envers nous les effects de leur bénéficence en nous assistans de tout leur pouvoir. Et nous remettans à ce que le dit Sr Turetin vous dira plus particulièrement de nostre part, nous prions Dieu, Très Illustres et Très Puissans Seigneurs, qu'il luy plaise conserver V. E. soubs sa saincte protection faire prospérer leurs armes et augmenter la grandeur de leurs Estats.

N° 3

Lettre au Prince d'Orange, 9 octobre 1621.

Ibid., fol. 196.

Très Haut et Très Illustre Prince.

Sur la continuation des advis que nous avons des entreprises et desseins du duc de Savoye contre nostre ville, nous avons député vers V. E. le Sr Turettin, fidelle pasteur et professeur en ceste Eglise, auquel nous avons donné commission de vous représenter l'estat présent de nos affaires. Nous vous supplions qu'il vous plaise d'adjouxter créance à ce qu'il vous dira de nostre part, et de nous continuer en la nécessité où nous nous trouvons

les tesmoignages de vostre faveur et bienveillance de laquelle nous tascherons nous rendre dignes, en prians Dieu journellement pour la grandeur et prospérité de V. E. et demeurans à jamais, Très Haut et Très Illustre Prince, les très humbles et très affectionnez serviteurs.

N° 4

Copie d'une lettre adressée au duc de Savoie, par les États généraux, 1er avril 1622.

Portefeuilles des pièces historiques, dossier n° 2706.

Sérénissime Ducq. Ayants apprins par continuels advis, que Vostre Alteze a faict des grandes levées, tant hors que dedans son Pays, avec autres appareils de guerre, et que, par son Ambassadeur en France, elle faict solliciter instamment le Roy Très chrestien, de n'empescher pas son desseing et tirer sa raison de ce que icelle prétend sur la Ville de Genève et le Pays de Vaulx, et qu'en suite de cela Vostre Alteze auroit faict approcher ès environs d'icelle Ville beaucoup de troupes, qui la mettent en ombrage et perplexité, et nous resouvenants des propositions et remonstrances très véritables et très considérables pour tous Roys, Princes et Républiques qui ont suspecté la Monarchie Espaignole, et se désirent maintenir et conserver leur Estat et liberté, que Vostre Alteze nous a faict porter de vive voix par le Seigneur Conte Johan de Nassau, et le Sieur de Monthou, vostre Ambassadeur, respectivement ès années 1615 et 1617, lesquels ilz nous ont laissé par escript (qui nous tesmoignent vostre sincère affection et bonne volonté au maintenement de nostre Estat) ensemble de noz responses, que respectivement sur icelles ils ont rapportées à Vostre Alteze, par lesquelles elle a peu cognoistre nostre très prompte et libérale résolution, d'assister Vostre Alteze, pour la conservation de ses Estats, contre la dite grande convoitise des Espaignols, en une guerre si injuste qu'ilz vous faisoient lors, pour vous priver de la liberté de laquelle voz Ancestres avoient paisiblement jouy. Tout cela, Sérénissime Duc, nous faict espérer, que Vostre Alteze ne prendra en mauvaise part, si pour l'estroitte amitié, intelligence et correspondance que nous avons et entretenons avec la Ville de Genève,

tant à cause de la Religion que nous avons commune avec icelle, que pour diverses raisons d'Estat (qui mesmes regardent en conséquence celles qu'il a pleu à Vostre Alteze nous faire représenter comme dict est) nous vous prions très affectueusement par ceste, de ne vouloir rien entreprendre ou attenter par voye d'offense ou aultrement, contre la dite ville de Genève et le Pays de Vaulx, si ainsy est que vostre dessein seroit tel (ce que à Dieu ne plaise) parce que cela indubitablement causeroit par les dites raisons d'Estat, et des intérestz particuliers, des nouveaulx troubles et remuements en la Chrestienté, qui desjà n'y sont que trop, et qui tous, soit ouvertement ou couvertement, se trouveront à la parfin avoir aidé l'Espaignol, à monter à sa prétendue Monarchie, qui entretemps que les aultres Roys et Princes sont occupez en particulières guerres et noises contre leurs propres subjects ou voisins, ne faudra à se prévaloir des grandes pièces qui jusques ores luy ont empesché son dit dessein, pour puis après donner la loy à Vostre Alteze, et les dits autres Roys et Princes, qui alors se trouvants sans appuy seront constraincts de ployer à son joug, à quoy vous peut servir d'exemple l'occupation du Valtellino et les invasions en Almaigne. Et que pour ce regard il plaise à Vostre Alteze d'y regarder de plus près, et en détournant vos desseins ailleurs, continuer à la dite ville de Genève et le Pays de Vaulx vostre amitié et bonne voisinance avec une sincère correspondance pour les desombrager et rasseurer contre toute aultre opinion ou impression, si aulcune ilz en ont. Ce que nous tiendrons comme un effect et gage de la continuation de vostre bonne volonté envers nous, à laquelle nous ne faudrons de correspondre Vostre Alteze très affectueusement à toutes occasions d'aussy bon cœur que nous prions Dieu, Sérénissime Ducq, de vouloir conserver la personne de Vostre Alteze en très parfaicte santé et ses Estats en paix et repos. De la Haye, le premier d'Apvril 1622.

N° 5

Lettre des États généraux, 27 mai 1622.

Portefeuilles des pièces historiques, dossier n° 2708.

Très honorez et Magnificques Seigneurs.

Nous avons meurement délibéré sur ce que de la part de voz Seigneuries nous a proposé le Sieur Bénédict Turretin, Pasteur et Professeur en Théologie, vostre deputé vers nous le 13e Décembre 1621 et le 26e de Mars 1622, en vertu de la lettre de créance de voz Seigneuries, et là dessus prins et luy donné par escript une telle résolution que noz présentes affaires le nous ont permiz, comme voz Seigneuries entendront par le contenu d'icelle, et ce que le dit Sr Turretin vous en rapportera de plus, lequel vous tesmoignera aussy la singulière affection que nous portons à la prospérité de voz affaires, et la conservation de vostre Estat. Ne pouvants passer sans luy rendre ce tesmoignage qu'il s'est comporté en la conduite de ceste sa charge fort prudement, et de telle manière qu'il convenoit pour l'advancement d'icelle ; à quoy doncq nous remectans, prions le Créateur, Très honorez et Magnificques Seigneurs, de vouloir conserver voz Seigneuries et leur Estat en prospérité, très parfaicte santé et très longue vie.

De la Haye 27 de May 1622.

(Signé) G. Schaffer.

De voz Seigneuries très affectionnez pour vous complaire et servir, les Estatz Généraulx des Pays Bas uniz. Par ordonnance d'iceux.

(Signé) Aerssens.

N° 6

Déclaration des États généraux, 27 mai 1622.

Ibid.

Les Etats Généraulx des Provinces Unies du Pays Bas, ayants ouy les propositions faictes en leur Assemblée le 13e de Décembre 1621 et 26e de Mars de ceste présente année 1622, et depuis présentées par escript de

la part des Très honorez et Magnifiques Seigneurs, les Syndicques et Conseil de Genève, par le Sr Bénédict Turretin, Pasteur et Professeur en Théologie, Député de la ditte Seigneurie de Genève, en vertu de la lettre de créance d'icelle Seigneurie du 9 d'Octobre 1621, et examiné les raisons et considérations amplement déduictes en icelles, avec les apparences et circumstances y représentées, assavoir que leurs adversaires se servant de la présente occasion des remuemens et troubles de la Chrestienté, tâcheront d'exécuter contre eulx et la ditte Ville quelques malheureux desseins (pour ausquels pouvoir résister et se conserver, la ditte Seigneurie requiert des dits Seigneurs Estats d'y vouloir à ceste fin contribuer en deniers, ce qu'ils pourront). Et sur le tout meurement délibéré, déclairent Iceulx Seigneurs Estats, nonobstant qu'eux mesmes se trouvent surchargez des grands fraiz et despens de leur présente guerre, en laquelle ilz sont retombez après l'expiration de la tresfve, lesquels à présent ils sont contraints de porter seuls, sans aide ne support aucun extérieur, ains sont nécessitez de rehausser toutes sortes des impositions et daces, pour les tirer par ces moyens de leurs peuples, et de la promptitude et bienveillance de leurs Provinces, pour se défendre contre un ennemy le plus redoutable de la Chrestienté, et pour éviter leur ruine, et que mesmes ils soient encore contraints de contribuer des grands subsides au dehors, pour le maintienement des autres, et notamment au Palatinat, afin que le bien et la cause commune et la vray Religion Chrestienne ne soyent entièrement abandonnées à l'appétit des ennemis communs, et que par ainsi ils se trouvent tellement accablez des despens, qu'ils ne sçavent bonnement où les prendre et trouver. Toutesfois pour démonstrer par effect à la dite Seigneurie de Genève combien ils la désirent gratifier, ayder et subsidier, au maintienement et conservation de leur Estat et Eglises, ils leur ont consenti et accordé pour cest effect, ung subside de trente mille livres, de quarante gros pièce, qui seront furniz comptant. Et pour aultant qu'il se demande un eslargissement de ceste libéralité en cas d'extrémité de guerre et siége de la ditte Ville, et non aultrement, Iceulx Seigneurs Estats consentent en cest événement du Siége (ce que Dieu ne plaise) et non aultrement ung autre subside à la ditte Seigneurie de Genève, à sçavoir de trois mois durant le dit siége, dix mil livres chascun mois, lesquels ils pourront en tel cas de siége effectuel tirer par change sur Iceux Seigneurs Estats, pour cependant avoir temps de adviser ce qu'ils pourront faire pour l'ultérieur maintenement de la ditte Seigneurie de Genève, au cas que leur

siége, besoings et extrémitez se trouveroient durer davantage, demeurant résolus en ce cas et tous autres de faire pour leur défense tout ce que leur Estat pourra aulcunement permectre, avec ceste confiance que les dits Seigneurs Syndiques et Conseil de Genève s'évertueront aussi par tous debvoirs et moyens de faire et apporter pour leur conservation tout ce qui leur sera aulcunement possible, comme aussi les dits Seigneurs Estatz les en prient et recommandent très expressement à leur propre exemple, aux perplexitez où ils se trouvent maintenant, et au dit Sr Turretin d'en vouloir faire le rapport. Ainsy faict, résolu et consenti en l'Assemblée des dits Seigneurs Estats Généraulx le 27e de May 1622.

(Signé) G. SCHAFFER.

Par ordonnance des dits Seigneurs Estatz Généraulx.

(Signé) AERSSENS.

N° 7

Lettre de Maurice prince d'Orange, 31 mai 1622.

Portefeuilles des pièces historiques, dossier n° 2709.

Messieurs. Le Sr de Turretin vostre Député n'a rien obmis de ce qui estoit de sa charge, pendant le temps qu'il a séjourné par deça; aussi vous sçaura-il rapporter de la mesme promptitude, ce que la dessus il a obtenu. A quoy j'ay très volontiers apporté ce qui a dépendu de mon pouvoir: et en feray autant à toutes autres occasions qui s'en présenteront au bien de vostre ville, de laquelle et de vous, Messieurs, je suis très affectionné à vous faire service.

(Signé) MAURICE DE NASSAU.

Quant au Capitaine du Motet, le dit Sr de Turretin vous dira la résolution que Messieurs les Estatz ont prinse sur ce qui regarde son séjour de dela.

De la Haye ce 31 may 1622.

A Messieurs les Syndiques et Conseil de Genève.

N° 8

Copie d'une lettre des Syndics et Conseil de Genève aux États généraux, 30 avril 1661.

Portefeuilles des pièces historiques, n° 3397.

Très Hauts et Très Puissans Seigneurs. Les dangers évidens que Dieu par sa providence admirable a destourné de dessus nous en ces derniers temps, et les menaces continuelles des ennemis de nostre liberté et de nostre Religion, dont le bruict se sera sans doubte espandu jusques à Vos Altesses, nous ont donné subject de nous animer à redoubler nos soins pour nostre conservation. Ceux qui prennent part à nos intérests nous y ont très instamment invitez par leurs bons conseils, et nous nous y sommes employez avec toute la chaleur et l'affection possible. Nous avons commencé l'année proche passée et advancé des travaux assez considérables pour nostre fortification. Mais comme les grands frais que nous avions soustenu les années précédentes, surtout au temps des troubles de nos très-chers alliez et voisins de Suisse, nous avoient desjà fort esprouvé et que les derniers nous ont presques espuisé, dans l'estat où nous nous rencontrons de nécessité de continuer à nous fortifier et de nous engager en des despenses immenses pour pourvoir à ce qui nous défaut et à tous les moyens de nostre subsistance, nous prenons la liberté de recourir à la bonté et charitable zèle de V.V. A.A., pour leur exposer confidemment nos besoins en l'asseurance que nous osons prendre sur les divers tesmoignages et effects qu'il leur a pleu nous faire sentir cy devant et de leur précieuse bienveillance et de leurs favorables inclinations envers nostre Estat et nostre Eglise, que V.V. A.A. ont bien voulu considérer comme importante à plusieurs autres pour la gloire de Dieu auquel il plaist se servir de nous pour de grands usages au bien commun de son Eglise, et dont nous luy rendons louanges et grâces immortelles.

Nous supplions très humblement V.V. A.A. qu'il leur plaise faire les réflexions qu'elles jugeront convenables sur ces choses et sur ce qui leur sera représenté plus amplement par le sieur François Turrettin l'un de nos Pasteurs et Professeurs en Théologie, que nous leur avons député à ce subject et de luy vouloir donner créance, et nous départir libéralement les effects de la continuation de leurs bontez envers nous par le zèle incomparable que V.V. A.A. ont tousjours tesmoigné pour l'advancement du Ré-

gne de Dieu et son pur service. Nous l'invoquerons incessamment par nos prières publiques et particulières qu'il en soit le rémunérateur et qu'il verse de son ciel ses plus abondantes grâces et riches bénédictions sur les très illustres personnes de V.V. A A. et sur leurs Puissans Estats. Ce sont les vœux très ardens que nous faisons, nous disans avec respect, etc.

N° 9

Copie de la lettre de la Vénérable Compagnie des Pasteurs et Professeurs aux États généraux.

Dossier, n° 3397.

Très Hauts et Très Puissans Seigneurs. Nous ne pouvons jamais nous représenter la grandeur de Vos Altesses et la prospérité de leurs florissans Estats, que nous n'adorions du plus profond de nos cœurs les bontés infinies de Dieu envers elles. Voyans comme il a pleu à sa divine Providence de les eslever glorieusement dans le rang qu'elles tiennent entre les puissances les plus considérables de la Chrestienté et de les conserver depuis si lontemps pour estre le théatre de ses merveilles, après avoir couronné d'une sainte et glorieuse liberté les grandes souffrances de leurs illustres Ancestres et la constance admirable qu'ils ont tousjours fait paroître dans leurs combats. Ces combats et ces souffrances ont esté d'autant plus glorieuses qu'aiant esté entreprises pour la cause de Dieu et pour l'avancement de son Evangile, V.V. A.A. luy ont consacré toutes leurs victoires, ont sanctifié tous leurs avantages et si bien employé leur prospérité en faveur des fidèles membres du Seigneur Jésus, que la grandeur de leur zèle et l'éclat de leur charité les a fait reconoitre par tout pour estre véritablement du nombre de ces boucliers d'or que Dieu tient en sa main pour la protection de ses enfans. Ce qui fait que nous pouvons dire avec beaucoup de raison que ce trousseau de flèches que porte le Lion de vos Armes ne marque pas seulement la parfaite union qui fait subsister vos Illustres Provinces sous la protection de ce Lion de la Tribu de Juda, mais encore la sainte communion que vous entretenés avec tous les autres Estats qui lui font hommage. Et c'est de quoy V. V. A. A. ont donné bien souvent

des tesmoignages très authentiques par le soin qu'elles ont eu de subvenir aux nécessités de plusieurs poures Eglises et de leur faire trouver par leur assistance le soulagement et la consolation sans laquelle elles devoient apparemment périr. Il n'y a encore que bien peu d'années que des troupeaux désolés ont esté rassemblés par les effets de leur ardente charité. Et sans en cercher des preuves chés nos voisins, nous nous souvenons de l'avoir esprouvée nous mesmes plus d'une fois par les libéralités que V.V. A. A. ont ottroyé à cette Eglise. L'expérience heureuse que nous en avons faite, et le précieux souvenir qui nous en demeure bien avant dans le cœur, nous fait prendre encor aujourd'huy la mesme hardiesse, puisque l'Estat où nous nous rencontrons le demande autant que jamais. Nous ne nous estendons pas, Très Hauts et Très Puissans Seigneurs, à vous représenter quelles sont nos justes craintes et nos pressantes nécessités, les dangers extrêmes desquels Dieu nous a tirés et dans lesquels nos ennemis travaillent encore à nous jetter, ni quelle est la situation de cet Estat et l'importance de cette Eglise. Nous ne doutons pas que V. V. A. A. n'en aient desjà assés de connoissance, et nous nous persuadons que nôtre Magistrat leur en rendra encore conte plus particulièrement par ses lettres et par la bouche de Monsieur Turrettin, Pasteur et Professeur en Théologie, nôtre très cher et honoré frère que Nos Seigneurs ont voulu choisir de nôtre corps pour leur en porter les informations et les prières. Seulement les supplions-nous très humblement d'escouter favorablement la voix de tout cet Estat et Eglise, et d'avoir la bonté de faire réflexion suivant leur sainte prudence et leur grande générosité sur ce qui leur sera proposé par nostre dit frère pour nous accorder la faveur que nous leur demandons. Nous osons asseurer V. V. A. A. qu'elles feront une œuvre très agréable à Dieu et à tous les vrais fidèles, que ce Maistre commun que nous servons tous en sera lui mesme le rémunérateur et que, de nostre part, dans le ressentiment que nous aurons tousjours d'une obligation si particulière, nous continuerons incessamment de faire retentir et en public et en particulier leurs louanges devant Dieu et devant les hommes et de présenter nos vœus et nos prières très ardentes au Seigneur pour la gloire et prospérité de V. V. A. A. et la conservation et accroissement de leurs Puissans Estats. Estans tousjours avec tout le respect dont nous sommes capables, Très hauts et très puissans Seigneurs, de vos Altesses, etc.

N° 10

Copie d'une lettre des États généraux aux diverses provinces, sur leur résolution d'accorder une subvention de 75,000 livres. La Haye, 8 juillet 1661.

Portefeuilles des pièces historiques, dossier n° 3400.

Hauts et Puissans Seigneurs. Nous avons veu la proposition et le mémoire que le S^r^ Turrettin, Envoyé des Syndics et Conseil de Genève, a fait et présenté à vos Hautes Puissances, touchant quelque subside pour supporter les frais des fortifications de la dite ville de Genève.

Nous estimons d'un costé que, de la part de ceste ville, on veille avec grande prévoiance et sagesse pour la seureté et conservation de leur Estat, et de l'autre costé que V. H. P., suivans les traces et le louable zèle de vos Prédécesseurs au Gouvernement, devroyent les secourir par une généreuse assistance et un libéral subside.

Il est assés cognu en quel quartier du monde la République de Genève est située, et combien il est nécessaire qu'Elle et ses habitans soient mis en seureté, après Dieu, avec une fortification forte et bien régulière, et aussi avec toute sorte de provisions et munitions pour leur défense.

V. H. P. pourront aussi se souvenir que ceste ville est particulièrement gratifiée du Seigneur Dieu entre plusieurs, et eslue comme la principale place où son Eglise réside pour y faire prescher la véritable Religion Chrestienne suivant la Réformation et pureté de Doctrine et que, par le moyen de leur service, plusieurs autres Eglises mesmes dans ce pays sont délivrées du joug de l'idolatrie et superstition sous lequel elles avoient si longtemps gémi et ont esté amenées à la cognoissance de la parfaite et pure vérité qui est, par la gracieuse bénédiction de Dieu, encor enseignée et confessée parmi eux.

On peut aussi facilement comprendre que ces bons bourgeois, dans leur petit traficq et incommodé par les estrangers, auroyent deu succomber sous la pesanteur de si grandes despenses, si V. H. P. et autres Potentats Réformés ne les avoient par fois assistés par leur générosité et libéralité ; et puisque les mesmes raisons n'ont pas encor cessé, et que la haine que le monde a contre leur Estat, qui continue aussi seulement à cause de la Religion dont on y fait profession, et de l'Evangile de Christ

qu'on y enseigne, suivant toute apparence ne cessera jamais, nous estimerions que V. H. P. devroient prendre en particulière considération ceste bonne ville et Eglise qui a tant contribué pour la Réformation et contribue encor tous les jours, estant la mère et nourrice de tant d'autres Eglises, et ne devroient aucunement souffrir qu'elle tombast en quelque malheur par faute de moyens. Que partant V. H. P. les devroient animer à faire leur possible pour se mettre à la fin dans un entier estat de défense et de repos, et pour ceste fin d'achever une fois parfaitement leurs fortifications, et se bien pourvoir de toutes choses nécessaires, et que V. H. P. les y devroyent encourager par un libéral subside qui ne devroit pas estre moindre de septante cinq mille francs, ne doutans pas que tous les Alliés y contribueront très volontiers chascun le leur avec affection et zèle. Partant nous prions très instamment qu'on y donne au plustost les consentemens requis et qu'ils soyent promptement suivis des effects afin que le dit sieur Envoyé puisse estre renvoyé avec joye et satisfaction, et qu'une si bonne œuvre ne demeure pas négligée ou accrochée par quelque delay.

Fait au Conseil d'Estat à la Haye le 8 Juillet 1661 Estoit paraphé Andries de Graaf par ordonnance du Conseil d'Etat

(Signé) EYCKBERG.

Pétition particulière de 75,000 florins pour Genève.

A TOUTES LES PROVINCES.

Nobles et Puissans Seigneurs. Le Conseil d'Estat de ces Provinces Unies, a fait et aujourd'huy nous a délivré la particulière pétition ci jointe de septante cinq mille francs, pour estre fournis à Messieurs les Syndics et Conseil de Genève pour un subside, et pour fournir aux ouvrages de fortification de leur Ville. Nous avons trouvé, après avoir fait lecture de la susdite pétition, que les raisons qui y sont alléguées sont prégnantes, suffisantes et valables. De sorte que nous n'avons autre chose à faire là dessus que de prier ardemment et très sérieusement V. N. Puissances à ce qu'il leur plaise prendre les considérations requises là dessus, et en suite non seulement d'apporter au plustost un fructueux consentement pour les septante cinq mille francs, et d'en faire faire ouverture dans nostre Assemblée, mais aussi de mettre promptement ordre pour cela, et de pourvoir en façon afin que la Cottisation de leurs N. P^ces^ de la susdite somme parvienne au plustost effective au Comptoir du S^r^ Receveur Général Doublet

ici à la Haye, et soit fourni en argent contant, et afin que de la part de cest Estat elle soit fournie ou contée pour le besoin de la dite République de Genève aux fins que dessus conjointement avec l'argent des autres Provinces. Sur quoy nous attendants, nous vous recommandons à la protection de Dieu. A la Haye le 8 Juillet 1661.

N° 11

Lettre de la princesse douairière d'Orange. Turnhout, 26 juillet 1661.

Dossier, n° 3397.

Messieurs. J'ay receu la lettre qu'il vous a pleu m'escrire par le Sieur François Turretin l'un de vos Pasteurs et Professeurs en Théologie.

Je l'ay prié de vous remercier très affectueusement de ma part, de tant de civilitez et de bontez que vous me tesmoignez et de vous asseurer de la continuation de ce zèle, et cette particulière affection que j'ay tousjours eue pour le bien et service de vostre Estat, à l'exemple du feu Prince mon très honoré Espoux de très heureuse Mémoire. Je souhaicterois de tout mon cœur, Messieurs, de vous en pouvoir donner de réelles preuves, et particulièrement en cette occasion en recommandant vostre très-juste demande envers Messieurs les Estats Généraux ; et suis très marrie de ne l'avoir pu faire de bouche à cause de mon absence ; mais je l'ay faict par lettres, et m'asseure que vous ne manquerez pas d'obtenir de leur libéralité les subventions requises pour le maintien d'une Cité et Estat qui a servi et sert encore d'Azyle a plusieurs fidèles persécutez pour l'Evangile. Je vous supplie d'estre persuadez, Messieurs, qu'en toutes rencontres où il s'agira de leur conservation, et de l'advancement de leurs intérests, je m'estimeray fort heureuse d'y pouvoir contribuer, et que je tascheray aussi de faire eslever le Prince mon Petit-Filz, dans les mesmes favorables sentimens et inclinations, que les defuncts Princes ses Prédécesseurs ont eus pour le bien de vostre Républicque, espérant que Dieu luy fera la grace de suivre leurs traces en cela, comme en toutes autres qualitez vertueuses. C'est en quoy nous demandons encore la continuation de vos sainctes prières,

et de celles de vostre Eglise, comme j'addresse les miennes à Dieu pour la prospérité de vostre Estat en général, et pour sa bénédiction sur vos personnes et emplois en particulier, estant Messieurs vostre très-affectioné servante,

(Signé) AMELIE D'ORANGE.

N° 12

Lettre des États de Hollande et de Westfrise. La Haye, 3 décembre 1661.

Dossier n° 3397.

Très honorés et Magnifiques Seigneurs. Le sieur Turettin nous a livré vos lettres du XXX^e^ d'Avril passé, et en vertu d'icelles nous avons eu aggréable et sa personne et ce qu'il nous a représenté de vostre part, tant au regard du subject de sa commission, que pour la sage conduite dont il a tousjours usé en la poursuite de ses affaires. C'est pourquoy que (non obstant les grosses engagements desquels nos finances sont encores accablez par des guerres successives, que cest Estat a soustenu) nous nous sommes tellement déclarez en faveur et pour la conservation de vostre bonne ville de Genève, en considération de l'union des Saincts et pour le maintien de la vraye Religion réformée, que nous ne doubtons nullement que vous n'y trouviez de quoy vous contenter, vous asseurants que vos intérests nous seront tousjours à cœur. Et au reste nous remettants à ce que le sieur Turettin vous dira touchant nos comportements au dict subject de sa commission.

Très honorez et magnifiques Seigneurs nous prions Dieu qu'il vous ait en sa saincte garde. De vos Seigneuries, très affectionnez Amis à vous faire service, les Estats d'Hollande et Westfrise.

N° 13

Lettre des États généraux. 4 janvier 1662.

Dossier n° 3397.

Messieurs. Le Sieur Turettin, Ministre et Professeur en la saincte Théologie, vostre envoyé en ces Provinces Unies, nous ayant faict entendre aujourd'huy que son intention est de retourner vers vous pour faire rapport de sa négotiation, nous ne l'avons pas voulu laisser partir sans luy rendre ce tesmoignage, que par sa sage et prudente conduite il s'est acquité très dignement de sa charge et de son employ, pendant le séjour qu'il a faict auprez de nous, dont il nous a donné une entière satisfaction. Nous nous promettons de son intégrité et probité qu'à son retour il vous asseurera qu'il nous a trouvez et laissez tout portez et disposez à la continuation de l'ancienne, bonne et estroitte correspondance qui a tousjours esté et est encore entre cest Estat et Vostre Républicque, et sur ce prions l'Eternel, Messieurs, qu'il vous ait en sa sainte garde. A la Haye, le 4e janvier 1662.

De Vos Seigneuries, très affectionnez Amis à vous faire service, les Estats Généraux des Provinces Unies des Païs Bas.

NOTICE

SUR

LE PROFESSEUR J.-E. CELLÉRIER

PAR TH. HEYER
Secrétaire de la Société d'Histoire et d'Archéologie.

Lue à la séance du 27 novembre 1862.

Messieurs,

Depuis sa dernière séance, notre Société a perdu l'un de ses doyens, l'un de ses membres les plus assidus et les plus actifs. Vous ne vous attendez pas, sans doute, à ce qu'on vienne ici vous retracer en détail la vie si utile et si digne de M. le professeur Cellérier. Une carrière consacrée à l'enseignement théologique et vouée tout particulièrement au bien de l'Eglise ne saurait devenir l'objet de nos études, peu de jours après qu'elle a été terminée. Toutefois, vous trouveriez étrange, je m'assure, que votre Comité restât complétement muet dans cette circonstance. Recueillons-nous donc aujourd'hui quelques instants, pour ainsi dire autour de cette tombe récente, afin de nous occuper ensemble de notre ancien président.

Jacob-Elisée Cellérier naquit le 12 décembre 1785, à Satigny, dans ce riant village appartenant au territoire de la république de Genève, où son respectable père remplissait les fonctions de pasteur avec une grande distinction. Il fit dans le

presbytère ses premières études, et fut admis, le 2 août 1799, dans l'auditoire des belles-lettres de notre ville. Il eut alors le bonheur d'être reçu chez M. le professeur Weber, ami de son père, et il rencontra dans cette famille des soins affectueux dont il avait conservé le souvenir le plus reconnaissant.

A cette époque, le jeune étudiant n'avait rien de fort remarquable, et de ses travaux, qu'une santé chancelante faisait souvent interrompre, on ne pouvait rien présager d'extraordinaire pour l'avenir. Il se décida à embrasser l'état ecclésiastique, et fut admis en théologie en 1804. C'est vers ce temps qu'il entra dans le pensionnat de M. le professeur Vaucher, et y donna quelques leçons. Il fut consacré au saint ministère en 1808.

Dès 1807, étant devenu instituteur dans l'une des premières familles de Genève, il fut bien placé pour voir quelquefois la société la plus brillante. Mais il sut aussi mettre à profit ses loisirs, en perfectionnant et en approfondissant les connaissances qu'il avait acquises. Déjà, en 1804, il avait été le promoteur d'une société *pour l'avancement des études*, qui se recrutait parmi les jeunes gens les plus studieux, et qui comptait au nombre de ses membres des noms devenus célèbres. Dans son ardeur de savoir, il s'occupait de beaucoup de choses, entre autres, de botanique. Je ne saurais dire s'il avait déjà le goût de cette science quand il alla demeurer chez M. Vaucher, mais au moins peut-on supposer que ce botaniste distingué dut contribuer à l'entretenir et à le développer chez M. Cellérier, qui, ayant passé une grande partie de sa vie à la campagne, a toujours trouvé du plaisir à une étude si propre à élever l'âme. Parfaitement en état de déterminer une plante, il aimait surtout, en la contemplant et en l'admirant, à saisir l'occasion d'exalter la puissance et la sagesse du Créateur.

Les sciences théologiques l'attiraient principalement, et il s'appliquait d'une manière spéciale à la langue hébraïque. Outre les travaux divers auxquels il se livrait, on doit penser qu'il se ménageait aussi du temps pour aider parfois son père

dans l'exercice des fonctions pastorales. Qui ne se rappelle cette belle page dans laquelle un grand écrivain, opposant aux pompes du culte catholique la simplicité du culte réformé, décrit une cérémonie religieuse à Satigny? Permettez-moi de vous en citer quelques lignes :

« ..... Au milieu de cette réunion rustique, où manquaient toutes les splendeurs humaines, on voyait un homme pieux dont le cœur était profondément ému par la mission qu'il remplissait. Ses regards, sa physionomie, pouvaient servir de modèle à quelques-uns des tableaux dont les autres temples sont parés; ses accents répondaient au concert des anges.....

« Il descendit de sa chaire pour donner la communion aux fidèles qui vivent à l'abri de son exemple. Son fils était comme lui, ministre de l'Eglise, et sous des traits plus jeunes, il avait, ainsi que son père, une expression pieuse et recueillie. Alors, selon l'usage, le père et le fils se donnèrent mutuellement le pain et la coupe..... Le fils ne voyait dans son père qu'un pasteur plus avancé que lui dans l'état religieux qu'il voulait suivre; le père respectait dans son fils la sainte vocation qu'il avait embrassée. Tous deux s'adressèrent, en communiant ensemble, les passages de l'Evangile faits pour resserrer d'un même lien les étrangers comme les amis; et, renfermant dans leur cœur tous leurs sentiments les plus intimes, ils semblaient oublier leurs relations personnelles en présence de la Divinité, pour qui les pères et les fils sont tous également des serviteurs du tombeau et des enfants de l'espérance.

« Quelle poésie, quelle émotion, etc.[1] »

Vers la fin de l'année 1814, le vénérable et éloquent pasteur de Satigny ayant désiré prendre un repos, que sa santé toujours délicate lui faisait juger nécessaire, la Compagnie élut pour le remplacer le fils de cet heureux père (16 décembre 1814). Quel choix, en effet, pouvait lui être plus agréable et semblait

[1] Mme de Staël, *De l'Allemagne*, IVe partie, chap. IV.

plus propre en même temps à prolonger pendant de longues années, au milieu d'une population dont il s'était fait chérir, les bienfaits de son ministère?

Mais le nouveau pasteur se sentait porté à diriger d'un autre côté son zèle pour l'Eglise. M. De Roches, professeur de langues orientales à la Faculté de théologie, étant mort dès les premiers jours de 1816, on ouvrit un concours. M Cellérier fils se présenta, et le 29 mars, à la suite d'examens, il fut appelé à remplir cette chaire. Il avait alors 30 ans.

Peu de mois après, il perdit sa mère, qui avait toujours eu sur lui une très-heureuse influence; mais il conserva beaucoup plus longtemps son père, qui mourut nonagénaire en 1844. En 1817, il se maria avec M^lle^ Henriette Lasserre, et ayant rencontré en elle toutes les qualités aimables qu'il pouvait désirer, il jouit du bonheur domestique le plus complet jusqu'en 1854, où la mort lui enleva la compagne de sa vie.

En 1823, une grave maladie au cœur le força à suspendre ses travaux et à renoncer pendant plusieurs années à la prédication. Cependant, des soins et des précautions lui permirent bientôt de reprendre son enseignement. On introduisit quelques modifications dans la chaire qu'il occupait à l'Académie : il fut déchargé de l'hébreu, et conserva l'exégèse du Nouveau Testament, la critique et les antiquités sacrées, jusqu'en 1854, époque où il passa au rang des professeurs émérites. Dans l'intervalle, il rendit d'autres services à l'Académie et à l'Eglise. C'est ainsi qu'il fut recteur de 1840 à 1843, et de 1846 à 1847. Quand, en 1842, la Compagnie des pasteurs dut choisir dans son sein quinze des membres du Consistoire, M. Cellérier fut élu pour le terme de deux ans, puis de nouveau en 1844; il présida ce corps de 1845 à 1846, et fut en même temps élevé à la charge de modérateur de la Vénérable Compagnie. La constitution de 1847 ayant adopté pour le Consistoire l'élection populaire, M. Cellérier fut nommé pour quatre ans au nombre des six membres ecclésiastiques. Dans toutes ces fonctions, il

se distingua par son zèle et par son activité, et quand il fut appelé à présider, on remarqua toujours son impartialité et l'excellente direction qu'il savait donner aux débats.

La voix publique a proclamé les heureux fruits de l'enseignement de M. Cellérier. Elle nous a dit que, grâce à l'étendue de ses connaissances, il le modifiait en profitant de tous les progrès, de toutes les découvertes; qu'il se conciliait le respect et l'affection de ses élèves. Mais vous le comprenez, Messieurs, ce n'est pas à moi qu'il appartient de caractériser cette carrière académique. Je devais me borner à rappeler brièvement les principaux faits de la vie de notre regretté collègue, et je me hâte de le considérer maintenant comme membre de la Société d'histoire et d'archéologie.

A l'approche du Jubilé de 1835, la Vénérable Compagnie ayant pensé qu'il serait bon de mettre entre les mains de toute la jeunesse protestante du canton un récit de l'établissement de la Réformation à Genève, chargea M. Cellérier de la rédaction de cet ouvrage. A cette époque, deux hommes seulement s'occupaient chez nous d'histoire nationale : MM. de Grenus et Galiffe le père; mais leurs utiles recherches, comme aussi les œuvres de nos anciens historiens, ne pouvaient suffire à M. Cellérier. Il dut donc se livrer à des travaux d'un genre nouveau pour lui. Il s'y mit avec ce zèle, avec cette conscience qu'il portait en toutes choses, et l'on vit paraître au temps fixé : *Le Jubilé de la Réformation. Histoires d'autrefois*, 1 vol. in-12 de 256 pages.

Ce petit volume répondit parfaitement au but que l'on s'était proposé. On y respire, d'un bout à l'autre, les sentiments de piété et de charité qui étaient propres à l'auteur. Malgré quelques erreurs, généralement relatives à des dates, d'ailleurs de peu d'importance et faciles à corriger, comme il est d'une lecture fort agréable, il peut être encore d'une grande utilité.

La composition de cet ouvrage inspira probablement à

M. Cellérier un goût qui ne l'abandonna plus, quoique ses occupations habituelles ne lui permissent pas alors de le satisfaire. Il avait fouillé dans beaucoup de vieux livres et de manuscrits relatifs à notre histoire ; on lui en avait prêté ou donné un grand nombre ; il prit plaisir à cette étude, qui devint le délassement de sa vieillesse.

La création de notre Société date de l'année 1837. M. Cellérier n'en fut pas un des fondateurs ; il ne s'y fit recevoir qu'en 1840 (23 juillet), et il ne parut que rarement dans nos réunions jusqu'en 1854, année où il fut déchargé de ses fonctions de professeur. Depuis cette époque, et aussi souvent que sa santé le lui permit, il devint un membre régulier et actif : nos procès-verbaux en font foi.

Ce fut le 28 décembre 1854 qu'il commença à nous lire un important mémoire ayant pour titre : *L'Académie de Genève*. Ce n'étaient, se hâtait-il de le dire d'emblée, que « quelques faits et quelques idées sur l'histoire de l'Académie de Genève. » On peut regretter que M. Cellérier n'ait pas eu le temps de composer un ouvrage complet sur cette matière ; personne plus que lui n'en eût été capable. Au reste, il nous a donné beaucoup plus qu'il ne promettait. Mais ce mémoire, tel qu'il a été publié [1], ne comprend pas la totalité des recherches de l'auteur, qui nous lut, le 27 janvier 1858, une série de notes additionnelles et d'esquisses biographiques.

En étudiant l'histoire de l'Académie, notre savant et consciencieux collègue avait rencontré parmi les anciens professeurs genevois des figures caractéristiques sur lesquelles il s'était plu à approfondir ses investigations : je veux parler du jurisconsulte et conseiller Jacques Lect, d'Isaac Casaubon et de Jean-Robert Chouet. Il s'occupa à plusieurs reprises de ces trois hommes remarquables. Il donna sur le dernier, en janvier 1855, une

[1] *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français* IVe année, 1855, nos 1 à 8.

séance publique dans laquelle il raconta avec beaucoup d'animation et de talent la vie de ce professeur qui, après s'être distingué à Saumur et à Genève, devint l'un des premiers magistrats de notre république. Il nous a entretenus (24 janvier 1856) des poésies latines de Lect. Il a inséré dans les *Etrennes religieuses* pour 1857 un article sur les *Ephémérides* de Casaubon, dans lequel il s'attacha à faire connaître, par des extraits bien choisis, le cœur aimant et la véritable piété de ce célèbre érudit. Plus tard (8 avril 1858), il releva au milieu de nous les erreurs commises par un récent biographe du même écrivain.

Charles Perrot, pasteur genevois au seizième siècle[1], tel est le titre d'un autre ouvrage de M. Cellérier, dont nous avons eu les prémices (25 octobre et 22 novembre 1855), mais auquel il s'était déjà essayé bien des fois sans avoir pu jusqu'alors vaincre de très-grandes difficultés. C'était un véritable tour de force que d'arriver à faire revivre, par autant de détails intéressants, la personnalité d'un penseur original dont aucun écrit n'était venu jusqu'à nous. Mais il s'agissait d'un homme éminemment pieux, charitable, tolérant : ce caractère était fait pour plaire à notre collègue; aussi, avec quel amour, avec quelle persévérance il l'étudia! Quel fut encore son bonheur, quand il apprit que quelques portions de la correspondance de son héros avaient été trouvées à Paris! Toutefois, ce bonheur ne fut pas sans mélange. Voici ce qu'il disait dans le *post-scriptum* d'un billet consacré à tout autre chose et daté du 11 janvier 1859 :

« Imaginez ce qui m'arrive. Je reçois en ce moment de M. Jules Bonnet des notes sur des correspondances de Charles Perrot, mon Charles Perrot, qu'il a retrouvées et dont il m'envoie quelques extraits fort édifiants et touchants. Hélas! si je pouvais.... je partirais pour Paris, je copierais ou ferais copier, puis je publierais. Mais, à mon âge et dans mon état de santé, tout est impossible. »

[1] *Mémoires et documents*, XI, p. 1-68.

Lorsqu'il eut enfin de nouveaux matériaux, il se remit à l'œuvre. Il a donné, dans les *Etrennes religieuses* pour l'année 1861, quelques fragments des lettres de Ch. Perrot, et il est assez probable qu'il aurait voulu nous en dire davantage.

Les volumes publiés par notre Société contiennent encore de M. Cellérier : *Recherches sur l'origine, l'histoire et les effets de la Chambre des blés*[1], et *Du rôle politique de la Vénérable Compagnie dans l'ancienne république de Genève, spécialement dans la crise de 1734 et années suivantes*[2]. Ces deux mémoires, d'un genre fort différent et également pleins de faits jusqu'alors ignorés ou peu connus, furent accueillis dans nos séances (27 novembre 1856, 24 mars et 28 avril 1859) avec les marques du plus grand intérêt.

Aucune branche des sciences historiques n'étant étrangère à M. Cellérier, il a pu nous faire des communications nombreuses et variées. Ainsi, le 28 février 1856, il nous entretenait de l'adoucissement introduit à Genève, pendant le cours du dix-septième siècle, à l'égard des condamnations judiciaires; le 26 mars 1857, il lisait un rapport sur la première livraison de la *Revue de l'art chrétien*, publiée par M. l'abbé Corblet. Il nous présenta, le 10 et le 25 mars 1858, un compte rendu très-détaillé sur l'*Indicateur d'histoire et d'antiquités suisses*, le 12 janvier 1860, un mémoire sur l'*Enseignement des belles-lettres à Genève pendant le dix-huitième siècle*, et le 26 décembre 1861, un rapport scrupuleux et instructif sur un ouvrage relatif à la place du Saint-Sépulcre, que nous avait envoyé l'un de nos savants correspondants, M. V. Langlois.

N'étant devenu que tardivement un des nôtres, on a lieu de s'étonner qu'il ait eu le temps de nous offrir autant de travaux. Habitué depuis bien des années à compter avec la maladie, il s'était fait un devoir de ne point fatiguer les autres de ses maux;

[1] Tome XI, p. 132-160.
[2] Tome XII, p. 189-307.

mais aussi il savait profiter des moments favorables, et il ajoutait à la facilité naturelle dont il était doué un grand esprit d'ordre dans les recherches.

Ce n'est pas seulement par des communications écrites ou orales que le rôle de M. Cellérier dans notre Société était considérable. Il est impossible d'avoir assisté, ces dernières années, à quelques-unes de nos réunions, sans l'avoir entendu, après la lecture d'un travail fait par l'un de nous, présenter des réflexions toujours éclairées et bienveillantes. Rien n'est propre à encourager, comme l'approbation ou même la critique d'un homme instruit qui montre qu'il a écouté avec intérêt, et qui donne des conseils avec tact et bonté.

En 1858, M. Cellérier, qui était déjà membre du Comité depuis deux années, fut sollicité d'accepter la présidence de la Société. Nous avions récemment perdu des collègues éminents. M. Cellérier comprit qu'il serait utile, et ne refusa pas. De la part d'un homme qui se sentait vieux et faible, c'était pourtant un véritable sacrifice.

Une fois qu'il eut pris son parti, il s'acquitta de toutes ses nouvelles fonctions, même des plus minutieuses, avec une conscience, un entrain bien remarquables. Courses et démarches pour alimenter les séances, pour hâter les publications, rien ne lui coûtait, rien n'était oublié ou négligé. Quand vint la fin de sa présidence, il se disposait à faire un rapport sur les travaux de l'année, dans la séance qui devait avoir lieu le jeudi 27 janvier 1859. Mais, au commencement du mois, il se trouva indisposé; dès le 11, il craignit d'être forcément retenu à Malagnou. Le 16, il écrivait au secrétaire:

« Je tousse. C'est là mon occupation par excellence, et comme, en outre, j'ai maintenant de la fièvre, je n'ai aucune chance de pouvoir sortir le 27 pour présider, lire et causer. C'est un peu ennuyeux de finir comme cela ma présidence, plus gaiement commencée. *Atrum desinit in piscem.* Qu'y faire? Je

vais, en dépit du malaise, tâcher de rédiger ce rapport pour l'envoyer, et j'espère bien en venir à bout. »

Le 23 au soir, il écrivait encore :

« Ma santé est toujours à peu près au même point ; mais il n'y a aucune chance quelconque que je puisse sortir jeudi. Je viens d'écrire au vice-président de vouloir bien présider à ma place.

« Donc, il n'y aura point de rapport. Je ne puis en prendre mon parti aussi vite que vous. C'était mon poste, mon devoir, c'était une bonne chose en soi. L'absence de ce rapport diminue et l'intérêt de la séance, et les bons effets des mesures prises ou commencées. Cela ôte un stimulant aux jeunes membres, et peut-être au Comité futur. Aussi, comme j'ai une vieille expérience, et que l'énergie donne bien des forces au corps et à la tête, j'ai deux fois essayé de rédiger ce rapport qui est tout entier dans ma tête, et deux fois j'ai dû me retirer avec perte. Je renonce donc et me résigne, mais comme à une véritable et pénible mortification. Que si quelques bonnes heures me surviennent jusqu'à jeudi soir en séance, croyez possible de voir encore arriver de mon écriture, quoique cela soit maintenant très-improbable. »

La séance dont il s'agit fut privée du rapport du président.

Je n'ai pas craint, Messieurs, d'insister sur ces menus détails, pour montrer jusqu'où allait la conscience de M. Cellérier. Elle le dirigeait de même dans les circonstances plus importantes. Ecoutez, par exemple, ce qu'il répondait, vers le milieu de 1853, à une personne qui lui avait écrit au sujet de sa démission des fonctions de professeur, annoncée d'avance :

« Oui, je devais quitter ; non pour me reposer, je ne le demande ni le désire, mais pour n'avoir de devoirs qu'en proportion avec mes forces. Ma capacité et même mes facultés pour les études historiques et critiques ont beaucoup diminué, et depuis quelques années la science se renouvelle rapidement. Livres nouveaux, théories nouvelles, objections nouvelles, prin-

cipes nouveaux, tout est à rapprendre. Il faut s'y plonger, même pour combattre ou pour guider. Je l'ai fait ou du moins je l'ai tenté, et l'on me dit que l'auditoire m'en a su gré, et que cela a exercé sur lui une bonne influence. J'en bénis Dieu, mais cet effort même m'a fait reconnaître les limites de mes forces, et je suis maintenant en présence de l'impossible. Aussi je m'arrête. »

M. Cellérier aimait notre Société [1]. Et lui, qui ne l'aurait pas aimé! Qui n'aurait déjà été gagné, charmé par l'extrême douceur de son regard!

C'était un homme en qui la religion était vivante. Elle lui sortait, si l'on ose ainsi dire, par tous les pores. Tout en lui révélait de célestes espérances. Mais comme sa religion, empreinte d'humilité et de charité, était aimable! Bien que ses pensées fussent habituellement sérieuses, il ne craignait pas, dans l'intimité, les élans d'une gaieté qui chez lui était parfaitement inoffensive. Toujours prêt à accorder l'aide de son expérience et le secours de ses bons conseils, sa reconnaissance pour de légers services était si grande, que l'on aurait été tenté d'en trouver l'effusion exagérée si l'on n'avait connu son amour pour la vérité; aussi, lorsqu'on avait eu la bonne chance de l'obliger, on se sentait disposé à recommencer au plus vite. Sa confiance en Dieu était absolue. Peu de jours avant sa mort, il disait à l'un de ses plus anciens et de ses meilleurs amis : Je suis heureux, je ne souffre pas et je me sens complétement dans la main de Dieu, bien sûr qu'il me gardera autant qu'il le jugera convenable.

Ce ministre de Jésus-Christ a été retiré à sa famille et à sa patrie, à l'âge de 77 ans ; il est mort sans agonie le 17 novembre au matin. *Heureux*, est-il écrit, *heureux ces serviteurs que le Maître, à son arrivée, trouvera veillant.*

[1] Quelques jours après la lecture de cette notice, le comité a eu connaissance d'une disposition testamentaire de M. Cellérier contenant, en faveur de la Société, une précieuse marque d'intérêt et de confiance.

Sans doute, parmi les nombreux disciples du professeur Cellérier il y en aura qui se plairont à nous rappeler, d'une manière un peu complète, les services qu'il a rendus à l'Académie et à l'Eglise, à signaler les divers ouvrages de théologie et d'édification qu'il a publiés. Ce sera une tâche douce pour eux.

La mienne était beaucoup plus facile. Je n'avais, Messieurs, qu'à vous entretenir familièrement d'un excellent collègue dont la voix fut toujours écoutée ici avec respect, et je pouvais compter sur toute votre sympathie. Mais devant des personnes qui n'auraient point eu le plaisir de l'approcher, je craindrais de n'en pas parler d'une manière assez digne. C'est donc avec le sentiment de mon insuffisance que, pour emprunter encore une fois sa plume, je dis de lui, en terminant, ce que lui-même disait d'un autre :

« J'aime cet homme et ce caractère. Je voudrais le faire connaître, parce que, s'il était bien connu, il serait mis à un rang élevé dans le nombre des chrétiens intelligents et fervents qui ont honoré l'Eglise de Genève et cherché le règne de Dieu. Son souvenir serait cher aux âmes pieuses, et son nom vénéré parmi nous[1]. »

[1] *Étrennes religieuses*, 1861, art. sur Ch. Perrot.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

FÉVRIER 1863

Personnel de la Société.

Depuis notre dernier Bulletin (janv. 1860, t. XII, p. 327), la Société a perdu cinq de ses membres ordinaires, savoir: M. le professeur Diodati, un de ses fondateurs, (mort le 11 Juillet 1860); M. Rigaud-de Constant, professeur honoraire de droit et ancien Président de la Cour de Justice civile et criminelle (mort le 16 Mai 1861); M. Charles de Loriol de Portes (mort le 21 Juin 1861); un de ses anciens Présidents, M. le professeur Cellérier (voyez la notice qui précède) et M. Eynard-Lullin, (mort le 5 Février 1863).

Notre Société a eu connaissance du décès de quatre de ses correspondants: M. Lagoy, M. Mooyer, de Minden, M. le colonel Wurstemberger et M Tudot.

D'autre part, elle a reçu au nombre de ses membres ordinaires:

1860. MM. Fick, Edouard, Dr en droit et en philosophie.
Gampert, Adolphe, notaire.
Fazy, Henri.
Dufour, Louis.
Hammann, H., graveur.

1861. MM. Chauvet, Michel, banquier.
Briquet, Alphonse, ministre du S. Ev.
Chastel, Etienne, professeur d'histoire ecclésiastique.
de la Rive, William.
de Saussure, Henri.
Duval, André, Dr méd.
Streckeisen-Moultou, George.
de Morsier, Frank.

1862. Archinard, pasteur.
Chantre, pasteur.
de Stoutz, Frédéric, étudiant en droit.
Chaponnière, Edouard.

1863. Gaud, Pierre, receveur, à Meyrin.
Malan-Sillem, ancien pasteur.

Et au nombre de ses correspondants :

MM. de Godefroy-Ménilglaise, à Paris.
Dr J.-J., Blumer, à Glaris.
Burkhardt, L.-Rod., à Bâle.
de Charrière, Louis, à Lausanne.
Fechter, professeur, Président de la Société d'Histoire, à Bâle.
Dr Aug. de Gonzenbach, à Berne.
Dr B. Hidber, à Berne.
Dr H. Meyer, à Zurich.
Père Gall Morel, archiviste de l'abbaye d'Einsiedeln.
Pupikofer, doyen, à Bischofzell.
Dr Ant.-Phil. de Segesser, à Lucerne.
Vieusseux, Pierre, de Genève, à Florence.
Wolf, professeur, à Zurich.
de Mülinen, Fréd., à Berne.
Philippe, Jules, à Annecy.
Spach, archiviste du département du Bas-Rhin, à Strasbourg.
Jaffé, Philippe, à Berlin.
Protat, E.-H., à Dijon.
de Mandrot, A., lieutenant-colonel fédéral, à Neuchâtel.

Mémoires, Rapports, etc.

Présentés à la Société d'Histoire depuis son dernier Bulletin jusqu'à la fin de l'année 1862.

Séance du 26 Janvier 1860. — Rapport de MM. Ad. Gautier et H. Fazy sur un ouvrage de M. Tudot intitulé: Collection de figurines en argile de l'époque gallo-romaine.

Notice sur les monnaies de Catherine II, par M. Seguin.

Séance du 23 Février 1860. — Mémoire de M. A. Roget sur la révolution des Pays-Bas au seizième siècle. *(Impr. dans la Bibl. univ. de Genève, Novembre 1860.)*

Séance du 29 Mars 1860. — Extraits d'un journal tenu sur les événements de Genève, de 1797 à 1814, par M. le professeur Picot.

Fragments des Mémoires originaux de Gœtz de Berlichingen, traduits par M. Gustave Revilliod.

Observations de M. Merle d'Aubigné sur les chroniqueurs genevois du temps de la réformation, Froment, Bonivard, Roset, etc., et sur leur valeur historique, comparée à celle des registres officiels.

Séance du 10 Mai 1860. — Mémoire de M. Gaberel sur les réfugiés français venus dans la Suisse romande, à la suite de la révocation de l'Edit de Nantes. (Cette notice, lue à l'Académie de Sciences morales et politiques le 20 Juin 1860, a été publiée dans le *Compte rendu* de cette Académie et tirée à part.)

Notice de M. H. Fazy sur trois documents, déposés dans les archives de la Société, à laquelle ils ont été envoyés par M. Henri Bordier, savoir :

1° Quittance donnée par le S^r^ d'Asney au S^r^ de Marnix, trésorier de Marguerite d'Autriche, en 1518.

2° Lettre de la duchesse de Rohan, résidant à Neuchâtel, dans laquelle elle se disculpe de l'accusation portée contre elle sur ce qu'elle aurait participé à l'entreprise dirigée contre Besançon, en 1575.

3° Lettre d'un agent espagnol envoyé en 1667 dans les cantons suisses pour contre-balancer l'influence exercée par la France.

Séance du 25 Octobre 1860. — Notice sur Jean Kessler, chroniqueur S^t^-Gallois, par M. Edouard Fick. (Cette notice, imprimée par son auteur, forme une jolie plaquette in-12 de 40 pages, tirée à 75 exemplaires.)

Notes biographiques sur la famille Godefroy et spécialement sur le professeur Denis Godefroy, par M. Th. Heyer (voy. plus loin p. 132).

Compte rendu par M. H. Fazy de *La Chronique du Roi François* I, publiée avec des notes par M. George Guiffrey. (Imprimé dans la *Revue critique* des livres nouveaux, de M. Joël Cherbuliez, Novembre 1860.)

Séance du 22 Novembre 1860. — Notice sur la neutralité de la Franche-Comté au XVI^e^ siècle, par M. Henri Fazy.

Relation du siége de Coni, entrepris en 1744 par les armées française et espagnole, sous les ordres du prince de Conti; lue par M. Eug. de Budé d'après un manuscrit du général de Montfort.

Séance du 13 Décembre 1860. — Analyse des dernières publications de la Société d'Histoire de Belgique, par M. Amédée Roget.

Notes et documents biographiques sur le professeur Jean Steck, par M. Ch. Le Fort.

Note de M. Aug. Serre sur les pièces de deux francs récemment frappées par la Confédération.

Séance du 24 Janvier 1861. — Rapport fait par M. Gustave Revilliod, président de la Société durant la dernière année.

Noblesse et roture. Etude sur l'état de la Société française au temps de Louis XIV, par M. Amédée Roget.

Séance du 14 Février 1861. — Notice sur l'introduction du système décimal dans la monnaie de Genève, par M. Fréd. Soret. (Présent volume, pages 1 à 22).

Notice sur les secours accordés par la Hollande à l'ancienne République de Genève, spécialement au XVII^e^ siècle, par M. Théoph. Heyer (présent volume, pages 40 à 113).

Communication, par M. le professeur de la Rive, d'une proclamation adressée au peuple italien, en avril 1815, par Pellegrino Rossi, en qualité de commissaire général du roi Joachim.

Séance du 28 Février 1861. — Notice sur la fondation et les premiers développements de l'Université de Bâle (d'après l'ouvrage du professeur W. Vischer, intitulé : *Geschichte der Basler Universität)*, par M. Ed. Fick.

Notice sur la chronique de Klingenberg, par M. Rilliet-de Candolle (*Bibliothèque universelle*, Mars 1861).

Communication, par M. Alex. Lombard, de deux lettres adressées, en 1782, par M. de Lubières au professeur Perdriau.

Séance du 28 Mars 1861. — Rapport de M. H. Fazy sur les antiquités

récemment découvertes aux environs de Genève, sur l'installation, dans une des salles du Palais de Justice, du Musée cantonal d'Archéologie, et sur le placement qui y a été effectué des inscriptions romaines déposées auparavant dans les cours du Musée académique.

Aperçu sur les monnaies d'or de Russie, par M. F. Seguin.

Rapport de M. Lullin-Dunant sur divers documents inédits relatifs à l'histoire de Genève au moyen âge.

Séance du 25 Avril 1861. — Les Origines de la Confédération suisse; mémoire de M. Rilliet-de Candolle. Première partie : jusqu'au traité du 1er Août 1291.

Séance du 31 Octobre 1861. — Etude sur Aboulféda, historien arabe, par M. Paul Chaix (imprimé dans les *Nouvelles Annales des voyages*, Janvier 1862).

Notice sur des antiquités romaines, découvertes à Annemasse; par M. Henri Fazy.

Rapport de M. Lullin-Dunant sur des courses archéologiques en Savoie, notamment sur les vestiges des divers châteaux ayant appartenu aux Comtes de Genevois.

Compte rendu de l'ouvrage de M. Frédéric Troyon sur les *Habitations lacustres*, par M. Ch. Le Fort.

Séance du 28 Novembre 1861. — Le procès de Bolsec, par M. Eug. de Budé.

De l'origine des guerres de Bourgogne, étudiée d'après les documents autrichiens; par M. Amédée Roget.

Séance du 26 Décembre 1861. — Rapport sur une brochure de M. V. Langlois, relative à la situation du St-Sépulcre, par M. le professeur Cellérier.

La chronique du marchand de Genève; compte rendu bibliographique et analytique, par M. Gustave Revilliod (voy. le texte de la chronique, ci-dessus pages 23 à 39).

Notice sur les Spanheim, par M. le pasteur Archinard. (Cette notice a été publiée en allemand dans la *Real-Encyclopedie für protestantische Theologie* du professeur Herzog.)

Séance du 9 Janvier 1862.— Rapport du Président (M. Ch. Le Fort) sur les travaux de l'année.

Compte rendu de la collection des anciens recès fédéraux, par M. Rilliet-de Candolle (imprimé dans la *Bibliothèque universelle de Genève*, Février 1862).

Traversée du passage de la Gemmi en Mai 1591. Document publié dans le *Basler Taschenbuch* de 1862, et trad. par M. Ad. Gautier.

Séance du 13 Février 1862. — Rapports de Marguerite de France, duchesse de Savoie, avec la république de Genève, par M. Théoph. Heyer.

Relation inédite des persécutions exercées en France sur une famille protestante, à l'époque de la révocation de l'édit de Nantes.

Séance du 27 Février 1862. — Fragments du journal du major de Morsier, relatifs à la bataille de Villmergen; communiqués par M. Fr. de Morsier.

Renseignements sur divers documents, conservés aux archives de Turin et relatifs à l'histoire suisse; par MM. Ch. Le Fort et F. Forel-Morin.

Séance du 27 Mars 1862. — Souvenirs de la révolution de 1789 et des émeutes de Lyon en 1792, par un témoin oculaire; fragments du journal de M. Eynard-Châtelain, communiqués par M. Ch. Eynard.

Etude historique sur la vallée de Poschiavo, par M. Binet-Hentsch (*Bibl. univ. de Genève*, Mai 1862).

Séance du 24 avril 1862. — Fragments de l'histoire de la réformation genevoise, par M. Merle d'Aubigné.

Les tribunaux sous Louis XIV, par M. Amédée Roget.

Séance du 13 Novembre 1862. — Notices sur Théodore, Daniel et Louis Tronchin, par M. le pasteur Archinard (imprimées dans l'*Encyclopédie* de Herzog).

Rapport de M. Lullin-Dunant sur la carte du diocèse de Genève, destinée à accompagner le Regeste genevois.

Communication sur l'ancienne abbaye de Bellelay, par M. P. Chaix.

Séance du 27 Novembre 1862. — Notice sur M. le professeur Cellérier, par M. Th. Heyer, secrétaire (voy. ci-dessus, pages 114 à 125).

Notice sur les documents inédits, relatifs au concile de Bâle, conservés à Genève, par M. le professeur Chastel.

Introduction au recueil des Franchises municipales du Diocèse de Genève, par MM. Paul Lullin et Charles Le Fort. (Présent volume, 2e partie.)

Séance du 26 Décembre 1862. — Notice sur les antiquités de Nyon (*Colonia Equestris*), par M. Henri Fazy.

Communications du même, relatives 1° à un vase de poterie, trouvé sur les Tranchées; 2° aux manuscrits de Lévrier.

Rapport de M. Antoni Durand sur la médaille frappée en l'honneur de M. Frédéric Soret (voy. p. 138).

Souvenirs historiques sur la famille Godefroy.

Le Conseil administratif de la ville de Genève a reçu, pour la bibliothèque publique, le portrait de l'un des plus anciens professeurs de notre Académie, celui de Denis Godefroy. Ce cadeau de M. le marquis de Godefroy Ménilglaise, représentant actuel d'une famille qui a trop vite disparu de notre République, nous fournit l'occasion de rappeler ici des détails rétrospectifs dont, peut-être, une partie de nos lecteurs nous sauront gré.

Parmi les hommes remarquables, à tant de titres, que les persécutions religieuses de la seconde moitié du seizième siècle firent perdre à la France, il est impossible de ne pas compter, et dans les premiers rangs, Denis Godefroy, dit l'*ancien* ou le *jurisconsulte*, pour le distinguer de ceux de ses descendants qui portèrent le même nom et le même prénom.

Issu d'une noble famille de robe alliée aux de Thou, aux de Harlay, il naquit à Paris, en 1549. Son père, Léon Godefroy de Guignecourt, était Conseiller au Châtelet. Denis suivit aussi la carrière du droit et alla perfectionner ses études dans diverses universités étrangères. De retour à Paris, il s'y maria, en 1573, avec Denise de Saint-Yon.

Avait-il adopté depuis longtemps la foi réformée, en avait-il puisé les principes au milieu des siens ou pendant le cours de ses études, particulièrement à Heidelberg? nous ne saurions le dire. Mais ce fut sans doute pour la pratiquer en liberté qu'il vint à Genève.

La première fois que nous le trouvons mentionné dans les registres de notre Petit Conseil, c'est à la date du 2 novembre 1579, où l'on annonce que le « Sieur Godefroy désire lire en droit; » on ajoute que les ministres le verraient avec plaisir parce « qu'il est fort sçavant, » et l'on déclare « qu'on lui permet d'essayer. » Pour se rendre plus digne encore de remplir des places dans l'enseignement, il se fit recevoir docteur à Orléans vers la fin du mois suivant.

Un peu plus tard, aux séances du 11 et du 14 mars 1580, il fut de nouveau question, dans le Conseil, de Denis Godefroy, dont le nom était associé à celui d'un célèbre italien, Jules Pacius; on les cite comme

« deux personnages de grand sçavoir et très-versés dans la jurisprudence, » et l'on décide qu'on les nommera professeurs s'ils veulent se contenter « du gage des autres » avec 100 florins pour indemnité de logement. Ce *gage*, fort modeste, se composait de 400 florins en argent (environ 185 fr.), et de quelques coupes de blé. Ils acceptèrent et prêtèrent le serment de leur office.

Godefroy se mit immédiatement à l'œuvre en cherchant à être utile à ses élèves, puisque le 10 mai il demanda et obtint pour cinq ans le privilége d'imprimer « le simple texte du cours civil en lettre nonpareille ou petit texte, sans aucuns cas ne sommaires, sinon ceux qu'il verroit incidemment estre expédiens. » Enfin, le 14 juillet de la même année 1580, sur sa demande, il fut reçu bourgeois et cela gratuitement, en considération des services qu'il rendait à l'Académie.

L'année suivante, on en parle encore dans le registre, d'abord à la séance du 2 juin, où un congé de six semaines lui est accordé « pour aller jusques à Paris retirer son bien, » et le 20 septembre, où on lui permet de suspendre ses leçons « pendant le temps qu'il doibt vaquer à faire imprimer ung cours civil accompagné de plusieurs observations tirées tant des anciens que des modernes. »

Nous ne suivrons pas plus loin ces petits détails ; ils lasseraient le lecteur. Disons seulement qu'au commencement de 1587, Godefroy fut mis dans le Conseil des Deux Cents, et qu'au mois d'octobre de la même année il est cité comme professeur en activité ainsi que Jacques Lect et David Colladon, bien qu'en 1586 l'état misérable des finances de la République eût forcé de faire dans l'Académie de regrettables économies.

Plus tard, en 1589, soit que Godefroy désirât rentrer dans sa première patrie, soit qu'il fût mû par la pensée assez naturelle de chercher à obtenir une meilleure position, il accepta des fonctions de juge mage ou de grand bailli dans le pays de Gex et il fut nommé Conseiller surnuméraire au Parlement de Paris. Mais il ne jouit pas longtemps de ces dignités, car le duc de Savoie ayant envahi la contrée soumise à sa juridiction, il perdit tout ce qu'il possédait, et en particulier sa bibliothèque devint la proie des flammes.

Après ces tristes événements, Godefroy se rendit à Bâle où il publia, en 1590, divers ouvrages, et de là il fut appelé à l'université de Strasbourg : il y professa avec beaucoup de succès le droit romain, de 1591 à 1600. A cette époque, l'électeur-palatin Frédéric IV l'attira à Heidelberg ; mais mal accueilli de ses nouveaux collègues, il retourna à la fin de 1601 prendre son poste

à Strasbourg. En 1603, Henri IV, qui avait déjà cherché inutilement à le faire rentrer en France, lui fit offrir la chaire de Bourges que Cujas avait illustrée. Godefroy refusa et sembla même vouloir revenir s'établir à Genève. Il y fit au moins une visite, car voici ce qu'on lit dans le registre du Conseil, à la date du 1er août 1603 : « A esté proposé par M. le premier syndique, que M. Goulart luy ayant dit hier qu'il seroit expédient de parler au Sieur Gothefroy, juriste et ancien bourgeoys de la ville, s'il voudroit demeurer icy pour la profession du droit, suivant ce qu'il s'est fait entendre d'en avoir quelque volonté, voire à moindres gages de la moitié qu'il n'a ailleurs, il luy auroit parlé, lequel luy respondit qu'il estoit de très bonne volonté pour faire service à Messieurs, voire à moitié moins de ce que luy est donné à Strasbourg, là où il a 450 fl. d'Allemagne en argent et environ 60 coupes de bled et une fort belle habitation. Arresté qu'on surçoye ceste délibération veu la nécessité présente du public. » Puis, au 17 octobre : « M. Goulard, ministre, a rapporté à M. le premier syndique que spectable Denis Godefroy, qui est à Strasbourg, désire sçavoir si on voudra qu'il vienne faire la profession du droit en ceste ville. A esté arresté, que M. Lect luy escrive que s'il se peut contenter de la pension ordonnée aux professeurs d'ici, il sera le bien venu. » Le 7 février suivant, il fut décidé de lui promettre 1500 florins (près de 700 francs) et 28 coupes de blé par an, « avec 50 ducatons, qu'on lui baillera pour son voyage. » C'étaient là des appointements bien supérieurs à ceux qu'il avait précédemment reçus à Genève ; nous ne pensons pas qu'aujourd'hui, dans notre pays, on en puisse donner de plus considérables, toute proportion gardée.

Mais les bruits de guerre le firent renoncer à ce projet, et, sur de nouvelles instances de l'électeur palatin, il retourna, en 1604, à Heidelberg. Cette fois il s'y trouva si bien qu'il refusa dès lors toutes les places nombreuses et variées qui lui furent offertes ailleurs. En 1618 l'électeur Frédéric V lui confia une mission à la cour de Louis XIII ; ce monarque chercha vainement à le retenir. Godefroy retourna à Heidelberg, où il vivait heureux, respecté et près de ses deux filles qu'il avait mariées honorablement.

Ce tranquille bonheur ne fut pas de longue durée. La guerre de Trente ans bouleversait alors l'Allemagne. A la suite d'une grande défaite, Frédéric V eut ses États envahis et ravagés par les armées impériales commandées par de Tilly. A l'approche de ces hordes redoutables, Godefroy prit la fuite ; on l'attendait à Genève vers la fin d'octobre 1621. Mais ses

amis le retinrent à Strasbourg, où il ne fit plus guère que languir jusqu'au 7 septembre 1622, jour de sa mort. Il conserva jusqu'à la fin toutes ses facultés, notamment une prodigieuse mémoire; et l'ancien collègue chez lequel il avait trouvé une bienveillante hospitalité dans les derniers mois de sa laborieuse carrière, l'a représenté comme un vieillard vénérable dont le commerce était aussi agréable que la lumière du soleil couchant.

Les ouvrages dus à ce savant jurisconsulte sont nombreux. Quelques-uns, comme des éditions de Cicéron et d'anciens grammairiens, font preuve de son érudition classique ; la plupart sont relatifs à la jurisprudence. Voici ce qu'un homme bien compétent a dit du principal de ces derniers : « Son édition du Corps de droit romain, avec les notes qui « l'accompagnent, a fait époque dans l'histoire de la science ; malgré les « critiques dont il fut l'objet, ce travail est encore, après plus de deux « siècles, digne de l'éloge que le chancelier d'Aguesseau faisait de son « auteur, d'être le plus docte et le plus profond de tous les interprètes « des lois civiles [1]. »

Denis Godefroy vécut 49 ans dans la plus parfaite union avec sa femme, qui lui donna cinq enfants, dont quatre survécurent à leur père. Nous avons déjà mentionné ses deux filles. Il laissait encore deux fils, nés à Genève, savoir, Théodore, en 1580, et Jacques, en 1587.

Les bornes de cet article consacré à Denis Godefroy, ne nous permettent pas de nous étendre autant sur sa descendance. Nous ne pouvons cependant la laisser complétement de côté.

Théodore Godefroy, après avoir commencé ses études à Genève, alla les achever à Strasbourg, et, en 1602, il se rendit à Paris où il abjura le calvinisme pour rentrer dans le giron de l'église romaine. Dès lors il occupa en France divers emplois honorables; en 1617, il fut nommé historiographe ; il mourut en 1643 à Munster en Westphalie où il avait été envoyé en qualité d'adjoint aux plénipotentiaires chargés de traiter de la paix. Il publia sur le droit et sur l'histoire plusieurs ouvrages fort estimés. — Denis II, fils de Théodore, naquit à Paris, en 1615, obtint, en 1640, la survivance de la place d'historiographe de son père, fut envoyé à Lille, en 1668, pour la recherche et la garde des titres et archives de la Chambre des Comptes, et y mourut en 1681 ; il a publié de bon-

[1] Notice sur Jacques Godefroy, par feu le professeur Bellot. Discours prononcé à la cérémonie des promotions en juin 1825 et inséré dans la *Bibliothèque universelle*, n° de décembre 1837.

nes éditions d'ouvrages historiques, et laissa six fils. — L'aîné, nommé Jean, lui succéda comme garde des archives de la Chambre des Comptes de Lille et poursuivit les études dans lesquelles son père et son aïeul s'étaient illustrés. Le second, Denis III, fut conseiller du roi et garde des livres de la Chambre des Comptes de Paris. — J.-B. Achille, fils de Jean, obtint de même la place de garde des Archives de Lille, et rédigea quelques écrits historiques, la plupart restés inédits. Son fils Denis-Joseph fut admis à lui succéder dès l'âge de 19 ans, en considération des services rendus par sa famille ; il émigra pendant la révolution, rentra à Lille, en 1800, et y mourut en 1819 ; c'est le père de M. de Godefroy-Ménilglaise.

Jacques Godefroy, fils cadet de Denis I, fut, suivant l'expression du professeur Bellot, « tout à Genève et tout pour Genève. » Il commença à remplir des fonctions de professeur en droit dans notre Académie dès 1619 ; la même année il fut élu membre du Conseil des Deux Cents ; en 1622, il entra dans celui des LX, et en 1629 dans le Petit Conseil. Il remplit l'emploi de secrétaire d'Etat de 1633 à 1636 et il fut élu syndic en 1637, 1641, 1645 et 1649. Lorsqu'on avait rempli cette charge pendant une année, on ne pouvait alors y être appelé de nouveau qu'après un intervalle de trois ans. Plusieurs missions, en Suisse, en Savoie et en France, lui furent confiées et il déploya chaque fois autant de zèle que de talent ; il se trouva à la cour de Louis XIII au moment de la mort de ce monarque, auprès duquel il avait été député par la République. Non-seulement lorsqu'il était à Genève il continuait ses cours à l'Académie et y attirait des élèves de pays fort éloignés, mais encore il s'occupa à réunir, avec infiniment de soins, les éléments épars de notre histoire ; enfin, jusqu'à sa mort, il employa si bien le temps que lui laissaient de nombreuses occupations publiques, une correspondance étendue, une santé toujours chancelante et des ennuis domestiques, qu'il composa un très-grand nombre d'ouvrages par lesquels il s'est acquis une réputation durable. Quelques-uns de ses ouvrages ne parurent qu'après lui, par les soins de son ami le syndic Esaïe Colladon. Ses principaux titres de gloire sont ses travaux sur le Code Théodosien et sur les XII Tables. Le Code Théodosien ne parut que dix ans après sa mort ; il y avait travaillé trente ans et en confia la publication à Antoine Marville, savant professeur de Valence, qui y consacra dix années.

Ce jurisconsulte célèbre, ce savant versé dans une foule de sciences variées, ce citoyen si utile, ce magistrat toujours prêt à sacrifier des convenances particulières, mourut en 1652. Bien que marié deux fois,

il ne laissa aucun enfant, et son nom n'est plus resté chez nous qu'un souvenir.

Rappelons enfin, à l'honneur de Théodore et de Jacques Godefroy, que, quoique séparés par la religion, quoique servant des patries différentes, ils ne cessèrent jamais d'être unis par les liens d'une affection toute fraternelle.

M. de Godefroy-Ménilglaise, pendant un séjour qu'il fit à Genève, s'est plu à recueillir tous les documents relatifs à sa famille qui sont conservés dans nos dépôts publics, afin de les joindre aux importants papiers qu'il possédait déjà. Dans l'intéressante introduction d'un ouvrage [1] dont la publication est due à ses soins patients et éclairés, on lit ce qui suit :

« Descendant des savants historiographes qui, au dix-septième siècle, « ont bien mérité de la France par leurs vastes et profondes investiga- « tions sur son passé, par la mise au jour de tant de précieux documents, « nous avons cru obéir à une vocation de famille non moins qu'au goût « de notre époque, en étudiant et publiant une chronique encore peu « connue, qui jette une vive lumière sur une contrée de nos provinces du « Nord. »

Sans doute le nom qu'il porte lui impose, pour ainsi dire, la tâche de poursuivre les mêmes études. Mais nous espérons que les riches matériaux concernant les éminents personnages auxquels il succède, ne resteront pas enfouis dans sa bibliothèque; et comme il est l'héritier de la branche cadette, aussi bien que de la branche aînée, nous voudrions, lorsqu'il viendra à nous raconter l'histoire de son illustre arrière-grand-oncle, qu'il se rappelle le patriotisme dont était animé cet homme vénérable, qu'il s'y associe en quelque sorte, afin de pouvoir mieux nous retracer, avec les beaux travaux du savant et du professeur, la vie active et dévouée d'un ancien magistrat genevois.

Th. H.

[1] *Chronique de Guines et d'Ardre*, par Lambert, curé d'Ardre (918-1203), textes latin et français en regard, revue sur huit manuscrits, avec notes, cartes, glossaires et tables, Paris 1855, un vol. in-8 de 540 pages; publication que l'Académie des inscriptions et belles-lettres a honorée en 1855, d'une mention très-honorable.

Médaille en l'honneur de M. F. Soret.

S'il existe un numismate qui mérite une marque de distinction de la part de ses confrères, c'est certainement notre estimable collègue, M. F. Soret; aussi, c'est avec un véritable plaisir que, dans le cours de cette année, nous avons fait frapper une médaille pour rendre hommage à sa vaste érudition dans la numismatique orientale ainsi qu'à l'élévation et à la bienveillance de son caractère.

Pour mener à bonne fin ce projet, il fallait obtenir un certain nombre de souscriptions; nous nous sommes donc adressés aux principaux numismates de l'Europe, qui tous ont répondu à l'appel qui leur était fait, en approuvant hautement notre heureuse idée.

Voici le résultat obtenu:

Suisse	38	souscripteurs.
France	4	»
Russie	6	»
Belgique	2	»
Hollande	1	»
Londres.	5	»
Berlin	1	»
Turin	1	»

On en a offert un exemplaire à chacun des établissements suivants:

Au Musée de Genève;
A la Société numismatique de Londres;
Au Musée britannique;
A la Société numismatique belge;
Au Cabinet de Weimar;
Au Cabinet royal de Berlin;
Au Cabinet impérial de l'Ermitage, à Saint-Pétersbourg;
Au Cabinet impérial des médailles et antiques, à Vienne;
Au Cabinet royal de Turin.

On en a frappé 77 exemplaires en bronze pour les souscripteurs et les

dons indiqués ci-dessus, et *un seul* exemplaire en argent, que nous avons eu le plaisir de remettre à notre ami, M. Soret.

La médaille est comme suit :

Fridericus Soret Genevensis. Nat. A. D. MDCCLXXXXV. Tête nue, à g. Ex°. A. Bovy.

R. Dans une guirlande formée d'une branche de chêne à gauche, et une branche de laurier à droite, fermée en haut par l'écusson de la famille Soret, l'inscription suivante : Peritissimo Artis Numismaticæ Investigatori Faventes Amici. — Genevæ MDCCCLXII. (Diamètre: 55 millimètres.)

Cette médaille frappée, comme on vient de le voir, à un nombre restreint d'exemplaires, est destinée à toujours rester une rareté numismatique, d'autant plus qu'elle ne se trouve pas dans le commerce.

Nous ne pouvons terminer cet article sans offrir nos sincères remerciements à M. Ant. Bovy, pour les soins et le désintéressement qu'il a apportés dans l'exécution de cette œuvre d'art. Toutes les lettres que nous avons reçues des souscripteurs s'accordent à considérer cette médaille comme un de ses chefs-d'œuvre.

Nous possédons dans notre collection de médailles de numismates le médaillon, exemplaire unique en bronze, coulé avec le médaillon type, de la pièce ci-dessus décrite, avec cette simple inscription : Frédéric Soret. Diamètre : 158 millimètres. Les divers amateurs qui l'ont vu s'accordent à le trouver encore plus beau que la médaille même.

A. Durand.

Lancy, décembre 1862.

Ouvrages et Documents relatifs à l'histoire de Genève antérieure à 1798.

Publiés de 1860 à 1862.

De Saulcy. Guerre des Helvètes. Première campagne de Jules-César. (*Revue archéologique*, 1860, t. II, p. 165, 242, 313. Réimprimé dans *les Campagnes de Jules-César dans les Gaules*, 1re partie. Paris, 1862, un vol. in-8°.)

H. Fazy. Lettre sur un article de M. de Saulcy. (*Revue archéologique*, tome 11, p. 432.)

J. Wurstemberger. Geschichte der alten Landschaft Bern. 2 vol. in-8°. Berne 1862. (Histoire de l'ancien territoire de Berne.) Cet ouvrage, dont le second volume a paru après la mort de l'auteur, s'arrête à l'année 1218, mais dans cette limite il offre un cadre plus considérable que le titre ne semble l'indiquer. Il embrasse en effet l'histoire de l'Helvétie occidentale dès les temps les plus anciens jusqu'à l'extinction de la dynastie des Zæhringen. Voici les sujets et l'étendue respective de chacun des livres dont il se compose : I. Constitution physique du pays (tome I, p. 1 à 19). II. Les plus anciennes populations (p. 20 à 105). III. Domination romaine (p. 106 à 177). IV. *Allemani* et Burgondes. Premier royaume de Bourgogne (p. 178 à 260). V. Rois francs de race mérovingienne (p. 261 à 318). VI. Carolingiens (319 à 370). VII. Second royaume de Bourgogne (tome II, p. 1 à 150). VIII. Les empereurs franconiens et les comtes de la Haute-Bourgogne (p. 151 à 203). IX et X. Epoque des Zæhringen (p. 204 à 444).

F.-E. de Mulinen. Helvetia sacra oder Reihenfolge der Obern und Oberinnen, etc. (Helvetia sacra ou suite chronologique des supérieurs et des supérieures ecclésiastiques dans les évêchés, les collégiales et les cloîtres actuellement existants ou supprimés dans les limites de la Confédération suisse.) 2 vol. in-fol. Berne 1858 et 1861.

La liste des évêques de Genève se trouve t. I, p. 16. Les monastères de l'Evêché de Genève qui figurent dans cet ouvrage sont : Dans le 1er volume, les prieurés de Saint-Jean (Bénédictins), de Saint-Victor et de Perroy (ordre de Cluny) et de Nyon (chanoines réguliers de Saint-Augustin), l'abbaye de Bonmont (ordre de Cîteaux) et la chartreuse d'Oujon. Dans le 2me volume, Notre-Dame de Grâce, les Dominicains du Palais, les Cisterciennes de Bellerive et les Sœurs de Sainte-Claire à Genève.

E.-F. Gelpke. Kirchengeschichte der Schweiz. (Histoire ecclésiastique de la Suisse.) Tome 1er, Berne, 1856. Tome II, Berne, 1861. — L'histoire de l'introduction du christianisme à Genève et celle des évêques de cette ville jusqu'à la fin du premier royaume de Bourgogne sont étudiées tome Ier, p. 5-47 (voy. aussi tome II, introd., p. xix, xxiii, xxiv). L'histoire des évêques sous la domination des rois francs et durant le second royaume de Bourgogne forme l'objet des p. 41-73, du tome II.

F. de Gingins. Note sur Guy de Faucigny, évêque de Genève et sur sa parenté. (*Indicateur d'histoire et d'antiquités suisses*, Janvier 1862.)

Bulletin de l'Institut national genevois, tome IX, Genève, 1859-1861, comprenant : A.-C. Grivel. Liste chronologique des syndics et des secrétaires d'Etat de Genève jusqu'en l'an 1792 (p. 1-89). — E.-A. Bétant. Liste chronologique des principaux et des régents du Collége de Genève depuis sa fondation jusqu'à la fin de l'ancienne République (p. 90-101.) — J. Vuy. Le dernier sire de Copponex (p. 177-209).

J.-B.-G. Galiffe. Notices généalogiques sur les familles genevoises depuis les premiers temps jusqu'à nos jours. Tome IV, seconde série ou livraison contenant les articles : Ameaux, Audéoud en France et à Genève, Benoit à Genève et à Berne, Boissier, branche française; Duval à Genève et en Angleterre, Fazy, Gautier, Horngacher, de Pitigny, de Sellon, de Sovernier, de Trie en France et à Genève, de Visencier, Weber à Schwytz et à Genève, et divers matériaux pour servir à l'histoire de Genève au XVI^me^ siècle. Genève, 1860, in-8°.

Galiffe et de Mandrot. Armorial historique genevois, seconde série, in-4°. Cette série complète l'ouvrage et comprend les familles genevoises postérieures à la Réformation.

J. Gaberel. Histoire de l'Eglise de Genève depuis le commencement de la Réformation jusqu'à nos jours, t. III. Genève, 1862, in-8°. — Ce volume, qui termine l'ouvrage, est consacré aux XVII^me^ et XVIII^me^ siècles.

Archinard. Genève ecclésiastique, ou livre des spectables pasteurs et professeurs qui ont été dans cette Eglise depuis la Réformation jusqu'à nos jours. 1861, br. in-8°, 84 p.

H. von Goltz. Die reformirte Kirche Genf's im neunzehnten Jahrhundert. Bâle et Genève, 1862, in-12. — Cet ouvrage (traduit en français sous le titre de : *Genève religieuse au XIX^me^ siècle*, par M. C. Malan fils, ancien pasteur) renferme dans son Livre premier une esquisse de l'histoire de l'Eglise de Genève durant les XVI^me^, XVII^me^ et XVIII^me^ siècles

Odier-Cazenove. L'Hôpital de Genève depuis son origine jusqu'en 1842. Imprimé par ordre de l'Assemblée constituante. Genève, 1862, br. in-8°. — Mémoire, autographié en 1842, à un très-petit nombre d'exemplaires. (Voyez Bulletin d'Avril 1843, mém. II, p. 237.)

Le Livre du Recteur. Catalogue des étudiants de l'Académie de Genève de 1559 à 1859. Genève, imprimerie de J.-G. Fick ; 1 vol. in-8°. — Cet ouvrage a été publié à la suite du Jubilé triséculaire de l'Académie (XII, 329), par MM. Ch. Le Fort, Gust. Revilliod et Ed. Fick. Il comprend aussi la liste des professeurs et celle des recteurs.

Henri Fazy. Le Livre du Recteur. Etude historique sur l'Académie de Genève. Lausanne 1862, br. in-8°, 24 p.

Am. Roget. La Suisse romande pendant les guerres de Bourgogne. Cinq articles du journal l'*Esprit public*, du 6 janvier au 10 février 1862.

— Genève et les Suisses au XVI^me^ siècle. Série d'articles du même journal, jusqu'au 1^er^ janvier 1863.

Charpenne. Histoire de la Réforme et des réformateurs genevois. 1 vol. in-8. Paris 1861.

J.-H. Merle d'Aubigné. Histoire de la Réformation en Europe au temps de Calvin. Tomes I et II. Genève et France, 1862. 2 vol. in-8°. Ces volumes renferment une relation étendue des luttes politiques et religieuses de Genève au seizième siècle jusqu'au mois de juillet 1532.

Félix Bungener. Calvin, sa vie, son œuvre et ses écrits. Genève et Paris, 1862. Cherbuliez libraire ; 1 vol. in-12.

Epistre de Iaques Sadolet, cardinal, envoyée au Sénat et au peuple de Genève : par laquelle il tasche de les reduire soubz la puissance de l'Evesque de Romme avec la response de Jehan Caluin : translatées de latin en francoys. Imprimé à Genève par Michel du Bois, MDXL. Réimprimé à Genève par les soins de M. Gustave Revilliod, chez J.-G. Fick, 1860, 160 p. in-12.

J.-B. Galiffe. Quelques pages d'histoire exacte, soit les procès criminels intentés à Genève, en 1547 pour haute trahison, contre Ami Perrin et contre son accusateur, Laurent Maigret dit le Magnifique, suivi de considérations sur l'état des partis politiques et religieux sous Calvin, 1862, br. in-4° de 135 pages.

Sammlung der eidgenœssischen Abschiede (Collection des anciens recès fédéraux). Deux volumes de ce recueil ont été publiés durant ces trois dernières années. Ils intéressent l'un et l'autre l'histoire de Genève. L'un embrasse les années 1556 à 1586 et renferme une série de documents officiels sur les alliances conclues ou projetées durant cette période entre Genève et divers cantons suisses ; l'autre (1712 à 1743) comprend diverses pièces relatives aux troubles de 1734 à 1738 et à la médiation qui eut lieu, à cette occasion, de la part de Zurich et de Berne.

J.-G.-G. Galiffe et Ed. Fick. Genève délivrée. Comédie sur l'escalade composée en 1662, par Samuel Chappuzeau, homme de lettres 1862, in-8°. — Dans l'*avant-propos* M. Galiffe retrace la vie de Chappuzeau qui vécut à Genève dans la deuxième moitié du dix-septième siècle.

Genève et Constantinople. Sous ce titre la Société de l'histoire du pro-

testantisme français a publié dans son Bulletin, X et XI[e] année, les documents qui lui ont été communiqués par M. Th. Heyer, sur les relations entretenues au dix-huitième siècle entre la communauté réformée de Constantinople et les autorités de Genève.

A. Sayous. Le dix-huitième siècle à l'étranger. Histoire de la littérature française dans les divers pays de l'Europe depuis la mort de Louis XIV jusqu'à la révolution française, 2 vol. in-8°. — Une partie considérable de ces deux volumes est consacrée à l'étude de l'histoire littéraire de la Suisse française : elle occupe en particulier tout le second livre : *Genève et la Suisse au temps de Voltaire et de Rousseau* (t. I, p. 157-463, t. II, p. 1-155).

Aimé Steinlen. Charles-Victor de Bonstetten, étude biographique et littéraire. Lausanne 1860, 1 vol. in-12. — Bonstetten vécut à Genève à plusieurs reprises. Durant un premier séjour de 1763 à 1765 il se trouve en rapports avec le syndic Jean Cramer, Abauzit, Moultou, Voltaire, Charles Bonnet, etc. et assiste à plusieurs incidents des troubles politiques. Bonstetten fut durant quelques années bailli de Nyon et mêlé de près aux événements de Genève : enfin il s'établit définitivement dans cette ville dès 1803 jusqu'à sa mort.

Œuvres et correspondances inédites de J.-J. Rousseau, publiés par M. Georg. Streckeisen-Moultou. Paris, Lévy, 1861.

Th. Heyer. Ami Argand, inventeur des lampes à courant d'air, 1861, br. in-8°, 68 pages. Extrait des bulletins de la classe d'industrie.

Rod. Wolf. Biographien zur Naturgeschichte der Schweiz. (Biographies pour servir à l'histoire intellectuelle de la Suisse.) 4 vol. in-12. Cet ouvrage comprend environ 80 biographies de naturalistes, mathématiciens ou physiciens suisses. Les savants genevois qui figurent dans cette galerie sont :

Barthélemy-Micheli Du Crest, physicien (1690-1766), I, 229-260.
Simon Lhuillier, professeur de mathématiques (1750-1840), I, 401-422.
Jacques André Mallet, prof. d'astronomie (1740-1790), II, 249-268.
Henri-Albert Gosse, pharmacien (1754-1816), II, 309-318.
Gabriel Cramer, prof. de mathématiques (1704-1752), III, 203-226.
Charles Bonnet (1720-1793), III, 257-290.
Marc-Auguste Pictet, professeur de physique (1752-1825), III, 373-394.
Jean Jallabert, professeur de mathématiques (1712-1768), IV, 149-166.
Georges-Louis LeSage (1724-1823), IV, 173-192.

Jaques-André DeLuc (1727-1817), IV, 193-210.
Horace-Bénédict de Saussure (1740-1799), IV, 245-274.
Augustin-Pyramus de Candolle (1778-1841), IV, 349-374.
Charles-François Sturm (1803-1855), IV, 375-389.

On trouvera en outre, soit dans le texte soit dans les notes, une foule de renseignements biographiques et bibliographiques sur un nombre très-considérable de personnes se rattachant à l'histoire de Genève.— Le quatrième volume, dédié à l'Académie de Genève en souvenir de son troisième Jubilé séculaire, renferme le portrait d'H.-B. de Saussure.

Il nous sera permis, en terminant cet article, de franchir les limites du canton de Genève pour signaler une publication d'un de nos collègues, intéressant d'une manière générale l'histoire intellectuelle de la Suisse, nous voulons parler de la *Vie de Thomas Plater*, traduite pour la première fois en français, par M. Ed. Fick.

Dons de manuscrits.

Durant les trois dernières années, un grand nombre de manuscrits ont été offerts en don à la Société.

M. le comte Amédée de Foras nous a adressé la copie faite par lui, d'après un recueil manuscrit du dix-septième siècle, d'une *Moralité jouée à Genève, en la place du Molard, le dimanche des Bordes l'an 1523*. Une partie de ce drame populaire a été publiée dans le premier volume des présents Mémoires (p. 153) par MM. les docteurs Chaponnière et Coindet, d'après un ouvrage imprimé au dix-huitième siècle. Mais cet ouvrage étant extrêmement rare, et le manuscrit copié par M. de Foras offrant un certain nombre de variantes, l'obligeante communication, faite à la Société d'histoire, a une valeur réelle au point de vue historique et littéraire.

La Société a reçu, en 1861, des héritiers de M. l'ancien syndic Masbou, par l'intermédiaire de M. Ph. Roget, une précieuse collection de recueils manuscrits et imprimés relatifs à l'histoire de Genève, spécialement au dix-huitième siècle.

En 1862, M. le docteur Butini a fait don d'une masse considérable de manuscrits et de brochures, qu'il tenait en majeure partie de la famille Rocca : ces manuscrits se composent essentiellement soit de relations et

de notes rédigées par François Rocca, commissaire général, sur les événements du dix-huitième siècle, dont il avait été le témoin, soit de copies ou extraits de documents officiels et de journaux particuliers, recueillis par lui et par son fils Jean-François Rocca, et se rapportant à toutes les périodes de l'histoire de Genève.

Enfin, le 3 décembre 1862, le Comité a reçu de la famille de M. le professeur Cellérier, communication des lignes suivantes, renfermées dans ses dispositions de dernière volonté, en date du 3 mai 1860 :

« La mort de M. Edouard Mallet ne me permettant plus, à mon bien grand regret, de lui laisser, comme je le faisais dans un précédent testament, tous les manuscrits en ma possession, relatifs à l'histoire de Genève, et que j'ai presque tous reçus, il y a plus de vingt-cinq ans, de M^mes^ Mallet de Troinex, ses parentes, je me vois contraint d'en disposer autrement. En conséquence, j'offre les susdits manuscrits (ou recueils de pièces les unes manuscrites, les autres imprimées) à la *Société d'histoire et d'archéologie de Genève*, dont je suis membre et à laquelle ma vieillesse a pris beaucoup d'intérêt et dû beaucoup de jouissances. J'ai la confiance que ces manuscrits, dont quelques-uns sont véritablement précieux, seront bien placés dans le dépôt de cette Société, parce qu'ils y seront soigneusement conservés, et que là ils pourront être facilement utilisés.

« Je prie encore la même Société d'accepter le dépôt des lettres de Charles Perrot, ainsi que des travaux commencés ou du moins réunis par moi, au sujet de cet homme si intéressant, si original et si peu connu, dont depuis quelques années j'ai été fréquemment occupé. Je sais bien que, selon toute apparence, ces documents seront inutiles et oubliés. J'ai toutefois à cœur que, si quelqu'un voulait une fois s'en occuper, il trouvât là des matériaux et des documents. »

Nous espérons pouvoir publier un catalogue détaillé de ces divers manuscrits.

M. Revon, conservateur du Musée d'Annecy, a eu l'extrême obligeance de donner à la Société d'histoire une série considérable d'empreintes de sceaux.

Quelques autres empreintes ont été envoyées par M. le notaire Bonnefoy de Sallanches.

Ouvrages reçus ou acquis par la Société.

Bibliothèque spéciale d'histoire de la Suisse.

La bibliothèque de la Société d'histoire, installée actuellement dans une des salles du Casino, a été formée essentiellement d'ouvrages reçus à titre d'échange ou offerts en don par les auteurs. Néanmoins, afin de faciliter les recherches et les travaux relatifs au passé de notre patrie, la Société, sur la proposition de M. Rilliet-de Candolle, a décidé de pourvoir d'une manière plus directe à l'accroissement de sa bibliothèque, en ce qui concerne l'histoire suisse. Elle a, dans ce but, ouvert entre ses membres une souscription et provoqué des dons de livres. Il a paru surtout utile de réunir certaines catégories d'ouvrages qui se rencontrent rarement dans des collections particulières, et que des bibliothèques plus vastes, mais embrassant l'ensemble des sciences, ne renferment pas toujours d'une manière complète : ainsi d'anciennes publications périodiques, des recueils de documents, des monographies, des écrits biographiques et bibliographiques, des feuilles du jour de l'an, etc. Des ouvrages consacrés à des pays limitrophes de la Suisse, et dont l'histoire, durant le moyen âge, se lie à la sienne, doivent également prendre place dans cette bibliothèque spéciale.

Les ouvrages acquis en suite de la souscription dont il vient d'être parlé, sont désignés par un astérisque. Les ouvrages qui ne portent aucune indication de provenance et qui sont compris sous la lettre A ont été envoyés, à titre d'échange, par les éditeurs; ceux qui se trouvent sous la lettre B ont été donnés par les auteurs.

A.

Publications des Sociétés historiques et recueils périodiques.

* Helvetische Bibliothek. Zurich, 1735-36, 4 vol. in-8.

* Museum Helveticum Tiguri. 1746-1753. 28 parties en 15 vol. in-8°.

* Schweizerisches Museum. Zurich 1783 à 1790, 12 vol. in-8°.

Neues Schweizeriches Museum. Zurich, 1794 à 1795. 5 vol. in-8°.

Der Schweizerische Geschichtsforscher. Bern, 1812-32. Vol. 1 à 8 in-8°. *(Don de M. Rilliet-de Candolle).*

Solothurnisches Wochenblatt. 1810 à 1834. 25 vol. in-12. *(Don de MM. Le Fort-Mestrezat.)*

* BALTHAZAR. Helvetia. 1823-1833. 8 vol. in-8°.

* Historische Zeitung. 1853, 1854. 1 vol. in-8°.

Archiv für schweizerische Geschichte. Vol. XIII. Zürich 1862.

Mittheilungen der antiquarischen Gesellschaft zu Zürich. XII und XIII^{er} Band; XIV^{er} Band, 1tes Heft. Die Pfahlbauten, 4ter Bericht.

Archiv des historischen Vereines des Kantons Bern, 4ter Band. 5er Band, 1es Heft.

Feuilles du jour de l'an, publiées par la Société historique de Berne, savoir : 1860 Die Schweizer in Italien. In-4°.

1861 Waadt wird Schweizerisch durch die Berner. In-4°.

1862 Die Berner im Veltlin unter ihrem Anführer Nikolaus von Mülinen. In-4°.

Der Geschichtsfreund. (Publication de la Société historique des cinq cantons, Lucerne, Uri, Schwyz, Unterwald et Zug.) 16ter, 17ter und 18ter Band. Einsiedeln, 1860 à 1862, in-8.

Archives et mémoires de la Société d'Histoire de Fribourg, 6^{e} cahier. Fribourg 1859, in-8.

Beiträge zur vaterländischen Geschichte. Herausgegeben von der historischen Gesellschaft zu Basel. 7ter Band. Bâle 1860, in-8.

Mittheilungen der Gesellschaft für vaterländische Alterthümer in Basel. VIII^{tes} und IX^{tes} Heft. Bâle, 1860, 1862, in-4°.

Mittheilungen der vaterländischen Geschichte. Herausgegeben vom historischen Vereine in St. Gallen. 1es Heft. St. Gallen 1862.

Feuilles du jour de l'an publiées par la Société historique de St-Gall :

1861. Aus der Urzeit des Schweizerlandes.

1862. Das Helvetien unter die Römer.

1863. Das Kloster von St. Gallen, 1.

Argovia. Jahresschrift der historischen Gesellschaft des Kantons Aargau für 1860. Un vol. in-8°.

— für 1861. Un vol. in-8°.

Taschenbuch der historischen Gesellschaft des Kantons Aargau für 1860, br. in-12.

— für 1861 und 1862, br. in-12.

Thurgauische Beiträge zur vaterländischen Geschichte. Herausgegeben vom historischen Vereine des Kantons Thurgau. Erstes, zweites und drittes Heft, 1862-1863.

Mémoires et Documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande. Tome XVIII, 1re livraison (Nécrologe de l'Eglise de Lausanne).

Tome XIX, 1re livraison (Première partie du Régeste de la Suisse romande.)

Tome V renfermant : Les sires de Cossonay ; la ville de Cossonay. (*Don de M. L. de Charrière.*)

Bulletin de la Société d'histoire de France. Années 1859, novembre et décembre ; années 1860, 1861 et 1862.

L'Institut, journal des sciences et des sociétés savantes. Section des sciences historiques, novembre et décembre 1859, années 1860 à 1862.

Bulletin de la Société des antiquaires de Picardie, 1860, 1861, 1862.

Mémoires de la Société des antiquaires de l'Ouest (Poitiers.) Années 1858-59, 1860-1861. 2 vol. in-8.

Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne, 13e, 14e, 15e et 16e vol. (1er et 2me trim.)

Mémoires de la Commission des antiquités du département de la Côte-d'Or, tome V ; 2me livraison.

Mémoires de la Société archéologique de Montpellier, tomes 2, 3.

Publications de la Soc. arch. de Montpellier. No 17 (coutumes de Perpignan), in-4°.

— Nos 23, 24, 25, 26, in-4°.

Thalamus parvus. — Le petit thalamus de Montpellier, publié pour la première fois d'après les manuscrits originaux, par la Soc. arch. de Montpellier, 1 vol. in-4°, 1841.

Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Lyon, mémoires, compte rendu, année 1860, br. in-8.

Bulletin de la Société archéologique de l'Orléanais, nos 34 à 41.

Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Châlon-sur-Saône ; tomes I, II et III, 2me partie, IV, 1re et 2me parties.

Abbé Bougaud. Etudes historiques sur Ste Bénigne. *(Publication de la Société Eduenne.)*

Annales de la Société Eduenne. *(Idem.)*

Catalogue des plantes de Saône-et-Loire, par le Dr Cariou. *(Idem.)*

Revue savoisienne, publiée par l'Association florimontane, années 1860 à 1862, 15 janvier et 15 février 1863.

Mémoires et documents, publiés par la Société savoisienne d'histoire et d'archéologie; tomes IV, V et VI, in-8

* Documents publiés par l'Académie impériale de Savoie. 2 vol. in-8°.

Kronijk van Het historisch Genootschap gevestigd te Utrecht, 1846 à 1861 et 1862, feuilles 1 à 24. *(Publication de la Société historique d'Utrecht.)*

Codex diplomaticus neerlandicus, 2e série, tomes II, 2, III à V. *(Idem.)*

Berigten van het historisch Genootschap te Utrecht, I, 1, 2, III, 1, 2, V, 1, 2, VI, 1, 2, VII. *(Idem.)*

Dagverhaal van San van Riebeeck eerste gouverneur aan de kaap de gœde hoop, 1651. — Utrecht, 1848. (*Idem.*)

De Stryd der Friezen en Franken eene Voorlezing door B. J. L. de Geer. Utrecht, 1850. (*Idem.*)

Revue de la numismatique belge, 3e série, tomes IV, V et VI.

Mémoires de Frédéric Perrenot Sr de Champagnac, avec notice et annotations par de Robaux de Soumoy. Bruxelles, 1860. *(Publiés par la Société de l'histoire de Belgique.)*

Commentaires de Bernardino de Mendoza, avec notices et annotations du colonel Guillaume, tome I, 1860. *(Idem.)*

Mémoires anonymes sur les troubles des Pays-Bas. Bruxelles, tome II, 1860, tome III, 1861. *(Idem.)*

Mémoires sur le siége de Tournay (1581), par Philippe Warny de Wisenpierre, avec notice et annotations, par Chotin. Bruxelles, 1860. (*Idem.*)

Mémoires de Pontus Payen, tomes I et II. *(Idem.)*

Mémoires de Francisco de Enzinas, etc., publiés par Ch. Campan, tome I, en deux parties. Bruxelles 1862. *(Idem.)*

Procès de François Anneessens, publié avec notices et annotations, par L. Galesloot, tome I. Bruxelles 1862. *(Idem.)*

Verhandlungen des historischen Vereins von Oberpfalz und Regensburg, 19ter Band, 20ter Band. Regensburg, 1860-1861.

Anzeiger für Kunde der deutschen Vorzeit, Organ des germanischen Museums, 1860, 1861, 1862. Janvier 1863.

Mittheilungen des historischen Vereins für Steiermark, 9tes, 12tes, Heft, Gratz 1859 à 1862, in-8.

Dr Georg Göth. Das Johanneum in Gratz geschichtlich dargestellt zur Erinnerung an seine Gründung vor 50 Jahren. Gratz 1861.

Archiv zur Kunde der Ostereichischen Geschichtsquellen. Herausgegeben von der historischen Commission. I à XXVIII, 1es Heft. *(Publications de l'Académie impériale de Vienne.)*

Monumenta habsburgica. *(Idem.)* Abthg. I. *Chmel.* Actenstücke und Briefe zur Geschichte des Hauses Habsburg im Zeitalter Maximilian's des ersten. Erster, 2ter und 3er Band. Wien, 1854-58, in-8.

Abthg. II. *Lanz.* Actenstücke und Briefe zur Geschichte Kaiser Carl V. Erster Band. Wien, 1857, in-8.

Notizenblatt, 1851 à 59, 9 vol. in-8. *(Idem.)*

Bericht über die Leistungen der Kaiserlichen Akademie der Wissenschaften. Wien 1860, br. in-12. *(Idem.)*

Zeitschrift des Vereins für Geschichte und Alterthum Schlesiens. Dritter Band, erstes Heft. Breslau 1860, in-8.

Codex diplomaticus Silesiæ, 3er Band in-4°. *(Publ. de la même Société.)*

Ladurner. Urkundliche Beiträge zur Geschichte des deutschen Ordens in Tirol. Inspruck 1861, in-8. *(Publication du Ferdinandeum d'Insprück.)*

Ferdinandeum, 29ter Bericht des Verwaltungsauschusses über die Jahre 1860, 1861. *(Idem.)*

Historic society of Lancashire and Cheshire Transactions, vol. VIII à XI. Londres, 1856-1859, in-8°.

A library of national antiquities. A series of volumes, illustrating the general Archæology and history of our country. Published under the direction and the expense of *Joseph Mayer*, I. A volume of Vocabulariels, 1 vol. in-8. *(Envoi de la même Société.)*

Rev. Bryan Faussett. Inventarum sepulchrale, 1 vol. in-4°. *(Idem.)*

Report of the Smithsonian Institution for the Year 1860. Washington 1861, 1 vol. in-8.

Mémoires de la Société d'archéologie de Saint-Pétersbourg, 1861. In-4° (en russe).

B.

Ouvrages et Brochures.

Histoire générale.

R. Wolf. Zeittafeln für jeden Tag des Jahres, 1 vol. in-12.

P. Odier. Esquisse du droit féodal, in-8°.

Haag. Histoire des dogmes chrétiens. Paris 1862, 2 vol. gr. in-8.

Histoire des pays étrangers à la Suisse.

Carte de la Gaule, sous le proconsulat de César, dressée à l'aide des documents géographiques et topographiques du département de la Guerre, par la commission spéciale instituée au ministère de l'Instruction publique des cultes, d'après les ordres de S. M. l'Empereur, 1861. (*Don du ministère français de l'Instruction publique.*)

Tudot. Carte des voies romaines du département de l'Allier. Paris 1859, in-fol°.

Valentin Smith. Notices historiques sur les Burgondes, 2 br. in-8. Lyon 1861.

Chronique de Guines et d'Ardre, publiée par M. le marquis de Godefroy-Ménilglaise. Paris 1855, in-8°. (*Don de l'éditeur.*)

Mémoires de la Ligue. Amsterdam 1758, 6 vol. in-4°. (*Don de M. Lullin-Dunant.*)

P. Roger. Noblesse et chevalerie du comté de Flandre. Amiens 1843, gr. in-8. (*Don de M. Ant. Durand.*)

— Bibliothèque historique monumentale, ecclésiastique et littéraire de la Picardie et de l'Artois. Amiens 1844, gr. in-8. (*Idem.*)

— Archives historiques et ecclésiastiques de la Picardie et de l'Artois. Amiens 1842, gr. in-8. (*Idem.*)

L. Spach. Deux voyages d'Élisabeth d'Autriche, épouse de Charles IX, roi de France. Correspondance inédite du seizième siècle. Colmar 1855, br. in-8°. Pièces justificatives. Colmar 1856, br. in-8°.

— Christian Bartholmess. (Extrait de la Revue d'Alsace.)

Jules Philippe. Notice historique sur l'abbaye de Talloires. Chambéry 1861, in-8°.

* Mémoire pour servir à la construction du fort de l'Annonciade.

R. Chalon. Fabrice de Bassecourt. Bruxelles 1857, in-8°.

— Un coup d'État manqué (1722). Bruxelles 1860, br. in-8°.

— Le dernier duc de Bouillon. Bruxelles 1860, br. in-8.

— Les Seigneurs de Muno. Bruxelles 1860, br. in-8.

— Recherches sur la Seigneurie des Hayons. Bruxelles 1862, br. in-8.

— Statistique rétrospective, in-8°.

* Stælin. Würtembergische Geschichte. Stuttgardt und Tübingen 1841 à 1856, 3 vol. in-8°.

Mone. Urgeschichte des badischen Landes. Carlsruhe, 2 vol. in-8°. *(Don de M. Ch. Le Fort.)*

Vanotti. Die Grafen von Montfort und Werdenberg. 1845, in-8°. *(Id.)*

Kopke. Die Gründung der König Friedrich-Wilhelms-Universitæt zu Berlin. Berlin 1860, in-4°. *(Envoi de l'Univ. de Berlin).*

Sacra universitatis litterariæ ante L annos institutæ die XV mensis octobris anni MDCCCLX celebranda indicunt Rector et Senatus, br. in-4°. *(Id.)*

Maercker. Prolog zur ersten fünfzigjährigen Jubelfeier der Universitæt zu Berlin, br. in-4°. *(Id.)*

E. de Septenville. Victoires et conquêtes de l'Espagne. Paris 1862, 1 vol. in-12.

— Victoires et conquêtes du Portugal. Paris 1863, 1 vol. in-12.

V. Langlois. Mémoire sur les relations de la République de Gênes avec le royaume chrétien de la petite Arménie pendant les XIII^me^ et XIV^me^ siècles. Turin 1861, in-4°.

— Rapport sur les archives de Turin, in-8°.

Histoire suisse.

* Simler. Von dem Regiment der Löblichen Eydgenossenschaft. Zurich 1722. 1 vol. in-4.

* Loys de Bochat. Mémoires pour servir à l'histoire ancienne de la Suisse. Lausanne 1747 à 1749, 3 vol. in-4.

* Histoire des révolutions de la haute Allemagne, contenant les ligues et les guerres de la Suisse. Zurich 1766. 2 vol. in-12.

* Historie der Eidgenossen, 1768. 3 vol. in-8°.

* Neugart. Episcopatus Constantiensis Allemanicus. 1 vol. in-4.

* Codex diplomaticus Allemaniæ et Burgundiæ. 2 tomes en 1 vol. in-4.

Thesaurus historiæ helvetiæ, renfermant : Johannis Vitodurani chronicon; Hemmerlin de Suisensium ortu, etc. Glareani descrips. Helvetiæ; Plantini Helvetia antiqua et nova, etc. Tiguri 1737, 1 vol. in-folio. *(Don de M. Lullin-Dunant.)*

Schillings burgundische Kriege. Bern 1743, 1 vol. in-4. *(Idem.)*

* Haller. Bibliothek der Schweizergeschichte. Bern 1787 à 1788, 6 vol. in-8.

* L. von Sinner. Bibliographie der Schweizergeschichte. 1 vol. in-8.

Kopp. Geschichte der eidgenössischen Bunde. Vol. III, erste und zweite Abtheilung (1291-1308). Berlin 1862.

Amtliche Sammlung der æltern Eidgenossischen Abschiede. 1er vol. (1291-1420). Publié par J.-E. Kopp. *(Don de M. Le Fort, anc. cons.)*

— 4e vol. 2e section (1536-1586), par l'archiviste Krütli. *(Envoi du département fédéral de l'intérieur.)*

— 7e vol. 1re section (1712-1743), par le docteur Fechter. *(Idem.)*

Rilliet-de Candolle. Recueil officiel des anciens recès fédéraux. Compte rendu. Broch. in-8.

Ant. Morin. Histoire politique de la Suisse. Genève 1856-1857, 3 vol. in-12.

G. von Wyss. Ueber eine Zürcher-Chronick aus dem fünfzehnten Jahrhundert und ihrem Schlachtbericht von Sempach. Br. in-8. Zürich 1862.

* Das Habsburgisch-österreichische Urbarbuch. Herausgegeben von Dr Fr. Pfeiffer. Stuttgardt 1850, in-8.

H. von Liebenau. Förderung der Eidgenossenschaft durch des Hauses Habsburg innere Verhæltnisse. Lucern 1847, in-4.

Pipitz. Die Grafen von Kybourg. Leipzig 1839, in-8.

* H. Gelzer. Schweizergeschichte bis zur Reformation. Basel 1840, in-8°.

* Remigius Meyer. Die Waldstætte vor dem Bunde von 1291, br. in-8.

* Hottinger. De la tâche à remplir par la Confédération suisse telle qu'elle résulte de son histoire. Zurich 1850, br. in-8.

* Die Chronik des Weissen Buches im Archive Obwalden (edidit G. von Wyss).

Wolf. Biographien zur Kulturgeschichte der Schweiz. Zürich 1858–1862, 4 vol. in-12. *(Don de M. l'ancien conseiller Le Fort.)*

* E. von Rodt. Die Feldzüge Karls des Kühnen, Herzogs von Burgund und seiner Erben. Schaffhausen 1843–1844. 2 vol. in-8.

Chronique (manuscrite) de Bullinger et continuation par Jean Haller. 5 vol. in-folio. *(Don de M. Gustave Revilliod.)*

Hisely. Note sur les Menaides, br. in-8.

Fiala. Schweizerischer Todtenkalender für des Jahr 1859.

* Feuilles du jour de l'an, publiées à Zurich par la bibliothèque de la ville. 1759 à 1860.

— * par la Société de la Chambre des chanoines. 1779 à 1845.

— * par la Société de secours. 1819 à1848 (sauf 1821 et 1822).

— * par la Société des artificiers. 1828 à 1832, 1843, 1847, 1850 à 1852.

— * par la maison des orphelins. 1849 à 56, 58 à 60.

— * par la Société des artistes. 1828, 1829, 1831.

G. v. Wyss. Kaiser Karl's des Grossen Bild am Münster. Zürich, in-4. (Feuille du jour de l'an de la Biblioth. de la ville, pour 1861.)

Fragments historiques de la ville et république de Berne. 1re partie, 2me édit. Neuchâtel 1759. 2me partie, 1re édit. Neuchâtel 1737. *(Don des héritiers de M. Masbou.)*

Trouillat. Monuments de l'histoire de l'ancien évêché de Bâle. 4me vol. Porrentruy 1861. *(Don de M. de Stürler.)*

* Lauterburg. Berner Taschenbuch. Années 1861 à 1863; 3 vol. in-12.

* Morel. Abrégé de l'histoire et de la statistique du ci-devant évêché de Bâle. Strasbourg 1813. In-8.

* Gruneisen. Niclaus Manuel. Stuttgardt und Tübingen 1837. in-8.

* von Rodt. Geschichte des Kriegswesens der Berner. Bern 1831-34, 3 vol. in-8.

* Albert Jahn. Chronik des Kantons Bern alten Theils. Bern und Zürich 1857, 1 vol. in-4.

* C.-A. Blösch. Geschichte der Stadt Biel. Biel 1855-1856. 3 vol. in-8°.

* Frickard. Beschreibung des Twingherrenstreits im Jahr 1470. Herausg. von E. von Rodt. Bern 1837, 1 vol. in-8.

* Fassbind. Geschichte des Kantons Schwiz. Schwiz 1832-34, 4 vol. in-8.

Die Legende von S. Meinrad. Herausgegeben von P. Gall Morell. In-12.

Gall Morell. Augustin Reding, Fürstabt von Einsiedeln, als Gelehrter und Schulmann. Br. in-4.

* Businger. Geschichte des Volkes von Unterwalden. Lucern 1827-1828, 2 vol. in-8.

* Rœmi de Bertigny, Héliodore. Chronique de Fribourg. Fribourg 1852, 1 vol. in-8.

* Mémorial de Fribourg, rédigé par l'abbé Gremaud. Fribourg 1854-1857, 4 vol. in-8.

Schmitt. Mémoires historiques sur le diocèse de Lausanne, publiés et annotés par l'abbé Gremaud. Fribourg 1858, 1859. 2 vol. in-8 formant les vol. V et VI du Mémorial. *(Don de M. Gremaud.)*

* Kuenlin. Dictionnaire du canton de Fribourg. Fribourg 1832, 2 vol. in-12.

Fiala. P. Urban Winistörfer. Soleure 1860. In-4.

Schmid. Alexander. Die Kirchensætze, die Stifts- und Pfarrgeistlichkeit des Kantons Solothurn. Soleure 1857. 1 vol. in-8.

* Ochs. Geschichte der Stadt Basel. Bâle 1786-1822. 8 vol. in-8.

* Fechter. Geschichte des Schulwesens in Basel. 2 br. in-8.

Aug. Chantre. Jubilé de l'Université de Bâle. 1860. Br. in-8.

Fechter. Basler Taschenbuch für das Jahr 1862, in-12.

— — für Jahr 1863, in-12.

* Ildefons von Arx. Geschichte des Kantons St-Gallen. 3 vol. in-8.

C. v. Mohr. Archiv für die Geschichte der Republick Graubündens. 1er und 2er Band. Coire 1848, 1851. 2 vol. in-8. *(Don de M. A. de Flugi.)*

Des Maréchal de Camp Ulysses von Salis Marschlins Denkwürdigkeiten. Herausgegeben von Conradin von Mohr. Coire 1858. *(Don de l'éditeur.)*

Gesammelte Schriften von J.-U. von Salis-Seewis. Herausg. v. Conradin von Mohr. Coire 1858. *(Idem.)*

Codex Diplomaticus. Sammlung der Urkunden-Geschichte Chur-Rætiens und der Republik Graubündens. Herausgegeben von Conradin von Mohr. Tome III. Coire 1861. *(Idem.)*

Barth. Anhorn's Pündner Aufruhr im Jahre 1607. Herausg. von Conradin von Moor (sic). Coire 1862. *(Idem.)*

Catalogue de la Bibliothèque cantonale d'Argovie. 2 vol. in-8.

* Pupikofer. Geschichte des Thurgaues. Bischofzell 1828-1830, 2 vol. in-8.

— Die Landgrafschaft Thurgau vor und nach ihrem Ueber-

gange an die Eidgenossenschaft. Frauenfeld 1861, br. in-8.

— Bischofzell vor und wæhrend der Revolution von 1798. Frauenfeld 1856, in-8.

* De Grenus. Documents relatifs à l'histoire du pays de Vaud. Genève 1817. In-8.

L. de Charrière. Recherches sur le prieuré de Saint-Pierre et Saint-Paul de Cossonay. 1 vol. in-8.

Le Bailliage de Chillon en 1660. Publié en 1861. Vevey, in-8.

Chartes, titres et pièces justificatives publiés par la famille de Palezieux dit Falconnet, en réponse à l'ouvrage intitulé : Le Bailliage de Chillon en 1660. Lausanne 1861. In-8.

E. de Mellet. Second appendice au Bailliage de Chillon, en réponse aux pièces justificatives produites par la famille de Palezieux dit Falconnet. Vevey 1861. In-8.

Blanchet. Lausanne dans les temps anciens. Lausanne 1862. In-8.

De Gingins. Sur l'*étymologie du nom d'Eburodunum*. Br. in-8.

* S. Furrer. Urkunden welche Bezug haben auf Wallis. Sitten 1850, in-8.

* Spon. Histoire de Genève. Genève 1730, 2 vol. in-4.

* Béranger. Histoire de Genève. 6 vol. in-8.

Galiffe. Notices généalogiques sur les familles genevoises, 4e vol., 2e série. Genève 1860.

Galiffe et de Mandrot. Armorial historique genevois, seconde série.

Le livre du Recteur. Catalogue des étudiants de l'Académie de Genève, 1559 à 1859. Genève 1860, in-8.

H. Fazy. Le livre du Recteur. Etude historique sur l'Académie de Genève. Lausanne 1862, br. in-8.

Th. Heyer. Ami Argand. Genève 1861, br. in-8.

A. Roget. Souvenirs de la Restauration genevoise. Genève 1862, in-4°.

Un grand nombre de brochures relatives à l'histoire de Genève, comprises dans les dons Masbou et Butini, ou remises par divers sociétaires : le catalogue en sera publié ultérieurement.

Archéologie.

Pictet, Ad. Essai sur quelques inscriptions en langue gauloise, br. in-8. *(Don de M. F. Sorel.)*

Morlot, A. Etudes archéologico-géologiques en Danemark et en Suisse, br. in-8.

Fr. Forel. Notice sur les objets en silex et les ossements trouvés dans les cavernes de Menton, br. in-8.

H.-J. Gosse. Note sur des silex taillés trouvés dans le bassin de Paris, br. in-4°.

De Gilles. Notice sur le Musée de Tsarskoi Selo. Saint-Pétersbourg.

Descriptive Account of the Cathedral Church of Canterbury. Canterbury 1839, gr. in-8. *(Don de M. Ant. Durand.)*

Piccard. Mémoire sur la forme et la provenance des chiffres servant à la numération décimale. Lausanne, br. in-8.

V. Langlois. Un chapitre inédit de la question des Lieux-Saints. Paris 1861, in-8.

Stickel. Dissertation sur une inscription grecque.

Roach Smith. Illustrations of roman London. London 1859, in-4.

— Report of excavations made on the site of the roman Castrum at Lymne in Kent. London 1852, in-8.

— Etchings of ancient remains illustraticle of the habits, customs, and history of past ages. London 1857-1862, 2 br. in-8.

Dr Muller. Ueber Alterthümer des ostindischen Archipels insbesondere die Hindualterthümer auf Java, Madura und Bali, 1 vol. in-8.

Protat. Etudes sur les inscriptions gallo-romaines, in-4°.

— Deuxième étude sur les inscriptions des enceintes sacrées gallo-romaines, in-4°.

— Troisième étude sur les inscriptions des enceintes sacrées gallo-romaines. Dijon, in-4°.

— Les Graffiti de Neuvy sur Baranjon, in-4.

— Recherches sur l'inscription du Vieux Poitiers, in-4 lithogr.

Numismatique.

D'Angreville. Numismatique vallaisanne : Époque mérovingienne. Genève 1861, in-4°.

De Gilles. Lettre à M. Langlois sur une monnaie attribuée à Oleg, roi de Nougorod. Paris 1861, in-8.

Catalogue des monnaies de feu M. Norblin, in-8. *(Don de M. Soret.)*

Lagoy. Description de plusieurs fiertons. Paris 1858, in-8°.

ROBERT, CH. Denier au temple, frappé à Valenciennes, in-8°.

— Tiers de sol de Mauriac, in-8°.

— Description d'une monnaie gauloise, in-8°.

— Monnaie de Louis de Montpensier, in-8°.

— Médailles trouvées en Crimée, in-8°.

RENAULT DE VAUCOULEURS. Monnaies mérovingiennes, in-8.

CHALON, R. Recherches sur les monnaies des comtes de Namur. Bruxelles 1860, in-4.

— Denier de Charles le Chauve, frappé à Famars, br. in-8.

— Médaille hispano-mexicaine de Ferdinand VII, br. in-8.

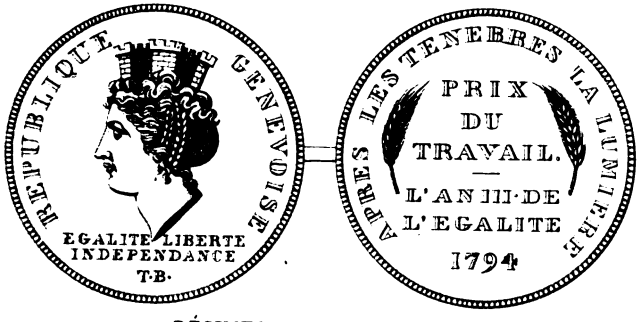
— Curiosités numismatiques, br. in-8.

Collection Jean Rousseau, br. in-8°.

V. LANGLOIS. Supplément à l'essai de classification des suites monétaires de la Georgie, depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, br. in-8.

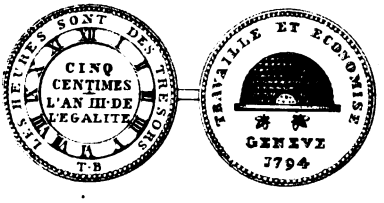
PROJET.

GENEVOISES.



DÉCIMES. 15 SOLS.

DEMI-DÉCIMES.



Pelée & Duguet a Genève

SECONDE PARTIE

RECUEIL

DES

FRANCHISES ET LOIS MUNICIPALES

DES PRINCIPALES VILLES

DE L'ANCIEN DIOCÈSE DE

GENÈVE

PUBLIÉ PAR LA

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE DE GENÈVE

THE NEW YORK
PUBLIC LIBRARY

ASTOR, LENOX AND
TILDEN FOUNDATIONS.
1897.

THE ASTOR LIBRARY
NY

INTRODUCTION

Nous avons, dans la préface d'un autre volume de ces Mémoires (tome XIV), fait connaître la mission confiée à la Société d'histoire et d'archéologie au sujet de la publication des documents rassemblés par son ancien président, Édouard Mallet. Appelés, au nom de cette Société, à mettre au jour un premier recueil, renfermant les chartes inédites relatives à l'histoire de la ville et du diocèse de Genève, et antérieures à l'année 1312, nous avons rencontré dans les portefeuilles de notre collègue les franchises municipales accordées, du treizième au quinzième siècle, à quelques-unes des villes du diocèse, telles qu'Aubonne, Évian, Annecy et Rumilly. L'importance de ce genre de pièces nous a engagés à les éditer toutes dès à présent, quelle que fût leur date, et à les réunir, à cet effet, dans une collection spéciale. Nous désirions en outre rendre cette publication plus complète et plus utile en y comprenant, soit quelques statuts déjà imprimés, soit même d'autres chartes de franchises encore inédites, dont Mallet n'avait pas pu se procurer des copies, mais qui devaient être conservées sans doute dans quelques dépôts publics ou particuliers.

Nos recherches à cet égard ont été couronnées de succès, grâces à l'obligeance de plusieurs amis des études historiques,

principalement de MM. Costa de Beauregard, Adrien Bonnefoy, Jules Philippe et Lecoy de la Marche, archiviste de la Haute-Savoie. Leur concours sympathique et dévoué nous a permis d'augmenter considérablement notre recueil, et de placer à la fois sous les yeux du public plus de soixante documents, en majeure partie inédits, relatifs aux libertés municipales de dix-neuf villes ou communautés de l'ancien diocèse de Genève.

Voici la liste de ces localités, et la date des chartes que nous publions pour chacune d'elles.

AUBONNE . . 1234.
ÉVIAN . . . . 1265, 1279, 1285, 1298, 1322, 1324, 1330, 1346, 1365, 1387, 1392, 1418 et 1433.
CRUSEILLES. 1282 et 1372.
SEYSSEL. . . 1285.
RUMILLY. . . 1291, 1320, 1372, 1376, 1383, 1418, 1438 et 1440.
CHAMONIX. . 1292, 1330, 1368, 1386 et 1412.
GEX . . . . . 1292, 1353, 1397, 1453 et 1479.
SALLANCHES. 1293 et 1310.
CLUSES . . . 1310, 1329, 1347, 1397 et 1432.
LULLIN . . . 1310.
BONNE. . . . 1310, 1318, 1341, 1464 et 1538.
FÉTERNE . . 1322 et 1392.
THONON. . . 1324.
YVOIRE . . . 1324.
CHATELARD. 1324.
LA ROCHE. . 1335, 1386, 1396 et 1412.
THONES . . . 1350, 1369, 1464 et 1546.
ANNECY . . . 1367 et 1412.
BONNEVILLE. 1377, 1432 et 1500.

Si les franchises concédées à Genève, en 1387, par l'évêque Adémar Fabri, n'ont point été reproduites, c'est que le texte et une ancienne traduction en ont été publiés avec le plus grand soin par Édouard Mallet, dans le second volume de nos Mémoires. On peut observer toutefois que, d'après l'ordre chronologique adopté dans le tableau précédent, Genève se trouverait après toutes les autres villes du diocèse; mais la charte qui lui fut tardivement accordée, n'est en majeure partie que la promulgation écrite d'anciens usages, et elle consacre d'autre part un en-

semble de libertés et d'attributions municipales plus complètes que toutes celles conférées aux autres communes.

Il n'est pas nécessaire d'exposer longuement les motifs de notre publication.

Chacun sait que la *Commune* forme une des faces les plus remarquables de l'histoire du moyen âge. Par la constitution de la commune, le régime féodal est ébranlé : une société nouvelle, composée d'hommes libres, essentiellement voués à l'industrie et au commerce, vient en effet prendre sa place au milieu de classes de population rigoureusement séparées les unes des autres par l'inégalité de leur condition, et s'occupant exclusivement de la guerre ou de la culture du sol; on voit renaître ou s'établir des institutions politiques et des règles de droit qui, circonscrites d'abord dans l'enceinte municipale, modifieront peu à peu l'organisation des plus grands États, et deviendront le droit commun de nations entières. Aussi, d'éminents historiens et de savants jurisconsultes se sont-ils appliqués de nos jours à explorer tout ce qui concerne les communes : leurs origines lointaines et complexes, leur organisation légale, leur vie intérieure, les modifications qu'elles ont subies et les influences qu'elles ont exercées. Mais ce champ d'études, malgré le mérite des auteurs qui s'en sont occupés, est loin d'être épuisé. Le moyen âge offre dans ses manifestations sociales et politiques une extrême variété, et les esquisses générales les plus consciencieusement tracées laissent en dehors d'elles beaucoup d'exceptions à constater et de faits spéciaux à enregistrer. Il est d'ailleurs des contrées, et celles qui nous entourent sont de ce nombre, qui ont, moins que d'autres jusqu'ici, attiré l'attention des historiens.

La base première et indispensable de tout travail approfondi sur l'organisation communale est la publication des chartes de franchises et de libertés accordées aux communes ou sanctionnées par les souverains dont elles dépendaient. De simples analyses

de ces documents, ou des résumés systématiques de leurs dispositions, ne sauraient tenir lieu des textes eux-mêmes. Ceux-ci seuls fournissent, soit sur l'origine et la constitution graduelle des communes, soit sur les mœurs, le droit et le mouvement industriel et commercial, une foule de renseignements tous précieux à recueillir, et qu'un autre mode de publication risquerait fort de laisser échapper.

La science historique moderne, justement dominée par un esprit de précision et de critique, réclame donc avant tout, dès qu'il s'agit de communes, la mise au jour des chartes et lois municipales, sans se laisser arrêter par l'apparente aridité de celles-ci ou la similitude extrême qui se rencontre souvent dans la plupart de leurs dispositions. Cette marche a été suivie dans de nombreux ouvrages publiés récemment par des gouvernements, par des sociétés savantes ou des éditeurs isolés. Nous rappellerons dans la première catégorie les *Monuments de l'histoire du Tiers-État*, publiés en France sous la direction d'Augustin Thierry, et le volume consacré aux *Lois municipales* dans l'importante collection entreprise à Turin sous le titre de : *Historiæ patriæ monumenta*. Pour les contrées qui nous environnent, des matériaux précieux ont été recueillis dans les Mémoires des académies de Turin et de Besançon, dans ceux de la Société savoisienne d'histoire et d'archéologie, de la Société d'histoire de la Suisse romande, ainsi que dans les Mémoires des principales sociétés historiques de la Suisse allemande. Enfin, en dehors de ces collections, d'autres textes relatifs à des localités de Suisse et de Savoie ont été mis au jour par le zèle et le dévouement de plusieurs savants : nous n'avons point à les énumérer ici, car leurs ouvrages sont entre les mains de tous ceux qui s'intéressent à ces questions.

La Société d'histoire et d'archéologie de Genève a tenu à honneur de prendre part à cet ensemble d'efforts et de travaux, tout en se renfermant dans les limites de l'ancien diocèse, qui forme déjà le cadre d'autres publications qu'elle a entreprises.

Le présent recueil est un complément nécessaire aux documents publiés par elle depuis vingt années et tout récemment encore, sur les annales de nos contrées au moyen âge. Il pourra offrir, en outre, pour l'étude comparée du régime municipal et des institutions juridiques, un intérêt scientifique d'un caractère moins local. Les peuples de l'ancien royaume de Bourgogne occupant, en effet, une position intermédiaire entre la France, l'Italie et l'Allemagne, et ayant subi l'influence des grandes nationalités plus compactes qui les entouraient, ce n'est pas sans fruit qu'on étudiera chez eux les coutumes des habitants, la naissance et le développement de la vie urbaine : on discernera des traits remarquables d'analogie entre leurs statuts municipaux et ceux de cités souvent lointaines.

Nous avons nous-mêmes, en publiant ces chartes, pressenti et constaté plus d'une fois les résultats intéressants qu'elles peuvent fournir au double point de vue qui vient d'être signalé; mais nous n'avons point la pensée de les consigner ici. Ce qui concerne la ville de Genève et l'ancien diocèse de ce nom, antérieurement à l'année 1312, trouvera sa place dans le Régeste ou répertoire analytique dont nous avons annoncé la mise en œuvre; et pour les siècles suivants, le quatorzième et le quinzième, un grand nombre de documents locaux, qui devraient être rapprochés des chartes communales, attendent encore leur mise au jour. D'autre part, pour entreprendre une étude comparée des statuts municipaux de divers pays, et déterminer ainsi la formation et l'origine réelle de nos franchises, il nous manque tout près de nous, quelques anneaux intermédiaires, dans cette chaîne d'influences entrecroisées qui s'étendait sur l'Europe au moyen âge: telles sont les chartes accordées par des princes de la maison de Savoie à plusieurs localités du Valais et les franchises de la portion du Pays de Vaud qui ne dépendait pas au temporel de l'évêque de Lausanne. Ces pièces ont bien été recueillies par les soins de la So-

ciété d'histoire de la Suisse romande, mais n'ont pas encore pris place dans les Mémoires de cette Société.

Nous nous bornerons donc à esquisser rapidement la série historique des chartes municipales du présent recueil et à signaler ensuite quelques-uns des groupes de dispositions qui méritent d'attirer plus spécialement l'examen des investigateurs.

Quelques-unes des cités qui, en Suisse ou en Allemagne, ont le plus promptement acquis une organisation communale complète et indépendante, étaient construites sur le sol de l'Empire et ne reconnaissaient pas au-dessus d'elles d'autre pouvoir que celui du successeur germanique des Césars. Aucune des villes du diocèse de Genève ne s'est trouvée dans cette position. Toutes dépendaient de seigneuries ou souverainetés territoriales, laïques ou ecclésiastiques, qui, très-diverses quant à l'étendue du pouvoir politique ou à la hiérarchie féodale, se répartissaient entre elles le territoire du diocèse. L'évêque lui-même était au nombre de ces souverains : son pouvoir temporel, pour lequel il relevait immédiatement de l'Empire, s'étendait sur la cité épiscopale, une étroite banlieue et trois mandements ruraux.

Un des huit décanats dont se composait le diocèse, celui d'outre-Rhône, comprenait à lui seul un certain nombre de seigneuries, entre autres celle de Gex possédée par une branche cadette de la maison de Genève et qui passa, vers le milieu du treizième siècle, dans celle de Joinville. Venaient ensuite, en remontant les rives du lac, les domaines moins étendus des sires de Prangins, de Mont et d'Aubonne. Cette dernière seigneurie, qui embrassait la petite ville du même nom, appartenait au commencement du treizième siècle à trois frères : Jaques, Guerric et Pierre. C'est à la suite de discussions existant entre eux sur leurs attributions respectives, qu'une sentence arbitrale, rendue en 1234, formula d'une manière précise les droits des seigneurs et ceux des bourgeois. Notre recueil s'ouvre

par cet acte: sa teneur non moins que sa forme le distingue de la plupart des autres franchises que nous publions; ainsi, nous ne retrouverons nulle part la mention des *aides* féodales. Elles étaient dues aux seigneurs d'Aubonne, lorsqu'ils se rendaient à Rome, au delà des mers, ou à St-Jaques de Compostelle, lorsqu'ils étaient prisonniers, lorsqu'ils mariaient leurs filles, enfin lorsqu'ils acquéraient des terres (1).

Le territoire qui s'étend depuis la rivière d'Arve, à un quart de lieue de Genève, jusqu'à l'extrémité sud du lac d'Annecy, était au treizième siècle sous la domination des comtes de Genevois. Les principales villes étaient : Annecy, Rumilly, Alby, Thônes, La Roche et Cruseilles, cette dernière formant, sous la suzeraineté du comte, l'apanage d'autres membres de sa famille. La baronie de Faucigny qui, par une série de mariages, passa de la maison indigène dans celle de Savoie, puis de celle-ci dans deux races successives des dauphins de Viennois, avait sous sa dépendance la presque totalité du bassin de l'Arve, et possédait les villes de Bonne, Bonneville, Lullin, Cluses et Sallanches. Vers les sources de la même rivière, au pied du Mont-Blanc, les vallées de Chamonix et de Valorsine appartenaient à un prieuré bénédictin, relevant de l'abbaye de Saint-Michel de La Cluse en Piémont. Enfin, les territoires du diocèse non compris dans les limites de ces seigneuries étaient soumis à la maison de Savoie. Les possessions de cette maison étaient ainsi disséminées sur tout le pourtour du diocèse et comprenaient : soit la partie du Chablais située au midi du lac Léman, où l'on trouvait les villes et bourgs d'Evian, de Féterne, de Thonon et d'Yvoire; soit le plateau montueux des Beauges, entre Faverges et Chambéry; soit le décanat de Ceizérieu sur la rive droite du Rhône, dans le département actuel de l'Ain.

(1) Aubonne, art. 2. — Voyez : Notice historique sur le château et les sires d'Aubonne, par D. Martignier, dans *Le pays de Vaud et la Suisse romande*. Lausanne 1838, p. 97.

Ce morcellement multiple de souverainetés a peut-être contribué à hâter, pour plusieurs villes, l'obtention de franchises communales, car en parcourant les dates de leurs concessions, il semble qu'une sorte de rivalité a régné sous ce rapport, à certaines époques, entre les divers seigneurs du pays.

Après la sentence arbitrale d'Aubonne, la première charte de franchises dont le texte nous soit parvenu date de 1265. Elle fut accordée à Evian par ce Pierre de Savoie, surnommé *le petit Charlemagne*, dont l'habileté politique et la valeur guerrière donnèrent une impulsion si grande au pouvoir et à l'influence de la maison de Savoie (2). Cette maison qui aspirait à fonder sur les débris de maintes seigneuries une souveraineté étendue et homogène, avait de bonne heure envisagé comme un des plus utiles moyens d'action, la concession de franchises municipales, grâces auxquelles, dans ses domaines au delà et en deçà des Alpes, se formait, au détriment de la petite noblesse, une classe moyenne industrieuse et volontiers affectionnée au souverain. Les franchises de Suze remontent à Amédée III, mort en 1148: elles furent confirmées le 25 février 1198 (3) par le comte Thomas, qui en accorda également à Aoste (4) et à Pignerol, et de ce côté-ci des Alpes à Ville-

(2) Un de nos compatriotes récemment enlevé à son pays et à la science historique, le colonel Wurstemberger a consacré à Pierre de Savoie un ouvrage d'une remarquable érudition, qui fait connaître, outre la carrière et l'œuvre politique de ce prince, l'ensemble des événements et des institutions de cette époque. Il est intitulé: *Peter der zweite, Graf von Savoyen, sein Haus und seine Lande.* Berne et Zurich 1856 à 1858, 4 vol. in-8. Le quatrième volume, entièrement en latin est consacré aux preuves historiques: il forme un cartulaire chronologique de tous les actes de Pierre de Savoie.

(3) La charte d'Amédée III n'a pas été conservée: celle de Thomas est imprimée dans: Historiæ Patriæ Monumenta, Leges municipales, p. 41.

(4) Hist. Patr. Mon. Leges, p. 33. Voyez: Cibrario, *Storia della monarchia di Savoia*, t. I, p. 234, et Wurstemberg, *Peter der zweite*, t. III, p. 246.

neuve de Chillon en 1214 (5), à Yenne en 1215 (6) et à Chambéry le 14 mars 1232 (7). Un an plus tard, le fils aîné et successeur de Thomas, Amédée IV, conféra à Montmélian (8) une charte à peu près semblable à celle de Chambéry, et Béatrix, veuve de Thomas, de concert avec un autre de ses fils, à Saint-Genis d'Aoste (9). Tout en suivant les traditions de sa famille, Pierre de Savoie se conformait à l'esprit général de sa politique, lorsqu'il dota les bourgeois d'Evian de leurs premières franchises. Il s'était trouvé de bonne heure en contact avec les cités créées ou consolidées par les Zæhringen : Berne et Morat l'avaient désigné comme leur protecteur, et il avait pu apprécier la puissance qu'elles tiraient de leurs institutions ; lorsqu'en 1263, il avait conclu un traité d'alliance avec les citoyens de Genève, il avait cherché à favoriser leurs idées d'émancipation et ceux-ci le regardaient comme un promoteur des franchises municipales (10). L'on doit observer cependant que, dans cette première charte de 1265, Pierre n'a pas érigé Evian en corps de commune, agissant collectivement par l'intermédiaire de représentants tirés de son sein. Ce nouveau degré de développement est dû à un statut du comte Philippe qui, en 1279, sans modifier la charte de son frère, introduit une magistrature élec-

(5) L'existence de ces franchises est signalée dans une convention intervenue, en 1252, entre Amédée IV et le métral de Villeneuve. Il est question dans cet acte de la construction de la ville et de la liberté *quam dominus Thomas pater ipsius fecerat hominibus dicte ville*. Un extrait de ces franchises est donné par Wurstemberger, ouvrage cité, t. III, p. 250, d'après une ancienne collection manuscrite de documents sur l'histoire du pays de Vaud. Il place la date de ces franchises en 1214.

(6) Cibrario, *Storia*, etc. t. I, p. 264.

(7) Le texte en a été publié dans Cibrario et Promis, *Documenti*, etc. p. 126. Voyez : Ménabréa, *Histoire municipale de Chambéry*, ouvrage que la mort prématurée de l'auteur a laissé inachevé ; et Wurstemberger, ouvr. cité, t. III, p. 249 et suiv.

(8) Texte publié dans les Mémoires de la Société savoisienne d'histoire et d'archéologie, t. II, p. 257.

(9) Texte dans les Mém. de la Soc. savois., t. IV, p. 134.

(10) Ed. Mallet, présents Mémoires, t. VII, p. 241.

tive, composée de quatre prud'hommes (*probi homines*) nommés chaque année par les bourgeois et chargés spécialement de percevoir les contributions que les habitants s'imposeront pour leurs affaires et de recevoir les nouveaux bourgeois. C'est la première mention de magistrats municipaux dans les chartes de nos contrées.

La maison de Genève ne tarda point à entrer dans la même voie, peut-être même y avait-elle, dans notre diocèse, précédé celle de Savoie. En effet, Guillaume II, comte de Genevois, mort en 1252, avait concédé à Rumilly des franchises dont le texte primitif n'a pas été conservé, mais qui furent relatées et confirmées dans une charte de 1291. Le 25 avril 1282, Guy de Genève, évêque de Langres et seigneur de Cruseilles, accorde à cette ville, de concert avec son neveu le comte régnant et avec son frère l'évêque de Genève, une charte détaillée de franchises que nous reproduisons, avec quelques corrections, d'après le texte donné déjà par la Société savoisienne. En lisant les chartes de Cruseilles et de Rumilly, on verra qu'elles suivent le même ordre, qu'elles renferment des dispositions presque identiques. La première a été, suivant toute apparence, modelée sur la charte primitive de Rumilly, qui, à son tour, fut reproduite en 1291 avec quelques développements de rédaction.

Au même type appartiennent évidemment, quoique émanées d'un prince de la maison de Savoie, Amédée V, les franchises de Seyssel de 1283. Mais dans les années 1292 et 1293, divers statuts du même ordre, se rattachant à trois souverainetés différentes, nous offrent des caractères tout particuliers. A l'est du diocèse, c'est une sentence arbitrale rendue entre le prieur de Chamonix et ses sujets, à la suite d'une insurrection ou plutôt d'une retraite d'une partie de ceux-ci sur les domaines du comte de Genevois (11). La sentence statue sur seize points de

(11) Comparez la première Charte de franchises de Chamonix, du 26 juillet 1292, avec les pièces sur la même localité, des 19 mai et 21 octobre 1289, publiées présents Mémoires, t. XIV, nos 214 et 217.— Jean Pécloz,

droit public et civil controversés entre les parties, dont les prétentions respectives sont duement ténorisées. Quoique fréquemment rendues dans le sens de la communauté, les décisions de l'arbitre révèlent chez les sujets du prieur une condition civile assez inférieure à celle des habitants des villes de la plaine; ce sont des tempéraments apportés à la taillabilité plutôt que l'avénement définitif de la liberté.

A l'extrémité opposée du diocèse, les coutumes proclamées par Léone, dame de Gex, et par son fils Guillaume, insistent beaucoup plus que celles de Savoie et de Genevois sur les droits des seigneurs; la commune est instituée, mais le château la domine et conserve des attributions considérables.

Une autre Dame souveraine, souvent en démêlés avec Léone, tint comme celle-ci d'une main ferme et pendant de longues années, les rênes de son petit Etat. Béatrix de Faucigny, fille du comte Pierre, avait accordé des franchises à Bonneville; ce fait est rappelé dans un acte postérieur émané des bourgeois de cette ville, mais nous ne connaissons ni la date, ni le texte de la charte donnée par Béatrix. Les seuls statuts conservés jusqu'à nos jours, en tête desquels son nom figure, concernent Sallanches et datent de 1293; ils ne renferment qu'un petit nombre de prescriptions essentiellement relatives aux poids et mesures et à la vente du vin, mais, ce qui mérite d'être signalé, c'est que ces prescriptions ont été, du consentement de Béatrix, qui se borna à les promulguer, librement établies par les bourgeois et jurés de Sallanches.

Cette même ville de Sallanches et d'autres villes du Faucigny furent, vingt ans plus tard, dotées de franchises détaillées qui forment dans notre série de documents un groupe à part, une famille en quelque sorte distincte. Béatrix mourut le 21 avril 1310. Immédiatement après, son petit-fils et successeur,

qui était en 1289 chef des hommes du prieur retirés à Passy, se retrouve, en 1292, à la tête de la communauté de Chamonix, lorsque celle-ci traite avec le même prieur de leurs droits réciproques.

Hugues Dauphin, concéda à Cluses en mai, à Sallanches en juin, à Bonne et à Lullin en août, des franchises presque identiques, rédigées dans un ordre méthodique et avec une certaine élégance de style. L'organisation communale y est très-développée: les bourgeois ont pour organes et instruments de leur volonté, non-seulement quatre prudhommes appelés ici *sindics*, élus chaque année, mais deux officiers désignés par ceux-ci, avec des attributions déterminées. Ces officiers sont: le contrôleur du vin, *cridator vini*, appelé à percevoir la taxe sur ce liquide, et le portier, *porterius*, chargé, soit de garder la ville au moyen de guêts ou védettes dont il est le chef, soit d'exercer une sorte de police municipale.

Les dernières années du règne d'Amédée V de Savoie et la première de son fils Édouard nous présentent en matière municipale une extrême activité législative. En outre de quelques statuts portant sur des points spéciaux, on rencontre, soit dans leurs domaines appartenant au diocèse de Genève, soit dans leurs autres États, une série de chartes toutes sur le même modèle, les unes concédées pour la première fois, les autres développant ou confirmant des franchises précédentes. Telles sont celles qui furent accordées le 17 novembre 1322, par Amédée V, à Saint-Branchier en Valais, puis la confirmation, le 17 novembre 1323, de celles de Saint-Georges d'Espéranche par le comte Édouard. Celui-ci signe de même, en février 1324, les chartes d'Évian, de Thonon et de Saint-Maurice d'Agaune; en mars, celles de Châtelard en Beauges, de Léaz et de Billiat; enfin, en novembre, celles de Saint-Laurent du Pont et d'Ambronay. Quatre de ces chartes ont pris place dans notre recueil, mais toutes les autres peuvent utilement en être rapprochées (12).

Enfin nous trouvons, au milieu du quatorzième siècle, trois franchises des comtes de Genevois, à peu près identiques

(12) Le texte de ces Chartes, à l'exception de celles de St-Maurice, encore inédites et de celles de Billiat, se trouvent dans le tome IV des Mém. de la Soc. savois. p. 164 et 181 et suiv. Voyez la note à la fin du présent recueil.

entre elles, savoir celles de La Roche en 1335, de Thônes en 1350, et d'Annecy en 1365.

Nous venons ainsi de parcourir la série entière des concessions originaires, ou tout au moins des premières chartes connues. Chacune d'elles, pour la plupart des villes, est suivie de plusieurs confirmations ou additions, provoquées, soit par les circonstances politiques, soit par les besoins financiers des souverains, car le prix des concessions ou des confirmations va sans cesse en augmentant, soit par le désir des bourgeois d'interpréter des clauses obscures, ou de se faire reconnaître de nouveaux droits, à l'imitation de leurs voisins, et d'étendre les attributions de leur communauté et de leurs magistrats. Ces ordonnances successives nous font assister au développement des germes de liberté et d'indépendance déposés dans les chartes primitives; elles impriment un cachet particulier à des histoires municipales, dont le point de départ est presque semblable.

A un autre point de vue, néanmoins, en avançant dans l'ordre des temps, la diversité fait place à l'unité : entre les dynasties dont les noms alternaient en quelque sorte en tête des chartes, il en est une qui s'y trouve ensuite presque seule. Le Faucigny, la baronie de Gex, sont réunis à la Savoie au milieu du quatorzième siècle, et le comté de Genevois au commencement du quinzième. C'est donc aux princes de la maison de Savoie que sont dus dès lors, si l'on en excepte Chamonix, toutes les confirmations ou extensions de franchises. Ces chartes ne sont bientôt plus que des dérogations spéciales aux *Statuta Sabaudiæ* qui, publiés en 1430, formèrent dès lors le droit commun de presque tout le diocèse. Nous avons arrêté, en général, à cette même date, la série des documents que nous pensions utiles de mettre au jour.

Les franchises municipales touchent tour à tour à l'histoire générale, au droit public, au droit pénal et à l'instruction criminelle, à toutes les branches du droit civil et de la procédure,

en fin, à l'administration financière et à la police. Pour toute recherche relative à l'une ou à l'autre de ces matières, on trouvera dans nos vieilles chartes de villes quelques articles utiles à consulter et à invoquer; mais si l'on veut saisir la vraie portée et la valeur historique de leurs dispositions, il ne faut pas oublier que, malgré la diversité de leur objet, celles-ci se rattachent toutes à une pensée fondamentale et qu'avec des points de départ ou des formes variables, elles poursuivent un but uniforme. En concédant ou en sanctionnant des franchises, le souverain se proposait essentiellement de déroger en faveur des habitants des villes à la condition générale de ses autres sujets, de les préserver de l'arbitraire et des abus qu'il entraînait: il assurait à une classe spéciale de ses ressortissants un ensemble de garanties et de droits et créait, dans une enceinte déterminée, un régime de liberté, de paix et d'activité industrielle. On ne doit point chercher dès lors dans le texte des franchises d'une ville, la totalité des usages et des institutions qui gouvernaient alors la société, mais en considérer plutôt les dispositions comme des exemptions ou des exceptions apportées à la loi commune de l'époque. Les franchises procèdent d'ailleurs de diverses manières: tantôt elles fixent avec précision, l'étendue des attributions politiques et des redevances que le seigneur se réserve et promet de ne jamais dépasser; tantôt elles consacrent formellement des droits et des libertés reconnues individuellement aux bourgeois ; tantôt enfin, elles créent une organisation collective pour la commune qui, par l'intermédiaire de représentants de son choix, peut désormais exercer des pouvoirs déterminés et légalement reconnus. Ces trois points de vue, que l'on a pris quelquefois pour des chefs distincts de classification, sont intimement liés entre eux, ils se complètent et s'appuient, quelquefois même ils se confondent. Ainsi la détermination exacte des droits du seigneur constitue une liberté véritable pour le bourgeois qui dès lors échappe à l'arbitraire et voit réduites les charges pe-

sant sur lui ; d'autre part, l'affranchissement absolu qu'il obtient à certains égards, n'est que le dernier terme et le plus favorable dans la série des concessions qui distinguent les membres de la commune de tous les autres sujets; enfin, les droits individuels trouvent leur sanction et leur complément dans les attributions confiées à une magistrature communale.

Nous avons dit que le régime exceptionnel créé par les franchises, s'applique à un territoire rigoureusement circonscrit. Cette délimitation est consignée, pour la plupart des villes dans une des premières chartes obtenues; elle a lieu, tantôt au moyen d'indications topographiques qui peuvent offrir encore un certain degré d'intérêt, tantôt, comme à Evian (1265, art. 32), par la fixation d'un rayon de circonférence partant des fossés de la ville et s'étendant soit sur terre soit sur eau. Le sol enfermé dans ces limites est une terre de liberté; elle l'est pour le serf et le taillable qui, après y avoir séjourné durant un an et un jour sans réclamation de leur maître, sont à l'abri de toutes poursuites (13); elle l'est pour le bourgeois qui, le serment prêté et en se soumettant aux obligations vis-à-vis du seigneur et des autorités communales, jouit des droits stipulés, qui même peut, à volonté, quitter la ville (14), devant être à son départ escorté durant un jour et une nuit; elle l'est enfin, pour les étrangers eux-mêmes, simples voyageurs ou mar-

(13) Cette disposition se trouve dans toutes nos franchises, sauf dans celles de Chamonix et de Thonon. Elle constituait, comme on sait, le principe fondamental du droit municipal, et était exprimée par cet adage : « l'air de la ville rend libre; » mais jusqu'où doit-on remonter pour en chercher l'origine? Comment se rattache-t-elle à la procédure germanique et à la saisine d'an et jour? Ces questions mériteraient à elles seules un examen détaillé. Déjà notre traité de Seyssel de 1124 reconnaît à l'évêque le droit de juridiction sur les aubains après un an et un jour de résidence à Genève. — Evian, 1265, art. 1, indique seul de quelle manière la preuve peut être faite. A Annecy, 1367, art. 46, le délai est porté à deux ans pour les taillables des bourgeois de la ville.

(14) A Thônes, cependant, le bourgeois ne pouvait renoncer au serment qu'il avait prêté, qu'avec l'approbation du châtelain et de dix bourgeois, c'est-à-dire moyennant les mêmes formalités que lors de sa réception.

chands, qui, sans être sur un pied d'égalité avec les habitants de la cité, connaissent l'étendue exacte des redevances qu'ils ont à payer, les règles qui leur sont appliquées pour la garantie de leurs personnes et de leurs biens.

Mais cette liberté n'est point l'anarchie et n'exclut pas des obligations multiples vis-à-vis du souverain. Elles lui sont dues à la fois comme au chef de la société politique et comme au seigneur foncier, deux qualités qui, dans le régime féodal, sont étroitement liées et reposent d'ordinaire sur la même tête. Les franchises ne se contentent pas de prescrire, que le comte (nous parlons surtout des villes du Genevois et de la Savoie) doit être reçu honorablement et avec des manifestations de joie, *recepiatur cum magno gaudio*; ses droits sont plus réels. S'il est en guerre, les bourgeois suivent sa bannière, mais le devoir de chevauchée est enfermé dans d'étroites limites. Le temps pendant lequel ils sont tenus de servir à leurs propres dépens, fixé pour Evian à un mois, pour Yvoire à quinze jours, est réduit généralement pour les autres villes, à un jour et une nuit (15). Là même où le délai est le plus long, des prescriptions d'une autre nature viennent alléger le poids du service: ainsi, les bourgeois d'Evian ne sauraient être conduits au delà des diocèses de Sion, de Lausanne et de Genève; ceux d'Yvoire en dehors de ces deux derniers, ni assez avant dans les terres pour qu'ils ne puissent revenir en un jour sur leurs bateaux. Les bourgeois sont en outre tenus envers leur seigneur, à travailler aux murailles de la ville et à former des guets pour sa défense. Ce dernier service est envisagé comme reposant moins sur les individus que sur les maisons: nous voyons, en effet, qu'à Seyssel (art. 13) les maisons appartenant aux chevaliers en sont exemptées; il en est de même à Gex, pour celles où sont les fours, et pour toutes celles où vient d'accoucher la femme ou la belle-fille du propriétaire, appelé seigneur de la maison (16).

(15) Au Châtelard et à Billiat, soumis l'un et l'autre au comte de Savoie, la durée de ce service était de deux jours et deux nuits.

(16) Gex, 1292, art. 23 : « Maison, où gist d'enfant la femme du seigneur

La justice formait, comme la guerre, un des attributs principaux de la puissance publique. A cet égard, le souverain était représenté habituellement par des officiers, nommés Châtelains, qui devaient veiller à la sécurité des personnes et des propriétés. Mais leur protection n'était que trop souvent l'occasion ou le prétexte, soit dans la poursuite des accusés, soit lors de la condamnation, d'abus d'autant plus graves que les peines pécuniaires prononcées dans la plupart des cas étaient, pour le seigneur et ses agents, une des sources les plus abondantes de revenus. Aussi l'instruction criminelle et le droit pénal forment-ils l'objet de prescriptions nombreuses et détaillées.

Une distinction fondamentale est, dans toutes les chartes, à la base de ces deux matières. On y voit constamment séparés : d'une part, une série de crimes envisagés comme attentatoires à la sûreté générale, tels que haute-trahison, brigandage, homicide, hérésie, etc.; d'autre part, tous les autres délits et contraventions, quelle que soit leur nature et leur gravité. Les officiers du comte ont le droit de saisir et de retenir en prison, nonobstant toute offre de cautionnement, les individus accusés des crimes ci-dessus indiqués. La peine qu'ils encourent n'est pas explicitement énoncée, mais ils sont placés sous le pouvoir absolu du seigneur, *in misericordia Domini sunt*, lequel est dès lors en droit de les priver de la vie et de confisquer leurs biens. Quant à tous les autres délits, la condamnation, toujours pécuniaire (17), est exactement déterminée, et lors des poursuites, le prévenu est mis en liberté dès qu'un bourgeois se porte caution pour lui; en tout cas, il ne peut être retenu que dans la prison curiale et non dans le cachot, *in raterio*, où l'on jette les homicides et les traîtres (18).

ou du fils du seigneur, est quitte de guet et echargnet, et de chevauchée, ensemble les maisons où sont les fours. »

(17) D'après les chartes du Faucigny, l'amende est, en cas d'insolvabilité, transformée en une punition corporelle : *levat de corpore ad arbitrium castellani et alicujus sindicorum*. Sallanches, 1310, art. 16; Cluses, id., art. 25, etc.

(18) Voy.: Annecy, 1367, art. 28; Rumilly, 1372, art. 4.

Les articles des franchises se rapportant à des délits et contraventions sont donc, comme ceux des coutumiers des peuples germaniques, de vrais tarifs très-détaillés, dans lesquels il est tenu compte, moins peut-être du dommage causé, que du mode de perpétration de l'acte et du trouble apporté à la paix ou à l'ordre. Les atteintes aux personnes sont prévues et énumérées avec minutie; on distingue celui qui donne un coup avec le poing, avec la paume de la main, avec un bâton, avec une pierre; celui qui tire les cheveux des deux mains, qui sort du fourreau la moitié de son épée, ou qui la sort de la longueur d'une coudée; celui qui jette une pierre de telle sorte que le coup en soit marqué sur le sol ou sur la paroi; celui qui amène une effusion de sang, ou la rupture d'un os ou d'un membre, etc. L'adultère est puni d'une amende, en général de 60 sols, qui est envisagée comme le rachat d'une punition corporelle et humiliante (19); mais la peine à infliger préoccupe moins les rédacteurs des chartes que les moyens de constater le fait, et que la procédure destinée à mettre un terme à de scandaleux abus; ils déterminent quelles serout pour ce délit les preuves légales, ou bien ils font intervenir dans la poursuite les membres de la commune à l'exclusion du châtelain et de ses agents (20). Quoique les délits contre la propriété soient moins détaillés, on en signale néanmoins plusieurs, et la maison du bourgeois, son jardin, ses vignes sont l'objet d'une garantie toute spéciale. Tous les règlements de police, ainsi que tous les devoirs envers le souverain sont, en outre, placés sous la sanction d'une amende exactement fixée.

La condamnation pécuniaire comprend pour la plupart des délits, deux sommes : l'une fixe, l'autre indéterminée. La première, le ban, *bannum*, est due au seigneur, et elle est réduite

(19) Evian, 1265, art. 14 : *Deprehensi in adulterio ambo simul, nudi per villam fustigentur, vel dedecus suum redimant, si maluerint, sexaginta solidis.*

(20) Voy. Seyssel, art. 22; Chamonix, 1292, art. 11 des plaintes des habitants, et même art de l'arbitrage.

de moitié lorsque le délinquant est une femme; la seconde, attribuée à l'offensé à titre d'indemnité est évaluée, pour chaque cas, d'après les circonstances. C'est le Châtelain qui prononce sur les condamnations. Il le fait en s'entourant du conseil de notables de la ville et spécialement de ceux qui ont été élus comme représentants de la commune. Les bourgeois ont de plus le droit d'introduire dans le système pénal de nouveaux délits en fixant les bans qui y correspondent.

Nous ne quitterons pas ce sujet sans signaler quelques cas d'impunité se rattachant, soit au principe de la légitime défense, soit à une sorte de petite police exercée par les bourgeois eux-mêmes. Telle est l'absence de pénalité pour la mort d'un voleur nocturne (21). Telle est aussi la disposition très-générale des franchises, d'après laquelle lorsqu'un homme ou une femme de mauvaises mœurs, *garcio vel garcia*, *fatuus vel fatua*, tient des propos déshonnêtes à un homme ou à une femme honorable, l'offensé ou tout autre assistant peut donner impunément au premier un soufflet, *unam alapam vel unam esclaffam*.

En abordant ce qui concerne le droit civil, nous rencontrons également sur ce domaine, étroitement liées les unes aux autres, les attributions du seigneur et les libertés des bourgeois.

Le premier droit des bourgeois, est d'avoir la libre disposition de leur fortune privée, et c'est, en effet, par la proclamation de ce principe que commencent, en général, toutes les chartes de franchises. On disait des taillables : qu'ils vivaient libres et mouraient serfs. Les bourgeois d'une ville affranchie vivaient et mouraient libres. Ils pouvaient disposer de leurs biens par testament, et s'ils préféraient mourir *ab intestat*, ils étaient assurés que leur fortune passerait à leurs parents jusqu'au quatrième degré de computation canonique. Elle n'était dévolue, au seigneur, qu'à défaut de tout héritier légitime, et

(21) Voy. en particulier la charte de Gex de 1292, art. 45, où les conditions exigées pour l'impunité sont prévues avec précision.

*

après l'attente d'un an et d'un jour, pendant laquelle les biens du défunt étaient confiés à deux notables chargés de payer les dettes; même alors, le seigneur était tenu de défalquer une portion de l'héritage pour les pauvres, et dans les franchises du Faucigny, la fortune en déshérence devait être tout entière consacrée à la réparation des ponts et des routes.

Deux classes de personnes étaient, dans les âges précédents, exceptées de la libre disposition de leurs biens après décès : les bâtards et les usuriers. S'il n'est parlé des premiers, pour les affranchir de cette exception, que dans la seule charte d'Yvoire (art. 6), c'est probablement parce que dans les autres villes comme dans celle-ci, ils étaient assimilés de fait aux autres bourgeois. L'article relatif aux usuriers se retrouve dans plusieurs franchises, et l'on peut juger par le soin avec lequel la confiscation de leurs biens est repoussée, combien étaient grands antérieurement les abus de la fiscalité introduits sous prétexte de commerce usuraire (22). Néanmoins, quelques chartes de villes n'accordent aux usuriers le droit testamentaire et à leurs héritiers celui de leur succéder, qu'autant qu'ils se sont reconciliés avec l'Eglise.

Quant aux biens-fonds placés dans les limites des franchises, ils demeuraient sous la directe du souverain; en conséquence, celui-ci, outre la cense qui pouvait lui-être due par convention, comme à tout autre propriétaire, prélevait un droit de mutation en cas de vente, droit généralement fixé à un douzième ou treizième du prix. Dans quelques villes, le seigneur avait, durant quinze jours, un droit de préférence. Les donations entre vifs sont exemptes de toute taxe pourvu qu'elles ne couvrent point frauduleusement une vente. Enfin, le droit perçu par le seigneur sur chaque toise des maisons faisant front à la rue, constituait un impôt foncier plutôt qu'une redevance, et il tendait constamment à s'abaisser; ainsi de

(22) A Evian, ce n'est qu'en 1298 qu'Amédée V renonce expressément à la confiscation des biens des usuriers.

sept deniers, en 1232, à Chambéry, il est encore de six deniers, en 1265, à Evian (art. 25.) ; puis dans le siècle suivant généralement de deux deniers par toise.

L'industrie et le commerce constituaient dans les villes l'occupation dominante des bourgeois, et y attiraient des cultivateurs ruraux et d'autres personnes étrangères à la commune. Les règles qui se rapportent à cet important sujet sont nombreuses, car elles ont à tenir compte de la position inégale de ces deux classes, et à réserver au seigneur des droits et priviléges multiples. Pour s'en rendre compte, il faut distinguer, du régime des foires et des marchés, les professions industrielles installées d'une manière permanente dans la cité.

Le seigneur intervient dans ces professions, soit par des monopoles appelés bans ou banalités, soit par des redevances pécuniaires ou en nature. A titre de bannalités, il possède d'ordinaire le moulin et le four, parfois même le battoir et l'abreuvoir. Nul ne peut ailleurs moudre son blé, cuire son pain, à moins, disent les chartes, que le meunier ne fasse attendre plus d'un jour et d'une nuit, le fournier assez longtemps pour que la pâte se détériore. Les salaires dus pour ces services sont fixés avec précision, mais les termes employés indiquent que le monopole n'est pas absolu. Le seigneur a en outre le ban du vin durant un mois (23), pendant lequel les bourgeois ne peuvent vendre leur vin au détail sous peine de soixante sols d'amende. Ce droit n'est pas du reste sans restrictions : le vin offert en vente par le seigneur doit être franc et de bon goût, *francum et sapidum*, et le prix ne doit pas dépasser de plus de deux deniers par octave celui auquel on l'a communément vendu le mois précédent. En temps ordinaire, cette vente est le privilége exclusif des bourgeois, mais alors le seigneur prélève une redevance en nature (24).

(23) En général le mois de mai. A Yvoire, art. 11, les quinze premiers jours de mai seulement ; au Châtelard, art. 34, un mois à volonté.

(24) A Evian, 1265, art. 15, cette redevance est fixée à une octave par

Parmi les professions astreintes à des redevances, on peut mentionner encore celles des bouchers, des boulangers et des cordonniers, assujettis à un cens, payable tantôt en argent, tantôt en nature (25). Enfin la position géographique de quelques villes donnait à certaines industries une importance exceptionnelle qu'il est curieux de retrouver dès cette époque dans leurs chartes de franchises. Telles sont la pêche et la vente des poissons, formant en quelque sorte l'objet d'une législation spéciale à Yvoire et à Evian (Charte d'Amédée VIII en 1418); le commerce des bois à Lullin, Bonne et Rumilly; la fabrication des fromages et des vacherins à La Roche, Bonneville; etc.

Les foires et marchés formaient un élément indispensable de toute communauté urbaine, aussi les franchises renferment-elles à leur égard beaucoup de dispositions : fixation des jours pendant lesquels ils doivent se tenir; défense de vendre en dehors de la place même du marché ou de la foire; défense d'acheter à une demi-lieue des portes de la ville ce qu'on apporte pour vendre dans celle-ci; revendication du prix des choses volées, lorsqu'elles ont été involontairement vendues au marché (Evian 1324, art. 11), etc. Mais ce qu'il importe d'examiner, ce sont les obligations imposées aux marchands étrangers et la condition qui leur est faite. Si, d'une manière générale, on leur promet aide et protection, on exige d'eux

muids, puis est réduite de moitié en 1324, art. 26. A Rumilly, 1291, art. 20, et à Annecy, 1367, art. 69, elle n'était que d'une coupe, et il est dit que cette mesure équivalait à la seizième partie de ce qu'un cheval peut porter. Dans d'autres villes, cette redevance est due une seule fois par année. Voyez Bonneville, art. 28.

(25) La redevance des cordonniers consiste généralement en une paire de souliers par an. Des prescriptions analogues avaient lieu fréquemment au moyen âge; ainsi à Neuchâtel, en 1214, le seigneur avait droit à quatre paires de souliers, qui ne devaient être ni des meilleures, ni des plus mauvaises, *nec de melioribus nec de pejoribus*. Dans quelques-unes de nos chartes, un résultat analogue est obtenu par un procédé bizarre : « Avant que le percepteur fasse son choix, le cordonnier est autorisé à prendre dans chaque main une paire de souliers. » Voy. Rumilly, 1291, art. 21 et toutes les chartes du Faucigny en 1310.

un ban double pour les délits commis sur la place du marché, et leurs marchandises sont astreintes à deux genres de taxes : à l'entrée des Etats, le péage, et pour la plupart des ventes, la leyde; les bourgeois sont souvent exempts du premier et constamment de la seconde.

La leyde, dont le tarif détaillé figure dans la plupart des franchises, est régulièrement exigible au moment même du marché, et celui qui la fraude est tenu de l'amende de soixante sols, une des plus fortes stipulées dans nos chartes. Celles-ci accordent néanmoins pour le paiement de la leyde et par conséquent pour l'exemption de l'amende, un certain délai diversement fixé : à Evian (1265, art. 24) jusqu'à la nuit ; à Rumilly (1291, art. 6) jusqu'au retour du marchand dans ses foyers, s'il la fait payer par un tiers. Cette tolérance est même complétée dans quelques franchises par une disposition qui peint naïvement les mœurs de l'époque et qui était destinée à sauvegarder le marchand de bonne foi : « S'il ne trouve personne, disent-elles, qui se charge de porter en ville le montant de la leyde, qu'il le dépose sous une pierre en en plaçant deux l'une à droite et l'autre à gauche en signe de mémorial, et que huit jours après il reprenne son dépôt en présence de témoins et le remette à qui il est dû : il sera quitte alors de toute peine » (26).

Lorsque appelé dans la commune, soit par le commerce, soit par toute autre circonstance, l'étranger venait à y mourir, à qui appartenaient ses biens ? La question devait d'autant plus être résolue dans les franchises que le droit d'aubaine des seigneurs était consacré partout ailleurs dans leurs états. Nos chartes ne consacrent ce droit qu'à Yvoire (art. 18) et encore avec quelques restrictions : les legs faits par l'étranger défunt, sont respectés, et ses vêtements sont attribués à son hôte. Dans les autres franchises, on suit en général la même marche que pour

(26) Voy. : Seyssel, 1285, art. 4 ; Rumilly, 1291, art. 4 ; Châtelard, 1324, art. 5 ; et généralement toutes les franchises de cette partie du diocèse. Une disposition analogue se retrouve dans celles de Chambéry et de Montmélian.

la fortune des bourgeois morts *ab intestat*, c'est-à-dire l'on attend durant l'an et jour la présentation d'un héritier, et après ce terme seulement, les biens sont dévolus au seigneur.

Nous ne prolongerons pas cet aperçu jeté sur nos franchises, et cependant combien de dispositions remarquables ne resterait-il pas à signaler? Crédits accordés aux comtes de Savoie et de Genevois, lorsqu'ils séjournent dans leurs villes ; obligation des marchands, pendant le même séjour, de ne pas refuser la vente de leurs marchandises; prescriptions relatives aux procès des indigents ; règles sur les gages et cautionnements en matière de dettes, ainsi que sur la vente des choses engagées ; droits des propriétaires sur les meubles de leurs locataires; facilités accordées aux indigents dans la poursuite de leurs procès; règlements pour la propreté et la salubrité des villes ; surveillance sévère des poids et mesures, etc. Notre examen a d'ailleurs porté principalement sur les libertés individuelles conférées aux bourgeois mais leurs attributions collectives dues à une organisation municipale et développées à chaque confirmation de leurs franchises, ne mériteraient pas moins une exploration détaillée : on y rencontrerait les droits de la communauté ou de ses chefs électifs, relativement aux forêts et pâturages, à la réception de nouveaux bourgeois, au contrôle de l'instruction criminelle, au prélèvement des taxes, à l'interprétation des franchises douteuses, enfin à la rédaction de nouveaux statuts municipaux. La seule énumération de tous ces points suffit à montrer qu'il faudrait, pour approfondir ce qui concerne chacun d'eux, non une simple introduction, mais un ouvrage étendu ou un ensemble de dissertations spéciales.

Obligés en outre de baser la plupart de nos observations sur celles des chartes du diocèse qui offraient entre elles le plus de points de contact, et fournissaient ainsi une sorte de moyenne du régime communal, nous n'avons pu signaler qu'accidentellement celles qui se rattachent à des localités placées dans des positions exceptionnelles, telles que Gex et Chamonix.

Les franchises de Gex qui se distinguent par leur caractère tout féodal, sont en outre, quant à la forme, les seules du treizième siècle qui soient rédigées en langue française ; elles pourraient ainsi être l'objet d'une étude à la fois philologique et juridique d'une certaine valeur.

Quant à Chamonix (27) la prépondérance de l'organisation seigneuriale ecclésiastique, le caractère tout rural des communautés qui en faisaient partie, et la nature spéciale de son territoire alpestre, se réunissent pour imprimer à la série de ses franchises une physionomie à part, et pour leur donner une valeur particulière. Tout en observant la différence entre la position des sujets du prieur et celle des bourgeois de villes fermées, on suivra avec intérêt les efforts persévérants des premiers pour augmenter leurs droits et limiter ceux de leur seigneur; on reconnaîtra les productions de cette haute vallée ou l'industrie de ses habitants, dans la nature de leurs redevances, telles que la dîme due au prieur sur les peaux d'écureuil et son droit sur les animaux conduits dans les chalets ; enfin la nature du sol y sera manifestée par des règles relatives aux pâturages de montagnes, aux avalanches et aux blocs de pierres entraînés par les torrents. N'y aurait-il pas là tous les éléments d'une monographie intéressant à la fois le jurisconsulte, l'archéologue et le naturaliste?

Un mot en terminant sur la marche que nous avons suivie dans cette publication.

Les textes que nous avons pu nous procurer n'étaient point des originaux, mais des copies, les unes datant du seizième ou

(27) Les chartes de Chamonix mentionnent trois communautés dépendant du Prieur : Chamonix, Valorsine et le Lac. Les deux premières sont assez connues, la troisième l'est moins, et le hameau de ce nom ne figure que sur les cartes fort détaillées. Cette commune, aujourd'hui très-réduite, occupe les pentes du mont Vaudagne, situé à droite de la route entre Servoz et les Ouches. On y remarque les ruines du château dit de *Saint-Michel*, bâti en 1289 par Béatrix de Faucigny. Voy. présents Mémoires, t. XIV, n° 217, p. 219.

dix-septième siècle, remplies d'abréviations et d'une écriture difficile à déchiffrer, les autres transcrites elles-mêmes sur des copies précédentes et présentant ainsi une double chance d'erreurs. La comparaison entre plusieurs textes d'une même charte et celle que nous avons faite entre les chartes bien conservées et les copies défectueuses d'autres localités, nous ont permis de corriger quelques erreurs évidentes des copistes, mais il doit rester dans une publication du genre de la nôtre bien des imperfections auxquelles un lecteur attentif pourra suppléer, et sur lesquelles nous appelons son indulgence.

Dans un petit nombre de cas, les copies renfermaient des mots illisibles ou corrodés que nous avons dû remplacer par des points. Enfin, la division en articles se trouvait déjà adoptée dans les chartes copiées par Mallet et dans quelques-unes de celles qui nous ont été communiquées ; nous avons donc adopté cette forme pour toutes les franchises, même pour celles qui ont été déjà imprimées, estimant que cette division facilite leur lecture et rend seule possibles les citations ou les comparaisons d'une ville à l'autre.

Il nous reste à souhaiter, que cette publication provoque et encourage des recherches sérieuses, sur l'histoire comparée des institutions et du droit, ainsi que sur la vie sociale et économiques dans nos contrées, au moyen âge.

Paul LULLIN. Charles LE FORT.

RECUEIL

DES

FRANCHISES ET LOIS MUNICIPALES

DES

PRINCIPALES VILLES DU DIOCÈSE DE GENÈVE.

AUBONNE.

Avril 1234.

Franchises d'Aubonne, contenues dans un arbitrage intervenu entre Guerric, Jaques et Pierre Putou, seigneurs d'Aubonne.

Nos Michaël Bonimontis, et Humbertus de Lacu Jurensi, abbates, Willelmus de Alione et Rodulfus de Estue, priores, omnibus presentibus et futuris presentem cartam inspecturis, rei geste memoriam in perpetuum cum salute. — Universitati vestre tenore presentium declaramus, quod Guerrico, Jacobo, Petroque Putou Dominis Albone discordantibus ad invicem in quibusdam, prudentium virorum consilio, pax est in eosdem reformata in nostra presentia, sub hac forma, quod ipsi juraverunt, se bona fide manutenturos et conservaturos universa jura et usagia subscripta dicte ville vel Castelli, com omnibus que infra ipsius ville et Castelli terminos continentur. Inter que, tam dicti Domini quam milites et burgenses loci memorati, res Bonimontis et de Lacu et de Estue ecclesiarum nominatim tenentur juramento quasi res proprias conservare. Juraverunt eciam sibi invicem milites et burgenses ville vel Castelli sepe dicti cum predictis Dominis, quod ipsi manutenebunt et conservabunt dicta jura et usagia omnia, que in villa et Castello dicto tenentur vel habentur. Sub eodem juramento nichilominus promittentes se ipsa contra omnes defensuros, si quis contra hec facere attentaret.

Jura autem Dominorum sunt hec.

1. Omnes homines de predicta villa et Castello debent sequi predictos Dominos in expeditionem per unam diem et noctem, in expensis propriis, propter eorum guerram propriam et Dominorum ligiorum. — Si vero Domini ipsos amplius voluerint detinere, eisdem in expensis providebunt. Qui ab expeditione defuerit, debet sexaginta solidos, nisi eum possit evidens necessitas excusare.

2. Dominis eciam ad transmarinas ituros, vel ad Sanctum Jacobum aut Romam peregrinantibus, vel filias suas maritantibus, vel terram ad utilitatem suam et ville acquirentibus, vel captis eciam et redemptis, debent homines eorum eosdem moderate de suo adjuvare. Qui, si donum cuiuslibet eorum nollent acceptare, non possent eis vim facere, sed ad cognitionem nostram, vel ad minus unius ex nobis secum habentis duos milites et duos burgenses juratos, esset emendandum, sive pacifice terminandum.

3. Venditores victualium debent accipere vadimonia terciam partem plus revendenda valencia, ad nummatas scilicet incisas, vel taxatas, et ad ferra equorum. Qui vadimonia nollet accipere debet tres solidos. Sciendum est preterea quod vadimonia Dominorum per annum et diem, juratorum per dies quadraginta, aliorum quorumlibet per septem, debent custodiri. Conmutari eciam debent semel vadimonia Dominorum et juratorum terciam partem plus sorte valentibus illis vadimoniis pro quibus prima fuerint commutanda.

4. Dominus eciam pro eodem precio pro quo et burgenses prius habuerint res que venales fuerint habiturus.

5. Poterunt eciam Domini hospites suos mittere ad burgenses qui possint ipsis in stabulis et in lectis, preter lectum proprium, providere. Quicunque vero renuerit debet tres solidos.

6. Infractores mercati, adulterj testibus ydoneis comprobati, false mensure, sanguinis effusio violenta, et qui per noctem de bastimento ville ceperit, debent sexaginta solidos. Qui de eodem bastimento per diem ceperit, et quilibet violentus percussor, et gladij exemptor, debent tres solidos. Simplex proclamatio debet sex denarios.

7. Quicunque vadimonio laneo, vel lineo, se induerit, vel in lecto se operuerit, proclamatione facta ad Dominum ab eo cuius erit vadimonium, super hac re soluet Domino tres solidos, et conquerenti peiorationem vadimonij restaurabit.

8. Quociens quilibet, contra quem proclamatio coram Domino vel mi-

nisteriali fiet, fide jubere renuerit, debet tres solidos. Hoc excepto, quod si fide jubere nequiverit, jurabit se non posse, ac per juramentum factum sua vadimonia indicans Domino et exponens faciet jus sub eodem juramento.

9. Omnes leges solvantur ut concordatum fuit ad misericordiam Dominorum.

10. Qui vadimonium in mercato vendiderit, jurabit, si pro legitimo homine habeatur, se legitime vendidisse.

11. Fures et proditores de villa vel de Castello erit Domini illius ad cuius dominium pertinebit. Extranei vero ipsius erunt cujus homines ceperint, sive servientes.

12. In rebus communibus, nichil novi fiet, nisi de consensu Dominorum et juratorum ville.

13. In casalibus autem propriis, Domini edificare poterunt et facere quicquid in eorum venerit voluntatem.

14. Recognitum est siquidem in hac compositione, neminem Dominorum habere usagium alterum super alterum, preter furnagia et molendina que in partem Domini Guerrici devenerint. Qui G. molendina et furnos Albone se manutenturum bona fide promisit ad bona usagia et antiqua.

15. Quelibet domus burgensium mittens porcos ad glandem in nemus Domini Jacobi quod est apud Estue, debet eo anno eidem J. unum ueru dou custil et de lumbo.

Verumtamen jura Burgensium sunt hec :

16. Quicumque domum vel focum in villa habuerit, super faciendo communia ville faciet juramentum, alioquin Domini et jurati non sustinebunt ipsum infra villam.

17. Advena eciam qui in villa manere voluerit, in primis secundum usagia ville faciet juramentum. Pro burgensi habendus, si in villa per annum et diem pacifice fuerit demoratus. Si autem ab aliquo fuerit infra annum reclamatus, aliis juratis suo eum consilio foventibus, per Dominum ville suum scilicet jus faciet reclamanti, et Domini eidem et rebus eius per unam diem et noctem conductum prestabunt, si a villa de jure recedere compellatur. Preterea si aliquis Dominorum futurorum nollet facere juramentum, jurati ville sui et alii, donec ipsum juramentum faceret, in nullo ei penitus tenerentur.

18. Si quis burgensium a villa recedere voluerit, petita licencia a Domino suo.

19. Si domum suam vendere voluerit, primo ipsam Domino submonebit, pro minori precio quam alij dimissurus eidem. Dominus vero si emere noluerit, vendicionem faciendam debet, salvo jure suo, concedere et laudare.

20. Qui eciam Dominus et jurati ville per unam diem et noctem conductum prestabunt abeunti, et res eius remanentes, intactas locis omnibus conseruabunt.

21. Sciendum est preterea, quod predicti Domini juramento tenentur, burgenses et res eorum pro posse suo manutenere locis omnibus et tueri.

22. Ipsi itaque burgenses in nemoribus Dominorum infra castellaniam talem habent usum : vivum nemus ad villam claudendam et domos construendas, hoc tamen prius eisdem Dominis indicato; mortuum nemus indifferenter ad cremandum.

23. Mercatores siquidem victualia que ad villam ad vendendum apportantur ad revendendum emere non debebunt, donec Domini et burgenses ad expendendum pro sua ex eis emerint voluntate.

24. Si denique inter Dominos in invicem, vel inter burgenses in invicem, vel inter Dominos ex una parte, et burgenses ex altera, aliquando quicquam emerserit questionis, ad cognitionem nostram debebit emendari, et inter eos concordia reformari.

25. Que omnia ut rata et inconcussa permaneant in futurum, ad universalem sepedictorum Dominorum, juratorum et burgensium petitionem, presentem cartam sigillis nostris fecimus communiri.

26. Notandum vero quod vadimonia burgensium non debent custodiri, nisi per septem dies.

27. Si quis preterea villam aliquando fregerit, vel aliquam in ea violentiam fecerit, jurati ville qui viderint, juramento prestito tenentur ipsum adducere ad Dominum, si venire noluerit spontanea voluntate.

Datum et actum publice apud Albonam Anno Domini m°. cc°. xxx°. iiij°., mense Aprili.

(Collationné par E. Mallet sur l'original aux Arch. d'Aubonne. — Une copie ancienne de ces franchises existe aux Arch. de Laus. Aubonne, N° 1.)

ÉVIAN.

1265 à 1433.

I

1265, Mai. — *Premières franchises concédées aux habitants d'Evian par Pierre, comte de Savoie.*

Nos Petrus Comes Sabaudie, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod nos pro nobis et successoribus nostris donamus et concedimus hominibus de Aquiano, qui modo sunt in dicta villa et pro tempore erunt, libertates et franchisias infrascriptas, que sunt hec, scilicet :

1. Si quis per annum et diem juratus extiterit sine calumpnia repetentis, postea est habendus ut burgensis. Et si infra annum et diem repetitus fuerit et probatur foro repetentis, villa non debet eum retinere. Probationis enim modus talis est. Primo debet probare hominem suum esse talliabilem vel in tallia, et ad eum pertinere jure hereditario, emptionis, dotis vel donationis, per juramentum suum cum tribus ydoneis testibus, vel duobus, ibidem jurantibus, et quod ita viderint et audierint. Homines tamen nostri, talliabiles vel liberi, non debent recipi ad juramentum dicte ville sine consensu nostro speciali. Burgenses vero, et quicunque per annum et diem steterit ut burgensis, si voluerit redire et alibi se transferre, libere potest, et Dominus et villa debet ipsum et bona sua conducere per unum diem et unam noctem.

2. Burgensis et quicumque per annum et diem in dicta villa steterit ut burgensis, libere potest in foro emere et vendere, et non debet leydam. Potest etiam burgensis burgensi pure et libere vendere, unus alteri, res suas et omnia bona sua, pro censu eis imposito, exceptis domibus et casalibus infra villam Aquiani existentibus, de quibus Dominus habebit a venditore duodecim denarios, et ab emptore tercium decimum denarium. Et Dominus potest, si velit, domos et casalia pro eodem precio retinere infra quindecim dies postquam ei, vel nuncio suo, fuerit nunciatum, et non ultra. Dare poterit domum et casale burgensis burgensi, dummodo non det in fraude, vel simulatam fecerit donationem. Quod si fecerit,

Dominus debet percipere jus suum, ut dictum est, tanquam esset facta venditio.

3. Si burgensis insciviter emerit in foro publico rem furtivam de homine non suspecto, et dominus requisierit et eam probaverit esse suam, burgensis suum precium non amittat.

4. Item burgenses possunt condere testamenta sua, et quos volent de jure heredes instituere, exceptis usurariis manifestis, quorum bona quecunque, si decesserint, sunt in voluntate Domini, nisi habeant filium vel filiam de uxore legitima. Et talis filius vel filia habebit immobilia, mobilia erunt in voluntate Domini. Si autem burgensis intestatus decesserit sine liberis, nepotibus, vel aliis propinquis usque ad quartum gradum, Dominus ei succedit, et bona ipsius defuncti ponat in manu duorum proborum hominum vel poni faciat, qui clamores defuncti per consilium Castellani emendent et sedent, usque ad valorem bonorum defuncti, et si quid residuum fuerit, sumpserit. Uxor superstes predicti defuncti, dotis dotalitiique quod ei datur secundum usum patrie, sit contenta.

5. Et si quis extraneus, peregrinus vel viator moritur in villa, Dominus debet per annum et diem bona ipsius defuncti custodire per duos probos homines, et si infra annum et diem venerit aliquis, et probaverit bona illius defuncti ad se pertinere, restituantur ei bona defuncti, expensis factis pro exequiis dicti defuncti deductis. Si vero infra predictum tempus nullus venerit, Dominus de dictis bonis sedabit clamores et solvet debita jamdicti defuncti, et si quid residuum fuerit, suum erit.

6. In villa vel infra terminos nemo debet capi, nisi fuerit latro vel proditor, vel ville seu Domini malefactor, sine judicio vel cognitione.

7. Pascua communia non debet Dominus accensare, nisi de consensu burgensium.

8. Omnes burgenses et advene, ac omnes habitatores, sunt de jurisdictione Domini, et debent in sua Curia litigare.

9. Si clamorem burgensis faceret de aliquo debitore, vel de injuriante ei, usque ad quantitatem decem solidorum et infra, de pleno clamore solvat duodecim denarios; a decem solidis superius, tres solidos. Adversarius adversario suo restituat dictos tres solidos vel duodecim denarios, et debitum solvat, et illatam injuriam ad dictum Curie Domini emendabit.

10. Qui percutit de pugno, dabit Domino tres solidos, et passo duodecim denarios. Si de palma, quinque solidos, et passo viginti denarios. De pede septem solidos, et passo duos solidos et quatuor denarios. Et si quis aliquem ceperit per capillos cum duobus manibus, debet Domino

decem solidos, et passo tres solidos et quatuor denarios. Si cum una manu, Domino quinque solidos et passo viginti denarios. Si sanguinem extraxerit injuriose, et sanguis sit sparsus, debet Domino sexaginta solidos et passo triginta solidos. Qui percutit de baculo sine sanguinis effusione vel mortis periculo, debet Domino viginti solidos. Si sanguis exit, debet Domino sexaginta solidos. Si percussus moritur, ille qui percussit est in misericordia Domini. Qui projicit lapidem contra aliquem volens eum percutere, si ictus lapidis appareat in terra vel in pariete, vel si percutit sine mortis periculo de lapide, debet Domino sexaginta solidos. Si quis extraxerit gladium suum contra aliquem, debet sexaginta solidos. Si quis de lancea vel de aliis gladiis, qui non consueverat deferre stigma fecerit aliquem fraude debet Domino sexaginta solidos. Si quis autem occiderit, bona occidentis et corpus sunt Domini.

11. Bona furum qui confessi sunt de furto vel convicti, sunt in misericordia Domini, et bona etiam proditorum.

12. Si quis de die domum vicini sui fregerit maliciose et in villa, debet Domino sexaginta solidos. Si de nocte, tanquam latro, est in misericordia Domini.

13. In omnibus autem injuriis supradictis, si passus injuriam clamorem fecerit, per visum Curie Domini debet ei satisfactio fieri competenter.

14. Deprehensique in adulterio ambo simul, nudi per villam fustigentur, vel dedecus suum redimant, si maluerint, sexaginta solidos.

15. Item de quolibet modio vini venditi, debet habere Dominus dimidium octavum vini, de dimidio unum quartum, et inferius prorata. Et Dominus habet unum mensem integrum ad vendendum vinum suum, quod debet esse purum et sine pravo sapore, infra quem mensem nullus debet vendere vinum, videlicet in mense Maii. Et si quis infra dictum mensem vinum vendiderit, vinum si quod in vase remanserit est in misericordia Domini, et si totum vas venditum fuerit, venditor tantumdem Domino debet dare.

16. Quotiescunque Dominus voluerit, potest facere venire ad se omnes mensuras, et ille penes quem reperta fuerit falsa mensura, debet Domino tres solidos et mensuram perdit. Si quis similiter falsa ulna, vel falsa mensura, vel falso pondere utatur, est in misericordia Domini. Et si quis haberet duas mensuras vel duo pondera, videlicet parvam et magnam, vel parvum pondus et magnum, ut ad magnam vel magnum emerit, et ad parvam vel parvum venderit, in misericordia Domini est.

17. Omnes ementes vel vendentes, venientes ad forum, debent esse sub custodia Domini et ville, videlicet a flumine Arva usque ad S. Mauricium et per totum lacum, eundo per unum diem, morando et residendo per alterum diem. Et si quis frangit forum aliquem ibidem percutiendo, vulnerando vel trahendo, vel utique rebus suis spoliando, debet sexaginta solidos de bampno, et injuriam passo emendam facere competentem. Et si percussus vel vulneratus propter hoc moritur, ille qui vulneravit est in misericordia Domini.

18. Die vero quo mercatum fuerit, nemo debet vendere in villa extra domum mercati seu fori, bladum, carnes, vel alia que debent vendi in domo mercati. Quod si fecerit, illud quod vendit erit in misericordia Domini.

19. Leydam habebit Dominus, videlicet de blado, secundum quod consuevit dari in foro. De bove et vaca habebit Dominus de leyda unum denarium; de equo, mula et jumento, quatuor denarios; de asino et asina duos denarios; de porco, ove, mutone, yrco et capra, obolum; de vitulo, capriolo qui venduntur duo solidos et ultra, similiter obolum; si inferius, nichil. De panno, tela, mercibus, et de hiis que in mercato venduntur ad pondus, quia mercatores stationes fori solvunt, alia leyda non debetur de predictis.

20. Burgenses, cum opus fuerit, in cavalcatas Domini ibunt propriis expensis, tantum semel in anno per unum mensem, videlicet in episcopatu Gebennensi, Lausannensi et Sedunensi. Si vero ultra ducuntur, debet eis providere Dominus in expensis.

21. Si aliquis de perjurio convictus fuerit, ponatur in scala, aut solvat sexaginta solidos de bampno.

22. De rixis que fiant in villa, debetur credi illis qui interfuerunt utriusque sexus tam parvis quam magnis.

23. Navigium est illorum de Aquiano et de villa, et Dominus debet habere quartum denarium de lucro, nullis deductis expensis. Dominum, et omnes illos qui secum irent, debent portare per lacum, et Dominus tunc debet eis in cibo et potu providere, vel pro singulo homine pro qualibet commessione duos denarios.

24. Si autem aliquis recedat de foro, qui aliquid de quo leydam deberet vendiderit et leydam asportat, debet Domino sexaginta solidos de bampno, nisi infra noctem ipsam reddiderit.

25. Dominus capit teysas domorum et casalium in villa, pro qualibet quarum debetur ei sex denarios per annum, ad festum S. Michaelis.

26. Dominus habet molendina et furnos in villa, et burgenses debent molere in dictis molendinis et furnare in dictis furnis.

27. In supradictis omnibus emendis que fiant passis dampna vel injurias, potest Dominus facere taxationem et moderationem, si viderit expedire.

28. In hiis vero omnibus in quibus homines incurrunt bampna, mulier, si incurrat illa, non debet solvere nisi medietatem ipsius bampni.

29. Concedimus etiam eisdem nundinas in festo B. Dionysii per tres dies durantes.

30. Retinemus tamen nobis quarantenam in dicta villa, videlicet credenciam per quadraginta dies, secundum bonam consuetudinem aliarum villarum francharum de Sabaudia, quem credenciam dicti homines de villa pro se et successoribus suis nobis concedunt.

31. Item qui carnes truycinas vendiderit in macello, vel unam carnem pro alia, solvat de bampno decem solidos. Qui vero carnes morticinas, vel morbosas, vel gravatas, vel aliter viciosas, in macello vendiderit, nisi emptorem de morbo vel vitio certioraverit, solvat pro bampno viginti solidos. Et quilibet macellaverit, teneatur accusare venditorem hujus modi.

32. Termini vero predicte libertatis, et infra quos predicte libertates servari debent, sunt hii : videlicet ducente teysie circumquaque villam ex utraque parte, tam per terram quam per aquam.

33. Item concedimus eisdem hominibus, quod nullus in die fori extra portas ville per dimidiam leucam aliquid emat quod ad forum adportatur, et quicunque emerit, solvat pro bampno tres solidos et res emptas amittat.

34. Propterea concedimus eis, non obstante quod supra diximus, quod homines nostri liberi recipi possint ad juramentum dicte ville, ita tamen quod mansum tenerent in villa sicut ante, et quod pretextu libertatis predicte non possint ad alium Dominum se transferre.

Et ut predicta omnia et singula robur obtineant perpetue firmitatis, presentem litteram impressione sigilli nostri fecimus communiri. Actum A. D. m°. cc°. lx°. quinto, mense Maii.

(Bibl. de Laus. Chroniq. Prevost, f° 25. — Wurstemberg, Peter der zweite, T. IV, N° 687, p. 377.)

II

1279, 22 Juin. — *Philippe, comte de Savoie, accorde aux habitants d'Evian le droit d'élire quatre prudhommes chargés de percevoir les contributions qu'ils s'imposeront pour leurs affaires, et de recevoir tous ceux qu'ils voudront, sauf les hommes du comte, au serment et aux franchises de la ville. Il leur concède en outre des droits de pâturage sur son domaine.*

Nos Philippus Comes Sabaudie, notum facimus universis, quod nos pro nobis et successoribus nostris, damus et concedimus hominibus nostris de Aquiano qui nunc sunt et pro tempore fuerint, quod ipsi possint pro voluntate sua eligere, et eligant et ponant quatuor probos homines ex ipsis, qui levent et recuperent et percipiant in castellania Aquiano, authoritate sua propria, sine Castellano et mistrali nostro, levas quas nunc ipsis facient tam pro cavalcatis quam pro aliis suis negociis, ita quod de hiis que levabunt et recuperabunt predicti quatuor homines probi nobis coram aliis probis hominibus dicte ville legitimam rationem et computum reddere teneantur. — Item damus et concedimus dictis hominibus quod ipsi utantur et fruantur de pascuis communibus, pro libito voluntatis eorum, per totum nostrum dominium a rippa lacus usque ad Vginam, et a Drancia usque ad nemus de Brest. — Item damus et concedimus dictis hominibus quod predicti quatuor probi homines possint recipere et recipiant quandoque volunt quoscunque homines ad juramentum et suam franchesiam dicte ville, sine nostro Castellano et nostro mandato, exceptis nostris hominibus. Quos ipsi percipiant, habeant et teneant prout continetur in franchesia dicte ville. — In cujus rei testimonium, sigillum nostrum presentibus duximus apponendum. Datum apud Aquianum, die jovis ante festum B. Johannis baptiste, anno Domini m° cc° septuagesimo nono.

(Cette charte ainsi que les suivantes ont été copiées par E. Mallet d'après la Chron. Prevost, Bibl. de Laus.)

III

1285, 30 Août. — *Amédée V, comte de Savoie, accorde aux quatre prudhommes nommés par les habitants d'Evian, le droit de disposer de la forêt de Brest et d'y établir un forestier.*

Nos Amedeus Comes Sabaudie, notum facimus universis quod nos pro

nobis et successoribus nostris, volentes hominibus ville Aquiani qui nunc sunt vel pro tempore fuerint graciam facere specialem, damus et concedimus eisdem quod quatuor probi homines quos ipsi ponunt ex ipsis communiter pro levis suis faciendis et recuperandis, et aliis suis negociis faciendis, possint prout eis videbitur pro voluntate sua facere et ordinare quidquid voluerint de nostro nemore de Brest, cum omnibus ejus pertinenciis et appendenciis, tam in monte quam in planitia, ad opus et utilitatem hominum dicte ville : et quod ipsi ponant pro voluntate sua ibidem foresterium qui presentetur nostro Castellano Aquiani, et juret servare bampna que nos et predecessores nostri habemus, et hactenus consuevimus habere ibidem. Dantes et concedentes possessionem et proprietatem dicti nemoris hominibus supradictis. Mandantes et precipientes nostro Castellano Aquiani qui pro tempore fuerit, quatenus servet et custodiat, et ab omnibus faciat inviolabiliter observare ordinationem factam vel fiendam supra dictum nemus per dictos quatuor probos homines, et possessionem et proprietatem dicti nemoris dictis hominibus ab omnibus et contra omnes manuteneat et deffendat. In cujus rei testimonium, sigillum nostrum duximus presentibus litteris apponendum. Datum Aquiani in crastino decollationis B. Johannis baptiste, anno Domini m°. cc°. octuagesimo quinto.

IV

1298, 10 Novembre. — *Amédée V, comte de Savoie, réduit au quinzième, au lieu du douzième ou du treizième, le droit à percevoir par lui sur les immeubles de son fief, qui sont vendus dans le territoire d'Evian hors de la ville. Il renonce aussi à la confiscation des biens des usuriers, et reçoit pour ces concessions cinquante livres lausannoises.*

Nos Amedeus Comes Sabaudie, notum facimus universis quod, cum questio verteretur inter nos ex una parte, burgensesque et habitatores nostros Aquiani ex altera, super eo quod nos dicebamus dozenum et trezenum ad nos pertinere debere in omnibus rebus immobilibus de nostro feudo existentibus in territorio Aquiani, extra villam ipsius loci, quocumque nomine censeantur, quocienscunque contingeret ipsas vendi. Item super eo quod dicebamus omnia bona usurariorum morantium in ipsa villa et morientium ad nos similiter pertinere. Nos de predictis omnibus et singulis ad bonam pacem, concordiam et transactionem amicabiliter componendo

cum dictis burgensibus et habitatoribus nostris dicte ville, pro nobis, heredibus et successoribus nostris, devenimus in hunc modum, videlicet quod de omnibus rebus immobilibus in dicto territorio extra dictam villam existentibus de feudo nostro, que vendentur de cetero ibidem, percipere et habere debeamus solummodo quinzenum, quem quinzenum venditor et emptor communiter nobis solvere teneantur. Et de predictis omnibus, dictos burgenses et habitatores nostros ipsius ville qui nunc sunt et qui pro tempore fuerint et eorum heredes et successores, ut melius possumus, pro nobis et nostris liberamus, absolvimus et quittamus pro quindeno predicto ut prelegitur solvendo, et pro quinquaginta libris Lausanen. quas a dictis burgensibus et habitatoribus confitemur nos habuisse et recepisse per manum Humberti de Balmo Castellani nostri dicti loci, in bona pecunia numerata, de quibus ipsos et eorum heredes solvimus et quittamus. Nolumus itaque quod bona aliquorum usurariorum in dicta villa habitantium de cetero morituroruni impediantur, seysiantur, vel aliquathenus turbentur per aliquos Castellanos vel familiares nostros qui nunc sunt vel pro tempore fuerint, ex eo quod sint vel esse dicantur usurarii. Quod si fieret, illud esse volumus irritum et inane, et ipsos usurarios et eorum heredes a manu mortua, racione usurarie pravitatis, pro nobis et nostris solvimus et quittamus. Et est actum ex pacto inter nos et dictos burgenses super predictis, quod si alique venditiones sive alienationes aliquo modo usque nunc facte fuerint per dictos burgenses super rebus de nostro feudo existentibus extra dictam villam in territorio ipsius ville, propter quas nobis esset jus aliquod acquisitum, ratione dictorum duodeni et trezeni, quod illud jus supradictis burgensibus quittaremus. Igitur illud jus, si quod nobis competit occasione predicta erga ipsos burgenses, sibi et suis similiter remittimus et quittamus. Promittentes bona fide predicta omnia rata habere perpetue ac tenere, et non contra facere vel venire. In quorum omnium robur et testimonium, sigillum nostrum duximus presentibus apponendum. Datum apud S. Mauricium Aganen. die Lune ante festum B. Martini yemalis, A. D. m°. cc°. nonagesimo octavo. Expeditum per D. Nycolaum de Billens, legum doctorem, clericum nostrum. Datum ut supra.

V

1322, 20 Septembre. — *Galesius de Balme, bailli de Chablais et de Genevois, afin de pourvoir à la construction des murs et des fortifications d'Evian, ordonnée par le comte Amédée, établit, d'accord avec la majorité des prud-hommes de cette ville et pour le terme de six ans, un nouvel impôt sur certains objets vendus au marché; puis il adjuge publiquement le fermage de cette taxe.*

Le 3 octobre suivant, Amédée V, comte de Savoie, approuve ces dispositions et reçoit des adjudicataires vingt sols de gros.

Nos Galesius de Balma, miles, Ballivus Chablasii et Gebenn. et Castellanus Aquiani et Fisterne pro ill. viro D. Amedeo Comite Sabaudie, notum facimus universis quod, cum per dictum D. nostrum nobis expresse nunciatum fuerit, quod nos villam Aquiani claudi et bastiri de muris et aliis necessariis faceremus per universitatem burgensium ville Aquiani supradicte, nos pro predictis exequendis majorem partem proborum hominum dicte ville venire fecimus coram nobis, et quia ad presens commode fieri vel levari non potest aliqua levata vel contributio per universitatem predictam, quibus predictis clausuris possent celeriter expediri, nos de consilio et consensu dictorum proborum hominum, modum dictarum clausurarum faciendarum ordinavimus prout inferius continetur.

1. Quod omnis habens casalia in villa predicta, a parte clausurarum, ipsas clausuras faciant ad expensas suas proprias de muro quatuor pedum in egresso quocum precedunt quomodolibet calce in fronte, et quod illis facientibus illas clausuras calce necessaria de communi inferius declarato.

2. Item quod porte et alie clausure extra dicta casalia faciende, fiant et fieri debeant de communi infrascripto.

3. Quod commune, ad requisitionem dictorum proborum hominum vice nomine dicti D. nostri, considerata ejus utilitate, percipi et levari concessimus et dedimus per probos homines predictos ad opus dictarum portarum et clausurarum. Dictum commune dandum ut supra, per sex annos in festo B. Martini yemalis currente A. D. 1322 incohandos, et eadem die ipsis sex annis revolutis finiendos. Commune vero predictum tale est, videlicet quod levetur de quolibet equo vel equa venditis in foro Aquiani duos denarios, de quolibet bove vel vacca unum denarium, de qualibet bestia minuta unum obolum, de qualibet duodena caseorum

et de quolibet sero unum obolum, de quolibet modio spullis seu corticis sex denarios, de quolibet sextario vini venditi ad tabernam unum quarteronum, de quolibet modio vini apportato infra villam Aquiani per extraneos ad vendendum quatuor solidos gebenn. — Quibus sic actis et ordinatis ut dicte clausure fieri possint citius et compleri, preconizari publice fecimus si aliquis esset qui dictum commune, sive collectam istam, vellet per dictos sex annos emere ad hoc quod precium inde receptum ad usum predictum ..... implicet. Et tunc apparuerunt Girardus Badais et Guill. de Castillione, qui de dicto communi, sive collecta, dare obtulerunt per dictos sex annos centum libras gebenn. Nos vero iterum, semel et pluries, publice preconizari fecimus si quis esset qui de dicto communi, sive collecta, per dictum tempus plus dare vellet, et ulterius preconizationem predictam per unius mensis temporis intervallum, et quod nemo apparuit qui tantum vel plus dare vellet, nos de consensu dictorum proborum hominum, dictum commune, vel collectam percipiendam et levandam per sex annos predictos, concessimus prefatis Girardo et Guilliermo pro precio supradicto. Quod precium ipsi Girardus et Guillermus solvere et implicare tenentur in clausuris predictis infra proximum festum nativitatis B. Johannis baptiste, ad consilium nostrum vel Castellani Aquiani qui pro tempore fuerit, et quatuor sindicorum ville Aquiani. — Volumus etiam et concedimus, vice et nomine quibus supra, quod duo homines qui pro predictis Girardo et Guilliermo dictum commune, sive collectam, per dictos sex annos colligent et levabant, ab omnibus calvacatis et bampnis calvacatarum sint liberi et immunes. In quorum testimonium sigillum nostrum nos Ballivus predictus duximus presentibus apponendum. Datum Aquiani, vigesima die mensis septembris A. D. m°. ccc°. vigesimo secundo.

Nos Amedeus Comes Chablasii, Sabaudie, etc., notum facimus universis quod, nos commune, sive collectam, concessas burgensibus nostris Aquiani per D. Gal. de Balma, Ballivum nostrum Chablasii, prout continetur in litteris hic annexis, laudamus et approbamus burgensibus supradictis, una cum venditione facta de dicto communo Girardo Badais et Guillermo de Castillione, et hoc pro viginti solidis grossorum, quos de precio dicti communis habuimus et recepimus a dictis Girardo et Guillermo. — Datum Chamberiaci, tertia die octobris A. D. m°. ccc°. vigesimo secundo.

VI

1324, 1er Février. — *Edouard, comte de Savoie, confirme aux bourgeois et habitants d'Evian leurs franchises antérieures et leur en accorde de nouvelles. Il reçoit pour ces rénovation et concession quatre livres fortes tournois.*

Edduardus Comes Sabaudie et in Italia Marchio, universis presentibus et futuris rei geste memoriam cum salute. Per dilectos burgenses et habitatores ville nostre Aquiani nobis extitit sepissime supplicatum quod, cum olim per inclite recordationis D. D. Petrum et Phillipum patruos nostros, ac carissimum Dominum et patrem nostrum D. Amedeum, quondam Comites Sabaudie predecessores nostros, franchesie, libertates et immunitates quam plurime concesse fuerunt burgensibus et habitatoribus predictis a diu . . . . . litterarum voluminibus collecte, quod quia per totidem scripturarum multitudinem quodam modo confusio perditionis ac oblivionis periculum sequebatur, dignaremur omnes litteras franchesiarum, libertatum et immunitatum ville predicte in unum volumen redigere, et si quid in eisdem ambiguum fuerit, presentibus litteris declarare. Nos ipsorum burgensium et habitatorum supplicationi et precibus inclinati, et dictorum nostrorum predecessorum vestigiis inherentes, infrascriptas franchesias, libertates, immunitates et privilegia, prefatis burgensibus et habitatoribus ville nostre predicte et posteritati eorumdem, pro nobis et heredibus ac successoribus nostris renovamus, declaramus, concedimus et donamus, et ipsas renovationem, declarationem, concessionem et donationem, ne propter oblivionis dispendium processu temporis evanescant, per modos infrascriptos scriptura presenti duximus eternandas.

1. In primis quidem volumus et concedimus quod, si quis per annum et diem burgensis et juratus ville predicte extiterit sine calumpnia repetentis, ex inde habendus est ut burgensis. Et si infra annum et diem repetitus fuerit et probatus fore repetentis, villa eum non debet retinere. Probationis autem modus super repetitione talis est. Primo debebit repetens hominem repetitum probare suum esse talliabilem vel non talliabilem et ad eum pertinere jure hereditario, emptionis, dotis vel donationis per juramentum suum cum tribus ydoneis testibus, vel saltem duobus jurantibus illud idem. Homines tamen nostri talliabiles non debent ad juramentum et burgesiam dicte ville recipi sine nostro consensu speciali.

2. Item volumus et concedimus quod predicti burgenses et habitatores ville predicte qui nunc sunt et qui pro tempore fuerint, possint, et eis liceat quandocumque voluerint et eis videbitur expedire, eligere, ponere et ordinare quatuor probos homines ex ipsis, quos duxerint eligendos, et ipsos quatuor constituere et facere Syndicos, procuratores et yconomos dicte ville et habitatorum in eadem. Qui quidem quatuor sic electi possint et eis liceat levas et contributiones communes inter ipsos burgenses et habitatores facere, ordinare, recipere et recuperare : et pro ipsa recuperatione pignorare auctoritate sua propria, sine licencia Castellani, vel mistralis, vel alicujus altèrius magistratus, tam pro calvacatis et expensis calvacatorum quam pro aliis suis negociis quibuscumque. Ita tamen quod, de hiis que predicti quatuor Sindici pro predictis recipient et levabunt, aliis probis hominibus dicte ville bonum computum et rationem legittimam reddere teneantur.

3. Item volumus quod predicti quatuor Sindici possint et eis liceat, quandocumque voluerint, recipere ad juramentum et franchesiam dicte ville omnes et singulos homines quicunque sint et cujuscunque conditionis existant, mandato nostro vel alicujus officiarii nostri super hoc minime requisito, exceptis hominibus nostris talliabilibus ut supra. Et hoc nobis salvo, quod homines nostri liberi ad predictum juramentum et franchesiam recepti in ipsa villa, nostri remaneant, et quod pretextu libertatis presentis non possint ad aliud dominium se transferre. Et in omnibus aliis casibus volumus ipsos presenti franchesia gaudere.

4. Item volumus et concedimus quod predicti quatuor Sindici, qui pro tempore positi fuerint et electi, ab omnibus calvacatis sint liberi et immunes, obsidionis necessitate et casu de foreri dumtaxat exceptis, et exceptis illis de dicta villa qui debent vel assueti fuerint ad calvacatas ire cum equo vel corserio valente triginta libras gebennenses.

5. Item volumus et concedimus quod dicti burgenses et habitatores dicte ville utantur et fruantur pascuis communibus, pro suis libito voluntatibus, per totum districtum et dominium nostrum, a ripa lacus usque ad aquam de Ugina, et a Drancia usque ad nemus de Brest. Et ipsa pascua accensare alicui non debeamus sine consensu burgensium predictorum.

6. Item Burgenses et quicunque per annum et diem vel plus steteret ut burgensis, si recedere voluerit et alibi se transferre, libere potest, et Castellanus et villa debent ipsum et bona sua conducere per unum diem et unam noctem.

7. Item Burgenses dicte ville, qui per annum et diem in villa steterint

ut burgenses, libere possunt in foro dicte ville emere et vendere sine leyda per ipsos solvenda.

8. Item de domibus et casalibus que venduntur infra villam Aquiani habere debemus, videlicet a venditore duodecim denarios et ab emptore tertium decimum denarium. Et ipsas domos et casalia, pro pretio inter ipsos quesito, si volumus retinere, infra quindecim dies postquam nobis, vel castellano nostro dicti loci qui pro tempore fuerit, extiterit nunciatum et non ultra.

9. Item Burgensis burgensi dare poterit domum aut casale, dummodo non det in fraudem, vel simulatam faciat donationem Quod si fecerit, percipere debemus jus nostrum, ut supra dictum est, ac si jure venditio esset facta.

10. Item de omnibus rebus immobilibus, extra villam predictam in toto territorio Aquiani existentibus de nostro feudo, que venduntur, habere et percipere debemus quindecimum pretii denarium, quo quidem emptor et venditor solvere communiter teneantur.

11. Item si burgensis inscienter emerit in foro publico rem furtivam de homine non suspecto, et dominus rei venerit et eam probaverit esse suam, burgensis suum pretium non amittet.

12. Item volumus et concedimus quod omnes et quilibet burgenses dicte ville possint et eis liceat condere testamentum et de bonis suis ordinare inter vivos per donationes, vel modo alio quocunque, aut in ultima volontate testando, codicillando, legando, donando causa mortis. Et quos voluerit eligere et heredes instituere cuiuscunque conditionis existant, sive sit legitimus, sive illegitimus vel bastardus, sive usurarius manifestus. Et quod eius ordinatio valeat et inconcussa firmiter teneatur.

13. Item si aliquis burgensis dicte ville sine testamento vel ordinatione alia decesserit, bona ipsius decedentis mobilia et immobilia pertineant primo ad liberos si quos habet, alioquin ad proximiores heredes usque ad quartum gradum consanguinitatis inclusive, computatis gradibus secundum canonicam equitatem, etiam si decedens bastardus vel illegitimus fuerit vel usurarius manifestus.

14. Nolumus itaque quod bona aliquorum usurariorum in dicta villa habitentium processu temporis moriturorum impediantur, saisiantur vel aliquatenus perturbentur per aliquos Castellanos vel familiares nostros, seu Justiciarios nostros, occasione aliqua qua sint, esse, vel fuisse dicantur usurarii. Quod si contra fuerit illud volumus esse irritum et inane. Et

ipsos usurarios et heredes eorum et bona a manu mortua ratione usurarie pravitatis pro nobis et nostris perpetue solvimus et quittamus.

15. Si autem burgensis intestatus decesserit sine liberis, nepotibus vel aliis propinquis usque ad quartum gradum, Dominus ei succedet, et bona ipsius defuncti ponet vel poni faciet in manu duorum proborum hominum, qui clamores defuncti per consilium Castellani emendent et sedent usque ad valorem bonorum defuncti, et si quod residuum fuerit Domini erit. Uxor vero superstes predicti intestati, pro dote et dotalitio quod ei datur secundum usum patrie, sit contenta.

16. Et si quis peregrinus vel viator moriatur in villa, Dominus debet per annum et diem bona ipsius per duos probos homines facere custodiri, et si infra annum et diem venerit aliquis et probaverit bona illius defuncti ad se pertinere, restituantur ei dicta bona, espensis factis in exeguiis dicti defuncti deductis. Si vero infra dictum tempus nullus venerit, de dictis bonis sedabit clamores et solvet debita jam defuncti, et si quid residuum fuerit suum erit.

17. Item volumus et concedimus quod nullus personaliter capi debeat vel detineatur in dicta villa Aquiani, vel infra ipsius ville franchesiarum terminos, sine judicio vel cognitione, nisi fuerit latro vel homicida, vel proditor, vel nisi tale delictum enorme commisierit per quod meruerit sententiam capitalem.

18. Item omnes burgenses, advene et habitatores dicte ville sint de jurisdictione Domini, et debent in sua Curia litigare.

19. Item si clamorem burgensis vel aliquis fecerit de aliquo debitore, vel de injuriante, usque ad quantitatem decem solidorum et infra, de plano clamore solvat duodecim denarios. A decem solidis vero superius, tres solidos. Adversarius adversario restituet dictos tres solidos vel duodecim denarios et debitum solvet, et illatam injuriam ad dictam Curiam Domini emendabit.

20. Qui percutit de pugno debet Domino tres solidos et passo duodecim denarios. Si de palma, quinque solidos et passo viginti denarios. De pede, septem solidos et passo duos solidos quatuor denarios. Et si aliquis aliquem ceperit per capillos cum duabus manibus, debet Domino decem solidos et passo viginti denarios.

21. Qui sanguinem ab aliquo extraxerit injuriose et sanguis sit superfusus, debet Domino sexaginta solidos et passo triginta. — Qui percutit de baculo sine sanguinis effusione et mortis periculo, debet Domino decem solidos. Si sanguis erit, debet Domino sexaginta solidos. — Si percussus

moriatur ex ictu illius, qui percussit est in misericordia Domini. — Qui projicit lapidem contra aliquem volens eum percutere, si ictus lapidis appareat in terra vel in pariete, vel si percutit sine mortis periculo de lapide, debet Domino sexaginta solidos. — Si quis aliquem occidit, bona occidentis et corpus sunt Domini.

22. Bona furum qui confessi sunt de furto vel convicti, sunt in misericordia Domini et bona etiam predictorum.

23. Si quis de die domum sui vicini fregerit maliciose in villa, debet Domino sexaginta solidos. Si quis nocte, tanquam latro, est in misericordia Domini.

24. In omnibus autem injuriis supradictis, si passus injuriam, clamorem fecerit per visum Curie Domini, debet ei satisfactio competenter fieri.

25. Deprehensique in adulterio ambo simul, per villam fustigentur, vel dedecus suum redimant, si maluerint, sexaginta solidis.

26. Item de quolibet modio vini vendito ad minutum seu tabernam debet habere Dominus dimidiam octanam vini. De dimidio modio vini, unum quarteronnum, et inferius pro rata.

27. Item Dominus habet unum mensem integrum in anno, videlicet mensem Maii, ad vendendum vinum suum, quod debet esse purum et sine pravo sapore. Infra quem mensem, nullus alius debet vinum vendere ad tabernam, sive ad minutam mensuram. Et si quis infra dictum mensem vinum vendiderit, vinum si quod in vase remanserit est in misericordia Domini. Et si totum vas venditum fuerit, venditor tantundem Domino debet dare. Volumus tamen quod, infra dictum mensem, quilibet burgensis possit vinum suum vendere in grossum cuilibet qui vinum voluerit emere ad portandum extra dictam villam, dum tamen ipsum vinum in grosso venditum non remaneat infra parrochias Aquiani et Novacelle.

28. Item quotienscunque Dominus voluerit, potest ad se facere venire omnes mensuras, et ille penes quem reperta fuerit falsa mensura debet Domino tres solidos, et mensuram perdit. — Si quis falsa ulna vel falso pondere utatur est in misericordia Domini. — Et si quis habet duas mensuras vel duo pondera, videlicet parvam vel magnam, vel parvum pondus et magnum, et ad magnum emeret et ad parvum vel parvam venderet, est in misericordia Domini.

29. Item omnes ementes vel vendentes ad forum Aquiani debent esse sub custodia Domini et ville, videlicet a flumine Arve usque ad sanctum Mauritium et per totum lacum, eundo per unum diem, morando et re-

deundo per alterum. Et si quis fregerit forum aliquem ibi percutiendo, vulnerando vel trahendo, vel aliquem rebus suis spoliando, debet sexaginta solidos de banno et injuriam passo emendam facere competentem. Et si percussus vel vulneratus propter hoc moritur, ille qui vulneravit est in misericordia Domini.

30. Item die qua mercatum fuerit in dicta villa, nemo debet vendere in villa extra domum vel plateam mercati, seu fori, bladum, vel carnes, vel que in domo mercati vendi debent. Quod si fecerit, illud quod vendet sit in misericordia Domini.

31. Item Dominus habebit leydam, videlicet de blado, et secundum quod consuevit dari in foro. De bove et vacca habebit Dominus pro leyda unum denarium. De equo, mulo et jumento quatuor denarios. De asino et asina duos denarios. De porco, ove, moutone et capra unum obolum. De vitulo, capricolo vel agnicolo qui venduntur duos solidos vel ultra, similiter unum obolum, et inferius nihil. De pannis, et telis, mercibus et de hiis que in mercato venduntur ad pondus, quia mercatores solvunt oblationes fori, alia leyda non dabitur de hiisdem.

32. Item burgenses, cum opus fuerit, exceptis quatuor Syndicis ut supra, ibunt in calvacatis Domini propriis expensis tantum semel in anno per unum mensem, videlicet in episcopatibus Gebenn. Lausann. et Sedunen. Si vero ultra ducantur, debet eis providere Dominus in expensis.

33. Si quis de perjurio convictus fuerit, ponatur in scala, aut solvat sexaginta solidos de banno.

34. Item de rixia que fiunt in villa, debetur credi illis qui interfuerunt utriusque sexus tam parvis quam magnis.

35. Item navigium est illorum de prèdicta villa et Dominus debet habere quartum denarium de lucro, nullis deductis expensis.

36. Item Dominum et omnes illos qui secum irent debent portare per lacum, et Dominus debet eis in cibo et potu providere, vel pro singulo homine et pro qualibet comestione dare duos denarios.

37. Item si aliquis recedat de foro qui aliquid de quo leydam debeat vendiderit, et leydam absportet, debet Domino sexaginta solidos de banno, nisi infra noctem ipsam reddiderit.

38. Item Dominus habet theysias domorum et casalium in villa, videlicet pro quolibet theysia a parte anteriori domus sex denarios gebenn. per annum, in festo beati Michaelis.

39. Item Dominus debet habere in villa molendina et furnos, et Burgenses debent molere in dictis molendinis et furneare in dictis furnis.

40. Item in omnibus supradictis emendis que fient passis damnum vel injuriam, potest Dominus facere taxationem et moderationem competentem si videbit expedire. In hiis vero omnibus in quibus homines incurrunt bannum, mulier si incurrat illud, non debet solvere nisi medietatem illius banni.

41. Item concedimus dictis burgensibus nundinas in dicta villa, quolibet anno, quarta die festi B^{i}. Martini hyemalis, duraturas per tres dies.

42. Item retinemus nobis quarentenam in dicta villa vel credentiam pro quadraginta dies, secundum bonam consuetudinem aliarum villarum de Sabaudia, quam credentiam dicti burgenses, pro se et suis, nobis concedunt.

43. Item qui carnes truyneas vendiderit in macello, vel unam carnem pro alia, solvat pro bamno decem solidos. Qui vero carnes morticinas, vel morbosas, vel gravatas, vel aliter viciosas in macello vendiderit, nisi emptorem de morbo, vel vitio, certioraverit, solvat pro bamno viginti solidos. Et quilibet macellarius teneatur accusare venditorem hujus modi per suum juramentum.

44. Item confines et termini predictarum franchesiarum, libertatum, immunitatum, et infra quos predicte libertates et immunitates servari debent, sunt hii : videlicet ducente thesie circumquoque dictam villam ex utraque parte tam per terram quam per aquam.

45. Item volumus quod nullus, die fori Aquiani, extra portas dicte ville per dimidiam leucam aliquid emat quod ad forum adportetur. Et si quis contra fecerit, solvat pro bamno tres solidos et rem emptam amittat.

46. Item si aliqua vilis persona dixerit verba contumeliosa burgensi, et burgensis cum pugno vel de palma percusserit, sine tamen sanguinis effusione, nisi leviter per nares vel per os, ad bamnum minime teneatur.

47. Item de verbis injuriosis dictis non in presentia Judicis vel officiorum nostrorum, si injuriatus sibi petit emendam adjudicari, nullum bamnum debetur Domino, nisi sunt verba talia pro quibus possit induci duellum.

48. Item quod nullus possit vendere vinum ad tabernam in dicta villa, nec infra confines predictos franchesie dicte ville, nisi burgensis ville ejusdem.

49. Item volumus et concedimus, quod domus burgensis alicujus dicte ville non possit vel debeat claudi, vel ostia domus fermari, pro casu aliquo, nisi pro usagiis Domini, pro dicta domo debitis recuperandis, dum tamen alia bona sufficientia Domini dicte domus reperiantur.

50. Item prohibemus ne aliquis officiarius noster vel familiaris Curie percipiant vel exigant exactionem aliquam pro saysina, vel de saysina cujusvis rei saysiate; sed contenti sint de satisfactione laboris sui secundum statuta Sabaudie Comitatus. Et si casus pro quo saysina facta fuerit talis sit quod pro clamore debeatur, ipsum percipere debeamus.

51. Item prohibemus quod nullus familiaris Curie, nisi Ballivus, Judex vel Castellanus dicti loci, possint et eis liceat aliquas penas seu mulctas alicui burgensi imponere, nisi esset pro eminenti periculo, scandalo, vel rixa, pro quibus periculum sit in mora. Et tam in illo casu, quam in alio, si pene sive mulcte jam dicte imposite sunt, ad arbitrium et examen Judicis postea reducantur.

52. Item prohibemus quod nulle capre, cujuscunque sint, sustineantur vel permittantur depasci in nemore de Brest, in quo nos, pro furnis nostris Aquiani, et burgenses pro suis necessitatibus, usum habemus. Et hanc nostram prohibitionem servari perpetue jubemus per Castellanos nostros Aquiani qui pro tempore fuerint, sub bamno quinque solidorum pro qualibet capra que ibidem reperta fuerit, cujus bamni duodecim denarios foresterio et reliquum nobis integraliter applicetur.

53. Item volumus quod omnes usum habentes in dicto nemore de Brest, cujuscunque conditionis existant, ad expensas utiles et necessarias que fient pro pastu et utilitate dicti nemoris contribuere teneantur. Ita tamen quod ad taxationem fiendam in contributione ipsarum expensarum vocentur duo homines de qualibet parrochia de extra predictam villam Aquiani.

54. Item volumus quod nullus familiaris Curie exigere vel percipere debeat pro labore suo, quando mittuntur ad pignorandum, vel alios quoslibet actus, nisi prout et in quantum in statutis Comitatus Sabaudie continetur.

55. Item nolumus, sed expresse prohibemus, quod nullus quicunque sit vendat vinum in dicta villa, nisi de vino crescente in territoriis vinearum dicti loci, quamdiu predicti burgenses et habitatores de vino ipsorum territoriorum habuerint ad vendendum et ibi invenietur venale; nisi per Syndicos predictos aliter fuerit ordinatum.

56. Item volumus quod, si aliqua ambiguitas processu temporis oriretur in depositione alicujus presentium libertatum, quod melior interpretatio et juri propinquior semper fiat pro burgensibus supradictis.

57. Item volumus quod omnes et singule littere per predictos predecessores nostros olim concesse, super franchesiis et immunitatibus ville predicte, in suo robore perpetuo perseverent.

Pro predictis autem remuneratione, declaratione, concessione et donatione, habuisse confitemur a burgensibus supradictis quatuor libras grossorum Turonensium in pecunia numerata.

Promittens bona fide nostra omnia et singula supradicta, pro nobis et heredibus et successoribus nostris, rata, grata et firma habere perpetuo et tenere, nullo tempore contra facere vel venire.

Mandantes et precipientes tenore presentium Ballivo, Judici nostri Chablasii procuratori nostro et Castellano Aquiani et Festerne qui pro nunc sunt et pro tempore fuerint, quatenus omnia et singula supradicta inconcussa teneant et observent, sub juramentis quibus ratione officiorum suorum nobis et nostris heredibus tenebuntur, nec aliquo colore exquisito modo aliquo contra faciant vel opponantur.

In cujus rei testimonium, sigillum nostrum presentibus duximus apponendum. Datum et actum in castro Chillionis die mercurii prima die mensis februarii, anno Domini sumpto a nativitate ejusdem millesimo tercentesimo vigesimo quarto. Eduardus.

(Cibrario, Mém. de l'Acad. de Turin, t. XXXVI, p. 119. — Comparé avec une copie communiq. par M. le marquis Léon Costa de Beauregard.)

VII

1330, 13 Janvier. — *Aymon, comte de Savoie, ordonne au Juge de Chablais et de Genevois et au châtelain d'Evian de contraindre les nobles et clercs, possesseurs d'immeubles dans les limites des franchises d'Evian, à contribuer avec les bourgeois de cette ville aux charges et taxes municipales.*

Aymo Comes Sabaudie, dilectis nostris Judici Chablaisii et Gebenn., et Castellano Aquiani qui nunc sunt et qui pro tempore fuerint, salutem et dilectionem. Supplicationem dilectorum burgensium nostrorum ville Aquiani nos recepisse noveritis, continentem quod nonnulli nobiles et clerici, res, possessiones et bona habentes et possidentes infra libertates ville nostre Aquiani et libertatibus dicte ville et franchesiis uti volentes in suis necessitatibus et gaudere, in necessitatibus, expensis et contributionibus dicte ville, excubiis et calvacatis incombentibus dicte ville, contribuere diffe-

runt et recusant, ex quo alii comburgenses dicte ville asserunt multipliciter se gravari, cum instantia requirentes sibi super predictis per nos de opportuno provideri remedio. Igitur vobis precipimus et mandamus, quatenus omnes possessores rerum existentium infra limites et confines dicte franchesie Aquiani compellatis ad contribuendum cum ceteris burgensibus dicte ville ad onera que sibi incombent, nisi causam rationabilem pretenderint quare non teneantur ad contributionem predictam. Quam si pretenderint, vobis Judici predicto precipimus et mandamus, quatenus super hiis, vocatis quorum intererit, faciatis et decernatis breviter et de plano, sine strepitu et figura judicii, quod fuerit rationis, taliter in predictis agendo quod ob vestri deffectum ad nos ulterius propter hoc non habeatur recursus. Datum apud Contegum, die tridecimo mensis Januarii A. D. m°. ccc°. trigesimo. — Per Dominum in Consilio, Joh. Reynaudi.

VIII

1330, 21 Janvier. — *Ordonnance du comte Aymon qui renouvelle la défense de laisser paître des chèvres dans le bois de Brest, dont les bourgeois d'Evian ont l'usage.*

Aymo Comes Sabaudie, dilecto nostro Castellano Aquiani qui nunc est et qui pro tempore fuerit, salutem . . . Dilectorum burgensium nostrorum Aquiani supplicationem recepimus, continentem quod cum ipsi habeant, tam pro se quam pro furnis nostris, usum suum in nemore de Brest, et inclite recordationis D. Amedeus quondam Comes Sabaudie, genitor noster carissimus, ad ipsorum burgensium supplicationem, et communem ac publicam utilitatem, ordinavit pro conservatione dicti nemoris, quod nulle capre, cujuscunque sint, immittant seu substineantur depasce in dicto nemore de Brest sub banno quinque solidorum pro qualibet capra que reperiretur ibidem. Quas consuetudinem usus predicti et ordinacionem dicti D. patris nostri, idem D. genitor noster, et D. ac frater noster carissimus laudabilis memorie preceperunt et per Castellanos Aquiani firmiter observari, quod aliqui Castellanorum dicti loci quandocunque differunt exequi ordinationem predictam in dampnum nostrum et dictorum burgensium prejudicium et jacturam. Quodcirca tibi precipimus et mandamus, quatenus ordinationem dicti D. genitoris factam super usu dicti nemoris,

nec non litteras et mandata ipsius super dicta ordinatione factas et facta observes et penitus exequaris, prout in ipsa contineri videbis, nullo alio mandato a nobis super hoc expectato. Datum apud Turrim Viviaci, die vigesima prima mensis Januarii A. D. m°. ccc°. trigesimo.

IX

1346, 17 Avril. — *Amédée VI, comte de Savoie, à la demande des bourgeois d'Evian, leur accorde pour vingt ans la perception des taxes sur certains objets qui se vendent au marché. Cette concession est faite avec l'autorisation de ses tuteurs, Louis de Savoie, seigneur de Vaud, et Amédée, comte de Genevois.*

Nos Amedeus Comes Sabaudie, notum facimus universis quod cum, pro parte dilectorum burgensium nostrorum Aquiani, nobis fuit expositum quod ipsi nostri burgenses pluribus sint communibus, expensis et oneribus oppressi, que nisi per nos graciose subveniatur eisdem, non possent, sicut asserunt, sustinere. Cujus occasione per concessionem infrascriptam communi per nos sibi supplicaverunt provideri. Quorum supplicationibus inclinati, volentes eis pro viribus subvenire, favoribusque dictos burgenses prosequi graciosis, ut sub nostris favoris et gracio suffragio dicta possint omnia supportare, et in melius conditio reformetur, considerantesque infrascriptum commune pro majori parte per inclite recordationis D. Eduardum Comitem Sabaudie, Dominum et patruum nostrum carissimum olim fuit eis ad certum tempus concessum, jam elapsum, cum authoritate carissimi patrui, fratrisque et tutorum nostrorum DD. Ludovici de Sabaudia Domini Vuaudi, et Amedei Comitis Gebennensis, pro nobis et nostris successoribus, dictis nostris burgensibus commune damus et concedimus infrascriptum, quod ipsos aut alium eorum nomine, per viginti annos proximos et complendos die presenti incohundos, percipiendum et levandum, et in oneribus et expensis ipsorum communibus convertendum. 1. Videlicet, quod in sextario vini ad mensuram Aquiani, in quo solebat esse triginta duo quarteroni, fiant triginta tres, et quarteronum dicti burgenses percipiant et habeant ratione communis supradicti. — Item pro quolibet modio corticis quod a dictis locis et castellania extrahatur, tres denarios gebenn. — Item de quolibet equo vel jumento vendendo in mercato dicti loci, duos denar. gebenn. — Item de quolibet bove, vacha, vel

asino vendendo ibidem, unum denar. gebenn. — Item de qualibet minuta bestia, unum obol. gebenn. — Item de qualibet duodena caseorum vendenda ibidem, et que de Aquiano extrahetur, unum obolum gebenn. 2. Item ultra predicta, dictis burgensibus per dictum D. Comitem Eduardum concessa, damus et concedimus eisdem, quod de quolibet seracio ibidem vendendo et a dicto loco extrahendo, unum obolum gebenn. — Item et de quolibet sextario olei vendendi ibidem et in castellania dicti loci et inde extrahendo, duodecim denarios gebenn. ratione communis percipere deberent et habere, durante termino supradicto. Mandantes tenore presentium cum authoritate predicta, Castellano nostro Aquiani, et hiis qui pro tempore fuerunt, quod nostram concessionem presentem firmiter attendant . . . . . Datum Chillionis, die decima septima aprilis, anno Domini mill°. tercentesimo quadragesimo sexto. — Nos vero tutores predicti, autorizantes et confirmantes omnia et singula supradicta, nostro sigillo communiri unacum sigillo dicti Domini nostri. . . . . .

X

1346, 18 Avril. — *Le comte Amédée, avec l'autorisation de ses tuteurs, ordonne au Juge du Chablais et au châtelain d'Evian d'observer les franchises de cette ville, de ne rien exiger en sus des droits de lods et de vente, et de ne poursuivre le paiement des amendes qu'en exécution de jugement antérieur.*

Amedeus Comes Sabaudie . . . . . dilectis Judici nostro Chablasii et Gebenn., Aquiani Castellano, qui nunc sunt et pro tempore fuerint, salutem. Quod ad supplicationem dilectorum fidelium burgensium nostrorum Aquiani, quorum infrascriptas graves querelas recepimus, eisdem, ut sequitur, authoritate tutorum nostrorum, duximus providendum vobis ut ea observetis juxta sequentem ordinationem nostram precipimus et mandamus.

1. Quia eorumdem querelas audivimus, quam uterque ei indifferenter fiunt contra eos inquisitiones nullo denunciatore precedente, hoc fieri, nisi tamen in illis qui permissi sunt a jure casibus, inhibemus. Cumque per exactionem solutionum, copiarum, inquisitionum, multoties asserunt se gravari, volumus quod cum proinde excessive solutiones exigantur, processu temporis, per vos Judicem, prout vobis videbitur, mandetur, et vestra inde fienda taxatio propterea observetur.

2. Item, quod eorum querimonie continebant quod Castellani in laudationibus alienationum feudorum nostrorum, sub eorum sigillorum pretextu, exactiones faciunt illicitas, nolumus quod ultra laudes et vendas nobis debitas presument aliquid extorquere, ceteris tamen nostris juribus semper salvis.

3. Item quia eisdem conquestionibus nobis fuit demonstratum, quod frequenter Castellani plures penas eis imponunt subsequenter nulla cognitione precedente, executiones faciunt pignorando, alium cohercendo, ordinamus quod nisi cognitione precedente, non fiat executio predictorum.

4. Item ad supplicationem eorumdem dicentium, quod super exactione sententiarum que fiunt in judicio et salariorum familiarium curiarum qui pro pignorationibus et aliis executionibus percipiunt, modus debitus exceditur, in his statuta Sabaudie Comitatus precipimus observari.

5. Item quia audivimus querelas eorumdem, quod plures lani sutorum seu excofferii, coria affectant et aptant cum . . . . . fraudulenter in eadem castellania et ressorto, volumus quod vos Judex et Castellanus, ad consilium proborum virorum, super contraditione falsitatis hujusmodi bampnum imponi faciatis, et contra facientibus exigi cum effectu.

6. Item quod super deobservatione libertatum suarum sunt conquesti, volumus quod vos Judex libertates eis observari faciatis quas a nobis et nostris predecessoribus obtinuerunt.

In quorum testimonium, sigillum Consilii nostri Chamberiaci, absentibus nostro sigillo et Cancellario, presentibus est appositum. Datum Chillionis, die decima octava mensis Aprilis, Anno Domini mill°. tercentesimo quadragesimo sexto.

XI

1365, 24 Février. — *Le comte Amédée accorde aux bourgeois et habitants d'Evian la propriété de plusieurs biens mouvants de son fief, mais qui, par défaut de successeurs légitimes, étaient tombés en commise. Il reçoit pour cette concession trois cents florins d'or bon poids.*

Nos Amedeus Comes Sabaudie . . . . . notum facimus universis, quod cum per Guill. de molendino procuratorem nostrum Chablasii et Gebenn., et commissarium ad extentas nostras faciendas in Gebenn. et

Chablasio, a quampluribus burgensibus, habitatoribus et incolis ville nostre Aquiani, Thoverie et suburbiarum dicti loci, peterentur in commissum quamplures et diversas res quas tenebunt a nobis, tam in feudum . . . . . quam sub taillia accensata, et aliter pluribus et diversis rationibus atque causis, et quod aliqui ipsorum ipsas res que sub taillia accensata a nobis moventur acquisierunt, et ipsas tenentes decesserunt absque liberis legitimis et naturalibus, ita quod ipse res que sub dicta tallia a nobis movebant, idem procurator proponebat ad nos insolidum pertinere. Dictis burgensibus proponentibus ex adverso, quod tam ipsi quam eorum predecessores sunt et fuerunt in possessione pacifica de premissis, per spacium tanti temporis quod de contrario hominum memoria non existit, absque eo quod nos, aut aliqui pro nobis, successiones ipsarum rerum habuissemus aut apprehenderimus ab ipsis qui absque liberis legitimis decesserunt. Quorum occasione, dicti nostri burgenses, habitatores et incole, ad nostri presentiam venientes, nobis humiliter supplicaverunt ut supra predictis graciose velimus agere cum eis. Nos igitur predictis omnibus intentis, volentes ipsos burgenses, habitatores et incolas prosequi favoribus graciosis . . . justis in hac parte supplicationibus benigniter inclinati, omnem commissionem pariter et excheutam, et omne jus commissionis et excheute nobis in rebus quibuscunque quas tenent a nobis in locis et Castellania Aquiani et Fisterne, et in predictis successoribus competentem, quomodocunque predictis causis et aliis quibuscunque ad nos pertinentibus, pro nobis, heredibus et successoribus nostris, eisdem burgensibus, habitatoribus et incolis pro se, suis heredibus, successoribus et posteritatibus quibuscunque, remittimus et quittamus, directo dictarum rerum dominio, homagio, usagio, et aliis servitutibus nobis et nostris successoribus in posterum reservatis. Et proinde trecentos florenos auri boni ponderis ab eisdem . . . habuisse confitemur. Mandantes . . . . . — Datum Morgie, die vicesima et quarta februarii Anno Domini mill°. tercentes°. sexages°. quinto . . . . . presentibus Domini Preposito Montisjovis, G. de grines . . . G. destres Cancellario, Symone de Chantenay.·

XII

1365, 24 Février. — *Le comte Amédée confirme pour vingt ans l'impôt pour les fortifications, qu'il avait autorisé les bourgeois d'Evian à lever sur certains objets qui se vendent au marché.*

Nos Amedeus Comes Sabaudie ..... notum facimus universis quod, cum per dilectos fideles burgenses nostros Aquiani fuit propositum coram nobis, tam pro clausuris et fortaliciis dicti loci, quam causis aliis pluribus, multa onera eisdem principaliter incombant, et successive incombere sint parata, que sine nostri suffragio commode sustinere non possint, nobis humiliter supplicantur equaliter sibi per concessionem communis infrascripti sibi providere dignemur, nos igitur, consideratis predictis, volentes ipsos prosequi favoribus graciosis, suis factis nobis in hac parte supplicationibus benigniter, ut convenit, annuentes, pro nobis et nostris successoribus, dictis burgensibus et suis successoribus commune contentum in nostris litteris presentibus annexis, cum ipsius exitibus, perceptionibus et emolumentis quibuscunque, confirmamus et de novo concedimus eisdem, levandum, percipiendum et habendum per se et suos nuncios, per viginti annos proximos continue computandos in fine termini nostre concessionis in dictis litteris contente incohandos. Adicientes etiam et concedentes quod pro singulis cuppis nucum, castanearum et aliorum fructuum arborum, qui venduntur et de Castellania dicti loci extrahuntur, percipiant et habeant unum obolum gebenn. ab extrahente eadem de Castellania predicta. Cujus communis exitus et proventus in clausuris et fortificationibus ipsius loci prius et principaliter debeant implicari. Mandantes..... Datum Morgie, die vicesima quarta februarii Anno Domini mill°. tercentes°. sexagesimo quinto. — Per Dominum, presente D. G. Destres Cancellario.

XIII

1387, 21 Février. — *Le comte Amédée VII confirme pour soixante ans l'impôt pour les fortifications, concédé aux bourgeois d'Evian.*

Nos Amedeus Comes Sabaudie, Dux Chablasii et Auguste et in Ytalia Marchio et Princeps, notum fieri volumus universis, quod nos, circa forti-

ficationem et reparationem meniorum et clausurarum loci nostri Aquiani, totis semper vigiliis intendentes, considerantes etiam quod burgenses et habitatores ibidem, dilectissimi et fideles nostri, eadem onera et quedam alia que pro necessitatibus communitatis loci predicti subire convenit, sine nostre auctoritate auxilio supportare non possent, sicut etiam dictorum burgensium nostrorum frequens exhibita nobis queremonia patefecit. Volentes ipsis burgensibus nostris sponte super hiis benigniter subvenire, eisdem burgensibus et habitatoribus nostris Aquiani et suis posteris, pro nobis et nostris benivole concedimus et largimur commune, subventionem et auxilium subscriptum et per modum inferius declaratum. Quodquidem commune, subventionem et levam dicti homines, per se et deputandos ab eis, colligere et levare possint, et valeant per tempus et terminum sexaginta annorum integrorum, continuorum et complendorum die festi paschalis Domini nostri Jhesu Christi currente anno mill°. tercentesimo octuagesimo septimo incohandorum, et in reparationibus et fortificationibus clausurarum et fortaliciorum et aliis necessitatibus dicti loci implicare. — In primis volumus, statuimus et tenore presentium ordinamus, quod in quolibet sextario vini ad mensuram Aquiani, in quo solent esse triginta et duo quarteroni, fiant ab inde in antea per tempus predictum triginta et tres quarteroni, ita quod supradictus quarteronus dicti burgenses et habitatores habeant et percipiant, et ad eos pertineat pleno jure ratione communis predicti. — Item, pro quolibet modio corticis quod de dicti loci Castellania extrahetur, tres denarios gebenn. — Item de qualibet cupa corticis, unum obolum gebenn. ab emptore, et totidem a venditore. — Item de quolibet equo et jumento quod in mercato Aquiani vendi contingerit per tempus predictum, duos denarios gebenn. — Item de quolibet bove, vacha vel asino vendendo ibidem, unum denar. gebenn. — Item de qualibet minuta bestia vendenda ibidem, unum obolum gebenn. — Item de qualibet duodena caseorum vendendorum ibidem, unum obolum gebenn. a venditore, et totidem ab emptore. — Item, de quolibet seraceo ibidem vendendo, unum obolum gebenn. a venditore, et consimiliter totidem ab emptore. — Item de quolibet sextario olei vendendo ibidem in Castellania Aquiani et inde extrahendo, duodecim denarios gebenn. — Item, de qualibet cupa nucum, castagnearum et aliorum fructuum arborum que vendentur, ab emptore unum denarium gebenn., et totidem a venditore. — Item dictis burgensibus et habitatoribus nostris licenciam et auctoritatem probamus ut ipsi, et deputandi super dictis meniis et fortaliciis fabricandis, possint et valeant auctoritate propria accipere ubique, per

totam villam et alia loca circonvicina jacentia, lapides utiles ad menia construenda, ubi eos reperire poterunt, dummodo tales non sint lapides qui in muris calcis et arene sint positi, et qui ad retentionem terrarum et possessionum non sint dediti et infixi, quoniam eos simul infixos manere volumus, ita quod de valore et precio talium lapidum quibus sint satisfaciat temporibus affecturis. Mandantes tenore presentium Castellano et Capitaneo nostris Aquiani presentibus et futuris, vel eorum locatenentibus, quatenus nostram concessionem presentem, et omnia et singula supradicta firmiter attendant et observent, in nulloque contrafaciant vel opponant, sed dictum commune et cetera supradicta per dictos nostros burgenses aut alium eorum nomine, modo predicto et per dictum tempus, percipi, levarique pacifice faciant et permittant, et ad ea levandum fortes faciant eosdem, et dicti communis et ceterorum debitorum ad solvendum dictis burgensibus de supradicto communi et aliis coherceant efficaciter et compellant. Datum Aquiani, die vigesima prima Februarii Anno Domini mill°. tercentesimo octuagesimo septimo, sub signeto nostro. — Per Dominum, presente D. Priore Burgeti.

XIV

1392, 25 Juillet. — *Confirmation des anciennes franchises d'Evian par Bonne de Bourbon, tutrice d'Amédée VIII, comte de Savoie. Elle y ajoute quelques dispositions nouvelles, et reçoit cinq cents florins d'or.*

Nos Bona de Borbonio, Comitissa Sabaudie, administratrix, etc., tutrixque et tutorio nomine Ill. carissimi filii nostri Amedei Comitis Sabaudie, notum facimus . . . , quod nos, ad exaltacionem, augmentum et decorem loci Aquiani, nec non dilectorum fidelium nostrorum burgensium et incolarum ibidem habitancium et qui imposterum habitabunt, totis semper desideriis inclinantes, ad supplicationem et requisitionem humilem nobis factam pro parte dictorum burgensium, habitatorum et incolarum dicti loci Aquiani, omnes et singulas libertates, immunitates, franchesias, ac privilegia quecunque dictis burgensibus, habitatoribus et incolis data et concessa, seu etiam confirmata per felicium recordationum Dominos nostros Sabaudie Comites quondam, bonosque usus, mores et consuetudines dicti loci, prefatis burgensibus, habitatoribus et incolis, et suis perpetuo suc-

cessoribus, nostro et filii nostri et successorum suorum nomine, laudamus, approbamus, ratifficamus, auctorizamus, emologamus, et tenore presentium confirmamus juxta ipsorum formam, continentiam et tenorem, et ea sibi de novo concedimus.

1. Et volentes ipsos burgenses, habitatores et incolas ampliori semper libertate fovere, eisdem burgensibus et habitantibus concedimus, ac in privilegium et libertatem perpetuam largimur, ut omnes nostri Ballivi, Judices, Castellani, Curiarum nostrarum clerici, commissarii, et alii officiarii qui nunc sunt et pro tempore fuerint, quocienscunque ad aliqua dicti loci officia nostra ibidem accesserint, teneantur jurare super evangelia Dei sancta, in manibus Sindicorum dicti loci, quod ipsi libertates, immunitates et franchesias predictas, ac privilegia quecunque dicti loci, observabunt et observari facient. — Et si forte aliquis ipsorum juramentum hujusmodi, ante ingressum sui officii, vel post, quandocunque requisitus fuerit, prestare distulerit . . . vel aliter recusarit, volumus quod tali officiario nostro nulla obediencia, reverencia vel subjectio alia debita impendatur, donec juramentum prestiterit memoratum, nec penis, multis vel bannis eisdem inferendis per tales obediencia aliqua per eos impendatur.

2. Item eisdem hominibus, burgensibus et habitantibus Aquiani, in privilegium et libertatem perpetuam concedimus, quod nullus habitator, burgensis vel incola dicti loci ad castrum compariturus, vocari vel citari possit per aliquem officiarium nostrum, vel dicti filii nostri, vel alium quemcunque, pro aliquo casu vel causa civili vel criminali, nisi fuerit pro latrocinio, homicidio vel proditione, vel nisi talis persona tale delictum enorme commiserit per quod meruerit sententiam capitalem, vel membri mutilationem. Si igitur aliquis dictorum burgensium, habitatorum vel incolarum pro aliquo alio delicto citandus fuerit, volumus ipsum citari et vocari debere coram nostris officiariis tunc presentibus in bancha de nostre Aquiani, ubi jus dicitur, redditur et tenetur, non in castro nostro predicto, maxime quia in aliis ipsorum franchesiis specifice continetur quod aliquis dictorum burgensium in castro destineri non possit, qui satisdederit ydonee de stando juri in nostra Curia, nisi in casibus latrocinii, homicidii, proditionis, vel nisi tale delictum commiserit, per quod meruerit sententiam capitalem.

3. Item dictis burgensibus, habitatoribus et incolis concedimus, quod tam ipsi quam eorum procuratores vel Sindici possint unum et plures familiares et nuncios eligere, constituere et ipsos revo-

care pro levis, tailliis, subsidiis, donis et muneribus eis undecunque occurrentibus, tam pro nostris quam communitatis negociis et impensionibus exigendis, qui signum armorum Sabaudie Comitum in ensibus vel aliis locis secum publice deferant, et omnimodam potestatem habeant quoscunque pignorandi . . . et debitores compellendi, ipsa pignora vendendi . . . sine Judicis, Castellani, vel aliorum officiariorum nostrorum . . . auctoritate, vel licencia.

4. Item eisdem burgensibus . . . concedimus perpetuo . . . quod quisquam dictorum burgensium et habitatorum Aquiani extra judicaturam nostram Chablasii et Gebenn. per . . . quemvis officiarium nostrum citari non possit, nec aliter evocari pro aliquo casu civili vel criminali, nisi sit pro facto nostro et filii nostri proprio, vel nisi foret pro facto commensalium et domesticorum nostrorum familiarium, vel nisi foret pro facto oriendorum extra fines nostrorum dominiorum, superioritatum vel resortuum Comitatus. Si igitur per quemquam adversum factum fuerit, illud irritum et inane fore decernimus et ipsos citationibus et evocationibus hujusmodi parere non debere. . . .

5. Item eisdem burgensibus . . . in privilegium et beneficium graciose concedimus . . . ut ipsi tam per eos quam eorum Sindicos . . . possint . . . quandocunque communitati Aquiani viderint expedire, carnes bovinas, mutoninas et porcinas . . . ad pondera et libralia in dicto loco vendi facere, et precia que eis videbuntur licita venditoribus et macelariis imponere, et macellarios ad vendendum compellere. . . Qui macellarii, si desides, vel servire nolentes fuerint, illos . . . possint repellere, et officium vendendarum carnium eis interdicere perpetuo vel ad tempus . . . et alios ydoneos macellarios . . . . deputare, sine nostra, vel dicti filii nostri aut Castellani sui, seu alterius licencia.

Pro quibus omnibus, quingentos florenos auri boni ponderis ad rationem quatuor decim denariorum grossorum pro quolibet floreno, ab eisdem burgensibus recepisse confitemur. — Mandantes . . . Ballivo, Judici, procuratori Chablasii et Gebenn., Castellano Aquiani et Fisterne, et ceteris officiariis nostris et filii nostri Comitis . . . quatenus predictis burgensibus, habitatoribus et incolis, successoribus et posteritatibus eorumdem, predicta omnia . . . teneant et observent. — Datum Chamberiaci, die vigesima quinta Julii, anno Domini mill°. tercentesimo nonagesimo secundo. — Per Dominum, presentibus D. D. Ybleto Domino Chalandi et Montisjoveti, Joh. de Conflens Cancellario Sabaudie et Jac. Championis . . .

XV

1418, 25 Février. — *Amédée VIII, duc de Savoie, accorde aux bourgeois et habitants d'Evian de nouvelles franchises pour la pêche, et fixe les règles qui doivent être observées pour la vente du poisson. Il reçoit pour cette concession cent florins petit poids.*

Nos Amedeus Dux Sabaudie, etc. . . . . notum fiat universis quod dilectorum hominum burgensium, incolarum, habitantium et communitatis ville nostre Aquiani fidelitas indissolubilis, plurimaque obsequia nobis impensa per eosdem, ac onera multifaria que ipsi pro nobis et gentibus hospicii nostri non renuerunt et frequenter supportare, nos inducunt ut franchesias, libertates et prerogativas infrascriptas ejusdem loci ultra alias jam dudum concessas eidem communitati postulanti prout sequitur largimur.

1. Pro nobis igitur et successoribus nostris tenore presentium concedimus et largimur imperpetuum eidem communitati . . . quod omnes . . . piscatores qui in lacu Gebenn. ab aqua Drancie usque ad pinetam de ediez, et a medio dicti lacus citra a parte Aquiani, de cetero piscabuntur, teneantur et debeant prestare validum juramentum in manibus Sindicorum dicte communitatis, quod omnes pisces quos infra dictos confines capient, eidem communitati seu ab eadem subrogatis aut subrogandis qui sint de dicta communitate vendent pro justo seu moderato et competenti precio, non autem cuiquam alteri persone, saltim sine licencia communitatis predicte aut subrogatorum ab ipsa.

2. Item quod dicta communitas, seu ab ea subrogati . . . quibuscunque piscatoribus infra dictos terminos piscantibus denegantibus pisces ipsos eidem communitati et subrogatis . . . vendere precio justo et alteri persone vendentibus, ... possit et valeat ac licitum existat prohibere perpetuo et ad tempus, nomine nostro, piscationem predictam sub pena amissionis rerum et navis, nec non sexaginta sol. per ipsorum quemlibet contra facientem vice qualibet qua contrarium fecerit committenda et nobis applicanda, et etiam sub pena amissionis dictorum piscium qui eo casu dicte communitati applicentur, et etiam ipsos piscatores et pisces a predictis relaxare valeat ipsa communitas aut ab ea subrogati.

3. Item et quod piscatores predicti teneantur et debeant vendere

dictos omnes pisces dicte communitati aut ab ea subrogatis justo precio prius soluto, sub pena predicta, et casu quo ipsi piscatores predicta facere renuerint, quod dicta communitas et ejus subrogati . . . possint . . . impune dictos pisces accipere et ad villam Aquiani portare . . . et quando erunt in dicto loco Aquiani, dicta communitas seu dicti subrogati et dicti piscatores teneantur . . . eligere quatuor probos viros, scilibet quelibet pars duos, qui quatuor probi taxent dictos pisces prout eis videbitur legaliter faciendum. Et si fortassis dicti quatuor probi sint in dicta taxatione discordes, eo casu recurrant dicte partes ad Castellanum nostrum Aquiani . . . qui per alios quatuor probos per ipsum eligendos debeat facere taxari dictos pisces : quibus sic taxatis, dicta communitas . . . ipsos pisces retinere possit pro precio inde taxato prius soluto.

4. Item quod nemo predicta sciens, sit ausus infra dictos limites pisces emere sine licencia dicte communitatis . . . sub pena predicta sexaginta sol. . . et amissionis navis, ipsorumque piscium.

5. Item quia forte singulis annis expedit fieri per dictam communitatem Aquiani . . . provisionem piscium necessariam ad usum hospicii nostri et ill. consortis nostre carissime Duchisse, que tamen provisio plerumque fieri nequit, nisi pisces emantur in quacunque parte dicti lacus possint reperiri, ea propter volumus . . . imperpetuum quod ipsa communitas possit pro dicta provisione emere et habere quoscunque pisces qui in dicto lacu capientur in quacunque parte ipsius lacus, a civitate Gebenn. usque ad villam novam, pro justo moderatoque et competenti precio, prout . . . preteritis temporibus fuit in talibus consuetum : sub conditione tamen . . . quod dicti communitas et subrogati ab ea communitate debeant semper vendere et dimittere in dicto loco Aquiani nobis et nostris pro dicta provisione dictos pisces eodem precio quo ipsos emerint et pro uno denario grosso de pluri ad rationem cujuslibet libre precii hujusmodi piscium : quemquidem denarium grossum cum qualibet libra dicti precii nos et nostri debeamus solvere dicte communitati seu subrogatis ab eadem pro suo labore et non ultra.

6. Item quod si aliquis dicte communitatis . . . reperiret aliquem, ipsos pisces infra dictos confines emptos tam super aqua quam in terra portantem, sine licencia dicte communitatis, aut etiam in aliqua domo repositos, quod ipsi . . . possint . . . impune ipsos pisces accipere auctoritate propria, portantibusque removere et suos facere tanquam confiscatos dicte communitati, et ipsos Castellano nostro Aquiani presentare pro banno super hoc commisso exigendo ad opus nostri . . . eo tamen

excepto quod si et ubi dicta communitas seu subrogati pisces predictos fortassis emere recusarent, eo casu liceat dictis piscatoribus et personis ipsos pisces habentibus alteri cui voluerint vendere aut portare quo voluerint impune.

Pro quibus premissis sic concessis centum florenos parvi ponderis a dicta communitate nos habuisse . . . confitemur manu . . . Guigoneti Marescalci thesaur. nostri generalis. Mandantes, etc. . . . . Datum Chamberiaci die vigesima quinta februarii, Anno Domini mill°. quatercentes°. decimo octavo.

XVI

1433, 23 Octobre. — *Amédée VIII, duc de Savoie, confirme et concède à perpétuité l'impôt municipal pour les fortifications, autorisé pour vingt ans par son aïeul Amédée en 1365. Il reçoit cent ducats d'or pour cette concession.*

Amedeus, Dux Sabaudie, Chablasii, Auguste, etc. . . . universis, fiat manifestum, quod nos visis litteris . . . Illustri Domini et inclite recordationis avi nostri presentibus annexis, iterate supplicationi dilectorum fidelium Sindicorum et communitatis ville nostre Aquiani super hiis nobis facte, favore benivolo inclinati, attendentes quod opitulatione tributorum, ut in ipsis litteris actenus concessorum, ipsa villa meniis extitit circumvallata, que siquidem menia continua restauratione indigere, ymo etiam in foribus ejusdem ville longe majoris fortificationis impendenda censentur, quas tamen ipsi fideles nostri, aliis diversis obruentibus onusti, ex alio quam ipso tributo commode facere et manutenere non possunt, idcirco nos, ex nostra certa scientia ipsa omnia tributa et impositiones, modis et formis quibus in ipsis annexis litteris concessa fuere per tempus in eisdem annexis litteris descriptum, ratifficamus, et ulterius ex uberiori gracia de novo ex nunc et imperpetuum concedimus et largimur, pro et mediantibus centum ducatis auri per nos propterea, ab eisdem fidelibus nostris, habitis, manibus Mich. de Ferro thesauri nostri Sabaudie generalis. — Etiam hoc expresse adjuto, quod exitus et emolumenta ex ipsis tributis proveniencia, in ipsis fortificationibus nec non et in aliis dicte ville necessitatibus et comoditatibus legaliter debeant implicari. Mandantes . . . Ballivo, Ju-

dici et procuratori Chablasii, nec non Castellano, commissarioque extentarum et scribe Curie Aquiani, ac ceteris officiariis nostris, quatenus litteras nostras . . . . . observent . . . . Datum Thononii, die vigesima tertia octobris, Anno Domini mill°. quatercentesimo trigesimo tertio. Per Dominum presentibus Ill. ejus primogenito Lud. de Sabaudia Comite Gebenn., nec non DD. G. Ep°. Maurian., P. Ep°. Yspuensi, Jo. preposito Montisjovis, Jo. de Belloferti Cancellario, M. ex Marchionibus Saluciarum, Marescalco, Henr. de Collomberio, Nycodo de Menthone, Humberto de Gleren, Jo. de fonte, Urbano Civiserii, P. de Montevuagniardo mag. hospicii. Ant. de draconibus et Fr. de Aurilliaco Judice Chablasii.

CRUSEILLES.

1282—1372.

I

1282, 25 Avril. — *Franchises accordées à Cruseilles par Guy de Genève, évêque de Langres et seigneur de Cruseilles, ainsi que par l'évêque Robert son frère et par le comte Amédée leur neveu.*

In nomine Patris et Filii et Spiritus sancti Amen.

Nos Guido divina miseracione Lingonensis Episcopus dominus Crusillie racione patrimonii nostri, et nos Robertus eadem miseracione Gebennensis Episcopus, et nos Amedeus Comes Gebenn., notum facimus universis presentes licteras inspecturis quod nos pro nobis et successoribus nostris franchimus villam Crusillie et omnes habitantes in eadem villa sub hac forma.

Forma autem dicte franchesie et libertatis hec est.

1. Homo qui venit seu est in villa Crusillie et moratur ibidem, et fuerit sine impedimento, liber est, et quod acquisivit vel quod acquiret potest

dare et vendere cuilibet voluerit, salvo jure domini. Et si voluerit recedere a villa, illi de villa debent eum conducere per unum diem et unam noctem.

2. Si burgensis moriatur in villa Crusillie sine herede, qui non fecerit testamentum, Dominus dicte ville debet commendare res ipsius duobus probis hominibus dicte ville cum consilio proborum hominum dicte ville, et illi debent easdem res custodire per annum et diem. Et si infra annum venit heres legitimus, res ejus debet habere. Si non venit, Dominus debet cum consilio proborum hominum Crusillie facere elemosinam, et quod superest debet habere. Si vero mercator aut viator aut peregrinus moritur infra dictam villam, hoc idem fieri debet.

3. Si quis frangit forum, Dominus debet recuperare fractionem, et fractor debet sexaginta solidos Domino.

4. Qui furtim portat leydam, debet sexaginta solidos. Si forte retromiserit per aliquem, quictus est. Si nullum invenit per quem remictat leydam, debet ponere sub lapide et duos lapides hinc et inde in testimonium, octava die debet ibi accipere coram testibus, et reddere, et per hoc est quictus.

5. Burgensis qui steterit per annum et diem in dicta villa et etiam nunc habitantes non debent leydam nec pedagium.

6. Qui venit ad forum leydam debet, ex quo recedit a domo sua donec reversus sit, et debet esse securus. Et si infirmatur, quocumque jaceat, debet esse securus donec possit redire ad domum suam.

7. Qui percutit in dicta villa Crusillie seu infra franchesiam de pugno, tres solidos debet, de palma quinque solidos. Qui trahit cutellum sexaginta solidos debet. Qui trahit dimidium ensem sexaginta solidos debet. Qui trahit lanceam extra domum unum cubitum, sexaginta solidos debet. Qui percutit de petra sexaginta solidos debet. Qui trahit lapidem ita quod ictus appareat in terra aut in pariete, sexaginta solidos debet. Qui effundit sanguinem, ita quod appareat, sexaginta solidos debet. Qui tirat capillos ambabus manibus, decem solidos debet. Qui percutit de baculo, decem solidos debet. Qui rumpit violenter domum vicini sui, sexaginta solidos debet. Qui facit adulterium, sexaginta solidos debet. Mulier vero debet medietatem legis.

8. Dominus ville debet facere venire ante se, si vult, quolibet mense, omnes mensuras, et si aliquam falsam invenerit debet tres solidos, et qui vendit in falsa mensura est in misericordia Domini. Qui duas mensuras habet quibus mensuret, unam magnam et aliam parvam, in misericordia Domini est.

9. Omnes debent sequi Dominum per unum diem et unam noctem ad expensas suas, et ultra ad expensas Domini. Et si facit exercitum et mictit bannum suum, ille qui non vult ire debet sexaginta solidos, nisi racionabilem causam ostenderit.

10. Manifesti usurarii quos ecclesia non recepit Domino sunt.

11. Nullus debet capi infra terminos ville nisi sit latro aut proditor, aut alias juste possit detineri et capi.

12. Quilibet tabernarius debet unam cupam vini et qui vendit vinum in nundinis.

13. Qui vendit domum aut casale, debet unam cupam vini et laudam et vendam Domino, si sit de feudo Domini.

14. Bolengeria debet eminatam panis semel in nundinis.

15. Lingue bovum et vacarum interfectarum percipiantur ut consuetum est.

16. Si mercator alienus emit in foro animalia, solvat ut consuetum est. De stalis et de aliis usibus fori, fiat ut consuetum est.

17. Omnes debent leydam sicut consuetum est, exceptis habitantibus in villa et juratis ville facientibus usum ville.

18. Si quis falsum clamorem fecerit, debet tres solidos. Qui de pede percusserit debet decem solidos. Si quis in foro alieno se miserit dum alter rem mercatur, debet tres solidos. Qui emit aliquam rem die fori extra portam ville, debet tres solidos.

19. Qui juratus est et facit usum ville, non debet leydam post annum et diem de quacumque villa sit, sed debet ponere in communi.

20. Quicumque voluerit manere in villa, debet ponere in communi quamvis non sit juratus.

21. Quilibet potest domum aut casale libere vendere, et ille qui emit debet reddere Domino a quo casale movetur censum suum et illud quod ultra debet.

22. Qui percussus fuerit in aliquo nemore aut de nocte, per unum testem potest probare lesionem suam, et si probare non potest, ille de quo fit clamor juret quod non fecerit, et sic est quictus. Si autem probatur, debet sexaginta solidos pro banno.

23. Si quis de juratis emat aliquam rem, et aliquis alienus juvet eum in illa empcione, ratione juvaminis non debet partem habere in re empta, nec ipsi cum illis. Juratus ville, si juvet alienum quando emit alienam rem, debet habere partem in re empta, prout hactenus consuetum est.

24. Passo injuriam in villa, libera debet fieri emenda ad arbitrium judicis vel castellani.

Qui insultat aliquem in domo sua debet duplex bannum.

25. Quicumque voluerit venire morari in villa, debet prius facere satisfactionem Domino suo.

26. Quodque bannum voluerint ponere burgenses, Castellanus debet illud concedere.

27. Omnes debent ire ad molendinum Domini et ad furnum. Quod si non fecerint, debent tres solidos pro banno. Molendinum debet expectare per unum diem et unam noctem, furnum quousque pasta pejoretur. Postea potest ire ubicumque voluerit.

28. Molendinum debet habere tercesimam partem tantum, asinus vel portitor. De quatuor cupis unam manatam. Si minus, furnum et furnarius debet habere pro qualibet cupa duos denarios. Et fornerius debet ministrare ligna. De cortice fiat sicut consuetum est.

29. Si Dominus ville venerit, honeste recipiatur, et qui gratis voluerit ipsum servire, serviat. Et omnes qui habent res venales, de quocumque ministerio sint, debent tunc eas vendere. Quod si non fecerint, per annum et diem non debent vendere, nisi se emendaverint ad voluntatem Domini, et res venales sint in misericordia Domini.

30. Comes nullum bannum vendendi habet in villa.

31. Quadraginta dies debet habere de creuci. Si dimictit pignus et valet plus in tercia parte, debet servari pignus per annum et diem, post potest vendi. Extranei debent illud tradere hospiti suo ad servandum.

32. Si burgenses vel jurati committunt in foro talem legem, debent qualem aliis diebus. In aliis personis duplicatur secundum statutum ville.

33. Qui venit in villa, villa debet eum fovere in jure suo.

34. Omnia casalia debent duos denarios pro teysa.

35. Adulterium non potest probari nisi secundum quod de jure est vel de consuetudine.

36. Nullus debet vadiari in foro nisi de voluntate Domini.

37. Si viator transit per villam, non debet detineri, sed statim debet eidem fieri judicium.

38. Si jurato ville fiat injuria, vel res sua quecumque sit aufferatur, debet eidem reddi.

39. Si quis vendit mutonem, ovem, vel capram pro castrone, vel troyam pro porco, debet tres solidos.

40. Si quis falsit renunculos bestie interfecte in macello, debet tres solidos.

41. Si quis in curtili alterius vel vinea intrat, invicto domino, herbas, rappas, ligna, vel sepem, vel alia ibi capiendo, debet tres solidos de die, de nocte sexaginta solidos.

42. Si Dominus habuerit baptentorium, qui voluerit batere solvat tres denarios pro die, et pro nocte totidem.

43. Qui vendit infra portas ville, non debet pedagium nisi prout consuetum est. Portans furtim pedagium debet sexaginta solidos.

44. Quicumque muntaverit vinum sine voluntate Domini debet sexaginta solidos.

45. Novi census non imponantur in rebus que tenentur a Domino, nisi de consensu Domini. Si contra presumpserit aliquis, illud incidat in commissum.

46. Omnia ista debent fieri cum misericordia et secundum posse delinquentis.

47. Quandoque Castellanus vocat juratos vel burgenses, ipsi tenentur venire sacramento, et si non venit, debet tres solidos. Et tunc potest stanere et tractare secundum rationem quod voluerit sine ipsis.

48. Quicumque voluerit vendere debet facere mensuram, sive sit bladum, vinum, vel alium. Quod si non fecerit, debet tres solidos.

Et hec omnia supradicta universa et singula nos predicti Guido et Robertus, episcopi Lingonensis et Gebennensis promictimus bona fide, et nos predictus Comes pro nobis et successoribus nostris, per juramentum nostrum super sancta Dei evangelia corporaliter prestitum, actendere firmiter, fideliter et inviolabiliter observare et contra non venire. In cujus rei robur et testimonium sigilla nostra presentibus duximus apponenda.

Datum et actum apud Crusilliam, septimo Kalendas Maii, anno Domini millesimo ducentesimo octuagesimo secundo.

(Mémoires de la Soc. Savois. d'hist. et d'arch., t. IV, p. 157, collationn. avec une copie communiq. par M. Jules Vuy.)

Ces franchises furent confirmées sans modifications par Hugues de Genève, seigneur de Cruseilles, d'Anthon et de Varey, suivant un acte non daté. Mêmes Mém., p. 162.

II

1372, 17 Septembre. — *Confirmation des anciennes franchises de Cruseilles, explication de certaines clauses et addition de plusieurs dispositions nouvelles, par le cardinal Robert de Genève, seigneur de Cruseilles, et par son frère le comte Pierre, du consentement de Mathilde de Bologne, leur mère.*

Nos Robertus de Gebennis, sancte Romane Ecclesie Deique gracia Cardinalis, Dominus Crusillie racione patrimonii nostri, et Petrus comes Gebennensis, notum facimus universis per presentes quod nos, dilectorum fidelium subdictorum nostrorum Burgensium Crusillie supplicationem recepimus, quod franchesias, libertates, immunitates et privilegia hactenus per predecessores nostros eisdem datas et concessas, videlicet per Reverendos in Christo Patres dominos Guidonem Lingonensem Episcopum, tunc dominum Crusillie racione patrimonii sui, et Robertum Gebennarum Episcopum, ac Illustrem Principem Amedeum Comitem Gebennensem, de quibus fidem faciebant per licteras publicas et autenticas sigillis dictorum predecessorum nostrorum impendentibus sigillatas et datas sub anno Domini millesimo ducentesimo octuagesimo secundo, septimo Kalendas May, ipsis supplicantibus confirmare benigniter dignaremur. Quodque cum aliquibus ex ipsis aliquando dubium vertatur et oscuritas, ut clariorem intellectum, addendo, sive detrahendo, apponi faceremus in eisdem, ut clarioribus verbis appositis oscuritas tollatur in futurum insuper, et quasdam franchesias et libertates quas nobis per scripta tradiderunt de novo eis concedi, nobis humiliter postularunt, et sibi eorumque heredibus et successoribus graciam et misericordiam super quibusdam processibus per comissarios nostros contra ipsos factis fieri postulantes, nostre liberalitatis beneficium liberaliter implorantes.

Nos vero, interveniente consensu et voluntate carissime domine matris nostre Mathilde de Bolognia Gebennensis Comitisse, habito respectu ad multiplicia beneficia et probitatis merita dictorum Burgensium nostrorum, quibus nos et predecessores nostros solicitis studiis honorarunt, quia dignum est ut cujus precellemus munere illi eciam prebeamus in opere gratias, postulatis per ipsos insignire volentes. Idcirco franchesias, libertates, immunitates et privilegia, ut premictitur, per dictos predecessores nostros concessas et concessa, de quibus fuimus sigillatim et expresse

informati, constat de rasatura predicta verborum sequencium quibus hactenus vera consueverunt, nec non de puntuacione illorum verborum presentibus agnexatarum, ex certa nostra sciencia laudamus, confirmamus et approbamus, et ipsorum bonos et antiquos usus et consuetudines dicte ville Crusillie ipsis burgensibus confirmando, et approbamus illos eis custodire volentes, et eciam dictas franchesias et libertates de novo petitas et peticiones ex nostra certa sciencia etiam concedimus inviolabiliter et perpetuo servaturas. Quas franchesias, libertates, bonos usus et consuetudines antiquas et novas petitas per baillivos, judices, castellanos et ceteros officiarios nostros et successores ipsorum presentes et futuros precipimus non infringi, sed eas inviolabiliter observari, ordinamus et mandamus.

Secuntur addiciones franchesiarum antiquarum.

1. Et primo cum contineatur in dictis franchesiis quedam franchesia que talis est : — « Si dominus ville venerit, honeste recipiatur et qui gratis ipsum voluerit servire, serviat eum. Et omnes qui habent res venales, de quocumque ministerio sint, debent tunc eas vendere ; quod si non fecerint, per annum et diem non debent vendere, nisi se emendaverint ad voluntatem Domini, et res venales sint in misericordia Domini. » — Additur dicte franchesie : dum tamen res tunc essent exposite venales publice, et non alias, vel aliter, nisi de voluntate vendentis res venales habentis.

Secuntur franchesie et libertates de novo concesse.

2. Item volumus et concedimus quod non inquiratur in et de maleficiis, nisi intervenerit accusator vel denunciator legitimus, aut de mandato judicis, vel contra publice defamatos, et quod accusator vel denunciator teneatur et debeat primo cavere in presencia partis ydonee si cadat in causa resarcire et solvere quod de jure esset et fuerit faciendum judicatumque erit. Et si accusator vel denunciator in probacione deficiat, in expensis legitime condempnetur et ad ipsas solvendas compellatur, nisi justa causa excuset ab expensis, quod relinquitur arbitrio et judicis consciencie.

3. Item quod Dominus, Comes et omnes Domini novi Crusillie qui nunc sunt et qui pro tempore fuerint, jurent et jurare debeant et teneantur super sancta Dei evangelia se servaturos jura, statuta, libertates, privilegia, franchesias, et bonas et antiquas consuetudines, bonosque usus ville Crusillie et dictorum burgensium, nec non res et bona ipsorum, ubicumque sint in villa Crusillie et extra in toto Comitatu gebennensi, deffendere, servare prout Dominus tenetur subditos suos et eorum bona deffendere et servare, antequam ab eis recipiat juramentum.

4. Item, quod Castellani et officiarii dicti loci et judex, imperpetuum teneantur facere consimile juramentum antequam ipsis obediatur, et quod per judices nostros quoscumque assisie in dicta villa in loco publico teneantur.

5. Item, quod omnes alie franchesie ipsorum et singule clausule ejusdem franchesie per dictos predecessores nostros concesse remaneant imperpetuum in suo robore, posito quod non essent usi de ipsis, vel aliqua ipsarum, vel non uterentur in futurum eciam per tantum tempus quod memoria hominum in contrarium non existeret, et posito quod Dominus vel officiarii ejus uterentur de contrario quod non esset eis prejudicium, nec in possessione, nec in proprietate, nec in aliquo imperpetuum, sed haberetur ille usus pro non usu, eciam si usi essent dicti Dominus et officiarii, vel uterentur in futurum per tantum tempus quod memoria hominum in contrarium non existeret.

6. Item, quod burgenses, habitatores et jurati facientes usum ville Crusillie vendere possint denariatas suas quocumque nomine mensurentur precio quo poterunt, infra dictam villam, quociescumque voluerint, nonobstantibus contentis in dicta franchesia contrarium facientibus, dum tamen mensuram facient legalem.

7. Item, quod omnes burgenses et habitatores et jurati ville Crusillie qui habent et habebunt domum seu domos et possessiones infra dictam villam qui nunc sunt et fuerint in futuro, nunc et imperpetuum, qui dictis franchesiis et libertatibus gaudebunt, teneantur contribuere in oneribus et necessitatibus supportandis et imposicionibus fiendis per villam seu universitatem ville Crusillie nunc et in antea, et solvere sine querela et lite quantum erit eis taxatum per procuratores seu sindicos ville Crusillie qui nunc sunt vel fuerint pro tempore, seu deputatos vel deputandos pro taxa facienda, et per Castellanum ad solvendum compellantur ad requisicionem illorum qui expensas fecerint et ipsas expensas et imposiciones equabunt seu talliabunt, et omnes usus ville facere. Et quod habitatores et novi burgenses qui nunc sunt in dicta villa et qui pro tempore fuerint futuro, juramentum prestare teneantur, quam primo fuerint requisiti, pro parte dicte ville, super sancta Dei evangelia, quod ipsi facient et procurabunt proficium, comodum et utilitatem ville et universitatis Crusillie, et quod jura, statuta et libertates, privilegia et franchesias, bonas et antiquas consuetudines, bonos et antiquos usus dicti loci servabunt.

8. Secuntur limites franchesiarum ville Crusillie quibus hactenus uti consueverunt qui sunt hii, videlicet a villa de albergamento exclusive

tendendo versus calciatam magni stagni, et a dicta calciata, tendendo per chauda cavaz, versus crosum guibet, et a croso guibet, tendendo per juxta terras de novillar, versus fontem dou soex, et a dicto fonte tendendo versus luz bachez qui est in via Annessiaci, et a dicto bachecio tendendo versus luz preret de la bruery, et a dicto loco tendendo versus fontem de treynay, et a dicto fonte tendendo per la meysoneta versus nantum de rochina, et a dicto nanto tendendo versus dictam villam de albergamento.

9. Insuper, cum per gentes commissariosque nostros generales contra dictos nostros burgenses, habitatores et incolas dicti loci Crusillie proponerentur et super hoc certi fiebant processus, quod licet ipsi eorumve predecessores essent et fierint pro majori parte homines nostri talliabiles et predecessorum nostrorum, et esse debebant, nichilominus ipsi se gerebant pro liberis in nostri prejudicium et gravamen, et petebant per curiam nostram cognosci et declarari ipsos esse esseque debere homines nostros talliabiles, ipsosque debere obsequia et servicia talliabilia nobis prestare in futurum et pro preterito tempore, quia se non gesserunt pro hominibus nostris talliabilibus, interesse et dampna nobis resarciri postulantes; ipsis burgensibus in contrarium asserentibus et dicentibus eciam se esse et fuisse longissimis temporibus, scientibus et scire volentibus predecessoribus nostris Dominis Crusillie, in possessionem vel quasi libertatis, eciam pretextu franchesiarum et licterarum per predecessores nostros concessarum eisdem, si aliquo reperiretur ab inicio talliabiles. Nos, licet aliqua per gentes nostras in contrarium replicarentur, ex nostra certa scientia, provide et appensate, pro nobis heredibus et successoribus nostris, volumus et dictis nostris burgensibus utriusque sexus concedimus, quod ipsi, eorumque heredes et successores imperpetuum sint liberi, franchi et immunes ab omni jugo et servitute talliabili, si qui de ipsis reperirentur talliabiles, ipsosque et eorum heredes et successores, liberantes, affranchiantes ab eadem tallia servituteque talliabili, plenam libertatem et immunitatem de eadem servitute talliabili concedentes, salvo quod, si aliquis ipsorum teneat aliquas res que sint de nostro feudo talliabili recognite in novis extentis talliabiles ipsas tenentes, nobis teneantur deservire pro eisdem rebus, et servicia realia pro eisdem rebus nobis debita prestare, nisi de ipsis retenti fuerint per predecessores nostros sub certa censa, vel affranchiati. Persona tamen burgensis sic tenentis nichilominus sit libera, ut premictitur, a personali servitute talliabili, exceptis hominibus nostris talliabilibus in dicta villa commoran-

tibus, contentis et nominatis in novis extentis ibidem factis per Guillelmum de Mornay.

10. Item, cum per dictas gentes nostras nostrosque commissarios proponeretur, contra dictos nostros burgenses et subditos Crusillie, quod ipsi, singulique eorum, tenebant et possidebant in dicta villa Crusillie ejusque mandamento certas hereditates, domos, casalia, et alias res de feudo nostro, nobis commissas et appertas propter homagia non prestita, investituras non petitas, servicia non soluta, et aliis racionibus et causis, potissime propter theysias et cupas vini non solutas nobis debitas de casalibus et domibus venditis in dicta villa Crusillie, quarum theysiarum et cuparum vini arreragia et retente temporum preteritorum solvi nobis postulabant. Nos dicti Robertus Cardinalis et Petrus Comes, ex nostra certa scientia et ex liberalite nostra, pro nobis et nostris heredibus et successoribus, dictas commissiones nobis quacunque racione, titulo, vel causa, usque ad diem hodiernam pertinentes, eisdem nostris burgensibus utriusque sexus et eorum heredibus remictimus, quictamus et donamus, ita tamen quod servicia, census, et alia tributa que pro ipsis rebus nobis debentur nobis sicut dignum est solvantur, retentas et arreragia dictarum theysiarum et cuparum vini pro tempore preterito eisdem remictentes et quictantes.

Promictentes nos prefati Cardinalis et Petrus Comes, pro nobis, heredibus et successoribus nostris, bona fide, per stipulacionem sollempnem, premissa omnia universa et singula supra dicta, rata, grata et firma perpetuo habere et tenere, ac inviolabiliter observare, et contra ipsa, in toto vel in parte, de jure vel de facto, in judicio vel extra, per nos seu per aliquam personam interpositam, imposterum ullo tempore non venire, nec alicui contravenienti in aliquo consentire.

In quorum rei testimonium sigilla nostra presentibus duximus apponenda.

Datum Annessiaci die decima septima mensis septembris, anno Domini millesimo tercentesimo septuagesimo secundo. Per Dominos Cardinalem et Comitem, presentibus dominis Reymondo de Reynerio, Guillielmo de Ruppecula milite, judice gebennensi, Humberto de Navi, Iohanne Monsseres, Jacobo de Extanz, Aymone de Bosserone.

(Mémoires de la Soc. Savois. d'hist. et d'arch. t. IV, p. 149, collation. avec une copie communiq. par M. Jules Vuy.)

Les franchises de Cruseilles ont été confirmées : 1° Le 13 janvier 1396, à Cruseilles, par Humbert de Villars, comte de Genevois. — 2° Le 18 dé-

cembre 1463, à Annecy, par Janus de Savoie, comte de Genevois, baron de Faucigny et de Beaufort. — 3° Le 19 mai 1302, à Chambéry, par Philibert, duc de Savoie. — 4° Le 27 septembre 1526, à Annecy, par Philippe de Savoie, comte de Genevois, baron de Faucigny et de Beaufort. — Note communiq. par M. Jules Vuy.

SEYSSEL.

6 Avril 1285.

Franchises accordées à Seyssel par Amédée V, comte de Savoie, qui reçoit deux cents livres viennoises pour cette concession.

Nos Amedeus Comes Sabaudie et in Italia Marchio, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod nos considerantes bonam affectionem, quam dilecti nostri Burgenses et habitatores nostri Seysselli ad nos et nostros habent et hactenus habuerunt, eisdem pro nobis et successoribus nostris in perpetuum iura et libertates quibus regantur, prout melius intelligi possint, concedimus et donamus. Predicta autem iura et libertates sunt hec, videlicet :

1. Quod homo qui venit apud Seyssellum et moratur ibi per unum annum et diem sine impedimento liber est, et quidquid acquisierit potest dare et vendere, aut si voluerit recedere libere a villa, debet eum Dominus conducere per unum diem et unam noctem.

2. Si Burgensis moriatur sine herede et non fecerit suum testamentum, Dominus eiusdem ville debet commendare res eius duobus probis hominibus, ac illi debent eas custodire per annum et diem, et si infra annum venit legitimus heres, ille eas debet habere, et si non venit, Dominus debet de consilio proborum hominum facere inde eleemosinam, et si quid superest, illud debet habere. Et si aliquis mercator aut peregrinus vel viator moritur, hoc idem debet fieri.

3. Institutiones fori. Si quis frangit forum, illi debent recuperare et emendare illum qui frangit, qui debet sexaginta solidos de banno.

4. Item qui furtim portat leydam debet sexaginta solidos. Si forte per aliquem retromiserit, quittus est, et si nullum invenerit per quem remittet leydam, debet ponere sub lapide et duos lapides hinc et inde in testimonium, octava die debet ibi accipere per testes et reddere et per hoc est quittus.

5. Burgensis non debet leydam, nec pedagium, ex quo steterit in dicta villa per annum et diem.

6. Qui venit ad forum, leydam debet solvere sicut statutum est, et ex quo recedit de domo sua donec reversus fuerit sit securus. Si quis venit ad forum et infirmatur, securus debet esse in quocumque loco iaceat, donec possit redire in domum suam.

7. Qui percutit de pugno tres solidos debet, de palma quinque solidos. Qui extrahit ensem, sexaginta solidos. Qui percutit de petra, sexaginta solidos. Qui evellit vel trahit capillos alterius ambabus manibus, decem solidos solvet. Qui effudit sanguinem, ita quod appareat, sexaginta solidos. Qui percutit baculo, tres solidos. Qui rumpit violenter domum vicini sui, sexaginta solidos.

8. Si garcia dicat aliquid probo homini et mulieri quod sit turpe, et probus homo vel mulier dat ei unam eclaffam, non debet bannum.

9. Dominus ville potest facere venire ante se omnes mensuras, et si aliquam falsam invenerit, tres solidos debet ille penes quem inventa fuerit. Qui duas mensuras habet, magnam et parvam, in misericordia Domini est.

10. Qui adulterium fecit bannum debet sicuti statutum est.

11. Qui contendit ponere fidejussorem de plano clamore qui cognitus est debet tres solidos.

12. Omnes debent sequi Dominum per unum diem et noctem ad expensas suas, si Dominus facit exercitum et mittit bannum suum. Ille qui non vult debet sexaginta solidos, nisi occasionem rationabilem habuerit.

13. Casalia militum non debent excubias nisi Burgensis ea emerit.

14. Item, infra terminos ville nullus debet capi nisi latro aut traditor.

15. Quilibet tabernarius debet unam cuppam vini in festo sancti Andree.

16. Qui vendit domum aut casale, debet Domino unam cuppam vini et tenetur solvere in festo sancti Martini.

17. Omnes debent excubias, exceptis sacerdotibus et militibus.

18. Tabernarius qui vendit vinum per totum annum et alius qui vendit vinum in festo sancti Martini debet unam cuppam vini.

19. Carnifices debent linguas bovum et vaccarum ex quocumque loco venerint.

20. Mercerius alienus debet de leyda unum obolum in die fori, de equo quatuor denarios, de asino quatuor denarios, de duodecim ulnis tele unum denarium. De omnibus aliis rebus que vendantur scilicet de vitris, ollis et aliis rebus, usque ad duos solidos, accipitur leyda.

21. Casalia Comitis quicumque teneat, debet duos denarios de teysia, alias non.

22. Adulterium non potest probari per familiares Castellani, nec per ipsum, sed tantummodo per duos legitimos homines, qui sint de villa et qui viderint adulterium in opere.

23. Mercator alienus qui vendit pannos suos in foro, debet quatuor denarios de leyda, et minus si minus vendit.

24. Ille qui preest ville debet facere omnia cum consilio proborum hominum ville.

25. Si quis falsum clamorem fecerit, tres solidos debet.

26. Si quis de pede percusserit, decem solvere debet.

27. Si quis mercatur aliquam rem et aliquis supervenerit, non ei debet nocere, qui primo cepit habere rem, donec cedat.

28. Quilibet potest vendere casale suum cuilibet libere et absolute, et ille qui emit debet reddere Domino censum suum a quo casale movetur.

29. Qui interfecit bovem vel vaccam ad opus suum, non debet linguam.

30. Castellani et clerici liberi sunt, nec debent ponere in communi nec in munitione ville.

31. Qui juratus est non debet leydam post annum et diem, quacumque ville sit, sed debet ponere in communi.

32. Qui percussus fuerit ab aliquo in nemore aut de nocte, per unum testem potest probare lesionem, et si non probare potest et ille de quo clamor fit juret quod non fecerit, est quittus.

33. Si aliquis percussus fuerit et propter hoc sexaginta solidi dentur de banno, percusso debent dari triginta solidi; et sic medietas secundum pretium banni debet dari percusso vel cuilibet alii. Qui insultat aliquem in domo sua duplicem legem debet.

34. Qui vult venire in villam, prius debet satisfacere Domino suo.

35. Quodcumque bannum burgenses voluerint ponere, Castellanus debet concedere.

36. Si Comes vult habere furnos vel molandinos, villa debet eos tenere, et si velint se deffendere, Castellanus debet eos cogere.

37. Si dives habet causam cum paupere, villa debet ei dare consilium habita equitate.

38. Si quis vocat aliquem latronem aut traditorem, ei qui non vult se deffendere, in misericordia Domini est, que misericordia fiat ad consilium Burgensium ville.

39. Si Comes venit in villam, cum magno gaudio recipiatur et qui gratis ei servire voluerit, serviat.

40. Nullum bannum vendendi Comes habet in villa.

41. Nullus potest accipere vadimonium in foro, nisi venditio aut fidejussio fiat in foro. Si fiat in aliis diebus, vadimonium potest accipi sine Castellano.

42. Qui vendit bladum et piscem non debet leydam.

43. Si viator transit per villam, non debet detineri aliqua causa, sed debet ei judicium fieri.

44. Preterea nos dictus Comes volumus et dictis nostris Burgensibus concedimus, quod in usuris manifestis vel non manifestis, sive decedant testati, sive non qualiter, et quocumque loco decedant, de rebus eorum nihil possimus exigere vel habere ratione usurarum, nec in vita, nec in morte, nec post mortem ipsorum, sed res eorum et bona deveniant ad heredes vel propinquiores. Item prohibemus ne in bonis vel super bonis talium defunctorum, occasione predicta, fiat aliqua sequestratio vel seysina, et si forte facta fuerit, nulla maneat ipso facto.

Hanc autem libertatem et jura prout superius exprimuntur, pro nobis, heredibus et successoribus nostris, bona fide et per juramentum supra sancta Dei Evangelia prestitum a nobis, promittimus attendere firmiter et servare, nec aliquo tempore per nos vel per alium contra ire, confitentes nos a predictis nostris Burgensibus ex concessione hujusmodi ducentas libras bonorum Viennensium habuisse.

In quorum omnium premissorum robur et testimonium, sigillum nostrum presentibus literis duximus apponendum. Datum apud Seyssellum die Sabbathi ante ramos palmarum anno Domini mill°. ducentesimo octuagesimo quinto.

(Guichenon, Bresse et Bugey. Preuv. de Bugey, p. 244.)

RUMILLY.

1291 - 1440.

(Les chartes de Rumilly ont été transcrites par E. Mallet d'après une copie peu soignée du dix-septième siècle.)

I

1291, 4 Août. — *Amédée, comte de Genevois, confirme les anciennes franchises de Rumilly, dont il relate la teneur, et qu'il déclare avoir été accordées à cette ville par son aïeul le comte Guillaume et par les fils de celui-ci, Henri et Robert de Genève, ses oncles.*

Nos Amedeus comes Gebenn., notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod nos volentes sequi vestigia majorum nostrorum quantum ad bona faciendum, videntes cumque predecessores nostri, videlicet inclite recordationis D. Vuillermus Comes Gebbenn. avus noster et ejus filii, videlicet Henricus de Gebenna et R. in Christo pater D. Robertus quondam Episcopus Gebenn. patrui nostri, dederunt et concesserunt libertates, franchesias burgensibus de Rumiliaco, nos omnia predicta confirmamus, pro nobis et successoribus nostris dictas libertates, eisdem concedimus iterum et donamus, que libertates, jura municipii, conventiones et statuta inferius continentur.

1. Inprimis quod omnis homo qui moratur in villa de Rumiliaco per annum et diem sine revocatione Domini, liber est et homo Domini, ita tamen quod faciat usum ville sicuti alii et burgenses et juret salvum ville.

2. Item quicunque habitator ville Rumiliaci domicilium mutare voluerit, potest hoc facere et ordinare quidquid voluerit de bonis suis, juste tamen, et Dominus et burgenses debent eum ducere et conducere et res suas et guidare per noctem et diem pro posse suo.

3. Si burgensis de Rumiliaco moriatur, si faciat testamentum vel aliam ordinationem, illa vel illud, quantum de jure est, observetur et bona sua non saisiantur.

4. Si vero aliquis moriatur intestatus, proximiores ejus habeant bona sua, prout juris est, nec bona ipsius saisiantur.

Si vero aliquis moriatur intestatus qui non habeat legitimos successores, Dominus ville vel ejus Castellanus debet duobus probis hominibus electis de consilio proborum hominum jubere, ut dicta bona capiant et juramento fidelitatis custodiant, et expectent per annum et diem quod nichil removeatur soluto ere alieno, et infra annum appareat heres legitimus dicta bona sine diminutione habeat. Si vero infra dictum tempus nullus heres appareat, Dominus de consilio proborum hominum faciat elemosinam de dictis bonis, et quod desuper fuerit, sit Domino.

5. Institutiones fori. Si quis frangat forum faciendo maleficium, Dominus recuperet fractionem, et fractor debet 60 solidos.

6. Qui furtim . . . . portat laydam debet 60 sol. si forte per aliquem remiserit antequam sit domui, quictus est.

7. Habitator qui in villa steterit per annum et diem et usum ville fecerit ut ceteri burgenses, non debet laidam nec pedagium, ceteri vero qui usagia ville non faciunt solvant laidam et alia sicut extranei.

8. Si quis ad forum venit, ex quo domum suam exit sit securus pro posse donec cum rebus suis domum sit reversus.

9. Qui percutit maleficiose aliquem infra banna ville de pugno, debet 3 sol. sine fractione ossis et membri : si vero frangat os vel membrum, debet 40 solidos. Item qui percutit de palma debet 5 sol. Item qui trahit cutellum supra aliquem, debet 60 sol., et si percutiat, debet 10 libras si vulnus non letale sit. Item qui trahit dimidium ensem debet 60 sol., et si percutiat de ense 12 libras, si vulnus non sit letale. Qui trahit lanceam supra aliquem unum cubitum debet 60 s., et si percutiat solvet 10 libras, si vulnus non sit letale. Qui percutit aliquem de petra, debet 60 s. Qui trahit lapidem contra aliquem, ita quod ictus appareat in parieti vel in terra, licet illum non tangat, debet 60 s. Qui trahit capillos hominis ambabus manibus, debet 10 s. si ad unam manum, solvat 5 s. Qui effudit ab homine gladio sanguinem, ita quod appareat, debet 60 s. pro sanguine. Qui percutit de baculo debet 10 s., nisi os vel membrum fuerit ruptum, et tunc solvat 60 s.

10. Si quis infra banna ville Rumiliaci hominem interfecerit, secundum quod jure est puniatur.

11. Qui domum alicujus burgensis Rumiliaci violenter ruperit, solvat 60 s. Et in omnibus predictis maleficiis, injuriis vel furtis Castellanus cum consilio proborum hominum passo incontinenter faciat fieri congruam emendam ad dictum dicti Castellani et proborum hominum.

12. Si garcio vel garcia, fatuus vel fatua, facit vel dicit aliquid probo

homini turpe, probus homo vel alius de circumstantibus potest eis dare unam alapam impune.

13. Dominus ville, vel locum suum tenens, potest facere ante se quolibet mense venire omnes mensuras, et si aliquam falsam invenit, ad arbitrium proborum hominum falsarius debet 3 solid., et quod vendit tunc in illa mensura, est in misericordia Domini, et hoc credatur juramento contrahentium.

14. Qui duas mensuras habet, unam magnam et unam parvam, quibus utatur cum extraneis, tanquam falsarius puniatur.

15. Qui requisitus a Castellano de plano clamore ut fidejubeat et fidejubere non velit, postquam ter monitus fuerit, debet 6 den. Domino qualibet vice qua fidejubere noluerit pro posse suo.

16. Si fiat clamor de re excedente 10 s., victus solvat 3 s. Domino : de minori summa, solvat 12 d.

17. Omnes burgenses debent sequi Dominum per unum diem et unam noctem ad expensas suas et non plus, quando facit exercitum vel mandatum ; et ille qui noluerit ire vel mittere nuncium idoneum, debet 60 s., nisi causam rationabilem ostendat.

18. Si in villa Rumiliaci essent aliqui burgenses exercentes usurariam pravitatem manifestam, tales quod ecclesia cum eis non communicet in vita nec in morte, bona sua, solutis clamoribus, Domino sunt. In bonis vero illorum cum quibus ecclesia in vita vel in morte communicat, Dominus nichil accipiat, nec saisiat, sed habeant ea successores eorumdem.

19. Infra terminos ville nullus homo rapiatur, nisi sit latro vel proditor manifestus, aut etiam malefactor qui non velit vel possit fidejubere.

20. Item quilibet tabernarius debet unam cupam vini in nondinis Rumiliaci, que sit tanta quod unus equs portet sexdecim cupas.

21. Quilibet sutor debet accipere in manu qualibet sotulares, et post receptam laidam quales voluerit accipiat.

22. Qualibet bolongeria det eminatam panis in nondinis.

23. Lingue boum vel vaccarum Domino sunt si facte sint in macello vel alibi in villa causa venditionis.

24. Si mercator alienus emerit in foro animalia et ducit alibi, debet de bove unum denarium et de vacca unum den., et de porco et aliis parvis pecoribus unum obolum : de asino 4 den., de equo 4 den.

25. Mercerius alienus det in nondinis 4 den., vel quolibet foro unum obolum.

26. Quicunque extraneus mercator tenens stationem in nondinis, debet 4 d., vel quolibet foro obolum : si vero sine statione, det de libra 4 d.; si minus, det minus.

27. Si quis vendit minus 2 solidorum de vitris, de ollis terreis et aliis minutis, non debet laidam.

28. Equus oneratus de ferro exiens de foro, debet 4 d. Currus 8 d. balles 3 d.

29. Si quis emit equm extra villam et ducit eum per villam, debet 4 d., bos unum den., vacca 1 d., porcus, ovis, capra et aries, obolum; cossia salis, obolum; buccus 1 d.

30. Item qui pede aliquem percusserit, debet 10 s.; si frangat os vel budellum rumpat, debet 40 s.

31. Si quis se in foro alieno immiscuerit, debet 3 s.

32. Qui in die fori extra portam aliquid emerit, debet 3 s.

33. Qui juratus est ville et facit commune, gaudet privilegio burgensium, licet non moretur in villa.

34. Quicunque voluerit in villa stare, debet ponere in commune et facere usum burgensium.

35. Quilibet potest vendere domum suam, aut casale, et qui emit, debet reddere censum Domino a quo movetur.

36. Qui percussus fuerit in nemore de die, aut alibi de nocte, per unum testem debet probare lesionem suam, et si non potest probare, reus purget se juramento suo : si autem probetur, debet 60 s. pro banno et emendam passo per Castellanum ad arbitrium proborum hominum.

37. Quodcunque bannum burgenses voluerint concedere, Castellanus debet ponere.

38. Comes habeat in villa furnos et molendinum, et omnes eant ad molendinum et furnum Comitis. Qui contra fecerit debet 3 s. pro banno molendini. Expectent per diem et noctem furnum quousque pasta pejoretur, et tunc eat quilibet ubique voluerit. Molendinarius capiat tricesimam partem pro emina tantum. Furnum et furnerius capiat de cupa 1 den. tantum, et debet portare furnerius medietatem panis, et ille cujus est panis aliam medietatem.

39. Si Comes in villa venerit, honorifice recipiatur, et qui habet res venales, de quocunque ministerio sint, debet eas vendere Quod si non fecerit, per annum non vendat, nisi se emendaverit ad voluntatem burgensium et Castellani.

40. Comes nullum bannum vendendi habeat in villa, sed habeat credulitatem si dimittat pignus per 40 dies, et si pignus valet plus in tertio pretio, debet servari per annum et diem, et postea potest vendere.

41. Si burgenses committunt in foro talem legem debent qualem aliis diebus. In extraneis duplicatur.

42. Casalia, quicumque ea tenet, debet 2 d. pro tesia.

43. Adulter debet 60 s. pro banno, et mulier 30 s. sed adulterium non potest probare nisi legitime, et si injuste familiaris curie aliquem vituperaverit, legitime puniatur.

44. Nullus vadiet in foro nisi venditio aut fidejussio fiat in foro, et tunc cum consensu Castellani et sine expensis.

45. Si viator transit per viam et conqueritur de aliquo, vel aliquis de ipso, statim fiat justitia.

46. Si quis portaverit pedagium, debet 60 s.

47. Si jurato ville fiat injuria, Dominus et jurati adjuvent eum quousque sit ei emendatum.

48. Si quis vendit mutonem, vel ovem, vel capram pro castrone, vel porcam pro porco, debet 10 s.

49. Si quis falsit renunculos debet 3 s.

50. Si quis in curtile alterius intrat, herbas, rapas, ligna vel cepem, vel alia ibi capiendo de die, debet 3 s., de nocte debet 60 s., et qui in predictis bannis non est solvendo ad emendam si banna alias puniatur per Castellanum cum consilio proborum hominum.

51. Homines talliabiles burgensium juratorum qui faciunt usum ville, non recipientur in juramento ville sine voluntate Dominorum, nisi ibidem morati fuerint pacifice per duos annos et sine requisitione.

52. De serviciis, taliis et censibus, potest quilibet vadiare sine licentia Castellani.

53. Quotiescunque Castellanus vocat burgenses, ipsi debent venire. Si non venerint, non veniens debet 3 s. pro banno, si presens est quando vocatur nec habet legitimam excusationem, et tunc Castellanus potest statuere et tractare quidquid voluerit cum consilio presentium et consensu.

54. Cause pauperum, orphanorum et viduarum, sine dilatione cum consilio proborum hominum terminentur.

55. Si quis vendat vinum non foratum, debet 3 s.

56. Quicunque vendit aliquid, faciat mensuram legalem, alias perdet quod vendit illa vice, et debet 3 s. pro banno.

57. Quicunque vinum mutaverit sine consensu burgensium, debet 60 s.

58. Omnia ista debent fieri cum misericordia, secundum posse delinquentis, habita ratione sexus et etatis, et cum consilio proborum hominum ville.

59. Volumus, confirmamus et ordinamus nos prefatus Comes, quod in quolibet septenio Castellanus dicti loci cum consilio 10 vel 12 proborum hominum faciat juramentum ville renovare, et quod omnes habitantes jurent se servare libertates predictas, dummodo sint puberes, et qui jurare noluerint, nullum habeant privilegium libertatis.

60. Item volumus quod si super predictis statutis seu aliquo eorumdem, aliqua oriatur dubitatio, quod nos dictus Comes et dicti burgenses eligamus duos probos homines et unum medium, ad quorum arbitrium dicta dubitatio dirimatur pacifice et quiete.

Quas libertates et conditiones nos dictus Comes damus et concedimus dictis burgensibus presentibus et futuris, removentes penitus omnes alias consuetudines et servitutes, et omnia alia que contra jus et libertates hominum et rerum suarum inducta sunt et hactenus usitata, seu possint in posterum usitari, approbantes et confirmantes easdem libertates et omnia supradicta pro nobis et successoribus nostris, predecessorum nostrorum vestigia imitando. Promittentes et jurantes super sancta Dei evangelia omnia supradicta firmiter observare et contra predicta de cetero non venire, nec contra ea non venire, nec etiam contra facere volenti in aliquo consentire, nec aliquid facere in posterum contra predicta vel aliquid predictorum. Volentes quod quicunque pro nobis et successoribus nostris in dicto loco Castellanus fuerit, vel ejus locumtenens vel famulus, vel Judex pro nobis, vel alius officiarius noster, in introitu officii sui juret super sancta Dei Evangelia se predicta omnia firmiter observare, nec et quousque istud fecerit obediatur. Hec acta fuerunt Aneciaci burgi, in domo Stephani Eschaqueti, testibus presentibus ad hec vocatis et rogatis discretis viris D. Emone decano de Avullionay, Jacobo Eschaqueti, D. Rodulpho de Ponte vitreo, D. Guillermo Conversi de Avalone, militibus, Henrico Panater de Rupe, Bono Johanne et Guicherdo Converii de Rumiliaco. Et ego Villermus de Consilia, clericus publicus, auctoritate imperiali et D. Comitis Gebennensis Notarius, eis premissis presens fui, et de mandato predicti D. Comitis super premissis tria instrumenta feci, et ea tradidi signata signo meo, quorum duo instrumenta debent habere burgenses de Rumi-

liaco, et dictus D. Comes tertium instrumentum. In quorum robur et testimonium, nos predictus Comes huic presenti instrumento sigillum nostrum duximus apponendum. Datum secundo nonas Augusti A. D. mill°. ducentesimo nonagesimo primo.

II

1320, 19 Mai. — *Guillaume III, comte de Genevois, accorde aux bourgeois de Rumilly le droit de couper du bois et de faire du charbon dans la montagne voisine de cette ville, et les autorise à nommer un forestier.*

Nos Guillermus, Comes Gebennarum, universis tam presentibus quam posteris per presentes fieri volumus manifestum, et nos considerata et in animo nostro revoluta affectione, quam progenitores nostri temporibus retroactis habuerunt, et nos etiam habuimus et habemus erga dilectos et fideles speciales burgenses et juratos nostros Rumilliaci in Albanesio, tam nobiles quam innobiles, detento etiam bono portamento quod dicti burgenses et jurati tam nobiles quam innobiles erga predecessores nostros et nos etiam impenderunt, et sint remuneratione digni, dictis nostris burgensibus Rumilliaci nobilibus et innobilibus, heredibus presentibus et futuris, usum plenum montis Rumilliaci predicti, prout et in quantum limites dicti montis per totum mendamentum Rumilliaci se extendunt, pro nobis et heredibus nostris confirmamus, et de novo ex certa scientia concedimus et donamus, itaque dicti burgenses et jurati nobiles et innobiles qui nunc sunt et eorum heredes qui pro tempore fuerunt, et non aliqui alii cujuscunque conditionis existant, in dicto monte possint libere ligare, bocherare, et raffurnum seu raffurnos, carbones et omne genus meriarum facere, et breviter omnia alia pro libita voluntate facere que eisdem utilia videbuntur, hoc excepto quod in dicto monte nulla exusta nova quocunque fieri valeant in futurum. Volentes et dictis burgensibus et juratis concedentes, ut supra hoc eisdem, pro nobis et heredibus nostris, bona fide promittentes et nulli alii de consensu nostro utentur aliquatenus de cetero dicto monte, nisi duntaxat burgenses et jurati nostri Rumilliaci, salvis nobis et retentis . . . . censibus et abergamentis usque ad presentem diem, per nos, seu predecessores nostros, factis temporibus retroactis, et etiam salvo et retento nobis et heredibus nostris ut nos

possimus et debeamus, non obstante presenti concessione, uti dicto monte, videlicet pro nostris necessariis propriis, raffurnos faciendo, bastimenta et omnes merias necessarias faciendo, si et quandocunque voluerimus et nobis videbitur opportunum.

Concedimus insuper dictis burgensibus et juratis Rumilliaci nobilibus et innobilibus, quod pro dicto monte custodiendo ad utilitatem eorumdem . . . . possint et debeant . . . . pacto presenti, ponere in dicto monte missilierum seu foreterium idoneum, qui quando ponetur per eosdem, Castellano nostro Rumilliaci qui pro tempore fuerit presentetur, et in ipsius Castellani manibus jurare teneatur, dictum officium bene et legaliter exercere, nec alicui aliquid de dicto monte vendere vel donare, nec alicui de dicto monte capere volenti aliquatenus consentire, jura et banna nostra nobis seu Castellano nostro Rumilliaci et de eisdem bonum computum et legale reddere. Qui foreterius, pro labore suo, pro qualibet vice et pro quolibet non burgense et jurato reperto in dicto monte, percipiat quatuor denarios et non ultra.

Quam confirmationem, donationem seu concessionem bona fide promittimus et dictis burgensibus et juratis Rumilliaci tam nobilibus quam innobilibus presentibus et solenniter recipientibus ad opus sui omniumque successorum suorum in dicto loco Rumilliaci habitantibus et habitaturis de cetero et etiam extra locum Domini burgenses et jurati dicti loci existant, semper ratam, gratam et firmam perpetuo tenere et inviolabiliter observare, et dictum montem, dictis burgensibus et juratis et eorum heredibus, per modum supradictum deffendere ab omnibus, propriis nostris sumptibus et expensis, et etiam contra omnes manutenere et observare.

In cujus rei testimonium, sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Datum Rumilliaci, die sabbati in vigilia pentecostes, que sunt decima nona mensis Maii. A. D. m°. tercentesimo vigesimo sigillatum.

III

1372, 4 Novembre. — *La comtesse Mathilde de Bologne et son fils le comte Pierre confirment les franchises de Rumilly du 4 août 1291 et y ajoutent quelques dispositions nouvelles.*

Nos Mathildis de bolognia comitissa, et Petrus ejus filius comes Gebennesii, notum facimus universis presentes franchesias inspecturis,

quod nos dilectorum fidelium nostrorum subjectorum burgensium Rumiliaci supplicationem recepimus, ut franchesias, libertates et privilegia hactenus per predecessores nostros eisdem concessas et concessa, confirmare dignaremur, quasque cum aliquibus ex ipsis aliquando dubium oriatur et obscuritas, ut clariorem intellectum contineant.... etiam quoddam addendo et detrahendo apponi faceremus in eisdem, ut clarioribus verbis et additionibus obscuritas in futurum tollatur. Insuper quasdam franchesias et libertates per predecessores nostros eisdem concessas, quas nobis ostendunt, de novo eisdem concedi nobis humiliter postularunt, liberalitatis nostre beneficium misericorditer implorantes.

Nos vero, respectu habito ad multiplicia beneficia probitatis merita dictorum burgensium nostrorum, quibus nos et predecessores nostros sollicitis studiis honorare, et volentes sequi vestigia predecessorum nostrorum, tam franchesias, libertates et privilegia hactenus per predecessores nostros ipsis burgensibus nostris et eorum predecessoribus concessas et concessa, quas tenore presentium approbamus, confirmamus et laudamus, eacum eorum bonis usibus et consuetudinibus, quod alias de novo petitas ipsis nostris burgensibus, pro ipsis et eorum successoribus, damus, renovamus et largimur ex nostra certa scientia prout et quemadmodum inferius continentur et declarantur. Et franchesie vero antique de quibus superius fit mentio per nos confirmate sequuntur ut infra.

(Suit la teneur des franchises ci-dessus, du 4 août 1291.)

Additiones vero nove franchesie eisdem per nos noviter concesse sequuntur ut infra :

1. Videlicet, dicti Burgenses in villa et inter limites franchesie commorantes habeant usum montis Rumiliaci prout et in quantum limites dicti montis per totum mandamentum Rumiliaci se extendunt, videlicet bochassiandi pro affocagio suo, et facere possint ibidem raffurnum seu raffurnos pro clausuris dicte ville, pro ecclesia, vel hospitali, seu pro pontibus aut aliis operibus publicis et communibus dicte ville.

2. Item, quod dicti Burgenses scindere possint fraxinos in dicto monte pro suis doliis ligandis et preparandis tantummodo.

3. Item quod omnes persone cujuscunque status et conditionis existant, domus infra dictam villam habentes, debeant usum ville facere et in communi contribuere, quamvis non sint jurati.

4. Item, infra terminos ville nullus homo capiatur, nisi sit latro vel proditor manifestus, qui fecerit tale delictum pro quo debeat capi et non

recipi fidejussio ab eo. Si vero sit delictum tale quod fidejubere debeat, si habeat bona sufficientia infra districtum Domini ad solvendum banna superius nominata, vel majora alia si ad hec teneretur emendare . . . . . , illa bona rapiantur et non persona ejus, et vendantur. Si vero bona non sufficerent, et delinquens non vult fidejubere vel non potest, tunc capiatur per Castellanum. Si bannum sit sexaginta solidorum vel plus, et in eo casu taliter fidejubere volens vel non volens, si capiatur, non ponatur in ratero, nec poni debeat sua persona ubi proditores vel latrones ponuntur, sed in magis curiale presone ville. Et si Castellanus vel familiares ejus non vellent accipere eum, vel non essent presentes, illi de villa possent eum capere si voluerint, et custodiatur per Curiam quousque satisfecerit Domino de banno et emendaverit damnis passo.

5. Item, quod burgenses et jurati domum in dicta villa habentes et commune ipsius facientes, vendant grosse et minute vinum quantum voluerint et poterint, et eum, si velint, proclamari faciant, clausulis et contrario dicentibus remotis, nisi sindici dicte ville de consilio burgensium et universitatis, vocato Castellano si interesse potuerit, vellent ad requisitionem dicte universitatis aliud ordinare.

6. Item, quod omnes homines mandamenti dicte ville, boves et alia animalia ad carrucandum habentes, convocari debeant ad eundum carragio pontium et aliorum operum publicorum dicte ville per Castellanum dicti loci aut ejus familiarem, prout juris est hactenus consuetum.

7. Item, quod jurati dicte ville non debeant jurari, neque pro charreagio Domini quicunque per Castellanum et ejus officiarium, nisi hactenus aliter sit consuetum.

8. Item, volumus quod non inquiratur nisi intervenerit accusator vel denunciator, aut de mandato Judicis, vel contra publice defamatos, et quod accusator vel denunciator teneatur et debeat primo cavere partis idonee, si caderet in causa, excipere et solvere quod de jure esset et fuerit faciendum, judicatumque erit. Et si accusator in probatione deficiat, in expensis legitimis condemnetur, ad ipsos solvendum compellatur, nisi justa causa excuset ab expensis, quod relinquatur arbitrio et Judicis consciencie.

Promittentes nos prefati Comitissa et Comes, pro nobis et heredibus successoribus nostris, bona fide, per stipulationem solempnem, premissa omnia universa et singula supradicta, rata, grata et firma habere perpetuo et tenere, ac fideliter et inviolabiliter observare, et contra predicta in toto vel in parte, de jure vel de facto, in judicio vel extra, per nos

seu aliquam interpositam personam, in posterum ullo tempore venire, nec alicui contravenire volenti in aliquo consentire. Promittentes etiam juramento quo supra, non facere aliquas novitates in dicta villa nec contra dictos burgenses, nec aliquid ab eis ultra predicta exigere, nisi de sua processerit voluntate.

Datum Anneciaci die quarta mensis Novembris, anno a nativitate Domini mill°. tercentesimo septuagesimo secundo. Per Dominum et Dominam, presentibus D. D. Reimondo de Chissie, Guillelmo de Rupecula, militibus, judice Gebennesii, Humberto de Navi, Aymoneto de Rosseriis.

IV

1376, 8 Novembre. — *La comtesse Mathilde de Bologne et son fils le comte Pierre accordent aux bourgeois de Rumilly un impôt municipal à percevoir sur chaque charge de blé qui sera vendue dans la ville et le mandement.*

Nos Mathildis de Bolonia Comitissa, et Petrus filius ejus Comes Gebennesii, notum facimus universis presentes nostras litteras inspecturis, quod audita supplicatione dilectorum fidelium nostrorum universitatis ville nostre Rumiliaci in Albanesio, supplicantium nobis et humiliter postulantium, quia universitas eadem maxima et infinita onera habet supportare et in futurum habet in constructione et recuperatione pontium, januarum, clausurarum et aliorum necessariorum dicte ville, ex quibus faciendum commune ipsorum ibidem et in mandamento et castellania dicte ville levari et percipi consuetum sufficere non potest ad premissa facienda, sed in periculo destructionis defectu financiarum parata sunt eidem universitati dictum commune augmentare de eorum proprio dignaremur et liberaliter concedimus.

Nos ea propter Comitissa et Comes prefati, relatione fide digna certificati premissa esse vera, que etiam notoria sunt omnibus videntibus dictam universitatem que optatis voluntatibus nobis et nostris predecessoribus in omnibus fideles fuerunt et cordiali affectu in omnibus complacere voluerunt, volentes ipsos exinde consolatos cum juste et pro utilitate publica postulent id quod petunt, pro nobis et successoribus nostris, non per errorem aut improvide, sed ex nostra certa scientia et animo deliberato, dicte universitati pro se et suis in futurum damus, largimur

et concedimus per presentes, ut ipsi et eorum successores in futurum, ultra aliud commune quod levari solitum est (premittitur quod erat: de qualibet sommata que minutim vendebatur in villa et castellania predicta venditores duos ulceos vini solvebant, et de qualibet bestia onerata blado quod extra villam venale extrahebant, tres obolos solvebant et denarium Dei prout consueverunt) reciperent. Item commune harum tenorum confirmantes ab hinc in antea perpetue ut premissa onera supportare valeant et in statu tenere opportuno, levent, percipiant et exigant super et de qualibet sommata que in dicta villa et castellania minutim vendetur per quoscunque status et conditionis existant, alios duos ulceos vini levent a venditore et exigant, et sic erunt tam de antiquo quam de novo pro sommata quatuor ulcei.

Item et de qualibet sommata que in dicta villa Rumiliaci vendetur in grosso, dum statim per emptorem ad vendendum minutim non exponat infra villam predictam duos ulceos vini levent ex venditore et exigant ipsos tamén venditores tam in grosso quam minutim de hujusmodi augmentatione relevare volentes, ordinamus, et dicte universitati concedimus per presentes, quod ipsas mensuras, scilicet ulceos sive picotos et alias mensuras minores diminuant, decrescant pro sommata de duobus ulceis : itaque sommata vini que sexaginta sex picotos continet et continere solebat, sexaginta octo de cetero contineat, auctoritatem, licentiam et mandatum dicte universitati et successoribus eorumdem dantes harum tenore et pleno concedentes dictas mensuras minuendi ut prefertur et dictum commune, tam antiquum quam de novo concessum per modum supra declaratum, levandi, perlegendi, sine assensatore et Sindico dicte ville percipiendi, exigendi, et pro ipsis impune pignorandi, et pignora vendendi pro solutione premissorum integriter obtinenda licentia cujusque mensure super hoc acquirenda.

Mandantes Judici, Castellano, et aliis officiariis nostris qui nunc sunt et qui pro tempore fuerint, quatenus in premissis dicte universitati nullum apponant nec apponi permittant impedimentum seu contradictionem quamcunque, sed omnia et singula firmiter observent et per quoscunque firmiter faciant observare, et per recollectores communes fuerint requisiti preconizare faciant et sub certis penis quod omnes et singuli qui vinum vendent, ut prefertur, quantitates venditas revelent dictis recollectoribus, et commune solvant sine fraude. Promittentes bona fide omnia premissa observare et contra non venire. Datum Annessiaci die octava Novembris A. D. m°. ccc°. septuagesimo sexto,

sub sigillis nostris in testimonium premissorum. Per Dominum et Dominam, presentibus D. Girardo de Terniaco, milite, cancellario, Judice Gebenn. et Petro de Marlio.

V

1283, 22 Mai. — *La comtesse Mathilde de Bologne et son fils le comte Pierre donnent l'interprétation d'une des clauses des anciennes franchises de Rumilly et fixent les limites de cette ville.*

Nos Mathildis de Bolonia Comitissa et Petrus Comes Gebenn. ejus filius, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod cum per commissarios nostros mota esset questio contra burgenses nostros Rumiliaci super prima clausula in primis franchesiis descripta, cujus clausule tenor sequitur in hunc modum : « In primis omnis homo qui morabitur in villa de Rumilliaco per annum et diem sine revocatione Domini, liber est et homo Domini ville, et tunc et heredes sint, quandiu in villa predicta morabitur, ita tamen quod faciat usum ville sicuti alii burgenses, et juret salvum ville. » In virtute cujus clausule dicti commissarii petebant et requirebant quod burgenses qui morati fuerunt in dicta villa per annum et diem, confiterentur esse homines Domini ville : proponentes ipsi commissarii quod dicti burgenses, tanquam inobedientes, plures penas seu mulctas commisserint, ex eo quod dictum homagium confiteri et recognoscere recusaverunt, ad hoc tendentes dicti burgenses quod non tenentur ad aliquod homagium seu fidelitatem prestare virtute dicte clausule, quia loquitur dicta clausula de advenis et forentibus qui in et de extra veniant in villa moraturi, qui habuerunt alium Dominum, et talis fuit intentio inclite recordationis D. Amedei Comitis Gebenn. qui dictas franchesias concessit, et aliorum ejus predecessorum, et hoc patet per consequentias dicte clausule, ubi continetur : ita tamen quod usum ville faciat sicuti alii burgenses, et juret salvum ville : nec autem sunt intellecturi hominibus franchis et liberis ab omni onere et vinculo homagii, neque concesse fuerunt libertates franchesie in servitutem ipsorum burgensium dicte ville, sed in ipsorum profitium et favorem, dicteque ville augmentationem, in quibus franchesiis absque protestatione seu recognitione homagii sunt dicti burgenses et fuerunt, steteruntque

eorum predecessores . . . . ante dictas franchesias concessas et post per tanti temporis spacium, quod de contrario hominis memoria non existit. Promittentes ipsi burgenses quandam clausulam contentam in dictis eorum franchesiis per prefatos Dominam et Dominum confirmatis et de novo concessis, in quibus continetur : removentes penitus alias consuetudines et servitutes que contra jus et libertates hominum et rerum suarum in dicta sunt et hactenus usitata, seu possent in posterum usitari. Et si forte aliqui essent in villa, qui Dominum habuerunt et petitionem dictorum commissariorum dubitantes et villam absentarent, quod fieri potest, quia homo Domini ville non dicitur nisi quandiu in villa moratur, hoc esset in detrimentum et deteriorationem dicte ville, et ad evitandum quod dicta villa ad presens vel in futurum gentibus diminuatur, sed ut ex venientibus et habitantibus repleatur, supplicaverunt nobis dicti burgenses quatenus illa verba propter que per dictos commissarios nostros inquietantur, videlicet « et est homo Domini ville ex tunc et heredes ejus » nobis placeret removeri mandare, et per alia verba dictam clausulam mutare, ut contra habitantes dictam villam nulla petitio homagii pro dictis franchesiis, seu pretextu dictorum verborum in ipsa clausula contentorum, fieri debeat in futurum, et hoc sine prejudicio seu correctione aliqua dictarum franchesiarum ; supplicantes etiam terminos et limitationes dicte ville per gentes nostras ad plena loca dictorum limitum visa et examinata atque declarata de loco ad locum ipsis burgensibus per litteras nostras declarari, in eorum franchesiis adjungi. Nos Comitissa et Comes, habito respectu ad multiplicia probitatis merita dictorum burgensium nostrorum, augmentumque et statum dicte ville cupientes, atque eisdem in eis et majoribus complacere volentes, predicta per ipsos supplicata eisdem graciose concedimus et donamus prout inferius declaratur.

Et primo quod clausula dictarum franchesiarum tenoris subscripti cassa sit et vana, nullumque effectum contineat per verba ibidem contenta, ut a modo in antea non sit obscuritas vel dubium in eadem clausula, nec aliquod homagium ratione seu occasione franchesiarum ab aliquibus habitantibus in villa eadem peti debeat in futurum, et loco dicte clausule habeant dicti burgenses clausulam et capitulum franchesiarum earum tenoris infrascripti.

Primo, omnis homo qui moratur et morabitur in villa Rumilliaci per annum et diem sine revocatione et contradictione Domini sui, liber sit, et libertate et franchesiis dicte ville gaudeat quandiu morabitur seu domicilium habebit in dicta villa, et faciat usum ville, et in presentia Sindi-

corum juret salvum ville, videlicet esse fidelis et legalis Domino ville, seque servaturum statuta et libertates ejusdem, et hoc nisi esset homo noster aliunde. Propter quam mutationem dicte clausule, non intendimus dictas franchesias aliquo modo fore corruptas in aliis, sed ipsas in nostris litteris presentibus approbamus, ratificamus et confirmamus, promittentes bona fide nostra contra predicta et infrascripta seu aliqua de eisdem nullo modo facere, vel venire volenti in aliquo consentire.

Terminos vero et limites dicte ville, in quibus franchesie prout in villa debent observari, ex relatione plurium fidedignorum per gentes et commissarios nostros alias ad plura loca dictorum limitum destinati fuerunt, esse volumus et declaramus prout infra : videlicet a perrosa ultra fines poni debet terminus tendens prope Crosetam de Martenay versus angulum sessie prope nemus de martenay; debet poni terminus a dicto loco protendendo per subtus domum de savoirouz; poni debet terminus prope dictam viam a dicto loco protendendo prope seu juxta vadum de motz; alius terminus poni debet a dicto vado protendendo per viam nominatam obligelinam, juxta grangiam Domini francisci Candie, que quondam fuit Domini Guichardi Calandreti; poni debet alius terminus a dicto loco, protendendo per summitatem nemoris Domini de meyz supra dictum nemus; debet alius terminus poni a dicto loco termino protendendo versus grossum lapidem existentem in via de subtus clausum; remaneat dictus lapis pro termino a dicto grosso lapide protendendo per superius domum Johannis de Lecherene versus molendinum Broysi, quod molendinum infra dictos limites inclusum pro termino remaneat; a dicto molendino protendendo versus alium molendinum de Copeto, remaneat dictum molendinum pro termino infra limites inclusum; a quo molendino protendendo versus grossum lapidem nominatum petra farnosa remaneat dictus lapis pro termino; a dicto lapide protendendo versus primum locum de perrosa ponantur termini, per quos usque ad dictum locum possint dicti limites sine dubio remanere, et si sint aliqui termini a dictis locis distantes alter ab altero, ponantur termini intermedii, ut non in futurum oriatur dubitatio. Ad quorum nostrorum burgensium supplicationem tenore presentium precipiendo, mandamus dicto nostro Castellano dicti loci Rumilliaci seu ejus locum tenente, quatenus terminos lapideos in locis predictis . . . . . poni faciant.

Pro quibus suprascriptis confitemur nos habuisse et recepisse a dictis nostris burgensibus per manum Aymoneti de bossone, receptoris nostri, centum florenos auri pro nobis et viginti pro Consilio nostro.

Datum Balme die vicesimo secundo mensis Maii A. D. m°. cc°. octuagesimo tertio, sub sigillis nostris in testimonium premissorum, in nostri Comitis absentia quoniam in recessu nostro litteras nostras sic fieri ordinavimus.

Per Dominam prefatam genitricem Domini, et Dominam consortem Domini in ipsius absentia, presentibus DD. Petro bastardo de Gebenn., Guillermino de Rupecula . . . . . cancellario Gebenn., Nicodo de Altavilla, et commissario Aym. de Rosseriis.

VI

1418, 10 Mars. — *Amédée VIII, duc de Savoie, confirme les anciennes franchises de Rumilly et ajoute quelques dispositions nouvelles.*

Nos Amedeus, Dux Sabaudie, Chablesii et Augusti princeps, Marchio in Italia, Comes Pedemontis et Gebenn., notum facimus tenore presentium universis ut condilecti, fideles, nobiles, incole et habitatores et subditi nostri ville nostre Rumilliaci in Albanesio, nobis humiliter supplicaverint hactenus eorum franchesias, libertates, capitula, privilegia et immunitates per inclitarum recordationum predecessores nostros Comites Genevenses eis hactenus concessas et largitas, benevole eis confirmare et de novo concedere dignaremur, quos quidem franchesiarum, libertatum, capitulorum, privilegiorum et immunitatum tenores de verbo ad verbum sequitur per hec verba.

(Suivent les chartes relatées ci-dessus, de 1291 à 1383.)

Quibus quidem franchesiis, libertatibus, capitulis, privilegiis et immunitatibus suprascriptis visis et inspectis, volentes supplicationi dictorum nobilium, burgensium, incolarum, habitatorum et subditorum terminorum dicte ville nostre Rumilliaci super hiis, ut prefatur, nobis facte, favore benevolo annuere, attentis et consideratis gratis et acceptabilibus serviciis per ipsos nobis continue factis, consideratis etiam oneribus per ipsos quam pluries supportatis, tam in expensarum nostrarum solutione quam aliter, certisque aliis causis justis nos ad hec moventibus, nos Dux prefatus, pro nobis notrisque heredibus et successoribus universis, dictas franchesias, libertates, capitula, privilegia, et immunitates suprascriptas, secundum eorum formam, tenorem et effectum, prout et quemadmodum superius scripta sunt atque narrata, dictis nobilibus, burgensibus, in-

colis, habitatoribus et subditis nostris dicte ville Rumilliaci et eorum heredibus, successoribusque et posteritatibus quibuscunque, laudamus, confirmamus et de novo concedimus et largimur per presentes.

Preterea volentes dictos nobiles, burgenses, incolas, habitatores et subditos nostros tractare gracia ampliori, pro nobis nostrisque heredibus et successoribus universis, predictis in libertatis beneficium graciose damus, largimur et concedimus, presentium tenore, ultra predictas franchesias et libertates suprascriptas, dictis nobilibus, burgensibus, habitatoribus, incolis et subditis nostris dicte ville nostre Rumilliaci, et suis heredibus successoribusque et posteritatibus quibuscunque, libertates, franchesias, capitula, privilegia et immunitates subscriptas :

1. Et primo, si quis burgensis vel juratus ville aliquam rem mercatus fuerit, nullus eidem in foro suo se immiscat, nec eidem cupienti rem habere noceat donec recesserit, et qui contrarium fecerit solvat quinque solidos pro qualibet vice.

2. Item, quociescunque Sindici ville Rumilliaci pro negotiis ville predicte peragendis evocare voluerint burgenses dicte ville, ipsi burgenses et jurati venire teneantur ad locum ubi evocati fuerint, et non veniens pro qualibet vice qua defecerit solvat quinque solidos.

3. Item, quod Castellanus dicte ville Rumilliaci, sive alius quicunque officiarius non debeat nec possit per penas aliquem burgensem vel juratum dicte ville assignare vel assignari facere in castro seu in vicedomni . . . . . , pro quocunque delicto, si fidejubere se offerat, nisi sit latro aut proditor manifestus, aut pro debito submissus.

4. Item, qui domum alicujus burgensis vel jurati fregerit seu ruperit violenter, pagniatur ad duplicem secundum juris ordinem.

Promittentes bona fide nostra, per juramentum nostrum et sub nostrorum omnium obligatione bonorum, dictas franchesias, libertates, capitula, privilegia et immunitates suprascriptas, per nos laudatas, confirmatas et de novo concessas et largitas, ut prefertur, pro nobis et nostris predictis habere perpetuo ratas, gratas et firmas et non contra facere, dicere vel venire volenti in aliquo consentire. Dantes ulterius presentibus . . . . . in mandatis Ballivo, Judici, procuratori Gebenn., Castellano dicti loci Rumilliaci et ceteris officiariis nostris presentibus et futuris et eorum loca tenentibus, hactenus dictas franchesias, libertates, capitula, privilegia, immunitates suprascriptas, per nos laudatas, confirmatasque et de novo concessas, et omnia et singula in presentibus litteris nostris contenta et comprehensa, cum eorum bonis usibus et consuetudinibus,

dictis nobilibus, burgensibus, habitatoribus, incolis et subditis nostris dicte ville nostre Rumilliaci et ipsorum heredibus et posteritatibus quibuscunque, teneant, attendant et observent cum effectu, et in nullo contra faciant quomodolibet vel opponant.

Datum Camberiaci die decima mensis Marcii A. D. m°. quatercentesimo decimo octavo. Per Dominum, presentibus D. D. Jo. de Belloforti, cancellario, bastardo de Sabaudia, Jacobo de Villeta, Jo. de Fonte, P. Andreveti et P. Amblardi. — R. litt. port. Petrus Gaveti.

VII

1438, 25 Avril. — *Louis de Savoie, lieutenant général de son père le duc Amédée, accorde des exemptions aux étrangers qui viendront habiter la ville de Rumilly, dévastée par des incendies.*

Ludovicus de Sabaudia, princeps pedemontii primogenitus, locum tenensque generalis Ill^mi^. D. genitoris mei D. Amedei Ducis Sabaudie, Chablesii et Auguste principis, Marchionis in Italia, Comitis pedemontii et Gebenn., Valentinensisque et Dyensis, universis modernis et posteris serie presentium fiat manifestum, quod cum dilecti fideles nostri homines, burgenses et incole Rumilliaci in Albanesio, causantibus ipsorum multifariis, ignis incendio, combustionis ceterisque oneribus per ipsos hactenus supportatis et subtentis, nobis humiliter supplicarunt ut sibi indultum seu premium aliquod conferre dignaremur, propter quod ipsa villa Rumilliaci, que totaliter depopulata est, et fere medietas domorum illius ville una cum meniis et pontibus ejusdem in ruinam perversa, restaurari, populari et refici possit et valeat, quorum supplicationi favore benevolo inclinati, potissime premissis et loci situationi, etiam certis aliis piis moti respectibus, maturaque deliberatione super hiis prehabita, de precepto prefati Domini mei, exque plenitudine nostre potestatis, pro nobis et nostris statuimus et ordinavimus, ac in villa illa in speciale privilegium concedimus et largimur, quod Joh. Guichardi, Petrus Perrini, Nicolaus Galliont, forenses, presentialiter residentes in dicta villa Rumilliaci et ceteri alii extranei et forenses, ibidem venire ad residentiam continuam facere volentes, sint immunes et exempti, per quatuordecim annos continuos et integros die qua intraverunt et intrabunt ipsam villam incohandos ut successive et finiendos, ab omnibus talliis, subsidiis, donis

et aliis quibuscunque tributis et oneribus prefato Domino meo et nobis spectantibus et spectare debentibus. Quavis occasione sive causa, ipsum Johannem, Petrum et Nicolaum, ac ceteros alios forenses, premissis de causis, presentium tenore, a predictis talliis et ceteris aliis oneribus exhimimus, et immunes, quietos et liberos esse volumus, ita tamen quod lapsis dictis quatuordecim annis predicti forenses in ipsa villa Rumiliaci teneantur et debeant morari et domicilia sua facere, atque predicta tributa et onera solvere, sicut et alii vilici in eadem villa Rumilliaci habitantes. Ballivo Gebenn. Castellanoque dicti loci Rumilliaci et ceteris aliis officiariis prefatis Domini mei atque nostris, presentibus et futuris ad quos presentes pervenerint et presentate fuerint, seu ipsorum locatenentium et cuilibet eorumdem propterea mandantes quatenus predictis hominibus forensibus et cuilibet ipsorum has nostras gracie et privilegii litteras teneant, attendant et inconcusse observent, et per quoscunque observari faciant, in nulloque contrafaciant quomodolibet vel opponant. Datum Thononii, die vicesimo quinto mensis Aprilis A. D. mill°. quatercent°. trigesimo octavo. — Per D. principem, presentibus DD. Johanne Domino belloforti Cancellario, Petro Domino Barjacti Marescallo, P. Marchiandi, Barthol. Chabodi, Rodol°. Domino Coudree, Jo. de Compesio, de draconibus, Jac. Rosseti Judice Chablesii, Fr. Lanesii magistro hospitii, Guill°. de foresta. — R. lit. port. — Jacobus Gallife.

VIII

1440, 16 Mars.—*Louis, duc de Savoie, en suite d'une requête qui lui est adressée, confirme les exemptions précédentes accordées aux étrangers venant habiter Rumilly.*

Vobis Illustrissimo Domino nostro Sabaudie Duci, supplicatur humiliter pro parte vestrum pauperum judiciarii Petri Perrini habitatoris ville vestre Rumilliaci in Albanesio, quod cum in libertatem et franchesiam dederit omnibus foresteriis habitatoribus, et continuam mansionem in eadem villa facere volentibus, quod ipsi essent exempti et immunes ab omnibus talliis, donis, subsidiis et aliis oneribus vobis spectantibus et pertinere debentibus per quatuordecim annos, ad eo quod dicta villa popularetur, augmentaretur et repararetur : que totaliter, proh dolor! vertetur in ruinam, ut constat quadam littera per Secretarium vestrum

Jacobum Gallife signata, cujus copiam idem supplicans exhibet tabellionatam, nichilominus Castellanus vester Rumilliaci modernus nititur ipsum supplicantem urgere et compellere ad solvendum dictum subsidium, quod facere non debet ex tenta dicti privilegii in littera, hactenus Dominationi vestre placeat sibi super premissa de remedio providere opportuno, mandando, si placet, dicto Castellano, seu ejus locumtenenti, ut dictas litteras privilegii eidem supplicanti observet, nec ipsum quovismodo ad solvendum subsidium predictum compellat vel molestet : vestram super premissis excelsam Dominationem humiliter implorando.

Ludovicus Dux Sabaudie, dilecto Castellano nostro Rumiliaci, seu ejus locumtenenti, salutem. Visis copia privilegiorum et supplicatione presentibus annexis, ipsarumque tenore considerato, certisque aliis justis moti respectibus, volentes ipsas litteras forensibus in ipsa villa Rumiliaci residere et mansionem continuam facere volentibus inviolabiliter observari, ut ipsa villa augmentari et populari possit, idcirco tibi mandamus expresse actenus dictas litteras et contenta in eisdem dicto supplicanti teneas, attendas, et inconcusse observes, nec ipsum ad solvendum donum seu subsidium de quo supplicatur, contra ipsarum formam compellas seu molestes : et si quid adversus dictum supplicantem supplicationis occasione factum fuerit, illud ad statum pristinum reducas, quod etiam reducimus per presentes. Datas Thononii die decima sexta Marcii A. D. mill°. quatercent°. quadragesimo. Per D., presentibus DD. Jo. Domino Chautagnie, Rod. Domino Coudree, Barth. Chabaudi presidenti computurum, Ant. de draconibus presidenti Gebenn., P. de Menthone, Fr. de Bonisso et Fr. lavaji magistro hospitii. — R. lit. port. — Jac. Galliffe.

Datum pro copia a suo orig^i. extracta . . . per nos not^os. subsignatos.

P. Durand, Fr. Judicis.

CHAMONIX.

1292 - 1412.

(Les chartes de Chamonix ont été communiquées par M. Adrien Bonnefoy, notaire à Sallanches.)

I

1292, 26 Juillet. — *Premières franchises de Chamonix, résultant d'une sentence arbitrale rendue sur seize points controversés entre le prieur Richard et les habitants de la vallée.*

Anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo secundo, indictione quarta, die sabbati post festum beate Marie Magdallenes, coram me notario et testibus infra scriptis, Religiosus vir frater Richardus prior prioratus de Campomunito, Gebennensis diocesis, nomine suo et dicti sui prioratus, non deceptus, coactus, nec alicujus dolo inductus seu circonuentus, ut dicebat, ex una parte, et Jacobus Peclos, Melieretus de Pratis, Mermetus de Dues, Aymonetus Paniotti, Johannes Paniotti, Perretus de Ponte, Michael Saddouz, Rannisius de la Molla et Melieretus Mavilliat, Paniottus de Pratis et Jacobus Bossentys, Sindici, ut dicitur, ad articulos infra scriptos universitatis et hominum parochie de Campomunito . . . . . a loco qui dicitur les Montaes usque ad collem de Balmes, exclusa Valle Ursina, nomine suo proprio, et dicte universitatis et nomine cuiuslibet singularis persone existentis infra dictos confines, compromittunt se alte et basse in nobiles et discretos viros, videlicet in dominum Guidonem de Portis, dominum Emericum, et Dominum Gedeonem de Aquabella, et dominum Jacobum Eschaqueti, jurisperitos, tanquam in arbitros arbitratores et amicabiles compositores, super omnibus et singulis causis, litibus, questionibus, controversiis et querimonjis infrascriptis.

1. Videlicet super eo quod dictus dominus prior, nomine suo quo supra, dicebat se habere successiones in dictos homines et quilibet eorum in hunc modum, scilicet quod si contingebat patrem habitare seorsum a filio vel e contra, vel duos fratres esse divisos, dictus dominus prior, nomine quo supra, dicebat tertiam partem bonorum mobilium personne

decedentis in predictis casibus, vel aliis casibus cuiusque personne decedentis, ad se, nomine quo supra, pertinere ; dicti vero sindici nomine quo supra in contrarium asserebant. Et hoc est primum capitulum.

2. Item super eo quod dictus dominus prior, nomine quo supra, dicebat quod si aliquis de predictis hominibus aliquid de bonis suis immobilibus pignori obligabat vel tradebat in gageriam, quod inde debebat percipere vendam, scilicet duodecimam partem quantitatis pecunie pro qua obligabatur ; predicti sindici nomine quo supra in contrarium asserebant. Et hoc est IIm. capitulum.

3. Item super eo quod dictus dominus prior vetabat seu prohibebat dictis hominibus ne facerent domum vel edificium in superioribus presie[1] sue ubi erat nemus ; dictis vero sindicis asserentibus, nomine eorum quorum presie erant, in contrarium. Et hoc est IIIm. capitulum.

4. Item super eo quod dictus dominus prior prohibebat hominibus predictis inalpare bestias suas in alpe que dicitur alpis arsa[2] et ibi fena fecebat ultra voluntatem dictorum hominum. Dicto priore nomine quo supra asserente hoc sibi de jure licere tanquam de re sua propria. Et hoc est IVm. capitulum.

5. Item super eo quod dictus dominus prior, nomine quo supra, nolebat prosequi vel persequi facere pignorantes dictos homines expensibus dictorum hominum. Ipsi sindici nomine quo supra asserentes quod dictus dominus prior ad hoc tenebatur cum expensis suis propriis. Et hoc est Vm. capitulum.

6. Item super eo quod dictus dominus prior nolebat deffendere dictos homines suis expensis propriis litigantes super confinibus pascuorum. Dicti sindici nomine quo supra asserentes quod dictus dominus prior tenebitur ad hoc. Et hoc est VIm. capitulum.

7. Item super eo quod dictus dominus prior volebat habere vendam quando contingebat quod duo de dictis hominibus terras suas, seu res immobiles, ad invicem permutabant ; dicti sindici nomine quo supra in contrarium asserentes. Et hoc est VIIm. capitulum.

8. Item super eo quod dictus dominus prior non permittebat suos homines dare terras suas de filiolagio absque consensu suo et inde vendam se habere licebat debere. Dicti vero sindici in contrarium asserentes. Et hoc est VIIIm. capitulum.

[1] Pour *presa*, part, portion

[2] Cette montagne s'appelle aujourd'hui *Laparsa*.

9. Item super eo quod dictus dominus prior non permittebat, sed prohibebat, dictos homines aliquid donare vel legare confratrie sancti Spiritus, vel ad alias pias causas, super terris et aliis suis bonis immobilibus. Dicti vero sindici nomine quo supra in contrarium asserentes. Et hoc est IX^m^. capitulum.

10. Item super eo quod dictus dominus prior, nomine quo supra, dicebat se habere debere decimam partem de excuriolis[1] qui capiebantur in valle de campo munito, ratione dominii sui. Dicti vero sindici nomine quo supra asserebant in contrarium. Et hoc est X^m^. capitulum.

11. Item super eo quod dictus dominus prior inquirebat vel inquiri faciebat super adulteriis, nullis indiciis, nulla fama et nullis clamoribus precedentibus. Dicti sindici nomine quo supra in contrarium asserebant. Et hoc est XI^m^. capitulum.

12. Item super eo quod dictus dominus prior nolebat quod dicti homines donarent sibi ad invicem, donatione inter vivos, bona sua mobilia. Dicti sindici nomine quo supra in contrarium asserentes quod hoc de jure poterat facere. Et hoc est XII^m^. capitulum.

13. Item super eo quod dictus dominus prior dicebat quod si aliquis de dictis hominibus dabat terram suam in dotem filie sue, quod ipse debebat habere vendam. Dicti sindici nomine quo supra in contrarium asserentes. Et hoc est XIII^m^. capitulum.

14. Item super eo quod dictus dominus prior asserebat quod, si aliquis tradebat terram suam ad excolandum colono partiario, ipse debebat percipere vendam. Dicti sindici nomine quo supra in contrarium asserentes. Et hoc est XIV^m^. capitulum.

15. Item super eo quod dictus dominus prior nolebat quod homines qui inalpalbunt in montibus campimuniti secarent residuum herbarum que remanebant in pascuis quando animalia recesserant, nec ibi caperent folia. Dicti vero sindici asserentes nomine quo supra hoc de jure sibi licere. Et hoc est XV^m^. capitulum.

16. Item super dampnis et injuriis hinc et inde datis et allatis et super conjurationibus, conspirationibus et confederationibus usque factis. Et hoc est XVI^m^. capitulum.

Compromissum.

Dantes dicte partes, nomine supra, predictis arbitris arbitratoribus et amicabilibus compositoribus, presentibus, et compromissoribus accipien-

[1] Ecureuils.

tibus, plenum posse et liberam potestatem super predictis et singulis predictorum, et certam predictam cognitionem inquirendi, procedendi de pleno et sine strepitu indiciorum, diffiniendum, componendum et arbitrandum super predictis et quolibet predictorum inter predictas partes, secundum quod eis videbitur de jure vel de concordia et de jure unius partis alteri ad indicandum seu dandum ad eorum omnimodam voluntatem. Promittentes ad invicem dicte partes per stipulationem et juramentum vallatum actendere, servare et complere queque per dictos arbitros arbitratores seu amicabiles compositores diffinitum compositum et arbitratum fuerit inter ipsas partes super predictis et circa predicta et hoc sub pena quinquaginta librarum Gebennen. stipulatione et promissa, a parte parti ad invicem.

Arbitramentum.

Qui arbitri arbitratores seu amicabiles compositores, predictis consideratis et examinatis pro bono pacis et concordie, viam arbitratorum sequentes, tractatu habito inter predictas partes de consensu eorum et inter dictas partes amicabiliter componentes, diffinierunt, dixerunt, pronunciaverunt et arbitrati fuerunt partibus presentibus consentientibus et volentibus in modo infra scripto.

1. Imprimis quod mortuo patre vel matre, superstite vel superstitibus filio vel filiis, filia vel filiabus, quod dictus prior in dictis casibus nullam habeat vel capiat successionem.

Item quod mortuo filio, vel filia copulata viro vel non copulata, patre superstite, quod similiter dictus dominus prior nullam habeat vel capiat successionem in bonis vel de bonis seu dotibus persone defuncte. Si vero contingat quod post mortem patris, filius vel filia decedat matre superstite, et de jure vel de consuetudine aliquid de bonis persone defuncte ad matrem devoluatur, quod de eo quod sic ad matrem devolvitur dominus prior nullam habeat vel capiat successionem. Si vero de jure vel de consuetudine, ad fratres divisos a persona defuncta, vel ad patruum vel avunculum, vel amitam vel materterram, vel ad filios vel filias fratris vel sororis premortui vel premortue, quod dictus dominus prior habeat et capiat tertiam partem bonorum mobilium persone defuncte, si persona defuncta dictam tertiam partem dicto domino priori legaverit vel alias testaverit seu reliquerit, alioquin habeat et percipiat totum mobile.

Item quod mortuo fratre vel sorore superstite qui nunquam fuerunt divisi, patre vel matre non superstitibus, quod in hoc casu dominus prior nullam habeat successionem. Si vero fuerunt divisi, quod dictus prior

habeat et capiat successionem, secundum formam superius. Si vero aliquem decedere contingeat, superstitibus consanguineis germanis, id est natis de duobus fratribus vel de duabus sororibus, vel ex fratre vel sorore vel personis ulterioris gradus, uno vel pluribus proximioribus gradus personis non superstitibus, quod in hoc casu dictus dominus prior succedat in solidum tam in mobilibus quam in immobilibus.

Item quod, quando contingerit quod dictus dominus prior debeat habere tertiam partem bonorum mobilium persone decedentis, secundum quod superius continetur, si cetera bona persone defuncte tam mobilia quam immobilia sufficiant ad soluendum debita et expensa funeris persone defuncte, quod dictus dominus prior dictam tertiam habeat liberam. Si vero non sufficiant, quod dictus dominus prior de dicta tertia usque ad valorem dicte tertie teneatur solvere debita persone defuncte et expensa funeris, ad que et ad quas dicta bona non sufficerant. Et pro tanto primum capitulum sit decisum.

2. Item quod si aliquis de dictis hominibus, aliquid de bonis suis immobilibus ingagiaverit et illud redemerit infra sex annos a die gagerie facto, quod propter hoc dictus dominus prior nichil habeat vel capiat. Si vero infra dictum tempus non redemerit, quod ex tunc dictus dominus prior capiat vendam de quantitate pro qua fuit facta gageria. Et pro tanto secundum capitulum sit decisum.

3. Item quod super domibus seu edificiis faciendis vel non faciendis in superioribus partibus dictarum presiarum, committatur arbitrio majoris partis hominum parrochie de Campo munito, et illud quod super hoc major pars voluerit observetur, et dicte majori parti dictus dominus prior debeat consentire. Et pro tanto III^{m}. capitulum sit decisum.

4. Item quod dominus prior potest prohibere dictis hominibus inalpare bestias suas in alpe que dicitur alpis arsa, cum constet dictam alpam esse propriam dicti prioris et prioratus, salvo quod tempore guerre vel alterius evidentis necessitatis, dicti homines bestias suas in dicta alpe possint alpare pro alpagio consueto. Et pro tanto IV^{m}. capitulum sit decisum.

5. Item quod si aliquis de dictis hominibus in futurum fuerit gagiatus pro debitis pecuniariis propriis et claris dicti prioris et prioratus, quod dictus prior suis expensis faciat vadia seu pignora restitui gagiato vel gagiatis, alioquin ad hoc non teneantur expensis suis propriis extra terram dicti prioratus. Et pro tanto V^{m}. capitulum sit decisum.

6. Item quod si super predictis pascuis et finibus dictorum pascuorum orta fuerit contentio inter dictos homines et aliquos alios convicinos, et

dicti homines requisiverint dictum priorem vel ejus locum tenentem quod intersit dicte contentioni terminande vel cognoscende, seu sopiende, vel pro manutenendo jura dictorum hominum, quod dictus prior vel ejus locum tenens faciat expensas sibi et familie sue, ceteras vero expensas facient homines predicti. Et pro tanto VI^m^. capitulum sit decisum.

7. Item quod si duo fratres divisi vel non divisi permutaverunt ad invicem aliquid de bonis suis immobilibus, quod dominus prior nullas capiat vendas de permutatione. Si vero que ab aliis fieri contingerit, dictus dominus prior capiat vendam secundum extimationem rei vel rerum unius partis. Et pro tanto VII^m^. capitulum sit decisum.

8 Item quod sine consensu dicti domini prioris aliquis de dictis hominibus non possit terram suam vel aliud immobile dare de filiolagio, nisi tantum fratri vel sorori, sine consensu domini prioris. Ita tamen quod pro venda dictus dominus prior debeat consentire hominibus suis Campi muniti. Et pro tanto VIII^m^. capitulum sit decisum.

9. Item quod nullus de dictis hominibus possit aliquid dare vel legare confratrie sancti Spiritus, vel alias pias causas, super rebus suis immobilibus, propter quod dicta confratria vel alius pius locus posset terram vel aliud immobile dictorum hominum modo aliquo detinere, vel aliquid in prejudicium dicti prioratus facere. Et pro tanto IX^m^. capitulum sit decisum.

10. Item quod de duodena integra de excuriolis qui capientur in valle Campi muniti, dictus dominus prior in signum dominii habeat unum. De minori vero numero, dictus dominus prior nichil habeat. Et pro tanto X^m^. capitulum sit decisum.

11. Item quod nulla fama, nullo clamore, vel nullis indiciis precedentibus, dictus dominus prior vel alius pro eo non possit super adulteriis inquirere. Precedentibus vero clama, denunciatione, fama vel indiciis, quod hoc possit facere. Et pro tanto XI^m^. capitulum sit decisum.

12. Item quod dicti homines possint sibi ad invicem donare et tradere, in sanitate sua, donatione inter vivos, bona sua mobilia ad eorum voluntatem, dum tamen sine fraude. Et pro tanto XII^m^. capitulum sit decisum.

13. Item quod quilibet de dictis hominibus possit dare filie sue de terra sua in dotem, absque aliqua venda solvenda dicto domino priori, et hoc hominibus dicti domini prioris. Si vero aliquis certam pecunie quantitatem pro dote dare promiserit, et pro dicta quantitate de terra sua dederit in solutionem hominibus dicti prioris, tunc dictus dominus prior capiat vendam. Si vero inpignoraverit, propterea venda capiatur a sex

annis intra, secundum quod de gageriis ex superius ordinatum. Et pro tanto XIII^m^. capitulum sit decisum.

14. Item quod quilibet de dictis hominibus possit terram suam commandare excolendam colono partiario, absque aliqua venda solvenda dicto domino priori, dum tamen sine fraude hoc fiat et sine pecunia inde data. Si tamen inde pecunia data fuerit, quod dictus prior pro venda teneatur consentire. Et pro tanto XIV^m^. capitulum sit decisum.

15. Item quod dicti homines non possint secare residuum pascuorum in alpibus, nec ibi fenum facere, sine mandato dicti prioris, et quod animalibus existentibus in pascuis dictus dominus prior non possit herbam pascuorum vendere, vel donare, vel aliter capere. Dictis vero bestiis remotis, dictus dominus prior possit suam facere voluntatem de residuo herbarum dictorum pascuorum. Folia vero possint capere dicti homines et facere in dictis alpibus prout actenus extitit consuetudo. Et pro tanto XV^m^. capitulum sit decisum.

16. Item quod de dampnis et injuriis hunc et inde datis et illatis sit bona pax, finis et concordia inter dictas partes.

Item quod occasione dictarum conjurationum, conspirationum et confederationum, dictus dominus prior a dictis hominibus nichil possit petere, nec ipsos in aliquo punire vel condemnare.

Item quod dicti homines, de dictis conjurationibus, conspirationibus et confederationibus, non possint de cetero se juvare contra dictum Priorem et prioratum, et quod dicte partes remittant sibi ad invicem omnem odium, omnem rancorem et omnimodam malam voluntatem, ita quod dictus prior de cetero fuit bonus dominus dictis hominibus, et dicti homines de cetero sint boni homines et fideles dicto priori et prioratui, ne de cetero faciant aliquas conjurationes contra dictum priorem et prioratum, vel prejudicium ejus.

Item quod si forte in futurum super predictis vel aliquo predictorum oriretur, vel videretur esse aliqua dubietas vel obscuritas, quod predicti arbitri vel arbitratores vel amicabiles compositores, vel tres de dictis, possint illam dubietatem vel obscuritatem declarare, determinare, interpretare et sedare secundum quod eis videbitur.

Que omnia et universa, singula, coram partibus lecta, dicte partes voluerunt, confirmaverunt, emologaverunt et approbaverunt nomine quo supra, promittentes ad invicem per stipulationem, per juramenta et sub pena predicta et etiam super obligatione omnium bonorum suorum . . . .

Actum apud Campum munitum in claustro Campi muniti, testibus pre-

sentibus ad hoc specialiter vocatis et rogatis, videlicet Petro de Madio, Petro de Leschaux, Sadendo Castellano montis gaudii, Rodulpho de Vado, Aimone de Bellagarda, Amedeo mistrali et Guillelmo de Charreus. Et ego Petrus biniati, auctoritate imperiali notarius publicus hiis omnibus interfui et hanc cartam rogatus scripsi, signoque meo signavi et tradidi. In quorum omnium robur et testimonium premissorum, nos prenominati arbitri arbitratores seu amicabiles compositores sigilla nostra propria huic presenti publico instrumento una cum sigillo predicti domini Prioris duximus apponendum in testimonium rei geste.

Approbation par la communauté de Chamonix, du même jour 26 juillet 1292. (Pièce annexée à l'acte ci-dessus.)

Nos Petrus de Menthone, miles, et Guido de Portis, et Jacobus Exchaqueti, jurisperiti, notum facimus omnibus quod, cum Dominus Richardus, prior Campi muniti citasset omnes parochianos parochie Campi muniti ad diem veneris post festum beate Marie Magdalene apud prioratum Campi muniti, ad sciendum per dictos homines si ipsi dederunt mandatum Jacobo Pecloz et Aymoni Panyot et Mermeto del Ducs, ad petendum a dicto Domino Priore revocari quedam capitulum super quibus inter predictos homines et dictum Dominum priorem extitit concordatio, dicta die et loco major pars dictorum hominum comparuerunt, interrogati a nobis qui eramus dicti Judices in questionem que movebatur inter dictum dominum priorem et predictos homines, nomine suo et nomine universitatis hominum dicte parochie, an nos haberent pro judicibus, vel an nos recusarent, qui dixerunt quod nos habebant pro judicibus et nos approbabant, ratificantes quidquid per dictos Aymonem Pecloz et socios suos extitit actum et prestatum, quantum ad Capitula supra dicta. Item ipsi eligerunt coram nobis Melieretum de Pratis, Ramusum de la Mola, Perretum de Ponte et Michaelem Sadou ad litigandum coram nobis super dictis capitulis, et ad petendum jura universitatis quantum ad predicta capitula, et ad respondendum petitionibus dicti domini Prioris, et ad transigendum et compromittendum super predictis capitulis in nos et in alios tanquam in arbitros arbitratores seu amicabiles compositores, ratum et firmum habentes quidquid per predictos super dictis capitulis fuerit ordinatum, seu per arbitros electos ab eisdem. Que autem sunt illa capitula specialiter declarantur in compromisso inde facto per manum

Petri Byniaci notarii publici. Quam confessionem nos dictam cognovimus quod dicta universitas Campimuniti teneatur ad conferendum in expensis quas dicti Jacobus Pecloz et socii sui probaverunt se fecisse occasione dictorum capitulorum. Item cum per compositionem factam per nos et per Dominum Guidonem de Aquabella, et per Dominum Eymericum de Geria electos arbitros a dicto Domino Priore, et a dictis hominibus superius nominatis nomine dicte parrochie, fuerit pronunciatum quod dicti homines solvant dicto Domino Priori ducentas et trigintas libras Gebennenses, nos dicti arbitri pronunciamus quod dicta universitas ad hoc solvendum compellatur. Datum cum appositione sigillorum nostrorum die Sabbati post festum beate Marie Magdalene, Anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo secundo.

II

1330, 20 Janvier. — *Traité passé entre Aynard de Montbel, prieur de Chamonix, et ses hommes de Chamonix, de Valorsine et du Lac. Ce traité, pour lequel le prieur reçoit 220 livres genevoises, est approuvé par son supérieur, Rodolphe, abbé de St-Michel de Cluses au diocèse de Turin.*

Nos frater Aynardus de Montebello, Prior prioratus Campi muniti Gebennensis dyocesis, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod, cum olim ex parte hominum nostrorum vallis et terre Campi muniti, vallis Ursine et de Lacu, conquerendo monstratum fuerit reverendo patri Domino Rodolpho, Dei et Apostolice sedis gratia abbati monasterii sancti Michaelis archangeli de Clusa, Taurinensis dyocesis, immediato superiori nostro, quod tam immediatus noster predecessor in dicto prioratu quam nos successive concessimus magistro Johanni soli et singulari officium notarii in tota valle et terra Campi muniti et dicti prioratus, item quod nullo alio notario vel jurato liceret recipere, levare, vel conficere super quovis contractu, vel actu, instrumentum litteram sive cartam, sed dictus magister Johannes possit et debeat solus in dicta valle et terra dictum officium notarii exercere. — Quod quid ut ex parte dictorum hominum assertum extitit non solum in eorum prejudicium cedit et tendit, sed etiam in grande nostri prioratus predicti pre-

judicium et jacturam, pretendando ad hec tam facti quam juris multiplices rationes, supplicatum fuit ex parte dictorum hominum humiliter et devote prefato Domino nostro abbati immediato superiori nostro, quatenus dictam concessionem prefato Magistro Joanni per predecessorem nostrum et nos factam tanquam prejudicatam ipsis hominibus et ipsi nostro prioratui, ex causis et rationibus ex parte ipsorum hominum propositis, revocare benigniter, et ne quid tale vel simile in hoc casu per nos et quemvis ex successoribus nostris actemptaretur quocunque, imposuerunt de opportuno remedio provideri. — Prefatus vero Dominus noster abbas, recepta dictorum hominum supplicatione, instanter commisit vices suas dominis Amblardo de Bellomonte, canonico Maurianensi, et Petro Casti curato Campi muniti, cuilibet eorum in solidum, ad inquirendum super dictis querimonia et supplicatione, ac causis propositi omnimodam veritatem, et ad revocandum causis veritatis et justificatis dictam concessionem per nos et confirmationem per ipsum dominum Abbatem super hoc obtentam, et ad determinandum quod idem dominus Abbas intendebat jus suum et consuetudines in omnibus observare. - Prefati vero Commissarii, commissionem sibi factam recipientes, inquisierunt diligentissime per quamplures de predictis testes omni exceptione majores juxta traditam sibi formam et dicta inquisitione peracta reperierunt claro clarius causas, rationes, tam facti quam juris, ex parte dictorum hominum propositas, veras et sufficienter probatas fuisse, ipsas legitimas reputentes. — Quare virtute dicte commissionis, ipsi per dictum Dominum Abbatem in hac parte facta diffiniando, pronunciaverunt dictam concessionem dicto Magistro Johanni de officio dicte notarie per predecessorem nostrum et nos factam contra consuetudinem, jus et . . . . ipsorum hominum dicti nostri prioratus, et causis et rationibus ex parte ipsorum propositis non tenere, vallere, tenuisse nec et valuisse, ipsam quoque de facto processit specialiter revocantes, decernantes insuper confirmationem a dicto Domino abbate super hoc optatam tam quam veritate facta impetratem et in forma communi que jus nostrum non tribuit non debere valere.

1. De notariis. — Declarantes nichilominus predicti Commissarii quod quilibet notarius vel scriptor natus de hominibus terre dicti prioratus, prestito prius juramento in manibus prioris dicti loci qui pro tempore fuerit vel ejus locum tenentis, quod fideliter suum notarie officium exequatur et quod sit fidelis erga priorem et prioratum, nec instrumentum conficiet de his in quibus prior consueverit sigillum suum apponere,

dum tamen sit alias sufficiens et ydoneus ad officium notarie exequendum, ipsum notarie officium possit et valleat in tota dicta valle et terra libere super actu et contractu quolibet exercere. — Nos vero prenominatus prior, actendens et considerans antedictos commissarios, ex causis et rationibus coram ipsis propositis et probatis, legitime in hac parte pronunciasse ac etiam decrevisse, non pugnando quod incaute fuerit concessum, massime in prejudicium prioratus nostri predicti, caute et provide revocare, pronunciationem et diffinitionem et declarationem per dictos commissarios in hac parte factam, ut superius est expressum, prout melius possumus, pro nobis et nostris successoribus, tenore presentium approbamus. — Promittentes bona fide in verbo religionis, nunquam alicui nato ex dictis hominibus dicte terre et vallis ad hec sufficienti et idoneo impedire vel prohibere, publice vel occulte, tacite vel expresse, in dicta terra et valle, juxta modum premissum notarie officium exercere. Et quod quamdiu sufficientes, volentes, idonei ad dictum officium, nati ex dictis hominibus, ibidem reperti fuerint, dictum officium notarie in dicta terra et valle non faciemus per alienigenam exerceri. Salvo quod nos vel successores nostri notarium tenere possumus undecumque qui libere inquisitiones et alia ad dictum officium notarie pertinentia possit exercere, dum fuerit in nostro officio et non ultra. — Declarantes et pronunciantes dicti Commissarii, quod dictus dominus prior qui pro tempore fuerit, teneatur recipere in juramentum curie sue quemcunque notarium alienigenam quotienscunque per communitatem dictorum hominum super hoc fuerit requisitus, dum tamen ipse notarius sit sufficiens, idoneus, bone fame et honeste conversationis, et in dominio ac districtu dicti prioratus continue commoretur, qui notarius, dum in dicta terra et valle continuo moram contraxerit et in juratum dicte curie receptus fuerit, possit et valeat in dicta terra et valle officium notarie exercere, prout et natis hominibus dicte terre, ut premittitur, est concessum.

2. De Bougeriis. — Propterea ex parte dictorum hominum fuit prefato domino nostro abbati et nobis humiliter supplicatum, quatenus bougerias existentes in valle et terra Campimuniti et valle Orsine et de Lacu, dignaremur ipsis hominibus dimittere in communi, et ipsis et eorum posteris conservare communes, cum si dicte bougerie, que dicuntur bogerie terre steriles, abergarentur personis singularibus vel etiam universalibus parerent dissenssionis materiam et speciem jurgiorum, nec possit inde haberi ad molumentum nomine intragii ultra triginta

libras Gebenn. semel et ipsi homines parati essent dare et solvere ultra illam pecunie quantitatem. — Nos autem dictus dominus prior volumus et concedimus, pro nobis et successoribus nostris in dicto prioratu, dictas bougerias ipsis hominibus et eorum heredibus perpetuo esse et remanere communes, pro usagiis antiquis que pro aliis terris suis fertilibus seu cultis solvere tenerentur vel consueverunt.

3. De nemoribus. — Item cum nos et successor noster quecumque nemora nostra ad manum nostram teneamus, prout nos et predecessores nostri consuevimus et ipsa, in toto vel in parte, in nullam personam aliam transferemus vendendo, donando, permutando, in feudum, amphiteosim, vel ad firmam, seu sub censa vel redditu annuo, concedendo, vel aliter quovis alienationis perpetue seu temporalis genere vel specie, transferendo.

4. Item quod quilibet ex successoribus nostris in dicto prioratu qui, quam primum ad dictum prioratum pervenerit, exegerit ab hominibus ipsius prioratus homagia et fidelitates, teneatur, prestito prius homagio per dictos homines seu per majorem partem ipsorum, postea promittere publice, bona fide et in verbo religionis, dictus prior, tactu manu dextra pectore, nunquam bonos usus antiquos ac consuetudines bonas et rationabiles dicte vallis et terre dicti prioratus in quibus predecessores nostri ipsos homines et predecessores eorum hactenus tenerunt, per se et per alium in aliquo violare, sed ipsos usus et consuetudines ipsis hominibus et eorum successoribus inviolabiliter observare.

5. Item quod in venda bladorum possint dicti homines dicte vallis et terre . . . . annis singulis, sicut hactenus extitit consuetum.

6. Item quod in causis et negotiis criminalibus, servato quod ordo juris vel consuetudinis dictat, postulat et requirit in civilibus et pecuniariis, non procedatur per quemvis modum, nisi prius vocato et citato tribus edictis competentibus illo contra quem directa fuerit querimonia, petitio, sive clama. Hoc intelligatur quoad partes injuriatas. Dominus autem de jure suo possit inquirere quandocunque.

7. Item quod rivulos, aggeres et aquarum ductus in quibus molendina vel battenteria non consueverunt fieri, neque possunt, non abergemus, seu concedamus de cetero quibusvis personis singularibus, ad rigandum vel ad aquandum prata, seu quasvis alias possessiones, sed ipsis universaliter dicte vallis et terre hominibus dimittere dignaremur communes.

8. Item quod de remanentiis pascuorum predicte vallis et terre non dimittamus de cetero singularibus quibusvis personis, quovis titulo,

sive causa, sed propter materiam jurgiorum vitandum inter homines dicte vallis et terre, universaliter dimittamus communes, prout hactenus extitit consuetum et capitulis continetur.

9. Item quod si contingat aliquam personam vel hominem infra dominium seu districtum prioratus habitare predicti, cujuscunque status vel conditionis existat, et non esse hominem ligium dicti prioris vel communitatis dictorum hominum, et ii facere vellent aliquod subsidium priori dicti loci, vel facere aliquam equantiam ad prioris dicti prioratus utilitatem, seu hominum ipsius prioratus, quod petatur ab ipso habitante per priorem seu familiam ejus, si in dicta equantia secundum facultatem suam voluerit subvenire, qui si respondit se nolle subvenire vel de equantia propter hoc facta seu facienda partem suam non solvere infra unius mensis spacium, bona cum bonis suis exeat de dicta terra, nec ex tunc in antea vocatur communitatibus dicte terre, et exire ut premittitur, compellatur.

Super quibus supplicationibus seu capitulis supplicationis, habito per nos, cum dicto domino nostro abbate immediato superiore nostro, tractatu et consilio diligenti, ac etiam deliberatione matura, cum omnibus consideratis et libratis, que ex concessione predictorum poterunt devenire, percepimus evidenter magnam et evidentem utilitatem profuturam dicto nostro prioratui Campimuniti, dicte concessioni et promissioni predictorum ipsorum hominum in hac parte supplicationis inclinati maxime, dicta evidenti utilitate pensata, interveniente in premissis et sequente consensu, licentia et auctoritate prenominati domini nostri abbatis immediati superioris nostri et venerabilis conventus monasterii predicti, cum conventum non habeamus, qui dominus abbas et conventus in premissis et sequentibus suam auctoritatem prestiterunt et consensum, pensata dicti nostri prioratus evidenti utilitate et causis quas non licet cuilibet esse notas, postulationibus et supplicationibus dictorum hominum universaliter singulis singulariter universis, prout superius exprimantur, liniter duximus, ameniter concedimus pro nobis et successoribus nostris ipsis hominibus, dicta evidenti utilitate pensata, de consensu, autoritate et licentia quorum supra, omnia et singula premissa prout pro ipsis vel pro parte ipsorum hominum postulata vel supplicata fuerunt, volentes et concedentes tenore presentium quod, si forte aliquando emerserit aliquod dubium, ambiguum vel obscurum super premissis vel aliquo ex eisdem, fiat interpretatio et declaratio secundum quod ordo juris postulaverit, sublata et rejecta omni calumniosa interpretatione et declaratione pro

nobis et successore nostro quocumque, ita quod res et concessiones pro ipsis hominibus et successoribus eorum valere potius debeant quam perire.

10. Super eo quod dicunt priorem debere eisdem hominibus prestare consilium de extra terram suis sumptibus et expensis judicando malefactores, quod in casu premisso hactenus extitit consuetum, de cetero volumus observari.

Promittentes, etc.

Renunciantes, etc.

In quorum omnium robur et testimonium presentem patentem litteram aliquibus ex dictis hominibus ad opus, securitatem et tuitionem aliorum sigillo nostro tradimus sigillatam, supplicantes insupra sepedicto domino nostro abbati immediato superiori nostro ac ejus venerabili conventui predictis quatenus in signum consensus, licentie et auctoritatis suorum in premissis ut premittitur prestitorum dignantur sigillis suis presentem patentem litteram sigillare.

Et pro premissis gratiis declarationem et concessionem, nos prefatus prior confitemur et recognoscemus, sub renunciationibus quibus supra, nos a predictis nostris hominibus habuisse et integre recepisse ducentas viginti libras bonorum denariorum Gebenn. veterum, quam pecunie quantitatem confitemur in utilitatem dicti nostri prioratus totaliter fore versam. Datum et actum in aula prioratus Megeve in presentia discreti viri domini Falconis curati dicti loci et ecclesie, ... Guillelmi de buegio sancti Genigii, Amedei de Orsino, monacorum clusinorum, dominorum, Thome emererii de Salanchie, Johannis de Monthoux presbitorum, Guigoneti tohenet destalis in viennesio et franscisci berthod de Chammoniz notarii qui presentem litteram scripsit, vocatorum testium ad predicta, die vigesima mensis Januarii currente anno Domini millesimo tercentesimo trigesimo, indictione decima tercia.

— Nos vero Rodulphus Dei et apostolice sedis gratia abbas monasterii Sancti Michaelis de Clusa, taurinensis diocesis, confitemur et recognoscimus nos in omnibus et singulis premissis supplicationibus et postulationibus personaliter interfuisse et super ipsis inter nos et dictum priorem tractatum debitum habuisse, et declaratione ac tractu premissis et concessione premissorum evidenti dicti prioratus utilitate . . . . . nos in premissorum quolibet, eidem priori, cum conventum non habeat, consensum, licentiam et auctoritatem, tanquam suus immediatus superior prestitisse, et nichilominus omnia singula premissa tanquam juste et

legitime acta et concessa, ad preces et requisitiones dictorum prioris et hominum, auctoritate qua possumus, confirmamus et presentem sigillum unacum sigillo memorali nostri conventus apponi fecimus ad majores roboris firmitates.

III

1368, 1er Décembre. — *Sentence prononcée par Pierre, abbé de St-Michel de Cluses, nommé arbitre entre Jean Bochard, prieur de Chamonix, et trois syndics agissant au nom de toute la communauté de la dite vallée.*

In nomine domini amen. Anno ejusdem millesimo tercentesimo sexagesimo octavo, indictione sexta, die prima mensis decembris, cum lis, questio et controversia esset et major verti speraretur, inter dominum Johannem Bochardi priorem prioratus nostri Sancti Michaelis de Campomunito Gebennensis diocesis, ex una parte, et michaletum filium quondam Vuillelmi dou lormey, aymonetum filium quondam Johannis lammetherii, et Girodum filium quondam falconeti de pelerino, omnes de Campomunito, sindicos et sindicario nomine, ut asserunt, totius communitatis et vallis campimuniti, ex altera parte, quequidem questio sub diversis articulis comprehenditur.

1. De Fusinis [1]. — In primo vero articulo talis est questio : dicebat dictus noster prior, quod volebat unam fusinam edificare in fine campimuniti, quod dicti sindici dicebant non posse fieri.

2. De non citando extra juridictionem. — In secundo articulo vero dicebat dictus noster prior, quod potest dictos homines seu alterum ipsorum facere citare extra juridictionem campimuniti, auctoritate litterarum apostolicarum, quod dicti sindici negabant, imo debet ipsos homines citare coram officialibus suis campimuniti.

3. De arrestis. — In tertio vero dicebat dictus noster prior, quod poterat dictos homines seu alterum eorum cogere, quod non recederent a platea seu ab aliquo certo loco, et hoc est ex aliquo debito sibi vel alteri persone per ipsos vel alterum eorum, donec satisfactum foret dictum debitum, quod dicti sindici negabant, sed debebat ipsos pignorare.

4. De modo recipiendi cautionem. — In quarto dicebat, quod si contra

[1] Fourches patibulaires.

aliquem ipsorum informaretur inquisitio et reperiretur culpabilis in aliquo facto, quod ipse poterat ipsum confinare donec concordavisset seu solvisset judicatum, quod predicti sindici negabant sed debebat ab illo malefactore recipere cautionem idoneam de stando juri.

5. De fimo defunctorum. — In quinto vero dicebat quod, si quis decessisset sine liberis ab eo descendentibus, quod ipse noster prior debebat habere tertiam partem fimi positi in possessionibus, dum tamen non esset involutum cum terra. Quod dicti sindici negabant esse verum.

6. De animalibus ducendis in chalesiis. — In sexto vero dicebat quod potest imponere penam, quod nullus ducat in chalesiis seu in alpibus aliquod animal non habens lac, sine licentia alterius ipsorum hominum, quod predicti negabant et dicebant quod non potest imponere penam sine licentia majoris partis communitatis de Campomunito.

7. De restitutione instrumentorum. — Item in septimo detinebat noster prior a dictis hominibus plura instrumenta que eidem tradiderunt dicti homines propter ejus penas, que instrumenta sunt facta manu Johannis fabri, que ipse dictus prior restituere recusat.

8. De obligationibus, possessionibus et vendis exigendis. — In octavo dicebat, quod si quis ipsorum obligavisset alteri persone quamdam possessionem nomine pignoris usque ad sex annos seu ad terminum septem annorum, quod ipse prior debebat habere vendam, quod predicti negabant.

9. De tenta et alienatione feudi. — In nono dicebat, quod poterat consentire alienationi facte persone alterius juridictionis de tenta proborum hominum de Campomunito et etiam poterat abergare terram feudalem dicti prioratus persone alterius juridictionis, que omnia negabant.

10. De tertio denario venditionum. — In decimo dicebat, quod si quis venderet terram suam et vellet a dicta villa se separare, quod debebat habere vendas ab emptore et tertiam partem pretii a venditore, ita quod occuparet possessionem donec satisfactum foret de tertia parte pretii.

11. De rebus traditis in dotem. — In undecimo dicebat, quod si aliqua res immobilis traderetur in dotem alicui mulieri, quod ipse debebat percipere vendas, quod negabant dicti sindici.

12. De nemoribus bamnitis. — In duodecimo dicebat quod, in nemoribus bamnitis quod unus tenetur alterum accusare, quod negabant

dicti sindici, quia dictus noster prior habet suos forestereos qui tenentur culpabiles, accusare.

13. In tredecimo dicebat dictus noster prior, quod dicti homines seu alter eorum tenentur ei in pluribus quantitatibus spatio decem, viginti, triginta annorum, tam ratione sui quam predecessorum suorum, qui sindici dicebant sibi non teneri, quia dictus noster prior debet anno quolibet audire computatum a procuratore suo et sibi facere solvere restantem ad solvendum anno quolibet.

14. De mortaligiis. — De decimo quarto articulo dicebat, quod de liberis qui decedunt ab humanis minoribus septem annorum, debet habere quatuor denarios, et a majoribus septem annorum, a masculis tantum minoribus quatuordecim et a feminis minoribus duodecim annorum septimum et trentenarium, et a masculis majoribus quatuordecim annis et a feminis majoribus duodecim annis septimum trentenarium et annuale.

15. De successionibus. — In quindecimo dicebant dicti sindici quod, si quis ipsorum proborum virorum decesserit supervivente avunculo seu avuncula, nepote vel nepte, nichil debet percipere in bonis defuncti sive sit natus sororis et legali matrimonio, sive non, preter tertium bonorum mobilium, quod dictus noster prior asserebat contrarium esse.

16. De servitio ecclesie. — In sexdecimo dicebant dicti sindici, quod in ecclesia dicti prioratus non servitur prout debetur, quia ibi debebant esse domini monachi claustrales deo servientes.

17. De Juramento facti per priorem. — In septem decimo dicebant dicti sindici, quod quando noster prior intravit possessionem et recepit homagia ab hiisdem hominibus, quod ipse promisit ipsos omnes homines in eorum bonis usibus manutenere et garentire et ipsos bonos usus tenere et non contra facere, et predicta facere ratificare et confirmare per nos Petrum dei gratia abbatem monasterii beati Michaelis Clusarum.

Litium materiam evitare cupiens ipse Johannes prepositus, suo proprio nomine et vice et nomine dicti prioratus et successorum suorum, ex una parte, et dicti sindici seu procuratores eorum propriis nominibus et vice et nomine totius communitatis Campimuniti, ex altera parte, de omnibus et singulis questionibus supra contentis et omnibus ex his dependentibus, emergentibus et conexis, se compromiserunt in nos prolatum Petrum abbatem dicti monasterii tanquam in arbitrum, arbitratorem et amicabilem compositorem.

Promittentes, etc.

Renunciantes, etc.

Ceterum ibidem et incontinenti nos predictus abbas, onere dicti compromissi in nobis suscepto, auditis rationibus utriusque partis et que dicte partes dicere et proponere voluerunt, pro bono pacis et concordie, Dei nomine invocato, dicimus, pronunciamus et declaramus prout infra:

Et primo laudamus et confirmamus et pronunciamus ac dicimus obtinere, observare et inter ipsas partes omnia que continentur in quodam instrumento manu petri . . . . . confecto sub anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo secundo, indictione quarta, die Sabatti post festum beate Marie Madallenes.

1. De Fusinis. — Item dicimus et pronunciamus super primo articulo dicte questionis, quod nulla fiat fusina in dicto fine.

2. De non citando extra juridictionem. — Item super secundo dicimus et pronunciamus, quod dictus noster prior non possit neque valeat citare, neque citari facere dictos suos homines de campo munito, neque alterum eorum, auctoritate litterarum apostolicarum, extra juridictionem campimuniti, nisi in casu necessitatis vel in culpa ipsorum hominum.

3. De arrestis. — Item super tercio dicimus et pronunciamus, quod dictus noster prior non possit nec valeat ipsos homines, seu alterum eorum, cogere propter aliqua debita, ut non se amoverent de platea seu de quodam certo loco, sed teneatur ipsos pignorare, nisi tenerentur seu obligati forent alicui extranee persone, que non esset de dicta juridictione campi muniti, quia bene posset tunc illos cogere, dum tamen ille obligatus non traderet sibi pignus in duplum.

4. De non recipiente cautionem. — Item super quarto dicimus et pronunciamus, quod dictus noster prior non possit nec valeat aliquem culpabilem, seu contra quem formetur inquisitio, confinare; ille culpabilis prestet idoneam cautionem de parendo juri, nisi casus talis esset quod cautio de jure non haberet locum.

5. De fimo defunctorum. — Item super quinto dicimus et pronunciamus, quod in fimo existente in possessione defuncti cui dictus noster prior succedit in tertia parte rerum mobilium, dum tamen non sit in fimario, sive sit in carrata sive in texata, nichil capiat dictus noster prior, secus si esset in fimario, quia tunc capiat seu habeat terciam partem.

6. De animalibus ducendis in chalesiis. — Item super sexto dicimus et pronunciamus, quod noster dictus prior non possit nec valeat aliquam

penam imponere ne ipsi homines seu alter eorum ducant eorum animalia non habentia lac in chalesiis seu in alpibus, nisi de consensu majoris partis quorum sunt chalesia, et tunc pena non excedat quatuor solidos.

7. De restitutione instrumentorum. — Item super septimo dicimus et pronunciamus quod instrumenta facta manu Johannis fabri, que instrumenta dicto nostro priori tradiderunt, quod ipse prior eisdem hominibus omnia sine aliqua redemptione restituere teneatur.

8. De obligationibus, possessionibus et vendis persolvendis. — Item super octavo dicimus et pronunciamus, quod si quis nomine pignoris tradiderit alteri persone aliquam possessionem ad tempus sex annorum vel infra, quod nullas vendas solvere teneantur. Et si terminus excedat terminum dictorum sex annorum, quod tunc ipsas vendas solvere teneantur.

9. De tenta et alienatione feudi. — Item super nono dicimus et pronunciamus, quod tenta dictorum hominum non alienetur persone alterius juridictionis, neque terra feudalis dicti prioratus homini alterius juridictionis non abergetur.

10. De tertio denario venditionum. — Item super decimo dicimus et pronunciamus, quod dictus noster prior nichil capiat ab emptore de re quam aliquis vendidit qui recedit a patria, preter vendas, nec occupet aliquid in possessione, nec in precio existente in manibus emptoris, sed prosequatur venditorem.

11. De rebus traditis in dotem. — Item super undecimo dicimus et pronunciamus, quod dictus noster prior nullas vendas percipiat in rebus traditis in dotem alicui mulieri, nisi probaretur fraus vel pravitas intervenisse, nisi sigillum . . . . . quod habere debeat.

12. De nemoribus bamnitis. — Item super duodecimo dicimus et pronunciamus, quod ipsi homines seu alter eorum non cogantur aliquam personam accusare in nemoribus bamnitis, sed si in testes producantur, teneantur jurare et dicere veritatem.

13. De prescriptione debitorum. — Item in tredecimo dicimus et pronunciamus, quod ipsi homines seu alter eorum teneantur solvere dicto priori totum illud in quo sibi tenentur ratione sui et successorum suorum a viginti annis citra, et de quibus eisdem poterit plenam fidem facere. Ultra vero non audiatur dictus noster prior.

14. De mortaligiis. — Item super quatuor decimo dicimus et pronunciamus, quod in mortaligiis liberorum minorum septem annis quatuor denarios recipiat dictus noster prior; et a majoribus septem annis, sed

a masculis minoribus xiiij annis septimum et trentenarium, et a masculis majoribus xiiij annis et a feminis majoribus xij annis, recipiat dictus noster prior septimum trentenarium et annuale.

15. De successionibus. — Item super quindecimo dicimus et pronunciamus, quod defunctis sine liberis succedat avunculus vel avuncula, nepos vel neptis et etiam natus sororis et legitimo matrimonio natus, sive naturalis, non tamen spurius, et quod dictus noster prior in talibus successionibus habeat tertium rerum et bonorum mobilium et non ultra.

16. De servicio ecclesie. — Item super sexdecimo dicimus et pronunciamus, quod providebimus in ecclesia de servitoribus idoneis.

17. De juramento facto per priorem. — Item super septemdecimo dicimus et pronunciamus, quod dictus noster prior teneatur servare bonos usus eorum. De confirmacionibus faciat suo posse, quia non potuit promittere factum alienum.

— Item dicimus et pronunciamus predicta omnia attendere et observari a partibus ante dictis. Qui dictus noster prior per se et successores suos et sub obligationem et juramentum contentum in compromisso, et dicti sindici eorum propriis nominibus et vice nomine dicte communitatis, sub obligationem predictam et corporaliter juramentum ad sancta Dei evangelia tactis scripturis, predictis omnibus presentibus, confirmaverunt, approbaverunt et emologaverunt omnia et singula superscripta. Insuper promiserunt dicti sindici se facturum et curaturum cum effectu quod omnes homines dicte communitatis predicta omnia laudabunt et ratificabunt publico instrumento inde conficiendo quando fuerint requisiti sub juramentis et obligationibus predictis. Et in quasu quo dicta communitas non consenserit predictis, nichil esse dictum et promittatum et predicta non vallere. Et ad majoris roboris firmitatem, hoc presens publicum instrumentum jussimus nostri sigilli quo ad talia utimur appentione muniri et de predictis duo unius tenoris fieri publica instrumenta. — Actum fuit in castro Janen. in camera dicti domini abbatis, presentibus Domino Bertrando priore Megeve, Domino Guillelmo priore sancti Cirini, Johanne de Laccoada domicello dicti domini abbatis, et Petro de Valicio sacrista clusarum, testibus ad hoc vocatis et rogatis. — Et ego Amedeus de Blancheto de Janen. imperiali auctoritate notarius publicus omnibus et singulis supradictis presens fui cum prenominatis testibus et hoc publicum instrumentum de mandato dicti domini abbatis et rogatus a dictis partibus recepi et publice scripsi.

IV

1386, 15 Décembre. — *Jean Bochard, prieur de Chamonix, confirme les précédentes franchises de la communauté et en interprète plusieurs articles controversés.*

In nomine Domini Amen. Anno a nativitate ejusdem millesimo tercentesimo octuagesimo sexto, indictione nona, die quindecima mensis Decembris, per hoc presens publicum instrumentum cunctis liquide fiat magnifestum, quod in nominati notarii et testium subscriptorum presentia, propter hec que secuntur personaliter constituti, vir nobilis et religiosus Dominus Johannes Bochardi prior prioratus Campimuniti gebenn. diocesis, ex una parte, et Johannetus mistralis, Perretus de Ponte, Mocterius Fabri, Guigo Cohendat, Johannetus Michallat, Petrus de Campis, Berthodus de Pratis, Ansermus Venos, Peronetus Gillier, Johannes Bollet, Aymo et Mermetus Mocteri, et Richardus Canares, nominibus suis et totius communitatis de Chamunix, de Valle Orsine et de Lacu, ex altera. Verum cum questio et questionis materia de novo versa fuerit et suborta inter dictas partes super eo quod, altera pars alteri parti, quam plurimas petitiones et demandas promovebat, faciebat et proponebat, que clare comprehendebantur et dependent in et de capitulis et statutis dicte communitatis, et ideo non est necesse iterato ipsas litteraliter de presenti enarrare, sed prolixitates evitare, et quia Johannes mistralis, Perretus de Ponte et alii superius seriatim nominati aliunde instabant quatenus confirmare, laudare et approbare sibi placeret statuta et capitula universitatis antedicte, nec non et ipsa tenere vellet secundum eorum formam et tenorem. Hinc est quod prelibatus Dominus prior, ad supplicationem superius nominatorum inclinatus, non considerans aliqua in dictis statutis et cappitulis enovare, sed potius per se et ejus successores facta absque corruptione, ut asserit, observare predicta statuta et cappitula, antedicte universitati et communitati et singulis suis successoribus, nobisque notario subscripto more publicarum personarum stipulante et recipiente, suo nomine et ad opus universitatis antedicte et omnium aliorum quorum interest et in futurum poterit interesse, laudat, grantat, approbat, ratificat et totaliter, prout in ipsis cappitulis et statutis dictatur, de novo confirmat, ut securius potest intelligi et

notari. Promittitque ipse dominus prior sub voto sue religionis, manu ad pectus suum apposita, ut more solitum est, et sub obligatione expressa omnium bonorum suorum et dicti sui prioratus, ipsa cappitula et statuta ab inde firmiter tenere et ipsa inviolabiliter observare, ipsaque rata et firma prout . . . . habere et tenere et non contra facere vel venire per se vel per alium, directe vel indirecte, tacite vel expresse.

Preterea dicte partes dubitantes ne de infra scriptis inter ipsas partes orire possit questio, cum jam de presenti oriebatur et fiebat, et ideo ne in futurum questionis materia de subscriptis oriretur, quia melius prevenire quam preveniri, cupientesque ipse partes questionem et debatta inter ipsas et merito evitare, nec non et hiis super inferius descriptis silemptum perpetuum clara luce apponere, quoniam ubi eminet in aliquibus periculum, potissime inter dominum et sindicos debeat super ipso mature per eosdem providere, quapropter ipse partes hiis articulis, nominibus quibus supra, nobisque notario stipulante ut supra, pacta, arresta, et conventiones fecerunt infra scripta et infra scriptas.

1. De vendis bladorum. — Et primo est actum, declaratum et conventum inter antedictas partes, et dictis statutis et cappitulis, unitum, additum et annessatum ut sequitur, videlicet : quod singulis annis die mute, scilicet illa die qua vende bladorum in mandamento Campimuniti ponantur, quod per prolocutum Dominum priorem et ejus successores, seu per ejus locum tenentes, vocentur et demendentur decem vel duodecim homines probi dicti mandamenti de Chamunix, non suspecti, sed idonei et sufficientes, ad dictas vendas ponendas. Qui probi homines super missale per dictum dominum priorem et ejus successores, vel alterum nomine ipsius, positum super magno altari beati Michaelis ecclesie de Chamunix, corporaliter jurare sint astricti, illas vendas bene, probe et legaliter, juxta ipsorum conscienciam et sub periculo animarum suarum, secundum fertilitatem et sterilitatem, seu abondantiam et paucitatem bladorum dicti mandamenti de Chamunix cujuslibet anni, ponere et universaliter declarare. Que quidem vende, relatu dictorum proborum hominum posite et declarate, more consueto publicentur et cridentur. Quibus vendis sic cridatis et publicatis, dicte partes et eorum successores ipsam tenere et inviolabiliter absque diminutione vel additione penitus sint astricti, sub pacto et conditione quod ipse dominus prior, nec sui successores, nec alia persona nomine ipsorum, non possit, nec sibi licitum sit, plus nec minus dictis vendis recuperare nec etiam exigere ; et e contra gentes dicte communitatis nec eorum heredum, non possint, nec

eisdem licitum sit, plus vel minus quolibet vendarum dicto domino priori et suis successoribus expedirè.

2. De solutione censarum et servitiorum. — Secundo est actum et declaratum et conventum inter dictas partes, nobisque notario stipulante ut supra, quod homines et persone dicte universitatis de Chamunix, Valle Orsine et de Lacu, qui debent censas, servitia et meneydas annuales dicto domino priori, ab inde ipsas et ipsa, sine lite et molestia quibuscunque, ad monetam veterem eidem domino priori et singulis suis successoribus, annis singulis, terminis consuetis, solvere teneantur, seu de moneta cursibili in terra foucigniaci dicte monete solvere ad valorem.

3. De solutione aliorum quorumcunque debitorum. — Tercio est actum, declaratum, conventum et arrestatum inter prenominatas partes, nobisque notario ut supra stipulante, quod qualibet persona de dominio de Chamunix, prenominato Domino priori et successoribus suis universis et singulis, aliis debitis non annualibus ad dictum Dominum priorem et ejus prioratum spectantibus, de moneta cursibili in dicta terra faucigniaci, videlicet tam de tempore preterito quam futuro, ipsa debita solvere possit et debeat sine contradictione Domini prioris vel alterius persone.

4. De gleyronis. — Quarto est actum, dictum et conventum inter partes predictas, et nobis notario stipulante ut supra, quod gleyroni qui, impetu aque areris seu aliorum torrentium vel nantium, reperiantur infra dictum mandamentum de Chamunix, ex tunc in antea sint et per inventores conserventur ad opus barrarum possessionum prope existantium, in quibus barris ad utilitatem et confirmationem dictarum possessionum ipsi gleyroni implicentur et ponantur sine contradictione Domini prioris antedicti, nec alterius cujuscumque persone.

5. De nemoribus super possessionibus admassantis. — Quinto est ordinatum et solempni stipulatione arrestatum inter superscriptas partes, nobisque notario stipulante ut supra, quod de nemoribus super propriis possessionibus sterilibus, cultis seu admassantis, hominum dicti mandamenti de Chamunix existentibus, ipse Dominus prior nec ejus successores aliqualiter non possit, nec sibi licitum sit, aliene persone dare, alienare, vel alio modo in aliquem transferre sine scitu et voluntate dictorum nemorum dominorum.

6. De Lavanchiis. — Sexto est actum, dictum, declaratum et solempniter arrestatum inter partes predictas, nobisque stipulante ut supra, quod quando et quotienscunque aliquas lavanchias scilicet de

nemoribus propriis alicujus persone dicti mandamenti de Chamunix in futurum movere, disruere contingerit, ipsisque lavanchiis super possessionibus alterius persone ipsius mandamenti evenientibus et arrestantibus, quod isto casu eveniente, totiens quotiens ipsum casum evenire contingerit, sepe dictus Dominus prior nec sui successores, in dictis lavanchiis non possit, nec debeat . . . . . nec ei licitum sit aliquid petere, demandare, vel habere, sed medietas lignorum seu fustarum in dictis lavanchiis existentium sic remaneat et esse debeat domino nemorum a quo dictas lavanchias contingerit promoveri et desrui, in recompensatione dampni facti, omnibus impedimentis cessantibus et remotis. Alia vero medietas sit, pertineat et esse debeat domini possessionis in qua dictas lavanchias contingerit remanere, in recompensationem dampni ratione dictarum lavanchiarum sibi illati et eventi, sine perturbatione persone alicujus.

— Pro quibus quidem ratiffication et aliis in presente instrumento descriptis, prelibatus dominus prior a dicta communitate habuisse et integre recepisse confitetur quater viginti florenos regine, boni auri et ponderis, quos asserit in utilitate dicti sui prioratus convertisse, et de quibus quater viginti florenis dictam communitatem, nobisque notario ut supra stipulante, solvit, liberat penitus atque quitat.

Promittentes siquidem ipse partes sibi ipsas ad invicem, videlicet una pars alteri, solempnibus stipulationibus hinc et inde intervenientibus, scilicet ante dictus dominus prior, pro se et singulis suis successoribus, juramento et obligatione quibus supra, nec non et dicti Johannetus perretus et alii in principio superius nominati, nominibus suis et totius communitatis dicti mandamenti de Chamunix, nobisque notario stipulante ut supra, omnia universa et singula supra et infra scripta, rata, grata et firma habere et tenere et non contra per se vel per alium facere vel venire, sed singula supra scripta inviolabiliter penitus observare sine fraude. — Promittensque, etc.

Renunciantes, etc.

Actum apud Chamunix in ecclesia dicti loci, presentibus testibus ad hec vocatis et rogatis, videlicet : Domino Rodulpho curato dicti loci, Domino Petro Locerandi canonico Sancti Ruphi de Valencia, presbitero, Nicoleto de Voseriaco domicello, et Antonio filio Juminii de Carmari famulo Domini prioris prelibati. Meque petro de Via de subtus saxo, clerico, auctoritate imperiali notario publico qui hoc presens instrumentum unacum Hugone Mistralis notario publico recepi, ipsumque manu

Johannis de Via notarii prenominati auctoritate michi juridice concessa scribi feci, signisque michi consuetis signavi fideliter et tradidi in testimonium premissorum. Meque Hugone mistralis de Chamunix clerico, auctoritate imperiali notario publico curieque Domini prioris jurato, qui hoc presens publicum instrumentum, unacum Petro de Via notario, recepi et in omnibus in ipso descriptis dum sic agerentur presens fui et in eodem me subscripsi, signoque meo consueto signavi fideliter in testimonium premissorum.

V

1412, 12 Décembre. — *Antoine de St-Amour, prieur de Chamonix, reçoit diverses plaintes de ses sujets et redresse plusieurs abus.*

Nos frater Antonius de Sancto amore, humilis prior et Dominus temporalis prioratus et ejus mandamenti de Chamonix, notum facimus universis, quod venientes ad nos homines nostri, videlicet : Aimonetus moterii di ducs, faber, Joannetus mermeti de eodem ejus frater, Jachetus Vinendi, Michodus musiliardi alias pelicerii de turno, Joannes mocterii rigueti, Hugo de palo, Vuillermus falddos allias Moret, anselmoz Bollet, jacquemetus Cochat alias Reyquenet, Vuillelmus moterii vicheti, Anselmus de pratis, Perretus pochat, Michodus musiliardi de Creto, Joannes chodeti, joannes Bossoney, franciscus Gabet, omnes parochianos eclesie beati michaelis de Chamonix, mocterius Pache, joannes Lumbart, michaletus Broisat, joannes Gerot, parochie beate marie de Valle urcine, Guillelmus Tissot alias pavillot et milieretus Falcheti . . . . . parochie beate marie de Lacu, nominibus suis et aliorum omnium hominum et subditorum, seu omnium aliarum personarum dictorum locorum et parochianorum totius mandamenti de chamonix, hominum et subditorum nostrorum, exponendo, dicendo et proponendo quod, a quatuor annis nuper proxime elapsis citra vel circa, fuit evidatum et prout clamatum ex parte nostra et de nostro mandato, per mestralem nostrum de Chamonix, apud Chamonix et in aliis parochiis et locis predictis et in locis consuetis et redactum seu registratum in papiris nostre Curie, quod nulla persona dictorum mandamenti et locorum superius descriptorum esset ausa aliquos liberos seu pupillos maritando . . . . sine nostri presentia vel mandato, necnon et consensu duorum vel quatuor proborum

hominum propinquorum de genere dictorum pupillorum, sub certis diversis magnis penis in dictis papiris nostre Curie descriptis. Item quod Castellanus et Clericus nostri, a dicto tempore citra, quam plurimas personas dicti nostri mandamenti compulerunt ad solvendum nobis pro saisinis et desaisinis duodecim denarios pro qualibet saisina, quod nunquam extitit vel fuit consuetum in mandamento et parochiis predictis tempore predecessorum nostrorum et dicti prioratus. Item quod a decem aut quindecim annis nuper proxime elapsis citra vel circa, ordinavimus, posuimus et habuimus multos Clericos Curie et notarios qui receperunt instrumenta, litteras et informationes in dicto mandamento et parochiis predictis facientia et facientes ad opus dictorum nostrorum hominum et subditorum, maxime et specialiter antonium Ligerii, joannem Viriz et jacobum Brossis, notarios, qui dicta instrumenta, litteras, scripturas et informationes in predicto mandamento et locis per ipsos receptas et recepta extra dictum mandamentum detulerunt et exportaverunt; qui clerici et notarii, post modum, ratione emolumentorum dictorum instrumentorum et scripturarum ut premittitur per ipsos receptorum, dictos nostros homines et subditos vexaverunt et compelli fuerunt per aliam Curiam quam nostram ad solvendum eisdem clericis et notariis dicta emolumenta. Que omnia predicta sunt et redundant in dictorum nostrum hominum et subditorum, ut asserunt, grande damnum, gravamen et prejudicium. — Quare nobis humiliter supplicaverunt prenominati homines nostri, nominibus suis et quibus supra, ut nobis placeret nobis et nostris successoribus in dicto prioratu, de remedio apponere et providere, videlicet quod, dictas cridas et penas, ut predicitur, factas de non maritando aliquos liberos pupillos sine nostri licentia et mandato, vel consensu duorum vel quatuor hominum propinquiorum de genere eorum liberorum pupillorum, revocemus, irritemus et annullemus; dictos duodecim denarios, ad quos compelluntur solvere pro qualibet saisina et desaisina, etiam annullemus et revocemus; ordinemus et inhibeamus dictis clericis notariis nostris presentibus et futuris quod, extra nostrum dictum mandamentum instrumenta et scripturas aliquas per eos in nostro mandamento recepta et receptas, recipienda et recipiendas ad opus dictorum hominum et subditorum nostrorum, non exportant vel extrahant, et quod de labore eisdem clericis notariis pertinenti ratione dictorum instrumentorum et scripturarum compelli non possint per aliquam alienam Curiam, donec a nobis vel successoribus nostris obtinuerint licentiam ipsos homines nostros compelli et vexari per aliam Curiam; et insuper quod

ordinemus quod antequam dicti clerici notarii nostri qui nunc sunt vel qui pro tempore fuerint positi, admissi et ordinati, non accipiant possessionem dictorum officiorum, clericaturarum et notariarum, donec juraverint ad sancta Dei Evangelia dicta instrumenta et scripturas non exportare extra dictum mandamentum vel aliquem nostrorum hominum compelli vel vexari facere per aliquam aliam Curiam, donec a nobis obtenta licentia ut supra; etiam quod Castellanis et clericis nostris presentibus et futuris ordinemus, quod aliquem ex nostris hominibus dicti mandamenti non cogant, nec compellant ad solvendum aliqua munera vel premia illicita vel sine justa causa evidenti.

Nos itaque, volentes et cupientes nostros homines subditos in suis bonis juribus moribus et consuetudinibus existere et permanere, quosque benigniter pertractare, eos ut congruit favorabiliter amplectare, et malos mores seu mala usagia, si qua sint apposita, aufferre et animam et conscientiam nostram exonerare, precibus et supplicantibus eorum inclinati, per nos nostrosque successores in dicto Prioratu supra dictas cridas et penas ut premittitur factas, revocamus et annullamus, revocatasque et annullatas perpetuo volumus, et concedimus; omniaque alia per dictos nostros homines nominibus quibus supra petita et requisita concedimus, remittimus, quittamus et donamus per presentes, mandantesque et precipientes tenore presentium dicto clerico nostro Curie predicte qui nunc est, vel qui pro tempore fuerit, quatenus ipsas cridas et penas in dictis papiris Curie nostre descriptis, cancellet, linet et de ipsis papiris totaliter removeat, quas etiam per presentes cancellamus et removemus, Castellanoque nostro presenti et futuro dictoque clerico nostro, et aliis nostris officiariis presentibus et futuris, quod a vexatione dictarum seysinarum et deseysinarum existant se et super sedeant, nec aliqua emolumenta occasione ipsarum exigant vel recuperent. Convenimusque et pactum expressum dictis nostris hominibus quibus supra facimus, ex uberiori gratia, quod his a modo in antea magis dictis penis nullatenus utemur, et quod a modo in perpetuum aliquos clericos Curie notarios in dicto nostro mandamento accipiemus vel constituemus, donec juramentum predictum et de quo supra fit mentio fecerint et prestiterint. Promittimusque et juramus sub voto nostre religionis, manu dextera apposita in pectore ut moris est in talibus, et sub obligatione omnium bonorum nostrorum et dicti nostri prioratus, pro nobis et successoribus nostris, in contrarium premissorum non venire, sed omnia universa et singula supra et infra scripta, rata, grata et firma habere et perpetuo tenere, attendere, com-

plere et inviolabiliter observare, sub omni renunciatione juris et facti ad hec necessaria pariter et cautela. Actum et datum apud Chamonix, in prioratu dicti loci, videlicet in parva camera Judicis dicti loci in presentia fratris Joannis de abinis, monachi claustralis dicti loci, nobilis petri de sancto Amore Domini Castri Villani et plurimorum aliorum, die duodecima mensis decembris anno Domini millesimo quatercentesimo duodecimo, indictione quinta, sub appositione sigilli nostri in robur et testimonium premissorum.

GEX.

1292 - 1479.

(Les pièces relatives à Gex ont été transcrites d'après un manuscrit qui appartenait à Guichenon et qui est conservé dans la bibliothèque impériale de Paris, Carton n° 11. Cartul. de l'Eglise de Genève, f° 313 et suiv. Elles ont été collationnées avec une copie en mains de M. Poncet, de Gex.)

I

1292, 7 Novembre. — *Léone, dame de Gex, et Guillaume son fils, accordent aux bourgeois de Gex des lettres de franchises, coutumes et lois municipales, qui sont aussi scellées par Guillaume (de Conflans), évêque de Genève.*

Dame Leone Dame de Gex, et Guillaume son fils, par leurs lettres données le vendredy avant la sainct Martin d'hyvert en l'an mil deux centz nonante deux, scellées de leurs sceaux, et de celuy de Guillaume Evesque de Genève, avec conseil de leurs Gentils hommes, octroyairent à leurs bourgeois de Gex, habitants audict lieu, et qui y habiteront à l'advenir, ou qui y auroient chouzes par lesquelles ilz estoient tenuz pour bourgeois, les articles cy après déclairés en vraye, pure, léable et perpétuelle franchise.

1. Octroyairent premièrement ausdits bourgeois et à leurs hoirs, leurs choses et biens, que dès lors en avant ilz ne seront tenus ausdicts seigneurs n'y à autruy donner taille ny coste, ne maneuvre, n'y charroy,

ne corvée, n'y aucune œuvre corporelle d'hommes, de bœufs, de chevaux, et d'asnes, n'y aucune autre exaction en quelque manière qu'elle soit nommée, n'y faire prest violent, et ne donner moisson au Prévost, n'y à aulcun autre de la maignie desdicts seigneurs.

2. Qui en ladicte ville de Gex aura esleu sa demeurance, payera pour chacune toise de maison estant au front de devant et pourveu qu'elle ne soit plus longue de vingt toyses, trois deniers genevois chascun an à la feste S^t^. Martin, sans accroissement n'y diminution.

3. Se vendant en la ville une maison, ou au territoire d'icelle quelque champ, pré, vigne et autre fond de terre, si la chose est de la directe desdicts seigneurs, l'achepteur payera un denier pour chascun solz du prix, et le vendeur un autre denier au seigneur.

4. Les bourgeois de Gex ne sont tenus d'aller ez chevauchées avec leur seigneur, sinon pour sa propre possession ou pour sa garnison ou pour son fief, excepté toutes fois pour la propre guerre du seigneur ils le doibvent suivre, s'il va devant, par un jour et une nuict tant seulement à leurs propres despens, et non pas souvent, mais une fois le mois, de chascune maison une personne, excepté les clercs et les vefves et les personnes des maisons privilégiées.

5. C'eux qui, pour faire pré ou terre, auront esserté les bois communs dudict territoire, payeront au seigneur pour chascune charrée de foin deux deniers, pour la terre, la tasche, c'est assavoir l'unzieme gerbe, et pour la vigne plantée en la commune, quatre deniers genevois de chascun muy, sans le quart.

6. Tous ayants maison propre ou chasal en ladicte ville de Gex seront Bourgeois, et useront de la franchise de la ville.

7. Qui fera injure à autruy par parole ou de fait, sans effusion de sang ou fraction de membre ou perpétuel affoiblissement, et s'il peut s'accorder avec sa partie sans faire clame, il ne debvra pour ce aucun hamp au seigneur.

8. Si clame en est faicte au seigneur ou au Prévost, le coulpable payera trois solz genevois au seigneur pour l'injure de la parolle, trois solz pour coup de poing, cinq solz pour un soufflet, sept solz pour un coup de pied, et sept solz pour coup de baston ou de pierre sans effusion de sang, et sans grand dommage, si clame en est faicte.

9. Ban ne se pourra lever par ledict seigneur n'y leurs successeurs pour raison de maléfice, si clame n'en est faicte, exceptés les cas pour lesquelz le malfacteur tombe en la mercy du seigneur.

10. Pour violente effusion de sang, et fraction de membres ou affoiblissement perpétuel, payera le coulpable soixante solz de genevois au seigneur.

11. A la charge que de toutes les injures soit faite au préalable émende à celuy qui aura souffert l'injure, à l'extimation de prudhommes bourgeois de Gex, qui se debvront eslire par le seigneur ou de son commandement et par deux bourgeois de Gex, et que l'effusion du sang soit à tout le moins preuvée par deux suffisants et croyables tesmoins.

12. Clame se faisant par aulcun pour sang violent, ou pour membre brizé, ou pour affoiblissement perpétuel, ou pour reproches, ou pour outraiges sur ce qu'un autre l'aura appelé larron, meurtrier, traitre, et autrement criminel, ou punais, meizel ou autrement vicieux, et par une femme sur ce que on l'aura appellée putain ou autrement criminelle, ou punaise ou autrement vicieuse, si le plaignant ne veut faire poursuitte de ce qu'il dit, il doit payer trois solz au seigneur pour sa clame, et faire compétente émende à celuy duquel il s'est plaint, avec satisfaction des despens du procès à la dicte des preudhommes bourgeois qui les doibvent taxer ainsy que dessus est dit; et le mesme se fera de celuy qui ne peut preuver sa clame.

13. Le plaignant qui preuve sa clame par deux convenables tesmoins ne debvra rien au seigneur, et celuy contre qui elle est faite debvra trois solz au seigneur pour la clame.

14. Au contraire si le plaignant deffaut en preuve, il payera trois solz au seigneur, et à celuy duquel il s'est plainct doibt faire émende compétente, et rendre les despens du plaid taxés par les preudhommes bourgeois, comme dit est.

15. De toutes les injures devant dittes, le seigneur ne doibt avoir aucun ban, si plaincte ou clame n'en est faicte.

16. Qui rue ou jette contre autruy injurieusement pierre ou fer ou autre chose qui puisse navrer, sans toutes fois l'avoir attaint, si clame en vient au seigneur avec loyable preuve, il debvra sept solz au seigneur et à l'injurié émende competente taxée comme dessus.

17. Paix ne doit abvoir avec lesdicts seigneurs n'y leurs hoirs, qui faict injure à leurs dicts bourgeois de Gex, jusques à ce que émende en soit faicte à ceux qui l'auront souffert.

18. L'homme estant de ladicte franchise qui aura faict dommage manifeste, ou qui aura détenu outre la volonté du créancier un debte preuvé, despuis que cela sera dit et manifesté au seigneur, ne se doibt

par lesdicts seigneurs, n'y aucuns de leurs gentilshommes et marchands, conduire sans la volonté de celuy auquel est faict le dommage ou à qui est la debte.

19. Celuy qui est en la ville de Gex ou qui y demeure doibt estre deffendu de toute violence s'il veut estre à droict audict lieu, ou là où il se trouvera, sinon qu'il soit larron, ou meurtrier, ou autrement criminel manifeste, ou de ce diffamé.

20. Les bans desdicts seigneurs doibvent estre mis du conseil des bourgeois de Gex, sans ce que lesdicts bans n'y peines se puissent estendre, outre sept solz réservés aux cas exprimés ausdictes lettres.

21. Gaige du seigneur doibt estre gardé quinze jours avant que se vendre, et le ban des autres gentz par sept jours, et nully est tenu de prendre gaige desdicts seigneurs n'y d'aultruy, s'il ne vaut le tiers plus que ce pourquoy on le présente.

22. Déffaillant quelqu'un à faire le guet quand celluy aura esté commandé, il doibt le double pour cette fois, et en ce le commandant est de croire.

23. Maison, où gist d'enfant la femme du seigneur ou la femme du fils du seigneur, est quitte de guet, et echarguet, et de chevauchée, ensemble les maisons où sont les fours.

24. Commandeur de guet se doibt establir par les bourgeois, en jurant par luy que féablement il fera son mestier tant pour le seigneur que pour les bourgeois.

25. Touchant la garde des vignes, le seigneur en doibt mettre une par le conseil des bourgeois, et iceux bourgeois les autres, tant que besoin sera, lesquels gardes jureront de garder les droicts des bourgeois et du seigneur, et que par crainte n'y amour ilz ne céleront ceux qu'ilz trouveront ez vignes, ne gasteront aussy les fruictz desdictes vignes n'y des arbres.

26. Qui sera repris de jour èz vignes ou ès arbres, il doibt sept solz au seigneur, et de nuict soixante solz genevois, et faire émende à celuy auquel il a fait le dommage.

27. Rien ne doibt au seigneur qui aura faict sang aux glaneurs ou viteurs en les chassant hors de sa vigne, sinon qu'il l'aye faict par malveillance auparavant conçue, si toutesfois il faict grièvе blessure, et le navré s'en plaint, il luy en doibt faire émende compétente taxée par preudhommes bourgeois de Gex.

28. C'il qui achaptera ou conquerra maisons ou possessions des bour-

geois de Gex, il doibt pour raison desdictes choses faire tous les uz du commun de la ville quels qu'ils soient, excepté les clercs et les privilégiés, et en ce le seigneur ne peut quitter aucun.

29. Ne peut aussy le seigneur decroistre, n'y donner les communs des terres ou des bois à autruy qui ne soit de la communauté, sans la volonté des bourgeois de Gex.

30. Moingtz peut il mettre n'y lever ban au commun des terres, des bois et des eaux, que par le consentement des bourgeois.

31. Si aulcun bourgeois est mainant au seigneur, le seigneur ne le peut quitter que ses possessions ne soient tenues à faire tous les uz de la ville, comme les autres possessions des bourgeois.

32. Chascun bourgeois peut vendre franchement son vin et son bled, et ses autres biens à qui, et là où il veut, et tant qu'il peut, pourveu que ne soit vin crié à taverne et que il aye droicte mesure à laquelle il ayt commencé à vendre, et n'en doibvent aucune chose au crieur ni au seigneur.

33. Les bourgeois ne doibvent vente, n'y coupponage, ny péage.

34. Vendeurs de pain qui le décroissent plus qu'ils ne doibvent selon le marché du bled, perdent le pain que le seigneur doibt faire donner pour Dieu, et si pour ce ilz ne s'émendent, le seigneur en peut lever ban de trois solz une fois l'an de chascun qui y mesfera, faisant donner leur pain pour Dieu à toutes les fois qu'ils mesferont.

35. Gélines, foin, paille n'y autre chose, ne doibt n'y peut prendre le seigneur ou autre pour luy en la ville de Gex, n'y ès lieux de sa franchise, outre la volonté de celuy à qui est la chose.

36. Bourgeois jurés de la ville ne doibvent au seigneur garnison du chastel, n'y réparation des fossés ny de pallins, n'y corvées, sinon en temps de nécessité.

37. Franchement peuvent les bourgeois chasser par les bois communs, plaines et terres, et pescher ès rivières communes, par eux ou par autruy en quelque manière qu'ils voudront.

38. Qui se vouldra despartir de la ville et aller demeurer autre part, le seigneur s'il en est requis le doibt conduire et ses choses par un jour et une nuict, et s'il ne l'en requiert, le dict seigneur ne l'en doibt pour ce punir, estant loisible à chascun de s'en despartir à quelle heure qu'il veut comme franc.

39. Ez cas qui ne sont exprimés ès dictes lettres, les dicts bourgeois se peuvent deffendre par les bons uz et coustumes de Gex, les mauvaises laissées, et réprouvées des dicts seigneurs et de leurs hoirs.

40. Si aulcun gaige les dicts bourgeois, ou prend leurs choses ou leurs personnes pour debtes ou pour fiance des dicts seigneurs, ils les doibvent deslivrer avec leurs choses et les garantir en toute manière de dommage, à quoy seront tenus les dicts seigneurs et leurs hoirs.

41 Ayant un estranger, maison ou autres biens en la ville de Gex, les dicts seigneurs ne doibvent prendre n'y faire prendre ou empescher ses biens ou sa personne, pour guerre qu'ils ayent au seigneur du dict estranger.

42. De la batture ou injure faicte à quelqu'un des bourgeois de la ville par aucun des gens et maynie des dicts seigneurs, si celluy qui a souffert l'injure s'en plaint, la connoissance et le droict s'en fera à la cour des dicts seigneurs, ainsy que d'un autre, pourveu qu'il ne l'aye faict par correction ou pour raison d'office qu'il aye.

43. Nully est tenu du mesfaict de son filz ou de sa mesnye, ou d'autres, sinon qu'il en soit participant et consentant au faict par son commandement, pourveu aussy qu'après admonition du seigneur ou par son mandement il n'aye volu laisser sa mesnye, et aye à son sachant retiré le malfacteur, car en ces cas il en est tenu.

44. Parens doibvent franchement venir à la succession de celuy qui meurt sans faire testament, sauf le droict des femmes et des aultres.

45. Si aulcun entre en la maison des bourgeois de nuit, par force et à cachettes, ou si aucun est pris en larcin, ou en tel lieu que le preneur ne puisse avoir recours de juge ou d'aydeurs, et le dict preneur le tue par avanture, il n'en doibt rien au seigneur pourveu qu'il appelle les voysins, de sorte qu'ilz le puissent ouir, et en porter tesmoignage.

46. Les larrons publicques et de nuit deuement convaincus sont à la volonté du seigneur, sauf les douaires des femmes et les droictz d'autruy.

47. Aux bourgeois ne se peut rien demander pour raison de plaid, sinon ce qu'on donne à l'assesseur s'il y faict mestier, ou s'il y est appellé du consentement des parties.

48. Vendant à livre faulse propre ou à son marc propre faulx, payera soixante solz de Genevois au seigneur ; de faulse aulne, de faulse mesure de vin soixante solz.

49. De la leide ou de la vente retenue, on ne doit émende si elle est payée dans huict jours, mais si elle n'est payée dedans huict jours celuy qui la retient doibt soixante solz au seigneur.

50. Nul bourgeois ne doibt estre pris s'il veut donner fiance ou obliger ses biens, sinon en cas pour lequel on tombe à la mercy du seigneur.

51. Qui retient par un an les anciens cens ou services des dicts seigneurs, il doit le double pour cette fois.

52. Les dicts seigneurs, ny leurs prévostz, ne peuvent recouvrer ny recepvoir ès us de la ville aucune personne suspecte.

53. Tous ceux qui seront seigneurs de Gex en leur mutation, avant qu'ilz soient reçus en la ville de Gex, viendront jurer leurs gardes de chevalier de garder fermement et entièrement les bonnes coustumes de la ville, et la franchise qui est contenue ès dictes lettres, sans venir à l'encontre, et tous les hommes de Gex depuis quinze ans en sus doibvent à la venue du seigneur luy jurer feauté s'il les en requiert, sans venir encontre ses droictz à leur sachant.

54. Pour chacun an les mainantz du seigneur, quand seront renouvellés ou changés, doibvent jurer en la présence du seigneur et des bourgeois qu'ils garderont la franchise et les droictz du seigneur avec les bons us de la ville.

55. Le scel du seigneur sera baillé à qui en voudra user, en payant pour chacun contract quatre solz de Genevois et non plus.

56. Vendanges ne se pourront octroyer par les dicts seigneurs ny leurs successeurs, sinon pour certains jours et termes establis à la volonté des bourgeois, et ceux qui vendangeront outre cet establissement perdront la vendange. Pourront toutesfois les dicts seigneurs vendanger à leur volonté leurs propres vignes.

57. Advenant quelque cas par avanture dont les dictes lettres ne fassent mention, il se terminera soubz les coustumes des autres villes franches prochaines, ou selon droict escript si les bourgeois l'aiment mieux.

58. Promirent en outre les dicts seigneurs par leur serment ausdicts bourgeois claire paix, et seurté de leurs choses et de leurs personnes, jurant sur les sainctz Evangiles que par eux n'y par autruy ilz ne prendront n'y arresteront, ou empescheront leurs personnes n'y leurs biens, et ne procureront ou machineront contre iceux, mais en toutes manière quilz pourront, les en deffendront, pourveu qu'ilz ne se mesfassent tellement qu'ils soient condamnés selon ordre de droict.

59. Et pour plus grande paix, volurent que les dicts bourgeois puissent establir et changer à leur volonté deux des leurs, et les dicts seigneurs deux autres, pour terminer par eux quatre la discorde survenant entre eux et les dicts bourgeois, à cause de ce qui appartient à la dicte franchise, s'ilz se peuvent accorder en une sentence; et à ce faire féablement

soient tenus par leur serment, avec condition que s'ilz ne peuvent accorder, ilz doibvent eslire un cinquième sçavant en droict et terminer la querelle par le conseil d'icelluy sellon droict.

60. Volurent encore que, se les bourgeois requièrent ausdicts seigneurs ou à leur commandement, qu'ilz leurs fassent payer leurs debtes sans clame, se le débiteur recognait la debte devant les dicts seigneurs ou devant leur dict command, ilz le doibvent sans délation faire gaiger, et rendre la debte au créancier jouxte le pouvoir du dict débiteur.

61. Si le bourgeois renonce son debte cogneu sans plainte au seigneur ou à son command, il n'en doibt rien au seigneur, et si clame en est faite, le coulpable payera trois solz pour la clame et rendra le debte cogneu.

62. Octroyairent d'advantage que les habitans de Gex qui ont possessions non meubles en la seigneurie des dicts seigneurs, ne doibvent fumer, quand ilz sont tirez en plaid, s'ilz veullent obliger leurs possessions, pourveu que l'excès ou la querelle ne monte plus que la valeur des dictes possessions, ou soient tels qu'ilz tombent à la mercy du seigneur, sauf le douaire des femmes et le droict d'autruy.

63. Faire enqueste ne peuvent les dicts seigneurs sans certains complaignants contre autruy, n'y l'appeller à leur jugement par aucun mesfaict s'il n'en est grandement diffamé entre bonnes gens et proudhommes.

64. Gaiges ne doibvent estre pris pour complainctes, sinon à la fin comme il sera loïalement jugé.

65. Qui aura pris de la terre d'autruy jouxte la sienne ne scachant à qui elle est, s'il la veut rendre au dire des voysins, il n'en doibt aucune émende aux seigneurs quand plaincte n'en est faicte, et si clame s'en faict il leur doibt trois solz et non plus.

66. Remueur de bornes, termes ou limites, par barat ou tromperie, si clame et preuve en est faicte, doit émende à mercy du seigneur.

67. Enfans qui n'ont douze ans ne doivent émende, s'ilz font bataille ou sang entre eulx.

68. N'ayant les dicts seigneurs mestier du bien pour femer, les bourgeois en peuvent franchement user sans rien donner, ilz en doibvent toutesfois demander ausdicts seigneurs et eux leur octroyer le congé.

69. Deffence faicte de part les dicts seigneurs sans leur messaige, ou sans leur commandement, ne grefve ou nuit à personne, mais si elle se faict par les dicts seigneurs ou par leur commandement, celuy qui faict le contraire doibt trois solz ausdicts seigneurs.

70. Si gaige est pris par exprès commandement du seigneur, celui qui le recoit ou rachepte doibt aux seigneurs sept solz pour émende.

71. Aulcun prenant l'autruy gaige, avec autorité d'iceluy pour son debte conneu, le gaige ne doibt estre receu ; s'il est receu par avanture et clame en soit faicte, celuy qui le retire payera trois solz au seigneur et rendra le debte conneu.

72. Vendanges criées et establies par le conseil des bourgeois, chascun peut achepter raisins dedans les portes de la ville.

73. C'il qui achepte raisins hors la porte en menu, sans commandement du seigneur, doibt sept solz au dict seigneur, et perd la vendange par luy acheptée.

74. Peut néantmoins chascun vendre et achepter en gros, sans ban, dedans les vignes et deshors.

75. Porc treuvé ez vignes et aux bleds paie six deniers, le bœuf, le cheval et la vache chascun quatre deniers, et doivent émender le dommaige, sur quoy on doibt croire celluy qui les treuve par son serment.

76. Faiseur d'haye ou de closture aux chemins et charrières communs, ne l'ayant emendé dans huict jours après l'admonition du seigneur, debvra sept solz au dict seigneur.

77. Iceulx bourgeois de la ville peuvent eslire quatre conseillers, et les changer à leur volonté, lesquels ilz doibvent présenter au seigneur, et eulx luy jurer féaulté, ensemble qu'ilz ne viendront contre ses droictz et qu'ils n'osteront ny deffendront ses clames.

78. Ceux quatre feront le commun et leveront tant d'eux que des autres pour le besoin de la ville, appellant le command du seigneur pour contraindre si mestier est, à la charge de rendre compte des levées et cottizations devant les autres bourgeois.

79. Les moynes, clercs et religieux de la franchise ne peuvent rien lever n'y demander pour raison de commun, ny collecte ou exaction.

80. Messelliers ou bouchiers de la ville sont tenus au seigneur en l'ancien cens ou service des quatre deniers, payables à la feste St. Martin d'hyvert, et peuvent les dicts seigneurs mettre le mezel ou boucherie là où ilz veulent, fors en leur chastel, sans faire tort à autruy.

81. Toutesfois les meszelliers peuvent vendre leur chair en leurs maisons ou deshors.

82. Peuvent aussy les dicts seigneurs faire les halles de leur marché, sans préjudice d'autruy, si est ce qu'ilz ne peuvent contraindre les bourgeois à ne vendre leurs draps et denrées en leurs maisons et dehors.

83. S'il advenoit au surplus que les dicts seigneurs ou leurs successeurs treuvassent nouveaux uz et nouvelles costumes contre les franchises devant dittes, ou qu'ilz en requissent ou obtinssent aucune cortoisie ou donation, combien que les dicts seigneurs et leurs antécesseurs, plusieurs fois et par longtemps en eussent usé tant par leur force et pouvoir, que par la foiblesse des bourgeois non allegans et deffendans leurs franchises, ordonnèrent que le temps, tant long qu'il fust, n'y aucune prescription puisse ayder ausdicts seigneurs, ny à leurs successeurs, et moins porter dommage à la franchise devant ditte.

84. Déclararent conséquemment et octroyarent que si quelque bourgeois ou autre veut édiffier ou habiter dedans les termes et limites de la franchise, ilz aient telles franchises que ceux qui habitent dedans les murs de la ville.

85. Les termes de la franchise sont tels : Oudars le vieulx, les .... forches du molin du Cruez, le Crest de Chillier qui tend à la vy vers chez Gaillard, et le champ Daniel.

— Avec promesses, serments, obligations à la fin pour l'entretenement des dictes franchises et pour resceller icelles lettres quand besoin seroit.

II

1353, 12 Novembre. — *Amédée VI, comte de Savoie, ayant pris d'assaut la ville de Gex, ratifie ses anciennes franchises, promet de réparer à ses frais les murailles de la ville, et accorde aux bourgeois le droit de vendre seuls du vin au détail.*

Amé Comte de Savoye et de Maurienne, Duc de Chablais et d'Aouste, marquis en Italie, à l'humble supplication des bourgeois et habitans de Gex, faisans mention avoir perdu toutes leurs substances à l'assault, prise et bruslement du dict lieu, par ses lettres scellées et signées Nycoletus, et données en son camp devant le dict Gex le douzième de novembre 1353, après avoir narré que, combien que tous leurs corps et biens luy appartinssent par le debvoir des armes, et par ce fussent dépouillés de tout leur propre, ensemble de leur première liberté, à cause que par force légitime le dict lieu avoit esté pris par le dict Comte et ses gentz, estimant estre mieux faict de les entretenir que du tout les ruyner, attendu

le serment de fidélité à luy despuis par eux presté, ratiffia leurs dictes franchises selon la forme et teneur des dictes lettres y attachées.

Et d'abondant leur ampliant sa grâce, affin d'accroistre l'estat d'icelle ville de bien en mieux et les animer à son service, octroya que dans la dicte ville de Gex ne se puisse vendre vin en menu par aucun qui ne soit bourgeois de la dicte ville, et qui fera au contraire soit puny à l'arbitrage du dict Comte, lequel promit refaire et réparer à ses despens les portes, murailles et clostures de la dicte ville où besoin seroit, pour cette fois tant seulement.

III

1397, 28 Décembre. — *Amédée VII, comte de Savoie, confirme les anciennes franchises de Gex. Il concède en outre aux propriétaires de maisons un privilége sur les meubles de leurs locataires, et autorise les syndics de Gex à exiger le serment de tous les habitants propriétaires dans la ville ou le mandement.*

Par lettres données à Bourg en Bresse le 28e décembre 1397, scellées et signées Seyturier, et attachées aux susdictes.

Amé, Comte de Savoye, Duc de Chablaix et d'Aoust, marquis en Italie, en ratiffiant les dictes franchises selon leur forme et teneur, et tout ainsy qu'ils en ont usé et sont en coustume et doibvent user, par ampliation de sa grâce envers eux, pour plus les animer à son service et causer l'accroissement de l'estat d'icelle ville, octroya que toutes les choses et biens meubles treuvés ès portes et maisons de la ville et bourg du dict Gex, qui sont baillées en louage, ne pourront n'y debvront estre sortis n'y emportés d'icelles maisons, ains louées par les locateurs, jusqu'à ce que les seigneurs des dictes maisons soient entièrement payés du louage; ains pourront les dicts seigneurs faire vendre et expédier iceulx meubles, jouxte l'usance et coustume de la cour du dict Comte au dict lieu, sauf son droict et celuy d'autruy.

Octroyant aussy que les syndicques du dict Gex présents et advenir puissent faire contraindre réellement et de faict tous les habitans de la dicte ville, et ayant maisons ou autres possessions dans la dicte ville et son mandement, jurer l'observation des dictes franchises selon la coustume, sans préjudice des droicts du dict Comte, et que nul des dicts

bourgeois et habitans puisse estre déjetté de sa possession sans préalable connoissance du juge, ains maintenu en icelle selon l'ordre du droict.

IV

1453, 25 Août. — *Louis, duc de Savoie, confirme les franchises précédentes de la ville de Gex, et y ajoute quelques dispositions nouvelles.*

Par autres lettres données à Genève le 25e aoust 1453, scellées et signées Loys et Annessie.

Loys Duc de Savoye, Chablais et Aouste, ratiffia plainement les dictes trois lettres de franchises y attachées aux hommes et communaulté du dict lieu, ville et franchise de Gex et à leur postérité, leur octroyant pour luy et ses successeurs, en privilége, liberté et franchise, ce que s'ensuyt, affin de mieux fortiffier et peupler le dict lieu.

1. Assavoir que tous et un chascun les estrangers, qui dès lors en avant à perpétuité voudront venir et habiter au dict lieu de Gex et ses franchises, seront exempts, deslivrés et quittés pour dix ans commençant au jour de leur arrivée, de tous subsides, fouages, tailles, dons, emprontz, chevauchées et autres impositions qui seront mises par le dict Duc et ses successeurs pour quelconque cause sur leurs subjectz.

2. Que les dicts bourgeois, hommes, communaulté et habitans susdicts ne soient tenus de comparoir par devant les officiers du dict Duc, en vertu des adjournementz et assignations à eux baillées pour cause civile, à l'instance de qui que ce soit, sinon qu'il y ayt un jour entre deux despuis l'assignation.

3. Les Messelliers, esleus et députés et qui sont à eslire et députer à l'advenir perpétuellement par les dicts hommes, communauté, bourgeois et habitans au dict lieu, ayent toute puissance, auctorité et licence de citer et appeller au Conseil de la ville tous les dicts hommes, bourgeois et habitans du dict Gex, à toutes les fois que le dict Conseil se tiendra pour les affaires d'icelle communauté, à peine de trois solz pour chascun contrevenant, applicables au dict Duc pour chascune fois.

4. Et aux jours des foires et marchés de la dicte ville de Gex, aucun venant au dict lieu et en ses franchises que dessus, n'y ses choses et biens de quelconque espèce qu'ilz soient, ne peuvent estre détenus

arrestés ou aultrement empeschés en vertu de quelconques lettres, sinon que ce soit en exécution du juge et après connoissance judicielle, ou pour debtes fiscaux du dict Duc ou des siens, ou par légitime succession, ou que il soit preuvé avoir failly criminellement.

V

1479, 3 Février. — *Philibert, duc de Savoie, confirme les franchises précédentes de la ville de Gex, et répond favorablement aux requêtes qui lui ont adressées en redressement de divers abus par les syndics, hommes et communauté de la dite ville.*

Par lettres données à Moncallier le troisième février mil quatre cents septante-neuf, scellées et signées Beczon.

Philibert, Duc de Savoye, de Chablais et Aouste, confirma les responses par luy faictes et accordées au pied de chascun des articles y attachés, à luy baillés et présentés par les syndicques, hommes et communauté de la ville, terre et mandement de Gex, pour y pourvoir, desquelles ensemble des dictes réponses la teneur est telle.

S'ensuyvent les choses sur lesquelles les manantz et habitantz tant de la terre de Gex que de la ville requièrent et supplient nostre très redoubté seigneur monseigneur le Duc de Savoye leur pourveoir.

1. Et premièrement que les statuts faitz par les prédécesseurs de mon très redoubté seigneur soient observés ainsy comme il appartient.

Mon très redoubté seigneur veut et concède aux dessus dicts de Gex que les dicts statuts s'observent selon leur forme et teneur.

2. Item, que en observation des dicts statuts le siége du juge de Gex soit continuellement au dict lieu de Gex, car mieux vault à nostre redoubté seigneur faire ses villes que les autres.

Mon dict seigneur veut et concède en privilége perpétuel ès dicts de Gex que le juge de la dicte terre de Gex présent et advenir doibve tenir les causes mues et à mouvoir par devant luy en la ville de Gex, une ou deux fois la sepmaine, et non en autre, sur peine de privation de son office.

3. Item, que considéré les grandes et extrêmes exactions des châtelains et autres officiers passés, et qui présentement exigent et recouvrent de trente, de vingt, de quinze et de dix ans en ça, et de plus que les

debtes des officiers soient et doibvent estre recouvrés dedans trois ans, aultrement soient prescriptz et perdus ; considéré trois choses : la première que ce sont debtes fiscaux et en font payement prompt, la seconde que l'on adjouste foy au papier du curial, et sur le papier se peuvent copier deux ou trois fois, la tierce que d'estre allé de vie à trespas sont les parties ou les tesmoings, et aussy que la mémoire est labile, ne peuvent scavoir leur payement, ainsy comme ilz sont payés.

Mon dict seigneur veult et concède en privilége que les officiers présents et advenir doibvent recouvrer leurs debtes advenants par leur office dedans le temps compris au dict chapitre, ou qu'ilz se fassent obliger leurs débiteurs. Autrement, passé le dict temps, ilz ne puissent d'iceux débiteurs rien exiger ; ains demeurent et soient absouls.

4. Item, que nulles personnes de la dicte ville soient traittées nullement hors que devant leur dict juge ordinaire pour la première connoissance.

Mon dict seigneur concède ès dicts de Gex et de son mandement que nulle personne ne se doibve compeller par cas civil pour la première connoissance, sinon par devant le juge du dict Gex, sur peine de dix livres pour un chascun qui fera du contraire.

5. Item, considéré les grandes et extrémes despences que présentement se font en plaidoyant pour petite somme et plus que pour grande, qui sont inférées à nostre dict très redoubté seigneur et au pays, soit donné de grâce que les chastellains puissent connoistre de tout cas qui ne contient propryété de cinquante gros et de soixante sols en bas, sans nulle escripture, sommairement et de plain, selon la forme des statutz.

Mon dict seigneur veut que la forme des statutz de Savoye touchant ce chapitre soit observée.

6. Item, aussy qu'il plaise à nostre dict très redoubté seigneur que nul chastellain ny aussy son lieutenant ne doibge recouvrer ny faire payer en faisant les compositions nul extra n'y d'avoyne.

Mon dict seigneur veut que la forme des dicts statutz touchant le contenu de ce chapitre soit observée totalement.

7. Item, aussy qu'il plaise à mon dict très redoubté seigneur que les dicts chastellains ne doibvent faire payer nulz despens ès subjectz de la dicte terre de Gex en tenant assises faites sans leur bon vouloir et consentement.

Mon dict seigneur veult les statuts sur le contenu du dict chapitre estre observés.

8. Item, aussy que le chastellain ou son lieutenant présent et advenir, avant qu'il puisse n'y doibve exercer la dicte chastellenie, doibve jurer de tenir et observer les franchises et libertés de la dicte ville et terre de Gex ès mains des syndicques de la dicte ville, lesquels syndicques luy doibvent bailler la copie des dictes franchises, tant seulement une fois pour le temps qu'il sera chastellain ou lieutenant.

Mon dict seigneur veut et concède ès dicts de Gex le contenu au dict chapitre, tout ainsy que il est cy devant accoustumé de faire.

9. Item, qu'il plaise à nostre très redoubté seigneur de reseigner et faire reseigner tous les sergeantz généraulx, qui sont en nombre de huict en la dicte terre de Gex, à deux tant seulement, lesquels seront plus agréables à nostre très redoubté seigneur.

Mon dict seigneur veut et concède en privilége perpetuel qu'il n'aye d'icy en avant, en toute la terre de Gex, sinon un ou deux sergeants généraulx au plus, et que tous les autres soient cassés.

10. Item, aussy supplient les dicts de Gex que, selon la forme des statuts, homme ne soit tenu d'avoir plus d'un office au dict lieu et de son mandement.

Mon dict seigneur veult la forme des statuts totalement estre observée.

11. Item, que nul officier de nostre très redoubté seigneur, selon la forme des statuts, ne puisse tenir office de banneret, ny d'autres, fors de nostre très redouté seigneur.

Mon dict seigneur veut comme dessus estre observée la forme des statuts.

12. Item, supplient que le chastellain doibge faire résidence au chasteau, considéré le lieu qui est limitroffe de toutes les quatre partz.

Mon dict seigneur veut que le chastellain du dict Gex ou son lieutenant face résidence au chastel de Gex continuellement, sur peine de privation de son office.

13. Item, que tous les officiers doibvent faire une fois l'an leurs syndicques, et jurer, et fiancer de les faire tous les ans.

Mon dict seigneur veut que les officiers du dict Gex et de son mandement fassent syndicques, et que leurs franchises s'observent selon la coustume.

14. Item, que le dict chastellain ne doibve recouvrer les bleds, sinon au quart de la leyde de Gex au raisonnable.

Mon dict seigneur veut que la teneur du dict chapitre soit observée.

15. Item, que nul ne doibve prendre debtes d'autruy à recouvrer pour faire despence.

Mon dict seigneur veut, sur le contenu du dict chapitre, estre observée la forme des droictz et des statutz de Savoye.

16. Item, que le dict chastellain ne doibve faire accorder les gentz de la dicte terre des réparations des bois et chemins, sinon ainsy comme il contient au statut.

Mon dict seigneur veult estre observée la forme des statuts touchant le contenu du dict chapitre.

SALLANCHES.

1293 et 1310.

(Les chartes de la ville de Sallanches ont été communiquées par M. Adrien Bonnefoy, notaire dans la dite ville.)

I

1293, 22 Juillet. — *Béatrix de Faucigny approuve et confirme des ordonnances qui ont été délibérées, avec sa permission, par les bourgeois et jurés de la ville de Sallanches.*

Nos Beatrix filia inclite recordationis Domini Petri comitis Sabaudie, Domina Fucigniaci, notum facimus universis presentes litteras inspecturis vel audituris, quod burgenses nostri et jurati de villa Salanchie, de consensu et expressa voluntate nostra et nobis auctoritatem et licentiam prestantibus, statuerunt et ordinaverunt, inter se, ea que inferius declarantur.

1. De ordine et numero mensurarum. — Inprimis statuerunt et ordinaverunt ea que secuntur, videlicet, quod in illo dymidio sestario vini in

quo modo sunt sexdecim quarteroni vini, debent fieri decem septem quarteroni vini, illius quod continget vendi ad tabernam, non remota nec minuta antiqua mensura dymidii sestarii predicti consueta, quod superius dicitur continget vendi ad tabernam in predicta villa Salanchie et infra terminos ipsius ville.

2. De electione quintatorum et officio eorumdem. — Item, quod ad consilium quatuor proborum virorum ville predicte, duo vel tres probi homines possint eligi qui mensuras que fuerunt necessarie ad vendenda vina possint facere fieri et factas tradere tabernariis et aliis personnis utriusque sexus vina vendentibus, que predicta vina vendent, et recuperare a predictis tabernariis decimum septimum quarteronum vini vel precium ejusdem. Et quod illi duo vel tres teneantur computare in fine cujuslibet anni, predictis quatuor probis viris, de obventionibus et proventibus obvenientibus de dicto decimo septimo quarterono, qui decimus septimus quarteronus retineatur ad ponendum et expendendum in communi utilitate burgensium predictorum. Et quod dicti tres homines et etiam quatuor alii probi viri possint mutari quolibet anno, quando videbitur ipsis cuilibet expedire.

3. De punitione malemensurantium. — Item, quod illi qui male mensuraverunt puniantur sub hac forma, videlicet, quod ille qui male mensuraverit non possit vendere vinum infra affranchissiamentum dicte ville, per unum annum postquam repertus fuerit malemensurasse vinum. Et quod si ad falsam mensuram mensuraverit, puniatur secundum statuta Domini et ville predicte.

4. De mercede quintatorum. — Item, quod illi tabernarii qui vina vendunt, teneantur dare et solvere, de quolibet vase vini, et bocia, sive sit magna sive sit parva, sive sit vinum purum sive limphatum, illi qui predictas mensuras sibi tradidit ad vendendum dicta vina, duos denarios monete currentis pro labore suo et pro dictis mensuris faciendis. Et si aliquis de dictis tabernariis aliquam de dictis mensuris fregerit vel amiserit, quod eam teneretur restituere et reddere, vel pretium ipsius, illi qui predictam mensuram sibi tradidit. Et quod ille qui predictos duos denarios receperit vel recuperaverit, teneatur de ipsis computare burgensibus predictis.

5. Quod Dominus non possit quinte obventiones sibi appropriare. — Item, quod si contingeret quod predicti burgenses, de obventionibus dicti decimi septimi quarteroni vini et de aliis, possint aliquam pecuniam congregare, et balistas et alias armaturas et alia necessaria emere et acqui-

rere ad communem utilitatem burgensium predictorum, quod predictus Dominus predictas armaturas et balistas et denarios non possit nec debeat eidem appropriare, nec accipere, nec capi facere, per se vel per alium, ad opus alicujus munitionis alterius loci sive castri, vel alicujus alterius persone mutuandi, sed quod omnia predicta in communitate dicte ville, ad opus et utilitatem dictorum burgensium, semper debeant remanere.

6. De compulsione predictorum et juramento Domini. — Item, quod per Dominum dicti loci, in villa predicta et in suburbiis et infra terminos ville predicte, compellantur omnia predicta solvere et reddere prout superius dictum est et declaratum, et que omnia predicta juret Dominus predictus supra sancta Dei evangelia solvere, et tenere fideliter, et contra non venire, per se vel per alium seu suos.

7. De firmitate predictorum. — Item, quod omnia ista predicta valeant et firmitatem habeant tandiu tantummodo, quandiu eisdem burgensibus placuerit observare. Et quod predicta omnia possint revoquare dicti burgenses quotienscunque eisdem burgensibus vel majori parti eorum placuerit vel videbitur expedire.

8. Quod quilibet vendat vinum suum eo pretio quo voluerit. — Item, quod dicti burgenses et jurati habitantes infra terminos predictos possint vendere vina sua ad quodcumque precium voluerint, nonobstante aliqua consuetudine antiqua in dicta villa acthenus observata.

— Confirmatio premissorum per Dominam. — Que omnia universa et singula supra dicta, nos Beatrix predicta, considerantes utilitatem publicam predictorum burgensium nunc et in posterum posse et debere redundare, laudamus, approbamus, confirmamus et ratifficamus, promictentes et super sancta Dei evangelia jurantes per nos et successores nostros, dictis burgensibus presentibus, stipulantibus et recipientibus, pro se suisque heredibus atque successoribus, omnia universa et singula statuta seu ordinationes predictas, ut in eisdem capitulis continetur, firmiter actendere, servare et inviolabiliter custodire et contra non venire, in toto nec in aliqua parte, per nos vel successores nostros. Renunciantes ex certa scientia omni juri canonico et civili, scripto et non scripto, promulgato vel promulgando, et omni statuto et juri consuetudinario, per quod contra predicta vel aliqua de predictis venire possemus de jure vel de facto, seu aliquathenus irritare, per nos vel per aliam interpositam personam irritari facere, et juri dicenti generalem renunciationem non valere nisi precesserit specialis. Mandantes et pre-

cipientes tenore presentium, nos predicta Domina, Domina Beatrix, Castellano nostro, qui nunc et in posterum fuerit castellanus Salanchie et omnibus aliis ballivis, judicibus, mistralibus, salteriis, qui nunc sunt et pro tempore fuerint, que omnia universa predicta firmiter et fideliter servent et custodiant et omnes contravenientes, eo modo quo forciori poterunt, auctoritate nostra compellant ad observationem omnium predictorum. Si quis vero tenementarius contra hujusmodi statuta, seu aliqua predictorum, sine consensu burgensium predictorum aliquid aliud actentare presumpxerit, iram et indignationem nostram se noverit incursurum. In cujus rei testimonium, nos predicta Domina Beatrix sigillum nostrum presentibus duximus apponendum. Datum et actum presentibus testibus vocatis, videlicet, domino Guillelmo de Pressier, milite, magistro Emerico de Geria, tunc temporis judice terre Fucigniaci, Guillelmo de Veramollin, canonico Gebennensi, Petro Ballister clerico civi Gebennensi, Vullermo de Buegio domicello, Vullermo de Petra notario publico. Apud Montouz xi°. Kalendas augusti, Anno Domini. m°. cc°. nonagesimo tertio.

II

1310, 11 Juin. — *Libertés, immunités et franchises accordées aux habitants de Sallanches par Hugues Dauphin, seigneur de Faucigny.*

Nos Hugo Dalphini, Dominus Fucigniaci, notum facimus universis presentibus et futuris, quod nos, subjectorum nostrorum et hominum commodum affectantes, pro nobis et nostris universis heredibus et successoribus, damus, tradimus, concedimus et donamus libere, bono velle, ex nunc in perpetuum, plenam libertatem, immunitatem et franchesiam omnibus hominibus nunc in posterum habitantibus et habitaturis in burgo nostro Salanchie et infra terminos ipsius ville inferius anotatos et juratis ipsius burgi et ville, secundum quod inferius continetur.

1. Articulus primus. — In primis, donamus et concedimus dictis burgensibus nemora et bougerias, que et quas olim tenuerunt et possiderunt infra terminos infra scriptos.

2. Item, volumus quod habitatores dicte ville de pascuis que infra terminos, salvo jure alterius, potuerunt inveniri, uti valeant de cetero et eorum animalia pacifice et quiete.

3. Item, volumus quod in crastino penthecostes, anno quolibet de

cetero a burgensibus qui tunc residentes fuerunt in ipsa villa, seu a majori parte ipsorum, quatuor probi homines sindici eligantur, quibus electis castellano presententur per burgenses. Et si ipsa die non possent fieri, alia die sequenti fiant, et sic deinceps donec eligantur et presententur ut supra. Anno vero revoluto, si dicti sindici boni et necessarii dicte ville videantur, ab ipsis burgensibus confirmentur sindici anno consequenti et castellano presententur. Si vero aliquis ipsorum sindicorum ab ipsis burgensibus non videatur bonus et necessarius ipsi ville, dicto crastino penthecostes, seu die sequenti, ab eisdem burgensibus removeatur et alius loco ipsius eligatur ab ipsis burgensibus et castellano presentetur. Qui sindici electi ab aliis burgensibus concorditer per majorem partem ipsorum burgensium, volumus quod levas, facta et alia quecunque sint omnia negotia tangentia dictam villam et juratos ipsius, nec non et istam franchesiam, faciant, constituant, recuperent et ordineat de consilio dicti castellani, preterea que tangunt statum et personam ipsius castellani vel familie sue. Et quam cito fient dicti sindici, coram burgensibus et electoribus eorumdem, jurent super sancta Dei evangelia se dictum officium bene et fideliter procurare et quandiu sindici fuerint exercere. Et ipsi procuratores seu executores dicti officii, dum erunt sindici, debent esse immunes a cavalcatis, levis et complentis factis tempore officii sui. De consilio vero dictorum quatuor sindicorum, ponatur unus cridator vini qui debet in villa cridare, et de qualibet cridatione vini debet unum obolum habere; et dum modo erit in dicto officio, debet esse immunis ab omni cavalcata, complenta, auxilio et leva, que fiet in dicta villa a dictis sindicis et castellano pro domino vel pro ipsa villa ratione ipsius ville.

4. Item, ipsi ville ac burgensibus et juratis ejusdem et aliis omnibus morantibus in eadem, assignamus, donamus et concedamus ex nunc in perpetuum forum ibidem tenendum, ac exercendum die sabati cujuslibet septimane temporis ex nunc in autem venientis, quibus foris leydam debemus percipere prout usque nunc consuetum est. Burgenses et jurati dicte ville in dicta villa ad aliquam leydam non tenentur. De quolibet autem tenente stallum in domo vel in platea fori die mercati, unum denarium tunc modo debemus percipere pro quolibet stallo.

5. Item, volumus et concedimus, quod omnes venientes ad forum dicte ville sint salvi et securi eundo, morando et redeundo, et ipsos cum rebus suis quas secum ducent vel portabunt, per totam terram nostram in nostro recepimus guidagio et conductu.

6. Item, volumus et concedimus quod omnes vendentes et ementes die mercati, vendant in domo fori, macelli, granaterie, vel in aliis locis per castellanum nostrum et dictos quatuor sindicos ad hec vendendum deputatis, alioquin quod vendetur extra annonam burgensi, sit in misericordia nostra.

7. Item, volumus quod vendentes et ementes in dicta villa utantur mensura bladi, mensura vini, ulna pagnorum et telarum, et pondere rerum vendibilium, in minuto et in grosso, quibus nunc utuntur et usi sunt temporibus retroactis et etiam in mandamento toto ejusdem ville, et ipse mensure scinduntur et signentur de cetero a castellano et a dictis sindicis dicte ville.

8. Item, debemus percipere linguas bestiarum bovinarum interfectarum ad opus fori.

9. Item, vadia, que venduntur diebus fori seu in crastino usque ad meridiem non amittantur usque ad octo dies.

10. Item, furnos et molendinos habere volumus et retinemus infra ipsam villam per terminos infra scriptos, ita quod pro qualibet octana bladi habeamus et percipiamus duos denarios pro ipsa in furnis decoquenda. De bladis vero mollutis in dictis molendinis, habeamus quandam mensuram que consueta est, et illa mensura scindatur et signetur a dicto castellano et sindicis.

11. Item, retinemus nobis domum fori et domum macelli.

12. Item, volumus, statuimus atque concedimus burgensibus dicte ville quod quilibet castellanus, quam cito in dicta castellania et villa factus fuerit castellanus, juret super sancta Dei evangelia, antequam utatur officio castellanie, coram dictis quatuor sindicis, se tenere, servare et facere servare a familia sua, pro viribus suis, interim dum erit castellanus, hanc supra dictam et infra scriptam franchesiam et singulos articulos ipsius.

13. Item, volumus, statuimus et concedimus, quod omnes homines habitantes et habitaturi in dicto burgo et villa Salanchie, immunes existant ab omni tallia, tenta, complenta, et omni alia exactione qualibet, et ab omni opere, servicio, corvata, carreagio, feno, paleaque, dare vel facere, dicti homines nullatenus teneantur.

14. Item, volumus et ordinamus, quod si aliquis de dicto burgo et villa, infra ipsam villam, seu infra terminos ipsius ville infra scriptos, cutellum, ensem, lapidem, vel alium gladium contra aliquem ipsius burgi et ville, causa offendendi vel injuriandi, extraxerit, levaverit vel

projecerit et illum non percuxerit, quindecim solidos pro banno, curie nostre solvat, et injuria passo emendetur ad cognitionem nostre curie, de consilio duorum vel trium sindicorum. Extraneus vero triginta solidos solvat pro tali excessu. Si vero aliquis de predicto burgo et villa contra aliquem extraneum hoc fecerit, pro banno solvat septem solidos. Si vero aliquis de predicto burgo seu villa, de predicto gladio aliquem dicti loci percuxerit, si vulnus letale non fecerit et membrum abscissum vel mutile factum non fuerit, pro banno solvat triginta solidos, in extraneo vero solvat quindecim solidos. Extraneus vero in tali casu solvat sexaginta solidos. Si autem membrum abscissum vel mutile fuerit factum, solvat pro banno decem libras, pro extraneo autem centum solidos. Extraneus vero pro tali excessu et commisso solvat pro banno viginti libras. Et in predictis omnibus et singulis, fiat emenda congrua dampnum et injuriam passo. Si vero vulnus letale fecerit aliquis infra dictos terminos, secundum leges et jura puniatur.

15. Item, si aliquis pugno, palma, seu pede, aliquem percuxerit et inde sanguinem effuderit, et faciem non deformaverit vel aliud deterius fecerit, dum tamen percussus non moriatur, solvat percutiens pro banno septem solidos. Si vero percussus inde moriatur secundum leges et jura puniatur. Si quis vero percutiat aliquem pugno, palma, seu pede, et inde sanguinem non effuderit, solvat pro banno quinque solidos. Et in omnibus predictis fiat emenda injuriam passo, ad cognitionem castellani et alicujus de quatuor sindicis.

16. Item, si aliquis vel aliqua pauper injuriam vel contumeliam dixerit vel fecerit alicui, pro quo bannum debeat et non sit solvendum, luat de corpore ad arbitrium dicti castellani et alicujus sindicorum.

17. Item statuimus, quod mulier committens bannum, non teneatur nisi ad medietatem banni.

18. Item statuimus, quod in villa et infra terminos infra scriptos nemo capiatur nisi fuerit latro, vel proditor, vel omicida, vel hereticus, vel ville seu domini malefactor, sine judicio et cause cognitione.

19. Item statuimus, quod quicunque per annum et diem usagia dicte ville fecerit, sit francus et omnem istam franchesiam et libertatem plene habeat.

20. Item volumus et concedimus, quod qui falsas mensuras et falsa pondera aut ulnam falsam habere repertus fuerit vini, olei, salis, panni, tele, cere et aliorum que venduntur ad minutum, solvat pro banno quindecim solidos. Si vero aliquis falsas mensuras habere sciens re-

pertus fuerit, cum quibus vendatur ad grossum, solvat pro banno sexaginta solidos. Si vero inveniatur habere duas mensuras aut ulnas, unam magnam ad quam emat et aliam parvam ad quam vendat, solvat pro banno sexaginta solidos.

21. Item, retinemus nobis quod possimus facere furnos, molendina, forum seu mercatum, ubicunque nobis placuerit infra villam et terminos infra scriptos.

22. Item, ordinamus et concedimus et permittimus bona fide omnes homines nostros et alienos nunc et in posterum ibidem habitantes et habitaturos, cum rebus et bonis eorumdem, ex quo tamen alieni fidelitatem et juramentum ville fecerint que quilibet facere tenetur, et per annum moram ibidem fecerint deffendere, manutenere et servare ab omnibus et contra omnes, et eos cum bonis et rebus suis in nostra recepimus garda, guidagio et conductu, tanquam nostros ligios et fideles.

23. Item volumus et concedimus, quod quicumque habitantium in dicta villa receperit, sive tempore pacis, sive tempore guerre, depositum, auctoritate propria possit reddere deponenti vel ejus mandato, sine quolibet impedimento quandocunque sibi placuerit.

24. Item statuimus et concedimus, quod si contingerit quod aliquis habitantium dicte ville ad alium locum, vel ad partes alias, se et sua transferre voluerit, nos ipsum cum bonis et rebus suis debemus guidare et salvare per posse nostrum, per unam diem et unam noctem.

25. Item, concedimus ipsis burgensibus nostris dicte ville, quod sine laude, consensu et requisitione nostra possint vendere res et possessiones infra terminos infra scriptos, dum tamen res transeat cum onere suo et inde habeamus duodecimum et tredecimum denarium.

26. Item statuimus et volumus, quod non possimus per nos vel per alium inquirere contra habitatorem aliquem dicte ville, sine consensu et presentia duorum vel trium dictorum sindicorum.

27. Item, quod si aliquis ibidem furtum fecerit aut furtum receptaverit, seu consilium vel auxilium in furando prebuerit, secundum leges puniatur. Si quis vero auctoritate propria pignoraverit, solvat pro banno quindecim solidos.

28. Item statuimus, quod nullus sua possessione privetur vel spolietur sine cause cognitione. Retinemus autem nobis teysias casalium dicte ville, pro qualibet quarum debemus percipere duos denarios.

29. Item, quilibet sutor burgensis debet nobis singulis annis, in festo beati Andree Apostoli, unum par sotularium, hoc salvo quod dictus sutor prius eligat et levet duo paria sotularium in manibus suis, de aliis levet noster nuncius illud par quod voluerit.

30. Item, retinemus nobis in dicta villa bannum vini annis singulis, mense maii, et quod dictum bannum non possimus augmentare, vel vinum nostrum carius vendere in dicto mense, nisi duos denarios in qualibet octava, plus quam communiter vendebatur mense precedenti, et quod vendemus vinum francum et sapidum, aliter quilibet alius possit vinum suum vendere sine pena ad tabernam. Durante vero banno, possit quilibet vendere vinum suum in grosso, et si, durante ipso banno, reperiretur quis vinum vendere in minuto, dum vendemus vinum francum et sapidum, solvat pro banno sexaginta solidos.

31. Item, predicto banno non durante, quilibet burgensis vendat vinum suum semper secundum magis vel minus quod sibi placuerit, alii non.

32. Item volumus, quod si quis tabernarius deprehensus fuerit minus legitime mensurare, propter hoc venditio vini non impediatur, nisi vinum esset ipsius mensurantis, quod remaneat domino. Et si tabernarius alterius, puniatur ad cognitionem castellani et alicujus predictorum sindicorum.

33. Item, si tabernarius imponat penam alicui sibi solvere nollenti vel tradere pignus antequam exeat de taberna, de his que expendit ibidem et habuit illa vice, et ipse inde exierit sine satisfactione facta, teneatur tabernario ad satisfactionem debiti et nobis pro banno ad duplam ipsius debiti.

34. Item retinemus nobis, quod quilibet vendens tabernam in dicta villa, solvat nobis semel in anno, pro tabernagio, dimidiam octavam vini tantum.

35. Item volumus et statuimus, quod quicunque carnes suynas in macello vendiderit pro porcinis, vel unas carnes pro alteris, solvat pro banno decem solidos. Qui vero carnes morticinas, vel morbosas, vel aliter vitiosas in ipsa villa vendiderit, solvat pro banno viginti solidos. Et quilibet macellarius teneatur per juramentum suum venditorem hujusmodi accusare. Et generaliter volumus, quod in ipsa villa non vendatur aliqua prava seu vitiosa numata pro bona, et si reperiatur, emendetur et puniatur ad cognitionem castellani et duorum vel trium sindicorum.

36. Item concedimus ipsis burgensibus, quod nullus in diebus fori extra portas ville et infra banna ipsius, aliquid emat quod ad forum apportetur, et qui taliter extra portam diebus fori quicquam emerit, solvat pro banno tres solidos et rem emptam amictat.

37. Item, si quis recedat de foro, qui aliquid de quo debeat leydam vendiderit et leydam deportaverit, solvat pro banno sexaginta solidos, nisi infra unam diem et noctem sequentem ipsam reddiderit.

38. Item statuimus, quod qui de die domum vicini sui in villa malitiose fregerit, solvat pro banno sexaginta solidos, si de nocte, decem libras, et si non est solvendo, aliter puniatur de corpore.

39. Item, si aliquis conjugatus repertus fuerit in ipsa villa in adulterio per nuntium nostrum et duos probos homines de villa simul, solvat pro banno sexaginta solidos. Si reperiatur in lecto nudus cum nuda, vel si per nuntium nostrum inhibitum fuerit viro vel mulieri coram duobus testibus ne cohabitent soli simul, et post inhibitionem reperiantur a nuntio nostro et duobus probis hominibus de villa soli in domo hostiis clausis, non conjugatus autem, pro tali commisso nihil solvat. Pro stupro vero et incestu, solvat pro banno sexaginta solidos.

40. Item, statuimus et volumus quod burgenses et jurati ville teneantur sequi nos et ire pro nobis in cavalcatam cum expensis suis propriis per duas dies et duas noctes, et ex tunc in anno teneamur eis providere in expensis.

41. Item, burgenses ipsius ville possint libere emere vel vendere domos suas et casalia quibuscunque voluerint, et a venditione debemus habere duodecim denarios pro qualibet domo vendita seu casali. Et si voluerimus infra quindecim dies, postquam nobis vel nuntio nostro fuerit venditio nuntiata, et non ultra, poterimus ipsam domum venditam seu casale pro eodem pretio rehemere.

42. Item, quilibet burgensis potest dare et legare domum suam seu casale cuicumque voluerit.

43. Item, si aliquis burgensis inscienter emerit in foro publico rem furtivam de homine non suspecto, et dominus rei venierit et probaverit esse suam, burgensis suum pretium non amittat, sed illud solvat ille qui rem ipsam suam rehabere voluerit, antequam sibi reddatur.

44. Item volumus et statuimus, quod quilibet burgensis possit libere testari, codicillari, donare causa mortis, et ejus ultima voluntas firmiter observetur, exceptis usurariis manifestis quorum mobilia sunt in misericordia nostra, immobilia autem ad heredes suos proximiores remancant.

Si vero burgensis intestatus decesserit sine liberis, vel nepotibus, vel aliis proximis usque ad quartum gradum, nos ei succedemus, et bona ipsius defuncti ponentur per castellanum nostrum in manu alicujus probi hominis burgensis, qui per consilium castellani et quatuor sindicorum emendet clamorem ipsius defuncti usque ad valorem bonorum ejusdem, et si aliquid residuum fuerit, ponatur in sustentatione pontium et viarum. Uxor vero superstes ipsius defuncti, dote et dotalicio quod ei datursecundum usum patrie, sit contenta.

45. Item, si aliquis peregrinus, extraneus, vel viator moriatur in ipsa villa, nos debemus per annum et diem bona facere custodiri per castellanum nostrum et unum vel duos de predictis sindicis, et si infra annum et diem venerit aliquis et probaverit bona ipsius defuncti ad se pertinere, restituantur bona ipsius defuncti, expensis factis in exequiis ejusdem primo deductis. Si vero infra predictum tempus nullus veniret, medietas dictorum bonorum sit nostra et alia medietas ponatur in sustentatione pontium et viarium ipsius ville.

46. Item volumus, quod tutele et cure a nobis et a nostris judicibus gratis concedantur et confirmentur, excepto sigillo et scriptura pro quibus, a tercentum libris infra, leventur decem solidi, et a tercentum libris supra, quantumcunque excedant, tantum modo viginti solidi.

47. Item statuimus, quod non possimus facere, metere, vel permittere infra terminos predictos ad opus equorum nostrorum vel aliorum animalium herbas pratorum, nec capere fena vel paleas, fructus arborum vel vinearum, vel camporum, sine voluntate spontanea ejus cujus erunt.

48. Statuimus et ordinamus, quod si animalia aliena bladum, ortum, vineam seu pratum, dum sunt ibi herbe vel fructus aliqui, intraverint et ibi reperta fuerint, solvatur bannum pro predictis animalibus ut sequitur, videlicet de die, pro bove, vacha, roncino seu roncina, pro quolibet duodecim denarios, pro porco et capra pro quolibet quatuor denarios, pro singulis ovibus obolum. De quibus omnibus percipit missilarius tertiam partem si ipsas bestias caperit, aut ille qui illas ceperit. De nocte vero si custodiantur bestie scienter in predictis dampnis, nobis solvantur pro banno sexaginta solidi, et missilarius, aut ille qui ipsas capiet, jus suum percipiat prout consuevit. Et si de die quis intraverit vineam, ortum, viridarium seu pratum alterius, occasione dampni dandi, solvat pro banno tres solidos, et de nocte vero sexaginta solidos, et de dampno dato a sic intrante et a bestiis seu animalibus supradictis, fiat emenda congrua dampni passi.

49. Item volumus, quod burgenses ipsius ville possint claudere propria auctoritate hostia domorum suarum quas locaverunt, nisi inquillini sibi satisfecerint de mercede seu pensione ipsarum, nec non res ipsorum inquillinorum infra domum eis locatam retinere pro predictis mercede seu pensione.

50. Item, si quis injuriam faciat alicui dicto vel facto, si de hoc querimonia deponatur, solvat pro banno sex denarios curie nostre qui culpabilis erit.

51. Item, si quis injuriam faciat alteri, ut supra eidem teneatur ad emendam.

52. Item, de causis que in ipsa villa vel mandamento ejus coram curia nostra contingerit ventilare, pro expensis ipsius cause, pro qualibet libra quantitatis vel extimationis rei petite, leventur duodecim denarii, et solvantur a condempnato. Et si causa per compensationem decisa fuerit, quilibet solvat medietatem, scilicet actor et reus. Ante vero litem contestatam, si causa ultra non processerit, de debitis vel aliis rebus sine libello concessis, sex denarii, pro qualibet libra quantitatis vel extimationis rei petite coram curia nostra, nobis tantummodo solvantur. Si coram castellano nostro, pro omni summa questionis solvantur sex denarii pro clama tantummodo. Tandem si aliquis de predictis pro diversis excessibus, quos pecunialiter duxerit nostra curia condempnandos, reperietur esse non solvendos, corporaliter vel aliter ad arbitrium ipsius curie condempnetur.

53. Item statuimus, quod patre vel matre, vel fratribus maritantibus filiam vel filias suas, ipse sint contente de dotibus sibi a patri vel matre vel fratribus assignatis vel assignandis, et nichil aliud possint petere in bonis paternis vel maternis, nisi quod pater vellet eis conferre in sua ultima voluntate.

54. Item, si pater habet unum filium, vel filias, vel filiam que non sint maritate et pater moritur intestatus, bona et res patris ad ipsos perveniant equis portionibus dividenda.

55. Item statuimus quod, quilibet faciens panem ad vendendum, possit lucrari tantum modo in qualibet octana tres denarios, deductis expensis et labore. Et si secus aliquid fecerit, panis ille per castellanum et aliquem de dictis sindicis mendicantibus erogeretur, facta prius extimatione dicti panis et lucri per ipsum castellanum et aliquem sindicorum.

56. Item statuimus, quod habitatores in dicta villa, ex quo fimos suos extruxerint a suis domibus, ipsos removeant infra octo dies de infra villam, alioquin solvant pro banno duodecim denarios.

57. Item, quicunque habebit fondere sepum, illud fondat extra villam, alioquin solvat pro banno duodecim denarios.

58. Item, stercora animalium excoriatorum ponentur extra villam vel infra domum cujus est animal, seu in loco non publico, alioquin excorians solvat pro banno sex denarios.

59. Item, istud nec non et totam ordinationem hostalagiorum seu recipientium hospites, et eisdem hospitibus vendentium in dicta villa, expeditionem, factionem viarum, carreriarum, platearum, fori ipsius ville et limitationem casalium et ortorum, atque publicorum locorum ejusdem, omnem declarationem, atque onera vel negotia, inquillini ipsius ville et omnes habentes domos intra dictam villam teneantur predicta que superius contenta sunt.

60. Item, receptionem sacramentorum eorum qui ipsam villam jurabunt de cetero et omnem declarationem hujus franchesie, si aliqua ambiguitas super ea vel in aliqua parte sui de cetero oriatur, ordinationi et industrie castellani nostri ipsius ville et quatuor sindicorum committimus et relinquimus, et quod possint omne aliud ordinare et executioni mandare pro nobis et nomine nostro quod emergerit de cetero in ipsa villa et intra terminos ipsius, ordinando et executioni mandando propterea que continentur in hac franchesia.

61. Retinemus autem nobis in dicta villa et infra terminos ipsius omne dominium et juridictionem, merum et mixtum imperium, cohertionem, banna et justicias, et quod possimus nobilibus atque clericis gratiam quam voluerimus semper facere pre ceteris habitantibus in ipsa villa, salva franchesia supradicta.

62. Item, quoque promittimus, ordinamus, donamus, concedimus, statuimus, retinemus atque relinquimus in eadem franchesia, illud omnino facimus non solum pro nobis et ad opus nostri, sed nomine et ad opus heredum et successorum nostrorum, in dicta villa et mandamento ipsius et nomine et ad opus dictorum burgensium et juratorum et heredum ac successorum suorum, et ea per juramentum nostrum promittimus ex nunc in antea attendere et servare.

63. Item statuimus et ordinamus, volumus et concedimus dictis burgensibus et juratis, quod ipsi, in vinis que ad tabernam venduntur infra terminos dicte ville, percipiant et levent de qualibet cabellata vini prout in litteris quas habent a Carissima Domina nostra domina Beatrice, domina Fucigniaci bone memorie, super predictis, et quod infra predictam villam et terminos, non possint vendere minutim vinum nisi jurati ipsius ville.

64. Item statuimus, quod possint claudere et custodire pascua sua seu partem ipsorum, si sibi placuerit, et fructus eorum vendere et admodiare a novem annis infra, sine laude et venta, et si ulterius, videlicet a novem annis superius, percipiamus laudes et ventas prout in aliis consuevimus percipere.

65. Item volumus, quod si contingebat dictum instrumentum aliquo casu violari vel deleri, vel sigillum ipsius frangi in toto vel in parte, quod possit rescribi, refici et resigillari.

66. Item, statuimus, ordinamus et volumus terminos dicte ville, videlicet a ponte Sancti Martini versus Salanchiam, et a magna quercu de Goleta versus Salanchiam. Item, a parte Megeve a dicta magna quercu subtus aquam putam, a parte castri a muro et a porta de mota versus Salanchiam, et a parte de Chissaco a salicibus versus Bellagardam a parte de Blanchevillaz et a fontibus dictis de Vullioso inferius pascuorum du Roset versus Salanchiam.

In quorum robur omnium et testimonium firmius sigilla nostra magnum et parvum presentibus apponi fecimus.

Datum et actum apud Salanchiam, presentibus testibus vocatis et rogatis, Domino Roberto Vagniardi, Domino Petro de Avalone, militibus, Ansermo Davidis canonico Gebennensi et pluribus aliis, die jovis post pentecostem, anno domini m°. ccc°. decimo.

Post Scriptum.

67. Item, statuimus, volumus et concedimus, quod nullus preterquam burgenses et jurati vendet tenens stallum minutim numatas infra villam Salanchie.

68. Item, volumus et concedimus, quod si Castellani Salanchie qui pro tempore fuerint non vellent guiare pascua et deffendere dictis burgensibus, quod dicti burgenses possint illos guiare et terminare ad cognitionem octo vel decem proborum hominum, videlicet electorum ad dicta pascua guianda et terminanda.

Datum et actum ut supra.

CLUSES.

1310 - 1432.

(Les chartes de la ville de Cluses ont été communiquées par M. Adrien Bonnefoy, notaire à Sallanches.)

I

1310, 4 Mai. — *Libertés, immunités et franchises accordées aux habitants de Cluses par Hugues Dauphin, seigneur de Faucigny.*

In nomine Domini amen. Nos Hugo Dominus terre Fucigniaci notum facimus universis presentibus et futuris, quod nos, subditorum nostrorum commodum asserentes, pro nobis et nostris heredibus et successoribus universis, damus, tradimus, concedimus et donamus, libere, bono velle, ex nunc in perpetuum, plenam libertatem, immunitatem et franchesiam omnibus hominibus nunc et in posterum habitantibus et habitaturis in Burgo nostro Clusarum et infra terminos ipsius ville inferius annotatos et Juratis ipsius Burgi et ville secundum quod inferius continetur.

1. In primo. Termina dicte ville statuimus ab aqua et cursu aque d'Anglenaz usque ad Areram citra versus Clusas. Item ab aqua et cursu aque de Chamberon citra versus Clusas usque ad dictam Areram. Item a summitate montis de Chevrens usque ad Porteyron citra versus Clusas. Item a villa et territorio du Rissel et a summitate nemorum forneriorum prout recte tendit usque in ratel seyna miozingium citra versus Clusas.

2. Item donamus et concedimus dictis Burgensibus nemora et burgerias que et quas olim tenuerunt et possiderunt infra terminos predictos.

3. Item volumus, quod habitatores dicte ville, de pascuis que infra terminos, salvo jure alterius, poterunt inveniri, uti voleant de cetero et eorum animalia pacifice et quiete.

4. Item volumus quod in crastino pentecostes, anno quolibet de cetero, a burgensibus qui tunc residentes fuerint in ipsa villa, seu a majori parte ipsorum, quatuor probi homines sindici eligantur. Quibus electis, Castellano presententur per Burgenses. Et si ipsa die non possunt fieri, alia die sequenti fiant, et sic deinceps donec eligantur, et presententur ut supra. Anno vero revoluto, si dicti sindici boni et necessarii dicte ville videantur ab ipsis burgensibus, confirmantur sindici anno consequenti et Castellano presententur. Si vero aliquis ipsorum sindicorum ab ipsis burgensibus non videatur bonus et necessarius ipse ville, dicto crastino pentecostes seu die sequenti, ab eisdem burgensibus removeatur, et alius loco eligatur ab ipsis burgensibus et Castellano presentetur. Qui sindici electi ab aliis burgensibus concordent per majorem partem ipsorum Burgensium, volumus quod levas facte et alia quecumque sua omnia negotia tangentia dictam villam et Juratos ipsius, nec non istam franchesiam, faciant, constituant et ordinent de consilio dicti Castellani, preterea que tangunt factum et personam ipsius Castellani vel sue familie, et quod cito fiant dicti sindici, coram burgensibus et electoribus eorumdem jurent super sancta Dei evangelia se dictum officium bene et fideliter procurare, et quamdiu sindici fuerint, exercere et ipsi procuratores seu executores dicti officii. Dum erint sindici, debent esse immunes a cavalcatis, levis et contemptis factis tempore officii sui.

5. De consilio vero dictorum quatuor sindicorum ponetur unus Porterius et unus Cridator vini ad consilium Castellani in villa predicta.

6. Qui Porterius juret coram ipsis sindicis et Castellano, se bene et fideliter facere et exercere officium porterie dicte ville, et si forte bene non se haberet in eodem officio, removeatur et alter subrogetur per dictos quatuor sindicos, de consilio Castellani.

7. Item et ipse Porterius debet custodire villam, portas fermare et ipsas custodire de die et de nocte tempore guerre.

8. Item debet officium suspensionis et mutilationis membrorum ad hec damnatorum exequi, et suspensorum robas habere.

9. Item debet ponere guetas et excubias, et qualibet nocte qua ponantur excubie, predicto tempore guerre, primum circuitum excubiis debet per villam facere et guetas semel in nocte, si necesse est, evigilare, et duos denarios pro labore suo pro una excubia percipere.

10. Item debet vadiare per villam ad mandatum sindicorum et Castellani, et stare mandato ipsorum, et pro officio ipsius porterie exercendo

debet Porterius percipere a quolibet Burgense vel morante in villa et in ea panem coquente, anno quolibet in vigilia nativitatis Domini, unam manetam panis vel unum denarium.

11. Item debet habere a quolibet Burgense faciente excoriare bovem vel vaccam, unum, vel plures semel in anno, caput unius bovis vel vacce cum lingua ejusdem capitis, vel quatuor denarios. Item debet habere de omni preda guerre Domini, intrantis ipsam villam, primum vel ultimum animal quod meluerit. Item debet habere a quolibet Jurato ville morante extra villam, unum quartum vel gerbam frumenti.

12. Item Cridator vini debet in villa vina cridare, et de qualibet cridatione vini, debet unum obolum habere. Et tam predictus Porterius quam Cridator vini, interim dum erunt in predicto officio, debent esse immunes ab omni calvacata, complenta, auxilio et leva que fient in dicta villa a dictis sindicis et Castellano, pro Domino vel pro ipsa villa, ratione ipsius ville.

13. Item ipsi ville ac burgensibus et juratis ejusdem, et aliis omnibus morantibus in eadem, assignamus, donamus et concedimus, ex nunc in perpetuum, forum tenendum et exercendum die lune cujuslibet septimane temporis ex nunc in antea venientis, et nundinas ibidem tenendas et exercendas anno quolibet de cetero in festo beati Luce evangeliste, durandas per tres dies continuos et completos. Quibus foris et nundinis ledam debemus percipere prout usque nunc consuetum est. Burgenses et Jurati dicte ville in dicta villa ad aliquam ledam non tenentur. De quolibet autem tenente scallum in domo vel platea fori die mercati vel nundinorum, unum denarium debemus tantum modo percipere pro quolibet scallo.

14. Item volumus et concedimus quod omnes venientes ad forum seu nundinas dicte ville sint salvi et securi, eundo, morando et redeundo, et ipsos cum rebus suis quas secum ducent vel portabunt per totam terram nostram in nostro recepimus salvo guidagio et conductione.

15. Item volumus et concedimus quod omnes vendentes et ementes die mercati vel nundinarum vendentur in domo fori, marcelli, granaterie, vel in aliis locis per Castellanum nostrum et quatuor sindicos ad hec vendende deputatos, alioquin quod vendetur extra a non burgensibus sit in misericordia nostra.

16. Item volumus quod vendentes et ementes in dicta villa utantur mensura bladi, vini, ulna pannorum et telarum, et ponderibus vendibilium in minuto et grosso, quo nunc utuntur et usi sunt temporibus

retroactis, et etiam in mandamento toto ejusdem ville. Et ipse mensure et ulne scindantur et signantur de cetero a Castellano et dictis sindicis dicte ville.

17. Item debemus percipere linguas bestiarum bovinarum interfectarum ad opus fori.

18. Item vadia que vendentur diebus fori vel nundinarum seu in crastino usque ad meridiem non admittentur usque ad octo dies.

19. Item furnos et molendinos habere volumus et retinemus in supradicta villa per terminos supradictos, itaque qualibet octana bladi habeamus et percipiamus duos denarios pro ipsa in furnis decoquenda. De bladis vero molutis in dictis molendinis habeamus quandam mensuram que consueta est, et illa mensura scindatur et signatur a dictis Castellano et sindicis.

20. Item retinemus nobis domum fori et domum marcelli.

21. Item volumus, statuimus atque concudimus dictis Burgensibus dicte ville, quod quilibet Castellanus, quam cito in dicta villa factus fuerit castellanus, juret super sancta Dei evangelia, antequam utatur officio castellanie, coram dictis quatuor sindicis, se tenere, servare et facere servare a familia sua pro viribus suis, interim dum erit Castellanus, hanc supra scriptam et infra scriptam franchesiam et singulos articulos ipsius.

22. Item volumus, statuimus et concedimus, quod omnes habitantes et habitaturi in dicto burgo et villa Clusarum, immunes existant ab omni talia, tenta et complenta, et omni alia exactione qualibet, et ab omni opere, servitio, carreagio, feno vel pallea, que dare vel facere dicti homines de cetero nullatenus teneantur.

23. Item volumus et ordinamus, quod si aliquis de dicto burgo et villa infra ipsam villam seu infra terminos ipsius ville supradictos, cultelum, ensem, lapidem vel alium gladium contra aliquem ipsius burgi et ville, causa offendendi vel injuriandi, extraxerit, levaverit et projecerit, et illum non percusserit, quindecim solidos pro bampno curie nostre solvat, et injuriam passo emendetur ad cognitionem curie nostre et consilio duorum vel trium sindicorum. Extraneus vero triginta solidos solvat pro tali excessu. Si vero aliquis de predicto burgo et villa contra aliquem extraneum hoc fecerit, pro bampno solvat septem solidos. Si vero aliquis de predicto burgo seu villa de predicto gladio aliquem dicti loci percusserit, si vulnus letale non fuerit et membrum abscissum vel inutile factum non fuerit, pro bampno solvat triginta solidos. De extraneo vero solvat

quindecim solidos. Extraneus vero, in tali casu, solvat sexaginta solidos. Si membrum abscissum vel inutile factum fuerit, solvat pro banno decem libras. Pro extraneo autem centum solidos. Extraneus vero pro tali excessu commisso, solvat pro banno viginti libras. Et in predictis omnibus et singulis fiat emenda congrua damnum et injuriam passo. Si vero vulnus letale fuerit, aliquis infra dictos terminos secundum leges et jura puniatur.

24. Item si quis pugno, palma, seu pede, aliquem percuxerit, et inde sanguinem efuderit et faciem non deformaverit, vel alias deterius fecerit, dum tamen percussus non moriatur, percutiens solvat pro banno septem solidos. Si vero percussus inde moriatur, secundum leges et jura puniatur. Si quis vero percutiat aliquem pugno, palma, seu pede, et inde sanguinem non efuderit, solvat pro banno quinque solidos. Et in omnibus predictis fiat emenda injuriam passo ad cognitionem Castelani et alicujus de quatuor sindicis.

25. Item si aliquis vel aliqua pauper injuriam vel contumeliam dixerit vel fecerit alicui, pro quo bannum debeat et non sit solvendus, sunt de corpore ad arbitrium dicti Castellani et alicujus sindicorum.

26. Item statuimus quod mulier committens bannum non teneatur nisi ad medietatem banni.

27. Item statuimus quod in ipsa villa et infra terminos supradictos, nemo capiatur nisi fuerit latro, vel proditor, vel homicida, vel hereticus, vel ville seu Domini malefactor, sine judicio et cause cognitione.

28. Item statuimus quod quicumque per annum et diem usagia dicte ville fecerit, sit francus et omnem istam franchesiam et libertatem plene habeat.

29. Item volumus et concedimus, quod qui falsas mensuras et falsa pondera aut ulnam falsam habere repertus fuerit, vini, olei, salis, panni, tele, cere, et aliorum que venduntur ad minutum, solvat pro banno quindecim solidos. Si vero aliquis falsas mensuras scienter habere repertus fuerit quibus vendatur ad grossum, solvat pro banno sexaginta solidos. Si vero inveniatur habere duas mensuras aut ulnas, unam magnam ad quam emat et aliam parvam ad quam vendat, solvat pro banno sexaginta solidos.

30. Item retinemus nobis quod possumus facere furnos, molendinos, forum, menatum, ubicumque nobis placuerit infra villam et terminos supradictos.

31. Item volumus et ordinamus, quod habitatores dicte ville seu

burgi teneantur ad sustentationem et refectionem curstinarum ipsius ville.

32. Item ordinamus, concedimus et commitimus bona fide omnes homines nostros et alienos nunc et in posterum ibidem habitantes et habitaturos, cum rebus et bonis eorumdem, ex quo tamen alicui fidelitatem juramentum ville fecerint, que quilibet facere tenentur, et ibidem per annum moram fecerint, defendere, manutenere et servare ab omnibus et contra omnes, et hos cum bonis et rebus suis in nostra accepimus guarda, guidagio et conductu, tanquam nostros ligios et fideles.

33. Item volumus et concedimus, quod quicumque habitantium in dicta villa receperit, sive tempore pacis, sive tempore guerre, depositum, auctoritate propria possit reddere deponenti vel ejus mandato, sine quolibet impedimento quocumque sibi placuerit.

34. Item statuimus et concedimus, quod si contigerit quod aliquis habitantium dicte ville ad alium locum vel partes alias se et sua transferre voluerit, nos ipsum cum bonis et rebus suis debemus guidare et servare per posse nostrum per unum diem et unam noctam.

35. Item concedimus ipsis nostris burgensibus dicte ville, quod sine laude, consensu et requisitione nostra possint emere res et possessiones infra terminos predictos, dum tamen res transeat cum onere suo et inde habeamus duodecimum et tres decimum denarium.

36. Item statuimus et volumus, quod non possimus per nos vel per alium inquirere contra aliquem habitantium dicte ville, sine consensu et presentia duorum vel trium dictorum sindicorum.

37. Item quod si aliquis ibidem furtum fecerit, aut furtum ibidem receptaverit, seu consilium vel auxilium in furando prebuerit, secundum leges puniatur. Si quis vero auctoritate propria pignoraverit, solvat pro banno quindecim solidos.

38. Item statuimus quod nullus sua possessione privetur vel spolietur sine cause cognitione. Retinemus autem nobis theysias casalium dicte ville, pro qualibet quarum debemus percipere duos denarios.

39. Item quilibet sutor burgensis debet nobis singulis annis in festo beati Andree unum par sotularium, hoc salvo quod dictus sutor prius eligat et levet duo paria sotularium in manibus suis. De aliis levet noster nuntius illud quod voluerit.

40. Item retinemus nobis in dicta villa bannum vini singulis annis mense majo, et quod dictum bannum non possimus augmentare, nec vinum nostrum carius vendere in predicto mense nisi duos denarios in

qualibet octana plus quam communiter vendebatur mense preterito, et quod vendamus vinum francum et sapidum. Aliter, quilibet possit vinum suum vendere sine pena ad tabernam. Durante vero banno, quilibet possit vendere vinum suum in grosso, et si, durante ipso banno, reperietur quis vinum vendere in minuto dum venderemus vinum francum et sapidum, solvat pro banno sexaginta solidos.

41. Item predicto banno non durante, quilibet Burgensis vendat vinum suum semper secundum magis et minus quod sibi placuerit, alii non.

42. Item volumus quod si quis tabernarius deprehensus fuerit minus legitime mensurare, propter hoc venditio vini non impediatur, nisi vinum esset ipsius mensurantis, quod remaneret Domino, et si tabernarius alterius, puniatur ad cognitionem Castellani et alicujus predictorum sindicorum.

43. Item si tabernarius imponat penam alicui sibi solvere nolenti, vel tradere pignus, antequam exeat de taberna, de his que expendit ibidem, et habuerit illa vice, et ipse inde exierit sine satisfactione facta, teneatur tabernario ad satisfactionem debiti et nobis pro banno duplum ipsius debiti.

44. Item retinemus nobis quod quilibet vendens tabernam in dicta villa solvat nobis, semel in anno pro tabernagio, dimidiam octanam vini tantum.

45. Item volumus et statuimus quod quicunque carnes suinas in marcello vendiderit pro porcinis, vel unas carnes pro alteris, solvat pro banno decem solidos. Qui vero carnes morticinas vel morbosas, vel aliter vitiosas, in ipsa villa vendiderit, solvat viginti solidos. Et quilibet macelarius teneatur per juramentum suum venditorem hujusmodi accusare. Et generaliter volumus quod in ipsa villa non vendatur aliqua prava seu vitiosa nominata pro bona, et si reperiantur, amendentur et punientur ad cognitionem Castellani et duorum vel trium sindicorum.

46. Item concedimus ipsis burgensibus, quod nullus in diebus fori vel nundinarum, extra portas ville et infra banna illius, aliquis emat que ad forum vel nundinas aportantur, et qui taliter extra portam diebus fori et nundinarum quidquam emerit solvat pro banno tres solidos et rem emptam amittat.

47. Item si aliquis recedat de foro et nundinis qui aliquid de quo debet leydam vendiderit et leydam aportaverit, solvat pro banno sexaginta solidos, nisi infra unum diem et noctem sequentem ipsam rediderit.

48. Item statuimus quod qui de die domum vicini sui in villa mali-

ciose fregerit, solvat pro banno sexaginta solidos, et si de nocte, decem libras, et si non est solvendus, alias puniatur de corpore.

49. Item si aliquis conjugatus repertus fuerit in ipsa villa in adulterio per nuntium nostrum et duos probos homines de villa simul, solvat pro banno sexaginta solidos. Si reperiatur in lecto nudus cum nuda, et si per nuntium nostrum inhibitum fuerit viro vel mulieri coram duobus testibus ne cohabitent soli simul, et post inhibitionem reperiantur a nuntio nostro et duobus probis hominibus de villa soli in domo, hostiis clausis, non conjugatus autem, pro tali commisso nihil solvat, pro stupro vero et incestu, solvat pro banno sexaginta solidos.

50. Item statuimus et volumus quod Burgenses et Jurati ville tenentur sequi nos, et ire pro nobis in calvacatam cum expensis suis propriis per duos dies et duas noctes, et ex tunc in antea tenemur eis providere in expensis.

51. Item burgenses dicte ville libere possunt emere vel vendere domos suas et casalia quibuscumque voluerint, et a venditione debemus habere duodecimum denarium pro qualibet domo vendita seu casali. Et si voluerimus infra quindecim dies postquam nobis vel nuntio nostro fuerit venditio nuntiata, et non ultra, ipsam domum venditam seu casale pro eodem pretio poterimus reemere.

52. Item quilibet burgensis potest dare vel legare domum suam vel casale cuique voluerit.

53. Item si aliquis burgensis inscienter emerit in foro publico rem furtivam de homine non suspecto, et dominus rei venerit et probaverit esse suam, Burgensis suum pretium non admittat, sed illud solvat ille qui rem suam habere voluerit, antequam sibi reddatur.

54. Item volumus et statuimus, quod quilibet burgensis possit libere testari, codicilare, donare causa mortis, et ejus ultima voluntas firmiter observetur, exceptis usurariis manifestis quorum mobilia sunt in misericordia nostra, immobilia autem ad heredes proximiores remaneantur. Si vero burgensis intestatus decesserit sine liberis vel nepotibus, vel aliis proximis usque ad quartum gradum, nos ei succederemus, et bona ipsius defuncti ponentur per Castellanum in manu probi hominis burgensis qui, per consilium Castellani loci et quatuor sindicorum, emendat clamores ipsius defuncti usque ad valorem ejusdem bonorum, et si aliquid residuum fuerit, ponatur in sustentatione pontis et viarum. Uxor vero superstes ipsius defuncti, dote et dotalitio quod ei datur secundum usum patrie, contenta sit.

55. Item si quis peregrinus vel viator moriatur in ipsa villa, nos debemus per annum et diem bona ipsius facere custodire per castellanum nostrum et unum vel duos de predictis sindicis, et si infra annum et diem venerit aliquis et probaverit bona ipsius defuncti ad se pertinere, restituantur, expensis factis in exequiis primo deductis. Si vero infra predictum tempus nullus venerit, medietas bonorum dictorum sit nostra et alia medietas ponatur in sustentatione pontis et viarum ipsius ville.

56. Item volumus quod tutele et cure a nobis et nostris Judicibus gratis concedantur et confirmentur, excepto sigillo et scriptura, pro quibus a trecentis libris infra, decem solidos, et a trecentis libris supra quantumcunque excedant, tantummodo viginti solidos.

57. Item statuimus quod non possumus facere, mitere vel permitere infra terminos predictos, ad opus equorum nostrorum vel aliorum animalium, herbas pratorum, nec capere fena vel paleas, fructus arborum vel vinearum, sine voluntate ejus spontaneâ cujus erant.

58. Item statuimus et ordinamus quod si animalia aliena bladum, hortum, vineam seu pratum, dum sunt ibi herbe vel fructus aliqua, intraverint, et ibi reperta fuerint, solvatur bannum pro predictis animalibus ut sequitur, videlicet de die, pro bove, vacca, roncino vel roncina, pro quolibet duodecim denarii, pro porco et capra pro quolibet quatuor denarii, pro singulis ovibus obolum. De quibus omnibus percipit missiliarius tertiam partem si ipsias bestias ceperit. De nocte vero, si custodiantur bestie scienter in predictis damnis, solvantur pro banno sexaginta solidi, et missiliarius jus suum percipiat prout consuevit. Et si de die quis intraverit vineam, hortum, vel viridarium seu pratum alterius, occasione damni dandi, solvat pro banno três solidos, et de nocte vero sexaginta solidos, et de damno dato a sic intrante et a bestiis seu animalibus supradictis, emenda congrua damno passo.

59. Item volumus quod burgenses ipsius ville possunt claudere propria auctoritate hostia domorum suarum quas locaverint, nisi inquilini sibi satisfecerint de mercede seu pensione ipsarum, nec non res ipsorum inquilinorum infra domum eis locatam retinere pro predictis mercede seu pensione.

60. Item si quis injuriam faciat alteri dicto vel facto, si de hac querimonia deponatur, solvat pro clama sex denarios curie nostre qui culpabilis erit.

61. Item si quis injuriam faciat alteri ut supra, eidem teneatur ad emendam.

62. Item de causis que in ipsa villa vel mandamento ejus quorum curia nostra contingerit ventilare, pro expensis ipsius cause, pro qualibet libra quantitatis vel estimationis rei petite, leventur duodecim denarii et solventur a condemnato. Et si causa per compensationem decisa fuerit, quilibet solvat medietatem, scilicet actor et reus. Ante vero litem contestatam, si causa ultra non processerit, de debitis vel aliis rebus sine libello confessis, sex denarii, pro qualibet libra quantitatis vel estimationis rei petite coram curia nostra, nobis tantummodo solvantur. Si coram castellano nostro, pro omni summa questionis, solvantur sex denarii pro clama tantummodo sane. Si aliquis de predictis, quos pecunialiter pro diversis excessibus duxerit curia nostra condemnandos, reperientur esse non solvendos, corporaliter vel aliter ad arbitrium ipsius curie condemnentur.

63. Item statuimus, quod patre maritante filiam vel filias suas, ipse sint contenta de dotibus sibi a patribus assignatis vel assignandis, et nihil aliud petere possint in bonis paternis, nisi quod pater vellet eis dare et conferre in sua ultima voluntate.

64. Item si ipse pater habet unum filium, vel filiam, seu filias que non sint maritate, et pater moriatur intestatus, bona et res patris ad ipsos perveniant equis portionibus dividenda.

65. Item statuimus quod, quilibet faciens panem ad vendendum, possit lucrari tantummodo in qualibet octana tres denarios, deductis expensis et labore, et si quis secus aliquid fecerit, panis ille per Castellanum et aliquem de dictis sindicis mendicantibus erogetur, facta prius estimatione dicti panis et lucri per ipsum Castellanum et aliquem sindicorum.

66. Item statuimus quod habitatores in dicta villa qui fimos extraxerint a suis domibus, ipsos removeant infra octo dies de infra villam, alioquin solvantur pro banno duodecim denarii.

67. Item quicunque habebit fundere sepum, illud fundat extra villam, alioquin solvat pro banno duodecim denarios.

68. Item stercoria animalium excoriatorum ponantur extra villam, vel infra domum cujus est animal, seu in loco non publico, alioquin excorians solvat pro banno sex denarios.

69. Item istud nec non ad totam ordinationem hostalogiorum, seu recipientum hospita et eisdem hospitibus vendentium in dicta villa, expeditionem, factionem viarum, carreriarum, platearum fori ipsius ville, et limitationum casalium et hortorum, atque publicorum locorum ejusdem, omnem declarationem atque onera, negotia, inquilini ipsius ville, teneantur

pre ceteris, preterea que superius contenta sunt, receptionem sacramentorum eorum qui in ipsam villam jurabunt de cetero, et omnem declarationem hujus franchesie, si aliquis ambiguitas super ea, vel aliqua parte sui de cetero oriatur, ordinationi et industrie Castellani nostri ipsius ville et quatuor sindicorum, committimus et relinquimus. Et quod possint omne aliud ordinare et executioni mandare pro nobis et nomine nostro quod emergat de cetero in ipsa villa et infra terminos ipsius, et executioni mandare preterea que continentur in hac franchesia.

70. Retinemus nobis autem in dicta villa et terminos ipsius omne dominium et jurisdictionem, merum et mixtum imperium, cohertionem, banna et justicias, et quod possimus nobilibus atque clericis gratiam quam semper voluerimus semper facere pre ceteris habitantibus in ipsa villa, salva franchesia supradicta.

71. Item quidquid promitimus, ordinamus, donamus, cedimus, concedimus, statuimus, retinemus atque relinquimus in eadem franchesia, illud omnino facimus non solum pro nobis et ad opus nostri, sed nomine et ad opus heredum et successorum nostrorum in dicta villa et mandamento ipsius, et nomine et ad opus dictorum Burgensium et Juratorum, et heredum et successorum suorum, et ea per juramentum nostrum promittimus ex nunc in antea attendere firmiter et servare.

72. Item statuimus et concedimus, volumus et concedimus dictis Burgensibus et Juratis, quod ipsi, in vinis que ad tabernam venduntur infra terminos dicte ville, ex nunc in perpetuum percipient et levent, de qualibet cabellata vini, unum quarteronem vini, ad ponendum in communi pro exigentia ville et Juratorum persolvenda, et quod dicta leva solvatur in manu dictorum sindicorum vel eorum mandato, et quod singule metiete tabernariorum minuantur et decrescentur ex mensura qua soliti sunt vendere de dicto quarterone vini per totam cabellatam, ita quod infra villam et terminos dicte ville vendatur ad minorem mensuram quod alibi in castellania Castilionis de dicto quarterono vini. Intra dictam villam et terminos non possunt vendere in minutum nisi Jurati ipsius ville.

73. Item statuimus, quod cortices que fient infra mandamentum dicte castellanie Castilionis vendantur infra mandamentum, alioquin vendens extra solvat nobis pro banno tres solidos.

In quorum omnium testimonium ad robur firmius sigillum nostrum magnum et parvum presentibus aponi fecimus. Datum et actum apud Clusas in domo Stephani Pugini clerici nostri, testibus presentibus et

rogatis, videlicet domino Roberto Vuagnardi, domino Petro Davallon, militibus, Ansermodo David, canonico genevense, et pluribus aliis, quarto nonas Maii, anno a nativitate Domini milesimo tercentesimo decimo.

II

1329, 19 Août. — *Humbert Dauphin, seigneur de Faucigny, confirme aux habitants de Cluses leurs précédentes franchises, et y ajoute quelques dispositions nouvelles.*

Nos Humbertus Dalphini, dominus Faucigniaci, notum facimus universis presentibus pariterque futuris, quod, nos ad instantiam et requisitionem Johannis Put, Martini Onires et Guillermeri Sasselli, sindicorum ville Clusarum, petentium et postulantium nomine, vice et ad opus sui et totius communitatis ville predicte, libertates et franchesias dudum concessas dictis Clusarum Burgensibus et Juratis per bone memorie carissimum patruum nostrum Dominum Hugonem Dalphinum dominum dicte terre quondam, laudamus, ratificamus, confirmamus et approbamus dictis nostris Burgensibus et Juratis, ut in dictis literis dicte eorum franchesie seriosius continetur.

1. Postquam volentes dictos Burgenses et Juratos nostros cum eorum potestatibus semper prosequi gratiose et ipsis gratiam ampliare, volumus, et dictis Burgensibus et Juratis nostris ville predicte Clusarum concedimus, quod omnes et singuli Burgenses et Jurati dicte ville, et omnes commorantes infra terminos et franchesiam dicte ville, in auxilio per dictos Burgenses factis et faciendis contribuere teneantur, prout per probos homines super hoc ordinandos fuerit ordinatum, exceptis legitimas exceptiones habentibus super hoc proponendis.

2. Item volumus et dictis nostris Burgensibus et Juratis concedimus, quod notarii inquestas facientes infra villam et terminos ville predicte, de inquestis per ipsos factis et faciendis condemnatis per Judicem nostrum, vel de illis de quibus fierent compositiones, non recuperentur nisi duodecim denarios pro libra, et de decem solidis sex denarios tantum, nec non notarii literas contractuum facientes exigere minime valeant aliquid pro literis, nisi de cognitione Judicis nostri mediante, si contrahentes non possent cum dictis notariis concordare, et de copiis

inquestarum et actorum causarum quarumcunque per partes requisitarum non possent dicti notarii aliquid exigere donec taxatum fuerit per Judicem nostrum.

3. Item volumus et dictis Burgensibus nostris concedimus, quod, si dicti nostri Burgenses et Jurati aliquid commiserint in terminando et viando bougerias ipsorum, quod in hoc in quo commiserint seu delinquerint, remittimus et quittamus, salvo jure partis lese, et de inquestis factis super hoc vel faciendis.

Promitentes bona fide nostra predicta omnia et singula supra scripta dictis nostris Burgensibus et Juratis atendere firmiter et servare, et in contrarium de cetero non venire. Mandantes et precipientes tenore presentium Ballivo, Judici, Castelano Castilionis et omnibus ceteris familiaribus nostris presentibus et futuris, quod dictam franchesiam Burgensibus et Juratis per nos concessam et confirmatam attendant firmiter et observent, et in contrarium venire de cetero non presumant, in quantum indignationem nostram perpetue voluerint evitare, quoniam volumus dictos nostros Burgenses et Juratos uno eodem modo perpetue equaliter uti franchesia supradicta.

Datum et actum Clusis, in camera nostra domus liberorum Stephani Pugini, cum appositione sigilli nostri in robur et testimonium omnium premissorum, die decima nona mensis Augusti, anno Domini milesimo tercentesimo vigesimo nono. Expeditum per nos de consilio Domini Francisci de Chesis militis, Domini Stephani de Rupho, et Bartholomei de Balma, jurisperitorum et consiliariorum nostrorum.

III

1347, 18 Janvier. — *Béatrix, fille de Humbert Dauphin et dame de Châtillon, confirme les précédentes franchises de Cluses, et y ajoute quelques dispositions nouvelles.*

Nos Beatrix, filia inclite recordationis Domini Humberti Dalphini Viennensis, domina de Castillione, universis et singulis presentes literas nostras inspecturis salutem et rei geste notitiam, de presentibus fidem indubiam adherere, tunc subjectorum erga Dominos sincere Charitatis pullulat et crescit devotio, cum ipsi subditi Dominorum benevolis utilitatibus et prerogativis favoribus amplexantur, presertim cum ipsos sub-

ditos libertatem transferunt liberos et immunes reddunt et efficiunt in perpetue integri liberant servitutis quod inter alia humane nature commoda fore noscitur pretiosum, sane, nos probabiliter considerantes et atendentes carissimum Dominum et nepotem nostrum Dominum Humbertum Dalphinum Viennensem et predecessores non nullas libertates et immunitates, franchesias, dona, gratias et privilegia specialiter fidelibus nostris Burgensibus et Juratis et universitati seu communitati ville Clusarum, et universaliter et singulariter Comitatibus franchesiis Baronie Faucigniaci [1], ex certis, justis, legitimis et probabilibus causis, hactenus concessisse, nec non et atendentes etiam grata et largiflua dona et servitia nobis ab ipsis fidelibus nostris Burgensibus et Juratis hactenus facta et impensa, et quas quotidie facere et impendere non cessant, de quibus adhuc non fecerunt remunerationem aliquam;

Consecuti nolentes ex hoc servitio ingratitudinis reprehendi, sed afectantes eisdem Burgensibus et Juratis tanquam bene meritis grata vicissitudine respondere, et facere remunerationem aliquam de premissis, predictas libertates, immunitates, franchesias, dona, gratias et privilegia per dictum Humbertum Dalphinum et ejus predecessores concessas, ut dictum est, eisdem communitatibus laudamus, ratificamus, et etiam ampleamus, ratasque, gratas et firmas habuimus et habemus, et nihilominus exhabundare eas et ea ampliare volentes, predictis Burgensibus et Juratis dicte ville Clusarum et eorum posteritati per presentes gratiose concedimus alias libertates, immunitates, gratias et franchesias que secuntur :

1. Videlicet quod nullus presertim de dictis Burgensibus et Juratis dicte ville quacumque causa judiciali extrahi possit extra terram Faucigniaci, nec pro facto guerrarum extra Gebennense dyocesim, nisi pro statu dumtaxat Dalphinati.

2. Item quod non possit fieri inquisitio sine denunciante suam aut suorum injuriam prosequente, exceptis lese majestatis, proditionis, raptus mulieris, homicidii, membri mutilationis, falsitatis, falsi testimonii, latrocinii, furti, criminibus, vel atrocis verberationis exqua sequetur impotentia corporis aut membrorum.

3. Item quod, de rebus acquirendis infra limites franchesie Clusarum, exceptis domibus que in sua libertate semper remanent, teneantur ipsi

[1] Béatrix, fille du dauphin Humbert I, fait ici allusion à la confirmation générale de toutes les franchises faites le 1er septembre 1341 par Humbert II, pour tous ses Etats du Dauphiné et du Faucigny, avant la translation des dits Etats à la Couronne de France. — Voy. cet acte dans Valbonais, t. II, p. 435.

Burgenses et Jurati solvere duodecimum et tertium decimum denarium dumtaxat prout in donum franchesie continetur.

4. Item quod de cetero in perpetuum non possit procedi contra ipsos Burgenses et Juratos ad recognitiones aliqualiter faciendas, tum tamen per modum debitum recognoscant. Volentes etiam ipsos Burgenses et Juratos gratia prosequi ampliori, volumus et concedimus ipsis Burgensibus et Juratis, quod si temporibus retroactis aliter recognoverint quam teneantur, illa recognitio predictis Burgensibus et Juratis nullum aferat prejudicium, quoad commissionem rerum recognitarum aut aliam penam quamcunque incurrant; ita tamen quod ipsi Burgenses ex nunc debitam recognitionem facere teneantur more solito, prout predecessores eorum recognoscere consueverunt.

5. Item quod si contingeret aut contigerit, quamcunque personam cujusvis status, conditionis aut preeminentie existat, adversus nostras et alias libertates, immunitates et franchesias per prefatum Dominum Dalphinum et predecessores ejusdem, ut dictum est, concessas, in aliquo attemptare, aut aliter ipsis libertatibus, immunitatibus et franchesiis contra ire, seu in premissis impedimentum quodcunque de facto inferre, quod absit, talis contradictio facti, attemptatis quandocunque infacta vel illata, ex nunc ut ex tunc, ex tunc ut ex nunc, pro infactis penitus habeantur et nullius momenti sive vel valoris.

Illas autem libertates, immunitates, gratias et franchesias per nos et dominum Dalphinum et ejus predecessores predictos datas et concessas laudamus, ratificamus et aprobamus, et volumus habere perpetuam roboris firmitatem.

Promitentes bona fide nostra, pro nobis et nostris heredibus atque successoribus universis, premissa omnia et singula tenere et complere et inviolabiliter observare et nos contra ea de cetero non venire, nec dare causam, occasionem seu materiam in contrarium veniendi. Mandantes presentium tenore, nostris Judici, Castellano et sigillifero, ac omnibus et singulis aliis justicialiis et officialibus nostris, qui nunc sunt, et pro tempore futuro per nos fuerint instituti, ut ipsi, concessionibus dictarum libertatum, immunitatum, franchesiarum, donorum, gratiarum et privilegiorum per prefatum dominum Dalphinum ejusque progenitores et per nos factis, Burgensibus et Juratis prelibatis pareant eficaciter et correspondeant et faciant inviolabiliter observare. Et insuper volumus quod alter vestrum alterum non expectet.

In quorum omnium et singulorum premissorum testimonium, presentes

literas dictis Burgensibus et Juratis et eorum universitati dedimus et sigilli nostri cum signo nostro fecimus convenienter roborari.

Datum et actum apud Marcossay, presentibus nobilibus et discretis viris Dominis Vullielmo de Compesio Castellano nostro Castilionis, Petro de Boegio, militibus, Joanne Moteti judice majore terre Fucigniaci, Guillelmo Henrici judice nostro ibidem, et Vuyfredo Sadoti Castellano castri nostri Bone ville, die decima octava mensis Januarii, anno domini milesimo tercentesimo quadragesimo septimo.

IV

1397, 4 Février. — *Amédée VIII, comte de Savoie, ordonne aux syndics de Cluses de fortifier leur ville, et à tous les habitants du dit mandement de travailler à ces fortifications.*

Amedeus Comes Sabaudie, dilectis, fidelibus, nobilibus et universis nostris Sindicis, Burgensibus, et ceteris nostris incolis et Juratis ville nostre Clusarum, salutem et felices ad subscriptorum premotionem successus, que utilitatem et rempublicam prospiciunt et in consequentiam sunt trahende. Cum igitur illustris, laudabilis et inclitus memorie Dominus Amedeus Sabaudie Comes, dominus et avus noster carissimus, dum in humanis agebat, ad vos et villam nostram Clusarum, inter alias terre nostre Fucigniaci gerens singularem fiduciam et sinceram dilectionem, eamdem villam Clusarum per vos fortificari statuerit et per quoscumque Castellanie et mandamenti Castillionis et Clusarum vobis ad hec manus adjutrices interponere et juvare secundum cujuslibet facultatem, cum ibi habeant oportunis temporibus refugium singulare, vestra enim facultas multis aliis oneribus lacessita in complemento tanti operis sine ipsorum adjutoris suficeret nequiret, juxta formam per ipsum Dominum et avum nostrum carissimum quondam super fortificationibus villarum et locorum suorum Sabaudie factam, cujus ordinationibus, quas fructuosas cognoscimus, effectum mancipare cupimus, ut hostium quorumlibet violentorum incursibus, duris impetibus, et voluntariis cursibus et similibus, auxiliante Deo, possitis ebriare, dictamque villam nostram in melius propagare, et habitantes in ea tunc quiescere valeant, et alia incrementa suscipere liceat, sane hujusmodi in multis considerationibus et utilitatibus revolutis, vobis serie presentium litterarum impartimur,

et expresso precipimus et mandamus, quatenus muros vestre ville, sive fossalia, et omnia alia que vestre fortificationi prospiciunt, prout vobis utilius videbitur, faciatis facere. Et nos, ut dicta fortificatio operam recipiat eficacem, literis presentibus mandamus Castelano et cunctis officiariis nostre Castelanie predicte presentibus et futuris, et eorum loca tenentibus, quatenus omnes universos et singulos ecclesiasticos et singulares in dicta Castellania habitantes, nobis mediate et immediate subjectos, cujusvis gradus et conditionis existentes, in fortificatione hujus modi faciatis, excusatione qualibet ultrojecta, ipsosque et eorum quemlibet secundum cujuslibet facultatem, adhec cohereant viriliter et compellantur penarum impositionibus, pignorationibus, saisinis et modis aliis quibus libet, quibus fortioribus poteritis, omnibus exquisitis, nullo alio a nobis expectato mandato. Datum Burgi, die quarta mensis februarii, anno Domini millesimo tercentesimo nonagesimo septimo, interdum presentibus nobilibus Oddoleto de Vilariis Gubernatore, Joanne de Conflens cancelario, Raimondo de Challens Marescalco, Joanne de Labardis, Amblardo Gervaisii, et Petro Andre Pugini secretario.

V

1432, 14 Février. — *Amédée VIII, duc de Savoie, confirme les anciennes franchises de Cluses, et y ajoute quelques dispositions nouvelles.*

Amedeus, Dux Sabaudie, Chablasii et Auguste princeps, Marchio in Italia, Comes Pedemontium et Gebennensium, Valentinensisque et Diensis, universis modernis et posteris serie presentium fiat manifestum, quod, cum dilectus Commissarius et receptor extentarum nostrarum Castilionis et Clusarum Petrus Salanchie proponeret adversus dilectos fideles burgenses ville nostre Clusarum, ipsos auctoritate eorum temeraria plures externos qui ad ipsam villam trahere venerunt incolatum in Burgenses et Juratos ipsius ville recepisse, illosque libertatibus, franchesiis et immunitatibus ejusdem ville frui facere, nixos fuisse, et quod deterius est, eosdem burgenses, quam plura feuda tam mobilia quam francha ad aliqua annua onera non astricta hactenus aquisivisse, et adhuc possidere, licet ad illa deservienda censeantur incapaces, et ulterius tam super ipsis feudis nobilibus et franchis quam etiam censatis, amphiteotecariis, censitisque et talliabilibus quam plures annuas censas et

pensiones sine nostris laude et consensu imposuisse. Que omnia, pluribus rationibus et causis per ipsum commissarium seriosius deductis, censari debent irrita nobisque commissa et aperta, ac in illis utile dominium directo esse consolidatum. Ad que ipsi fideles nostri se opponebant, et asserebant eisdem licuisse predictos Juratos et Burgenses impune recipere, dictaque feuda tam nobilia quam francha tenere, ac tam super illis quam etiam censatis, emphyteotecariis, censitisque et talliabilibus, quascunque annuas censas et pensiones imponere, et hoc tam vigore libertatum per inclite recordationis illustres Delphinos Viennenses concessarum, ac per nos et nostros successive confirmatarum, quam etiam vigore remissionis et habilitationis generalis per preclare memorie inclitum Dominum et paternum avum nostrum eisdem fidelibus nostris concessarum, constantibus suis patentibus literis datis Ripalie, die penultima mensis Augusti, anno Domini milesimo tercentesimo septuagesimo septimo, et per Johannem Galliardi signatis, suplicando ut secum super his mite agere dignaremur, quorum suplicationi favore benevolo inclinati, visis prius et maturo discussio consilio libertatibus literisque et aliis huic inde propositis et objectis, nolentes, sicut non licet, adversus ipsos fideles nostros justicia macte procedere, nec juris strictum rigorem servare, sed potius ipsorum progenitorum nostrorum vestigia imitando, cum eidem solita mansuetudine peragere, ut quanto nostre munificentie presidio se noverint sincerius pertractos, tante fidelitatis obsequiis erga nos et nostros jugiter exhibeantur promptiores. Idcirco, his et aliis laudabilibus moti causis de respectibus, ex nostra certa scientia, pro nobis et nostris heredibus et successoribus universis, ad postulationem, de que voluntate et consensu ipsorum Burgensium, ac citra quamvis aliarum suarum pretactarum franchesiarum derogationem, de et super omnibus premissis et singulis cum eisdem Burgensibus pro se et ipsorum posteritatibus, ad largitiones, concessiones et declarationes infrascriptas devenimus, illasque eisdem presentium serie literarum concedimus et largimur in hunc qui sequitur modum.

1. Imprimis quod, omnes et singuli infra ipsam villam commorantes qui hactenus franchesias ipsius ville nostre Clusarum juraverunt et per alios Burgenses pro Burgensibus et Juratis retenti fuerint, a modo in antea, possint et valeant impune et sine contradictione quacunque frui in omnibus et gaudere eisdem libertatibus et franchesiis et immunitatibus quibus ceteri Burgenses originarii ipsius ville gaudeant et gaudere debent, salvis semper super illis quibuscunque juribus nostris pariter et alienis,

quibus per presentes non intendimus derogare, et ulterius quod deinceps et in posterum liceat eisdem sindicis et burgensibus dicte ville nostre Clusarum, quoscunque in ipsa villa moram trahere volentes, quamdiu tamen in eadem villa sua fovebunt domicilia, in Juratos et Comburgenses recipere, qui, si quidem sic recipiendi, quamdiu ut prefertur sua fovebant domicilia, possint et valeant, prout ceteri Burgenses originarii dicte ville, eisdem libertatibus, franchesiis et immunitatibus in omnibus cumgaudere, etiam salvis semper quibuscunque juribus nostris, ac cujuslibet alterius ratione, quibus cujuslibet per presentes non intendimus in aliquo derogare.

2. Item quod liceat eisdem Burgensibus modernis et posteris, a modo in antea, quocumque justo titulo acquirere, tenereque, habere et possidere quecunque feuda tam nobilia quam franca, oneribus tamen annuis non adstricta, in mandamento Castellanie et ressorto Castilionis et Clusarum, etiam in toto territorio Aysie consistentia, sub tamen quibuscunque oneribus pariter et honoribus eisdem feudis tam de jure quam consuetudine incumbentibus, quoniam ipsos Burgenses modernos et posteros, et quemlibet eorumdem, ad ipsa feuda tam nobilia quam franca ut premititur acquirenda, tenendaque et possidenda, sub eorum honoribus et omnibus predictis, harum indulto literarum habilitamus, habilesque et capaces decernimus per presentes.

3. Item quod liceat eisdem Burgensibus modernis et posteris, ipsa feuda tam nobilia quam franca quibuscumque personis, ditioni tamen nostre submissis sub quibuscumque tributis annualibus, prout utilitati sue noverint expedire, perpetuo abergare, nobis tamen et nostris in talibus albergamentis solvendo laudimia in consimilibus feudis, dum per nobiles patrie abergaretur, solvi consueta, et ita quod talium tributorum directum dominium, cum suis solutis emolumentis, penes nos et nostros remaneat et consistere censeatur. Directum vero dominium cum suis solutis emolumentis rerum per ipsos Burgenses sic abergandarum, penes ipsius abergantes et suos remaneat et consistere censeatur.

4. Item quod liceat predictis Burgensibus et eorum successoribus burgensibus, super quibuscumque feudis censatis et aliis emphyteosibus nostris in dictis mandamento, castellaniaque et ressorto Castilionis et Clusarum consistentibus, que tamen ad echeutam ordinariam erga nos astricta, non censentim pretiis moderatis, quascunque censas et pensiones annuas, in quacumque rerum specie consistentes, imponere, acquirere, tenereque et habere, que tamen censa et pensiones annue quartam

partem valoris annui rei super qua imponentur, deductis omnibus pro ipsa re annuatim debitis, non excedant, et hoc pure, perpetue et sine aliqua reacheti concessione. Ita quod directum dominium, cum solitis emolumentis, tam dictarum rerum quam censarum seu pensionum super eisdem imponendarum, penes nos et nostros remanere inteligantur, sic quod in impositione et alia quacumque aquisitione ipsarum censarum et pensionum laudes et vendas nos et nostri percipiamus, etiam super rebus super quibus ipse cense et pensiones imponentur, quotiens illas in futurum contingerit alienari, videlicet ad rationem solitam rei vel pensionis que sic alienabitur, juxta verum pretium quod datum fuerit particulariter de eadem.

5. Item similiter liceat, eisdem Burgensibus, super ipsis feudis censatis et emphyteositibus ad echeutam ut supra non astrictis, imponere, aut alias justis et veris pretiis quascumque censas et pensiones aquirere et habere, usque ad aliam quartam partem valoris annui rerum earumdem, deductis ut premititur oneribus pro ipsis rebus annuatim debitis, que pensiones et cense similimodo, cum re super qua imponentur, a nobis et nostris moveantur, prout supra immediate de alia quarta parte expressum est. Hoc tamen adito et mediante, quod ipsa secunda pars hujusmodi censarum et pensionum perpetuo subjiciat reacheto, illo eodem vero pretio quo fuerint vendite, unacum laudibus et vendis propter hoc pro concurrente quantitate solutis, illasque omni tempore reemere possint quicumque rerum super quibus debentur possessores, et illas sic revendendas illorum emptorum efficaciter astringantur, et ita quod hujusmodi reachetorum perpetuorum concessiones aut censarum et pensionum que eidem reacheto suberunt impositione, ipsi burgenses et sui sub colore cujuscumque contractus usurarii, tam in vita quam post mortem, per nos et nostros nequaquam valeant inquietari, dummodo pretium ipsarum censarum et pensionum viginti pro uno non excedat, aut minori pretio quam sexdecim pro uno non reperiantur ipse cense et pensiones fuisse aquisite. Quoniam justis moti respectibus, pretia hujus modi censarum et pensionum summam viginti florenorum pro uno excedere, aut minus ex sex decem florenis etiam pro singulo inferiorare, et sic supra, et infra pro concurrente rata, per presentes prohibemus.

6. Item quod liceat eisdem Burgensibus modernis et posteris, super quibuscumque feudis censitis et talliabilibus a nobis moventibus, imponere, et justo pretio aquirere, habereque et percipere perpetue et sine reacheto quocumque, quascumque censas et pensiones annuas, medie-

talem tamen valoris annui rei super qua imponentur, deductis oneribus annualiter pro illa supportandis, non excedentes. Ita tamen quod, tam ipse res quam cense et pensiones a nobis et nostris sub eisdem conditione censite et talliabiles, moveri censeantur, sic quod in ipsis rebus quotiescumque casus contingerit manum mortuam accipere consuevimus, sic quotiescumque ipsi Burgenses tales censas et pensiones annuas percipientes sine liberis naturalibus et legitimis, et ex eorum propriis corporibus ex legitimo matrimonio procreatis moriantur, echeutam ipsarum censarum et pensionum percipiamus, adeo quodquo ad hujus modi echeutam inter dictas res censitas et talliabiles, ad predictas censas et pensiones que super eisdem feudis censitis et talliabilibus imponitur, nulla differentia habeatur.

7. Item, ut ipsi burgenses et sui sub ditione nostra tranquilius vivere possint, ex nostra certa scientia et libera voluntate, omnes et singulas censas et pensiones annuas bladi, vini, pecunie et alterius rei cujuscumque, per eos a die date Laudinici generalis per prefatum illustrem Dominum et avum nostrum eisdem ut premititur concessi, usque in diem presentem, quomodolibet acquisitas super quibuscumque nostris feudis nobilibus, franchis, censitis, emphyteoticariis, censatisque et talliabilibus, etiam feuda tam nobilia quam francha, si qua per eos a dicto tempore citro fuerint acquisita, sive per sigilliferum Faucigniaci nostrum laudati fuerint, vel non, eisdem Burgensibus et suis, presentium serie litterarum, quantum nostra interest, laudamus et aprobamus. Ita tamen quod ipsi Burgenses et sui ipsa feuda nobilia et francha, dictasque censas et pensiones annuales omnes et singulas, a nobis et nostris teneant et tenere etiam de cetero recognoscant, sub eisdemmet conditionibus, modisque et formis supra particulariter declaratis, singula singulis debite referendo, sic quodquo ad omnes conditiones supra declaratas inter ipsa feuda censasque et pensiones jam acquisitas et in posterum acquirendas, nulla prorsus diferentia habeatur. Et insuper volentes ipsos Burgenses nostros gratia tractare uberiori, eisdem Burgensibus et cuilibet ipsorum, prout eum tangitur, liberaliter remittimus omnem commissionem et echeutam, si que super ipsis feudis, censis et pensionibus jam aquisitis, nobis qualitercumque spectare possent a toto tempore preterito usque ad diem presentem.

Que premissa omnia, sic cum eisdem Burgensibus egimus pro et mediantibus quatercentum florenis parvi ponderis, per nos propterea ab eisdem habitis, manibus dilecti fidelis Michaelis de Ferro, thesaurarii

nostri Sabaudie generalis, qui de eis nobis legitime tenebitur computare, et ulterius mediantibus centum scutis auri in quibus per nostras patentes eisdem mutui causa tenebantur, quas literas nobis redidierunt cancelatas.

Mandantes propter ea Ballivo, Judici et procuratori Faucigniaci, dictoque Commissario, nec non Castelano Castilionis et Clusarum, ac ceteris Oficiariis nostris presentibus et futuris, ipsorumque loca tenentibus, et cuilibet eorumdem, quatenus hujusmodi concessionem, largitionem, declarationem, et alia in nostris presentibus literis contenta in omnibus suis clausulis et capitulis, singula singulis debite referendo, eisdem Burgensibus et suis predictis successoribus Burgensibus, a modo in antea teneant, atendant, tenerique, attendi, et per quoscumque inconcusse faciant observari, non obstantibus quibuscumque literis et mandatis forte in contrarium emanatis, quibusque ad hec derogamus per presentes. Et ulterius ipse Commissarius ipsas literas in extensis nostris dicti loci fideliter annotet et incorporet, et secundum illarum formam ab eisdem Burgensibus recognitione indificiliter recipiet quibuscumque impedimentis forte per eum premissorum ocasione in ipsis feudis, censis et pensionibus quomodolibet apositis, sublatis, que nos etiam tollimus per presentes.

Datum Thononii, die decima quarta februarii, anno Domini milesimo quatercentesimo trigesimo secundo, per Dominum, presentibus illustri primo ejus genito Ludovico de Sabaudia, comite Gebennensi, nec non Dominis P. preposito montis Jovis, P. de Belloforti canonico montis majoris, marescale Joanne Domino Choutagnie, Henrico de Columberio, Claudio de Saxo presidente computorum, Joanni de Compesio et Domino Coudree, Urbano Ceriserii, Francisco de Thomatis, Antonio de Diaconibus, R. de Monte vuagnardo magistro hospitii, et Petro de Menthone Ballivo Gebennense.

LULLIN.

(Copie communiq. par M. le marq. Léon Costa de Beauregard.)

8 Août 1310.

Libertés, franchises et immunités accordées aux habitants du château et du bourg de St-Oyen de Lullin, par Hugues Dauphin, seigneur de Faucigny.

Nos Hugo Dalphinus, dominus terre faucigniaci, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod subiectorum nostrorum et hominum commodum affectantes, habita plena deliberatione cum consiliariis nostris, pro nobis nostrisque successoribus universis, tam singularibus quam universalibus, damus, cedimus et concedimus ex nunc in perpetuum, libere, in feudum et in augmentationem feudi, plenam libertatem et immunitatem et franchesiam sine tributo irrationabili, omnibus hominibus utriusque sexus, cujuscumque conditionis existant, presentibus, recipientibus et stipulantibus pro se et eorum successoribus, nunc et in posterum habitantibus et habitaturis in castro nostro et burgo sancti Eugendi de Lullino, et mandamento eorumdem castri et burgi infra terminos infra scriptos, et etiam iuratis singulis ipsius castri et burgi, secundum quod inferius continetur.

1. In primis terminos dicti castri et burgi et ville statuimus a spina de . . . . . de valle, usque ad molendinum de Chereuta, et a dicta villa de Lullino usque ad fontem dou chouays et usque ad fontem dou galeyron.

2. Item, damus et concedimus dictis burgensibus et iuratis utriusque sexus, quod possint uti ex nunc in perpetuum de Jorys nostris in mandamento de Lullino, et de Bona, ad domificandum et affoagium, ita quod ipsam nunquam vel aliquam partem de cetero non possimus albergare, intendare, nec aliquo modo albergare propter quod amitterent in aliquo usum suum.

3. Item volumus quod habitantes dicte ville, de nemoribus, de pascuis nostris utantur de cetero, ita quod ipsi, nec eorum animalia in hoc conturbentur vel inquietentur.

4. Item volumus quod die martis post festum beati Bartholomei, quolibet anno de cetero, a burgo qui tamen residentes fuerint in ipsa

villa, quatuor probi homines sindici eligantur. Quibus electis, ipsi presententur Castellano pro burgensibus. Et si ipsa die non possent fieri, alia die sequenti fiant, et sic deinceps donec eligantur, et presententur ut supra. Anno vero resoluto, si dicti sindici utiles et necessarii dicte ville videantur, ab ipsis burgensibus confirmentur pro sequenti anno, et castellano presententur. Si vero aliquis ipsorum sindicorum ab ipsis burgensibus non videatur bonus et necessarius dicte ville, in festo predicto beati Bartholomei removeatur ab ipsis burgensibus, et alius loco ipsius eligatur et substituatur ab ipsis burgensibus, et castellano presentetur.

5. Qui sindici electi concorditer ab illis burgensibus, vel per maiorem partem ipsorum, volumus quod levas factas et faciendas et omnia quecumque sint et sunt negotia tangentia dictam villam et iuratos dicte ville, nec non et dominum, franchisiam faciant et constituant, recuperent et ordinent de consilio castellani, in iis que tangunt dominum solum. Et quam cito constituent dicti sindici eorum burgenses et fient electoribus eorumdem, iurent super saneta Dei Evangelia se dictum officium bene et fideliter procurare et exercere quamdiu erunt sindici, et ipsi pro onere seu executione dicti officii, dum erunt sindici, debeant esse immunes a cavalcatis, levis et collectis factis tempore officii sui.

6. De consilio vero dictorum quatuor sindicorum ponatur unus porterius et unus cridator vini in villa. Qui porterius iurabit coram ipsis sindicis et castellano bene et fideliter exercere et facere officium porterie dicte ville. Et si forte bene se non haberet dictus porterius, removeatur a dicto officio, et alius loco ipsius subrogetur per dictos quatuor sindicos de consilio castellani.

7. Item ipse porterius debeat custodire villam, portas fermare, et ipsas custodire de die, et nocte tempore guerre.

8. Item debeat officium suspensionis et mutilationis membrorum ad hoc damnatorum exercere et suspensorum robas habere.

9. Item debeat ponere gaytas, et excubias, et qualibet nocte qua ponentur excubie predicte, tempore guerre, primum circuitum debeat cum excubiis facere per villam, et gaytas semel in nocte, si necesse est, evigilare, et unum denarium pro labore suo pro una excubia percipere.

10. Item debeat vadiare per villam ad mandatum sindicorum et castellani et stare mandato ipsorum.

Et pro officio ipsius porterie exercendo debeat ipse porterius percipere a quolibet Burgense vel morante in villa, et in ea panem coquente,

anno quolibet in vigilia natalis Domini, unam manatam panis, vel unum denarium in quolibet festo predicto si dicti sindici hoc ordinaverint.

11. Item debeat de omni preda guerre donum quod maluerit primum vel ultimum animal.

12. Item cridator vini debeat in villa vina cridare et pro qualibet cridatione vini debeat unum obolum habere.

13. Item ipsis ville et burgensibus eiusdem utriusque sexus et omnibus morantibus in eadem assignamus, donamus et concedimus, ex nunc in perpetuum, forum ibidem tenendum et exercendum die martis cuiuslibet septimane, temporibus ex nunc in antea venientibus. Cui foro leydam debemus percipere in hunc modum, videlicet de bladis venditis die fori manatas legales ad quoddam cochlear ferri, ad hoc deputatum per castellanum et sindicos supradictos. Item de seracys, calcis, et vacherinis, debemus habere leydam, nisi forte levata fuerit in alpibus nostris per nuncios nostros de eisdem rebus. De bove et vacca venditis, pro quolibet, unum denarium. De equo, mulo et jumento venditis, pro quolibet, quatuor denarios. De asino seu asina, duos denarios. De porco a decem solidis inferius, de ove, mutone, capro seu hirco, obolum. De porco decem solidorum vel amplius, unum denarium. De vitulo, capreolo, vel agnulo qui vendentur duos solidos vel ultra, obolum. Si inferius, nihil. De pluribus animalibus venditis in simul pretio viginti solidorum, unum denarium. Si inferius, obolum. Si ultra viginti solidos usque ad centum solidos, pro qualibet libra, unum denarium. Si ultra centum solidos, pro qualibet libra, obolum. De hortaligiis, rapis, fructibus arborum, merceriis et omni fustalia operata vel non operata, et de omni indumento hominis vel mulieris facto vel operato, nihil pro leyda debemus percipere. De panis, telis, mercibus et de iis que in mercato venduntur ad pondus, quoniam qui stationem tenent ipsam tenentur solvere, aliam leydam non debent. De portantibus ad collem predicta vel consimilia et vendentibus extra domum fori a tribus solidis inferius, nihil pro leyda. A tribus solidis usque ad quinque solidos, obolum. A quinque superius, unum denarium.

14. Burgenses et jurati dicte ville ad aliquam leydam non teneantur. De quolibet autem tenente stallum in domo vel platea fori die mercati, unum denarium debemus tantum modo percipere pro quolibet stallo.

15. Item volumus et concedimus, quod eos venientes ad forum dicte ville sint salvi et securi eundo, morando et redeundo, et ipsos cum rebus

suis quas ducent secum, vel portabunt per totam terram nostram, in nostro recipimus salvo, guidagio et conductu.

16. Item volumus quod omnes vendentes et ementes in die mercati vendant in domo fori, macelli, granaterie, vel in aliis locis per castellanum nostrum et dictos quatuor sindicos ad hec vendenda deputatis, alioquin quod vendetur extra a non burgensibus sit in nostra misericordia.

17. Item volumus quod vendentes et ementes in dicta villa utantur mensura bladi consueta, que mensura scindatur et signetur a castellano et dictis sindicis.

18. Item volumus quod utantur ulna pannorum et pondere rerum vendibilium, in minuto et grosso, quibus usi sunt nunc.

19. Item quod intra mandamentum dicte ville utantur mensura vini qua usi sunt usque nunc.

20. Item volumus percipere linguas bestiarum bovinarum interfectarum ad opus macelli.

21. Item pignora que venduntur diebus fori, seu in crastino usque ad meridiem, non amittantur usque ad octo dies.

22. Item furnos et molendina habere volumus, et retinemus infra terminos supradictos.

23. Item quod, pro qualibet fornata panis, habeamus duos denarios libere, prout consuevimus apud Bonam, salvis sumptibus expensis fornarii et lignorum et decoctoris panis, ad que non tenemur. De bladis vero molutis in dictis molendinis, partem trigesimam, et illa mensura cum qua levabitur dicta trigesima pars, scindatur et signetur a dictis castellano et sindicis.

24. Item retinemus nobis domum fori et macelli.

25. Item volumus, statuimus et concedimus burgensibus dicte ville, quod quilibet castellanus et mistralis, quam cito in dicto castro et dicta villa factus fuerit, iuret super sancta Dei evangelia, antequam utatur officio castellanie, coram dictis quatuor sindicis, se tenere et servare et facere pro viribus suis, interim dum erit castellanus, hanc supradictam et infra scriptam franchesiam, et singulos articulos ipsius, et hoc iurent illi qui pro ipso officium castellanie exercebunt. Alias autem dicti burgenses et iurati ultra octo dies, eidem castellano et familie sue non teneantur obedire, vel illi qui loco eius exercebit.

26. Item volumus, statuimus et concedimus, quod omnes homines habitantes et habitaturi in dicta villa de Lullino et intra suprascriptos

terminos immunes existant ab omni talia, tenta, complenta, et ab omni alia exactione qualibet et ab omni opera . . . . . corvata, charreagio, feno, palea, que dare vel facere dicti homines de cetero ullatenus teneantur.

27. Item volumus, statuimus et ordinamus, quod si aliquis de dicta villa de Lullino, intra ipsam villam seu intra ipsius ville supradictos terminos, cultellum, ensem, lapidem vel alium gladium contra aliquem ipsius ville, causa offendendi vel iniuriandi, extraxerit, levaverit, vel projecerit, et illum non percusserit, quindecim solidos pro banno curie nostre solvat, et iniuriam passo emendet, ad cognitionem nostre curie, de consilio duorum vel trium sindicorum. Extraneus vero triginta solidos solvat pro tali excessu. Si vero aliquis de predicta villa contra aliquem extraneum hoc fecerit, pro banno solvat septem solidos. Si aliquis vero in dicta villa de ipso gladio percusserit aliquem, si vulnus lethale non fecerit, vel membrum accisum, vel inutile factum non fuerit, pro banno solvat triginta solidos. De extraneo vero solvat quindecim solidos. Extraneus vero in tali excessu solvat sexaginta solidos. Si autem membrum accisum vel inutile factum fuerit, solvat pro banno decem libras. Pro extraneo autem centum solidos. Extraneus vero pro tali excessu commisso solvat pro banno viginti libras. Et in predictis omnibus et singulis fiat emenda congrua damnum et iniuriam passo. Si vero aliquis intra dictos terminos vulnus lethale fecerit, secundum leges et iura puniatur.

28. Item si aliquis pugno, palma seu pede, aliquem percusserit et inde sanguinem effuderit et faciem non deformaverit, vel aliud deterius non fecerit, dum tamen percussus non moriatur, solvat percutiens pro banno septem solidos. Si vero percussus inde moriatur, secundum leges et iura puniatur. Si quis vero aliquem percutiat pugno, palma seu pede, et inde sanguinem non effuderit, solvat pro banno quinque solidos. Et in omnibus predictis fiat emenda congrua iniuriam passo, ad cognitionem castellani et alicuius de quatuor sindicis.

29. Item si aliquis vel aliqua pauper iniuriam vel contumeliam dixerit vel fecerit alicui, pro quo bannum debeat, et non sit solvendo, levat de corpore, ad arbitrium castellani et alicuius sindicorum.

30. Item statuimus, quod mulier committens bannum, non teneatur nisi ad medietatem banni.

31. Item statuimus, quod in villa et intra terminos supradictos nemo capiatur, nisi fuerit latro, proditor, vel homicida, vel hereticus, vel ville

seu domini malefactor, sine iudicio et cause cognitione, dum tamen cavere velit.

32. Item concedimus dictis burgensibus et iuratis dicte ville quod, si contigerit aliquem nobilem vel innobilem extraneum iniuriari dictis burgensibus in terre intra terminos predictos, quod ipsi possint auctoritate propria si voluerint capere dictum iniuriantem, et detinere, et reddere curie, ita quod curia ipsum seu ipsos detineret quousque dicta iniuria sit emendata. Si forte ille se vindicaret, ipsi possint eum percutere sine aliqua pena erga dominum, dum tamen non ledatur.

33. Item volumus quod si dictus castellanus, vel eius nuncius, seu quicumque nuncius, faceret aliquam saysinam de rebus et bonis burgensium et iuratorum dicte ville, quod, prestita idonea cautione a dicto burgense vel iurato, ipse res desaysirentur.

34. Item concedimus dictis burgensibus et iuratis, quod castellanus seu aliquis officialis noster non possit nec debeat res dictorum burgensium et iuratorum capere, seu capi facere, in domo dictorum burgensium et iuratorum vel extra, sine consensu et voluntate ipsorum burgensium et iuratorum.

35. Item concedimus dictis burgensibus et iuratis dicte ville, quod dicti burgenses et sindici possint ordinare denarium Dei in perpetuum, ad refectionem pontium et viarum et etiam dicte ville.

36. Item, diem fori et locum fori, prout supra dicitur, in dicta villa observari volumus.

37. Item statuimus quod, quicumque per annum et diem usagia dicte ville fecerit, sit francus et omnia ista, franchisiam et libertatem plene habeat.

38. Item volumus quod, qui falsas mensuras, vel falsa pondera, aut ulnam falsam habere repertus fuerit, videlicet vini, olei, salis, panni, tele, cere et aliorum que venduntur in minutum, solvat pro banno quindecim solidos. Si vero alias falsas mensuras habere repertus fuerit scienter quum quibus venditur ad grossum, solvat pro banno sexaginta solidos. Si vero inveniatur habere duas mensuras aut ulnas, unam magnam ad quam emat et aliam parvam ad quam vendat, solvat pro banno sexaginta solidos.

39. Item ordinamus et concedimus et promittimus bona fide, omnes homines nostros et alienos, nunc et in posterum ibidem habitantes et habitaturos, cum bonis et rebus eorum, ex quo tamen alieni fidelitatem et iuramentum ville fecerint, quam quilibet tenetur facere, et per annum

ibidem moram fecerit, defendere, manutenere et servare ab omnibus et contra omnes, et eos cum bonis et rebus suis in nostra recepimus garda, guidagio et conductu, tanquam nostros ligios et fideles.

40. Item volumus et concedimus, quod quicumque habitantium in dicta villa receperit, sive tempore pacis, sive tempore guerre, depositum, auctoritate propria possit reddere deponenti vel ejus mandato, sine quolibet impedimento quandocunque sibi placuerit.

41. Item statuimus et concedimus, quod si contingerit quod aliquis habitantium dicte ville ad alium locum, vel ad partes alias, se et sua transferre voluerit, nos ipsum cum bonis et rebus suis debemus guidare et salvare per posse nostrum, per unam diem et unam noctem.

42. Item concedimus ipsis nostris burgensibus et iuratis dicte ville quod sine laude et consensu et requisitione nostra possint res et possessiones intra terminos predictos alienare seu vendere, dum tamen res transeat cum onere suo, et inde habeamus duodecimum et decimum tertium denarium.

43. Item statuimus et volumus, quod non possimus per nos vel per alium inquirere contra habitatorem aliquem dicte ville, sine consensu et presentia duorum vel trium dictorum sindicorum.

44. Item, quod si aliquis ibidem furtum fecerit aut furtum receptaverit, seu consilium vel auxilium in furando prebuerit, secundum leges puniatur. Si quis vero auctoritate propria pignoraverit, solvat pro banno quindecim solidos.

45. Item statuimus quod, si quis aliquem pignoraverit auctoritate propria, solvat pro banno quindecim solidos.

46. Item statuimus, quod nullus sua possessione privetur vel spolietur sine cause cognitione. Retinemus autem nobis teysias casalium dicte ville, pro qualibet quarum, debemus percipere duos denarios.

47. Item, quilibet sutor burgensis debet nobis singulis annis, in festo beati Andree Apostoli, unum par sotularium, hoc salvo quod dictus sutor prius eligat et levet duo paria sotularium in manibus suis, de aliis levet noster nuncius illud par quod voluerit.

48. Item, retinemus nobis in dicta villa bannum vini annis singulis, mense maii, et quod dictum bannum non possimus augmentare, vel vinum nostrum carius vendere in dicto mense, nisi duos denarios in qualibet octava, plus quam communiter vendebatur mense precedenti, et quod vendemus vinum francum et sapidum, aliter quilibet alius possit vinum suum vendere sine pena ad tabernam. Durante vero banno, possit

quilibet vendere vinum suum in grosso, et si, durante ipso banno, repe-riretur quis vinum vendere in minuto, dum vendemus vinum francum et sapidum, solvat pro banno sexaginta solidos.

49. Item, predicto banno non durante, quilibet burgensis vendat vinum suum semper secundum magis vel minus quod sibi placuerit, alii non.

50. Item volumus quod nullus possit vendere vinum suum ad minu-tum infra dictam villam, nisi sit burgensis vel iuratus, nisi de licentia vel duorum vel trium sindicorum.

51. Item volumus, quod si quis tabernarius deprehensus fuerit minus legitime mensurare, propter hoc venditio vini non impediatur, nisi vinum esset ipsius mensurantis, quod remaneat domino. Et si tabernarius alterius, puniatur ad cognitionem castellani et alicujus predictorum sindicorum.

52. Item, si tabernarius imponat penam alicui sibi solvere nolenti vel tradere pignus antequam exeat de taberna, de his que expendit ibidem et habuit illa vice, et ipse inde exierit sine satisfactione facta, teneatur tabernario ad satisfactionem debiti, et nobis pro banno ad duplum ipsius debiti.

53. Item retinemus nobis, quod quilibet vendens tabernam in dicta villa, solvat nobis semel in anno, pro tabernagio, dimidiam octavam vini tantum.

54. Item volumus et statuimus, quod quicunque carnes suynas in macello vendiderit pro porcinis, vel unas carnes pro alteris, solvat pro banno decem solidos. Qui vero carnes morticinas, vel morbosas, vel aliter vitiosas in ipsa villa vendiderit, solvat pro banno viginti solidos. Et quilibet macellarius teneatur per juramentum suum venditorem hujus-modi accusare. Et generaliter volumus, quod in ipsa villa non vendatur aliqua prava seu vitiosa numata pro bona, et si reperiatur, emendetur et puniatur ad cognitionem castellani et duorum vel trium sindicorum.

55. Item concedimus ipsis burgensibus, quod nullus in diebus fori extra portas ville et infra banna ipsius, aliquid emat quod ad forum apportetur, et qui taliter extra portam diebus fori quicquam emerit, solvat pro banno tres solidos et rem emptam amittat.

56. Item, si quis recedat de foro, qui aliquid de quo debeat leydam vendiderit et leydam deportaverit, solvat pro banno sexaginta solidos, nisi infra unam diem et noctem sequentem ipsam reddiderit.

57. Item statuimus, quod qui de die domum vicini sui in villa mali-

tiose fregerit, solvat pro banno sexaginta solidos, si de nocte, decem libras, et si non est solvendo, aliter puniatur de corpore.

58. Item, si aliquis conjugatus repertus fuerit in ipsa villa in adulterio per nuntium nostrum et duos probos homines de villa simul, solvat pro banno sexaginta solidos. Si reperiatur in lecto nudus cum nuda, vel si per nuntium nostrum inhibitum fuerit viro vel mulieri coram duobus testibus ne cohabitent soli simul, et post inhibitionem reperiantur a nuntio nostro et duobus probis hominibus de villa soli in domo, hostiis clausis, non conjugatus autem, pro tali commisso nihil solvat. Pro stupro vero et incestu, solvat pro banno sexaginta solidos.

59. Item statuimus et volumus, quod burgenses et iurati dicte ville teneantur sequi nos et ire pro nobis in caualcatam, cum expensis suis propriis, per unam diem et unam noctem, ex inde in antea teneamur eis prouidere in expensis, post requisitionem ab ipsis nobis factam, vel gentibus nostris qui preessent in dicta caualcata pro nobis.

60. Item, burgenses et iurati ipsius ville libere possint emere vel vendere domos suas et casalia sua quibuscumque voluerint, et a venditore debemus habere unam octavam vini pro qualibet domo vel casali, et si volumus per quindecim dies, postquam nobis vel nuntio nostro fuerit venditio nuntiata, et non ultra, poterimus ipsam domum venditam seu casale pro eodem pretio rehemere.

61. Item, quilibet burgensis potest dare et legare domum suam seu casale cuicumque voluerit.

62. Item, si aliquis burgensis inscienter emerit in foro publico rem furtivam de homine non suspecto, et dominus rei venerit et probaverit esse suam, burgensis suum pretium non amittat, sed illud solvat ille qui rem ipsam suam rehabere voluerit, antequam sibi reddatur.

63. Item volumus et statuimus, quod quilibet burgensis possit libere testari, codicillari, donare causa mortis, et ejus ultima voluntas firmiter observetur, exceptis usurariis manifestis quorum mobilia sunt in misericordia nostra, immobilia autem ad heredes suos proximiores remaneant. Si vero burgensis intestatus decesserit sine liberis, vel nepotibus, vel aliis proximis usque ad quartum gradum, nos ei succedemus, et bona ipsius defuncti ponentur per castellanum nostrum in manu alicujus probi hominis burgensis, qui per consilium castellani et quatuor sindicorum emendet clamorem ipsius defuncti usque ad valorem bonorum ejusdem, et si aliquid residuum fuerit, ponatur in sustentatione pontium et viarum.

Uxor vero superstes ipsius defuncti, dote et dotalicio quod ei datur secundum usum patrie, sit contenta.

64. Item, si aliquis peregrinus, extraneus, vel viator moriatur in ipsa villa, nos debemus per annum et diem bona facere custodiri per castellanum nostrum et unum vel duos de predictis sindicis, et si infra annum et diem venerit aliquis et probaverit bona ipsius defuncti ad se pertinere, restituantur bona ipsius defuncti, expensis factis in exequiis ejusdem primo deductis. Si vero infra predictum tempus nullus veniret, medietas dictorum bonorum sit nostra et alia medietas ponatur in sustentatione pontium et viarium ipsius ville.

65 Item volumus, quod tutele et cure a nobis et a nostris judicibus gratis concedantur et confirmentur, excepto sigillo et scriptura pro quibus, a tercentum libris infra, leventur decem solidi, et a tercentum libris supra, quantumcunque excedant, tantum modo viginti solidi.

66. Item statuimus, quod non possimus facere metere, vel permittere infra terminos predictos ad opus equorum nostrorum vel aliorum animalium herbas pratorum, nec capere fena vel paleas, fructus arborum vel vinearum, vel camporum, sine voluntate spontanea ejus cujus erunt.

67. Statuimus et ordinamus, quod si animalia aliena bladum, ortum, vineam seu pratum, dum sunt ibi herbe vel fructus aliqui, intraverint et ibi reperta fuerint, solvatur bannum pro predictis animalibus ut sequitur, videlicet de die, pro bove, vacha, roncino seu roncina, pro quolibet duodecim denarios, pro porco et capra pro quolibet quatuor denarios, pro singulis ovibus obolum. De quibus omnibus percipit missilarius tertiam partem si ipsas bestias caperit, aut ille qui illas ceperit. De nocte vero, si custodiantur bestie scienter in predictis dampnis, nobis solvantur pro banno sexaginta solidi, et missilarius, aut ille qui ipsas capiet, jus suum percipiat prout consuevit. Et si de die quis intraverit vineam, ortum, viridarium seu pratum alterius, occasione dampni dandi, solvat pro banno tres solidos, et de nocte vero sexaginta solidos, et de dampno dato a sic intrante et a bestiis seu animalibus supradictis, fiat emenda congrua dampni passi.

68. Item de causis quas in ipsa villa vel mandamento eius coram curia nostra contigerit ventilari, pro expensis ipsius cause, pro qualibet libra quantitatis vel extimationis rei petite, leventur duodecim denarii, et solvantur a condempnato. Et si causa per compensationem decisa fuerit, quilibet solvat medietatem, scilicet actor et reus. Ante vero litem contestatam, si causa ultra non processerit, de debitis vel aliis rebus sine

libello concessis, sex denarii, pro qualibet libra quantitatis vel extimationis rei petite coram curia nostra, nobis tantummodo solvantur. Si coram castellano nostro, pro omni summa questionis solvantur sex denarii pro clama tantummodo. Tandem si aliquis de predictis pro diversis excessibus, quos pecunialiter duxerit nostra curia condempnandos, reperietur esse non solvendos, corporaliter vel aliter ad arbitrium ipsius curie condempnetur.

69. Item statuimus, quod patre vel matre, vel fratribus maritantibus filiam vel filias suas, ipse sint contente de dotibus sibi a patri vel matre vel fratribus assignatis vel assignandis, et nichil aliud possint petere in bonis paternis vel maternis, nisi quod pater vellet eis conferre in sua ultima voluntate.

70. Item, si pater habet unum filium, vel filias, vel filiam que non sint maritate, et pater moritur intestatus, bona et res patris ad ipsos perveniant equis portionibus dividenda.

71. Item statuimus quod, quilibet faciens panem ad vendendum, possit lucrari tantum modo in qualibet octana tres denarios, deductis expensis et labore. Et si secus aliquid fecerit, panis ille per castellanum et aliquem de dictis sindicis, mendicantibus erogetur, facta prius extimatione dicti panis et lucri per ipsum castellanum et aliquem sindicorum.

72. Item statuimus quod bestie bouine possint excoriari intra villam, dum tamen excorians ipsas seu alias bestias non ponat stercora in publico vel vico, sed extra villam, vel in domo sua, alioquin soluat pro banno duodecim solidos.

73. Item concedimus dictis burgensibus et iuratis, quod ipsi possint libere emere miniatas quascumque per totam terram nostram et portare apud Lullin, et ita quod nullus possit adhoc ipsos prohibere.

74. Item statuimus et concedimus dictis burgensibus et iuratis quod nullus possit vendere intra dictam villam, videlicet panem, vinum, et caseum, et ferrum, nisi fuerit burgensis vel iuratus.

75. Item volumus et tenemur claudere dictam villam seu burgum in principio confectionis ipsius follatis et muro, et ex tunc habitatores dicte ville seu burgi teneantur ad sustentationem et refectionem ipsius clausure.

76. Item concedimus nobilibus habitantibus in dicta villa quod non teneantur soluere gaytam et debemus eis prouidere in expensis dum erunt in caualcata sicut aliis nobilibus terre nostre.

77. Item concedimus dictis burgensibus et iuratis, quod de quolibet

sextario vini vendito in dicta villa et intra terminos predictos capiant unum quaredunum vini ad opus communitatis dicte ville, et parue mensure de tanto minuentur.

78. Item, istud nec non et totam ordinationem hostalagiorum seu recipientium hospites, et eisdem hospitibus vendentium in dicta villa, expeditionem, factionem viarum, carreriarum, platearum fori ipsius ville et limitationem casalium et hortorum atque publicorum locorum eiusdem, et omnem declarationem, atque onera vel negotia inquillini ipsius ville, et omnes habentes domos intra dictam villam teneantur predicta que superius contenta sunt.

79. Item, receptionem juramentorum eorum qui ipsam villam jurabunt de cetero et omnem declarationem huius franchesie, si aliqua ambiguitas forte in ea vel in aliqua sui parte de cetero oriatur, ordinationi et industrie castellani nostri ipsius ville et dictorum quatuor sindicorum committimus, relinquimus atque concedimus, et quod possint omne illud ordinare et executioni mandare pro nobis et nomine nostro quod emergerit in ipsa villa et intra terminos ipsius, ordinando, et executioni mandando predicta que continentur in franchesia.

80. Item concedimus dictis burgensibus et iuratis, quod ipsi possint manutenere dictam franchesiam et ea que in ipsa continentur sine pena. Et si forte contingeret quod aliquis faceret eis aliquam iniuriam intra dictos terminos, verberando vel pugnando ipsos, quod ipsi possint auctoritate sua, sine aliqua pena, pignorare iniuriantes eisdem burgensibus et iuratis.

81. Retinemus autem nobis, in dicta villa et intra terminos ipsius, omne dominium, juridictionem, merum et mixtum imperium, coertionem, banna, justicias.

82. Item quidquid permittimus, promittimus, donamus, cedimus, concedimus, retinemus, statuimus atque relinquimus in eadem franchisia, illud omnino facimus non solum pro nobis qui ad presens sumus maior viginti annis, et ad opus nostri, sed nomine et ad opus heredum ac successorum nostrorum, titulo uniuersali vel singulari, et ex ipsorum causa, tam in dicta villa et mandamento ipsius.

Et hec omnia supradicta et singula, per iuramentum nostrum a nobis supra sancta Dei Euangelia corporaliter prestitum, promittimus per stipulationem ipsis burgensibus et iuratis ex nunc in antea attendere, firmiter obseruare, et instrumentum facientes fieri hoc pactum ville et astringentes nos adhoc et ipsam villam, ipsis burgensibus et iuratis. Mandantes

et precipientes tenore presentium omnibus officialibus nostris, vassalibus, Judicibus, Castellanis qui nunc sunt vel qui pro tempore fuerint, quatenus ipsi, tam per se quam eorum familiares, faciant omnia predicta firmiter observari.

In cuius rei testimonium nos prefatus Hugo, dominus terre fucigniaci, sigillum nostrum grossum et paruum, unacum sigillo cárissime socie nostre domine Marie, presentibus duximus apponenda, in robur et testimonium veritatis.

Actum apud Marcossey, die Sabbati ante festum assumptionis Beate virginis, anno Domini millesimo tercentesimo decimo.

BONNE.

(Copie communiq. par M. le marquis Léon Costa de Beauregard.)

14 Août 1310.

Libertés, franchises et immunités accordées aux habitants du château et du bourg de Bonne, par Hugues Dauphin, seigneur de Faucigny, et Marie-Catherine de Savoie, sa femme.

Nos Hugo Dalphinus, dominus Fucigniaci, subjectorum nostrorum et hominum commodum affectantes, habita plena deliberatione cum consiliaris nostris, pro nobis nostrisque successoribus universis tam singularibus quam universalibus, damus, cedimus et concedimus, ex nunc in perpetuum, libere, in feudum et in augmentum feudi, plenam libertatem et immunitatem et franchesiam, sine tributo irrationabili, omnibus hominibus utriusque sexus, cujuscunque conditionis existant, presentibus, recipientibus et stipulantibus pro se et eorum successoribus, nunc et in posterum habitantibus et habitaturis in castro nostro et burgo Bone et mandamento eorum castri et burgi infra terminos infra scriptos et etiam juratis singulis ipsius castri et burgi, secundum quod inferius continetur.

1. In primis, terminos dicti castri seu burgi et ville statuimus a Nanto de Aery usque ad dictam villam de Bona, a parte superiori usque ad viam per

quam itur a ponte de Vaux versus Jufflier, et a parte australi a pendentibus supra Menogiam usque ad villam de Bona, et a parte boreo usque ad nigram combam descendentem per de subtus Millier usque ad Nantum de Aery.

2. Item damus et concedimus dictis burgensibus utriusque sexus, quod possint uti ex nunc in perpetuum de Joriis nostris, videlicet de la Glapaz et de Carementrant, infra mandamentum de Bona et de Lullin, ad edificandum domos suas, et specialiter damus et concedimus eis montem supra Planey, prout Catharina, domina nostra, quondam dedit eis dictum montem, prout in litteris inde confectis continetur, salvo jure alterius, ita quod dictum montem, vel aliquam partem de cetero non possemus albergare, infeudare, nec aliquo alio modo albergare, propter quod amitterent in aliquo usum suum.

3. Item volumus, quod habitantes dicte ville de nemoribus et pascuis utantur de cetero, prout consueverunt, ita quod ipsi nec eorum animalia in hoc conturbentur vel inquietentur.

4. Item volumus, quod die dominica post festum beati Petri ad vincula quolibet anno de cetero, a burgensibus qui tunc residentes fuerint in ipsa villa, quatuor probi homines syndici eligantur. Quibus electis ipsi presententur castellano ipsius ville per burgenses. Et si ipsa die non possint fieri, alia die sequenti fiant, et sic deinceps donec eligantur, et presententur ut supra. Anno vero revoluto, si dicti sindici boni et necessarii dicte ville videantur ab ipsis burgensibus, confirmentur persequenti anno sindici, et castellano presententur. Si vero aliquis ipsorum sindicorum ab ipsis burgensibus non videatur bonus et necessarius dicte ville, in predicta die dominica renoveatur ab ipsis burgensibus, et alius loco ipsius eligatur et substituatur ab ipsis burgensibus, et castellano presentetur.

5. Qui sindici electi concorditer ab ipsis burgensibus, vel per majorem partem ipsorum, volumus quod levas factas et omnia quecunque sunt alia negotia tangentia dictam villam et juratos dicte ville, nec non et dominum, dictam franchesiam faciant et constituant, recuperent et ordinent de consilio Castellani in his que tangent dominum solum, et quam cito constituentur et fient ipsi sindici, coram burgensibus electoribus eorumdem jurent super Sancta Dei evangelia se dictum officium bene et fideliter procurare et exercere quamdiu erunt sindici. Et ipsi pro onere seu executione dicti officii, dum erunt sindici, debent esse immunes a cavalcatis, levis et complentis factis tempore officii sui.

6. De consilio vero dictorum quatuor sindicorum ponatur unus Porterius et unus Cridator vini in villa.

7. Qui Porterius jurabit coram ipsis sindicis et castellano se bene et fideliter facere et exercere officium porterii dicte ville. Et si forte bene se non haberet dictus Porterius, removeretur a dicto officio, et alius loco ipsius subrogaretur per dictos quatuor sindicos de consilio Castellani. Item Porterius ipse debet custodire villam, portas fermare et ipsas custodire de die, et nocte tempore guerre. Item debet officium suspensionis vel mutilationis membrorum adhoc damnatorum exequi, et suspensorum robas habere. Item debet ponere gaytas et excubias, et qualibet nocte qua ponentur excubie predicte tempore guerre, primum circuitum debet cum excubiis facere per villam, et gaytas semel in nocte, si necesse est, evigilare, et unum denarium pro labore suo pro una excubia percipere. Item debet vadiare per villam ad mandatum sindicorum et Castellani et stare mandato ipsorum. Et pro officio ipsius porterie exercendo, debet ipse porterius percipere a quolibet burgensi, vel morante in villa, et in ea panem coquente, anno quolibet in vigilia nativitatis domini, unam mantam panis, vel unum denarium in quolibet festo predicto, si sindici hoc ordinaverunt. Item debet habere de omni preda guerre donum quod maluerit, primum vel ultimum animal.

8. Item Cridator vini debet in villa vina cridare, et pro qualibet cridatione vini debet unum obolum habere.

9. Item ipsi ville et burgensibus utriusque sexus ejusdem ville et omnibus aliis morantibus in eadem assignamus, donamus et concedimus, ex nunc in perpetuum, forum ibidem tenendum et exercendum die mercurii cujuslibet septimane ipsis ex nunc in antea, et nundinas ibidem tenendas, exercendas anno quolibet de cetero, in festo nativitatis beate Marie Virginis, durandas per tres dies continuos et completos. Quibus foris et nundinis, leydam debemus percipere secundum bonos mores prout consuetum est usque nunc. Burgenses et Jurati dicte ville ad aliquam leydam non tenentur. In dicta villa, de quolibet autem tenente stallum in domo fori, vel in platea fori, die mercurii vel nundinarum, unum denarium debemus tantum percipere pro quolibet stallo.

10. Item volumus et concedimus, quod omnes venientes ad forum seu nundinas dicte ville sint salvi et securi eundo, morando, recedendo, et ipsos cum rebus suis, quas secum ducent vel portabunt per totam terram nostram, in nostro recepimus salvo guidagio et conductu.

11. Item volumus, quod omnes vendentes et ementes die mercurii vel nundinarum, in domo fori vendant vel in aliis locis per Castellanum nostrum et dictos quatuor sindicos ad hec vendendum deputatis, dum

tamen sit in Burgo superiori, alioquin quod vendetur extra a non burgense in nostra sit manu.

12. Item volumus, quod vendentes et ementes in dicta villa utantur mensura bladi consueta, ita tamen quod duo quarti avene, unus rasus et unus cumulus, ad unum bichetum reducantur. Qui quartus et alia mensura bladi scindatur et signetur a Castellano et dictis sindicis.

13. Item volumus, quod utantur pannorum ulna et telarum et pondere rerum vendibilium in minuto et grosso, quibus usi sunt usque nunc.

14. Item quod infra mandamentum dicte ville utantur mensura vini qua usi sunt usque nunc.

15. Item debemus percipere linguas bestiarum bovinarum interfectarum ad opus macelli prout est consuetum. Item pignora que vendentur diebus fori vel nundinarum, seu in crastino usque ad meridiem, non amittantur usque ad octo dies.

16. Item furnos et molendina habere volumus et retinemus infra villam et terminos supradictos, prout ibi habere consuevimus usque nunc, salvis expensis sumptibus fornerii et lignorum et decoctionis panis ad que non tenemur. De bladis vero molutis in dictis molendinis, partem tricesimam, prout extitim consuetum. Et illa vero mensura cum qua levabitur dicta tricesima pars, scindatur et signetur a dictis castellano et sindicis.

17. Item retinemus nobis domum fori et macelli.

18. Item volumus, statuimus atque concedimus burgensibus dicte ville, quod quilibet Castellanus et mistralis quam cito in castro predicto et dicta villa factus fuerit, juret super sancta Dei evangelia antequam utatur officio Castellanie, coram dictis quatuor sindicis, se tenere et servare et facere servare pro viribus suis, interim dum erit Castellanus, hanc supradictam et infra scriptam franchesiam, et singulos articulos ipsius, et hoc jurent illi qui pro ipso officium castellanie exercebunt. Alias autem dicti Burgenses et Jurati ultra octo dies eidem Castellano, vel familie sue non tenentur obedire, vel illi qui locum exercebit.

19. Item volumus, statuimus et concedimus, quod omnes homines habitantes et habitaturi in dicta villa, et Jurati de Bona infra dictos terminos, immunes existent ab omni tallia, tenta, complenta et ab omni alia exactione qualibet, et ab omni opere, servitio, corvata, charreagio, feno, palea, que dare vel facere dicti burgenses de cetero nullatenus teneantur.

20. Item statuimus, volumus et ordinamus, quod si aliquis de dicta

villa Bone, infra ipsam villam, seu infra terminos ipsius ville supradictos, cutellum, ensem, lapidem vel aliud gladium contra aliquem ipsius ville, causa offendendi vel injuriandi, extraxerit, levaverit vel projecerit, et illum non percusserit, quindecim solidos pro bampno nostre curie solvat et injuria passo emendetur, ad cognitiones curie nostre de consilio duorum vel trium sindicorum. Extraneus vero triginta solidos solvat pro tali excessu. Si vero aliquis de predicta villa contra aliquem extraneum hoc fecerit, pro bampno solvat septem solidos.

21. Si aliquis vero de dicta villa gladio percusserit aliquem, si vulnus lethale non fecerit, vel membrum abscissum vel inutile factum non fecerit, pro bampno solvat triginta solidos. De extraneo vero solvat quindecim solidos. Extraneus vero in tali causa solvat sexaginta solidos. Si autem membrum abscissum vel inutile factum fecerit, solvat pro bampno decem libras. Pro extraneo autem centum solidos. Extraneus vero pro tali excessu commisso solvat pro bampno viginti libras. Et in predictis omnibus et singulis fiat emenda congrua dampnum et injuriam passo. Si vero aliquis infra dictos terminos vulnus lethale fecerit, secundum leges et jura pugniatur.

22. Item si aliquis pugno, palma seu pede, aliquem percusserit et inde sanguinem effuderit et faciem non defformaverit, vel aliud deterius non fecerit, dum tamen percussus non moriatur, solvat percutiens pro bampno septem solidos. Si vero percussus inde moriatur, secundum leges et jura pugniatur. Si quis vero aliquem percutiat pugno, palma seu pede, et inde sanguinem non effuderit, solvat pro bampno quinque solidos. In omnibus predictis fiat emenda congrua injuriam passo, ad cognitionem Castellani et alicujus de quatuor sindicis.

23. Item si aliquis vel aliqua pauper injuriam vel contumeliam dixerit vel fecerit alicui, pro quo bampno debeat et non sit solvendum, tunc de corpore ad arbitrium castellani et alicujus sindicorum.

24. Item statuimus, quod mulier commitens bampnum, non teneatur nisi ad medietatem bampni.

25. Item statuimus quod in villa et infra terminos supradictos nemo capiatur nisi fuerit latro, proditor vel homicida, vel hereticus, vel ville seu domi malefactor, sine judiciis et cause cognitione, dum tamen cavere velit.

26. Item concedimus dictis Burgensibus et Juratis dicte ville, quod si contingerit aliquem nobilem vel innobilem extraneum injuriare dictis burgensibus et Juratis infra terminos predictos, quod ipsi possint

auctoritate propria, si voluerint, capere dictum injuriantem et detinere et reddere curie, ita quod curia ipsum seu ipsos detineat, quousque dicta injuria sit emendata. Si forte ille se vindicaret, ipsi possint eum percutere sine aliqua pena erga Dominum, dum tamen non lederetur.

27. Item volumus quod si dictus Castellanus, vel ejus nuncius, seu quicumque alius fecerit aliquam sesinam de rebus et bonis Burgensium et Juratorum dicte ville, quod prestita idonea cautione a dicto Burgense vel Jurato dicte res desesirentur.

28. Item concedimus dictis Burgensibus et Juratis, quod Castellanus seu aliquis officialis noster, non possit nec debeat res dictorum burgensium seu juratorum capere, seu capi facere, in domo dictorum burgensium et juratorum vel extra, sine consensu et voluntate ipsorum burgensium et juratorum.

29. Item concedimus dictis Burgensibus et Juratis dicte ville, quod dicti sindici, de consilio Castellani dicte ville, possint ordinare super vindemiis possessionum quas habent in mandamento de Monthoux et Pontis-Buringiis, videlicet a Burlier et a Lossier et a Nangier citra vel versus Bonam, et ordinatio ipsorum servetur per Castellanos de Monthoux et Pontis-Buringii et per homines dictorum locorum.

30. Item diem fori et locum fori et nundinarum, prout superius dicitur, in dicta villa observari volumus.

31. Item concedimus dictis Burgensibus et Juratis, quod ipsi possint transire per sanctum Jorium cum rebus suis et cum animalibus oneratis vel non oneratis, eundo, redeundo apud Certous et apud Clusas et apud Salanchiam.

32. Item statuimus, quod quicumque per annum et diem usagia dicte ville fecerit, sit franchus et omnem istam franchesiam et libertatem plene habeat.

33. Item volumus et concedimus, quod qui falsas mensuras, vel falsa pondera, aut ulnam falsam habere repertus fuerit, videlicet vini, olei, salis, panni, tele, cere et aliorum que venduntur ad minutum, solvat pro banno quindecim solidos. Si vero alias falsas mensuras repertus habere fuerit scienter, cum quibus venditur ad grossum, solvat pro bampno sexaginta solidos. Si vero inveniatur habere duas mensuras aut ulnas, unam magnam ad quam emat, et aliam parvam ad quam vendat, solvat *pro* bampno sexaginta solidos.

34. Item ordinamus et concedimus et promittimus bona fide, *omnes* homines nostros et alienos, nunc et in posterum habitantes et habitaturos

ibidem, cum bonis et rebus eorum, ex quo alieni fidelitatem et juramentum ville fecerunt, que quilibet tenetur facere et per annum moram ibidem fecerit, defendere, manutenere et servare ab omnibus et contra omnes, et eos cum bonis et rebus et bonis suis in nostra recepimus garda, guidagio et conductu, tanquam nostros ligios et fideles.

35. Item volumus, quod quicumque habitantium in dicta villa recepit, sive tempore pacis, sive tempore guerre, aliquid, auctoritate propria possit reddere deponenti, vel ejus mandato, et quandocumque sibi placuerit, sine aliquo impedimento.

36. Item statuimus et concedimus, quod si contingeret quod aliquis habitantium dicte ville ad alium locum, vel ad partes alias, se et sua transferre voluerit, nos et ipsum cum rebus et bonis suis debemus guidare et servare, pro posso nostro, per unum diem et unam noctem.

37. Item concedimus ipsis nostris Burgensibus et Juratis dicte ville, quod sine laude et consensu et requisitione nostra possint res et possessiones infra terminos predictos alienare seu vendere, dum tamen res transeat cum onere suo, et inde habeamus duodecimum et decimum tertium denarium.

38. Statuimus et volumus, quod non possimus per nos, vel per alium, inquirere contra aliquem habitatorem dicte ville sine consensu et presentia duorum vel trium dictorum sindicorum.

39. Item statuimus, quod si quis auctoritate propria aliquem pignoraverit, solvat pro bampno quindecim solidos.

40. Item statuimus, quod nullus possessione sua privetur vel spolietur sine cause cognitione.

41. Item, retinemus autem thesas casalium dicte ville prout consuetum est, pro qualibet quarum, debemus percipere duos denarios

42. Item, quilibet sutor Burgensis debet nobis singulis annis, in quolibet festo beati Andree unum par sotularium, hoc salvo quod dictus sutor prius eligat et levet duo paria sotularium in manibus. De aliis levet noster nuncius illud par quod voluerit.

43. Item retinemus nobis in dicta villa bampnum vini annis singulis, mensis Maii, et quod dictum bampnum non possemus augmentare, vel vinum nostrum carius vendere in dicto mense, nisi duos denarios in qualibet octava plusquam venderetur mense precedenti, et quod vendamus vinum franchium et sapidum. Aliter quilibet possit vendere vinum suum sine pena ad tabernam. Durante vero bampno, possit vendere quilibet vinum suum ad grossum. Et si durante dicto bampno reperiretur

quis vinum suum vendere in minuto, dum venderemus vinum franchium et sapidum, solvat pro bampno sexaginta solidos. Item, predicto bampno non durante, quilibet burgensis vendat vinum suum semper secundum magis vel minus quod sibi placuerit, alias non.

44. Item volumus, quod nullus possit vendere vinum suum ad minutum infra dictam villam, nisi sit Burgensis vel Juratus, nisi de licentia duorum vel trium sindicorum.

45. Item volumus, quod si quis tabernarius deprehensus fuerit minus legitime mensurare, propter hoc venditio vini non impediatur, nisi vinum esset ipsius mensurantis, quod remaneret domino. Et si tabernarius alterius, puniatur ad cognitionem Castellani et alicujus predictorum sindicorum.

46. Item si tabernarius imponat penam alicui sibi solvere nolenti, vel tradere pignus antequam exeat de taberna, de his que expendit ibidem et habuerit illa vice, credatur usque ad quinque solidos, si sit persona idonea, et ipse inde exierit sine satisfactione facta, teneatur tabernario ad satisfactionem debiti, et nobis pro bampno ad duplum ipsius debiti.

47. Item retinemus nobis, quod quilibet vendens tabernam in dicta villa, solvat nobis semel in anno, pro tabernagio, unam octavam vini tantum.

48. Item volumus et statuimus, quod quicumque carnes suinas in macello vendiderit pro porcinis, vel unas carnes pro alteris, solvat pro bampno decem solidos. Qui vero carnes morticinas vel morbosas, vel aliter vitiosas in ipsa villa vendiderit, solvat pro bampno viginti solidos. Et quilibet macellarius teneatur per juramentum suum venditores hujus modi accusare. Et generaliter volumus, quod in ipsa non vendatur aliqua prava seu vitiosa numata pro bona, et si reperiretur, emendetur et punietur ad cognitionem dicti Castellani et duorum vel trium sindicorum.

49. Item concedimus dictis Burgensibus, quod nullus in diebus fori vel nundinarum extra portas ville burgi superioris antiqui et infra bampna ipsius, aliquid emat quod ad forum vel nundinas apportetur, et quod taliter, extra portam in diebus fori vel nundinarum, quicumque emerit, solvat pro bampno tres solidos et rem emptam quittat. Et si quis recedat de foro vel nundinis qui aliquid de quo debet leydam vendiderit et leydam asportaverit, solvat pro bampno sexaginta solidos, nisi infra unam diem et noctem sequentem reddiderit.

50. Item statuimus, quod qui de die domum vicini sui in villa mali-

tiose fregerit, solvat pro bampno sexaginta solidos, et si de nocte, decem libras, et si non est solvendum, aliter puniatur in corpore.

51. Item si aliquis conjugatus repertus fuerit in ipsa villa in adulterio per nuncium nostrum et duos probos homines de villa, simul, solvat pro bampno sexaginta solidos. Si reperiatur in lecto nudus cum nuda, vel si per nuncium nostrum inhibitum fuerit viro vel mulieri coram duobus testibus ne cohabitent soli simul, et post inhibitionem reperiantur a nuncio et duobus probis hominibus de villa soli in domo, ostiis clausis, non conjugati autem, pro tali commisso nihil solvant. Pro stupro et incestu solvat pro bampno sexaginta solidos.

52. Item statuimus et volumus, quod Burgenses et Jurati dicte ville teneantur sequi nos et ire pro nobis in cavalcatam cum expensis suis propriis per duos dies et duas noctes, ex tunc in antea teneamur eis providere in expensis, post requisitionem ab ipsis nobis factam vel gentibus nostris qui preessent in dicta cavalcata pro nobis.

53. Item, Burgenses et Jurati ipsius ville libere possunt emere vel vendere domos suas et casalia sua quibuscumque voluerint, et a venditore debemus habere unam octanam vini, prout consuetum est in dicta villa Bone, pro qualibet domo vendita seu casali. Et si voluerimus infra quindecim dies postquam nobis vel nuncio nostro fuerit venditio nunciata, et non ultra, poterimus ipsam domum venditam seu casale pro eodem pretio retinere.

54. Item concedimus eis, quod ipsi possint ducere merces quas ement apud Bonam-villam vel alibi, per Ararin infra, sine impedimento aliquo.

55. Item, si quis Burgensis et Juratus inscienter emerit in foro publico rem furtivam de homine non suspecto, et dominus rei venierit, et eam probaverit esse suam, Burgensis et Juratus suum pretium non amittat, sed ille solvat qui rem ipsam habere voluerit, antequam sibi reddatur.

56. Item volumus et statuimus, quod quilibet Burgensis et Juratus possit testari, codicillari libere, et donare causa mortis, et ejus ultima voluntas firmiter observetur et nulla sesina ibi fiat, exceptis usurariis publicis et manifestis, quorum mobilia sunt in misericordia nostra, immobilia autem ad heredes suos et proximiores remaneant.

57. Si vero Burgensis et Juratus decesserit sine liberis vel nepotibus vel aliis proximis usque ad quartum gradum, nos ei succedemus. Aliter autem liberi, vel nepotes, vel proximi ejus usque ad quartum gradum

eidem succedant. Et bona ipsius defuncti quando nos eidem succedemus, ponantur per castellanum nostrum in manu alicujus probi hominis, burgensis vel jurati, qui per consilium Castellani loci et quatuor sindicorum emendet clamores ipsius defuncti usque ad bonorum ejus valorem et si aliquid residuum fuerit, ponatur in sustentatione pontium Menogie et viarum dicte ville. Uxor vero superstes dicti defuncti, dote et dotalitio quod eidem datur secundum usum patrie, sit contenta.

58. Item, si aliquis peregrinus extraneus, vel viator moriatur in ipsa villa, nos debemus per annum et diem bona ipsius facere custodire per castellanum nostrum et unum vel duos de predictis sindicis. Et si infra annum et diem venierit aliquis et probaverit bona dicti defuncti ad se pertinere, restituantur eidem bona dicti defuncti. Et si vero infra predictum tempus nullus venierit, medietas dictorum bonorum sit nostra et alia medietas ponatur in substentatione dictorum pontium et viarum dicte ville.

59. Item volumus, quod tutele et cure a nobis et nostris judicibus gratis concedantur et confirmentur, excepto sigillo et scriptura pro quibus, a tercentis libris infra, leventur decem solidi, et a tercentis libris superius, quantumcunque excedant, tantummodo viginti solidi.

60. Item statuimus, quod non possemus facere meti vel permittere infra terminos predictos ad opus equorum nostrorum vel aliorum animalium, herbas pratorum, nec capere fena vel paleas, arborum fructus, vinearum vel camporum, sine voluntate spontanea cujus erunt.

61. Item statuimus et ordinamus, quod si animalia aliena, bladum, hortum, vineam seu pratum, dum sunt ibi herbe vel fructus alicujus, intraverint et ibi reperta fuerint, solvatur pro bampno pro predictis animalibus, ut sequitur : videlicet de die, pro bove, vacha et roncino seu roncina, pro quolibet duodecim denarios; pro porco et capra, pro quolibet quatuor denarios; pro singulis ovibus obolum. De quibus omnibus percipiat messilliarius tertiam partem si ipsas bestias, vel quilibet alter ipsas repererit; de nocte, si vero custodiantur bestie scienter in predictis dampnis, nobis solvantur pro bampno sexaginta solidi et messelliarius jus suum percipiat prout consuetum est. Si aliquis intraverit de die vineam, hortum, vel viridarium seu pratum, alterius, occasione dampni dandi, solvat pro bampno tres solidos, et de nocte vero sexaginta solidos, et de dampno dando ab intrante et a bestiis seu animalibus predictis fiat emenda congrua dampnum passo.

62. Item volumus, quod Burgenses et Jurati ipsius ville possint clau-

dere auctoritate propria sua, ostia domorum suarum quas locaverint, nisi inquilini satisfecerint de mercede, seu pensione ipsarum, nec non res ipsorum inquilinorum infra domum eis locatam retinere pro mercede seu pensione predictis.

63. Item, de causis, que in ipsa villa vel mandamento ejus coram curia nostra vel judice nostro contingerit ventillari, pro expensis ipsius curie leventur date et sigille, et hec solvantur a reo et actore prout consuetum est. Et si coram nostro castellano ventiletur aliqua causa, solvantur clame prout consuetum est, videlicet ab illo qui culpabilis erit. Sique aliqui de predictis, quos pecunialiter pro diversis excessibus duxerit curia nostra condemnandos, reperiantur esse non solvendos, corporali vel aliter ad arbitrium curie pugniantur.

64. Item statuimus, quod patre vel matre vel fratribus maritantibus filiam vel filias, ipsa vel ipse sint contente de dote vel dotibus sibi a patre vel matre vel fratribus assignatis seu assignandis, et nihil aliud possint petere in bonis paternis vel maternis, nisi quod pater vellet eis conferre in sua ultima voluntate.

65. Item si pater habet unum filium, vel filiam seu filias, que non sint maritate, et pater moritur intestatus, bona et res patris ad ipsos deveniant equis portionibus dividenda.

66. Item statuimus, quod quilibet faciens panem ad vendendum, possit lucrari tantummodo in qualibet octana tres denarios, deductis expensis et labore, et si secus aliquis fecerit, panis ille per castellanum et aliquem de dictis sindicis, mendicantibus erogetur, facta prius examinatione dicti panis et lucri per castellanum et aliquem sindicorum.

67. Et quicumque ex carnificibus habeat fondere sepum, illum fondat extra villam, alioquin solvat pro banno tres solidos.

68. Item statuimus quod bestie bovine possint excoriari infra villam, dum tamen excorians ipsas seu alias bestias non ponat stercora in publico vico, sed extra villam, vel in domo sua, alioquin solvat pro bampno duodecim denarios.

69. Item concedimus dictis Burgensibus et Juratis, quod ipsi possint libere emere miniatas quascunque per totam terram nostram et portare apud Bonam, itaque nullus possit ad hoc eos prohibere.

70. Ac tamen istud, nec non et totam ordinationem hostaligiorum seu recipientium hospites, et eisdem hospitibus vendentium in dicta villa; item expeditionem et factionem viarum et carreriarum et platearum fori ipsius ville, limitationem casalium ipsius et hortorum atque publicorum locorum

ejusdem; item ad omnem declarationem atque onera vel negotia inquilini ipsius ville, et omnes habentes domos infra dictam villam teneantur preterea que superius contenta sunt.

71. Item receptionem juramentorum eorum qui jurabunt de cetero, item omnem declarationem Franchesie, si aliqua ambiguitas super ea vel in aliqua sui parte de cetero oriatur, ordinationi et industrie Castellani nostri ipsius ville et dictorum quatuor sindicorum conjuncti relinquimus, atque concedimus nunc quod possint omne aliud ordinare et executioni mandare pro nobis et nomine nostro quod emergerit in ipsa villa et infra terminos ipsius ordinandum et exequtioni mandando preterea quod continentur in hac franchesia.

72. Item concedimus dictis Burgensibus et Juratis, quod ipsi possint manutenere dictam franchesiam et ea que continentur in ipsa sine pena, et si forte contingeret quod aliquis faceret eis aliquam injuriam infra dictos terminos, verberando vel pignorando ipsos, quod ipsi possint auctoritate sua, sine aliqua pena, pignorare injuriantes eisdem Burgensibus et Juratis.

73. Retinemus autem nobis, in dicta villa et infra terminos ipsius, omne dominium, jurisdictionem, merum et mixtum imperium, et cohercitionem, et bampna et justitias.

74. Item quidquid permittimus, promittimus, ordinamus, donamus, cedimus, concedimus, retinemus, statuimus atque relinquimus in eadem franchésia, illud omnino facimus non solum pro nobis qui ad presens sumus major viginti annis, et ad opus nostri, sed nomine et ad opus heredum ac successorum nostrorum titulo universali vel singulari, et ex quacumque causa in dicta villa et mandamento ipsius; et ea per juramentum nostrum a nobis super sancta Dei evangelia corporaliter prestitum promittimus per stipulationem ipsorum Burgensium et Juratorum, ex nunc in antea, attendere firmiter et servare, insuper faciendum super hoc pactum reale, et astringentem nos ad hoc, et ipsam villam ipsis Burgensibus et Juratis.

Mandantes et precipientes tenore presentium omnibus officialibus nostris, Ballivis, Judicibus, Castellanis qui nunc sunt, vel qui pro tempore fuerunt hactenus, ipsi tam per se quam per eorum familiares faciant omnia supradicta firmiter observare.

In cujus rei testimonium, sigillum nostrum magnum et parvum presentibus duximus apponendum.

Rogantes et requirentes Illustrem dominam, videlicet dominam Mariam

Catharinam uxorem nostram, ut cum sigillis nostris sigillum suum apponat.

Et nos dicta Maria, ad preces et requisitiones predicti Domini nostri, ad ratificationem omnium premissorum, sigillum nostrum unacum sigillis supradictis presentibus duximus apponendum, in robur et testimonium premissorum.

Et hec omnia supradicta promisit prefatus Dominus et per juramentum suum super sancta Dei evangelia corporaliter prestitum et predicta Domina Maria bona fide, pro se, heredibus et successoribus suis quibuscumque, nobis notariis infrascriptis stipulantibus et recipientibus nomine et ad opus dictorum Burgensium et Juratorum et omnium aliorum quorum interest, intererit, attendere firmiter et servare et in contrarium nullatenus venire.

Hoc fuit actum apud Marcossey, videlicet de prefato Domino in aula nova et de predicta domina Maria in logia ante Cameram suam altam, presentibus testibus ad hec vocatis et rogatis, videlicet domino Roberto Vuagnardo militi, Ansermo Davidis canonico Gebenn. Henrico de Balmis, curato de Ponchier.

Et ego Nicolaus de Montagnier, clericus, auctoritate imperiali publicus notarius, iis omnibus presens fui et hoc instrumentum scripsi, signis meis que michi solitis signavi. Datum locis predictis indictione octava, quatuor decimo tertio Augusti, Anno domini millesimo tercentesimo decimo.

Et ego Jacobus Valterii de Clusis, auctoritate imperiali clericus publicus notarius, Juratusque curie predicti domini Dalphini Domini Fucigniaci, hiis omnibus presens fui et rogatus me subscripsi et hoc instrumentum publicum signis michi consuetis signavi ad majorem firmitatem et testimonium omnium premissorum. Datum et actum indictione, die, anno, loco et coram testibus quibus supra.

Et ego Aymo de Clusis, clericus, auctoritate imperiali publicus notarius hiis omnibus presens fui et rogatus me subscripsi, et hoc publicum instrumentum signavi meo signo consueto, ad majorem firmitatem et testimonium omnium premissorum. Datum et actum indictione et die, anno et loco quibus supra et coram testibus superius nominatis.

Ces franchises ont été confirmées :

1° Par le même Hugues Dauphin, en 1318 ;

2° Par son neveu Humbert Dauphin, baron de Faucigny, le 4 avril 1341 ;

3° Par Janus de Savoie, comte de Genevois et baron de Faucigny, le 14 avril 1464 ;

4° Par Charlotte d'Orléans, duchesse de Nemours et baronne de Faucigny, le 13 décembre 1538.

FÉTERNE.

1322 - 1392.

(Les chartes relatives à Féterne ont été copiées par E. Mallet sur la chron. manuscr. de Prevost. Arch. de Lausanne.)

I

1322, 10 Janvier. — *Lettres-patentes d'Amédée V, comte de Savoie, qui révoque les abergements et aliénations faites depuis vingt-cinq ans par les châtelains de Féterne des pâturages, bois et terrains communaux situés dans la dite châtellenie, et en rend la libre jouissance et administration à la communauté des hommes de cette châtellenie, à charge par eux d'indemniser les abergataires.*

Nos Amedeus Comes Sabaudie, notum facimus . . . . quod universitas nobilium et hominum habitantium in Castellania de Fisterna, ab aqua Ugine inferius, nomine suo et consortium suorum, nobis sua querimonia monstraverunt, quod Ballivi et Castellani nostri qui pro nobis in dicta Castellania actenus rexerunt, pascua et communia, et specialiter nemora de Thuerier, tot diversis personis singularibus albergaverunt et in feodum vel emphiteosim dederunt, quod per hujusmodi transp. . . nem dicta pascua et nemora in speciali sunt adeo occupata, quod dicta universitas pro bestiis suis nutriendis non habet sufficientiam pascuorum, in ipsius communitatis grave prejudicium perpetuum et gravamen, maxime cum in nutrimentis animalium major pars eorum substantie

consistat : petentes a nobis de opportuno remedio. Super quibus diligenti tractatu prehabito, ... requisitionem ipsorum fore consonam rationi, super dictis pascuis et nemoribus jam albergatis et imposterum arbergandis, duximus taliter ordinandum : videlicet quod omnia albergamenta et alienationes, quocumque vocabulo nuncupentur, que de dictis pascuis et nemoribus facte et concesse reperientur per quosvis Ballivos seu alios officiarios, Castellanos quoscunque, in Castellania predicta a viginti et quinque annis citra, ad statum pristinum reducantur, ita quod dicta universitas et communitates eorum, de ipsis pascuis et nemoribus, sicut ante alienationes hujusmodi, uti perpetue valeant et gaudere. Volumus tamen quod dicta universitas et consortes, illis quibus albergamenta et alienationes predicte fuerunt, introgia que inde habuimus pro eisdem, secundum tenorem litterarum eisdem super his concessarum, restituere teneantur. Si etiam in locis predictis albergatis, ipsi albergatores aliquod edificium fecerunt bona fide, volumus quod ad dictum D. Gallesii de Balmaz, dilecti fidelis Ballivi nostri Chablasii et Gebbenn., et Guill^{i}. de Castellione familiaris nostri, recompensatio seu revelatio competens eis fiat. Item concedimus eisdem universitati et consortibus suis, et posteritati eorumdem, pro nobis et heredibus nostris, quod de dictis pascuis sive nemoribus in dicta Castellania, a dicta aqua Ugine inferius, per nos vel per alium, sive quicunque Ballivus, Castellanus vel Officiarius noster, non possimus, nec nobis liceat, aliquid alicui alieni albergare, vel de ipsis nomine seu quomodolibet impedire, sine ipsorum universitatis et consortium speciali consensu; sed de ipsis pascuis et nemoribus et pertinentiis eorum, possint et debeant dicti universitas et consortes uti et gaudere perpetuo et pacifice et quiete, prout ipsorum placuerit voluntati. Pro dictis autem sic concessis, habuimus et recepimus ab eisdem universitate et habitantibus quinquaginta libr. gebenn. per manum predicti in pecunia numerata. Et tenentur dicti universitas et consortes . . . pro supradictis albergationibus antea debebatur super rebus competentibus assignare perpetue : ita quod prout per singulares personas predictis nobis solvebatur, in eadem quantitate nobis perpetue alibi compensetur. Promittentes, etc. . . . . et precipientes . . . Ballivo et Judici nostris Chablasii et Gebenn., Castellanis Aquiani et Fisterne . . . quatenus omnia supradicta inviolabiliter observent . . . In cujus rei testimonium, sigillum . . . Datum apud Aquianum, die lune post Epiphaniam Domini, anno ejusdem m^{o}. ccc^{o}. vigesimo secundo.

II

1392, 28 Juillet. — *Bonne de Bourbon, comtesse de Savoie et tutrice du comte Amédée, confirme aux bourgeois et habitants de Féterne les franchises et priviléges qu'ils peuvent avoir obtenu de ses prédécesseurs, et y ajoute quelques dispositions nouvelles.*

Nos Bona de Borbonio, Comitissa Sabaudie, administratorio nomine, ac tutrix Ill. filii nostri carissimi Amedei Comitis Sabaudie, notum facimus universis tam presentibus quam futuris, quod nos attendentes fidei et probitatis merita quibus dilecti fideles nostri burgenses et incole loci nostri Fisterne apud nos laudabiliter commendantur, nec non obsequia fructuosa que recolende memorie Illustribus Dominis nostris Comitibus Sabaudie et nobis fideliter impenderunt, in quibus constanter perseverare non desinunt, et signanter ad presens in concessione per eos liberaliter nobis facta de octies viginti florenis auri boni ponderis veteribus, pro redemptione officiorum nostrorum et prefati filii nostri Comitis ; cupientes eos favoribus prosequi graciosis, ad ipsorum supplicationem et preces, capitula, libertates et gracias pro nobis et dicto filio nostro Comite ac successoribus ejus imperpetuum, dictis burgensibus seu habitatoribus et incolis, post deliberationem inde habitam, ex certa nostra scientia, administratorio et tutorio nominibus prefati filii nostri Comitis, in libertatis beneficium concedimus et largimur, ut eis mediantibus locus ipse sub nostri favoris suffragio majora semper suscipiat incrementa.

1. Primo, dictis nostris fidelibus et incolis et eorum posteris perpetuo, nominibus quibus supra, ex certa nostra scientia laudamus, emologamus, ratifficamus et etiam confirmamus omnes et singulas eorum libertates, franchesias et privilegia eis dudum indultas et indulta per clare memorie Ill. Dominos nostros carissimos quondam Comites Sabaudie, cujuscunque forme et tenoris existant, juxta ipsorum libertatum et franchesiarum continenciam et effectum, quemadmodum et prout eis hactenus usi consueverunt et gaudere, unacum eorum bonis et antiquis usibus et costumis in loco et Mandamento predictis hactenus observatis.

2. Item, quod ipsi vel aliqui ipsorum, aut etiam successores eorum habitantes in dicto loco et Mandamento et qui ibidem habitabunt imposterum, extra locum et Mandamentum Fisterne evocari, citari, vel extrahi non possint pro aliquo casu seu causa civili, ad postulationem,

mandatum, vel requestam alicujus Castellani nostri Aquiani et loci predicti Fisterne, vel alterius officiarii nostri presentis vel futuri, nec ad alicujus partis instanciam, cum pena vel sine pena, directe vel indirecte, quovis colore quesito, nisi tamen pro facto nostro proprio et prefati filii nostri Comitis et successorum suorum, aut per commissionem a nobis aut dicto filio nostro et ejus successoribus imposterum obtinendam.

3. Item, quod contra ipsos vel ipsorum aliquem, aut eorum successores, ex mero officio Curie nostre formari aut fieri non possit vel debeat aliqualis processus inquisitorius, nisi ad denunciationem partis lese, preterquam in crimine publici homicidii, furti, falsi, lese majestatis, proditionis, et aliorum casuum permissorum a jure. Et si forsan errore vel aliter processus aliqualis formatus fuerit contra ipsos, vel aliquem ipsorum, contra formam nostri presentis statuti, ipse processus sit ipso jure nullus, et nullam vim obtineat sine oppositione vel deffensione in eum quomodolibet facienda.

4. Item, quod quicunque Castellanus dicti loci, in ingressu officii, et presertim Castellanus modernus et quicunque alii Castellani in officio successarij, ad simplicem requisitionem predictorum nostrorum fidelium de Fisterna, jurare teneantur et debeant ad evangelia Dei sancta, quod ipsi franchesias et libertates dictis nostris fidelibus concessas et indultas, tam veteres quam presentes firmiter et inviolabiliter observabunt in singulis earum punctis, articulis et clausulis, juxta ipsarum continentiam et effectum.

Bona fide promittentes nos Comitissa prefata nominibus quibus supra burgensibus, incolis seu habitatoribus loci predicti Fisterne, recipientibus pro se et eorum successoribus, perpetue presentes franchesiarum et libertatum articulos tenere, attendere et inviolabiliter observare perpetue prout superius sunt expressa : presentium tenore mandantes nominibus quibus supra Castellano nostro Aquiani et Fisterne et ceteris Castellanis et officiariis nostris dicti loci presentibus et futuris, vel eorum Locatenentibus, quatenus dictas libertates, franchesias et privilegia in singulis eorum articulis, clausulis atque punctis, dictis nostris fidelibus burgensibus seu habitatoribus dicti loci et eorum posteris, teneant et observent perpetuo et inviolabiliter cum effectu prout superius est expressum. Datum Chamberiaci die vigesima octava Julii A. D. 1392°. — Per Dominum, relatione DD. Montiscoueti, Joh. de Conflens cancellarii, Jac. Championis et A. de Chignino. . . . . — M. de Crose.

THONON.

2 Février 1324.

Edouard, comte de Savoie, confirme les anciennes franchises de Thonon (non indiquées), et y ajoute quelques dispositions nouvelles.

Nos Oddoardus comes . . . . notum facimus . . . .

1. Item burgensibus nostris predictis concedimus imo a predecessoribus nostris concessum et declaramus : ut nullus de burgensibus loci predicti infra limites et terminos eiusdem pro delicto ibidem commisso per castellanos vel familiares nostros capi non possit nec debeat, dummodo paratus fuerit cautionem ydoneam (dare) de stando iuri et cognitione curie nostre super delicto, nisi tale et tantum delictum diceretur commississe ex quo mors vel membrorum mutilatio deberet inferri.

2. Item volumus et eisdem burgensibus concedimus, quod omnes et singuli burgenses et habitantes infra villam predictam, tenentes et habentes pro tempore hospicium sive focum, teneantur ad tuicionem et conservacionem dicte ville et inhabitantium ibidem, et facere seu ministrare gaytias et exchargaytias, prout ordinatio dicti loci successive occurrerit et exigerit, secundum bonos mores loci predicti, exceptis iudeis et lombardis nostris et aliis privilegiatis personis, si et in quantum a nostris vel predecessoribus nostris privilegiati fuerint, vel a iure.

3. Item volumus et eisdem burgensibus nostris concedimus, quod anno quolibet, mense augusti, quod bannum venditionis vini ad nos tantum pertinet in loco predicto, quod predicti burgenses possint in mense predicto in grosso vendere vina sua, et alii emere ab eisdem et inde extrahere, ita tamen quod nullus burgensis dicte ville vel quisquis alius possint vendere ad tabernam vina sua in suburbiis dicte ville et maxime circumcirca ecclesiam beate marie ; excepto etiam quod aliquis vinum in grosso emptum et venditum in dicta villa non possit ad tabernam seu in minuto vendere apud tomisam vel alibi circumquaque dictam villam in loco eque proximo vel proximiori.

4. Item volumus et eisdem concedimus, quod duo ex ipsis qui pro

tempore fuerint in dicto loco sint de cetero liberi et immunes a cavalcatis, exceptis iis qui eques nobis servire tenentur, vel essent habiles et facultates haberent nos eques serviendi, et exceptis quod a defensione terre nostre ipsos nollumus esse immunes.

5. Item volumus et eisdem concedimus, quod quicumque apportaverit vinum infra dictam villam, quod non excreverit infra fines et territorium dicte ville, quod ipse, solvendo pro quolibet modio vini quod ibidem fuerit apportatum quatuor solidos gebennenses syndicis dicte ville ad opus communis eiusdem, ipsum possit vendere ibidem. Alias vero ad ipsum apportandum vel vendendum ibidem minime admittatur. Et hoc singulis annis per preconem publice preconisari et nunciari debet in loco predicto.

Mandantes . . . . . In quorum robur . . . . . Datum in castro nostro chillionis die iovis secunda die mensis februarii, anno a nativitate domini m°. ccc°. xxiiij°.

(Conforme à la publication faite par M. le chev. Cibrario. Mém. Acad. roy. de Turin, t. 36, 2e part., p. 243.)

YVOIRE.

2 Mars 1324.

Edouard, comte de Savoie, confirme les anciennes franchises d'Yvoire (non indiquées), et y ajoute quelques dispositions nouvelles.

Nos Edduardus Comes Sabaudie, notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis, quod, cum homines et habitatores ville nostre de Aquaria nobis humiliter supplicaverint, ut nos eisdem et successoribus eorum concederemus pro nobis et nostris libertates et franchesias quas predecessores nostri burgensibus de Allio concesserunt, nos prefatus Comes, favore benivolo predicte supplicationi annuere volentes, eisdem hominibus et habitatoribus ville predicte de Aquario et eorum successoribus, pro nobis et successoribus nostris, damus et concedimus perpetuo libertates et franchesias infrascriptas.

1. Primo videlicet, quod homines et habitatores ipsius ville de Aquaria ex nunc in antea non teneantur ad solutionem alicujus pedagii de aliqua sua propria mercatura apud Villamnovam et apud sanctum Mauricium Agaunensem.

2. Item, concedimus eisdem forum die mercurii, in qualibet septimana, et nundinas semel in anno, videlicet in festo beati Martini yemalis.

3. Item, propter contractus usurarios seu exercitium usurarium, non debeant bona dictorum burgensium et habitatorum in vita, vel post mortem ipsorum, barrari, inquietari, vel aliquatenus molestari. Remittentes eisdem eschetam, que nobis et nostris competit aut competere poterit in bonis ipsorum ratione usure, et si quid contra factum fuerit, illud volumus non valere.

4. Item, habitans et residens in dicta villa de Aquaria publice per annum et diem absque requisitione alicujus domini, burgensis sit et per burgensem dicte ville ulterius habeatur.

5. Item, si aliquis dictorum burgensium decesserit absque herede legitimo, de suo corpore procreato, ipsi defuncto possint et debeant ab intestato succedere sui proximiores in gradu consanguineitatis usque ad tercium gradum, nisi per ipsum defunctum de bonis suis fuerit aliud ordinatum.

6. Bastardi vero liberos legitimos non habentes, qui in dicta villa Aquarie residentiam continuam fecerint vel facient, habeant et habere debeant ut alii legitimi burgenses de Aquaria factionem liberam testamenti. Liberi vero ipsorum bastardorum superstites legitimi bona eorumdem bastardorum habeant, nisi aliter per dictos bastardos de bonis suis extiterit ordinatum.

7. Item, castellanus dicte ville qui pro tempore fuerit, debet ad requisitionem dictorum burgensium in rebus et possessionibus dicte ville banna ponere et etiam amovere modo quod apud Allium hactenus extitit usitatum.

8. Item, burgenses dicte ville Aquarie habeant et habere debeant liberum arbitrium in territorio et rebus suis missillarios eligendi, et ipsos Castellano nostro dicti loci presentandi, qui ipsos in missillaria confirmet, nisi justa causa suspicionis existat contra eos, in quo casu alios sufficientes eligant ut jurent jura nostra et delinquentes in manu dicti nostri Castellani revelare.

9. Termini vero dicte libertatis seu franchesie protenduntur et dura-

bunt per ducentas teisias circa fossata dicte ville tam per terram quam per aquam.

10. Item, in dicta villa nostra Aquarie habemus et habere perpetuo debemus pro nobis et successoribus nostris, et hoc dicti burgenses nobis perpetuo concesserunt, jura inferius declarata, videlicet corpora et opes latronum et proditorum. Item, pro effusione sanguinis LX solidos gebennenses. Item, qui extraxerit cutellum vel ensem aut aliud gladium ad percutiendum, solvet pro banno LX sol. Item deprehensus in adulterio, LX sol. Item, qui remanserit quando cavalcate domini banientur, LX sol. Item, qui in nundinis ante pronunciationem aliquid emerit vel vendiderit, si totum precium fuerit solutum, emptor et venditor debebunt LX sol.

11. Item, in dicta villa nostra retinemus bannum vini, quolibet anno per XV dies in introitu mensis maii, in quibus XV diebus, si quis vinum vendiderit ibidem sine nostra vel Castellani nostri licentia, solvet LX sol.

12. Item, qui vendiderit pannos tinctos aut merceriam in dictis nundinis vel in foro, solvat pro leyda duos denarios gebennenses. De cera aut tela usque ad summam quinque solidorum ibidem vendita, duos denarios, et a quinque solidis inferius, unum denarium. De equo vel equa, quatuor denarios. De porco, bacone et qualibet minuta bestia, unum obolum. De asino, duos den. De bove et vacha, unum den.

13. Item, omnes extranei venditores in dicto foro, solvent quilibet unum denarium de omnibus que vendent, exceptis piscibus recentibus.

14. Burgenses tamen et habitatores dicte ville ab omnibus leydis predictis sint liberi et immunes.

15. Item, de clama facta coram Castellano vel nuncio suo, de summa ascendente decem solidos et inferius, habebimus sex denarios, et a decem solidis superius, tres solidos.

16. Si aliquis bannitus fuerit et dare noluerit fidejussorem et recesserit, solvet LX solidos.

17. Item, de devestitura de qua clama fuerit, LX solidos.

18. Item, omnia bona extraneorum moriencium in dicta villa erunt nostra, nisi illud quod dictus mortuus legaverit. Panni vero quos super se portabit in egritudine erunt hospitis.

19. Si quis infra dictam villam aliquem ceperit et captum detinuerit sine mandato domini, solvet LX sol. Qui latronem invenerit capiat illum, si poterit, et si eum celaverit, in misericordia domini erit. Si autem ipsum latronem capere non poterit, et ipsum interfecerit, non teneatur ad bannum.

20. Qui de cutello scienter percuxerit, solvat pro banno LX sol. et emendam passo injuriam, et si percussor effugerit, omnes debent eum sequi, et si quis eum interfecerit defendendo, non tenetur ad bannum.

21. Qui fregerit mensam numulariorum ac beccarie, solvat pro banno X lib. et dampnum emendet.

22. Qui falsam tenet mensuram, vel ulnam, vel pondus, solvat LX sol. pro banno et dampnum emendet.

23. Qui infra villam domum aliquam fregerit, dabit nobis X libr. et dampnum emendabit.

24. Item burgenses et habitatores dicte ville molere debent in molendinis nostris et furnis nostris panem suum decoquere, dummodo velimus ipsis molendina et furnos ministrare, sin autem possint alibi molere et furneare.

25. Item, de qualibet teisa domus vel casalis infra dictam villam, habere debemus quatuor denarios.

26. Item, de ipsis domibus et casalibus quando vendentur, habebimus ab emptore tercium decimum den. et a venditore tantumdem.

27. Quicunque venerit ad nundinas et forum dicte ville, salvus et securus veniat dummodo paratus fuerit stare juri.

28. Item, burgenses dicte ville debent nobis cavalcatam per XV dies in anno per totos episcopatus Gebenn. et Lausan. suis propriis expensis, et eodem modo circa totum lacum, ita tamen quod ire possint et redire in una die ad naves.

29. Item, dictis burgensibus nostris et habitatoribus qui nunc sunt in dicta villa, laudamus et gratiamus omnes res et possessiones quas de nostro feudo emerunt temporibus retroactis, de quibus nobis, vel nostris Castellanis dicti loci, laudes et vende sunt solute, salvo tamen jure nostro et alterius ratione.

30. Item, omnes domos et casalia dicte ville ut supra, in quibus factus fuerit focus vel fiet per annum et diem, solvant teisas supradictas, et non alie domus.

31. Item concedimus dictis nostris burgensibus, quod ipsi et non aliquis alter extraneus possint et eis liceat emere a piscatoribus pisces qui capientur infra terminos qu . . . este nostre de Aquaria, antequam alibi deportentur, salvis ibidem jure et usu civium gebenn.

32. Item, corvatas in quibus dicti nostri burgenses de Aquaria de suis carrucis nobis tenentur, eisdem remittimus per presentes.

Promittentes bona fide, etc.

Mandantes, etc. . . .

Datum apud Gebennas die secundo Marcii anno a nativitate Domini m°. ccc°. xx°. quarto.

(Mémoires de la Société Savois. d'hist. et d'archéol., t. IV, p. 186. — Collat. avec une copie communiq. par M. le marquis L. Costa de Beauregard.)

CHATELARD EN BEAUGES.

9 Mars 1324.

Edouard, comte de Savoie, confirme aux bourgeois et habitants de Châtelard en Beauges les franchises qui leur ont été accordées le 19 octobre 1301 par son père, le comte Amédée V, et dont l'original a été brûlé lors du siége et de la prise du château.

Nos Edduardus, Comes Sabaudie, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod cum per inclite recordacionis Dominum Amedeum Comitem quondam Sabaudie, carissimum patrem nostrum, date et concesse fuerint dilectis fidelibus nostris burgensibus et habitatoribus de Castellario in Bogiis libertates et franchisie infrascripte, sub anno Domini millesimo trecentesimo primo, die jovis in crastinum festi Beati Luce evangeliste, ut in litteris inde datis et emanatis a dicto Domino padre nostro continebatur, ut asserunt dilecti nostri burgenses, predicti asseruerunt coram nobis quod littere predicte dicti Domini patris nostri concesse super predictis fuerint combuste et perdite in captione castri nostri Castellarii, diu est facto per inimicos nostri Sabaudie comitatus, et igitur petierunt humiliter a nobis dicti burgenses et habitatores, ut ipsas litteras reffici faceremus, et ut dictas franchesias et libertates eisdem concederemus de novo, juxta formam et tenorem cujusdem pergameni scripti, in quo asserebant tenorem ipsarum franchisiarum contineri nichil addito vel mutato.

Nos itaque, visis diligenter et inspectis que in dicto scripto continentur,

considerantes quod jam dicti nostri burgenses multa dampna, persequtiones et molestias pro guerris nostris sustinerunt et sustinent cotidie, incessanter vestigiis ipsius Domini patris nostri inherentes, quia constat nobis fide dignarum relatione ipsum scriptum tenorem fore franchisiarum et libertatum predictarum, ipsas franchisias et libertates dictorum burgensium supplicationi annuentes, iterato de novo concedimus, ymo pocius jam concessas ut supra dictis burgensibus confirmamus, prout inferius declaratur.

Nos igitur Comes predictus, considerantes et attendentes bonam affectionem et dilectionem quam dilecti nostri burgenses et habitatores nostri Castellarii Boviciarum ad nos et nostros habent, et diutius habuerunt eidem pro nobis et heredibus et successoribus nostris, in perpetuum jura et libertates quibus regantur prout melius intelligi potest, damus, donamus et concedimus, volentes eos omnes et singulos perpetuo dicta perfrui franchisia seu libertate.

1. In primis, omnes burgenses et habitatores ville predicte liberos esse volumus, et quod juribus et rebus suis utantur libere secundum tenorem infrascriptum.

2. Predicta autem jura, libertates et franchisie sunt hec, videlicet, quod homo qui veniet apud Castellarium Boviciarum et moram ibidem fecerit per unum annum continuum et unam diem sine reclamacione et requisicione Domini sui proprii, liber est et erit et libertate dicte ville fruetur, et quicquid adquisierit poterit dare, vendere cui voluerit, et recedere libere, et villa debet eum conducere per unam diem et noctem.

3. Si burgensis ville predicte moritur ab intestato sine liberis, Dominus ville debet comandare vel deponere res et bona ejus duobus probis hominibus ville, consilio aliorum proborum virorum ville, et illi debent eas custodire per annum et diem, et si infra annum venerit legittimus heres usque ad quartum gradum, ille debet habere, et si non venerit, Dominus debet de consilio proborum hominum facere inde elemosinam, et si quid superest, Dominus debet illud habere. Et si aliquis mercator aut peregrinus vel viator moritur infra villam, hoc idem debet fieri.

4. Item concedimus, quod si quis forum fregerit, ille qui passus fuerit injuriam, emendam habeat inde competentem ab illo qui fregerit, et Dominus sexaginta solidos pro banno.

5. Item, qui furtive leydam portaverit, debet sexaginta solidos pro banno. Si forte per aliquem retromiserit, quictus est, et si nullum invenerit per quem remittet leydam, debet ponere sub lapide et duos lapides

hinc et inde in testimonium, octava die debet ibi accipere coram testibus et reddere, et propter hoc est quitus.

6. Burgensis dicte ville non debet leydam, nec pedagium, ex quo steterit in dicta villa per annum et diem.

7. Qui venerit ad forum, leydam debebit de rebus quas vendet vel emat, vel portabit ad vendendum, et ex quo recedit a domo sua donec reversus fuerit sit securus. Si quis venerit ad forum et infirmatur, securus debet esse quocumque loco jaceat, donec possit redire ad domum.

8. Qui percuxerit in villa, non in die fori, de pugno, tres solidos dabit. Qui de palma, quinque solidos Domino dabit. Qui de pede, decem solidos. Qui extraet cutellum contra alium, dabit Domino sexaginta solidos pro banno. Qui extraxerit dimidium ensem contra alium, dabit Domino sexaginta solidos pro banno. Qui extraxerit lanceam extra domum per unum cubitum contra alium, dabit Domino sexaginta solidos pro banno. Qui de petra percuxerit, sexaginta solidos dabit pro banno. Qui traxerit lapidem, ita quod ictus appareat in pariete vel in terra, dabit Domino sexaginta solidos pro banno. Qui evellet vel extraxerit capillos alterius ambabus manibus, dabit Domino viginti solidos pro banno. Qui percuxerit usque ad effusionem sanguinis, ita quod appareat, dabit Domino sexaginta solidos pro banno. Qui percuxerit de baculo, sexaginta solidos dabit pro banno.

Qui ruperit domum vicini sui violenter decem libras dabit pro banno.

9. Si garcio vel garcia dixerit aliquid turpe probo homini aut mulieri, et probus homo vel mulier dat ei unam alapam de palma vel de pugno, bannum non debet.

10. Mulier, si deliquerit, debet dimidium bannum quod debet homo.

11. Dominus ville poterit facere venire ante se omnes mensuras, et si aliquam falsam invenerit, tres solidos debet Domino ille penes quem inventa fuerit. Qui duas mensuras habuerit magnam et privatam, alteram falsam, in misericordia Domini erit.

12. Qui adulterium fecerit, sexaginta solidos dabit pro banno.

13. De omni magno clamore habebit Dominus tres solidos. De parvo clamore, a quinque solidis inferius, sex denarios.

14. Omnes debent sequi Dominum per duos dies et duas noctes ad expensas suas. Si Dominus fecerit exercitum et miserit bannum suum, ille qui non venerit, vel sufficientem personam non miserit substitutam, debet sexaginta solidos, nisi infirmitatem aut occasionem rationabilem ostenderit.

15. Item, infra terminos ville nullus debet capi nisi latro ant proditor manifestus, dum paratus fuerit de stando juri.

16. Qui contenderit dare fidejussorem de clamore, cum primo Dominus quieserit ter fidejussorem, bannum trium solidorum duplicatur.

17. Omnes debent excubias, exceptis sacerdotibus et clericis.

18. Quelibet bolongeria debet Domino semel in anno numeratam panis.

19. Item quilibet escoferius debet Domino unum par sotularium computentium semel in anno pro leyda, et debent solvi circa festum beati Andree.

20. Item volumus, quod nullus burgensis dicte ville possit convenire super aliquo contractu, nisi in dicta villa, nisi inveniatur in loco contractus.

21. Mercerius alienus unum obolum dabit in die fori. Sutor alienus unum obolum. Carnifex alienus leydam debet de porco, unum denarium, de bove unum denarium, de vacca unum denarium, de aliis parvis pecoribus unum obolum, de equo quatuor denarios, de asino quatuor denarios. De duodecim ulnis tele, unum denarium. Si minus habet, obolum. De omnibus rebus que vendentur scilicet de viteris et ollis et de aliis rebus usque ad duos solidos, accipiatur leyda. Mercator alienus qui vendiderit pannos suos in foro, debet quatuor denarios de libra et minus si minus vendiderit. Omnia supra dicta, cum misericordia debent fieri.

22. Casalia que fuerint infra dictam villam debent duos denarios de qualibet teysa a fronte carrerie Domino, anno quolibet in paschate.

23. Quicunque vult manere in dicta villa, faciat usum ville.

24. Si quis falsum clamorem fecerit, quatuor solidos dabit Domino.

25. Quilibet potest vendere domum vel casale suum libere et absolute cuilibet, salvo jure domini a quo tenetur.

26. Capellani et clerici liberi sunt ratione personarum suarum et suorum mobilium.

27. Qui juratus est non debet leydam post annum et diem, de quacunque villa sit, sed debet ponere in communi.

28. Qui percussus fuerit in nemore de die ac nocte, per unum testem testem probare poterit lesionem suam, et si probare non potest, ille de quo clamor sit juret quod non fecerit, et sic est quictus.

29. Si aliquis percussus fuerit, et propter hoc LX solidi dentur de banno, percusso debentur dari triginta solidi, et sic medietas secundum

pretium banni debet dari pro emenda. Qui aliquem in domo sua insultaverit, duplex bannum dabit.

30. Qui venerit in villam, villa debet eum fovere in jure suo.

31. Si dives habet contentionem cum pauperi, villa debet dare pauperi consilium habita equitate.

32. Si quis vocatus fuerit latro aut traditor et noluerit se deffendere, in misericordia Domini erit.

33. Si Comes venerit in villa, cum magno gaudio recipiatur, et qui gratis voluerit ei servire, serviat.

34. Comes habebit in villa bannum vendendi vinum suum mense quem elegerit, anno quolibet per unum mensem.

35. Qui vendiderit pisces, dabit leydam consuetam.

36. Si viator transierit per villam, non debet detineri aliqua causa, sed debet ei judicium statim fieri.

37. Preterea, nos Dominus Comes volumus et dictis burgensibus concedimus, quod in usurariis manifestis vel non manifestis et in omnibus aliis personis, sive decedant testati, sive intestati qualitercumque, quocumque loco decedant, in rebus eorumdem nichil possimus exigere vel habere ratione exercitii usurarum, nec in vita, nec in morte, nec post mortem ipsorum, sed eorum res et bona deveniant ad heredes et propinquiores. Item prohibemus et precipimus, ne in bonis vel super bonis talium defunctorum, occasione predicta, fiat aliqua sequestratio vel seysina, et si forte facta fuerit, nulla maneat ipso facto nec pretextu illius seysine dimittatur quin sine indignatione nostra et nostrorum nunc et in posterum incurrenda. Et sine prestatione alicujus banni vel pene, utantur libere et auctoritate propria bonis et rebus suis heredes et propinquiores hujusmodi defunctorum.

38. Item, si quis non burgensis alicui burgensi injuriam extra franchesiam ville intulerit, sive in persona sive in rebus, burgensis injuriam passus Castellano et burgensi dicte ville suam similiter hanc deferat questionem. Castellanus autem teneatur requirere injuriantem, aut Dominum ejus, de emenda burgensi facienda, quam si facere noluerit, aut per quindecim dies facere distulerit, ex tunc Castellanus et villa burgensi juvare teneantur ad expensas proprias dicte ville.

39. Item concedimus predictis nostris burgensibus, ut ipsi qui nunc sunt et eorum successores faciant et facere possint annis singulis in dicta villa, sive infra terminos dicte franchesie, duas nundinas sive ferias, illis temporibus quibus Castellano et ipsis burgensibus videbitur expedire.

40. Pro quibus et quorum occasione suprascriptis literis, Dominus et pater noster quinquaginta libras bonorum viennensium a dictis burgensibus confessus fuit se habuisse et recepisse.

41. Termini vero dicte franchesie sunt hii, videlicet a molare de Coardo veniendo versus pontem de monte larderio, et a dicto ponte ad molardum predictum de Coardo.

Quam quidem franchesiam et omnia et singula supradicta, nos dictus Comes, pro nobis heredibus et successoribus nostris, dictis nostris burgensibus recipiendibus pro se, heredibus et successoribus suis, custodire promittimus, attendere et inviolabiliter observare, et non contra facere, vel venire, per nos vel per alium, in toto vel in parte, nec contra venire volenti aliquatenus consentire.

Mandantes ballivo et Judici nostris Sabaudie et Castellano Castellarii Boviciarum qui nunc sunt et aliis qui pro tempore fuerint baillivi, judices et castellani in locis predictis, quatenus predicta omnia et singula dictis burgensibus nostris et ipsorum heredibus et successoribus observent inviolabiliter, attendant et in ullo contrafacere vel venire presumant. In quorum testimonio presentes literas sigillis nostris magno et parvo munimini facimus.

Actum Chamberiaci die nona mensis martii, anno a nativitate Domini m°. ccc°. xx°. quarto.

(Mémoires de la Société Savoisienne d'histoire et d'archéologie, t. IV, p. 193.)

LA ROCHE.

1335 - 1412.

(Les chartes de la ville de La Roche ont été communiquées par M. Jules Philippe, d'Annecy, directeur de la Revue savoisienne.)

I

1335, 22 Mars. — *Libertés et franchises accordées aux habitants de la Roche par Amédée III, comte de Genevois.*

Ne gestarum rerum memoria processu temporis evanescat, discretorum virorum solertia solet eis per litteras eternare. Id circo, nos Amedeus, Comes Gebennensis, augmentationem ville nostre de Rupe, ac Burgensium et Habitantium in eadem, totis affectibus cupientes, ex nostra certa scientia, et habita super hoc deliberatione solemni cum Consilio nostro, pro nobis et nostris successoribus, prefatis Burgensibus et Habitantibus dicte ville Rupis, qui nunc sunt et qui pro tempore fuerint, ac posteritati eorum, libertates, franchesias que sequuntur renovamus, confirmamus et de novo concedimus et donamus.

1. Inprimis. Omnis homo qui moratur et morabitur per annum et diem in dicta villa, sine revocatione et contradictione Domini sui, liber est et de libertate ville gaudeat, quamdiu morabitur in dicta villa et faciat usum ville, et juret salvum ville et se servaturum statuta atque ville libertates.

2. Item, quicunque de habitantibus nunc et in futurum domicilium mutare voluerit, hoc sibi liceat et de bonis suis ordinet secundum quod sibi placuerit, salvo jure alterius. Et Dominus et Castelanus dicti jurati eum conducant, si eos requisiverit, ubicunque voluerit, per unum diem et unam noctem pro posse.

3. Item, quotiescunque Dominus Comes de novo veniret recipere juramentum ville in mutatione Domini, ille Dominus novus juret super sancta Dei evangelia se servaturum jura, statuta, libertates, bonas et et antiquas consuetudines ville, antequam ab eis recipiat juramentum.

4. Item, quicunque fuerit Castellanus Rupis, Ballivus, Judex vel alius officialis, juret eodem modo antequam sibi obediatur.

5. Item, si aliquis Habitator Rupis faciat testamentum vel aliam ordinationem, illud et illa prout juris est observetur, nec bona sua a Domino, seu ab alio ipsius nomine, in toto vel in parte, seysiantur, nec aliquid de dictis bonis capiatur, sed ejus arbitrium observetur.

6. Si autem aliquis moriatur intestatus, proximiores vel ejus legitimi successores habeant bona sua secundum juris ordinem, et ea propria auctoritate capiant, si non sit legitimus contradictor, nec bona sua per Dominum vel per alium ejus nomine ab aliquo seysiantur vel capiantur.

7. Si autem ille qui mortuus est ab intestato non habeat proximos vel alios successores legitimos, Castellanus duobus probis hominibus electis de Consilio decem proborum hominum habitatorum ville tradat dicta bona sub juramento fidei, et quod faciat inventarium, et dicta bona per annum et diem custodiant sine diminutione, nisi ob . . . . . alienum, et si infra annum compareat heres legitimus, habeat dicta bona integre et solvat exequias. Si vero infra dictum tempus, nullus compareat, Castellanus de consilio dictorum proborum hominum faciat eleemosinam de predictis et residuum sit Domino.

8. Item, si cum consilio Burgensium vel majoris partis fiant aliqua expensa sive tallie, omnes qui habent vel habebunt in posterum possessiones in dicta villa, dictis expensis contribuant pro modo facultatum, secundum quod fuerit eis impositum, et per Castellanum ad solvendum compellantur, ad requisitionem illorum qui dictas expensas seu tallias equabunt.

9. Item, si Burgenses volunt, ipsi eligant quolibet anno quatuor probos homines ad tractandum rem publicam et ad exercendum negocia communia. Et quicunque de villa electi fuerint ad dictum officium compellantur per Castellanum, captis pignoribus, ad dictum officium recipiendum et exercendum per annum, dummodo serventur indemnes a communi ville. Qui quatuor jurent fideliter regere.

10. Item, singulis annis, si dicti probi homines requisierint, pascua limitentur et via publica et platee publice, et si quis aliquid de cetero scienter de predictis appropriaverit, illud incontinenti restituat et viginti solidos pro banno solvat.

11. Item, Bougerie ville in monte de Tyna et alibi ubicunque sit, ab aliquo non exercentur, nec capre ibidem intrent. Et si ibidem inventa

fuerint, capiantur ab inventore. Et inventor capiat sex denarios pro capra, et custos solvat tres solidos de banno.

12. Item, carbonerii qui faciunt carbonem in dicto monte de Tyna, totam arborem de qua fecerint carbonem totam comburant ad hunc carbonem antequam aliam arborem scindant, et hoc jurent. Et si contrarium fecerint, solvant quinque solidos pro banno. Et nullus possit facere carbonem nisi habitatores Rupis, qui possint facere quando voluerint.

13. Item, in aquo de forons et in fossalibus circumventibus villam Rupis, cavali non nisientur, videlicet a vado de Perrina usque ad molendinum Durerii Janini, nec exnyantur in locis publicis. Et cum contra factum fuerit, Castellanus levet tres solidos de banno aut capiat cavalum.

14. Item, qualecunque statutum Burgenses facere voluerint, presente Castellano et cum ejus consilio, si esse voluerit, alias sine ipso, Castellanus illud servet et attendat dummodo non fiat contra Dominum.

15. Item, in tota villa Rupis, prout est nunc et erit in posterum, aliqua domus vel casale non incidat in commissum propter cessationem servitii non soluti, sed debitor servitii hostii remotione vel raptis pignoribus ad solvendum compellatur, et si hostium remotum debitor removerit aut reducerit in locum suum, duplum solvat quotiens removeret illud aut reduceret in locum suum.

16. Item habitator ville qui in villa stetit per annum et diem et usum ville fecerit, ut ceteri Burgenses nobis solvat leydam nec alia que solvunt extranei, nisi prout Burgenses et Jurati consueverunt. Ceteri vero qui usum ville non facerent et commune non solverent, solvant leydam et alia usagia.

17. Item, si quis venit habitare in dicta villa et aliquis personam ejus revocet, illi de villa et Jurati debent illi consulare, dummodo Dominus ejus non sit de Juratis ville. Et si ille habitator ville non sit talliabilis Domini, qui eum voluerit revocare, nullatenus audiatur nisi aliud rationabile obsistat.

18. Item, aliquis non possit vendere vinum in villa Rupis in minuto, a Barrali inferius, nisi sit habitator ville, vel alius qui habeat domum in villa et faciat usum ville. Eodem modo fiat de caseis et butiris, ne possint vendi partita, et de sale a semistura inferius nisi etiam aliquod remanens, et hec omnia fiant sine cautela. Et si quis contra fecerit, solvat quinque solidos pro banno qualibet vice, et Castellanus compellat vendentem ne amplius fiat. Et si Castellanus non vult hoc facere, possint

Burgenses compellere vendentes et prohibere ne aliquid vendat in minuto prout superius extitit declaratum.

19. Item, quilibet habitator in villa faciens usum ville, vel qui habet domum in villa, vendat quidquid voluerit pretio quo poterit, minus et grosso, quocunque tempore, dummodo mensuram faciat, nisi Burgenses aut major pars ipsorum aliquo tempore contra statuerent de consilio Castellani, aut Castellanus de consilio ipsorum vel majoris partis, quod statutum dictus Castellanus servare teneatur.

20. Qui percutit aliquem infra terminos ville et non ad sui defensionem, de pugno et sine fractione ossis vel membri, solvat tres solidos de banno. Si vero frangat os vel membrum, quadraginta solidos. — Qui percutit de palmo malitiose, solvat quinque solidos de banno. — Qui trahit cutellum contra aliquem, non ad suam defensionem, solvat sexaginta solidos de banno, et si percutiat, solvat decem libras, et si interficiat, ad misericordiam Domini sit. — Eodem modo fiat, de ense, lancea, telo et de quolibet gladio in quo sit metallum. — Qui percutit aliquem de petra, solvat sexaginta solidos de banno, et si interficiat, ad misericordiam Domini est interfector, nisi hoc faciat ad sui defensionem. — Qui trahit lapidem contra aliquem malitiose, licet non percutiat, solvat viginti solidos de banno. — Qui trahit capillos ambabus manibus, solvat decem solidos et si una manu solum, solvat quinque solidos. — Qui malitiose de baculo percusserit aliquem, solvat decem solidos, nisi os vel membrum fregerit, vel sanguinem effuderit, et tunc solvat sexaginta solidos, nisi vulnus sit lethale, et tunc sit ad misericordiam Domini. — Qui percutit de pede, solvat decem solidos, et si os vel membrum frangat aut budellum rumpat, solvat viginti libras.

21. In omnibus premissis maleficiis, Castellanus cum consilio proborum hominum ville faciat fieri congruam, mendam injuriam passo, si passus voluerit. Alioquin passus conveniat injuriantem, si voluerit.

22. Si garcio vel garcia, fatuus vel fatua, dicit vel facit aliquid turpe probo homini, probus homo aut aliquis de circumstantibus possit eum vel eam corrigere dando ei alapam vel butando sine pena.

23. Item, Castellanus inquirat quotienscunque voluerit et quando requisitus fuerit ab aliquibus de villa, super ulnis, mensuris et ponderibus. Et si aliquam falsam mensuram invenerit, mensurator cujus est mensura debet tres solidos, nisi signum Domini appareat sine aliqua mutatione, et quod venderetur in illa mensura esset in misericordia Domini. Et si

pluries interpollatin per intervalla ea mensura usus fuerit, solvat sexaginta solidos Domino de banno.

24. Item, qui habet duas mensuras, unam magnam et aliam parvam, quibus utatur emendo in magna et vendendo in parva, tanquam falsarius puniatur.

25. Qui requisitus a Castellano, seu ab aliquo familiarium Domini, ut fidejubeat de re certa et justa, et fidejubere non velit si possit, nec jurare de stando juri et bona ypothecare, Castellanus possit sibi imponere penam quinque solidorum et non ultra, nisi esset causa maleficii vel aliqua magna causa que excederet centum solidos.

26. Item, si fiat clamor, de quacunque re sit, solvat sex denarios pro clama, prout est consuetum.

27. Item, capita hospitiorum sequantur Castellanum per unam diem et unam noctem et non plus ad expensas suas, exceptis privilegiatis, quando Dominus Comes faciet exercitum vel generale mandamentum, et ille qui ire vel mittere nuncium idoneum noluerit, ad dictum Burgensium approbatum, solvat sexaginta solidos, nisi justam causam et rationabilem ostenderit. Et si contingerit quod Dominus Comes nollet ei facere expensas suas, ipsi possint illa vice impune recedere et sine licentia Domini cum banderia sua, nec Dominus possit eos remandare quamdiu duraret illud mandamentum.

28. Si habitator Rupis qui faciat usum ville, vel aliquis alius qui faciat usum ville, moriatur in villa vel alibilibet fenerator publicus vel privatus, dummodo ecclesia secum participet in morte vel in vita, Dominus Comes vel alius nomine ipsius nihil percipiat vel seysiat de bonis suis, sed ea habeant proximiores vel alii successores ordinati ab eo, et Dominus ibi nihil percipiat. Et si fecerit aliquam ordinationem, illa plene prout est juris observetur, nec aliquid a Domino seysiatur vel percipiatur. — Si vero dictus fenerator talis sit vel fuerit quod Ecclesia secum non participet in morte vel in vita, ejus bona confiscentur, emendatis clamoribus si haberet peccatum de aliquibus de villa.

29. Infra confines ville Rupis, — videlicet a loco ubi dividuntur vie publice que tendunt de Rupe versus Voseirier et versus Amancier, versus Rupem. Item a loco ubi dividuntur vie publice que tendunt de Rupe versus Lavenay et versus Vegium, versus Rupem. Item a nanto de Vorsy retro grangiam Johannis Regis a Mycza, versus Rupem. Item a dicto nanto de Vorsy retro grangiam Jaquemodi Tribollet, versus Rupem. Item a via publica que tendit de Estaus versus Broyer, versus Rupem.

Item a loco ubi dividitur via publica que tendit de Broyer versus Rupem, ante grangiam domini Johannis Pobelle. Item a nanto de Chambou, versum Rupem. — Et ab uno termino versus alium, prout sunt confines, nullus homo capiatur, nisi sit latro vel proditor manifestus aut alius malefactor manifestus, qui fecerit tale delictum pro quo debeat capi et non recepi fidejussus ab eo. Si vero sit delictum tale quod fidembere debeat, si habeat sufficientia bona infra districtum Domini ad solvendum banna superius nominata, vel alia majora si ad hoc teneretur emendandum bannum passo, illa bona capiantur et non persona ejus et vendantur. Si vero bona non sufficerent et delinquens non vult fidembere vel non potest, tunc capiatur per Castellanum si bannum sit sexaginta solidorum vel plus. Et si Castellanus vel familiares ejus nollent eum capere vel non essent presentes, illi de villa possent eum capere et debeant, et tradere curie, et custodiatur donec satisfecerit Domino de banno et emendaverit damnum passo.

30. Si aliquis infra dictos terminos vulnaverit aliquem, vel percusserit, de Burgensibus et Juratis dicte ville, vel quemlibet alium, Castellanus vel familia ejus, faciat eum fidembere si potest, et si non potest, detineatur, et si Castellanus non sit presens nec familia ejus, vel si non vult compellere eum ad fidembendum, illi de villa qui presentes essent hoc facere teneantur et eum tradere Domino vel familiis ejus, qui eum detineant ut superius dictum est.

31. Si quis in foro alieno se immiscuit sine voluntate prioris emptoris, debet tres solidos, nisi venditor dixerit precise ementi : tu non potes istud habere, nisi pro tanto.

32. Si aliquis de villa, vel faciens usum ville, vendat alicui extraneo Burgensi in cujus hospicio hospitatur, si vult, sit socius ejus pro medio de re quam vendit.

33. Item, in die fori, nullus emat extra villam, nisi ubi gentes habitant, et qui contra fecerit solvat tres solidos de banno.

34. Qui Juratus est ville et facit commune habeat privilegium Burgensium et franchesiarum, licet non moretur in villa.

35. Quicunque volens morari in villa faciat usum ville et juramentum prestet.

36. Quicunque percussus fuerit in nemore aut alibi de nocte, per unum testem probetur maleficium, et si probari non potest, reus purget se juramento suo. Si autem probari, malefactor solvat duplum pro banno et emenda fiat passo incontinenti, ut superius dictum est.

37. Item, in singulis duobus furnis ville et plus, si plus essent, ponantur singuli fornerii et singule aquarie, ita quod non habeant aliquam societatem super dictis furnis, et non possent capi pro octana nisi tres denarios pro lignis et fornagio, prout est consuetum.

38 Item, omnes Burgenses habeant liberam facultatem faciendi de rebus suis et contrahendi secundum quod placuerit, et exercendi contractus quos voluerit.

39. Item, adulter debet sexaginta solidos de banno et mulier triginta solidos. Sed adulterium non potest probari nisi per probos et bonos testes. Et si denunciator adulteri non probaverit quod denunciabit, teneatur ad talionem.

40. Si maritus vel aliquis de amicis ejus aliquem cum uxore sua, solum cum sola, in loco suspecto et prohibito invenerit, potest eum detinere, et eum percutere si alio modo non potest eum detinere, et tradere curie, et Castellanus levet bannum predictum.

41. Nullus vadietur in foro nisi contractus factus fuerit in foro, et tunc cum consensu Castellani et sine expensis fiat.

42. Si viator conqueritur ab aliquo vel e contra, Castellanus cum consilio duorum proborum hominum faciat inter eos quod sibi videbitur.

43. Si quis furtum portaverit leydam vel pedagium, solvat sexaginta solidos et si remiserit prius quam domi fuerit, quictus sit.

44. Si Jurato facienti usum ville fiat injuria ab extraneo qui non sit Juratus, in persona vel in rebus, Castellanus et omnes Jurati habitatores in villa Rupis adjuvent eum ad defendendum possessionem rerum suarum et faciant passo injuriam emendari.

45. Item, homines talliabiles vel censiti Juratorum ville Rupis qui faciunt usum ville, non recipiantur in juramento et franchesia ville nisi de voluntate dominorum suorum, vel nisi morati fuerint in dicta villa spacio duorum annorum pacifice et quiete.

46. Item, de serviciis, talliis et censibus confessis vel manifestis potest quilibet Juratus vadiare sine licencia Domini. Aliter, pro aliis rebus nullus pignoret, et si contra fecerit, si cum armis solvat sexaginta solidos, si sine armis solvat viginti solidos.

47. Quotienscunque Castellanus vocat Burgenses ville ad tractandum communia negotia ville, capita hospiciorum venire teneantur si sint presentia nec habeant legitimam excusationem, alias non veniens solvat tres solidos de banno, et tunc Castellanus potest tractare et constituere quod voluerit de consilio et consensu proborum hominum ville.

48. Quicquid major pars ville cum consilio Castellani statuerit, illud servetur dummodo non sit contra jura Domini, nec aliquis rebellis audiatur.

49. Cause pauperum, viduarum et orphanorum, que non excedunt decem libras, per Castellanum de Consilio proborum hominum terminentur et sine expensa.

50. Quicunque vendit aliquid, faciat mensuram legalem, alias si probetur male mensurasse, perdit quod vendit illa vice et solvat tres solidos de banno.

51. Omnia isti banna et pene leventur cum misericordia secundum posse deliquentis, ratione sexus et etatis, cum consilio duorum vel quatuor proborum hominum ville.

52. Item, de septennio in septennum, juramentum ville renovetur et omnes habitantes jurent se servaturos libertates ville et statuta. Et qui de habitantibus ville, exceptis clericis in sacris et aliis qui non habent possessiones in villa, jurare noluerint, non gaudeant privilegio libertatis, et nullus cum ipsis participet.

53. Nullus in juramento ville recipiatur sine consensu Castellani et decem proborum hominum, et postquam juraverit. Si voluerit demandare juramentum, solvat viginti solidos ville. Et e contra quod demandatum non possit fieri nisi presente Castellano et decem probis viris.

54. Item, nullus Burgensium seu habitatorum ville Rupis possit per Ballivum, Judicem, Castellanum, seu alios officiarios nostros extra villam evocari vel citari quoquo modo, nisi de speciali mandato nostro vel successorum nostrorum, de quo mandato littera ostendatur.

55. Item volumus, quod, si super predictis statutis vel aliquo eorumdem fuerit aliqua dubitatio seu obscuritas, quod illa per duos probos homines paris conditionis electos conjunctim a nobis et a dictis Burgensibus declaretur et pacifice dirimatur.

56. Volumus etiam, quod Castellanus et familia sua quamdiu Castellanus fuerit non possit emere vadia.

57. Item, quicunque vadia emerit non valeat emptio nisi incontinenti solverit et sine fraude.

58. Item volumus, quod macellarii non presumant vendere carnes infectas in macello cum aliis, et qui contra fecerit solvat tres solidos quilibet hoc fecerit, et carnes confiscentur.

59. Item, non vendant arietem, ovem, capram nec edum pro castrone, nec torum pro vacca, nec toffam seu porcam pro porco, nec falsiant

renunculos, et si contra fecerint solvant tres solidos et carnes Domino sint. Et carnifex primo denunciet emptori qualescunque fuerint dicte carnes, et si hoc non fecerit solvat tres solidos de banno.

60. Item, quilibet vendat vinum quantum voluerit et poterit, et faciat illud clamari si voluerit.

61. Item, postquam vinum preconisatum fuerit certo precio non mutetur, et quod aliud vinum vino, aqua non miscetur cum ipso, nec aliqualiter possit permutari, nec aliud vinum vendi pro ipso, et si contra factum fuerit solvat tres solidos et amitat vinum.

62. Item, volumus quod non inquiratur super maleficiis nisi de mandato Judicis, et tunc cum accusatore vel contra publice diffamatos, vocatis ipsis et presentibus, et si voluerit interesse et super deffensionibus legitime audientur.

63. Item volumus et concedimus quod dicti Burgenses et habitatores dicte ville Rupis et posteritas eorumdem ab omni manu mortua sint liberi et immunes, et specialiter quod nos aut heredes nostri, per nos vel per alium non possimus nec debeamus aliquid petere vel exigere ab eisdem, vel eorum altero, seu de bonis ipsorum aliquid arrestare vel seysire occasione aliqua, qua ipsi vel alter eorum sint nec fuerint aut eo non fuisse dicantur usurarii vel exercuisse contractus usurarios quoquomodo.

64. Retinentes tamen nos prefatus Comes nobis et successoribus nostris in perpetuum in predictis libertatibus et constitutionibus jura et usagia infrascripta, que nos consuevimus percipere et levare in villa supradicta : Inprimis, servitia in domibus et rebus pro quibus nobis debentur. — Item thesias in domibus in quibus levare et percipere consuevimus. — Item bannum mensis Augusti, prout consuevimus. — Item tabernagia vini in nundinis Rupis, prout consuevimus. — Et generaliter alia usagia et servitia que nos et predecessores nostri in dicta villa percipere et habere ab antiquo consuevimus.

Promittentes nos predictus Comes, pro nobis et heredibus et successoribus nostris, bona fide et per stipulationem solemnem juramento ad sancta Dei evangelia corporaliter prestito vallatam, vobis Petro de Estauz et Mermeto de Boulo clericis, notariis publicis stipulantibus vice notarii et ad opus omnium quorum interest et interesse poterit in futurum, universa et singula supradicta rata et firma tenere et habere in perpetuum et fideliter observare, et contra predicta, in toto vel in parte, de jure vel de facto, in judicio vel extra, per nos seu per aliquam personam

interpositam, in posterum ullo tempore non venire, nec alicui contravenienti in aliquo consentire.

Promittentes, modo quo supra, non facere aliquas novitates in dicta villa de cetero, nec contra dictos Burgenses, nec aliquid ultra predicta ab eis exigere nisi de sua processerit voluntate. — Volumus etiam quod super premissis omnibus et singulis fiant per vos prefatos notarios duo publica instrumenta ejusdem tenoris que possint corrigi, distari, refici, emendari semel vel pluries consilio Domini Vullielmi de Castilione militis, facti scriptura non mutata nonobstante postquam in judicio producta fuerint vel ostensa, et quod sigillo nostro et sigillo predicte carissime uxoris nostre sigillentur, quibus appositis vel non appositis, seu appositis et postmodum fractis, semper predicta plenam habeant firmitatem. — Promittentes bona fide, quod si, quod absit, casu fortuito contingeret prefatas libertates et franchesias emitti, semper sigillo nostro ac expensis nostris sigillare.

Actum in Claromonte, in camera prefati Domini Comitis, testibus presentibus, illustri et magnifico Principe Domino Ay. Comite Sabaudie, Dominis G. de Castillione et Jo. Mistralis domino de Greysier, militibus, et Aymoneto Asinarum Lombardo, habitantibus Annessij, die vicesima secunda mensis Maii, Anno Domini millesimo trecentesimo trigesimo quinto, indictione tercia.

II

1386, 3 Août. — *Confirmation des franchises de la Roche par Pierre, comte de Genevois.*

(Teneur des franchises de 1335, comme ci-dessus.)

Ego Petrus Tissoti de Rupe, clericus auctoritate imperiali notarius coadjutor Aymareti de Bossons notarii, hoc instrumentum de protocollis dictorum notariorum commissis dicto Aymareto, licet alias fuerit levatum, ex commissione mihi facta per illustrem Principem Dominum Petrum Comitem Gebenn. levavi, ipsumque signo meo mihi solito signavi fideliter et complevi.

Nos vero Petrus Comes Gebenn. ad premissorum omnium et singulorum suprascriptorum roboris firmitatem, sigillum nostrum presentibus

duximus apponendum. Datum Annessij die tertia Augusti, anno Domini millesimo trecentesimo octuagesimo sexto, presentibus Dominis Francisco de Mentone, milite, Antonio Cagnaci cancellario Gebenn. et Guillelmo de Crans.

III

1396, 26 Janvier. — *Confirmation des franchises de la Roche par Humbert de Villars, comte de Genevois.*

(Teneur des deux actes précédents.)

Nos Humbertus Comes Gebenn. notum facimus universis presentibus et futuris, quod nos ex nostra certa scientia et voluntate spontanea, habita prius super hoc cum gentibus nostri Consilii matura deliberatione, ad supplicationem et humilem requestam dilectorum Burgensium nostrorum Rupis, franchesias et libertates nostris Burgensibus per predecessores nostros Comites Gebenn. concessas, que presentibus sunt annexe, easdem libertates et franchesias supradictis nostris Burgensibus Rupis sicut per dictos nostros predecessores legitime fuerint concesse, pro nobis et nostris successoribus comitibus Gebenn. confirmamus. Promittentes pro nobis et nostris, bona fide nostra et per juratum nostrum ad sancta Dei evangelia corporaliter prestitum, hanc nostram presentem confirmationem ratam habere et contra non venire, nec alicui contra venienti in aliquo consentire, neque dare seu prebere auxilium, consensum, favorem vel assensum. — Actum et datum in Castro nostro Annessii, sub nostro sigillo in testimonium premissorum apposito, die vicesima sexta mensis Januarii. Anno Domini millesimo trecentesimo nonagesimo sexto, presentibus Dominis Guillelmo Juliani legum doctore, Percevallo Vumsyni et Hugone Bochila militibus, Joanne de Branco, Guillelmo de Dortans et A. de Creto.

IV

1412, 7 Juillet. — *Confirmation des franchises de la Roche par Amédée VIII, comte de Savoie.*

Nos Amedeus Comes Sabaudie, Princeps, Dux Chablasii et Auguste, in Italia Marchio et Comes Gebenn. notum facimus tenore presentium uni-

versis, quod nos visis libertatibus, franchesiis, immunitatibus et privilegiis, dudum per bone memorie illustrem avunculum nostrum carissimum Dominum Amedeum Comitem Gebenn. quondam concessis et largitis dilectis nostris Burgensibus, Juratis et habitatoribus ville nostre Rupis, datis in Claromonte in camera prefati Domini Comitis Gebenn. vigesima secunda mensis Maii anno Domini m°. ccc°. trigesimo quinto, indictione tertia, signatisque per Petrum Tissoti de Rupe notarium et sigillo illustris felicis recordationis Domini Petri Comitis Gebenn. cera viridi impendenti sigillatis, ac per illustrem recolende memorie Dominum Humbertum Comitem Gebenn. consanguineum nostrum carissimum confirmatis, predecessores nostros in dicto Comitatu Gebenn., ut de dicta confirmatione constat litteris patentibus dicti Domini Humberti comitis, dictis franchesiis annexis, datis in castro Annessii die vigesima sexta mensis Januarii anno Domini m°. ccc°. nonagesimo sexto, signatisque per Andream de Creto et ejus sigillo cera rubea impendenti sigillatis. — Ad humilem supplicationem dilectorum Burgensium, Juratorum et Habitatorum dicte nostre ville Rupis super his nobis factam, dictas franchesias, immunitates, privilegia et libertates supra designatas, pro nobis nostrisque heredibus et successoribus universis, dictis Burgensibus, Juratis et Habitatoribus dicte ville nostre Rupis et ipsorum posteritatibus, laudamus, approbamus, ratificamus et confirmamus, etiam de novo ipsas concedimus per presentes, prout et quemadmodum in dictis franchesiis privilegiis et immunitatibus continetur. — Promittentes pro nobis et nostris predictis, bona fide nostra et per juramentum nostrum ad sancta Dei evangelia corporaliter prestitum, hanc nostram presentem confirmationem ratam habere et contra non venire, nec volenti contravenire in aliquo consentire atque dare auxilium, consensum, favorem vel assensum. — Mandantes dilectis Baillivo, Judici, Procuratori Gebenn. Castellano Rupis, et ceteris officiariis nostris dicti loci qui nunc sunt et qui pro tempore fuerint, quatenus ipsas franchesias et libertates dictis Burgensibus et Juratis in suis singulis punctis et capitulis observent penitus illesas et in nullo contra faciant quomodolibet vel proponant, absque alterius expectatione mandati. — Pro quibus, a dictis Burgensibus et Juratis nos habuisse et realiter recepisse confitemur per presentes quinquaginta florenos parvi ponderis manibus dilecti fidelis Guigoneti Marci. Thesaurarii nostri Sabaudie generalis, qui de ipsis nobis legitime computare debebit. — Datum in castro nostro Crusilie die septima mensis Julii Anno Domini millesimo quatercentesimo duodecimo, per Dominum,

presentibus Dominis Humberto bastardo de Sabaudia, Francisco de Mentone, Petro Andreveti et Guigoneto Marci. thesaurario Sabaudie.

THÔNES.

1350 - 1546.

(Les chartes de la ville de Thônes ont été transcrites sur les originaux et communiquées par M. A. Lecoy de la Marche, archiviste de la Haute-Savoie.)

I

1350, 20 Septembre. — *Premières franchises accordées à la ville de Thônes par Amédée III, comte de Genevois, du consentement de sa femme Mathilde de Bologne.*

Nos Amedeus, comes gebennensis, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, et etiam modernis hominibus et futuris, quod nos scientes et spontanei, pro nobis heredibus et successoribus nostris, et etiam de consensu et expressa voluntate carissime consortis nostre Mathildis de Boulonya, donamus, cedimus, et concedimus dilectis nostris burgensibus et juratis ville de Thono, licet absentibus, in manibus tamen Bertheti Vagoneti notarii publici, more publice persone, vice nomine et ad opus dictorum burgensium et omnium quorum in futurum poterit interesse, franchesias et libertates prout inferius continentur.

1. In primis, omnis homo qui moratur et morabitur per annum et diem in dicta villa, sine revocatione et contradicione domini sui, liber est et de libertate ville gaudeat quandiu morabitur in dicta villa; et faciat usum ville, et juret salvum ville et se servaturum statuta et libertatem ville.

2. Item, quiconque de habitantibus ville nunc et in posterum domici-

lium mutare voluerit, hoc sibi liceat, et de bonis suis ordinet secundum quod sibi placuerit, salvo jure alterius. Et Dominus et castellanus et jurati conducant eum, si eos requisierit, ubiconque voluerit per unum diem et unam noctem pro posse suo.

3. Item, quotienscunque Dominus Comes de novo veniet recipere juramentum ville, in mutatione domini, ille novus Dominus juret super sancta dei evangelia se servaturum jura, statuta et libertates, et bonas et antiquas consuetudines ville, et habitantes ville et bona ipsorum, antequam recipiat ab eis juramentum.

4. Item, quiconque fuerit Castellanus Thoni, vel judex vel alius officiarius, juret eodem modo antequam sibi obediatur.

5. Item, si aliquis habitator Thoni faciat testamentum vel aliam ordinationem, illud vel illa prout juris est observetur; nec bona sua a Domino, seu ab alio nomine suo, in toto vel in parte seysiantur; nec aliquid de dictis bonis capiatur, sed ejus arbitrium observetur.

6. Si autem aliquis moriatur intestatus, proximiores ejus vel legitimi successores habeant bona sua secundum juris ordinem, et ea propria auctoritate capiant, si non legitimus sit contradictor; nec bona sua per Dominum seu per alium nomine ejus ab aliquo seyseantur nec capiantur. Si autem ille qui mortuus est ab intestato non habeat proximos vel alios successores legitimos, Castellanus, duobus probis hominibus electis de consilio decem proborum hominum habitatorum ville, tradat dicta bona sub juramento fidei, et quod fiat inventarium, et dicta bonna per annum et diem custodiant sine minutione, nisi ob es alienum; et si infra annum comparheat heres legitimus, habeat dicta bona integre et solvat exequias; si vero infra dictum tempus nullus compareat, Castellanus de consilio decem proborum hominum faciat helemosinam de predictis, et superfluum sit Domino.

7. Item, si communi consilio burgensium vel majoris partis fiant alique expense sive tallie, omnes qui habent et habebunt in posterum possessiones in dicta villa, et omnes habitantes in dicta villa, in dictis expensis contribuant pro modo facultatum, secundum quod fuerit eis impositum; et per Castellanum ad solvendum compellantur, ad requisitionem illorum qui dictas expensas seu tallias equabunt.

8. Item, si burgenses volunt, ipsi eligant quolibet anno quatuor homines probos ad tractandum rempublicam et ad exercendum negotia communia. Et quiconque de villa electi fuerint ad dictum officium compellantur per Castellanum, captis pignoribus, ad dictum officium reci-

piendum et exercendum per annum, dummodo serventur imdempnes a communi ville; qui quatuor jurent fideliter regere.

9. Item, quod Castellanus de Thono, quiconque fuerit castellanus, ad requisitionem proborum hominum vel sindicorum dicte ville teneatur facere limitare communia et pascua dicte ville, et vias publicas et placeas.

10. Item, quod nullus utatur communibus et pascuis dicte ville nisi fuerit burgensis et juratus dicte ville; et quod Castellanus dicti loci teneatur deffendere dictis juratis dicta communia et pascua, nec aliquis utatur dictis communibus qui burgensis et juratus dicte ville non fuerit.

11. Et quod dominus Comes, vel aliquis ejus successor, vel alius pro ipsis, dicta communia aliquibus personis albergare vel aliter concedere non possit, quin semper remaneant communia dictis burgensibus et juratis.

12. Item, qualeconque statutum burgenses facere voluerint, presente Castellano et cum ejus consilio, si esse voluerit, aliter sine ipso, Castellanus illud servet et attendat, dummodo non sit contra Dominum.

13. Item, in tota villa Thoni, prout est nunc et erit in posterum, aliqua domus vel casale non incidat in commissum propter cessationem servicii non soluti; sed debitor servicii, hostiis remotis, vel captis pignoribus, ad solvendum compellatur; et si hostium remotum debitor removerit aut reduxerit in locum suum, duplum solvat quociens removeret illud aut reduceret in locum suum.

14. Item, habitator et juratus dicte ville qui in villa steterit per annum et diem, et usum ville fecerit, ut ceteri burgenses, non solvat leydam, escatum nec pedagium, nec alia que solvunt extranei. Ceteri vero qui usum ville non facerent, et commune non solverent, solvant leydam et alia usagia consueta.

15. Item, si quis venit habitare in dicta villa et aliquis personam ejus revocet, illi de villa et jurati debent illum consulere, dummodo dominus ejus non sit de juratis ville. Et si ille habitator non sit talliabilis, dominus qui eum voluerit revocare nullatenus audiatur, nisi aliud rationabile obsistat.

16. Item, aliquis non possit vendere vinum in villa Thoni in minuto a barrali inferius, nisi sit habitator ville vel alius qui habeat domum in villa et faciat usum ville; eodem modo fiat de caseis, seraceis et butiris, ne possint vendi partitu, et de sale a semi cupa inferius, nisi esset

aliquod remanens. Et hec omnia fiant sine cautela. Et si quis contra fecerit, solvet quinque solidos de banno, qualibet vice. Et Castellanus compellat vendentem ne amplius fiat; et si Castellanus hoc non vult facere, burgenses possint vendentem compellere, vel prohibere ne aliquid vendat in minuto, prout dictum est.

17. Item, quilibet habitator ville faciens usum ville, vel qui habet domum in villa, vendat quidquid voluerit pretio quo poterit, minute et grosse, quoconque tempore, dummodo mensuram faciat, nisi burgenses aut major pars ipsorum aliquo tempore contra statuerent de consilio Castellani, aut Castellanus de consilio ipsorum vel majoris partis; quod statutum Castellanus servare teneatur.

18. Qui percutit aliquem infra terminos ville, et non ad sui deffensionem, de pugno, sine fractione ossis vel membri, solvat tres solidos de banno; si vero frangat os vel membrum, solvat quadraginta solidos. Qui percutit de palma maliciose, solvat quinque solidos de banno. Qui trahit cutellum super aliquem, non ad sui deffensionem, solvat sexaginta solidos de banno, et si percutiat, solvat decem libras; et si interficiat, ad misericordiam Domini sit. Eodem modo fiat de ense, de lancea, de jusarma[1], et de quolibet alio gladio in quo sit metallum.

19. Qui percutit aliquem de petra, solvat sexaginta solidos de banno; et si interficit, ad misericordiam Domini sit interfector, nisi hoc faciat ad suam deffensionem. Qui trahit lapidem contra aliquem maliciose, licet non percutiat, solvat viginti solidos de banno. Qui trahit capillos ambabus manibus solvat decem solidos; et si una manu, solvat quinque solidos. Qui maliciose de baculo percusserit, solvat decem solidos, nisi os vel membrum fregerit vel sanguinem effuderit; et tunc solvat sexaginta solidos nisi vulnus sit letale, et tunc sit ad misericordiam Domini. Qui percutit de pede solvat decem solidos; et si os vel membrum frangat, aut budellum rumpat, solvat decem libras.

20. In omnibus predictis maleficiis, Castellanus cum consilio proborum hominum de villa faciat fieri congruam emendam injuriam passo, si passus voluerit; allioquin passus conveniat injuriantem, si voluerit.

21. Si garcio vel garcia, fatuus vel fatua dicit vel facit aliquod turpe probo homini, probus homo aut alius de circonstantibus possit eum vel eam corrigere, dando ei alapam vel butando, sine pena.

22. Item, Castellanus inquiret, quociensconque voluerit et quando

[1] La *guisarme* était une lance armée d'une petite hache.

requisitus fuerit ab aliquibus de villa, super ulnis et mensuris et ponderibus; et si aliquam falsam invenerit, mensurator cujus est mensura debet tres solidos, nisi signum Domini appareat sine aliqua mutatione; et quod tunc venderetur in illa mensura esset in misericordiam Domini. Et si pluries interpaulatim de eadem mensura usus fuerit, solvat sexaginta solidos de banno. Item qui habet duas mensuras, unam magnam et aliam parvam, quibus utatur emendo in magna et vendendo in parva, tamquam falsarius puniatur.

23. Qui requisitus fuerit a Castellano ut fidejubeat de re certa et justa, et fidejubere non velit si potest, nec jurare de scando juri et bona ypothecare, Castellanus potest sibi imponere penam quinque solidorum et non ultra, nisi esset causa maleficii vel alia magna causa que excederet centum solidos.

24. Si fiat clamor de re confessata vel cognita, convictus solvat sex denarios pro clama, et similiter de seysinis et deseysinis, per modum in dicta villa hactenus consuetum.

25. Item capita, hospiciorum sequantur Castellanum per unam diem et unam noctem et non plus, ad expensas suas, exceptis privilegiatis, quando Dominus Comes faciet exercitum vel generale mandamentum. Et ille qui ire vel mittere nuncium ydoneum noluerit, ad dictum burgensium approbatum solvat sexaginta solidos, nisi justam causam et racionabilem ostenderit. Et si contingeret quod Dominus Comes nollet ei facere expensas suas, ipsi possint illa vice impune recedere, et sine licencia Domini, cum banderia sua, nec Dominus possit eos remandare quandiu duraret illud mandamentum.

26. Si habitator de Thono qui faciat usum ville, vel alius qui faciat usum ville, moriatur in villa vel alibi, licet fenerator publicus vel privatus, dummodo ecclesia secum participet in morte vel in vita, Dominus Comes, vel alius nomine ejus, nichil percipiat vel seysiat de bonis suis; sed ea habeant proximiores et alii successores ordinati ab eo, et Dominus nichil ibi percipiat. Et si fecerit aliquam ordinacionem, illa plene prout juris est observetur, nec aliquid a Domino seysiatur vel capiatur; si vero dictus fenerator talis sit vel fuerit quod ecclesia secum non participaret in morte vel in vita, ejus bona confiscentur, emendatis clamoribus, si haberet peccatum de aliquibus de villa.

27. Infra terminos ville Thoni, videlicet a Nanto dou cirisier inferius descendente, recte tendendo per ripperiam cursus aque de Cyers a parte villagii de Periera, descendendo inferius versus Tronchina usque in loco

vocato Perers Sofflos; et ab illo loco transeundo per cursum aque de Nous usque ad petram grossam subtus ruppem vocatam Seys; et a dicto loco dicte petre tendendo superius usque in cacumine cresti Seveyrot; et a dicto cresto descendendo inferius usque ad pontem de Nous; et a dicto ponte tendendo superius per cursum aque de Nous, a parte de Villareto, usque ad Nantum vocatum Bruyent; et a dicto Nanto tendendo superius, usque ad pessiam de cuva in via de Colomban existente; et a dicta pessia extranverso inferius descendendo, usque in loco dou Pessey de Viverio; et a dicto loco dou Pessey usque in dicto Nanto dou cyrisier.

28. Et ab uno termino versus alium, prout sunt confines, nullus homo capiatur, nisi sit latro vel proditor manifestus, qui fecerit tale delictum pro quo debeat capi, et non recipi fidejussores ab ipso. Si vero sit delictum tale quod fidejubere debeat, si habeat bona sufficientia infra districtum Domini ad solvendum banna superius nominata, vel alia majora si ad hoc teneretur et emendandum dampnum passo, illa bona capiantur et non persona ejus, et vendantur. Si vero bona non sufficerent, et delinquens non vult fidejubere vel non potest, tunc capiatur per Castellanum, si bannum sit sexaginta solidorum vel plus, et non infra. Et si Castellanus vel familiares ejus non vellent eum capere, vel non essent presentes, illi de villa possent eum capere et debeant licite et impune, et tradere curie; et custodiatur per ipsos, quousque satisfecerit Domino de banno, et emendaverit dampnum passo.

29. Si aliquis infra dictos terminos aliquem vulneraverit vel percusserit de burgensibus et juratis dicte ville, vel quemlibet alium, Castellanus vel familia ejus faciat eum fidejubere si potest, et si non potest detineatur; et si Castellanus non sit presens vel familia ejus, vel si non vult eum compellere ad fidejubendum, illi de villa qui presentes essent hoc facere teneantur, et eum traderent Domino vel familie ejus, qui eum detineat ut supradictum est.

30. Si quis in foro alieno se inmiscuerit sine voluntate prioris emptoris, solvat tres solidos, nisi venditor dixerit precise ementi : tu non potes istud habere pro tanto.

31. Si aliquis de villa vel juratus, faciens usum ville, institerit in contractu alterius extranei, si vult, sit socius ejus. Item si hospes alicujus burgensis ville vendit alicui extraneo, burgensis in cujus hospicio hospitatur, si vult, sit socius pro medio de re quam vendit.

32. Item, in die fori nullus emat extra villam, nisi ubi gentes habitant; et qui contra fecerit solvat tres solidos de banno.

33. Qui juratus est ville et facit commune, habens domum in villa, habeat privilegium burgensium et franchesias, licet non moretur in villa.

34. Quiconque voluerit morari in villa, faciat usum ville et juramentum prestet.

35. Quiconque percussus fuerit in nemore vel alibi de nocte, per unum testem probetur maleficium. Et si probare non potest, reus se purget juramento suo ; si autem potest probari, malefactor solvat duplum pro banno, et emenda fiat passo incontinenti, ut supra dictum est.

36. Item, omnes et singuli burgenses et jurati dicte ville, videlicet alter alterum, quotiensconque essent requisiti, excepto contra Dominum, sequi teneantur ad jura sua debite conservanda.

37. Item, omnes burgenses habeant liberam facultatem faciendi de rebus suis et contrahendi secundum quod voluerint, et exercendi contractus quos voluerint, fenorando vel faciendo baratas; nec Dominus possit eos cogere ad faciendum predicta vel contra.

38. Item, adulter debet sexaginta solidos de banno, et mulier triginta solidos ; sed adulterium non potest probari nisi per bonos testes, prout juris est. Et si denunciator adulterii non probaverit quod denunciavit, teneatur ad tallionem. Si maritus vel alius de amicis ejus aliquem cum uxore sua, solum cum sola, in loco suspecto et prohibito invenerit, potest eum detinere et tradere curie ; et Castellanus levet bannum predictum.

39. Nullus vadietur in foro nisi contractus fuerit in foro, et tunc cum consensu Castellani et sine expensis fiat. Si aliquis extraneus vel mercator veniens in foro, vel in nundinis, vel alias super aliquibus mercandiis conquiratur de aliquo burgense, vel e contra burgensis de extraneo, Castellanus, de consilio duorum proborum hominum vel plurium, si voluerit plures habere, sibi faciat justitiam super petitis breviter et de plano, et sine strepitu judicii vel figura.

40. Si quis furtim portaverit leydam vel pedagium, solvat sexaginta solidos ; et si remiserit priusquam domi fuerit, quictus sit.

41. Si jurato facienti usum ville fiat injuria ab extraneo qui non sit juratus, in persona vel in rebus, Castellanus et omnes jurati habitantes in villa Thoni adjuvent eum ad deffendendum possessionem rerum suarum, et faciant passo injuriam emendari.

42. Item de serviciis, talliis et censibus confessis vel manifestis, potest quilibet juratus vadiare sine licencia Domini ; alias pro aliis rebus

nullus pignoret. Et si quis contra fecerit, si cum armis, solvat sexaginta solidos ; si sine armis, solvat viginti solidos.

43. Quociensconque Castellanus vocat burgenses ville ad tractandum communia negocia ville, capita hospiciorum venire teneantur, si sunt presentia nec habeant legitimam excusationem ; aliter non veniens solvat tres solidos pro banno ; et tunc Castellanus potest tractare et constituere quod voluerit, de consilio et consensu proborum hominum ville. Quidquid major pars ville cum consilio Castellani statuerit, illud servetur, dummodo non sit contra jura Domini, nec aliquis rebellus audiatur.

44. Cause pauperum viduarum et orphanorum, que non excedunt decem libras, per Castellanum, de consilio proborum hominum, terminentur et sine expensis.

45. Quiconque vendit aliquid, faciat mensuram legalem ; aliter si probetur male mensurasse, perdit quod vendit illa vice, et solvat tres solidos de banno.

46. Omnia ista banna et pene omnes leventur cum misericordia et secundum posse delinquentis, racione sexus et etatis, cum consilio trium vel quatuor proborum hominum ville.

47. Item, de septennio in septennium juramentum ville renovetur, et omnes habitantes jurent se servaturos libertatem ville et statuta. Et qui de habitantibus ville, exceptis clericis in sacris et aliis qui non habent possessiones in villa, jurare noluerint, non gaudeant privilegio libertatis, et nullus cum ipsis participet. Nullus in juramento ville recipiatur sine consensu Castellani, sindicorum et decem proborum hominum dicte ville juratorum. Et quiconque receptus fuerit in dicto juramento, solvat dicte ville viginti solidos gebennensium. Et postquam receptus fuerit, non possit contremandare dictum juramentum sine consensu Castellani, et decem proborum hominum et sindicorum dicte ville. Et si contremandato consenserint, tunc contremandans solvat viginti solidos gebennensium Domino, et viginti solidos dicte ville.

48. Item volumus, quod si supradictis statutis, vel aliquo eorumdem, fuerit aliqua dubitacio seu oscuritas, quod illud per duos probos homines paris condicionis, electos communiter a nobis et a dictis burgensibus, declaretur et pacifice dirimatur.

49. Volumus etiam, quod Castellanus et familia sua, quandiu Castellanus fuerit, non possit emere vadia. Item quiconque vadia emerit, non valeat emptio, nisi incontinenti solverit precium et sine fraude.

50. Item volumus, quod macellarii non presumant vendere carnes in-

fectas in macello cum aliis; et qui contra fecerit solvat tres solidos, quilibet qui hoc fecerit, et carnes confiscentur.

51. Item non vendant arietem, ovem, capram nec edum pro castrone, nec taurum pro vaca, nec troyam pro porco, nec faciant renunculos; et si contra fecerint solvant tres solidos, et carnes Domino sint. Et carnifex primo denunciet emptori qualesconque fuerint dicte carnes; et si hoc non fecerit solvat tres solidos de banno.

52. Item quilibet vendat vinum quantum voluerit et poterit, et faciat eum clamari si voluerit. Item postquam vinum preconizatum fuerit certo precio, non moutetur; et quod aliud vinum sive aqua non misceatur cum ipso, nec aliter possit permutari, nec aliud vinum vendi pro ipso; et si contra factum fuerit, solvat tres solidos et amittat vinum.

53. Item volumus, quod non inquiratur super maleficiis contra burgenses et juratos, nisi de mandato judicis et cum accusatore et denunciatore legitimo, nisi contra publice defamatos, vocatis ipsis et presentibus si voluerint interesse; et super deffensionibus eorum legitime audiantur.

54. Item quod forum dicte ville, quod consuevit teneri in die mercuri, teneatur et fiat singulis septimanis in die sabbati. Et dictum forum eisdem manutenere Dominus teneatur et dictus Castellanus. Item quod singulis annis fiant ibidem nundine, die dominica post festum beati Martini yemalis, que durent per duos dies ultra alias nundinas in mense septembris in dicta villa singulis annis teneri consuetas.

55. Item quod si aliquis burgensis vel juratus emerit vadia in foro publico, secundum consuetudines dicti fori, et ille supra quem vendita fuerint dicta vadia, vel alius pro eo, ea non redimerit infra octo dies post dictam venditionem factam et sibi vel in hospicio habitationis sue notificatam, tunc sunt escheuta, et tamquam escheuta tradantur emptori. Si vero extraneus ea emerit, habeat ille contra quem emuntur quindecim dies ad ipsa redimenda. Et si infra dictos quindecim dies ea non redimerit, tamquam escheuta expediantur dicto emptori.

56. Retinentes tamen nos predictus comes, nobis et successoribus nostris imperpetuum, in predictis libertatibus et constitucionibus jura et usagia infrascripta, que nos consuevimus percipere et levare in villa supradicta, videlicet servitia in domibus et rebus pro quibus nobis debentur.

Promittentes nos prefatus Comes, pro nobis heredibus et successoribus nostris, bona fide et per stipulacionem sollempnem, tibi notam

infrascripto stipulanti nomine et ad opus omnium et singulorum quorum interesse poterit, universa supradicta et singula rata, grata et firma tenere et habere imperpetuum, et fideliter observare; et contra predicta, in toto vel in parte, de jure vel de facto, in judicio vel extra, per nos seu per aliquam personam interpositam, in posterum ullo tempore non venire, nec alicui contra venienti in aliquo consentire. Promittentes, modo quo supra, non facere aliquas novitates in dicta villa de cetero nec contra dictos burgenses, nec aliquid ultra predicta ab eis exigere, nisi de sua processerit voluntate.

In quorum omnium robur et testimonium, nos predictus Comes presentem cartam sigillo nostro et sigillo predicte carissime uxoris nostre duximus roborandam.

Acta fuerunt hec publice apud Anessiacum burgum, in castro, infra cameram dicti Domini Comitis, presentibus testibus ad hec vocatis, videlicet nobili viro domino Petro de Compeissio milite, domino Oberto Vigniolie jurisperito, et Humberto de Navi, meque Bertheto Vagoneti de Albiaco, notario publico auctoritate imperiali et dicti Domini Comitis, qui premissis omnibus presens fui. Et hoc publicum instrumentum de mandato ipsius Domini Comitis, ad opus et utilitatem dicte ville, burgensium et juratorum ejusdem et omnium aliorum quorum in futurum poterit interesse, recepi in formamque publicam redegi, scripsi, feci, tradidi fideliter et signo meo consueto, una cum signo armorum dicti Domini Comitis, signavi in testimonium veritatis; die XX^a^. mensis septembris, anno a nativitate domini millesimo trecentesimo quinquagesimo, indicione tercia.

II

1369, 6 Septembre. — *Amédée IV, comte de Genevois, confirme les franchises précédentes et statue sur quelques points controversés. Il reçoit pour ces concessions quatre-vingt-dix florins de bon poids, et son Conseil en reçoit vingt.*

Nos Amedeus, comes Gebennensis, notum facimus universis per presentes quod, cum quidam processus et inquisiciones facti et facte fuerint, apud Thonum, contra non nullos burgenses nostros et juratos dicte ville, super eo quod inculpabantur mensurasse ad mensuras non justas

sive legales; contraque se excusando proponebant quod ipse mensure signate fuerant signo nostro per familiares nostros, ex quo juste presumebantur et presumi debebant; molestabantur eciam dicti nostri burgenses supra casibus infrascriptis, licet, ut asserebant, super ipsis privilegia et franchesias (habebant), et immunes se dicebant et privilegiatos a casibus ipsis super quibus molestabantur, et licet satis tuti videantur per formam ipsarum franchesiarum; nichilominus tamen nobis humiliter supplicarunt ipsos casus eis declarari et confirmari, ne ulterius indebite molestentur; nos vero Comes prefatus, cupientes dictos nostros burgenses tractare favoribus graciosis, declaramus et concedimus eisdem ut infra :

1. Primo quod dicti nostri burgenses presentes de ipsorum bonis, sicut in eorum franchesiis continetur, testari possint et de eorum bonis ordinare; nec possint eorum bona per gentes nostras confiscari, eo pretextu quod sunt feneratores vel usurarii.

2. Item quod omnes jurati presentes, tailliabiles vel ne, usum ville facientes, gaudeant franchesiis et libertatibus dicte ville, sive habeant domicilium in dicta villa, sive non; et ut ceteri burgenses gaudeant ipsis privilegiis et libere utantur.

3. Item quod si mensure fuerint per gentes nostras signo nostro signate, licet reperiantur majores vel minores, volumus quod reficiantur et reparentur sine pena.

4. Item quod dicti nostri burgenses possint constituere vel elegere sindicos, recipereque burgenses, vocatis sex probis hominibus dicte ville, presente Castellano qui nunc est vel qui pro tempore fuerit, et de ipsius consensu.

5. Insuper, franchesias et previlegia per predecessores nostros dictis burgensibus concessas et concessa tenore presentium confirmamus et approbamus; promittentes bona fide nostra, pro nobis et successoribus nostris, predicta omnia et singula predictis nostris burgensibus attendere et observare, et non contra facere vel venire; confitentes nos habuisse, pro declaracione et confirmacione premissis, quatuor viginti et decem florenos auri boni ponderis, manu dilecti receptoris nostri Guillelmi de Cranz, pro nobis, et viginti florenos auri dicti ponderis pro consilio nostro.

In cujus rei testimonium, sigillum nostrum presentibus duximus apponendum. Datum Anessiaci, in castro, et in camera nostra rubea, die sexta mensis septembris, anno domini millesimo trecentesimo sexagesimo nono.

Per Dominum oretenus expedita, presente Domino cameracensi episcopo, et presentibus Dominis Francesco Candie milite, Anthonio Cagran judice, et Petro de Navez procuratore Gebennensi. Idem G°. de Cranz florenos solvant quatuor, et exercendi contractus quos voluerint potestatem habeant per quas francheissias.

III

1464, 24 Avril. — *Janus de Savoie, comte de Genevois, confirme toutes les franchises et libertés accordées aux habitants de Thônes par ses prédécesseurs.*

Janus de Sabaudia, comes Gebennesii et haro Foucigniaci, ac Bellifortis dominus, locuntenensque generalis illustrissimi principis domini et genitoris mei metuendissimi domini Ludovici, ducis Sabaudie Chablaysii et Auguste, sacri romani imperii principis vicariique perpetui, marchionis in Ytalia, principis Pedemoncium, Gebennesii et Baugiaci comitis, baronis Uuaudi et Foucigniaci, Nycieque Venessarum et Friburgi Domini; universis serie presencium fieri volumus manifestum quod nos, visis litteris franchesiarum libertatum et immunitatum per inclite recordacionis dominum Amedeum, comitem Gebennesii, predecessorem nostrum, dilectis fidelibus nostris hominibus, burgensibus, juratis et habitatoribus ville nostre Thoni concessarum, ac quatuor confirmacionibus earumdem inde sequutis, presentibus annexis; supplicationi itaque ipsorum fidelium nostrorum hominum burgensium, juratorum et habitatorum dicte ville nostre Thoni, super hiis nobis facte ut ipsas libertates et franchesias sibi confirmare et ratifficare more predecessorum nostrorum dignaremur, benigniter annuentes. Volentes ipsos fideles nostros favoribus pertractare graciosis, ut quanto nostre munifficentie presidio se noverint sincerius mactatos, tanto fidelitatis obsequio se erga nos et nostros exhibeant prompciores.

Igitur, de certis bonis moti consideracionibus, ex nostra certa sciencia, pro prelibato domino et genitore meo metuendissimo, virtute locuntenencie nostre predicte, et suis nobisque et nostris heredibus et successoribus universis, matura super hiis consilii nostri deliberacione prehabita, et quia nobis sic fieri placet; predictas omnes et singulas franchesias, libertates, privilegia et immunitates, per prefatum inclite recordacionis

dominum Amedeum, comitem Gebennesii, ipsis fidelibus nostris concessas, et per sanctissimum dominum nostrum Felicem divina providencia Papam quintum, tunc in minoribus existentem, dominum Amedeum Sabaudie ducem, avum nostrum paternum preclarissimum, et successive per inclite recordie dominum Philippum de Sabaudia, patruum nostrum carissimum, dicti comitatus Gebennesii comitem, confirmatas et approbatas, dictis fidelibus nostris supplicantibus et sue posteritati laudamus, ratifficamus, confirmamus liberaliterque et graciose approbamus per presentes. Et insuper, quantum nobis possibile fuerit, vestigia prefatorum sanctissimi domini avi illustrisque patrui meorum insequi volentes et cupientes, et ipsos fideles nostros regere et gubernare prout et quemadmodum prelibati antecessores nostri consueverunt affectantes, promittimus bona fide nostra, in verbo principis, predictas libertates, franchesias et immunitates eisdem fidelibus nostris sueque posteritati tenere, attendere et observare, sicuti et quemadmodum per eosdem predecessores nostros tente fuerunt et observate, ipsosque fideles nostros profecto regere gubernare et tenere in et sub usibus, moribus et consuetudinibus acthenus per eosdem predecessores nostros prenominatos tentis et observatis.

Mandantes propterea baillivo, judici et procuratori Gebennesii, Castellanoque Thoni, ac ceteris prelibati domini et genitoris mei et nostris quibuscunque officiariis ad quos spectat, presentibus et futuris, ipsorumque locatenentibus et cuilibet eorundem, quatenus hujusmodi confirmacionem et litteras nostras dictasque libertates, immunitates et franchesias, modis et formis predictis, ut supra confirmatas, eisdem fidelibus nostris et suis inviolabiliter observent, teneant et attendant, in nulloque contra faciant quomodolibet vel opponant.

Has litteras nostras in premissorum testimonium concedentes, datas Annessiaci, die vicesima quarta mensis aprilis, anno domini millesimo quatercentesimo sexagesimo quarto.

Datum presentibus Dominis, N. de Menthone. Domino Montistrotterii. B. de Menthone. Domino Pontis. L. domino Avanchiaci. Magistro hospicii. Bertrando de Dereya. Johanne de Ossens. Petro Clavelli. Vicejudice Gebennesii. Aymone Ruphi.

IV

1546, 6 Février. — *Charlotte d'Orléans, duchesse de Nemours, tutrice de son fils Jaques de Savoie, confirme les priviléges, libertés et franchises des habitants de Thônes, y ajoute quelques dispositions nouvelles et abolit la tolérance des contrats usuraires, accordée précédemment.*

Cet acte de la duchesse est entériné par le Conseil de Genevois, à Annecy, le 10 avril suivant.

Charlotte d'Orleans, duchesse de Nemour, contesse douairiere de Geneve et Genevoys, marquise de Sainct Sorlin, baronesse de Foucigny, Beaufort, Gray sur Seyne et Secondigny, de Trevolz, Chasey, Oysans, La mure, Mathesnie, Vaulbonoys, Clays, Theis, La pierre et domenne nostre Dame, tutrice ayant la garde noble, gouvernement et administration des personne et biens de nostre tres chier et tres ame filz Jaques de Savoye, à tous ceulx qui ces presentes verront salut. Receue avons la tres humble supplication et requeste de noz tres chiers et bien amez et feaulx les sindiques et bourgeoys de nostre ville de Thone, contenant comme feuz de bonne memoyre messeigneurs noz predecesseurs et de nostre dict tres chier et tres ame filz leur auroit et a leur ancestres concedez plusieurs previleges, libertez et franchises, au prouffit et utilite de la dicte ville et augmentacion de nostre revenu ; nous suppliant les leur voulloir confermer, approuver et ratiffier, et en oultre leur accorder, conceder et eslargir, et a leur successeurs bourgeoys du dict lieu, a tiltre de previlege, cinq articles cy conjoinctement escriptz, assavoyr :

En premier lieu, quilz ayent pouvoir et auctorite de constituer ung serviteur de ville, qui puisse commander et deffendre en tous affairez de ville, et imposer peinnes du commandement des sindiques jusques a dix gros pour une foys, et icelles exiger des deffaillans pour estre appliquees au bien et utilite de la dicte ville.

En second, quilz ayent puissance et permission de vendre, donner, accenser et alberger des communs a eulx par messeigneurs noz ancestres et de nostre dict filz donnez, que sont allodiaulx, et diceulx jouyr comme choses allodiales au prouffict de la dicte ville ; aussi que le corps et universite dicelle puisse tenir fiedz et directes, comme les bourgeoys de noz aultres villes franches de nostre dict pays de Genevoys.

En tiers, quil leur soit permys de eslever et imposer ung commun en nostre dicte ville, assavoir que pour une chascune livre de chair que se

vendra soubz la hasle du dit lieu, et pour ung chascun pot de vin se vendant dedans la dicte ville, ilz prendront une maille genevoyse; lesquelz deniers s'appliqueront et employeront pour les negoces au prouffit et utillite de la dicte ville, et ainsi que lon en use aux aultres villes de Genevoys; et ce pour le temps et terme de neufz ans prochainement venantz, a commencer des la datte de l'interinement de noz presentes, par lequel temps ilz en puissent jouyr et user sans contredicte.

En quart, quil nous plaise les exempter de toutes contributions de gabelles nostre dicte ville de Thone.

Et finablement que leur vuellons conceder une foyre l'annee, previleges comme les aultres que desja ilz ont et desquelles ilz jouyssent, laquelle se tiendra par chascune annee le jour et feste sainct Nycolas au moys de may; disantz ce n'estre prejudiciable a aulcuns de noz subgetz pour ce que le dict jour il nen y a point daultre en noz pays de Genevoys et Foucigny;

Nous suppliant tres humblement leur eslargir sur les choses sus suppliees nostre grace; pour ce est il que, vueillantz les dits suppliantz favorablement traicter, en consideration mesmement des charges par eulx supportees tant a cause des contributions des gens darmes, infection de peste, que pour la sterilite des prises passees;

Sçavoir faisons que, ayans les dicts previleges par feu de bonne memoyre messeigneurs noz predecesseurs et de nostre dict tres chier et tres ame filz aux dicts suppliantz concedes, et les articles contenuz en leur dicte requeste, faict dhuement veoir par noz tres chiers, bien amez et feaulx conseilliers les president et gens de nostre conseil, par ladvis desquelz nous appert la concession et confirmation des dicts previleges ne nous estre ny a noz subgectz aulcunement prejudiciable, mais aux suppliantz grandement prouffitable; a la requeste desquelz vueillantz obtemperer, les previleges et franchises cy soubz attachees et le contenu en icelles nous avons, comme tutrice susdicte, de nostre certaine science, plain pouvoir et auctorite, pour nous, nostre dict filz et ses successeurs, par cestes conferme ratiffie et approve, confirmons ratiffions et approvons, par la forme et maniere quilz auroyent este aux dicts suppliantz et leur predecesseurs accordez; leur donnant en oultre, pour eulx et leur successeurs, et oultroyant, en augmentacion dicelles et a tiltre de previlege, le contenu aux cinq articles cy sur escriptz; desquelz previleges ilz puyssent et doitent doresenavant jouyr et user paisiblement et sans contredicte, sauf et reserve a nous et aux nostres, sur le contenu des

vieulx previleges comme dessus a eulx concedes, la recognoissance et astriction d'hommaige, en quoy les dicts suppliantz nous sont et a nostre dict filz tenuz, aussi les eschentes et mainmortes des talliables, si aulcuns en y a, et que y pourroient seurvenir, et a nous appertans par droit ou coustume; a la charge aussi que les dicts suppliantz ne facent aulcunes ordonnances que pour le faict de la politique de la ville, present le Chastellain ou son lieutenant, et que les Chastellains du dict lieu de Thone, faisantz serment dobserver les franchises accordees aux dits suppliantz, le doitent fere en noz mains ou des president et gens de nostre conseil en Genevoys; derogant par ces presentes et abollissant les articles concernantz la permission des actes, contractz et pactz usuraires, lesquelz voullons estre a neant, pour ce que cest contre le droit divim.

Si donnons en mandement a noz tres chiers bien amez feaulx conseilliers et chambellan Bernard, seigneur et baron de Menthon, gouverneur en noz pays de Genevoys et Foucigny, les presidentz et gens de noz conseil et comptes en Genevoys, les baillifz, juge, advocat procureur, chastellain, greffiers, et a tous noz aultres officiers, justiciers et subgectz, et a chascun deulx si comme il appertiendra, a peinne de cent livres genevoyses pour ung chascum moyndre des dicts gouverneur du conseil et des comptes, que noz presentes lettres de ratiffication et novelle concession de previleges aux suppliantz ilz tiennent et observent, les facent tenir et observer par qui appertiendra, les mettent et instituent en possession et saisine diceulx, les en facent jouyr et user plainement paisiblement et sans contredicte, et a eulx obeir et entendre de tous ceulx et ainsi quil appertiendra es choses concernantz leurs previleges; car tel est nostre playsir, non obstant toutes choses à ce contraires.

En tesmoingt de ce, nous avons signees ces presentes de nostre main, faict seeller du seel de noz armes et contresigner par lung de noz secretaires. Donnees a Chasey, le sixiesme jour de febvrier, l'an mil cinq cens quarante-six prins a la nativite nostre seigneur.

CHARLOTTE.

Par madame la duchesse,

GRANYER.

Extrait des registres du conseil de Genevois.

Sus la requeste des sindicques, borgoys, manantz et habitantz de la ville de Thono, tendant aux fins leur fussent interines, observes et entre-

tenues leurs libertes, previlleges et franchises, confirmations dicelles et nouvelle concession ; le Conseil, presentz ceulx des comptes, appres avoir le tout faict communiquer a l'advocat et procureur fiscaulx, et iceulx sur ce ouys, et veues leurs conclusions mises par escript, a dict et ordonne, dict et ordonne que les dictes libertes, franchises et previlleges seront aux dictz de Thono et les leurs interines, gardes et observes ; et lesquelles leur a interiner, garder, entretenue et observe, interine, garde, entretient et observe, sellon leur forme et teneur, ainsi qu'ilz en auroient use le passe ; ensemble les chappitres a eulx novellement concedez par madame, a la charge et condicion qui n'en abuseront, et qui les monstreront et exhiberont a monseigneur et a ses officiers tociens quotiens en seront demandes et requis.

Et davintage que le corps et universite de la ville, acquerant fiedz ou arrierefiedz, les sindicques estantz pour lors, et communaulte, en seront promptement tenus fere recognoyssance a monseigneur, et en payer les loudz dheuz sellon la coustume du lieu ; et oultre ce, de vingt ans en vingt ans payer a monseigneur et aux siens, et pariellement avintagium cujuslibet domini ou des siens, de placito, une livre genevoyse pour chascum cent du pris compris es acquis par quelque tiltre d'acquis que ce soit, si le dict pris aultant se monte ; si moins ou plus, pour race du pris ; avec declaration qui seront tenuz payer dictum placitum de vingt ans en vingt ans, modo premisso, ores qui ne heussent faict que ung seul acquis, et quil augmentera sellon que les acquis augmenteront a rayson que dessus.

Et si le jour sainct Nycolas, qui leur est octroye tenir foyre, eschoyoit en jour de dimenche ou aultre solempnel, sera remise le lendemain ; avec deffenses et prohibitions a qui l'appertiendra ne les empescher en la jouyssance dicelles, et mandement a tous officiers de publier es lieux et manieres accoustumes la dicte foyre.

Faict Annessi, le dixiesme jour du moys d'avril, l'an de grace mil cinq cens quarante-six.

Par le dict conseil,

ANGEVILLE.

ANNECY.

1367 et 1412.

(Les franchises d'Annecy de 1367 ont été transcrites par E. Mallet, d'après une copie, faite par L. Ménabréa, du manuscrit des Archives de la ville d'Annecy.)

I

1367, 19 Novembre. — *Amédée IV, comte de Genevois, du consentement de la comtesse Mathilde de Bologne, sa mère, confirme les anciennes franchises (non indiquées) de la ville d'Annecy, et y ajoute quelques dispositions nouvelles.*

Nos Amedeus Comes Gebennensis, notum facimus universis per presentes, quod nos dilectorum fidelium nostrorum subditorum et burgensium nostrorum Annessiaci supplicationem recepimus, ut franchesias, libertates et privilegia hactenus per predecessores nostros eisdem concessas confirmare benigniter dignaremur, quodque cum aliquibus in ipsis aliquando dubium vertatur et obscuritas, ut clariorem intellectum quedam addendo et detrahendo apponi faceremus in eisdem, ut clarioribus verbis appositis obscuritas trahatúr in futurum. Insuper quasdam franchesias et libertates quas nobis perscriptas tradiderunt de novo eisdem concedi humiliter postulaverunt liberalitatis nostre beneficium misericorditer implorare. Nos vero, interveniente consensu et voluntate carissime Domine matris nostre Domine Mathildis de Bolonia Comitisse Gebenn., habito respectu ad multiplicia beneficia probitatis merita dictorum burgensium nostrorum quibus nos et predecessores nostros solicitos assidue honoraverunt, quas confirmamus, approbamus et laudamus, quas alias de novo petitas ipsis nostris burgensibus donamus, renovamus, largimur, et ex nostra scientia concedimus prout et quemadmodum inferius continetur et declaratur, et ipsorum bonos et antiquos usus et consuetudines dicte ville nostre Annessiaci Burgi ipsis burgensibus confirmamus, illas eisdem custodiri volentes, quas franchesias, libertates, bonos usus et consuetudines per Ballivos, Judices, castellanos et ceteros officiarios nostros et alios quoscunque in perpetuum non infringi, sed inviolabiliter observari, harum tenore mandamus et ordinamus.

Sequuntur ipse franchesie, libertates et privilegia :

1. Primo, omnis homo qui moratur per annum et diem in dicta villa sine contradictione et revocatione Domini sui, liber est, et de libertatibus ville gaudeat quandiu morabitur in dicta villa, et faciet usum ville, et juret salvum ville et servaturum statuta et libertates.

2. Item, quicumque ex habitatoribus ville nunc et imposterum domicilium mutare voluerit, hoc sibi liceat et de bonis suis ordinet secundum quod sibi placuerit, salvo jure alterius, et Dominus et castellanus et jurati conducent eum, si eos requisierit, ubicunque voluerit per unam diem et unam noctem, pro posse suo.

3. Item, quotiescunque D. Comes de novo venerit recipere juramentum ville in mutatione Domini, ille D. novus juret super sancta Dei evangelia se servaturum jura, statuta, libertates, privilegia et franchesias, et bonas et antiquas consuetudines, bonosque usus ville Annessiaci et dictorum burgensium, nec non res et bona ipsorum ubicunque sint in villa Annessiaci et citra in toto comitatu Gebenn. defendere et servare, prout Dominus tenetur bonos subditos suos et eorum bona defendere et servare, antequam ab eis recipiat juramentum.

4. Item, quod quicunque fuerit castellanus Annessiaci, judex vel alius officiarius, juret eodem modo antequam sibi obediatur.

5. Item, si aliquis habitator Annessiaci faciat testamentum, vel aliam ordinationem, illud vel illa, prout juris est, observetur, nec bona sua a Domino, vel alio nomine suo, in toto vel in parte seisiantur, nec aliquid de dictis bonis capiatur, sed ejus arbitrium observetur.

6. Si autem aliquis moriatur intestatus, proximiores ejus vel ejus legitimi successores habeant bona sua secundum juris ordinationem, et ea propria auctoritate capiant, si non sit legitimus contradictor, nec sua bona, per Dominum vel alium ejus nomine, ab aliquo seisiantur nec capientur. Curia sive officiales nostri non faciant nec facere possint aut debeant inventorium de bonis defuncti, nisi ad requisitionem heredum vel proximorum suorum, vel alias in casibus a jure permissis. Si autem ille qui mortuus est ab intestato non habeat proximos vel alios successores legitimos, Castellanus duobus probis hominibus electis de consilio decem proborum hominum et habitatorum ville tradat dicta bona sub juramento fideli et conficiat inventorium, et dicta bona per annum et diem custodiant sine diminutione, nisi ob es alienum, et si infra annum comparuerit heres legitimus habeat dicta bona integre et solvat exequias. Si vero infra dictum tempus nullus comparuerit, Castellanus de consilio

decem proborum hominum ville faciat elemosinam de predictis, et superfluum sit Domino.

7. Item, si communi consilio burgensium vel majoris partis, fiant alique expense sive talie, omnes qui habent et habebunt in posterum possessiones in dicta villa, et omnes habitantes in dicta villa, in dictis expensis contribuant pro modo facultatum, secundum quod fuerit eis impositum, et per Castellanum ad solvendum compellantur ad requisitionem illorum qui dictas expensas seu talias equabunt.

8. Item si burgenses volunt, ipsi eligant, quolibet anno, quatuor homines probos ad tractandum rem publicam et ad exercendum negocia communia, et quicunque de villa electi fuerint ad dictum officium, compellantur per Castellanum captis pignoribus, et ad dictum officium recipiendum et exercendum per annum, dummodo serventur indemnes a communi ville, et dicti quatuor jurent fideliter regere.

9. Item, singulis annis si dicti probi homines requisierint, pascua limitentur, et vie publice et platee publice, et si quis aliquid de cetero scienter de predictis appropriaverit, illud incontinenti restituat, et viginti solidos de bampno solvat.

10. Item, bougie ville in monte de Semenoz vel alibi ab aliquo non exertentur, nec capre ibidem intrent, et si ibidem fuerint invente, capiantur ab inventore, et inventor capiat sex denarios in capra, et custos solvat tres solidos de bampno.

11. Item, carbonarii qui faciunt carbonem in monte de Semenoz, arborem de qua faciant carbonem totam comburent ad usum carbonerie antequam aliam scindant, et hoc jurent, et si contra fecerint, solvant quinque solidos pro bampno, et nullus facere possit carbonem, nisi habitantes Annessiaci, qui possint facere quando voluerint.

12. Item, in aqua de Thioux et in fossalibus circuentibus villam Annessiaci, canabem non neysientur a domo que quondam fuit Petri Sachalli inferius usque ad domum Jacobi filii quondam Neymium, nec exinantur in locis publicis, et si contra factum fuerit, Castellanus levet tres solidos de bampno, aut capiat canabem.

13. Item, qualemcunque statutum burgenses facere voluerint presente Castellano et cum ejus Consilio si esse voluerit vel sine ipso, Castellanus illud servet vel attendet, dummodo non sit contra Dominum.

14. Item, in tota villa Annessiaci, prout nunc est et erit in posterum, aliqua domus vel casale non incidat in commissum propter cessationem servitii non soluti, sed debitor servicii ostiis remotis vel captis pigno-

ribus ad solvendum compellatur, et si ostium remotum debitor removerit aut reduxerit in locum suum, duplum solvat quotiens removerit illud aut reduxerit in locum suum.

15. Item, habitator ville qui in villa steterit per annum et diem, et usum ville fecerit ut ceteri burgenses, non solvat leydam nec alia que solvant extranei. Ceteri vero qui usum ville non facerent, et commune non solverent, solvant leydam et alia usagia.

16. Item, si quis venit habitare in dicta villa, et aliquis personam ejus revocet, illi de villa et jurati, debent ipsum consulere, dummodo Dominus non sit de juratis ville, et si ille habitator non sit talliabilis, Dominus qui eum voluerit revocare nullatenus audiatur, nisi aliud rationabile obsistat.

17. Item, aliquis non possit vendere vinum in villa Annessiaci in minuto a barrali inferius, nisi sit habitator ville, vel alius qui habeat domum in villa, et faciat usum ville; et eodem modo fiat de caseis et ceraceis, ne possint vendi pareita et de sale ad semis cupam inferius, nisi esset aliquod remanens; et hec omnia fiant sine cautela; et si quis contra fecerit, solvat quinque solidos de dampno pro qualibet vice, et Castellanus compellat vendentem ne amplius fiat, et si Castellanus hoc non vult facere, burgenses possint vendentem compellere ne aliquid vendat in minuto, prout dictum est.

18. Item, quilibet habitator ville faciens usum ville, vel qui habet domum in villa, vendat quod voluerit pretio quo poterit, minute et grosse, quocumque tempore, dummodo mensuram faciat, nisi burgenses aut major pars ipsorum contra statuerint de consilio Castellani, aut Castellanus de consilio ipsorum vel majoris partis; quod statutum fuerit, Castellanus servare teneatur.

19. Qui percutit aliquem intra terminos ville et non ad sui defensionem, de pugno sine fractione ossis vel membri, solvat quadraginta solidos. Qui percutit de palma malitiose solvat quinque solidos de bampno. Qui trahit cultellum supra aliquem non ad sui defensionem, solvat sexaginta solidos de bampno, et si percutiat, decem libras. Si vero interficiat, ad misericordiam Domini sit. Eodem modo fiat de ense, de lancea, de iusarma, et de alio gladio in quo sit metallum. Qui percutit aliquem de petra, solvat sexaginta solidos de bampno; et si interficiat, ad misericordiam Domini sit interfector, nisi hoc faciat ad sui defensionem. Qui trahit lapidem contra aliquem maliciose, licet non percutiat, solvat viginti solidos de bampno. Qui trahit capillos ambabus manibus, solvat decem

solidos ; et si una manu, solvat quinque solidos. Qui maliciose de baculo percusserit, solvat decem solidos, nisi os vel membrum fregerit, vel sanguinem effuderit, et tunc solvat sexaginta solidos, nisi vulnus sit letale et tunc sit ad misericordiam Domini. Qui percutit de pede, solvat decem solidos, et si os vel membrum frangat aut budellum rumpat, solvat decem libras. In omnibus predictis maleficiis Castellanus cum consilio proborum hominum de villa, faciat fieri congruam emendam injuriam passo, si injuriam passus voluerit, alioquin passus conveniat injuriantem si voluerit.

20. Si garcio vel garcia, fatuus vel fatua, dicit vel facit aliquid turpe probo homini, probus homo, aut alius de circumstantibus possit eum vel eam corrigere dando ei alapam sine pena.

21. Item, Castellanus inquirat quotienscunque voluerit et quando requisitus fuerit ab aliquibus de villa super ulnis vel mensuris et ponderibus, et si aliquam falsam invenerit, mensurator cujus est mensura debet tres solidos, nisi signum Domini appareat sine aliqua mutatione, et quod tunc venderetur in illa mensura esset in misericordia Domini, et si plures interpellati de eadem mensura usi fuerint, solvant sexaginta solidos de bampno.

22. Item, qui habet duas mensuras, unam parvam et aliam magnam quibus utetur emendo in magna et vendendo in parva, tanquam falsarius pugniatur.

23. Item qui requisitus fuerit a Castellano ut fidejubeat de re certa et justa, et fidejubere non velit si potest de stando juri et bona hypothecare, Castellanus sibi potest imponere penam quinque solidorum et non ultra, nisi esset causa maleficii, vel alia magna causa que excederet centum solidos.

24. Item, si fiat clamor de re excedente viginti solidos, solvantur tres solidi pro clama, et de re minori solvantur duodecim denarii.

25. Item, capita hospitiorum sequantur Castellanum per unum diem et unam noctem et non plus ad expensas, exceptis privilegiatis, quando D. Comes faciet exercitum vel generale mandatum, et ille qui ire vel mittere nuncium idoneum noluerit ad dictum burgensem approbatum, solvat sexaginta solidos, nisi justam causam et rationabilem ostenderit. Et si contingerit quod D. Comes nollet eis facere expensas suas, ipsi possint illa vice impune recedere sine licentia Domini cum banderia sua, nec D. possit eos remandare quandiu duraret illud mandamentum.

26. Si habitator Annessiaci qui faciet usum ville, moriatur in villa vel

alibi, licet fenerator publicus vel privatus, dummodo ecclesia secum participet in morte vel in vita, D. Comes vel alius ejus nomine nichil percipiat vel seisiat de bonis suis, sed ea habeant proximiores et alii successores ordinati ab eo, et Dominus nichil ibi percipiat; et si fecerit aliquam ordinationem, illa plene, prout juris est, observetur, nec aliquid a D. seisiatur vel capiatur. Si vero fenerator talis sit vel fuerit quod ecclesia secum non participet in morte vel in vita, bona confiscentur emendatis clamoribus si haberet peccatum de aliquibus de villa.

27. Infra terminos ville, videlicet a lapidibus grossis de Arbignier versus Annessiacum burgum, et a petra rotunda que est juxta iter publicum quod tendit versus pontem de Brognier, a petra pillosa que est in strata que vadit versus pontem de tasse, et a fonte de la Pereizoza, versus Annessiacum, a cruce dou Devens versus Annessiacum, et ab uno termino versus alium, prout sunt confines, nullus homo capiatur, nisi sit latro vel proditor manifestus aut alius malefactor manifestus qui fecerit tale delictum pro quo non debeat capi et non recipi fidejussio ab eo. Et si vero sit delictum tale, quod fidejure debeat, si habeat bona sufficientia infra districtum Domini ad solvendum bampna superius nominata, vel alia majora si ad hoc teneretur emendanda dampnum passo, illa bona capiantur et non persona ejus, et vendantur. Si vero bona non sufficerent, et delinquens non vult fidejubere, vel non potest, tunc capiatur per Castellanum.

28. Si bampnum sit sexaginta solidorum vel plus, si in eo casu talis fidejubere volens vel non volens si capiantur non ponantur nec poni debeant in raterio sive preysione ubi proditores vel latrones ponuntur, sed in magno Curiali preysione ville Annessiaci, et si Castellanus vel familiares ejus non vellent eum capere, vel non essent presentes, illi de villa possint eum capere si voluerint et tradere Curie, et custodiatur per Curiam quousque satisfecerit Domino de bampno et emendaverit damnum passo.

29. Si aliquis infra dictos terminos aliquem vulneraverit vel percusserit de burgensibus vel juratis dicte ville, vel quemlibet alium, Castellanus vel ejus familia faciat eum fidejubere si potest, et si non potest detineatur, et si Castellanus non sit presens vel familia ejus, vel si non vult eum compellere ad fidejubendum, illi de villa qui presentes erunt, hoc facere teneantur si voluerint, et eum tradere Domino vel familie ejus, qui eum detineat ut supra dictum est.

30. Si quis in foro alicui se miscuerit sine voluntate prioris emptoris,

debet tres solidos nisi venditor dixerit precise ementi : Tu non potes istud habere pro tanto.

31. Si aliquis de villa vel juratus ville faciens usum ville incidat in contractibus alterius extranei, si vult sit socius ejus.

32. Item si hospes alicujus burgensis ville vendat alicui extraneo, burgensis in cujus hospitio hospitatus est, si vult, sit socius pro medio de re quam vendit.

33. Item, in die fori nullus emat extra villam, nisi ubi gentes habitant, et qui contra fecerit solvat tres solidos gebennenses de bampno.

34. Qui juratus est ville et facit communem, habens domum in villa, habeat privilegia burgensium et franchesiarum, licet non moretur in villa.

35. Quicunque voluerit morari in villa, faciat usum ville et juramentum prestet.

36. Quicunque percussus fuerit in nemore vel alibi de nocte, et per unum testem probetur maleficium, et si probari non potest, reus se purget juramento. Si autem possit probari, malefactor solvat duplum de bampno, et emenda fiat injuriam passo incontinenti ut supra dictum est.

37. Item, in singulis quatuor furnis ville, et plus si plures essent, ponantur singuli furnerii et singule aquarie, ita quod non habeant aliquam societatem supra dictos furnos, et non possint capere de cupa nisi duos denarios, et aquaria portet aquam et panem, furnerius habeat ligna, prout consuetum est.

38. Item, omnes burgenses habeant liberam facultatem faciendi de rebus suis et contrahendi secundum quod voluerint, et exercendi contractus quos voluerint, nec possit eos Dominus cogere ad faciendum predicta vel contra.

39. Item, nullus vendat pisces nisi publice, videlicet supra pontem de petra; et si contra fuerit factum, vendens solvat tres solidos de bampno et emptor totidem, nisi esset extraneus. Et qui tamen istud notificaverit habeat tertiam partem bampni. Et qui omnes pisces atque asconditione insimul vendentes apportent supra pontem magnum de petra tam parvos quam grossos publice, nec possint celare aliquos pisces vendales sub pena quinque solidorum et confiscationis piscium Domino applicandorum. Et etiam nullus debet vendere pisces putridos vel infectos, sub dicta pena quinque solidorum.

40. Item, adulter debeat sexaginta solidos de bampno et mulier tri-

ginta solidos. Adulterium non potest probari nisi per bonos testes prout juris est, et si denunciator adulterium non probaverit quod denunciaverit teneatur ad tallionem.

41. Si maritus vel alius de amicis ejus aliquem cum uxore sua solum cum sola in loco suspecto et non publico invenerit, potest eum detinere et tradere Curie et Castellanus levet dampnum predictum.

42. Item, nullus vadietur in foro nisi contractus factus fuerit in foro, et tunc cum consensu Castellani sine expensis fiat.

43. Item, si uxor conquiratur ab aliquo vel e contra, Castellanus cum consilio duorum proborum hominum fiat inter eos quod sibi videbitur.

44. Item, si aliquis furtim portaverit leydam vel pedagium, debet sexaginta solidos, et si remiserit priusquam domum fuerit, quictus sit.

45. Item, si jurato facienti usum ville fiat injuria ab extraneo qui non sit juratus, in persona vel in rebus, Castellanus et omnes jurati habitantes in villa Annessiaci ad invicem ad eum defendendum possessionem rerum suarum capiant, et faciant passo injuriam emendari.

46. Item, homines talliabiles vel censivi juratorum ville qui faciunt usum ville, non recipiantur in juramento ville et franchesiarum, nisi de voluntate Dominorum suorum, vel nisi morati fuerint in villa spacio duorum annorum pacifice et quiete.

47. Item, de servitiis, talliis, censibus confessis vel manifestis, potest quilibet juratus vadiare sine licencia Domini, vel pro aliis rebus nullus pignoretur, et si quis contra fecerit, cum armis solvat sex solidos, sine armis solvat viginti solidos.

48. Item, quotienscunque Castellanus vocat burgenses ville ad tractandum communia negocia ville, capita focorum venire teneantur si sint presentes, nec habeant legitimam excusationem. Alias non veniens solvat tres solidos de bampno, et tunc Castellanus tractare potest et constituere quod voluerit de consilio proborum hominum ville.

49. Item, quidquid major pars ville cum consilio Castellani statuerit, illud servetur, dummodo non sit contra jura Domini, nec aliquis rebellis audiatur.

50. Item, cause pauperum, viduarum et orphanorum, que non excedunt decem libras, per Castellanum, de consensu proborum hominum, terminentur et sine expensis.

51. Item, quicunque vendit aliquid, faciat mensuram legalem. Alias si probetur male mensurasse, perdit illud quod vendit illa vice, et solvat tres solidos de bampno.

52. Omnia ista bampna, omnes pene, leventur cum misericordia et secundum posse delinquentis ratione sexus et etatis, cum consilio trium vel quatuor proborum hominum ville.

53. Item, de septimo in septimum, juramentum ville renovetur si requisiti fuerint a Domino vel ejus officiariis, et omnes homines ville jurent se servaturos libertates ville et statuta. Et qui, de habitantibus ville, exceptis clericis in sacris et aliis qui non habent possessionem in villa, jurare noluerint, non gaudeant privilegio libertatis, et nullus cum ipsis participet.

54. Item, nullus in juramento ville recipiatur sine consensu Castellani et decem proborum hominum ville, et postquam juraverit. Cum voluerit demandare juramentum, solvat viginti solidos ville, et contra quod mandatum non possit fieri nisi presente Castellano et decem probis viris.

55. Item volumus, quod si super predictis statutis vel aliquo eorumdem, fuerit aliqua dubitatio seu obscuritas, quod illud per duos probos homines paris conditionis electos communiter a nobis et a dictis burgensibus declaretur et pacifice terminetur.

56. Item volumus etiam, quod Castellanus et familia sua quandiu erit Castellanus, non possint emere vadia.

57. Item, quicunque vadia emerit, non valeat emptio nisi incontinenti solverit et sine fraude.

58 Item volumus, quod macellarii non presumant vendere carnes infectas in macello cum aliis, et qui contra fecerit solvat tres solidos qui hoc fecerit, et carnes confiscentur.

59. Item, non vendant arietem, ovem, capram seu hedum pro castrone, taurum pro vacca, nec troiam pro porco, nec fascient riniones; et si contra fecerint, solvant tres solidos, et carnes Domino sint; et carnifex primo denunciet emptori qualescunque fuerint dicte carnes, et si hoc non fecerit, solvat tres solidos de bampno.

60. Item, quilibet vendet vinum quantum voluerit et poterit, et faciat clamam si potuerit.

61. Item, postquam vinum preconisatum fuerit certo precio, non mutetur, et quod aliud vinum sive aqua non misceatur cum ipso, nec aliter possit permutari, nec aliud vendi pro ipso, et si contra factum fuerit, solvat tres solidos et amittat vinum.

— Item sequuntur de novo concessa.

62. Item volumus, quod non inquiratur de maleficiis, nisi interveniat

accusator vel denunciator, aut de mandato Judicis, vel contra . . . . . diffamator et accusator vel denunciator teneatur et debeat primo carere in presentia partis idonee, si caderet in causa ressertire et solvere quod de jure esset et fuerit faciendum, indicatumque erit, et si accusator in probatione deficiat, in expensis legitimis condemnetur, et ad ipsas solvendum compellatur, nisi justa causa excuset ab expensis quod relinquatur arbitriis et judiciis conscientie.

63. Item volumus et ordinamus, quod Judex et Castellanus et alii officiarii nostri teneantur et tenere debeant Curiam nostram in locis non secretis.

64. Item volumus et concedimus, quod quando per Castellanum vel alium officiarium, fuerint alicui creditori tradita aliqua bona mobilia vel immobilia, de bonis debitoris, ad vendendum vel subhastandum de pignore pro executione et satisfactione debiti facienda, quod ipsa bona vendentur publice in foro Annessiaci, et plus offerenti se daturum ipsa bona expediantur, et in possessione reali ponantur, et quod solvat plus offerens creditori palam et publice teneat venditio, nisi ille contra quem facta fuerit venditio et presentialiter, vel eo latitante ad domum habitationis sue notificata, solvat, vel satisfaciat emptor de debito infra octo dies subsequentes continue si emptor fuerit burgensis, et si non fuerit burgensis infra quindecim dies, ac etiam nisi infra dicta tempora ille contra quem facta fuerit venditio se apponat juste, et justas dissentiones proponat et ostendat, quare ad debitum dicat se non teneri, et eo tunc causa ipsius venditionis de gagis expediatur per judicem summarie et de plano, sine strepitu et figura judicii.

65. Item, quod nullus familiaris eligatur per leyderios sive ordinetur ad recoligendum leydam, nec denarium Dei.

66. Item, quod nulla persona possit sine licentia Domini scindere, accipere et apportare de monte, sive de nemore nigro de Semenoz, nisi dicti burgenses pro domificando, seu domicilium faciendo, quando necesse eis fuerit tantum, et in eo casu possint dicti burgenses capere sine licentia Domini vel ejus officiariorum, quod late ad coperiendum non fiant nisi ad reyssam, et de alio nemore dicti montis gaudeant et utantur prout consueverunt.

67. Item, retinentes tamen nos prefatus Comes nobis et successoribus nostris in perpetuum, in predictis libertatibus et statutis, jura et usagia infra scripta que nos consuevimus percipere et levare in villa supradicta : in primis servitia in domibus et rebus pro quibus nobis debentur.

68. Item, teysias et gardas in domibus et hominibus in quibus levare et percipere consuevimus.

69. Item, de quolibet modio vini vendito in taberna minuto, unam cuppam vini.

70. Item, in singulis macellariis qui interficiunt bestias grossas et minutas insimul in macello duos solidos annuatim in nundinis S^{i}. Andree, et in aliis vero macellariis qui non interficiunt bestias grossas, in quolibet duodecim denarios in nundinis predictis S^{i}. Andree annuatim.

71. Item, in quolibet sutore qui vendit sotulares Annessiaci burgi, unum par sotularium in dictis nundinis annuatim, in quibus habet Petrus de Insula seu ejus successores. . . . . .

72. Item, in quolibet sutore qui vendit taconem, sex denarios in nundinis predictis, in quibus dictus Petrus de Insula habet jus suum.

73. Item, in quolibet asino portante ligna, unam escalam, et in qualibet nave onerata lignorum, unam perticam, exceptis omnibus illis qui sunt liberi de predictis, seu qui sunt in possessione libertatis.

Promittentes nos prefatus Comes, pro nobis, heredibusque et successoribus nostris, bona fide, per stipulationem solemnem, premissa omnia universa et singula suprascripta, rata, grata et firma perpetuo habere et tenere, ac fideliter observare et contra predicta in toto vel in parte, de jure vel facto, in judicio vel extra, per nos seu aliquem interpositam personam, in posterum ullo tempore non venire, nec alicui contra venienti in aliquo consentire. Promittentes etiam modo quo supra non facere aliquas novitates in dicta villa, nec contra dictos burgenses, nec aliquid ab eis ultra predicta exigere, nisi de sua processerit voluntate. In quorum premissorum testimonium sigillum nostrum duximus presentibus apponi. Datum et actum in castro nostro Balme infra cameram nostram, die decima nona mensis Novembris A. D. millesimo tercentesimo sexagesimo septimo. Expedita per Dominum, presentibus DD. Reymondo de Theysio, Fr. de Candas, Guill°. de Rupecula, militibus, Fr. de Menthone, R. de Juria Judice Gebenn., Humberto de Navi et Jo. de Ulmo Domino de Crans.

II

Les franchises précédentes ont été confirmées à Chambéry, le 27 avril 1412, par Amédée VIII, duc de Savoie.

(*Quant à celles qui sont postérieures au quinzième siècle, elles ont été imprimées dans la première édition de l'ouvrage de M. Jules Philippe, intitulé :* Annecy et ses environs, *1852, p. 207 et suiv.*)

BONNEVILLE.

1377, 1432 et 1500.

(Les premières franchises de Bonneville, accordées par Béatrix de Faucigny, ne paraissent pas avoir été conservées. On peut y suppléer au moyen des deux pièces ci-après, communiquées par M. Adr. Bonnefoy, notaire à Sallanches.)

I

1432, 8 Avril. — *Amédée VIII, duc de Savoie, confirme les anciennes franchises de Bonneville, parmi lesquelles il mentionne celles qui ont été accordées par son aïeul, Amédée VI, le 30 août 1377, puis il y ajoute quelques dispositions nouvelles.*

Amedeus Duc Sabaudie, Chablaisii et Auguste Princeps, Marchio in Ytalia, Comes Pedemont. et Gebenn. Valentinensisque et Diensis, universis modernis et posteris serie presentium fiat manifestum, quod cum dilectus Commissarius et receptor extentarum nostrarum Ville et Castellanie nostrarum Boneville Anthonius Broucier proponeret adversus dilectos fideles Burgenses ville nostre predicte, ipsos, auctoritate eorum temeraria, plures exteros qui ad ipsam villam trahere venerunt incolatum, in burgenses et juratos ipsius ville recepisse, illosque libertatibus, franchesiis et immunitatibus ejusdem frui facere ipsos nixos fuisse; et quod deterius est, eosdem Burgenses quamplura feuda nostra tam nobilia quam francha, ad aliqua annua onera non astricta, acthenus acquisivisse, et adhuc possidere, licet ad illa distinenda censeantur incapaces; et ulterius, tam super ipsis feudis nobilibus et franchis quam etiam censatis, amphiteotariis, censitisque et talliabilibus, quamplures annuate census et pensiones sine nostri laude et consensu imposuisse; que omnia, pluribus racionibus et causis, per ipsum Commissarium nostrum seriosius deductis, censeri debent irrita, nobisque commissa et apperta, ac in illis utile dominium cum directo esse consolidatum. Ad que ipsi fideles

nostri se opponebant, et asserebant eisdem licuisse predictos juratos in burgenses impune recepisse, dictaque feuda tam nobilia quam francha tenere, ac tam super illis quam etiam censatis emphiteotariis censitisque et talliabilibus, quascumque annuas censas et pensiones imponere, et hoc tam vigore libertatum per inclite recordationis Illustres Dominos Dalphinos Viennenses concessarum, ac per nos et nostros successive confirmatarum, quam etiam vigore remissionis et habilitatis generalis per preclare memorie inclitum principem Dominum avumque nostrum paternum eisdem fidelibus nostris concessarum, constantibus suis patentibus litteris datis Ripallie die penultima mensis Augusti, Anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo septimo et per Johannem Galliardi signatis; supplicando ut secum super hiis mite agere dignaremur. — Ecceque nos memoratus Dux predictorum nostrorum Burgensium supplicationi favente favore benivolo inclinati, visis prius et maturo discussis consilio libertatibus predictis litteris et aliis hinc inde productis et objectis, nolentes, sicut nec licet, adversus ipsos fideles nostros justicie marchia procedere, nec juris sanctum rigorem servare, sed potius ipsorum progenitorum nostrorum vestigia imitendo, cum eisdem solita mansuetudine peragere, ut quanto nostre munificencie presidio se noverint sincerius pertractatos, tanto fidelitatis obsequio erga nos et nostros jugiter exhibeantur promptiores; idcirco hiis et aliis laudabilibus moti causis et respectibus, ex nostra certa scientia, pro nobisque et nostris heredibus universis, ad postulationem deque voluntate et consensu ipsorum Burgensium, ac citra quamvis aliam suarum pretactarum franchesiarum derogationem, de et super premissis omnibus et singulis, cum eisdem Burgensibus pro se et ipsorum posteritate, largitiones, concessiones et declarationes infrascriptas decernimus, illasque eisdem serie presentium litterarum concedimus et largimur, in hunc qui sequitur modum.

1. In primis, quod omnes et singuli infra ipsam villam tunc et in futurum commorantes et qui acthenus franchesias ejusdem ville nostre juraverunt, et per burgenses pro burgensibus et juratis recepti fuerunt, et alii quicumque burgenses et jurati dicte ville tam moderni quam posteri et ipsorum quilibet, domum seu domos in eadem habentes et eas debite manutenentes, a modo in posterum, possint et valeant impune et sine contradictione quacumque, frui in omnibus et gaudere eisdem libertatibus et franchesiis et immunitatibus quibus ceteri burgenses originarii ipsius ville gaudent et gaudere debent, salvis semper super illis quibuscumque juribus nostris pariter et alienis, quibus per presentes non intendimus

derogare; et ulterius quod deinceps in posterum liceat eisdem sindicis et burgensibus dicte ville nostre, quoscumque in ipsa villa nostra moram trahere volentes, quamdiu tamen in eadem villa sua fovebunt domicilia, in juratos et comburgenses recipere; qui siquidem sic recipiendi, quamdiu ut profertur in ipsa villa sua fovebunt domicilia, possint et valeant prout ceteri burgenses originarii dicte ville eisdem libertatibus, franchesiis et immunitatibus in omnibus gaudere, etiam salvis quibuscunque juribus nostris et cujuslibet alterius racione, quibus finaliter per presentes non intendimus derogare.

2. Item, quod liceat eisdem burgensibus modernis et posteris, a modo in antea, quocumque justo titulo acquirere tenereque, habere et possidere quecumque feuda tam nobilia quam francha, oneribus tamen annuis non astricta, in mandamento, castellania et ressorto ejusdem loci Boneville consistentia, sub tamen quibuscumque honoribus pariter et oneribus eisdem feudis tam de jure quam de consuetudine incombentibus, quod ipsos burgenses modernos et posteros, et quilibet ipsorum, ad ipsa feuda tam nobilia quam francha ut premittitur acquirenda, tenenda et possidenda sub eorum oneribus et honoribus predictis, harum indulto habilitamus, habilesque et capaces decernimus per presentes.

3. Item, quod liceat eisdem burgensibus modernis et posteris, ipsa feuda tam nobilia quam francha quibuscumque personis, ditione tamen nostre submissis, sub quibuscumque tributis annualibus, prout utilitate sua noverint, expedire, perpetuo abbergare, nobis tamen et nostris in talibus abbergamentis solvendo laudinia in consimilibus feudis, dum per nobiles proprie abbergantur, solvi consueta; ita tamen quod talium tributorum directum dominium cum suis solitis emolumentis, penes nos et nostros perpetuo remaneat et consistere censeatur, dictum verum dominium cum suis solutis emolumentis rerum per ipsos burgenses sic abbergandarum penes ipsos abbergatores et suos remaneat et consistere censeatur.

4. Item, liceat eisdem burgensibus et suis successoribus in et super quibuscumque feudis, censatis et aliis emphiteosibus nostris in dictis mandamento castellaniaque et ressorto Boneville consistentibus, que tamen ad excheutam ordinariam erga nos astricta non censentur preciis moderatis, quascumque censas et pensiones annuas, in quacumque rerum specie consistentes, imponere, acquirere, tenereque et habere, cum tamen cense et pensiones annue sic imponende vel acquirende, quartam partem valoris annue rei supra qua imponentur, deductis aliis oneribus

pro ipsa re annuatim debitis, non excedant, et hoc pure, perpetue et sine aliqua reacheti concessione; ita tamen quod directum dominium cum solutis emolumentis, tam dictarum rerum quam censarum seu pensionum super eisdem imponendarum, penes nos et nostros perpetuo remanere debeat; et intelligatur sicque in impositione et alia quacumque acquisitione ipsarum censarum et pensionum, laudas et vendas nos et nostri percipiamus, et etiam super rebus super quibus ipse cense et pensiones imponentur, quotiens in futurum illas contingerit allienari, videlicet ad racionem solitam rei vel pensionis que sic alienabitur juxta verum precium quod datum fuerit particulariter de eadem.

5. Item, ut ipsi burgenses et sui sub ditione nostra tranquillius vivere possint, ex nostra certa scientia et libera voluntate, omnes et singulas censas et pensiones annuas bladi, vini, pecunie et alterius rei cujuscumque per eos a die date laudinii generalis per prefatum Illustrem Dominum et avum nostrum eisdem, ut premittitur concesse, usque ad diem presentem, quomodolibet acquisitas, super quibuscumque nostris feudis nobilibus et franchis, censatis et emphiteotariis, censitisque et talliabilibus, etiam feuda tam nobilia quam francha, si que per eos a dicto tempore citra fuerint acquisita, sive per sigilliferum nostrum Faucigniacum laudati fuerint, vel non, eisdem burgensibus et suis, presentium serie litterarum, quantum nostra interest, laudamus et approbamus. Ita tamen quod ipsi burgenses et sui, ipsa feuda nobilia et francha, dictasque censas et pensiones annuales, omnesque et singulas a nobis et nostris teneant et tenere de cetero recognoscant sub eisdem condicionibus, reachetis, modisque et formis supra particulariter declaratis, singulas singulis debite refferendo, sicque quoad omnes conditiones supra declaratas inter ipsa feuda, censasque et pensiones jam acquisitas et in posterum acquirendas, nulla prorsus differencia habeatur.

6. Et insuper, volentes ipsos burgenses nostros gracia tractari uberiori, eisdem burgensibus et cuilibet ipsorum, prout eum tangit, liberaliter comittimus omnem commissionem et excheutam, si que, super ipsis feudis, censis et pensionibus jam acquisitis, nobis qualitercumque spectare possint, e toto tempore preterito usque ad diem presentem.

Que premissa omnia, sic cum eisdem burgensibus egimus pro et mediantibus centum et viginti florenis parvi ponderis per nos propter ea ab eisdem burgensibus habitis, manibus dilecti fidelis nostri Michaelis de Ferro, thesaurarii Sabaudie generalis, qui de eisdem nobis legitime tenebitur computare.

Mandantes propterea Ballivo, Judici et procuratori Faucigniaci, dictoque Commissario, nec non Castellano Boneville, ac ceteris officiariis nostris presentibus et futuris, ipsorumque locatenentibus, ac cuilibet eorumdem, quatenus hujusmodi concessionem, largicionem, declaracionem et alia in nostris presentibus litteris contenta, in omnibus suis clausulis et capitulis, singulas singulis debite refferendo, eisdem burgensibus et suis predictis successoribus a modo in antea teneant, actendant, teneriique et actendi et per quoscumque inconcusse faciant observari, nonobstantibus quibuscumque litteris et mandatis forte in contrarium emanatis, quibus quoad hec derogemus per presentes; et ulterius ipse Commissarius ipsas litteras nostras in extentis nostris dicti loci fideliter adnotet et incorporet, et secundum illarum formam ab eisdem burgensibus recognicionem indifferabiliter recipiat, quibuscumque impedimentis forte per eum Commissarium occasione in ipsis feudis, censis et pensionibus, quomodolibet appositis, sublatis, que etiam non tollimus per presentes.

Datum Thononii die octava mensis aprilis anno Domini millesimo quatercentesimo trigesimo secundo, per Dominum, presentibus Dominis, Johanne Archiepisco Tarentasiensi, preposito Montisjovis, Johanne de Belloforti cancellario, Nycodo de Menthone, Urbano Sireferi, Antonio de Draconibus, Francisco Compesii, R. de Monte Vuagniardo magistro hospitii, et Petro de Menthone Baillivo Gebenn..... P. Quarterii.

Quos centum et viginti florenos parvi ponderis, absente dicto thesaurario, recepi ego Johannes Veteris.

II

1500, 18 Mars. — *Les syndics et plusieurs bourgeois et habitants de Bonneville font une Confession générale de leurs droits et de leurs devoirs vis-à-vis de leur seigneur, le duc de Savoie.*

Confessio generalis Boneville. — Anno a nativitate Domini sumpto millesimo quingentesimo, indictione tertia et die decima octava mensis Martii, personaliter constituti Nobiles Michael Ranguysii et Anesguinus dominus Foliet, nec non discretus vir Petrus de Fago notarius et Laurentius Burnerius alias Bonijoannes, sindici Boneville, pro eorumdem sindicatu, constat quod presenti instrumento per discretum virum Aymonem Archery notarium publicum recepto sub anno et indictione presen-

tibus et die septima mensis Martii predicti tenet copia ad plenum inferius inscripta, de consensu et consilio et assensu Nobilium Petri de Cresto suo et nobilis et egregii Guillelmi de Cresto ejus fratris, Catherini de Marnex, Ludovici Leyderii suo et Nobilis Amedei ejus fratris, Guillelmi de Sex, Dominorum Michaelis Samoin suo et Lamberti Grueti Johannis de Passu suo et Johanne ejus uxoris, Discretorum et providorum virorum Aymonis Archerii notarii, Aymonis Marini, Georgii Ruphi barbitonsoris, Stephani Ruphi ejus fratris, Michardi Fornalis, Johannis Medici nomine Georgii ejus patris, Aymonis Verniesii sutoris, Umberti Regis alias Viollet cutellerii, Girardi de Croso, Johannis Berodi filii quondam Richardi de Berodi, Johannis Berodi filii quondam Mermeti Berodi, Anthonii de Mex alias Rivasson, Jacobi Regis alias Viollet cutellerii, Aymoni Burnier suo, Hudrici Hugonis de Chaules, Caroli et Vouffieri ejus fratrum, Michaelis Girardi Buffardi cutellerii, Petri Cauli, Nycodi Vernaz, Michaelis Johannis Bernardi alias Alamandi, Petri Alamandi sutoris, Roleti de Ponte, Nycodi Basset, Jacobi Alamandi sutoris, Johanni Philippi Chabrey, Stephani Grinellet suo et Petri ejus fratris, Petri Bastardi, Caroli Samoen, Christini Berodi, Guillelmi Turbilliodi sutoris, Michaelis Chabrey, Catherini Pobelle, Natalis Chabrey, burgensium, incolarum et habitatorum Boneville, ibidem presentium et consententium ad infra scripta expedire.

Qui quidem tam Sindici quam alii supra nominati, quantum quemlibet ipsorum concernit, nominibus ac etiam Catherini Rochete et suorum fratrum Amedei Merisodi alias de Marguali, Michaelis Exertier, et Petri Buffardi, etiam burgensium, incolarum et habitantium Boneville, pro quibus iterum dicti Sindici et omnes et singuli superius nominati suis et quibus supra nominatis agunt, confessi fuerunt se et omnes communitatis infra villam predictam esse burgenses, incolas et habitatores Boneville et se ipsos teneri servire prefato Domino nostro Duci et suis in suis calvacatis et sequi eumdem dictum nostrum Ducem et suos ipsorum propriis expensis per duos dies et duas noctes, et ex tunc prelibatus Dominus noster Dux et sui debent eisdem burgensibus providere expensis de quibus teneri prefato Domino nostro Duci et suis ad omnia munera et onera ad que teneri Burgenses Boneville teneri solent et ipsi astricti; interrogati que et qualia sunt illa munera et onera, qui dixerunt quod nescirent ad presens declarare; quibus injungitur ut infra proxime future Pasche declarare habeant dicta munera et onera, sub pena pro quolibet decem librarum.

Item omnes et singuli superius nominati tam Burgenses, homines prefati Domini nostri Ducis, quam feudatarii, incole et habitantes in dicta villa, confessi fuerunt se tenere et teneri velle et tenere debere, ac tenere se constituunt, suis et quibuslibet superius nominibus agunt, a prefato Domino nostro Duce et suis in feudum, et de ipso Duce directo feudo, res infra scriptas.

1. Et primo, libertates, privilegia, immunitates et franchesias, mores, usus et consuetudines dicte ville dudum concessas burgensibus, habitantibus et incolis ejusdem, et posteritatibus ipsorum, et aliis qui pro tempore fuerunt, tam per Illustrem Dominam Beatriciam, filiam Principis illustris Domini Petri olim Comitis Sabaudie, Dominam Faucigniaci, quam per Dominos Faucigniaci qui pro tempore fuerunt, quam etiam per predecessores prefati Domini nostri Ducis et confirmatas, dicti Burgenses et incole ville predicte gaudent et utuntur, et actenus usi fuerunt tam simul quam divisim in dicta villa et pertinentiis ejusdem et in terra Faucigniaci et Ducatu Sabaudie et ressorti ejusdem.

2. Item, omnia et singula pascua et communia ipsius ville, aquagia, affoagia et alia usagia sibi quovismodo competentia et competitura, et que eisdem competere possunt in toto mandamento Boneville et pertinentiis ejusdem.

3. Item quintam vini infra franchesias et limites Boneville per Sindicos dicte ville, nomine communitatis ville ejusdem, percipi et levari consuetam, vel per eorum mandatum, a quolibet infra dictam villam vendente vinum in mercato.

4. Item, quemdam massum terre, tatte, nemorum, glerarium et prerie, cum arboribus infra existentibus, situm in termino exertorum Boneville, prout confrontatur a parte orientis juxta cursum aque Areris, et a parte occidentis juxta res et possessiones et tenementa illorum de Thuesingio, cum suis aliis confinibus.

5. Item, quemdam aliud massum nemorum, terre et prerie, tatte et gleriarum, situm subtus villam de Ponchier, juxta possessiones et tenementa illorum de Folliet et de Bardo a parte superiori et juxta cursum Areris inferius, cum suis aliis confinibus et arboribus infra fixis.

6. Item, quemdam massum nemorum, riparum et preriarum, situm super marestum de Vongier, juxta dictum marestum inferius et juxta possessiones illorum de Balma et de Chamouloz superius.

7. Item, sex solidos census dicte communitati annuatim debitos per burgenses et communitatem Rumilliaci subtus Cornillionem, pro et super

jure, actione et ratione ipsi communitati Boneville competentibus et competituris in vallibus, sive en les Vaux, et in toto territorio de vallibus, sive sit in nemoribus, terris, exertis, pascuis et aliis quibuscumque rebus ab aqua Borne inferius recte respiciendo superius et protendendo usque ad summitatem Ru . . . . . illorum de Prelaz, unacum dictis rebus que ab eodem Domino nostro Duce tenentur et moventur, pro quibus dicti sex solidi debentur.

8. Item, viginti tres solidos Gebenn. census eidem communitati Boneville annuatim debitos per illos de Prelaz pro et super massis nemorum predictorum exertorum et ruppium quos tenent in monte de Andey.

9. Item, jus suum, usagium, tributum et affoagium que dicta communitas habet et habere consuevit in monte de Andey et ejus pertinenciis, in nemoribus predictis, tattis, rippis, exertis, terris et aliis quibuscumque rebus dicti montis, pro quibus dicta communitas, videlicet illi qui focum faciunt infra dictam villam, quolibet anno perpetuo in nativitate Domini et in crastinum solvere consueverunt Abbacie de Intermontibus, quilibet focum faciens tres obolos monete usualis, dicentes se acquisivisse ab illis de Bardo tres obolos in quibus teneri solent illis de Bardo.

10. Item, confitentur dicti Sindici, suo procuratorioque et sindicatorio nominibus supradictis, ac alii cum eisdem supranominati, se tenere in feudum ab eodem Domino nostro Duce, prout supra, domos suas et domorum casalia cum quibus viridariis et ortis in quibus domus ipse solent site infra menia Boneville, prout ipsas particulariter aliqui ipsorum jam declaraverunt et alii declarabunt in manibus ejus dicti Commissarii. Pro quibus domibus, casalibus et ortis debere confitentur prefato Domino nostro Duci et suis, duos denarios Gebenn. pro qualibet theysia, anno quolibet in ascensione Domini nostri Jesu-Christi. Interrogati quod sunt theysie infra dictam villam domorum; casalium et viridariorum pro quibus theysie solvi debent et consueverunt, et quod pedium longitudinis debet esse quelibet theysia, dicunt quod de numero theysiarum non sunt ad presens informati et nesciunt declarare. Dicentes quod quelibet theysia debet esse undecim pedum ad solam pedis. Et injungitur eisdem et cuilibet ipsorum, sub pena viginti quinque librarum, quod hinc ad principum festum Pasche declarent numerum theysiarum predictarum.

11. Item, confitentur, dicunt et testificantur dicti Sindici suo, procuratorioque et sindicatorio nominibus predictis, ac alii cum eisdem supra-

nominati, terminos ipsius ville esse et esse debere ab aqua de Borneta et a via que tendit ab ipsa aqua juxta domum que fuit dictorum Creysonat versus fontem de Ponchier que est ante domum que fuit Petri de Prelaz, citra versus Bonamvillam, et a nanto de la Rossa usque ad Arerem, et a via que solet tendere a dicto nanto usque ad vetus rafurnum, et ab ipso rafurno usque ad Combas, et ab ipsa Comba usque ad fossatum prati quod fuit Petri de Bosco Dyot, et ab ipso fossato prati directe versus Arerem.

12. Item, confitentur dicti Sindici, etc., quod infra terminos predictos, quod de rebus et possessionibus que venduntur, prefatus Dominus noster Dux et sui successores in terra Faucigniaci habere debent et percipere in casu venditionis duodecimum et tres decimum denarium; exceptis domibus et casalibus infra menia ville existentibus, pro quibus duodecim denarios in casu venditionis, ut superius, percipere debent et non ultra.

13. Item, quod si prefatus Dominus noster Dux et sui successores voluerunt infra quindecim dies postquam venditio dictarum domorum et casalium fuerit eidem nunciata seu nuncio ejusdem, ipsam domum aut casale pro eodem precio retinere, quod illud eidem et suis successoribus facere licitum est et non ultra.

14. Item, quod in dicta villa de consensu Sindicorum constitui debent duo porterii qui debent villam custodire et servare de die et de nocte.

15. Item, confitentur dicti Sindici, etc., quod prefatus Dominus noster Dux et sui habent et habere debent in dicta villa et nundinis et foris ipsius ville leydam, ratione cujus debent percipere diebus fori et nundinarum ut infra, exceptis tamen Burgensibus et juratis dicte ville qui nullam leydam debent, videlicet : de bladis venditis, manatas consuetas.

16. Item, de sero, caseis et vacherinis etiam debent percipere leydam, nisi in Alpibus fuerit per nuncios levata.

17. Item, de bove et vacha venditis, pro qualibet unum denarium; de equo, mulo et jumenta venditis, pro quolibet quatuor denarios; de asino seu asina, duos denarios; de porco, a decem solidis supra, unum denarium; de ove, mutone, capra seu hirco, obolum; de vitulo, capriolo et aniello qui venduntur duos solidos vel ultra, unum obolum, si minus nichil. De pluribus animalibus venditis insimul pretio viginti solidorum, unum denarium; inferius, obolum; si ultra, viginti solidos.

18. Item, a vendentibus extra domum fori pannos, telas, merces et

alia que in minuto venduntur ad pondus, a tribus solidis usque ad quinque solidos, obolum; et a quinque solidis supra, unum denarium; et a tribus solidis inferius, nichil.

19. Item, a quolibet tenente tabernam in domo vel platea fori die mercati vel nundinarum, denarium tantum pro quolibet talo seu banco.

20. Item, quod omnes predicta vendentes extra burgum et forum diebus fori vel nundinarum, sunt in misericordia Domini.

21. Item, quod prefatus Dominus noster Dux percipere debet linguas bovum introductorum et interfectorum ad opus fori.

22. Item, quod prefatus Dominus noster et sui habent et habere debent furnos et molendina infra terminos ipsius ville et quod percipere debet pro qualibet octana panis decoquenda, duos denarios, et de bladis molutis in dictis molendinis, tricesimam partem.

23. Item, quod dictus Dominus noster et sui habent et habere debent in dicta villa domum fori et domos macelli et granatarie.

24. Item quod dictus Dominus noster Dux et sui possunt facere furnos, molendina et forum seu mercatum ubicumque voluerint infra terminos predictos.

25. Item, quod dicti Burgenses et habitantes ville tenentur ipsam villam clausam et menia manutenere.

26. Item, quod quilibet sutor burgensis ville singulis annis in festo Sancti Andree unum par sotularium debet tribuere, levato prius per eum de suis sotularibus pari quod levare voluerit.

27. Item, quod prefatus Dominus noster Dux et sui habent et habere debent in dicta villa bannum vini anno quolibet in mense Maii, et possunt augmentare pretium dicti vini pro qualibet octana de duobus denariis, ultra quam communiter alia vina mense precedenti venderentur; et quod, si quis reperiatur aliud vinum vendens in dicto mense in minuto, vino tamen dicti Domini existente bono, francho et sapido, solvere tenetur eidem Domino sexaginta solidos. Si vero vinum Domini non esset bonum, franchum et sapidum, potest quilibet alius de dicta villa vinum suum vendere sine pena.

28. Item, quod quilibet vendens tabernam in dicta villa debet solvere prefato Domino nostro, prout supra, anno quolibet dimidiam octanam vini pro tabernagio.

29. Item, quod si quis extra portam dicte ville aliquid emat diebus fori et nundinarum quod apportaretur ad dictum forum vel nundinas,

debet solvere pro qualibet vice tres solidos Domino, et rem emptam perdere.

30. Item, quod si quis burgensis dicte ville intestatus decesserit non habens liberos, nepotes vel alios proximos usque ad quartum gradum, prefatus Dominus noster Dux eidem sic decedenti succedere debet, et bona ipsius defuncti poni debent per Castellanum in manu alterius probi hominis burgensis, qui, consilio dicti Castellani et quatuor Sindicorum dicte ville, emendet clamores dicti defuncti usque ad valorem ipsorum bonorum. Et si aliquid supersit, poni debent et implicari in sustentationem pontis dicte ville et viarum, contentata uxore dicti defuncti si superest de suis dote et dotalicio secundum usum patrie.

31. Item, confitentur et testificantur Sindici supranominati suo, procuratorioque et sindicatorio nominibus supradictis, quod aqua Arvis et alie aque fluviales, tractus ferarum, jumenta, quorum dominus proprius non reperitur, jorie seu nemora, jugia communia et strate publice, pertinent prefato Domino nostro Duci, prout supra, tanquam Dominus superiorus, et ab ipso tenerentur salvis juribus, usibus et consuetudinibus que dicti burgenses habent in eisdem.

32. Item, confitentur dicti Sindici, ac alii cum eisdem supra nominati, se omnesque alios et singulos burgenses, habitatores et incolas Boneville, omnesque et singulos in eadem villa domos tenentes et debite manutenentes, tenere in feudum ab eodem Domino nostro Duce et suis, prout supra, privilegia et libertates ipsius ville per Illustrissimum Principem Dominum Amedeum olim Sabaudie Ducem, proavum prefati Domini nostri Ducis, eisdem concessas et concessa prout inferius particulariter declarantur, seque et omnes alios burgenses et incolas ipsius ville pro quibus confitentur astringentes ad observationem ipsarum libertatum et tenoris earumdem, ac eorum posteros, in et super capitulis inferius particulariter declaratis et libertatibus ipsius ville inferius inscriptis, salvis aliis privilegiis eidem ville dudum concessis per Dominam B. olim Dominam Faucigniaci et alios Dominos Faucigniaci qui pro tempore fuerunt, quibus non intendunt derogare, de quibus privilegiis et libertatibus que confitentur tenere ut supra, et ad que se astringunt ut supra, constat, per ipsius Domini nostri olim Ducis Amedei patentes litteras et pendenti sigillo majori ipsius cera viridi cum cordula sericea sigillatas, datas Thononii die octava mensis Aprilis anno Domini millesimo quatercentesimo trigesimo secundo et per Petrum Quartery secretarium Ducalem subscriptas et signatas, quarum tenor de verbo ad verbum sequitur in hec verba :

(Suit la teneur de la charte ci-dessus, d'Amédée VIII, du 8 avril 1432.)

Promittentes ipsi procuratores et Sindici, etc. Actum in Bonavilla, ante domum honesti et egregii viri Johannis Brune, notarii, presentibus ibidem Guillelmo Granery, Johanne Compatis alias Fiortalis, Johanne Millereto alias Mulini cancellario dicte ville, Claudio Moctet, Aymone de Mugnali, Michaele de Tribouz, Michaele Falconet et Johanne Gentilis, testibus ad premissa vocatis.

TABLE

ONNE

ntenues dans un arbitrage intervenu
', seigneurs d'Aubonne . . . p. 1

.. habitants d'Evian par Pierre,
. . . . . p. 5
..., comte de Savoie, accorde aux habitants d'Evian le
. ..ire quatre prudhommes chargés de percevoir les contributions qu'ils s'imposeront pour leurs affaires, et de recevoir tous ceux qu'ils voudront, sauf les hommes du comte, au serment et aux franchises de la ville. Il leur concède en outre des droits de pâturages sur son domaine . . . . . p. 10

1283, 30 Août. — Amédée V, comte de Savoie, accorde aux quatre prudhommes nommés par les habitants d'Evian, le droit de disposer de la forêt de Brest et d y établir un forestier . . . . . p. 10

1288, 10 Novembre. — Amédée V, comte de Savoie, réduit au quinzième, au lieu du douzième ou du treizième, le droit à percevoir par lui sur les immeubles de son fief, qui sont vendus dans le territoire d'Evian hors de la ville. Il renonce aussi à la confiscation des biens des usuriers, et reçoit pour ces concessions cinquante livres lausannoises . . . . . p. 11

1322, 20 Septembre. — Galesius de Balme, bailli de Chablais et de Genevois, afin de parvenir à la construction des murs et des fortifications d'Evian, ordonnée par le comte Amédée, établit, d'accord avec la majorité des prudhommes de cette ville et pour le terme de six ans, un nouvel impôt sur certains objets vendus au marché; puis il adjuge publiquement le fermage de cette taxe. — Le 3 Octobre suivant, Amédée V, comte de Savoie, approuve ces dispositions et reçoit des adjudicataires vingt sols de gros . . . . . p. 13

1324, 1er Février. — Edouard, comte de Savoie, confirme aux bourgeois et habitants d'Evian leurs franchises antérieures et leur en accorde de nouvelles. Il reçoit pour ces rénovation et concession quatre livres fortes tournois. . . . . p. 15

1330, 13 Janvier. — Aymon, comte de Savoie, ordonne au juge du Chablais et du Genevois et au châtelain d'Evian de contraindre les nobles et clercs possesseurs d'immeubles dans les franchises d'Evian, à contribuer avec les bourgeois de cette ville aux charges et taxes municipales . . p. 23

1330, 21 Janvier. — Ordonnance du comte Aymon qui renouvelle la défense de laisser paître les chèvres dans le bois de Brest, dont les bourgeois d'Evian ont l'usage. . . . . p. 24

1346, 17 Avril. — Amédée VI, comte de Savoie, à la demande des bourgeois d'Evian, leur accorde pour vingt ans la perception des taxes sur certains objets qui se vendent au marché. Cette concession est faite avec l'autorisation de ses tuteurs, Louis de Savoie, seigneur de Vaud, et Amédée, comte de Genevois . . . . . p. 25

1346, 18 Avril. — Le comte Amédée, avec l'autorisation de ses tuteurs, ordonne au juge du Chablais et au châtelain d'Evian d'observer les franchises de cette ville, de ne rien exiger en sus des droits de lods et de vente, et de ne poursuivre le paiement des amendes qu'en exécution de jugement antérieur . . . . . p. 26

1365, 24 Février. — Le comte Amédée accorde aux bourgeois et habitants d'Evian la propriété de plusieurs biens mouvants de son fief, mais qui, par défaut de successeurs légitimes, étaient tombés en commise. Il reçoit pour cette concession trois cents florins d'or bon poids . . . . . p. 27

1365, 24 Février. — Le comte Amédée confirme pour vingt ans l'impôt pour les fortifications, qu'il avait autorisé les bourgeois d'Evian à lever sur certains objets qui se vendent au marché . . . . . p. 29

1387, 21 Février. — Le comte Amédée VII confirme pour soixante ans l'impôt pour les fortifications concédé aux bourgeois d'Evian. . . . . p. 29

1392, 25 Juillet. — Confirmation des anciennes franchises d'Evian par Bonne de Bourbon, tutrice d'Amédée VIII, comte de Savoie. Elle y ajoute quelques dispositions nouvelles et reçoit cinq cents florins d'or . . . p. 31

1418, 23 Février. — Amédée VIII, duc de Savoie, accorde aux bourgeois et habitants d'Evian de nouvelles franchises pour la pêche, et fixe les règles qui doivent être observées pour la vente du poisson. Il reçoit pour cette concession cent florins petit poids. . . . . p. 34

1433, 23 Octobre. — Amédée VIII, duc de Savoie, confirme et concède à perpétuité l'impôt municipal pour les fortifications, autorisé pour vingt ans par son aïeul Amédée en 1365. Il reçoit cent ducats d'or pour cette concession. . . . . p. 36

CRUSEILLES

1282, 25 Avril. — Franchises accordées à Cruseilles par Guy de Genève, évêque de Langres et seigneur de Cruseilles, ainsi que par l'évêque Robert son frère et par le comte Amédée leur neveu . . . . . p. 37

1372, 17 Septembre. — Confirmation des anciennes franchises de Cruseilles, explication de certaines clauses et addition de plusieurs dispositions nouvelles, par le cardinal Robert de Genève, seigneur de Cruseilles et par

son frère le comte Pierre, du consentement de Mathilde de Bologne, leur mère. . . . . p. 42

SEYSSEL

1285, 6 Avril. — Franchises accordées à Seyssel par Amédée V, comte de Savoie, qui reçoit deux cents livres viennoises pour cette concession. p. 47

RUMILLY

1291, 4 Août. — Amédée comte de Genevois, confirme les anciennes franchises de Rumilly, dont il relate la teneur, et qu'il déclare avoir été accordées à cette ville par son aïeul le comte Guillaume et par les fils de celui-ci Henri et Robert de Genève, ses oncles. . . . . p. 51
1320, 19 Mai. — Guillaume III, comte de Genevois, accorde aux bourgeois de Rumilly le droit de couper du bois et de faire du charbon dans la montagne voisine de cette ville, et les autorise à nommer un forestier. p. 57
1372, 4 Novembre. — La comtesse Mathilde de Bologne et son fils le comte Pierre confirment les franchises de Rumilly du 4 Août 1291 et y ajoutent quelques dispositions nouvelles . . . . . p. 58
1376, 8 Novembre. — La comtesse Mathilde de Bologne et son fils le comte Pierre accordent aux bourgeois de Rumilly un impôt municipal à percevoir sur chaque charge de blé qui sera vendue dans la ville et le mandement. . . . . p. 61
1383, 22 Mai. — La comtesse Mathilde de Bologne et son fils le comte Pierre donnent l'interprétation d'une des clauses des anciennes franchises de Rumilly et fixent les limites de cette ville . . . . . p. 63
1418, 10 Mars. — Amédée VIII, duc de Savoie, confirme les anciennes franchises de Rumilly, et ajoute quelques dispositions nouvelles . . . . p. 66
1438, 23 Avril. — Louis de Savoie, lieutenant-général de son père le duc Amédée, accorde des exemptions aux étrangers qui viendront habiter la ville de Rumilly, dévastée par des incendies. . . . . p. 68
1440, 16 Mars. — Louis, duc de Savoie, ensuite d'une requête qui lui est adressée, confirme les exemptions précédentes accordées aux étrangers venant habiter Rumilly . . . . . p. 69

CHAMONIX

1292, 26 Juillet. — Premières franchises de Chamonix, résultant d'une sentence arbitrale rendue sur seize points controversés entre le prieur Richard et les habitants de la vallée. . . . . p. 71
1330, 20 Janvier. — Traité passé entre Aynard de Montbel, prieur de Chamonix et ses hommes de Chamonix, de Valorsine et du Lac. Ce traité, pour lequel le prieur reçoit 220 livres genevoises, est approuvé par son supérieur Rodolphe, abbé de St-Michel de Cluses au diocèse de Turin. p. 79
1368, 1er Décembre. — Sentence prononcée par Pierre, abbé de St-Michel de

Cluses, nommé arbitre entre Jean Bochard, prieur de Chamonix, et trois syndics agissant au nom de toute la communauté de ladite vallée. p. 85

1386, 15 Décembre. — Jean Bochard, prieur de Chamonix, confirme les précédentes franchises de la communauté et en interprète plusieurs articles controversés . . . . . p. 91

1412, 12 Décembre. — Antoine de St-Amour, prieur de Chamonix, reçoit diverses plaintes de ses sujets et redresse plusieurs abus . . . . . p. 95

GEX

1293, 7 Novembre. — Léone, dame de Gex, et Guillaume son fils, accordent aux bourgeois de Gex des lettres de franchises, coutumes et lois municipales, qui sont aussi scellées par Guillaume (de Conflans), évêque de Genève. . . . . p. 98

1353, 12 Novembre. — Amédée VI, comte de Savoie, ayant pris d'assaut la ville de Gex, ratifie ses anciennes franchises, promet de réparer à ses frais les murailles de la ville, et accorde aux bourgeois le droit de vendre seuls du vin au détail . . . . . p. 107

1397, 28 Décembre. — Amédée VIII, comte de Savoie, confirme les anciennes franchises de Gex. Il concède en outre aux propriétaires de maisons un privilége sur les meubles de leurs locataires, et autorise les sindics de Gex à exiger le serment de tous les habitants propriétaires dans la ville ou le mandement . . . . . p. 108

1453, 25 Août. — Louis, duc de Savoie, confirme les franchises précédentes de la ville de Gex, et y ajoute quelques dispositions nouvelles . . . p. 109

1479, 3 Février. — Philibert, duc de Savoie, confirme les franchises précédentes de la ville de Gex, et répond favorablement aux requêtes qui lui sont adressées en redressement de divers abus, par les sindics, hommes et communauté de ladite ville . . . . . p. 110

SALLANCHES

1293, 22 Juillet. — Béatrix de Faucigny approuve et confirme des ordonnances qui ont été délibérées, avec sa permission, par les bourgeois et jurés de la ville de Sallanches . . . . . p. 113

1310, 11 Juin. — Libertés, immunités et franchises accordées aux habitants de Sallanches, par Hugues Dauphin, seigneur du Faucigny. . . p. 116

CLUSES

1310, 4 Mai. — Libertés, immunités et franchises accordées aux habitants de Cluses, par Hugues Dauphin, seigneur de Faucigny . . . . . p. 127

1329, 19 Août. — Humbert Dauphin, seigneur de Faucigny, confirme aux habitants de Cluses leurs précédentes franchises, et y ajoute quelques dispositions nouvelles . . . . . p. 138

1347, 18 Janvier. — Béatrix, fille de Humbert Dauphin et Dame de Châtillon, confirme les précédentes franchises de Cluses et y ajoute quelques dispositions nouvelles . . . . . p. 139

1397, 4 Février. — Amédée VIII, comte de Savoie, ordonne aux habitants de Cluses de fortifier leur ville, et à tous les habitants dudit mandement de travailler à ces fortifications. . . . . p 142

1432, 14 Février. — Amédée VIII, duc de Savoie, confirme les anciennes franchises de Cluses et y ajoute quelques dispositions nouvelles . . . p. 143

LULLIN

1310, 8 Août. — Libertés, franchises et immunités accordées aux habitants du château et du bourg de St-Oyen de Lullin, par Hugues Dauphin, seigneur de Fauciguy. . . . . p. 149

BONNE

1310, 14 Août. — Libertés, franchises et immunités accordées aux habitants du château et du bourg de Bonne, par Hugues Dauphin, seigneur de Fauciguy, et Marie Catherine de Savoie, sa femme. . . . . p. 161

FÉTERNE

1322, 10 Janvier. — Lettres-patentes d'Amédée V, comte de Savoie, qui révoque les abergements et aliénations faites depuis vingt-cinq ans par les châtelains de Féterne des pâturages, bois et terrains communaux situés dans ladite châtellenie, et en rend la libre jouissance et administration à la communauté des hommes de cette châtellenie, à charge par eux d'indemniser les abergataires. . . . . p. 174

1392, 28 Juillet. — Bonne de Bourbon, comtesse de Savoie et tutrice du comte Amédée, confirme aux bourgeois et habitants de Féterne les franchises et priviléges qu'ils peuvent avoir obtenu de ses prédécesseurs et y ajoute quelques dispositions nouvelles . . . . . p. 176

THONON

1324, 2 Février. — Edouard, comte de Savoie, confirme les anciennes franchises de Thonon (non indiquées), et y ajoute quelques dispositions nouvelles . . . . . p. 178

YVOIRE

1324, 2 Mars. — Edouard, comte de Savoie, confirme les anciennes franchises d'Yvoire (non indiquées), et y ajoute quelques dispositions nouvelles. . . . . p. 179

CHATELARD en BEAUGES

1324, 9 Mars — Edouard, comte de Savoie, confirme aux bourgeois et habitants de Châtelard en Beauges les franchises qui leur ont été accordées le

19 Octobre 1301 par son père le comte Amédée V, et dont l'original a été brûlé lors du siége et de la prise du château . . . . . p. 183

LA ROCHE

1335, 22 Mars. — Libertés et franchises accordées aux habitants de La Roche par Amédée III, comte de Genevois. . . . . p. 189
1386, 3 Août. — Confirmation des franchises de La Roche par Pierre, comte de Genevois. . . . . p. 198
1396, 26 Janvier. — Confirmation des franchises de La Roche par Humbert de Villars, comte de Genevois . . . . . p. 199
1412, 7 Juillet. — Confirmation des franchises de La Roche par Amédée VIII, comte de Savoie. . . . . p. 199

THONES

1350, 20 Septembre. — Premières franchises accordées à la ville de Thônes par Amédée III, comte de Genevois, du consentement de sa femme Mathilde de Boulogne . . . . . p. 201
1369, 6 Septembre. — Amédée IV, comte de Genevois, confirme les franchises précédentes, et statue sur quelques points controversés. Il reçoit pour ces concessions quatre-vingt-dix florins de bon poids, et son conseil en reçoit vingt . . . . . p. 210
1464, 24 Avril. — Janus de Savoie, comte de Genevois, confirme toutes les franchises et libertés accordées aux habitants de Thônes par ses prédécesseurs. . . . . p. 212
1546, 6 Février. — Charlotte d'Orléans, duchesse de Nemours, tutrice de son fils Jaques de Savoie, confirme les priviléges, libertés et franchises des habitants de Thônes, y ajoute quelques dispositions nouvelles et abolit la tolérance des contrats usuraires accordée précédemment. Cet acte de la duchesse est entériné par le Conseil de Genevois, à Annecy, le 10 Avril suivant . . . . . p. 214

ANNECY

1367, 19 Novembre. — Amédée IV, comte de Genevois, du consentement de la comtesse Mathilde de Boulogne, sa mère, confirme les anciennes franchises (non-indiquées) de la ville d'Annecy, et y ajoute quelques dispositions nouvelles . . . . . p. 218
1412, 27 Avril. — Amédée VIII confirme les franchises précédentes d'Annecy par acte daté de Chambéry . . . . . p. 228

BONNEVILLE

1432, 8 Avril. — Amédée VIII, duc de Savoie, confirme les anciennes franchises de Bonneville, parmi lesquelles il mentionne celles qui ont été ac-

cordées par son aïeul Amédée VI, le 30 Août 1377, puis il y ajoute quelques dispositions nouvelles . . . . . p. 229

1500, 18 Mars. — Les syndics et plusieurs bourgeois et habitants de Bonneville font une confession générale de leurs droits et de leurs devoirs vis à vis de leur seigneur, le duc de Savoie . . . . . p. 233

ERRATA

Cruseilles, II, p. 47, seconde ligne de la note ; au lieu de: *1302*, lisez : *1502*.

Chamonix, III, p. 88, cinq lignes avant la fin ; au lieu de: *texata*, lisez: *lexata*, lége, luge; en patois: lecka.

Gex, III, p. 108, au titre; au lieu de: *Amédée VII*, lisez; *Amédée VIII*.

La Roche, I, p. 191, art. 16; au lieu de: *solvat*, lisez: *non solvat*.

— p. 194, art. 32; au lieu de: *Burgensi*, lisez: *Burgensis*.

— p. 195, art 43; au lieu de: *furtum*, lisez: *furtim*.

Thônes, I, p. 205, art. 23; au lieu de: *scando*, lisez: *stando*.

— p. 201, au titre; au lieu de: *Bologne*, lisez: *Boulogne*.

Annecy, I, p. 218, au titre, même correction.

NOTE

L'impression de ce recueil était terminée lorsque nous avons eu connaissance de deux textes de franchises concernant encore des localités du diocèse de Genève, Léaz et Billiat en Michaille, aujourd'hui département de l'Ain. Ces concessions ont été faites l'une et l'autre en 1324, par Edouard, comte de Savoie, et sont datées de Chambéry, celle de Léaz, le 15 mars, et celle de Billiat le 16 mars. Comme ces franchises sont déjà imprimées et n'offrent aucun point saillant de différence avec celles des autres villes de la Savoie données à la même époque, nous n'avons pas jugé nécessaire de les éditer à nouveau.

Les franchises de Billiat ont été publiées dans les *Mémoires de l'Académie de Turin*, tome XXXVI, 2me partie, page 128; et dans les *Recherches sur l'histoire et la constitution de la monarchie de Savoie*, par Cibrario, trad par Boullée. Paris, 1833, in-8o, page 225.

Quant aux franchises de Léaz, elles se trouvent dans les *Mémoires de la Société savoisienne de Chambéry*, tome IV, page 201. M. Aug. Dufour, qui les a éditées, dit en note qu'il ne sait où placer la localité de *Aya;* mais ce terme était, aussi bien que celui de *Laya*, le nom latin de Léaz, château, ville et prieuré, situé entre Bellegarde et le fort de l'Ecluse; cela est démontré par le tableau des Bailliages et Châtellenies de la monarchie de Savoie, telles qu'elles existaient en 1329. D'après ce tableau, donné par M. Cibrario dans les *Mémoires de l'Académie de Turin*, tome XXXVI, 2me partie, page 99, on voit en effet que les Châtellenies du bailliage du Bugey, énumérées par ordre géographique du Sud au Nord, étaient, entre autres, celles-ci: *Seyselli*, *Balonis*, *Ayæ* et *Clusæ*.

MÉMOIRES ET DOCUMENTS

PUBLIÉS

PAR LA SOCIÉTÉ

D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

DE GENÈVE

TOME QUATORZIÈME

GENÈVE

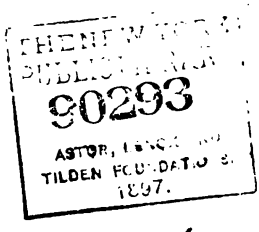
CHEZ JULLIEN FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS

PARIS

CHEZ A. ALLOUARD, LIBRAIRE

Rue Pavée St-André des Arts, 3

1862



ALF.

CHARTES INÉDITES

RELATIVES A

L'HISTOIRE DE LA VILLE

ET DU

DIOCÈSE DE GENÈVE

ET ANTÉRIEURES A L'ANNÉE 1312

RECUEILLIES PAR FEU

ÉDOUARD MALLET

et publiées avec quelques additions

PAR LA

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

DE GENÈVE

GENÈVE

IMPRIMERIE RAMBOZ ET SCHUCHARDT

1862

THE NEW YORK
PUBLIC LIBRARY
ASTOR, LENOX AND
TILDEN FOUNDATIONS.
1897.

THE ASTOR LIBRARY.
NY

PRÉFACE.

Le 20 mai 1856, la Société d'histoire et d'archéologie de Genève perdait celui de ses membres qui, dès l'origine, avait pris la part la plus considérable à ses travaux et contribué le plus largement à son activité scientifique : nous avons nommé Edouard Mallet. Unissant à une grande facilité de travail des connaissances étendues et variées, il n'était demeuré étranger à aucune partie de l'histoire de notre pays et s'était spécialement consacré à la période de cette histoire antérieure au seizième siècle. Il avait entrepris, sur cette période si obscure, un ensemble d'investigations et d'études qu'il poursuivait dans les conditions imposées de nos jours à la science historique. Il ne prenait en effet pour base de ses recherches que des documents authentiques ou des récits contemporains des temps qu'il voulait étudier, et c'était en puisant, sans système préconçu, aux véritables sources de l'histoire, qu'il s'efforçait de remettre en lumière non-seulement les faits d'ordre politique, mais encore les institutions civiles et la vie intime des populations. C'est cet esprit d'impartialité et de scrupuleuse critique qui a valu

aux opuscules et aux mémoires historiques de Mallet une faveur méritée.

En vue du but qu'il s'était proposé, Mallet avait exploré tous les ouvrages renfermant des données certaines sur l'ancienne histoire de Genève et il avait réuni, en outre, avec une ardeur infatigable, une multitude vraiment étonnante de matériaux encore inédits. Actes publics et privés, comptes financiers, sentences judiciaires, registres des Conseils et des corporations religieuses : tous ces documents, transcrits de sa main dans diverses archives suisses et étrangères, comprenaient, au moment de sa mort, plusieurs milliers de pages d'une écriture serrée, monument palpable de sa prodigieuse activité. Malheureusement il n'a pu utiliser qu'une très-petite portion de cette mine abondante de matériaux, car il a publié à peine quatre cents des documents compris dans sa collection. Les uns ont été édités par lui dans des sections distinctes de quelques-uns de nos volumes, et comprennent entre autres toutes les pièces des Archives de Genève antérieures à 1250. Les autres ont été imprimés, comme pièces justificatives, à la suite des mémoires approfondis qu'il a consacrés à l'étude de plusieurs points importants et particulièrement difficiles de l'histoire de Genève, notamment : l'élection des Evêques, le développement des franchises municipales, l'influence de la Maison de Savoie et l'épiscopat d'Aimon du Quart.

Ces publications, fort importantes et justement appréciées, ne s'appliquaient, comme nous l'avons dit, qu'à une faible étendue du champ que Mallet se proposait de parcourir, et la majeure partie des documents rassemblés par ses soins demeuraient inédits. Tous ces trésors, résultat d'un labeur de vingt années, devaient-ils être entièrement perdus pour la science? Les amis des études historiques ne tardèrent pas à exprimer le désir que les matériaux recueillis par notre collègue fussent mis à la portée du public. La confiance et la libéralité de Madame Edouard Mallet ont permis à la Société d'histoire et

d'archéologie de Genève de travailler à la réalisation de ce vœu.

En se chargeant d'une mission aussi étendue qu'honorable, notre Société a dû se demander quelle marche il lui convenait d'adopter. Mallet venait d'achever un mémoire sur l'épiscopat d'Aimon du Quart (Février 1304—Octobre 1311) et il avait l'intention de continuer, dans une série de monographies analogues, l'étude approfondie de l'histoire de Genève au quatorzième et au quinzième siècle. Fallait-il suivre le même plan, et, tout en renonçant à remplacer notre collègue au point de vue de l'élaboration historique, mettre au jour les documents qu'il avait réunis sur les évêques postérieurs à Aimon du Quart? ne convenait-il pas mieux de diriger d'abord notre attention sur les temps les plus anciens de l'histoire du pays et d'affermir ainsi nos premiers pas, avant de tenter des excursions dans les siècles suivants? Cette dernière marche a paru la plus logique. La Société a donc décidé qu'elle arrêterait la première série de ses travaux à la fin de l'année 1311.

Pour la période antérieure à cette date, on découvrait encore dans les portefeuilles de Mallet plus de trois cents pièces inédites. Un nombre à peu près égal de chartes imprimées par lui se trouvent disséminées dans les volumes qui précèdent celui-ci. Les autres documents se rapportant aux mêmes siècles doivent se chercher dans les écrits des historiens et géographes anciens, dans les collections de bulles des Papes ou des Conciles, dans les recueils de diverses Sociétés et dans d'autres ouvrages rares ou volumineux, tels que ceux de Guichenon, Spon, Besson, Valbonnais, Cibrario et Promis, Wurstemberg, etc. En présence d'une pareille dispersion de matériaux, on pouvait avoir la pensée de reproduire dans un seul recueil non-seulement les pièces inédites, mais en même temps toutes les chartes imprimées, servant de base authentique à l'histoire du diocèse de Genève ; de former ainsi, comme on l'a fait récemment dans d'autres pays, une

grande collection que nous eussions également eu le droit de nommer : Monuments de l'histoire de Genève, ou *Codex diplomaticus genevensis*. Mais la réflexion a promptement démontré que si cette publication eût peut-être été utilement entreprise et bien conduite par Mallet au début de ses travaux historiques, elle ne pouvait plus, lorsqu'une grande partie de l'œuvre avait été accomplie sous une autre forme, offrir une valeur scientifique proportionnée aux soins et aux dépenses qu'elle eût entraînés. Ceux qui basent leurs recherches sur les textes, consulteront toujours plus volontiers les ouvrages originaux. Quant aux personnes beaucoup plus nombreuses qui, tout en s'intéressant d'une manière sérieuse à l'histoire nationale, se préoccupent moins des termes mêmes des documents que des données qu'ils renferment, elles préféreront sans doute un ouvrage moins volumineux, d'une acquisition plus facile, et qui contienne, dans une langue plus usuelle que celle des vieilles chartes, le recueil complet et l'analyse exacte des faits et des renseignements historiques puisés aux sources.

Afin de réaliser ce dernier plan et de mettre en même temps entre les mains des historiens la partie inédite des investigations de Mallet, pour les années antérieures à 1312, la Société a estimé que deux travaux devaient être entrepris de concert, savoir : la mise au jour des chartes non encore publiées et la rédaction d'un *Régeste* ou Répertoire analytique et chronologique de tous les documents imprimés relatifs à l'histoire de Genève.

Telles sont les deux publications dont le soin nous a été confié ; elles ont été poursuivies simultanément.

L'une et l'autre devant être comprises dans le même cadre, nous avons jugé que, pour la période dont il s'agissait, les limites territoriales ne pouvaient s'arrêter ni à la ville de Genève ni aux possessions temporelles de son évêque, mais devaient embrasser l'ensemble du diocèse. On sait que ce

diocèse s'étendait, depuis Aubonne sur la rive droite du lac, et depuis Saint-Gingolph sur sa rive gauche, jusqu'au delà de Culoz sur le Rhône, et jusqu'à Hautecombe et Saint-Innocent sur le lac du Bourget; qu'à l'Est et au Sud-Est il avait pour limites les Hautes-Alpes jusqu'au Col de Balme et à N.-D. de la Gorge; enfin qu'au Sud il comprenait les territoires de Flumet et d'Ugine. Nous avons donc pensé qu'aucune des chartes jetant du jour sur la position respective des seigneurs voisins de Genève, ou sur la condition des personnes et des terres dans tout le diocèse, ne pouvait être mise de côté; car elles font connaître le milieu politique, social et économique, au sein duquel s'est déroulée l'existence et se sont formées les institutions de l'ancienne Genève.

Si les documents que nous éditons ici ne sont précédés que de courts sommaires et ne sont point suivis de notes, cela provient de ce que l'analyse étendue de chacun d'entre eux se trouvera inscrite à sa date dans le volume consacré au *Régeste genevois*, et fournira ensuite son contingent aux tables détaillées qui doivent l'accompagner. C'est donc dans ce dernier recueil que l'on trouvera diverses indications topographiques ou généalogiques propres à éclairer le texte des chartes, et les rapprochements historiques de nature à en faire ressortir l'intérêt et la valeur.

Nous eussions désiré publier à la fois ces deux ouvrages, si intimement liés l'un à l'autre; mais le Régeste, œuvre de longue haleine, ne pouvant encore être prêt, nous n'avons pas voulu tarder plus longtemps d'offrir au public les documents recueillis par notre collègue, et ceux qui sont parvenus en nos mains par suite de la confiance que ses travaux inspiraient. Nous pensons que, même publié sans commentaires, un ensemble aussi considérable de chartes des onzième, douzième et treizième siècles, est digne d'attirer l'attention des historiens et des jurisconsultes qui, en le rapprochant des recueils analogues, en reconnaîtront l'importance. Ils sauront, dans ces

pages arides en apparence, mais témoins de la vie des générations écoulées, découvrir des renseignements nouveaux et précieux sur la géographie de notre pays au moyen âge, sur l'organisation politique et les diverses branches du droit, sur l'histoire des dynasties et des familles.

Nous n'avons pas la pensée de signaler dans cette Préface, encore moins de discuter les questions variées que peut provoquer l'étude des documents que nous publions ; mais un rapide coup d'œil jeté sur leur provenance et sur les principaux objets auxquels ils se rapportent pourra diriger l'attention des lecteurs et faciliter leurs recherches.

Les sources auxquelles Mallet avait puisé les principaux éléments de son cartulaire sont les Archives de Genève, de Turin et de Lausanne. Ces dernières ont fourni quelques chartes du onzième siècle par lesquelles s'ouvre notre recueil, et qui, malgré leur brièveté, renferment des données intéressantes sur l'état du pays et sur la condition juridique à cette époque [1]. C'est aux mêmes archives qu'appartiennent les titres de l'abbaye de Bonmont, consistant pour la plupart en donations ou transactions dans lesquelles interviennent les principaux seigneurs et chevaliers de l'ancien comté équestre. Plusieurs pièces concernant ce couvent avaient déjà été imprimées par Mallet dans les tomes II et IV, 2es parties, de nos Mémoires; un plus grand nombre ont été trouvées encore inédites dans ses collections [2], et quelques-unes nous ont été communiquées par M. le professeur Hisely [3], M. le docteur Hidber [4] et M. Alphonse Nicole [5]. Ces documents peuvent

[1] Chartes nos 1 à 8.

[2] Nos 9, 10, 13, 14, 17, 18, 21, 22, 26, 28, 30 à 34, 40 à 46, 49, 50, 55, 65, 77, 92, 102, 116, 117, 134, 142, 143, 160, 161, 171, 172, 199, 256, 263, 264, 281, 287, 331 à 334.

[3] Nos 357, 381, 402.

[4] No 23.

[5] No 375.

servir à révéler les destinées, durant les deux premiers siècles de son existence, d'une des abbayes les plus importantes du diocèse de Genève : ils forment dans notre volume une série spéciale qui devra être rapprochée des recueils plus considérables consacrés par quelques-uns de nos savants compatriotes à d'autres monastères situés comme Bonmont dans les limites actuelles du canton de Vaud [6].

Nous venons de nommer M. le professeur Hisely. Les chartes sur Bonmont ne sont pas les seules dont il a bien voulu nous adresser des copies [7]. Nous tenons à lui témoigner notre gratitude et les vœux que nous formons pour le succès des travaux qu'il vient d'entreprendre dans les archives de Lausanne. Nous espérons que, grâces à ses soins, des inventaires détaillés faciliteront l'étude d'un des plus riches dépôts de la Suisse, et que les plus importantes des chartes qu'il renferme, toutes celles en particulier qui remontent à la première période du moyen âge, trouveront place dans les publications de la Société d'histoire de la Suisse romande.

Il y a environ vingt ans que M. Louis Sordet, en opérant le classement des Archives de Genève confiées alors à sa direction, réunit, sous le nom de *Pièces historiques*, les principaux actes isolés présentant pour l'histoire politique de notre ville une certaine importance. Les documents compris dans cette série, et antérieurs à l'an 1312, s'élèvent au nombre de 176.

[6] Voyez, dans les Mémoires et Documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande, les annales de l'abbaye du Lac de Joux, par M. le baron Fréd. de Gingins (tome I); les recherches sur Romainmotiers, par M. Frédéric de Charrière, et le cartulaire de ce prieuré, par M. de Gingins (tome III); les cartulaires d'Oujon et de Hauterêt, publiés par M. Hisely, (t. XII, 1re et 2e parties); enfin celui de Montherond, par M. de Gingins (ibid., 3e partie).

[7] Chartes nos 188, donation faite à l'abbaye de Filly, et no 265, mandement de Martin de St-Germain, évêque de Genève, pour autoriser une collecte dans son diocèse en faveur de l'église de Lausanne, dévastée par un incendie.

Ils seront désormais tous imprimés. Spon, Besson et Mallet en avaient déjà publié cent vingt-deux ; les cinquante-quatre autres le sont ici pour la première fois [8]. Nous nous contenterons de signaler, parmi ces pièces, plusieurs bulles de papes [9], deux sentences arbitrales de l'archevêque de Vienne, métropolitain de Genève [10], quelques actes se rapportant à l'administration spirituelle du diocèse [11], et surtout un grand nombre d'accords et de transactions tendant à régler, entre des pouvoirs qui s'enchevêtraient à l'infini, des questions relatives soit à la juridiction civile et pénale, soit aux bénéfices ou redevances ecclésiastiques, soit enfin à des réclamations de toute nature faites par des particuliers ou par des corporations [12].

Les documents transcrits par E. Mallet dans les Archives de Genève, en dehors des *Pièces* dites *historiques*, ont fourni à notre volume un fort contingent. Ils comprennent entre autres la presque totalité des pièces contenues dans quelques collections spéciales et relatives soit à des églises de la ville de Genève, telles que St-Léger, soit aux possessions épiscopales dans les mandements de Salaz, Jussy et Peney. Ces actes, pour la plupart peu étendus et roulant sur des intérêts privés, n'en

[8] L'indication de provenance pour quelques-unes des *Pièces historiques* a été omise pendant l'impression. Voir à l'*Errata*.

[9] Chartes nos 38, 53, 70, 89, 179, 207.

[10] Nos 58 et 60.

[11] Nos 146, 258 et 299.

[12] Citons notamment les transactions entre l'Evêque et le Chapitre (nos 219 et 304), entre l'Evêque et le comte de Genevois (no 288), entre l'Evêque et les sires de Faucigny (nos 247 et 313), entre l'Evêque et les sires de Ternier et Troinex (nos 95 et 98), entre le Chapitre et les prieurés de Saint-Victor, de Douvaine et de Saint-Jean (nos 278, 325 et 326), entre le Chapitre et divers seigneurs (nos 62, 138, 173, 186, 198, 243 et 275), entre le prieuré de Saint-Victor et les comtes de Genevois (nos 283 et 294), entre le prieuré de Satigny et les sires de Gex (no 182), etc. — La répartition détaillée des redevances ecclésiastiques entre le Chapitre ou le Prieuré de Satigny, d'une part, et divers curés, d'autre part, forme l'objet des chartes nos 56, 61, 84, 87, 118, 174 et 175.

appartiennent pas moins à l'histoire : rapprochés les uns des autres, ils révèlent en effet l'état social, juridique et matériel de Genève et de ses environs, durant la seconde moitié du treizième siècle.

Il n'est guère de rapports de droit public ou privé, de faits de la vie religieuse ou civile, qui ne forment l'objet principal de quelques-unes de ces pièces, souvent même d'une longue série d'entre elles. Nous rencontrons, par exemple, tour à tour : des hommages-liges et des reconnaissances féodales, à des degrés divers et dans des combinaisons multiples; des concessions d'immeubles à titre d'usufruit, d'emphytéose, d'abergement ou d'acensement; des ventes, donations, échanges ou partages de terres et de maisons; des testaments; des affranchissements; des conventions relatives aux droits sur les personnes, aux dîmes et aux censes foncières; l'établissement d'une communauté universelle entre membres d'une même famille; le règlement de droits héréditaires; des constitutions d'engagère ou d'hypothèque; des fondations d'autels et d'anniversaires; des sentences judiciaires et des pièces de procédure, etc. En jetant un coup d'œil sur la Table des matières, le savant, qui poursuit sur tel ou tel de ces points des recherches spéciales, reconnaîtra quels sont les documents qui s'y rapportent directement, mais il en est peu qui ne puissent lui offrir, incidemment aussi, quelques renseignements dignes d'intérêt. Tous d'ailleurs servent à éclairer la condition générale de la civilisation et de la jurisprudence au moyen âge : ils nous font assister à l'introduction successive, depuis le milieu du treizième siècle, des règles, des termes, des formules de renonciation, empruntées au Droit romain et venant se combiner, sans les exclure, avec les notions et les symboles appartenant au droit coutumier germanique.

Dans ces actes si nombreux, l'on voit figurer des personnes de tout rang et de toute condition, tantôt à titre de parties

contractantes, tantôt comme arbitres ou témoins, tantôt enfin comme objets eux-mêmes des droits qu'il s'agit de régler. On peut ainsi étudier, dans leur organisation et leur personnel, le Chapitre, les monastères et prieurés, les cures principales de la ville et de la banlieue, les officiers de l'Evêque, tels que l'official, les vidomnes, métraux, etc Tandis que le grand nombre de citoyens de Genève qui sont nominativement désignés jettent du jour sur la formation de la commune, les documents relatifs aux habitants de la campagne nous montrent leur condition légale et sociale, leur émancipation graduelle, l'introduction parmi eux de noms de famille permanents.

Enfin les transactions ayant pour objet des immeubles en indiquent d'ordinaire la position, les confins, même la contenance ; et il est quelques localités pour lesquelles les renseignements de cette nature sont si multipliés, que leur topographie et presque leur cadastre pourrait être reconstruit : nous citerons sous ce rapport les trois Mandements de Jussy, Peney et Salaz, quelques rues de Genève, et les domaines qui, situés *en Palais*, au bord du Rhône et près des murs de la ville, ont été successivement acquis par le couvent des Frères prêcheurs.

Le tiers environ de notre volume provient des *Archives générales du Royaume*, à Turin (anciennes *Archives de Cour*). On connaît les richesses qu'elles offrent pour l'histoire de nos contrées, leur admirable classement et la libéralité avec laquelle elles sont actuellement ouvertes aux investigateurs. C'est dans ce dépôt qu'avaient été puisés déjà les documents qui ont permis à Mallet de présenter sous une face nouvelle plusieurs points de l'histoire de Genève ; mais nous avons trouvé encore dans ses manuscrits, soit des chartes non publiées, soit l'analyse sommaire de plusieurs autres qu'il n'avait pas eu le temps de copier et dont il signalait toutefois l'importance. Nous avons

estimé dès lors réaliser les intentions de notre collègue et nous conformer à sa pensée, en faisant transcrire et en imprimant toutes les pièces indiquées par lui ; nous y avons joint quelques actes que l'un de nous a remarqués durant une courte visite dans ces mêmes Archives. Toutes les chartes que nous avons obtenues de Turin ont été copiées sous la surveillance de M. le chevalier Combetti, l'un des directeurs de cet établissement, et nous devons le remercier pour la complaisance et le zèle qu'il a bien voulu déployer en notre faveur.

Les *Archives du Royaume* sont réparties en un certain nombre de grandes divisions auxquelles correspondent des inventaires spéciaux. Celles qui se trouvent le plus fortement représentées dans notre volume ont pour titre : *Genève*, — *Duché de Genevois*, — *Province de Genevois*.

La première de ces divisions comprend en majeure partie, pour notre période, des transactions privées et des actes relatifs aux affaires ecclésiastiques. Cette catégorie, déjà largement explorée par Mallet, et qui offre en général les mêmes caractères et le même intérêt que les documents des Archives de Genève, nous a fourni encore quelques pièces [13] ; on remarquera, entre autres, l'appel émis par Louis de Savoie, baron de Vaud, contre la défense de frapper de la monnaie, qui lui avait été intimée par l'évêque de Genève (n° 261).

Les chartes renfermant les faits généraux qui concernent les comtes de Genevois et leur famille sont comprises sous la rubrique : *Duché de Genevois*. Nous avons jugé utile, pour l'histoire de Genève, d'épuiser autant que possible les pièces de cette catégorie, en imprimant celles qui, avant la limite de

[13] Plusieurs de ces pièces sont tirées d'un volume in-4°, intitulé : *Registrum ecclesiæ Gebennensis*, et renfermant la copie de beaucoup d'actes dont les originaux ne se trouvent plus ni dans nos Archives, ni dans celles de Turin. Ce Registre-copie forme, dans la division *Genève* et dans la première catégorie de cette division, le n° 1 du Paquet 3.

date à laquelle s'arrête notre publication, nous ont paru être inédites.

Dans la troisième division : *Province de Genevois*, se trouvent des actes d'un intérêt plus spécial et qui sont groupés d'après l'ordre alphabétique des seigneuries ou des localités auxquelles ils se rapportent. La publication de quelques-uns de ces documents, à titre de spécimen, nous a paru intéressante, mais nous pensons qu'il y aurait encore là une riche récolte pour un amateur de recherches historiques.

Enfin notre recueil renferme quelques actes puisés dans les Archives de la Chambre des Comptes, à Turin, notamment sous la rubrique : *Titres et Contrats des Princes de la Maison de Savoie*. Là aussi il reste toujours une mine abondante à explorer.

Les comtes de Genevois et les autres membres de la maison de Genève forment donc l'objet principal des pièces que nous avons empruntées à Turin. Ces documents, la plupart d'une assez grande étendue, nous font connaître tour à tour les intérêts domestiques, l'administration intérieure et les vicissitudes politiques de ces seigneurs. On y trouve, en effet, soit des testaments, des conventions matrimoniales ou autres accords de famille, soit des hommages et reconnaissances féodales, soit d'autres actes, de formes variées, concernant leurs relations pacifiques ou hostiles avec les comtes de Savoie, les barons de Vaud et de Faucigny et les sires de Gex. L'histoire de ces divers dynastes, qui ont joué un rôle important dans nos contrées, se trouve ainsi éclairée par ces chartes comme par d'autres dans lesquelles ils figurent indépendamment des comtes de Genevois. L'intitulé de chacune de ces pièces suffit, du reste, pour en faire apprécier la portée historique et nous dispense d'entrer ici dans des détails ultérieurs.

Une source presque aussi riche que celles qu'on trouve dans les dépôts publics nous a été ouverte par la bienveillance

d'un des membres correspondants de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, M. Adrien Bonnefoy, notaire à Sallanches. Cet estimable érudit a depuis plusieurs années recueilli avec une rare persévérance, soit dans les archives ecclésiastiques, soit chez les particuliers, un fort grand nombre d'actes et de renseignements relatifs à l'histoire du Faucigny dès les temps les plus anciens jusqu'au seizième siècle. Poursuivant avec nous les relations amicales entretenues avec Mallet, il a bien voulu détacher, en notre faveur, de son cartulaire, les chartes les plus importantes comprises dans la période dont nous nous occupions.

On ignorait peut-être que la vallée de Chamonix, si célèbre maintenant auprès des savants et des touristes, a eu dans le moyen âge une histoire intérieure, à la fois ecclésiastique et politique, à laquelle ne manquent ni un intérêt d'ordre général, ni même des épisodes dramatiques. Les principaux éléments de cette histoire sont renfermés dans les chartes que nous avons insérées ici et dans les franchises accordées à la communauté de Chamonix, qui ont trouvé leur place dans un autre recueil [14]. En étudiant ces précieux documents, on apprendra à connaître les rapports du Prieur de Chamonix, dépendant au spirituel de l'abbaye de St-Michel de Cluses, en Piémont, tour à tour avec les seigneurs ses voisins, les comtes de Genevois et les barons de Faucigny [15]; avec ses propres sujets qui, par leur persévérance, réussissent à se faire octroyer un ensemble de droits et de libertés [16]; avec des colons d'origine étrangère, auxquels il concède pour les défricher une portion de ses domaines [17]; enfin avec l'abbaye de Saint-Maurice

[14] Les franchises et lois municipales des plus importantes localités du diocèse de Genève sont publiées dans la seconde partie du tome XIII des présents Mémoires, actuellement sous presse. Les franchises de Chamonix s'y trouvent comprises.

[15] Voy. nos 222, 224, 226, 336, 338, 364 et 367.

[16] Voy. nos 214 et 217, comp. avec les franchises du 26 juillet 1292.

[17] No 64.

d'Agaune, dont les possessions touchaient aux siennes et motivèrent une délimitation qui s'est maintenue durant des siècles entre le Valais et la Savoie [18]. D'autres chartes, également envoyées par M. Bonnefoy, concernent la chartreuse du Reposoir, les abbayes d'Aulps et de Filly, et divers intérêts privés [19]. Les membres de la famille de Faucigny figurent dans la plupart d'entre elles, et leur généalogie encore obscure y trouve d'utiles matériaux.

M. Bonnefoy n'est point, en Savoie, le seul ami des études historiques dont l'obligeance ait enrichi notre recueil. Nous devons à la Société savoisienne d'histoire et d'archéologie plusieurs chartes empruntées aux Archives de Turin; à son Vice-Président, M. Guillermin, deux actes sur l'abbaye de Lieu; à M. Eloi Serand, d'Annecy, archiviste de l'Association florimontane, une série de documents relatifs au monastère de Bonlieu; enfin M. le marquis Léon Costa de Beauregard a bien voulu nous ouvrir ses précieuses collections et nous témoigner la même sympathie dont il honorait notre prédécesseur. Qu'il nous soit permis de leur exprimer à tous notre sincère gratitude, ainsi qu'à nos compatriotes, MM. Aug. Turrettini, Jules Vuy et Alexandre Van Berchem, qui ont mis chacun à notre disposition une des pièces renfermées dans ce volume.

Malgré ces communications, dont nous sentons tout le prix, notre intention n'a point été de recueillir et de mettre au jour l'ensemble des documents qui peuvent rentrer dans le cadre que nous nous sommes tracé. Les Archives dont nous avons parlé sont loin d'être épuisées; d'autres dépôts publics, des collections privées, recèlent encore un grand nombre de pièces inédites. Une exploration plus étendue, sans amener un résultat complet, eût retardé indéfiniment notre publication.

[18] N° 305.

[19] N°s 15, 19, 20, 24, 25, 200, 210, 218, 221, 229, 335, 339.

Le but de celle-ci, nous tenons à le répéter, est d'offrir aux historiens de notre pays le trésor lentement amassé par notre modeste et savant collègue. S'il nous a été permis d'ajouter quelques chartes [1] à sa collection primitive, ces additions n'ont point modifié le caractère et l'origine de cet ouvrage.

La publication d'actes inédits ne peut jamais s'effectuer que d'une manière fragmentaire, et ce n'est pas le moindre mérite des travaux de ce genre que de faciliter et de provoquer d'autres publications analogues; aussi serions-nous heureux si les amis de notre histoire nationale se trouvaient encouragés, soit par l'intérêt de ce recueil, soit par ses lacunes même, à poursuivre et à compléter nos recherches. Ajoutons que notre Société accueillera toujours avec reconnaissance et s'empressera d'utiliser toutes les chartes inédites qui jetteraient quelque jour sur tant de points encore obscurs des annales de notre pays au moyen âge.

Nous devons, en terminant, réclamer l'indulgence pour une œuvre à laquelle nos études antérieures ne nous avaient pas suffisamment préparés et que nous ont fait entreprendre l'affection qui nous liait à Ed. Mallet et le désir d'être utiles à notre patrie. Peut-être, malgré notre désir de l'éviter, publions-nous ici comme inédite telle ou telle pièce qui se trouve aujourd'hui imprimée : tout au moins sa publication la mettra plus facilement à la portée de ceux qui parmi nous se livrent aux études historiques.

Quant à la marche adoptée pour la reproduction des chartes, nous avons scrupuleusement suivi la leçon et l'orthographe donnés par les manuscrits de Mallet, dans toutes les pièces

[1] Ces chartes nous étant parvenues pour la plupart après l'impression de nos premières feuilles, ont trouvé place dans le supplément, nos 329 à 402. La table qui termine le volume sert à rétablir l'ordre chronologique entre toutes les pièces de l'une et l'autre séries.

transcrites par lui et qui forment la majeure partie du recueil. Pour celles qui nous ont été transmises de Turin, nous avons reproduit les copies délivrées par les Archives de cette ville, en y introduisant seulement quelques signes de ponctuation destinés à faciliter la lecture de ces actes souvent fort étendus. Enfin, pour les pièces historiques de nos Archives et pour le petit nombre de chartes qui nous ont été communiquées en original, nous avons eu recours à l'aide toujours obligeante de notre collègue M. Heyer, sous-archiviste à Genève. Chacun sait combien le latin du moyen âge était souvent incorrect, et combien il importe à l'histoire comme à la philologie de reproduire les textes dans leur forme originale. Cette condition est encore plus nécessaire à observer pour les pièces en vieux françois; nous en publions quelques-unes qui ne seront pas sans intérêt pour l'étude de la langue dans nos contrées.

Notre but sera atteint si l'on juge que ce volume n'est pas, dans son ensemble, resté trop inférieur aux précédents travaux de celui dont il porte le nom.

Genève, le 16 juillet 1862.

PAUL LULLIN. CHARLES LE FORT.

CHARTES INÉDITES

RELATIVES A

L'HISTOIRE DE LA VILLE ET DU DIOCÈSE DE GENÈVE.

1

1005, 3 Mars. — *Elesone donne à ses fils une vigne située à Denens, dans le* pagus *de Lausanne, entre l'Aubonne et la Menoge. Une des terres données comme confins appartient à St-Pierre de Genève.*

Dilectissimis mihi filiis meis. Rainerio. Odono. Enchitzono. Genono. Ego in Dei nomine Elesona mater nostra . . . . me amor et dileccio vestra ut vobis dono illas res que patrem meus Johannes mihit dedit pro remedium anime sue. istas res vobis dono per manu advocato meo Berengario et sunt istas res in pago Laus. inter albunna et venobia et in villa Disnens. hoc est vinea i. F. De uno latus terra simondo. de uno latus terra S. Petri Genev. De alio terra S. Mauricii. De alio fronte terra S. Mauricii. infra istas terminaciones vobis dono ut faciatis quidquid volueritis sane et si ullus homo exierit qui donationem istam infrangere voluerit tunc sit culpabilis et impleturus dupla pecunia. et donatio ista firma stabilis permaneat cum stipulatione subnixa. Signum Klesone qui per manu advocato suo Berengario donationem istam fecit et firmare rogavit. S. Constantino testis. Terrico testis. Bitzo testis. Armanno testis. Isnelardo testis. Ego in Dei nomen memer et rogatus scripsi et datavi die sabato V. Non. Mar. anno XII regnante rodulfo rege.

(Arch. Laus. Inventaire analytique vert. Paq. A.)

2

1013. — *Odilon, abbé de Romainmotier, remet en viager au nommé Teudon des terres situées à Perroi, dans le* pagus *équestre.*

Notum sit omnibus fidelibus ecclesie quod reverendissimus Domin. Odilo Abba Romanensis cenobii et fratres sub eo degentes voluerunt commodari de res monasterii jam dicti, quas dedit dominus Marin presbiter ad

ipsum locum, cuidam homini nomine Teudone sub usufructuario in vita sua. Sunt autem ipse res in pago equestrico in villa Petroio in loco quod vocatur ad S. Simphorianum. Vinea abentem in longitudine perticas agripedales . . . in latus perticas duas. Terminat autem ipsa vinea ex omni parte de ipsa hereditate. Ea tamen racione ut quamdiu ipse vixerit teneat. Post mortem autem eius ad supradictum locum revertatur. . . Hoc tamen sciat quia nec vendere nec alienare posse . . . . Hactum Romani monasterii publice scripta . . . . Signum domni Odilonis abbatis. Sign. Domn. Teotbaldi. Sig. Anselmi. Sig. Petroni. Sig. Ebrardi. Sig. Johanni. Sig. Arberti. Sig. Einrici.

Data per manum Adalberti levite qui vice Cancellarii rogatus scripsit a°. XX regnante Rodulfo rege nobilissimo.

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. 176.)

3

Sans date (avant 1032). — *Odilon, abbé de Romainmotier, et Amalric, fils de Robert de Mont, sur l'ordre du roi Rodolphe, font un échange de terres et vignes situées à Bursins, dans le Comté équestre.*

Placuit atque convenit per missionem domni Rodulfi regis et optimatum eius inter domnum Odilonem abbatem de romano monasterio et quemdam militem nomine Amalricum filium Rodberti de monte quod debuissent aliquas terras scancare in commitatu equestrico in villa Brucins in loco vocabulo cumbis. videlicet vineam unam ad S. Vincentium et habet in transverso perticas quatuor et dimidiam, in longo perticas duodecim et habet terminationes de omnibus latis terra S. Petri. Et in eodem loco campum unum et de omnibus latis habet terminationes terra S. Petri excepto de uno fronte terra S. Mauricii et habet in transverso perticas XI et duos pedes et in longo perticas decem et octo. Infra istas terminationes scanniavit nobis Amalricus de terra S. Vincentii. Similiter ego frater Odilo damus et in ipsa villa unam vineam qui adjacet super ecclesiam S. Vincentii et habet in transverso similiter perticas quatuor et dimidiam in longo perticas XII et in alio loco in ipsa villa unum campum tantum similiter sicut ipsi nobis dederunt. habetque terminationes de uno latus via publica et de alio latus terra S. Petri monteiovis itemque de tertia parte terra S. Vincentii et de quarta parte de ipsa terra. Item donamus ei unum campum habentem in latitudine perticas VII et tres pedes in longitudine vero habet perticas VIIII. E contra ipse Amalricus dat nobis de terra S. Vincentii vineam

nam habentem inter longum et latus perticas quindecim. Amalricus vero accepit IV libras de denariis. S. Rodulfi regis. S. Burchardi archiepiscopi. S. Amalrici qui fieri et firmari rogavit. S. Amalrici filii iuandi.

(Arch. Laus. Inv. anal. Paq. 115.)

4

Sans date (entre 994 et 1049). — *Valdo et Leotherius donnent à Romainmotier des vignes situées à Gland, dans le Comté équestre.*

Carta Waldonis de Glans. — In nomine Verbi incarnati noverint cuncti fideles sancte Dei ecclesie quod ego Vualdo et Leotherius donamus ad locum romanensis monast[ii]. quod est constructum in honore beat. Apost. Petri et Pauli ubi domnus Odilo abbas preesse videtur vineas duas. unam habet in longitudine perticas heribenales VI et in latitudine unam. et alia vinea habet in longitudine perticas heribenales V. et ego Vualdo pro portione mea ab ipsis monachis V solidos. et ego Leotherius accepi tres solidos. Sunt autem ipsarum vinearum situs in comitatu equestrico in villa glannis. Signum Vualdoni test. et Leotherio testis qui istam cartam fecerunt et firmare rogaverunt. Isti sunt qui presentes fuerunt Vuinisus presbiter, adalbertus presbiter, Vuarnoldus, Aimo, Rodbertus, Amalbertus, Constantinus, et alii plures qui hoc viderunt. Actum publice in villa romanensis IIII Kalend. Maii. Item ego Ingalgerius presbiter dono deo et sanctis eius apostolis Petro et Paulo ad locum romanensis vineam unam in eodem loco et habet in longum perticas VII et dimidiam et accepi ab ipsis monachis VI solidos. Signum Ingalgerii testis qui fieri et firmare rogavit. Signum vuinisi testis. Isti sunt qui viderunt. Constantinus. Aymo. Adzo. Artulfus.

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. F.)

5

Sans date. — *Ymmo et Iscomburge, sa femme, donnent à leur fille Asila des terres situées à Gimel, dans le Comté équestre.*

Dilecta atque amabile filia nomine asila. Ego in Dei nomine Ymmo et uxor mea nomine iscomburga pro amore et dilectione donamus tibi in commi-

tatu equestrico et in villa que nominatur Gimellis hoc est mansum unum quod ibi umlricus sedebat, et nos insimul donamus tibi vinea una que jacet in . . . . . , ipsam vineam tibi donamus in mea ratione dum ego vivo usum et fructum possideo et post meum discessum tibi perveniat, et terminat de ambos lateribus vias puplicas et de tertia parte amaldrico preposito. ipsum mansum tibi donamus ad possidendum ad habendi, vendendi liceatque commutandi in omnibus habeas potestatem faciendi sane. Sig. Ymmono et uxor sua nomine Iscomburga qui anc donatione fecerunt et firmare rogaverunt. Adalbertus qui consensit. Ysonburge.

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. 69.)

6

Sans date. — *Gerold, fils de Turumbert d'Aubonne, donne à Romainmotier une manse et un serf.*

Ego in Dei nomine Geroldus filius Turumberti de Albonna donno D. Deo et S. apost. eius P. et P. et ad locum romani monasterii in villa mauriaco mansum unum et omnia ad ipsum mansum pertinentibus, id est casis, casalibus, campis, pratis, sylvis, aquarumque decursibus, cum servo ibi manente nomine auluneno cum filiis et filiabus suis, pro remedio anime mee vel parentum meorum ut Deus omnipotens indulgeat nobis omnia peccata nostra. Hanc donationem laudaverunt nepotes mei Amalricus, Wido, Nantelmus, Dalmacius et Odulricus, canonicus.

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. B.)

7

Sans date. — *Amalric donne à Romainmotier des terres situées à Bursins, dans le* pagus *équestre.*

In Christi nomine. Ego Amalricus . . . . . dono de res meas proprias S. Petri Roman. monast[ii]. que sunt sitas in pago equestrico et in villa qui dicitur Bruciniaco, sive in loco qui nominatur Naldevert, vinea una que terminat de uno latus terra S. Petri romanensi, de alio latus terra Rodberti, de duobus frontibus via puplica. Infra istas terminationes dono sicut supra commemorat, ligo, trado atque transfundo perpetualiter habeat atque possideat. Si quis vero quòd fieri minime credo quod si

ego aut ullus de heredibus meis qui donatione ista infrangere voluerit ne hoc valeat vindicari quod repetit, tunc sit culpabilis et impleturus tantum et alium tantum quantum ipsas res emelioratas valuerint : et donatio ista omnique tempore firma et stabilis permaneat cum stipulatione pro omni firmitate subnixa. S. Amalricum qui donatione ista fecit scribere et firmare rogavit. S. Errando. S. Dodoni. S. Vuiberto. S. Amalrico. S. Rotberto....

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. 115.)

8

Sans date (entre 1049 et 1109). — *Romainmotier remet en commende viagère à un de ses serviteurs des terres à Bursins, Germany, etc.*

Noticia quam fecit Roclenus prior et monachi Rom^{i}. monast^{ii}. cuidam famulo nomine dominico, de quibusdam terris et vineis que adquisierant in quibusdam locis et commendaverunt eidem famulo tali convenientia ut post mortem eius nullum heredem dimitteret in rebus istis nisi S. P. et monachis romani monasterii et taliter ut hedificet et plantet ubi necesse fuerit et si aliquid de pecunia sua dederit in hoc pro remedio anime illius sit. Hec autem que sibi sunt commendata sitas in istis locis, in villa brucinis mansum unum, in villa germaniaco mansum unum, A chiauraione helemosinam Turumberti fratris Dodoni de Albona claustrum unum magnum de vinea, A cotens lunaticum unum, A Quarnens lunaticum unum, A Senerclens decimum illum quem S. Petrus debet ibi habere. A Vuilerens decimum illum quem S. Petrus debet ibi habere.... Hujus rei testes sunt isti. Salierius monachus. F. Girbertus presbiter. Gerardus famulus. Marinus Johannes et alii multi tam monachi quam et laici. Actus hec tempore domni hugoni abbatis.

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. 115.)

9

Sans date (vers 1144). — *Arducius, évêque de Genève, concède au monastère de Bonmont une terre à Bogis.*

Ego Arducius Dei gratia sancte Geb. eccl. episc. assensu totius capituli nostri, concedimus ad tenendum perpetuo in posterum, sigilli nostri

impressione confirmamus, fratribus de bono monte secundum regulam S. Benedicti ibidem Deo servientibus terram videlicet de bugeio et quidquid ipsi vel acquisierunt vel acquisituri sunt in decimis et in aliis tam nostri juris quam nostre ecclesie, vel ad jus pertinentibus, vel a dominio descendentibus. Quod si quis huic decreto nostro obviare presumpserit, exorto anathematis gladio a liminibus eum sancte sequestramus ecclesie vel usque dum digna satisfactione peniteat. Signum Alberici decani. Signum haimonis prepositi. Signum Amaldrici cantoris et decani. Signum Giroldi decani. Sig. Guillelmi de Villaniaco.

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. 143.)

10

1145. — *Donations à l'abbaye de Bonmont, faites par Guigues et Amédée de Begnins, par Guibert de Servais, et par Pierre et Ogier de Givrins.*

In Christi Domini nostri salvatoris nomine. Ad posteritatis memoriam scripto volumus commendare, quod Guigo de Begnins unacum uxore sua Juliana, laudantibus patre et matre ac fratre eiusdem uxoris, dedit ecclesie boni montis atque laudavit, per manum D. Moysi Abbatis, quidquid habebat in monte lagciano, medietatem scilicet quam habebat in suo dominio, et aliam medietatem laudavit similiter quam ab eo tenebat in feodo Amedeus propinquus eius, laudante etiam eiusdem Amedeus, recepitque a monachis idem Guigo confraternitatem et speciale beneficium ipsius domus quod ei atque uxori suisque parentibus concesserunt, et de placito habuit XIIII libras numorum in quibus una vacca est computata. Hoc donum fecit in Capitulo Boni montis, et juravit super altare quod ex inde in perpetuum eis pacem tenebit, et guarenthiam portabit erga omnes homines, et dedit obsides et fidejussores et refidejussores. Harbertus clericus de Marcins. Cono de Duellici. Amedeus de Begnins. P. de Trailai. Walcherius de Creycei fuerunt testes. Idem ipsi Cono de Duellici, P. de trailai et W. de creycei fuerunt obsides et fidejussores. Predictus Harbertus clericus et Stephanus de Gingins fuerunt refidejussores. Ad hec superdictus Amedeus de Begnins et uxor eius Matildis et filius eius Anselmus prescriptum quidem donum Guigonis sua laude confirmaverunt. et id quod habebant porcionis sue in uillare et medietatem suam de monte laciano dederunt predicte ecclesie boni montis et suscepti nichilominus

sunt ipsi quam eorum antecessores in societatem et participationem spiritualem bonorum ipsius domus. sub nullo penitus alicuius temporalis commodi aut solius respectu dumtaxat beneficii spiritualis. Dederunt autem eis monachi de placito. X. libras et unam vaccam. et terciam partem decimarum de Begnins. per laudem Guigonis et filiorum Walterii de trailai. qui tenebant eas in feodo a Guigone. a quibus conquesierunt eas, et per laudem Arducii Gebenn. Epi. De quibus decimis hoc dictum est. ut de assensu Epi. littere illius sigillo signate fierent et eis redderentur. et post hac nullam omnino monachi guarentiam sive tutelam exinde conferre ullatenus exigerentur. Hoc ita Guillus. Alberici decanus in Capitulo perloquutus est et ceteri confirmaverunt. Hoc donum fecerunt in Capitulo Amedeus et Anselmus filius eius per laudem domine Matildis. et juraverunt super altare quod eis exinde in perpetuum pacem tenebunt. et guarantiam portabunt erga omnes homines, et dederunt obsides et fidejussores. Guill. de bornes. Guill. alberici decani. Harbertus de marcins. Raimundus de Vincgel. clerici. Cono de Duellici. P. de trailai. Walchus. de crecei. Giroldus coquus de prengins. Saverius clericus de Albona. et Giroldus frater eius fuerunt testes. Predicti Cono de Duellier et P. de trailai et Walc. de Crecei. nec non et Guill. de Cortagei fuerunt obsides et fidejussores. Itemque Harbertus clericus fidejussor. Hoc donum denuo confirmatum est apud Trailai. et definitionibus stabilitatum. — Preterea Guibertus de Servais et uxor et filii eius et Johannes et Petrus nepotes eius filii Grossane de Brettignei. cum uxoribus et filiis suis. parum terrae quod calumniabantur in monte laciano, id est quoddam casale deposita calumnia dederunt illud ecclesie Boni montis et habuerunt inde ex placito Guibertus quidem vaccam unam. filii vero Grossane VII sol. fueruntque de dono Guibertus testes. Petrus frater uxoris ipsius. et Amedeus de Begnins et Raimundus clericus de vingels. De laude filiorum Grossane Lambertus Abbas de Chasereo et milo monachus de fonteneto. — Simili modo Petrus et Ogerius de Geurins qui calumniabantur in eodem monde laciano aliquot jugera terre. Collaudantibus pariter atque consentientibus uxoribus eorum et filiis, dederunt eandem terram prefate ecclesie habueruntque inde ex placito X sol. et in confirmatione doni pacisque tenende assertione. alteruter pro alterutro factus est fidejussor. Recognovit etiam postea et confirmavit hanc donationem Ogerius in Abbatiam in audiencia humberti de Osins et uxoris eius et filii eius nomine falconis, quando idem humbertus fecit uxorem suam ac filios laudare et confirmare commutationem que facta est de feodo suo quod habuerat in Lauiniaco. unum con-

cambum est ei reditum in osins et queque placita fecerat cum D. Moyse Abbate nichilominus laudare fecit. fueruntque cum Abbate monachi Robertus. Amalricus. Guillelmus. Norinus. Cono. Lambertus. Vldricus. Actum anno ab incarnatione. Dni. mill°. cent°. quad°. V°.

(Arch. Laus. Reg. cop. du Baill. de Bonmont, I, N° 16.)

11

1146, Avril. — *Aymon, seigneur de Faucigny, donne à son parent Aymon, seigneur de Blonay, des terres en alleu situées entre Brest et la Dranse.*

Aymo Dominus Foucigniaci, universis presentes litteras inspecturis salutem et amorem. Actiones quas non sanxerit litterarum vel testium firmitas exsufflare potest dolus mundi, vel temporis difficultas. Ea propter noverint universi quod cum nobilis vir Aymo Dominus de Blonay, consanguineus noster et amicus, voluerit et proposuerit facere castrum et villam, vel aliud edifficium, in territorio S. Pauli. Gebenn. dyocesis, quod situm est inter Dranciam et Brest, hinc quid juris habemus nos et nostri, vel habere videbamur in eodem, dedimus et concessimus in liberum allodium dicto Aymoni Domino de Blonay et heredibus ejus, imperpetuum libere possidendum. Promittentes eidem et suis, dictum allodium pro posse nostro contra omnes deffendere et tuheri. Quod ut ratum et firmum permaneat imperpetuum, presentes litteras jussimus sigilli nostri munimine roborari. Hujus rei fuerunt testes vocati et rogati Guyffredus de la fonteyne, Reynaldus de Prengie, milites, Johannes Senescallus de Blonay, Johannes de Marechia, Aymo probus : et ego Aymo de Cruce clericus hanc cartam scripsi. Actum A. D. mill°. cent°. quad°. VI°. mense Aprili.

(Collection d'E. Mallet, sans provenance indiquée.)

12

1153, 1er Mars. — *Bulle du pape Eugène III, qui prend sous sa protection le monastère de St-Jean de Genève et lui confirme ses possessions.*

Eugenius Episcopus servus servorum Dei, dilectis filiis Petro priori Monasterii S. Johannis gebennensis, eiusque fratribus tam presentibus

quam futuris regularem vitam professis in perpetuum. Pia postulatio voluntatis effectu debet prosequente compleri. Quatenus et devotionis sinceritas laudabiliter enitescat, et utilitas postulata vires indubitanter asservet. Eapropter dilecti in domino filii, vestris justis postulationibus benignum impertientes assensum, prefatam ecclesiam in qua diuino estis obsequio mancipati, sub beati petri et nostra protectione suscepimus. et presentis scripti priuilegio communimus. Statuentes ut quascunque possessiones quecunque bona idem monasterium impresentiarum juste et canonice possidet. aut in futurum concessione pontificum. largitione Regum vel principum. oblatione fidelium. seu aliis justis modis deo propicio poterit adipisci. firma vobis vestrisque successoribus et illibata permaneant. In quibus hec propriis duximus exprimenda vocabulis. Locum in quo ipsum monasterium situm est. ecclesiam S. geruasii. eccl. S. ypoliti. eccl. S. pancracii de villa. ecclesiam de bogeua. Ecc. capella S. laurentii de Sala. S. laurentii de Cornilione. de passere. capellam de maorna. ecclesias de moneste. S. laurentii Gebennensis. de Januemio. de bardonaco. de cofiniaco. de possiniaco. de mairins. de maisoniaco. de burdiniaco. de mainiaco. de Joliaco. de colongis. S^{i}. Gengulffi. de maresco. de anamasci. de canal cum appendiciis suis. S^{i}. martini de lacu. S^{i}. georgii de essartinis. S. desiderii. S^{i}. Eusebii. de geneurei et ecclesiam de buringio. Decernimus ergo ut nulli omnino hominum liceat prefatum monasterium temere perturbare .... salua diocesanorum Episcoporum canonica justitia. et Atthanacensis monasterii debita subiectione ac reverentia. Si qua igitur in futurum ....

Ego Eugenius catholice ecclesie Episcopus.

« Gregorius presbiter Cardinalis tituli Callisti.

« Conradus Sabinensis Episcopus.

« Ysinarus tusculanus Episcopus.

« Octauianus presbiter Cardinalis tit. S^{e}. Cecilie.

Datum Rome apud S. petrum per manum Bosonis sancte Romane ecclesie scriptoris. Kl. martii. indictione prima. incarnationis dominice anno. m^{o}. c^{o}. l^{o}. ij^{o}. pontificatus vero domni Eugenii pape iij. anno viiij^{o}.

(Cartulaire d'Ainay, pièce n^{o} 2, f^{o}. ij. v^{o}.)

13

1163. — *Donation faite à Bonmont par l'abbé de St-Oyen de Joux.*

In nomine Dei ego Ado sacerdos Abbas S. Eugendi . . . . . ad concordiam et pacem reformandam inter nos et ecclesiam Boni montis propter injuriam quam passa fuerat a nostris laudante universo capitulo nostro per manum D. Arducii Gebenn. Epi. donavi predicte Ecclesie quidquid juris habebamus in decimis de Chiserai. decimas quoque vinearum quas fratres Boni montis eo tempore apud Divonam habebant. Donavimus etiam atque in pace dimisimus quicquid calumpnie in Abbatia ultra circa Abbatiam seu in cerlia quandoque habuimus decimas. quoque grangie que in territorio lùdunensi in parrochia nove ville est et pascua jurium nostrarum sine dampno preter pascum pecorum et necessitatem pastorum. X quoque sol. quos fratres Bonimontis censuales ecclesie nostre debebant concessimus. Quod si in futuro fratres nostri XV libras gebenn. monete domui Bonimontis redderent, predictos decem Sol. annuatim in pace reciperent. Et ut rate et illibate donaciones iste perseverent, presentem paginam sigilli nostri impressione signamus. Testes fuerunt Arducius Gebenn. Episc. Guillelm. Alberici decanus. Gautinus Capellanus, Petrus de Divona, Guill. de Marva, Aimo de Satiniaco, Guill. de folieto, falco de Siliniaco, Petrus de Trailai. In capitulo testes fuerunt. . . .

Actum a°. domin. Incarnat. mill°. cent°. sexag°. tercio.

(Arch. Laus. Reg. cop. de Bonmont, I, N° ?.)

14

1166. — *Accord entre l'abbaye de Bonmont et Etienne de Crassier.*

In nomine S. et ind. Trin. Ad memoriam posterorum . . . hoc scripto tenetur qualiter discordia que fuit inter fratres Bonimontis et Steph. de Cracei tandem pacificata est, quando in amicitiam et in amorem alterutrum invicem redierunt. Isdem Stephanus confirmavit eccl°. bonimontis investituras suas, quidquid scilicet habebat a patre vel a matre ipsius, sive in bugeio, sive in castaneto, in divona, pellens et villareth. Dedit etiam

eidem eccl^e. terram quam habebat in lonvernai, que est inter terram quam dedit prefate Ecclesie Gualcherius de Arnai et aliam terram quam habet ipsa Ecclesia de dominatu de Divona. Et hoc donum laudaverunt lohannes milo et uxor eius et Humbertus frater ipsius lohannis qui in ipsa terra aliquot jugera habebant. Dedit quoque predictus Stephanus eidem Eccl^e partem suam de corileto, id est dimidium coriletum quod est juxta unam aquam que decursit per Clarens et in messurias VIII jugera quinque per se simul et tria prope illic dedit hoc tenore ut ipse habeat ea in vita sua. et post decursum eius deveniat Ecclesie. Et fratres de bonomonte dederunt ei ad feodum quicquid habebant de terra patris sui pro Gualcherio et Conone fratribus suis ad signei et duellai. ut ab ecclesia boni montis habeat ipse et heredes eius post eum usque in perpetuum et sit inde homo Abbatis bonimontis. Confirmavit hoc ipsum laude sua uxor eius nomine Agnes. Hoc bonum opus mutue confederationis et amicitie, cum jam pridem statutum fuisset, tunc demum perfectum est quando predictus miles iherosolimam profisisci cupiebat. a^o. ab Incarn. D^i. M^o. c^o. LXVI. ind^e. XIIII. Epacta XVII. Concurrente V.

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. N.)

15

1185, 21 Octobre. — *Henri de Faucigny confirme à la Chartreuse du Reposoir des donations faites par son père Aymon et son frère Rodolphe.*

Reverendissimo Priori Cartusie et sanctissimo ejusdem loci capitulo, toti religiosissimo ordini, Henricus de Fulciniaco salutem et celestis gratie incrementum.

Ego Henricus de Fulciniaco dignum duxi notificare tam presentibus quam futuris delictum meum, ut coram omnipotente citius merear excusari, peccatis namque meis exigentibus et malignorum suggestione presumpsi inquietare Priorem et fratres de Repausatorio super quibusdam terris et possessionibus quas Aimo pater meus felicis memorie et frater meus Rodolphus predicte domui pro salute animarum suarum dederant. Sed postea penitentia ductus et correctione religiosorum revocatus, et formidine gehennalis pene territus, consilio proborum et sapientium virorum, secundum eorum desiderium et voluntatem totum in melius emendavi. Dedi namque S. S^o. conventui cartusiensis ordinis et specialiter

fratribus de Repausatorio pro salute anime mee et pro salute parentum meorum et precedentium et subsequentium quecumque infra terminos eorum continentur, nulla proprietate Dominii retenta, ut eorum orationes divine misericordie nobis impetrent veniam, et ut prædicti fratres ibidem viventes absque perturbatione et ulla molestatione debitum deo possint impendere famulatum.

Volui etiam et firmavi ut omnes bonas consuetudines et omnia jura et omnem libertatem que habere dignoscuntur, secundum instituta sanctorum patrum ordinis inventorum, immutilata et inviolata in pace et quiete, eis infra terminos in perpetuum conservari. Termini vero eorum sunt ultra quos nihil possessionis accipiunt, a septentrionali parte ad radices montis juxta planum super villam que dicitur Melsinges, in eo loco ubi fluvius qui dicitur Furnus egreditur in planum de valle Repausatorii, tendentes inde versus occidentem sicut terra pendet usque in planum ad rivulum qui vocatur Brenner, ascendentes per ipsum rivulum in summitatem montis qui dicitur Randry prospicientis Repausatorium, et inde recto itinere per crepidinem montium venientis usque ad collum, revertuntur ad meridiem per crepidinem de Teynes usque ad fulcam de platius, unde versus orientem tendunt in Avers usque ad Fenestrelles, et usque ad paludem, et inde per locum quem appellant Balmam Rossam usque ad predictum furnum; regrediuntur ibidem ab orientali parte ejusdem fluvii, exitum accipientes ubi ab occidentali parte ejusdem fluvii sumpserunt initium. Infra quos terminos nulla preda capi debet nec aliquo modo duci. Et ego prohibeo ne ullo modo fiat, et promitto quod si aliqua maligna presumptione fuerit factum, quod ego laborabo querere quasi meum sit proprium donec digna satisfactione emendetur. Aliquis etiam auceps non debet illuc ire ad capiendas aves, nec aliquis venator propter aliquam venationem capiendam, quod ego approbo et stabilio ne unquam aliter fiat. Per eamdem viam regrediantur per quam ingrediuntur, que prohibeo sub banno meo ne secus fiat. Arma bellica prohibeo infra eorum terminos aliqua occasione portari; unumquemque ad eos venientem vel ab eis redeuntem donec ad propriam mansionem redierit ex mea et meorum parte volo et constituo securum et salvum esse. Quicumque ad eos confugerint pro evitando periculo, quantumcumque sit delictum vel causa reatus, salvos et securos apud eos et infra eorum terminos quamdiu esse voluerint ex parte mea et ex parte meorum successorum esse volo et constituo sine ulla requisitione aut infestatione. Volo etiam et concedo quod universos clericos sive laïcos qui in mea vel in meorum fuerint potestate liberos

seu servos, qui se ad vestre religionis habitum voluerint transferre et ad omnipotentis servitium tradere, ut eos libere recipiatis sine omni mea contradictione et appellatione et meorum successorum, et quantumcumque de substantia sua vobis dederint et quidquid in salutem tam in mortis periculo, sive aliqua deminutione in pace habeatis. Homines operarii qui in operibus vestris erunt nec propter mea nec propter meorum opera cogantur vestra relinquere nisi pro eorum voluntate. Quidquid apud vos fuerit commendatum vel depositum vel ad custodiam et ad salvationem deportatum, secundum voluntatem et dispensationem illius cujus est res, volo et concedo distribui, nec quidquam de ipsius voluntate immutari, sive disponat in mortis articulo sive periculo, sive in salute proprio. Volo et quod mercenarii vestri salvi et securi sint cum omni sua re, quamdiu vobiscum manserint, vel in servitio vestro erunt in universa mea potestate et a me et a meis successoribus. Si quis furtum vel rapinam infra terminos vestros perpetraverit vel a vobis vel ab aliis per violentiam abstulerit, vel hominem capere presumpserit, promitto ex mea parte et ex meorum successorum quod si deprehensi fuerint, quod ablata restituentur et fur vel raptor tali peno afficiantur, ut qui audiverint talia facere, pertimescant. Mulieres infra terminos vestros intrare prohibeo absque sub banno meo defendo. Terminos habetis pascuales et ad alenda et hyemanda pecora, qui determinati sunt a ponte de Marnaz per omnem meam potestatem et advocationem usque ad Flumet, et ne aliquam infestationem seu molestationem ab aliquo vel ab aliquibus patiamini prohibeo, vel constrictionem seu indebitam exactionem defendo. Et ne aliqua domus religiosorum in aliquo loco edificetur a rivo qui dicitur Borna sicut Arva determinat sursum per omnem meam potestatem et subjectionem hanc libertatem, concessionem et largitionem facio vobis pro salute anime mee et pro salute successorum meorum, vobis et vestris successoribus et dono et donando firmo in perpetuum. Si qua autem secularis vel ecclesiastica persona posterorum nostrorum contra hanc meam donationem et contra bonos mores vestros et consuetudines vos infestare vel molestare presumpserit, ex parte Dei omnipotentis et ex parte patris mei Aimonis et Rodolphi fratres mei et ex mea et totius progeniei nostre contradico hereditatem meam et omnia jura ad fulciniacense dominium pertinentia. Rogo et venerabilem gebennensem episcopum, ut potestate a Deo sibi tradita et B. Petro apostolo, ut fratres de Repausatorio super hoc manuteneat et deffendat, et ecclesiastica censura me et alios compellat huic firmiter et indissolubiliter stare donacioni. Hanc donacionem feci laudante fratre meo Wuillermo et con-

sentientibus baronibus meis et approbantibus. Et ut istud firmius teneatur jussi corroborari et premuniri sigillo Dni. Lucii Pape, et Viennensis archiepiscopi, et Gebennensis Episcopi, et Prioris Cartusie et prioris Alverie et vestro et meo. Hec donatio facta est apud Valerias quamdam grangiam Repausatorii ipsius, mense octobri, feria secunda, luna vigesima tertia, anno ab incarnatione Dni. millesimo centesimo octuagesimo quinto, epacta vigesima octava, decemnovennali cycli anno octavo, concurrente primo, octogesime indictionis anno tertio, Lucio papa tertio Ste. Romane Ecclesie presidente, Frederico Romano imperatore feliciter regnante; de hoc testes fuerunt isti : Ego Henricus qui hanc donationem feci et firmavi, et Vuillermus Alamandus, Girardus Señalcus meus, Pontius veñ. Guido de Francia, Vivianus de hospitali, Mamertus sacerdos, Pontius de Ste Georgio, Vuillermus pincerna, Turumbertus venator, Mauritius de Sallanchia, Allimardus de Castellione, Durandus ejusdem domus Repausatorii prior, et fratres ejusdem domus quorum ista sunt nomina : Vuillermus monachus et procurator, Stephanus sacrista, Benedictus, Vuillermus et alius Vuillermus, Simeon, Joannes, Stephanus conversi et alii quam plures tam clerici quam laïci.

(Arch. de Scionzier. — Communiq. par M. Ad. Bonnefoy. — Le style et la teneur de cette charte paraissent démontrer qu'elle a été faite après sa date, mais les faits mentionnés sont probablement historiques.)

16

1188. — *Nantelme, évêque de Genève, confirme la donation d'une vigne faite à l'abbaye d'Aulps.*

Quod ad posterorum memoriam fideliter transmittere volumus, scripto signare consuevimus. Proinde ego Nantelmus gebennensis episcopus, tam superstitibus quam sequacibus notum fieri volo. quod Poncius clericus de sancto Georgio et ipsius fratres Guido et Riferius vineam de Triolous fratribus alpensibus in perpetuum possidendam per manum meam bona fide concesserint. Hac siquidem conditione quod quicquid emolumenti tam ex vino quam ex ceteris ex fundo in quo prefata vinea sita est pervenerit, ad usum refectorii fratrum alpensium integre revertatur. Ne vero posset in posterum occasio malignandi suboriri, huius facti testes sunt. Ego Nantelmus

gebennensis episcopus, Ysaardus alpensium abbas, Poncius de Sancto Georgio et eiusdem fratres Guido et Riferius et quam plures alii. Actum hoc anno ab incarnatione Domini millesimo C°. LXXXVIII, indictione sexta. Epacta XX^ma^. Clemente summo Pontifice. Frederico imperatore.

Le sceau de l'Évêque de Genève, sur cire blanche, pend à l'acte.

(Cette pièce, communiquée en 1848 à E. Mallet par M. Ad. Bonnefoy, se trouve maintenant dans les Archives de Genève : Pièces Historiques, N° 31 bis.)

17

1188. — *Donations faites à l'abbaye de Bonmont par Étienne de Bière.*

Notum sit omnibus . . . quod Stephanus filius marconis de Biria dedit domui Bonimontis quidquid habebat juxta vineas de balgels . . . . et obsides dedit prefate domui pro ccc solidis : Cononem de monte pro c solidis, Amaldricum fratrem ejus pro c, Humbertum fratrem eorum pro c. Hec omnia laudavit Reimundus de S. Simphoriano ad cuius dominium per feodum spectabat pars huius deserti. Testes sunt Raimundus Crassus de Wolflens, Humbertus miles de Wolflens, Hugo miles de Germaniaco. Petrus filius Wiberti de Altavilla, Mag^er^. Hugo capellanus de monte, Amaldricus capellanus de fescheio. Petrus clericus de Grunlino. Narduinus monachus et Petrus de Chiseray. et Petrus conversus de Pellens. Hoc actum est ante portam de balgels. Pro his omnibus dedit Stephanus de laviniaco prefato Steph. de biria decem libras. Hec omnia laudaverunt fratres dicti Stephani Aimo et Marco. Testes sunt Gerardus prior de Estue . . . . Narduinus de beria hoc ipsum laudavit apud Albonam in domo Nantelmi. Testes sunt Gillermus de trealay. Falco de montaniaco. Stephanus de pisis. . . . Hoc ipsum laudavit Petrus D^s^. de Prangins et Johannes filius eius apud bonum montem ante hospicium. Testes sunt Petrus albus de gemuens. Galcherus albus de Cossonay. Borcardus de Chiseray. Uldricus de graleio. Uldricus de Mareschet monachi. Actum a^o^. domin. Incarnat. M. C. LXXXVIII.

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. 464.)

18

Sans date. — *Transaction entre l'abbaye de Bonmont et les fils d'Ogger de Marins (ou de Marcins).*

Oggerius de Marins dedit domui Bonimontis quicquid habebat apud Chiseracum laudante conjuge sua cum filiis. Testes sunt Humbertus de Albona, Jacobus filius eius, Albertus de marcins, Martinus paschans. Anselmus bessons. fidejussor pacis Anselmus de Versenay. Hoc donum laudavit Anselmus de asnerici. Testes sunt Petrus de ternier, Giroldus de Asiril, Humbertus de Gralei, Amaldricus de monte. Post hec autem Menerius filius eius de his donis movit contra domum Boni montis calumpniam. Qui placatus factus per Humbertum de Graley. Poncium de Visencie et per Petrum de pistinie. Hoc autem factum est apud Divonam infra domum monachorum in presentia Johannis abbatis. Testes sunt idem ipse Joh. Abbas, Humb. de Gralei, Poncius de Visencie, P. de Pistinie, Anselmus Bessons, Uldricus presbyter de Divona, et Stephanus frater menarii. — His patratis venit Menerius et intravit Capitulum ibique confirmavit coram monachis qui aderant dona patris sui monast°. pacifice perpetuoque possidenda. Abbas vero dedit illi XXV solid. Sed et Stephanus venator dimissa calumnia quam movebat de donis Stephanis de Marins, habuit ab ipsa domo V solid. Testes sunt prescripti viri Humbertus scilicet de Gralie, Poncius de Visinie et Petrus de pistinie, pluresque alii.

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. 143.)

19

1200. — *Guillaume de Faucigny accorde à la maison du Reposoir le droit d'établir une vanne dans l'Arve.*

In nomine Domini Amen. — Notum sit tam presentibus quam futuris quod Vuillermus de Fulciniaco pro remedio anime sue, patris et parentum suorum, donat et concedit, et donatum vult esse in perpetuum unam vennam in aqua que dicitur Arva, ubicumque facere voluerint a ponte de Cluses sicut aqua descendit usque ad Rhodanum. hoc donat domui de

Repausatorio et hominibus ibidem Deo servientibus. Hoc factum est in presentia Dⁱ Amblardi Prioris, et Guigonis procuratoris aliorumque monachorum, videlicet Bernardi Bolonis, Mauritii, Joannis Giraldi sacriste, Petri, Augustini, Aimonis, Jacobi, Petri, Pontii coquinarii; audientes et videntes laïci fuerunt scilicet Jacobus de Vosourie, Senescalcus de Alinco, Rodolphus de Sallanchia, Petrus de Alinco, Petrus de Sº. Mauritio, Amaldricus de Lausanna, Petrus de Arconay, Flamertus Freschez. Factum est hoc anno ab incarnatione Dⁱ millesimo ducentesimo.

(Communiq. par M. Ad. Bonnefoy.)

20

1202, 9 Octobre. — *Aymon de Faucigny confirme à la Chartreuse du Reposoir la possession de tout ce qui se trouve dans les limites du dit monastère.*

In nomine Dᵘⁱ nostri J. Christi. — Notum sit omnibus hominibus tam presentibus quam futuris, quod Aimo de Fulciniaco pro remedio anime mee et parentum meorum, dono, concedo et laudo habitatoribus Repausatorii quod antea Beol vocabatur, tam presentibus quam futuris, cartusiensem ordinem tenentibus, totum quod intra terminos eorum erat tam in Alpibus quam in planis sive in nemoribus. Hujus rei testes sunt Falco Tumbertus, Cono de Castillon, Vullielmus de Buege et Petrus frater ejus, Rostagnus Vicedonus, Ricart dator et testis, Jo... Amedeus de Turre, Amedeus minister, Manfredus frater ejus, Pontius de Melzinge, Benedictus de Cambaïreu, I.... prior Durbonis, Otho et frater Andreas conversus, frater Borno et quam plurimi. Anno gratie Mº CCº IIº mense Octobri, die Mercurii, in octavis B. Michaelis.

(Communiqué par M. Ad. Bonnefoy.)

21

1204. — *Accord entre l'Abbaye de Bonmont et Raimond de St. Simphorien.*

Ego Nantelmus Dei gracia Gebenn. episc. notum facio .... quod cum Reimundus de S. Simphoriano de plurimis possessionibus ad se et ad homines suos pertinentibus, quas fratres bonimontis in elemosina accepe-

runt, jam dictam domum vehementer querelaret, utriusque partis amicis mediantibus predictus Reimundus et jam dicti fratres bonimontis in hunc modum ad pacem firmissimam pervenerunt. Omnes querelas quas sepedictus Reimundus contra domum Bonimontis habebat pro salute anime sue S. marie Bonimontis et fratribus ibidem Deo servientibus, et omnia ad se pertinentia de quibus jam dicta domus investita erat, laudavit uxor sua nomine boneta, plenarie dereliquit, et ab omni vexatione de omnibus de quibus domus bonimontis investita erat, pro posse suo fratres sepedictos se custodire promisit et warantiam portare. Abbas autem boni montis dedit ei XXX sol. gebennens. et duos caseos tali conditione ut quicquid fratres boni montis super stratam vel in clauso de bouges ab hominibus suis, preter feodos suos, pace eorum possent adquirere, absque aliqua reclamatione libere possiderent. Testes sunt Galcherius prior de Estui. Uldricus prior et Borcardus monachus. Amaldricus capellanus de Feschi et Guido capellanus de Chiserai. Nantelmus dominus de Albona et Guerricus filius ejus. Urabertus de Monte. Petrus de Alta villa. Petrus de Mais. — Laudationis autem supradicte uxoris sue testes sunt Guillelmus de grasli et monachus fontineti et Guillelmus frater ejus qui de concubina fuit oriundus. Albertus quoque capellanus de S. Simphoriano et Nantelmus frater Jacobi militis ejusdem ville, nec non et frater Emmo conversus bonimontis. Actum ante portam de Albona anno incarnationis dominice m°. cc°. iiij°.

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. 143.)

1204. — *Nantelme, évêque de Genève, transmet à l'abbaye de Bonmont les églises de Vich, Burtigny et Grens.*

Ego Nantelmus Dei gratia Gebenn. Episcopus universe fidelium multitudini salutem in perpetuum. Ut omnibus presentium seriem inspecturis rei veritas liquido declaretur, noverint universi quod inspecta veritate privilegiorum apostolicorum in quibus pie memorie papa Alexander et papa Lucius ecclesiam de vizo et ecclesiam de britiniaco domui bonimontis confirmaverunt et ecclesiam de grens, nos quoque autenticis apostolicis non volentes nec valentes contraïre, eidem ecclesie boni montis ecclesiam de vizo et eccl^{m} de britigniaco et eccl^{m} de grens cum omnibus appendiciis

eorum concedimus, donamus et confirmamus, ut a fratribus ibidem Deo servientibus habeantur et possidentur libere et in pace. amen. Testes sunt frater Simeon et frater Guido de boene, frater Tecelinus et frater Stephanus. Actum ab incarnatione Dni. m°. cc°. iiij°.

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. 147.)

23

1205, 18 Janvier. — *Enquête par témoins faite par Nantelme, évêque de Genève, au sujet de l'église de St. Martin de Vich.*

Nantelmus dei gratia gebennensis episcopus. Universis presentium seriem inspecturis patentissimam subscripti negotii veritatem. Cum abbas et monachi bonimontis ex una parte, et prior paterniacensis cum suis ex altera parte, in nostra presentia apud viz, eisdem hoc ipsum antea postulantibus convenissent ut super parrochiatu ecclesie beati Martini de Viz, et aliis querelis que de novo emerserant, disceptarent, præpositis allegationibus hinc et inde, placuit partibus in commune ut super allegatis testium productio sequeretur, quatinus ex ipsorum testimoniis rei noticia de qua litigium agebatur manifestius panderetur. Prestito igitur juramento sicut moris est, ab his qui ferre testimonium intendebant, accesserunt suo ordine. Foudraz capellanus de Bunniis. Bonusfilius capellanus de prengins. Petrus capellanus de Brintinniaco. Petrus de claro monte. Johannes de Monsez. Umbertus minister de Prengins. Petrus de Sales de Marsins. Petrus lie bors de Glans testificantes firmiter, quoad uiderint a quadraginta annis et deinceps, Arbitrium clericum de Marsins et plures capellanos a domo bonimontis continuis temporibus tenuisse ecclesiam Sancti Martini de Viz, cum pleno iure parrochiatus, sub annuo censu X solidorum eidem domui solvendorum. Non comparuit itaque aliquis ex parte prioris paterniaci, qui iamdictis testibus in aliquo viaret, nec idem prior alios testes producere potuit, qui in contrarium loquerentur. Hujus igitur rei pretaxatum tenorem, sigillo nostro iustum duximus imprimendum, quatinus agnoscat ad liquidum, secutura posteritas hominum quidem ecclesia beati Martini de Viz, quam a nobis domus bonimontis habere dinoscitur, parrochialis esse sine refragatione aliqua cognoscatur. Testes sunt Anselmus capellanus de Sancto Lupo. Amaldricus capellanus de Feschi.

Ugo capellanus de monte. Aimo capelanus de Golli. Willelmus capellanus de Brusins. Animo capellanus de Brusinez. Guido cellerarius montis Sancte Marie. Aimo quondam abbas de Tela. Uldricus de Grasli sacrista bonimontis. Walterus de A.... Johannes de Tertinniis Humbertus de Britinniaco. Actum anno ab incarnatione domini Millesimo ducentesimo quarto Mense Januario, quindecimo kalendas Februarii.

(Communiq. par M. le Dr. B. Hidber, professeur à Berne.)

24

1205. — *Donation à l'abbaye d'Aulps faite par Bernard, fils de Rodolphe de Salins.*

Universis fidelibus ad quos littere iste pervenerint tam presentibus quam futuris, Gaudinus archidiaconus Salinensis, rei geste noticiam. Noverit universitas audiencium quod Bernardus filius Radulphi de Salino dedit Deo et beate Marie de Alpibus, laudante Alet uxore sua et liberis eorum et fratribus ejus Stephano, Alamanno et Petri et nepote ejus Symone qui patrabit garanciam pro fratribus suis in manu nostra, sine aliqua retencione sibi aut successoribus suis quoquo modo ad jus suum vel suorum pertineret, terram que vocatur campus de Montferrant, tam in bosco quam in plano que fuit Torumberti, habens ex parte furusie terram Amandrici Cornatoris, a meridie terram Petri de longirey, ab occidente terram Petri regis, a superiori parte sicut pendet aqua. Testes. Guido abbas Balerne qui terram ipsam vidit, cujus sigillum apponi jussimus juxta nostrum. Petrus de longirey qui hoc donum laudavit. Petrus lireys. Johannes Chassani. Petrus de marnay monachus. Girodus et Constancius conversi. Willermus abbas. Actum anno ab incarnatione Domini millesimo ducentesimo quinto.

Au bas de cette charte pendaient deux sceaux; il ne reste plus que celui de l'Archidiacre sur cire blanche.

(Communiq. par M. Ad. Bonnefoy.)

25

1210, Février. — *Aymon de Faucigny, sous la tutelle de Nantelme de Miolans, confirme des donations antérieures faites à la maison du Reposoir.*

In nomine Sancte individue Trinitatis. — Notum sit omnibus tam presentibus quam futuris quod Ego Aimo de Fulciniaco, consilio tutoris mei Nantelmi de Miolans et quam plurium hominum meorum qui infra scripti sunt, laudo et confirmo eleemosynam quam fecit frater meus Vuillermus domui de Repausatorio de eo quod Dⁿⁱ de Fulciniaco habuerunt in loco qui dicitur Blanzier, et omnem libertatem quam predicta domus habet infra terminos suos, eamdem per omnia et sine aliqua deminutione infra terminos de Blanzier, eidem domui dono et corroboro et sub banno meo observari precipio, cujus termini de Blanzier sunt a summitate montis usque ad planum per Chaparon et Avers et Torrens qui preterfluit per villam que dicitur Marnaz. Confirmo etiam et promitto me manutenere donationem quam nominatim soli domui de Repausatorio fecit Aimo avus meus Dⁿˢ de Fulciniaco, de pascuis de Levachanaves, ad opus ovium suarum et ad fetus earum nutriendos, cujus pascue termini sunt in circuitu fluvii qui dicitur Arva et rivus Yssons et rivus juxta Maladeriam de Nercio et rivus Desozchurne et Sᵗᵘˢ Romanus. Ut autem hec omnia perpetuam firmitatem habeant huic scripto sigillum meum apponi precipio, et Dⁿˢ Episcopus Gebennensis apponet suum. Hujus rei testes sunt hi. Rodolphus Greziet, Petrus senescalcus de Alingio, Vuillermus de Bus et Ginfredus de Fabriciis, Giraudus vice dominus de Chastellon, milites, Giraudus de Leperima, Martinus ministerialis de Somont, Petrus Albus. Hoc factum est anno ab Incarnatione Dⁿⁱ millesimo ducentesimo nono, mense Februario.

(Communiq. par M. Ad. Bonnefoy.)

26

1221. — *Donations à l'abbaye de Bonmont par Albert d'Alerai, doyen d'outre-Rhône.*

Ego Albertus decanus de ultra rodanum, notum facio.... quod Albertus de Alerai, laudante belier uxore sua, et filiis suis Raimundo et Johanne,

dedit in elemosinam Deo et B. Marie Bonimontis, et fratribus ibidem Deo servientibus, quinque jugera terre apud Chiserai, et quoddam pratum ad carratam feni et quicquid habebat . . . . in confinio terre de Chiserai . . . . Factum est hoc apud Bonummontem in ecclesia presente conventu. et in majori testimonio osculatus est altare. Laudacio vero uxoris eius et filiorum facta est apud avvisum, ubi pro testibus affuerunt Anselmus sacerdos de villanova. Gauter tisot . . . . Actum . . . . anno ab incarnatione Domini m° cc° xxi°.

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. 143.)

27

1224, 2 Juin. — *Le prieur et le Chapitre de Filly se soumettent à l'abbaye d'Ainay.*

Ego Boso prior totumque Capitulum filiacensis ecclesie, omnibus imperpetuum, quoniam rerum gestarum veritas in scriptis redacta pacis et concordie consuevit habere firmitatem : id circo ordinationem nostre ecclesie a nobis unanimi et concordi animo celebratam in scriptis fecimus redigi et ad maiorem certitudinem sigillo athanacensis et nostro sigillari. Nouerint igitur universi quod nos habito sano consilio et deliberatione provida nos et ecclesiam nostram cum omni jure suo spontanee et absolute subdidimus athanacensi ecclesie debitam obedientiam et devotam subiectionem in manu abbatis athanaciensis ecclesie sub osculo pacis reverenter faciendo. Ita tamen quod si quis ex nobis remanere noluerit in habitu canonichali licitum sit eidem et exibeantur ei necessaria competenter. Si vero ibi residenciam cum monachis facere voluerit, certi redditus sibi deputentur .... unde congrue valeat sustentari. Illi vero qui habitum monachalem suscipere voluerint monachi sint Athanacenses. Cetera que disponenda fuerint in nostra ecclesia cum suis pertinentiis, dispositioni Abbatis Athanacensis qui pro tempore suo fuerit, reserventur. Actum anno gracie. mill°. cc°. xx°. iiij°. apud filiacum. v° nonas Junii. Predictam vero unionem fecimus saluo jure Episcopi et Capituli Gebennensium.

(Cartulaire d'Ainay, f° xxx iij.)

28

1228. — *Pierre de Hauteville renonce à ses réclamations contre le couvent de Bonmont au sujet de terres à Grens et de vignes à Féchy.*

Ego A. dei miseratione gebenn. Ep. . . . quod Petrus miles de Altavilla laudante Ermengarde uxore sua et filio eorum Giraldo, guerpivit in manu Guillelmi abbatis Bonimontis omnes querelas et calumpnias quas faciebat... adversus fratres ejusdem domus, videlicet de terra de gren et de vinea de feschie, ita tamen ut ipsa vinea non possit alienari a conventu Bonimontis nec poni aliquo modo in manu secularium. Insuper laudavit. . . . omnes investituras supradicte domus tam in terris quam in vineis et ceteris omnibus rebus et de his omnibus bonam et firmam pacem in perpetuum promiserunt . . Actum apud brusins, anno verbi incarnati m°. cc°. xx°. viij°. Pro testibus affuerunt R. prior destui. W. de brusins. Petrus de gillie. Aymo de britinie. sacerdotes. Ebalus Dns. de Monte. Humbertus miles de germanie.

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. E.)

29

1233. — *Extrait d'une lettre de Grégoire IX à l'évêque de Genève lui donnant le pouvoir d'accorder de nouvelles indulgences pour l'achèvement de l'église de Genève.*

. . . . Episcopo Gebennensi . . . . ut iterum relaxet indulgentias pro fabrica ecclesie Gebenn. que suspense fuerunt ob discordiam ortam inter ipsum Episcopum et Capitulum super designatione collectoris eleemosinarum: jubet Pontifex ut illa ecclesia magno et somptuoso edificio constructa perficiatur.

(Inventaire des Archives du Vatican, rédigé par le cardinal Garampi : lettres de Grégoire IX, an VI de son pontificat. N° 136. — L'extrait de cet inventaire, en ce qui concerne l'église de Genève, a été copié en 1848 par le comte Marini, préfet des Archives du Vatican, et donné par M. Rigaud-de Constant à la Société d'hist. et d'arch. de Genève.)

30

1234.— *Amédée, seigneur de Gex, atteste que Mermier de Versonnex renonce aux droits qu'il prétendait avoir contre Bonmont.*

Ego Amedeus dominus de Jayz, notum facio universis presentem paginam inspecturis, quod D. Memerius miles de Versenai, laudantibus uxore sua domina Agnete et filiis eorum, Petro videlicet Anselmo, Willelmo, Arberto, Menerio, Cristino cognamento putot, et uxoribus supradictorum militum videlicet Petri et Anselmi, que ambe Agnetis vocabulo nuncupantur, guerpivit in manu domni Michaelis abbatis boni montis, omnem querelam vel calumpniam quam movebat . . . quoque modo juste vel injuste, contra predictam domum. Guerpivit etiam quidquid calumpniabatur apud bossei. oysins. chiserai. vel in aliis quibuslibet locis vel terris cultis vel incultis seu vineis arboribus nemoribus feodis vel aliis omnibus rebus vel locis. Laudaverunt preterea . . . . omnes investituras domus boni montis de quibus tunc investita erat, anno videlicet verbi incarnati M°CC°XXX iiij. Laudaverunt etiam hec omnia filii sepedicti D. Petri filii D. Meinerii, videlicet Nanselmus, Menerius, Petrus. . . . Pro hac laudatione tam ipse D. Menerius quam filii ejus receperunt a fratribus sepedicte domus lx sol. gebenn. et concessum est tam ipsi D. Menerio quam uxori ejus participatio orationum vel . . . . . omnium bonorum que fiunt vel fient in domo boni montis in perpetuum, et post obitum eorum in cimisterio ejusdem domus sepulturam. Actum apud bonum montem in infirmitorio veteri, in presentia supradicti D. Michaelis abbatis ipsius domus nec non et D. Aymonis de Govellies canonici gebenn. —

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. 147.)

31

1235. — *Jaques, seigneur d'Aubonne, donne à Bonmont une maison, dite Mounal, située sous l'église de St-Martin, à Bougy.*

Ego Jacobus dominus de Albona, notum facio omnibus ad quos presens scriptum pervenerit, quod ego laudante domina Beatrix uxore mea et filiis meis Jacobo et Johanne, dedi et concessi in puram elemosinam deo et beate

marie bonimontis et fratribus ibidem deo servientibus per manum domini Michaelis eiusdem domus abbatis, absque ulla retentione, quoddam Casale quod vulgo mounal dicitur, quod est sub ecclesia beati martini de bougie, et est de allodio meo, ad construendum ibi molendinum ad opus predictorum fratrum. Et ut hoc firmum .... permaneat .... presentem cartulam sigilli mei munimine studui roborare .... Actum A° D^i M° CC°. XXX° V°. ....

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. 145.)

32

1236. — *Les frères de Versonnex renoncent à leurs prétentions contre l'abbaye de Bonmont.*

Sciant omnes .... quod fratres de Versenai, videlicet Stephanus cognomento reneuet et fratres ejus Lambertus, Uldricus et Umbertus guerpiverunt in manu domni Michaelis abbatis boni montis quidquid calumpniabantur..juste vel injuste eidem domui, specialiter quicquid calumpniabantur in territorio de Bossei et querelam quam faciębant de Petro cognomento fenel quondam converso boni montis, que autem jam pacificata fuerat. Laudaverunt preterea omnes investituras predicte domus de quibus tunc investita erat anno videlicet verbi incarnati M. CC. XXXVI. et fratres boni montis dederunt eis XI sol. gebenn. Et ut hoc ratum .... in posterum permaneat .... rogaverunt jam dicti fratres de Versenai ut cartula ista impressione sigilli D. Willelmi Comitis Gebennensis muniretur. Actum juxta togum castrum in presentia Willemi D^mi de Prengins. Testes etiam fuerunt hii qui cum ipso Willelmo ibi convenerant videlicet fromundus prior neveduni. Reimundus miles de duellie. Petrus de treslai tunc viced^ns de Nyuns. Witfredus cognomento Poffei. Petrus walteri. Girardus reinier. Jacobus monacus boni montis. Falco eiusdem domus conversus. Uldricus de montanie castellanus de togo. Stephanus vicedominus et plures alii.

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. 147.)

33

1238, Novembre. — *Étienne, chevalier de Crassier, donne à Bonmont sa part des dîmes de Crassier et de Versonnex et la moitié d'un pré à Signy.*

Ego Petrus capellanus de Cracie, notum facio . . . . . quod dom. Stephanus miles de cracie parrochialis meus, laborans in extremis, adhuc tamen compos sui, premonstrans signa penitentie et deuotionis ad deum, sciens ac spontaneus in presentia et audientia mei, cum per largitionem helemosinarum de salute anime sue curare videretur, dabit et concessit viva voce, in liberam et perpetuam helemosinam deo et ecclesie beate marie boni montis et fratribus eiusdem domus partem suam de decima de cracie et de visinai et dimidium prati de signie sine aliqua retentione. Huius etiam helemosine testes sunt dominus narduinus miles de pisis. Lodovicus maior Lausanne. In cuius rei testimonium, Ego prefatus capellanus de Cracie per voluntatem predicti Stephani et mandatum, sigillo meo presentes litteras sigillavi. Datum a°. Dni. M°. CC°. tricentesimo octavo, mense novemb.

(Arch. Laus. Lay. Bonmont, N° 34.)

34

1240, 8 Juillet. — *Don par Wullielme de Mont à Bonmont de trois coupes de froment sur son tènement de Antiez.*

A°. Dni. M. CC. XL° proxima die dominica post octabam beat. apost. P. et P. Vullielmus quondam filius Dni. Steph. de monz militis, apud Wolflens in nostra presentia recognovit quod dictus dnus. Stephanus in testamento suo dederat in elemosinam domui boni montis, tres cupas frumenti censuales ad mensuram de thonuns super tenemento, matriculariorum de antiez. Idem vero Vill. coram nobis dedit prout melius potuit et concessit predictas tres cupas frumenti censuales domui memorate, de voluntate et consensu Vuilelmi et Nicholai militum quondam fratrum Stephani supradicti. In cuius rei testimonium nos Vuilelmus officialis curie gebenn. ad preces partium presentes litteras sigillo meo fecimus roborari. Datum die predicta.

(Arch. Laus. Lay. Bonmont, N° 35.)

35

1245, Janvier. — *Donation à l'abbaye de Filly par Jean, comte de Bourgogne et seigneur de Salins.*

Nos Johannes Comes Burgundie et Dominus Salinis notum facimus universis . . quod nos, pro salute anime nostre, dedimus et in perpetuum concessimus Deo et monasterio B. Marie Filliaci, Gebenn. diocesis, et Abbati et Canonicis regularibus ibidem Deo famulantibus, sex sarcinas de grossiori sale de redditu in puteo nostro de Salinis in decimo responso post purificationem B. Marie annuatim habendas et sine aliqua contradictione . . . nostri vel nostrum heredum . . . in perpetuum pacifice possidendas. Dicti vero Abbas et canonici omnium bonorum que fiunt et fient in suo monasterio Filliacensi nos fieri participes promiserunt. Promiserunt siquidem nobis bona fide pro salute anime nostre annuatim et in perpetuum in suo prefato monasterio anniversarium solempniter celebrare ... Actum A. D. 1244°, mense Januarii.

(Arch. Laus. Savoie, N° 1.)

36

1245, 1 Février. — *Aymon, évêque de Genève, donne quittance de 80 livres que lui devait le Chapitre de Lausanne.*

Nos Ay. Dei permissione Gebenn. Episcopus notum facimus quod Capitulum Lausann. nobis persolvit quatuor viginti libras monete, quas nobis debebat ex causa mutui dictum Capitulum Lausannense, et si super hoc aliqua instrumenta inventa fuerint que tamen penes nos habere non credimus, illa publica manifestamus penitus non valere. Vobis vero ven. Abbati sancte agaunensis ecclesie mandamus, quatinus pegnora ecclesie Lausann. certis nunciis ecclesie memorate reddere sine dubitatione aliqua procuretis, cum nos et ven. Episcopus Bellicensis, quondam abbas alpensis sitis a dicto debito absoluti. Actum A. D. m°. cc°. lx°. iv°., Kal. februarii.

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. 51.)

37

1246. 13 Mars. — *Abergement par le Chapitre de Genève d'une terre appelée la Charnia, près de Bonne.*

A. D. m°. cc°. xlvi°. iij°. idus marcii, prepositus et capitulum ecclesie Gebenn., concesserunt Aymoni filio Vullielmi mistralis de Salanchia in albergamentum perpetuum, quandam terram que est chernea inter terram mistralium de bona et terram de margar, quantum terra de chernea se estendit versus bonam sub pensione V solid. solvendorum in festo omnium Sanctorum.

(Arch. Gen. Inv. anal. des titres du Chap.)

38

1250, 30 Mars. — *Bulle d'Innocent IV adressée à l'évêque de Genève qui l'autorise à prononcer l'excommunication contre la personne et l'interdit contre les terres des nobles et barons de son diocèse qui envahissent les biens ecclésiastiques.*

Innocentius Episc. servus servorum Dei, venerabili fratri Episc. Gebenn. salutem et apostolicam benedictionem. Peticio tua nobis exhibita continebat, quod nonnulli Nobiles et Barones tue diocesis ad bona ecclesiarum ipsius diocesis manus avidas extendentes, bona ipsa frequenter diripiant, ac ecclesias ipsas et personas ecclesiasticas, ac te etiam gravibus afficiunt injuriis et jacturis. Quare nobis humiliter supplicasti, ut super hoc adhibere salubre remedium curaremus. Tuis igitur supplicationibus inclinati, presentium tibi auctoritate concedimus, ut tales quod ab hujusmodi desistunt injuriis per excommunicationis in personas et in terras eorum interdicti sententias mediante justicia valeas cohercere. Non obstante si aliquibus a sede apostolica sit indultum, quod interdici vel excommunicari non possint, vel terre eorum supponi ecclesiastico interdicto, seu quod non possint conveniri coram ordinario vel alio quocunque judice per litteras sedis ipsius, quamdiu parati fuerint coram deputatis eis ab eadem sede judicibus respondere, absque speciali dicte sedis mandato,

faciente plenam de indulti hujusmodi mentionem, sive aliqua alia indulgentia predicte sedis generali vel speciali de qua vel cujus toto tenore oporteat in nostris litteris mentionem fieri, et per quam effectus presentium impediri valeat vel differri. Datum Lugduni iij. Kal. Aprilis pontificatus nostri anno octavo.

(Arch. Gen. Pièces Historiq. N° 59. — Magni Bullarii romani continuatio. Edit. Luxemb. T. IX, Part. III, p. 49.)

39

1250, 17 Novembre. — *Bulle d'Innocent IV, qui confirme au monastère d'Ainay ses possessions, notamment celles situées dans les diocèses de Genève, de Lausanne et de Sion.*

Innocentius Episcopus servus servorum Dei, dilectis filiis Abbati monasterii Athanacensis eiusque fratribus . . . . Monasterium Athanacense lugduni. . . . . sub b. petri et nostra protectione suscipimus, et presentis scripti privilegio communimus . . . Preterea quascunque possessiones,quecumque bona idem monasterium imprecensiarum juste ac canonice possidet . . . . . firma vobis vestrisque successoribus et illibata permaneant. In quibus hec propriis duximus exprimenda vocabulis . . . . . In diocesi Gebennen. prioratum S. Johannis . . . cum omnibus pertinenciis suis. villam que Sanctus geruasius appellatur. juridictionem temporalem et ecclesiam S. Geruasii, quas habetis ibidem, cum omnibus pertinentiis eorundem. de S°. ypolito. de villa. de S°. pancracio. de Bogeua. de Capella. de S°. Laurencio. de viu en Salaz. de S. Laurencio de Cornillum. de passeryeu. de Monestier. de Chauenna. de Bardunyaco. de Cuffiniaco. de Possyniaco. de Mayrins. de Marsiniaco. de Burdiniaco. de S°. Genesio. de Pollyaco. de Manayaco. de Jolyaco. de Colonges. de Cholay. de Marises ecclesias. ac capellam de Mornay cum omnibus pertinenciis earumdem. de S°. Georgio. de Dueno. et de Thonono prioratus cum omnibus pertinenciis eorumdem. de Essartinis. de Greyllie. de Genevrey. de Buringio. et de Anamachy ecclesias cum omnibus pertinenciis earumdem. de S°. Maria. de Tolhono. de Concisa. de Cusye. de Merclaz. de Orsye. et de Vaslye ecclesias cum omnibus pertinentiis earumdem. Villas cum jurisdictione temporali et omnibus pertinentiis earumdem quas habetis in loco

qui dicitur Bellavalle. ac prioratum cum suis pertinentiis quem habetis ibidem. de Lullino. de S° marcello. et de Martiniaco ecclesias cum omnibus pertinenciis earumdem. Villam que vocatur S. Giroudus cum juridictione temporali, ac ecclesia loci eiusdem et omnibus pertinenciis earumdem. de Cusyaco. de utroque S°. Offengio, et de Santors ecclesias, cum omnibus pertinentiis earumdem. In diocesi Lausannen. ecclesiam S Desiderii cum omnibus pertinentiis suis. In diocesi Sedunensi, prioratum de Clages cum omnibus pertinentiis suis. de Alco. de Saxona. de Riddas. de S° Romano. de Argenta et de S° Jacobo ecclesias cum omnibus pertinentiis earumdem. . . . . Datum Lugduni per manum magistri Marini S. R. E. vicecancellarii. xv. Kal. decembris indictione viiij^a. incarnationis dominice anno. m°. cc°. l°. pontificatus vero D. Innocentii pape iiij^i. anno octavo.

(Cartulaire d'Ainay, f° iiij., v°.)

40

1251, 3 Février. — *Donation d'une dîme à Bonmont par Henri, seigneur de Chanvent, frère d'Aymon de Grandson, évêque de Genève.*

Nos Aymo Dei permissione Episc. Gebenn. . . . . quod cum vir nob. Heinricus Dominus de Chanvent frater noster movisset querelam contra... Abbatem et Conventum Bonimontis . . . super decima omnium pertinentium ad grangiam de Bougel pertinentem ad monasterium Bonimontis quam decimam dicebat ad se jure hereditario pertinere, tandem ipse Henricus . . . de consensu et voluntate Petri et Galcherii filiorum suorum et Aymonis Domini Sarrate nepotis sui, de cujus feodo idem Henricus dicebat esse illud jus quod in dicta decima querebat, dedit . . . in liberam et perpetuam helemosinam Deo et ecclesie B. Marie Bonimontis . . . . pro remedio anime sue quicquid juris habebat . . . in decima memorata . . . Datum Gebennis in crastino purificationis B. Marie. A. D. m°. cc°. l°.

(Arch. Laus. Lay. Bonmont, N° 41.)

41

1251, Mars. — *Donation faite à Bonmont par Boson de Compesières et son frère de leurs droits sur des hommes de Germany.*

Nos Willelmus Comes Gebennensis, notum facimus . . . . quod Boso miles de Compesieres, et Willelmus frater ejus, in nostra presentia constituti, scientes et spontanei, dederunt et concesserunt in liberam et perpetuam helemosinam, pro remedio animarum suarum, Deo et ecclesie B. Marie Boni Montis, Gebenn. diocesis, et fratribus ibidem Deo servientibus et servituris, quicquid calumpnie et juris habebant vel habere poterant quocunque modo, in Petro Johanne et Borcardo fratribus de Germagnie, filiis Juliane de Founai, absque retentione advoerie, pilucherie, vel alicujus usagii, quos fratres dicebant ad suum dominium jure hereditario pertinere. Igitur voluerunt et viva voce concesserunt, quod Abbas et Conventus boni montis habeant in perpetuum in predictis fratribus Petro, Johanne et Borcardo, racione helemosine, omne illud jus et dominium quod in illis dicebant se habere. In cujus rei firmitatem et testimonium, idem Boso et Willelmus frater ejus tradiderunt predictis Abbati et Conventui Boni montis presentes litteras, quas nos prefatus Comes, ad petitionem ipsorum, appositione sigilli nostri fecimus roborari. Actum A. D. millesimo ducentesimo quinquagesimo, mense Marcii.

(Arch. Laus. Lay. Bonmont, N° 40.)

42

1251, 1 Mai. — *Acensement de terres fait par l'abbaye de Bonmont aux frères Papar de Marchissy.*

Noverint . . . . quod nos frater Johannes dictus Abbas Bonimontis et Conventus ejusdem domus, dedimus et concessimus Johanni, Ondra, Petro et Willelmo fratribus de Marchissie, cognominatis Papar, et heredibus eorum, agram ecclesie . . . . . et unam posam in ennonsa et pratum ad unum secatorem in monte et agrum arabilem grangie nostre de Monte

laciano quem prius tenebant, salva decima quam duximus retinendam. Pro quibus rebus ipsi fratres nobis dederunt sexaginta sol. nomine intragii, et tres sol. gebenn. tenentur ipsi et heredes eorum persolvere nobis et successoribus nostris singulis annis in festo S. Michaelis . . . . In isto facto talem conditionem posuimus, quod si ipsi fratres, vel etiam heredes eorum, sine herede legitimo decesserint, predicta terra ad possessionem et dominium domus nostre revertatur. . . . Quas litteras nos prefatus Abbas Bonimontis dedimus eis sigillatas sigillo nostro et sigillo D. Petri capellani nostri de britignie, et rectoris grangie nostre de Monte lacione . . . Datum A. D. m°. cc°. li°. Kal. Maii.

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. E.)

43

1251. — *Donation faite à Bonmont par Pierre de Céligny.*

Nos Petrus Officialis Curie Gebenn., Notum facimus universis quod Petrus de Silignie dictus donzelz in presentia nostra constitutus, spontanea liberalitate sua dedit . . . in puram et perpetuam helemosinam Deo et ecclesie Beate Marie boni montis et fratribus ibidem Deo servientibus, quicquid juris et possessionis habebat . . . . in loco qui dicitur fucigniete in terra et arboribus et aliis rebus universis, pro salute anime sue et patris sui. Qui locus situs est super bossei juxta nemus de boggie. Recognovit etiam idem Petrus . . . . . quod Petrus de Silignie pater suus quandam partem ejusdem loci quondam dedit nomine helemosine predicte ecclesie boni montis. Unde pro redditione helemosine patris sui et pro sua helemosina, devestivit se de omnibus rebus que ad ipsum in predicto loco jure hereditario pertinebant, et de illis corporali possessione investivit Abbatem et Conventum boni montis . . . . Actum A. D. m° ducentesimo quinquagesimo primo.

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. 147.)

44

1253, Janvier. — *Don fait à Bonmont par la veuve et la mère de Guillaume de Gingins.*

Ego Martinus capellanus de Gingins . . . . . quod Cecilia relicta Willelmi quondam domicelli de Gingins, et domina Willelma mater ipsius Willelmi ... assignaverunt viris Religiosis Abbati et Conventui Bonimontis quinque solidos censuales super Anselmum dou terraul de gingins . . . . Actum A. D. m°. cc°. l°. secundo, mense Januarii.

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. E.)

45

1253, Janvier. — *Don fait à Bonmont par Amaudry, curé de Begnins.*

Nos frater Jordanus Dians prior algionis . . . . quod D. Amaldricus capellanus de bignins, in nostra presentia constitutus . . . . . pro salute anime sue et animarum antecessorum suorum, dedit et concessit in puram et perpetuam helemosinam Deo et ecclesie Bonimontis . . . . tria casalia in villa de gingins, in quibus tribus casalibus assignavit tredecim solidos censuales . . . . Istam helemosinam . . . laudaverunt et concesserunt D. Hugo de bignins miles, frater ejusdem Amaldrici, et Petrus filius ipsius hugonis, et Girardus domicellus de bignins, nepos predicti Amaldrici . . . Actum A. D. m°. cc°. l°. secundo, mense Januarii.

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. N.)

46

1255, 28 Février. — *Transaction entre le couvent de Bonmont et Jean de Crassier.*

Nos Aymo Dei permissione Episcopus Gebennensis . . . quod cum discordia esset inter . . . Abbatem et Conventum Bonimontis, Cisterciensis ordinis, ex una parte, et Johannem de Cracie domicellum, ex altera, super

terris .... que a casali suo de Cracie et ab antecessoribus suis movebantur ut dicebat, sitis apud duelie et inter villam de signie et villam de Grens in loco qui dicitur terra de Cracie, et inter duas aquas supra Cracie, et in territorio de Lonc vernej, et super certa parte decimarum de Cracie et de Visinaj, quam dicti religiosi a D. Stephano quondam milite de Cracie patruo ejusdem Johannis nomine helemosine se tenere dicebant.... amicabilis compositio facta fuit inter eos per ... Petrum Officialem Curie nostre, Girardum priorem de Satignie et Jacobum de Sergie militem, talis scilicet, quod idem Johannes quittavit in perpetuum, sicut ab ipso viva voce sua intelleximus, Abbati et conventui Bonimontis omnes terras ... superius memoratas .... Dicti autem Abbas et Conventus quittaverunt eidem Johanni tres solidos censuales in quibus tenebatur eis ... et sex libras Gebenn. quas debebat eis, et dederunt ei de bonis suis novem L. Gebenn. pro bono pacis et ut ipse compositioni et quittationi citius et libentius consentiret .. Datum pridie Kal. Marcii A. D. m°. cc°. l°. quarto. *(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. 145.)*

47

1255, Avril. — *Convention entre Girod de Carouge et le curé de St-Léger de Genève, au sujet d'une pièce de terre sise à Carouge.*

Nos Officialis Curie Geb., notum facimus ..... quod Girodus de Carrogio, filius quondam Petri dicti Nilan, in nostra presentia constitutus, vendit et tradit prout melius potuit, spontaneus, non cohactus, et ex certa scientia, quandam peciam terre cum nuce que sita est in dicta terra, que pecia sita est apud Carrogium juxta viam publicam ante casale Amoudrici de Carrogio ex una parte, et juxta terram Johannis et fratrum suorum dictorum de Claries ex altera .... capellano S. Leodegarii Gebenn. et successoribus suis capellanis in perpetuum, nomine ecclesie S. Leodegarii Geb. ad opus capellanie dicte ecclesie, pro triginta sol. Gebenn. monete, quos confessus est dictus Girodus se recepisse ... De qua terra dictus Girodus promisit solvere dicto capellano et successoribus suis capellanis in festo B. Michaelis duos solidos annuatim. Ita etiam quod si dictus Girodus vel successores ipsius in solutione dictorum duorum solidorum in termino pretaxato deficerent, dictus capellanus vel successores ipsius capellani possent de dicta terra sua plenarie facere voluntatem. Promittens dictus

Girodus juramento prestito corporali, se contra hujusmodi venditionem, seu duorum solidorum solucionem, aliquo modo per se vel per alium de cetero non venturum, imo pro posse suo tenetur dictus Girodus dictam peciam terre dicto capellano et successoribus suis capellanis, nomine dicte ecclesie contra omnes legitime manutenere, defendere, garentire. Adrenuncians in hoc facto, exceptioni doli, in factum, et non numerate pecunie et omni juri scripto et non scripto per quod dicta venditio seu duorum solidorum solutio, posset aliquatenus impediri seu etiam retractari. Quam peciam terre dictus capellanus emit et solvit de nummis Ven. patris nostri Ay. Dei gracia seu permissione Gebenn. Episcopi, pro anniversario ipsius annuatim faciendo in die obitus sui, ac si corpus ipsius esset presens in ecclesia supradicta. In cujus rei testimonium, ad preces et instantiam dictorum Girodi et capellani presentibus litteris sigillum Curie Gebenn. duximus opponendum. Datum Gebenn. A. D. m°. cc°. lv°., mense Aprilis.

(Reg. litt. eccl. S. Leodeg. Gebenn. f° 16 verso.)

48

1255, Juillet. — *Les frères Albanes, fils de feu Guy de Lucinge, reconnaissent tenir en fief de l'évêque de Genève tout ce qu'ils possèdent dans la paroisse de Ville en Salaz.*

Noverint universi . . . . quod cum dissensio verteretur inter Ay. Dei gratia Episcopum Gebenn. et Ay. et Rod. dictos Albanes et fratres suos super declaratione feodi quod dicti fratres tenent a dicto Episcopo apud villam en Salaz et in parrochia dicte ville, quam dictus Episcopus petebat a predictis fratribus sibi fieri. Tandem dicti fratres consenserunt unanimiter et voluerunt quod hujusmodi declaratio fieret publice per edictum ecclesie predicte ville, et quidquid parrochiani eiusdem ecclesie promulgata excommunicationis sententia de predicto feodo recognoscerent, se promiserunt in perpetuum obseruare. Post sententiam promulgatam a sacerdote in dicta ecclesia, recognouerunt Vido de la sale, dominus Willelmus curatus de la tor, Villarius brunus, Willelmus focimeldi, Petrus cirne, Petrus de villa, ferrandus de granues, Girodus de turre, Raymondus de villa, Jacobus li mestra de vyu, et dominus Girodus curatus de vyu et multi alii parrochiani eiusdem ecclesie, quod omnia que dominus Wido de lucingio quondam pater dictorum fratrum tenebat et possidebat in villa predicta et

parrochia et territorio ipsius ville in campis, ortilibus, arboribus et hominibus sunt totaliter de feodo Episcopi supradicti. In cuius rei testimonium, Jacobus et Wifredus Abbates de Syz et de Entremonz qui presentes fuerunt predicte recognitioni, de mandato predictorum fratrum presentibus litteris sigilla sua apposuerunt. Actum A. D. m°. cc°. lv°. mense Jullio.

(Arch. Gen. L. Salaz, N° 22.)

49

1256, Janvier. — *Accord entre Étienne de Sergy et le couvent de Bonmont, au sujet de la terre de Syntrie.*

Nos Petrus Officialis Curie Gebenn. et Petrus de Sergie decanus de Albona, notum facimus . . . quod cum Stephanus filius D. Jacobi militis de Sergie movisset calumpniam ratione Jordane uxoris sue contra . . . Abbatem et Conventum Bonimontis, Gebenn. diocesis, Cisterciensis ordinis, super terris . . . sitis apud Syntrie spectantibus ad dotem dicte Jordane uxoris sue, sicut dicebat, quas ipsi religiosi possident ex donatione hugonis de sintrie quondam conversi sui . . . tandem hujusmodi calumpnia per nos pacificata est ... ita scilicet quod idem Stephanus in nostra presentia constitutus . . . nomine suo et uxoris sue, ipsa etiam laudante et concedente viva voce, quictavit, guerpivit et contulit in perpetuum, antedictis Abbati et Conventui Bonimontis, memoratas terras et possessiones alias super quibus impetebat eos, et quicquid juris et proprietatis habebat . . . in illis, ratione dotis uxoris sue. Propter quod factum idem Stephanus habet . . . sexaginta sol. Gebenn. de bonis dicte domus, quos tamen tenetur ex pactione refundere eidem domui si casu aliquo contingeret, matrimonium ejus et dicte Jordane ipso vivente separari vel per mortem ejusdem Jordane solvi sine prolis legitime susceptione. De quibus refundendis dedit . . . fidejussorem Stephanum de Visencie avunculum suum . . Datum A. D. millesimo ducentesimo quinquagesimo quinto, mense Januarii.

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. 145.)

50

1256, 22 Juillet. — *Don fait à Bonmont par Girard de St-Saphorin.*

Ego Girardus de Saint sefurin notum facio . . . quod ego de laude, consensu et voluntate fratrum meorum Valcherii et Willelmi . . . . . dedi et concessi in puram et perpetuam elemosinam ecclesie S. Marie Bonimontis . . . quicquid habebam . . . infra vineam de Bougez . . . Pro qua donatione, confiteor me recepisse a dictis religiosis, de bonis ipsorum undecim lib. bonorum Gebenn., in bona pecunia numerata . . . . Et cum predicta vinea spectaret et esset de feodo D. Guerrici de Albona militis, ipse Guerricus et uxor sua Clemencia, Stephanus, Johannes et Aymo filii supradicti militis, laudaverunt et etiam quittaverunt supradictis religiosis dictam donationem et titulo elemosine in perpetuum possidendam concesserunt. Abrenunciantes . . . exceptioni doli et in factum, et non numerate pecunie, et omni consuetudini, et precipue juri dicenti generalem renunciationem non valere, et omni auxilio legum et canonum per quod posset dicta elemosina impediri vel in posterum retractari . . . . . Datum A. D. 1256, undecº. Kal. Augusti.

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. 145.)

51

1256, 16 Novembre. — *Don fait au Chapitre de Genève par Pierre Dardel.*

Noverint universi . . . . quod ego petrus daderli domicellus sciens et spontanea voluntate compos mentis mee, de consensu expresso et voluntate Domine . . . . matris mee, et D. Amedei militis et Willelmi canonici Geb. fratrum meorum, dedi et concessi Capitulo Gebenn., in presencia ven. patris A. Diensis Episcopi, pro remedio anime mee et antecessorum meorum, xxx solidos et sex denarios censuales super hereditate mea sita apud Sernay, que est de proprio alodio meo : ita quod de dictis triginta solidis et sex denariis, debent dividi xx solidi et sex denarii inter canonicos Gebenn. singulis annis qui interfuerint anniversario meo celebrando, et alii x solidi debent dividi inter clericos cori Gebenn. ecclesie qui presentes fuerint anniversario supradicto. In cujus rei testimonium et ma-

jorem firmitatem, nos Amedeus Dei permissione Diensis Episcopus, ad preces et instanciam dicti Petri et matris sue et fratrum suorum predictorum, presentem cartam sigilli nostri munimine dicto Capitulo tradidimus sigillatam. Datum Gebenn. A. D. m°. cc°. lvj°. in crastino quindene omnium sanctorum. . . .

(Arch. Gen.)

52

1256, 20 Décembre. — *Transaction entre le Chapitre de Genève et le curé de Bernex et Sézenove.*

Nos Off. Curie Gebenn. notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis, quod cum causa verteretur coram nobis, inter Johannem buemondi canonicum gebenn. nomine capituli ex una parte, et hugonem capellanum de brenay et de chisinoua ex altera, super obuentionibus, oblationibus messe, grangia que est retro ecclesiam de brenay, cum tribus cletis vinee immediate ipsi grangie adheremtibus, quam petebat dictus Jo. nomine capituli gebennensis, tamdem confessus est in judicio coram nobis dictus capellanus, quod medietas omnium oblationum, obuentionum et elemosinarum et messis ecclesiarum de brenay et de chisinoua et casale unum ubi sitta est grangia que est retro ecclesiam de brenay, cum tribus cletis vinee ipsi grangie adheremtibus, spectaret ad capitulum gebenn. ratione personatus dictarum ecclesiarum. Que predicta recepit dictus capellanus ut habeat ad firmam usque ad tres annos tantum modo a Johanne buemondi predicto, qui tenet dictum personatum a capitulo memorato sub annuo censu quinquaginta solidorum gebenn. quos promisit soluere dictus capellanus, juramento prestito corporali coram nobis, dicto Johanni in duobus terminis annuatim, videlicet vigintiquinque solidos in festo beati petri in cathedra et alios quinque solidos in festo beati michaelis, usque ad annos predictos. In cuius rei testimonium ad preces et instantiam dictarum partium, presentibus litteris, sigillum curie domini Episcopi Gebenn. dignum duximus aponendum. Actum A°. D°. m°. cc°. lvj. in vigilia beati thome apostoli.

(Arch. Gen.)

53

1257, 16 Mai. — *Bulle d'Alexandre IV adressée au Chapitre de Genève, au sujet des bénéfices ecclésiastiques.*

Alexander Episcopus servus servorum Dei, dilectis filiis capitulo Gebennensi, salutem et apostolicam benedictionem. Devotionis vestre merita nos inducunt, ut petitionibus vestris favorem benivolum impendentes, illa vobis concedamus precipue, que vos ad ecclesiam vestram possunt a vexationis et scandali materia preservare. Hinc est quod nos vestris supplicationibus benignum impertientes assensum, auctoritate vobis presentium indulgemus, ut de dignitatibus, personatibus, ecclesiis, prebendis, pensionibus et aliis ecclesiasticis beneficiis ad vestram collationem aut presentationem spectantibus, sive curam habeant sive non animarum agnexam, nulli sine vestro consensu valeat provideri, nec vos ad providendum cuiquam de illis cogi aliquatenus valeatis per litteras sedis apostolice, vel legatorum ipsius generales aut speciales impetratas, per quas super eisdem dignitatibus, personatibus, ecclesiis, prebendis, pensionibus et aliis beneficiis non sit jus alicui acquisitum, seu de cetero impetrandas, nisi eedem littere apostolice impetrande de hac indulgentia specialem et expressam fecerint mentionem. Nos enim omnes interdicti, suspensionis et excommunicationis sententias, si quas in vos vel aliquos vestrum contra huius indulti nostri tenorem a quoquam ferri contigerit, decernimus irritas et inanes. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis et constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare presumpserit, indignationem omnipotentis dei et beatorum petri et pauli apostolorum eius se nouerit incursurum. Datum laterani xvij. Kal. Junii, pontificatus nostri anno tercio.

(Arch. Gen. P. H. N° 64.)

54

1257, Mai. — *Cession de droits au monastère de St-Victor faite par Nantelme et Willelme d'Avully.*

Nos Officialis Curie Gebenn. notum facimus . . . . quod Nantelmus et Willelmus fratres filii domini Guichardi da willie militis, non vi, non dolo

inducti, spontanei, non coacti, sed ex certa scientia, dederunt et concesserunt pro remedio animarum suarum et antecessorum suorum in perpetuam elemosinam Deo et ecclesie S. Victoris Gebenn. quicquid habent vel habere debent aut possident vel quasi in terris arabilibus et non arabilibus, pratis et nemoribus, sitis in finagio de Colovray et de Valavrens, de quibus terris, pratis et nemoribus, dicta domus S. Victoris dabat annuatim dictis fratribus duodecim denarios censuales. Pro quibus terris, pratis et nemoribus predicti fratres confessi sunt se recepisse et habuisse a Willelmo de Villeta canonico Gebenn. ex parte predicte domus decem solidos Gebenn. in pecunia numerata. Promittentes etiam supradicti fratres, dictam elemosinam sepedicte domui deffendere, garantire, super sancta Dei evangelia, si aliquis ipsam domum molestaret in predictis et contra predictam elemosinam in judicio vel extra per se vel per alium aliquatenus de cetero non venire. In cujus rei testimonium, sigillum Curie Gebenn. Episcopi ad requisitionem partium presentibus duximus apponendum. Datum A. D. m°. cc°. quinquagesimo septimo, mense Maii.

(Arch. Gen.)

55

1257, 10 Août. — *Acçord entre Aubert de Prevessin et l'abbaye de Bonmont.*

Noverint universi . . . quod cum ego Aubertus de privissins movissem calumpniam contra... Abbatem et Conventum Bonimontis super duabus carratis feni et novem posis terre sitas apud Chisera, quas petebam ab eis ratione dotis matris mee, ad quam dotem dicebam eas spectare, tandem ego ad commonitionem bonorum virorum intelligens Deo placitum et anime mee esse profuturum a vexatione dictorum Religiosorum desistere et ad eos manum extendere liberalem . . . de consensu et voluntate expressa Petri et Willelmi filiorum meorum, et Aymonis mariti bonafilli filie mee, duas carratas feni et novem posas terre superius memoratas . . . . quitto, solvo et dono . . . supradictis Abbati et Conventui Bonimontis . . . Ego prefatus Aubertus tradidi sepedictis Religiosis presentes litteras quas vir religiosus D. Thorumbertus prior de Satignie . . . sigilli sui munimine roboravit. Actum apud Bonummontem in festo B. Laurentii A. D. 1257°.

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. 145.)

56

1258, 21 Février. — *Transaction entre le Chapitre de Genève et Martin, curé de Bossey et d'Evordes.*

Ay. Dei permissione Gebennensis Episcopus eiusdemque loci Capitulum, universis presentes litteras inspecturis salutem in domino sempiternam. Noueritis quod cum causa verteretur inter Aymonem de Anassiaco canonicum Gebenn. nomine Capituli Gebenn. ex una parte et Martinum capellanum de Bosse ex altera, nomine capellanie, super jure personatus et capellanie ecclesiarum de Bosse et desuordes. Tandem compromiserunt in Reigmondum de Thoiri et Girardum de St°. Jorio canonicos Gebenn. juramento prestito hinc et inde, qui dicti Reigmondus et Girardus dictum suum, compositionem seu ordinationem protulerunt et fecerunt in hunc modum. Cum causa verteretur inter Aymonem de Annassie canonicum Gebenn. nomine capituli ex una parte et Martinum capellanum de bosse ex altera, nomine capellanie, super jure personatus et capellanie ecclesiarum de bosse et desuordes. Tandem compromiserunt in reigmondum de Thoiri et Girardum de St°. jorio canonicos Gebennenses et juramento firmarunt quod quicquid prefati Reigmondus et Girardus dictarent vel ordinarent super premissis, judicio vel concordia, seu eciam propria voluntate, firmiter obseruarent. Et prefatus aymo de anassie promisit bona fide procurare quod Capitulum Gebenn. approbaret et laudaret quicquid isti amicabiles compositores vellent super hiis ordinare et etiam sigillo Capituli sigillari. Eo modo promisit prefatus Martinus quod dominus Episcopus Gebenn. ordinationi dictorum Reigmondi et Girardi consentiret et eam idem dominus Episcopus sigillo proprio sigillaret. Tandem vero, die partibus assignata, a dictis Reigmondo et Girardo partibus presentibus, de consensu earumdem partium et de cumuni concordia, prefati Reigmondus et Girardus taliter ordinauerunt de premissis. Quod idem Martinus vineam de cresto de chierz et omnes terras, prata, vineas, nemora si sunt arbores, batior, fola, et omnia alia immobilia ad dictas ecclesias pertinentia, diuidat equaliter et fideliter in duas partes, quarum unam habeat et percipiat idem Martinus capellanus nomine capellanie et Capitulum aliam nomine personatus. De aliis autem sic ordinauerunt, quod idem Capellanus de decimis omnium noualium percipiat nomine capellanie medietatem et aliam medietatem percipiat Capitulum nomine personatus. Denarium vero panis

benedicti, denarium visitationis, denarium domus noue benedicte, denarium baptismi, denarium sponsi et sponse in ipsa desponsatione oblatum, denarium portule imponende, denarium, candelam, oblationem bladi mulieris surgentis a lecto partus que venit audire primam missam, denarium pueri in prima tonsura benedicendi, primicias et recepta nomine capellanie percipiat capellanus. Item oblationem nouiter defuncti que sit in prima missa et pro ipso defuncto oblata cadauere presente, tricenarium, septenarium, terciam partem pidantiarum tantum helemosinam que duodecim denarios non excedit. Pratum situm sub villa de bosse ubi sunt salices et fontes, decimam nascentium, milii, panicii, canabi et omnis leguminis, decimam similiter vini medietatis vinee site in cresto de chier que eidem capellano in portione continget, decimam occhiarum in quibus occhiis vinee non fuerunt preterquam de vino et medietatem decime occhiarum in quibus fuerunt vinee dum sine vineis extabunt. Et terciam partem grosse decime desuordes, pro qua tercia parte decime capellanus debet facere sumptus unius lampadis in ecclesia desuordes, idem capellanus integre percipiat nomine capellanie. Item de terris dictarum ecclesiarum habitis ante adquisitionem Manegodi quondam capellani de bosse quas capellanus per se sumptibus propriis excoluerit, idem capellanus integre percipiat decimam, omnem vero aliam decimam tam bladi quam vini totaliter percipiat Capitulum tam in terris adquisitis quam in omnibus aliis, excepta quadam portione decime quam percipit ecclesia de contamina in parrochia de bosse tantum. Mortuaria quidem, elemosinas, anniuersaria, absolutiones et duas partes pidantiarum, et omnes ouentiones que peruenient quoquo modo imposito uel imponendo, censeantur. Et omnes census diuidat capellanus quorum omnium medietatem habeat, et aliam percipiat integre capitulum memoratum. De candelis taliter est ordinatum quod illuminato altari residuum diuidatur. Pro hiis autem que dictus Martinus et antecessores sui capellani in ecclesiis desuordes et de bosse adquisierunt seu meliorauerunt, dedit dictus Aymo pro portione sibi contingente ratione personatus nomine Capituli supradicti, dicto Martino, quatuor libras monete gebenn. quas confitetur se recepisse et habuisse in bona pecunia numerata. Renuncians exceptioni pecunie non habite et non numerate. Hanc autem ordinationem preceperunt prefati Reigmondus et Girardus a predictis partibus sub virtute prestiti iuramenti perpetuo firmiter obseruari. In cuius rei testimonium quia ego dictus Girardus sigillum non habeo, sigillum curie domini Gebenn. Episcopi, una cum sigillo dicti Reigmondi presentibus feci apponi. Actum est Gebennis in claustro, presentibus Ma-

gistro Willelmo de Vrsis, Aymone sacrista, Emione, johanne buemondi decano anassiaci, canonicis Gebenn. et nobis Reigmondo et Girardo supradictis qui fecimus ordinationem supradictam. A° D^{i} m° cc° quinquagesimo septimo. ix. Kal. Marcii. Et nos dicti Episcopus et Capitulum, predictam compositionem et ordinationem factam per predictos Reigmondum et Girardum laudamus et approbamus et eidem consentimus. Et nos dictus Episcopus ipsam auctoritate diocesana perpetue confirmamus. Actum A°. D^{i}. m°. cc°. quinquagesimo septimo.

(Arch. Gen. P. H. N° 62.)

57

1258, Mars. — *Vente d'un casal faite par Martin et Étienne de Cologny, frères, citoyens de Genève, à Simon Vercez, chanoine de Genève.*

Aymo dei permissione Gebennensis Episcopus, uniuersis presentes litteras inspecturis, salutem in domino. Noueritis quod in nostra constituti presentia, Martinus et Stephanus dicti de colognie, fratres, ciues Gebennenses, spontanei, non cohacti, non vi uel dolo inducti, ex certa scientia, vendiderunt et titulo perfecte venditionis tradiderunt casale suum situm Gebennis, quod habebant retro ecclesiam beate Magdalenes, supra portam aquariam. Quod casale durat, ex una parte, a domo Petri tauelli quondam ciuis Gebennensis usque ad domum que quondam fuit Martini ciuis Gebennensis que est nostra modo, et ex alia parte, usque ad casale filiorum a la sada quondam uxoris Willelmi portarii insule Gebennensis, pro quadraginta duabus libris Gebennensibus, Symoni de Vercez canonico Gebennensi sibi et assignatis suis, in perpetuum pacifice possidendum. Quas quadraginta duas libras confitentur dicti Martinus et Stephanus se recepisse et habuisse a dicto Symone in bona pecunia numerata. Promittentes sub vinculo sacramenti corporaliter prestiti coram nobis, se contra huiusmodi venditionem, per se vel per alios, non venturos. Renuntiantes exceptioni non numerate pecunie, doli et in factum et omni iuris auxilio et consilio legum et canonum scripti et non scripti, per quod dicta venditio posset aliquatenus impediri seu eciam retractari. Nos autem dictam venditionem ratam et gratam habentes, ipsam voluimus, laudamus et eidem expresse consentimus. Ita tamen quod dictus Symon dictum casale seu

edificium ibi factum vel facturum non possit donare, vendere, permutare, vel aliquo modo transferre in aliquem fortiorem, potentiorem seu ditiorem, si non in nos vel ecclesiam nostram Gebennensem, quod si dictus Symon contrarium attemptaret, dictam venditionem et consensum denunciamus esse nullum. In cuius rei testimonium ad preces et instantias dictarum presentium presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum. Actum anno domini. m°. cc°. quinquagesimo septimo, mense Marcii.

(Arch. Gen.)

58

1258, 31 Août. — *Sentence rendue par Jean, archevêque de Vienne, au sujet du prieuré de Satigny.*

Johannes, divina miseracione sancte Viennensis ecclesie vocatus Archiepiscopus, universis presentes litteras inspecturis, salutem in D. Jhesu Christo. Noverit universitas vestra, quod cum inter Trumbertum de Perons qui gerebat se pro Priore de Satigniaco et quosdam canonicos eiusdem loci, ex parte una, et Radulphum de Lucyngio, qui se dicebat Priorem de Satigniaco, ex altera, questio verteretur, tandem partes, presente et consentiente venerabili fratre A. Dei gratia Episcopo Gebennensi, ordinationi nostre se supposuerunt simpliciter et de plano, jurantes ad sancta Dei evangelia, quod ordinationem nostram in omnibus et per omnia firmiter observarent. Episcopus vero, pro se et pro dicto Trumberto et canonicis supradictis, promisit eamdem ordinacionem obseruare, in animam ipsius a Petro de Poilliaco officiali suo prestito juramento. Nos autem, facta inquisitione diligenti et tractatu habito super questionibus quas partes sibi ad invicem faciebant, utrumque absolvimus ab obediencia Prioratus. Providentes monasterio de Satigniaco vacanti, de viro religioso Petro de Claromonte, Priore de Syuriaco diocesis Gebennensis, monasterio nostro de Syuriaco de dicto Radulpho de Lucyngio. Nolumus tamen quod per hanc ordinacionem nostram dicto monasterio de Satigniaco prejudicetur in posterum, quia habeat electionem suam liberam sicut prius. In cujus rei testimonium et perpetuam firmitatem, huic ordinacioni, cui utraque

pars consensit et eamdem ratam habuit et etiam acceptauit, sigillum nostrum duximus apponendum. Actum apud Pyneyum, diocesis Gebenn., pridie Kal. septembris A°. D^{i}. m°. cc°. l°. octauo.

(Arch. Gen. P. H. N° 65.)

59

1258, Août. — *Vente faite à Aymon, évêque de Genève, de terres situées entre le village de Vyu et le Menoge.*

Nos frater P. abbas de Alpibus et nos frater Jacobus Abbas Tamidii cesterciensis ordinis, et nos frater Petrus prior de reposatorio cartusiensis ordinis, notum facimus . . . quod Rodulphus dictus Larbanes filius D. Widonis quondam de lucingio militis, in nostra presentia constitutus, non vi, non dolo nec metu seductus, imo sciens, prudens et spontaneus, de consensu et expressa voluntate fratrum suorum, videlicet Aymonis, petri et hudrici, et Marie sororis sue, vendidit et titulo perfecte venditionis tradidit venerabili patri Ay. dei gratia gebenn. Episcopo et eius successoribus, pro octo libris gebenn. quas ipse confessus est recepisse et habuisse in bona pecunia numerata, tres possas terre sitas inter villam de vyu, et aquam dictam menogi iuxta terram de Syz, et generaliter omnes terras et prata quecunque sint et habere debet inter villam de vyu et stratam publicam et aquam superius nominatam, et xij. d. censuales in parrochia de villa, quos debet Willelmus gentiz de terra dou sutyl. Devestit autem coram nobis de rebus supradictis omnibus, et dictum D. Episcopum inuerstit corporaliter de ipsis, confitendo omnia predicta esse de feodo D. Episcopi supradicti. Promiserunt insuper sub prestiti vinculo juramenti dictus R., et fratres et soror eius, se contra huiusmodi venditionem et inuestituram per se vel per alium in judicio vel extra modo aliquo non venturos, imo si quis dictum D. Episcopum vel suos successores super predictis modo aliquo molestaret, pro ipsis se opponerent, et indempnes rationabiliter pro viribus obseruarent. Renunciantes in hoc facto, omni exceptioni pecunie non numerate, doli, in factum, minoris et minus dimidii iusti precii, et omni beneficio juris canonici et ciuilis, per quod dicta venditio posset aliquatenus impediri vel etiam retractari. In cuius

rei testimonium presentes litteras sigillis nostris fecimus ad preces partium sigillari. Datum A. D. m°. cc°. lviij°. mense Augusti.

(Arch. Gen L. Salaz, N° 16.)

60

1258, 1 Septembre. — *Sentence arbitrale de Jean, archevêque de Vienne, entre le Chapitre de Genève et le couvent de Filly.*

In nomine domini nostri Jesu Christi amen. Anno eiusdem m°. cc°. l°. viij°. Cal. septembris. Cum questio uerteretur inter Capitulum Gebennense ex una parte, et abbatem et conuentum de filliaco Gebennensis diocesis ex altera, super eo quod dictum capitulum dicebat se ius habere in electione monasterii de filliaco quando imminebat ibidem electio facienda, diceret etiam se habere ius uisitandi, corrigendi, fidelitatem et obedentiam ab eisdem recipiendi et quedam alia faciendi, et hoc per duo paria litterarum probare niteretur, in quibus sigillum filliaci est appensum, quas litteras abbas et conuentus filliaci dicebant sibi preiudicare non debere multiplici racione. Tandem post multas altercationes, partes supposuerunt se ordinacioni nostre, J. dei miseracione Archiepiscopi Viennensis. Promittentes interposito iuramento stare super predictis contestationibus et querelis simplici et de plano ordinacioni, quam super premissis facere duceremus. Nos autem, diligenti tractatu habito cum partibus et cum venerabili fratre, Aymone, Episcopo Gebennensi, comitato etiam consilio sapientum, ordinacionem nostram proferimus in hunc modum. Videlicet quod quandocumque et quocienscumque dictum monasterium de filliaco uacare contigerit, conuentus assignet diem certam ad eligendum abbatem, et diem illam significet per litteras suas dicto Capitulo Gebennensi per octo dies antequam dicta electio debeat celebrari. Ad diem autem assignatam et sic dicto Capitulo significatam, idem Capitulum Gebennense mittat duos canonicos quos conuentus de filliaco eis per patentes suas litteras eis nominauerit, qui indutis super pelliciis, cum canonicis de filliaco intrent Capitulum et ad electionem abbatis cum eis pariter admittantur et uocem quatuor canonicorum optineant in eadem electione nomine Capituli Gebennensis. Cum autem mittantur dicti duo canonici, iniungatur eis

per Capitulum Gebennense, sub uirtute iuramenti et fidelitatis quo tenentur Ecclesie Gebennensi, quod in tractatu electionis et in ipsa electione fideliter se habebunt, et prestabunt consilium et operam bona fide, quod idoneus preficiatur ibidem et de gremio Ecclesie filliaci si utilis et idoneus inuentus fuerit in eadem, alioquin aliunde, dum tamen de sancti Augustini ordini assumatur. Abbas uero et conuentus filliaci nunquam se possint alteri religioni submittere, sine consensu Capituli Gebennensis. In ceteris uero articulis propositis coram nobis absoluimus abbatem et conuentum filliaci supradictos. In cuius rei testimonium et perpetuam firmitatem, nos supradictus archiepiscopus presentibus sigillum nostrum duximus apponendum.

(Arch. Gen. P. H. N° 66.)

61

1258, Novembre. — *Accord entre le Chapitre de Genève et le curé de Versonnex et de Villars.*

Aymo dei permissione Gebennensis Episcopus, universis presentes litteras inspecturis vel visuris, rei geste noticiam cum salute. Nouerint uniuersi quod cum discordia verteretur inter Capitulum Gebenn. ex una parte, et Jacobum capellanum de Versenay et de Villar ex altera, super jure capellanie et personatus earumdem ecclesiarum, eo quod capitulum dicebat se habere duas partes in omnibus prouentibus, obuentionibus, possessionibus, et rebus aliis quocumque modo censentur in dictis ecclesiis ratione personatus, quem personatum habet dictum capitulum in ecclesiis supradictis. Predictus vero capellanus licet confiteretur dictum capitulum habere in dictis ecclesiis personatum, tamen non credebat quod due partes reddituum dictarum ecclesiarum essent de personatu, vel ad personatum pertinerent. Tandem dicte partes scilicet capitulum et capellanus, de consensu et voluntate nostra, talem compositionem seu ordinationem inter se fecerunt, et juraverunt super sancta dei euangelia firmiter obseruare et nullatenus contra ire, pro se et successoribus suis, videlicet quod capitulum habeat et percipiat in perpetuum nomine personatus quem habet in dictis ecclesiis medietatem omnium oblationum, obuentionum, reddituum, possessionum antiquarum seu acquirendarum, et generaliter omnium rerum habitarum seu habenda-

rum ratione ecclesiarum supradictarum quocumque modo censentur, et qualitercumque ad dictas ecclesias res contingent deuenire, vel ratione eorumdem. Capellanus vero aliam medietatem ratione capellanie integre percipiat omnium rerum quocumque modo similiter censentur et qualitercumque res ipsas ad dictas ecclesias contingent deuenire. Ut autem dicta compositio seu ordinatio rata et grata permaneat, et sit in perpetuum valitura, et ut sit realis et non personalis, ipsam receptam et approbatam a partibus ratam et gratam habentes, ad requisitionem partium auctoritate ordinaria confirmamus. Et ad maiorem firmitatem nos sigillum nostrum una cum sigillo capituli presentibus duximus apponendum. Actum et datum A° D^{i} m° cc° quinquagesimo octauo, Mense Nouembris.

(Arch. Gen. P. H. N° 67.)

63

1258, 2 Décembre. — *Accord entre le Chapitre de Genève, et Guillaume, seigneur de Prangins, au sujet des dîmes de Colex.*

Ay. dei permissione Geben. Episcopus, universis presentes litteras inspecturis sive audituris, rei geste noticiam con salute. Noverint universi quod con discordia verteretur inter Capitulum Geben. ex una parte, et nobilem virum Guillermum Dominum de Pringins ex altera, super decimis novalium et minuti bladi et receveria dicte decime parrochie ecclesie de Cholay, pro eo quod dictus Dominus de Pringins consueverat percipere duas partes antique decime grossi bladi et vini, ocasione cujus antique decime grossi bladi et vini volebat dictus D. de Pringins percipere duos partes decime novalium et minuti bladi, et duas partes receverie dicte decime. Capitulum vero ex adverso dicebat quod con personatus dicte ecclesie de Colay et jus patronatus similiter ejusdem ecclesie ad dictum Capitulum pertineat, quod dictus D. de Pringins nichil debebat percipere vel habere in predictis decimis novalium nec minuti bladi, nec in receveria dicte decime, fundata intemptione Capituli de jure communi, pro eo quod dicte decime novalium et minuti bladi sunt in parrochia ecclesie de Colay ad dictum Capitulum pertinentis. Tandem post multas controversias et altercationes super predictis inter ipsos habitas, et post multas excommunicationis sentencias in ipsum Dominum de Pringins ad instanciam Capituli propter hoc latas, de

consilio virorum prudentum talis inter ipsos super dicta discordia ordinatio seu amicabilis compositio facta fuit, quod in omnibus locis in quibus consueverat percipere dictus D. de Pringins duas partes cujuslibet decime novalium et antique bladi et vini grossi et minuti et receverie, et in quibus dictum Capitulum consueverat percipere terciam partem tantum cujuslibet decime similiter novalis et antique, dictum Capitulum, ab hac hora in antea, habeat et percipiat pacifice et quiete medietatem cujuslibet decime novalis et antique, vini, bladi grossi et minuti medietatem receverie dicte decime; dictus vero D. de Pringins percipiat aliam medietatem dicte decime novalis et antique, vini, bladi grossi et minuti et receverie, in omnibus locis in quibus dictus D. de Pringins consueverat percipere duas partes utriusque decime novalis et antique. Pro hac autem compositione seu donatione, dictum Capitulum pro redimenda vexatione sua, pro bono pacis, dedit et solvit dicto Domino de Pringins viginti libras Gebenn., quas viginti libras dictus D. de Pringins confessus est se recepisse in bona pecunia numerata, et remisit dictum Capitulum sibi et predecessoribus suis peccatum quod incurrerunt usque ad diem compositionis, occasione receptionis decime supradicte. Hanc autem ordinationem seu amicabilem compositionem juraverunt partes, scilicet procurator Capituli nomine Capituli, et dictus D. de Pringins, et Alis uxor sua, et Johannes et Willelmus filii sui, super sancta Dei evangelia firmiter observare, et nullatenus per se vel alium contra ire, nec Capitulum super predictis molestare in judicio vel extra, nec permittere ab alio molestari. Nos vero sepedictam ordinationem seu amicabilem compositionem de communi consensu partium habita deliberatione factam, approbatam a partibus et receptam, gratam et ratam habentes, ipsam auctoritate ordinaria confirmamus, et ad majorem firmitatem, ad requisitionem dictarum partium, sigillum nostrum una cum sigillis dicti Capituli et dicti D. de Pringins presentibus duximus apponendum. Datum A. D. m°. cc°. quinquagesimo octavo, iv° nonas Decembris.

(Arch. Gen. P. H. N° 68.)

63

1260, 12 Janvier. — *Vente d'une cense foncière faite par Willelme Coupe, citoyen de Genève, au curé de St-Léger.*

Nos Officialis Curie Geb. Notum facimus . . . quod in nostra presentia

constitutus Willelmus dictus Cupa civis Gebenn., spontaneus, non coactus, non vi, non dolo inductus, sed ex certa scientia, de consensu et expressa voluntate Porrete uxoris sue, vendidit imperpetuum et titulo perfecte venditionis tradidit Willelmo capellano S. Leodegarii Gebenn., nomine ecclesie sue, ad opus servitoris dicte ecclesie, videlicet octodecem denarios censuales sibi solvendos annuatim ad Epiphaniam Domini, quos denarios dictus W. Cupa assertavit et assignavit dicto capellano super casali suo legitimo sibi pertinente jure hereditario, quod casale tenet Hugo Forneis ab ipso ad censum, quod situm est in vico de Marchez, infra muros civitatis, prope furnum D. Episcopi Gebenn., quod adheret casali quod tenet Thomas de ponte ex una parte, et casali Willelmi Durandi ex altera, et dictus W. Cupa se devestivit de dictis denariis censualibus, et dictum capellanum corporaliter investivit, pro qua venditione recepit et habuit dictus W. Cupa triginta sol. Gebenn. in bona pecunia numerata a capellano suprascripto, prout confessus est coram nobis: promittens per solempnem stipulationem et per juramentum super sancta Dei evangelia corporaliter prestitum, contra hujusmodi venditionem, per se vel per alium, in judicio vel extra, non venire, sed opponere se defensorem si quis predictum capellanum super dicta venditione et censu molestaret; promittens etiam per juramentum sicut superius se deffendare, garentire et servare contra omnes predictum censum capellano antedicto, obligans duo alia casalia sua sita ante illum de Marchez, occasione defensionis dicti census. Renuncians in hoc facto, exceptioni doli et non numerate pecunie, et omni auxilio et consilio canonico et civili scripto et non scripto, et omnibus exceptionibus et juribus que sibi possent prodesse et dicto capellano obesse . . . et renunciavit expresse Vellejano . . . In cujus rei testimonium nos predictus Officialis sigillum Curie D. Episcopi Gebenn. de consensu partium supradictarum presenti littere duximus apponendum. Datum die lune post Epiphaniam Domini, A. D. m°. cc°. quinquagesimo nono.

(Reg. litt. eccl. S. Leod. Geb. f° 5 verso.)

64

1260, 2 Juin (ou 1264, 5 Juin). — *Abergement de la moitié de la vallée de Valorsine, fait à des Allemands par Richard, prieur de Chamonix.*

Nos frater Decanus, miseratione divina humilis Abbas S. Michaelis de

Clusa, Taurin. diocesis, totusque ejusdem loci conventus . . . . facimus manifestum, quod cum frater Richardus, Prior prioratus nostri de Campo munito, albergaverit theutonicis de valle ursina et eorum heredibus in perpetuum, medietatem vallis Ursine predicte, cui coheret ex una parte aqua que vocatur barberina, ab alia collis qui appellatur Salanssuns, ab alia parte locus ubi aqua que vocatur nigra habet ortum, usque ad limitationem que dividit territorium de Martigniaco et territorium ecclesie de Campo munito, ita quod dicti homines, qui theutonici dicuntur, et eorumdem heredes ibidem commorantes, sint homines ligii prioratus predicti de Campo munito, et tenentur solvere annuatim in festo B. Michaelis Archangeli octo denarios pro servicio, et in festo Omnium sanctorum annis singulis quatuor libras censuales, Priori de Campo munito qui pro tempore fuerit reddendos et integraliter persolvendos. Et si aliquis dictorum theutonicorum voluerit ad alium locum se transferre, omnia mobilia sua possit secum ducere libere et absolute et vendere possessiones, salvo jure Domini Campi muniti, hominibus tamen ligiis dicte domus, et non aliis. Quitti vero remaneant et immunes de menaydis et de sectoribus et de corvatis, et in aliis usagiis, juribus et consuetudinibus ecclesie seu prioratus Campi muniti. Priori dicti loci parere debent, et per omnia respondere tenentur, reservatis dominio dicti Prioratus et segnoria, prout utetur et fruitur in aliis hominibus de Campo munito. Cognoscentes igitur albergamentum istud cedere ad utilitatem prioratus predicti, illud ratum et gratum habemus, et tenere et auctoritate presentium confirmamus. Datum A. D. millesimo ducentesimo sexagesimo quarto nonas Junii, apud S. Ambrosium.

(Communiq. par M. Ad. Bonnefoy.)

65

1261, 13 Juin. — *Dons de Nicolas de Mont à l'abbaye de Bonmont.*

Ego Nycholaus de Monz miles . . . quod cum Columba quondam uxor mea, testando dederit . . . monasterio Bonimontis tres solidos censuales in perpetuam helemosinam . . . . ego siquidem hujusmodi helemosinam non solum confirmare, exequi et complere volens, sed etiam augmentare . . . de consensu . . . Girardi et Johannis filiorum meorum . . . . dono . . . . Abbati et Conventui predicti monasterii . . . peciam terre que sita

est inter lo Rupalai . . . et quoddam eschimellum vinee . . . quod situm est versus autracort . . .

Hujus rei testes sunt: Dominus Willelmus incuratus de Monte, D. hugo Dautracort presbiter, D. Willelmus de Prangins monachus et cellerarius Bonimontis . . .

Et nos Willelmus Abbas de lacu . . . sigillum . . .

Datum A. D. m°. cc°. lxj°. idus Junii.

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. N.)

66

1261, Juillet. — *Accord entre l'évêque Henri, et Pierre et Boson frères, métraux de Jussy.*

Noverint universi presentes litteras inspecturi, quod venerabilis pater Henricus dei gratia Gebenn. Episcopus moueret causam et causas, controuersiam et controuersias, contra Petrum et Bosonem mistrales de Jussye, fratres, super feodo Hugonis dicti priuissin, et de tronchia et aliis feodis, item super terris, nemoribus, pascuis, censibus, et aliis possessionibus, item super fructibus et aliis prouentibus inde perceptis, item super multis aliis rebus corporalibus et incorporalibus, talis compositio, pax et concordia per Girardum et Petrum de Cholay, canonicos Gebenn. et Willelmum de Compeys militem, facta est in hunc modum, videlicet quod terre et nemora, prata, et omnia alia que sunt a . . . . de dolley usque ad lesetablu sicut strata que dicitur munia scindit et distinguit a parte de necdens usque ad vadum de rossathal in longum, et a nemore de Jussye usque ad dictum vadum de rossathal, sicut dictum nemus scindit et designat in latum, remaneant perpetue paciffice et libere et quiete D. Episcopo supradicto . . . . Dictus vero Petrus mistralis liberet et expediat terram seu terras quas ipse obligauerat et posuerat in manu hominum Abbatis de Alpibus, et dictus D. Episcopus donet ei sexaginta solidos pro auxilio liberationis. Item longa silua cum appenditiis suis in pratis, nemoribus, pascuis, terris cultis et incultis, remaneat similiter D. Episcopo, exceptis feodis quos dicti Mistrales habent ab aliis Dominis infra territorium longe silue. Item ex alia parte feodum hugonis prisingii, feodum de t .. china, feodum de boulu cum appendiciis suis, et quicquid dicti

Mistrales tenent et habent infra villam de Jussye et alibi ubicumque, saluo jure alterius, remaneat prefatis Mistralibus perpetuo pacifice et quiete et heredibus eorum. Dictus vero Dominus Episcopus, pro receptis que Boso predictus percipiebat ratione nemorum, debet assignare et asetare eidem Bosoni, decem jogera terre in dicto nemore de Jussie a parte de dolley, et dictus Boso debet cessare a modo a perceptione receptorum predictorum. Dictus vero Petrus mistralis, debet cessare penitus a modo a perceptione illius usagii quod ipse percipere consueuerat in villa de Jussie et in hominibus dicte ville ratione nuptiarum. Actum est etiam inter dictos D. Episcopum et mistrales quod si super predictis aliquid in ambiguum vel obscurum deveniret, posset per predictos tres arbitros declarari ac totaliter terminari . . . In cujus rei testimonium nos frater Henricus . . . episcopus Gebenn. et nos Capitulum Gebenn. et nos Habundancie et Filliaci abbates . . . . . et nos supradicti arbitri presentem litteram sigillorum nostrorum duximus munimire roborandum. Datum A°. D°. m°. cc°. lxj°., mense Julii.

(Arch. Gen. L. Jussie N° 10. — Arch. Turin, Reg. eccl. de Gen. Paq. 3. N° 1.)

62

1261, 27 Août. — *Transaction entre l'abbé de Filly et G. doyen d'Alinge et curé de Margencel.*

Universis presentes litteras inspecturis seu audituris, Capitulum ecclesie Gebenn. salutem in Domino. Ad omnium noticiam volumus pervenire quod cum inter viros religiosos Abbatem et Conventum de Fillie ex una parte, et discretum virum G. decanum Alingii et incuratum ecclesie de Margencel nomine ecclesie de Margencel, ex altera, verteretur controversia super limitibus, limittationibus et decimationibus parrochiarum ecclesiarum de Sye et de Margencel et capellarum de Chavanay et dessertet et rebus aliis, tandem post multas altercationes utraque pars in nos compromisit, promittens prestito super sancta Dei evangelia juramento stare alte et basse dicto nostro arbitrio, ordinationi, compositioni, vel diffinitioni nostre qualitercumque vellemus dicere, arbitrari, ordinare, componere, vel

diffinire inter partes simpliciter et de plano, sine trepitu judiciorum, pro nostre libito voluntatis. Nos autem, quibusdam que acta fuerant coram quibusdam canonicis nostris plenius intellectis, et quibusdam attestationibus utriusque partis visis diligenter et inspectis, deliberatione prohabita, communicato consilio omnium canonicorum nostrorum presentium, sic dicimus, ordinamus, vel etiam diffinimus, pronunciantes arbitrando seu amicabiliter componendo, quod limites parrochiarum ecclesiarum de Sye et de Margencel et capellarum predictarum sint isti. Wadum de Bez. fons de Pullie. Quercus de Gevernay, qui alias dicitur de Pullie. carreriaque est inter Reynier et Esser per la Gotella inter Vuxi et Minua usque ad Wes. et Vuxia est de Chavannay et dessertet. Volumus etiam et precipimus quod ecclesie et capelle supradicte contempte sint terminis memoratis, nec ipsos terminos transgrediantur, nec aliquid sibi vindicent de cetero ultra terminos supradictos. Hoc addito quod ecclesia de Margencel habeat et percipiat imperpetuum in loco qui dicitur de Chavagnie, vel alibi in loco ecclesie de Margencel congruenti, decimas omnes integre in decem posis terre bone et recipiendes, quas decem posas Abbas et conventus de Fillie, ostendant de terris sibi decimalibus et assignent continue et congrue simul in dicto loco vel alibi ut dictum est superius ad dictum et arbitrium nostrum. Hanc autem compositionem, ordinationem, arbitrium, seu diffinitionem approbaverunt ambo partes, et consenserunt, et promiserunt sub prestiti coram nobis vinculo juramenti, se perpetuo servaturos et nunquam contravenire. Et nos, de consensu partium, nobis retinemus potestatem interpretandi, declarandi si quid in hac ordinatione seu compositione dubium esset aliquatenus vel obscurum, et etiam corrigendi si minus plene ordinatum esset vel diffinitum. In cujus rei testimonium . . . . Abbas et Conventus, Decanus et incuratus supradicti nomine ecclesie de Margencel una cum sigillo nostro sigilla sua presentibus apposuerunt. Actum Gebenn. die Sabbati ante festum B. Augustini A. D. m°. cc°. lxj°.

(Communiq. par M. Léon Ménabréa à Ed. Mallet.)

68

1262, Février. — *Pierre de Boëje reconnaît tenir en fief de l'église de Genève tout ce que lui et ses parents possèdent au territoire dit Mont-Varnier.*

Noverint uniuersi presentes et posteri, quod ego petrus de buegyo miles maior, sciens, spontaneus, leoneta uxore mea et filiis meis Ay. et Jaqueto volentibus, consencientibus et ratum habentibus, recognosco et confiteor venerabili in Christo patri henrico, dei gratia Episcopo Gebenn. me tenere in feodum antiquum ab ecclesia gebenn. quicquid ego teneo et tenere debeo. habeo, vel habere debeo, et quicquid consanguinei mei de buegio, videlicet D. Willelmus miles, et filii D. pomcii, quondam de buegio militis, tenent vel tenere debent a me seu nomine meo, seu aliquis alius a me vel per me, in territorio et loco qui vulgariter appellatur mons varnerii. Qui mons terminatur et limitatur hiis terminis qui inferius nominantur: durat dictus mons ab aqua que dicitur menogia usque ad terram del perrey, in longum, et sicut scindunt et distingunt terre de les chauanes et del freynei, versus feodum de baleison, durat in latum. Si vero ultra prefatos terminos inueniatur aliquid amplius quod esset de tenemento et feodo domini emgicii de vio, quondam militis, illud similiter confiteor et recognosco esse de feodo dicte ecclesie gebenn. Illud autem quod ego teneo et possideo infra dictos terminos in manu propria, seu en domeinio, ut loquar uulgariter, do, concedo et trado nomine uendicionis, domino Ay. quondam Episcopo gebenn. pro precio sexaginta librarum, et quinque librarum gebenn. ad opus dicte ecclesie gebenn. et Episcoporum qui pro tempore in ipsa ecclesia futuri sunt, quas sexaginta quinque libras confiteor me recepisse in bona pecunia numerata, renuncians exceptioni non numerate pecunie. Ego autem dictus petrus, et ego dicta boneta uxor eius, pro nobis et filiis, ac successoribus nostris natis et nascituris, tactis sacrosanctis evangeliis corporaliter, promittimus contra predictam venditionem et confessionem ac traditionem, in judicio vel extra, per nos vel per alium in perpetuum non venire, et si quis dictam ecclesiam seu Episcopos futuros et presentes in ipsa ecclesia super predictis molestaret vel inquietaret, nos pro ipsis opponeremus, et ad justitiam responderemus, nullum dolum, nullum impedimentum in predicto feodo apposuimus vel apponemus, fecimus vel imposterum faciemus. Pro predicto autem feodo, et pro beneficio dicti D. Episcopi, facio eidem D. Episcopo fidelitatem et homagium prout pos-

sum, ego jam dictus petrus, et recognosco me debere eidem D. Episcopo unam nisum, ad mutationem domini pro dicto feodo, que uolo fieri et patrari ab heredibus meis ac successoribus dicte ecclesie gebenn. et Episcopis eiusdem. Ego vero dictus petrus, et ego leoneta uxor sua, renunciamus pro nobis et successoribus nostris juri loquenti de deceptione ultra dimidium justi precii, et juri danti mulieribus in rebus maritorum tacitas ypothecas, et omni auxilio juris canonici et ciuilis super omnibus supradictis. Testes ad hoc vocati et rogati. petrus de tez canonicus de syz. magister petrus de borray. petrus capellanus de villa. bochardus diaconus curatus de lornay. humbertus de S. Jorio, clericus. magister Jacobus curatus de . . . . petrus b . . . . miles. et Willelmus de filingio miles. Jaquetus de ...gye. petrus mistralis de vio. Girodus filius. W. . . . de uilla. et multi alii. In quorum omnium noticiam et testimonium presenti littere sigilla Capituli gebenn. et abbatis de Syz, uolumus et rogamus apponi. Actum in ecclesia S. petri gebennensis mense februarii. A. D. m°. cc°. lx°. primo.

(Arch. Gen. L. Salaz, N° 3.)

69

1262, Février. — *Pierre de Poully, chanoine, reconnaît tenir en emphytéose perpétuelle de Jeanne la Frénéry et de ses fils, sa maison en pierres située au bourg neuf, sous la cense annuelle de deux sols de Genève.*

Nouerint universi quod ego Petrus de Poulie, canonicus gebennensis, sciens, prudens et spontaneus, confiteor et in veritate recognosco, presentibus Johanneta la freneri, Jacobo et Petro filiis suis, me tenere et possidere in emphiteosim perpetuam a predictis Johanneta et filiis suis et ab eorum heredibus, domum meam lapideam sitam in burgo nouo, cum casali dicte domus, quod casale protenditur et terminatur in hunc modum : a parte ecclesie S^{i} Petri gebennensis coheret casali et domui Nantelmi de puteo ciuis gebennensis, et a parte Rodani est ortus lamberti et Johannis de Jussie fratrum, et a parte ecclesie S. Germani confrontatur casali perrete fariolet et Johannis castans clerici, a parte lacus protenditur usque ad medium vici de burgo nouo, sub censu duorum solidorum gebenn.

soluendorum a me et a meis successoribus, predictis Johannete et filiis suis et eorum heredibus in festo sancti bartholomei apostoli annuatim. Et renuncio omni juri per quod me possem contra ipsos me defendere vel tueri. Testes autem vocati et rogati ad hoc fuerunt Petrus capellanus sancti Germani. Petrus corteis clericus. hugo macons. Johannes castans clericus et plures alii. In cuius rei testimonium ego prefatus Petrus huic scripto de voluntate mea et ipsorum confecto sigillum meum duxi veraciter apponendum. Datum et actum gebenn. a°. d^i. m°. cc°. sexagesimo primo, mense februarii.

(Arch. Gen.)

70

1262, 7 Mars. — *Bulle d'Urbain IV qui autorise l'évêque de Genève à racheter des mains des laïcs les dîmes de son diocèse.*

Urbanus Episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri . . . Episcopo Gebenn. salutem et apostolicam benedictionem. Tuis inclinati precibus, auctoritate tibi presentium indulgemus, ut in tua diocesi possis redimere decimas de manibus laicorum, Rectorum ecclesiarum, ad quas huiusmodi decime pertinent, ad id accedente consensu; quarum decimarum medietatem restituas eisdem ecclesiis, et alia medietas mense tue usibus applicetur. Ita tamen quod tu prestes sufficientem et ydoneam cautionem, quod tu et successores tui predictam medietatem, que ad te perveniet, restituetis ipsis ecclesiis, quandocumque de redemptionis decimarum ipsarum pretio vobis fuerit satisfactum. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis infringere, vel ei ausu temerario contra ire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit indignationem omnipotentes Dei, et Beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum apud Urbem veterem, Nonas Martii, pontificatus nostri anno secundo.

(Arch. Gen. P. H. N° 73.)

71

1262, 8 Octobre. — *Concession de la dime de Marlioz par Rodolphe, comte de Genevois.*

. Nos Rodulfus comes gebenn. notum facimus universis presentes litteras inspecturis vel et audituris, quod nos . . . . . damus, concedimus et tradimus . . . in feodum perpetuum, dilecto et fideli nostro Willelmo condomino de virie domicello, filio quondam hugonis de Salenova militis et eiusdem Willelmi heredibus suis et extraneis, decimam de marlioz et de contamina quiete et pacifice in posterum possidendas . . . . . pro quo feodo dictus dominus fecit nobis homagium ligium manuale. De dictis autem decimis nos devestimus, dictum Willelmum in earumdem possessionem nudam et vacuam inducentes. Promittentes dicto Willelmo et ipsius heredibus suis et extraneis bona fide dictas decimas seu dictum feodum manutenere, in perpetuum defendere et etiam garentire. Pro assignatione cuius feodi sepedictus Willelmus pro se, heredibus suis vel extraneis, solvit et quittat nobis decimam de chernay et lx solidatas annui reditus quas dicto Willelmo assignaveramus in pedagio de chanvena. Pro quibus decima de chernay et reditu predicto pedagii memorati ad homagium ligium nobis durante tantum dicto feodo decime et annui reditus tenebatur. In cuius rei testimonium nos dicti Rodulphus comes et Willelmus . . . . quod omnia supradicta recognoscimus esse vera sigilla nostra presentibus duximus apponenda. Datum apud chanvena viii. Id. Oct. A°. domini m°. cc°. lx°. ij°.

(Turin. Arch. de Cour. Prov. Gen. Paq. 10. Contamines 7.)

72

1262, 23 Décembre. — *Obligation des fils de feu Garin de Vyu envers l'évêque Henri.*

Nos frater Henricus Abbas de Siz, et frater petrus Abbas de Intermontibus, et frater petrus prior de reposorio cartusiensis ordinis, et Guillel-

mus prior de pellonay, Notum facimus . . . quod Guillelmus et petrus filii quondam D. Garini de Vyu militis coram nobis constituti et Raymundus frater ipsorum clericus . . . . . obligant, et nomine pure et perfecte obligationis tradunt . . . domino H. dei gratia Gebenn. Episcopo, pro xxviij. libr. gebenn., quas ab ipso confitentur dicti fratres recepisse in pecunia numerata, omnes res infra scriptas que sunt de feodo dicti D. Episcopi, prout supradicti fratres sunt confessi . . . videlicet super tenemento quod hudricus et Jacobus tenent apud taconay xxxviij sol. gebenn. censuales. item super tenemento quod boso tenet ibidem xxiiij sol. item super tenemento petri de collonges xxiiij sol. item super tenemento Willelmi de collonges fratris ipsius petri xij s. censuales. Supradicti quidem fratres de predictis rebus obligatis . . . . . se deuestiunt, et prefatum D. Episcopum personaliter et plenarie nomine obligationis inuestiunt de eisdem. Promittentes dicti fratres per juramenta . . . se dictam obligationem . . . . in perpetuum firmiter . . . . seruaturos, et contra per se vel per alium facto vel verbo, in judicio vel extra, modo aliquo de cetero non venturos, nec consenssuros alicui volenti contra ire: imo si quis dictum Episcopum vel suos super dicta obligatione in toto vel in parte molestaret, aut in causam traheret, ipsi pro eo se opponerent et ad justitiam responderent, ipsum super hoc indempnem penitus obseruanda. Conuentum est autem inter prefatum D. Episcopum ex una parte et predictos fratres ex altera, quod si tenementarii predicti aliqua de causa super solutione dictarum censarum deficerent, volunt et concedunt dicti fratres quod predictus D. Episcopus, vel nuncius suus qui pro tempore fuerit, de blaudo censuali quod dicti fratres habent in terragio dictorum tenementorum capiat et percipiat usque ad perfectam completionem censarum predictarum. Item promittunt dicti fratres sub vinculo prestiti juramenti, quod durante obligatione predicta aliquid non exigent a tenementariis predictis contra ipsorum voluntatem. Renunciant .... Datum A. D. m°. cc°. lxij°., die Sabbati ante natalle domini.

(Arch. Gen. L. Salaz, N° 14.)

73

1263, 23 Février. — *Aymon de St-Joire donne à Pierre de Savoie la terre sise à Genève lieu dit :* li charmurs de palais.

Nos Petrus Officialis Curie Gebenn. Notum facimus . . . . . quod nos vidimus et diligenter inspeximus de verbo ad verbum litteram sigillo Prioris Lustriaci sigillatam . . . cujus tenor est talis . . . Noverint universi presentes litteras inspecturi quod nos Aymo filius quondam Riferii de S. Jorio et Anthonia filia quondam Mathei Clareti civis Gebenn. ejusdem Aymonis uxor, spontanea voluntate, donatione inter vivos, totam terram quam habemus Gebenn. in loco qui dicitur li charmurs de palais, illustri viro Domino P. de Sabaudia et heredibus suis, siue assignatis suis, in perpetuum concedimus et donamus. Nosque devestimus de terra predicta, quam mihi Anthonie supradicte jure dinoscitur hereditario pertinere, et de ipsa predictum Dominum P. corporaliter investimus. Promittentes ad sancta Dei evangelia corporaliter prestito juramento nos contra donationem et concessionem predictas, ob ingratitudinis causas aliquas expressas in jure, vel propter alias causas quascunque que possent excogitari, ullo tempore aliquatenus non venire. Ad hoc autem fuerunt testes vocati et rogati viri religiosi frater Willelmus prior lustriaci, et frater Jacobus de gresliaco ejusdem loci monachus, et D. Willelmus incuratus ecclesie de fucigniaco. In cujus rei testimonium presentibus litteris apponi rogavimus sigillum supradicti prioris Lustriaci. Datum fucign. in crastino festi cathedre S. Petri, A. D. m°. cc°. sexagesimo secundo.

In cujus rei testimonium sigillo Curie D. Episcopi Gebenn. presentes litteras ad petitionem fratrum predicatorum Gebenn. duximus sigillandas.

Datum A. D. m°. cc°. septuagesimo primo, mense Maio.

(Arch. Gen.)

74

1263, 26 Mars. — *Nicolas de Scionzier met en gage, pour 20 livres, les deux tiers des dimes de Scionzier en mains de Girod, doyen de Vuillonnex.*

Nos Officialis Curie Gebenn. Notum facimus ... quod in nostra presentia constitutus nicholaus de Sunzie, sane mentis et ex certa scientia, pro evi-

denti utilitate sua, pignori obligauit in manu venerabilis viri Girodi decani de Vullionay duas partes totius decime de Sunzie, que decima vulgaliter appelatur decima communis, preter decimam vinee sue, pro viginti libris bonorum gebenn. quas confitetur se recepisse a dicto decano in bona pecunia numerata, et de dicta decima se deuestiuit dictus nicholaus et dictum decanum nomine gagerie recipientem inuestiuit per baculi traditionem, juramento coram nobis tactis sanctis evangeliis corporaliter prestito, promittens se dictam decimam dicto decano manutenere, deffendere et contra omnes legitime garentire et si aliquis dicto decano vel mandato eius in dicta decima obligata vim faceret, vel iniuriam inrogaret, dictus nicholaus sub vinculo prestiti juramenti promittit ad requisitionem dicti decani tenere obstagia gebenn. vel alibi in loco tuto pro voluntate eiusdem decani, donec eidem esset plenarie satisfactum. De hiis autem firmiter attendendis constituerunt se fideiussores: petrus lunelli in centum solidos. Rodulphus lunelli in centum solidos. Stephanus de Sunzie in centum solidos et hugo mistralis de germagnie in centum solidos. juramento prestito promittentes ad deffectum dicti nicholai satisfacere dicto decano in bonis pignoribus vel pecunia numerata. Anc autem gageriam voluerunt, laudauerunt et approbauerunt Willelmus de virie domicellus et Stephanus de Sunzie, a quibus dictus nicholaus dictam decimam in feudum tenere se confitetur a quolibet eorum medietatem. Ita tamen quod a proximis messibus in ultra quilibet illorum Willelmi et Stephani posset redimere partem que ab ipso tenetur et solutis decem libris pacifice redibere. Renunciauerunt siquidem tam dictus nicholaus quam fideiussores et feudatarii memorati omni exceptioni doli, et in factum, numerate pecunie, fructibus computandis in sortem, epistole diui adriani et constitutioni de fideiussoribus et omni auxilio et consilio juris canonici et ciuilis quod sibi vel eorum alteri posset prodesse et dicto decano obesse. Testes autem vocati sunt et rogati hugo capellanus de virie, poncius presbiter, petrus de virie clericus. Et nos ad maiorem predictorum firmitatem, ad preces omnium partium predictarum sigillum Curie domini Episcopi Gebenn. una cum sigillo Willelmi de Virie superius nominati presentibus apponimus in testimonium veritatis. Datum die lune ante pascha, a°. d^{i}. m°. cc°. lxii°.

(Arch. Gen.)

75

1263, 1 Juillet. — *Vente à Pierre de Savoie, par les frères de Saint-Germain, d'un fonds situé en Palais.*

Nos Petrus et Willelmus de Sancto Germano, fratres, cives Gebenn. notum facimus quod nos pro nobis et heredibus nostris vendidimus, tradidimus et concessimus ex nunc in perpetuum, illustri viro Domino P. de Sabaudia et heredibus suis seu assignatis, quandam ochiam sitam en palais inter viam publicam et terram que fuit quondam Mathei dicti Clarier, pro duodecim libris Gebenn. Quam pecuniam confitemur nos recepisse et habuisse in bona pecunia numerata. Promittentes, juramento super sancta Dei evangelia corporaliter prestito, quod contra hanc venditionem nullo modo veniemus aliqua ratione, ingenio seu causa. Renunciamus in hoc facto juramento prestito, spontanei et non coacti, exceptioni non numerate pecunie, non recepte, non solute, doli mali, et in factum, et omnibus exceptionibus, allegationibus, que possent dici seu obici contra presentem litteram et dicto Domino Petro et heredibus suis seu assignatis obesse in posterum et nobis prodesse. In cujus rei testimonium sigillum Curie Officialis Gebenn. Episcopi presentibus litteris facimus opponi. Datum. Kal. Julii. A. D. m°. cc°. sexagesimo tercio.

(Arch. Gen.)

76

1263, Octobre. — *Accord entre Anselme, prieur de St-Jean, et Aymon, prévôt du Chapitre de Genève.*

Littera sigillo albo in pendenti sigillata, confecta sub A. D. millesimo ducentesimo sexagesimo tercio, mense octobris, continens quod Ayglerius humilis Abbas Athanacensis, D. Pape capellanus, laudat, approbat et confirmat Aymoni Preposito Gebenn. nomine et ad opus dicte prepositure xlv. sol. geb. censuales in denariis, caponibus, frumento et avena et nucibus, percipiendis super terris et rebus aliis eo modo quo inferius declaratur, ratione cujusdam compositionis facte inter Fr. Ansermum Priorem

S. Johannis Gebenn. et dictum Prepositum, super querelis . . . . . inter ipsos habitis : in primis apud Saconay lud grant. ... Et hec omnia servicia supradicta fuerunt de bonis Aymonis dounay clerici, excepta unica octana frumenti et uno capone que fuerunt de bonis D. Guillelmi de Gresier militis . . . et ista servicia . . . sunt assignata, recepta et estimata usque ad summam xxviii sol. et duo. denar. geb. Item eodem modo et eadem ratione assignavit dictus Prior prefato Preposito xii sol. censuales qui debentur a quibusdam tenementariis super quibusdam possessionibus in parrochia de Vayrie existentibus et ad predictum prioratum pertinentibus. Item duos S. et unam octanam avene censualem in villa de Coloigney . . . . . Item xviii d. censuales quos debet Jo. de Champanie civis Geb. super quodam casali quod ipse tenet a prioratu predicto. Item vi d. censuales quos debet Grisia mulier civis Geb. . . . . Et hec omnia assignata sunt et extimata usque ad summam xlv sol. Gebenn. de voluntate et consensu Prepositi supradicti.

(Arch. Gen. Grosses de la Prévôté, f° 66.)

77

1263, 24 Novembre. — *Donation faite par Étienne de Saint-Oyen, à l'abbaye de Bonmont.*

Ego Stephanus de S. Eugendo, Gebenn. dyocesis, filius quondam Girardi de S. Eugendo militis, notum facio quod ego . . . . . dono inter vivos . . . . Abbati et Conventui Bonimontis . . . partagium meum quod habebam ex paterna et materna hereditate, quod tenebam tanquam allodium meum liberum et immune ab omni onere homagii et servicii, videlicet quatuor posas et dimidiam terre arabilis . . . . in territorio de Germagnie . . . . inter terram Willelmi de Mentange . . . . item quoddam pratum quod situm est subtus Vilar . . . Devestiens me . . . et investiens . . . de eisdem . . . D. Humbertum Abbatem Bonimontis . . . Addo donationi predicte quod si sorores mee seu alia persona . . . contra donationem meam venirent, et rem quam donavi . . . . . a dictis Religiosis de facto conarentur evincere, ego facio . . . . domum Bonimontis heredem meum in legitima portione et ex omni jure et actione que michi compe-

tebant . . . . tempore quo recepi dictum partagium vel post, ratione frareschie mee . . .

In cujus rei testimonium sigillum . . . . . Guidonis Abbatis de Lacu, . . . et Johannis prioris Augionis, ordinis Cartusiensis, Gebenn. diocesis, rogavi . . . . . present. litter. apponi. Datum viij. Kal. Decembris A. D. m°. cc°. lxiij°.

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. N.)

78

1263, 3 Décembre. — *Étienne Sadier, citoyen de Genève, vend aux frères prêcheurs une terre en Palais.*

Universis presentes litteras inspecturis . . . Stephanus filius quondam Hudrici Sadier civis Gebenn. rei geste noticiam cum salute. Ad omnium volo noticiam tenore presentium pervenire quod ego, sciens, prudens, spontaneus, de expresso consensu Aviete matris mee relicte dicti Hudrici, vice et nomine ipsius, vendo et trado . . . fratribus predicatoribus de Geb. terram sitam in territorio Gebenn. in loco qui dicitur palatium, inter terram dictorum fratrum ex una parte et terram quam tenet petrus de S. Germano civis Gebenn. ex altera, pro precio quinquaginta quinque solidorum Gebenn. quos me confiteor . . . recepisse . . . Item sciant cuncti quod ego et predicta Avieta mater mea, laudamus, approbamus et garantimus contractum venditionis celebrate cum illustri Domina Agnete, comitisse Sabaudie, ad opus et utilitatem dictorum fratrum predicatorum, per Ansermum Villar civem Gebenn. de quadam pecia terre sita in territorio supradicto, in loco qui dicitur palacium . . . pro cujus venditionis consensu et laude recepi nomine dicte matris mee et meo a predictis fratribus quinque sol. Gebenn. . . . . In omnibus supradictis renunciamus ego et predicta mater mea exceptioni non numerate, pecunie et doli, in factum, omnibus privilegiis dotis, juri dicenti quod si venditor deceptus fuit ultra dimidium justi precii, quod venditio recindatur, aut justum precium suppleatur, omni actioni, exceptioni et omni juri per quod . . . . aliquid predictorum posset in posterum retractari vel infirmari. Promittentes . . . Ad predicta

omnia testes vocati fuerunt P. de Fabricis, Vldricus de villa, clerici, boso de Colonges dictus boguet. Nos autem Humbertus Officialis Gebenn. . . . Actum et datum A. D. m°. cc°. sexagesimo tercio, die luna proxima post festum B. Andree apostoli.

(Arch. Gen.)

79

1263, 18 Décembre. — *Vente à Henri, évêque de Genève, faite par Willelme de Viu, damoiseau.*

Nos frater Henricus humilis Abbas, totusque conuentus de Syz, notum facimus ... quod Willelmus de Viu, domicellus, filius quondam D. Garini de Viu militis, sciens prudens et spontaneus, pro magna utililate sua et comodo evidenti, coram nobis confitetur se vendidisse venerabili in Christo patri Henrico dei gratia Gebenn. Episcopo, quendam campum situm apud Teysel, inter terram D. Girodi de filingio ex una parte, et terram Amedei de Taningio ex altera, cum viginti bichetis frumenti ad mensuram Bone, que pro dicta terra de censa debentur annuatim, precio sex librarum et decem sol. Gebenn. Item confitetur idem Willelmus se uendidisse, et titulo perfecte uenditionis tradidisse prefato D. Episcopo, totum tenementum Bosonis de Tacunay, et ipsum Bosonem cum fratre suo, quod tenementum continet terciam partem tocius terre de Tacunay, tam in terris arabilibus, cultis et incultis, pratis, pascuis, quam in nemoribus et rebus aliis, ubicumque sint, precio sexdecim librarum et decem solid. Gebenn. Deuestiens autem se dictus Willelmus de supradictis rebus uenditis universis et singulis, dictum D. Episcopum inuestiuit plenarie de eisdem, nichil juris, dominii, seruitii vel usagii in predictis rebus uenditis sibi vel suis penitus retinendo. Confitetur siquidem dictus Willelmus uenditor, predicte pecunie summas pro precio rerum uenditarum se recepisse et habuisse integre in pecunia numerata, et ipsas fuisse expensas in utilitatem suam totaliter et conuersas. Supradictas uero uenditiones Agnes uxor dicti Willelmi laudat et approbat coram mandato nostro ad hoc specialiter destinato, gratas habet et acceptas. Promittit etiam dictus Willelmus per juramentum .... predictas uenditiones in perpetuum obseruare et contra, per se vel per alium, facto vel verbo, in iudicio vel extra,

modo aliquo non uenire nec consentire alicui uolenti contra ire. Imo si quis dictum D. Episcopum uel suos superdictis rebus uenditis in toto uel parte molestaret aut in causam traheret, ipse pro dicto D. Episcopo et suis se opponeret et ad iustitiam responderet. Promittit insuper dictus Willelmus sub uinculo prestiti iuramenti et sub obligatione omnium bonorum suorum et tocius feudi quod tenet a predicto D. Episcopo, quod ipse tenementum dicti Bosonis ab omni honere et seruitio et impedimento si quo tenetur erga fratres ipsius Willelmi uel erga aliquam aliam personam ad expensas suas proprias faciet penitus liberari. Renunciat etiam dictus Willelmus in hoc facto, ex certa scientia et sub uinculo prestiti iuramenti, exceptioni precii non habiti, doli et in factum, rei minori precio et ultra dimidiam iusti precii uendite subsidio et dicta uxor dotis et ypothece priuilegio et omni alii auxilio et beneficio iuris canonici et ciuilis quod sibi ad ueniendum contra predicta uel aliquod de predictis posset competere modo aliquo uel prodesse. In cuius rei testimonium ad preces dicti Willelmi et uxoris sue presentibus litteris sigilla nostra duximus apponi. Datum die Martis ante festum B. Thome apostoli A. D. m°. cc°. sexagesimo tercio.

(Arch. Gen. L. Salaz, N° 11.)

80

1264, Janvier. — *Abergement fait par le Chapitre de Genève à Pierre et Aymon de Doures.*

Nos Officialis Curie Gebennensis Notum facimus uniuersis quod in nostra presentia Petrus et Aymo de Doures, fratres, accipiunt et retinent a capitulo Gebennensi arbergum seu tenementum de doures ad censum annuum pro viginti solidis gebennensis monete, soluendis eidem capitulo singulis annis in festo beati laurencii, pacto huiusmodo apposito inter partes, quod dicti fratres dictum arbergum seu tenementum in toto uel in parte vel aliquod de iuribus et pertinentiis arbergi predicti sine consensu et mandato capituli supradicti non possint dare, vendere, obligare, permutare, accensare colonis aliis, ad excolendum dare, nec aliquatenus distrahere vel in alium modo aliquo transferre, nec possint ciuitatem, villam seu castrum aliquo modo jurare, nec se alteri dominio subjicere dicti fratres. Si

vero aliquod de istis predictis preter consensum capituli facere presumant, vel si in solutione prenominati census statuto termino deficient, de toto ipso tenemento erga dictum capitulum inciderent in commissum et ab omni jure suo caderent ipso facto et idem capitulum dictum tenementum statim acciperet et in suam manum reduceret et de ipso suam faceret plenariam voluntatem. Hec omnia prout superius sunt expressa promittunt sepedicti fratres per stipulationem et prestitum tactis sanctis euangeliis juramentum tenere firmiter et seruare et contra predicta uel aliquod predictorum, per se uel per alium, in judicio uel extra judicium, in posterum aliquatenus non venire, ne igitur de promissis aliqua possit calumpnia innouari. Nos ad preces eorundem fratrum, sigillum curie domini Gebennensis episcopi apponimus huic scripto de partium consensu confecto in testimonium veritatis. Datum gebennis anno domini m°. cc°. lx°. tercio, mense Januarii.

(Arch. Gen.)

81

1264, 23 Février. — *Acte constatant une communauté de biens meubles et immeubles entre deux beaux-frères.*

Uniuersis presentes litteras inspecturis Capitulum ecclesie Gebenn. rei geste memoriam con salute. Ad omnem noticiam volumus peruenire, quod Brunetus de Syernes et Villermus Thyoz sororius eius, homines nostri ligii, auctoritate et consensu nostro interueniente, conuenerunt in hunc modum, quod omnia et singula que hiidem Brunetus et Villermus in presenti habent vel habituri sunt in futuro mobilia et immobilia et se mouencia, quocunque nomine censeantur per se vel per alium communiter vel diuisim communia sint utriusque et communiter teneant. Et possideant, utantur equaliter, et fruantur tanquam fratres pro indiuiso uniuersa et singula possidentes, et alter in alterum transfert dominium sue rei, et alter pro altero se constituit possidere. Inter quos huiusmodi condicio intercessit quod si alterum ipsorum sine legitimo herede contingeret decedere ad superstitem uniuersa et singula sicut predictum est remanerent. Vult tamen et ordinat Villermus Thyoz supradictus quod si absque legitimo herede a seculo migrauerit, alter qui superstiterit vel ad quem

bona sua deuoluentur, nobis et successoribus nostris imperpetuum soluat duodecim denarios annuales. Si vero predicti sororii in vita sua vellent diuidere bona sua, omnia et singula que tempore diuisionis haberent per medium sibi ad inuicem pertirentur, non obstante quod alter altero plures haberet heredes, vel quod alter haberet heredem alter esset sine herede, vel quod alter altero plus contulerit in communi. Et hec omnia et singula sicut superius sunt expressa jurauerunt tactis sanctis euangeliis dicti Brunetus et Villermus attendere et seruare. Renunciantes expresse per idem iuramentum in hoc facto omni exceptioni doli et in factum et omni auxilio et consilio, canonici iuro et ciuili sibi competenti vel in posterum competituro contra predicta vel alterum predictorum. In cuius rei testimonium sigillum nostrum presentibus dussimus apponendum. Datum vii°. Cal. Marcii a°. d¹. m°. cc°. lx°. tercio.

(Arch. Gen.)

82

1264, 31 Mars. — *Vente par Pontia dite Lauraz et ses enfants, aux Frères prêcheurs, d'une pièce de terre en Palais.*

Nos Officialis . . . . . quod Pontia dicta lauraz de Gebenn. Petrus, Stephanus, Johannes et Johanneta, filii dicte Pontie, in nostra presencia constituti . . . . vendunt . . . . quandam peciam terre sitam in palacio Gebenn. fratribus predicatoribus de Gebenn. jacentem inter terram quam tenet Petrus S. Germani Gebenn. ex una parte et terram predictorum fratrum predicatorum a tribus partibus ex altera, pro quatuor libr. et quinque solidis Gebenn. . . . . Datum A. D. m°. cc°. lx°. tercio, pridie Kal. Aprilis.

(Arch. Gen.)

83

1264, 12 Juillet. — *Testament d'Anselme Villars.*

In nomine patris et filii et spiritus sancti, Amen. Anno domini m°. cc°. lx°. quarto. In ebdomada pentechostes. Ego Anselmus Vilarii in bona et sana memoria constitutus, ne contentio posset oriri inter filios meos et heredes, videlicet Petrum, Stephanum, Hugonem et Agnetam, super hereditate mea diuidenda, de rebus meis et ad me pertinentibus quoque modo dispono et ordino in hunc modum. In primis do et assigno stephano et hugoni filiis meis, pro portione hereditaria sibi contingente, domum meam sitam in parrochia sancte marie noue juxta domum iohannis cellarii, et vineam meam sitam inter duas vias per quas itur a gebennis versus quercum, inter vineam que fuit girardi de ripa et plantatam dicti petri filii mei. Item quoddam pratum ultra aruam situm iuxta pratum capellani sancti leodegarii et andree boemondi, de quo debentur quatuor denarii capitulo gebennensi. Petro vero filio meo primo genito do et assigno pro portione hereditaria sibi contingente, domum sitam in parrochia sancti germani que vocatur turris, cum casalibus ante et retro et in latere ipsius domi adherentibus. Item quoddam paruum casale juxta domum thome de ponte, et casale quod est iuxta dictam turrim quod tenet lombarda, de quo debentur xxij denarii. Item casale Rodulphi de capris. Item illud quod habeo et habere debeo in riuagio. Item duas posas terre quas habeo iuxta plantatam ipsius petri filii mei. Item terram quam habeo ultra rodanum iuxta et circa grangiam ipsius petri. Item censum et dominium que habeo in casali quod harbergaui tardio fratri domini bernardi de lancye presbiteri. Item pratum quod fuit dictorum fratrum bernardi et tardii. Item pratum quod teneo a leprosis. Item volo, ordino et precipio, quod si unus de dictis filiis meis decederet sine herede de uxore, uel intraret religionem, quod hereditas illius deuolueretur ad alios duos equaliter diuidenda, ita tamen quod posset facere elemosinam competentem. Item volo et precipio, quod dicti tres filii mei dent et assignent agnete filie mee, quando accipiet virum, pro dote et vestibus, pro portione hereditaria sibi contingente, quinquaginta libras gebenn. quas non debent sibi dare vel reddere quousque acceperit virum. Si vero dicta filia mea decc-

deret sine herede de marito proprio uel intraret religionem, dicte quinquaginta libre debent remanere dictis filiis meis communiter, ita tamen quod ipsa posset facere de ipsis elemosinam competentem. Item volo et precipio quod dicti filii mei dent singulis annis sexaginta solidos, videlicet quilibet viginti, dicte filie mee ad nutriendam ipsam, quousque acceperit virum vel intrauerit religionem et postea non. Residuum vero omnium bonorum meorum, de quibus non ordinaui, remaneat dictis tribus filiis meis in communi. Ita quod si unus decederet vel intraret religionem ad alios totum deuolueretur equaliter diuidendum, vel si duo, uni totum. Volo eciam et ordino quod dicti tres filii mei soluant elemosinas meas et debita, et clamores emendent. Hanc autem ordinationem feci in presentia fratris petri de vueju, Johannis boemondi canonici gebenn. et de consensu et voluntate expressa Johannete uxoris mee et Petri filii mei qui presentes fuerunt et jurauerunt super sancta dei euangelia, dicta iohanneta pro se et filiis suis Stephano et hugone et agneta filia sua, tamquam tutrix eorumdem, et petrus pro se, imperpetuum dictam ordinationem tenere et seruare, et contra non venire, per se vel per alium, in iudicio vel extra aliquo casu contingente. Et volo quod si aliquis de dictis filiis meis et filia veniret contra istam ordinationem, quod ipse non perciperet aliquam portionem sed deuolueretur ad alios vel illum qui teneret ipsam. Et nos dicti fratres petrus, Johannes boemondi, qui presentes fuimus, ad preces predictorum sigilla nostra una cum sigillo dicti Anselmi huic ordinacioni apposuimus. Datum iiij idus julii.

(Arch. Gen.)

84

1264, Juillet. — *Transaction entre le couvent de Satigny et le curé de Chevry.*

Nos frater Henricus diuina miseratione Episcopus gebenn. notum facimus uniuersis, quod cum contentio uerteretur inter priorem et conuentum ecclesie de Sateigneio ex parte una, et iohannem capellanum ecclesie de chiuriaco ex alia, super prouentubus quos in prefata Ecclesia de chiuriaco prefati canonici ratione personatus se habere asserebant,

tandem discretis uiris mediantibus, P. de poilleio decano de anamassia, magistro P. de Sateigneio, P. de sancto iorio Canonicis gebenn. et Girodo decano de Veillenay, fuit inter predictos taliter concorditer ordinatum, quod ipse iohannes et alii capellani qui pro tempore essent in ecclesia antedicta integre perciperent et haberent totam medietatem decimarum grossarum et minutarum acquisitarum et acquirendarum, denarium panis benedicti et uisitationis, primicias . . . . recepta omnia, quatuor denarios qui dantur pro sepulturis parvulorum, omnes candelas preter quam in tribus solempnitatibus omnium sanctorum, natiuitatis dominice et purificationis, et in omnibus aliis que veniunt uel uenire possunt ad prefatam Ecclesiam iure quocunque in decimis et aliis obuentionibus, haberent prefati prior et canonicus integre totam medietatem, hoc excepto quod Capellani dicte Ecclesie haberent integre omnes obuentiones quadragesime, sepulturis dumtaxat exceptis, que semper diuidentur equaliter inter ipsos. Cuius concordie et ordinationis auctoritatem prebuimus et consensum. Et in testimonium veritatis sigillum nostrum presentibus duximus apponendum. Datum et actum apud Gebennas, mense Julio, anno domini m°. cc°. sexagesimo quarto.

(Arch. Gen. P. H. N° 75.)

85

1264, Juillet. — *Vente par Michel de St-Germain, à son frère Pierre, de sa part dans l'hérédité paternelle.*

Nos Humbertus Officialis Curie Gebennensis. Notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis, quod in nostra presencia constitutus Michael filius quondam Willelmi de Sancto germano Gebenn. soluit, cedit et tradit titulo pure et perfecte venditionis petro de Sancto germano Gebenn. fratri suo et heredibus suis, pro triginta libris gebennensibus quas dictus Michael confitetur coram nobis se recepisse in pecunia numerata, quicquid iuris habet uel habere debet in hereditatè predicti Willelmi patris sui, promittens eidem petro per stipulationem quod eum uel heredes suos super dicta hereditate uel parte ipsius in iudicio uel extra nulla-

tenus molestabit. Facit et predictus Michael dicto petro et heredibus suis pactum reale et perpetuum, videlicet quod non impetet dictum petrum super dicta hereditate, nec ab eo, heredibus uel successoribus suis petet aliquid uel exiget nomine frareschie. Cedit et dicto petro, ex causa venditionis predicte, omnes actiones reales, personales et mixtas, sibi competentes in hereditate predicta. In predictis renunciat dictus Michael exceptioni non numerate pecunie, doli, in factum et omnibus exceptionibus et iuribus per que contra predicta posset aliquatenus se iuuare. Hec omnia iurauit tactis sacrosanctis euangeliis predictus Michael et Willelmus frater suus, de cuius consensu expresso predicta facta fuerunt, attendere et seruare. Testes autem vocati et rogati fuerunt Girodus tauelli, Hudricus de postella, ciues gebennenses, Jacobus de alingio clericus. In quorum testimonium sigillum curie domini Gebenn. Episcopi ad requisitionem partium predictarum presentibus duximus apponendum. Actum a°. d^i. m°. cc°. lx°. iiij°. mense Julii.

(Arch. Gen.)

86

1264, 14 Août. — *Cession du droit de racheter une redevance annuelle.*

Ego Iohannes mistralis de Crispinies et ego Remonda uxor eiusdem notum facimus universis presentem inspecturis quod nos damus inducias et relinquimus . . . . . hugoni de marlios et suis heredibus quod possit redimere a philippo de crispinier xv solid. de servicio que sunt de suo feodo quos debet p. de thorina annuatim, pro tali intragio quale a dicto philippo recepimus, tali conditione facta et conventa quod ego, dictus Iohannes mistralis et Remonda uxor mea, sive heredes mei, possimus ab eodem hugone et a suis dictos xv solid. pro eodem dicto intragio . . . poterimus siue a dicto philippo habere pacifice et quiete, siue redimere. In cuius rei testimonium preceptor domus hospitalis de claromonte, videlicet frater petrus de pellies miles, sigill. suum ad presentes litteras fecit presentibus apponi. Datum ix Kal. Sept. a°. m°. cc°. lx°. quarto.

(Arch. Turin, Prov. de Genevois, Paq. 10, Crepigny N° 1.)

87

1264, 2 Novembre. — ***Transaction au sujet du personat de l'église de St-Léger.***

Universis presentes litteras inspecturis. Frater Henricus dei permissione Gebenn. Episcopus salutem in domino sempiternam. Nouerit uniuersitas uestra quod cum inter venerabiles viros Capitulum ecclesie gebenn. et specialiter Petrum de cholaj, et Petrum de Sancto Jorio, concanonicos eiusdem Capituli, qui ecclesie sancti leodegarii in prebendis suis assignatum tenent et percipiunt personatum, ex una parte, et Willelmum capellanum eiusdem Ecclesie S. leodegarii ex altera, uerteretur controuersia super iure personatus et iure capellanie, tandem per amicabiles compositores, videlicet Aymonem sacristam et Girardum de Sancto Jorio canonicos gebenn. a partibus communiter electos, sopita est dicta controuersia in hunc modum, videlicet quod dimidia pars omnium oblationum, prouentuum et obuencionum prenominate ecclesie Sancti leodegarii, undecumque proueniant et quocumque nomine censeantur, sit et esse debeat personatus, et reliqua dimidia capellanie, excepta omni decima parrochie sancti leodegarii que ad solum capitulum dignoscitur pertinere. Et ita imperpetuum obseruetur. Hanc autem compositionem volunt, laudant et approbant ambe partes, et nos eidem ut realis sit non personalis et perpetuam obtinent firmitatem, consensum et auctoritatem nostram prestamus, eamque presentis scripti patrocinio confirmamus. In cuius rei testimonium sigillum nostrum una cum sigillo Capituli supradicti apponimus huic scripto. Actum gebenn. in crastino omnium sanctorum in capitulo generali. A°. D^i. m°. cc°. lx°. quarto.

(Arch. Gen. P. H. N° 76.)

88

1264, 5 Décembre. — *Ramus de Ternier et ses fils cèdent à St-Victor tous leurs droits sur Humbert d'Evordes.*

Universis . . . . Ramusius de ternie miles, Girardus, Petrus et Willelmus ejusdem Ramusii filii, salutem et memoriam rei geste. Ad omnium noticiam volumus pervenire quod nos omnes et singuli damus et concedimus in puram et perpetuam elemosinam Deo et altari S. Victoris Gebenn. quicquid juris, proprietatis, possessionis seu quasi possessionis habemus, seu habere possumus, vel nobis competit vel competere potest in Humberto desvordes et heredibus suis. Cedentes domui S. Victoris nomine altaris omnia jura omnesque actiones reales, personales et etiam mixtas que et quas habemus vel habere possumus, et nobis competunt vel competere possunt in dictum humbertum vel pro ipso humberto contra quascunque alias personas. Manumittimus siquidem, emancipamus, quittamus ac penitus relaxamus eundem humbertum et heredes ejus prout melius possumus, pro nobis et nostris, ab omni jure, potestate et dominio nostro, usu et usagio, servicio et exactione que in ipso et heredibus suis habere vel exigere possemus, juste vel injuste, in presenti vel in futuro. Et etiam promittimus juramento ad sancta Dei evangelia prestito a quolibet nostrum, quod dictum humbertum vel heredes ejus deinceps non reclamabimus, nec in ipso aliquid percipiamus, nec etiam aliquo modo exigemus, per nos vel per interpositam personam. Supradicta vero omnia et singula, prout melius et sanius intelligi possunt et declarari, ad opus S. Victoris et dicti humberti per stipulationem et prestitum juramentum promittimus, pro nobis et heredibus nostris, attendere fideliter et in perpetuum observare, et in nullo contravenire. Renunciantes expresse quilibet nostrum pro se, exceptioni doli et in factum actioni, et juri dicenti filium familias non posse donare, contrahere, vel facere facta sua, et omni juri scripto et non scripto, nobis, vel alicui nostrum, vel nostris heredibus competenti vel in posterum competituro, contra dictum humbertum, vel heredes ejus, vel contra domum S. Victoris in hoc facto. Pro dicta siquidem manumissione et quittatione dicti humberti et heredum suorum, recepimus nos dictus Ramusius nomine nostro et P. et W. libe-

rorum nostrorum, sexaginta solidos, per manum sacriste S. Victoris, in bona pecunia numerata. Ut autem predicta perpetuam et inviolabilem roboris obtineant firmitatem, sigillo Curie Gebenn. Episcopi rogamus apponi huic scripto. Et nos dictus R. et ego G. predictus, sigilla nostra presentibus apponimus, una cum sigillo Curie memorate. Nos vero Officialis ejusdem Curie, sigillum ipsius Curie ad preces dicti R. et filiorum ejus predictorum, presentibus apponimus in testimonium veritatis. Datum A. D. m°. cc°. lx°. quarto. non. Decembris.

(Arch. Gen.)

89

1265, 5 Mai. — *Bulle du pape Clément IV prononçant l'excommunication contre ceux qui persécutent les Frères prêcheurs.*

Nos officialis curie Gebenn. notum facimus uniuersis quod nos vidimus, perlegimus et diligenter inspeximus licteras Domini Clementis pape quarti, rite bullatas, nec cancellatas, nec abolitas, nec in aliqua sui parte viciatas, quarum tenor talis est. Clemens episcopus seruus seruorum Dei, dilectis filiis, magistro, presbiteribus et fratribus uniuersis ordinis fratrum predicatorum, salutem et apostolicam benedictionem. In quibusdam locis aliquando illas prout accepimus persecuciones et angustias substinetis ut vix sit vobis possibile, quod ibidem conditori omnium valeatis prout cupitis deuotum impendere famulatum. Huic est quod nos vestre prouidere quieti ac malignorum maliciis obuiare volentes, ut nullus de cetero ecclesias aut loca vestra ausu temerario presumat infringere, aut in illis violentiam damnabilem exercere, auctoritate presentium districius inhibemus illi vere qui diuini post posito timore nominis secus facere presumserunt imperfecto sententiam excommunicationis incurrant, a qua non possint absolui, nisi per eamdem apostolicam vel per conseruatores ab ea uobis aut eidem ordini deputatos. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre inhibitionis infringere uel ei ausu temerario contra ire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit indignationem omnipotentis Dei et beatorum petri et pauli apostolorum eius se nouerit incur-

surum. Datum perusii, vii°. die Maii, pontificatus nostri anno primo. In cuius rei testimonium nos predictus officialis sigillum dicte curie gebenn. presenti littere duximus apponendum. Datum Gebenn. anno Domini m°. cc°. lxx°. viii°. in capite ieiunii.

(Arch. Gen. P. H. N° 88.)

90

1265, 15 Mai, — *Sentence arbitrale prononcée sur les contestations existant entre Michel et Pierre de St-Germain au sujet de la succession de leur père Willelme.*

Nos Girodus tauelli, petrus baz, petrus dictus Sauers ciues Gebenn. et petrus dictus magister de fernay, notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis, quod cum contentio verteretur inter Michaelem de sancto Germano et petrum fratrem suum, ciues gebennenses, super quod dictus Michael petebat a dicto petro quod faceret sibi diuisionem et redderet partem suam de bonis suis tam paternis quam aliunde acquisitis, tandem dicti fratres super contentione predicta compromiserunt in nos tanquam in arbitros, arbitratores, ordinatores seu amicabiles compositores, prestitis ad sancta dei euangelia iuramentis, super dicta contentione, dictum, arbitrium et ordinationem nostram alte et basse attendere bona fide. Nos autem audita petitione dicti Michaelis, et responsione petri fratris sui, arbitrium, dictum et ordinationem nostram protulimus in hunc modum, quod dictus petrus det Michaelo fratri suo terciam partem tocius hereditatis Willelmi de Sancto germano patris eorum, his exceptis, videlicet eo iure, ea possessione, quod et quam idem petrus habet in furno sancti germani gebenn. possessionibus, terris, vineis, censibus et rebus aliis quas pater dictorum fratrum habebat uel habere debebat in Villa de Saconay lo petit. Que omnia Willelmus de sancto germano pater dictorum fratrum donauit eidem petro in auantagium quando contraxit matrimonium cum contesson nunc uxore sua, de quibus idem petrus dicto Michaeli diuisionem aliquam facere non tenetur, eidem debent precipua remanere. Item ordinamus quod iaquetus, clericus, frater dictorum petri et Michaelis,

qui nunc est extra dyocesim gebennensem, habeat portionem sibi contingentem, nomine frareschie sue in tercia parte Michaelis, fratris sui predicti. Item diximus et ordinauimus quod dictus Michael de portione dictum iaquetum contingente, quamdiu idem iaquetus erit absens, nichil possit vendere, obligare, dare, permutare uel alienare alio modo, nisi de expresso consensu petri fratris sui. Ordinamus quod idem petrus dimittat et quitet Michaeli fratri suo triginta libras gebennenses, in quibus dictus Michael obligatus erat et tenebatur ei pro solutione clamorum et emendatorum Willelmi de Sancto Germano patris dictorum fratrum. Preterea ordinamus pro bono pacis quod dictus petrus det ultra omnia predicta Michaeli fratri suo viginti libras gebennenses. Ordinationem siquidem predictam precipimus per sacramenta prestita a partibus inuiolabiliter obseruari. Et partes predicte presenti ordinationi nostre prolate consenserunt, promittentes eam inuiolabiliter obseruare. In quorum testimonium nos predicti arbitri, videlicet Girodus tauelli et petrus baz, pro nobis et coarbitris nostris predictis, sigilla nostra et nos Officialis curie Gebenn. sigillum curie predicte ad requisitionem partium et arbitrorum predictorum, recognoscentium et confitentium coram nobis omnia predicta vera esse, presentibus litteris duximus apponenda. Datum die crastina post ascensionem domini. a°. d^{i}. m°. cc°. lx°. quinto.

(Arch. Gen.)

91

1265, 26 Mai. — *Acensement fait par Willelme de Champvent, prieur de Satigny, des revenus du dit prieuré.*

Nos frater Henricus dei permissione Episcopus Gebenn. Notum facimus universis quod in nostra presencia personaliter constitutis venerabili viro D. Willelmo de chanuens priore sateigneyi, et girodo, petro et stephano, eisdem loci canonicis, prefatus Willelmus auctoritate nostra interueniente et consensu, dedit et concessit canonicis memoratis, ad firmam, seu ad censam, omnes fructus, prouentus et iura prefati prioratus, a crastino b. urbani usque ad quatuor annos continuos et completos, presentationibus

ecclesiarum et caducis a quinque solidis supra duntaxat exceptis, pro viginti et quinque libris gebenn. singulis annis, durante prefato termino eodem hiis terminis persoluendis, scilicet ad epiphaniam domini duodecim libr. et ad pascha tresdecim libr. Et promisit prefatus Willelmus dictos canonicos ab omni exactione et procuratione archiepiscopi, episcopi et decani, et a decima et centesima, que auctoritate sedis apostolice petitur et leuatur, et ab omnibus exactionibus et procurationibus que in posterum auctoritate dicte sedis vel eius legatorum peterentur, totaliter releuare. Prefati vero canonici promiserunt prestito iuramento prenominatum censum viginti et quinque librarum dicto Willelmo vel eius certo nuncio quilibet, pro rata ipsum contingente, reddere et soluere in terminis antedictis quatuor annis durantibus antedictis, salua remissione eisdem facienda ad arbitrium boni viri, si casus igneus, exercitus varius vel tempestas occurrerent vel obessent, et quociens dictus Willelmus ad locum adcedet antedictum per unum diem vel per duos, si voluerit, debent eidem dicti canonici et familie sue de hiis que in domo inuenientur ad sufficientiam necessariam ministrare. Item promiserunt dicti canonici, sub vi prestiti iuramenti, domum de Sateigne fideliter regere et tenere durante termino supradicto et omnia alia honera dicte domus suffertare, et ipsam domum finito predicto termino dicto priori reddere in statu in quo est consimili vel etiam meliori, et liberam ab omni honere debitorum. Status is est. In dicta domo sunt viginti quinque iugera frumenti et totidem auene, vinee sunt totaliter fodiende. In cuius rei testimonium sigillum nostrum una cum sigillo dicti prioris ad preces et requisitionem predictorum presentibus duximus apponendum. Datum in crastino b. urbani. A. D. m°. cc°. sexagesimo quinto.

(Arch. Gen.)

93

1265, 13 Juin. *Enquête et sentence prononcée par l'auditeur des causes du comte Pierre de Savoie, sur des plaintes portées par l'abbé et le couvent de Bonmont au sujet de pâturages.*

Cum causa verteretur coram nobis magistro P. de Soleriis, auditore causarum Domini P. Comitis Sabaudie in Gebenn., inter Abbatem et

conventum Bonimontis ex una parte, et P. Salins et consortes suos, videlicet . . . . ex altera, super peticione que sequitur. — Coram nobis Domino magistro P. de Solerie, dicet et proponit Abbas Bonimontis . . . nomine suo et conventus sui, contra Joh. de poiseor . . . quod cum dicti Abbas et conventus . . . . . essent in pacifica possessione chalmium sive alpium de brunai, de elenchi, de la sechi, et medietatis chalmis de forinas et easdem chalmes sive alpes cum fructibus suis possedissent a triginta annis circa, dicti homines . . . . violenter turbaverunt eisdem Abbati et conventui possessionem predictam, pascendo contra voluntatem dictorum Abbatis et conventus in dictis chalmibus sive alpibus animalia sua, et edificando de novo domum in chalme de brunai, in injuriam et prejudicium dictorum Abbatis et conventus. Quare petit idem Abbas . . . dictam injuriam, quam extimat triginta lib. geb. sibi emendari, et petit dictum edificium removeri, et dictos homines universos et singulos per vos, D. Judex, sentencia leviter contempnari, ne de cetero applicent sive pascant animalia sua in chalmibus sive alpibus supradictis. Dicet etiam idem Abbas . . . contra dictos homines . . . quod idem homines venientes cum armis, violenter intraverunt grangiam de Chiseray, et ceperunt ibidem animalia dictorum Abbatis et conventus et in injuriam et contemptum eorumdem, quam injuriam . . . . extimat . . . quadraginta lib. geb., in quibus petit eosdem homines per vos sibi sententialiter contempnari. Supra autem petit salvo jure mutandi, addendi et corrigendi, et salvo sibi in omnibus beneficio juris, protestans de expensis . . . et quod non astringit se ad omnia probanda, set ad ea tantum que sufficere debeant ad obtinendum. — Tandem die jovis post purificationem B. Marie A. D. millesimo ducentesimo sexagesimo quarto, P. Salins et consortes sui . . . excipiendo proposuerunt contra petitionem Abbatis . . . quod super hiis que continentur in petitione ipsorum, de voluntate Abbatis et conventus et eorumdem hominum fuit facta inquisitio per D. Ste. de feugeriis tunc Ballivum, et ipse Ballivus, post inquisitionem factam, dixit quod inveniret jus hominum predictorum in predictis, et jussit et precepit quod uterentur ut alias usi fuerunt de predictis, et animalia sua et ea que haberent emendata pascerent in dictis pascuis et non alia. Abbas vero et conventus sua propria animalia et commendata pascerent in pascuis supradictis, et non alia ... — Pars autem Abbatis et conventus confitetur inquisitionem fuisse factam de consensu eorum . . . . Juratum fuit de calumpnia hinc et inde, videlicet pro parte Abbatis . . . ipso Abbate presente et precipiente, juravit

Anselmus porterius bonimontis, et de inquisitione idem dictum fuit post quod ante de dicto et precepto Ballivi, dixit post juramentum dictus porterius quod dictus Ballivus jusserat et preceperat ut dictum est : tamen post inquisitionem factam, antequam aliud diceret dictus Ballivus, vel dictos homines investiret, vel preceptum aliquod faceret, investivaret auctoritate predicte inquisitionis dictos Abbatem et conventum de predictis contentis in petitione predicta cum suis pertinenciis, quod negaverunt homines supradicti . . . — Demum die Mercurii post festum B. Mathie apostoli assignata ad probandum negata ex parte Abbatis et conventus, ex parte ipsorum Abbatis et conventus fuerunt testes super hoc producti et diligenter examinati, et eorum attestationes postea, de consensu partium, publicate. — Die autem assignata ad interloquendum et pronunciandum, partibus presentibus et cum instantiam . . . pronunciationem petentibus, nos predictus magister P. in nomine Jesu Christi amen, pronunciamus inquisitionem propositam fuisse factam per dictum Ste. de feugeriis tunc Ballivum de voluntate et consensu Abbatis et conventus Bonimontis et de voluntate hominum de Gimez, et dictos homines per dictam inquisitionem fuisse investitos usu pascendi animalia sua in alpibus contentis in petitione Abbatis et conventus predictorum sacerdotum modum quem proposuerunt homines supradicti. — Item pronunciamus dictos Abbatem et conventum auctoritate inquisitionis predicte fuisse investitos de alpibus contentis in petitione ipsorum Abbatis et conventus. Datum die Sabbati post festum B. Barnabe apostoli, A. D. m°. cc°. lx°. quinto.

(Arch. Laus. Reg. cop. du Baill. de Bonmont, I, N° 73.)

92

1265, 6 Juillet. — *Jean Chavannes, citoyen de Genève, traite avec le curé de St-Léger au sujet de diverses censes.*

Nos Officialis Gebenn. Notum facimus quod coram nobis constitutus Joh. Chavanaz, civis Gebenn. asseptavit et assignavit sex denarios censuales quos

Dogneta mater sua dederat ecclesie S. Nicholay pontis Araris, ad opus luminarii ejusdem ecclesie, super quodam prato quod tenet Vldricus Renaz de Vullinay ab ipso Johanne et Nicoleto fratre suo clerico, sub annuo censu duodecim den., quod pratum ad ipsos pertinet jure hereditario, quod dicitur pratum de Cleuy . . . Item idem Johannes . . . vendit . . . Willelmo capellano ecclesie S. Nicholay et S. Leodegarii, nomine ecclesie S. Leodegarii, et Rectoribus ejusdem ecclesie, alios sex den. censuales quos habet . . . in dicto prato de Vullinay in quibus nichil percipiat personatus ejusdem ecclesie S. Leodegarii. Quorum duodecim den. se devestivit, et eorum possessione et dominio predictus Joh. dictum capellanum corporaliter investivit nomine ecclesiarum predictarum . . . . Item dictus Joh. solvit et quittat imperpetuum ecclesie S. Leodegarii . . . omne jus quod habet . . . . in quodam casali sito apud Carrogium . . . . in quibus sunt nuces, de quibus quedam pars nucum cadit super dicto casali, et dictus capellanus dedit in abergamentum dicto Johanni ad vitam suam dictum casale pro duo den. annuatim solvendis dicto capellano nomine dicte ecclesie cui fecit dictam quittacionem . . . . et post decessum ipsius Johannis ad dictam ecclesiam libere et quiete revertatur . . . . . Datum pridie nonas Julii A. D. m°. cc°. lx°. quinto.

(Arch. Gen. Reg. eccl. S. Leodeg. f° 10.)

94

1266, Mars. — *Jean Brigeys renonce en faveur de l'évêque Henri aux droits qu'il prétendait avoir sur les hommes d'Etable et sur leurs ténements.*

Nos Henricus humilis abbas de Syz notum facimus . . . quod Johannes brigeys in nostra presentia constitutus, sciens, prudens et spontaneus, omne jus et querellam et actionem, quod et quas habebat et habere poterat quoquo modo in hominibus de establu, in rebus et in tenementis ipsorum quibuscumque, quitat, dat, guerpit in perpetuum R. in christo patri D. Henrico Dei gratia Gebenn. Episcopo, de cuius feodo, ut dictus Johannes asserit, res predicte esse dignoscuntur. Hanc autem quittationem, donationem et guerpitionem Guillerma uxor dicti Johannis, et Jaquetus filius

eorumdem, laudant et approbant, gratam habent et acceptam, promittentes per juramentum super sancta Dei euangelia corporaliter prestitum in nostra presentia, dicti Joh., Guillelma et Jaquetus filius eorumdem, huiusmodo quittationem, donationem, guerpitionem in perpetuum firmiter ac inuiolabiliter obseruare ... Pro quittatione vero supradicta dictus Joh. confitetur se recepisse et habuisse ab executoribus Domini Ay. venerabilis quondam Gebenn. Episcopi in Christo patris, trigintasol. Gebenn., et a supradicto D. Henrico nunc Episcopo Gebenn. lx. sol. Gebenn. Confitetur et enim dictus Johannes quod petrus de bucugnie pater suus, predictos de establu cum omnibus suis tenementis supradicto D. Aymoni quondam Gebenn. Episcopo tanquam domino vero feodi pignori obligauerat pro xvj. lib. geb., quas idem p. pater dicti Joh. a dicto D. Ay. receperat in pecunia numerata. Renunciant ... In quorum omnium testimonium ... Datum A. D. m°. cc°. lxv°. mense Marcii.

(Arch. Gen. L. Salaz, N° 24.)

95

1266, 5 Mai. — *Sentence arbitrale rendue entre frère Henri, évêque de Genève et prieur de St-Victor, d'une part, et Girard de Ternier, damoiseau, d'autre part, au sujet des torts causés par celui-ci à l'église de Genève et au dit prieuré.*

Nouerint uniuersi presentem litteram visuri siue audituri, quod cum inter Venerabilem fratrem Henricum dei gratia Gebenn. Episcopum et Priorem Sancti Victoris ex una parte, et Girardum de Ternie domicellum ex altera, verteretur discordia super diversis iniuriis, dampnis ac forefactis, eidem domino Episcopo in terra sua et in terra Sancti victoris et in sibi subditis sacerdotibus et clericis a domino girardo illatis et factis in predis animalium, domorum incendiis et jacturis, nec non in hominum occisione nefaria, captione, redemptione ac spoliis eorumdem, ac etiam in sacerdotum et clericorum detestabili captione, detentione, spoliatione et redemptione multimoda et frequenti. Tandem partes de bone pacis meditantes, in nos, p. de pollie canonicum gebenn., et Cononem incu-

ratum ecclesie de viueis, a prefato domino Episcopo, et in nos G. de Lullie et hugonem de confignum, milites, a domino G. domicello, electos, et in fratrem P. de Bogio insuper, ab utraque parte communiter electum, tanquam arbitros, arbitratores seu amicabiles compositores, unanimiter compromiserunt super predictis omnibus, et super aliis quas inuicem habuerunt vel habere poterant usque nunc, controuersiis et querelis. Iuramento a domino G. super Sancta dei euang. corporaliter, et a dicto domino Episcopo in verbo veritatis prestito coram nobis, promittentes nobis stipulantibus super omnibus et singulis premissis controuersiis et querelis stare alte et basse dicto nostro, qualitercunque super hiis ordinando, arbitrando, diffiniendo, componendo siue transigendo pronunciaremus pro nostre libito voluntatis. Nos autem dictum compromissum in nos suscipientes, auditis utriusque partis petitionibus et responsionibus, eorumque rationibus plenius intellectis, habita super hiis deliberatione, peritorum usi consilio, dicimus et pronunciamus unanimes et concordes, quod inter partes pax et concordia sit deinceps firmiter, et inuiolabiliter perpetuo conseruetur. Et dictus girardus, pro iniuriarum, dampnorum ac forefactorum predictorum dominum Episcopum contingentium satisfactione et emenda, eidem domino Episcopo pro se et successoribus suis Episcopis recipienti, filium suum primogenitum, vel alium superstitem si primus decesserit, hominem ligium, salua unius fidelitate domini, reddat, conferat et statuat, cuius filii vice et nomine, idem girardus incontinenti faciat homagium domino Episcopo supradicto, eique sicut ligius, saluo uno domino, seruiat et sequatur, donec filius suus ad etatem legitimam perveniens, dictum homagium personaliter faciat dicto domino Episcopo, eique seruiat et sequatur. Item dictus girardus a prefato domino Episcopo sex libratas terre sui proprii allodii, si ad presens habet vel quam primum habere poterit, accipiet in feodum, et ei assetet pacifice et assignet. Quod feodum ab eodem domino Episcopo suisque successoribus teneri debeat in perpetuum et etiam recognosci. Promittatque dominus girardus, juret et obliget se et sua, quod satisfaciet domui Sancti Victoris de dampnis eidem illatis ab ipso et complicibus suis ad arbitrium unius prudentis ex parte domus Sancti Victoris, et alterius prudentis ex parte domini girardi eligendorum, et fratris petri de bogio ordinis fratrum minorum de super electi communiter ab eisdem, cuiusmodi electio et arbitrium infra festum proximam natiuitatis beati Johannis baptiste pronunciari debeat, et executioni etiam mandari. Item prefatus girardus teneatur, promittat et jurando abstringatur domino Episcopo et

ecclesie Gebenn. et ecclesie Sancti Victoris in omnibus et contra omnes, excepto domino suo ligio, prestare patrocinium, consilium et juuamen, nec contra ipsos, nec contra ecclesiam aliquam vel personam ecclesiasticam in gebenn. diocesi constitutam, aliquid iniuriose de cetero attentare, sed eos pro posse suo ad honorem Dei et emendam commissorum, deffendere et gardare, et quicquid de rebus ecclesiarum vel personarum ecclesiasticarum et domini Episcopi vel hominum suorum, idem girardus habet per se vel per alium, vel penes eum, vel ad mandatum eius depositum, commodatum vel precario concessum poterit inueniri, restituere et reddere sine mora. Et si quid ab eodem girardo de predictis rebus venditum, vel alio modo distractum inueniatur, pro eodem precio quod dominus girardus vel alius pro ipso inde receperit rediberi valeat et etiam vendicari et contradictores et detentores per censuram ecclesiasticam coherceri, Gardas quoque, guidagia et conducta quas et que memoratus girardus recepit in terra domini Episcopi memorati et in terra Sancti Victoris vel alibi in rebus vel personis ecclesiasticis juret dimittere, soluere et quittare, nec aliquid tale vel simile de cetero accipere vel tenere. Et pro huiusmodi satisfactione et emenda dominus girardus a domino pronominato Episcopo et priore Sancti Victoris de uniuersis et singulis controuersiis et querelis eundem Episcopum contingentibus liberatus sit dictus girardus, quitatus penitus et solutus. Idemque girardus eundem dominum Episcopum et ecclesiam gebenn. et ecclesiam Sancti Victoris de omnibus similiter controuersiis, actionibus et querelis, quas usque nunc ex retroactis temporibus habuit vel habere posset contra ipsos communiter vel singulariter, quitet, liberet et absoluet. Et idem dominus Episcopus eundem girardum et coadiutores eius ab omnibus sententiis in ipsos ab eodem latis pro dampnis, forefactis et iniuriis supradictis ipsum et ecclesiam Sancti Victoris eorumque homines contingentibus, absoluat, si auctoritate sua potest absoluere, et absolutos publice faciat munciari. Hanc autem compositionem, pacem, diffinitionem, ordinationem sine transactionem in partium presentia recitatam, prenominatus dominus Episcopus et prior et girardus acceptant, laudant, approbant, et etiam ratam habent. Promittentes sub prestitis ab eisdem superius juramentis, se predicta omnia et singula, prout superius sunt expressa, tenere firmiter, adimplere fideliter et inuiolabiliter obseruare et contra predicta vel aliquod predictorum, per se vel per alium seu alios, facto, verbo vel consensu vel modo alio, in judicio vel extra judicium non venire. Et pro hiis predictis uniuersis et singulis attendendis, adimplendis et integre obseruandis, sepedictus girardus sciens

et prudens, in nostra presentia constitutus, se et heredes suos et omnia bona sua mobilia et immobilia, presentia et futura, habita et habenda, domino Episcopo et priori predicto presenti et recipienti, pro se et suis successoribus Episcopis et prioribus, obligat in solidum et etiam ypothecat. Renuncians juribus dicentibus generalem obligationem non valere nisi precesserit specialis. Actum est hoc in vigilia Ascensionis domini, in palays gebenn. prope pontem arue, testibus infra scriptis presentibus ad hoc rogatis et vocatis, scilicet Aymone decano anassiaci, Girodo decano alingii, Girodo decano de vuillenay, Petro decano rumilliaci, Humberto officiali curie Gebenn. Willelmo dardelli, Raymundo de thori, canonicis gebenn. Johanne Regis, Johanne de Versenay, clericis, et aliis pluribus fide dignis. Ad maiorem vero certitudinem nos supradicti compromissarii, scilicet petrus de pollie decanus anamassie, Cono incuratus ecclesie de viueis, frater petrus de bogio ordinis fratrum minorum, Hugo de confignon miles, sigilla nostra, et nos girardus de Lullie miles sigillum Aymonis decani anassiaci, presentibus litteris duximus apponendum. Datum in dicta vigilia anno domini m°. cc°. sexagesimo sexto.

(Arch. Gen.)

98

1266, 18 Mai. — *Donation faite par Maurice, curé de St-Marie-la-neuve, à Willelme son clerc, de divers cens et fonds de terre.*

Noverint universi presentes litteras inspecturi, quod ego Mauritius capellanus sancte marie nove civitatis gebennensis, Willelmo clerico meo benemerito, in remunerationem servitii mihi ab ipso prestitum, de voluntate mea spontanea et libera, do, confero et concedo donatione inter vivos pura simplici et inrevocabili, absque omni retencione et conditione, denarium et duos solidos censuales, quos habeo in casali sito in burgo novo in descensu versus villam novam, quod casale tenet galiardus in abergamentum. Item do eidem clerico, eodem modo quo supra, quicquid iuris, proprietatis vel possessionis habeo vel habere possum in prato Varner sito subtus Lancie. Item cum ego diu est eidem clerico donatione inter vivos dederim et concesserim octo libras et usum et habitationem ad vitam suam in

casali meo sito in vico columpne, inter domum Petri put. et domum profilam, illam donationem presentis scripti patrocinio ratifico et confirmo. Hoc in speciali conventione deducens cum eodem intervenienti stipulatione sollempni, quod ille in dicto casali edificet et edificium illud totaliter cedat solo et remaneat in casali pro decem libris. Ita quod dictus clericus postquam edificaverit, in dicto casali et edificio percipiat et habeat decem et octo libras in universo, et quod idem clericus dictum casale cum edificio quandocunque voluit valeat vendere, pignori obligare, distrahere vel legare seu alio modo pro voluntate sua ordinare et facere usque ad decem et octo libras superius nominatas. De premissis omnibus et singulis me devestio et dictum clericum investio per pollicem de eisdem et in possessionem eum induci facio corporalem, proprietate et dominio eorumdem in ipsum liberaliter translatis et plenius conservatis, cedoque eidem clerico omne jus et omnem actionem realem, personalem, et etiam mixtam que mihi competunt ut possent competere in eisdem, non obstante aliquo testamento donatione sive ordinatione a me factis et faciendis que vollem donationi et conventioni huiusmodi preiuditium generare. Sed volo quod dictus Willelmus dictas decem octo libras percipiat et habeat sine contradictione aliqua et querela. Ne qua de predictis posset in posterum calumpnia suboriri, mandari ea facio huic scripto et sigillo curie domini gebennensis episcopi una cum sigillo meo rogo et facio sigillari. Nos autem humbertus officialis curie supradicte, sigillum ipsum una cum sigillo eiusdem capellani ad preces utriusque partis, premissis omnibus coram nobis solempniter actis, presenti scripto apponimus in testimonium veritatis. Datum. xv°. Calend. Junii. anno domini m°. cc°. lx°. sexto.

(Arch. Gen.)

97

1266, 23 Mai. — *Engagement du nommé* Reviloz *comme novice à l'abbaye de Sixt.*

Anno ab incarnatione domini m°. cc°. lx°. vi°. x°. Kal. junij, scripsimus quod reuiloz nouicius iurauit supra sancta dei euangelia et supra sanctas

reliquias in ecclesia positas supra altare coram nobis Henrico abbate, circumstante toto conuentu, quod ipse per spatium vii annorum inscriptorum commoretur, ita tamen quod ipse nec alius pro eo infra dictum terminum a nobis aliquid requirere posset, et expleto dicto termino, si nos manemus et probabiliter cognoscemus in eo sui emendationem et profectum domus nostre in nostra circa ipsum requirendi voluntate. Iurauit nec aliquod nobis dampnum inferre nec demolire, nec personis neque rebus nostris, nec intus nec foris, sed pro posse suo defendere et si ferre illud dampnum sciret nobis notificaret et si malum aliquod nobis facere presumeret. Super eius eodem dicto iuramento nobis pepigit tenenda hostagia donec ipsum malum siue dampnum nobis fuerit integre restitutum. Hoc ipsum martinus de samuins test. . .

(Obituaire de Sixt, appartenant à M. Auguste Turrettini. — Cette charte, très-effacée et d'une lecture difficile, a été déchiffrée par M. Sordet, ancien archiviste de Genève.)

98

1266, Mai. — *Sentence arbitrale rendue entre Henri, évêque de Genève et prieur de St-Victor, d'une part, et Jean de Troinex, d'autre part, au sujet des torts causés par celui-ci aux églises de Genève et de St-Victor.*

Nos frater petrus de bogio ordinis fratrum minorum, Petrus de pollie canonicus gebenn. et decanus anamassie, Cono curatus de Viueys, et Girardus de lullie miles, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod cum discordia seu contentio verteretur, inter Reverendum in Christo patrem Dominum gebenn. Episcopum priorem Sancti Victoris ex una parte, et Johannem de Troynay ex altera, super diuersis iniuriis, dampnis, ac forefactis, quas et que idem Johannes eidem domino Episcopo et domui Sancti Victoris intulerat et fecerat minus juste, in predis animalium et domorum incendiis, nec non in hominum Sancti Victoris captionibus et exactionibus multimodis et diuersis, et etiam in sacerdotes et clericos gebenn. et in capiendo, spoliando, et enormiter pertractando, que dampna et quas iniurias dictus D. Episcopus et prior Sancti Victoris nomine suo et nomine ecclesie Sancti Victoris extimat

centum libras. Tandem post multos . . . . . habitos hinc, et inde idem D. Episcopus pro se et ecclesia Sancti Victoris et dictus Johannes pro se et suis compromiserunt in nos quatuor, tanquam in arbitros arbitratores seu amicabiles compositores, promittentes nobis stipulantibus, dictus Episcopus bona fide prò se et dicto prioratu, et dictus Johannes pro se et suis heredibus per iuramentum super sancta dei euangelia corporaliter prestitum, et sub obligatione omnium bonorum suorum mobilium et inmobilium habitorum et habendorum, tenere alte et basse et inuiolabiliter obseruare, et facere obseruari, et in contrarium per se vel per alium aliquo modo non venire, quicquid nos quatuor concorditer super iniuriis, dampnis ac forefactis supradictis duximus ordinandum, arbitrandum vel etiam declarandum, compositione vel justitia mediante. Nos autem pro bono pacis dictum compromissum in nos suscipientes, auditis et intellectis quod partes proponere voluerunt, habita super hiis deliberatione, communicato peritorum consilio, partes ad pacem et concordiam reducentes, arbitrando, componendo, diffiniendo siue ordinando, dicimus et pronunciamus quod predictus Johannes de troynay in recompensationem, satisfactionem et emendam iniuriarum, dampnorum ac forefactorum predictorum, det et soluat D. Episcopo supradicto nomine ecclesie Sancti Victoris, sex viginti libras gebenn. cum quatuor libris, quas dicitur assignasse girodo de liurons, monacho eiusdem loci, pro emenda grangie sita . . . . . Idem Johannes coram nobis . . . . . pignori obliget et obligando tradat titulo pignoris ypothece, siue gagerie, D. Episcopo supradicto priori Sancti Victoris, nomine prioratus recipientis, dimidiam arbergi quod fuit D. Petri de troynay quondam militis, quam dimidiam dictus Johannes recognoscit sibi fuisse datam a domo Sancti Victoris in beneficio personali, et quicquid idem Johannes habet, tenet, vel possidet, vel amoudricus quondam pater suus habuit, tenuit vel possedit infra parochiam de troynay et specialiter intra terminos infra scriptos, videlicet a fontana moreta usque ad petram magnam, et ab eadem petra usque ad fontem tempenat, et ab eodem fonte usque ad quercum de moye, et ab eodem quercu usque ad crosas arue, et quicquid in terminis predictis circumscribitur vel signatur, que singula et uniuersa prout superius sunt notata, de puro feudo Sancti Victoris esse debere noscuntur, prout nobis, tam per famam quam per eius Johannis confessionem et quatuor testium fide dignorum, de consensu et voluntate dicti Johannis promittentis coram nobis et jurantis confessioni eorumdem testium super hiis stare et credere productorum, et a nobis legaliter

receptorum constat et certum est euidenter. Et sic prior et monachi Sancti Victoris supradictam dimidiam arbergi et alia omnia que superius adnotantur, pro quadraginta quatuor libris Gebenn. in uniuerso teneant et habeant pignori obligata, et post descessum dicti Johannis eisdem priori et monachis Sancti Victoris quiete et libere remaneant omnia et singula supradicta. Itaque per factum ipsius Johannis nec per heredes siue successores ipsius, nichil possit querelari vel exhigi in predictis vel aliquo predictorum, sed in solidum cedant et redeant dictis priori et monachis pacifice et quiete. Ne qua igitur super premissis possit in posterum calumpnia suboriri, mandari ea facimus huic scripto, et ad preces utriusque partis et requisitionem sigillorum nostrorum munimine roborari. Datum mense maii. a°. d^i. m°. cc°. lx°. sexto.

(Arch. Gen.)

99

1266, 20 Juillet. — *Vente faite à l'évêque Henri du nommé Pierre de Colonges, ses enfants et ses neveux, avec leurs abergements et ténements.*

Nos Capitulum Gebenn. et Henricus humilis Abbas de Syz, Notum . . . . . quod . . . . constitutus petrus filius quondam D. Garini de Vyu militis . . . . de voluntate et expresso consensu Remondi de Vyu clerici fratris sui, vendit . . . Domino H. Episcopo gebenn. precio quadraginta libr. gebenn. petrum de colonges, cum liberis suis et nepotibus suis filiis quondam Vuillelmi de colonges fratris dicti petri, et albergamenta dictorum petri et Willelmi fratrum, cum terris, pratis, domibus et possessionibus et juribus et terragiis dictorum hominum et albergamentorum suorum et pertinentiis quocumque loco sitis . . . Item vendit sub precio supradicto prefato D. Episcopo quatuor solidos censuales super tenemento de taconay quod tenet Jacobus de quarru . . . Item vendit sub predicto precio prefato D. Episcopo vj. solidos et viij d. censuales quos humbertus de colonges faber debebat eidem super tenemento quod tenebat ab eodem. Item vendit idem petrus eidem D. Episcopo ix. sol. censuales quos debebat

eidem Guillelmus fayset pro quodam campo quinque posarum sito inter Vyu et villam, et pro campo de petris quod idem Guillelmus tenebat ab eodem. Deuestit autem se dictus petrus venditor coram nobis de rebus supradictis venditis . . . et predictum D. Episcopum inuestit plenarie et corporaliter de eisdem, confitendo precium dicte venditionis sibi solutum fuisse totaliter . . . Hanc vero venditionem et inuestituram, Reymondus clericus frater dicti venditoris coram nobis laudat et approbat, gratam habet et acceptam. Promittentes . . . dictam venditionem . . . firmiter obseruare . . . . . nec alicui contravenire volenti consentire, imo si quis predictum D. Episcopum super dictis rebus venditis in toto vel in parte molestaret aut in causam traheret, ipse venditor pro eo se opponeret et ad justitiam responderet, predictum D. Episcopum et suos super hoc indempnes penitus obseruando. Confitentur siquidem dicti fratres quod omnia et singula supradicta vendita sunt de feodo D. Episcopi. Renunciant . . . . Datum die Martis ante festum B. Marie Magdalenes, A. D. m°. cc°. lxvj°.

(Arch. Gen. L. Salaz N° 13.)

100

1266, Août. — *Echange entre frère Henri, évêque de Genève, et Boson, fils de feu G. métral de Jussy.*

Nos frater Henricus diuina miseratione Episcopus Gebenn. et Boso filius quondam G. mistralis de Jussye, Notum facimus . . . quod nos permutationem contrahimus in hunc modum, videlicet quod dictus Boso dicto D. Episcopo . . . do et trado nomine permutationis perpetue vineam meam sitam retro et circa castrum de Jussie, inter vineam que dicitur Clausum Episcopi ex una parte, careriam don mourey ex altera, et do et trado nomine permutationis perpetue vineam quam tenebat rigauz, que sita est iuxta clausum et terram sauterii. Et nos predictus Episcopus eidem Bosoni permutando damus, tradimus et asetamus . . . xxv. solid. de redditu annuo in feodo de Cofygnon quod est apud Jussie. Item in albergo

petri constantini xij. solid. annui redditus, et in albergo Willelmi bernart v. solid. annui redditus, et in albergo danielis de iussie v. solid. et unum sestorium vini annui redditus. Ita tamen quod ista omnia supradicta remaneant de feodo nostro . . . . . Datum A. D. m°. cc°. lxvj. mense Augusti.

(Arch. Gen. L. Jussie N° 12.)

101

1266, 9 Septembre. — *Le prieur de Satigny en infeode les dimes au Vidomne du dit lieu.*

Nos Officialis Curie Gebenn. . . . quod in nostra presentia constitutus Petrus filius quondam D. Willelmi militis vicedomini de satignie, spontaneus . . . accipit et retinet in feudum a priore et canonicis de satignie totam portionem quam habet vel habere potest, vel sibi competit vel competere potest, in omnibus decimis de satignie quocunque nomine censeantur, pro qua acceptione et infeudatione confitetur se recepisse et habuisse a dictis priore et canonicis sexaginta solidos in bona pecunia numerata. Dans eisdem, tradens et concedens pure et sine conditione, donatione inter vivos spontanea et libera, pro sue et antecessorum suorum remedio animarum, quicquid juris, proprietatis vel possessionis vel quasi, ipse habet vel habere potest in decimis . . . . exceptis suis propriis animalibus et . . . . . per totam parrochiam de satignie. Cedens eisdem omnia jura et omnes actiones que sibi competunt vel competere possunt in eis contra omnes per stipulationem et prestitum juramentum infeudationem et donationem manutenere, deffendere contra omnes et legitime garentire priori et canonicis predictis . . promittit . . . Renunciat . . . In cuius rei testimonium ad preces ipsius petri sigillum curie D. Gebenn. Episcopi presentibus duximus apponendum. Datum in crastino natiuitatis b. Marie virginis A. D. m°. cc°. sexagesimo sexto.

(Arch. Gen.)

103

1266, 11 Novembre. — *Ebal, seigneur de Mont, assigne au monastère de Bonmont des terres de son alleu, pour assurer le service d'une rente qu'il lui doit à forme du legs de son père Henri et de sa mère Perrette.*

Nos frater Henricus, dei miseratione Episcopus Gebenn., notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis, quod cum Hebletus dominus de Monz, domicellus, deberet, sicut ipsemet confessus est coram nobis, abbati et conuentui Monasterii bonimontis, nostre diocesis, Ordinis Cisterciensis, decem solidos gebenn. et dimidium modium vini ad mensuram Albone censuales, ex donatione et legato Henrici quondam D. de Monz patris sui, et Perrete quondam matris eiusdem Hebleti, qu Henricus et Perreta, sicut dictus Hebletus asserit coram nobis, dederunt et legauerunt predicta in perpetuam helemosinam ecclesie bonimontis, in qua uterque ipsorum suam elegit sepulturam, et deberet etiam dictus Hebletus ex alia parte, sicut dicit, dictis Abbati et conuentui nouem denarios censuales pro casali ueteris grangie sue dautracort. Ideo dictus Hebletus, ne deficeret aliquando in solutione predicti debiti, ipse constitutus in nostra presentia . . . . donat et assignat seu assetat imperpetuum predictis Abbati et conuentui bonimontis et successoribus eorumdem, pro x. solid. gebenn. et dimidio modio vini censualibus superius memoratis, in quibus eis antea tenebatur ut predictum est, duo jornalia terre arabilis de suo allodio, sicut asserit, sita subtus Aultracort, qui confrontant . . . Confitetur dictus Hebletus coram nobis se habuisse . . . de bonis domus bonimontis, sex libras gebenn. in bona pecunia numerata per manum Humberti Abbatis dicte domus, pro eo quod dicta terra ualebat . . . . . ultra censum annuum superius memoratum. Denestiens se . . . . . promittens . . . . . se ferre guerentiam et defensionem dictis abbati et conuentui in predicta terra erga Johannem et Rodulphum fratres suos . . . . . Item dictus Hebletus dimittit et quittat in perpetuum predictis Abbati et Conuentui bonimontis, calumpniam seu querelam quam faciebat . . . . . super illa parte terre de Mortamulier que sita est apud grangiam de bougez inter duos riuos de ruppellay . . . . Promittens . . .

Renuncians . . . . . In cuius rei perpetuum testimonium, nos prefatus Episcopus ad instantiam et preces dicti Hebleti, sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Datum A. D. m°. cc°. lx°. vi°. in festo B. Martini.

(Arch. Laus. Baill. Bonmont, L. 278, suppl. N° 3.)

103

1266. — *Transaction entre Michel et Pierre de Saint-Germain, frères, sur leurs différends au sujet de l'hoirie de leur père Willelme.*

Nos Humbertus Officialis Curie Gebenn. notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis, quod coram nobis in iure constitutus Michael filius quondam Willelmi de Sancto germano gebenn. confitetur et recognoscit quod, cum discordia verteretur inter ipsum ex una parte, et petrum fratrem suum ex altera, super iure quod dicebat se habere in hereditate dicti Willelmi patris sui, et super frareschia quam petebat a dicto petro, tandem per religiosum virum fratrem petrum de balesone guardianum fratrum minorum gebenn. et per discretum virum girodum tauelli civem gebenn. quorum ordinationem et dictum super dicta discordia dicte partes iuramentis prestitis se promiserant firmiter seruaturos, inter ipsas partes fuit de consensu partium taliter ordinatum, quod dictus Michael solueret et quitaret predicto petro fratri suo et heredibus suis quicquid iuris haberet vel habere deberet in hereditate et bonis predicti Willelmi patris sui, quod ipse Michael effectum mancipauit cedendo et quitando ius et actiones, si quod vel quas habebat vel in posterum habere poteret, in bonis et hereditate patris sui, dicto petro et heredibus suis. Faciens ipsi petro reale et perpetuum pactum, videlicet quod dictum petrum nec eius heredes vel successores non impeteret vel molestaret, in iudicio vel extra, super hereditate predicta, nec ab eis aliquid exiget nomine frareschie, vel occasione hereditatis predicte. Item ordjnatum est per ordinatores predictos, quod dictus petrus predicta quitatione daret dicto michaeli duodecim libras gebennenses, quas dictus michael se recepisse confitetur coram

nobis. Item confitetur in iure coram nobis dictus michael se habuisse et recepisse preter duodecim libras predictas, triginta libras gebenn. a predicto petro, pro quitatione hereditatis et frareschie super dicte, prout nos in quodam instrumento sigillo Curie Gebenn. sigillato super dicta quitatione confecto plene vidimus contineri. In quorum omnium testimonium ad requisitionem dicti michaelis confitentis omnia premissa vera esse, et iurantis coram nobis tactis euangeliis sepredicta firmiter seruaturum, sigillum Curie domini Gebenn. Episcopi, una cum sigillis dictorum gardiani et Girodi tauelli, presentibus litteris aposuimus. Et nos predicti gardianus et Girodus tauelli asserentes premissa vera esse sigilla nostra presentibus aposuimus. Datum a°. d^{i}. m°. cc°. lx°. sexto.

(Arch. Gen.)

104

Sans date (1266 env.). — *Aymon de Lugrin vend à l'évêque Henri son abergement tenu par Pierre Rachaix de Bar.*

Quittatio super tenemento de bar . . . . Nos Capitulum Gebenn. et nos Abbas Filliaci Gebenn. diocesis, notum . . . . . quod in nostra constitutus presentia Ay. de lugrins domicellus, filius quondam Ay. de lugrins militis . . . vendidit, laudet et tradidit consensu perrete uxoris sue et petri et Johannis fratrum suorum, albergamentum suum, quod petrus rachays de bar tenebat ab eodem, tam in terris, pratis, arboribus, quam aliis rebus uniuersis, R. in christo petri Henrico dei gratia Gebenn. Episcopo . . . pro vij. libr. Gebenn. monete, quam pecuniam confessus est se recepisse . . . . .

(Arch. Gen. L. Salaz N° 10.)

105

1267, Février. — *Simon de Joinville et Léonette, sa femme, assignent sur le péage de Gex les 5 sols de rente légués au couvent de Romainmotier par feu Amédée, seigneur de Gex, père de la dite Léonette.*

Nos Symon de Jonvill. Dominus de Jayz et nos Leoneta uxor ejus Domina de Jayz, notum facimus . . . quod cum nob. vir Amedeus quondam Dominus de Jayz pater dicte Leonete . . . . dederit et assignari juserit in helemosinam perpetuam priori et conventui Romani monasterii quinque solidos annuatim persolvendos pro remedio anime sue et antecessorum suorum, et dicti quinque solidi nunquam fuerint soluti nec etiam assignati . . . nos volentes ipsius ultimam voluntatem . . . adimplere, illos quinque solidos assignamus eisdem priori et conventui in pedagio de Jayz et precipimus ut quicunque dictum pedagium tenuerit . . . . . illos quinque solidos solvat dictis priori et conventui in festo B. Michaelis annuatim. Volentes . . . quod illi quinque solidi quos Amedeus tempore suo Dominus de Jayz, pater predicti Amedei, dedit et assignavit in helemosinam perpetuam recipiendi in tesis de Jayz eidem priori et conventui annuatim persolvantur cum illis predictis quinque solidis . . . Datum A. D. m°. cc°. lx°. sexto, mense februarii.

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. 114.)

106

1267, 20 Avril. — *Richard de Moens, citoyen de Genève, donne aux Frères prêcheurs une terre en Palais.*

Ego Richardus de Mouins civis Gebenn. notum facio universis presentibus et futuris, quod ego sciens et spontaneus, de expressa voluntate et consensu Brosie uxoris mee, do et concedo fratribus predicatoribus Gebenn. in elemosinam, et pro remedio anime mee et dicte uxoris mee,

et animarum antecessorum nostrorum, peciam terre quam habeo prope domum ipsorum, que pecia terre sita est inter stratam publicam que tendit a porta pontis Rodani ad pontem Arve et murum civitatis, et ex alia parte adherat terre petri de S. Germano, et ex alia tangit terram Thome de ponte civium Gebenn. Quam peciam terre et quicquid juris habeo vel habere debeo in ea, tam in proprietate quam in possessione vel quasi, do et concedo, et trado ob causas predictas, eosdem in corporalem possessionem inducendo, et eos veros possessores dicte terre facio ac constituo. Pro qua terra debebam dictis fratribus duodecim denarios annuos censuales. Hujus autem donationes testes invoco Hugonem de Cletis et Jacobum de Alingio clericos, auctoritatemque ac presentiam ven. viri Humberti Officialis Gebenn. huic donationi interponere et adhibere curavi. — Nos autem Humbertus officialis predictus, ad auctorizandam et testificandam prefatam donationem vocatus et requisitus, eandem fieri vidimus et admisimus, et sigillo Curie Gebenn. presens scriptum subsignamus in testimonium predictorum. Actum Gebenn. in domo dictorum fratrum, feria quarta post festum Pasche, A. D. m°. ducentesimo sexagesimo septimo.

(Arch. Gen.)

107

1267, 22 Avril. — *Vente d'une maison sise à Genève, rue du Marché, par Willelme dit Travers, citoyen, à Jean de Versonnex, clerc.*

Nos Humbertus Officialis curie Gebennensis notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis, quod in nostra presentia constitutus Willelmus dictus trauers ciuis gebennensis, non vi, non dolo inductus, spontaneus, non coactus et ex certa scientia, vendit domum suam sitam gebennis in vico de marchez, uersus insulam, inter domum ubi moratur Hudricus de bar et domum Amaudrici quondam vice domini gebennensis, et titulo pure et perfecte venditionis tradit Johanni de Versenay clerico, cum casali in quo sita est dicta domus, et appenditiis eiusdem casalis et asignatis suis in perpetuum, et hoc facit dictus W. trauers laude et consensu perrete uxoris sue et Johannis de portu fratris sui, et petri filii

quondam Martini vilarii, pro viginti quinque libris bonorum gebenn. quam pecunie summam confitetur et recognoscit coram nobis dictus petrus recepisse et habuisse a dicto Johanne in bona pecunia numerata, et pro nouem denariis censualibus soluendis annuatim petro Vilarii supradicto, cui debetur census dicte domus, et decem et octo denarii in mutatione domini. Promittentes per iuramentum super sancta dei evangelia corporaliter prestitum, omnes supradicti per se vel per alium contra dictam venditionem in iudicio vel extra de jure vel de facto aliquatenus de cetero non venire, nec alicui volenti contra ire consentire, et idem petrus pro se et suis in solid. . . . . manutenere defendere contra omnes et ab omnibus garantire, dicto Johanni clerico pro se et suis stipulanti, dictam domum et casale cum appenditiis promittit per juramentum supradictum. Renuntiantes omnes supradicti, sub vinculo prestiti juramenti, omni exceptioni doli et in factum, deceptioni ultra dimidiam justi precii, priuilegio dotis, juri dicenti generalem renunciationem non valere et omni juri canonico et ciuili scripto et non scripto, quod sibi uel suis posset competere uel prodesse ad veniendum contra predicta uel aliqua de predictis. In cuius rei testimonium nos predictus officialis sigillum curie domini gebennensis episcopi ad preces et requisitionem partium apponimus huic scripto. Datum x°. Kal. Maii. Anno domini. m°. cc°. lx°. septimo.

(Arch. Gen.)

108

1267, 27 Septembre. — *Vente d'une pièce de terre aux Frères prêcheurs par Thomas du Pont, citoyen de Genève.*

Nos Officialis Curie Gebenn. notum . . . . . quod Thomas de ponte civis Gebenn. et Boso clericus filius ejusdem, non vi, non dolo inducti, sed ex certa scientia, quandam ochiam suam que sita est inter terram hospitalis de ponte rodani et terram que fuit quondam D. Mauricii, capellani B. Marie nove, et a superiori parte affrontatur terre petri de S. Germano, vendunt de consensu poncie uxoris dicti Thome et Beatricis

et Andree liberorum eorumdem Thome et Poncie, fratribus predicatorib Gebenn. domus de palais, ementibus nomine suo et dicte domus, p septem decim libr. et decem sol. gebenn., de quibus plenam solution confessi sunt se recepisse . . . . . Et ad hoc testes fuerunt lambertus Torniers et Richardus de Mouins cives Gebenn. . . . . Datum Gebe A. D. m°. cc°. sexagesimo septimo. mense septembri. in festo beator Cosme et Damiani.

(Arch. Gen.)

109

1268, 3 Mars. — *Jean de Lugrin vend à Aimon, évêque de Genève, son abergement de Bar.*

Nos Capitulum Gebenn. et nos Abbas Filliaci, notum facimus univer . . . . . quod in nostra presentia constitutus Joh. de Lugrins domicell filius quondam Aymonis de Lugrino militis . . . . vendit et tradit h et consensu Jordane uxoris sue et Petri filii sui, et Petri et Aym fratrum suorum, albergamentum suum de Bar in terris, pratis, cam arboribus, et rebus aliis, quod albergamentum Hubertus de Bar e Boverius et Vmbertus de Bar tenebant a D. Aymone, Episcopo Geb pro quindecim Libr. et quinque sol. gebenn. monete. . . . . D tertia die intrante Marcio A. D. millesimo ducentesimo sexagesimo s

(Arch. Turin. Genève, 1re catég., Paq. 3, N° 1.)

110

1268, 9 Avril. — *Emphytéose perpétuelle accordée par le Chapitre à de Postella d'une pièce de terre située entre le Crêt de St-Laurent et la rue qui tend de Genève à Chêne.*

Nos Capitulum ecclesie gebennensis notum facimus uniuersis p

litteras inspecturis seu audituris, quod nos adsistentes in capitulo generali in crastino pasche, utilitate ecclesie nostre sancti petri gebennensis circumspecta, damus et concedimus in emphyteosim perpetuam et assignamus Vldrico de postella sancti victoris gebennensis, ciui gebennensi et heredibus suis, unam peciam terre sitam gebennis, que protenditur a longitudine a cresto sancti laurentii usque ad bellam ruam per quam itur a gebennis uersus chanu, et in latitudine et ex una parte fossalle, et ex alia parte possidet Aymo lecheri et idem Vldricus, pro viginti quatuor solidis gebennensibus de Intragio nobis datis et solutis a dicto Vldrico in bona pecunia numerata, et pro duobus solidis et sex denariis nobis a dicto Vldrico singulis annis in festo beati Michaelis persoluendis, uel ab heredibus suis, et pro duobus solidis ad mutagium possessoris. Volumus enim et concedimus quod dictus huldricus uel heredes sui dictam terram possint vendere uel alienare si eis necesse fuerit hominibus capituli gebennensis. Promittimus si quidem eidem Huldrico et heredibus suis dictam terram manutenere in pace, defendere contra omnes, et ab omnibus legitime garentire, et quod contra dictam donationem non veniemus per nos uel per interpositam personam, in iudicio uel extra judicium, facto uel uerbo, nec alicui contra ire uolenti consentiemus in futurum. Et hec omnia et singula, saluo jure alterius, dicto huldrico promittimus attendere et seruare prout superius sunt expressa. In cuius rei testimonium dicto huldrico presentem litteram damus sigilli nostri munimine roboratam. Datum in crastino pasche in capitulo generali. Anno domini m°. cc°. sexagesimo octauo.

(Arch. Gen.)

111

1268, 25 Juillet. — *Vente d'une pièce de terre aux Frères prêcheurs par Vincent dit Bochez, citoyen de Genève.*

Ego Vincencius dictus Bochez, ciuis Gebenn. notum . . . . . quod ego, sciens et spontaneus, de laude et expressa voluntate et consensu Beatricis uxoris mee, do et concedo in elemosinam et in remedium anime

mee et dicte uxoris mee et animarum antecessorum nostrorum, viris religiosis Priori et fratribus predicatoribus Gebenn. peciam terre quam habeo prope terram ipsorum contiguam ex una parte terre dictorum fratrum que fuit Richardi de Mouins civis gebenn. et terre Priori de S. Germano ex altera, et terre Jacobi dicti des graz ex altera, et a superiori parte respicit versus muros ville contra domum Odrici dicti quastain, clerici. Quam peciam terre et quicquid juris habeo vel habere debeo in ea, tam in proprietate quam in possessione vel quasi, do et concedo et trado eisdem ob causas predictas, eosdem in corporalem possessionem inducendo, et eos veros possessores dicte terre facio et constituo. Hujus autem donationis testes invoco dictum Richardum de Mouins, Lambertum tornerium et martinum monnerium, cives Gebenn. . . . . Datum Gebenn. in festo B. Jacobi apostoli A. D. m°. cc°. sexagesimo octavo.

(Arch. Gen.)

112

1268, 13 Novembre. — *Vente par Nantelme de Carouge à Aimon de Feny: d'une pose de terre pour 24 sols, et assignation par celui-ci sur cette terre de 6 deniers de rente à l'église de St-Léger et autant aux lépreux de la maladière du pont d'Arve.*

Nos Officialis Curie Gebenn. notum facimus . . . . quod in presentia nostra constitutus Nantermus de Carrogio . . . de consensu et expressa voluntate Johannete uxoris sue et fabot matris ipsius . . . . vendit . . . . Aymoni de fenyz fabro . . . . . unam posam terre sitam en rosey, iuxta terram B. Marie et terram S. Leodegarii, precio viginti quatuor solidorum quos confitetur se recepisse et habuisse a dicto Aymone in bona pecunia numerata. Devestiens se dictus Nantermus de dicta posa terre et dictum Aymonem corporaliter investit et eidem possessionem tradit, promittens nichilominus per juramentum corporaliter prestitum . . . deffendere, manutenere dicto Aymoni, et sibi assignare dictam terram . . . . Renuncians . . . Dictus vero Aymo . . . donat et assignat, cedit et concedit Deo et ecclesie B. Leodegarii sex denarios, et alios sex denarios

leprosis Maladerie pontis Arve, in perpetuam elemosinam pro remedio anime Girodi fratris sui, annis singulis percipiendis super dicta posa terre in festo B. Leodegarii . . . In cujus rei testimonium . . . sigillum curie D. Gebenn. Episcopi presentibus duximus apponendum. Datum Idus Novembris A. D. m°. cc°. lx°. octavo.

(Arch. Gen. Reg. litt. eccles. S. Leodeg. f° 35.)

113

1269, 10 Mars. — *Hugues de Confignon, chevalier et Vidomne, ayant inutilement cité plusieurs fois Willelme de St-Germain pour partager avec son frère Pierre leur terre en Palais, fait opérer le partage en sa présence et met l'évêque Aimon en possession de la part de Pierre que celui-ci a vendue au dit évêque.*

Ego Hugo de Confignons miles, vicedominus Gebenn. notum facio universis presentes litteras audituris, quod cum de speciali mandato Domini fratris Aymonis Episcopi Gebenn. pluries citaverim Willelmum dictum de Sancto Germano, ad faciendam divisionem terre quam ipse et petrus frater suus habebant, vel habuerant, vel que eos contingebat ratione paterne successionis, in duabus peciis terre, sub porta nova que respicit versus palacium contra alvam, quam divisionem dictus D. Episcopus instanter petebat eo quod dictus petrus duas partes dicte terre, quas ad se pertinere dicebat, eidem Episcopo deliberaverat, et ipse Willelmus ad nullam dictarum dierum quas eidem assignaveram comparuerit. Ego de expresso mandato dicti D. Episcopi dictam terram per bonos et fideles viros, dominum Willelmum de bar, capellanum Sancti gervasii, et Johannem dou port, civem gebenn., P. bochet, presbiterum Gebenn. me presente dividi feci, et quas partes que contingebant dictum petrum ut dicitur, priori et fratribus predicatoribus Gebenn. vice et nomine dicti Episcopi et de expresso ejus mandato assigno, et in corporalem possessionem mitto, ad faciendum in ipsa et de ipsa terra quicquid eis videbitur expedire. Datum in ipsa terra, Dominica in passione, anno Domini m°. cc°. lx°. octavo.

(Arch. Gen.)

114

1269 (ou 1270) 30 Mars. — *Willelme, fils de feu Willelme de St-Germain, vend à l'Évêque Aimon, pour les Frères prêcheurs, deux pièces de terre situées en Palais.*

Nos P. Officialis Curie Gebenn. notum . . . . quod in nostra presentia constitutus Willelmus de S Germano, filius quondam Willelmi de S. Germano, civis Gebenn. . . . . vendit . . . . Rev. patri in Christo, fratri Ay. divina miseratione Gebenn. Episcopo ementi et recipienti ad opus fratrum predicatorum de palatio, omne jus quod habet . . . . . vel sibi competit . . . . . ratione successionis seu hereditatis paterne, in quadam ochia sita subtus portam novam que respicit versus arvam contra palacium, que contigua est, ex una parte, vie per quam itur ad dictam portam veniendo de palatio, et ex alia parte, terre dictorum fratrum quam acquisierunt a richardo de Mouins. Item quicquid habet . . . . . ratione predicta in quadam pecia terre sita subtus casale quod dicitur hospitalis quod adheret muris, juxta terram quam dicti fratres acquisierunt a thoma de ponte . . . . pro qua venditione dictus Willelmus confitetur . . . . . se recepisse . . . a predicto D. Episcopo nomine dictorum fratrum decem libras Gebenn. in bona pecunia numerata, de qua se tenet pro pageto . . . . Testes interfuerunt D. Petrus de poilliaco canonicus Gebenn. P. Corteis notarius Curie Gebenn. et P. Vilars civis Gebenn. Datum tertio Kalend. Aprilis A. D. m°. cc°. sexagesimo nono.

(Arch. Gen.)

115

1269, 10 Avril. — *Acensement perpétuel par divers habitants de Paconinge a Jean et Pierre de Juvigny des parcelles de terrain nécessaires pour le cours d'eau du moulin de Paconinge.*

Littera de cursu aque molendini de Paconingio tradita Episcopo per vendituros dicti molendini. — Nos P. Officialis Curie Gebenn. . . . . quod in

nostra presentia constituti Johannes et Petrus de Jevignie fratres, ex una parte, Martinus de la plasi, Ansermus de pacuningio, Martinus eius filius, Brosia relicta Stephani de pacuningio, Marguerons et Perreta filie eiusdem, Roseta filia quondam Perreti fratris dicti Stephani, Borcardus et Amedeus et Raymondus fratres, et Perretus nepos ipsorum, Girodus gondini pro se et heredibus suis natis et nascendis, Belons relicta Petri dou crest, Johannes et Perretus fratres, filii dicte Belons, ex altera .... accensant ... dictis fratribus de Jevignie et heredibus eorumdem in perpetuum partem illam et portionem terrarum suarum et pratorum suorum quilibet super se que necessaria fuerit ad opus et cursum aque et bezerie molendini dictorum fratrum de Jevignie, chaucie et foxellis eiusdem molendini, quod molendinum situm est in quodam loco qui dicitur pratum S. Martini, pro precio infrascripto, videlicet dictus Martinus de la plasi partem suam necessariam, ut dictum est, pro tribus bichetis auene de intragio et vj. de annui census. Dictus Martinus et Ansermus, et Brosia, et dicte filie sue et Roseta supradicta partem suam pro xviij. denariis de intragio et vj. denariis censualibus. Item dicti borcardus, Amedeus et Raymondus fratres, Perretus nepos eorumdem, Girodus godini partem suam pro v. quteronis frumenti ad mensuram gebenn. annualibus, laude et consensu Margarete uxoris dicti godini et filiorum suorum, videlicet Martini, Petri, Willelmi et Johannis. Que quidem intragia confitentur dicte partes .. se habuisse .... a fratribus de Jevignie supradictis. Item dicta Belons et Johannes filius eius vendunt ... dictis fratribus de Jevignie unam peciam prati quod dicitur pratum S. Martini, situm ex una parte inter pratum Amedei de paconingio et quam de ferons ex altera, item inter pratum dicti Amedei a superiori parte, et ab inferiori inter pratum Johannis de nante .... pro quadam pecia prati que sita est juxta terram dicti conchet ex una parte, et pratum eorumdem fratrum ex altera, et pro quadam alia pecia prati sita juxta pratum D. petri de cumugnie ex una parte, et terram ipsorum fratrum quam tenent a Raymondo de Marssaz et petro tronc ex altera .... Datum iiij° Idus aprilis A. D. m°. cc°. lx°. ix°.

(Arch. Gen.)

116

1269, 29 Avril. — *Accord entre Conon, abbé de Bonmont, et Jacob de Autracort, au sujet de dons faits au dit couvent, notamment d'une pièce de vigne appelée Monterot.*

Nos Rudolphus de monte canonicus Lausan., et Humbertus de Rossellion miles, notum facimus .... quod cum Jacobus de Autracort molestaret abbatem et conventum Bonimontis super rebus quas Johannes quondam de Autracort, sacerdos, frater dicti Jacobi, dederat .... in elemosinam monasterio Bonimontis, videlicet super quadam pecia vinee que solet appellari vulgariter vinea de Monterot, que sita est apud villam de vilar prope .... vineam quam possidet Stephanus faber de bougie .... et super duabus posis terre, sitis subtus Autracort inter terram que fuit quondam D. Ebali junioris de Monte, militis .... tandem, mediantibus bonis viris, concordatum est .... inter dictum Jacobum .... et D. Cononen Abbatem Bonimontis, videlicet, quod dictus Jacobus et liberi ejus Petrus, Amedeus et Huguetus, adhibito consensu et voluntate expressa Perrete uxoris dicti Jacobi, laudant, concedunt et confirmant donationem quam dictus Johannes quondam de Autracort, sacerdos, fecit monasterio Bonimontis .... Dictus autem Abbas et Conventus Bonimontis dederunt .... dicto Jacobo .... vineam quam habent apud autracort .... excolendam sub hac conditione, quod Abbas et Conventus Bonimontis debent percipere in dicta vinea medietatem vini per totum, exceptis duobus cuppis vini ad mensuram Albone, quas dictus Jacobus debet prius levare .... et debent procurare tempore vindemiarum, in cybo et potu, secundum bonos usus ville de germagnie, custodem dicte vinee et vindemie missum ex parte Abbatis et Conventus Bonimontis .... Datum 3° kal. Maii A. D. millesimo ducentesimo sexagesimo nono.

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. N.)

117

1269, 4 mai. — *Convention entre Simon de Joinville, seigneur de Gex, et l'abbaye de Bonmont, au sujet de la garde et défense des hommes dépendant de ladite abbaye et habitant sur les terres du dit seigneur.*

Anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo nono, die sabbati post Ascensionem Domini, nos Abbas et Conventus Bonimontis ex una parte, et nos Symon de Joynvila Dominus de Jayz ex altera, tractantes invicem de custodia seu garda hominum monasterii Bonimontis, convenimus inter nos in hunc modum, videlicet quod nos Abbas et Conventus possimus in custodia seu garda et defensione dicti D. de Jayz et heredis sui, et nos prefatus D. de Jayz nomine nostro et heredis nostri recipimus per manum dictorum Abbatis et Conventus in custodia seu garda et defensione nostra homines dicti monasterii Bonimontis et res eorumdem hominum, illos scilicet homines quos prefati Abbas et Conventus de novo albrigaverint vel in posterum voluerint albrigare in territoriis grangiarum suarum, scilicet de querqueto et de borgier, et a rivo qui dicitur Boiron inferius versus Jayz et in toto dominio ejusdem D. de Jayz ubicumque sit, sub conditionibus et conventionibus inferius adnotatis, videlicet quod quilibet dictorum hominum habens domum et familiam, quamdiu ibi moram fecerit, ratione persone sue, non ratione albrigamenti seu tenementi sui, solvat Domino de Jayz unam cupam avene ad mensuram Nividuni .... Pro quo servicio nos Dominus de Jayz debemus et promittimus .... gardare et defendere dictos homines cum rebus suis ubicumque contra omnes et ab omnibus bona fide, salvo jure et dominio Abbatis et Conventus predictorum tam in territoriis quam in hominibus supradictis .... contra quos Abbatem et Conventum non debemus dictos homines .... tueri in causa aliqua vel gardare. Item si quis dictorum hominum committeret homicidium vel aliud crimen manifestum pro quo deberet condempnari ad mortem, judicium et condempnatio illius persone pertinet ad D. de Jayz cum medietate bonorum mobilium ejusdem persone, et alia medietas eorumdem mobilium debet remanere Abbati et C. Bonimontis. De judicio etiam sanguinis effusi lapide, gladio vel baculo, debet cognoscere D. de Jaiz vel nuncius ejus, et debet vocare secum ad hoc nuncium Abbatis Bonimontis, et de banno quod inde levatum fuerit cum misericordia debent

Abbas et Conventus supradicti habere medietatem et D. de Jaiz medietatem aliam. Si quis vero monachus vel conversus vel redditus dicti monasterii Bonimontis committeret aliquod de hujusmodi criminibus, vel aliquem de hujusmodi excessibus superius expressis, nos D. de Jaiz non debemus ponere manus in illa persona, sed pertinet ad Abbatem et Conventum Bonimontis illius persone judicium et vindicta seu pena juxta morem sui ordinis et statuta. De aliis etiam excessibus qui non sunt superius expressi quos committerent dicti homines, et de causis que possent inter eos emergere, debent Abbas et Conventus cognoscere et judicare, vel nuncius eorumdem, et habere juridictionem plenariam in hac parte. Item non debemus appellare dictos homines ire nec animalia ipsorum contra voluntatem eorum ducere ad nostram calvacatam, sive ad nostrum vel alterius Domini exercitum, neque ad defensionem sive ad bastimentum castrorum nostrorum vel villarum, seu fortaliciorum nostrorum, nec debemus capere pecora vel carrucas eorum propter aliquod opus nostrum faciendum, nec exigere ab eis aliquod auxilium vel servicium ultra mensuram avene superius memoratam, sed ab his et omnibus aliis exactionibus, bannis et legibus consuetudinibus serviciis . . . . et usagiis . . . absolvimus et quictamus homines supradictos . . . Item concedimus dictis hominibus, ut ipsi pascant animalia sua in pascuis nostri dominii, et utantur aquis nostris sicut conversi grangiarum et animalia ipsarum in grangiarum territoriis . . . usi sunt hactenus pacifice . . . Item non debemus recipere dictos homines ad juramentum de Jaiz, de Divona, de Versoi, vel aliorum locorum nostrorum et si quis ex ipsis hominibus jam juravit aliquem dictorum locorum nostrorum, et voluerit demandare juramentum suum, placet nobis, nec. . . volumus contra ire. Si vero dicti homines . . . juraverunt vel in futurum juraverint alia castra seu alias villas francas contra voluntatem Abbatis . . . nos debemus juvare eosdem Abbatem et Conventum pro posse nostro ad revocandum dictos juratos ab hujusmodi juramento. Recepimus autem dictos homines, et dicti Abbas et Conventus ponunt eos in garda nostra ratione castri de Jaiz, exceptis illis hominibus qui sunt vel erunt albrigati in territoriis . . . pertinentibus ad territorium castri de Divona, quos dicti Abbas et Conventus ponunt et nos recepimus ratione dicti castri de Divona. . . . In cujus rei testimonium nos Abbas et Conventus et nos Symon Dominus de Jaiz sigilla nostra cum sigillo nobilis femine Leonete Domine de Jaiz . . . Actum . . . apud Bonummonten anno et die supra.

(Arch. Laus. Reg. cop. de Bonmont, N° 59.)

118

1269, 10 Juin. — *Sentence prononcée par l'évêque Aimon sur le débat existant entre le prieur de Satigny et le curé de Mategnin.*

Nos frater Aymo diuina miseratione Gebenn. Episcopus, notum facimus presentes litteras inspecturis, quod cum inter venerabiles viros Willelmum priorem et canonicum Satigniaci nomine dicti prioratus, ex una parte, et Amoudricum rectorem ecclesie de Matigniaco nomine dicte ecclesie sue, ex altera, controuersia seu discordia jam diu est verteretur super iuribus prouentibus et obuentionibus dicte ecclesie de Matignins et decimis. Tandem nos, post multas altercationes ipsorum, negocium et controuersiam, interponendo preces nostras ad pacem et concordiam reducere cupientes, vocatis nobiscum et associatis discretis viris, P. officiali nostro Gebenn. petro de Poullye, et petro de s°. jorio, canonicis Gebenn. de consensu dictarum partium, auditis et intellectis petitionibus, responsionibus, deffensionibus et rationibus utriusque partis, inquisitaque super ipsis diligentius veritate, de consilio predictorum virorum, de premissis componendo inter dictas partes, dicimus, statuimus et ordinamus, quod dictus amoudricus et quicumque Rector fuerit ecclesie videlicet capellanie de Matignins, pro capellania sua habeat et percipiat omnes oblationes, prouentus et obuentiones rerum mobilium ecclesie de Matignins, tam ex causa mortalagiorum quam ex quacumque alia causa uenient vel poterunt prouenire, insolidum sine diuisione. Item ordinamus quod messis et primicia dicte ecclesie et parochie per medium equaliter diuidatur inter domum Satigniacum et capellaniam supradictam. Item ordinamus quod de uniuersis decimis dicte parochie antiquis videlicet et noualibus, ac terrarum matriculariorum et ochiarum quecumque dictarum partium fuerit in possessione eas percipiendi et leuandi, nec non de fetuum seu animalium decimis, quod capellanus dicti loci percipiat et habeat grani et pallee quartam partem et tres partes prior monasterii supra dicti. Item ordinamus si terra, nemus, campus, pratus, vinea, census, aut seruitium, aut res aliqua immobilis detur dicte ecclesie, ratione alicuius defuncti qui in dicta parochia vel alibi sepeliatur, aut ratione elemosine, cuiusque medietas ad capellaniam de Matignins pertineat et reliqua medietas ad domum seu monasterium supradictum. Item ordinamus quod contamina

sita ante domum Ruphi de burgnier et duo selliones terre siti apud burgnier et una posa terre arabilis que est sita apud lates, remaneant in solidum capellanie de Matignins. Item ordinamus quod uniuersa recepta sint ipsius capellani. Item ordinamus quod de consilio capellani de Matignins qui pro tempore fuerit uniuerse decime dicte parochie accensentur. Si tamen discordia vertatur inter partes super accensatione dictarum decimarum, capellanus pro illa quarta parte possit ponere collectorem, tamen qualitercumque fiat semper tota decima ponatur in grangia de Satigniaco apud Matignins, postea vero dictus Capellanus suam accipiat in blado et pallea quartam partem. Reliqua vero omnia remaneant quitte et libere priori et canonicis supradictis. Hanc autem ordinationem et compositionem, cum ad requisitionem dictarum partium in dicto duxerimus negocio procedendum, ipsis inuiolabiter precipimus obseruare. In quorum omnium testimonio sigillum nostrum presentibus duximus apponendum. Datum A°. D. m°. cc°. lx°. nono, die lune ante festum beati barnabe apostoli.

(Arch. Gen.)

119

1269, 23 Juillet. — *Etienne Vilars et sa mère vendent aux Frères prêcheurs une cense assignée sur une pièce de terre située en Palais.*

Nos P. Officialis curie gebenn. notum facimus . . . . . quod coram nobis constituti Johanna relicta Anselmi Vilarii quondam civis Gebenn. et Stephanetus eorumdem filius vendunt . . . . . viris religiosis Priori et fratribus predicatoribus Gebenn. novem den. censuales quos habebant . . . . super quadam pecia terre sita in palasio, subtus portam que respicit versus Arvam, juxta terram quam emerunt dicti fratres a Richardo de mouino, quam quidem terram tenebant petrus et Will[s] de S. Germano fratres, cum omni jure, actione, dominio utili et directo, quod habebant vel habere poterant in dicta terra quacumque ratione, precio quindecim sol. Gebenn. . . . . Actum Gebenn. presentibus

magistro Matheo, magistro Joh. de bona, Joh. de molliis, clericis, Petro apothecario, Willelmo de Fernay, laico, testibus .... Datum decimo Kal. Augusti A. D. m°. cc°. sexagesimo nono.

(Arch. Gen.)

120

1269, Juillet. — *Vente aux Frères prêcheurs d'une terre appartenant à Jaques des Gras et Vincent Rufus.*

Nos P. Officialis Curie Gebenn. nostrum facimus .... quod in nostra presentia constituti Jacobus dictus de gradibus et byatris uxor sua, Vincencius Rufus et brosia uxor ejus, cives gebenn.... vendunt.... fratribus predicatoribus gebenn. terram suam sitam subtus murum qui respicit contra arvam, sitam ex una parte supra terram quam dicti fratres emerunt a thoma de ponte, et ex altera subtus molarium dicti muri, et ex uno latere juxta terram quam dicti fratres emerunt a vincencio dicto bochet, et ex alio juxta terram quam tenet petrus dictus tardiz, pro quatuor libris gebenn. quas confitentur .... recepisce .... De qua quidem terra absque ullo onere servicii, sive census, se devestiunt et investiunt dictos fratres .... Datum Gebenn. mense Julio A. D. m°. cc°. lx°. nono.

(Arch. Gen.)

121

1269, 3 Novembre. — *Vente aux Frères prêcheurs de plusieurs pièces de terre situées en Palais, par Pierre de St-Germain et Contessa, sa femme.*

Nos Petrus Officialis Curie Gebenn .... coram nobis constituti Petrus de S. Germano et Contessa uxor ejus .... vendunt, tradunt .... viris

religiosis Priori et fratribus predicatoribus Gebenn. quandam peciam terre, sitam infra clausuram dictorum fratrum, juxta terram quam dicti fratres acquisierunt a Stephano dicto sadier .... que debet ecclesie S. Germani singulis annis sex denarios de elemosina in festo B. Germani persolvendos. Quam quidem peciam terre emit dictus petrus .... a Matheo de Conflenco. Item duas partes cujusdam pecie terre site sub porta nova que respicit versus Arvam contra palacium .... que pecia terre debebat arbergo Ansermi Vilarii octodecem den. censuales ad carnipriviun persolvendos, et tres sol. de intragio. Item alias duas partes cujusdam pecie terre site subtus casale quod dicitur hospitalis .... precio triginta librarum bonorum Gebenn. ..... Et ego dictus Petrus sigillum meum una cum sigillo dicte Curie duxi presentibus apponendum .... Datum Gebenn. tercio nonas novembris A. D. m°. cc°. sexagesimo nono.

(Arch. Gen.)

193

1270, 16 Mai. — *Vente aux Frères prêcheurs d'une pièce de terre en Palais, par Pierre dit Tardiz et sa femme, citoyens de Genève.*

Nos Petrus Officialis Curie Gebenn. notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod coram nobis constituti, Petrus dictus Tardiz et Bellon uxor sua, cives Gebenn. non vi, non dolo, nec metu inducti, nec coacti, sed spontanei, vendunt, tradunt, cedunt et concedunt ex nunc in perpetuum, viris religiosis Priori et fratribus predicatoribus Gebenn. quandam peciam terre sitam juxta muros qui tendunt a porta nova que respicit versus Palasium, tendunt inquam ad Rodanum, que pecia terre a parte inferiori contigua est terre quam dicti fratres acquisierunt a Petro de S. Germano et Willelmo fratre suo, et ex uno latere adheret terre Joh. de gradibus et ex alio latere terre Johannis de petra grossa, precio quatuor librarum Gebenn. quas confitentur et asserunt se recepisse et habuisse ab eisdem Priore et fratribus in bona pecunia numerata, et eas in utilitatem propriam fuisse conversas. De qua pecia terre et de omni jure quod habebant seu habere poterant ex quacumque causa in eadem se

devestiunt dictis Petrus et uxor ejus coram nobis per quondam baculum, et investiunt predictos Priorem et fratres per dictum baculum, quem investiture nomine sibi tradunt, et mittunt eos in possessionem corporalem de eadem. Promittentes per sollempnem stipulationem et per juramentum super sancta Dei evangelia corporaliter prestitum, contra predictas venditionem, traditionem, cessionem, concessionem, devestituram et investituram, per se vel per alium, in posterum non venturos, nec contravenienti in aliquo consensuros, et quod dictam peciam terre garantient et defendent in judicio et extra dictis Priori et fratribus legitime contra omnes. Et si aliquis, quod absit, totam vel partem dicte pecie evinceret, dicti Petrus et eius uxor, secundum quantitatem terre que evinceretur, quantitatem precii dictis Priori et fratribus reddere tenerentur. Renunciantes in hoc facto per prestitum juramentum exceptioni non numerate pecunie, nec recepte, nec habite, et spei future numerationis, doli mali, et in factum, et juri dicenti res minus medietate justi precii venditas posse recindi, vel supplere defectum, beneficio velleiano, et restitutionis in integrum, et legi Iulie de fundo dotali non alienando, omnibus que rationibus, defensionibus, statutis et allegationibus et juribus que possent obici seu dici contra predictam litteram, et venditionem supradictam, omnique auxilio et beneficio juris canonici et civilis, et juri dicenti generalem renunciationem nec valere. In quorum omnium testimonium, ad instantiam et requisitionem dictorum Petri et Bellon, presentem litteram sigillo Curie D. Episcopi Gebenn. roboramus. Actum Gebenn. xvij. Kal. Junii A. D. m°. cc°. septuagesimo.

(Arch. Gen.)

198

1270, 4 Juin. — *Echange de terres entre l'Evêque et le Chapitre.*

Nos frater Aymo miseratione diuina Gebenn. Episcopus et nos Capitulum Gebenn. notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod nos ad inuicem permutationem contrahimus in hunc modum, videlicet quod nos dictus Episcopus damus et concedimus in perpetuum, nomine permu-

tationis, dicto Capitulo tres solidos censuales quos percipimus, et percipere consueuimus, in quadam vinea quam tenet a nobis thomas de chalois, sita super viam superiorem que ducit a gebennis versus leprosos de quercu, contra terram michaelis lamberti, et iuxta terram petri vilar. Damus etiam et concedimus eidem capitulo omne ius et dominium, tam directum quam utile, quod habemus in eodem, vel habere debemus. Nos autem dictum capitulum, damus et concedimus, nomine permutationis, dicto domino Episcopo, ad opus fratrum predicatorum gebenn. omne ius et dominium tam utile quam directum quod habemus vel habere debemus in medietate terre quam tenet vel tenebat a nobis iordanus de ulmo, que terra sita est in palasio, iuxta terram quam dicti fratres acquisierunt a petro de sancto germano, ciue gebenn. Hanc autem permutationem premittimus nos predicti Episcopus et Capitulum ratam et firmam habere et inuiolabiliter obseruare, nec in perpetuum contrauenire, et contrauenienti non consentire. Nos vero dictus Episcopus omne ius et dominium nobis datum, cessum et concessum a predicto Capitulo, in predicta medietate terre, damus et concedimus in remedium anime nostre predictis fratribus predicatoribus in perpetuum, et de omni jure et dominio dicte medietatis nos deuestimus, et priorem dictorum fratrum ad opus sui et ipsorum inuestimus de eadem per quendam baculum, quem tradimus ei nomine vestiture, imo et corporaliter inuestimus, et nos dictum Capitulum huic donationi, cessioni et concessioni, deuestiture et inuestiture consentimus et approbamus. In cuius rei testimonium nos predicti Episcopus et Capitulum sigilla nostra presentibus duximus apponenda ad firmitatem et robur premissorum. Data Gebennis. ij. nonas Junii. A°. d^{i}. m°. cc°. septuagesimo.

(Arch. Gen.)

124

1270, 4 Juin. — *Le Chapitre donne en emphythéose aux Frères prêcheurs la moitié d'une terre en Palais.*

Nos Capitulum Gebennense notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis, quod nos, scientes et spontanei, accensamus sine habergamus,

sine in enfitheosim damus priori et fratribus predicatoribus gebennarum medietatem terre quam tenet seu tenebat a nobis jordanus de Vlmo, que medietas sita est in palasio, iuxta terram quam permutamimus cum domino episcopo gebennensi, ad opus dictorum fratrum, pro tribus solidis quos assetauit nobis super vinea thome de chalois. Pro qua medietate sic in enfitheosim data, dicti fratres tenentur reddere nobis, uel mandato nostro, singulis annis, tres solidos censuales in festo beati michaelis persoluendos. Hanc autem accensationem et habergationem promittimus nos predictum Capitulum manutenere et deffendere dictis fratribus legitime contra omnes, promittentes bona fide contra dictam accensationem seu habergationem non venire et contrauenienti non consentire. De dicta autem medietate terre sub dicto censu dictum priorem, nomine sui et dictorum fratrum, corporaliter inuestimus. Renunciantes in hoc facto beneficio restitutionis in integrum, et omni iuri speciali et generali, scripto et non scripto, per que possemus venire contra predicta uel aliquod de predictis. In cuius rei testimonium sigillum nostrum presentibus duximus apponendum. Datum Gebennis ij. nonas Junii. anno domini m°. cc°. septuagesimo.

(Arch. Gen.)

125

1270, 15 Juin. — *Pontia, veuve de Thomas du Pont, et son fils Boson, vendent aux Frères prêcheurs des censes dues sur une pièce de terre en Palais.*

Nos petrus Officialis Curie Gebenn. Notum facimus . . . . . quod coram nobis constituti pontia relicta Thome de ponte, quondam ciuis Gebenn. et boso, clericus, filius eorumdem, vendunt, tradunt, cedunt et concedunt ex nunc in perpetuum, viris religiosis Priori et Fratribus predicatoribus Gebenn. sex denarios censuales et unum caponem quos habebant, ut asserunt, super quadam pecia terre sita iuxta muros qui descendunt a porta noua versus rodanum, que pecia terre sita est iuxta terram quam dicti fratres acquisierunt a petro et Willelmo de S^co^. Germano fratribus, quam supradictam peciam terre tenebat petrus dictus

Tardiz, ciuis Gebenn., cum omni iure, actione, dominio utili et directo quod habebant vel habere poterant in dicta pecia terre ex quacunque ratione, precio viginti solidorum Gebenn. Quos quidem confitentur et recognoscunt coram nobis se habuisse et recepisse in bona pecunia numerata ab eisdem. De quibus sex denariis et uno capone, et de omni iure et dominio quod habebant vel habere debebant in dicta terra, se deuestiunt, et dictum priorem nomine suo et dictorum fratrum inuestiunt per quendam baculum, quem sibi tradunt nomine possessionis vel quasi corporalis. Promittentes per iuramentum super sancta dei euuangelia corporaliter prestitum, contra dictam venditionem, traditionem, cessionem, concessionem, vestituram et deuestituram, per se vel per alium, in posterum non venire, sed eam manutenere, defendere et guarantire in iudicio et extra legitime contra omnes. Renunciantes per prestitum iuramentum exceptioni non numerate pecunie et non recepte, doli mali, et in factum, et beneficio Velleiano, et legi iulie de fondo dotali non alienando, et deceptioni ultra dimidiam iusti precii, et restitutionis in integrum, omnibus que rationibus, deceptionibus et allegationibus, que possent obici contra presentem litteram, seu dici, et juri dicenti generalem renunciationem non valere, et omni iuris auxilio et beneficio tam canonici quam ciuilis. Promittentes per prestitum iuramentum quod dictam venditionem prout in presenti littera continetur facient laudari et approbari et consensum prestari per Andream filium supradicte pontie et fratrem supradicti bosonis. In cuius rei testimonium ad requisitionem dictorum pontie et bosonis presentes litteras sigilli Curie D. Epi. Gebenn. munimine roboramus. Datum xvij. Kal. Julii. A. D. mo. ducentesimo septuagesimo.

(Arch. Gen.)

126

1270, 25 Novembre. — *Hugues dit Regrollier vend aux Frères prêcheurs les droits qui lui sont dus sur une terre en Palais.*

Nos Petrus Officialis Curie Gebenn., notum facimus universis presentibus et futuris, quod in nostra presentia constitutus in jure Hugo dictus

reggolliers, civis Gebenn. sciens et spontaneus, confessus est se vendidisse pure, ac nomine pure venditionis dedisse, cessisse, concessisse, ac tradidisse vel quasi, Priori et fratribus ordinis predicatorum Gebenn. duodecim denarios annue pensionis, seu annui census, aut servicii, et duos solidos sibi debitos ad mutagium domini, in quibus XII denariis et duobus solidis tenebatur dicto hugoni petrus dictus tardiz, civis Gebenn. pro terra quam idem petrus tenebat ab eodem hugone in abergamentum. Que terra sita est juxta murum qui descendit a porta de Marchez, versus pontem Rodani a parte Palasii. Coheret enim dicta terra pecie terre quam dicti fratres predicatores acquisierunt a Petro et Willelmo de S. Germano fratribus civibus Gebenn. in eodem territorio. De omni autem jure quod competebat eidem Hugoni vel competere videbatur in predicta terra, sive pro predicta terra, item de omni jure servitii sive annue pensionis et mutagii, item de omni jure dominii vel quasi, directi vel utilis, possessionis vel quasi, sibi competentibus in terra predicta, seu pro ipsa terra, devestit se idem Hugo, et dictum Priorem recipientem pro se et fratribus suis corporaliter investit nomine venditionis predicte. Et confitetur, se recepisse a predicto Priore et fratribus, nomine venditionis predicte, et pro precio rerum predictarum, vigenti quinque solidos in pecunia numerata. Renuncians . . . . . In cuius rei testimonium, ad instantiam et requisitionem dicti Hugonis, presentem litteram sigilli Curie D. Epi. Gebenn. munimine roboramus. Actum Gebenn. vijo. Kal. Decembris A. D. millesimo ducentesimo septuagesimo.

(Arch. Gen.)

197

1270. — *Aymon, évêque de Genève, donne l'église de Compesière à l'ordre de St-Jean de Jérusalem.*

Nos frater Guido de Chevelu preceptor domorum hospitalis S. Johannis Jherusalem in Sabaudia et tenens locum Prioris Avernie, notum facimus . . . . cum quod, venerabilis pater frater Aymo Dei gracia Gebenn. Episcopus dederit, in remedium anime sue et predecessorum suorum,

ecclesiam de Compeseres cum juribus suis et pertinenciis hospitali predicto, idem Episcopus de consensu nostro retinuit in dicta ecclesia omnem juridictionem spiritualem et in fratre presbitero cui ad presentationem prioris vel preceptoris cujus hoc intererit, curam dicte ecclesie ipse vel successores sui committent. Retinuit etiam in predictis ecclesia et presbitero visitationem et etiam procurationem, ita quod si forte in dicto presbitero inveniretur culpa propter quam esset amovendus, predictus Episcopus ipsum libere poterit amovere, et nos debemus eidem ad curam ecclesie dicte alium presbiterum presentare. Renuncians ex certa scientia omnibus privilegiis ordinis nostri impetratis et etiam impetrandis, per que possemus venire contra predicta vel aliquid predictorum. In cujus rei testimonium, sigillum nostrum presentibus duximus apponendum. Datum Gebenn. A. D. millesimo ducentesimo septuagesimo.

(Arch. Turin, Reg. eccl. Genève, 1re Catég. Paq. 3, N° 1.)

198

1270. — *Pierre de Vilars vend pour cent sols aux Frères prêcheurs une pièce de terre sise en Palais.*

Ego Petrus Vilarii, civis Gebenn. filius Anselmi Vilarii quondam, notum facio universis presentibus et futuris, quod ego sciens et spontaneus vendo et nomine pure venditionis trado, pro precio centum solidorum Gebenn. Priori et fratribus predicatoribus Gebenn. quandam peciam terre sitam in Palacio, immedietate juxta terram quam dicti fratres acquisierunt a Capitulo Gebenn. a parte orientali. A parte vero occidentali est contigua communi palacio. A parte vero meridiei adheret viridario dictorum fratrum, et a parte Rodani attingit terre petri Curialis. De qua pecia terre me devestio, et dictos fratres nomine dicte venditionis in corporalem possessionem induco ejusdem. Recepi autem a dictis fratribus, pro precio dicte terre, dictos centum solidos in pecunia numerata et promitto dictis fratribus, pro me et heredibus meis ac successoribus, per stipulationem sollempnem, dictam venditionem tenere perpetuo et servare, et nunquam per me aut per alium contravenire, nec alicui contravenienti consentire, sed pro dictis fratribus me opponere ad defensionem in judicio et extra, si quis eos,

quod absit, super dicta terra turbaret, seu aliquatenus molestaret. Renuncians ex certa scientia et expresse exceptioni non numerate pecunie, non habite, non recepte, exceptioni doli mali, et in factum, et beneficio auxilioque juris dicentis venditionem rescindi posse si venditor ultra dimidium justi precii fuerit deceptus, et omni auxilio et beneficio juris canonici et civilis, per quod possem venire contra venditionem predictam, aut renunciationes expressas aut etiam exprimendas, et juri dicenti generalem renunciationem non valere, nisi precesserit specialis. Testes ad hoc invoco fratrem Mauricium suppriorem eorumdem fratrum, fratrem Willelmum de Maurianna lectorem, fratrem Hugonem de Cletis, et plures alios fratres. Apponensque sigillum meum proprium huic littere in firmitatem et testimonium rei geste, rogo D. Officialem Gebenn. ut sigillum Curie D. Epi. in firmitatem maiorem imprimat huic scripto. — Nos vero P. Officialis Curie Gebenn. notum facimus universis presentibus et futuris, quod in nostra presentia in jure constitutus Petrus Vilarii civis Gebenn. filius Anselmi quondam Vilarii, confessus est se fecisse venditionem presenti littere insertam, prout superius est expressa. Et nos recepta et intellecta confessione predicta, recepimus etiam consensum Jordane uxoris eiusdem P. consentientis huic venditioni et renunciantis in hoc facto scienter et spontanee et expresse legi Julie de fundo dotali, et juri ypothece tacite et expresse. Recepimus etiam juramentum Petri et Jordane predictorum de non veniendo in perpetuum per se aut per alium contra venditionem predictam aut contra renunciationes superius annotatas, quod juramentum corporale ad sancta Dei evangelia prestiterunt pro se ac successoribus suis. Apponentes et imprimentes sigillum Curie D. Epi huic instrumento, una cum sigillo dicti Petri in testimonium rei geste. Datum A. D. mo. cco. septuagesimo.

(Arch. Gen.)

129

1270. — *Pierre de Vilars donne aux Frères prêcheurs un cens qui lui était dû sur une des pièces de terre qu'ils ont acquises en Palais.*

Ego Petrus Vilarii civis Gebenn. filius Anselmi Vilarii quondam, notum facio universis presentibus et futuris, quod ego maior, sciens et spontaneus

dono, concedo, et cedo in elemosinam pro anime mee et animarum antecessorum ac successorum meorum remedio, Deo et fratribus predicatoribus Gebenn. novem denarios annui census quos michi debebant iidem fratres pro terra quam Petrus et Willelmus de S. Germano cives Gebenn. vendiderunt eisdem fratribus. Pro qua terra dicti P. et W. de S. Germano tenebantur michi ad dictum censum annuum, antequam vendidissent eandem, et rogo dictos fratres ut singulis annis ex nunc, pro me et pro antecessoribus meis ac successoribus, faciant ad Dominum in Conventu suo memoriam specialem. Dictum censum et omne jus quod habeo vel habere possum aut debeo ex quacumque causa in dicta terra, eisdem fratribus cedo et concedo, et de eisdem me devestiens, ipsos investio, et eisdem corporalem possessionem trado vel quasi. Promittens dictis fratribus pro me et successoribus meis contra dictam donationem in perpetuum non venire. Sigillum meum huic littere appono in testimonium rei geste, et rogo D. Officialem Gebenn. ut sigillo Curie D. Episcopi muniat presentem cartam. — Nos vero P. Officialis Curie Gebenn. notum facimus universis presentibus et futuris quod in nostra presentia constitutus in jure petrus Vilarii civis Gebenn. filius quondam Anselmi, confessus est se donasse fratribus predicatoribus Gebenn. in elemosinam novem denarios annui census, prout in presenti littera superius est notatum. In cuius rei testimonium presens scriptum sigillo Curie D. Episcopi Gebenn. duximus roborandum. Datum A. D. m°. cc°. septuagesimo.

(Arch. Gen.)

130

1271, 28 Mars. — *Ordonnance de l'official qui mande au curé de Bernex d'assigner le curé de Lully à la requête du sacristain de l'Eglise de Genève.*

P. Officialis Curie Gebenn., capellano de Brenay, salutem in Domino. Vobis mandamus quatenus moneatis capellanum de Lullie, ut ipse consilium vestrum observet super hoc quod P. de Lullie domicellus spoliavit sacristam Gebenn. de quadam parte decime de Neydenz, et citetis ipsum capellanum die lune post Ramos palmarum dicto sacriste de interesse res-

ponsurum, et nobis et D. Episcopo Gebenn. satisfacturum de contemptu super hoc quod dictum consilium minime observavit, licet sibi esset a dicto D. Episcopo alias mandatum. Datum v°. Kal. Aprilis A. D. m°. cc°. lxx°.

(Arch. Turin. Genève, Catég. 18, Paq. 1, N° 15.)

131

1271, 26 Avril. — *Ordre de l'official à P. de Lully, damoiseau, de restituer au sacristain de Genève ce dont il l'a dépouillé dans la dime de Neydan, à défaut de quoi il sera excommunié.*

P. Officialis Curie Gebenn. capellano de Lullie salutem in Domino. D. Joh. Buemundi sacrista Gebenn. nobis conquerendo monstravit, quod P. de Lullie, domicellus, ipsum spoliavit de septemdecim otanis et uno bicheto frumenti et triginta gerbis frumenti, de quibus erat in possessione a predecessore suo, in receveria parrochie de Noydent. Unde vobis mandamus quatenus dictum P. moneatis ut, infra decem dies post monitionem vestram visis presentibus faciendam, dicto sacriste vel mandato suo predicta restituat, alioquin ipsum, quem ex tunc excommunicamus, singulis diebus Dominicis et festivis excommunicatum publice nuncietis. Si vero de jure suo confidat, compareat coram nobis Gebenn. ad diem Jovis ante Ascensionem Domini dicturus et allegaturus quare ad predicta reddenda minime teneatur. Datum vij. Kal. Maii A. D. m°. cc°. lxxj°.

(Arch. Turin. Genève, Catég. 18, Paq. 1, N° 16.)

132

1271, 22 Novembre. — *Willelme de Viry reconnaît que tout ce qu'il tient en terres, hommes, censes et usages au village d'Essertet appartient au couvent de St-Victor, qui lui rétrocède les dits objets en usufruit.*

Nos frater Aymo, diuina miseratione Gebenn. Episcopus, notum facimus uniuersis ad quos presentes littere peruenerint, quod Willelmus Do-

minus de Virier, domicellus, in nostra presentia constitutus, confessus est in judicio coram nobis, presenti fratri Aymoni priori S. Victoris Gebenn. pro se et conuentu suo, quod quicquid tenet, habet vel possidet, vel alius pro ipso, in villa dessertet et in eius appendenciis, in pratis, campis, vineis, pascuis, seruiciis, censibus, hominibus, nemoribus et usagiis et in omnibus aliis, spectant ad domum et prioratum S. Victoris predicti, jure dominii utilis et directi, exceptis terris quos homines de germagnie tenent et habent in villa et territorio dessertet, et exceptis hominibus, cum tenementis et possessionibus eorumdem, quos D. petrus de rogimont, miles, dictus ylos, habet et tenet in dicta villa et territorio dessertet, qui sunt, ut dictus Willelmus asserit, de feodo ipsius Vullielmi. Si vero dictus Willelmus, in predictis hominibus et rebus quas confitetur spectare et pertinere, jure dominii vel quasi, ad dictum prioratum, habet aliquod jus vel aliquod dominium seu aliquam actionem, dat et concedit et quitat dicto prioratui pro remedio animarum predecessorum suorum, ipsius, et ysabelle quondam usoris sue, et pro forefactis ab ipso Vullielmo et predecessoribus suis factis et illatis prioratui supradicto. Dictusque Vuillelmus dictum priorem recipientem nomine dicti prioratus, de predictis rebus inuestit et possessionem vacuam eidem tradit, juratque idem Willelmus ad sancta Dei euuangelia, pro se et successoribus suis, quod contra predicta . . . . non veniet. Dictus vero prior et conuentus omnes predictas res, cum personatu eiusdem ecclesie dessertet, quas idem Willelmus confessus est spectare ad dictum prioratum, et de quibus ipsum priorem nomine dicti prioratus inuestiuit, dant et concedunt dicto Vullielmo et filio suo Vullielmo clerico quamdiu extiterit clericus, ad vitam eorumdem, simul vel successiue, in personali beneficio, sub annuo censu quinque solidorum gebenn. soluendorum ex parte dictorum Vullielmi et filii sui clerici in festo b. Michaelis dicto prioratui pro rebus supradictis, ita tamen quod predictus Willelmus et dictus filius suus predictas res non possint pygnori obligare, vendere nec etiam alienare. Et si dictus Willelmus vel filius suus predicta obligaret, venderet vel alienaret, predicta obligatio, venditio, seu alienatio nulla essent, cum predicti prior et conuentus predictarum rerum possessionem et proprietatem sibi retinuerint, et dicto Vuillelmo et filio suo usumfructum tradiderint sub dicto annuo censu quinque solidorum, quamdiu vixerint, pacifice possidendum. Post mortem vero dicti Vuillelmi et filii sui, vel si desierit esse clericus, ususfructus rerum predictarum cum proprietate remaneat et accrescat. Si vero contingeret ecclesiam dicte ville dessertet vacare, dictus prior et conuentus concedunt dicto

Willelmo et filio suo, quod ipsi vel alter eorum quamdiu vixerint, personam ydoneam dicto prioratui ad dictam ecclesiam afferunt presentandam, quam personam dicti prior et conuentus nobis debeant presentare. Predictus vero Willelmus promittit, pro se et filio suo, res et personas dicti prioratus garentire et deffendere pro posse suo et eisdem consilium impertire. Promittuntque predicti prior pro se et conuentu suo et dictus Vuillelmus pro se et filio suo, predicto juramento ad sancta Dei euangelia corporaliter prestito coram nobis, et hugonetus et henricus filii eiusdem Vuillelmi, coram Joh. castin, clerico, de mandato nostro recipiente .... contra predicta .... non venire .... Dictus etiam prior promittit, pro se et conuentu suo, dicto Vuillelmo et filio suo, consilium impertire. In cuius rei testimonium, sigillum nostrum una cum sigillo dictorum prioris et Vullielmi presentibus litteris duximus apponendum. Et nos prior predictus .... sigillum S. Victoris, et ego predictus Vuillelmus sigillum meum presentibus litteris apponimus in testimonium veritatis. Datum x°. Kal. Decembris A. D. m°. cc°. lxx°. primo.

(Arch. Gen.)

133

1272, 3 Avril. — *Jean de Pierregrosse, citoyen de Genève, vend aux Frères prêcheurs une pièce de terre en Palais.*

Nos Petrus Officialis Curie Gebenn. Notum facimus ..... quod coram nobis constitutus Joh. de petragrossa civis gebenn. non vi non dolo non metu inductus, non coactus sed spontaneus, vendit, tradit, cedit et concedit, ex nunc in perpetuum, viris religiosis priori et fratribus predicatoribus Gebenn. quandam peciam terre sitam extra muros qui tendunt a porta nova que respicit versus palacium apud Rodanum. Que pecia terre a parte inferiori contigua est terre quam dicti fratres acquisierunt a Petro de S. Germano et Will°. fratre suo, et ex opposito latere adheret fossato ville, ex alio vero latere terre petri dicti Tardi, et ex alio terre hospitalis, precio triginta sex solidorum Gebenn. quos confitetur et asserit se recepisse et habuisse ab eisdem Priore et fratribus in bona pecunia numerata,

et eos in utilitatem propriam fuisse conversos. De qua pecia terre, et de omni jure quod habebat seu habere poterat ex quacumque causa in eadem, se devestit dictus Johannes coram nobis per quendam baculum, et investit predictos Priorem et fratres per dictum baculum, quem investiture nomine eis tradit, et mittit eos in possessionem corporalem de eadem. Prpmittens per sollempnem stipulationem et per juramentum super sancta dei euvangelia prestitum corporaliter, contra predictas venditionem, traditionem, cessionem, concessionem, devestituram et investituram, per se vel per alium, in posterum non venturum, nec contravenienti in aliquo consensurum, et quod dictam peciam terre garantiet et defendet in judicio et extra dictis Priori et fratribus legitime contra omnes. Et si aliquis, quod absit, totam vel partem dicte pecie terre evinceret, dictus Johannes secundum quantitatem terre que evinceretur, quantitatem precii dictis Priori et fratribus reddere teneretur. Renuncians in hoc facto . . . . . In quorum omnium testimonium ad instantiam et requisitionem dicti Johannis presentem litteram sigillo Curie D. Episcopi Gebenn. roboramus. Actum Gebenn. tertio nonas Aprilis. A. D. m°. cc°. septuagesimo primo.

(Arch. Gen.)

134

1272, 9 Juin. — *Jaques de Vilette et Girard, son fils, cèdent à l'abbaye de Bonmont les droits qu'ils prétendaient avoir sur la grange de* Paleye, *possédée par la dite abbaye.*

Nos frater Aymo diuina miseratione Gebenn. Episcopus, notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis, quod cum discordia verteretur inter D. Jacobum de Villeta militem, et Girardum domicellum de Villeta filium eiusdem D. Jacobi, ex una parte, et Religiosos viros Abbatem et Conuentum boni montis, ex altera, super hoc quod dictus miles et eius filius dicebant se ius habere in grangia de paleye et eius appendiciis, quam tenent dicti religiosi, et, occasione dicte discordie, idem domicellus Girodum sacristam bonimontis ab equo ipsius sacriste violenter diruerit, et eius equum duxerit, dictusque Girardus domicellus, usus consilio saniori,

quod male fecit cupiens emendare, coram nobis constitutus, ex certa scientia confitentur et recognoscunt ipse et dictus D. Jacobus, spontanei .... se nullum jus, nullam calumpniam habere justam, seu actionem, in grangia supradicta et eius appendiciis, et si quod jus vel aliquam calumpniam habent, vel habere debent, vel sibi competit, vel competere potest ex quacumque causa in dicta grangia et eius appendiciis, videlicet de terris, pratis, nemoribus, hominibus, arboribus, pascuis, vineis, censis, usagiis, dominio, auoeria et rebus aliis quibuscumque, volentes satisfacere dicto sacriste de violentia supradicta, illud jus et omnem calumpniam et actionem quod et quam habent in eisdem, dictus miles et dictus Girardus eius filius, soluunt, quittant, cedunt et concedunt in perpetuum religiosis supradictis. Deuestientes se ..... et dictos religiosos per traditionem presentis littere corporaliter inuestiunt de eisdem. Promittentes ..... Renunciantes ..... In cuius rei testimonium sigillum nostrum, ad requisitionem petentium, presentibus duximus apponendum, et nos magister p. de Satigniaco canonicus, gebenn., qui omnibus supradictis inter fuimus, sigillum nostrum una cum sigillo ven. patris D. Aymonis gebenn. Epi., presentibus apposuimus ad requisitionem partium predictarum. Datum A. D. mo. cco. lxxo. secundo. vo. Idus iunii.

(Arch. Laus. Bonmont. L. 282, second suppl. N° 8.)

135

1272, 26 Juin. — *Transaction entre le Chapitre de Genève et le chapelain de Scionzier, d'une part, et les frères de Volserier, d'autre part, au sujet d'un legs fait à l'église de Scionzier.*

Nos Jacobus Prior domus de dyuona ordinis sancti eugendi, filius quondam domini Petri de volserie militis, et magister hugo de festerna canonicus Gebenn. notum facimus uniuersis presentem litteram inspecturis seu audituris, quod cum discordia verteretur inter venerabiles viros capitulum Gebenn. et dominum Aymonem capellanum de Syunzie, ex una parte, et Petrum de Volserie clericum, Aymonem et Vydonem, fratres,

filios quondam dicti domini Petri de Volserie militis, ex altera, super elemosina facta et data ecclesie de syunzie in perpetuum a domino Rodulpho, fratri quondam dictorum fratrum et filio predicti militis domini Petri de volserie, pro remedio anime sue et predecessorum suorum, videlicet unam cupam fabarum, et unam cupam ordei, ad mensuram de cluses, assignatas et assetatas predicte ecclesie de Syunzie a dicto domino Petro de volserie milite, patre quondam dicti domini Rodulphi, super decimam suam que vulgaliter dicitur de lachal in territorio et parochia de arachi, prout dictum Capitulum Gebenn. una cum dicto capellano de syunzie asserebat, dictis fratribus predicta negantibus, totum contrarium affirmabant. Post multas vero citationes, contemptiones, habitas inter partes super predictis, coram Officiali Curie Gebenn. Episcopi et alibi, dicte partes, ducti consilio saniori, in nos duos supradictos tanquam in amicabiles compositores, et pacis utriusque partis amatores, sub hac forma compromittunt, quod, prestito corporaliter juramento hinc et inde super sancta dei euangelia, stabunt alte et basse super predictis omnibus et singulis juris diffinitioni nostre vel ordinationi seu concordie nostre vel etiam voluntati, prius de predictis inquisita a nobis diligenter veritate. Nos vero predicti amicabiles compositores, conuocatis partibus predictis coram nobis apud Syunzie, predictis omnibus et singulis diligenter obseruatis a nobis in omnibus et per omnia, de expresso consensu et voluntate partium predictarum, volumus, facimus et ordinamus, quod dicta ecclesia de Syunzie una cum capitulo Gebenn. habeat, teneat et percipiat annuatim in perpetuum predictas duas cupas bladi supradicti in dicta decima de lachal, nomine elemosine dicti domini Rodulphi. Retenta usque modo predicte elemosine remittimus expresse fratribus supradictis. Omnia autem supradicta et singula jurant dicti fratres super sancta dei euangelia nomine suo et heredum suorum in perpetuum obseruare et totaliter adimplere. Nos autem Henricus abbas de Syz, ad requisitionem et mandatum partium predictarum presentem litteram una cum predictis amicabilibus compositoribus sigillo nostro in testimonium veritatis predictorum omnium duximus sigillandam. Datum apud Syunzie. A. D. m°. cc°. septuagesimo secundo. vi°. Kal. Julii.

(Arch. Gen.)

136

1272, 17 Décembre. — *Sentence rendue par l'official entre le Chapitre de Genève et le curé de Cologny, au sujet des dimes des novales de la dite paroisse.*

In nomine Domini Amen. Cum causa verteretur coram nobis Ay. Officiali Curie Gebenn. inter procuratorem Capituli Gebenn. ex una parte, et capellanum de colungnie ex altera, visa peticione dicti procuratoris que talis est. Coram vobis domine Officialis Curie Gebenn. dicit et in iure proponit procurator Capituli Gebenn. contra capellanum de colungnie, quod idem capellanus iniuste detinet decimas nouaiium in parochia sua de colungnie, eo quod dicte decime spectant et pertinent ad dictum Capitulum et sunt adiudicate eidem ex ordinatione facta inter Dominum Episcopum pro se et capellanis suis et dictum Capitulum per Dominum Archiepiscopum Viennensem tunc apostolice sedis legatum. Littere vero super hiis legitime contestata, negat predictus capellanus predicta vera esse. Jurato a partibus de calumpnia, asserit prëdictus procurator predicta vera esse, et ad intentionem dicti Capituli melius fundandum, exhibuit dictus procurator, in modum probationis, quandam litteram sigillatam sigillis Archiepiscopi Viennensis quondam et Episcopi Gebenn. et Capituli memorati, in qua quidem littera contineri inter cetera vidimus quandam clausulam in hec verba : Item statuimus et ordinamus quod in ecclesiis in quibus Capitulum predictum habet ius patronatus, decimas nouaiium habeant et percipiant. Quibus nos interrogauimus a dicto Capellano an crederet omnia predicta esse vera, qui respondit, post iuramentum, quod credebat omnia predicta esse vera. Proposuit tum dictus Capellanus ad sui deffensionem, quod non debebat reddere dictas decimas dicto Capitulo, eo quod a triginta annis citra tenuerat ecclesiam, et nunquam reddiderat dictas decimas. Et sciendum est quod dictus Capellanus confessus fuit in iudicio, quod ius patronatus dicte ecclesie pertinet ad dictum Capitulum gebenn. Visis et auditis quod partes de iure et de facto proponere voluerunt, Deum solum habentes pre oculis, iuris ordine in omnibus obseruato, de consilio peritorum, promulgamus dictas decimas ad dictum Capitulum pertinere, iniungentes dicto Capellano ut de cetero permittat dictas decimas novalium dicto Capitulo percipere pacifice et quiete, taxationem et condempnationem expensarum nobis reseruantes.

Datum die sabbati ante festum beati thome apostoli, assignata ad diffiniendum presentibus partibus et petentibus diffiniri. a°. d^i. m°. cc°. lxx°. secundo.

(Arch. Gen.)

137

1272. — *L'évêque de Genève acense à Willelme Clavel, de Ville en Salaz, et à ses héritiers, une terre au dit lieu, moyennant 5 sols de cens annuel.*

Littera super accensatione facta per Ep. Aym. Will°. Clauel de terra sita inter terram de Syz et terram ecclesie de Villa pro v. sol. — Nos frater Aymo diuina miseratione gebenn. Episcopus notum . . . . . quod nos damus et concedimus in perpetuum Willelmo de villa en Salaz, dicto clauel, et heredibus suis, terram sitam in territorio dicti loci, inter terram de Syz . . . . et terram ecclesie de ville . . . . que contigua est occhie dicte de bonet ex una sumitate, et ex altera prato D. petri dicti brasa, militis, pro v. solid. censualibus soluendis nobis annuatim ad festum S. Michaelis. Datum A. D. m°. cc°. lxxij°.

(Arch. Gen. L. Salaz, N° 34.)

138

1273, 17 Février. — *Transaction, au sujet de diverses censes, entre le Chapitre de Genève et Willelme de Viry.*

Nos Ay. Officialis Curie Gebenn. notum facimus . . . . quod cum causa seu controuersia verteretur inter Capitulum Gebenn. ex una parte, et Willelmum de virie, domicellum, ex altera, super eo quod petebat procurator dicti Capituli nomine dicti Capituli, sibi assignari unum modium bladi annui redditus, pro patre et fratre eiusdem Willelmi, item octo

octanas bladi annui redditus super decima de luluset, nomine gagerie de luluset, item xx. sol. annui redditus, pro hugone fratre suo defuncto, item novem bixetos frumenti et quinque auene, pro censa de Vursie, et super hiis esset dies assignata ad littem contestandam, dictusque Willelmus peteret a dicto Capitulo quod, cum dictum Capitulum tenuisset gageriam suam de Maleignie, quod ex fructibus dicte gagerie faceret sibi remissionem, item quod illud quod fuerat deterioratum et minus iuste leuatum in eadem gageria emendaretur et restitueretur. Tandem post multas altercationes, amicabilis compositio inter ipsos intercessit in hunc modum, videlicet quod dictus Willelmus, pro supradictis uniuersis petitionibus, totalem decimam de Germaignie cum receueria eiusdem, et omni incremento quod potest in eadem euenire, cum omni jure et actione quod habet vel habere debet ex quacumque causa in eisdem, donat, tradit, cedit et concedit, quitat ex nunc in perpetuum pro se et heredibus suis, dicto Capitulo donatione inter viuos, et de predictis se deuestit dictus Willelmus et procuratorem dicti Capituli nomine dicti Capituli per baculum, quod sibi tradit nomine inuestiture et possessionis, inuestit, et quittat et soluit omnes querelas et petitiones supradictas, et dictum Capitulum eidem Willelmo soluit et numerat decem et septem libras Gebenn. pro quittacione petitionum predictarum quas faciebat vel facere poterat Capitulo supradicto. Hanc autem pacem et compositionem, cessionem et concessionem, donationem et inuestituram, procurator dicti Capituli et predictus Willelmus per iuramentum et per stipulationem sollempnem promittunt attendere et seruare, et in contrarium, verbo, facto, vel opere, per se vel per alium, non venire. Dampna vero, costamenta, interesse et expensas, si que vel quas dictum Capitulum faceret, sustineret vel incurreret, si dictus Willelmus veniret contra aliquid de predictis, promittit idem Willelmus eidem Capitulo reddere, restituere, et totaliter resarcire, et super hiis credere iuramento procuratoris supradicti capituli sine alia probatione. Hanc autem pacem et omnia supradicta laudant, approbant, ratificant et confirmant, margareta uxor dicti Willelmi et henrietus filius eiusdem Willelmi, iurantes super sancta dei euangelia quod contra predicta vel aliquid de predictis, per se vel per alium, verbo, facto vel opere, non venient in futurum. Supradictusque Willelmus per idem iuramentum promittit se procuraturum et facturum, quod alii liberi supradicti laudabunt omnia supradicta. Renunciant autem in hoc facto dicti Willelmus, uxor et henrietus, sub vi prestiti iuramenti, exceptioni doli mali, et in factum, non numerate pecunie, non tradite, non solute, spei future nume-

rationis, beneficio minoris etatis, et restitutionis in integrum auxilio velleyani, juri danti mulieribus in rebus maritorum ypothecas tacitas vel expressas, condictioni sine causa, et omni juris auxilio canonici et ciuilis per quod possent venire contra predicta vel aliquod de predictis, exceptioni fori . . . . . In cujus rei testimonium sigillum Curie Gebenn. Episcopi ad requisitionem predictorum presentibus duximus apponendum. Datum die jonis ante carnipreuium nouum. A. D. m°. cc°. lxx°. secundo.

(Arch. Gen.)

189

1273, 10 Avril. — *Emphytéose perpétuelle d'une pièce de terre accordée à Jean de St-Cergue par le Chapitre de Genève.*

Uniuersis christi fidelibus presentes litteras visuris siue audituris, Capitulum Ecclesie Gebenn. salutem et memoriam rei geste. Notum facimus uniuersis quod nos A°. D^i^. m°. cc°. lxx°. tercio, in crastino pasche, tenentes capitulum generale, prouisa utilitate ecclesie nostre, damus et tradimus in emphytheosim perpetuam Johanni de Sancto cirico allori de bona, pro sexaginta solidis de intragio nobis ab eodem datis et solutis in pecunia numerata, et tribus solidis censualibus nobis soluendis annis singulis in crastino pasche, quandam peciam terre sitam in territorio de vignyez, in loco qui dicitur murs, ex una parte possidet Jacobus Rufus de bona, ex alia parte est aqua que dicitur Aeri, a parte superiori affrontat terre quam possidet Jacobus de vignyez, et a parte inferiori affrontat vie publice que est subtus collem de Murs. De dicta quidem pecia terre dictum Johannem, pro se et suis heredibus legittimis a sua carne descendentibus, recipientem per pollicem inuestimus, et possessionem ei tradimus corporalem. Promittentes eidem dictam terram sibi et suis heredibus legittimis a sua carne descendentibus pro dicto censu manutenere et defendere legitime contra omnes et in contrarium non venire. Hoc inter nos et ipsum specialiter conuento, quod si idem Johannes vel heredes sui legittimi a sua carne descendentes dicte terre possessores sine herede legittimo

decederent, dicta terra cum omni melioramento suo ad nos libere reuertatur. Et nos Amedeus dardelli miles dominus dicti Johannis, dictam conuentionem laudamus, concedimus, approbamus et eidem capitulo pro nobis et successoribus nostris promittimus et juramus quod non impediemus, nec prohibebimus, quin dicta terra cum suo melioramento, si dictus Johannes vel heredes sui legittimi a sua carne descendentes absque herede legittimo decesserint, ad dictum capitulum reuertatur. Et expresse renunciamus omni juri quod in dicta terra nobis posset competere si dictus Johannes vel heredes sui legittimi a sua carne descendentes sine herede legittimo decederent intestati. Ut autem premissa certitudinem obtineant in futurum sigilla nostra duximus presentibus apponenda. Actum Gebenn. anno et die superius annotatis.

(Arch. Gen.)

110

1273, 16 Juillet. — *Testament de Hugues de Confignon, vidomne de Genève.*

Nos Hugo miles de Confignon vicedompnus Gebenn. sanus mente licet eger corpore . . . . . volentes ordinare et disponere de extrema nostra voluntate et dispositione, ipsam exprimimus in hunc modum, videlicet quod nos instituimus heredem nostrum inprimis in omnibus bonis nostris mobilibus et immobilibus, Walterum filium nostrum, volentes quod idem Walterus solvat omnia debita, nomina et legata a nobis. Item volumus quod Jaquemeta filia nostra sit contenta portione hereditaria quam deberet habere in predictis nostris bonis, si non instituissemus dictum Walterum heredem in eisdem, pro dote eidem data sive promissa a nobis videlicet LX libras in LX solidatis terre annualibus . . . . . Item volumus quod domine Jordane uxori nostre, solvantur L libre gebenn. que recepimus pro dote ipsius, et quod deliberentur post mortem nostram queque alberga hominum, videlicet, albergum johannodi et petri fratrum, domus de grusot, et albergum girodi et . . . . . dicti loci fratrum, et albergum Jacquemeti dicti loci et Walteri de Balma, et albergum bornandi de birney, et vinea dicta de putens, quam vineam relinquimus post mortem nostram, cum XV octanis frumenti, quas volumus percipi a dicta Jordana in

parrochia de berney, cum xv octanis avene, similiter percipiendis in dicta parrochia, et volumus quod dicta domina Jordana sit domina omnium bonorum nostrorum predictorum quamdiu voluerit morari in domo nostra, et volumus et reliquimus predicte domine Jordane quamdiu non convolaret ad secunda vola. Quod si convolaret, habeat ipsa Jordana solo modo in predictis albergis et vinea usumfructum ut possit facere extolli terris nostris ad opus ipsius et ad vitam ipsius Jordane et habeat in terra mea dispositionem. Voluntatem et ordinationem volumus valere jure testamenti et si non potest valere jure testamenti, valeat jure . . . . alterius dispositionis vel ordinationis et eo jure quo melius valere poterit. Datum Die lune post quindenam apostol. Petri et Pauli a°. m°. cc°. lxxiii°.

Ego Johannes capellanus de S^to^. Germano cognovi a dicto, huic testamento signum meum appono et scribi facio per manum magistri mathei. — Ego Girodus de Vallie cognovi a dicto Hugoneto testatore huius testamenti signum meum apponi et signo et subscribo. Ego Hugo de Confignon miles testator huic testamento signo et sigillum meum apponi et subscribi feci per magisterum mattheum. Ego Vincentius capellanus Sancte Marie nove rogatus a dicto Hugone huic testamento subscribo et sigillum appono. Ego Petrus de Thoyrens cognovi a dicto hugoneto testatore huic testamento scribo, subscribo, facio per manum mag. Matthæi . . . . sigillum meum apponi . . . . Ego Emeritus capellanus de collognier rogatus a dom°. hugoneto. testatore huic testamento subscribo et signum meum appono. Ego Martinus de S^to^. Germano canonicus Gebennensis rogatus a d^no^. Hugone testatore, huic testamento subscribo, signum meum appono.

(Arch. Turin. Prov. de Genevois. Paq. 10, Confignon, N° 6.)

141

1273, Juillet. — *Pierre de Chetaz, prêtre, sa mère et sa sœur, confirment une donation au Chapitre, faite par leur père Maurice.*

Nos Ay. Officialis curie Gebenn. notum facimus . . . . . Quod in nostra presentia constituti petrus de chetaz presbiter, mater eius, et Agnes soror

eius, confitentur et recognoscunt in judiciò, presente capitulo et interrogante, quod mauricius pater dicti presbiteri, sciens et prudens, non vi, non dolo, nec in aliquo circumuentus, dedit et tradidit donatione pura et irreuocabili, facta inter uiuos, memorato capitulo recipienti, totam hereditatem suam tam in nemoribus, pratis, vineis, terris, decimis, existentem, quam in domibus et rebus aliis, ubicumque sint. Quam hereditatem dictus mauritius confessus fuit se tenere in emphitheosim a dicto Capitulo sub annuo censu quatuor solidorum. et septem denariorum, retento nudo usu sibi et uxori sue, et dicto presbitero in dicta hereditate. Deuestientes se de dicta hereditate, et dictum Capitulum inuestiunt, per traditionem presentis littere predicto nudo usu sibi et prenominatis superius reseruato. Quam confessionem et donationem predictas, factas a dicto mauricio, predicti presbiter, mater et soror eius, ratam et gratam habentes, iterum dant ad maiorem confirmationem et dando tradunt dictam hereditatem memorato Capitulo, retento nudo usu sibi successiue, excluso omni herede descendenti, atque transuersali. Dantes singulariter inter se duas gallinas predicto Capitulo ad mutationem cuiuslibet persone dictarum trium personarum, tali modo quod die obitus dicti presbiteri, nomine anniuersarii sui et parentum suorum, diuidantur xii solidi inter canonicos presentes in dicto anniuersario annuatim. Deuestientes se de dicta hereditate, et dictum Capitulum presentem et recipientem inuestiunt de eadem per traditionem presentis littere, retento predicto nudo usu secundum formam superius nominatam. Item dictus Capellanus sciens et prudens, non vi, non dolo, nec metu aliquo inductus, sed cum deliberatione animi sui, de pura et mera voluntate sua, eligit sepulturam suam in ecclesia Sancti petri gebenn. et precipit Capitulo Gebenn. presenti et stipulanti, quod corpus suum aportetur a loco in quo contingerit ipsum decedere gebenn. et quod sepeliatur in cimisterio ecclesie supradicte. Et scienter renunciat et expresse juri dicenti, quod voluntas hominis ambulatoria est quousque morte confirmetur, et omnibus iuribus aliis, canonicis et ciuilibus in quibus cauetur quod ultima electio sepulture debeat seruari et attendi, promittens dictus capellanus nichilominus memorato Capitulo presenti et stipulanti quod dictam electionem non reuocabit in futuro. Renunciant vero in hoc facto, predicte persone expresse et ex certa scientia exceptioni doli, metus, et in factum, conditioni sine causa, conditioni ob causam, causa non subsequta, deceptioni ultra dimidium iusti pretii vel citra, implorationi iudicis officium vel etiam supplicationi, et iuri dicenti quingentos aureos excedentem sine insinuatione principis fieri non debere, affirmantes

nichilominus predicti presbiter, mater et soror eius, quod ullum impedimentum prestiterunt nec prestabunt in futurum, quominus dicta hereditas libere ipsis viam uniuerse carnis ingressis deuoluatur ad Capitulum memoratum ipso facto, et si quid prestiterunt, promittunt ipsum remouere et penitus annullare. Omnia autem predicta et singula iurant predicti presbiter, mater et soror eiusdem, totaliter obseruare et firmiter adimplere. In cujus rei testimonium ad preces et requisitionem ipsorum sigillum Curie domini gebenn. Episcopi presentibus duximus apponendum. Datum A°. D^{i}. m°. cc°. lxx°. tercio mense Julii.

(Arch. Gen.)

142

1273, Août. — *L'évêque Aymon aberge au couvent de Bonmont sa maison dite Sainte-Croix à Germany, et affranchit du droit de forage celle que le dit couvent possède à Genève.*

Nos frater Aymo, miseratione diuina Gebenn. Episcopus, notum facimus uniuersis, quod nos cõsiderata euidenti utilitate ecclesie nostre Gebenn., abergamus et in enfitheosim perpetuam tradimus Abbati et conuentui Bonimontis, ordinis Cisterciensis, domum nostram sitam in territorio de Germanie sub montibus que dicitur Sancta Crus, cum pertinenciis ipsius et appenditiis uniuersis, videlicet cum vinea, prato, arboribus, terris et rebus aliis. Affranchimus et liberam facimus imperpetuum domum quam dicti Abbas et conuentus habent apud gebenn. prope rippam laci, ab omni prestatione foragii, ita tamen quod tempore bannorum qui ter in anno venduntur, in eadem domo cessetur a venditione vini. Pro qua abergatione dicti clausi et liberatione dicte domus, dicti Abbas et conuentus tenentur nobis reddere Gebenn., in domo ipsorum predicta, quadraginta sex sestarios vini puri de bougez annuatim ad mensuram gebenn., a tempore vindemiarum usque ad festum b. Martini. Promittimus autem bona fide pro nobis et successoribus nostris, dictam domum cum pertinentiis ipsius eisdem Abbati et Conuentui legitime guarantire . . . . . In cuius rei testimonium sigillum nostrum presentibus duximus apponendum. Datum Gebenn. A. D. m°. cc°. lxx°. tercio, mense Augusti.

(Arch. Laus. L. Bonmont, 265, N° 61.)

143

1273, Août. — *Conon, abbé de Bonmont, reconnaît et accepte les conditions mentionnées dans l'acte précédent de l'abergement et de l'affranchissement faits par l'Évêque.*

Nos Cono Abbas Bonimontis et conuentus eiusdem loci, notum facimus . . . . . quod nos recepimus in abergationem et in emphiteosim perpetuam a Reuerendo patre ac domino, fratre Aymone, dei gratia Episcopo Gebenn., domum que dicitur Sancta Crux, sitam in territorio de Germanie, cum pertinentiis ipsius et appendentiis uniuersis, videlicet in vinea, prato, arboribus, terris et rebus aliis. Pro qua abergatione, et etiam pro franchisia domus nostre Gebenn. site prope ripam laci, quam dictus Dominus Episcopus fecit liberam ab omni prestatione foragii, ita tamen quod tempore bampnorum qui ter in anno venduntur apud Gebenn. a venditione vini cessetur in eadem. Nos tenemur eidem et successoribus suis annuatim reddere Gebennis in dicta domo nostra quadraginta sex sextarios vini puri de Bougez ad mensuram Gebenn., recipiendos a nunciis suis et successorum suorum a tempore vindemiarum usque ad festum B. Martini. Et ad dictum vinum modo predicto reddendum, omnia bona nostra bona fide obligamus, et renunciamus in hoc facto exceptioni doli mali, et actioni in factum, et omni auxilio juris canonici et ciuilis, per quod possemus contra predicta venire vel aliquid de predictis, et juri dicenti generalem renunciationem non valere. In cuius rei testimonium, nos dictus Abbas nomine nostro et conuentus nostri, sigillum nostrum presentibus duximus apponendum. Datum Gebenn. A. D. m°. cc°. septuagesimo tertio, mense Augusti.

(Arch. Gen.)

144

1273, 2 Novembre. — *Vente d'un cens, faite par Willelme Laurent, citoyen de Genève, aux curés de Sainte-Croix et de Saint-Léger.*

Nos Aymo Officialis Curie Geb. notum .... quod in presentia Jo. Correys clerici Gebenn. nostre Curie jurati .... constitutus Will^s. Laurencii civis Gebenn. de consensu Christini beryn... civis Gebenn. vendit... D. Girodo capellano S^e. Crucis, et D. Willelmo S. Leodegarii Gebenn. et successoribus eorum, duos sol. annui census... quos habet supra duo casalia sita in Rua dicta Villanova .... que casalia tenet in emphiteosim ab eodem Willelmo idem Christinus sub censu annuali tres solidorum, prout hec omnia coram dicto clerico predicti Willelmus et Christinus affirmant. Memoratos vero duos solidos idem Willelmus Laurencii, de consensu dicti Christini, assignat et asserat eisdem capellanis .... percipiendos annuatim in casalibus supradictis, videlicet duodecim den. in quolibet casalium predictorum. Mandans et precipiens idem Willelmus prefato Christino .... ut predicta casalia ab hiisdem capellanis in emphiteosim recipiat sub censu et pensione supradictis, et de dictis duobus solidis eisdem capellanis .... respondeat ex nunc in antea, atque solvat. Promittens .... De predictis duobus solidis .... investit... dictos capellanos... de eisdem inducendo in corporalem possessionem per traditionem hujus modi litterarum ..... Cum igitur quondam Perreta de Veyrier, uxor quondam Willelmi de Veyrier legavit in sua ultima voluntate quadraginta sol. Gebenn. ecclesiis B. Leodegarii et S^e. Crucis Gebenn. predictis, pro duobus solidis acquirendis pro anniversario ipsius Perrete annuatim in dictis ecclesiis faciendo, eandemque pecuniam deposuerit... in manu Peroneti filii ipsius Perrete ad predicta facienda... prefatus Peronetus, de mandato ipsorum capellanorum, solvit... dicto Will^o Laurencii dictos quadraginta sol. et duos solidos una cum illis quadraginta solidis in augmentatione dicti legati pro ipsius anime et antecessorum suorum et etiam successorum remedio et salute, pro duobus solidis venditis superius annotatis. De quibus quadraginta et duobus solid. idem Will^s. Laurencii se tenet plenarie pro pagato... Renuncians ..... Datum die Jovis post festum Omnium sanctorum A. D. m^o. cc^o. lxx^o. tercio.

(Arch. Gen. Reg. S. Leodeg., f^o 6.)

145

1273, 13 Novembre. — *Vente de plusieurs cens, faite par Girod de l'Orme au curé de St-Léger, et intervention de ceux qui doivent payer les dits cens.*

Nos Ay. Officialis Curie Gebenn. notum facimus . . . . . quod in nostra presentia constitutus Girodus de Ulmo, de Jussier . . . . . de consensu Jaquete uxoris sue et Stephani filii ejusdem, vendit . . . duodecim denar. censuales D. Will°. capellano S. Leodegarii Gebenn. pro viginti sol. Gebenn. Quam pecuniam confitetur . . . se habuisse . . . a dicto capellano in bona pecunia numerata. Item donat et concedit dictus Girodus, laude et consensu predictorum uxoris et filii sui, donatione inter vivos pura et inrevocabili, duos denar. et obulum censuales ecclesie B. Leodegarii Gebenn. in elemosina, pro remedio anime sue et antecessorum suorum. Quos quatuor decem denarios et obulum censuales, debent dicto Girodo annuatim . . . . P. de bospiouz faber, Girardus Peiroliers et Jo. bessons sutor. Dictus vero G. peyroliers sex denar. et obulum super domum et casale in quo moratur . . . dictus vero P. faber quatuor denar. super domum suam et casale . . dictus vero Joh. Bessons, quatuor denar. super domum et casale in quo moratur, que sita est in vico de puteo in parrochia S. Leodegarii. Qui coram nobis propter hoc specialiter constituti . . . confitentur et recognoscunt se debere eidem Girodo predictos quatuor decem denar. et obulum censuales, prout superius est expressum . . . . . et de consensu et mandato ipsius Girodi singulis annis . . . dicto capellano et successoribus suis . . . quilibet partem suam superius expressam dictorum quatuor decem denar. et obulum solvere . . . ex nunc in perpetuum, dicta casalia super hoc eidem obligantes. De quibus . . . . . se devestit dictus Girodus et dictum capellanum . . . . nomine suo et ecclesie sue de S. Leodegario in corporalem possessionem inducit. Promittentes . . . . . Abrenunciantes . . . . . Testes . . . Girodus de S. Victore clericus, Girardus carnifex, Girodus de la joux, Jaquetus sutor, P. faber de Chablo . . . . Datum Idus Novembris A. D. m°. cc°. lxx°. tercio.

(Arch. Gen. Reg. S. Leodeg., f° 11.)

146

1273, 28 Novembre. — *L'évêque de Genève, sur la présentation du prieur de St-Victor, confère la cure de Draillens à Hugues d'Avouson, prêtre.*

Nos frater Aymo diuina misericordia Gebenn. Episcopus notum facimus . . . . . quod nos ecclesiam de drallyens, vacantem per liberam resignationem D. girodi quondam capellani dicte ecclesie, damus et concedimus, ad presentationem prioris de S° Victore Gebenn. D. hugoni de awisun presbitero, cum juribus et appendiciis ipsius uniuersis. Committentes eidem curam dicte ecclesie quandiu vixerit salubriter gubernandam. Mandantes tenore presentium priori dicti loci quatinus eumdem inuestiat vice nostra de dicta ecclesia et de eiusdem juribus et appendiciis uniuersis et inducat in possessionem corporalem. In cuius rei robur et testimonium sigillum nostrum duximus presentibus apponendum. Datum iiij°. Kal. decemb. A°. D^i. m°. cc°. lxx°. tercio

(Arch. Gen. P. H., N° 84.)

147

1274, 23 Janvier. — *Affranchissement d'un homme de Péron par Etienne de St-Jean-de-Gonville. L'affranchi fait hommage au prieuré de Satigny.*

Nos Aymo Officialis Curie Gebennensis notum facimus uniuersis quod in nostra presentia constitutus Stephanus filius quondam Galterii de Sancto Johanne de gouelles, non vi, non dolo, non metu inductus, ut asserit, nec ab aliquo circumuentus, affranchiat, manumittit, liberat, soluit perpetuo atque quitat, nichil sibi retinendo, Johannem filium brunete ala magnina de pyrons, hominem suum ligium et talliabilem, omnesque ab ipso natos et nascituros, et omnem posteritatem eorundem, ab omni jure exactionis, usagio, seruitio, tallia, potestate dominica, auxilio, et ab omni jugo, genere et specie servitutis, sibi conpetentibus, pro se et heredibus suis, in dicto Johanne et eiusdem posteritate et in bonis suis presentibus et futuris, ex quaque causa vel etiam ratione. Pro huiusmodi vero liberatione,

solutione et quitatione, dat et soluit et tradit idem Johannes, dicto Stephano, lx. solidos Gebennenses, de quibus se tenet idem Stephanus coram nobis pro pagato in bona pecunia numerata. Promittit, per juramentum super sancta dei euangelia corporaliter prestitum, se contra dictam manumissionem, franchisationem, liberationem, quitationem et solutionem, per se uel per alium, in iudicio uel extra, verbo uel opere, uel consensu, in posterum non venturum, faciens pactum perpetuum et reale quod ab ipso Johanne uel posteritate ipsius, ratione homagii predicti, juris et juridictionis cuiuscumque, seu consuetudinis, uel etiam seruitatis, nichil petet, requiret uel exiget in futurum. Prefatus vero Johanes spontaneus et ex certa scientia, presente, volente et concedente, stephano predicto donat et concedit, se et heredes suos cum omni posteritate sua, donatione pura perpetua et inreuocabili inter uiuos, priori et capitulo Satigniaci, faciens etiam idem Johannes pro se et heredibus suis et posteritate ipsorum uniuersa predicto priori presenti et recipienti nomine suo et capituli supradicti homagium ligium, seu ligiam fidelitatem, promittensque tactis corporaliter euangeliis, sollempni stipulatione interueniente, se priori et capitulo supradictis fideliter habiturum et eisdem ut homo ligius seruiturum. Renunciant autem prefati stephanus et Johannes ex certa scientia, de jure suo materna linga certificati, exceptioni doli, metus et in factum actioni, petitioni libelli, litis contestationi, exceptioni fori, juri loquenti de deceptione ultra dimidium justi precii, juri dicenti ex quacunque causa mihi videbitur in integrum restituam ait pretor, juri dicenti generalem renunciationem non valere nisi precesserit specialis. Renunciat etiam idem Stephanus exceptioni pecunie non numerate, non habite, non solute, future spei numerationis, exceptioni quitationis, absolutionis, manumissionis, franchisationis, liberationis non factorum. Et idem Johannes renunciat expresse juri dicenti, donationem excedentem quingentos solidos sine insinuatione non valere, omnibus que et singulis causis ingratitudinis jure insertis per quas potest donatio reuocari. Et renunciant predicti stephanus et johannes omni juri canonico et ciuili per quod possent venire contra predicta vel aliquod premissorum. Hec autem singula et uniuersa promittunt per iuramenta sua corporaliter prestita, attendere et seruare et in contrarium non uenire. In cuius rei testimonium sigillum Curie domini Episcopi Gebennensis presentibus litteris ad preces dictorum stephani et johannis duximus apponendum. Datum x°. Cal. februarii. anno d^{i}. m°. cc°. lxx°. tercio.

(Arch. Gen.)

148

1274, 10 Février. — *Les Frères de Rossillon vendent à l'Evêque le fief qu'ils tiennent de lui en la paroisse de Marval, et au territoire de Mortier.*

Universis . . . . Aymarus et Willelmus de Rossillione, fratres, filii quondam D. Stephani de Rossillione, militis . . . ad omnium noticiam volumus pervenire, quod nos . . . . vendimus . . . . Domino Episcopo Gebenn. presenti et recipienti . . . . precio decem libr. gebenn. . . . feodum totum illud quod nos et Peronetus frater noster tenemus ab eodem in parrochia de Marval et in territorio don Morter, videlicet . . . . . Rogamus insuper Religiosum virum Priorem S. Victoris, ut sigillum S. Victoris apponat huic littere in testimonium premissorum. — Nos autem dictus Prior, ad requisitionem dictorum A. et W. coram nobis confitentium omnia supradicta vera esse . . . . sigillum S. Victoris, una cum sigillis eorumdem presentibus fecimus apponi. Datum iiij. Idus februarii A. D. m°. cc° lxx°. tercio.

(Arch. Turin. Reg. eccles. Geb. Paq. 3, N° 1.)

149

1274, 27 Mars. — *Rodolphe et Amédée de Jussy vendent à l'Evêque un pré au dit Jussy.*

Nos Aymo Prior S. Victoris Gebenn., et nos Eymyo decanus alingii, notum facimus . . . . . quod in nostra presentia constituti Rodulphus et Amedeus quondam filii Petri mistralis de Jussie, dictus Rodulphus vendit . . . . de consensu, laude, et voluntate expressa dicti Amedei . . . domino Ay. dei gratia Episcopo Gebenn. pratum situm in territorio de Jussie quod dicitur pratum de lachenal supra boulo, quod affrontat prato des balanz ex una parte, et vie de la chapelleta ex altera, pro x. libr

gebenn. monete, quas ipse Rodulphus confitetur . . . . coram nobis se recepisse . . . . quod quidem pratum dictus Rodulphus confitetur esse de feodo predicti Domini Episcopi . . . . Datum vj. Kal. aprilis. A. D. m°. cc°. lxxiij°.

(Arch. Gen. L. Jussye, N° 15.)

150

1275, Janvier. — *Vente de divers cens, faite à l'Evêque par Rodolphe et Amédée de Jussy.*

Nos frater Aymo prior de S. Victore gebenn. et nos Petrus de poullie decanus Albone, notum facimus . . . . . quod in nostra presentia personaliter constituti Rodulphus clericus et Amedeus frater eius filii quondam Petri mistralis de Jussie . . . . vendunt . . . . Domino Ay. Dei gratia Gebenn. Episcopo presenti et recipienti . . . ix sol. et xj denarios gebenn. monete censuales infrascriptos, soluendos singulis annis infra festum S. Michaelis, et etiam mutagium eorumdem . . . pro septem libris gebenn. monete . . . quos ix sol. et xj den. censuales debent homines infrascripti. Videlicet Umbertus suttor xx denar. pro prato sito iuxta lodeueyn, et iij sol. iij den. ad mutationem domini. Item Amedeus de la lescheri iiij denar. pro una pecia terre sita iuxta Jambes et xij den. ad mutationem Domini. Item hugo de sorraz ij sol. pro prato sito au Mascharel et pro ij sellyonibus terre sitis iuxta terram vuybor dou Morey et pro casali et orto suo et uno sellyone terre sito iuxta terram es balanz, et ij capones ad mutationem Domini. Item hugo forters iiij den. pro duobus sellyonibus terre sitis en pûblo et iij sol. ad mutationem Domini. Item Girodus Wichardi v den. pro una pecia terre sita retro lo morey et viij den. ad mutationem Domini. Item Jordanus ferrers viij den. pro duobus sellyonibus terre sitis iuxta terram S. Marin. Item perreta rigola iiij den. pro una posa terre sita en matharel. Item durandus de sema ij den. pro una posa terre sita en la chuna. Item li mensvau vj den. pro prato de rosa. Item Girodus de palude vj den. pro una posa terre sita iuxta Jambes Item petrus de Monthyon ij sol. Item suttores xij den. . . . De

quibus supradictis ix sol. xj den. censualibus et possessionibus et appendiciis et mutagiis dicti fratres corporaliter se deuestiunt . . . . . et has possessiones . . . . ipsi fratres confitentur esse de feodo dicti Domini Episcopi . . . . Datum mense Januarii A. D. m°. cc°. lxx°.

(Arch. Gen. L. Jussie, N° 13.)

151

1275, Mars. — *Jaques des Grax vend une terre aux Frères prêcheurs.*

Ego Jacobus dictus de Gradibus civis Gebenn. notum facio . . . . . quod ego sciens et spontaneus, de laude et expressa voluntate Beatricis uxoris mee, Andree fratris ejus et Vullermi filii mei, non vi, non dolo inductus, vendo, trado, cedo et concedo, ex nunc et in perpetuum, fratribus predicatoribus Gebenn. terram nostram sitam extra Gebennam a parte ville juxta stratam publicam et a parte Rodani juxta terram bertodi dicti tardi, ex aliis partibus juxta terram hospitalis, pro quatuor libris et decem sol. Gebenn. quam pecuniam confiteor me habuisse ab eisdem fratribus. Renuncio . . . . . Datum Gebenne, mense Marcio. A. D. m°. cc°. lxx°.

(Arch. Gen.)

152

1275, 14 Avril. — *Jean de Brigny, prêtre, cède à l'Evêque une terre près de Bonne.*

Ego Johannes de brignie presbiter, sciens, prudens et spontaneus, confiteor et recognosco coram testibus infrascriptis, quod D. Aymo de grandisono quondam Episcopus Gebenn. concessit michi, ad vitam meam

tantum, in feodum, terram quam emi a D. G. joret et a Johanne de Marcosey absque consensu ipsius D. Episcopi, que terra sita est inter brignie et boisingium, et inter viam per quam itur de brignie versus bonam, et viam per quam itur de brignie versus boisingium, que tota terra pertinet ad dictum feodum, excepta terra quam tenet Girodus de boisingio et fratres sui a domo de pellonay. Quam terram, volens et spontaneus, non circonuentus, nec vi dolove inductus, cedo, dimito et derelinquo in manu venerabilis in Christo patris ac Domini fratris Aymonis dei gratia Episcopi Gebenn., deuestiens me, et illos qui eam tenent, possident vel quasi, loco mei seu vice mea, et dictum Dominum Episcopum recipientem inuestio de eadem, volens, mandans et precipiens nepotibus meis, qui dictam terram loco mei tenebant, ut ipsam dimitant, libere cedant, quitent et resignent dicto D. Epº. vel nuncio suo, et quod dictus D. Epº. dictam terram tanquam suam, propria auctoritate occupet, saysiat, apprehendat et possideat tanquam suam, et de ea suam tanquam dominus faciat deinceps voluntatem. Renuncians in hoc facto exceptioni doli mali, in factum actioni, et omni auxilio juris canonici et ciuilis quod michi vel meis competeret contra predictas concessionem, quitationem, et resignationem, et renuntio juri dicenti generalem renunciationem non valere, et rogaui venerabiles et religiosos viros DD. Abbates de Syz et de entremonz ut presenti littere sigilla sua apponant in testimonium veritatis. Et nos predicti Abbates in quorum presentia hec facta sunt, presentibus nobiscum testibus vocatis, videlicet D. p. de tez, priore de Syz, fratre hugone de ordine predicatorum socio Domini Episcopi predicti, et petro de albona incurato de monteroz, huic littere sigilla nostra apposuimus . . . Datum apud Syz. . xviij. Kal. maii. A. D. mº. ccº. lxxvº.

(Arch. Gen. L. Salaz, Nº 15.)

153

1275, 19 Avril. — *Déclaration de François de Lucinge, doyen de Salanche et chanoine de Genève, portant que tout ce qu'il a acquis ou acquerra au territoire de Salaz est acquis pour l'Evêque de Genève.*

Ego franciscus de lucingio Decanus Salanchie et canonicus Gebenn., notum facio uniuersis presentes litteras inspecturis, quod omnia que

acquisiui et deinceps acquiram emptione siue gageria a petro de Corsie et a Rod. dicto larbanes et a quibuscunque aliis personis in territorio de Salaz, pro Domino Episcopo et sede Gebenn. acquisiui et acquiram, excepto albergo Jacobi pillar de villa en salaz cum suis pertinentiis, quod ad albergum de lucingio ab antiquo dicitur pertinere. Que omnia, excepto dicto albergo dicti Jacobi, post decessum meum ordino et vollo quod ad dictum Episcopum et dictam sedem Gebenn. libere reuertantur, qualitercunque ad manum meam deuenerint vel etiam deueniant in futurum, emptiones, gageria, vel alio quocunque modo. In cuius rei testimonium sigillum meum duxi presentibus apponi. Datum Gebenn. feria. vj^a. post pasca, A. D. m°. cc°. lxxv°.

(Arch. Gen. L. Salaz, N° 7.)

154

1275, 24 Avril. — *Approbation par l'Evêque d'un échange fait entre le curé et le châtelain d'Evian.*

Nos frater Aymo miseratione divina Gebenn. Episcopus, notum facimus universis quod nos permutationem contractam inter Raymondum capellanum Acquiani, nomine ecclesie sue, et Castellanum ejusdem loci, videlicet Nantelmum porterii, nomine illustri viri Domini Ph. Sabaudie et Burgundie Comitis, super quibusdam censis quas dictus capellanus, nomine ecclesie predicte, consueverat percipere in burgo Acquiani in pecunia, pro quibus dictus Castellanus assetavit nomine dicti Comitis eidem capellano alias censas vini, laudamus, ratificamus et approbamus. In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Datum Gebenn. in crastino B. Georgii. A. D. m°. cc°. lxx°. quinto.

(Arch. Turin. Bar. de Vaud. Paq. 1, N° 5, convol. N° 27.)

155

1275, 25 Mai. — *Aymon de Salenove reconnaît tenir en fief d'Aimon, comte de Genevois, le château de Salenove, celui de Chaumont et divers autres biens.*

Anno domini millesimo ducentesimo septuagesimo quincto, Indictione tertia, die Jovis ante assensionem domini. Per hoc presens publicum instrumentum cunctis appareat evidenter quod coram Johanne de Versonais, notario publico quondam et testibus infrascriptis, Aymo de Salanova domicellus, filius quondam domini aymonis de Salanova militis, ad requisitionem domini aymonis Comitis Gebennensis presentis, confessus fuit se tenere in feudum a dicto domino Comite Castrum de Salanova, et quidquid habet inter Vssiam et Vssetum, sicut scindit molare de rosset infra inter dictas aquas, pro quo feudo confessus fuit se debere fidelitatem ligiam dicto domino comiti, dicens dictus aimo quod in acquisitis et acquirendis infra dictos terminos quod dictus dominus Comes debet ipsum aymonem iuvare. Item dicit dictus aymo quod de dicto castro seu feudo predicto debet servire dicto domino Comiti sicut Vassallus servire tenetur suo bono domino. Item confessus fuit se tenere dictus aymo in feudum a dicto domino comite quidquid tenet in castro, burgo, villa, et infra banna de chomonz, salvis fidelitatibus militum, nobilium, clientum, et salvis personis liberorum sinay de choumonz. Et inde debet fidelitatem dicto domino comiti salva fidelitate domini episcopi Gebennensis. Item confessus fuit dictus aymo se tenere in feudum a dicto domino comite fidelitatem et feudum quod et quam debet eidem aymoni p. de ..... domicellus, ratione feudi quod quondam fuit berardi de Viu et inde debet fidelitatem dicto domino comiti salva amissione terre. Item confessus fuit dictus aymo se tenere in feudum a dicto domino comite quidquid habet apud Vanissiem. Item quidquid tenent a dicto aymone liberi et heredes Jacobi de chuna quondam, et inde credit dictus aymo se debere fidelitatem dicto domino comiti salva fidelitate domini episcopi gebennensis. Verumtamen dicit dictus aymo de Salanova quod pro una fidelitate ligia predecessores sui transierunt de omnibus fidelitatibus predictis, scilicet avus suus et pater. Item confessus fuit se tenere in feudum a dicto domino comite pratum de Setinay situm iuxta chamaranda, et pro eo, nomine garde, debet aule de clermont duodecim denarios censuales. Item pratum situm a quincio quod

tenet a dicto aymone petrus chapurius. Et est sciendum quod de feudo predicti berardi de Viu confitetur se debere dicto domino Comiti dictus aymo decem solidos gebennenses de placito in mutatione domini et Vassali. Item confessus fuit dictus aymo se tenere in feudum a dicto domino comite quidquid habet inter Vssiam et Vssetum et infra banna Salenove. Item confitetur dictus aymo quod de suo allodio debet accipere in feudum a dicto domino comite decem libras gebennenses ab aqua de Foroa versus choumonz et dicit quod in istis decem libris gebennensibus non debet dictus dominus Comes habere avenariam neque gietum. Item confessus fuit dictus aymo quod dictus dominus comes potest facere pacem et guerram de castro Salanove et habitantibus dicti castri. Item dicit dictus aymo quod primogenitus albergie de Salanova debet fidelitatem ligiam dicto domino Comiti pro feudo predicto de Salanova. Item quod de dicto castro non debet esse heres nisi primogenitus albergie de Salanova qui fidelitatem ligiam predictam subeat. Item dicit quod Rodulphus de gebennis quondam promisit crescere partem ipsius aymonis cum idem Rodulphus terram teneret, quod confessi sunt dominus bilio de chomonz et aymo de ponte Vitreo qui hanc ultimam confessionem de consensu partium fecerunt. Promictens dictus aimo per juramentum suum contra premissa non facere vel venire. Renuncians omnibus juribus sibi circa premissa competentibus. Actum apud cleromontem in capella, presentibus testibus, videlicet magistro Johanne de Viennesio, Johanne de Malagnie, Johanne de duigno, girodo de Valliee et hudrigo de Castellione. — Et ego petrus tissoti de Ruppe clericus, auctoritate imperiali notarius publicus, hoc presens publicum instrumentum de protocollis dicti quondam notarii, auctoritate iudiciaria mihi concessa, levavi ad opus prefati domini comitis et scripsi, ipsumque signo meo mihi solito signavi fideliter et complevi.

(Arch. Turin. Prov. de Genevois. Paq. 34, Salenove, 2.)

156

1275, Mai. — *Rodolphe et Amédée de Jussy remettent en gage à l'Evêque diverses censes en froment, qui leur sont dues au dit Jussy.*

Nos Johannes boyemondi sacriste ecclesie gebenn., et petrus de poulliaco decanus albone, notum facimus quod in nostra presentia constitutus

Rodulphus clericus filius quondam Petri mistralis de Jussie . . . . titulo pignoris obligat et tradit, de consensu et expressa voluntate Amedei fratris sui . . . D. Ay. Episcopo Gebenn. . . . pro xij lib. gebenn. monete . . . quinque bichetos frumenti quos eidem debet moris de dolley super v posis terre sitis iuxta domum suam. Item tres bichetos frumenti quos debet eidem Martinus licurs super una posa terre sita a la palu et super ij ados sitos in rossyer. Item iiij bichetos frumenti quos debet eidem soraz super hochia in qua sita est domus sua. Item tres bichetos frumenti quos debet eidem Amedeus de la leschery super iiij posis terre sitis iuxta vadum de chambet. Item iij bichetos frumenti quos debet eidem Stephanus de gifflie super iiij posis terre sitis iuxta terram de Samoyl. Item ij bichetos frumenti quos debet eidem petrus charicout super iiij posis terre sitis en lauoyi. Item unum bichetum frumenti quod debet eidem serreta de palude super ij sellyonibus terre sitis a la palu. Item omnia dominii mutagia, ad dictas res pertinentia. Quas omnes terras et hochias et possessiones pro quibus dictum frumentum debetur, dictus Rodulphus confitetur . . . . esse de feodo D. Episcopi. Datum Gebenn. mense maii. A. D. m°. cc°. lxxv°.

(Arch. Gen. L. Jussye, N° 17.)

157

1275, Mai. — *Cession à l'Evêque, par Nicolas de Viu, de ses droits et possessions dans les terres, censes et fiefs de Salaz.*

Nos Petrus de poullie decanus albone et Johannes buemondi sacrista S. petri Gebenn. notum facimus quod coram nobis constitutus Nicholetus filius quondam Will[i]. de viu, domicellus . . . soluit, guerpit et quitat prout melius potest intelligi . . . Domino Ay. dei gratia Gebenn. Episcopo presenti, stipulanti . . . pro se et successoribus suis, quicquid juris, actionis, rationis, possessionis, dominii utilis et directi ipse habet . . . in terris, pratis, nemoribus, possessionibus et censis et feodis infra salacium ex quacunque causa . . . et ubicunque sint, infra terminos salacii, in hunc modum, quod dictus Nicholetus et heredes sui habeant et possideant in perpetuum pacifice et quiete, saluo homagio in quo tenentur eidem D.

Episcopo, Bosonem fratrem Johannis et Amaudrici dou thoron, cum tenemento ipsius et dimidium albergamentum quondam pahyer de bogena, et dimidium campum quem possidet a la palu Guarinus dou chosal, et dimidiam terram quam possidet boso nigri ad lesperes iuxta prata de vyu . . . . . et viij denarios quos debet mermetus dou Lorgel, censuales, et vij denarios quos debet nenous de villa . . . . . Datum mense Maii A. D. m°. cc°. lxx°. quinto.

(Arch. Gen. L. Salaz, N° 23.)

158

1275, Août. — *Jean Bertholet, citoyen de Genève, reconnaît que tout ce qu'il possède en Salaz est du fief de l'Evêque, et lui cède ses droits sur Pierre du Nant.*

Nos Capitulum Gebenn. et nos Aymo Prior S. Victoris Gebenn. notum facimus uniuersis quod, in nostra presentia, propter hoc specialiter constituti Johannes dictus bertolet ciuis gebenn. pereta eius uxor, non inducti vi, dolo vel metu, nec in aliquo circonuenti, sed scientes et spontanei, confitentur et recognoscunt esse de feodo venerabilis patris in Christo Domini Gebenn. Episcopi, quicquid habent vel habere debent, possident vel possidere debent, ipsi aut alius vel alii pro ipsis vel nomine ipsorum, ubicunque sit vel consistat et in quibuscunque infra Salacium, dant etiam, cedunt, concedunt et tradunt, soluunt, guerpiunt, quitant et remittunt R. patri in christo D. Aymoni, dei gratia Episcopo Gebenn. presenti et recipienti pro se et successoribus suis, in perpetuum, quicquid juris rationis, actionis, possessionis, dominii utilis vel directi vel quasi, ipsi habent vel habere debent in petro de nanto et heredibus suis et bonis ac possessionibus eorumdem uniuersis et singulis, ubicunque sint et quocunque nomine censeantur, se de eisdem uniuersis et singulis deuestientes, et dictum D. Episcopum presentem et recipientem pro se et successoribus suis inuestientes corporaliter de eisdem et inducentes in possessionem corporalem. In cuius rei robur et testimonium ad preces dictorum Jo. et perete sigilla nostra presentibus duximus apponendum. Datum mense Augusti A. D. m°. cc°. lxxv°.

(Arch. Gen. L. Salaz, N° 26.)

159

Sans date (avant Novembre 1275). — *Jean de Lugrins vend à l'évêque Aymon sa part de l'abergement de Bar.*

Nos Capitulum Gebenn. et nos Abbas filiaci, notum . . . . . quod in nostra presentia constitutus Jo. de lugrins domicellus, filius quondam Aymonis de lugrins militis . . . . . vendit . . . laude et consensu Jordane uxoris sue, et Petri filii sui, et Petri et Aymonis fratrum suorum, albergamentum suum de Bar in terris, pratis, campis, arboribus, et rebus aliis, quod albergamentum humbertus de bar et petrus bouerius et obertus de bar tenebant, Domino Ay. Episcopo Gebenn. . . . pro xv libr. gebenn. monete, quam pecuniam confessus est se habuisse . . . . . Promisit autem dictus Johannes dicto D. Episcopo, contra omnes predictum albergamentum fideliter garantire. . . . . .

(Arch. Gen. L. Salaz, N° 9.)

160

1276, Mars. — *Eval, seigneur de Mont, vend une vigne au couvent de Bonmont.*

Notum sit universis quod, ego Ebalus Dominus de Monte . . . vendo, voluntate et laude Alyx uxoris mee et liberorum meorum Johannis, Willelmi, Henrici, Jacobi, Rodulphi, et Helysabet . . . . . D. Cononi Abbati Bonimontis et Conventui ejusdem loci, pro quadraginta et sex Libris Gebenn. quas habui . . . vineam, quam tenent a me ad medietatem vini humbertus dou Crest, Rodulphus et Willelmus fratres . . . . . De qua vinea . . . me devestio . . . . . Rogantes nos, tam predicti venditor, uxor et liberi, quam Abbas et Conventus supradicti, D. Robertum diuina provisione ecclesie Gebenn. electum, quatenus sigillum suum presentibus dignetur apponere in robur et testimonium . . . . . Nos autem

supradictus electus, cum nobis constet de omnibus supradictis per Johannem de palude clericum nostrum . . . sigillum nostrum presentibus apponimus . . . . . Datum A. D. m°. cc°. lxx°. v°. mense Martio

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. N.)

161

1276, 2 Juin. — *Robert, évêque de Genève, alberge au couvent de Bonmont un casal situé à Genève, à côté de la maison du dit couvent.*

Nos Robertus divina miseratione Gebenn. Episcopus, notum facimus . . . . . quod nos pensata utilitate ecclesie nostre, arbergamus Abbati et Conventui Bonimontis quoddam casale situm juxta domum ipsorum apud Gebenn. in vico de rippa lacus. Ex una parte adheret domui ipsorum predicte, et ex altera correrie publice per quam itur a vico dicto Villanova versus dictam rippam. Et continet in longitudine a carratura muri domus ipsorum predicte ab anteriori parte usque ad carraturam ejusdem muri posteriorem . . . . . in anteriori vero parte, debet continere in largo tresdecim pedes, et in parte posteriori debet continere viginti pedes. Pro decem Libris Gebenn. monete, quam pecunie summam confitemur nos recepisse . . . . et pro duobus solidis censualibus solvendis nobis et successoribus nostris in festo B. Michaelis annuatim. Devestientes nos de dicto casali, quo supra nomine, dicti arbergamenti et dictos Abbatem et Conventum corporaliter investimus per traditionem presentium litterarum. Promittentes bona fide, solemni stipulatione apposita, dictum casale dictis Abbati et Conventui manutenere, defendere et legitime garantire . . . . Et si contingeret ipsos ab aliqua occasione dicti casalis molestari, promittimus pacificare dictam molestiam et sedare, et eisdem reddere omnes expensas et omnia dampna quas et que facerent et sustinerent ratione molestie predicte, et super hiis credere juramento dicti Abbatis sine alia probatione. Cedimus vero eisdem Abbati et Conventui omnia jura et omnes actiones nobis competentes in casali supradicto,

salvo censu et dominio nostro. Renunciantes . . . . . In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus duximus apponendum. Datum iiij. non. Junii. A. D. m°. cc°. lxx°. sexto.

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. N.)

162

1276, 17 Juillet. — *Robert, évêque de Genève, concède à Willelme Clavel des fonds situés près de Ville en Salaz.*

Nos R. diuina miseratione Episcopus Gebenn. notum facimus . . . . . quod nos damus et concedimus . . . . Will°. clauel contaminam es albanes ultra villam sitam inter villam et bannum que confrontantur ecclesie de villa ab una parte et ab alia terre quam tenent Rifferius et perretus de . . . . ab alia occhie de bonet, et ab alia prato D. petri brassa dou chablo. Item posam subtus villam que confrontatur strate per quam itur a villa versus tez ab una parte, ab alia prato de grangiis es albanes, ab alia terre de grangies, et ab alia strate per quam itur versus bonam; et de predictis contamina et posa, saluo jure alterius, pro nobis et successoribus nostris inuestimus dictum Willelmum clauel . . . et mittimus in possessionem vel quasi, vacuam, pacificam et quietam, pro xj sol. censualibus soluendis in festo B. Michaelis et ex inde confitemur . . . a dicto Clauel habuisse . . . de intragio xxx sol. bonorum gebenn. . . . . Hanc autem donationem seu albergationem Rodulphus albanes domicellus in nostra presentia constitutus . . . . approbauit et laudauit. . . . Datum et actum die veneris ante festum B. Marie Magdalene in domo nostra de tez. m°. cc°. lxx°. vj°.

(Arch. Gen. L. Salaz, N° 35.)

162

1276, 29 Août. — *Jaques de Droysie reconnaît tenir en emphytéose du Chapitre de Genève des terres situées à Sornie, près Desingy.*

Nos Officialis Curie Gebennensis, notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis, quod in nostra presentia constitutus Jacobus filius Jacobi de droysie, non vi, non dolo, non metu inductus confitetur in iudicio et recognoscit presente procuratore capituli Gebennensis et interrogante, se tenere in emphiteosim a capitulo supradicto duas posas terre in territorio de Sornie, quarum una sita est ante domum militis de Sornie, alia posa sita est in fine qui est inter villam de disingie et de Sornie, sub annua pensione duorum solidorum et sex denariorum soluendorum annuatim capitulo supradicto vel eorum nuncio, quando fuerit requisitus, in festo epiphanie domini. Hoc addito de expresso consensu procuratoris dicti capituli, quod quociensecunque dictus jacobus vellet dimittere dictam terram capitulo supradicto, quod ipse remaneat immunis a pensione supradicta. Promittit siquidem dictus jacobus eidem procuratori predicti capituli stipulanti nomine dicti capituli, quod dictam terram modo aliquo non alienabit, sed eam dicto capitulo manutenebit et deffendet ab omnibus et contra omnes suo posse, et dictam pensionem soluet dicto capitulo vel mandato eorundem annuatim quamdiu tenebit dictam terram. Renuncians in hoc facto exceptioni doli mali, metus, in factum, condictioni sine causa, beneficio restitucionis in integrum, confessioni facte coram non suo iudice et extra iudicium, exceptioni fori, peticioni et oblacioni libelli, littis contestacioni, imploracioni iudicis officium, et omni iuris auxilio canonici et ciuilis per quod posset venire contra predicta vel aliquod de predictis, et iuri dicenti generalem renunciationem non valere nisi precedat specialis. Et hec omnia supradicta et singula promittit per iuramentum super sancta dei euangelia corporaliter prestitum attendere firmiter et seruare, et in contrarium, verbo, facto, vel opere non venire, nec contra venire volenti consentire. In cuius rei testimonium sigillum Curie predicte ad preces predicti Jacobi presentibus duximus apponendum. Datum anno dom^{i}. m^{o}. cc^{o}. lxx^{o}. sexto. iiij^{o}. Cal. Septembris.

(Arch. Gen.)

164

1276, Août. — *Béatrix, dame de Faucigny, accorde au Chapitre de Genève le droit d'échute sur des terres situées à Vigniar, près de Bonne.*

Nos B. Dalphina, Viennensis et Albonensis Comitissa et Domina Fucigniaci, notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis, quod cum petrus de Vygniaco, burgensis de bona, receperit a venerabilibus viris Capitulo Gebennensi in feodum, seu emphiteosim, aut vulgaliter in albergamentum, terciam partem longi prati siti in territorio de subtus Vigniaco et iuxta stratam per quam itur versus bonam, et ex alia parte iuxta aquam de menogi, et juxta grangiam Willelmi de ossauz. Item campum de ayeri, continentem circa quinque posas sitas iuxta vineam liberorum Villelmi poyllem, dicti de Ossauz, et iuxta viam per quam itur apud bonam de supra, et de subtus iuxta terram dicti descosu de Vygniaco. Item campum situm iuxta pratum illorum de Pulyone, et campum Villenchini de bona, quem tenet dictus Villenchinus a monasterio de Alpibus, et de supra affrontat terre quam tenet jaquetus de Vygnio. Quod nos volumus et concedimus dictis Capitulo et petro, quod si contingat decedere dictum petrum sine herede sumptum vel procreatum de sua propria uxore, vel dictum heredem si talem habuerit similiter decedere absque consimili herede, et sic semper descendendo, quod dictum Capitulum per se vel per ministros suos possit apprehendere, occupare, et tenere auctoritate propria, terras memoratas cum fructibus pendentibus vel astantibus in eisdem terris, cum uniuersis melioramentis et edificiis si que fecerit in eisdem terris, absque omni contradictione et prescriptione aliqua non obstante, promittentes bona fide contra, per nos vel per alium, perpetuo non venturam. In cuius rei testimonium, sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Datum mense Augusto, anno domini m°. cc°. lxx°. sexto.

(Arch. Gen.)

165

1276, 19 Septembre. — *Pierre de Vignier, bourgeois de Bonne, reconnait tenir en abergement du Chapitre de Genève divers fonds situés audit Vignier, avec échute au Chapitre, en cas de mort de l'abergataire sans postérité légitime.*

Nos Officialis Curie Gebenn. notum facimus . . . . . quod in nostra presentia constitutus Petrus de Vigniez, burgensis de bona, non vi, non dolo, non metu inductus, confitetur in iudicio et publice recognoscit se tenere in abergamentum, siue emphiteosim, a venerabili capitulo gebenn. terciam partem longi prati siti in territorio de subtus vigniez, iuxta stratam per quam itur versus bonam ex una parte, et iuxta aquam de menogy, et iuxta grangiam Willi. de ossaz ex altera. Item campum de Aery, continentem circa quinque posas sitas iuxta vineam liberorum Willi. pollyen dicti de ossaz, et iuxta viam per quam itur versus bonam de supra, de subtus iuxta terram dicti descosu de vigniez. Item campum situm iuxta pratum illorum de Rossillione. et campum Willienchini de bona, quem tenet dictus Willienchinus a monasterio de alpibus, et de super affrontat terre quam tenet jaquetus de vigniez, cum appenditiis rerum predictarum, sub pensione dum solidorum memorato Capitulo in festo bi. Michaelis annuatim soluendorum. Sub conditionibus infrascriptis, videlicet, quod si contingat decedere dictum Petrum de vigniez sine herede sumpto vel sumpturo, procreato vel procreaturo de sua propria uxore, vel dictum heredem si talem habuerit similiter decedere absque consimili herede, et sic semper descendendo, quod omnes res predicte, cum integritate, ad dictum Capitulum pure, quiete et libere reuertantur, et quod ipsum Capitulum, per nuncios suos vel per se, possit apprehendere, occupare, tenere auctoritate propria terras memoratas, cum fructibus pendentibus, vel astantibus in eisdem terris, cum uniuersis melioramentis, et edificiis si que fecerit dictus petrus vel heredes eius in terris memoratis, absque omni contradictione, et prescriptione aliqua non obstante. Debet autem reddere decimam in locis quibus competit de predictis terris. In cuius rei testimonium ad preces dicti petri de vigniez signum Curie predicte presentibus duximus apponendum. Datum. xiij. Kal. Octobris A. D. mo. cco. lxxo. sexto.

(Arch. Gen.)

166

1276, 21 Octobre. — *Jean et Guillaume de Bonivard, de Péron, reconnaissent être hommes liges du prieuré de Satigny.*

Nos Ay. Officialis Curie Gebenn. notum facimus uniuersis, quod in nostra presentia constituti in judicio Johannes et Willelmus boniuardi de pirons, fratres, confitentur et publice recognoscunt ex certa scientia, spontanei, non cohacti, non vi, non dolo inducti, se et heredes suos esse homines ligios prioris et canonicorum domus de Satignie et se tenere ab eisdem tenementa sua. Pro quibus tenementis suis uniuersis et singulis, debent et confitentur debere dicto priori et canonicis unum bissetum frumenti et alium bissetum auene, ad mensuram Gebenn. annuatim et duos solidos censuales. Quod bladum soluere tenentur annis singulis a tempore messium usque ad festum omnium sanctorum, et denarios, duodecim denarios videlicet ad pascha, et ad festum S^{i}. Michaelis duodecim denarios. Promittentes per juramentum super sancta dei euangelia corporaliter prestitum omnia et singula supradicta, pro se et suis heredibus, attendere et inuiolabiliter obseruare et in nullo contra venire. Datum xii. Cal. nouembr. anno d^{i}. m^{o}. cc^{o}. lxx^{o}. sexto.

(Arch. Gen.)

167

1276, 30 Octobre. — *Vente au curé de Sainte-Marie-la-Neuve de censes et droits assis sur une maison située dans la rue dite Villeneuve.*

Nos Aymo, Officialis Curie Gebenn., notum facimus uniuersis, quod in presentia Johannis corteys clerici Gebenn. nostre curie jurati, cui quantum ad hoc commisimus vices nostras, constituti Aleysia relicta Vuillelmi laurencii dicti Saueyr ciuis gebenn. Michaletus et Jordana liberi eiusdem Vuillelmi, scientes et spontanei, vendunt et nomine venditionis tradunt domino Vicentio capellano beate marie noue Gebenn. presenti et ementi

nomine suo, et cui dare, vendere, dimittere vel legare voluerit, vel aliter assignare, nouem denarios gebenn. annui census, soluendos eidem domino vicentio annuatim, vel mandato suo, ad festum bi. Michaelis, et tres solidos Gebenn. tam ad mutagium domini quam possessoris, quem censum et quod mutagium dicunt se habere predicti venditores supra casale et hedificium sita in carreria que dicitur villa noua, inter domum valcheri de cantoria clerici, quam tenet ab Aleysia, Michaleto et Jordana supradictis, ex una parte, et casale Johannis de russins ex altera. Item vendunt eidem domino vicencio dominium dictorum hedificii et casalis, que quidem hedificium et casale tenent et possident petrus et Johannes de Juuignie fratres ab ipsis venditoribus, prout asseretur, sub censu et mutagio supradictis, pro quindecim solidis gebenn. quos confitentur et recognoscunt dicti venditores se habuisse et recepisse ab ipso capellano in bona pecunia numerata. De predictis omnibus et singulis se deuestiunt predicti venditores et ipsum capellanum presentem, et recipientem nomine predicto, inuestiunt, de eisdem in corporalem possessionem vel quasi per presentes litteras inducendo. Promittentes dicto capellano presenti, et stipulanti nomine quo supra, dictas res venditas manutenere, deffendere et legitime garentire ab omnibus et contra omnes, et contra dictam venditionem, per se vel per alium, in iudicio vel extra, verbo vel opere, vel consensu, in posterum non venire. Renunciantes per iuramentum ex certa scientia de iure suo materna lingua certificati, exceptioni doli, metus et in factum, exceptioni pecunie non numerate, non solute, beneficio restitutionis in integrum, juri loquenti de deceptione ultra dimidium iusti precii, juri dicenti generalem renunciacionem non valere, auxilio Velleiani, legi Julie de fundo dotali non alienando, dotis et ypothece privilegio tacite vel expresse, petitioni libelli, litis contestationi, implorationi iudicis officium, beneficio minoris etatis et restitutionis in integrum, omnique juri canonico et ciuili sibi competenti in premissis vel altero premissorum. In cuius rei testimonium presentibus litteris sigillum Curie domini Episcopi gebenn. ad preces omnium predictorum nobis per dictum Johannem oblatas, et nobis asserentem predicta omnia in ipsius presentia esse facta, duximus apponendum. Datum iiio. Kal. nouembris. Ao. D. mo. cco. lxxo. sexto.

(Arch. Gen.)

168

1277, 6 Juin. — *Les Frères templiers vendent un demi-journal de terre aux Frères mineurs de Genève.*

Nos Officialis Curie Gebennensis notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis, quod in nostra presentia constitutus frater Stephanus de munte ferrandi, preceptor domorum templi de dola et de Gebennesio, non vi, non dolo, non metu inductus, nec in aliquo circumuentus, sed ex certa scientia et pro euidenti utilitate domus templi, de consensu et laude fratrum seu preceptorum templi infrascriptorum, fratribus minoribus de Gebennis, titulo permutationis, tradit, donat et concedit circa medietatem unius jornalis de terra domus templi Gebenn. scilicet tres seliones sitos retro murum dictorum fratrum, quorum primum qui est juxta murum colebat Richardus faber, secundum Guill^{s}. carpentarius, et tertium petrus Grasdepan. Ita quod dicti fratres refundunt dicto preceptori, ad opus templi, L libras gebenn. in pecunia numerata, et XXV solidos censuales, in festo S^{i}. Michaelis soluendos, ad opus dicte domus templi aquitabunt, quos ad arbitrium religiosorum uirorum scilicet preceptorum domus coloniaci et Gebenn. et custodis Lausann. et gardiani Gebenn. et sacriste S^{i}. petri Gebenn. seu trium ipsorum, cum illos acquisierint, assetabunt. Dicti uero fratres, dictos XXV solidos in festo S^{i}. Michaelis tenentur domui dicti templi annuatim soluere, quousque dicti XXV solidi, ut predictum est, fuerint assetati, et ex tunc dicti fratres ad prestationem dicti census, seu ad aliquod aliud interesse, occasione permutationis predicte, minime tenebuntur. Confitetur etiam dictus frater stephanus preceptor, se predictas quinquaginta libras recepisse in pecunia numerata et in utilitatem domus templi uersas fore et maxime pro soluendis debitis domus de calce. Denestiuit etiam se dictus preceptor nomine dicte domus de dictis sellionibus terre et dictos fratres inuestiuit, ipsos in possessionem quasi vacuam inducendo, promittens nomine templi dictis fratribus, pro se et suis successoribus stipulantibus, dictam terram eisdem manutenere et garentire. Hanc autem permutationem et concessionem laudauerunt et concesserunt predicti coloni, scilicet Richardus, Guillelmus, et petrus, et deuestierunt se de possessione dicte terre et de omni jure quod ratione colonie uel emphiteosis, seu ratione cuiuslibet juris, uel consuetudinis, in predictis habere pote-

rant uel debebant, et dictos fratres in possessionem induxerunt, [illegible] excepto quod fructus seminum que . . . . . serunt recolligant, et dictus Guill^{s}. domum quam ibi habet remoueat infra mensem, et quod contra non ueniant, firmauerunt proprio juramento. Nos uero petrus de orchans frater capellanus preceptor domus templi Gebenn., frater hugo preceptor domus de maconay, frater Guillelmus preceptor domus de coloniaco, frater Johannes de baugio preceptor de entremonz, frater petrus de visuntio preceptor domus de calce, frater petrus de vilario preceptor domus de vegnay, diligenti deliberatione super hiis habita, considerata euidenti utilitate domus templi, presentem permutationem laudamus et approbamus et subscriptionibus singulis roboramus. Nos uero predictus Officialis ad preces et mandatum omnium predictorum sigillum nostrum una cum sigillis dicti preceptoris fratris stephani, et fratris petri de orchans preceptoris domus Gebenn., et fratris hugonis preceptoris domus de maconay, et fratris Guill^{i}. preceptoris domus de colognie, presentibus duximus apponendum in testimonium veritatis. Datum octauo Idus Junii A^{o}. D^{i}. m^{o}. cc^{o}. lxxvii^{o}.

Ego petrus de orchans fr. capell. et preceptor Gebenn. laudani, concessi et subscripsi.

Ego fr. Guill^{s}. preceptor de Coloniaco per Jacobum clericum subscribi feci.

Ego fr. huguo de chenchiz precepter de maconay subscripsi per jacobum clericum.

Ego fr. Johannes de Baugeio preceptor dentremont nomine meo per Jacobum clericum subscripsi.

Ego fr. petrus de Bisuntio preceptor de calce per Jacobum clericum nomine meo subscripsi.

Ego fr. petrus de vilario preceptor de venay per Jac. clericum nomine meo subscripsi.

(Arch. Gen.)

169

1277, Juin. — *Girod de Chambésy, damoiseau, engage au Chapitre de Genève le quart des dîmes de Pregny et Chambésy, pour l'autel de St-Nicolas dans l'église de St-Pierre.*

Nos Robertus diuina miseratione Gebenn. episcopus, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod in nostra presentia personaliter constitutis Girodo de Sambesie domicello et Ponceto genero eius, dictus Girodus obligat et ingagiat venerabili capitulo Gebenn. recipienti, nomine et ad opus servitoris artaris sancti Nycholai in ecclesia sancti Petri Gebennensis, quartam partem omnium decimarum que leuantur, leuari possunt et debent in parrochia et territorio de Pregnie et de Sambesie sibi contingentem, pro triginta libris Gebenn. sibi traditis et numeratis a dicto capitulo per manum Domini Johannis Castayn presbiteri, servitoris dicti artaris sancti Nycholai, de pecunia data et concessa dicto artari a bone recordationis viro Hugone quondam Bonini de Gebennis, clerico, ita quod teneat se de dicta pecunie quantitate bene et integre pro pagato. De predicta autem quarta parte dictarum decimarum se, nomine dicte obligationis, deuestit dictus Girodus, dictum capitulum nomine quo supra recipiens inuestit per traditionem presentium litterarum. Promittunt quod nobis stipulantibus pro dictis capitulo et servitore dicti artaris Girodus et Poncetus predicti dictam partem decimarum omnium predictarum tactisque sanctis Euangeliis jurant manutenere in pace contra omnes in judicio et extra judicium et deffendere ab omni molestia et querela durante gageria memorata servitori et Capitulo sepe dictis. Fructus autem et exitus dictarum decimarum pro parte predicta durante obligatione idem Girodus dat, cedit et concedit in perpetuam elemosinam pro remedio anime sue, parentum et predecessorum suorum, Deo et artari sancti Nycholai predicto et servitori eiusdem, quos percipiet et leuabit idem seruitor quam diu nomine suo et dicti Artaris dictum Capitulum ipsam decimarum partem tenebit taliter obligatam. Promittens per prestitum iuramentum contra predictam donationem per se uel per alium de cetero non venire nec contra ire volenti aliquatenus consentire. Renunciant autem in hoc facto Girodus et Poncetus predicti omni exceptioni doli et in factum, pecunie non numerate, non habite, non solute, et in utilitatem suam non

conuerse, beneficio restitutionis in integrum et illi iuri exquacunque causa michi videbitur in integrum restituam ait pretor, iuri loquenti de immensis et inofficiosis donationibus reuocandis, omnique juris auxilio canonici et civili per quod possent venire contra predicta vel aliquod de predictis, juri dicenti generalem renunciationem non valere. Nos autem prenominatus episcopus, ad preces et requisitionem dicti Girodi, predicte ingagiacioni ut pote de feudo nostro facte, auctoritatem nostram interponimus et decretum, laudantes, approbantes et ratificantes, eandem et presentis scripti patrocinio confirmantes, hoc saluo quod nos possimus redimere nobis partem decime supradictam quum voluerimus et nobis videbimus expedire. In quorum omnium testimonium sigillum nostrum ad preces predictorum duximus apponendum. Datum anno Domini m°. cc°. lxx°. septimo. mense junii.

(Arch. Gen. P. H., N° 87.)

170

1278, 25 Juin. — *Aimon de Prangins vend la dime de Colex à Henri de Villette.*

Nos Officialis Curie Gebenn. notum facimus universis, quod in nostra presentia propter hoc specialiter constitutus Aymo dictus de Pringins Dominus de Nyons, non vi, non dolo, non metu aliquo inductus, dat, donat, cedit, concedit donatione inter viuos, prout melius, firmius et sanius intelligi potest, Henrico de Villeta, domicello, presenti et recipienti nomine suo et heredum suorum assignatorum et assignandorum, in augmentum feodi quod tenet ab eodem, decimam suam de Colay cum appendenciis decime supradicte, et quidquid juris, proprietatis, possessionis et dominii habet in eadem, saluo dominio feodi, ita tamen quod idem Henricus de sua pecunia redimat eandem a V. Capitulo Gebenn. de quatuor viginti libris gebenn. Pro qua quidem donatione idem Henricus dat et tradit dicto Aymoni xv libras gebenn., quas idem Aymo confitetur se recepisse ab eodem in bona pecunia numerata, et se tenet pro bene pagato de eisdem. Ipsum vero Henricum presentem et nomine quo supra recipientem, in-

vestit de dicta decima, et in possessionem, vel quasi, inducit de eadem, promittens eandem decimam dicto Henrico et ejus heredibus manutenere, deffendere, et legitime garentire pro posse suo ab omnibus et contra omnes, et quod contra dictam donationem verbo, facto vel opere, non veniet in futurum. In hoc facto de jure suo certus, et per nos certioratus, renunciat idem Aymo per juramentum suum exceptioni doli mali, metus, in factum actioni, pecunie non numerate, non tradite, non solute, deceptioni, lesioni, beneficio minoris etatis et restitutionis in integrum, implorationi Judicis officium, exceptioni fori . . . . . Et hec omnia et singula supradicta promittit per juramentum suum super sancta Dei euangelia prestitum, attendere firmiter et seruare, et in contrarium non venire. In cujus rei testimonium, sigillum Curie predicte ad preces dicti Aymonis presentibus duximus apponendum. Datum septimo Kal. Julii A. D. m°. cc°. lxx°. octauo.

(Arch. Gen. P. H., N° 68 bis.)

171

1279, Avril. — *Girard de Luxye, bourgeois d'Aubonne, reçoit de l'abbaye de Bonmont la jouissance pendant sa vie d'une vigne située sous l'église de St-Martin, à Bougy.*

Nos Officialis Curie Gebenn. notum facimus . . . . . quod in nostra presentia constitutus Girardus de luxye, burgensis de Albona, confitetur . . . se recepisse ad vitam suam ab Abbate et Conventu Bonimontis . . . quandam vineam quam quondam tenebat pater suus Rodulphus burgensis de Albona, que sita est subtus ecclesiam S. Martini de bougie . . . . . pro qua vinea dictus Girardus tenetur . . . solvere annuatim in festo Omnium Sanctorum religiosis Bonimontis . . . xxvi sol. Gebenn. et quatuor denarios religiosis de lacu Juris . . . . . que vinea post discessum dicti Girardi, debet supradictis religiosis Bonimontis cum cultura et fructibus in dicta vinea astantibus remanere . . . . . Datum A. D. m°. cc° lxx°. nono, mense Aprilis.

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. E.)

172

1279. Mai. — *Gagerie d'un pré en faveur de Girard de Champagne, portier de Bonmont.*

Ego Johannes incuratus ecclesie de divona notum facimus . . . . . quod Richardus de divona dictus de furno, in nostra presentia constitutus . . . . pignori obligavit et obligando tradidit D. Girardo de Champania portario Bonimontis, quoddam pratum suum situm apud lo esens . . . . pro decem solidis monete bonorum Gebenn., quos confitetur, coram me, se recepisse a dicto portario in bona pecunia numerata. Devestit se siquidem dictus Richardus de dicto prato vel quasi devestit ex causa obligationis, et dictum portarium investit vel quasi de eodem, tali conditione apposita quod dictus Richardus non potest redimere dictum pratum a dicto portario, quousque dictus portarius, per octo annos continuos tenuerit dictum pratum. Hoc adjuncto quod de primis tribus annis nichil cadit, propter opus quod dictus portarius ponit ad presens in prato supradicto, sed de quinque aliis annis cadunt sex denarii annuatim, et si plus valet dictum pratum, illud dat in puram elemosinam ecclesie Bonimontis. De hoc autem sunt fidejussores pacis, videlicet P. bisars et Jo. coendetz de divona . . . . Promittit nichilominus dictus Richardus, se tueri dictum portarium . . . in dicto prato, salvo tamen sibi jure redimendi dictum pratum, postquam predicti octo anni fuerint plenarie revoluti. Renunciat dictus Richardus, ex certa scientia . . . . constitutioni contra usurarios in Concilio Lateranensi edite . . . . . Actum A. D. m°. cc°. lxx°. ix°., mense Maii.

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. E.)

173

1279, Décembre. — *Sentence arbitrale rendue entre le Chapitre de Genève et Béatrix, dame de Faucigny, au sujet du territoire de Vernanche, sous le château de Monthoux.*

Noverint uniuersi presentes litteras inspecturi vel audituri, quod cum inter capitulum ecclesie Gebenn. ex una parte, et illustrem dominam

B. comitissam vienn. et albonen. ac dominam fucigniaci ex altera, esset mota materia questionis, super eo quod dictum Capitulum asserebat territorium de Vernanches situm subtus castrum de monteuz ad se jure dominii pertinere, predicta domina B. contrarium asserente. Tandem per discretos viros magistrum Bernardum de guez judicem in terra fucigniaci, et Bonifacium de bardonechi balliuum in terra predicta, et dominum Franciscum de lucingio canonicum Gebennensem, dicta questio sopita fuit amicabiliter in hunc modum, videlicet quod dictum Capitulum dictum territorium de vernanches dicte domine Comitisse remitteret et quittaret, secundum modos, condiciones et terminos infrascriptos. In recompensationem cuius remissionis et quittacionis dicta domina Comitissa daret dicto Capitulo quatuor libras Gebenn. annui redditus, pro quibus quatuor libris predicti judex et balliuus, nomine et vice predicte domine Comitisse dederunt et assignauerunt, seu assetauerunt eidem Capitulo omnem decimam que uocatur quinta, quam quintam dicta domina Comitissa habere, leuare et percipere consueuit in decimaria de missie, in decimaria de quinsie, et in decimaria de laye, in parrochia de mioutie. Termini vero territorii de vernanches de quo facta est dicta compositio sunt hii. Primo dictum territorium durat a strata per quam itur a Gebenn. versus cranues a parte boreali, a parte superiori usque ad prata et fossata que tenet nomine predicti Capituli dictus franciscus, et protenditur usque ad nantem de vernanches. Item a dicto nanto per viam per quam itur ab eodem nanto versus corlie. Et a parte inferiori protenditur usque ad terras domini Raymondi quondam de turre, militis, habitatoris de corlie. Condiciones vero apposite in compositione predicta sunt hec, videlicet quod si dicta terra de vernanches in toto uel in parte redigeretur ad culturam, dictum Capitulum perpetuo et insolidum percipiat decimam dicte terre. Si autem dicta terra ad agriculturam non redigatur, animalia hominum dicti Capituli pascantur ibi, sicut animalia hominum domine supradicte, nec super hoc ab aliquo modo vel casu aliquo impediantur. Si vero fierent ibi prata, animalia hominum dicti Capituli remotis clausuris dictorum pratorum et in tempore quo animalia hominum dicte domine Dalfine pascerent ibi vel intrarent, animalia hominum dicti Capituli eundem usum ibidem libere et sicut predictum pascantur. Item actum est inter partes quod census quos debent homines dicti Capituli de vetraz pro pratis et terris sitis in loco de vernanches, infra terminos prenotatos, remaneant et soluantur predicte domine Comitisse, et dicti homines et eorum heredes, siue eorum posteri, pro predictis censibus teneant et habeant perpetuo

prata et terras superius nominata. Hanc autem pacem, compositionem, ordinationem, assetationem, quittationem et remissionem nos predicta B. Dalfina et Capitulum memoratum laudamus, ratificamus, approbamus et penitus confirmamus, et promittimus bona fide contra perpetuo non venire. In quorum omnium testimonium sigilla nostra presentibus apponimus. Datum A°. D^i. m°. cc°. lxx°. nono. mense decembris.

(Arch. Gen. P. H., N° 91.)

174

1280, 23 Février. — *Accord entre le Chapitre de Genève et le curé de St-Germain.*

Nos frater Amedeus de V. . . . . gardianus fratrum minorum lausanensium, Martinus Wichardi et Magister Matheus canonicus gebenn. electi arbitri, seu arbitratores vel amicabiles compositores, a venerabili capitulo gebenn. et a domino iohanne capellano Sancti Germani gebenn. super causis, controuersis et querelis motis inter dominum capitulum et dominum capellanum sancti germani Gebenn. nomine suo et dicte ecclesie sue, super causis, iuribus personatus ecclesie sancti germani spectantibus ad predictum capitulum gebenn. et super domo ac casali sitis a domo de clauses usque ad domum magistri petri de Satignie in vico de bornuel, notum facimus uniuersis, quod nos super predictis ordinamus et pronunciamus in hunc modum, videlicet quod in ecclesia sancti germani gebenn. percipiat capitulum, nomine personatus; medietatem omnium oblationum, proventuum, reddituum et obuentionum et specialiter oblationum que fiunt in dicta ecclesia . . . . . et ordinamus quod domus ac casale sita a domo Petri de Satignie usque ad domum de clauses . . . per medium diuidatur ad . . . . prout nobis videbitur. . . . . Actum, recitatum et approbatum in capitulo inter duo altaria in crastina beati petri in cathedra, hora . . . prima, anno domini m°. cc°. lxx°. nono.

(Arch. Gen. P. H., N° 89, en extrait.)

175

1280, 3 Mai. — *Transaction entre le Chapitre de Genève et le curé de Vandœuvres.*

Anno domini m°. cc°. lxxx°. die Veneris post octabas pasche, coram nobis . . . Offic. Curie Gebenn. in judicio comparentibus dominis Nantelmo de marlio et Martino de S°. Germano, canonicis Gebenn. procuratoribus Capituli eiusdem loci, nomine procuratorio eiusdem Capituli, ex una parte, et domo Nicholao capellano de Vendoures nomine suo et ecclesie sue ex altera, proponunt dicti procuratores nomine predicto quod inter ipsum Capitulum et dictum capellanum per viros venerabiles et discretos, videlicet fratrem hugonem de ordine fratrum predicatorum, magistrum petrum de Satignie cantorem ecclesie S. Petri Gebenn. et petrum de poullie canonicum Gebenn. in quibus extitit compromissum, facta fuit compositio super redditibus, prouentibus, juribus, et aliis bonis pertinentibus ad ipsum Capitulum ratione patronatus quem habet in ecclesia de vendoures, et super redditibus, prouentibus, juribus et aliis bonis ad ipsum Capitulum pertinentibus ratione juris parochialis dicte ecclesie, in hunc modum. Videlicet quod dictus capellanus dicte ecclesie habeat et percipiat medietatem vini arbergamenti de Rons et Capitulum habeat aliam medietatem vini dicti arbergamenti de Rons et totum residuum prefati arbergamenti. Item quod dictus capellanus habeat quartam partem omnium noualium et Capitulum tres partes. Item quod capellanus predictus habeat omnia recepta, denarios panis benedicti et visitationis, videlicet quando visitat infirmos, vel perungit, vel benedicit domos. Item habeat dictus capellanus oblationes mulierum quando veniunt ad purificandum, excepta candela. Item quod dictus capellanus habeat medietatem candelarum et capitulum habeat aliam medietatem omnium candelarum quoquo modo ad dictam ecclesiam deuenientium. Si vero medietas dicti capellani de dictis candelis non sufficiat ad ministrandum altari dicte ecclesie, illud quod defuerit de medietate candelarum Capituli suppleatur. In diebus vero sollempnibus, de oblatione communi possit dare dictus capellanus clericis suis usque ad quatuor denarios et non ultra, et in aliis diebus nichil. Item quod Capitulum habeat et teneat omnes decimas frumenti, auene, siliginis, especte, ordei et vini, integre et plene. Decima vero occhiarum et etiam omnes terre, prata,

prouentus et omnia alia ad ipsam ecclesiam pertinentia, inter dictum Capitulum et dictum capellanum communiter et equaliter diuidantur. Item quod ipse Capellanus sigillo Rev. patris domini Episcopi Gebenn. et dictum Capitulum sigillo suo presentem ordinationem faciant et procurent sigillari ad perpetuam memoriam huius rei. Que quidem omnia dicte partes spontanea voluntate acceptauerunt, emologauerunt et concesserunt. Quare petunt dicti procuratores nomine predicto quod dictam compositionem dictus Capellanus teneat et obseruet et sibi restituat duas partes rerum quas debuit habere dictum Capitulum nomine dicte compositionis et medietatem omnium rerum quas idem Capitulum debuit habere ratione dicte compositionis, quas res dictus Capellanus habuit post dictam compositionem, et ipsum Capellanum sibi ad hec sentencialiter condempnari. Litem vero contestando confitetur dictus Capellanus dictam compositionem esse veram, prout superius est expressum, et eam ratifficat et acceptat. Unde injungimus eidem capellano ut dictam compositionem adimpleat et obseruet et eidem Capitulo restituat res predictas. Datum ut supra.

(Arch. Gen. P. H., N° 92.)

176

1280, 18 Novembre. — *Testament d'Aymon, comte de Genevois.*

In nomine patris et filii et spiritus sancti amen. — Ego Aymo dei gratia Comes Gebennensis et vicecomes marcii, infirmus corpore sed sanus mente et in bona memoria, testamentum meum facio in hunc modum. In primis eligo sepeliri in loco fratrum minorum montis marcii si me mori modo contigerit et lego fabrice ecclesie fratrum predictorum mille solidos morlanenses. Item palefredum et somarium meum et vestes mei corporis. Item cuilibet fratrum predicti loci tres solidos pro soleis. Item exequtores meos et testamenti mei pono et assigno venerabilem patrem G. . . . dei gratia Episcopum Lingonensem auunculum meum, et fratrem Johannem abbatem sancti secani fratrem meum, quemlibet insolidum, ita quod si unus deficeret alius possit totaliter sicut ambo, et si uterque, quod absit, ante

complementum dicti testamenti mei deficeret, qui ultimo moreretur possit ponere et assignare unum vel duos de quibus sibi videretur secundum deum et expedicionem negotii mei qui eandem habent potestatem per omnia sicut ipsi. Item in tota terra mea heredes instituo filias meas, ita quod si esset voluntas dictorum meorum exsequtorum aut viderent quod esset melioratio terre mee, sine periculo anime mee, quod unus de fratribus meis succederet michi in heredem, volo et do plenam potestatem dictis meis exsequtoribus quod ipsi faciant et ordinent de dicta successione ad voluntatem suam, videlicet instituendo mihi vnum de fratribus meis quomodo ipsi exsequtores acceptarent mihi succedere in heredem et de filiabus meis taliter ordinent eas dotando vel maritando, quod ego et ipsi inde essemus sine periculo et peccato. Item volo quod dicti mei exsequtores compleant et compleri faciant testamentum domini patris mei et soluant sua et mea debita et emendas suas et meas faciant et ut plenius fiant preconizari per terram faciant et in tranquillitate audiri et eciam adimpleri. Item volo quod de decimis noualium et aliorum faciant cum ecclesiis ad quas pertinere noscuntur restituendo vel componendo sicut saluti anime patris et mee viderint expedire. Item volo quod res quas agnes quondam uxor mea legauit et dedit, que in mea sunt potestate uel quas inde ad opus mei habui, de quibus dominus parisius capellanus meus cognitionem habuit pleniorem et prout continetur in ordinacione dicte uxoris mee, reddant personis et locis quibus ipsa legauit sicut predictus meus dixerit capellanus. Item volo et ordino quod dicti exsequtores mei teneant terram meam quousque soluerint debita mea et domini patris mei et emendas meas et suas fecerint et helemosinas et reditus et donaria soluerint locis et personis quibus ego legaui prout superius et inferius continetur. Volo tamen quod si constancia vxor mea vellet ire in terra mea, quamdiu ibi eidem manere placeret, totam terram meam teneret, et perciperet omnes fructus et omnia jura reciperet sicut ego. Item lego viginti libratas terre mee annuales ecclesie sancti petri gebenensis et volo quod inde fiant quatuor anniuersaria congruis temporibus, sicut exsequtoribus meis videbitur, pro anima mea et patris mei et antecessorum meorum. Item lego domui abbatie montis de Savinca viginti libratas terre mee annuales pro anima mea et agnetis quondam vxoris mee et antecessorum meorum. Item lego ecclesiis terre mee inter aruam et aquam que dicitur say decem libratas terre mee annuales diuidendas proporcionaliter inter ipsas. Et si dicti mei exsequtores illud nollent, diuidant dictis ecclesiis ducentas libratas in denariis. Item lego Leprosariis terre mee centum libras gebennenses divi-

dendas in denariis comuniter inter ipsas. Item volo et ordino quod tres milites mittantur ultra mare ad expensas meas, in primo passaggio, quorum unus sit Johannes de Fernay, et duo ad voluntatem exsequtorum meorum. Item lego magistro viuni, phisico, decem libratas terre mee ad vitam suam et volo quod sibi assignentur in mandamento anessiaci. Item lego petro de pelhier, domicello, vigenti libratas terre mee ad vitam suam et volo quod sibi assignentur in mandamento de claromonte. Item lego domino parisio capellano meo viginti libratas terre mee ad vitam suam, quas assigno et pono eidem in reditibus et super reditus fori mei de Rupe, et specialiter in reditibus aule fori predicti, et volo et precipio quod quicunque reditus predicti fori vel aule fori teneret, vel perciperet, seu recolligeret, quod soluat dicto domino parisio annualiter dictas viginti libratas, scilicet medietatem in festo presentationis domini, aliam medietatem ad pascha. Item lego petro de duyngh domicello quod quindecim librate terre mee sibi dentur in feudum et in augumentum feodi mei quod a me tenet, pro quibus quindecim libratis terre, do, assigno et pono eidem petro et suis heredibus illud quod habeo in valle de sarraval uersus cletas, si reditus mei tantum ibi valeret, et si forte minus valeat, residuum sibi assignetur in valle cletarum, vel in mandamento anessiaci ubi dicto petro magistro placeret. Item lego Willelmo de vezilia sexaginta solidos annuales ad vitam suam et volo quod sibi assignentur in gebenesio, vel in terra mea grationopolitana. Item lego heynardo scutifero meo quinquaginta libras gebennenses. Item Johanni de Fernay quadraginta libras. Item Jaquemeto de varey quadraginta libras. Item Johanni de dueng viginti libras. Item Johanni de Belacomba viginti libras. Item petro de insula viginti libras. Item aymoni de mantenay viginti libras. Item humberto de dorchia viginti libras. Item stephano de landone decem libras. Item morizeto de chomonts decem libras. Item aupage sexaginta solidos. Item Johanni de amantiacho garsifero meo viginti solidos. Item pasturel centum solidos. Item Wilielmo de mentons centum solidos. Item anclot centum solidos. Item philippo coquo meo centum solidatas terre mee ad vitam suam. Item Jacobo de estramberes domicello decem libras Gebennenses in denariis. Item ansermo de Bossye decem libras gebennenses. Item Jaquemeto de lornay centum solidos. Item Jaquemeto de Rupe dicto de crusilia centum solidos. Item petro marchant patri decem libras. Item Radulpho de pontevitreo centum libras. Item petro de mentons quinquaginta libras. Item domino Aymoni de dardanhie militi triginta libras, et decem libre quas sibi debeo eidem soluantur per exsequtores meos. Item

lego Bruneto de Rumiliacho sub cornelione clerico decem libras. Item petro de monteforti centum libras, et volo quod si fecerit expensas pro negotio terre mee quamdiu ipsam tenuit, quod non dimittat castra mea quousque sibi de dictis expensis fuerit satisfactum. Item lego sororibus de vtereis in vasconia decem libras morlanorum. Item predicatoribus de ortesio centum solidos. Item fratribus minoribus de . . . . . centum solidos. Item predicatoribus de morlano centum solidos. Item fratribus minoribus eiusdem loci centum solidos. Item pauperibus hospitalis de cab . . . . . viginti solidos. Item pauperibus hospitalis offic. . . . viginti solidos. Item pauperibus hospitalis sancti Jacobi quadraginta solidos. Item priori montis marcii et maiori capellano eiusdem loci, cuilibet decem solidos. Item cuilibet de capellanis ville montis quinque solidos. Item ecclesie ville nove viginti solidos. Item pauperibus peregrinantibus ad sanctum Jacobum centum solidos. Item bono Tozeto scutifero meo centum solidos gebennenses. Item volo quod heres meus iuret ad sancta dei evangelia quod debita mea, clamores meos et omnia legata mea soluet, emendabit fideliter et complebit. Item volo quod dominus parisius capellanus meus ordinet et diuidat arnesium meum ad armandum quod habeo apud clarum montem, prout eidem ore proprio iniunxi et promittere feci et volo quod credatur eidem super hoc quod facere voluerit de meo arnesio supradicto. Et volo quod hoc testamentum valeat iure divino vel humano, civili vel canonico, veteri sive novo, iure testamenti vel codicilli vel cuiuslibet ultime bone voluntatis. Actum in monte marciani, in octava beati martini, anno domini millesimo ducentesimo octuagesimo, in quorum testimonium sigilla mea paruum et magnum mandaui apponi presenti testamento et rogaui fratrem p. custodem vasconie in cuius presentia ordinaui et gardianum montis marcii, ut sigilla suorum officiorum presenti testamento apponerent in testimonium veritatis.

(Arch. Turin. Duché de Genevois. Paq. 1, N° 32.)

177

1281, 2 Février. — *Abergement par l'Evêque d'un casal situé à Genève, près de la porte et du pont du Rhône.*

Nos Robertus diuina miseratione Gebenn., Episcopus, notum facimus .... quod cum Richardus faber habitator Gebenn. teneret vel tenere deberet quoddam casale quod sibi albergaueramus et heredibus suis, quod est situm prope portam Rodani Gebenn. iuxta pontem, inter Rodanum ex una parte, et viam publicam per quam itur a dicta porta versus domum fratrum predicatorum Gebenn. ex altera, et debet continere in latitudine tres teysas ..... et dimidiam, et in longitudine quatuor teysas et dimidiam, et ipse Richardus decessit relictis heredibus suis Johanne de petragrossa, sutore, et petro dicto de S^eo. geruasio, fabro, omnibus ciuibus nostris Gebenn. ad quos dictum casale debebat peruenire, ipsique Johannes et petrus nobis dictum casale relinquerunt. Nos illud casale, ex certa scientia, albergamus, et nomine perpetui arbergamenti tradimus Geruasio Serrayllon, ciui nostro Gebenn. et eius heredibus, ita quod de eodem suam totaliter possit facere voluntatem, et illud vendere, obligare, alienare, in manu duntaxat alicuius qui sit homo ecclesie nostre Gebenn., pro duobus solidis Gebenn. censualibus soluendis in festo b^i. Michaelis annuatim et saluo jure dominii nostri. Ipsum autem Geruasium presentem et recipientem dictum casale ex causa dicti albergamenti nomine suo, et agnessone dicte tupa uxoris sue, et heredum suorum assignatorum et assignandorum, de eodem casali inuestimus et in possessionem inducimus per traditionem presentium litterarum, sub conditionibus infrascriptis, quod ipse possit facere in muro ciuitatis ingressum et egressum suum ad dictum casale, et fenestras quales voluerit. Tamen in muro quod faciet in longitudine in dicto casali a parte ville Gebenn. non possit facere aliquas fenestras. In illo autem muro quem faciet in longitudine a parte Rodani possit facere fenestras pro sue libito voluntatis. Promittimus autem dicto Geruasio bona fide, et eius uxori et eorum heredibus assignatis et assignandis, dictum casale cum appenditiis eius manutenere, deffendere, et legitime garantire ab omnibus et contra omnes, et contra predicta vel aliquid de predictis, per nos vel per alium, non venire, nec contravenire volenti consentire. Renunciamus autem in hoc facto excep-

tioni albergamenti non facti, possessionis non tradite, et omni iuris auxilio canoniço et ciuili per quod possemus venire contra predicta vel aliquod de predictis. In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus duximus apponendum et sciendum quod ipse Geruasius predictis Johanni de petra grossa et petro fabro, pro jure quod habebant in dicto casali, et pro quitatione quam fecerunt ut dictum est de eodem, habuerunt et receperunt a dicto geruasio nouem libras, in bona pecunia numerata, prout ipsi confessi sunt coram nobis. Datum Gebenn. iiij°. non. febr. A°. D^{i}. m°. cc°. octuagesimo.

(Arch. Gen.)

178

1281, 15 Avril. — *Acensement par le Chapitre de Genève du personnat de l'église d'Aubonne.*

Nos officialis curie Gebenn. notum facimus . . . . quod coram hugone de burgondia clerico . . . . . a nobis specialiter destinato cui quantum ad hoc commisimus vices nostras, constitutis venerabilibus viris domino Martino de S^{co}. germano canonico et procuratore Capituli Gebenn. ex una parte, et domino Petro capellano de Aysi ex altera, predictus capellanus, ad interrogationem et requisitionem et instantiam dicti domini Martini, confitetur in iure et recognoscit se debere dicto Capitulo decem septem libras Gebenn. pro accensatione sibi facta per dictum Capitulum personatus ecclesie de albona, quam pecuniam promittit dicto procuratori presenti, stipulanti et recipienti nomine dicti Capituli, soluere, videlicet centum solidos in carnipreuio veteri, item centum sol. ad octabas pasche, et septem libras ad vindemias de albona, anno quolibet, quamdiu tenebit dictum personatum. Et hoc promittit per iuramentum super sancta dei euangelia corporaliter prestitum, et sub expressa obligatione omnium bonorum suorum, attendere firmiter et seruare, et in contrarium, verbo, facto vel opere, non venire Annus vero accensationis dicti personatus incipit in festo omnium sanctorum. In cuius rei testimonium sigillum Curie predicte ad preces predicti Capellani nobis oblatas per dictum

hugonem, referentem nobis omnia premissa vera esse, presentibus duximus apponendum. Datum die martis post pascha. A°. D°. m°. cc°. octuagesimo primo.

(Arch. Gen.)

179

1282, 10 Janvier. — *Bulle du pape Martin IV, en faveur des Frères prêcheurs.*

Uniuersis presentes licteras inspecturis frater Latinus permissione diuina Ostiensis et Velletrensis episcopus salutem in domino. Nouerit Universitas vestra quod nos licteras sanctissimi patris domini Martini diuina prouidentia summi pontificis uera ipsius bulla cum serico filo bullatas uidimus in hec uerba. — Martinus episcopus seruus seruorum dei dilectis filiis : Magistro et procuratoribus prioribus ordinis fratrum predicatorum salutem et apostolicam benedictionem. Ad fructus uberes quos in agro dominico predicando uerbo pariter et exemplo, confessiones audiendo, et per alia uirtutum exercitia sacer ordo uester et humiles ipsius ordinis professores produxerunt hactenus et in futurum sperantur deo auspice producturi, hactente considerationis aciem conuertentes, ut fratres eiusdem ordinis predicationis et audiendi confessiones officia, eo liberius et efficacius exequi ualeant, quo certius de ipsorum circa eadem auctoritate constabit, tibi, fili magister, per te, uobis uero prouincialibus prioribus cum diffinitoribus in prouincialibus uestris capitulis congregatis, committendi auctoritate apostolica fratribus eiusdem ordinis in sacra pagina eruditis, examinatis et approbatis a uobis, predicationis officium, audiendi uero confessiones, absoluendi confitentes, et iniungendi eisdem penitentias salutares, etiam fratribus alias ydoneis concedendi, eisdem quoque sepefati ordinis fratribus quibus dicta officia per uos taliter commissa sine concessa fuerint, quod eadem libere ualeant exercere, plenam damus et concedimus auctoritate presentium facultatem, districtius inhibentes, ne quis fratres ipsius ordinis quibus dicta officia taliter concedenda duxeritis ut premictitur, seu etiam commictenda, in exercitio aut executione officiorum ipsorum audeat quomodo libet impedire. Volumus autem quod hii qui fratribus confitebuntur eisdem suis parrochialibus presbiteris confiteri

saltem semel in anno prout generale concilium statuit nichilominus teneantur. Quodque iidem fratres eos ad hoc diligenter et efficaciter secundum datam eis a domino gratiam exhortentur. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis et inhibitionis infringere uel ei ausu temerario contra ire. Si quis autem hoc actemptare presumserit, indignationem omnipotentis dei, et beatorum petri et pauli apostolorum eius, se nouerit incursurum. Datum apud urbem ueterem iiij Idus Ianuarii, pontificatus nostri anno primo. — In cujus rei testimonium, presentes licteras fecimus sigilli nostri appensione muniri. Datum apud urbem ueterem x Kal. Iunii, anno domini m°. cc°. lxxxij°. pontificatus prefati domini Martini pape IIII[i]. anno secundo.

(Arch. Gen. P. H., N° 93.)

180

1282, 10 Janvier. — *Amédée d'Arthaz, dit Dardel, vend au Chapitre de Genève des vignes et des droits à Colonges, Chétaz et Vétraz.*

Nos officialis curie Gebenn. notum facimus . . . . quod in nostra presentia constituti Amedeus, Willelmus et Aymo, fratres, filii quondam et heredes domini Amedei de Artas, dicti dardel, militis. Dictus Amedeus, non vi, non dolo, non metu inductus, nec ab aliquo ut asserit circumuentus, de voluntate et expresso consensu dictorum Willelmi et Aymonis fratrum suorum, vendit et titulo pure et perfecte venditionis in perpetuum tradit Capitulo ecclesie S[i]. petri Gebenn. presenti et recipienti, precio quinquaginta duarum librarum gebenn., quas confitetur dictus Amedeus coram nobis se habuisse et recepisse ab eodem Capitulo in bona pecunia numerata, ita quod de ipsis se tenet plenarie pro pagato, res infrascriptas, videlicet quandam vineam sitam subtus chetaz, que uulgaliter appellatur clausum es dardez, inter vineam es marconaz ex una parte, et vineam Jacobi quondam dicti de enfer ex altera, et adheret strate publice per quam itur de Nyruel uersus nemus de planter, cum torculari, tinis, edificio ipsius vinee et appenditiis uniuersis. Item vineam que vocatur dou setor, sitam subtus chetaz, inter vineam trumberti capellani de vitraz ex una

parte, et vineam illorum de enfer ex altera. Item usum, bannum, dominium et usagium que habet, vel habere debet, vel sibi competunt, seu competére possunt ratione vindemiarum, in toto territorio de colonges, de chetaz et de vitraz. Item auenariam quam habet vel habere debet in tota parochia de vitraz, in hominibus, tenementariis, et habitatoribus ipsius parochie, cum omni jure, jurisdictione, mero et mixto imperio, garda, usu, et omni exactione si que vel quas habet vel habere debet idem Amedeus in tota parochia supradicta. Item unum sextarium vini annuale quod debet Johannes boudreys, pro quadam vinea sita iuxta dictum clausum, et quicquid juris habet vel habere debet in ipso Johanne et vinea supradicta. Item duodecim denarios censuales, quos habet super vineam illorum de enfer, cum omni jure, actione et dominio sibi competentibus in eisdem. Item liberos heliete cum eorum tenementis, et quicquid juris habet vel habere debet in eisdem. Item omne jus si quid habet vel habere debet in bruneto filio belone dicte albergerriz, vel in ipsius tenemento. Cedit etiam et concedit dictus Amedeus prefato Capitulo, presenti et recipienti, quicquid iuris, actionis, proprietatis, possessionis et dominii, habet vel habere debet, sibi competit vel competere potest, in predictis rebus ex quacumque causa, seu quacunque libet ratione, volens et concedens quod dictum Capitulum, vel alius nomine suo, possessionem omnium rerum predictarum, nullo alio expectato mandato, apprehendere valeat et nancisci. Confitens autem ipsas res esse de feodo Capituli supradicti et sibi contingentes pro partagio suo hereditatis fraterne. Ceterum dictus Amedeus confitetur coram nobis se teneri ad homagium dicto Capitulo pro residuo feodi quod tenet in dicta parochia de vitraz a Capitulo memorato. Deuestiens se prefatus Amedeus de predictis uniuersis et singulis et predictum Capitulum inuestit de eisdem per traditionem huiusmodi litterarum, promittens se contra dictam venditionem aliquatenus de cetero non venire, per se uel per alium, in judicio uel extra. Hanc autem venditionem domina Aleysia relicta dicti domini Amedei, mater dictorum fratrum, Agnes uxor dicti Willelmi, Ysabella uxor dicti Amedei, Hugonetus frater, beatrix et leoneta sorores eorumdem Willelmi, Amedei et Aymonis, coram Amedeo de vendoures clerico curie nostre jurato cui quantum ad hoc commisimus et committimus vices nostras constitute et constituti, laudant, approbant, ratificant et confirmant. Promittentes se contra predicta de cetero, per se vel per alium, non venire. Renunciant enim in hoc facto prefati Amedeus venditor, Willelmus, Aymo, Hugonetus, domina Aleysia, Agnes, Ysabella, beatrix et leoneta, exceptioni non numerate pecunie, non habite, non re-

ceple et in utilitatem suam non conuerse, spei future numerationis, doli mali, metus et in factum actioni, petitioni et oblationi libelli, litis contestationi, exceptioni fori, conditioni sine causa, implorationi iudicis officium, juri dicenti ex quacunque causa mihi videbitur in integrum restituam ait pretor, juri dicenti quod si venditor ultra medietatem justi pretii deceptus fuerit venditio rescindatur, uel justum precium suppleatur, beneficio minoris etatis, legi Julie de fundo dotali non alienando, dotis et ypothece priuilegio tacite vel expresse, et juri dicenti mulieribus habere tacitam ypothecam vel expressam in bonis mariti sui, juri per quod subuenitur maioribus et minoribus et omni juris auxilio et beneficio canonici et ciuilis, scripti et non scripti, seu consuetudinarii, per quod predicta uniuersa et singula uel aliquod de predictis possent aliquatenus rescindi vel quocunque modo libet retractari, omnibus priuilegiis, gratiis et indulgentiis obtentis et obtinendis, ac omnibus litteris a sede apostolica impetratis et impetrandis, et juri dicenti generalem renunciacionem non valere nisi precedat specialis Et hec omnia et singula supradicta promittant per juramenta sua ad sancta dei euuangelia corporaliter prestita firmiter attendere et inuiolabiliter obseruare et in contrarium modo quocunque libet non venire. In quorum testimonium nos prefatus Officialis ad preces et requisitionem predictorum Amedei, Willelmi et Aymonis, fratrum, nobis factas ore tenus, et ad preces predictarum domine Aleysie, Agnetis, Ysabelle, beatricis, leonete et domini hugoneti, nobis per dictum clericum oblatas qui premissa nobis retulit esse vera, de ipso quam plurimum confidentes, sigillum Curie predicte presentibus duximus apponendum. Datum vij°. Idus Januarii. A°. D°. m°. cc°. lxxx°. primo.

(Arch. Gen.)

181

1282, 12 Avril. — *Henri de Villette remet en gage au Chapitre de Genève les dîmes de Colex, pour 60 livres monnaie genevoise.*

Nos Robertus diuina miseratione Gebenn. episcopus, notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis, quod nos laudamus et approbamus gageriam decimarum sitarum in parochia de Colay quam facit uel intendit

facere henricus de Vileta domicellus, in manu venerabilis Capituli nostri Gebennensis, pro sexaginta libris Gebenn. monete. Promittentes bona fide nos contra predictam obligationem aliquatenus non venturos. Retinentes nichilominus quod nos uel successores nostri dictam gageriam a dicto Capitulo quantumque voluerimus possimus eodem pretio rehabere. In cuius rei testimonium presentes litteras sigillo nostro tradimus sigillatas. Datum ij°. Idus Aprilis anno dom^i. m°. cc°. lxxx°. secundo.

(Arch. Gen. P. H., N° 95.)

182

1283, 8 Mars. — *Sentence arbitrale rendue entre Pierre, seigneur de Gex, et Léonette, sa mère, d'une part, et Girod, prieur de Satigny, d'autre part, au sujet des bans levés sur les hommes du dit prieuré, à Péron, St-Jean et Feigères.*

Notum sit uniuersis presentes litteras visuris et audituris, quod cum nobilis vir D. petrus dominus de Jayz, et domina Leoneta mater eius, mouerent questionem contra viros religiosos D. Girodum priorem satiguiaci, ordinis S. augustini, Gebenn. dyocesis, et canonicos eiusdem loci, et homines et res eorumdem, dicentes se debere leuare grossa banna et minuta in hominibus dictorum prioris et canonicorum, in villis et parrochiis de pirons, de S. Johanne de goueilles et de feygeres, quod negabant prior et canonici memorati. Tandem dicti D. petrus et domina Leoneta, ex una parte, et dictus prior pro se et dictis canonicis suis ex altera, compromittunt se in nos petrum de poulie decanum albone, et magistrum matheum concanonicum gebenn., prestito ab utraque parte juramento super sancta dei euuangelia quod starent dicto nostro arbitrio, ordinationi et compositioni, prout vellemus alte et basse, iure, concordia, vel voluntate, ordinare, arbitrari, perferre, seu pronunciare. Nos vero auditis et intellectis hiis que utraque pars proponere et dicere voluit, de consensu et voluntate earumdem parcium arbitramur, dicimus, et pronunciamus in hunc modum. Quod dictus D. de Jayz, et heredes sui et successores, habeant et percipiant medietatem grossorum bannorum videlicet de lx solidis, et dicti prior et canonici habeant aliam medietatem. Que quidem banna cognoscantur primo, et leuentur per unum de nunciis dictorum prioris et

canonicorum, et alium nuncium dicti D. de Jayz, in hominibus supradictis locorum predictorum. Si vero aliquis eorumdem hominum locorum predictorum ad mortem condempnandus fuerit vel ultimum supplicium pati debeat, cognoscatur de predictis per dictos nuncios communiter a partibus missos, et hoc cognito, D. de Jayz exerceat quod dicta cognicio duxerit faciendum, et bona dicti condempnati mobilia equaliter inter ipsum D. de Jayz, et dictos priorem et canonicos per medium diuidantur, possessiones vero eiusdem ad dictos priorem et canonicos remaneant pleno iure pacifice et quiete. Acto quod propter perceptionem medietatis dictorum bannorum siue bonorum, vel alia aliqua occasione seu consuetudine, dictus D. de Jayz vel eius heredes, seu successores, nullum ius, nullum dominium habeant, petant vel exigant, vel sibi vendicari possint in hominibus supradictis vel rebus eorumdem, sed specialiter alia banna, et omnia alia bona quoquomodo censeantur, pleno iure sint et remaneant priori et canonicis memoratis, sine ulla reclamatione, pacifice et quiete. Dicti vero prior et canonici pro bono pacis, dant et tradunt prefato Domino et Domine de Jayz triginta quinque libras Gebenn. in bona pecunia numerata, de bonis dicti prioratus. Pro qua quidem pecunia, et pro compositione supradicta, idem D. de Jayz et sui successores teneantur dictis priori et canonicis impendere consilium et juuamen et res ipsorum de se et suis in terra sua pro posse custodire. Que quidem omnia precipimus dictis partibus obseruare, per se et successores eorumdem, et nunquam contra venire. Nos vero dicta Domina leoneta, et dictus petrus filius eius, dictam compositionem et omnia supradicta laudamus, approbamus, ratificamus et concedimus, pro nobis et nostris heredibus et successoribus, perpetuo duratura, promittentes bona fide nos in contrarium non venire, et dictam pecuniam confitemur nos recepisse a dictis canonicis in bona pecunia numerata. In cuius rei testimonium sigilla nostra presentibus duximus apponenda. Nos siquidem prefati arbitri sigilla nostra una cum sigillis dictorum Domini et Domine presentibus apposuimus in testimonium premissorum. Datum Gebenn. viij°. Idus Marcii. A. D. m°. cc° lxxx^mo. secundo.

(Arch. Gen. P. H., N° 94.)

183

1283, 5 Mai. — *Donation d'un cens annuel, faite par Guillaume de Virieu à l'abbaye de Filly.*

Nos officialis curie gebennensis notum facimus uniuersis quod, in presentia Jaqueti de vendouures notarii curie predicte jurati, constitutus domnus Wilermus presbiter, filius nobilis viri Wilermi de virieu quondam domicelli, pro se et suis heredibus, dat, donat, cedit et concedit, donatione pura et irreuocabili facta inter viuos, pure et libere, deo et beate marie de fillyer et abbati et conuentui dicti loci qui pro tempore fuerint, perpetue in futurum pro remedio anime sue et antecessorum suorum, dicto etiam notario vice nostra stipulanti, viginti solidos gebenn. annui redditus et pro anniuersario ipsius domini Wilermi in dicta ecclesia de fillyer post ipsius domini Wilermi decessum, singulis annis tempore ipsius domini Wilermi obitus perpetue celebrando, assignando et assettando predictos viginti solidos idem dominus Wilermus pro se et suis heredibus predictis religiosis et dicto etiam notario ut supra stipulanti, super Amedeum de Waudo et super johannem bonda et super eorumdem heredes, videlicet septem solidos censuales super dictum Amedeum et super toto ipsius tenemento et abergo, et super dictum johannem bonda et super duabus partibus ipsius johannis tenementi et abergi tredecim solidos singulis annis ad epiphaniam domini dictis religiosis uel eorumdem mandato singulis annis perpetue soluendos. Que inquam omnia et singula supradicta idem dominus Wilermus pro se et suis heredibus promittit dictis religiosis et dicto etiam notario ut supra stipulanti per pactum perpetuum et expressum juramento tactis sacro sanctis dei euuangeliis corporaliter prestito et stipulatione vallatum, rata, grata et firma perpetue totaliter tenere et habere, complere, adimplere et fideliter et inuiolabiliter totaliter obseruare et in futurum, per se uel per alium, aliquathenus non contravenire, neque etiam contravenire volenti consentire. Renuncians siquidem idem dominus Wilermus per idem pactum et per idem juramentum suum in hoc facto, ex certa scientia, omni exceptioni doli mali, metus et in factum actioni et exceptioni premissorum per ipsum Dominum Wilermum, ut predictum est, non factorum, et omni juri per quod posset contra premissa uenire, uel aliquid de premissis. In quorum testimonium

nos predictus officialis ad preces dicti domini Wilermi nobis oblatas per dictum notarium curie predicte juratum, a nobis ad hoc specialiter destinatum et missum, cui quantum ad hoc commisimus vices nostras, qui nobis retulit premissa coram ipso sic fuisse celebrata, sigillum curie predicte presentibus duximus apponendum. Datum iij non. maij, anno domini m°. ducentesimo octuagesimo tercio.

(Arch. de Lausanne. Communiq. par M. le prof. Hisely.)

184

1284, 16 Février. — *Le prieur des Frères prêcheurs de Genève donne quittance de soixante-trois livres envoyées pour l'œuvre de son église par le prieur provincial de France.*

Nos frater Johannes prior fratrum predicatorum Gebenn. totusque conuentus eiusdem loci, notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis, nos accepisse de voluntate et ordinatione fratris raymondi, prioris prouincialis francie, usque ad valorem lxiij librar. Gebenn., pro opere ecclesie nostre, de pecunia quam apportauerat frater Nicholaus de Crusillia, reposita in domo nostra per manum fratris hugonis salinensis, qui dictum fratrem ab omni iure quod in dicta pecunia habebat, secundum constitutiones ordinis fratrum predicatorum, legittime priuauerat, obligantes nos predictam pecuniam secundum tenorem littere reuerendi patris prioris prouincialis presenti cedule colligate. In cuius rei testimonium, sigillum conuentus nostri presentibus duximus apponendum. Datum A. D. m°. cc°. lxxxiij°. feria. iiij^a^. post dominicam in lx^a^.

(Arch. Gen. P. H., N° 96.)

185

1284, 15 Mai. — *Guillaume, seigneur de Gex, donne quittance au comte de Savoie de 500 livres viennoises, reçues comme à-compte sur les 1000 livres que le dit comte lui devait.*

Jeu Guillames Sires de Gez foys asaur a toz ceuz qui verront cetez presens letres que com mosire li cons de Savoy fut tenus a mey en mil libr. vienn., les quaus mil libr. de Vienn. el me deut aver paya a Paques qui sont pasaes, ju confesso me aver receu de les dites mil libr. de Vienn. cincenz, et de les quas cincenz libr. de Vienn. ju Guillaumes lenquito et men tino per payes. Et prometo per mon seyrimen contra la reception et la quittation de les dites cincenz libr. de Vienn. me non venir, ne autre qui veudrit venir en contra en niguna manere consentir. Et timon de les quaus choses acetes presens lettres ju imeto mon sel. Donaes a saymsa-furin, le luns davant loytana de roveysons, en lan de nostre Seygnor mil et doucenz et quatro vinz et quatre.

(Arch. Turin. Traités entre les Princes de la M. de Savoie, f° 150.)

186

1284, 29 Juillet. — *Transaction entre le prieur de St-Victor et la Dame de Viry, agissant comme tutrice de ses fils, au sujet d'une écluse faite par la dite dame dans l'eau de Viry au détriment du moulin de Saintgié.*

Nos Officialis Curie Gebenn. notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis quod, cum discordia siue controuersia verteretur inter Religiosos viros priorem et conuentum Sancti Victoris gebenn. nomine suo et suorum hominum de Saintgie, ex una parte, et Nobilem dominam Margaretam relictam Will^mi^. quondam domini de virie, tutricem liberorum ipsius et dicti Will^i^. videlicet Johannis, Peroneti, Richardi, Aymoneti et Jacobi, nomine tutorio eorumdem, ex altera, super quadam exclosa facta per dictam dominam in aqua de vyrie, subtus molendinum dictorum ho-

minum situm subtus saintgie, quam exclosam dicti prior et homines asserebant factam esse in eorum dampnum et preiudicium non modicum, quum occasione ipsius fiebat ingorgiacio aque sub rota dicti molendini, ita quod dictum molendinum molere impeditur, et super quibusdam contentionibus aliis . . . . Tandem, prout nobis constat per relationem Johannis de Russins, clerici Curie predicte jurati, a nobis specialiter destinati, cui quantum ad hoc commisimus vices nostras, facta est compositio et transactio super dicta discordia et controuersia per dominum Bernardum curatum de virie, dominum Girodum curatum de Chancie et dominum Johannem curatum de Cartignie, electos amicabiles compositores a partibus, in hunc modum, quod dicta exclosa remaneat in loco ubi facta est, ita tamen quod dicta domina infra festum b^i. bartholomei proxime venturum deliberet, descombret et remoueat terram et lapides estantes juxta dictam exclosam a parte superiori, ita quod aqua proueniens a dicto molendino sine impedimento aliquo possit decurrere per juxta dictam exclosam ad bezeriam molendini domine et liberorum predictorum dicti . . . . , et ita quod in posterum aqua non ingorgiet sub rota molendini hominum predictorum occasione exclose supradicte. Item ordinatum est quod si in posterum contingeret iterum, occasione dicte exclose, aliud impedimentum peruenire per decursum aque vel aliter per quod iterum fieret dicta ingorgiacio, vel impediretur dictum molendinum dictorum hominum libere molere, quod illud impedimentum, infra quindecim dies postquam euenerit, deliberet et submoueat domina supradicta ad expensas suas. Quod si non faceret, omnia dampna et expensas que et quas ob hoc dicti prior et homines incurrerent et facerent, eis restituere et emendare teneatur ad dictum duorum vel trium proborum virorum statim communiter a partibus eligendorum. Item ordinatum est quod ex nunc in posterum, sine impedimento aliquo, dicta domina et liberi sui exclosam sui molendini predicti ad ripam dicti prioris, et dicti homines exclosam sui molendini ad ripam dicte domine et liberorum suorum possint, ad capiendum aquam pro dictis molendinis, apodiare, dummodo in hoc alter alterum dampnificare non videatur. Quam compositionem, transactionem et omnia supradicta frater Jacobus prior de Russins monachus S^i. Victoris Gebenn. pro priore et conuentu et pro hominibus supradictis de Saintgie et nomine predictorum, et dicta domina Margareta, pro se et dictis hominibus suis et eorum heredibus, nomine suo et tutorio dictorum liberorum, laudant, ratificant et concedunt, promittentes nomine quo supra, per juramenta sua super sancta dei euangelia corporaliter prestita, dictam compositionem,

transactionem et omnia supradicta et singula attendere et obseruare inuiolabiliter, et in contrarium per se vel per alium, in judicio vel extra judicium, verbo, consensu vel opere non venire, et specialiter dicta domina promittit per prestitum juramentum se facturam et procuraturam pro posse suo quod dicti liberi sui, omnia predicta in perpetuum attendent et obseruabunt et in contrarium non venient in futurum. In cuius rei testimonium ad preces et requisitionem dictorum prioris de Russins et Margarete, nobis oblatas per dictum juratum nobis referentem omnia predicta vera esse et in sua presentia celebrata, cui super premissis fidem plenariam adhibemus, sigillum dicte Curie presentibus duximus apponendum in probacione antedicte composicionis et transactionis. Testes fuerunt, prout nobis retulit dictus juratus, dicti tres amicabiles compositores, dominus Petrus curatus de Malagnie, Johannes et Girodus mistrales campanie fratres, Girodus geruasii, Albertus de malagnie, Guillelmus de S^c^. germano clericus et plures alii. Datum die Sabbati ante festum b^i^. petri ad vincula A°. D^i^. m°. cc°. lxxx°. iiij°.

(Arch. Gen. P. H., N° 98.)

187

1285, 4 Janvier.—*Guillaume Merchiant, bourgeois d'Aubonne, reconnaît tenir du Chapitre de Genève une pièce de vigne située au territoire d'Aubonne.*

Ego Willermus merchianz, burgensis de albona, notum facio uniuersis quod ego confiteor et recognosco me tenere a venerabilibus viris Capitulo Gebenn. quandam peciam vinee sitam in territorio de albona, in loco dicto clamogin, inter vineam Johannis dicti de tronclins de albona ex una parte, et vineam girardi dicti varginor ex altera, sub annuo censu duorum solidorum Gebenn. eidem annuatim in festo b^i^. Michaelis soluendorum, cum mutagio, quando continget mutari de possessore in possessorem, quod esset dupplicatio dicti census. Quem censum, et dictum mutagium quando contingeret ut dictum est, promitto bona fide soluere capitulo memorato. In cujus rei testimonium sigillum meum duxi presentibus apponendum, rogans discretum virum Officialem Curie Gebenn. ut sigil-

lum suum Curie Gebenn. presentibus apponat. Nos vero dictus Officialis ad preces dicti Willi. merchiant nobis oblatis per hugonem de burgundia clericum Curie predicte, iuratum a nobis specialiter destinatum, cui quantum ad hoc commisimus vices nostras, sigillum dicte Curie una cum sigillo dicti Wi. merchiant presentibus duximus apponendum. Datum die veneris ante Epiphaniam domini, Ao. eiusdem mo. cco. lxxxmo. quarto.

(Arch. Gen.)

188

1285, 16 Janvier. — *Cession d'un tènement ou abergement, faite par le prieur et le Chapitre de Satigny.*

Nos Girodus humilis Prior Satigniaci, totumque eiusdem loci capitulum, notum facimus uniuersis, quod nos saluo jure alterius damus et concedimus girodo filio quondam petri mugnier de Satigniaco et Jaquete uxori sue, et eorum heredibus, tenementum girardi dou bosson de feugieres, tam terris, pratis, quam etiam arboribus, sub annuo censu quatuor solidorum gebennensium et unius bicheti frumenti. Qui census persoluatur in epyphania domini annuatim. Promittentes bona fide nos in posterum contra predictum albergamentum in posterum non venire. In cuius rei testimonium nos predicti prior et capitulum sigilla nostra presentibus duximus apponenda. Datum in festo beati marcelli pape. A. D. mo. cco octogesimo quarto.

(Arch. Gen.)

189

1285, 3 Février.—*Reconnaissance par Jean de Ladoys que tout ce qu'il possède est du fief du prieuré de Satigny.*

Nos officialis Curie Gebenn. notum facimus . . . . . quod in nostra presentia propter hoc specialiter et personaliter constitutus Johes. de

ladoys de Satignye, non vi, non dolo, non metu ad hoc inductus, nec ab aliquo ut asserit circumuentus, sed sciens et spontaneus, pro se et heredibus suis assignatis et assignandis, super hoc specialiter requisitus, in iudicio confitetur et publice recognoscit, quod omnia que habet, tenet, et possidet, tam de jure quam de facto, per se vel per alium, in pratis, terris cultis et incultis, vineis, usagiis, arboribus, nemoribus, seruiciis, possessionibus, et omnibus aliis rebus quibuscumque, sunt de feodo et dominio monasterii et prioratus de Satignye, et omnia supradicta uniuersa et singula tenet in feodo a dicto monasterio et prioratu de Satignye, et inde confitetur et recognoscit coram nobis se esse hominem ligium prioratus et conuentus dicti monasterii et prioratus de Satignye. Quo circa promittit dictus Johes. de ladoys coram nobis, per iuramentum suum super sancta dei euangelia corporaliter prestitum et per stipulationem solempnem et sub expressa et speciali obligatione omnium bonorum, rerum, et possessionum suorum, stare et obedire mandato seu mandatis prioris et conuentus monasterii et prioratus de Satignye, prout homo ligius et fidelis debet, potest et consueuit obedire domino suo ligio, et eius mandatis. Et parere promittit alte et basse dictus Johannes per expressum pactum juramento suo valatum, dicto, respectui, et arbitrio imperpetuum Curie prioris et conuentus qui pro tempore fuerint monasterii et prioratus premissorum. Quod si non faceret dictus Johannes, quod absit, ipse prudens, sciens et spontaneus, dicta bona, res, et possessiones suas uniuersas sic obligatas quecunque sint, et ubicunque et quocunque nomine censeantur, reddit, tradit, liberat, cedit, concedit, relinquit, soluit penitus et quitat, sine lite et conditione aliqua, priori et conuentui prelibatis recipientibus et solempniter stipulantibus, ut ea bona, res et possessiones premissas auctoritate propria et voluntate sua possint apprehendere, tenere, possidere, obligare, vendere, et alio quocunque modo libet et cuicunque voluerint, tam de jure quam de facto, pro libito sue voluntatis alienare, nullius auctoritate expectata vel mandato. Et hec omnia uniuersa et singula supradicta promittit dictus Johannes, per jam suum prestitum juramentum et per scriptum solempne, se perpetuo firmiter seruaturum, et contra per se vel per alium, in judicio vel extra, facto, verbo, vel opere non venturum, nec alicui contrauenire volenti aliquatenus consensurum. Abrenunciatque in hoc facto de quo certus est dictus Johannes et de jure suo certificatus, per expositionem presentis littere de verbo ad verbum materna lingua sibi factam, per pactum juramento suo valatum, omni exceptioni doli mali, metus, et actioni in factum, omnique lesioni,

deceptioni, circumuentioni, grauamini, dicteque confessioni, feodi, recognitioni, bonorum et possessionum predictarum obligationi, et eorumdem quittationi coram suo judice legitime non factis et utraque parte presente, beneficio restitutionis in integrum, juri per quod deceptis et non decipientibus in suis contractibus subuenitur, et illi clausule si qua in justa causa videbitur, fori privilegio, et omnibus ypothecis tacitis vel expressis, petitioni et oblationi libelli, litis contestationi, implorationi judicis officium, jurique dicenti generalem renunciationem non valere nisi precesserit specialis, et omni juri canonico et civili per quod posset contra predicta venire vel aliquod de predictis. In cujus rei testimonium ad preces dicti Johannis sigillum dicte Curie presentibus duximus apponendum. Datum iij°. nonas februarii. A°. D'. m°. cc°. lxxx°. quarto.

(Arch. Gen.)

190

1285, 26 Mai. — *Concessions et donations faites par Marguerite de Genève à son frère Amédée, à l'occasion du mariage de celui-ci.*

Ego Marguareta filia bone memorie radulphi quondam comitis gebenn. notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod ego, in recompensationem beneficiorum que michi karissimus frater meus Amedeus comes gebenn. impendit, eidem concedo, volo et consentio quod de bonis que fuerunt bone memorie Radulphi comitis Gebenn. patris et marie matris eiusdem et mei, nobili mulieri Agneti filie inclite recordationis illustris viri Johannis quondam comitis Cabilon. et domini salinis, cum qua matrimonium intendit contrahere, donationem propter nuptias faciat, et pro pecunia quam in dote recipiet ab eadem, de dictis bonis sibi tradat et deliberet, assedeat, assignet et obliget prout voluerit et sibi videbitur expedire, preterea ex causa predicta dicto fratri meo et ipsius heredibus a dicta agnete procreandis in perpetuum do, concedo, trado et delibero donatione facta inter viuos pura, perfecta, irrevocabili, et insinuata, portionem que me contingit et quam habeo et habere debeo tam in bonis paternis quam maternis. Omnia autem predicta et singula promitto, per stipulationem solemnem et per juramentum meum super sancta dei evangelia corpora-

liter prestitum, tenere facere et adimplere et non contravenire per me vel per alium in futurum, vel contravenire volenti consentire, nec me fecisse ut . . . . . quominus predicta omnia et singula robur obtineant perpetue firmitatis. Abrenuncians in hoc facto per juramentum meum iterato prestitum exceptioni doli mali, metus, circumventionis, deceptionis et omni juris auxilio per quod possent predicta vel aliquod predictorum infirmari et rescindi, volens, si contra predicta vel aliquod predictorum facerem vel venirem quod dyocesanus meus episcopus, vel officialis eius, me ad omnia predicta et singula tenenda, facienda et adimplenda compellat per excommunicationis in personam et interdicti in terram meam sententias proferendas, et quia sigillum non habeo sigillum reverendi in Christo patris et domini Iohannis dei gratia valent. et dyensis episcopus presentibus rogavi et feci apponi. — Et nos frater Iohannes miseratione divina Valent. et dyens. episc. ad rogatum dicte marguarete sigillum nostrum presentibus duximus apponendum in testimonium veritatis. Datum die sabbati post festum beati Urbani A°. D^i. millesimo ducentesimo octogesimo quinto.

(Arch. Turin. Duché de Genevois. Paq. 1, N° 36.)

191

1285, 1^er Juin. — *Stipulations relatives à la dot d'Agnès de Châlons, fiancée d'Amédée, comte de Genevois, et promesses pour cause de dot, faites par celui-ci.*

Ego Amedeus comes Gebenn. notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis, quod, pro quinque milibus librarum turonensium in quibus mihi tenetur et promisit solvere Salinis, terminis inferius annotatis, videlicet in festo Nativitatis domini quod erit anno domini millesimo octogesimo sexto duo milia et in festo nativitatis domini anno revoluto tria milia, nobilis vir dominus Johannes de Cabilone dominus de Arlay, ex causa dotis, pro nobili mulieri Agnete sorore sua quam mihi dat in uxorem, dono, trado et delibero dicte Agnete in donationem propter nuptias medietatem omnium bonorum meorum immobilium presentium vel futuro-

rum et specialiter medietatem omnium bonorum que fuerunt bone memorie Radulphi et marie parentum meorum, nec non et medietatem omnium bonorum que tempore mortis mee possidebo et habebo. Quam donationem propter nuptias habeat et possideat dicta Agnes toto tempore vite sue, secundum consuetudinem Burgundie, si predecedere me contingat. Super quam medietatem omnium bonorum meorum et super medietatem alterius medietatis omnium bonorum meorum assigno et assedeo dicte Agnete et suis heredibus dicta quinque milia libr. turon. et dictas tres partes bonorum meorum nichilominus obligo dicte Agneti pro predicta summa pecunie dotali, quas teneat et possideat et fructus suos faciat, secundum consuetudinem Burgundie, si contingat me predecedere donec eidem vel heredibus suis de dicta pecunia dotali fuerit plenarie satisfactum. Qua satisfactione dotis facta eidem Agneti remaneat eidem jus suum salvum in medietate omnium predictorum bonorum ratione donationis propter nuptias a me sibi factam, secundum quod superius est expressum. Item volo et concedo quod femine sicut et masculi de me a dicta Agnete procreati michi succedant, contraria consuetudine obtenta in partibus nostris vel alibi nonobstante. Item promitto per solemnem stipulationem d°. D. Johanni dictam pecunie summam mihi in dotem datam reddere et restituere eidem Iohanni si contingat dictam A. decedere sine liberis, vel cum liberis decedentibus tamen sine heredibus et liberis ab ipsis procreatis, me excluso. Hec autem omnia et singula supradicta, pro me, heredibus et successoribus meis, promitto per juramentum meum super sancta Dei evangelia corporaliter prestitum tenere et observare et contra non venire, de jure vel de facto vel de verbo, nec non et omnia bona mea specialiter obligo ad observationem predictorum. Abrenuncio etiam in hoc facto per juramentum meum iterato super sancta Dei evangelia prestitum exceptioni doli mali, metus, circumvenientis et deceptionis et specialiter exceptioni non numerate et non solute pecunie dicte dotis et in utilitatem nostram non conuerse et omni juris auxilio per quod possint predicta in aliquod annullari, retractari vel rescindi. Volo etiam quod dyocesanus meus episcopus vel eius officialis per excomunicationis in personam et interdictionis in terram meam sententias me compellat ad predicta omnia tenenda et fideliter observanda. In cuius rei testimonium sigillum meum presentibus apposui una cum sigillo R. in Christo patris ac Domini Ioh. Dei gratia Valent. et Dyensis episc. quod presentibus rogavi apponi. Et nos frater Iohannes divina miseratione episc. Valent. et Dyens. ad preces et requisitionem dicti Amedei sigillum nostrum presentibus duximus

apponendum in testimonium veritatis. Datum A°. D^{i}. m°. cc°. octogesimo quinto, die veneris post festum beati Urbani.

(Arch. Turin. Duché de Gen. Paq. 1, N° 37.)

199

1285, Septembre. — *Jean, fils de feu Jaques, coseigneur d'Aubonne, reconnaît devoir 260 livres lausannoises à l'évêque de Sion, son oncle et son tuteur, pour dépenses faites par celui-ci pour ses affaires pendant sa tutelle.*

Notum sit omnibus . . . . . quod, cum ego Johannes filius quondam Jacobi condomini de Albona, de mandato dicti patris mei et domine matris mee, tamquam minor annis hactenus extiterim in tutela vener. in Christo patris domini P. dei gratia Episcopi Sedunensis avunculi mei dilecti, ego dictus Johannes de voluntate dicti domini Episcopi Sedunensis exiens de tutela ipsius et remanens mei iuris, remansi debens dicto domino Episcopo Sedunensi, in confectione presentium facto legali computo cum eodem, videlicet cc. lx. Lausanenses libras, pro meis negotiis tutela durante peractis, et debitis persolutis. Promittens . . . . . dicto D^{o}. episcopo Sedunensi . . . . . singulis annis solvere in festo beati Johann baptiste xxiiii libras Lausann. donec . . . . . plene solutus fuit de summa pecunie supradicta. — Quas xxiiii libras si dicta die singulis annis non soluerem, ex tunc, furnos et linguas de Albona possessione apprehendat. — De quorum possessione pacifica eidem D. episcopo Sedunensi dedi fidejussores et obsides videlicet D. Ja. de Monterichier, militem, et Nicholum de Dysy, domicellum, quemlibet ipsorum pro medietate, qui in defectu presentium pactionum tenentur reverti ad Domini Episcopi hostagia in Viviaco cum propriis expensis, per quindecim dies continuos, ad requisitionem suam. Quibus elapsis, tenentur continuo sibi dare vadia que possent duci vel portari, de quibus venditioni expositis possent haberi dicte xxiiii Laus. libre. In quorum omnium testimonium, ego dictus Johannes debitor, et ego dictus Nicholaus fidejussor et obses, quia sigilla propria non habemus, rogavimus et fecimus apponi presentibus, videlicet. Ego Joh. sigillum Reverendi in Christo patris, D^{i} Willelmi Dei gratia

Episcopi Lausannensis. Ego vero dictus Nicholaus sigillum Dⁱ. Willelmi de Alingio militis, et Nos Jacobus de Monterichier miles aliter fidejuxor et obses una cum sigillis predictis sigillum meum apposuimus. Actum anno domini millesimo ducentesimo octogesimo quinto, mense Septembris.

(Arch. Laus. Inv. anal. Paq. E.)

193

1286, 21 Février. — *Pierre du Martheray reçoit en abergement du prieur et du couvent de Satigny une pièce de vigne située dans la dite paroisse.*

Nos Humbertus Officialis Curie Gebenn. notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis, quod in nostra presentia propter hoc personaliter constitutus Petrus dou Martherey, non vi, non metu, non dolo inductus, nec ab aliquo super hoc ut asserit circonuentus, sed sciens, prudens et spontaneus, confitetur et in veritate recognoscit se recepisse in purum, perfectum et perpetuum albergamentum a priore et conuentu de Satignie albergantibus et tradentibus dicto petro presenti, et recipienti pro se et heredibus suis, quandam peciam vinee sitam in parrochiatu de Satignie inter domum Johannis gentil ex una parte, et vineam dictorum prioris et conuentus ex altera, tenendam nomine quo supra et pacifice possidendam ab eodem petro et eius heredibus imperpetuum, sub annuo censu sex sestariorum vini, boni, puri et liberi, reddendorum et soluendorum dictis Priori et conuentui vel eorum mandato annis singulis in vindemiis a dicto petro et heredibus ipsius in perpetuum, sub hac forma quod dictus Petrus vel heredes ipsius non possint dictam vineam vindemiare, nec vinum dicte vinee facere, nisi presente speciali mandato dictorum Prioris et conuentus. Hoc acto inter partes et in pactum deducto, quod dicti prior et conuentus retinent sibi viam et carreriam per terram que est inter dictam vineam et communem carreriam que tendit apud vignie. Et hec uniuersa et singula supradicta promittit idem petrus pro se et heredibus suis, per juramentum suum super sancta dei euangelia corporaliter prestitum, juste et ydonee fidembere dictis priori et conuentui presentibus et recipientibus, videlicet per Willᵐ. de Jochy, clericum,

promittentem per iuramentum suum super sancta dei euangelia corporaliter prestitum predicta omnia et singula firmiter et fideliter attendere et inuiolabiliter obseruare, si dictus petrus, quod absit, deficeret in premissis vel aliquo premissorum, et quod ullum malum seu dampnum eueniret dictis priori et conuentui vel rebus et bonis suis a dicto petro vel eius heredibus pretextu dicte vinee et albergationis inde facti. Renunciando in hoc facto ex certa scientia per dictum juramentum omni actioni, exceptioni deceptionis, doli, vis, metus et in factum actioni, omni restitutionis in integrum beneficio, petitioni et obligationi libelli, litteris contestationis presentium transcripto seu copie litterarum, et generaliter omnibus actionibus, exceptionibus, deffensionibus, rationibus et allegationibus sibi competentibus, seu etiam competituris contra presens instrumentum siue factum, per que predicta omnia vel aliqua de predictis possent in posterum irritari seu etiam aliquatenus impugnari et de quibus necesse esset in presentibus litteris plenam et expressam fieri mentionem. juri dicenti generalem renunciationem non valere, et omni juris auxilio tam canonici quam ciuilis. In quorum omnium testimonium nos ad dictorum Petri et Will^{i}. requisitionem confitentium et asserentium predicta omnia esse vera sigillum dicte Curie gebenn. presentibus litteris duximus apponendum. Datum die jouis ante festum beati petri in cathedra. A^{o}. D^{i}. m^{o}. cc^{o}. lxxx^{o}. quinto.

(Arch. Gen.)

194

1286, 9 Mai. — *Jaques de la Pierre remet en gage une pièce de terre au prieur de Satigny, pour sûreté d'une somme de deux sols.*

Nos officialis curie Gebenn. notum facimus . . . . . quod in nostra presentia propter hoc personaliter constitutus Jaquetus de petra de Satignie, non vi, non dolo, non metu ad hec inductus, nec ab aliquo, ut asserit, circumuentus, sed sciens et spontaneus, pro euidenti utilitate et urgenti necessitate sua, pro se et heredibus suis, obligat et titulo pure et perfecte obligationis, tradit, liberat, cedit et concedit priori prioratus de Satignie, presenti et recipienti nomine suo et dicti sui prioratus, quamdam peciam

terre arabilem sitam subtus villam de Satignie, iuxta stratam tendentem de curtina versus follaciam a parte boree, et a parte venti iuxta pratum petri banerel, et a parte occidentali affrontat terre petri de Ladoys, a parte vero orientali affrontat prato dicti Jaqueti, cum ipsius pecie terre pertinentiis omnibus et singulis appendentiis, pro duobus solidis gebenn. quos confitetur et recognoscit dictus Jaquetus se recepisse, nomine quo supra, a dicto priore in bona pecunia numerata. Ita quod inde se tenet pro contento, confitens dictus Jaquetus et asserens dictam peciam terre cum suis omnibus pertinentiis esse de feodo dicti prioratus et dominio. De qua quidem pecia terre dictus Jaquetus se denestit et dictum priorem recipientem nomine quo supra de eadem et suis pertinentiis inuestit quousque de dictis duobus solidis fuerit dictus prior plenarie persolutus. Et hec omnia uniuersa et singula supradicta promittit dictus Jaquetus per juramentum suum super sancta dei euangelia corporaliter prestitum attendere, dictamque peciam terre manutenere ipsi priori, deffendere ab omnibus et contra omnes in iudicio et extra, legitime garentire, contraque per se vel per alium de cetero non venire, omneque euictionis periculum in se suscipiens et assumens. In cuius rei testimonium ad preces dicti Jaqueti sigillum dicte Curie presentibus duximus apponendum. Datum vij°. Idus Maii A°. D[i]. m°. cc°. lxxx°. sexto.

(Arch. Gen.)

195

1286, 10 Mai. — *Quittance de cent et quatorze onces et une obole de bon or, envoyées par frère Pierre, archevêque de Cosenza, pour le couvent des Frères prêcheurs de Genève.*

A. D. m°. cc°. lxxx°. sexto. Indictione xiiii°. vi°. Idus maii, in presentia mei notarii et testium subscriptorum, petrus de marthodo clericus Tharent. dyocesis confessus est et in veritate recognouit, sponte et ex certa scientia, se habuisse et recepisse a fratre Jacobo Foudrat, de cunflant, ordinis fratrum predicatorum, presente et stipulante et recipiente vice et nomine conuentus fratrum predicatorum gebenn. centum et quatuordecim uncias et obulum boni auri, quas dictus petrus ibidem depo-

suerat, ut dicunt dicte partes, nomine et ex parte Dⁱ. Rᵈⁱ. patris in Christo, fratris petri, cusantini archiepiscopi dei permissione. Preterea cunfessus est idem petrus ad instanciam dicti fratris Jacobi, instantis, stipulantis et recipientis nomine et ad opus predictorum fratrum cunuentus gebenn. se habuisse et recepisse a cunuentu dicti loci totum depositum quod erat seu extitit ibidem comendatum in domo predictorum fratrum de gebenn. ex quo deposito dictus petrus ipsum fratrem Jacobum stipulantem, et recipientem nomine predicti cunuentus, ipsum nomine quo supra soluit, quitat penitus et remitit, faciendo, nomine quo supra, pactum de ulterius non petendo. Renuncians in hoc facto, ex certa scientia juratus dictus petrus, omni exceptioni doli mali, metus, in factum actioni, exceptioni predicti auri non habiti, non recepti, spei future receptionis, et omni alii juris, quo se tueri posset contra cunuentum predictum, et juri dicenti generalem renunciationem non valere nisi precedat specialis, et juri dicenti cunfessionem factam extra judicium non valere. Actum apud cunfletum Thar. Dyoc. ubi testes vocati et rogati fuerunt, infra domum alberti foudrat, dictus albertus foudrat, Johᵉˢ. grulos, nurisetus de la renyer de cunfleto. Et ego Wlᵖ. Guiberti de cunfleti imperiali auctoritate notarius publicus qui de mandato et voluntate dictarum partium hanc cartam rogantium scripsi subscripsi et tradidi.

(Arch. Gen. P. H., N° 101.)

196

1286, 26 Mai. — *Amédée, comte de Genevois, vend en viager au curé de Cruseille les dimes novales de cette paroisse.*

Nos Amedeus, Comes gebennensis, notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis quod, cum consueuerimus, tam nos quam predecessores nostri Comites Gebennenses, percipere decimas noualium in Parrochia de Crusillia et infra limites Parrochie predicte, nos predictas decimas noualium remittimus et quitamus quidquid juris, possessionis seu detentionis habemus vel habere possumus seu debemus in eisdem decimis noualium domino girodo de Ornay, capellano dicte ecclesie de Crusillia

presenti et recipienti ad vitam ipsius et quamdiu ipse erit curatus ecclesie supradicte. Hoc pacto seu modo vel lege expresse adhibitis inter nos et ipsum curatum, quod post decessum ipsius, vel postquam dimiserit ecclesiam supradictam, nos vel successor noster qui Comes fuerit Gebennensis auctoritate propria possimus dictas decimas noualium percipere et leuare prout actenus consueuimus in Parrochia supradicta. Pro qua remissione et quitacione nos confitemur nos recepisse ab eodem curato sexaginta libras gebenn. in bona pecunia numerata et dictam pecuniam in utilitatem nostram versam esse. Renunciantes exceptioni non numerate pecunie, non habite, non solute. Promittentes eidem Girodo bona fide nos eidem quamdiu tenuerit dictam ecclesiam dictas decimas noualium defendere ab omnibus et contra omnes, in judicio et extra legitime garantire pro nobis et successoribus nostris, et ipsum super perceptione dicte decime noualium non perturbare, seu inquietare, nec permittere quod ab aliquo perturbetur. Dantes per presentes licteras in mandatis Judici nostro, ballino et castellanis nostris qui nunc sunt et qui pro tempore fuerint, ut predicta obseruent et faciant obseruari, nullo alio mandato a nobis vel successoribus nostris expectato. Nos vero dictus Girodus capellanus de Crusillia confitemur et recognoscimus, presente ipso domino Comite et ad eius sacramenti racionem, quod tam idem dominus Amedeus quam predecessores ipsius consueuerunt percipere dictas decimas noualium in parrochia supradicta de Crusillia et in quasi possessione fuerunt leuandi dictas decimas usque ad tempus presentis contractus. In quorum testimonium, nos dictus comes et curatus predictus sigilla nostra presentibus duximus apponenda. Rogantes discretum virum officialem curie gebennensis quod sigillum curie episcopati gebennarum huic presenti instrumento apponat. Et nos Officialis predictus, ad requisitionem predictorum et preces, sigillum predicte curie presentibus duximus apponendum, supponentes nos dictus comes juridicioni dicti officialis ut ad obseruacionem predictorum nos compellat et successores nostros. Datum et actum Gebenne in insula die sabbati post ascensionem domini, anno domini millesimo ducentesimo octuagesimo sexto.

(Turin. Arch. de la Ch. des Comptes. Invent. 106. Cruseilles, N° 1. — Communiq. par la Société Savoise. d'hist. et d'archéol.)

197

1286, 31 Mai. — *Contessons de Genève, femme de Jean de Vienne, seigneur de Miribel, ratifie l'hommage fait par celui-ci à Amédée, comte de Savoie.*

Nos Contessons de Gebennis filia quondam Aymonis de Gebennis uxorque egregii viri Joh. de Vienna, domini de Miribelle notum facimus . . . . quod cum ipse Ioh. de Vienna maritus noster, pro nostra et sua evidenti utilitate, nomine suo et nostro, recepit siue accepit in feudum ligium ab illustri viro domino Amedeo comiti Sabaudie consanguineo nostro karissimo omne illud et omnem portionem nobis contingentem et que nobis contingere posset in bonis et hereditatibus et in hiis que erant in bonis tempore mortis domini Aymonis . . . . . et hered. matris nostre in Gebennesio, ratione dicte matris . . . . confessusque fuit predictus maritus noster . . . . se investitum fuisse nomine suo et nostro a predicto domino comite per quemdam annulum aureum de predictis omnibus . . . . et facta predicta investitura . . . . ipse maritus noster confessus fuit . . . . nomine suo et nostro fuisse et etiam . . . . homagium ligium de predictis, promiseritque . . . . per solemnem stipulationem et etiam per juramentum . . . . ipsum dominum comitem juvare . . . . et etiam prestare et facere omnia ad que bonus vassallus et fidelis tenetur . . . . promiseritque insuper dictus maritus noster se facturum . . . . quod nos predicta Contessons uxor sua omnia predicta ratifficaremus, et super ratificationem daremus firmas atque patentes litteras . . . . Nos predicta contessons volentes agnoscere bona fide . . . . . recognoscimus maritum nostrum omnia prædicta fecisse de nostro speciali mandato . . . . Quoniam predicta omnia ratifficamus . . . . Promittentes . . . . . Renunciantes . . . . . Rogantes nobilem virum Philippum de Vienna, domin. de payguy, fratrem nostrum, ut ipse sigillum suum apponat. Nosque dominus Philippus . . . . ad requisitionem memorate Contessons sororis mee carissime sigillum nostrum apponi fecimus. Actum die ven. ante Penthec. mense maii, A°. D^ni^. m°. cc°. lxxx°. vi°.

(Arch. Turin. Duché de Genevois. Paq. 2, N° 2.)

198

1286, 8 Juillet. — *Sentence arbitrale rendue entre le Chapitre de Genève et Aymon, seigneur de Nyon et de Prangins, au sujet des dîmes de Colex.*

Nos Capitulum Gebenn. et ego Aymo Dominus de Nyons et de Prengins, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod, cum contentio verteretur inter nos dictum Capitulum ex una parte, et me Aymonem predictum ex altera, super fructibus decime de Colay, quam quondam karissimus pater meus nobilis vir D. Will^{s}. Dominus de Prengins predicto Capitulo pignori obligavit, perceptis per ipsum Capitulum in dicta decima, quos petebam michi restitui, vel extimationem eorum a dicto Capitulo, dicto Capitulo respondente quod non tenebatur ad restitutionem dictorum fructuum vel extimationem, tam de jure communi, cum ipsa decima sit in parrochia ecclesie de Colay ad dictum Capitulum pleno jure spectantis, quam de privilegio sedis apostolice speciali, nobis predicto Capitulo indulto. Tandem nos predictum Capitulum, et ego dictus Aymo compromisimus in D. Petrum de Poulie decanum de Albona, et Joh. de Terniaco domicellum, tanquam in arbitros, seu amicabiles compositores, prestito ab utraque parte juramento super sancta Dei evangelia corporaliter de standoo cognitioni, dicto, arbitrio, et ordinationi dictorum arbitrorum sive amicabilium compositorum. Nos vero prefati arbitri, sive arbitratores vel amicabiles compositores, auditis et intellectis diligenter hiis que utraque pars dicere vel proponere voluit coram nobis, tam de jure quam de facto, habita inter nos diligenti deliberatione et consilio peritorum, cognoscimus et pronunciamus per presens nostrum dictumque arbitrium declarantes, dictum Capitulum non teneri ad restitutionem dictorum fructuum, vel extimationem eorumdem, dictum Capitulum absolventes ab impeticione dicti Aymonis super predictis. Nos autem dictum Capitulum, et ego dictus Aymo, dictum arbitrium, dictum, sive declarationem acceptantes et approbantes, promittimus per juramentum . . . pro nobis, heredibus et successoribus nostris contra predicta . . . . imperpetuum non venire, sed predicta . . . tenere et firmiter observare. In quorum testimonium et memoriam nos prefati arbitri, una cum sigillo dicti Aymonis, presentibus sigilla nostra duximus apponenda. Datum die lune post octabas Apostolorum Petri et Pauli, A. D. m°. cc°. lxxx°. sexto.

(Arch. Gen. P. H., N° 68 ter.)

199

1286, Décembre. — *Vente pour quinze sols genevois d'un cens de douze deniers sur une maison située à Nyon.*

Nos Aymo de prengins Dominus de Nyons, et Guillelmus de troches ejusdem loci prior, notum facimus . . . . . quod in nostra presentia constitutis Bella relicta quondam Johannis dicti de beeney, et Johanne, Peroneta et Clemensa filiis ejus, ipsi . . . vendiderunt . . . Valterio dicto de Vaux, burgensi de Nyons . . . . duodecim denarios censuales quos dictus Valterius dicte belle et filiis ejus dare tenebatur . . . super domo una cum casale sita in dicto burgo de Nyons . . . . pro quindecim solidis Gebenn. . . . . Actum A. D. millesimo ducentesimo octogesimo sexto, mense Decembris.

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Bonmont, N° 140.)

200

1287, 23 Octobre. — *Nicholet, fils de Martin de Genève, vend à Richard, prieur de Chamonix, un muid d'orge de cens annuel et deux hommes avec leur postérité, pour le prix total de quarante livres genevoises.*

Nos Humbertus de Thonons officialis curie Gebenn. universis presentibus et futuris tenore presencium facimus manifestum, quod Nicholetus dictus de Gebenna, filius quondam Martini de Gebenna, in nostra presencia personaliter constitutus, scienter et spontanea voluntate, non metu, non dolo aliquo inductus, sed de jure et de facto suo plenarie certioratus, existensque major, titulo perfecte venditionis, perpetue et irrevocabilis, pro se et suis heredibus ac successoribus universis, vendidit et concessit, quietavit et solvit prout melius potuit et sanius potest intelligi perpetuo, religioso viro fratri Richardo, priori prioratus Campi muniti, Gebenn. dyocesis, nomine sui et dicti prioratus de Chamunys, unum modium ordei ad mensuram salanchie, quod dictus Nicholetus et pater suus dictus

Martinus habebant super prioratum de Chamunys annuale et percipere consueverant a dicto prioratu annuatim, quod enim modium ordei prefatus Martinus debuerat emisse ab aliquo priori dicti prioratus de Chamunys, vel ab aliis gentibus percipientibus dictum modium ordei a dicto prioratu et habentibus et obtinentibus dictum bladum a dicto prioratu de Chamunys. Item prefatus Nicholetus quitavit et solvit prout melius potuit perpetuo prefato priori duos homines, videlicet quosdam nomine Sadu carpentarium, et Ansermum fratrem ejus et eorum heredes, filios quondam Ansermi Tissot dou Rosey, precio quadraginta librarum bonorum gebenn. quam pecuniam dictus Nicholetus confessus fuit se habuisse et recepisse tam prefata vendicione dicti modii ordei, quam quitacione dictorum hominum ac eorum heredum, a prefato priore in bona pecunia numerata. Renunciat exceptioni pecunie non numerate, non habite, non tradite, non solute, et omni spei future remunerationis in posterum faciende. Devestiensque se dictus Nicholetus pro se et suis de dicto modio bladi et hominibus supradictis, et prefatum priorem nomine dicti prioratus investivit de dicto blado et ipsis hominibus tenendis et possidendis perpetuo a prioratu de Chamunys . . . . . et quitavit prefato priori quidquid juris, actionis, possessionis et proprietatis dictus Nicholetus et pater ejus habebant vel haberc poterant in prefato modio bladi et hominibus supradictis. Promisitque dictus Nicholetus, pro se et suis, modo quo supra, dicto priori, prefatam venditionem factam per ipsum Nicholetum de dicto modio bladi manutenere, deffendere et servare dicto prioratui de Chamunys contra omnes et non venire contra dictam venditionem per se vel per aliam personam de cetero ullo modo. Item promisit dictus Nicholetus dicto priori modo quo supra, quod si haberet aliqua instrumenta vel litteras de prefato modio bladi, quod ea quam cito posset redderet ipsi priori. Voluit et concessit quod si aliqua instrumenta vel littere erant de dicto modio bladi sibi vel patri suo, vel aliis jus habentibus in dicto modio bladi, non haberent cum modo aliquo roboris firmitatem, sed essent cassa et vana et nullius valoris. Predictamque vero quitationem sive solutionem quam dictus Nicholetus fecit de predictis hominibus promisit tantum dictus Nicholetus manutere et deffendere de se et de suis et heredibus prefati Martini patris sui et non de aliis prioratui supradicto. Renunciavit que dictus Nicholetus, tam super dicta vendicione bladi, quam super quitatione dictorum duorum hominum, exceptioni doli mali et in factum, et restitutioni in integrum, et omni exceptioni ultra dimidium justi precii, et juri dicenti generalem renunciationem non valere nisi

precesserit specialis, et breviter omni juri canonico et civili per quod posset in perpetuum se tueri. Universa vero et singula supradicta dictus Nicholetus juratus super sancta Dei evangelia, sub ypoteca bonorum suorum, promisit dicto priori nomine dicti prioratus attendere et servare et fideliter adimplere et non venire contra, non facere modo aliquo propter quod prefata venditio bladi et dicta quitatio hominum posset ullatenus impediri. In cujus rei testimonium et ad majoris roboris firmitatem, nos prefatus officialis ad requisitionem et voluntatem prefati Nicholeti presentem litteram sigillo curie Gebenn. tradidimus sigillatam, datam Gebenn. die jovis post festum sancti Luce evangeliste, anno Domini m°. cc°. lxxx°. septimo.

(Communiq. par M. Ad. Bonnefoy.)

201

1287, 22 Novembre. — *Amédée, comte de Genevois, ayant fait la paix avec Amédée, comte de Savoie, donne pour garants de cette paix plusieurs seigneurs du voisinage.*

Nos Amedeus Comes Gebenn. notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod, cum nos super questionibus, guerris, discordiis et rancuris vertentibus inter illustrem Virum dominum Amedeum Comitem Sabaudie ex una parte, et nos ex altera, amicabiliter composuerimus cum eodem, prout in litera pacis inde facta, sigillata sigillis nobilium virorum domini humberti delphini viennensis et albonensis Comitis et domini percevalli de Lavagnia, ac etiam nostro, et domini Comitis antedicti, plenius continètur. Nos promittimus pro nobis et heredibus nostris et successoribus per iuramentum super sancta dei evangelia a nobis corporaliter præstitum, et sub obligatione omnium bonorum nostrorum, ipsum dominum Comitem et eius heredes et successores perpetuo iuvare et deffendere viriliter contra omnes, de feudis seu terra quam tenemus ab eo et etiam de tota alia terra nostra quam habemus, exceptis quantum ad ipsam aliam terram nostram illis dominis a quibus tenemus eamdem, et ubique, posse nostro, procurare suum comodum et honorem, et omnes articulos

in dicta pace contentos attendere firmiter et servare, et nullo tempore contra ire. Et de iis omnibus supradictis firmius attendendis damus fideiussores infrascriptos, videlicet Illustrem dominam B. Dalphinam dominam faucigniaci, filiam Inclitæ recordationis domini Petri quondam Comitis Sabaudiæ, Dominum Humbertum Dalphinum Viennensem et Albonensem Comitem ac dominum de Turre, dominum Johannem de Cabilone dominum Darlay, dominum Humbertum dominum de Thoyri et de Vilars, dominum Galterum de Montefalcone, dominum Guidonem de Monteluppello dominum Castillionis in Choutaigne, Arthaudum dominum de rossellione, Guigonem de Rossellione dominum de arlo, petrum de Turre dominum de Castellione in Valesio, et ipsis quos damus fideiussores dicto domino comiti Sabaudie et ejus heredibus et etiam fidelibus et subditis nostris universis qui sunt et pro tempore fuerint, precipiemus ut pro nobis omnia predicta compleant et attendant, et ad ea observanda et complenda quotienscumque nos et heredes nostri fuerimus in defectu ad requisitionem dicti domini Comitis et heredum suorum totis viribus quam acrius poterunt nos et heredes nostros compellant, et contra nos de personis rebus et nostris feudis ipsum invent, nisi firmiter observaverimus supradicta et omnia quæ in dicta pacis litera continentur. Nos autem prenominati nobiles qui ad preces et mandatum dicti Amedei Comitis Gebenn. et pro ipso super hiis omnibus attendendis nomine nostro et heredum nostrorum in posterum nos constituimus fideiussores et obsides in manu dicti domini Comitis Sabaudie apud Lugdunum promittimus pro nobis et dictis heredibus nostris, per iuramenta super sancta Dei evangelia a nobis corporaliter præstita et sub obligatione omnium bonorum nostrorum, omnia prædicta et singula ad defectum dicti Amedei Comitis Gebennensium heredumve suorum et ad requisicionem dicti domini Amedei comitis Sabaudiæ vel heredum suorum attendere et complere seu attendi facere et servari. Volumus etiam ac promittimus per iuramentum predictum predicto domino tam nos Amedeus Comes Gebennensium quam fideiussores predicti, quod heredes nostri in posterum similia faciant iuramenta dicto domino Comiti Sabaudiæ et ejus heredibus, et per supradictis omnibus firmiter et in perpetuum observandis sponte et ex certa scientia subiicimus nos et heredes nostros iuridicioni venerabilium patrum domini Episcopi Gebennensis et domini Episcopi Mauriannensis et cuiuslibet eorumdem qui per excomunicationem et interdictum in terras nostras possint et debeant, unica monitione premissa, nos et heredes nostros cogere ad predicta omnia observanda. In quorum omnium robur et testimonium nos dictus

Amedeus comes Gebenn. et nos fideiussores predicti sigilla nostra presentibus literis duximus apponenda. Datum et actum apud Anamassiam die Sabbati ante festum beatæ Katherinæ, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo septimo.

(Arch. Turin. Duché de Genevois. Paq. 2, N° 6.)

203

1287, 22 Novembre. — *Amédée, comte de Genevois, donne encore plusieurs évêques des diocèses voisins, pour garants de la paix qu'il a conclue avec Amédée, comte de Savoie.*

Nos Amedeus Comes Gebenn. notum facimus universis presentes literas inspecturis quod, cum nos super questionibus, guerris, discordiis et rancuris vertentibus inter Illustrem Virum Dominum Amedeum Comitem Sabaudie ex una parte et nos ex altera, amicabiliter composuerimus cum eodem, prout in litera pacis inde facta sigillata sigillis nobilium virorum domini Humberti Dalphini Viennensis et Albonensis comitis et domini Percevalli de Lavagnia, ac etiam nostro et domini Comitis predicti, plenius continetur, nos pro nobis et heredibus nostris et successoribus promittimus, per iuramentum super sancta Dei evangelia corporaliter a nobis prestitum et sub obligatione omnium bonorum nostrorum, ipsum dominum Comitem et ejus heredes et successores perpetuo iuvare et deffendere viriliter contra omnes de feudis seu terra quam tenemus ab eo et etiam de tota terra nostra alia quam habemus, exceptis quantum ad ipsam terram nostram aliam illis dominis a quibus tenemus eamdem, et ubique posse nostro procurare suum comodum et honorem, et omnes articulos in dicta pace contentos attendere firmiter et servare et nullo tempore per nos vel alium contra ire. Et de hiis omnibus supradictis firmiter attendendis damus fideiussores infrascriptos dicto domino Comiti et suis heredibus, videlicet venerabiles patres in Christo dominum Guillielmum Dei gratia archiepiscopum Viennensem, dominum Johannem eadem gratia episcopum Valentinensem et dominum Guidonem eadem gratia episcopum Lingonensem et dominum Guillelmum eadem gratia episcopum Lausannensem, precipientes eisdem insuper et nostris fidelibus et subditis universis qui

sunt et pro tempore fuerint, ut pro nobis omnia predicta compleant et attendant et ad ea observanda et complenda quotienscumque nos et heredes nostri fuerimus in defectu, ad requisitionem dicti domini Comitis et heredum suorum, totis viribus quam acrius potuerint, nos et heredes nostros compellant et contra nos de personis rebus et nostris feudis ipsum iuvent, nisi firmiter observaverimus supradicta et omnia que in dicta pacis litera continentur. Nos autem predicti Archiepiscopus et Episcopi qui ad preces et mandatum domini Amedei comitis Gebennensium et pro ipso super hiis omnibus attendendis nos constituimus fideiussores et obsides in manu dicti domini Comitis Sabaudiæ apud Lugdunum et promittimus eidem Domino Comiti Sabaudiæ bona fide et in verbo Episcopi, positis coram nobis evangeliis sacrosantis, et sub obligatione omnium bonorum nostrorum, omnia prædicta et singula ad defectum dicti Amedei comitis Gebenn. heredumve suorum et ad requisitionem dicti Amedei comitis Sabaudie heredumve suorum, attendere et complere, seu attendi facere et servari et pro supradictis omnibus firmiter et in perpetuum observandis, sponte et ex certa scientia, subiicimus nos juridicioni venerabilium patrum domini Episcopi Gebennensis et domini Episcopi Maurianensis et cuiuslibet eorumdem qui per excomunicationem et interdictum in terris nostris possint et debeant, unica monitione premissa, nos cogere ad predicta omnia observanda. In quorum omnium robur et testimonium nos predicti Amedeus Comes Gebenn. et fideiussores sigilla nostra duximus presentibus apponenda. Datum apud Anamassiam die Sabbati ante festum beati Clementis, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo septimo.

(Arch. Turin. Duché de Genevois. Paq. 2, N° 7.)

203

1287, 22 Novembre.—*Amédée, comte de Genevois, donne enfin plusieurs de ses vassaux pour garants de la paix qu'il a conclue avec Amédée, comte de Savoie.*

Nos Amedeus Comes Gebenn. notum facimus universis presentes literas inspecturis quod, cum nos super questionibus, guerris, discordiis et rancuris vertentibus inter Illustrem Virum Dominum Amedeum Comitem

Sabaudie ex una parte et nos ex altera, amicabiliter composuerimus cum eodem, prout in litera pacis inde facta sigillata sigillis nobilium virorum domini Humberti Dalphini viennensis et albonensis comitis, et domini Percevalli de lavagnia, ac etiam nostro et dicti domini comitis, plenius continetur, nos pro nobis et heredibus nostris et successoribus promittimus, per iuramentum super sancta Dei evangelia a nobis corporaliter prestitum et sub obligatione omnium bonorum nostrorum, ipsum dominum comitem et ejus heredes et successores perpetuo juvare et deffendere viriliter contra omnes de feudis seu terra quam tenemus ab eo et etiam de tota alia terra nostra quam habemus, exceptis quantum ad ipsam aliam terram nostram illis dominis a quibus tenemus eamdem, et ubique posse nostro procurare suum comodum et honorem, et omnes articulos in dicta pace contentos attendere firmiter et servare et nullo tempore per nos vel alium contra ire. Et de hiis omnibus supradictis firmius attendendis damus dicto domino comiti et ejus heredibus fideiussores infrascriptos, videlicet dominum Richardum de Duyn militem, Roletum de Duyn, dominum P. de Compeys militem, P. de Monteforti, Guillelmum Darlo, Henricum de Viriaco, P. de Terniers, dominum Ugonem de Grandimonte, dominum Guillelmum de Greysie, Johannem de Langiis, Richardum de Ponte vitreo, Henricum de Salla nova, Guigonem Vaygnardi, Theobaldum de Vileta, Aymonem de Anassiaco decanum de vuillenay. Præcipientes eisdem insuper et nostris fidelibus et subditis universis qui sunt et pro tempore fuerint, ut pro nobis omnia predicta compleant et attendant et ad ea observanda et complenda quotienscumque nos et heredes nostri fuerimus in defectu, ad requisitionem dicti domini Comitis et heredum suorum, totis viribus quam acrius potuerint, nos et heredes nostros compellant et contra nos de personis rebus et nostris feudis ipsum iuvent, nisi firmiter observaverimus supradicta et omnia que in dicta pacis litera continentur. Nos vero nobiles prenominati qui ad preces et mandatum Illustris Viri dicti domini Amedei comitis Gebenn. et pro ipso super hiis omnibus attendendis nos nomine nostro et heredum nostrorum in posterum constituimus fideiussores et obsides in manu Illustris domini Amedei comitis Sabaudie predicti apud Lugdunum, promittimus pro nobis et dictis heredibus nostris, per juramenta super sancta Dei evangelia a nobis corporaliter prestita et sub obligatione omnium bonorum nostrorum omnia predicta et singula ad defectum dicti domini Comitis Gebenn. heredumve suorum et ad requisitionem dicti domini Amedei comitis Sabaudie et heredum suorum, attendere et complere seu attendi facere et servari. Volumus etiam ac promittimus per iuramenta

predicta dicto domino Comiti Sabaudie nos tam Amedeus Comes Gebenn. quam fideiussores predicti, quod heredes nostri in posterum similia faciant iuramenta dicto domini Comiti et ejus heredibus prout supra. Et pro supradictis omnibus firmiter et in perpetuum observandis sponte et ex certa scientia subiicimus nos et heredes nostros juridicioni venerabilium patrum domini Episcopi Gebennensis et domini Episcopi Maurianensis et cuiuslibet eorumdem qui per excomunicationem et interdictum in terris nostris possint et debeant, unica monitione premissa, nos et heredes nostros cogere ad predicta omnia observanda. In quorum omnium robur et testimonium nos predicti Amedeus Comes Gebenn. et fideiussores eiusdem sigilla nostra presentibus duximus apponenda. Datum apud Anamassiam die Sabbati ante festum beati Clementis, anno domini millesimo ducentesimo octogesimo septimo.

(Arch. Turin. Duché de Genevois. Paq. 2, N° 7 bis.)

204

1288, 22 Janvier. — *Reconnaissances d'hommage-lige, faites envers l'Évêque de Genève par divers citoyens de cette ville.*

A. D. m°. cc°. octuagesimo vij°. indictione prima. xj. Kal. februarii, in presentia mei notarii . . . . constitute persone infrascripte, confitentur . . . se tenere . . . ipse et eorumdem heredes, a D. Ep°. Gebenn. et successoribus suis Ep^is. gebenn. in episcopatu gebenn. succedentibus, res et possessiones et quasi inferius declarandas, et se debere dicto D. Ep°. et successoribus suis . . . census, seruicia, usagia, homagia et tributa infrascriptos et infrascripta. In primis perreta dicta lechiriz, ciuis gebenn. confitetur se esse . . . ipsa et martinus eius filius, heredesque eorumdem, homines ligii dicti D. Ep^i et successorum suorum et se tenere . . . a dicto D. Ep°. domum ipsius et dicti filii sui, sitam gebenn. juxta casale dictum de preseullie et ochiam suam de Cresto S. Laurencii, sub censu quatuor solidorum gebenn. annualiter.

Confitetur perronetus vilarii se esse . . . ipse et heredes sui, homines ligii dicti D. Ep^i. et se tenere . . . a dicto D. Ep°. vineam suam retro

S. Victorem . . . et medietatem pro indiuiso cuiusdam domus site gebenn. juxta domum girardi de ornay, videlicet dictam vineam sub censu septem solidorum, et dictam medietatem domus sub censu sex denariorum per annum.

Item confitetur Johannes de posterla, ciuis gebenn. se esse . . . homo ligius dicti D. Epi. et se tenere . . . a dicto D. Epo. ochiam suam de puteo sitam juxta ochiam alamandi. Actum apud gebenn. ante curiam official. ubi ad hec testes fuerunt . . . humb. de S. germano, Jaquetus de S. Victore, brunetus de vemdoures, alamandus predictus, Willo. pict et Vullo. curatus de Cuyntrino, et plures alii.

Item eadem die . . . Willo. de orses, fornerius, confitetur se esse . . . et heredes sui, homines ligii dicti D. Epi. et se tenere . . . a dicto D. Epo. furnum suum situm in foro veteri gebenn. sub censu viginti et trium solidorum et sex denariorum.

Confitetur Ysabella de portu se tenere . . . a dicto D. Epo. domum suam sitam gebenn. ad ripam lacus, sub censu trium solidorum. Actum ad locum predictum, ubi ad hec testes fuerunt . . . Reymondus de bello forti domicellus, petrus de Satignie clericus, Joh. alamant de insula, et plures alii.

Et ego Jacobus de vemdoures, imperiali auctoritate et D. Comitis Sabaudie notarius publicus. . . . .

(Arch. Gen.)

205

1288, 8 Mars. — *Aymon de Jolens reconnaît tenir en fief de l'Évêque de Genève des dîmes à Bougy et à Gimel, ainsi que ce qu'il possède entre l'eau d'Aubonne et le château de Mont.*

A. D. mo. cco. octuagesimo viio. Indictione prima. viii Idus Marcii, in presentia mei notarii . . . . . constitutus D. Aymo de jolens miles confitetur . . . quod Aymo eiusdem militis filius tenet a dicto D. Epo. . . . in feudum decimam de bougie S. Martini. Item quandam aliam decimam sitam apud gimez. Item omnia et singula que idem D. Aymo per se vel per alium tenet et possidet ab aqua de albona usque ad castrum de mont et a lacu superius usque ad jorium, quecunque sint et ubicunque infra limitationes predictas, et quocunque modo seu nomine censeantur. Et se

debere homagium ligium, quod, ut asserit, fecit idem Aymo pro feudo supradicto. Actum apud gebenn. ante domum Jaqueti de vemdoures ubi testes fuerunt . . . . vido tauelli et petrus de bornes, ciues gebenn. et magister bertholomeus solorgius et plures alii. Et ego Jacobus de Vemdoures imperiali auctoritate et D. comitis sabaudie notarius publicus. . . .

(Arch. Gen.)

206

1288, 8 Mars. — *Quittance de 500 livres viennoises, donnée par Pierre, seigneur de Gex, à Amédée, comte de Savoie.*

Nos Petrus dominus de Jayz notum facimus . . . . . quod nos confitemur . . . . nos habuisse et recepisse ab Illustri viro D. Amedeo Comite Sabaudie quingentas libras viennensium bonorum, quas nobis debebat. De quibus nos habuimus a Joh. Belli CLX libras eiusdem monete et de quibus quingentis libris nos tenemus integre pro contemptis et D. Amedeum Comitem de dictis denariis nos quittamus. Datum cum appositione sigilli nostri die lune post dominicam qua cantatur Letare Jherusalem. A°. D. m°. cc°. lx°. vii°

(Turin. Arch. de la Ch. des Comptes.)

207

1288, 30 Avril. — *Bulle du pape Nicolas IV en faveur des Frères prêcheurs.*

Nos officialis curie gebenn. notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod nos vidimus et diligenter inspeximus et de verbo ad verbum perlegimus litteras officialis curie lausann. sigillo sigillatas non cancellatas non abolitas nec in aliqua parte sui viciatas in hec verba. — Nos officialis curie Lausann. notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod nos vidimus et diligenter inspeximus et de verbo ad

verbum perlegimus litteras domini pape non cancellatas non in aliqua parte sui viciatas in hec verba.—Nicholaus episcopus servus servorum dei, dilectis filiis Generali et provincialibus magistris ac universis fratribus ordinis fratrum minorum, salutem et apostolicam benedictionem. Quia nonnulli hesitare se asserunt ubi non est aliquatenus hesitandum, non sine malignitatis astucia in dubium revocare conantur, utrum vos et ordo vester exemptionis privilegio gaudeatis, et an juris et proprietatis beati petri ac etiam a cuiusvis alterius iurisdictione prorsus exempti et tam in spiritualibus episcopi quam in temporalibus quorum vobis usum habere licet, immediate subiecti sedi apostolice existatis. Quantumcunque vobis et eidem ordini per diversos predecessores nostros romanos pontifices super hiis plene, sicut assertum, sit provisum, nos vestre ac eiusdem ordinis providere quieti paterne sollicitudinis studio intendentes, sicque volentes super hoc omnes dubitationes ambiguitatis et querele materiam funditus amputare, nequis vos et eumdem ordinem super exemptione huius modi ac aliis vestris et ipsius ordinis libertatibus et immunitatibus quibuscunque vobis et ei ab apostolica sede concessis inpugnare valeat, vel quomodo libet molestare. Vos et ordinem ipsum a cuiusvis alterius jurisdictione omnimoda prorsus exemptimus de gratia speciali. Decernentes vos et eumdem ordinem immediate sedi subiacere predicte, ecclesias uero et oratoria, domos et loca, libros, utensilia et alia mobilia et immobilia quorum usum habetis ex licito, cum ceteris quocunque modo pertinentibus ad predicta et aliquid predictorum in ius et proprietatem beati petri apostolica auctoritate suscipimus, illis ex eis duntaxat exceptis in quibus expresse donatores seu translatores sibi proprietatem et dominium constaret reservasse. Preterea ecclesias, oratoria, domos et loca predicta que tenetis et inhabitatis et tenebitis et inhabitabitis in futurum, dum et quoties vos illa tenere ac inhabitare contigerit, esse omnino exempta decernimus, nulloque medio sedi memorate subesse. Nulli ergo hominum liceat hanc paginam nostre exemptionis, decreti, susceptionis et constitutionis infringere vel ei ausu temerario contra ire. Si quis autem hoc actum attentare presumpserit, indignationem omnipotentis dei et beatorum petri et pauli apostolorum eius se nouerit incursurum. Datum rome apud sanctum petrum ij Kal. Maii pontificatus nostri anno primo. — Nos vero predictus officialis presenti transcripto sigillum curie lausann. duximus apponendum in testimonium veritatis. Datum lausann. anno domini m°. cc°. octog°. octauo, mense decembris. — Nos vero predictus officialis curie gebenn. sigillum eiusdem curie transcripto duximus

apponendum in testimonio veritatis. Datum gebenn. anno domini m°. cc°. octogesimo nono, mense decembris.

(Arch. Gen. P. H., N° 106.)

208

1288, 10 Mai.— *Vente à Amédée, comte de Genevois, faite par Pierre de Popiverre.*

A°. D^ni^. m°. cc°. lxxx°. octauo. Ind. prima. vi Idus maii, in presentia mei Ioh. de Altaville publici notarii et testium infrascriptorum, aymo de thoyry specialis procurator constitutus a nobili viro domino Petro de ponte vitreo milite, ad vendendum quidquim dictus dominus Petrus habet seu habere debet, possidet vel quasi, inter aquam que vulgariter dicitur gyers et aquam que dicitur cara, illustri viro Amedeo comiti gebenn. retento usufructu rerum predictarum domino Petro ad vitam ipsius, prout omnia ista ego predictus notarius vidi contineri in quodam instrumento sigillato sigillo proprio dicti domini Petri prout prima facie apparebat. Dictus Aymo procurator nomine ipsius domini ponti militis, et pro ipso milite vendit pure et irrevocabiliter coram me predicto notario et testibus infrascriptis Rodulpho de pontevitreo castellano altaville ementi nomine ipsius domini A. comitis et pro ipso comite res superius declaratas precio conuento inter ipsos, videlicet trecent. librar. gebenn. quas trecentas libras dictus Aymo procurator dicti militis confitetur . . . . ad interrogationem et requisitionem dicti Rodulphi . . . . . recepisse et habuisse in bona pecunia numerata. Hanc autem venditionem dictus procurator facit dicto Rodulpho retento usufructu predictarum rerum dicto domino Petro ad vitam ipsius domini Petri, transferendo possessionem vel quasi omnium predictarum rerum . . . . . et constituendo ipsum dominum Petrum possessorem rerum predictarum nomine ipsius comitis. Renuncians . . . . . Actum est hoc infra ecclesiam altaville presentibus testibus vocatis et rogatis a dictis Aymone et Rodulpho, videlicet Iohanne grassi, Aymone de verney, Johanne de vilario clerico.

Et ego pred. notarius . . . . . .

(Arch. Turin. Duché de Genevois. Paq. 2, N° 9.)

209

1288, 13 Mai. — *Contrat de mariage entre Adémar de Poitiers, comte de Valentinois, et Marguerite de Genève, sœur du comte Amédée.*

Nouerint vniuersi et singuli presens instrumentum publicum inspecturi, quod anno Domini millesimo ducentesimo octuagesimo octauo, tercio idus maij, cum tractaretur de matrimonio contrahendo inter Illustrem Virum Dominum Ademarum de Pictauia Comitem Valentinensem, pro se ex una parte, et Amedeum Comitem Gebennesij, nomine Margarite sororis sue, ex altera, mediantibus et tractantibus Reuerendo in Christo Patre Domino G. Dei gratia Sancte Viennensis Ecclesie Archiepiscopo, et Illustri Viro Domino Humberto Dalphino Viennensi et Albonensi Comite ac domino de turre, ac nobilibus viris : Archaudo Rossillionis et Annoniaci domino, Reuerendo Domino Clayriaci, Magistro Raymundo de Venciano Iudice dicti Domini Ademarj, et Domino Raymundo Bertrandj milite. Promisit dictus Dominus Ademarus de Pictauia et super Sancta Dej Euangelia jurauit dicto Amedeo Comiti Gebennesij presenti et sollempniter recipienti nomine predicto Margarite sororis sue, se dictam Margaritam ad requisicionem dicte Margarite vel dicti Amedei Comitis Gebennesii in vxorem ducere per verba de presenti, dispensacione, si necessaria fuerit, prius super hoc habita et obtenta. Et versa vice, dictus Amedeus Comes Gebennesii promisit et jurauit super Sancta Dei Euangelia corporaliter tacta, de consensu et voluntate Reuerendi Patris Domini Johannis Dei gratia Valentinensis et Diensis Episcopi, et domini Guidonis de Gebennis Thesaurarij Sancti Fraymbaldj Siluanectensis, fratrum suorum, dicto Domino Ademaro de Pictauia presenti et sollempniter recipienti, se daturum dictam Margaritam sororem suam dicto Domino Ademaro in vxorem legitimam, dicta dispensacione obtenta ad requisicionem Domini Ademari supradicti. Hac lege et condicione apposita in predictis, quod quandocumque presens matrimonium per verba de presenti inter dictum Dominum Ademarum et dictam Margaritam contigerit celebrari, ad requisicionem vtriusque partis seu alterius earundem, tunc Prefatus Dominus Dalphinus Mariam filiam suam dicto domino Ademaro tradere teneatur, tenendam et nutriendam in hospicio dicti domini Ademari de Pictauia donec inter ipsam Mariam et Aymaretum filium dicti domini Ademari matrimonium

per verba de presenti fuerit celebratum. Quam Mariam prefatus Dominus Dalphinus et domina Anna eius uxor tunc tradere dicto Domino Ademaro super sancta Dej Euuangelia tacta corporaliter jurauerunt et facere et procurare et fieri et procurari facere quod inter dictam Mariam et dictum Aymaretum per verba de presenti matrimonium celebretur cum dote sibi assignata, prout in litteris super contractu et condicionibus matrimonij dicte Marie et dicti Aymareti confectis sigillo dicti Domini Dalphinj sigillatis plenius continetur. Et si predicta superius promissa per dictum Dominum Dalphinum et Dominam Annam, sicut promissa sunt, non attendentur, dictis tamen Emareto et Maria viuentibus, predicta sponsalia inter dictum Dominum Ademarum et dictum Comitem Gebennesii nomine dicte Margarite sororis sue contracta, pro infectis habeantur, nec ad prosequendum dictum matrimonium et complendum dictus Dominus Ademarus de Pictauia compelli possit modo aliquo seu distringi. Et sciendum quod dictus Amedeus Comes Gebennesij constituit et assignauit, in dotem et nomine dotis pro dicta Margarita sorore sua, dicto Domino Ademaro de Pictauia presenti et recipienti sollempniter octo milia librarum Viennensium soluenda et assecuranda per dictum Comitem Gebennesij dicto Domino Ademaro, seu eius certo mandato, terminis infrascriptis, videlicet duo milia librarum viennensium tempore quo dicta Margarita ad hospicium dicti Domini Ademari transducetur, et ab inde de anno in annum mille libras Viennenses donec dicta octo milia librarum ex integro fuerint persoluta. Hoc eciam acto et sollempniter conuento inter dictum Dominum Ademarum et Amedeum Comitem Gebennesij, quod liberi, siue vnus siue plures, ex dicto matrimonio videlicet dicti Domini Ademari et dicte Margarite procreandj habeant et habere debeant mille et quingentas libratas annui redditus de terra quam nunc habet dictus Dominus Ademarus, seu habebit in futurum, in castris et fortaliciis, pedagijs, feudis et alijs dominicaturis, cum mero et mixto imperio et omnimoda jurisdicione assignandas et assidendas, ad arbitrium duorum vel quatuor comunium amicorum quos, ad predicta facienda, dictus Dominus Ademarus et dictus Comes Gebennesii duxerint eligendos. Hoc adiuncto, quod predicti liberi ex dicto matrimonio procreandj quotquot nasci contigerit, occasione legitime seu debiti bonorum subsidij, seu alia quacumque racione, seu forma, vltra dictas mille quingentas libratas terre dictis liberis ut supra scriptum est assignandas, nichil omnino petere possint vel habere debeant in terra, bonis et hereditate dicti Domini Aymari, nisi dictus Dominus Ademarus eis daret de gratia speciali. Quas quidem mille et quingentas

libratas terre et castra omnia cum suis pertinenciis vniuersis pro dictis mille et quingentis libratis dictis procreandis liberis assignanda, dicti liberi, a dicto Emareto et eius successoribus, in feudum teneant et tenere debeant et se tenere recognoscant cum homagio ligio fidelitate et juramento. Et sic attendere ut supra scriptum est et contra non venire promiserunt sibi ad inuicem sub obligacione omnium bonorum suorum et sub virtute prefati juramenti. — Acta sunt hec in domo Domini Dalphini dicta de Sancto Geruasio extra muros Viennarum. Anno et die quibus supra, presentibus Domino Episcopo Valentinensi et domino Guidone de Gebennis thesaurario supradictis, et domina Anna Delphina, et mediatoribus supradictis. Guillielmo de Pictauia domino de Fayno, Dominis Aynardo de Chabrillano, Guillielmo de castro nouo, et Petro de mala valle, militibus, Domino Ysundone decano de Vuyllenay, et Johanne de Mota juris perito, testibus ad premissa vocatis. — Et me Jacobo Cheurerij clerico, auctoritate Sacrosancte romane Ecclesie notario publico, qui predictis interfui, et presens publicum instrumentum de mandato dictarum parcium propria manu scripsi et in publicam formam redegi signoque meo signaui rogatus. — Et me Guigone Brun . . . . . Imperialj auctoritate publico notario qui predictis interfui et presenti publico instrumento subscripsi et signaui rogatus. — Nos vero G. miseracione diuina Sancte Viennensis Ecclesie Archiepiscopus. Humbertus Dalphinus Viennarum. Archaudus Rossillionis et Annoniacj dominus. Rotgerius dominus de clayriaco. Raymundus de Venciano. Raymundus Bertrandj mediatores predicti, et Nos Ademarus de Pictauia Comes Valentinensis et Amedeus Comes Gebennensis, et Nos Anna Viennensis et Albonensis Comitissa, Nosque Johannes miseracione divina Valentinensis et Diensis Episcopus et Guido de Gebennis Thesaurarius supradictus, asserentes et recognoscentes predicta omnia esse vera, presenti publico instrumento sigilla nostra duximus apponenda, in robur et testimonium omnium predictorum.

(Arch. Turin. Duché de Genevois. Paq. 2, N° 10.)

910

1289, 1er Février. — *Alard, damoiseau, fils de feu Jaques d'Alinge, chevalier, confirme à l'abbaye de Filly une donation de 4 setiers de vin, faite par son père.*

Noverint universi presentes litteras inspecturi quod, cum discordia verteretur inter Abbatem et conventum Filliaci, ex una parte, et Alardum domicellum, filium quondam Domini Jacobi De Alingio militis, ex altera. Super eo quod predictus Alardus turbabat predictos abbatem et conventum super quatuor sextariis vini datis et legatis monasterio de Fillie a predicto Domino Jacobo et consortibus suis, predecessoribus predicti Alardi, pro remedio animarum suarum et anniversariorum suorum, assetatis et assignatis in vinea des Robateyrs apud Losoneta. Post altercationes habitas inter predictos, Dictus Alardus, sponte sua, coram nobis Reymondo abbate de Abundancia et coram nobis Jacobo, incurato Alingii et me Girardo incurato de Festerna, confessus est predictum vinum fore legatum et assignatum ut supra dictum est, solvens et quitans predicto abbati de Fillie, recipienti nomine suo et conventus sui predicti monasterii, si quid juris habebat vel habere debebat et poterat in dicto vino. Jurans super sancta Dei evangelia et promittens predicto abbati Filliaci, stipulanti nomine quo supra, se contra dictam quitationem aliquo tempore non venturum in judicio nec extra, et dicta quatuor sextaria vini predictis Abbati et conventui dicti monasterii, singulis annis, plenarie soluturum, et renunciat per juramentum corporaliter prestitum conditioni sine causa, confessioni et quittacioni factis extra judicium et coram non suo judice, et omni juri canonico et civili per quod posset venire contra predictum vel aliquid de predictis. In cujus rei testimonium ad preces dicti Alardi, sigilla nostra presentibus duximus apponenda. Datum apud Alingium Kalendis februarii anno Domini m°. cc°. lxxx°. viij°.

(Communiq. par M. A. Bonnefoy.)

211

1289, 17 Février. — *Jean Clavel vend à l'Évêque de Genève un pré situé dans la terre de Salaz, entre les deux Tez.*

Nos Officialis Curie Gebenn. Notum facimus . . . . . quod Johannes Clauelli de Villa, de voluntate et expresso consensu Johannete uxoris sue, vendit, quittat et concedit D. Guillelmo dei gracia Epo. Gebenn., et eius successoribus, quandam peciam prati siti inter duos Tez, inter terram es paricins ex una parte et terram es bondez ex altera : que pecia prati est de feudo D. Epi. Gebenn., precio xxv solidorum Gebenn. cum laude et venditione. Quam quidem pecunie quantitatem confitetur dictus Johannes recepisse in bona pecunia numerata. Deuestiens se possessionis dicti prati, et induxit in corporalem possessionem et vacuam Guichardam de Liurons, domicellum, recipientem dictam possessionem nomine et ad opus prefati D. Epi. Renunciantes dicti coniuges exceptioni non numerate pecunie et spei future numerationis, et iuri dicenti quod, si venditor deceptus est ultra dimidium iusti pretii, quod venditio rescindatur vel iustum precium suppleatur, et legi Julie de fundo dotali non alienando . . . . . Datum apud tez, die jouis ante festum catedre S. Petri, A. D. mo. cco lxxxo. octauo.

(Arch. Gen. L. Salaz, N° 12.)

212

1289, 7 Mars. — *Guillaume de Joinville, seigneur de Gex, consulte la Cour du comte de Savoie, siégeant à Genève, pour savoir s'il doit rendre hommage au dit comte, nonobstant l'alliance qu'il a contractée avec le comte de Genevois.*

Anno domini mo. cco. lxxxo. viijo. Indictione ijo. Nonis marcii, in presentia mei notarii infrascripti et testium infrascriptorum propter hoc specialiter vocatorum, constitutus nobilis vir Guillelmus de ionuila dominus de Jayz, domicellus, coram curia illustrissimi domini Amedei Comitis

Sabaudie, que Curia erat frater johannes abbas de ambronay, dominus Guillelmus de Septemo balliuus Chablasii, dominus Rodulphus de liurone, dominus jacobus de follet, milites, dominus amblardus de intermontibus judex Sabaudie, dominus Stephanus de Greysier et magister petrus de vercellis, clerici, quam Curiam per dictum dominum Comitem positam et electam. Dictus Guillelmus dominus de Jayz approbauit et peciit a dicta Curia, cum magna diligentia et instantia, quod dicta Curia cognosceret et pronunciaret utrum dictus Guillelmus, justo modo secundum juris ordinem et consuetudines patrie aprobatas a fide dignis et antiquas, poterat facere homagium et fidelitatem dicto domino comiti Sabaudie et debebat pro feudo quod dominus petrus frater dicti guillelmi tenebat et tenere olim intendebat a dicto domino Comite, eodem modo et forma quod dictus dominus petrus fecerat et facere tenebatur pro feudo predicto, in quo feudo successit idem guillelmus predictus, non obstante quadam promissione seu federatione per dictum Guillelmum, ut ipse asserit, factam illustri viro domino Amedeo Comiti Gebennensi. Que quidem curia, auditis premissis et diligenter intellectis, et etiam habito diligenti tractatu, dixit et pronunciauit quod dictus Guillelmus, ratione dicti feudi et dicte successionis, poterat et etiam debebat facere dicto domino Comiti Sabaudie illud idem homagium et illam eamdem fidelitatem, justo modo quod dictus dominus petrus olim fecerat, non obstante promissione seu federatione per dictum Guillelmum dicto domino Comiti Gebennensi, ut asserit idem Guillelmus, factam. Actum apud Gebennas in insula, ubi ad hec testes fuerunt vocati specialiter et rogati Mermetus de Compeys et guillelmus de briot, domicelli, johannes de pomier, johannes de meyrins, et girardus de chiurie, clerici, et jaqueminus prouencaz, et plures alii. Et ego jacobus de vemdoures imperiali auctoritate et domini Comitis Sabaudie notarius publicus qui hanc cartam rogatus scripsi, subscripsi, et signo meo signaui, tradidi et compleui.

(Arch. Dijon. Gex. Liasse 1, N° 5.)

213

1289, 7 Mars. — *Hommage prêté par Guillaume, seigneur de Gex, à Amédée, comte de Savoie.*

Nos bonifacius marescalci, canonicus bellicensis, officialis curie chambariensis et vicarius generalis in Sabaudia, pro Reuerendo in Christo patre et domino . . . Dei et apostolice sedis gratia, gratianopolit. episcopo. Et nos petrus de . . . . . Iudex curie appellationum Sabaudie comitatus pro illustri et magnifico principe domino meo Amedeo comite Sabaudie, notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis quod nos vidimus et de verbo ad verbum legimus quoddam publicum instrumentum non viciatum, non cancellatum, non abolitum nec in aliqua sui parte corruptum sed sanum et integrum, et omni suspicione carens, cuius tenor de verbo ad verbum sequitur et est talis. — Anno domini m°. cc°. lxxx°. octauo. Indictione secunda, nonis martii, in presentia mei notarii infrascripti et testium infrascriptorum propter hoc specialiter vocatorum, constitutus propter hoc specialiter Vir nobilis Guillelmus de Jayz, domicellus, pro se et heredibus suis et successoribus suis in terra de Jayz, de consensu etiam et voluntate et mandato expresso nobilis domine leyone, domine de Jayz, matris sue, fecit fidelitatem et homagium ligium illustri viro domino Amedeo Comiti Sabaudie, et per ipsum eius heredibus et successoribus in Comitatu Sabaudie succedentibus; et deuenit homo ligius ipsius domini Comitis predicti et eidem domino Comiti promisit esse fidelis vassallus, eum iuuare posse suo contra omnes promisit dictus guillelmus, viuente dicta domina leyona matre sua et post decessum etiam ipsius domine, contra omnes, illo solo excepto cui facturus est homagia ligia ratione barognie de Jayz, et ab eodem se tenere in feudo quidquid olim D. petrus, frater dicti guillelmi, ab eodem domino Comite predicto tenebat et tenere debebat in feudo, se tenere et omnia facere eodem domino Comiti que vassallus domino facere tenetur et debet facere promisit, et prout illud idem vir nobilis D. petrus olim dominus de Jayz frater dicti guillelmi, in cuius locum dictus guillelmus successit et locum eius tenet in terra de Jayz, confessus fuit et promisit prefato domino Comiti et fidelitatem fecit, ut in quadam littera quam dictus guillelmus in publicum ostendit, et contenta in eadem littera approbauit et asseruit esse vera, prout in eadem littera si-

gillo domini Comitis sigillata continetur. Tenor quidem cuius littere sigillo dicti domini Comitis sigillate et per dictum guillelmum, ut predictum est, ostense et approbate talis est.

(Ici se trouve transcrit l'hommage prêté, le 1er janvier 1286, par Pierre, seigneur de Gex, à Amédée V, comte de Savoie, tel qu'il a été imprimé dans les présents Mémoires, t. VIII, p. 223.)

Que quidem omnia et singula supradicta dictus guillelmus approbauit, confirmauit et ratifficauit, et pro se et heredibus suis et successoribus attendere et adimplere per pactum expressum juramento vallatum promisit et se, per se uel per alium, contra predicta uel aliquid de predictis, palam vel occulte, de cetero non venire. Vice versa prefatus dominus comes, pro se et heredibus suis et successoribus promittit, per pactum expressum juramento vallatum, prefato guillelmo ipsum guillelmum de geyz et heredes suos et successores in terra de iayz cum rebus suis seruare et deffendere ut hominem suum et vassallum contra omnes, justitia mediante. Actum apud gebennas in insula, ubi ad heo testes fuerunt vocati specialiter et rogati : dominus Johannes abbas ambron. dominus Stephanus de creysion. dominus Amblardus de intermontibus, dominus Rodulphus de liurone, dominus guillelmus de Septemo, milites. Johannes de pounie, Johannes de meyrins, et girardus de chiurie, clerici. Mermetus de Compeys et guillelmus de briort, domicelli, et jaqueminus prouencatz. Et ego jacobus de vemdoures imp. auct. not. pub. qui hanc cartam rogatus scripsi, subscripsi et signo meo signaui, tradidi et compleui. Ut autem presens instrumentum publicum maiorem obtineat roboris firmitatem, Nos Offic^{s}. Curie Gebenn. ad preces dicti domini Comitis nobis oblatas per dictum notarium curie predicte juratum, a nobis ad hoc specialiter destinatum, qui nobis retulit predicta coram ipso sic fuisse celebrata, sigillum dicte Curie una cum signo dicti notarii huic presenti instrumento duximus apponendum. Datum ut supra.

(Arch. Dijon. Gex. Liasse 1, N° 6.)

214

1289, 19 Mai, — 4 Juin. — *Protestation d'une partie des hommes du prieuré de Chamonix contre la conduite d'autres hommes du dit prieuré, qui se sont retirés à Passy sous le château de Charousse.*

A. D. m°. cc°. lxxx°. ix°. indictione secunda, xiiii°. Kal. junii. coram me notario publico et testibus infrascriptis, homines prioratus de chamunn. gebenn. dyocesis, videlicet homines qui inferius nominantur, mandant et notificant per presens publicum instrumentum Jacobo peclo, petro rufo filio dicti Jacobi, aymoneto de ponte, melineto touery, des dux, melioreto dicto mabilat de la grea, melioreto filio johannis de la grea, panioto filio agnetis peclessa quondam, jacobo filio Rodulphi bosson, hominibus dicti prioratus de chamunn. quod non placet eis, sed tedet ipsos quamplurimum ex hoc quod intellexerunt, quod prefati jacobus peclos . . . . . ultra voluntatem et consensum Religiosi viri D. Richardi prioris dicti prioratus, domini eorum, moram contrahunt apud castrum de charrossa et apud passie, et contrahendo taliter moram apud passie valde male faciunt, et dictum D. priorem et ipsos graviter offendunt. Quare mandant eis et requirunt ipsos, in quantum possunt, ut a dicto loco de passie velint recedere, et concordare cum dicto D. priore prout ipsi fecerunt. Item predicti homines de chamunn. inferius nominati mandant et notificant predictis hominibus morantibus apud passie et inhibent quod ipsi caveant quod, super discordia mota inter ipsos et dictum D. priorem, non habeant aliquem tractatum, colloquium, sive consilium erga D. Amedeum Comitem Gebenn. et gentem suam, nec aliquod refugium . . . . Quia de predicta discordia nolunt nec debent ad aliquem recurrere, nisi ad solum Deum, et abbaciam Clusinam et dictum D. priorem. Item predicti homines de chamunn. inferius nominati notificant predictis Jacobo peclo et suis complicibus supradictis . . . . . quod ipsi non dabunt eis aliquod consilium et juvamen, donec ipsi fecerint et concordaverint cum dicto D. priore de discordia memorata prout ipsi fecerunt. Item mandant eis et notificant quod si fecerunt aliquod juramentum commonitatis, sive commonitatis, promissionem, sive aliquod vinculum de tenendo se ad invicem in simul cum predicto Jacobo et aliis suis complicibus conjuratis, de consilio peritorum dictum juramentum commonitatis, sive commonitatis, promissio-

nem, sive dictum vinculum in manu dicti prioris revocant et revocaverunt ut melius potuerunt, adcedentes quod, de predicto juramento, commonitatis, promissione, sive vinculo, posset eis magnum dampnum et periculum evenire, et quod jurati super sancta Dei evangelia revocantes dictum juramentum et commonitatem, sive vinculum, promiserunt dicto D. priori quod predictum juramentum commonitatis, tanquam illud quod non erat licitum, sed injustum et ideo non servandum, de cetero non tenebunt nec servabunt, nec facient aliud juramentum commonitatis ullatenus de cetero de tenendis se ad invicem insimul, sine consensu et voluntate dicti D. prioris, et quod semper erunt fideles dicto D. priori et successoribus ejus, et quod dictum D. priorem et successores ejus et prioratum de chamunn. totaliter juvabunt posse suo ad manutenendum et deffendendum, nec tractabunt sive procurabunt aliquid contra prioratum de chamunn. et dominium dicti prioratus. Item mandant . . . dicto Jacobo peclo et suis complicibus supradictis quod ipsi caveant cujus modi tractatum habebunt erga D. Amedeum comitem gebenn. et gentem suam, quia de aliquo tractatu quem haberent erga dictum D. Amedeum et gentem suam non darent eis aliquod consilium nec juvamen, nec de expensis quas facerent vel fecerunt ipsos in aliquo relevarent. Hii sunt qui omnia premissa concesserunt et voluerunt, et in isto publico instrumento se scribi preceperunt, primo Berthodus Mussouz. Jacobus filius ejus. Maretus Vulens. Johannes et Charlotus filii ejus. Petrus Mussouz. Verneys et Rodulphus Mussouz. Falquetus dou bioley. W^s. Mognerii de Muris. Perretus Jmocius des Nanz. Actum ante granerium dicti prioratus de Chamunn. Ad hec fuerunt testes vocati et rogati Emericus Bruyndanz de Meg . . . . . bus fayditi de Chamunn. Falquetus nepos Gyrodi byol de Meg. — Item anno quo supra, eadem ind. XII. Kl. junii, coram me notario publico et testibus infrascriptis, hii qui secuntur personaliter comparentes omnia supradicta mandantes, volentes et precipientes, prout totaliter superius sunt expressa, se poni et scribi preceperunt in presenti publico instrumento, primo Johannes et Petrus filii Petri Jordaneys. Durandus filius Rud. bosson. Peronetus de la grea. Nicholaus de ponte. Aymo gaudini. Johannes des alouz tysset. Johannes Reymonde doucet. Johannes filius ejus. Johannes gyrars. Jacobus filius martini des tyssyors. Martinus filius durandi chaven. li Seytor des aylouz. Martinus dou Sayx. Johannes Jordaneys de exerto. Petrus de campis. Melioretus dou Gerdyl. — Actum loco quo supra, testes ad hec fuerunt vocati et rogati Aymo de bellagarda apud Salanchiam, Melmodus filius quondam Henrici de bellagarda, Vyon, de Chamosset, domicellus.

W^s. mistralis de Chamunn. Hericus de la mola. — Item se posuit et scribi se precepit eodem die et loco quo supra in hoc presenti publico instrumento modo et nomine quo omnes superius nominati Petrus rossaz dou chatelar. Testes ad hoc fuerunt vocati et rogati prefatus Aymo de bellagarda, dognus Johannes de Salanch. clusinus monachus, Vernesyus. — Item anno quo supra, eadem indictione, secundo nonas junii, coram me notario publico et testibus infrascriptis, hii qui secuntur omnia suprascripta mandantes, volentes et concedentes, prout totaliter superius exprimuntur, se poni et scribi preceperunt in isto presenti publico instrumento, videlicet, Michael filius Rodulphi Voroyssy, Johannetus filius quondam Hudrion. doucet. Actum loco quo supra, scilicet ante granerium dicti prioratus de Chamunn. Testes ad hoc fuerunt vocati et rogati prefatus Aymo de bellagarda, Wll^s. mistralis de Chamunn., Henricus de la Mola. — Item eodem anno, die et loco quibus supra, Johannetus filius melioreti de pratis omnia suprascripta mandans, volens et concedens, se scribi et poni precepit in hoc presenti publico instrumento. Actum ante portam prioratus de Chamunn. Testes ad hoc fuerunt vocati et rogati, supradictus Aymo de bellagarda, petrus de mota apud Meg. clericus. Stephanus de Syervu, laycus. Et ego Wll^s. de Chamunn. publicus notarius, auctoritate imperialis aule et comitis de Lommell.... omnibus premissis interfui qui rogatus a prefatis hominibus hoc presens publicum instrumentum inde scripsi, tradidi et signo meo signavi.

(Communiq. par M. Ad. Bonnefoy.)

215

1289, 9 Juillet. — *Reconnaissance d'abergement, faite par un homme-lige du couvent de St-Victor de Genève.*

Nos Officialis Curie Gebenn. notum facimus presentes litteras inspecturis, quod Petrus filius quondam Johannis de Syrie, et Willelmus nepos ejus, filius quondam falconis, fratris dicti petri, coram nobis in judicio constituti, confitentur et in judicio recognoscunt, pro se et suis heredibus, se esse homines ligios prioris et conuentus S^i. victoris gebenn. et quod

personas suas et omne tenementum suum tenent in emphitheosim a priore et conuentu predictis, sub censu annuo sex decim solid. Gebenn. ab ipsis et suis heredibus dictis priori et conuentui, in festo Sancti michaelis, loco tallie, a qua per dictos priorem et conuentum ipsi et tenementum eorum affranchita sunt, soluendorum. Item confitentur in judicio et recognoscunt, pro se et suis heredibus, quod in dicta affranchisione actum fuit et in pactis expresse deductum inter ipsos et dictos priorem et conuentum, quod ipsi petrus et Will^s. vel eorum heredes, non possint nec debeant se ponere in alicuius custodia, aut alicuius dominio, aut aliquam Villam, ciuitatem, vel castrum iurare, contra dictos priorem et conuentum, seu in preiudicium eorumdem. Et quod dictum tenementum suum non possint alienare, sed ipsum pocius augmentare teneantur ad utilitatem dictorum prioris et conuentus. Omnia et singula promittunt per juramenta sua super sancta dei euangelia corporaliter prestita, pro se et suis heredibus, firmiter attendere et complere, et in contrarium, per se vel per alium, in iudicio vel extra iudicium, verbo, consensu vel opere, non venire. Renunciantes ex certa scientia, in hoc facto de iure suo certificati, omni exceptioni doli mali, metus, omni generi actionis in factum, confessioni facte extra judicium et omni juris auxilio canonici et civilis per quod possent venire contra predicta vel aliquid de predictis. In cuius rei testimonium, ad preces et requisitionem ipsorum sigillum dicte Curie duximus apponendum. Datum die Sabbati post quindenam nativitatis b^i. Johannis baptiste. A. D. m°. cc°. lxxx°. nono.

(Arch. Gen.)

216

1289, 9 Juillet. — *Sentence rendue par Guillaume de Joinville entre les hommes de St-Jean-de-Gonville et ceux de Feigères, au sujet de leurs prétentions respectives sur les pâturages communs de ces deux villages.*

Nos Guillelmus de Joynuilla, notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis quod, cum discordia, seu controuersia, orta esset coram nobis inter homines ville S. Johannis de Goueylles ex una parte, et homines de Feygeres ex altera, super eo quod dicti homines predicte ville S. Johannis

dicebant se ius et usum habere in pascuis dicte ville de Feygeres, et ponendi animalia sua in dictis pascuis de Feygeres, ac etiam se ius et usum habere accipiendi messeleriam in animalibus et super animalia dicte ville de Feygeres, denegantes ipsi homines predicte ville S. Johannis, ipsos homines ville de Feygeres habere ius et usum in pascuis dicte ville S. Johannis, et ponendi animalia sua in dictis pascuis S. Johannis, ac etiam ipsos homines de Feygeres habere ius et usum accipiendi messeleriam in animalibus et super animalia dicte ville S. Johannis, ipsos homines predicte ville de Feygeres super predictis molestando. Tandem nos predictus Guill^{s}., una cum nostro Iudice terre Gaii predicte, auditis et intellectis quod partes predicte voluerunt proponere hinc et inde sine strepitu judicii, de consilio peritorum, dictam discordiam sedauimus, et super ipsa discordia diffiniuimus, et diffiniendo pronunciauimus in hunc modum. Videlicet quod dicti homines S. Johannis de Goueylles, et eorum animalia, utantur et pascant in pascuis dicte ville de Feygeres, ac etiam percipiant messeleriam in animalibus et super animalia dicte ville de Feygeres, quando inuenirent ea in dampnis suis infra limites dicte ville S. Johannis. Et similiter homines dicte ville de Feygeres, et eorum animalia, utantur et pascant pascuis dicte ville S. Johannis, ac etiam percipiant messeleriam in animalibus et super animalia ipsius ville S. Johannis, quando inuenirent ea in dampnis suis infra limites ipsius ville de Feygeres. Ita quod una de predictis duabus villis sit perequalis alteri, quantum ad usus, consuetudines, pascua et messelerias earumdem villarum. Hanc autem sententiam siue ordinationem volumus et precipimus inter partes predictas perpetuo duraturam. In cujus rei certitudinem, sigillum curie judicis nostri predicti presentibus litteris fecimus apponi. Datum apud villam S. Johannis de Goueylles ante castrum eiusdem loci, presentibus Girardo de Chiurie clerico, Janino de Albona, et Stephano de Follyet, domicellis, et pluribus aliis testibus. Die Sabbati post octabas apostolorum petri et pauli, A. D. m°. cc°. lxxx°. nono.

(Arch. Gen. P H., N° 107.)

217

1289, 21 Octobre. — *Compromis entre Béatrix, dame de Faucigny, Richard, prieur de Chamonix, et Amédée, comte de Genevois, au sujet de leurs prétentions respectives sur les hommes de Chamonix et au sujet de plaintes contre leur prieur, formées par quelques-uns de ces hommes.*

Nos B. filia inclite recordationis Domini P. comitis Sabaudie, Dominaque Fucigniaci, et frater Richardus prior campi muniti ex una parte, et nos Amedeus Comes gebennensis ex altera, notum facimus omnibus quod nos, super omnibus querelis, juribus, possessionibus et instrumentis utriusque partis competentibus inter nos ratione terre campi muniti, compromittimus in D. Delphinum electum a nobis dicta B. et dicto priore, et in D. Johannem Valentinum et Diensem ep^m^. equaliter electum a nobis dicto Comite, et in D. Archiepiscopum Viennensem communiter electum, tanquam in arbitros, dantes eisdem plenum posse inquirendi super predictis, cognoscendi et terminandi jure. Et si forte propter loci distanciam, vel alia de causa, predicti arbitri non possint vacare circa predicta, ipsi, possint mittere quemlibet alium pro se qui habeant potestatem inquirendi, super predictis . . . . . prout superius est expressum, et videndi instrumenta et originalia. Qua inquisitione facta et visione predictorum instrumentorum, referant dictis arbitris qui missi fuerint ab ipsis, quod invenerint, et post modum dicti amici faciant in dicto negocio secundum quod super predictis viderint de jure faciendum, durante compromisso usque ad proximam Pascham. Item super gravaminibus illatis hominibus de Campo munito a dicto D. priore, si qua fuerint, et querelis eorum, de quibus nos dictus Comes sumus fidejussores, uti dicimus, ipsis hominibus ex parte ecclesie Clusine, nos dictus Comes ponimus pro nobis et dictis hominibus D. Rodulphum de ponte vitreo, aut D. Hugonem de Moussie militem, aut D Eymionem decanum de Villionay, aut magistrum Petrum de Gruerio aut Jacobum Eschaqueti. Et nos dictus Prior ponimus pro nobis D. Bertrandum de Charmos archidiaconum Tarentasiensem, aut D. Gedeonem de Aquabella, aut Petrum Lombardi, aut Reymondum de belloforti, aut Amed. de Conflento. Et nos dicta B. mittemus medios quos voluerimus qui debent jurare nobis quod equales erunt, nec accipient munera hinc et inde. Qui arbitri inquirent de querelis predictis et secundum tenorem habite fidejussionis facient emendari. Item actum est quod dicti homines

de Campo munito, exceptis novem qui morantur apud Passiacum, durante compromisso non possint per Priorem vel per suos gravari vel condempnari pro hiis que fecerunt cum dicto Comite, vel pro ipso usque nunc. Item quod dictus Comes restituere faciat dicto Priori animalia que capta fuerunt in grangia ipsius Prioris vel ab hominibus suis dicti loci. Item quod homines predicti morantes apud Passiacum remaneant in statu in quo erant die dominica ante festum B. Luce evangeliste. Que omnia et singula nos predicte partes promittimus, per juramentum super sancta Dei Evangelia corporaliter prestitum, attendere firmiter et servare et contra non venire. In quorum testimoniam sigilla nostra presentibus duximus apponenda. Datum et actum apud Salanchiam die veneris post festum B. Luce m°. cc°. lxxx°. nono.

(Arch. Salanche. Communiq. par M. Ad. Bonnefoy.)

218

1289, 9 Décembre. — *Le comte de Genevois reconnait n'avoir aucun droit sur la montagne de Teyne, qui appartient à la maison du Reposoir.*

Nos Amedeus comes Gebenn. notum facimus universis presentem litteram inspecturis, seu etiam audituris quod, cum nos diceremus nos habere jus in pratis et rebus quas domus Repausatorii possidet in monte de Teynes et in territorio dicti loci, nos facta diligenti inquisitione de jure nostro, et de possessione dicte domus super predictis rebus, invenimus et confitemur nos nullum jus habere in predictis, sed dictum prioratum Repausatorii supra predictis prescriptione longissima. Ita tamen quod si unquam aliquod jus habuimus, habemus et habere possumus vel debemus, illud longissimo temporis silentio est amissum, et illud fratri Adam, priori Repausatorii, recipienti nomine dicti prioratus, in piam et perpetuam eleemosinam concedimus et donamus pro remedio anime nostre et antecessorum nostrorum. Promittentes bona fide nos contra predicta de cetero non venturos, sed possessionem predictam dicto prioratui manutenere, in perpetuum deffendere et salvare pro posse nostro pacificam et quietam. In cujus rei testimonium sigillum nostrum duximus presentibus

litteris apponendum. Datum apud Annessy, die Veneris post festum Beati Nicolai, anno incarnationis Domini millesimo ducentesimo octuagesimo nono.

(Communiq. par M. Ad. Bonnefoy.)

219

1290, 22 Mai. — *Accord entre l'Evêque de Genève et le Chapitre de Satigny, au sujet du droit d'élection du prieur de Satigny.*

Notum sit omnibus presentes litteras inspecturis quod, cum questio seu discordia verteretur inter Ven. patrem in Christo dominum Guillelmum dei gratia Episcopum Gebenn. pro se et ecclesia sua gebenn. ex una parte, et Capitulum seu canonicos de Satignyaco ex altera, super jure eligendi priorem in dicto prioratu, seu administratorem prioratus de Satignye, dicto D. Episcopo asserente electionem, ordinationem, seu provisionem prioris in dicto prioratu ad se totaliter pertinere, dictis vero Capitulo seu canonicis de Satignye contrarium asserentibus. Tandem de communi consensu, voluntate dicti D. Epi. et dicti Capituli de Sategnye, et etiam Capituli Gebenn., dicta questio seu discordia sopita et concordata est in hunc modum, videlicet quod, ex nunc imperpetuum, quandocunque et quocienscunque prior dicti prioratus cesserit vel decesserit, Episcopus qui pro tempore fuerit, vel ipsius vices gerens, duos de canonicis gebenn. quos voluerit eligat et assumat, qui vice et nomine dicti Epi. et Capituli gebenn., una cum dicto Capitulo de Satignye, communiter eligant priorem seu administratorem de ordine S. augustini in dicto prioratu de Satignye. Quam electionem teneantur presentare dicto D. Epo. Gebenn. qui pro tempore fuerit, vel eius vices gerenti, confirmandam vel infirmandam auctoritate dyocesana, secundum quod de jure fuerit faciendum. Predictam autem compositionem et concordiam nos dictus Guillelmus Gebenn. Episcopus et nos Capitulum Gebenn., et nos predictum Capitulum de Satigny, laudamus et etiam confirmamus. In cuius rei testimonium, nos predictus Guillus. Epus. Gebenn. et nos predictum Capitulum Gebenn., et nos predictum Capitulum de Satignyaco sigilla nostra presentibus litteris

duximus apponenda. Datum Gebenn. xj°. Kal. Junii A. D. mill°. ducent°. octuagesimo decimo.

(Arch. Gen. P. H., N° 111.)

230

1290, 25 Juin. — *Reconnaissance de foi et hommage, faite à l'abbaye de Fill., par Jean Ruph de Sciez.*

Nos Officialis Curie Gebenn. notum facimus . . . . . quod coram Nicolao de Alingio notario publico jurato curie nostre . . . . . constitutus Johannes Ruphus de Sye, filius quondam Barbarti de Sye, confessus est et recognoscit . . . . . se debere homagium et fidelitatem, salvo uno Domino, ecclesie B. Marie Filliaci, quam fidelitatem et homagium idem Johannes fecit D. Martino Abbati Filliaci, vice et nomine ecclesie supradicte. Et post decessum ipsius Johannis dictum homagium tenetur facere ex suis liberis ante natus. Asserens et recognoscens idem Johannes quod quotienscunque fit dictum homagium, debetur inde, nomine placiti vel mutagii, tres solidos Gebenn. ecclesie supradicte. Item confessus est dictus Johannus se tenere in feudum a dicta ecclesia quandam oschiam sitam ante domum suam et continet circa unam posam, pro qua oschia debet per annum Rod°. de Chessez quinque sol. censuales . . . . . Hujus rei testes fuerunt D. Will°. de Concisa, D. Thomas de Festerna, canonici Filliaci, Falco de Sye mistralis et P. Ruschuns de Massongie. In cujus rei testimonium nos Officialis, ad preces dicti Johannis, sigillum Curie D. Gebenn. Ep^i. duximus apponendum. Datum in crastinum B. Johannis baptiste, A. D. millesimo ducentesimo nonagesimo.

(Communiq. à Ed. Mallet par feu L. Ménabréa.)

221

1290, 13 Août. — *Albert de la Sale et Jaques de Chivron approuvent la délimitation faite entre leurs propriétés et celles de la maison du Reposoir.*

Nos Albertus de la Sala et Jacobus dictus de Chyvron, de Cletis, Domicelli, notum facimus universis presentem litteram inspecturis quod, cum diceremus nos habere jus in possessione quam Domus Repausatorii possidet apud Annes et maxime in monte de Thenes, et in ejusdem territorio et appendentiis, et nos proponeremus fratres dicte domus trahere super hoc in causam coram judice, nos, Deo cooperante, istud nostrum propositum immutavimus in actionem consilii sanioris. Nam Deum habentes pre oculis et diem extremi judicii, sani mente et corpore, liberis, Jacobi videlicet, Rodulpho canonico, Aimone, Stephano, Henrico, Isabella, Margarita, Clementia, volentibus et concedentibus, donavimus donatione inter vivos, et concessimus pro salute nostra, parentumque nostrorum omnium, servitoribus Ecclesie Repausatorii presentibus et futuris, bene providis, in puram, piam, perpetuam et simplicem eleemosinam, quidquid juris, proprietatis, dominii, usagii, exactionis, actionis personalis, realis et mixte, nos et nostri unquam habuimus, seu habemus, vel habere ex qualicumque causa debemus et possumus in possessione supradicta, nihil penitus in ea retinentes nobis nisi solam manutenentiam et deffensionem. In hoc facto, renuntiantes ex certa scientia juri dicenti donationem excedentem quinquaginta aureos sine insinuatione fieri non debere. Promittimus etiam pro nobis et nostris heredibus et successoribus universis, bona fide et per pactum sincero juramento vallatum, dictam donationem, dictis fratribus contra omnes et ab omnibus nostro posse deffendere et pacifice garentire, et universa et singula supradicta attendere firmiter et servare et in contrarium per nos vel per alium in judicio vel extra, jure vel de facto, unquam de cetero non venire, nec alicui contravenire volenti consentire. De supradictis quidem omnibus attendendis et servandis, obligamus nos et heredes et successores nostros in futurum. Et ut nullum penitus gravamen contentionis suboriri possit in posterum inter nos et nostros homines ex una parte, et fratres Repausatorii ex altera, super limitatione obscure assignata inter possessionem eorumdem et nostram, nos assignamus limitationem clariorem dividentem possessionem domus

Repausatorii et possessionem nostram ad invicem. Que limitatio habet initium suum en la bassa Ancrena, et ab inde descendendo ad lapidem cruce signatum in anteriore parte hospitii de Annes, et ab inde procedendo per subtus idem hospitium tendit dicta limitatio ad alium lapidem cruce signatum positum in fundo pratorum de Annes, et ab isto lapide ad alium tendit lapidem cruce signatum positum non multum longe a via que tendit de Annes versus Lavandon, et ab eodem lapide tendit dicta limitatio ad rivulum exeuntem de fonte, et per ipsum rivulum dirigitur limitatio tendendo sursum ad originem fontis et super istum fontem ascendendo, sursum recta linea ponuntur tres termini lapidei cruce signati, unus contra alterum, quorum ultimus positus est in fresta de Theignes et per tres istos terminos ascendit de fonte dicta limitatio de termino ad terminum, et in ultimo facit finem. Nos vero Albertus et Jacobus predicti supradictam limitationem fratribus domus Repausaterii approbamus, laudamus, ratificamus et in perpetuum confirmamus. Hanc vero limitationem nemini licet transgredi, nisi per voluntatem predictorum fratrum, hoc excepto quod nostri homines ascendendo ad alpem de platuys et inde descendendo, reducent animalia sua per inferiorem partem pratorum de Annes, hoc salvo quod caveant ne dictis fratribus faciant transeundo damnum de quo debeat querimonia suboriri. Hec acta sunt idibus Augusti apud Annes, testibus presentibus ad hoc vocatis et rogatis, Domino Guilliermo de Alaya curato Togni, Domino Petro capellano de Villanova, fratre Adam priore Repausatorii, et Johanne de Manigot, et Petro de Carrogio, monachis de Repausatorio, et Petro de Sourie novitio Repausatorii, et Gardet de Bueregehier, Joanne D. Villaret, Joanne Vincenti et Joanne Murent, Dom. Bochet, et Thoma Bernier et Petro frater ejus de Villa veteri, et multis aliis clericis et laïcis, et fratre Joanne Pichat, fratre Girodo de Neysiaco, fratre Petro de Vehegii, fratre Petro de Lavible conversis Repausatorii. In cujus rei testimonium nos Albertus et Jacobus supradicti tradidimus servitoribus Ecclesie Repausatorii presentem litteram sigillorum nostrorum munimine communitam. Datum Idibus Augusti anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo.

(Communiq. par M. Ad. Bonnefoy.)

1290, 4 Septembre. — *Compromis arbitral entre Béatrix, dame de Faucigny, et Amédée, comte de Genevois, au sujet de diverses querelles existant entre eux, notamment au sujet des limites de la terre de Chamonix.*

Nos Humberts Dalphins de Viennois Conte d'Albons et sire de la Tor, et Nos Johans de Chalons sires d'Arlay, façons savoir a tous ceux qui verront et oeront ces présentes Letres, que noble dame Beatrix, cay en airiers fille le noble Baron mon Seigneur Peron Comte de Savoie et Dame de Fucigny de lune partie, et noble Baron Ameys Coens de Geneve dautre partie, ont compromis en nos eslit de dictes parties de totes les quereles et questions lesquex li uns havoit vers l'autre tant que a jor que ces Letres furent faites quex que eles fussent. Et nos ont donne plain pooir d'enquerir et dexaminer les dites querelles par nos et par notre comandement garde ordre de droit ou non garde a notre volunte et terminer et ordener de celes a notre plaine volunte, et qu'il garderont et tiendront loiament et fermemant lordination, que nos farons des dictes quereles, et por examiner les dictes quereles chacuns de nos doit envoier un saige luitine de la Saint Michel à Bornete, devant lesquex doivent comparoir les dictes parties par lour et par lour messagiers et baillier a ceux les articles que chacun voudra sus les dictes quereles, et quex articles les parties répondent et proposoient ces quil voudront et trainent proves par devant ceux sus les dit articles ces come leur plaira, et cesdits saiges continuoient le jor tant que les parties haient plenierement proposé et prové ce que lour plaira. Et nos assignons jor es dictes parties luitine de la tot Saint a dit leu de Bornete a la continuation des jours enseyant tant come nos plaira a ordener et terminer les dictes quereles a notre volunte, et prometons en bonne foy es dictes parties aidier et conseiller a celui que notre ordenation gardera contre celui qui garder ne le voudroit et par la volunte des parties nos avons done comandemant et plenier pooir a maitre Peron de Compois et a mon Seigneur Guillame de Prissiey Chevalier, qu'ils metent termes a boynes au leu que lon dit les Vaux, des quex Vaux nos li dit Dalphins havions determine entre les parties devant dictes, et li termes et les baynes soient tenus des dictes parties, et ce soit fait dans luitine de la Saint Michel, et li Coens de Geneve nos ha promis en bonne

foy quil ne tiendra, ne procurera, ne consentira par lui ne par autruy domaige ne fera a priour de Chamonix ne a ses gent, ne receptera aucun qui domaige li feist tant que es une semaines apres la tossaint, ne fera novelete en la terre de Chamonix dans ledit terme. En temoignage des quex choses nos a la requeste des dictes parties qui nos ont promis a tenir et garder les devant dictes choses havons mis nos seaux en ces presentes Lettres, et nos li devant dit Beatrix et Ameys Coens qui prometons porsuyvre, tenir, garder loiament et en bonne foy cestes choses dessus dictes havons mis nos seaux en cestes presentes Letres en temoignaige de verite. Donne a Bornete le Lundi devant la Nativite Notre Dame en lan de notre Seignour mil deux cent et nonante.

(Communiq. par M. Ad. Bonnefoy.)

223

1291, 14 Janvier. — *Pierre de Langin cède à Willelme de St-Joire ses droits sur les villages et parvisses de Passy et de Pont-St-Martin.*

A. D. m°. ec°. nonagesimo, indictione iiij°., xix Kal. februarii, in presentia mei notarii . . . . . constitutus petrus de langino dictus de greysie, domicellus . . . . dat, donat, cedit et concedit, soluit, quittat penitus et refutat Willelmo filio D. Jacobi de S. Jorio quondam militis presenti . . . . donatione pura, perfecta, perpetua et irreuocabili facta inter viuos tamquam benemerito omne ius, omneque dominium, omnem segnoriam, omnemque rationem, dominationem et dreyturam que et quas idem petrus dator, per se vel per alium, modo aliquo vel aliqua ratione seu etiam occasione, habebat, habere poterat et debebat seu etiam videbatur in omnibus terris, possessionibus et quasi quas dictus D. Jacobus quomdam possidebat et possiderat per se vel per alium, et dictus Willelmus possidebat in villis, parrochiis et territoriis de passie, de ponte S^i. Martini, et de d. . . . vocatis de vileta, et in appendiciis et pertinentiis ad dictas terras et possessiones et quasi pertinentibus, usque ad summam tamen de . . . . . gebennen. censualium et de redditu per annum, et in una pecia vinee vocate de la foret . . . . . continentis, ut dicitur,

circa octo fossoratas vinee, tam pro decem libris gebennen. quas dictus Willelmus dederat semel et soluerat eidem petro, quam pro aliis seruiciis et curialitatibus quam plurimis per ipsum Willelmum eidem petro, ut asserit, temporibus retroactis factis et inpensis. Deuestiens se idem petrus de omnibus premissis, et dictum Willelmum per traditionem cuiusdam baculi inuestiuit et in possessionem vacuam posuit . . . . Constituens ipsum Willelmum idem petrus in premissis datis omnibus uniuersis et singulis verum procuratorem et possessorem ut in rem suam. Et constituens se etiam idem petrus premissa data omnia, nomine et ad opus dicti Willelmi, possidere quousque de ipsis omnibus possessionem apprehenderit corporalem . . . . .

Actum apud gebennas in ecclesia S. petri, ubi ad hec testes vocati fuerunt Will°. de Rotomdo monte diaconus D. petri de S. Jorio canonici gebenn. Johannetus clericus eiusdem D. petri. Et ego Jacobus de Vemdoures imperiali auctoritate et D. Comitis Sabaudie notarius publicus . . . . . .

(Extr. des Arch. baroniales de St-Joire. Les noms omis étaient illisibles.)

224

1291, 7 Février.— *Humbert Dauphin notifie l'arbitrage prononcé entre Béatrix, dame de Faucigny, et Amédée, comte de Genevois, au sujet des vallées de Chamonix et de Valorsine.*

Nos Humbertus Dominus de Thoria et de Vilars, notum facimus . . . . quod cum discordia verteretur inter illustrem dominam B. filiam inclite recordationis domini P. Comitis Sabaudie, dominam fucigniaci ex una parte, et illustrem virum D. Amedeum comitem gebennensem ex altera, super eo quod dictus Comes dicebat se habere jus in valle ursina et in valle campi muniti, et de lacu, asserendo se in predictis vallibus habere advoyeriam et merum imperium, dicta domina in contrarium asserente. Tandem dicte partes, post multas altercationes inter se habitas, scientes, prudentes . . . compromiserunt in nos electum ab utraque parte, et in D. Guillermum de prissie militem, et in magistrum Eymericum de geria jurisperitum,

electos a dicta domina B. et in Dominum P. de compesio militem, et Jacobum eschaqueti jurisperitum, electos a dicto comite. Nos vero dictus humbertus et dicti coarbitratores nostri, diligenter visis, auditis et examinatis quicquid dicte partes, de iure vel de facto, per se vel per alium, dicere et proponere voluerunt, de expressa voluntate dictorum coarbitratorum nostrorum . . . in eorumdem et dictarum partium presentia, valiter diffinimus, videlicet quod dictus Comes . . . , . solvat, cedat et quittet predicte domine B. . . . . quicquid iuris, actionis, rationis et requisitionis habebat seu habere poterat vel debebat in vallibus supradictis . . . exceptis orationibus, nichil dominii utilis vel directi seu aduoyerie, aut imperii meri vel mixti, seu simplicis iurisditionis, vel alterius peluicherie cuiuscunque, sibi retinens in predictis. Hoc acto et retento quod dicta domina B. sit et remaneat obligata hominibus de campo munito nomine abbatis S. michaelis de clusa et prioris campi muniti, eo modo quo illustris vir D. Willelmus, quondam comes gebenn. avus dicti D. Amedei, erat obligatus eisdem, pro custodiendis suis usibus et libertatibus. Pro qua quittatione nos volumus quod dicta domina B. det dicto D. Comiti quingentas libras Viennenses . . . . . Item volumus quod dictus Comes dimittat omnem rancorem priori de campo munito et familie dicte domine, si quem habebat erga eos, usque ad diem hodiernam. Item volumus quod dicta domina B. nomine suo et dicti prioris dimittat omnem rancorem hominibus de campo munito quem habebat ipsa et dictus prior erga eos, ex eo quod dicti homines conquesti fuerunt de dicto priore comiti supradicto, et ex eo quod ipsi fecerant iuramentum dicto comiti. Item volumus quod jus ecclesie de campo munito remaneat integrum et illesum. Dictus vero Comes incontinenti cessit, transtulit . . . eidem domine B. omnia jura que ad ipsum pertinebant super vallibus supradictis, ratione utilis vel directi dominii pertinentis ad merum vel mixtum imperium vel simplicem jurisdicionem. Retinemus autem nobis potestatem diffiniendi, de consilio coarbitratorum nostrorum, de ceteris questionibus omnibus que inter dictam Dominam et dictum Comitem usque ad diem hodiernam sunt . . . . Que omnia dicta Domina et dictus Comes incontinenti laudauerunt . . . . In cuius rei testimonium, nos predicti domina B., Comes, humbertus D. de Vilars, Guill^{s}. de prissie, P. de compesio, Eymericus de Geria et Jacob. eschaqueti sigilla nostra presentibus duximus apponenda. Datum apud bonam villam, die mercurii post purificationem B. Marie virginis A. D. m°. cc°. nonagesimo.

(Communiq. par M. Ad. Bonnefoy.)

225

1291, 12 Avril. — *Transaction entre Vincent, curé de Ste-Marie-la-Neuve, et Jean de Vadens, citoyen de Genève, au sujet de la cense annuelle d'un bichet de froment.*

Nos Guillermus diuina miseratione Gebenn. Episcopus notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod, cum contencio verteretur inter D. vincentium capellanum B. Marie noue Gebenn. ex una parte, et Johannem de Voadens, ciuem Gebenn. ex altera, occasione unius bicheti frumenti censualis, quod Johaneta de Vadens, mater ipsius Johannis, dederat in elemosinam seruitori ecclesie supradicte, percipiendum et habendum supra terram de Clauso de Montyom, quod tenebant Amedeus de la Lescheri et Petrus de Montyom apud Jussier, dicto Johanne contra dicente, et proponente quod dictus seruitor siue capellanus dicte ecclesie non debebat habere dictum frumentum censuale. Tamen de consensu eorumdem, duximus ordinandum inter ipsos, quod dictus capellanus, et seruitores qui pro tempore fuerint in dicta ecclesia, ex nunc percipient unum carteronum de dicto frumento, et de illo sint contenti. Volentes et precipientes per hoc scriptum possessoribus dicte terre, quod ex nunc respondeant de dicto carterono frumenti dicto curato B. Marie noue et successoribus eius. In cuius rei testimonium sigillum nostrum presentibus duximus apponendum. Datum Gebennis die Jouis post dominicam qua cantatur Judica me. Anno Domini m°. cc°. nonagesimo.

(Arch. Gen.)

226

1291, 30 Juillet. — *Quittance de 700 livres viennoises, donnée par Béatrix, dame de Faucigny, à Richard, prieur de Chamonix.*

Nos B. filia inclite recordationis Domini petri Comitis Sabaudie et domina fucigniaci universis presentes litteras inspecturis facimus manifestum,

nos habuisse et recepisse in bona pecunia numerata septem centum libr. bonorum Viennensium, a religioso viro fratre richardo priore prioratus campi muniti Gebenn. diocesis, nomine solutionis, cessionis et quittationis quam pro nobis et nostris heredibus et successoribus universis fecimus perpetuo dicto priori et prioratui supradicto, super solutione, cessione et quittatione, quam illustris vir Dominus amedeus comes gebenn. karissimus nepos noster fecerat nobis ac nostris heredibus et successoribus perpetuo, pro se ac heredibus suis et successoribus, de omni re et jure, actione et petitione et etiam omni mero et mixto imperio, juridicione et dominio, que et quas dictus comes habebat et poterat habere in valle ursina et in valle campi muniti ac earum pertinenciis et appendenciis ejusdem diocesis. Renunciantes . . . . . In cujus rei testimonium presentes litteras sigillo nostro tradidimus sigillatas. Datum apud rosey die lune ante festum beati petri ad vincula. A. D. m°. cc°. xc°. primo.

(Communiq. par M. Ad. Bonnefoy.)

227

1292, 29 Janvier. — *Pierre de St-Germain et son fils concèdent en emphyteose perpétuelle une maison sise à Genève, rue de la Tour de Buel.*

Nos Officialis Curie Gebenn. notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis, quod coram mandato nostro, videlicet hugone de burgundia clerico, Curie predicte jurato a nobis specialiter destinato, cui quantum ad hoc commisimus et committimus vices nostras, constitutis petro de S°. germano ciuis gebenn. et ven^i. viro domino Nicolao, filio eiusdem, ex una parte, et domino Willelmo de burdignins, dicto de gratalou, presbitero, ex altera. Dicti petrus et dominus nicolaus, dant, tradunt et concedunt imperpetuam emphiteosim, pro se et heredibus suis, dicto domino Willelmo, recipienti nomine suo et heredum suorum assignatorum et assignandorum uniuersalium, tantum dummodo non sint ecclesiastice persone vel prohibite a iure, domum suam cum casali et appenditiis eiusdem, domus que sita est gebenn. in vico dicto turris de buel, inter domum perreti pignier a parte venti, et inter domum quam possidet martina dicta

troherri a parte boree, pro xxv libr. gebenn. de intragio, quam pecunie summam confitentur et recognoscunt se habuisse et recepisse a dicto presbitero in bona pecunia numerata, et pro annua pensione duorum solidor. gebenn. soluendorum a tenementariis dicte domus in festo b^{i}. michaelis dicto petro et eius heredibus annuatim, et quatuor solidos ad mutagium tam domini quam vassalli. Ipsum autem dominum Willelmum de dicta domo, casali et appenditiis eiusdem, presentem et recipientem nomine suo et heredum suorum assignatorum et assignandorum ut supra, ex causa dicte emphiteosis inuestiunt et ponunt in possessionem per traditionem presentium litterarum. Promittentes bona fide pro se et heredibus suis dictam domum, cum casali et appenditiis eiusdem, dicto domino Willelmo, et eius heredibus ut supra, manutenere, deffendere et legitime garentire ab omnibus et contra omnes, in iudicio et extra, prout suadet iuris ordo et in se euictionis periculum assumentes, promittunt facere et prestare quicquid in causa euictionis debet fieri et prestari. Hec autem omnia supradicta et singula supradicta humbertus, aymonetus et robertus, filii dicti petri, laudant, approbant, ratificant et promittunt bona fide in contrarium non venire, et dictus dominus Willelmus, pro se et successoribus suis, promittit stipulatione sollempni eidem petro, recipienti nomine suo et heredum suorum, soluere dictam pensionem et mutagium prout superius est declaratum. In hoc facto abrenunciant omnes predicti exceptioni doli mali, metus in factum, actioni pecunie non numerate, deceptioni ultra dimidiam iusti precii, confessioni facte coram non suo iudice et extra iudicium, et omni juris auxilio canonici et ciuilis per quod possent venire contra predicta vel aliquod de predictis. In cujus rei testimonium sigillum Curie predicte presentibus duximus apponendum ad preces predictorum nobis oblatas per dictum juratum. Datum iiij^{o}. Kal. febr. A^{o}. D^{i}. m^{o}. cc^{o}. nonagesimo primo.

(Arch. Gen.)

228

1292, 20 Mai. — *Vente d'un cens au curé de Viu, faite par Pierre, fils de feu Garin de Viu, chevalier.*

Nos Officialis Curie Gebenn. Notum facimus . . . . . quod coram mandato nostro, videlicet coram girardo de confignion clerico, Curie predicte curato, ... personaliter constituti petrus de viu filius quondam D. garini de viu militis, ex una parte, et D. Valterus curatus ecclesie de viu, ex altera. Dictus petrus . . . . vendit dicto D. Valtero presenti, ementi, decem septem sol. gebenn. de viginti septem sol. gebenn. quos sibi debet Willelmus de taconay soluere quolibet anno in festo beati michaelis, et omne jus quod habet in ipsis xvij sol. predictis, pro decem octo libr. gebenn. quas idem petrus confitetur se habuisse . . . . Devestiens se idem P. venditor de premissis venditis et dictum D. Valterum per traditionem presentium inuestiuit et in possessionem posuit de eisdem. Promittens . . . . . Renuncians . . . . . In cuius rei testimonium . . . . . Datum die martis post ascensionem domini, A. D. m°. cc°. nonagesimo secundo.

(Arch. Gen. L. Salaz, N° 20.)

229

1293, Janvier. — *Les frères de Troches vendent un homme-lige au prieur de Chamonix.*

Nos Aymo et Stephanus de troches, gebenn. diocesis, domicelli, fratres, universis presentes litteras inspecturis facimus manifestum, quod scientes et spontanea voluntate, de jure et facto nostro plenarie certiorati, existentesque maiores . . . . . vendidimus religioso viro fratri richardo priori prioratus de chamonis eiusdem diocesis bertoudum de burdignins dicte diocesis, filium Vullielmi quondam dou nant, ac eius bertoudi filios

procreatos ac etiam procreandos, quondam hominem nostrum ligium, tenendum, fruendum, possidendum in perpetuum, ac eius omnes filios, a priorata de chamonis supradicto, precio septuaginta solidorum gebenn. monete. Quam pecuniam recognoscimus nos habuisse et recepisse in bona pecunia numerata. Promitimus....Devestivimus....Renunciantes.... Actum apud burdignins subtus ecclesiam beate marie, ubi testes vocati fuerunt. D. Jacobus, incuratus dicti loci, D. rodulfus frater eius, nicolaus mistralis eiusdem loci, stephanus dou nant, Villelmus frater eius. In cuius rei testimonium nos dicti aymo et stephanus, una cum sigillo dicti Dⁱ. jacobi incurati nostri de burdignins, presentem litteram sigillis nostris tradidimus sigillatam. Datum die lune ante cathedram S. petri. A. D. millº. coº. nonagesimo secundo.

(Communiq. par M. Ad. Bonnefoy.)

230

1293, 6 Avril.—*Le mistral de Desingy reconnaît avoir perçu dans cette paroisse les revenus du Chapitre de Genève.*

Nos Officialis Curie Gebennensis notum facimus uniuersis presentibus et futuris, quod anno domini mº. coº. nonagesimo tercio, indictione viiª. viiiº. idus aprilis, in presencia Johannis de disingie clerici, publici notarii et jurati curie nostre, cui quantum ad hoc commisimus vices nostras, constitutus personaliter peronetus mistralis de disyngie, sciens, prudens et spontaneus, confitetur et recognoscit publice ad interrogacionem dicti notarii interrogantis vice et nomine capituli gebennensis, se debere eidem capitulo sexaginta octo libras quatuordecim solidos undecim denarios gebennenses de redditibus dicti capituli, quos recepit apud disyngie et in parrochia dicti loci. Quam pecunie summam dictus debitor promittit per stipulationem iuramento suo proprio vallatam, mihi notario predicto recipienti et sollempniter stipulanti vice et nomine quibus supra, reddere et soluere eidem capitulo uel mandato suo ad requisitionem dicti capituli uel nuncii sui, et ad hoc obligat mihi notario predicto, recipienti vice et nomine quibus supra, se et heredes suos cum

omnibus bonis suis mobilibus et immobilibus, presentibus et futuris. Abrenunciatque idem debitor, iuramento quo supra et per pactum ex sua certa scientia penitus in hoc facto omni exceptioni doli mali, metus et in factum, actioni pecunie non recepte, et spei future receptionis, confessioni non facte, et juri dicenti confessionem factam extra iudicium uel coram non suo judice non valere, induciis de tempore quadrimestris et viginti dierum, fori priuilegio, petitioni et oblationi libelli, copie presentis instrumenti, et omni juri canonico, ciuili et consuetudinis, et juri dicenti generalem renunciationem penitus non valere nisi precesserit specialis. Actum a disingie in domo dicti peroneti, presentibus domino martino de Sancto germano, Willelmo de Veramulin, Stephano de Conpeysio, canonicis gebennensibus, vocatis testibus et rogatis. Ego autem perretus notarius hiis omnibus inter fui . . . . . rogatus feci, scripsi, signaui, et tradidi fideliter cartam istam. In cuius rei testimonium nos predictus Officialis, ad preces dicti debitoris nobis oblatas per dictum juratum, nostrum sigillum Curie nostre presenti instrumento duximus apponendum. Datum ut supra.

(Arch. Gen.)

231

1293, 9 Juillet. — *Louis de Savoie, seigneur de Vaud, reconnaît devoir 500 livres viennoises à son frère Amédée, comte de Savoie, pour les dépenses faites au siége et à la prise des châteaux de Nyon et de Mont.*

Nos Ludovicus de Sabaudia Dominus Waudi, notum facimus . . . . . quod nos confitemur nos debere Domino et karissimo fratri nostro D. Amedeo Comiti Sabaudie, trecent. libr. Viennenses, occasione expensarum factarum quas dictus frater noster fecit in obsidione castri et ville Nividuni et castri Montium et eorum captione. Quas trecent. Libr. Viennens. promittimus bona fide dicto fratri nostro, solvere et grantum suum facere infra mensem postquam ab eodem fuerimus requisiti. Datum Nividuni die Jovis post octabas Apostolorum Petri et Pauli A. D. m°. cc°. nonagesimo tercio.

(Arch. Turin. Titres et contrats entre les Princes de la M. de Savoie. f° 19, v°.)

232

1293, 9 Juillet. — *Louis de Savoie, seigneur de Vaud, reçoit en augmentation de fief les châteaux de Mont et de Bioley.*

Nos Ludovicus de Sabaudia Dominus Waudi, notum facimus uniuersis . . . . . quod nos confitemur nos habere et recepisse in feudum ab illustri viro D. Amedeo Comite Sabaudie, Karissimo fratre et Domino nostro, in augmentationem feudi quod tenemus ab ipso, castrum de Monz et castrum de Byoleys, cum omnibus eorum juribus, usibus, feudis et retrofeudis, possessionibus et appendiciis universis, et pro ipsis et nomine ipsorum eidem facimus fidelitatem et homagium ligium et promittimus bona fide et per juramentum nostrum . . . . . dicto D. Comiti fratri nostro . . . omnia eidem facere et complere et fieri facere et compleri que fidelis homo ratione fidelitatis ligie suo Domino tenetur . . . . . Datum apud Nividunum die Jovis post octabas apostolorum Petri et Pauli A. D. m°. cc°. nonagesimo tercio.

(Arch. Turin. Titres et contrats entre les Princes de la M. de Savoie, f° 6, v°.)

233

1293, 23 Novembre — *Vente par Jean du Châtel au prieur de Satigny de son homme-taillable, Jean Borgeys de Peron, et des fils de celui-ci, le tout moyennant 28 livres genevoises et dix sols.*

Je Guillamés de Jonuille Sires de Jez, fais assauoir ad toz cez qui verront cetes presanz lettres, que em ma presance por ce especiamant establi religious baron freire Esteuent, humyl priour de Satignie, en nom de luy, de sa ygleise et de son priorey de Satignie dune part, Johant dou Chastel de Sen Johan de Gouellies, Peret et Humbert ses fiz, por lour et por lour hers presanz et auenir datre part. Li diz Johanz et sil fil, sage, de lour bone volumte, ne de barat, ne de force, ne de paour enduyt, ne de nion

contrenz assi cum il dïont, mais de lour propre volumte, donont et outreont per donation neant reuocable faite entre vyz, por lour et por lour hers au dit priour, presant et receuant en non que desus, por lu rennes de lour deuancers et tamque por bon guierdon fait adlour per lu dit priour, Johant Borgeys de Pirons, Perret, Jaquet, Johanet, Aymonet, Perunet et Vionet fiz dou dit Johant Borgeis, homes talliables ad marci dou dit Johant dou Chastel et de ses fiz, ensemble toz les hers des diz homes talliables presanz et auenir, et ensemble la tally et tot lu droit, la action, la propriete, lu seruis, lu usage, la segniorie que il ant ne deuont auoir ne ant acutume de prene es diz homes taliables, et ensenble totes les possessions et les biens que il ant ne pouont auoir en quelque lue que su soit, exceptees les possessions que li dit home talliable tignont deis Channery en ceay tendent vers San Johant de Gouellies, por la queil donation li diz priors en non que desus ha ballie au dit Johant dou Chastel et ad ses fiz vint et vuet liures et dies soz de bons geneuois, lu queil argent il confessont que il ant hau et receu dou dit priour en bone picoine nombree et les ant mis en lour profit, et balliont et outroiont au dit priour en non que desus li dit Johanz dou Chastel et si fil totes les actions, mices, iuces utiles et directes, lesqueil il ant ne deuont auoir es diz homes talliables en lour hers presanz et auenir, ne en lour choses, et se deuitoissont des diz homes et de lour hers et de totes les choses desus dites por lour et por lour hers perpetuemant, et lu dit priour en non que desus en enuitoissont per la tradition des presanz lettres, rent de droit de exaction, de propriete, de possession, de seruis, de usage, de segniorie li diz Johanz dou Chastel ne si fil es diz homes talliables ne en lour hers, ne en lour choses retigniont, fors que les choses que il tigniont deis Channery en ceay, et promettont li diz Johanz dou Chastel et si fil, por lour et por lour hers presanz et auenir, per su soirimant done sor sanz euangele corporement, les dites choses petites et granz au dit priour et ad ladite ygleise mantenir, deffendre, leamant et perpetuemant garentir de toz et encontre toz, en iugement et de fors, et que il ne vindront per lour ne per autruy contres les deuanz dites choses ne aucune de celles per nion droit ne per nion priuilege qui aidier lour poit, ne au dit priour ne ad ladite ygleise poit noire, mais se nions par auanture lu dit priour ou la dite ygleise sores les deuanz dites choses ou aucunes de celles traysoit en plait ou celluy priour perturbanet ou molestanet en tot ne en partie, li diz Johanz dou Chastel et si fil promettont per lour soirimant desus dit lour obposeir contres totes persones qui venir voudriont contres les dites

choses ou aucunes de celles, et farioni totes choses que en teil cause deurioni estre faites et prignioni em lour tot lu peril de euiction, et renuncont li diz Johanz dou Chastel et si fil ad tot lour droit escrip et non escrip, exception que il ne puissant dire que il non ant hau et receu le dit argent, et au droit qui dit que donation per ingratitudine pot estre reuoquee se li donares vot, et au droit qui dit que donation montenz utre cincante deniers de or ne vat se elle nest ensinuee, et ad tote deception, exception, lesion, grauament, et ad tote cutume, et au droit qui dit que generaz renunciation ne vat se li especiaz ne vait deuanz, et ad tot conseil de canon et de leis per les queiz il porrioni venir contres les dites choses ou aucunes de celles. Au temoin de la queil chose, je li diz Guillames Sires de Jez, ad les prieres des dites partiez, ay mis mon sel pandant ad cetes presanz lettres, loanz et ratifianz les deuanz dites choses. Donees ad Jez lu dilous en la feste de Sant Clement en lant de lencarnation de nostre Segnor corant prins mil cc. et quatre vinz et treze anz.

(Arch. Gen. P. H., N° 131, avec le sceau de Guill. de Joinville, portant pour légende : Cest moun secret. — *L'original n'a pas de ponctuation.)*

234

1294, 4 Mars. — *Vente d'un casal situé à Genève, rue du Puits.*

Littera Jacobi de Bellomonte, sutoris, qui emit a Willermo dicto de Magnier habitatore Gebenn. et Domino Joh. Castayns de Gebenn. presbitero, Perreto et Martino clericis et fratribus dicti Castayns, nepotes dicti D. Johannis, unum casale situm Gebenn., juxta carreriam publicam per quam itur de Castro Gebenn. versus puteum, que appellatur carreria de puteo, ex parte anteriori, et a parte posteriori possidet Joh. de postella pelliparius, et ex uno latere possidet Hugonetus pelliparius, ex alio latere possidet patrix, ad habendum et possidendum . . . . . precio septem librarum et decem solid. gebenn., salvo jure predictorum Domini Johannis et nepotum suorum, ipsi Jaqueto et suis heredibus, quibus Domino Joh. et aliis debetur singulis annis ad festum S. Michaelis duo solidi censuales et mutagium tenementarii juxta bonos mores et usus ge-

bennenses. Qui D. Joh. et nepotes laudaverunt dictam venditionem dicto Jaqueto, ut patet per quandam litteram anessam et ligatam cum littera venditionis et datam quarto nonas Marcii A. D. m°. cc°. nonagesimo tercio per manum Johannis de Russins clerici notarii.

(Arch. Gen. L. eccl. S. Leodeg., f° 21.)

235

1294, 14 Juin. — *Rodolphe de Langin et son frère reconnaissent tenir en fief d'Amédée, comte de Genevois, tout ce qu'ils possèdent à Veigy.*

A. D. m°. cc°. nonagesimo quarto, indictione octava, die lune post octabas penthecostes, apud filier juxta portam Abbacie . . . . constituti Amedeus Comes Gebenn. ex una parte, et Rodulphus de Langino et Johannes frater ex altera. Dicti Rodulphus et Johannes confitentur se tenere de feudo dicti D. Comitis totum illud quod tenent apud Vegier, videlicet domum, terras, prata, arbores, nemora, vineas, homines, census servicia et omnia alia tributa que habent apud Vegier et tallias. Ita tamen est actum quod dictus Johannes servat et custodire debet Rodulphum ejus fratrem predictum de homagio et fidelitate in qua tenetur dicto D. Comiti ratione rerum predictarum et racione castri de Langino. Ad hec fuerunt testes . . . Vullelmus Malessena dictus Martinus, Abbas de filier . . . et plures alii. Et ego Nycol. de Alingio novo, notarius . . . . .

(Arch. Turin. Genève, 5e catég. Paq. 1, N° 3.)

236

1294, 29 Octobre. — *Léone, dame de Gex, et son fils Guillaume, donnent quittance au comte de Savoie de 2100 livres viennoises, prix de la vente qu'ils lui ont faite de la Cluse de Gex.*

Nos Leone Dame de Jaz et je Guillames fiz de la dite Dame facons savoir a toz cez qui verront ces presens lettres, que cum nos ussant vendu

a noble baron et poissant et nostre tres chier Seignour Amie Conte de Savoye la maison de la Cluse de Jaz per le pris de dous mil et cent livres de Vianois, ensi com il contient en une lettre salee dou sel doudit nostre Seignour le Conte, et de nostres saez, en laquel lettre se contient la vendue de la dite Cluse, et que li uns de nos doit aidier a lautre, nos li dite Dame et je li diz Guillames confessons et recognessons nos avoir heu et receu doudit nostre Seignour le Conte les devanz dites dous mille et cent livres en bons deniers nonbrez, et doudit argent nos nos tenons per bien paie, et de celli nos quitons le devant dit nostre Seignour le Conte et ses fiances. En teymoin de la quel chose nos li dite Dame et je li diz Guillames avons mis nostres saez en ces presanz lettres donees le Vendredi devanz la toz sainz, en lant de grace mil. cc. et nonante et quatre anz.

(Arch. Turin. Titres et contrats entre les Princes de la M. de Savoie, f° 145, r°.)

237

1294, 8 Décembre. — *Traité contenant divers échanges entre Amédée, comte de Savoie, et son frère Louis, seigneur de Vaud.*

A. D. m°. cc°. nonagesimo quarto, indictione septima, sexto Idus Decembris . . . quod cum Illustri viri D. Amedeus Comes Sabaudie, et D. Ludovicus de Sabaudia, Dominus Vaudi, fratres, volentes et intendentes omnem viam, materiam et occasionem per quas posset inter eos oriri materia questionis, seu dissentionis, totaliter extirpare, et veram dilectionem et verum amorem inter eos perpetuo perdurare . . . . . fecerunt permutationem perpetuo duraturam de hiis que inferius continentur. Dictus D. Ludovicus . . . donavit prefato D. Comiti . . . ex causa vere permutationis et escambii, cessit, concessit et tradidit castra sua de Sallyone et de Contiouz et Domum fortem de Rida et mandamenta dictorum castrorum et locorum et feudum, vassallagium et homagium Petri de Turre Domini Castellionis, homines nobiles et innobiles, vassallos, emphyteotas feudi, feudatarios, bona, res, possessiones, proprietates, jura, servicia, usagia, tallias et generaliter omnia quecunque habet, tenet, possidet vel quasi in dictis castris et locis et mandamentis eorum, et etiam

in toto Valesio, nichil sibi in premissis penitus retinendo. Item cccc libr. Vienn. quas idem D. Ludovicus percipit super pedagio Ville nove, Chillionis et S. Mauricii Agaunensis vel alterius eorum, ex causa pacis olim facte inter ipsum D. Comitem ex una parte, et D. Ludovicum ex alia, et generaliter omnia jura, omnesque actiones sibi competentes et competentia in predictis. Et versa vice dictus D. Comes . . . ex causa permutationis et escambii predictorum, dedit, tradidit, cessit et concessit prefato D. Ludovico presenti . . . in feudum et in augmentum feudi castrum suum et villam de Nividuno Gebenn. dyocesis, et totum mandamentum dicti castri et Ville, homines nobiles et innobiles, vassallos, emphiteotas, burgenses, bona, res, possessiones, proprietates, jura, servicia, usagia, feuda, feudatarios, tallias et generaliter omnia quecunque habet, tenet, possidet vel quasi in dictis castro et villa et mandamento et appendenciis eorum. Item feudum, homagium, vassallagium Johannis Domini de Monz et domus de la dola cum pertinentiis suis, et generaliter quicquid habet, tenet, possidet vel quasi a fine mandamentorum de Jacio et Copeti a parte Minuduni, usque ad principium mandamenti de Aubona, quod principium est a parte Minuduni, excepto tamen et retento ipsi D. Comiti et ejus successoribus feudo et directo dominio quod habet in castro Rotuli et mandamento ejusdem, cum conventionibus et pactionibus infrascriptis. Item donavit ut supra idem D. Comes . . . D. Ludovico . . . omnes homines, videlicet clientes et rusticos, talliabiles et non talliabiles, quos idem D. Comes habet in castris de Viriaco et Castri novi et in mandamentis eorum, cum ipsorum tenementis, serviciis, usagiis, talliis et omnibus aliis per ipsos homines dicto D. Comiti debitis, et generaliter omnia jura sibi competentia in predictis, et specialiter tria sestaria vini que debentur prefato D. Comiti apud Viriacum per Bosonetum Prepositi . . . . . Idem D. Comes solvit penitus et quittavit eidem D. Ludovico . . . omnes gardas per ipsum D. Comitem seu per gentes suas, a tempore quo ipse fuit Comes Sabaudie, receptas in terra ipsius D. Ludovici Beugesii et Veromesii, antiquis guardis receptis antequam esset Comes eidem D. Comiti reservatis. Que omnia . . . tradiderunt et concesserunt dicte partes, una alteri ad invicem, cum omnium predictorum juribus, seruitutibus, aquarum decursibus, venationibus, piscariis . . . . . salvo et retento semper eidem D. Comiti et ejus heredibus directo dominio et jure feudi. Devestiens se idem D. Ludovicus . . . de omnibus supradictis, et ipsum D. Comitem de predictis omnibus per traditionem baculi investivit. Et versa vice dictus D. Comes . . . dictum D. Ludovicum de rebus per ipsum D. Comitem per-

mutatis, eundem D. Ludovicum per traditionem baculi investivit in signum investiture . . . . . Hoc acto inter partes predictas, quod si D. Aymo de Sellanova vel ejus heredes voluerint et ipsum D. Comitem requisierint, quod feudum castri de Ruello et mandamenti castri ejusdem, quod feudum tenet a D. Comite, perveniat ad ipsum D. Ludovicum, quod D. Comes ipsi D. Ludovico ipsum feudum pure et libere concedere et grantare teneatur, et ex tunc dictus D. Comes dictum feudum quod habet in dicto castro et mandamento dat et concedit in feudum ipsi D. Ludovico, cumpleta tamen conditione predicta et non ante. Et si idem D. Aymo dictum castrum alienare vellet in alias personas preterquam in dictum D. Ludovicum . . . quod D. Comes non grantet dictam alienationem nisi D. Ludovico . . . . dummodo idem D Ludovicus vel sui darent cumpetens et rationabile precium pro predictis. Item fuit actum quod si contingeret quod dictus D. Comes dictum castrum et mandamentum Rotuli a dicto D. Aymone emeret, quod dictus D. Comes dictum castrum et mandamentum predicto D Ludovico tradere teneatur, satisfacto eidem D. Comiti prius in integrum de hiis que sibi decostitissent dictum castrum et mandamentum in dicta emptione que facta esset per dictum D. Comitem. Et si forte offensam faceret dictus miles vel sui, unde dictum feudum esset commissum et forte ad manus dicti D. Comitis vel suorum deveniret ex causa predicta, vel alio titulo lucrativo, vel alia quacumque causa, illud incontinenti deliberare teneantur dicto D. Ludovico vel suis, restituta prius D. Comiti pecunia quam dedit dicto Aymoni pro eo quod dictum castrum et mandamentum Rotuli in feudum accepit a dicto D. Comite. Acto tamen inter eos quod D. Comes dictum castrum et mandamentum Rotuli ex causa permutationis acquirere non possit, nec ibi aliquam villam faciet nec facere consentiet, nisi dictus D. Aymo vel ejus heredes . . . . hoc facerent, in quo casus prefatus D. Comes non prestet ipsis aliquod consilium, auxilium vel favorem in predictis. Item quod dictus D. Comes non se crescet nec accipiet gardas, possessiones, proprietates seu feuda infra terminos supradictos mandamentorum de Jaz et de Copeto ab una parte, et Aubone ex alia, salvis hiis que dicta sunt super castro Rotuli et ejus mandamento. Et si forte, quod absit, predicte res, ex causa permutationis tradite, dicto D. Ludovico auferrentur per vim, vel ipsas furtive vel prodicionaliter amitteret, vel inde guerram haberet, idem D. Comes . . . cum magna vi et parva ipsum D. Ludovicum et suos juvare teneatur ad recuperandum res premissas que essent amisse et ad guerram faciendum sicut in suo facto proprio, et etiam dicta bona eidem D. Ludovico et suis successoribus

manutenere et deffendere in judicio et extra ..... Actum Burgeti in domo prefati D. Comitis, ubi testes interfuerunt Illustri viri Philippus, Petrus et Amedeus de Sabaudia fratres, D. Humbertus de Luyriaco, D. P. de Castellione, D. Rod. de Moxiaco, D. Guil. de Rupecula, D. P. Symundi, D. Joh. Arloudi, milites, D. Ambl. de Intermontibus legum doctor, Magr P. phisicus dicti D. Comitis. D. P. de Yanna, D. Guido de Billiema, presbiteri, Humb. et Guido de Sayssello fratres, Joffredus de Grandimonte, Martinus de Custellione burgenses Saysselli . . . . . Ego P. Francisci de Viviaco, notarius ..... Nos vero prefati Comes et Ludovicus predicta omnia in instrumento predicto contenta approbentes et ratifficantes, et ipsi omnia per nos facta esse et vera esse confitentes, sigilla nostra huic presenti instrumento ad majorem firmitatem et testimonium premissorum apposuimus..... Datum ut supra.

(Arch. Turin. Titres et contrats entre les Princes de la M. de Savoie, f° 43 à 50.)

228

1295, 23 Juillet. — *Cession de droits et de pâturages faite par Léone, dame de Gex, et par son fils Guillaume, en faveur des hommes du prieuré de Satigny demeurant à Péron et à St-Jean-de-Gonville.*

Nos lyone dame de Jayz et Guillames ses fiz facons asanoir ad toz cez qui verront cez lettres, que nos confessons et reconessons por nos et por nostres hers, de nostre bone volunte et de nostre bon gre, que li homenc presant et aduenir de religieus baron et honeste frere esteue humi priour de Satignie, demorant en les paroches de pirons et de sen Johant de gouellies, et lour her presant et aduenir, hant et deuont hauoir por toz jors mais uns en nostres montagnies assises sus les dites pareches, en teil forme que il et lour her por toz jors mais es dites montagnies esserceont et gaignieont ensi cum il hant use de essercer et de gaignier es dites montagnies, et que il en possont meisoner, vendre et acheter dedanz les dites paroches, et es homes des dites paroches, et que li dyz priors et si successour possont meisoner et paure por arder des dites montagnies dedanz la cloisure dou priore de satignie por toz

jors mais libramant sens atre creu, et promettons por nos et por nostres hers por notre seirimant estre leal deffendieur et guerant sore les dites choses ou dit priour et es dyz ses homes, de toz et en contre toz, et que nos ne vindrons contre les choses desus dites, ne aucones de celles et volons que se il hi aueont nion atre droit ou atre raison deuanz la data de cex lettres, que ce leur soit sal et ne lour facet nion atre preiudice, et se nos assimant hi aueont nulle atre raison que elle nos soit sarue. Por les quez choses nos auons hau dou dit prieur et de ses homes desus dyz vint liures de geneuois, et renuncons en cest fait ad tot droit par le queil nos porront aler contre les choses desus dites ou aucones de celles. En tegmoin de la queil chose, nos auons ces lettres ballie ou dit priour et es diz ses homes sellees de notres sez. Donnees ad jayz le sabedi apres la feste de seinte marie magdalene, en lant de grace corant por. m. cc. nonante et cinc.

(Arch. Gen. P. H., N° 133. — L'original n'a pas de ponctuation.)

239

1295, 16 Octobre. — *Le nommé Perret Bouvier, de Satigny, se reconnaît homme-lige du Chapitre de Genève.*

Nos Officialis Curie Gebennensis, notum facimus uniuersis presentibus et futuris, quod coram mandato nostro, videlicet coram Michaele de dulicio clerico, notario publico, ad hoc a nobis specialiter deputato, cui super hoc commisimus vices nostras, Girardus filius quondam perreti bouerii de Satignie, confitetur et sponte recognoscit, ad interrogationem venerabilium virorum domini Rodulphi de Saneto Jorio et Guillelmi de alingio canonicorum Gebennensium, prebendariorum apud peycie, se esse hominem ligium ecclesie Sancti Petri Gebennensis cum omni posteritate sua et se tenere a capitulo predicte Ecclesie Gebennensis res inferius declaratas, quas res recognouit, per juramentum suum super sancta dei euangelia corporaliter ab eo prestitum, esse de feudo Ecclesie et Capituli predictorum. Videlicet unam posam terre sitam super la betta in territorio de Satignie, iuxta terram Girardi carpentarii ex una parte, et

quoddam casale quod est Ecclesie de Satignie ex altera. Item unam posam terre sitam iuxta domum Anselmi de choyellie. Item unam posam terre sitam ou chatelar. Item unam peciam prati siti en pral nuber. Item en vignie unam peciam terre continentem unam bonam ..... Item unam posam terre sitam super alendan super vadum. De quibus omnibus rebus confitetur et recognoscit dictus Girardus se debere predicto Capitulo Gebennensi, quatuor octanas anone, unum sextarium et quatuor cuppas vini ad mensuram Gebennensem, unum panem et unum caponem annui redditus in festo Sancti michaelis annuatim. Quam pensionem promittit soluere et rederre dicto Capitulo uel eius mandato bona fide termino supradicto. In cuius rei testimonium nos predictus Officialis ad preces et requisitionem ipsius Girardi nobis per eundem notarium Curie predicte iuratum oblatas, qui nobis retulit predicta sic acta fuisse coram eo, cui fidem super hiis adhibemus, sigillum Curie predicte presentibus litteris duximus apponendum. Datum et actum apud Satignie, xvij°. Kal. Nouembris, Anno D^{i}. m°. cc°. nonagesimo quinto. — Ita expeditum est coram me michaele jurato predicto.

(Arch. Gen.)

240

1295, 16 Octobre. — *Même reconnaissance par les fils de Durand de Peicy.*

Nos Officialis Curie Gebenn. notum facimus universis, quod coram mandato nostro, videlicet coram Michaele de dulicio clerico notario publico, ad hec a nobis specialiter deputato, cui super hoc commisimus vices nostras, Stephanus et mermetus fratres, filii quondam durandi de peycie, ad interrogationem venerabilium virorum domini Rodulphi de S°. jorio et Guill^{i}. de alingio canonicorum gebennensium, prebendariorum apud peycie, confitentur sponte et recognoscunt se esse homines ligies Ecclesie S^{i}. petri gebenn. cum omni posteritate sua, et se tenere ab Ecclesia predicta S^{i}. petri Gebenn. res infrascriptas de feodo dicte Ecclesie. Videlicet duos campos contiguos in parochia de Satignie, quorum unus vocatur campus supra la corneri, et alter campus de cert, conti-

nentes quatuor posas terre, de quibus campis debent et se debere confitentur et recognoscunt Capitulo Gebenn. quatuor octapas auene ad mensuram Gebenn. in festo S^{i}. michaelis annuatim. Item quoddam pratum situm subtus peycie, quod dicitur pratum de merelea, quod diuiditur cum petro de S^{o}. apro, cive gebenn., de quo prato debent eodem Capitulo sex denarios eodem festo S^{i}. Michaelis annuatim. Item unum sellionem terre situm subtus vineam Capituli, de quo debent tres obulos annuatim. Item subtus domum ipsorum fratrum unum ortum, de quo debent quinque denarios annuatim. Item pro arboribus sitis circumquaque vineam Capituli, quos tenent a Capitulo, unam octanam nucium annuatim, sub conditione, ut asserunt, quod si defectus nucium esset communiter per terram, quod essent quiti pro duodecim denariis. Item terram de meygins supra villam de peycie continentem circa quatuor posas terre. Item vineam retro ecclesiam de peycie, et quinque quarterunos vini ad mensuram Gebenn. Que omnia predicta recognoscunt per iuramenta sua vera esse, et se debere dictas censas in festo S^{i}. michaelis annuatim. In cujus rei testimonium nos predictus Officialis ad preces et requisitionem dictorum Stephani et mermeti fratrum, nobis per eundem notarium curie predicte juratum oblatas, cui referenti predicta sic acta fuisse coram eo fidem plenariam adhibemus, sigillum Curie predicte presentibus litteris duximus apponendum. Datum apud peycie, xvij^{o}. Kal. novembris, anno D^{i}. m^{o}. cc^{o}. nonagesimo quinto.

(Arch. Gen.)

241

1295, 16 Octobre. — *Même reconnaissance par Jean Du Puits.*

Nos Officialis Curie Gebenn. notum facimus uniuersis, quod coram mandato nostro, videlicet coram Michaele de dulicio clerico, notario publico, Curie predicte iurato ad hoc a nobis specialiter deputato, cui super hoc commisimus vices nostras, Johannes de puteo clericus sponte confitetur et recognoscit, ad interrogationem venerabilium virorum domini Rodulphi de S^{co}. Jorio et Guill^{mi}. de alingio canonicorum gebenn. et

prebendariorum apud Peycie, se esse hominem ligium cum omni posteritate sua ecclesie Sancti Petri Gebennensis, et se tenere a predicta ecclesia et a capitulo dicte ecclesie res inferius declaratas, quas recognoscit per juramentum super Sancta dei euangelia prestitum ab eodem, esse de feudo dicte ecclesie et capituli supradicti. Scilicet quemdam ortum in quo sita est domus ipsius Johannis. Item vineam suam sitam retro dictam domum. De quibus orto et vinea confitetur et recognoscit dictus Johannes se debere predicto capitulo unum sextarium et decem cuppas vini ad mensuram Gebenn. in festo Sancti michaelis annuatim. Item quandam oschiam sitam iuxta vineam es claviers, de qua debet idem Johannes dicto capitulo decem et octo denarios. Item unam posam terre sitam super puteum, de qua debet capitulo tres denarios in carnipreuio annuatim. Item circa nouem posas terre sitas in territorio de cort, de quibus debet eidem capitulo quatuor octanas auene et decem cuppas vini ad mensuram Gebenn. annuatim, et viginti duos denarios gebenn. in feste S^{t}. michaelis annue pensionis. Quas censas seu annuas pensiones confitetur et recognoscit sponte dictus Johannes se debere predicto capitulo pro dictis rebus annuatim. In cuius rei testimonium nos predictus Officialis, ad preces et requisitionem dicti Johannis de puteo, nobis per eundem Notarium Curie predicte iuratum oblatas, cui referenti predicta sic acta fuisse coram ipso, fidem super hiis plenariam adhibemus, sigillum Curie domini Gebenn. Episcopi presentibus litteris duximus apponendum. Datum et actum apud peycie, xvij°. Kal. Nouembris, A°. D^{i}. m°. cc°. nonagesimo quinto.

(Arch. Gen.)

242

1295, 16 Octobre. — *Même reconnaissance par les frères de Penet et de Girard.*

Nos Officialis Curie Gebenn. notum facimus uniuersis presentes literas inspecturis, quod coram mandato nostro, videlicet coram michaele de lulicio notario publico, Curie predicte iurato, ad hoc a nobis specialiter deputato, cui super hoc commisimus vices nostras, Girodus de pinet,

Jaquetus frater eius, Perretus girardi, et mermetus frater eius, de peycie, ad interrogationem venerabilium virorum domini Rodulphi de S°. jorio et Guill^mi de alingio, canonicorum gebenn., prebendariorum apud peycie, sponte confitentur et recognoscunt se esse homines ligios Ecclesie S^i. petri gebennensis, cum omni posteritate eorumdem, et se tenere a predicta Ecclesia S^i. petri quartam partem feudi de ampenay, de quo feudo confitentur se debere Capitulo Gebenn. vigiti et duo denarios et obulum Gebenn. in carnipreuio annuatim. Item prenominati Perretus girardi et mermetus frater eius confitentur et recognoscunt se debere predicto Capitulo pro albergo suo unum sextarium vini ad mensuram Gebenn. et duodecim denarios in festo S^i. michaelis annuatim. Item supradicti Girodus et Jaquetus de pinet fratres, confitentur et recognoscunt se debere predicto Capitulo decem et septem quarterunos vini ad eandem mensuram et duodecim denarios pro albergo suo annuatim. Quas siquidem res confitentur et recognoscunt prenominate persone esse de feudo dicte Ecclesie Gebenn. et dictas censas se debere predicto Capitulo annuatim. Et hec recognoscunt predicte persone ita esse per iuramenta ad Sancta dei euangelia prestita ab eisdem. In cujus rei testimonium nos predictus Officialis, ad preces et requisitionem eorumdem nobis per eumdem notarium curie predicte iuratum oblatas, cui referenti predicta sic acta fuisse coram ipso fidem plenariam adhibemus, sigillum Curie predicte presentibus litteris duximus apponendum. Datum apud peycie, xvij°. Cal. Nouembris. A°. D^i. m°. cc°. nonagesimo quinto.

(Arch. Gen.)

213

1295, 3 Décembre. — *Transaction entre Amédée, comte de Genevois, et le Chapitre de Genève.*

Nos Martinus diuina miseratione Gebenn. Episcopus notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis, quod in nostra presentia constitutis Illustri viro D. Amedeo Comite Gebenn. ex una parte, et Capitulo Gebenn. ex altera, predicte partes super querelis, controuersiis, quas

dictum Capitulum mouebat uel mouere intendebat contra dictum D. Comitem, super eo quod dictum Capitulum asserebat et dicebat, quod dictus Comes iniuste et indebite percipiebat in villis et hominibus ipsorum auenerias, getas, gerbas, missilirias, et alias exactiones multiplices, angariando, perangarendo dictos homines et terram ipsius Capituli, et etiam exercendo juridictionem, merum et mixtum imperium, in villis et hominibus ipsius Capituli, cum omnia ipsa non pertineant ad ipsum Comitem, prout asserebat ipsum Capitulum, sed ad dictum Capitulum, dicto Comite in contrarium asserente, et super aliis capitulis et articulis inferius declaratis, ipsi Comes et Capitulum venerunt ad pacem, compositionem et concordiam in hunc modum. — Inprimis actum est in dicta compositione, quod villa de Disingie, de Planaz, de Etablu, de Cromanz, de Chiurisie, de Tagniez, de Sornies, de Riues, de Valeres, de Vanissie, de Pellie, de Venteres, de Charno, de Cluina, d'Oures, de Vars, de Vulsie, de Valeyrie, de Bossey, de Veyrie, de Sernie, de Honay, de Vendoures, de Cologuie, et sic de aliis villis et locis, hominibus ipsius Capituli habitantibus in eis infrà Comitatum Gebenn. constitutis, cum hominibus, tenementis et pertinentiis ipsorum hominum et Capituli, feodorumque suorum, cum omni jure meri et mixti imperii, exceptis casibus quos idem Comes dicit ad ipsum pertinere, sicut inferius declaratur, dicto Capitulo in contrarium asserente, in pace ad jus et proprietatem ipsius Capituli remaneant nunc et in perpetuum, exceptis hominibus et feodis quos et que dictus D. Comes habere dignoscitur in villis et locis predictis. — Item actum est in dicta compositione, quod de medietate albergi et tenementi quod dicitur de Chiurisie, quam idem dominus Comes in feodum, emphytheosim seu albergamentum dedit, ut dicitur, Hugoneto de Droysie clerico, dictus Hugonetus iusticiam exibeat eidem Capitulo et hominibus ipsius Capituli habentibus jus in eadem, coram dicto domino Comite vel eius Curia. Et de alia medietate dicti tenementi, dictum Capitulum iusticiam faciat eidem Hugoneto coram judice competenti. — Item actum est quod dictus Comes nullas gaytas, auenarias seu procurationes, charruarias, getas, seu charreas, gallinas aut capones, seu ianuarias, angarias, parangarias, seu alias exactiones siue questus, bastimenta, aut pilucherias quaslibet, vel consimilia quocumque nomine censeantur in hominibus, villis aut terris ipsius Capituli, accipiat nunc et in posterum, excepto si eidem Comiti ratione feodi sui in aliquo teneantur. — Item actum est quod homines dicti Capituli ad nullas caualcatas teneantur eidem Comiti, excepta communi deffensione patrie siue terre, et quod nullas mulctas pecuniarias,

nullas corporales penas aut dampna, in predictis hominibus et successoribus eorumdem dictus Comes per se vel per alium pro se et heredibus suis aliqualiter imponere possit, nec aliquas inquestas seu inquisitiones facere contra homines predictos, exceptis casibus infrascriptis, quos dictus Comes sibi retinuit, de quibus compromissum est inter ipsos. — Item actum est quod hominibus Capituli remaneant pascua, maxime illis de Honay. Item nemora et pendentia montium, versus Bossey, Sernes et Veyrier, illis de Bossey, et aliis hominibus ipsius Capituli, aliarum villarum et locorum, et alia similia sicut olim usi sunt homines supradicti. — Item actum est quod ripe que appellantur ripe B. Petri Gebenn. site in parochia de Disingie que ab antiquo steterunt et fuerunt ipsius Capituli, ad jus et proprietatem ipsius Capituli remaneant. — Item actum est quod dictus Comes securum aditum, ingressum et egressum per terram suam, et ubique sub jurisdictione et districtu ipsius, eidem Capitulo ac singulis canonicis Gebenn. cum familiis et rebus ipsorum canonicorum et Capituli prestet absque ulla exactione, pretextu pedagii seu vectigalis, aut alia occasione seu causa. — Item actum est quod quotienscunque idem Capitulum et canonici predicti voluerint experiri, scilicet agere, seu deffendere, simul vel diuisim, coram Comite Gebenn. seu in Curia sua contra quascunque personas super bonis ipsius Capituli, vel dictorum canonicorum, quod nullas datas aut portulas soluere teneantur, sed penitus sint immunes. — Item actum est quod quotienscunque idem Capitulum et canonici, simul vel diuisim, coram dicto Comite vel Curia sua, de jure suo legittime docebunt, per confessiones reorum, vel alia legittima documenta, aliquas personas nobiles vel innobiles eidem Comiti subiectas, sibi esse obnoxias siue obligatas super debitis, juribus aut aliis bonis mobilibus vel immobilibus, quod ipsos debitores per captionem bonorum ipsorum etiam manu armata si expedierit soluere compellat. — Casus autem quos idem Comes sibi retinuit, dicens eos ad ipsum pertinere, dicto Capitulo hoc negante et contrarium asserente, sunt hii qui sequntur, videlicet, — quod in hominibus, villis et terra seu locis Capituli supradicti ubicunque sitis, et habitantibus infra Comitatum et districtum ac jurisdictionem ipsius, videlicet ultimum supplicium furum seu latronum, item proditorum, item homicidarum, illorum videlicet qui interfecerint hominem, ita quod mors naturalis inde fuerit subsecuta, ita tamen quod bona dampnatorum mobilia in casu quo debebunt confiscari, diuidantur inter eundem Comitem et Capitulum ante dictum. — Item retinuit dictus Comes in locis, terris, ac hominibus predicti Capituli quibus percipere consueuit,

bampna sanguinis sexaginta solidorum, scilicet vulneris apperti injuriose et cum violentia facti, et idem de fractura membri hominis, iniuriose ac violenter facta. — Item retinuit idem Comes bampnum sexaginta solidorum adulterii, ita tamen quod adulterium legittime primo probetur coram duobus Canonicis dicti Capituli et ipsius adulterii cognitione habita et sententia lata per dictos canonicos, quod commissum fuerit adulterium, dicti duo canonici percipere debent medietatem dicti bampni pro labore suo. — Verum tamen super dictis casibus retentis a predicto Comite, idem Capitulum non consensit, cum ad ipsum Capitulum, ut dicebant canonici, jurisdictio pertineat super ipsis, et idcirco super cognitione huiusmodi, ad quem spectare debeat, utrum videlicet ad predictum Comitem, vel ad idem Capitulum, compromissum fuit inter eos, videlicet in Venerabilem virum dominum Franciscum prepositum Gebenn. ex parte dicti Capituli, et in nobilem virum dominum Petrum de Compesio militem, ex parte dicti domini Comitis, ac in nos prefatum Episcopum communiter electum, nominatos. Promittentes dicte partes tenere et inviolabiliter obseruare quicquid per dictos Arbitros communiter super questione predicta de consensu omnium trium fuerit arbitratum. — Pro predictis autem uniuersis et singulis sic actis, factis, juratis et promissis, dictus dominus Comes habuit et recepit in bona pecunia numerata, quadringentas libras Gebenn. a Capitulo antedicto, prout ipse Comes confessus est et publice recognouit coram nobis. — Et eidem Capitulo remisit fructus et prouentus, si quos, pretextu cuiusdam gaierie olim misse ab inclite recordationis domino Rodulpho quondam patre ipsius domini Comitis, Capitulum predictum percipit seu percipere potuit, ut dicebat dictus Comes. — Et vice versa idem Capitulum predicto domino Comiti remisit omne jus et actionem quod et quam dicebat se habere contra ipsum, ratione bonorum ipsius Capituli ab eodem Comite inuasorum, captorum vel raptorum, per se, vel per alias personas de mandato ipsius. — Que omnia et singula sicut superius sunt expressa, dictus dominus Comes Petro de Toyria, procuratori dicti Capituli, nomine et ad opus ipsius capituli stipulanti, promisit ac super Sancta Dei euangelia manu sua tacta jurauit, pro se et coheredibus et successoribus suis futuris, perpetuo inviolabiliter observare et in contrarium non venire, per se seu per alium vel alios, tacite vel expresse, nec sustinere quod aliquis aliis cum predicta palam vel occulte nec ultra causa . . . predictos retentos aliquid agere, percipere vel exigere, per se vel per aliud, in villis et hominibus . . . . . Renunciant . . . . . — Acta fuerunt hec omnia superius dicta apud Lanciacum, infra eccle-

siam. Anno Dⁱ. millᵒ. ducentᵒ. nonagᵒ. quinto, indictione octaua, tercio nonarum Decembris, presentibus Domino Aymone de Luliaco lopitet, Domino Johanno de Bueys, militibus, Richardo Alberti iudice ipsius comitis, Dominis Stephano et Jacobo Echaqueti fratribus et Johanne de Russins notario publico, testibus ad hec specialiter vocatis et rogatis, cum pluribus aliis. Præterea dicti dominus Comes et capitulum rogauerunt Clementem de Juria clericum notarium publicum, qui predictis omnibus ad preces dictorum presentium interfuit, ut super premissis omnibus publicum faceret instrumentum et apponeret signum suum.—Ego Clemens de Juria clericus, auctoritate imperiali notarius publicus et juratus curie domini officialis et domini Comitis gebennensis, anno, mense, die, loco et indictione supra scriptis, predictis omnibus interfui et a dictis precibus rogatus, presens instrumentum scripsi, in formam publicam redegi et signo meo consueto signavi. Et fuerunt hec acta infra dictam ecclesiam presentibus et rogatis omnibus testibus super scriptis.

(Arch. Gen. P. H., Nº 134.)

244

1295, 17 Décembre. — *Vente à Pierre de Voserier, chantre de Genève, d'une part de la dime de Sierne.*

A. D. mᵒ. ccᵒ. nonagesimo quinto, die Sabbati ante festum B. Thome apostoli, prout constat nobis Officiali Curie Gebenn. per relationem Pⁱ. de Genollier, clerici, Curie predicte jurati, cui quantum ad hoc commisimus vices nostras, constitutus personaliter propter hoc Martinus dictus Brune, sciens, prudens et spontaneus vendit, et titulo pure, perfecte et perpetue venditionis tradit, cedit et concedit D. Petro de Voseyrie Cantori Gebenn., precio nouem solid. gebenn., quos confitetur et recognoscit idem Martinus se habuisse et recepisse a dicto Cantore, duodecimam partem cujusdam decime quam idem venditor tenet in territorio de Syernes a Venerab. Capitulo Gebenn., una cum quibusdam cundivisoribus suis. De qua quidem duodecima parte ipse venditor se devestit, et ejus heredes, et dictum Cantorem corporaliter investit de eodem per traditionem presentium litte-

rarum. Promittens per juramentum ipsam duodecimam partem decime, cum Ipsius pertinentiis et appendentiis eidem Cantori et suis heredibus manutenere et defendere ab omnibus et contra omnes, et in contrarium de cetero modo aliquo non venire. Datum ut supra, ad relationem dicti Jurati, cum appositione sigilli Curie predicte.

(Arch. Gen.)

245

1296, 29 Janvier. — *Vente par Pierre de Lucinge à l'Évêque de tout ce qu'il possède dans la terre de Salaz.*

A. D. m°. cc°. nonag°. quinto, indictione nona, iiij°. Kal. februarii.... constitutis . . . D. Martino dei gratia Gebenn. Episcopo ex una parte, et petro de lucingio domicello, filio D. Aymonis de lucingio quondam militis, ex altera. Predictus Petrus . . . vendit . . . predicto D. Episcopo.... omnes et singulas res inferius declaratas, videlicet omnes et singulas res quas ipse petrus, vel alius eius nomine, habet, tenet, possidet . . . in terra de salaz, specialiter in parrochiis et territoriis de viu in Salacio et de hogena, et specialiter omnes et singulas res, homines et eorum tenementa, que fuerunt de albergo, seu tenemento quondam Willelmi de chinayt, et de albergo seu tenemento quondam petri dicti Vuyllen, cum omni jure, dominio utili vel directo . . . . in quibuscunque dicta albergamenta seu tenementa consistant, tam in terris, pratis, censis, servicis, talliis, redditibus, juribus, dominiis, nemoribus, arboribus, domibus, casalibus, hominibus tallibilibus et non talliabilibus et eorum tenementis ... precio lx librarum Gebenn., que lx libre fuerunt dicto Petro tradite et solute coram me Girodo Amici de Gebenn. notario . . . Devestit autem se et herédes suos dictus Petrus de albergis seu tenementis predictis... et dictum Dominum Episcopum investit de eisdem per traditionem presentium litterarum, ipsum D. Episcopum in verum, naturalem et civilem possessionem de predictis inducendo, et mittendo ipsum D. Ep^m. in possessionem vel quasi juris percipiendi censas, tallias, servicia, et alia debita in quibus tenentur homines dictorum albergorum. Ceditque idem

petrus D^e. Ep^o. recipienti omnes actiones reales, personales, utiles, directas, ciuiles, pretorias, contrarias et mixtas sibi competentes in predictis, faciens ipsum D. Ep^m. in predictis procuratorem in rem suam. Mandat insuper dictus petrus omnibus hominibus dictorum albergorum, censarum, talliarum, seruiciorum et jurium aliorum debitoribus ut de juribus, redditibus . . . . in quibus hactenus dicto petro tenebantur, deinceps in perpetuum dicto D. Ep^o. tanquam eorum vero domino et suis successoribus futuris Ep^s. Gebenn. respondeant . . . . . Datum et actum Gebenn. in domo episcopali dicta longimala, presentibus D. Eymerico de chissie, curato ecclesie S. gervasii gebenn. dyocesis, D. petro curato ecclesie de lancie et sigillifero curie Officialis Gebenn., Mermeto de S^o, Jorio domicello, Petro de S^o. Apro, Petro de Valaz et Johanne de Russins ciuibus gebenn. testibus . . . .

(Arch. Gen. L. Salaz, N° 8.)

246

1296, 11 Février. — *Pierre, recteur de l'église de St-Loup, consent à ce que le Chapitre de Genève perçoive dans sa paroisse des dîmes engagées au dit Chapitre par feu Simon de Joinville, sa femme et ses fils.*

. . . . . .

Nos Officialis Curie Gebennensis, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod in presentia petri de Samoya clerici et curie predicte jurati, a nobis specialiter destinati, cui super hoc commisimus vices nostras, personalites prospec hoc constitutis, Vullielmo de Veramolin procurator et celerarius Capituli Gebennensis, pro ipso capitulo et procuratoris nomine ipsius Capituli ex una parte, et domino petro capellano et rectore ecclesie Sancti Lupi prope Versoiam ex altera. Dictus rector confitetur et legitime recognoscit ad interrogationem dicti procuratoris, se consensisse expresse cuidam obligationi quarumdam decimarum sitarum in parochia sua predicta de Sancto lupo facte capitulo gebennensis per bone memorie nobilem virum dominum Symonem de Joueuilla quondam dominum de Gaix, et per nobilem dominam leonam dominam de Jayz quondam uxor dicti domini Symonis, et per liberos dictorum coniu-

gum et de consensu ipsorum, quas decimas predictas dicti coniuges detinebant. Insuper confitetur dictus rector, se concessisse dicto Capitulo fructus dictarum decimarum durante obligatione predicta, et nunc etiam concedit eidem procuratori presenti et recipienti nomine dicti capituli, ratifficat, et confirmat in quantum potest, obligationem et fructuum perceptionem a capitulo faciendam, et etiam jam factam. Rata autem et firma perpetuo promittit habere omnia supradicta, precipue obligationem dictarum decimarum predictam, et fructuum perceptionem, quousque idem rector possit redimere decimas memoratas. In cuius rei testimonium nos Officialis predictus, ad preces dicti rectoris nobis oblatas per dictum juratum, cui fidem adhibemus nobis referentem predicta in sui presentia esse celebrata, sigillum predicte Curie presentibus litteris apposuimus. Datum iij°. ydus februarii, anno dom^{i}. m°. cc°. nonag°. quinto.

(Arch. Gen.)

947

1296, 12 Février. — *Accord entre l'Evêque de Genève et Béatrix, dame de Faucigny, au sujet de la délimitation de la terre de Salaz.*

Nos Martinus diuina permissione Gebenn. Episcopus, et nos Beatrix, filia inclite recordationis domini Petri quondam Comitis Sabaudie, domina Fucigniaci, notum facimus uniuersis presentes litteras, inspecturis quod, cum discordie verterentur et essent et rancure mutue inter nos B. predictam et gentes nostras mandamentorum Castellionis et Fulcigniaci ex una parte, et nos predictum Episcopum et gentes nostras terre nostre de Salaz ex alia, super confinibus et limitationibus seu terminis montium existentium inter mandamenta predicta dictorum castrorum Castellionis et Fucigniaci, et dicte terre de Salaz, et specialiter super limitatione montis existentis inter montem seu molare dictum castrum Curnil et montem Angionis, et per loca conuicina, de quibuscunque rebus dicte discordie inter nos et gentes nostras existant, siue de montibus, siue de nemoribus, siue de pratis siue pascuis in locis predictis. Idcirco nostre communi consensu, amicabili tractatu habito inter nos, inquisita etiam

veritate negocii hinc et inde, composuimus et ordinauimus inter nos in hunc modum, videlicet quod, nos B. predicta, et gentes nostre predicte, habeamus et habere debeamus montes, nemora et jures et alia loca existentes et existentia a terminis infrascriptis versus mandamentum Castellionis, et versus Castrum album. Et nos predictus Episcopus et gentes nostre de Salaz habeamus et habere debeamus quicquid est a predictis terminis seu finibus versus terram nostram de Salaz. Limites autem seu termini predicti sunt hii : videlicet summitas montis qui appellatur castrum Curniz, et ab illo termino protenditur versus domum Humberti de Bossone ad quendam terminum lapideum, et ab eodem termino protenditur versus syatam que est in exitum montis Pitonis, et ab eadem Syata versus locum dictum estrina per terminos lapideos ibidem positos, faciendo transitum per domum Stephani bruydant, et ex inde recte protendendo usque ad summitatem montis Angionis. De pascuis autem in dictis montibus existentibus, libere promiscue utantur gentes unius in terra alterius, videlicet in montibus et locis duntaxat supradictis. Quamquidem compositionem ut superius scripta est, pro nobis et successoribus nostris, et per nos et gentes nostras, promittimus mutue bona fide ratam et firmam perpetuo habere et tenere, et non contra facere vel venire. Uno tantum protestato ante omnia per nos B. predictam, quod jus quod nobis competit vel competere potest in terra de Salaz ex causa cujusdam donationis nobis facte, seu charissime domine Agneti quondam matri nostre, per dominum Ay. bone memorie quondam dominum Fucigniaci auum nostrum maternum, non intendimus per hanc compositionem remittere, nec preiudicium aliquod in dicto jure nobis generare, sed jus dicte donationis semper volumus nobis esse saluum. Quam protestationem nos predictus Episcopus admittimus quantum de jure fuerit admittenda. In cujus rei testimonium sigilla nostra presentibus duximus apponenda, una cum sigillis Humberti de Thonuns et Petri de Aualone jurisperitorum, Rodulphi de S°. Jorio, et Girodi vicedomni de Salaz electorum inquisitorum super limitibus et terminis predictis, videlicet dictorum P. de Aualone et Rodulphi pro nobis B. et dictorum Humberti et Girodi pro nobis Episcopo supradictis. Datum ij°. Idus februarii, anno domini m°. cc°. nonag°. quinto.

(Arch. Gen. P. H., N° 132.)

248

1296, 12 Mars. — *Aymonet Lupi de Viry ratifie la transaction intervenue (le 17 février 1273) entre son père Willelme et le Chapitre de Genève.*

Nos Officialis Curie Gebenn. notum . . . quod, coram mandato nostro, videlicet P°. de Arberrosa clerico, Curie nostre jurato, cui super hoc commisimus et totaliter committimus vices nostras propter hoc, specialiter constituto Aymoneto Lupi, filio quondam Vulli. de Virie domicelli. Dictus Aymonetus sciens, prudens et spontaneus, laudat, approbat, ratificat et confirmat, prout melius potest intelligi, pro se et suis heredibus, pacem, compositionem, cessionem et concessionem, quittationem, donationem, et investituram, et omnia alia que continentur et exprimuntur in littera hic agnessa. Promittens per juramentum suum ad sancta dei evangelia corporaliter prestitum, hanc ratificationem, quittationem, donationem, ac omnia alia . . . in littera hic agnessa, declarata et specificata, rata et firma imperpetuum habere et tenere, et in contrarium per se vel per alium, in judicio vel extra judicium, tacite vel expresse, verbo, consensu vel opere non venire . . . . Renuncians . . . . . In quorum testimonium nos Officialis ad preces dicti Aymoneti nobis oblatas per dictum juratum nobis referentem predicta vera esse, et in sui presentia celebrata fore, sigillum Curie D. Gebenn. Episcopi presentibus litteris apposuimus. Datum Gebenn. ante ecclesiam B. Petri Gebenn. quarto Idus Martii A. D. m°. cc°. nonagesimo quinto. Ita expeditum est coram me P. clerico predicto.

(Pièce annexée à la Transaction du 17 février 1273. Arch. Gen.)

249

1296, 8 Mai. — *Sentence arbitrale rendue entre Béatrix, dame de Faucigny, et Amédée, comte de Genevois, au sujet de délimitations entre leurs terres et des droits de circulation de leurs sujets respectifs.*

Noverint universi presentes litteras inspecturi quod cum querela esset inter illustrem dominam B. filiam inclite record. domini Petri com.

sab. et dominam fucigniaci, ex una parte, et illustrem dominum A. com. de gebenn. ex altera parte, super quodam loco qui vulgo dicitur les nanz a cluseta usque ad cletam que vadit deu Coudrey versus pontem situm inferius, quem locum dicta domina dicebat suum esse. Et super feudis dicte domine quos homines dicti domini Comitis acquisierunt sine consensu dicte domine a triginta annis citra. Specialiter de rebus acquisitis in inde vel alibi et super feudis dicti domini comitis quos gentes dicte domine acquisierunt sine consensu dicti domini comitis a triginta annis citra. Et super pedagio quod dictus dominus comes exigebat et recuperare nitebatur ab hominibus terre dicte domine extrahentibus bladum de terra dicti domini comitis et advectibus alias mercaturas, dicta domina dicente et asserente dictum dominum comitem non habere jus levandi seu petendi dictum pedagium. Tandem mediantibus amicis communibus videlicet, domino P. de compesio et domino Guillelmo de . . . . . ssie militibus, taliter fuit ordinatum, quod dictus locus de les nanz ad dictam dominam et successores eius pertineret pleno iure tam in possessione quam in proprietate seu dominio. Ita tamen quod homines comitis predicti de Rumilie subtus Cornillionem habeant in dicto loco pasqueragium ad opus animalium suorum . . . . . quibus usitati fuerunt tempore domini comitis Sabaudie antecedentis. — Super feudis non alienatis et aliis rebus appropriatis seu . . . . . fuit ordinatum quod homines comitis illud quod appropriaverunt seu exaraverunt et adquisierunt in dicto nemore diudey seu alibi de feudo seu de dominio dicte domine triginta annis antea, de predictis dicta domina suam faciat voluntatem omnimodam. — Et vice versa de rebus quas illi homines terre dicte domine acquisierunt de feudo seu dominio et in dominio dicti domini comitis sine consensu eius a triginta annis antea, de predictis dictus dominus Comes suam faciet omnimodam voluntatem. — De facto videlicet pedagii fuit dictum quod dictus dominus Comes non possit levare per se vel per alium ab aliquo homine terre dicte domine existente et morante ab arare ultra annassiacum, ab aqua Bornete versus Rumilier et inferius versus Mornay, aliquid nisi si citra aquam araris versus terram fucigniaci vel versus gebenn. portaret bladum causa mercature, vel alias res de quibus pedagium deberetur prout inferius continetur. — De aliis hominibus existentibus in terra fucigniaci ab arare versus fucig. et a borneta versus megevam, ita pedagium recuperetur, videlicet de quavis octana frumenti quam aliquis extraheret de terra dicti comitis versus terram fucig. super equum vel jumentum vel asinum unum denarium, de octanis vero auene unum obolum, exceptis

nobilibus domicellis, militibus et clientibus franchis ab antiquo, qui nichil solvunt nisi causa mercandi bladum extraherent. Illi vero qui in collis suis sine adjutorio animalis bruti, de terra dicti domini comitis bladum extraherent, dum tamen non extraherent causa revendendi, nichil solvant occasione pedagii. Et de predictis creditur eorum juramento. De aliis vero rebus quas homines terre dicte domine portabunt in collis suis eundo et redeundo per terram dicti domini comitis, causa mercature vel alia causa, nichil solvant. Si vero equum vel jumentum honeratum de aliis mercimoniis et rebus, excepto blado, aliquis ducat vel extrahat in terra comitis vel de terra, solvat sex denar. de pedagio et non plus. Si vero ducat asinum, quinque denar. Et si equus vel asinus non portat sarcinam perfectam, nihil solvat. — Promittens et jurans dictus dominus comes pro se et suis heredibus et successoribus sepedictam ordinationem firmiter observare nec alicui contravenire volenti consentire. — Dicta vero domina promittit bona fide se contra predicta non venturam quamdum dictus dominus comes predictam ordinacionem observabit. Hoc tamen protestato et dicto per dictam dominam quod . . . . . suum sit omne saluum in rebus et feudo quod tenent ab ipsa heredes domini Amedei quondam Dardelli et illi de Lucingio et de Gresiaco, a borneta superius versus in reposatorio in montibus et planis. In cuius rei testimonium dicta domina B. et dictus dominus Comes sigilla sua fecerunt apponi. Actum apud bornetam die martis post inventionem sancte crucis. A°. domini m°. cc°. nonagesimo sexto.

(Arch. Turin. Prov. Genevois. Paq. 3, N° 3.)

250

1296, 25 Juin. — *Reconnaissance de Pierre, mayor de Crans, en faveur du Chapitre de Lausanne.*

Nos officialis curie Lausannensis notum facimus universis : Quod in nostra presentia constitutus Petrus mayor de Crans confessus est in jure coram nobis se tenere a venerabili capitulo lausannensis ecclesie ea que sequuntur. Scilicet furnum de Crans pro quo debet annuatim dicto Capi-

tulo octo cupas frumenti censuales ad mensuram de Nividuno. Item confessus est coram nobis in jure dictus Petrus mayor de Crans, se tenere a dicto Capitulo duas posas terre sibi ab eodem capitulo de novo concessas sitas in territorio de Crans in loco dicto de Chategnerea, et totum abergamentum quondam Wullelmi Ruffi de Crans, pro quo dictus Petrus mayor confessus est coram nobis in jure se debere annuatim predicto capitulo quasdam menaydes et medietatem unius ressat (*sic*) annuatim. Renunciavitque dictus Petrus mayor in hoc facto, ex certa sciencia, exceptioni facte confessionis extra jus et coram non suo judice, ac omni exceptioni deceptionis, circumventionis, doli, metus facti, juris et consuetudinis que posset objici contra predicta vel aliquid de predictis. Et juravit ad sancta dei evangelia se contra predicta vel aliquid ex eis, seu contra presens instrumentum de cetero non venire, per se vel per alium, verbo, facto vel consensu, nec alicui contra venire volenti consentire. In cujus rei testimonium, Nos prefatus Officialis Curie Lausannensis ad preces et requisitiones dicti Petri mayoris de Crans, Sigillum dicte Curie lausannensis presenti scripto apposuimus in testimonio veritatis. Datum Lausanne. In crastino Nativitatis beati Johannis baptiste. Anno domini m°. cc°. nonagesimo sexto.

(Arch. du chât. de Crans. Communiq. par M. Alex. van Berchen.)

251

1296, 20 Août. — *Lettre d'Amédée, comte de Savoie, à Guillaume de Joinville, seigneur de Gex, au sujet de sa conduite envers le Chapitre de Genève.*

Ames Coens de Sauoie a Noble home son chier neueu Mons^r Guillaume de Januille Seigneur de Jaz salus et boen amor. Nos auons receu la complente dou Chapitole de Geneue, contenant que pour un dette que vostre Dame de mere lour doit, de quoi leur sont obligie pluseur disme que il vos demandent, et pour ce quil porseguent leur paiement et leur droit, vos les tenez en male suspite, et les auez deffié, la queu chose se le est ainsi, ne vos est pas honorable, que par requerre leur droit vos lez

deffiez ne tignez en suspite : Car il nos remembre, que votre Dame de mere deuant dite des hostages quele tenpit a Geneue pour cestu dette, nos la feismes relaschier plusieurs foīs et le dis dette sus quoi vos vos escuses, que la Dauphine vos deuoit, nos pourchacames quil vos fu paies. Pour quoi nos vos prions, que vos si adroitement voelliez conuenir et accorder sus ce dette au dit Chapitole, que il se doiue tenir a paies de vos et de ce deffiement quil dit que vos li auez fait voilliez souffir. Et sus ce faces tant por honeur et por amour de nos que nos vos en sachons gré, et que li diz Chapitoles sente que nostres prieres li ait valu. Especialement come li diz Chapitoles offre se de fere droit par deuant nos a vos et a chescun qui se voudra de lui pleindre por ochoison de ce. Dex soit garde de vos. Donne a Versoy le lundi après le mi aoust m. cc. iiiixx et seze. Rendes ces lettres au porteur. Exped. par b. aillaud.

(Pièce insérée et vidimée dans un acte latin de l'official de Genève du 12 des Kalendes de septembre (21 août) 1296. Arch. Gen. P. H., N° 135.)

252

1296, 9 Novembre. — *Amédée, comte de Genevois, confirme les dons de ses prédécesseurs au monastère de Peillonnex et lui concède les dîmes du mandement de Charousse, ainsi que la juridiction sur les hommes du mandement de Mornex.*

Nos Amedeus, Comes Gebennensis, per has presentes litteras notificamus uniuersis presentibus pariterque futuris quod, nos considerantes quod predecessores nostri domum seu monasterium de Pellionay pro remedio animarum suarum et successorum suorum fondauerunt, dotando eam vel eum pluribus bonis, juribus et possessionibus, ob hoc habentes quam plurimam affectionem erga dictam domum seu monasterium, volentes et cupientes bona et possessiones dicte domus illibata perpetuo conseruare, et ut dicta bona et jura sint dicte domui perpetua firmitate submissa, et ne in posterum discordia seu questio oriatur inter nos vel successores nostros et domum predictam, presenti pagina ex certa scientia et ex proposito declaramus quod perceptio omnium decimarum antiquarum et nouarum ad predictam domum seu monasterium pertinet et pertinere

debet jure dominii in tota baronia vel castellania castri nostri de Charrossia. Asserentes et confitentes quod nos nichil juris habemus vel habere debemus in decimis supradictis, verum si quod jus in predictis decimis habemus vel habere debemus, sive sciamus, sive ignoremus, illud damus et concedimus pro nobis et successoribus nostris, pro remedio anime nostre et predecessorum nostrorum, religioso viro Vulliermo de Troches, priori dicti monasterii presenti et recipienti nomine supradicte domus siue monasterii antedicti. Item asserimus, confitemur et recognoscimus quod dictus prioratus et monasterium de Peillonay habet et habere debet, et habere et percipere consueuit merum et mixtum imperium et omnimodam juridicionem in omnibus hominibus suis quos usque nunc habuit et habet in toto mandamento et baronia castri de Mornex, excepta tamen pena corporali quam in dictis hominibus habemus, et ipsam et animaduersionem omnimodam corporis nobis et nostris successoribus in perpetuum retinemus. Et si quid juris vel qua ratione juridicionis predicte, excepto jure quod in dictis hominibus habemus ut supra, reperiretur nos vel predecessores nostros habere vel habere debuisse in hominibus predictis, illud dicto priori et prioratui seu monasterio pro nobis et successoribus nostris in perpetuum damus, soluimus, remictimus et quictamus pro remedio anime nostre et etiam animarum predecessorum nostrorum. Item cum predecessores nostri, ut superius est expressum, plures res et possessiones, homines, vineas, terras, prata, nemora, census siue seruicia et alias facultates, molendina, ... decimas et alia plura quecunque dederint et concesserint dicto prioratui et monasterio, prout scimus et in suis litteris siue priuilegiis datis et concessis ab antecessoribus nostris usque nos plenius continetur, illa omnia quecunque sint et quo nomine censeantur, nos dictus comes, pro nobis et successoribus nostris, predicto priori et prioratui seu monasterio quittamus, approbamus, confirmamus et etiam emologamus, prout dicto prioratui et monasterio ab antecessoribus nostris datum et concessum extitit quoquo modo. Promictentes bona fide pro nobis et successoribus nostris omnia predicta complere et actendere et plenarie obseruare, et nunquam contra per nos vel per alium facere, vel venire. In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Datum apud Rumillie subtus Curnillionem, die veneris ante festum beati martini hyemalis, anno ab incarnatione Domini millesimo ducentesimo nonagesimo sexto.

(Arch. Turin. Ch. des Comptes. Invent. 106. Genevois, n° 2. — Communiqué par la Société Savoise. d'hist. et d'archéol.)

253

1297, 9 Février. — *Hommage d'Ulric Prévessin, citoyen de Genève, à Amédée, comte de Genevois, pour divers biens situés à Saconnex-le-Petit.*

Anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo octavo, indicione decima secunda, die Sabbati post Purificationem beate Marie Virginis, in presentia mei notarii infrascripti et testium infrascriptorum propter hoc specialiter vocatorum, constituti Illustris vir dominus Amedeus Comes Gebennesii, ex una parte, et Vlricus dictus Previsius civis Gebenn., ex altera. Dictus Vlricus, non vi, non dolo, non metu, ut ipse asserit, sed spontanea voluntate, pro se et suis heredibus, venit homo ligius dicti Domini Comitis et eidem domino comiti presenti et recipienti, nomine et ad opus sui et suorum heredum in comitatu succedentium, fecit homagium ligium et fidelitatem, salvo tamen homagio et fidelitate domini Episcopi Gebenn. qui nunc est et qui pro tempore fuerit in futurum, et adcipit dictus Vlricus a dicto domino Comite in pheodum res et possessiones inferius declaratas, una cum tertia parte abergamenti es iomarens, que possessiones sunt inter jocarium de Sachonay lu pitet. Res sunt hec: Primo, tenet Hugo Tergniet sex posas prati sitas inter forestam domini Episcopi Gebenn. et villam de Sachonay, juxta pratum Aymonis Vicini, ex una parte, et ochiam Perussodi de Palude, ex altera. Item tenent heredes . . . . . quandam peciam prati sitam inter pratum domini Episcopi Gebenn. ex una parte, et pratum Hugonis firagii, ex altera. Item duas posas terre sitas inter terram Johannis Beiodi, ex una parte, et terram Perieti Coherchillie, ex altera. Item tenent heredes Perussodi de Palude fratres, de Bona, tres posas terre sitas in Cresto inter vineam Perieti de Sancto Apro a duobus lateris et adfrontant prato Ecclesie Sancti Geruasii. Item quinque posas terre sitas en lochi, inter terram Petri de Sancto Apro ex una parte, et terram Mauricii de Palude ex altera. Item unam posam sitam in dicto Cresto cum dimidia alia posa terre inter vineam domini Lamberti de Gebennis, Præsbiteri, ex una parte, et terram puerorum de Fernay ex altera. Item quandam posam terre sitam inter terram puerorum de Fernay ex una parte, et viam per quam itur de Sachonay versus le Bochet ex altera. Item en chunleix duas posas terre sitas inter terram Bernardi de Sachonay, ex una parte, et terram ecclesie Sancti

Geruasii, ex altera. Item unam posam terre sitam inter terram domini episcopi Gebenn., ex una parte, et terram Rodulphi de Quintrinsex, ex altera. Item unam posam terre sitam en iroucheres, inter terram Johannete relicte Lamberti Charanton, ex una parte et terram Bernardi, ex altera. Item unam posam terre sitam inter terram Ay. Vicini, ex una parte, et viam per quam itur de Sachonay versus Gebennas, ex altera. Item tres posas terre et prati sitas inter terram es Robers, ex una parte, et viam per quam itur de Gebennis versus Guennaym, ex altera. Item unam posam terre sitam es peres inter terram Geruasii, ex una parte, et viam per quam itur a Gebennis versus Sachonay lu grant, ex altera. Quasquidem res et possessiones supradictas dictus Vlricus pro se et suis heredibus confitetur et manifeste recognoscit ad requisitionem et instanciam dicti domini Comitis se tenere et velle tenere et debere ex nunc in anthea a dicto Comite presenti et dictam confessionem . . . . . ad opus sui et suorum prenominatorum, et se debere ipse et sui heredes predicto domino Comiti et suis prenominatis pro dicto feodo homagium ligium, salva tamen fidelitate et homagio predicti domini Episcopi. Quam inquam fidelitatem predictus Vlricus pro se et suis heredibus promittit, per juramentum suum super Sancta Dei Evangelia eidem corporaliter prestitum, ratam tenere et servare eidem domino Comiti et suis prenominatis, et ipsum juvare contra omnes, excepto Episcopo predicto, et non contravenire, neque contravenire volenti in aliquo consentire, sed omnia predicta rata, grata et firma perpetuo tenere et habere. Actum apud Sachonay ultra Alvam, ante domum que fuit Domini Hugonis quondam de Sachonay ubi testes sunt vocati et specialiter ad hoc rogati, scilicet dominus Nantelmus de Compeis miles, dominus Jaquobus Prior de Bonavoyt, Stephanus Escaquet clericus, Petrus de Lullye, cum pluribus aliis et ego Petrus de Bossie auctoritate imperiali publicus notarius interfui rogatus scripsi, tradidi, complevi et signo meo fideliter signavi. — Item eadem die, eodem anno et eadem indicione quibus supra, in presentia mei notarii predicti et testium infrascriptorum propter hoc specialiter vocatorum, constituta Beatrix uxor dicti Vlrici, non vi, non dolo, non metu, ut ipsa asserit, sed spontanea voluntate confitetur et dicit asserendo quod dictus Vlricus, eius maritus, premissa omnia et singula fecerat ad reparationem, confessus fuerat et promiserat, ut superius continetur, de ipsius Beatricis mandato et voluntate expressa, et ipsa omnia universa et singula, pro se et suis heredibus, laudat, garantat et adprobat ipsa Beatrix dicto domino Comiti et suis prenominatis et michi notario infrascripto presenti stipulanti no-

mine et ad opus dicti domini Comitis et suorum prenominatorum, promittens dicta Beatrix, per suum juramentum super sancta Dei Evangelia corporaliter prestitum, predicta omnia universa et singula rata tenere et non contravenire facto, verbo vel opere, neque contravenire volenti in aliquo consentire, et ad predicta rata, grata et firma tenenda et habenda obligat se dicta Beatrix et suos heredes perpetue in futurum. Actum de dicta Beatrice apud Gebennas, infra domum dicti Vlrici eius mariti, ubi testes sunt vocati et specialiter rogati Johannes Nichodi, Stephanus de Bossis dictus Tissot, Nicholaus Juglar. Et ego Petrus predictus, auctoritate imperiali notarius publicus, inter hiis fui rogatus, presens publicum instrumentum scripsi, tradidi, compleui et signo meo fideliter signani.

(Arch. Turin. Prov. de Genevois. Paq. 34, Saconay.)

254

1297, 7 Juillet. — *Garantie donnée par les principaux vassaux du comte de Genevois d'observer et de faire observer la paix conclue entre lui et le comte de Savoie.*

Nos Richerdus de Duyn, Petrus de Compesio, Johannes de Langins, Guillelmus de Arlo, Aymo de Sellanova, Rodulphus de Ponte Vitreo, Petrus de Duyn, Guido Vuagnardi, Antelmus de Compesio, milites, Theobaldus de Vileta, Petrus de Greyssiaco, Aymo de Troches, Albertus de Cletis, Henricus de Viriaco, Petrus de Terniaco, Richerdus de Ponte Vitreo, Henricus de Sellanova, Aynardus de Grandimonte, Aymo de Monteforti, Aymo de Mentonay, Petrus de Greysiaco filius quondam domini Guillelmi de Greysiaco, Robertus de Moxiaco filius quondam domini hugonis de Moxiaco, domicelli, Guicherdus decanus Anaysiaci, Stephanus eschaqueti cappellanus et Jacobus eschaqueti de Anaysiaco, Notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod cum post pacem et concordiam factam inter illustres viros dominum Amedeum comitem Sabaudie ex una parte, et dominum Amedeum comitem Gebenesii ex altera, de guerris quondam inter eos vertentibus, compromissum factum fuit per eosdem de omnibus littibus, causis, controversiis, querelis et rancuris, inter eos tunc temporis vertentibus ad invicem, in Reverendum in Christo patrem Dominum

Guillelmum Dei gratia Lausanne episcopum, et in venerabilem virum Dominum Aymonem de Quarto precentorem maioris ecclesie Lugdunensis, tamquam in arbitros, arbitratores, et amicabiles compositores, et ipsi dominus episcopus et dominus Aymo precentor inter cetera pronunciaverunt quod dictus dominus comes Gebenesii faciat et procuret et se facturum et curaturum promittat, quod nos Richerdus de Duyn, Petrus de compesio, Johannes de Langins, Guillelmus de Arlo, Aymo de Sellanova, Rodulphus de Ponte Vitreo, Petrus de Duyn, Guillelmus Vuagnardi, Antelmus de Compesio, milites, Theobaldus de Vileta, Petrus de Greysiaco, Aymo de troches, Albertus de Cletis, Henricus de Viriaco, Petrus de terniaco, Richerdus de Ponte Vitreo, Henricus de Sellanova, Arnaudus de Grandimonte, Aymo de Monteforti, Aymo de Menthonay domicelli, et nos Richerdus decanus Anaysiaci, Stephanus Eschaqueti cappellanus et Jacobus eschaqueti de Anaysiaco, et dominus Guillelmus de Greysiaco quondam et dominus Hugo de Moxiaco quondam, milites, promittamus, juremus et nos fideiussores obligemus erga predictum dominum comitem Sabaudie, meliori et fortiori modo quo fieri poterit, et nos acturos et curaturos de dicta pace tenenda per dictum dominum comitem Gebenesii et inviolabiliter observanda, et quod si dictus dominus comes Gebenesii veniret contra dictam pacem inter eos factam, in toto vel in parte, quod nos ipsum dominum comitem Gebenesii non juvaremus contra dictum dominum comitem Sabaudie, sed essemus exempti a fidelitate in qua eidem domino comiti Gebenesii tenemur, donec eidem domino comiti Sabaudie esset satisfactum de hiis que forefacta essent contra federa dicte pacis. Id circo nos Richerdus de Duyn, Petrus de Compesio, Johannes de Langins, Guillelmus de Arlo, Aymo de Sellanova, Rodulphus de Ponte Vitreo, Petrus de Duyn, Guido Vuagnardi, Antelmus de Compesio, milites, Theobaldus de Vileta, Petrus de Greysiaco, Aymo de Troches, Albertus de Cletis, Henricus de Viriaco, Petrus de Terniaco, Richerdus de Ponte Vitreo, Henricus de Sellanova, Aynardus de Grandimonte, Aymo de Monteforti, Aymo de Mentonay, domicelli, et nos Richerdus decanus Anaysiaci Stephanus Eschaqueti capellanus, et Jacobus Eschaqueti, et nos Petrus de Greysiaco filius quondam dicti domini Guillelmi de Greysiaco militis, et Robertus de Moxiaco filius quondam domini Hugonis de Moxiaco, successores et heredes ipsorum domini Guillelmi et domini Hugonis patrum nostrorum, ad preces, requisitionem et mandatum prefati domini comitis Gebenesii erga predictum dominum comitem Sabaudie, de pace predicta tenenda et federibus dicte pacis per predictum dominum comitem Gebe-

nesii inviolabiliter observandis, obligamus nos fideiussores meliori et fortiori modo quo possumus, et quo fieri et excogitari potest, et promittimus bona fide et per sollempnem stipulationem, pro nobis et nostris heredibus dicto domino comiti Sabaudie presenti et recipienti, pro se, suisque heredibus, nos acturos et curaturos cum effectu quod pax predicta et dicte pacis federa et omnia capitula in ipsa pace contenta, per ipsum dominum comitem Gebenesii inviolabiliter servabuntur, et si contingeret, quod absit, quod dictus dominus comes Gebenesii, veniret, faceret, facto, verbo, vel opere, contra pacem predictam, in toto vel in aliqua sui parte, Nos promittimus bona fide et per sollempnem stipulationem pro nobis et nostris heredibus ut supra, eidem domino comiti Sabaudie recipienti pro se suisque heredibus ut supra, quod ab inde in antea non juvaremus dictum dominum comitem Gebenesii, contra dictum dominum comitem Sabaudie nec contra eius heredes, facto, verbo, consilio, vel opere, nec modo aliquo alio qui dici vel excogitari possit, donec integraliter satisfactum esset ipsi domino comiti Sabaudie vel ejus heredibus, de illis et illorum singulis que fecesset dictus dominus comes Gebenesii, vel ipsius heredes fecissent contra pacem et federa pacis predicte per ipsum dominum comitem Gebenesii vel ejus heredes. Renunciantes per pactum interpositum exceptioni doli mali, metus, et in factum actioni, epistole divi Adriani, legi dicenti principalem prius conveniendum quam fideiussorem, et omni juris beneficio per que possemus venire contra predicta vel aliqua de predictis, et predicta omnia et singula promittimus dicto domino comiti Sabaudie stipulanti, nominibus quibus supra, attendere, servare, facere et complere, et contra non facere vel venire modo aliquo, nec contra venienti consentire, nec aliquid dicere, opponere, proponere et allegare contra predicta vel aliqua predictorum, que minus predicta omnia servemus et servare teneamur, sub expressa ypotheca et obligatione omnium bonorum nostrorum et ad sancta Dei evangelia juramus corporaliter. In quorum omnium robur et testimonium sigilla nostra duximus presentibus apponendum. Datum die Sabbati in Octaba Apostolorum Petri et Pauli, Anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo septimo.

(Arch. Turin. Duché de Genevois. Paq. 3, N° 4.)

255

1297, 31 Octobre. — *Vente d'une pièce de terre au prieur de Satigny.*

Nos Officialis Curie Gebenn. notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis quod, in presentia Girardi de Chiurier clerici curie nostre jurati, cui quantum ad hoc commisimus vices nostras, in sua presencia propter hoc specialiter constitutus richardus de petra de Satignie, non vi, non dolo, non metu inductus, sed sciens, prudens et spontaneus, vendit pro se et heredibus suis assignatis uel assignandis, et titulo pure et perfecte venditionis tradit monacho de Satignie nomine suo et ecclesie de Satignie quamdam peciam terre sitam in territorio de Satignie, subtus satignie, confrontatam vie publice per quam itur uersus foliaciz ex una parte, et ex altera iuxta quoddam pratum quod est domus de satignie, et ex altera terre de rusins, et ex altera terre dicti pilichet de burdignin, precio quadraginta et septem solidorum gebenn. quos confitetur et recognoscit dictus richardus recipisse a dicto monacho in bona pecunia numerata. Deuestiens se dictus richardus de dicta pecia terre et dictum monacum nomine suo et ecclesie de satignie inuestit per traditionem presentium, Promittitque dictus richardus per juramentum suum super sancta dei euangelia corporaliter prestitum, quod contra dictam venditionem non veniet, per se uel per alium, uerbo, facto uel opere, nec alicui contra ire volenti consentiet in futurum, verum quod dictam peciam terre dicto monacho manutinebit ab omnibus et contra omnes. Renuncians in hoc facto dictus richardus omni exceptioni doli mali, metus et in factum, juri dicenti generalem renunciationem non valere nisi precesserit specialis, et exceptioni pecunie non numerate, non tradite, non habite, et omni juri scripto et non scripto, per quod posset venire contra predicta uel aliquod de predictis. Hoc expresse in pacto inter ipsos deducto, quod dictus richardus dictam peciam terre pro eodem precio quocienscunque voluerit possit rehemere et habere a dicto monacho. In cuius rei testimonium . . . . . Datum in vigilia omnium sanctorum, A°. domini m°. cc°. nonag°. vii°.

(Arch. Gen.)

356

1298, Juin. — *Concession de pâturages faite au couvent de Bonmont par Humbert, seigneur de Thoire et Villars.*

Nos Humbertus Dominus de Thoire et de Villars, notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis quod nos pro nobis et heredibus nostris, et pro remedio anime nostre et omnium predecessorum nostrorum damus .... in elemosinam puram et irrevocabilem, Deo et B. Marie Monasterii Bonimontis, et fratribus ibidem Deo servientibus pascua ad opus omnium animalium suorum in tota terra nostra baronia et toto dominio nostro. Precipientes ... omnibus Castellanis et servientibus nostris ut dictam elemosinam nostram faciant ab omnibus observari inviolabiliter ..... Promittentes ..... In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus duximus apponendum. Datum A. D. millesimo ducentesimo nonagesimo octauo in mense Junio.

(Arch. Laus. Reg. Copie de Bonmont, N° 101.)

357

1298, 10 Août. — *Reconnaissance en faveur de l'Évêque faite par Walter, curé de Viu.*

Nos Valterus Curatus de Vyù, notum facimus ..... quod nos tenemus et tenere confitemur in personali beneficio ad vitam nostram duntaxat, a reverendo Domino M. Episcopo Gebenn. nomine ecclesie gebenn. xviij solidos gebenn. annui census quos debet hugonetus et albus de taconay. Item lxx solidos censuales, de quibus debent petrus, amedeus et Raymondus de colonges fratres et Gaya soror eorum xxiiij solidos. Petrus folz pro uxore sua et villarz frater dicte uxoris et maria de teysel ix solidos. Item folluz xij solidos. Item Ray. et thosà de taconay xij solidos. Radulphus de bar agricola vij solidos et R. de borial ij solidos et garinus de ar-

iiij solidos. Item furnum de vyu. Item ij possas terre sitas inter terram Jo. de marcoseyl et .... Item confitemur nos tenere ad vitam nostram, sub annuo censu x solid. soluendis dicto D. Episcopo ad festum S. Michaelis, quoddam pratum quod fuit P. Willelmi de Chiunyz situm apud vyu, subtus grangiam nostram, quam possidemus nomine ecclesie nostre de vyu. Datum A. D. m°. cc°. lxxxx°. viij°., indictione xj^a., die Sabbati post assumptionem B. Marie virginis.

(Arch. Gen. L. Salaz, N° 19.)

358

1298, 2 Octobre. — *Nomination du curé de Mont-Saxonnet faite par Martin, évêque de Genève.*

Nos Humbertus humilis Abbas de Syz, totusque eiusdem loci conuentus, notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis, quod Reuerendus in Christo pater dominus M. dei gratia Gebennensis episcopus, dominum Petrum de Verclanz canonicum nostrum de Syz ad preces nostras de gratia speciali ad regimen ecclesie de monte de Sersunay, dyocesis gebennensis, in qua ius patronatus ad nos dinoscitur pertinere, instituit et admisit, hac uice tantum. In cuius rei testimonium sigilla nostra duximus presentibus apponenda. Datum apud Syz, die mercurii post festum beati michaelis, anno domini mill°. ducentesimo nonog°. octauo.

(Arch. Gen. P. H., N° 136.)

359

1298, 9 Novembre. — *Abandon par Amédée, comte de Genevois, de ses droits sur les biens et les hommes pour lesquels Etienne Chabert de Vilette a prêté hommage à l'Evêque de Genève.*

Nos Amedeus Comes Gebenn. Notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis quod, cum Stephanus Chaberti de vileta, domicellus,

intrauerit in homagium venerabilis patris in Christo D. Martini Episcopi Gebenn., recipientis nomine suo et successorum suorum, et recognouerit se tenere et velle tenere in feodum a dicto Episcopo, et successoribus suis, res que inferius declarantur, quas res idem Stephanus asserit de alodio suo, et hoc fecerit idem Stephanus pro se et suis heredibus, nos pro nobis et nostris heredibus confitemur easdem res esse de proprio alodio ipsius Stephani. Et si aliqualiter dicantur aut reperiantur esse de nostro feodo, concedimus eas eidem Stephano in alodium proprium, volentes quod eas teneat ipse et heredes eius in feodum ab ipso D. Episcopo et eius successoribus et ecclesia gebenn. Res vero predicte sunt hec, videlicet quadam vinea sita apud Veyrie prope ecclesiam iuxta viam publicam ex una parte, et iuxta vineam Girardi de veyrie ex altera, et confrontatur domui petri de boulo. Item martinus de veyrie li gros, et Johannes de monte eiusdem loci, homines censiti dicti Stephani, cum omni posteritate et tenementis hominum predictorum. In cuius rei testimonium .... Datum die crastina octab. festi omnium Sanctorum. A. D. m°. cc°. lxxxx°. viij°.

(Arch. Gen. L. Jussye, N° 2.)

— -·- —

960

1298; 9 Novembre. — *Plusieurs habitants de Peney se mettent sous la sauvegarde d'Amédée, comte de Genevois.*

A. D. m°. cc°. nonag°. octauo, indictione undecima, quinto Ydus nouembris ... coram Clemente de Juria Notario ..... constituti personaliter homines infra nominati habitantes in villa de Piney, videlicet Vull°. dictus fol de piney, Joh. Souterii, Brunetus de Betugnie, Vull°. de Villa, Ay. Souterii, Boquetus, Peronetus Souterii, Laurencius Junodes, Perronetus de Villa, Perronetus de Brenaz, Perronetus Matricularii, Jaquetus de Tez, Stephanus de Russins li gotreus. Stephanus de Bogena, Mermetus Thoyrier, Mermodus de Beauna, Johannes de Villa, Stephanus Contez, Joh. de Minna, Joh. dictus Saynoz besaneuns, Jaquerius filius Hug. Souterii, Humbertus et Hugo de Gez, et Berterius filius quondam

Girondeti, confitentur .... ad requisitionem dicti Notarii vice et nomine Domini Amedei Comitis Gebenn.... se et totam villam de Piney posuisse in saluagarda et custodia dicti D. Comitis, hominesque, uxores, liberos et res ipsorum quecunque sint et quocunque nomine censeantur, et adhuc se ponunt. Promittentes quilibet eorum per juramenta sua ... pro se et aliis habitatoribus dicti loci et heredibus ipsorum .... dictum D. Comitem et suos juuare et seruare in omnibus et per omnia in portu et in aliis auxiliis quandocunque possent dici vel nominari, excepto quod contra D. Episcopum Gebenn. nichil committerent, et pro uno modio auene nomine garde annuatim solvendo per dictos confitentes et suos ..... famulo vel mandato dicti D. Comitis. Hoc expresso quod dictam gardam non possit petere ad vitam D. Episcopi Gebenn. qui nunc est, et quousque post ipsius D. Epi. Gebenn. mortem. Qui etiam homines dicunt se constituisse procuratores super hoc una cum aliis habitatoribus dicti loci, videlicet dictum Vul. fol, Joh. dictum Sayno, Ste. Coutel, Ste. Bogeua et Joh. Emot ..... Actum apud Piney retro domum Curati dicti loci, presentibus Domino P. Curato dicti loci de Piney, Ay. Souter de Lulie, Girodo Mistrali de Perlie, Jonodo Sechal, vidone de euri, Peron. filio Joh. de euri et D. Ay. Curato S. Julini, testibus vocatis ..... Ego vero P. Fina de Ruppe, notarius, hoc instrumentum de protocollis dicti quondam notarii levaui auctoritate judiciaria michi super hoc concessa ad opus dicti Di. Comitis.

(Arch. de Turin. Genève, catégorie 5, Paq. 1, N° 10.)

261

1298, 24 Novembre. — *Appel émis au nom de Louis de Savoie, seigneur de Vaud, contre la publication de l'Evêque de Genève portant défense de recevoir la monnaie que le dit seigneur fait frapper à Nyon.*

Anno domini m°. cc°. nonagesimo octavo, die Lune in crastino B. Clementis, ... in presentia mei Notarii constitutus Dominus P. Symonis, miles, procurator Illustris viri D. Ludovici de Sabaudia Domini Waudy, ut apparebat per litteram sigillatam sigillo dicti D. Ludovici, quam ostendit Domino Episcopus Gebenn.... proposuit procuratorio nomine dicti

D. Ludovici in presentia venerabilis patris Domini M. Dei gratia Episcopi Gebenn. infrascripta. — Domine Episcope, datum est intelligi Domino meo D. Ludovico, quod vos fecistis preconizari sub certa pena in civitate Gebenn., quod nullus capiat monetam quam cudi facit Dominus meus Dominus Ludovicus apud Nyvidunum. In hoc facto fecistis sibi injuriam, dedecus et gravamen. Requiro vos, nomine quo supra, quod predicta velitis revocare. Nam si super facto dicte monete, vel quolibet alio, de dicto Domino meo conqueri volueritis, vel reputatis ecclesiam vestram esse gravatam, paratus est Dominus meus stare juri in Curia D. Comitis Sabaudie, cujus est homo dictus Dominus meus, vel in Curia D. Archiep^{i}. Vyenne metropolitani vestri, vel summi Pontificis, vel Regis Alamannie, vel convenire vobiscum de amicis communibus jurisperitis, qui amici breviter et de plano, de jure ecclesie vestre, si quod habet, in prohibendo cudi dictam monetam et cursum dicte monete, et suo cognoscant. Insuper paratus est vobis facere restitutionem et emendam, si quam facere debet super predictis, ad cognitionem predictorum D. Comitis Sabaudie, vel D. Archiep^{i}. Vyenne vel summi Pontificis, vel Regis Allamannie, vel communium amicorum. Et predicta omnia et singula, procuratorio nomine dicti Domini mei . . . vobis offero me pro ipso facere incontinenti. — Dictus vero Episcopus respondit quod predicta non revocaret. — Dictus vero procurator dixit D. Episcopo quod injuriabatur D. Ludovico cum facere cudi monetam dicto D. Ludovico competeret tam ex nobilitate sui generis, tam ex consuetudine, quam aliis justis de causis et rationabilibus, de quibus erat paratus facere fidem, loco et tempore competenti. Requisivitque insuper dictus procurator . . . D. Episcopum, ut si . . . quos processus fecerit contra dictum D. Ludovicum, monetarios, operarios, magistros dicte monete, familiares, fautores, consiliarios eorumdem, quod sibi fieret copia . . . . . — Qui Episcopus ad hoc nichil respondit, sed dixit quod crastina die responderet eidem apud Gebenn.— Incontinenti dictus miles . . . . appellavit prout inferius continetur. — Quum appellationis remedium, nondum oppressis, sed opprimi timentibus, a juris beneficio est indultum, idcireo coram vobis Domino M. dei gracia Episcopo Gebennensi, ego P. Symonis miles, procurator. . . . D. Ludovici de Sabaudia Domini Waudi, nati inclite recordationis Domini Thome de Sabaudia Comitis, dico et propono ut infra sequitur. — Inprimis, quod notorium est et manifestum quod Comites Sabaudie, et ex ipsis Comitibus per lineam masculinam descendentes, in terris et baroniis suis ubique, pro libito voluntatis sue sunt in possessione et quasi, probam et

legalem monetam cudendi et faciendi per se vel per alium, et in eadem possessione et quasi fuerunt et steterunt per tantum tempus cujus memoria in contrarium non extitit. — Item, quod tempore in terra Pedemontis et episcopatu Taurinensi que ad ipsum et coheredes suos ex successione dicti patris sui devenit, pro jure Comitum Sabaudie et descendentium ex eisdem una cum dictis coheredibus suis, monetam suam cudi fecit, contradictione alicujus non obstante. — Item quod Ill. vir D: Philippus de Sabaudia nepos dicti D. Ludovici, tenens dictam terram suam Pedemontis ex successione sua et pro jure Comitum Sabaudie et descendentium ex eisdem, adhuc ibidem monetam cudi facit et cudit per se vel per alium, sine contradictione alicujus, pro jure antedicto. Item quod castrum Nyviduni et ejusdem castri Baronia, dominium, territorium et districtus, ad ipsum D. Ludovicum in solidum pertinet, ex causa successionis seu divisionis facte inter ipsum et Dominum A. Comitem Sabaudie de terris et Baroniis et in terris et Baroniis comitatus Sabaudie. In quo castro Nyviduni episcopalis sedes esse consuerit ab antiquo. — Cumque vos, predicte Domine Episcope, preconizari feceritis in terra vestra et civitate Gebenn., sub certa pena, quod aliquis non capiat monetam dicti D. Ludovici quam cudi facit in dicto castro suo Nyviduni, dicendo et asserendo publice quod monetam dicti D. Ludovici non permittetis currere vel cursum habere in terra et dyocesi vestra Gebenn., plura vero alia comminatoria verba super facto predicto dicendo et faciendo. Propter que, ex predictis et aliis veris similibus conjecturis et per vos comminatis futuris gravaminibus timeat .... ne ipsi in dicto castro suo facienti cudi pro jure predicto monetam suam, prestitis impedimenta .... quoquomodo. Idcirco ex dictis gravaminibus .... et maxime cum munitus sit ex largitione imperiali, speciali privilegio cudendi et faciendi monetam predictam, a vobis, juridictione, audientia et Curia vestra, et contra omnem processum vestrum et omnem sententiam et interdictum vestrum per vos vel per alium contra ipsum, terram suam, familiares, subditos suos, magistros monetarum suarum, monetarios et operarios quoscunque in ipsis monetis et familiares et merchatores eorumdem, et specialiter et generaliter contra universos et singulos utentes dictis monetis suis, ementes et vendentes ad easdem monetas ... et specialiter contra Barones, Principes, Dominos terrarum qui in terris suis dabunt cursum dicte monete sue ... ad D. Archiepiscopum Vyenne et ejus sedem metropolitanam, vel ad Dominum meum summum Pontificem et ad ejus sedem apostolicam vel ad excellentissimum principem D. Albertum Dei gracia Romanorum Regem semper

augustum et ejus Curiam, et ad quemlibet de predictis quem ego vel D. Ludovicus duxerit eligendum, et ad quem de jure vel consuetudine melius potest devolvi appellatio .... in hiis scriptis, jure, modo et forma quibus melius possum, pro ipso, et universis et singulis predictis, et pro omnibus quorum interest .... provoco et appello. Supponens eum, et omnes predictos, terram suam, familiam, subditos, ementes et vendentes ad eamdem, Barones, Principes, Dominos terrarum, dantes cursum dicte monete sue per terras suas, et alios quoscunque quorum interest ... protectioni predictorum et cujuslibet eorumdem. Petens nomine quo supra, ... et cum instantia apostolos michi tradi .... Protestans pro ipso ... de predicta appellatione .... innovandicum opportunum fuerit ... Protestor etiam quod presentem provocationem prosequam legitime loco et tempore competenti. Asserens et jurans tactis sacrosanctis evangeliis predicta omnia gravamina esse vera, et ea offerens me probaturum loco et tempore competenti ..... Actum apud Lulie, juxta ecclesiam anno et die quibus supra, presentibus testibus ... D. Aymone de Lulie milite, D. Joh. de Lulie monacho, P. Parotii, et D. Henrico Decano Albone, et me Magistro Renorio, imperiali auctoritate publico Notario.... —*Suit la transcription des pouvoirs donnés par Louis de Savoie, seigneur de Vaud :* Nos Ludovicus de Sabaudia Dominus Waudy, notum facimus universis, quod nos facimus, constituimus et ordinamus nostros certos nuncios, Syndicos et procuratores, Dominum P. Symonis militem nostrum, D. Guill. Jumni jurisperitum, D. Humb. de Turre canonicum Mauriann., D. Girardum de Villeta presbiterum, D. Robertum Anglici de Abbatis villa clericum nostrum, P. de Camera de Bellicio clericum, Joffridum de Grandimonte domicellum fidelem nostrum, Guyonetum de Camera civem Bellicensem, Hugonetum de Valenconia mistralem nostrum Nyviduni, latorem seu latores presentium et quemlibet eorum insolidum... ad appellandum ad sedem apostolicam seu sedem metropolitanam, seu ad quemcunque alium ad quem de jure fuerit appellandum, pro nobis ac universis ... nobis subditis, et pro quibuscunque aliis personis ecclesiasticis seu secularibus, collegiis vel universitatibus nobis adherentibus, et quibuscunque gravaminibus, sententiis seu monitionibus nobis, vel adherentibus nobis illatis, factis vel etiam comminatis, specialiter... cursum et factionem monete nostre ... impedientibus, turbantibus vel molestantibus quoquomodo, et quocumque modo dicta gravamina sint illata..... Promittentes ..... In cujus rei testimonium presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum.

Datum apud Pranginum A. D. m°. cc°. nonagesimo octavo in die Apparitionis.

(Arch. Turin. Genève, Catég. 1. Paq. 5, N° 5. Extrait par Mallet.)

263

1298, 6 Décembre. — *André de la Corbière reconnait être homme-lige de l'Evêque et tenir de lui des hommes et des terres à Chalex, Dardagny, etc.*

Anno Domini m°. cc°. nonagesimo octavo, indictione duodecima, octavo Idus Decembris, in presentia mei notarii constitutus Andreas de Corberia domicellus . . . confitetur . . . Domino M. divina gracia Episcopo Gebenn. presenti et dictam confessionem recipienti, et ad ejus interrogationem, se esse hominem ligium Episcopi supradicti, nomine episcopatus et ecclesie Gebenn., facitque homagium eidem Episcopo prout moris est. Promittit . . . facere, reddere et inviolabiliter observare eidem Episcopo universa et singula que spectant ad fidelitatem supradictam, et que debet facere et procurare homo ligius Domino suo. Hec vero sunt res pro quibus idem Andreas fecit dicto Domino Episcopo homagium. — In primis omnes homines quos idem Andreas possidet in parrochia de Chaloys cum omnibus tenementis eorumdem. Item nemus quod volgaliter vocatur li foret situm in territorio de Chaloys et terre et prata sita circum circa dictum nemus. Item apud Dardanie fidelitates, feuda et homagia que et quas debet eidem albergum illorum de Rumillier, quas fecit ei Hugo et filius quondam Girardi de Rumillier et P. filius quondam D. Puthodi militis. Item mediam fidelitatem et dimidium feodum pro indiviso albergi quondam Johannis de Chaloys. Item homagium quod debet eidem P. filius quondam Stephani de Blania apud Chaloys. Item apud Marvaz pro indiviso homagium dictorum Malez et tenementa eorumdem. Item homagium et feodum quod facit Aymonetus dictus Rumillie de Fayneres. Item apud Marnay in parrochia S. Joh. de govoles Johannem Arthodi et ejus tenementum . . . . Actum Gebenn. in longa mala, coram D. Humb. de ponte curato de Thono, D. Emerico de Chisnye, decano Albone. Et Ego Jacobus de Corsiaco, notarius . . . .

(Arch. Turin. Genève, Catég. 1. Paq. 3, N° 1.)

263

1298, 8 Décembre. — *L'Evéque de Genève, sur la présentation de l'abbé de Bonmont, nomme un curé pour l'église de Greins.*

M. divina permissione Gebenn. Episcopus, dilecto nostro Jacobo clerico filio Johanni de gingins domicelli, salutem in Domino. Ecclesiam de greins nostre diocesis, vacantem per liberam resignationem D. Alberti curati quondam dicte ecclesia, tibi conferimus ad presentationem Abbatis Bonimontis, nostre diocesis, Cisterciensis ordinis nomine. per fratrem hudricum de Lausanna monachum et cellerarium bonimontis, dicentis se missum ad presentationem predictam faciendam per ipsum D. Abbatem nomine ejusdem Abbatis et pro ipso, curam dicte eeclesie tibi committentes quamdiu vixeris salubriter gubernandam. Mandantes decano Albone ut de dicta ecclesia, pertinenciis et appendiciis ejus, per se vel per alium te investiat corporaliter ut est moris. Datum cum appositione sigilli nostri, die lune post festum B. Nicolai A. D. m°. cc°. nonagesimo octavo.

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. N.)

264

1299, 16 Octobre. — *Jugement du châtelain de Mont entre la communauté de Gimel et l'abbaye de Bonmont.*

Nos Guigonetus de Bignins domicellus, Castellanus de Montibus pro illustri viro D. Ludovico de Sabaudia Domino Waudi, notum facimus.... quod cum questio verteretur inter communitatem seu universitatem hominum ville de Gimello ex una parte, et Abbatem et conventum Bonimontis ex altera, super chalmibus de bruney et universis eorum appendiciis in quibus dicti homines dicebant se debere habere usum pascendi, mittendi et tenendi animalia sua, et quod dicti religiosi aliquas bestias, nisi suas proprias, debebant in eisdem chalmibus mittere vel tenere seu

depasci facere, dictis religiosis in contrarium asserentibus, et pro certo affirmantibus dicte chalmes . . . . erant proprie ipsorum religiosorum, et ad ipsos proprietas earumdem et omne dominium pleno jure pertinebant, et quod dicti homines nullum jus habebant modo aliquo in eisdem. Et cum dicti homines de Gimello dicta occasione pignorassent dictos religiosos, turbantes et inquietantes eosdem, dicti religiosi super predictis fecerunt nobis clamam de dictis hominibus et communitate . . . . — Nos vero super dictis questionibus et clama nobis facta, dictis partibus assignavimus prout moris est et consuetudinis primam diem, et iterum secundam diem, et iterato tertiam diem juris, videlicet decimo septimo Kal. Novembris apud Brussins coram nobis. Quarum dierum assignationes dicte partes acceptaverunt et comparuerunt ad easdem. Qua quidem tertia die juris ut demum est assignata apud Brussins, fuit ex parte dictorum religiosorum propositum D. Stephano Abbate dicti loci presente . . . . . Et quia causa ista inter dictas partes extitit olim ventilata coram magistro Remundo tunc temporis Judice Illustrissimi viri D. Petri quondam Comitis Sabaudie sicut continebatur in quibusdam litteris super hoc confectis, sigillatis sigillo Curie prefati D. Comitis et sigillis Domini Remondi de Thoyre canonici Gebenn. et D. Girodi de Capella, militis, tunc temporis Castellani de Albona. Quare fuit petitum nomine dictorum religiosorum quod dicte calmes eisdem adjudicarentur, et quod dicti homines restituerent dictis religiosis quendam roncinum de quo pignoraverant . . . . et super istis petierunt jus sibi per nos reddi, et se absolvi ab impetitione hominum predictorum.—Dictis hominibus de Gimello ad dictam diem juris sibi assignatam presentibus et contra petitionem dictorum religiosorum nichil opponentibus . . . licet fuissent per nos super hoc pluries requisiti.— Nos communicato consilio virorum discretorum videlicet Guillelmi Juvini Castellani de Nions, Joh. de Changins domicelli, vice domini de Nions, D. Petri de S. desiderio capellani predicti D. Ludovici, fratris Amedei prioris Algionis, D. Girardi curati de Bignins, D. Petri curati de Vinsel, D. Hugonis curati de Cracie, D. Petri rectoris de Luins . . . D. Joh. curati de Gillie, Guillelmi de Disis domicelli, Walcheri et Jacobi de Deluz, fratrum, domicellorum. Johis. de Monset, Nicholai Sechaut de Bignins domicelli, Joh. de Treley domicelli et aliorum . . . . . dictos religiosos investimus per traditionem baculi de dictis calmibus et universis appendiciis earumdem, et de omnibus in eorumdem religiosorum peticionibus contentis et etiam . . . . salvo jure alterius. In cujus rei testimonium, nos predictus Guigonetus Castellanus de Montibus sigillum nostrum

presentibus duximus apponendum. Rogantes universos . . . . . qui predicto judicio nobis astiterunt et qui presentes fuerunt, ut sigilla sua una cum sigillo nostro apponant in testimonium premissorum. Et nos G. Juvini Castellanus de Nions, J. de Changins Vicedominus de Nions, Petrus de S. Desiderio capellanus predicti D. Ludovici, fr. Amedeus prior Algionis, Girardus curatus de Bignins, Petrus curatus de Vinsel, Hugo curatus de Cracie, Petrus rector de Luins, Johannes curatus de Gillie, ad preces et requisitionem dicti Guigoneti Castellani de Montibus, qui presentes fuimus in proferendo predicto judicio, sigilla nostra presentibus duximus apponenda. Datum sive actum dicta die A. D. millesimo ducentesimo nonagesimo nono.

(Arch. Laus. Reg. copie de Bonmont, I, ad N° 260.)

285

1299, 30 Novembre. — *Mandement de l'Evêque de Genève pour autoriser dans son diocèse une collecte en faveur de la reconstruction de l'église de Lausanne, dévastée par un incendie.*

Martinus dei permissione gebennensis episcopus vniuersis abbatibus, prioribus, dechanis, plebanis, curatis, vicariis et aliis ecclesiarum rectoribus in ciuitate et diocesi gebenn. ad quos presentes litere peruenerint salutem in domino sempiternam. Quum vt ait apostolus omnes stabimus ante tribunal Christi recepturi provt in corpore gessimus, siue bonum fuerit siue malum, oportet nos diem messionis extreme maxime operibus preuenire ac intuitu eternorum seminare in terris quod reddente domino cum multiplicato fructu recolligere valeamus in celis, firmam spem fiduciamque tenentes. Nam qui parce seminat parce et metet, et qui seminat in benedictionibus de benedictionibus et metet vitam eternam. Cum igitur dei genitricis ecclesia lausannensis flammis voracibus incendii sit horribiliter deformata, in qua venerabiles reliquie eiusdem genitricis dei et plurimorum sanctorum reposite cum veneratione reservantur, vbi diuina obsequia deuotissime celebrantur, et ibidem diuina maiestas ad demonstrationem meritorum sue matris miracula coruscantia frequentat, vt ostendat in terris hominibus quanti meriti sit exaltata super coros angelorum ad

celestia regna virgo semper et fecunda, et ad cautelam futurorum et munimentum, ne talia contingant in futurum, oporteat reformari dictam ecclesiam opere sontuoso, ad quod facultates eiusdem ecclesie fabrice deputate non sufficiunt, vniuersitatem vestram rogamus, monemus et exortamur in domino, ac in remissionem vobis iniungimus peccatorum, quatenus nuncios dicte ecclesie cum ad vos venerint cum nostris literis semel in anno cum reliquiis benigne recipiatis et honeste tractetis postpositis illa die negotiis aliis vniuersis. Et cum a dictis nunciis fueritis requisiti, ad diem et horam quam lator presentium vobis nominauerit, dum tamen dies dominica vel festum fuerit, parochianos et subditos vestros in vnum conuenire faciatis, verbum exortationis pro ipsis si necesse fuerit assumentes, inducentes eosdem subditos et parochianos vestros, vt qui se voluerit committere patrocinio regine celestis, de bonis sibi a deo collatis pias elemosinas et grata caritatis subsidia ad reformationem dicte ecclesie largiantur, vt per eorum subuentionem prouideatur ecclesie reformationi supra dicte. Et qui hec egerint per hec et alia bona que domino inspirante fecerint, suffragiis matris dei, que quantum velit tantum valet apud filium impetrare, possint ad eterne felicitatis gaudia peruenire. Volumus eciam et precipimus, quod si alique ecclesie vel capelle auctoritate nostra vel officialitatis nostre, aut dechanorum nostrorum fuerint interdicte, aduentu dictorum nuntiorum semel in anno aperiantur et ibidem unius misse tantum sollempnia celebrentur, excommunicatis et interdictis exclusis. Nos uero de omnipotentis dei misericordia et beatissime virginis Marie et omnium sanctorum meritis confidentes, omnibus vere penitentibus et confessis, qui ad reformationem dicte ecclesie manus porrexerint adiutrices, quadraginta dies de iniunctis . . . penitentiis misericorditer relaxamus. Precipimus eciam vobis in virtute obediencie ne de elemosinis ad opus reformationis dicte ecclesie concessis vel concedendis, aliquid petere vel extorquere presumatis, nisi quantum de dictorum nuntionum bona et spontanea processerit voluntate. Valeant presentes litere per annum et non ultra. Datum pridie Kal. decembris anno domini m°. ducentesimo nonagesimo et nono.

(Arch. de Laus.—Communiq. par M. le professeur J.-J. Hisely.)

266

1300, 20 Avril. — *Accord entre Amédée, comte de Savoie, et Guillaume, sire de Gex.*

Nos Ames Coens de Savoye, et nos Guillaumes de Jenuile, sire de Jaz. Faczons asauoir a Touz Ceans, qui cez presentes lettres verrunt et orrunt, que comme nous hayens heu jadix entre nous aucunes couenances, et promesses, qui sunt expressement contenues en deux payre de lettres scelees de noz seeuz, donees lan de grace mil deux cenz quatre vinz et doze, le mardi apres la tyephaine, des queuz lettres chascons de nous ha une payre. Nous de nos bones voluntez, et de commun assentement traitie entre nous, les dittes couenances, et promesses, queuz que eles soyent, et une chascune dyceles contenues es auandictes lettres, loons, ratefions, agreons, en la manere que nous mieuz, et plues fermement poons. Et prometons li uns al autre, par sollempne stipulation, en bonne foi et pour nos loyauz seyremenz donez, et fez corporelment sus les seinz Euangiles, que nous les auantdittes couenances, et promesses, attendrons, et garderons, entermement seinz corrumpre, et ferons garder, et attendre seinz fraud pour les nostres ; et que nous ne vendrons alencontre en aucune manere, ne consentirons anului qui venir y vousist. Et cez choses faites, nous li avantdiz Coens, donons, et outroyons a touz jours audit seigneur de jaz nostre feal et neueu, present et receuent, pour soi et pour les siens, en acroisement du fie quil tient de nous, les choses de soz escriptes, cest asauoir, tel droit, quant nous hauons, et poons hauoir, ou fie, yenlomage Guillaume de Alamoigne donzel. Pour lequel fie, Henris de Virie nous hauoit fet homage. Derichief le fie, et lomage que nous hauons achete de Guillaume fiz jadix mons Point de Visencier. Lequel fie dudit Guillaume de Visencier, et le droit de lautre fie desus dit, nous li diz Sire de jaz confessons, nous tenir, et deuoir tenir, dudit nostre oncle et Seigneur, en acroysement de lautre fie que nous tenons de li. Et que nous hauons receu lomage dudit Henri et le droit desusdit. Et nous li diz Coenz mandons et commandons audit Guillaume de Visencier, qui obeisse audit Seigneur de Jaz deisour en auanz, du fie, et del homage ez queuz il nous estoit entenus, et ce fait nous lenquittons. Derichief, nous li auantdiz Coenz prometons au dit Seigneur de jaz present et receuent,

pour soi, et pour les siens, que nous ne nous croitrons en alue, en fie, ni en rierefie, en gardes, ni en Seigneurie, en la terre, ni en la Seigneurie dudit Seigneur de Jaz, ne de dame lyone sa mere nostre cousine, en aucune manere, se ce nestoit de leur volunte. Et renuncions, nous li auantdiz Coens, et Sire de Jaz, a touz droiz de canon, et de lois, et a toutes exceptions, par les queuz nous porrions venir encontre les dittes choses, ou aucunes dyceles. Et toutes cez choses nous prometons en bone foi, et par seyremenz faiz en la manere desus ditte, garder et tenir, et non venir encontre. En tesmoins des queuz choses, nous hauons mis en cez presentes lettres nostres sceuz. Et prions a Reuerent pere mons Bertrant pour la grace de deu arceuesque de tharentaisse, quil pour pluis grant fermete sus cez choses, mete son scel en cez presentes lettres, auecques les noz. Donee a Voyron le vintem jour du mois dauril, lan de grace mil trois cenz. Et nous li auantdiz arceuesques qui hauons este presenz a la deliurance de toutes ces choses auantdittes, a la priere des diz seigneurs, en ces presentes lettres hauons mis nostre seel. Donne ou lieu et le jour desus diz.

(Arch. Dijon. Gex. Liasse 1, N° 12.)

267

1300, 9 Juin. — *François de Lucinge, prévôt du Chapitre, reconnaît que tout ce qu'il possède dans la terre de Salaz est du fief de l'Évêque.*

A. D. m°. ccc°. quinto Ydus Junii, indictione xiiij^a^. per hoc presens publicum instrumentum cunctis appareat euidenter, quod in presentia venerabilium virorum D. Guichardi de ponte vitreo, Vullielmi de Veramolino, canonicorum gebenn. D. Heymerici de Chesye curati de Thona, D. Aymonis de Composta, D. Johannis de russyns curati de Coponay, Petri de Salanchia, et in presentia mei notarii infrascripti, confitetur et bona veritate recognoscit D. Franciscus de lucingio prepositus ecclesie S. Petri gebenn. ad interrogationem R. in christo patris domini M. diuina permissione Geb. Episcopi, quod res, seruicia et usagia que inferius declarantur, que et qûas ipse prepositus tenet, possidet et aquisiuit in terra de

viuz en salaz, sunt de feudo dicti Domini Episcopi. Quas res et que seruicia et usagia dictus prepositus quittat, donat et remitit predicto D. Episcopo presenti et recipienti nomine suo et ecclesie sue gebenn. et successorum suorum in ecclesia sua predicta, pro remedio anime sue, retento tamen idem prepositus usufructu rerum predictarum, quamdiu fuerit in humanis. Res et seruicia sunt hec, videlicet : Sex decim solidi gebenn. quos debent heredes Willelmi de thacunay super tota hereditate ipsorum. Item debent dicti heredes decem solidos gebenn. ex parte Petri domicelli de viuz, super tota hereditate sua, cum dominio rerum et personarum eorumdem. Item Reymondus de colunges et fratres sui decem solidos annuales, quos idem prepositus emit a dicto petro. Item pratum de la prela, de quo debentur eidem francisco sexdecim solidi annui, quos emit a dicto petro. Item campus qui vocatur campus de cur.... quem tenet ab eodem francisco Rodulphus de bar dictus guanyator, pro octo octanis et uno bicheto frumenti ad mensuram de bona. Et omnia supradicta fuerunt de hereditate Petri dicti garryn domicelli. Item tenet dictus franciscus vicedognatum de viuz en salaz ad vitam suam, quem contulit sibi D. Henricus quondam Episcopus Gebenn. Illa de causa dedit eidem dictum vicedognatum, quia girodus quondam vicedognus de Salaz, vendiderat D. Aymoni de S°. Jorio, militi, dictum vicedognatum, sine consensu et voluntate dicti Episcopi, de cuius feudo erat dictus vicedognatus. Post dictum venditionem predictus Episcopus citauit predictum girodum et posuit sibi curiam suam. Que curia adiudicauit dictum vicedognatum predicto D. Episcopo in commissum ex causa predicta. Res quas tenet sibi obligatas idem franciscus sunt hec, videlicet : Campus Johannis de Marcosay subtus villam de viuz pro centum solidis gebenn. Item quicquid Nycholaus de viuz domicellus habet per se vel alium in terra et territorio de Salaz, pro centum libr. gebenn. Item triginta solidos annuales et octo octanas frumenti ad mensuram de bona, que tenet pignori obligata a Rodulpho de bar domicello, pretio decem octo libr. gebenn. Item tenet unam posam et dimidiam terre, que jacet inter domum Riferii de S°. Jorio et casale Mermeti dou poncet, quam habet obligatam pro sexaginta solidis gebenn. Item sex solidos annuales quos debet Vullielmus brasa pro hereditate Stephani dou mont quondam, quos habet pignori obligatos pro sexaginta solidis gebenn. Res quas emit idem franciscus a Reymondo joret sunt hec, videlicet : Campus dou vorsier continens quinque posas terre. Item quadam alia possa terre sita iuxta terram predicti Riferii de S°. Jorio, pro precio duodecim libr. gebenn. Que omnia sunt de feudo

predicti D. Episcopi. De quibus rebus, possessionibus, seruiciis et usagiis predictis, cum omni dominio utili et directo, dictus franciscus inuestit dictum D. Episcopum recipientem nomine suo et quo supra. Et hanc inuestituram facit ad presens idem franciscus eidem D. Episcopo, ne in posterum post eius decessum indigeat alia inuestitura, semper retento in predictis usufructu predicto. Promittens .... Renuncians .... Actum in claustro S. Petri, anno, die, indictione quibus supra. Ego peronetus de malagnie, notarius ..... Et ut presens publicum instrumentum maiorem obtineat roboris firmitatem, Nos Capitulum Gebenn. ad preces et requisitionem dicti francisci, nobis oblatas per dictum guichardum de ponte vitreo et Willielmum de veramolin, predictos concanonicos nostros, a nobis ad hoc specialiter commisos, vices nostras et plenam fidem adhibemus, sigillum nostrum una cum signo dicti Notarii presenti instrumento duximus apponendum in testimonium veritatis.

(Arch. Gen. L. Thiez, N° 9.)

268

1300, 14 Juillet. — *Transaction entre Pierre de Grési, damoiseau, et l'Évêque Martin, au sujet de plaintes du premier contre les hommes du second, demeurant à Thiez.*

Nouerint uniuersi presentes litteras inspecturi quod, cum ego petrus de greyssie, domicellus, mouissem questionem seu querelam, tam pro me quam etiam pro hominibus meis de turre, contra R. in Christo patrem Dominum Martinum dei gratia Episcopum Gebenn., primo asserens quod dictus D. Episcopus fecerat fossata in pratis et terris hominum dicti petri et de feodi dicti petri existantibus, per que defluit nantum de tresaynes ad antiquum stagnum de tez, ad opus molandini dicti D. Episcopi siti subtus domum de tez. Item asserens quod idem D. Episcopus fecit estancias que faciunt redundare aquas in terris, pratis, pascuis hominum meorum predictorum. Item asserens quod familie dicti D. Episcopi verberauerant atrociter homines mei predicti petri et alias male tractauerant eosdem. Item asserens quod D. Robertus quondam Episcopus Gebenn.

mihi tenebatur in trecentis libris, et D. Willelmus quondam Episcopus Gebenn. in decem libris. Tandem super dictis querelis, et quibuscunque aliis quas habebam et habere poteram, tam pro me quam hominibus meis predictis, mediantibus amicabilibus compositoribus, videlicet D. Willelmo de S°. Jorio milite, et Rodulpho de S°. Jorio domicello, communibus hinc et inde electis, transegimus et composuimus in hunc modum. Quod dictus D. Episcopus pro emenda et satisfactione omnium predictorum, michi dedit et soluit decem libras gebenn., de quibus me teneo plenarie pro pagato, et pro dictis decem libris, pro me et hominibus meis predictis et pro heredibus meis, ego quito et soluo penitus predictum Episcopum et ecclesiam Gebenn. et gentes suas, de omnibus supradictis querelis, et aliis quibuscunque michi et hominibus meis contra dictum D. Episcopum et ecclesiam Gebenn. et gentes suas competentibus. Faciens eidem D. Episcopo super predictis pactum expressum et perpetuum de non petendo, volens omnes litteras et instrumenta que possent reperiri super predictis esse irrita atque cassa, et nichilominus promitto eidem D. Episcopo reddere instrumenta que habeo de debitis supradictis. Predicta autem promitto super sancta dei evangelia . . . . . Datum apud tez A. D. m°. ccc°. die jouis post quindenam apostolorum petri et pauli.

(Arch. Gen. L. Salaz, N° 25.)

269

1300, 15 Septembre. — *Reconnaissance d'hommage envers l'Évêque et gagerie donnée par Simonode, fils de feu Pierre, mistral de Viu.*

A. D. m°. ccc°., indictione xiiij°. xvij°. Kal. octobris, in presentia mei notarii . . . . . constitutus Simonodus, quondam filius P. mistralis de Vyu . . . confitetur ad instantiam et requisitionem D. Martini diuina permissione Episcopi Gebenn. se esse hominem ligium ipsius D. Episcopi et ecclesie S. Petri Gebenn., et omnes res et possessiones quascunque habet . . . ubicunque sint, tenere a dicto D. Episcopo et a dicta ecclesia S. Petri gebenn. Jurans et promittens idem Symonodus . . . sub pena commissionis omnium rerum et possessionum quas habet et possidet retro

juridictionem ipsius D. Episcopi, quod fideliter perpetuo se habebit erga ipsum D. Episcopum et successores suos, et quod malum nec dampnum ipsi D. Episcopo nec suis gentibus non faciat nec procurabit ullo modo, et quod si sciret malum et dampnum ipsius D. Episcopi, quod eidem quam citius posset certificaret, et etiam intimaret. Quibus sic peractis, idem Simonodus, de expresso consensu perroneti et rifferii fratrum suorum presentium obligat . . . predicto D. Epº. presenti et recipienti pro se et pro ecclesia S. Petri Gebenn. quatuor decim solidos gebenn. annuales, in quibus garinus de fargosa eidem tenetur pro sex posis terre, quarum quinque site sunt in territorio de Ripis iuxta viam publicam que tendit de bona versus S. Jorium, et juxta nemus liberorum petri arbaneys, alia vero posa terre in territorio de chingie. Item decem solidos gebenn. annuales, in quibus eidem tenetur boso de strablu homo taliabilis ipsius Symonodi, videlicet v sol. pro tallia sua, et v sol. pro jure prati dou chablu ipsius Symonodi. Item quinque cars frumenti annuales ad mensuram de bona, in quibus eidem tenetur aymo de tasses pro quadam pecia terre sita in territorio de spinassy, iuxta nantum de spinassy. Item quinque bichetos frumenti annuales ad eandem mensuram de bona, in quibus eidem tenetur Rodulphus albi de Seuraz pro tribus posis terre sitis in territorio de mensye iuxta terram de aueres . . . et Girodi cortesii de bucunie . . . Item novem cars frumenti . . . ad eandem mensuram, in quibus eidem tenetur Valterus de foresta pro quadam pecia terre sita in territorio de Sougey . . . pro decem libris gebenn. quas idem Symonodus confitetur se habuisse . . . Cedens idem Symonodus durante dicta gageria eidem D. Episcopo omnes actiones et rationem sibi competentes in predictis rebus pignori obligatis, et denestit se durante dicta gageria, de predictis omnibus obligatis per modum gagerie, et per traditionem cuiusdam escoti inuestit dictum D. Episcopum. Et fuit actum inter dictas partes, et in pactum expresse deductum, quod dictus D. Episcopus teneat dictam gageriam, sine aliqua dedutione dictarum decem librarum quousque ex ipsa pecunia fuerit eidem plenarie satisfactum. Promittens idem Symonodus dictas res obligatas, cum omnibus juribus ipsarum, manutenere et deffendere durante dicta gageria dicto D. Episcopo ab omnibus et contra omnes in judicio et extra, periculum euictionis in se totaliter assumendo. Renuncians . . . . . Quibus sic peractis, idem Symonodus dixit et precepit oretenus predictis garino de fargosa, bosoni de strablu, aymoni de tasses, Rodolpho albi de Seuraz et Valtero de foresta presentibus, ut ipsi soluant, durante dicta gageria, dicto D. Episcopos predictos denarios et frumentum annuales . . . .

Predicti homines promiserunt quod ipsi soluerent dicto D. Episcopo .... Actum ante domum de tez, testibus presentibus et vocatis D. Rifferio de S°. Jorio, D. Reymondo de villa presbitero, Girodo vicedogni de vyu, Willelmo brassa, Reymondo mistrali de Vyu et Rodulpho de brennie. — Et est sciendum quod anno quo supra, pridie Kal. nouembris, predictus Symonodus cum predicta obligatione obligauit modo et forma quibus supra, michi notario ... recipienti nomine et ex parte predicti Domini Episcopi omne jus, rationem et actionem quod et quam habet seu habere potest in officio mistralie de Vyu en Sallaz, que quondam fuit predicto Petro patri quondam ipsius Symonodi, sub precio supradicto..... Actum in domo fori bone, testibus D. Ste. de millie, D. Jo. de Junzie, D. Will°. de marsallaz, et D. Addam de Satiningio presbiteris. Et ego Jo. de collumpna, notarius .....

(Arch. Gen. L. Salaz, N° 29.)

270

1300, 11 Octobre. — *Reconnaissance de fief en faveur de l'Évêque, faite par Jean Chat, citoyen de Genève et paveur.*

A. D. m°. ccc°. v°. Idus octobris, indictione xiiij^a^. per hoc presens publicum instrumentum cunctis appareat euidenter, quod in presentia mei infrascripti Notarii et testium subscriptorum, personaliter constituto R. in Christo patre domino M. permissione diuina Gebenn. Episcopo ex una parte, et Johanne dicto chat, ciue et pauissor gebenn. ex altera. Ad interrogationem dicti D. Episcopi confitetur et publice recognoscit dictus Johannes se tenere et velle tenere nomine suo et heredum suorum imperpetuum res et possessiones inferius declaratas de feodo predicti D. Episcopi et etiam movere, videlicet quandam vineam sitam subtus villam de Prignie, juxta vineas liberorum Petri de visencie, domicelli quondam, a parte boree et a parte venti, et affrontatur vineis Johannis nouelli a parte dicte ville de prignie. Item quandam peciam vinee sitam subtus villam de prignie juxta vineam Johannis de vuadens quondam a parte venti, et terram Stephanodi de visencie a parte borec. Item quandam peciam terre sitam in territorio de prignie juxta terram Vullelmi magistri de visencie ex una parte, et

vineam predicti Johannis chat ex altera. Datum et actum apud aulam longam juxta torculare ante soturnum, presentibus D. Joh. de Russins presbitero capellano dicti D. Episcopi, D. Girodo curato ecclesie b. Marie noue, et Joh. de fleye clerico, testibus vocatis. Et ego p. de alberrosa publicus imperiali auctoritate notarius, ac D. Officialis Curie gebenn. clericus juratus . . . . . Et nos Officialis Curie Gebenn. sigillum dicte Curie duximus litteris presentibus apponendum. . . .

(Arch. Gen.)

271

1300, 24 Octobre. — *Jean de Chaumont, citoyen de Genève, vend au comte de Savoie une maison sise à Genève, dans la rue de Rive.*

Nos Officialis Curie Gebenn., notum facimus universis . . . . quod in nostra presentia constitutis Joh. de Choumonz cive Gebenn. et Aymoneto filio suo pubere ut ex aspectu corporis apparebat. Idem Johannes de expresso consensu dicti Aymonis filii sui, vendidit . . . . D. Amedeo Comiti Sabaudie presenti domum suam sitam Gebenn. in carreria Rippe, a parte Rodani, juxta domum And. de portu ex una parte et domum liberorum dicti Empater ex altera, cum omnibus appendiciis, accessibus et egressibus ejusdem a via publica usque ad Rodanum, sive lacum, precio sepcies viginti libras Gebenn. Quod precium confessus est dictus Johannes esse sibi solutum . . . . Cedens eidem D. Comiti omnes actiones reales, personales, mixtas, contrarias et directas et quascunque alias sibi competentes in predicta domo . . . Promittens eidem D. Comiti per juramenta suum contra predictam venditionem non venire . . . . . sed eam tam in proprietate quam in possessione ab omnibus personis legaliter defendere . . . . vacuamque possessionem dicte domus eidem D. Comiti tradere. Promisit insuper eidem D. Comiti dictam rem venditam habere, licere, dolum malum abesse . . . . . Renuncians . . . . . Promittens . . . . . Acta fuerunt predicta Gebenn. in domo Fratrum minorum nono Kal. novembris A. D. millesimo trecentesimo. — Deinde sequenti die Peronetus, filius dicti Johannis, predictis expresse consensit, et promisit per juramentum

suum . . . . . Renuncians . . . . . Actum Gebenn. in domo quam inhabitat idem Joh de Choumonz. In quorum testimonium nos officialis ad preces omnium predictorum sigillum Curie D. Gebenn. Episcopi presentibus litteris duximus apponendum.

(Arch. Turin. Genève. Catég. 3. Paq. 1, N° 1.)

272

1300, Novembre. — *Vente de terres à Jussy par Rodolphe de Cologny.*

Nos Martinus, dei gratia Gebenn. Episcopus notum facimus . . . . . quod coram nobis constituti Rodulphus de collognie domicellus ex una parte, et Nantermus de Jussie ex altera. Dictus Rodulphus vendit dicto Nantelmo presenti, ementi, pratum de la Corbata situm inter ochias illorum de Montion et pratum Petri freschet . . . Item omnes terras, censas, seruicia, usagia, et omnia alia que dictus Rodulphus habet in territorio de Jussie . . . . precio xx libr. Gebenn. quas confitetur dictus Rodulphus se recepisse . . . . . Que omnes res predicte sunt de feodo D. Episcopi predicti . . . . . Datum A. D. m°. ccc°. mense Nouembris.

(Arch. Gen. L. Jussie, N° 19.)

273

1300, 3 Décembre. — *Acte relatif à des terres du fief de l'Évêque, situées en Salaz, et qui étaient tombées en commise.*

A. D. m°. ccc°., indictione xiiij^a^. iij°. nonas decembris . . . constituta Maria relicta petri vilyne de vyu domicelli, dicens quod, cum ipsa teneret obligatas res inferius declaratas ratione dottis sue et ipsas tenuisset a morte mariti sui citra pro xv libris gebenn., dicta mulier quitat, soluit,

guerpit pariter et remitit in manu D. M. Episcopi Gebenn., de cujus feodo dicte res sunt et tenentur, prout dicta mulier confitetur, et eidem D. Episcopo deciderant in commissum pro morte dicti mariti sui, qui dictas res tenebat in feodum a D. Episcopo predicto, et sine heredibus decessit, quitat inquam et remitit dicta mulier dictas res et possessiones pro xij libr. gebenn., de quibus ipsa recepit in presentia mei Notarii sex libras, et residuum debet solui, de mandato dicte mulieris, in manu Rifferii de S. Jorio domicelli, a quo ipsum residuum receperat dicta mulier, prout ipsa confitetur, in manu cuius Rifferii ipsa obligauerat res predictas. Mandans dicta Maria eidem Rifferio tenore presentis, quod ipse litteras quas habet super dicta gageria seu venditione reddat et deliberet Episcopo predicto cum gageria predicta, de quibus quitatis et remisis dicta mulier se deuestit .... Res autem sunt hec, videlicet campus dictus dou tuereu continens circa quinque possas terre, situs juxta terram quam possidet Girodus vicedognus, et adheret strate publice per quam itur de bona versus bogeua per locum de c... gie, item una possa terre sita in loco dicto ou merignay, et duo posse terre site in loco de ripa iuxta nantum de prenanz, et viam per quam itur de vyu versus bogeuam, item quinque solidi censuales quos debet Jo. sounerii de c... gie, item duo solidi cum dimidio, quos debet Will^s. barater, item duo solidi et sex denarii quos Will^s. de auentasses debet. Item quitat ut supra omnes alias res, redditus et possessiones quos et quas ipsa mulier tenebat et possidebat de albergo dicti petri quondam mariti sui .... Actum gebenn. in longa mala, presentibus D. Eymerico de chissye curato de Thono, D. Jo. de Russins curato de coponay, petro de Sernay apotecario, Jo. de granoys, testibus ....

(Arch. Gen. L. Salaz, N° 18, et Arch. Turin. Genève, Catég. 1, Paq. 3, N° 1.)

274

1300. — *Les frères de Versonnex font une reconnaissance de fief envers Amédée, comte de Genevois.*

Anno Domini m°. ccc°. indictione xiii^a. in presentia mei notarii et testium infrascriptorum personaliter constituti Jaquemetus et Petrus de

Versonay, filii quondam de Versonay, confitentur et recognoscunt ad requisitionem mei notarii, vice et nomine domini Amedei comitis gebenn. petentis et interrogantis, se tenere in feodum a dicto domino Comite quidquid ipsi tenent in parrochia de cologniaco, sive sint terra, prata, nemora, arbores, vinee, homines, servitia, usagia et aliacunque sint .... Actum in castro Clarimontis, presentibus Johanni de Pontevitreo domicello, Peronetto de motens, Johanne broyer et Henrico de paers, testibus.

(Arch. Turin. Prov. de Genevois. Cologny, N° 1.)

275

1301, 28 Février. — *Sentence arbitrale rendue au sujet de la dime de Colex, entre le Chapitre de Genève et Nicolas de Villette, damoiseau.*

Nos M. divina miseratione Gebenn. Episcopus, G. de Ornay canonicus Gebenn., et Jacobus Eschaqueti de Anassiaco burgo, clericus, notum facimus .... quod, cum questio seu discordia verteretur inter Ven. Capitulum Gebenn. ex una parte, et Nicolaum de Villeta domicellum ex altera, super medietate tocius decime parrochie de Colay, novalis et antique, bladi grossi et minuti, vini, et receverie ejusdem decime, quam medietatem idem Nicolaus asserebat pro indiviso possidere vel quasi, et ipsam medietatem ad ipsum jure dominii vel quasi ab antiquo pertinere. Tandem dicte partes, videlicet D. Guichardus de Pontevitreo, canonicus dicte ecclesie, ac procurator dicti Capituli, de consensu et voluntate dicti Capituli, pro dicto Capitulo, et dictus Nicholaus pro se, super dicta questione et discordia compromittunt, videlicet in nos dictum G. electum a dicto Capitulo, et in Jacobum electum a dicto Nicolao, et in D. Episcopum electum communiter a partibus predictis, promittentes per stipulationem sollempnem et juramento ad sancta Dei evangelia corporaliter prestito, attendere perpetue et servare alte et basse, quicquid nos predicti amicabiles compositores super dicta questione, ac super retentis et perceptis in dicta medietate a dicto Capitulo, et super expensis factis occasione dicte discordie, ac dampnis illatis hinc et inde, dicendum, pronunciandum, transigendum duxerimus concorditer, vel etiam ordinandum.

Nos vero amicabiles compositores, inquisita super predictis diligenter veritate per testes fidedignos, et pensata evidenti utilitate utriusque partis, de consensu expresso predicti procuratoris dicti Capituli et ipsius Capituli et dicti Nicholay, super questione et discordia, et aliis querelis eorum, concorditer pronunciamus .... in hunc modum, videlicet quod, ex nunc in perpetuum, idem Nicholaus et ejus heredes sive successores seu assignati, habeat, recolligat, possideat vel quasi et percipiat, per se vel per alium, pacifice et quiete, ac sine aliqua contradictione et deffensione, medietatem tocius decime predicte novalis et antique bladi grossi et minuti, vini, et receverie dicte decime venientis et existentis nunc in dicta parrochia, vel que venire et esse poterit in futurum, et dictum Capitulum aliam medietatem. Item quod dictus Nicolaus det eidem Capitulo, pro suo anniversario in dicta ecclesia annis singulis de cetero faciendo, quindecim libras gebenn. uno denario minus, vel assetare teneatur eisdem ydonee quindecim solid. gebenn. uno denario minus, annui redditus pro dicto anniversario, quod magis eidem Nicolao placuerit, infra proximum festum B. Johannis baptiste. Et quod de retentis, dampnis et expensis predictis dicte partes nullam restitutionem facere teneantur. Et pro hoc sit de cetero bona pax et concordia inter eos. Hanc autem pronunciationem, procurator nomine quo supra, et dictum Capitulum, ac dictus Nicholaus laudant, ratifficant, approbant et emologant. Promittentes ..... Renunciantes ..... Volentes etiam dicte partes, quod nos predictus Episcopus, vel ille qui pro tempore fuerit Episcopus, ad facienda supradicta et servanda, sine aliqua juris sollempnitate, ipsas partes auctoritate ordinaria compellamus. Nosque predictus Episcopus, predictam pronunciationem totaliter confirmamus de consensu partium, et auctoritatem nostram interponimus. In quorum testimonium nos predicti Episcopus, Girodus, Jacobus, Capitulum et Nicholaus, sigilla nostra presentibus litteris duximus apponenda. Datum et actum Gebenn. supra claustrum ecclesie S. Petri, die ultima mensis Februarii, anno Domini millesimo trecentesimo.

(Arch. Gen.)

276

1301, 16 Mars. — *Reconnaissance de fief envers l'Évêque, faite par François de Lucinge au sujet de biens situés à Salaz et tenus par Rodolphe l'Arbanes.*

Nos Officialis Curie Gebenn. notum facimus .... quod constat nobis per relationem Jacobi de corsie publici notarii ..... in ipsius presentia personaliter constituti vir vener. D. Franciscus de lucingio, prepositus Gebenn. ex una parte, et vir Relig. D. Martinus Episcopus Gebenn. ex altera. Idem D. prepositus in presentia ipsius D. Episcopi et ad eius instantiam, etiam in presentia mei notarii ..... recognouit spontanee, quod res et possessiones quas tenebat Rodulphus li arbaneys, domicellus quondam, vel alius nomine ipsius, site ab aqua que vocatur thyez de versus Salaz, ubicunque sint in dicta terra de Salaz, sunt de feodo dicti D. Episcopi Gebenn., et quod ipse Rodulphus fecit fidelitatem Dominis Episcopis Gebenn. videlicet Dominis Ay. Henr. et Roberto. Et dictas res recognoscebat idem Rodulphus esse de feodo dicti D. Episcopi Gebenn. Et quod quandam confessionem quam fecit dictus Rodulphus coram domina B. Dalphina Domina fulcigniaci, quod dicte res erant de feodo dicte domine Dalphine, quod ipse fecit eam minus juste, et perperam, et tanquam proditor ecclesie Gebenn. in hoc facto : tamen ipsam fecit ob timorem, ne dicte res auferrentur per dictam dalphinam a manibus ipsius Francisci qui eas tenebat. Dicens et confitens sub periculo anime sue, quod dicte res sunt et tenentur de feodo dicti D. Episcopi Gebenn. Testes sunt D. Henricus de chessie curatus de thono, Jacobus de lucingio curatus de encombra monte, D. P. de bona curatus. Item confitetur quod res quas tenet apud cretes sunt de feodo dicti D. Episcopi Gebenn. et quod D. Robertus quondam Episcopus Gebenn, dedit eas sibi in personali beneficio ad vitam suam. Item quod nemus de la raueyri est de feodo dicti D. Episcopi Gebenn. Et quod omnia predicta dimittit post eius decessum D. Episcopo Gebenn. Actum die Jouis post festum B. Gregorii. Anno Domini m°. ccc°.

(Arch. Gen. L. Salaz, N° 5.)

277

1301, 1er Mai. — *Donation par l'Évêque Martin au Chapitre de Genève de dîmes qui n'appartiennent à aucune église paroissiale.*

Nos M. diuina permissione Gebennensis Episcopus notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis, quod nos, pro remedio anime nostre et antecessorum nostrorum episcoporum, donamus pure et libere capitulo nostro gebennensi omnes decimas tam presentes quam futuras omnium locorum et terrarum sitarum inter aquam que dicitur sayma et ciuitatem gebennensem, et a dicta ciuitate versus Ararim, quas non constat esse infra certas limitationes alicuius parochialis ecclesie. In cuius rei testimonium sigillum nostrum presentibus duximus apponendum. Datum et actum Calendas Maii. anno domini m°. ccc°. primo.

(Arch. Gen.)

278

1301, 13 Septembre. — *Compromis et sentence arbitrale entre Jaques de Lully, prieur de St-Victor, et le Chapitre de Genève.*

In nomine domini Amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo trecentesimo primo. Indictione xiiii^a^. die mercurii ante exaltationem Sancte crucis, per hoc presens publicum instrumentum cunctis sit manifestum quod, cum questio, discordia, seu querela verteretur super articulis infrascriptis inter religiosum virum fratrem Jacobum de lullye priorem Sancti victoris gebenn. nomine suo et conuentus sui ex una parte, et venerabiles ac discretos viros, Vullielmum de veramulyn et Petrum balistarii, canonicos ecclesie gebenn. celerarios ac procuratores et nomine procuratorum ven. Capituli gebenn. ex altera, dicte partes nominibus quibus supra, super inferius declaratis, dominis Rodulpho de S^co^. Jorio, Vullielmo de menthone, Humberto de thonens, Stephano de compeys, Nicolao de S^to^. germano. et Petro de thoyrie, canonicis gebenn. ac quibus-

dam monachis dicti prioratus presentibus et ad infrascripta consentientibus, compromiserunt se in amicos arbitros, arbitratores seu amicabiles compositores, videlicet in religiosum virum dominum Rodulphum priorem de drallyens, dominos Girodum de ornay et thomam de ponte canonicos gebenn. Et promiserunt dicte partes nominibus quibus supra, et etiam nomine successorum suorum, per sollempnem stipulationem et per pactum expressum, attendere, complere, alte et basse facere et inuiolabiliter penitus obseruare, quiquid super predictis inferius declaratis per predictos amicos factum, dictum, ordinatum, arbitratum fuerit, seu etiam pronunciatum jure concordia aut eorum simplici voluntate. Qui amici, recepto in se huiusmodi compromisso, visis et diligenter inspectis attestationibus quorumdam testium et plurium hinc inde productorum, auditisque et diligenter consideratis hinc inde propositis, presentibus partibus et consentientibus, dixerunt, ordinauerunt et arbitrando pronunciauerunt, quod a magna quercu de chaygnu, prout protenditur per obliquum apud ararim, descendendo usque ad pendentes cresti de cotaron et de forches, veniendo et protendendo versus Sanctum victorem, et a Sancto victore per vicum de bella rua procedendo usque ad dictam magnam quercum, dicti prior et conuentus S^{i}. victoris, in terris eorum, vel que ab ipsis tenentur, vel quorum dominium ad ipsos spectat, percipiant decimas tam presentes quam futuras, tam noualia quam antiquas. Et predictum Capitulum Gebenn. in aliis terris percipiat decimas tam noualia et antiquas, tam presentes quam futuras, hoc saluo quod si Capitulum percepit in terris S^{i}. victoris decimas usque nunc infra terminos supradictos vel alibi, pacifice et quiete, quod ipsis remaneat prout actenus perceperunt. Et e conuerso si monasterium predictum S^{i}. Victoris percepit in ceteris terris infra dictos terminos constitutos vel alibi, usque nunc, quod ipsi de cetero percipiant, prout actenus perceperunt. De terra vero quam nunc possidet Johannes chaz, super cuius decima vertitur questio inter partes predictas, cum superius sit ordinatum quod dictum monasterium S^{i}. victoris in terris propriis ipsius Monasterii decimam percipiat, ne si decima dicte terre adjudicaretur dicto Capitulo dictum Monasterium proprietatem illius terre amitteret, dixerunt et ordinauerunt pro bono pacis quod decima dicte terre spectat ex nunc ad Monasterium supradictum, et in ipsa ex nunc decimam percipiat pacifice et quiete. Propter quam ordinationem et pronunciationem predictam non intendunt dicti amici aliquam parochiam limitare, neque jure parochiali nisi quatenus superius est ordinatum preiudicium generare. Quibus sic pronunciatis, dicte partes nominibus quibus supra, et dictus

prior, etiam nomine successorum suorum et dicti prioratus sui, et etiam dicti celerarii nomine ecclesie gebenn. dictam pronunciationem, ordinationem et predictum arbitrium laudauerunt, approbauerunt, emologauerunt, ratifficauerunt et confirmauerunt incontinenti et promiserunt contra non venire in futurum facto, verbo, opere vel consilio. Acta sunt hec in ecclesia b^a^. marie noue gebenn. presentibus domino petro curato S^e^. crucis, hugoneto de veramulyn et magistro petro de Juria notario, clericis, vocatis testibus et rogatis. Item actum fuit quod de predictis duo fierent publica instrumenta eiusdam tenoris, cuilibet parti unum. Deinde dicte partes instantissime, nominibus quibus supra, rogauerunt me notarium infrascriptum ut de predictis omnibus duo facerem instrumenta, cuilibet parti unum, et predicta omnia in formam publicam redigerem. Datum et actum anno, die et indictione quibus supra.

Et ego petrus de cherdonant auctoritate imperiali notarius publicus presens predictis una cum testibus supradictis interfui, rogatusque inde presens instrumentum scripsi, signo meo consueto signaui, et predicta in formam publicam redegi et partibus rogatus compleui et tradidi parti Capituli supradicti. — Ut autem presens publicum instrumentum majorem obtineat roboris firmitatem, nos Officialis Curie Gebenn. in cujus presencia predicta facta fuerunt, sigillum Curie domini Gebenn. Episcopi, una cum signo notarii predicti ad preces et reqnisitionem partium predictarum presenti publico instrumento duximus apponendum in robur et testimonium omnium premissorum. Datum et actum anno, die, loco et testibus quibus supra.

(Arch. Gen. P. H., N° 140.)

279

1301, 16 Octobre. — *Donation entre vifs faite à l'Évêque Martin par François de Lucinge de certains biens qu'il possède à Vyu et à Ville en Salaz.*

A. D. m°. ccc°. primo, indictione xv^a^. xvij. Kal. Nouembris, Franciscus de lucingio prepositus Gebenn. confitetur .... quod Petrus garinus albergauit Amedeo de colonges et diuisoribus suis quendam montem qui

dicitur paruus mons, situm supra villam in salaz, pro decem sol. censualibus usque ad viginti annos tantum, et dictis viginti annis elapsis posset si voluerit dictus franciscus, vel alius nomine ipsius, reuerti dictum montem ad manus suas. Item confitetur ut supra quod hudrisetus de viu debet pro prato de prela singulis annis duodecim sol. censuales. Item confitetur quod Rod. de bar agricola, et Ray. mistralis de viu debent pro contamina quam acquisiuit idem franciscus a petro garini, quindecim bichetos frumenti. Item confitetur idem franciscus quod ipse aquisiuit a D. Valtero curato de viu xvij solid. censuales, et dictus Valterus eos prius aquisiuit a Petro de viu. Quos xvij solid. debent heredes Willelmi de taconay. Item confitetur idem franciscus quod ipse aquisiuit decem solid. censuales quos dicti heredes debent annuatim et eorum consortes, quos emit a Petro mistrali de viu. Unde cum idem Franciscus possideret omnia predicta et ea acquisiuisset cum omnibus juribus vel quasi dictarum possessionum, ut ipse asserebat, uniuersa et singula predicta, cum omni jure, dominio et segnoria, ipse Franciscus donat et donatione pura et irreuocabili inter viuos Rev. patri in Christo D. M. Gebenn. Episcopo, prout melius potest et valere debet, volens et precipiens idem Franciscus michi notario quod premissis facerem publicum instrumentum prout melius fieri poterit, ad dictamen peritorum, ad utilitatem dicti patris Reverendi et successorum suorum in ecclesia Gebenn. Actum Gebenn. in domo dicti D. prepositi, presentibus fratre Amedeo de vetraz, fratre Aberto de arbiez, fratrum minorum Gebenn. D. Eymerico curato de thono, et magistro petro de bona phisico, ad hoc testibus vocatis et rogatis una cum pluribus aliis. Ego Jacobus de Corsiaco imperiali auctoritate publicus notarius hiis presentibus interfui et hoc presens publicum instrumentum fideliter scripsi, signaui et tradidi.

(Arch. Gen. L. Salaz, N° 6.)

280

1302, 9 Janvier. — *Reconnaissance de fief en faveur du Chapitre de Genève, faite par Girard de Begnins, prêtre.*

Nos Officialis Curie Gebenn. notum facimus uniuersis, quod in nostra presentia constitutus dominus Girardus de bignins presbiter Gebenn.

confitetur et recognoscit se tenere et possidere ad vitam suam tantum, a venerabilibus viris Capitulo Gebenn. sub censa seu pensione quinquaginta solidorum Gebenn. eidem Capitulo vel mandato suo soluendorum in festo Omnium Sanctorum annuatim, apud burdignins, vineam clausi de retornu. Item nouem solidos Gebenn. censuales, quos debet albergum de retornu. Item duos panes menaydales et sex denarios quos debet dictum albergum in festo Sancti Johannis menayderii uno anno, et alio anno sequenti duas foyacias et tres pullos, vel tres denarios, in vindemiis annuatim. Item medium vinum cuiusdam vinee quam dictum albergum excolit ad medium vinum apud Amblot. Item medium vinum cuiusdam vinee quam excolit Perretus dou chatelet. Item medium vinum cuiusdam vinee quam excolunt Will^{s}. manigoti et nepotes sui, Aymo de gratalou et Aymo folli. De quo vino vinee predicte, quam dicti homines faciunt ad medium vinum, debet Capitulum primo leuare unum sextarium vini pro recepto quod dicti homines debebant capitulo. Item quatuor panes menaydales et duodecim denarios quos debent dicti homines in festo S^{i}. Johannis menayderii annuatim. Item duos panes menaydales et sex denarios quos debent Anselmus de pecie, Anselmus rolandi, beatrix florenci, et heredes Mermeti Girodi in festo S^{i}. Johannis menayderii, et duos panes, tres pullos vel tres denarios, in vindemiis annuatim. Item medium vinum cuiusdam vinee quam excolit perretus Reymondi ad medium vinum. Quas res tenebat olim, ut dicitur, a Capitulo franciscus de lucingio prepositus Gebenn. quondam. Quarum rerum directum dominium confitetur idem dominus Girardus ad dictum Capitulum pertinere, et easdem res debere reuerti ad Capitulum incontinenti post obitum dicti domini Girardi. In cuius rei testimonium ..... Datum die Martis post festum Epiphanie Domini, anno eiusdem m^{o}. ccc^{o}. primo.

(Arch. Gen.)

281

1302, Janvier. — *Sentence du Châtelain de Mont en faveur du couvent de Bonmont, au sujet d'un pré que réclamait la communauté de Bassin.*

Ego Druetus de portis, Castellanus de Montibus pro Illustri viro D. Amedeo Comite Sabaudie, notum facio universis, quod cum lis seu con-

tencio verteretur inter homines et communitatem ville de Bacins ex una parte, et D. Villelmum dictum suppart rectorem grangie de Montelaciano ex parte religiosorum boni montis ex altera, super eo quod dicti homines communitatis dicte ville de bacins, violenter depascebant animalia sua in prato . . . subtus dictam grangiam, quod pratum spectat ad dictam grangiam de Montelaciano pleno jure. Quod quidem pratum integrum dictus Guillelmus dicebat se et predecessores suos consuevisse custodire et in banno tenere longissimo tempore, videlicet ab principio veris usque ad festum Omnium Sanctorum annuatim. — Tam contra dictos homines et communitatem de bacins, quam contra omnes alios patrie, pro animalibus dicte grangie pascendis in dicto prato, quare dictus rector grangie super malicia et maleficio communitatis dictorum hominum de bacins fecit michi clamam, ego super hoc dicto maleficio diligenter inquisivi sicut moris est, videlicet per Girardum borcart, per Petrum tessart, per P. abbatem de Marchissier, per Johannem de volat . . . et per Johannem de britignier. Per quos inveniens intentionem dicti D. Guillelmi rectoris dicte grangie esse veram, per juramentum omnium predictorum super sancta Dei evangelia corporaliter prestitum. Ego vero dictis partibus assignavi primam, secundam et tertiam diem juris coram me. In qua die juris publicavi dictam inquisitionem. Et de consilio D. Johannis de dolyna militis, Gerardi Sechalli de Bignins, Guigoneti de Bignins domicelli, et plurium aliorum fide dignorum, secundum usus et consuetudines patrie, jure faciente, possessionem, teneaturam et consuetudinem dicti prati, dicto D. Guillelmo rectori dicte grangie de Montelaciano pro dictis religiosis Bonimontis plenarie adjudicavi. Datum mense Januarii. A. D. m°. ccc°. primo.

(Arch. Laus. Reg. cop. Bonmont, I, N° 255.)

299

1302, 1er Juin. — *Reconnaissance d'emphytéose faite par Etienne de Montiun, en faveur de l'église de Ste-Marie-la-Neuve.*

Nos Officialis Curie Gebenn. notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis, quod in presencia Jacobi de corsiaco clerici, curie predicte

jurati, cui quantum ad hoc commisimus vices nostras, propter hoc personaliter constitutus Stephanus dictus de montion parochus de iussie, sciens, prudens et spontaneus, confitetur et bona veritate recognoscit, se tenere et velle teneri in emphiteosim ab ecclesia beate marie noue gebenn. et eciam a curato dicte ecclesie unam peciam terre sitam in closo dicto de montion, iuxta terram quam possidet Petrus faber de mont iouey ex una parte, et iuxta terram dicti stephani ex altera, que tenetur a S^co^. Johanne gebenn. et affrontat a parte orientali cherrerie dicte de montion, et a parte occidentali terre dicti stephani. Pro qua pecia terre idem Stephanus, ad interrogationem domini Girodi curati dicte ecclesie, confitetur se debere et soluere teneri in perpetuum, pro se et heredibus eius, dicto domino Girodo et successoribus suis in ecclesia predicta, singulis annis ad festum b^i^. Michaelis, quinque carterunos frumenti ad mensuram gebenn. annui redditus. Quod frumentum idem Stephanus per iuramentum suum super sancta dei euangelia corporaliter prestitum, et sub obligatione omnium bonorum suorum, pro se et suis heredibus, soluere promisit eidem domino Girardo et successoribus suis in ecclesia predicta, aut eorum mandato, annuatim ad festum predictum, in pace et sine litte, omni dillatione et impedimento cessantibus et remotis. Renunciat idem Stephanus in hoc facto, ex certa scientia et sub vi prestiti juramenti, exceptioni dicte confessionis et promissionis modo predicto et ex causa predicta non factarum, doli mali et in factum, petitioni et oblationi libelli, litis contestationi, copie transcripti presentium et omni juri auxillio canonico et ciuili, per que uel per quem posset venire contra predicta, uel aliquid de predictis, et iuri dicenti confessionem factam extra iudicium et coram non suo iudice non vallere, et iuri dicenti generalem renunciationem non vallere nisi precesserit specialis. In cuius rei testimonium nos dictus Officialis, ad preces et requisitionem dicti Stephani per dictum iuratum nobis oblatas, cui quantum ad hoc commisimus et committimus vices nostras, sigillum Curie domini gebenn. Episcopi presentibus duximus apponendum. Datum die veneris post ascensionem domini. A. D. m^o^. ccc^o^. secundo.

(Arch. Gen.)

283

1302, 20 Juin. — *Transaction entre Amédée, comte de Genevois, et Guillaume, prieur de St-Victor, au sujet de leurs droits réciproques.*

Nos Amedeus comes Gebennensis notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis quod, cum discordia seu contentio verteretur inter nos nomine nostro et dicti comitatus ex una parte, et religiosum virum dominum Guillermum priorem Sancti Victoris Gebenn. et conuentum eiusdem loci nomine suo et dicti monasterii ex altera, super eo quod dicti prior et conuentus, nomine suo et dicti monasterii, dicebant se habere et ad dictum monasterium spectare debere, omne imperium merum et mixtum, omnem iurisdictionem, omnesque excheptas, et omnia quecunque alia ad dominium et segnyoriam spectantia in terra, infra terram, in homines et in hominibus dicti monasterii, quam et quos dictum monasterium habet in villis, territoriis et parochiis de Chancie, de Espeyssie, de Auuyllie, de Faygneres, de Passeyrie, de Auuysie, de Seindidier, de Atinaz, de Seingier, de Sizignins, de Malagnie, de la Tour, de Quartignie, de la Graua, de Chalou, de Lacunay, de Troignay et de Landissie, et generaliter ubicunque alibi ad dictum monasterium aliquid pertineret a monte de Sions, usque ad Villam de Estramberes inclusiue, et a summitate montis de Saleuu usque ad Rhodanum. Nobis nomine quo supra contrarium asserentibus et dicentibus omnia supradicta ad nos nomine quo supra spectare et pertinere debere, quibusdam tamen modicis exceptatis. Tandem post multas altercationes habitas inter nos nomine quo supra ex una parte, et dictum priorem et conuentum Sancti Victoris nomine quo supra ex altera, talis transactio et compositio intercessit. — Videlicet quod in terra et in hominibus quam et quos dictum monasterium habet et habere debet in dictis parochiis et villis et infra dictas limitationes, exceptata tantummodo villa de Confignyons, dicti prior et conuentus Sancti Victoris qui nunc sunt et qui pro tempore fuerint, ex nunc in perpetuum habeant et habere debeant omnem jurisdictionem, omnia banna, mulctas, penas, seruicia, uzagia, subsidia, auxilia, compleintas, coruatas, auenerias, panaterias, getos, bastimenta, messelerias, angarias et parangarias, caualcatas, et omnia alia munera tam sordida quam honesta, tam ordinaria, quam extrahordinaria, et omnia quecunque alia auxilia que in dictis villis, parrochiis et territoriis et locis infra limitationes predictas contentis et ad ipsum monasterium spectantibus poterunt inue-

nire. Ita quod de predictis nichil ad nos vel successores nostros remanere debeat, vel etiam pertinere, et jus omne quod habemus, vel habere possumus et debemus qualicunque modo in predictis, excepto eo quod specialiter retinemus prout inferius declaratur, et etiam omnia munera eidem monasterio remittimus et quictamus, exceptis duntaxat hominibus quos dictum monasterium habet in villa de Confignon in quibus retinemus jura que in eis habebamus ante transactionem presentem. In omnibus autem aliis predictis existentibus infra terminos memoratos, nullam jurisdictionem, nulla munera ordinaria vel extraordinaria, sordida vel honesta, nulla indicta, nulla superindicta, nulla banna, nullas mulctas, nullas penas, nullas messelerias, nulla uzagia, nulla subsidia vel auxilia, nullas angarias vel parangarias, uullas caualcatas, nullas auenerias, nullas panaterias vel compleintas, nullos getos, vel quecunque alia uzagia nobis vel castris nobis retinendo, nomine quocunque censeantur, nisi in casu delicti, si forte aliquem de hominibus prelibatis contingeret delinquere in comitatu nostro extra loca predicta, sed omnia et singula supradicta in dictum monasterium totaliter transferendo. Excepto duntaxat ultimo supplicio, quod nobis retinemus in homines delinquentes infra limitationes predictas, hoc acto expresse quod in bonis cuiuscunque condempnati nichil possimus postulare, petere vel habere, aliqua ratione, consuetudine seu jure, etiam pro recompensatione sumptuum vel laboris, ubicunque illum condempnatum contingerit deliquisse, sed dictum monasterium de ipsis ordinet, prout sibi videbitur faciendum.—Preterea ratione compositionis seu transactionis predicte, dicti prior et conuentus nobis dederunt, assignarunt et assetauerunt quatuordecim libratas annui redditus terre proprie eorumdem, infra castellianiam et mandamentum castri nostri de Mornay, videlicet Mermum de Fonte, de Aysirie, pro sexdecim solidis. Item Poncetum Peloux et Hugonem Quintel pro nouem solidis. Item Petrum de Quercu et fratrem eius pro decem solidis. Item Reymundum de Missie pro duodecim solidis et sex denariis. Item Stephanum de Fonte pro decem solidis. Item Wulliermum de Missie pro duodecim solidis. Item Wulliermum dictum Mermetum de Cusie et fratrem eius pro viginti duobus solidis et quinque octanis frumenti et quinque octanis auene. Item Reymundum de Missie pro undecim denariis. Item Wulliermum fratrem eius pro viginti tribus denariis. Item Petrum de Quercu et fratrem eius pro undecim denariis. Item Petrum Peloux et Hugonem Quintel pro undecim denariis. Item Mermam Blondeta pro viginti duobus denariis. Item Amoudricum de Morlanges pro quatuor solidis. Item Petrum Belregart pro quinque solidis

et sex denariis et una octana frumenti ad mensuram Rupis. Item Mariam Sougneri pro quinque solidis. Item Hugonem Cletis pro duodecim denariis. Item Raymundum de Chuyret pro tribus solidis et octo denariis. Item Nycodum de Chuyret pro duobus solidis et octo denariis. Item Thomam fratrem eius pro duobus solidis et octo denariis. Item Seruonetum de Meyrins et eius fratrem pro decem solidis. Item Maynetum Doupoler pro quinque solidis et pro undecim denariis. Item Parisetum de Buringio pro duobus solidis. Item Rosam de Cre pro duobus solidis. Item Mermam Merlessa et condinisores suos pro duobus solidis. Item Guichardum de Cre et fratrem eius pro viginti duobus denariis. Item Marardum de Platea pro quatuor solidis. Item Mermetum Lucat pro duodecim denariis. Item Hugonem Robersat pro duobus solidis et sex denariis. Item Girodum Munierii pro quinque solidis. Item Petrum de Molendino pro tribus solidis et tribus gallinis. Item Molletum de Euru pro tribus solidis et decem denariis. — Summa predicte assetationis nouem libre et decem solidi et quatuor denarii. — Et sic de predictis quatuordecim libris remanserunt quatuor libre, nouem solidi et octo denarii ad assetandum. Que summa pecunie nobis fuit assetata apud Syrie et apud Morlanges videlicet super Petro de Morlanges, homine ligio et taillabili dicti Monasterii et eius tenemento. Qui etiam Petrus, preter talliam quam soluit bis in anno, debet prefato monasterio annuatim octodecem denarios censuales. Item super Micaleto Mermeto, Perreto et Johanne fratribus, filiis quondam Girodi de Morlanges, hominis ligii et taillabilis Monasterii predicti, et super eorum tenementis. Qui, inquam, fratres preter talliam quam soluunt bis in anno dicto monasterio, debent eidem monasterio annuatim quatuor solidos censuales et duos panes grangie de Rignie ad valorem octo denariorum annuatim persoluendos et unam octanam nucium dicte grangie annuatim. Item et super Iohanne Gilet de Syrie et Aymoneto nepote suo dicto Murrussat hominibus ligiis et taillabilibus dicti Monasterii et eorum tenementis. Item super Perreto filio quondam Bruni de Syrie hominis ligii et taillabilis dicti Monasterii. Qui, inquam, Perretus preter talliam quam soluit bis in anno predicto Monasterio debet annuatim ipsi Monasterio sex octanas bladi censuales ad mensuram Rupis, scilicet medietatem auene et medietatem frumenti. Item super Bruneto, Mermeto et Perreto de Syrie fratribus, hominibus ligiis et tailliabilibus predicti Monasterii et eorum tenementis. Qui quidem fratres preter talliam quam soluunt eidem Monasterio bis in anno debent ipsi monasterio sexdecim denarios censuales et sex octanas bladi ad mensuram Rupis, medietatem frumenti et medietatem

auene. Item et super Perreto de Syrie et Mermeto eius nepote hominibus ligiis et censitis Monasterii predicti. Qui inquam Perretus et Mermetus debent soluere annuatim predicto Monasterio viginti solidos Gebenn. nomine cense. — De quibus assignationibus et assetationibus pro dictis quatuordecem libris, nos tenemus plenarie pro contentis et dictum Monasterium soluimus et quittamus penitus de eisdem, et confitemur ex certa scientia transactionem et compositionem predictam fore nobis et comitatui nostro predicto utilem, et in utilitatem nostram et dicti comitatus totaliter fore versam. Verumtamen quoniam per gentes nostras fuit examinatum et taxatum de mandato nostro quod assetatio ultimo facta valet annuatim viginti sex solidos plus quam dictum Monasterium teneretur nobis assetare, ideo nos pro nobis et successoribus nostris soluimus et quittamus dicto Monasterio getum, procurationem seu pactum, quos vel quam tam nos quam predecessores nostri, ex antiqua consuetudine percepimus hactenus et percipere consueuimus, in quadam sua grangia de Rignie, semel in anno, ratione et causa dominii Castri nostri de Mornay, nomine et loco assetationis dictorum viginti sex solidorum quos eidem Monasterio assetare tenebamur et pro dimidio modio auene ad mensuram Gebenn. nobis et successoribus nostris in dicta grangia perpetuo annuatim de cetero persoluendos. — Promittentes dictis priori et prioratui et etiam conuentui, pro nobis, successoribus et heredibus nostris, per stipulationem et per juramentum super sancta dei euangelia a nobis corporaliter prestitum, quod contra predictam transactionem vel compositionem, et geti, procurationis seu pacti quittationem, per nos vel per alium, in judicio vel extra, de facto vel de jure, non veniemus nec alicui contrauenire volenti consentiemus. Et quod in predictis spectantibus ad dictum Monasterium, per nos vel per alium, nichil penitus petemus seu exigemus, nec etiam capiemus, exceptis tantummodo hominibus de Confignon et ultimo supplicio in hominibus aliorum locorum ut superius declaratur, et dimidio modio auene in grangia de Rignie nomine geti, procurationis seu pacti ut superius est expressum. Et promittimus ut supra nos facturum et curaturum quod uniuersa et singula supradicta laudari faciemus et laudamentum in publicam formam redigi et dictis religiosis tradi per omnes illos ad quos istud negotium poterit pertinere et quod predictos religiosos in predictis et omnibus rebus et bonis eorumdem, ubicunque existant, in judicio et extra deffendemus, et promittimus ipsis uniuersa et singula predicta ab omnibus et contra omnes habere licere ut superius declarantur, subjicientes nos, heredes et successores nostros et terram nostram, quoad hec,

jurisdictioni officialis curie gebenn. qui nunc est et pro tempore fuerit, ut ipse ad obseruationem omnium premissorum nos, heredes et successores nostros et terram nostram per sententiam excommunicationis et interdicti compellat, canonica monitione premissa. — Deinde nos Agnes comitissa gebenn. considerata euidenti utilitate dicti domini Comitis et nostra, omnia predicta et singula laudamus et confirmamus, et renuntiamus omni juri hypothecarum, si quod in predictis habebamus, et specialiter beneficio Velleiani, et promittimus, eo modo quo promisit ut supra dictus Dominus Comes, contra predicta vel aliquod de predictis in perpetuum non venire. Et tam nos dictus Comes quam nos dicta Comitissa, per predictas stipulationes et per Juramentum, ex certa scientia, renuntiamus in hoc facto omni exceptioni doli, mali metus, actioni in factum, condictioni sine causa et ex injusta causa, deceptioni ultra dimidiam justi pretii et oblationi libelli, litis contestationi, copie exhibitioni et lectioni presentium litterarum. Et nos dicta Comitissa specialiter et expresse legi Julie de fundo dotali non alienando, omni juri hypothecarum, et ambo insimul omnibusque privilegiis a sede Apostolica indultis et indulgendis, concessis et concedendis, juri dicenti generalem renunciationem non valere nisi precedat specialis, et omni juri canonico et civili, per quod possemus facere vel venire contra predicta seu aliquod predictorum. Rogantes nos predicti Comes et Comitissa per te Petrum de Juria clericum juratum curie predicti officialis, eundem officialem qui nunc est et qui pro tempore fuerit, ut nos compellat ad observationem omnium predictorum, et ut ad relationem tuam una cum sigillis nostris huic Instrumento sigillum dicte Curie apponat in testimonium veritatis et ad majorem hujus rei firmitatem. In quorum omnium testimonium nos predicti Comes et Comitissa, sigilla nostra presenti carte duximus apponenda, et nos dictus Officialis, ad preces et requisitionem dictorum Illustrium Domini Comitis et Comitisse nobis oblatas, per dictum juratum nostrum ad hoc a nobis specialiter deputatum qui nobis predicta asserit esse vera, cui super predictis fidem plenissimam adhibemus, sigillum curie predicte Domini Gebennensis Episcopi, presentibus apposuimus ad majorem roboris firmitatem una cum sigillis Illustrium predictorum. Acta fuerunt hec, prout nobis constat predictis Comiti et Comitisse et nobis officiali predicto ad relationem dicti Jurati nostri, apud Sacconay XII°. Kalendas Julii, anno Domini millesimo trecentesimo secundo.

(Arch. Gen. P. H., N° 142. — Copie de J.-A. Gautier, p. 353, dans son ouvrage manuscrit sur les droits de St-Victor et Chapitre.)

284

1302, 26 Juillet. — *Béatrix, dame de Faucigny, approuve l'hommage fait à l'Evéque de Genève par Robert Vuagnard, pour des terres à Viu.*

Nos B. filia inclite recordationis Domini P. Comitis Sabaudie, Domina fucigniaci, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod cum Robertus Vagniardi, domicellus, confessus fuerit legitime omnes res sitas ultra aquam de thyez versus locum dictum de vyuz en salas, que quondam fuerunt Rodulphi alarbaneys, esse de feudo D. Episcopi gebenn. et ecclesie gebenn. esse debere, quam confessionem et recognitionem fecit idem Robertus predicto D. Episcopo gebenn., et etiam homagium pro rebus predictis, excepta fidelitate D. Comitis Gebenn. et nostra. Nos predictam confessionem et recognitionem approbamus et profitemur veram esse, exceptis personis liberorum aczionier de villa, et promittimus bona fide pro nobis et successoribus nostris contra predicta aliquatenus non venire, jure tamen in predictis nobis saluo, quod in alia terra de salas nos habemus ex vigore donationum nobis factarum de baronia fucigniaci et de juribus et appendenciis dicte baronie per genitores nostros bone memorie et per D. Aymonem quondam Dominum dicte terre. In cuius rei testimonium sigillum nostrum presentibus duximus apponendum. Datum apud montem fluretum, die Jouis post festum B. Marie Magdalenes. A. D. m°. ccc°. secundo.

(Arch. Gen. L. Salaz, N° 32.)

285

1303, 18 Février. — *Vente de diverses censes faite à l'Évéque Martin par Étienne de Viu.*

A. D. m°. ccc°. ij°., indictione j^a^., xij°. Kal. marcii . . . constitutis D. Martino diuina permissione gebenn. Episcopo ex una parte, et Stephano

de vyu clerico habitatore de bona ex altera. Dictus Stephanus vendit predicto D. Episcopo usque ad valorem quatuor libratarum terre gebenn. annualium, minus xij denarios, sitas in terra de Salaz, percipiendas et leuandas super rebus et hominibus infrascriptis, tam in denariis, quam in frumento et galinis censualibus, et etiam in taliis, in festo B. Michaelis et in festo Pasche annuatim. Que quidem res sunt et monentur de feodo dicti D. Episcopi et de quibus rebus debet esse et est homo ligius dicti D. Episcopi .... Pro precio venditionis rerum predictarum, confitetur dictus Stephanus se habuisse ... a dicto D. Episcopo triginta libras bonorum gebenn. in bona pecunia numerata et tradita ... Res vero que debentur et homines qui debent easdem sunt hii, videlicet Valterus tesorens vij sol. gebenn. annui census pro campo de pomers. Item Will^s. frater eius vj sol. pro prato de tyez. Item ..... Et est sciendum quod qualibet octana dicti frumenti ad mensuram de bona extimata est in venditione annuali tres sol. gebenn. De predictis autem rebus, se deuestit dictus Stephanus et dictum D. Episcopum inuestit de eisdem, et in possessionem corporalem vel quasi inducit per traditionem cuiusdam baculi et concessionem presentis instrumenti ..... Constituens etiam dictus Stephanus se possidere res predictas nomine dicti D. Episcopi quousque dictus Episcopus vel alius eius nomine de eisdem rebus apprehenderit possessionem corporalem .... Promittit idem Stephanus uniuersa supradicta eidem D. Episcopo manutenere sub expressa obligatione omnium bonorum suorum, et specialiter et expresse obligat et ypothecat eidem D. Episcopo vineam quam habet apud Jussie, et eam ponit sibi in responsam et saysinam pro predictis melius attendendis, et in se periculum euictionis assumens .... Insuper ad maiorem securitatem et firmitatem habendam de premissis, ad ipsius Ste. requisitionem et instantiam, constituunt se fideiussores pro ipso erga dictum D. Episcopum et in manu sua .... videlicet Johannes de Stablu, Mermetus Rupli et perretus brediz quilibet in solidum, qui promiserunt se facturos et curaturos ut uniuersa supradicta veniant ad effectum .... Datum et actum Gebenn. apud longamalam in camera dicti D. Episcopi, presentibus D. Girardo de antyoz presbitero, Joh. nepote suo curato de antyoz, Guilloto de bona clerico et Johanodo piquer de villa. Et ego p. de albarosa notarius .....

(Arch. Gen. L. Salaz, N° 30.)

286

1303, 27 Février. — *Transaction entre Martin, Évêque de Genève, et le prieur de Chêne, au sujet du patronat de l'église d'Usinens.*

Nos Martinus diuina miseratione Gebenn. Episcopus notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis quod, cum discordia exorta fuerit et diu etiam ventilata, inter nos nomine ecclesie nostre gebenn. ex una parte, et religiosum virum fratrem Aymonem priorem de quercu nomine dicti prioratus ex altera, super ecclesia de Usunens nostre dyocesis, super eo videlicet quod idem prior nomine quo supra dicebat se habere jus patronatus in dicta ecclesia de usunens, nobis vero in contrarium asserentibus, et dicentibus nomine quo supra quod dicta ecclesia, quoad institutionem rectoris seu curati, pleno jure absque presentatione alterius spectabat, et spectare debebat ad solum Episcopum gebenn., et quod predecessores nostri qui pro tempore fuerunt Episcopi gebenn. absque presentatione alterius, in dicta ecclesia instituerant duos curatos in dicta ecclesia successiue, videlicet Jacobum cochardi quondam de Anassiaco, et dompnum Joh. de chalungio nuper defunctum, et nos postea dompnum Ansermum de Chalungio immedietate et successiue, quas institutiones plenarie probabamus. — Tandem post multas altercationes, idem prior ostendit quandam litteram sigillatam sigillo tunc temporis Episcopi gebenn. prout prima facia apparebat. In qua quidem littera, inter alia continebatur quod, bone memorie D. Vuydo quondam Episcopus gebenn. contulerat jus patronatus ecclesie de Usenens prioratui de nantuaz, cui subest dictus prioratus de quercu, et nomine dicti prioratus nantuaci jus patronatus dicte ecclesie pertinebat ad dictum prioratum de quercu. Item proposuit coram nobis idem prior, quod cum controuersia moueretur contra priorem de quercu super quasi possessione juris patronatus ecclesie de Usenens, in qua quasi-possessione dictus prior tunc temporis asserebat se esse, Dominus Aymo de grandissono tunc Episcopus gebenn. commisit dictam controuersiam, seu causam audiendam seu terminandam, officiali gebenn. tunc temporis, et G. decano de vuillonay. Qui Officialis et decanus pronunciauerunt prioratum de quercu fore possessorem vel quasi juris patronatus et presentandi rectorem in ecclesia de Usenens, et quasi-

possessionem dicti juris patronatus ad dictum prioratum pertinere. Super qua pronunciatione, idem prior ostendit nobis litteras sigillis Curie Officialis gebenn. et G. decani sigillatas, prout prima facie apparebat. Deinde idem prior nomine quo supra proposuit, quod dictus D. Ay. quondam Episcopus Gebenn. asserens se dedisse predictam potestatem prefatis Officiali et decano, memoratam pronunciationem ratificauit, et ideo ad presentationem prioris de quercu tunc temporis dedit et concessit domino P. de Varey presbitero ecclesiam de Usenens antedictam. Et super hiis actibus, factis per dictum D. Ay., idem prior ostendit nobis litteram sigilli dicti D. Ay. quondam gebenn. Episcopi sigillatam. Preterea adhuc proponit idem prior, quod vacante dicta ecclesia de Usenens per liberam resignationem dicti domini P., bone memorie, Henricus quondam Episcopus Gebenn. ad solam presentationem prioris de quercu adtulit dictam ecclesiam Vullielmo de satignye clerico, et super isto actu facto ut supra per dictum D. henricum, idem prior ostendit nobis litteram sigillo dicti D. Henrici quondam Episcopi gebenn. sigillatam, quare idem prior dicebat jus patronatus dicte ecclesie de Usenens ad prioratum de quercu debere pertinere.—Nos igitur informati de omnibus supradictis, mediantibus venerabilibus viris et discretis Dominis Nicholao de S°. germano cantore gebenn. Girodo de arnay et Thoma de ponte Officiali nostro, canonicis gebenn. super predicto jure patronatus, pro nobis et successoribus nostris cum dicto priore pro se et successoribus suis in dicto prioratu, ad concordiam et amicabilem compositionem venimus per modum inferius declaratum. Considerantes etiam utilitatem nostre ecclesie gebenn., videlicet quod, vacante dicta ecclesia de Usenens de cetero quandocunque mera institutio, absque presentatione cuiusquam, alternatim pertineat ad nos et successores nostros gebenn. Episcopos, et alternatim ad presentationem prioris de quercu qui pro tempore fuerit, personam ydoneam ad curam dicte ecclesie nos et successores nostri recipere teneamur, ita quod una vice ad solam institutionem nostram instituatur ibidem curatus sine presentatione prioris, et alia vice immediate postea cum vacauerit dicta ecclesia ad presentationem prioris de quercu qui pro tempore fuerit, et sic de cetero fiat alternatim perpetuo in futurum. Et ne jus seu possessio dicti prioris deperire valeat in futurum, maxime ut dictus prior retineat jus presentandi alternatis vicibus ut supra et possessionem vel quasi dicti juris prioratus alternati ut supra, dictam ecclesiam de Usenens vacantem per liberam resignationem D. Ansermi de chalungio, tam pro jure nostro alternato ut supra, quam pro jure dicti prioris alternato simi-

liter ut supra, dicti utriusque nomine contulimus D. Reymondo de vincie, videlicet per manum D. Emerici de chissie, curati de Cogno, capellani et socii nostri, cui dedimus potestatem faciendi dictam collationem ut supra et qui eam contulit eidem Domino R. secundum formam superius declaratam. Hoc acto expresse inter nos et dictum priorem, nominibus quibus supra, quod prima vice quod contingerit vacare dictam ecclesiam de Usenens, prior de quercu, ratione sui juris patronatus alternati ut supra, habeat presentationem, ita quod illa vice personam ydoneam per eum presentandam Episcopo Gebenn. instituere ad curam dicte ecclesie de Usenens teneatur. Et cum eandem ecclesiam primo postea vacare contingerit, in illa vacatione immediata Episcopus gebenn. solus, sine presentatione dicti prioris, instituat et instituere valeat rectorem in ecclesia memorata, et sic deinceps fiat alternatim perpetuo, quotiescunque eamdem ecclesiam de Usenens vacare contingerit in futurum. — Quam concordiam et amicabilem compositionem, ut supra declaratur, nos dictus prior nomine quo supra confitemur factam fore ad utilitatem et commodum nostri prioratus predicti, et ideo eam approbamus ratificamus, et etiam confirmamus. Promittentes . . . . . Renunciantes . . . . . Rogantes nichilominus nos prefatus Episcopus tenore presentium Ven. Capitulum gebenn. ut presenti concordie et amicabili compositioni rite facte consentiat, confirmando etiam omnia supradicta, et super hoc concedat eidem priori litteram sigillo dicti Capituli sigillatam, cum ex parte dicti prioris super hoc fuerit requisitum. In quorum omnium testimonium nos dicti Episcopus et prior sigilla nostra presentibus duximus apponenda. Rogantes etiam Dominos Nicholaum, Girodum et Thomam canonicos supradictos, ut una cum sigillis nostris sigilla sua presentibus apponant ad maiorem roboris firmitatem. Et nos prefati Nicolaus, Girodus et Thomas, scientes predicta fore vera, ad preces dictorum Domini Episcopi et prioris unacum sigillis eorum, sigilla nostra presentibus apposuimus in testimonium veritatis. Preterea nos predicti Episcopus et prior rogamus ac requisimus per has nostras patentes litteras sigillorum nostrorum sigillatas discretum virum D. Officialem Curie Gebenn. ut sigillum dicte Curie, unacum sigillis nostris et sigillis dictorum canonicorum, presentibus apponat ad perpetuam memoriam rei geste.—Et nos predictus Officialis, ad requisitionem et preces predictorum Domini Episcopi et prioris nobis tenore presentium oblatas, sigillum predicte Curie, unacum sigillis Domini Episcopi et prioris predictorum, nec non et cum sigillis predictorum canonicorum presentibus duximus apponendum in testimonium omnium premissorum. Datum et

actum Gebenn. in claustro sancti petri Gebenn. die mercurii post vetus carnipreuium. Anno Domini m°. ccc°. secundo.

(Arch. Gen. P. H., N° 141.)

287

1303, Février. — *Assignation faite par Guillaume de Joinville au couvent de Bonmont, pour assurer le paiement d'un legs de sa mère Léone, dame de Gex.*

Nos Guillames de Jenuille sire de Jayz facons savoir a touz ces qui verront et horront ces presanz letres, que cum li noble dame leone dame de Jayz, cay en arriere nostre tres chiere mere, hait done en sa derriere bone volonte en aumoyne perpetue, por sun anniversaire faire chascon ant aut jour que elle fust trappassee es religious, a lAbe et ou couvent de bonmont ou elle est sevelie, treinte souls de genevois chascon ant censous. Nos voillients compter sa volunte con bon fils et con bons hoirs, es dits religious assetons, outroions et assignons a touz jours, mais sens rappel por les desus dites treinte souls, tot lou droit et tote la reson que nos havons .... es terrages de la jour et ou treffons de la tere, dois lestraul comon, qui va de Jayz ver bonmont et amont, tam quil si estendont, ce est a savoir dois bornes et la limitacion de la dimerici dou prioure de dyrone ver la grange dou chasney. Et confessons que nos havons hau des dits religious de bonmont quatorse livres de genevois de antraige en bones danrees de bon vin ..... Faittes et donees a Jayz lant de grace per mille trois cent et dous ou mois de Fevrer.

(Arch. Laus. Reg. Cop. Bonmont, I, N° 254.)

288

1303, 26 Avril. — *Accord entre l'Évêque Martin et le comte de Genevois au sujet des dîmes novales des églises situées dans le dit comté.*

Nos Martinus diuina permissione gebenn. Episcopus, notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis, quod in presentia nostra et etiam in presentia Notarii infrascripti et testium subscriptorum, propter hoc specialiter constitutus vir illustris D. Amedeus Comes gebenn., quem per multa tempora sollicitauimus et per plures personas alias sollicitari fecimus, et eidem pro salute anime sue et predecessorum suorum suaderi fecimus et ipsum caricatiue moneri, quatenus decimas noualium, quas tam predecessores ipsius quam ipse in plerisque ecclesiis comitatus gebenn. per se seu per alios perceperunt contra justitiam et in suarum periculum animarum, dimitteret predictis ecclesiis et a perceptione cessaret. Eodem D. Comite, tam nobis quam aliis super hoc apud eum insistentibus respondente, quod tam predecessores ipsius quam ipse dictas decimas noualium perceperunt in predictis ecclesiis, ex priuilegio predictis predecessoribus suis ab apostolica sede sibi indulto. Tandem idem D. Comes usus consilio saniori, spiritu dei ductus, viam eligens certiorem pro remedio anime sue et predecessorum suorum, sciens, prudens, spontaneus, mera liberalitate, dictas decimas in manu nostra, ad opus et utilitatem ecclesiarum in quarum territorio percipiuntur decime supradicte, secundum ordinationem nostram, per nos super hoc legittime faciendam, nobis vice et nomine dictarum ecclesiarum et Rectorum ipsarum recipientibus, dimisit, cessit, refutauit penitus et quittauit nomine suo, heredum et successorum, promittens nomine suo et quo supra, nobis recipientibus nomine quo supra, quod decimas non percipiat in futurum per se vel per alium, nec percipi consentiet, nec contra dictam cessionem et quittationem veniet in futurum, sed dictas ecclesias seu rectores ipsarum permittet percipere in futurum pacifice et quiete. Faciens nomine quo supra nobis, et dicto Notario infrascripto recipientibus nomine, vice, loco et ad opus dictarum ecclesiarum et earumdem rectorum quarum et quorum interest, pactum perpetuum de non petendo, de non recipiendo per se vel per alium decimas noualium supradictas. Jurauit idem D. Comes nomine quo supra, super sancta dei euangelia propria manu ipsius tacta, quod omnia

et singula supradicta seruabit perpetuo, nec contra facto, verbo, opere vel consilio, de jure vel de facto, palam vel occulte, veniet in futurum. Cedens idem D. Comes nomine quo supra, nobis et dicto Notario, recipientibus nomine quo supra ad opus et utilitatem dictarum ecclesiarum, omne jus et omnem actionem, si quod vel aliqua sibi competat in noualibus memoratis, ex causa predicta, videlicet pro remedio anime sue et predecessorum suorum.—Que omnia et singula supradicta illustris domina Agnes de Scabilone uxor dicti Domini Comitis et Guillelmus dictorum conjugum filius, in presentia notarii infrascripti, prout nobis constat per ipsius relationem, laudauerunt, approbauerunt, ratifficauerunt et confirmauerunt, et tactis corporaliter euangeliis sacrosanctis promiserunt uniuersa et singula supradicta rata et firma tenere et habere pro se et heredibus suis et contra non venire facto, verbo, opere vel consilio, de jure vel de facto, per se vel per alium, in futurum. Item actum est de consensu dictorum Comitis Comitisse et Guillelmi filii eorumdem, quod de dicta quittatione, rattifficatione, consensu et omnibus supradictis dictam quittationem tangentibus, fiat instrumentum publicum per manum infrascripti Notarii cuilibet curato de dyocesi gebenn. et etiam cuilibet alii petenti et habere volenti cuius intersit vel qui sua dicat etiam interesse, habere de dicta quittatione instrumentum. Nos vero predictus Comes uniuersa et singula supradicta confitemur et recognoscimus vera esse, et ea promisimus facere complere et attendere prout superius continentur. In cuius rei testimonium nos dictus Episcopus sigillum nostrum, et nos predictus Comes sigillum nostrum unacum sigillo dicti Domini Episcopi, presentibus litteris duximus apponendum unacum signo Notarii infrascripti. Datum et actum infra ecclesiam gebenn. presentibus testibus et rogatis viris ven. dominis Nicolao de S°. germano cantore gebenn. camerario lugdunensi, Rodulpho de S. Jorio, Jacobo eius fratre, Thoma de ponte, Vull°. de bagnyot, Aymone de bello forti, Vull°. de menthone, Vull°. dou fraygney, Humberto de thonons, Petro balistarii, canonicis gebenn., D. Nicolao de foraz decano Rumilliaci, Stephano vuychardi, Aymone de loes, Vull°. de poulye, presbiteris, pluribus que aliis clericis nobilibus comitatus gebenn. multis que aliis personis ciuibus et habitatoribus ciuitatis gebenn. presentibus et audientibus, vj°. Kal. maii. Anno Domini m°. ccc°. tercio. — Et nos dicta A. Comitissa ad maiorem roboris firmitatem, sigillum nostrum unacum sigillo predictorum dominorum Episcopi et Comitis duximus apponendum. Datum et actum in capella castri de Ternye, presentibus testibus vocatis et rogatis D. petro de bona curato de

fleyrye et Johanne de aquaria, ij°. Idus Junii, pro dicta domina Comitissa et Guillelmo ipsius filio. Anno quo supra. — Et ego Petrus de Cherdonant auctoritate imperiali notarius publicus presens predictis omnibus rogatus interfui, presens instrumentum manu propria scripsi, signo meo consueto signaui, compleui et tradidi dicto D. Episcopo ad opus ecclesiarum predictarum et curatorum earumdem.

(Arch. Gen. P. H., N° 144.)

289

1303, 19 Mai. — *Don fait à l'église de St-Léger par Humbert Boudet, citoyen de Genève.*

Nos Officialis Curie Gebenn. notum facimus . . . . quod coram mandato nostro, videlicet Girodo Amici de Gebenn. clerico Curie predicte jurato . . . . constitutis Humberto filio quondam Aymonis Boudet, civis Gebenn. ex una parte, et Aymoneto Carelli de Vessiaco ex altera. Predictus Aymonetus . . . . vendit prefato Humberto ementi ad opus sui, vel cui voluerit donare vel legare, sex denarios gebenn annui redditus . . . . precio undecim solidorum et quatuor denariorum gebenn. Quod precium dictus venditor confitetur se habuisse et recepisse in bona pecunia numerata. Quos sex denarios annue pensionis dictus Aymo ponit, assignat et assetat, dicto emptore recipiente dictum assetamentum, super quoddam casale suum situm apud Vessiacum, quod casale dictus Aymo asserit per juramentum suum esse de suo mero et franco allodio, et nulli alteri esse aliquatenus obligatum, sed ab omni alia pensione, servicio, seu usagio sive censa quittum penitus et immunem. Accipiens idem Aymo ex causa presentis venditionis dictum casale in emphiteosim et per contractum emphiteoticum a dicto Humberto vel mandato suo, sub pensione dictorum sex denariorum. — Quibus sic actis, predictus Humbertus, pro remedio anime sue et predecessorum suorum, donationeque inter vivos pura, perpetua et irrevocabili, donat, cedit et concedit Deo et ecclesie B. Leodegarii Gebenn., et D. Joh^{i}. de Veygier curato ejusdem ecclesie, predictos sex denarios annue pensionis, animo transferendi in ipsum curatum et

ecclesiam predictam directum dominium casalis predicti et omne jus sibi acquisitum in dicta pensione et in dicto casali ex presente contractu. Dictus siquidem venditor, de mandato dicti Humberti, promittit . . . . solvere dicto Curato et ejus successoribus dictos sex denarios annue pensionis. Constituens et confitens pro se et heredibus suis, se tenere a dicto Curato, nomine quo supra, in emphiteosim . . . casale superius limitatum sub annua pensione supradicta, ponens, mittens et inducens ipsum Curatum in quasi possessionem juris percipiendi annis singulis ab eodem venditore et ejus heredibus, dictos sex denarios annue pensionis super casale supradictum. Promittens per juramentum suum . . . facere et prestare super premissis eidem Curato et ejus successoribus, quicquid venditor in causa evictionis tenetur facere et prestare. — Quibus sic expeditis, predictus Aymo statim pro remedio anime sue, ac etiam donatione inter vivos, donat Deo et ecclesie B. Leodegarii Gebenn. et predicto Curato alios duos denarios annuos, dandos et solvendos per ipsum Aymonem et ejus heredes dicto Curato et ejus successoribus, super casale predictum annis singulis. Promittens dictus Aymo dicto Curato, ponens, assignans et assetans dictos duos denarios annuos super casale supradictum, mittensque et inducens ipsum curatum in quasi possessione juris habendi et percipiendi a dicto Aymone et ejus heredibus, super dictum casale, dictos duos denarios annuos . . . . Supradicta omnia promittit idem Aymo . . . Renuncians . . . . . Datum et actum Gebenn. ante domum Domini Petri de S. Jorio sacriste Gebenn., xiv°. Kal. Junii A. D. m°. ccc°. tertio, presentibus Quoqueto carnifice, dicto Machillyer, et Cristino de Cotarons, testibus.

(Arch. Gen. Reg. S. Leod. Gebenn., f° 9.)

280

1303, 8 Juin. — *Martin, évêque de Genève, concède en abergement un casal sis à Genève.*

Nos Martinus diuina permissione gebenn. Ep^s^. Notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis, quod nos pro nobis et successoribus nostris albergamus imperpetuum et titulo albergamenti damus et concedimus

Petro de S. Jorio domicello, familiari nostro, alberganti et recipienti nomine suo et heredum suorum, quoddam casale situm gebenn. in rippa lacus, subtus domum fratrum minorum gebenn., continens sex teysas de latitudine et prout alia casalia se extendunt infra lacum de longitudine iuxta portum dicti lacus, iuxta casale quod ibidem albergamus Petro de salanchia ciui gebenn. ex una parte, et ex alia juxta casale quod albergamus ibidem Petro de harmentia marescallo nostro, cum pertinentiis et appenditiis dicti casalis uniuersis, prout se comportat alte et basse, in latitudine et longitudine, pro sex libris gebenn. de intragio, quas recognoscimus habuisse et recepisse ab eodem Petro in bona pecunia numerata, et pro sex solidis gebenn. annui census, nobis et successoribus nostris quolibet anno in festo B. michaelis soluendis. Inuestientes dictum petrum pro se et heredibus suis de dicto casali per traditionem presentium litterarum, ad habendum, tenendum, et de cetero pacifice possidendum sub censu predicto et pro utilitate ecclesie gebenn., saluo jure alterius. Et promittimus bona fide in contrarium non venire, sed potius manutenere eidem et deffendere, ac legitime contra omnes garentire. In cuius rei testimonium sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Datum et actum gebenn. in domo aule longe, die Sabbati post trinitatem A. D. m°. ccc°. tercio.

(Arch. Gen.)

991

1303, 14 Novembre. — *Transaction entre l'évêque Martin et Girod, vidomne de Salaz, au sujet de redevances qui se paient dans la dite terre.*

A. D. m°. ccc°. iij°., Indictione ij°., xviij. Kal. decembris, per hoc presens publicum instrumentum conctis appareat euidenter, quod in presentia mei infrascripti Notarii et testium subscriptorum, personaliter constituti Reverend. frater dom. M., diuina permissione Episcopus gebenn., ex una parte, et Girodus vicedognus in terra de Salaz ex altera, asserentes quod, cum materia questionis verteretur inter ipsos super sex denariis Clamarum qui percipiuntur in dicta terra de Salaz, quos dicebat

dictus D. Epˢ. ad se ratione dominii pertinere, dicto vero Girodo vicedogno, ex aduerso proponente, quod dicti sex denarii ad eum pertinebant ratione officii dicti vicedognatus, et pro eo quod Franciscus de lucingio, prepositus gebenn., qui quondam tenebat dictum officium, eos percipere consueuerat. Tandem dicte partes, amicis mediantibus, et pro bono pacis, venerunt ad concordiam et compositionem super dictis sex denariis in hunc modum. Videlicet dictus D. Epˢ. nomine suo et successorum suorum, et dictus Girodus pro se et heredibus ac successoribus suis in dicto officio, quod ex nunc dictus D. Episcopus et eius successores percipiant et habeant medietatem dictorum sex denariorum, et dictus Girodus et eius heredes aliam medietatem imperpetuum, et quod idem Girodus dictos sex denarios recipiat et eius heredes, et in scriptis reddigant in una papiro empta de communi peccunia eorum, et etiam fideiussores qui pro dictis sex denariis dabuntur, et eidem D. Episcopo vel mandato suo computum reddere teneantur, quandocunque super hoc fuerit dictus G. nomine quo supra requisitus a dicto D. Episcopo vel mandato, et hec jurauit dictus Girodus super sancta dei euangelia facere fideliter et etiam exercere. Datum et actum in domo de longi mala. Presentibus D. Emerico de Chissie curato de thono, magistro Petro de bona phisico, D. Johann. de Russins et peroneto de Salanchia testibus . . . . . Et ego Petrus de Albarosa, notarius . . . . .

(Arch. Gen. L. Thyez, N° 19.)

293

1303, 22 Novembre. — *Acte relatif à l'autel fondé dans l'église de St-Pierre par l'évêque Martin.*

Nos Martinus, divina permissione Gebenn. Episcopus, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod cum collatio altarium constitutorum in ecclesia S. petri Gebenn. spectet ad Capitulum ipsius ecclesie, nosque fundaverimus in ipsa ecclesia unum altare in honore Bⁱ. Martini Episcopi, actum fuit in ipsa fundatione inter nos et dictum Capitulum, quod dictum altare per nos fundatum pertineat perpetuo ad collationem

Capituli supradicti. Confitemur autem et recognoscimus, quod de gratia speciali concessum est nobis per Capitulum memoratum, quod nos dictum altare S^i. Martini, nunc et quandocumque ipsum vacare contingerit, cui expedire viderimus conferamus nomine dicti Capituli, toto tempore vite nostre. In cujus rei testimonium, sigillum nostrum presentibus duximus apponendum. Datum x. Kal. Decembris A. D. m°. ccc°. tercio.

(Arch. Gen. P. H., N° 145.)

1303

1303, 24 Novembre. — *Extrait du testament de Martin de St-Germain, évêque de Genève.*

In nomine Domini amen. Per hoc presens publicum instrumentum cunctis appareat, quod ego Notarius infrascriptus una cum testibus fidedignis, litteratis, mecum adhibitis infrascriptis vidi, et de verbo ad verbum legi quoddam publicum instrumentum manu magistri Petri de Albarosa quondam Notarii confectum et signatum, ac in pendenti sigillatum, videlicet sigillo D. Martini quondam Gebenn. Episcopi, ac etiam sigillo Curie ejusdem, super ipsius D. Episcopi ultima voluntate seu testamento, non rasum, non cancellatum, sed carens omni suspicione, in quo inter cetera continentur, ea que inferius continentur. — In nomine sancte et individue trinitatis, patris et filii et spiritus sancti, amen. Anno incarnationis Domini m°. ccc°. tercio, indicione ij^a, die dominica ante festum b. Katherine virginis in domo de mala longa gebenn., coram me not°. publico et testibus infrascriptis vocatis et ad hoc specialiter rogatis, R. pater in Christo D. Martinus, divina permissione Gebenn. Ep^s., sanus mente, licet corpore languens, cogitans quod nichil est certius morte et nichil incertius hora mortis, et quare melius est prevenire quam preveniri, per presens noncupativum testamentum sine scriptis de bonis suis ordinat in hunc modum. Et inprimis eligit sepulturam suam . . . . . Item dat et legat curato de S. Germano Gebenn. qui nunc est et pro tempore fuerit, quandam parvam vineam sitam apud bonzaz quam excolit ad medium vinum Amedeus de bonzaz, et fuit acquisita terra in qua plantata est a quodam homine Girodi rigot. Item domum suam sitam versus furnum de palays, cum casali dicte domus, que fuit acquisita a

Petro de duluyt. Item quinque solidos annuos quos debet Joh. camerarius suus super terram de palays, juxta terram Ste. Villarii. Item quatuor solidos quos acquisivit a Peroneto boemondi super vinea dou charmur. Ita quod dictus curatus, singulis annis die obitus dicti D. Episcopi, facere teneatur unam presbiteratam, pro remedio anime sue, septem curatis parrochialibus civitatis Gebenn., et servitori altaris S. Martini in ecclesia S. Petri, et octo clericis eorum, et reficere septem vel octo pauperes cum eisdem. Item precipit insuper clamores et debita sua, si qua reperiantur, solvi, et legata deliberari per executores suos infrascriptos, videlicet per D. Rod. de S. Jorio canonicum Gebenn., D. Emerycum de Chissier, et Mag^rm. P. de bona, quos suos executores hujus ordinationis facit et constituit, ita quod si omnes tres interesse non possent vel vellent, duo nichilominus exequantur : absolventes eos et liberans a computo et ab administratione rerum et ordinationis predictarum reddendo, nec vult ipsos seu aliquem eorumdem teneri ad aliquem computum de predictis reddere, sed eisdem remittit, et hanc suam ultimam voluntatem seu ordinationem valere voluit jure testamenti : quod si non valeat jure testamenti, quod saltem valeat jure codicilli seu testamenti noncupativi, vel eo jure seu juribus quo vel quibus melius valere poterit et debebit, et quod sit firmum et stabile, et quod possit refici et declarari de consilio peritorum prout melius poterit, substantia non mutata. Et ad hec fuerunt testes presentes vocati et rogati, videlicet D. Guichardus Decanus Anassie, Willelmus de frayneto canonicus Gebenn., D. Martinus vicarius B. Marie Magdalenes, D. Petrus curatus de Lancier, D. Girodus curatus B. Marie nove, D. Johannes de Russins, Johannes ly chatz, Guillelmus ejus nepos, Guilliodus de bona, clerici, et plures alii, anno, die, loco et indicione quibus supra. Et ego P. de Albarosa, publicus imperiali auctoritate notarius, predicte ordinationi unacum dictis testibus presens interfui, et hoc instrumentum publicum scripsi, et in forma publica dictam ordinationem redegi.—Datum quoad confectionem presentis transcripti Gebenn. in operatorio meo, vj. Kal. septembris A. D. m°. ccc° xxx°. nono, indicione vij^a., factaque collatione diligenti presentis ejusdem transcripti ad originale instrumentum predictum, cum et coram D. Jordano curato de Moyns, ac Guillelmo filio quondam supradicti magistri P. de Albarosa notario, ac Jo. de grangia de flerie clerico, ad hoc vocatis specialiter, per me Johannem retonsorem clericum gebenn. publicum imperiali auctoritate notarium et juratum Curie D. Officialis.

(Arch. Gen.)

294

1304, 3 Avril. — *Transaction entre le comte de Genevois et le prieur de St-Victor, au sujet de leurs droits sur les hommes et les terres de Gy et de Merlinge.*

Nos Amedeus Comes Gebennensis, notum facimus universis presentes literas inspecturis quod, cum discordia seu contentio verteretur inter nos, nomine nostri dicti Comitatus, ex una parte, et Religiosum virum Dominum Jacobum de Lulliaco, Priorem Sancti Victoris Gebennensis et conventum eiusdem loci, ex altera, super eo quod dicti Prior et conventus, nomine dicti Monasterii, dicebant se habere et ad dictum Monasterium spectare debere omne Imperium merum et mixtum, omnem jurisdictionem, omnesque escheytas et omnia quecunque alia ad Dominium et Segniorlam spectantia, in Villa et in territorio de Giez et de Marlingio et infra dictum territorium, tam in hominibus dicti monasterii, quam in aliis hominibus habitantibus in dictis Villis, seu infra dictum territorium predictarum villarum, nobis nomine quo supra contrarium asserentibus et dicentibus omnia supra ad nos spectare et pertinere debere, quibusdam tamen modicis exceptis. Tandem post multas altercationes inter nos nomine quo supra ex una parte, et dictum Priorem et conventum ex altera, talis transactio et compositio intercessit, videlicet quod, tam in hominibus dicti Monasterii, quam etiam in aliis hominibus qui domus suas seu domicilia habent et habebunt in futurum super terras dicti Monasterii, in dictis Villis de Giez et de Marlingio, seu infra dictum territorium earumdem ubicunque, dicti Prior et conuentus ex nunc in perpetuum habeant et exerceant omnem jurisdictionem, omnia banna, mulctas, penas, servitia, usagia, subsidia, auxilia, compleintas, corvatas, advenarias, panaterias, getos, bastimenta, et messelerias, angarias, parangarias, cavalcatas et omnia alia munera tam sordida quam honesta, tam ordinaria quam extraordinaria, et omnia quecunque alia auxilia quecunque ibidem poterunt evenire. Ita quod de predictis nichil ad nos vel successores nostros remanere debeat, vel etiam pertinere, et jus omne quod habemus vel habere possumus in predictis villis et in territoriis earumdem, excepto eo quod specialiter inferius retinemus, et etiam omnia munera eidem Monasterio remittimus et quittamus. In omnibus autem hominibus infra territorium earundem villarum existentibus, nullam jurisdictionem, nulla

munera ordinaria vel extraordinaria, sordida vel honesta, nulla indicta, nulla superindicta, nulla banna, nullas mulctas, nullas penas, nullas messellarias, nulla usagia, subsidia vel auxilia, nullas angarias, perangarias vel cavalcatas, nullas advenarias, panaterias, plaintas, vel complaintas, nullos getos, vel quecunque alia usagia, nobis vel Castris nostris retinendo quocunque nomine censseantur, nisi in casu delicti, si forte aliquem de hominibus prelibatis contingeret delinquere in Comitatu nostro, extra tamen Villas predictas et territorium earundem, sed omnia et singula supradicta in dictum Monasterium totaliter transferendo, excepto duntaxat ultimo supplicio quod nobis retinemus in homines delinquentes infra Villas predictas seu territorium earundem. Hoc acto quod in bonis cuiuscunque condennati et expresse deducto in pactis nihil, possumus postulare, petere, vel habere aliqua ratione, consuetudine seu jure, etiam pro recompensatione sumptuum vel laborum, ubicunque illum condemnatum contingerit deliquisse, sed dictum Monasterium de ipsis ordinet prout sibi videbitur faciendum. Pro quaquidem compositione et transactione predictis et ratione earundem, dicti Prior et conuentus nobis dederunt quater viginti libras bonorum denariorum Gebennensium in pecunia numerata, quam pecuniam confitemur habuisse et recepisse ab eisdem, et in utilitatem nostram et Comitatus nostri totaliter fore versam, et de eadem nos tenemus plenarie pro pagatis. Et dictum Monasterium solvimus, penitus et quittamus de eisdem. Confitemur etiam ex certa scientia transactionem et compositionem predictas nobis et Comitatui nostro fore utilem et in utilitatem nostram et dicti Comitatus totaliter fore versam. Promittentes dictis Priori, Prioratui et etiam conventui, pro nobis, successoribus et heredibus nostris, per stipulationem solempnem et per juramentum nostrum super sancta Dei Evangelia a nobis corporaliter prestitum, quod contra predictam transactionem vel compositionem vel quittationem, per nos vel per alium, in judicio vel extra, de facto vel de jure, non veniemus nec alicui contravenire volenti consentiemus. Renuntiantes . . . . . — Deinde nos Agnes Comitissa Gebenn. considerata evidenti utilitate dicti Domini Comitis et nostra, omnia predicta laudamus et confirmamus et renuntiamus . . . . . Rogantes nos predicti Comes et Comitissa per tenorem presentium et per te Martinum de Chivrie, Clericum Juratum Curie officialis predicti, eundem Officialem qui pro tempore fuerit, ut nos et nostros heredes et successores compellat ad observationem omnium predictorum, et ut ad relationem tuam unacum sigillis nostris huic Instrumento sigillum dicte Curie apponat in testimo-

nium veritatis et ad majorem hujus rei firmitatem . . . . . Actum apud Ternier iij°. non Aprilis, anno Domini millesimo trecentesimo quarto.

(Arch. Gen. P. H., N° 146. — Copie par J.-A. Gautier, p. 359.)

395

1304, 27 Septembre. — *Hommage rendu par Hugues Dauphin, seigneur de Faucigny, à Amédée, comte de Genevois.*

Anno Domini m°. ccc°. quarto. Indictione tertia. v°. Kal. Octob. in presentia mei notarii et testium subscriptorum, nobilis vir Hugo Delphinus, Dominus de Fucigniaco, fecit fidelitatem viro illustri Domino A. comiti gebenn. eo modo et forma quo et qua Domini fucigniaci debent et consueverunt facere fidelitatem Domino comiti gebennensi, quam fidelitatem fecit manuum interpositione et oris osculo, ut moris est, intervenientibus, salvo jure Domini Delphini. Hoc etiam acto expresse inter presentes, quod dictus Hugo debet recognoscere feodum ad requisitionem dicti domini Comitis. Actum apud Saconay, in camera dicti Domini, presentibus domino Antelmo Enardi, domino Johanne Domino de Langins, domino Petro eondomino Terniaci, militibus, et Henrico de Turre, Stephano de Vileta, Eymerico de Avalone et Roberto Vuaignardi, domicellis, Henrico de avalone, Iohanne de aqueria, clericis, Stephano de pugnye notario publico et me Clementi de Juria notario publico . . . . .

(Arch. Turin. Duché de Genevois. Paq. 3, N° 13.)

396

1304, 12 Décembre. — *Dons de Béatrix, dame de Faucigny, faits au couvent des Frères mineurs de Genève, pour son anniversaire et pour ceux de son père et de son fils.*

Universis presentes litteras inspecturis, frater franciscus gardjanus fratrum minorum gebennensium, humilisque conventus eiusdem loci,

salutem in domino sempiternam. Quum illustris domina B. dalphina, domina fucigniaci, multa et magna beneficia nobis olim contulerit, et specialiter pro anniversario inclite recordationis domini P. comitis sabaudie patris predicte domine, et pro anniversario Iohannis dalphini filii sui quondam, et pro suo anniversario, quandam summam pecunie olim nobis dederit, et modo per augmentum anniversariorum predictorum decem libras gebenn. adhuc nobis erogaverit, noveritis quod nos bona fide promittimus quod predicta anniversaria faciemus firmiter, et ad perpetuam memoriam in posterum faciendam et habendam ea jam scripsimus in libris ecclesie, diebus suis perpetuo recitanda et etiam facienda, anniversarium domine faciemus in festo sancti anthonii dum fuerit in humanis, et post obitum suum in die obitus sui, anniversarium johannis dalphini faciemus viii°. Cal. octobris quod antea faciebamus, anniversarium inclite recordationis domini. p. comitis sabaudie faciemus in die obitus sui, et hoc nos omnes statuimus et inter nos ordinamus in perpetuum observandum. In cujus rei testimonium sigillum conventus duximus presentibus aponendum, unacum sigillo offic. gardiani. Datum gebennis, anno domini mill°. ccc°. iiii°. die ante festum beate lucie feliciter.

(Arch. Gen.)

997

1304, 23 Décembre. — *Amédée, frère convers du Reposoir, reconnaît avoir reçu 105 livres genevoises, qui lui ont été remises par le Chapitre de Genève, sur un dépôt fait à celui-ci par Béatrix, dame de Faucigny.*

Nos Officialis Curie Gebennensis notum facimus uniuersis, quod in nostra presentia propter hoc personaliter constitutus frater Amedeus conuersus de reposatorio, ad interrogationem nostram sibi factam vice nomine et ad opus venerabilis capituli gebennensis, confitetur et publice recognoscit se habuisse et recepisse a prefato capitulo centum et quinque libras gebenn. nomine et ex parte illustris domine Domine B. dalphine, domine terre

fucigniaci, de summa pecunie quam prefata domina habebat depositam penes dictum capitulum in secretum eorumdem. De quibus se tenuit dictus conuersus, nomine quo supra, plenarie pro pagato in pecunia numerata. In cuius rei testimonium nos dictus Officialis . . . . . Datum in domo quam inhabitat petrus de albarosa notarius, die mercurii ante natiuitatem domini, anno domini m°. ccc°. quarto.

(Arch. Gen.)

298

1305, 15 Février. — *Hugues Dauphin, seigneur de Faucigny, renonce, moyennant une somme de 70 livres genevoises, à une saisie qui avait été mise sur les biens de Mermod de St-Joire par Béatrix, dame de Faucigny.*

Nos Hugo Dalphinus, Dominus terre Fucigniaci, notum facimus uniuersis quod, cum vir discretus D. Petrus de S°. jorio, sacrista gebenn., curator quondam Mermodi de S°. jorio, curatorio nomine eiusdem Mermodi, emisset ab Hugone de S°. jorio, filio quondam D. Rodulphi de S°. jorio, germano suo consanguineo, res, bona, homagia et alia quecumque jura que inferius continentur, que res, bona et homines predictos et predicta ex predicto titulo longo tempore dictus Mermodus tenuit et tenuisset, et domina nostra Domina Beatrix, domina fucigniaci, easdem res, bona, seysitas tenuisset sua propria voluntate. Nos predictus Hugo atendentes et considerantes grata seruicia, quamplurima impensa per predictum Mermodum et . . . impendenda, nos volumus et concedimus quod dictus Mermodus habeat et habere possit res, homines et bona predicta, et eidem omnia predicta deseysimus et deliberamus pro septuaginta libris bonorum gebenn., quam summam pecunie confitemur habuisse et recepisse in pecunia numerata. Promittentes per juramentum nostrum super sancta Dei Euangelia a nobis corporaliter prestitum, dicto Mermodo, predictas res, bona, homines seu homagia manutenere et deffendere contra omnes et contra quascunque personas ecclesiasticas seu seculares. Inuestientes pro-

dictum Mermodum per traditionem presentium litterarum . . . . Mandantes castellanis fucigniaci et castellionis nostris quatenus predictum Mermodum inducant in possessionem rerum predictarum, et eum inductum tueantur pariter et deffendant. Quam vero seysinam et turbationem predictarum rerum dicto Mermodo tanquam benemerito pro nobis tenere attendere et seruare . . . . . Renunciantes specialiter et expresse beneficio minoris etatis et exceptioni doli mali, vis, metus . . . . . Res vero seysitas eidem Mermodo per predictam deseysinam nostram et per nos desseysitas et deliberatas sunt hec : primo dictus Bons et lyaromerat eius frater, li renduz dictus vayret et rifferius fratres de auenens, venterius de missier, albergum et liberi ripherii de mursier, gayrodus de Turre et liberi sui, et dictus ly armally. Item decima de auenens que fuit de albergo dicti hugonis. Item quatuor pose terre site in territorio de mursier juxta terram petri de mursier. Item circa septem pose terre site apud entreuerges juxta terram Rodulphi de S°. jorio. Item in fine de turre quatuor pose terre contigue vie publice que tendit de turre versus bonatrayt. Item una posa terre sita in chynesy juxta terram dicti Jaquet. — In quorum omnium robur . . . . . Datum die lune post octabas purificationis B. Marie Virginis. A. D. m°. ccc°. quarto.

(Archives baroniales de S. Joire, carton 46, N° 6.)

399

1305, 19 Octobre. — *Nomination d'un chanoine de Sixt en qualité de curé de Samoëns.*

In nomine Domini amen. Anno eiusdem m°. ccc. quinto, indictione quarta, xiiij°. Kal. nouembris in presentia mei notarii, infrascripti et testium subscriptorum, propter hoc constitutus Religiosus vir D. humbertus humilis abbas de syz, humiliter supplicauit Rev. in Christo patri D. Ay. diuina permissione gebenn. Episcopo et eum instantissime requisiuit quod, cum ecclesia de saymoyn, cuius patronatus ad ipsum asserit pertinere, vaccet per liberam resignationem mei infrascripti notarii, pro-

curatoris quoad dictam resignationem faciendam, constituti per Reymondum de S°. germano, canonicum S'. Mauricii agaunensis quondam, et immediate curatum dicte ecclesie conferret ista vice de gratia speciali fratri Hudrico de olono, canonico regulari de syz, quamuis consueta fuerit ab antiquo gubernari per curatum secularem. Qui D. Episcopus quoad hec volens facere gratiam eisdem Domino abbati et Hudrico, facta protestatione quod nullum per hoc sibi et successoribus suis fiat preiudicium, quominus cum alias vaccauerit dicta ecclesia, ad regimen ipsius secularem clericum debeat presentare, prefatum Hudricum recepit ad curatum dicte ecclesie. Et idem D. abbas confessus fuit quod idem D. Episcopus hoc fecit de gratia speciali, quamquam jus patronatus ad ipsum D. Abbatem noscatur pertinere. Acta fuerunt hec apud S. Johannem gebenn. in quadam camera anteriori, presentibus ven. viro D. Nicolao cantore gebenn. Jacobo de bosett. notario publico, testibus ad predictam vocatis et rogatis. — Et ego Petrus de Chardonant auctoritate imperiali notarius publicus presens predictis unacum dictis testibus interfui, rogatusque a dicto abbate presens instrumentum scripsi et signo meo consueto signaui, compleui et tradidi. — Nos autem predictus abbas confitentes predicta vera esse sigillum nostrum unacum signo notarii supradicti presenti publico instrumento duximus apponendum ad maiorem roboris firmitatem. Datum et actum ut supra.

(Arch. Gen., P. H., N° 152.)

300

1306, 14 Mars. — *Hommage-lige de Hugues de Confignon à Amédée, comte de Genevois.*

Anno domini millesimo tercentesimo quinto, inditione quarta, pridie idus martii, in presentia mei clementis de juria publici notarii et testium subscriptorum, hugo de confignone domicellus fecit fidelitatem ligiam domino A. illustri comiti Gebenesii, oris osculo et manuum interpositione, ut moris est, interjectis, et dixit se feodum reco-

gnoscere coram supradicto notario. Actum apud terniacum in castro, in camera dicti domini comitis, presentibus domino Rodulpho de ponte vitreo, domino Aymone de Lulliaco, domino Jacobo de . . . . . militibus, domino Aymone decano de Wullenay, Guillelmo de mentonay, Iohanne de aquaria, et pluribus aliis testibus ibidem existentibus. Postque incontinenti dictus Hugo feodum recognovit coram me notario in hunc modum, per juramentum suum, et recognovit se tenere a dicto domino comite, videlicet : quicquid ipse et Humbertus frater suus tenent, per se vel per alium, vel alius pro ipsis, inter viam publicam antiquam qua itur de Wullenay versus domum domini nichodi de Greysiaco et viam novam publicam qua itur ante domum dicti domini nichodi, a domibus illorum de campis ad domum dicti domini nichodi, et juraverunt dicti hugo et humbertus quod nesciunt quod plus teneant in feodum a dicto domino comite, et quod, si plus deveniret ad eorum notitiam quod esset de dicto feodo, illud plus revelarent et recognoscerent a domino comite supradicto, et volunt et jurant quod si reperiretur quod dominus Valterus pater ipsorum quondam plus recognoverit de dicto feodo, illam confessionem ipsi ratificant et confirmant. Datum die et anno predictis.

(Arch. Turin. Prov. de Genevois. Paq. 10, Confignon 2.)

301

1306, 5 Juin. — *Consécration de l'évêque de Tibériade, faite à Aubonne par les évêques de Genève, de Lausanne et de Belley.*

Nos Aymo dei gratia Gebenn. Episcopus, G. eadem gratia Lans Episcopus, et P. Bellicen. Episcopus, notum facimus universis Christi fidelibus, quod nos congregati et vocati in capella de Albona prefate dyocesis Gebenn. ad impendendum munus consecrationis fratri Hugoni Cisterciensis ordinis, thabariensis ecclesie electo, de voluntate et assensu superiorum suorum, die dominica post trinitatem, prefato electo nos prefatus Aymo, presentibus et assistentibus Reverendis fratribus G. et P prefatis, munus consecrationis sicut decuit, et secundum ritum ecclesie, impendimus. Verum quoniam, ut ait apostolus, omnes stabimus ante tri-

bunal Christi recepturi prout in corpore gessimus, sive bonum fuerit, sive malum, et opporteat nos diem messionis extreme misericordie operibus prevenire, ac eternorum intuitu seminare in terris, quod reddente domino, cum multiplicato fructu, recolligere debeamus in celis. Idcirco nos prefati, omnibus qui presentes fuerunt in dicta consecratione vere tamen penitentibus et confessis, quilibet nostrum centum dies de injunctis sibi penitentiis misericorditer relaxamus. Et in eadem die omnibus ad eamdem capellam accedentibus, et operi eiusdem capelle manus suas adiutrices porrigentibus, singulis annis eodem modo imperpetuum, centum dies quilibet nostrum de iniunctis sibi penitentiis ut predictum est relaxamus. Et nos prefatus frater Hugo, predicta die dominica in prefata capella de Albona, in Episcopum thabariensis ecclesie ut premittitur consecratus, eodem modo, omnibus presentibus in dicta consecratione, vere sicut dictum est penitentibus et confessis, et in eadem die singulis annis ad eandem capellam affluentibus, et operi dicte ecclesie, ut predictum est, manus suas adiutrices porrigentibus, centum dies de iniunctis sibi penitentiis misericorditer relaxamus. Et nos prefatus Aymo Gebenn. Episcopus, indulgentias concessas a R. in Christo prefatis patribus confirmamus. In cuius rei robur et perpetuum testimonium presens scriptum fecimus sigillorum nostrorum munimine roborari. Datum in predicta villa de Albona, predicta die dominica. A. D. mill°. trescentesimo sexto, mense Junii.

(Arch. communales d'Aubonne.)

303

1306, 24 Septembre. — *Testament d'Amédée, comte de Genevois.*

In nomine Domini Amen. Anno eiusdem millesimo tercentesimo sexto, indictione quinta sumpta, VIII°. Kalendas octobris. In presentia mei notarii et testium subscriptorum, Dominus Amedeus illustris comes gebenesii, de bonis et rebus suis quicquid post mortem suam velit de ipsis fieri, disponit et ordinat in hunc modum. — Ego Amedeus comes Gebenesii sciens nichil certius morte, et nichil incertius hora mortis, sanus mente

et corpore, testamentum meum nuncupatiuum et extremam voluntatem meam, coram testibus infra scriptis a me vocatis et rogatis, ordino in hunc modum. Primo Guillelmum filium meum primogenitum michi heredem meum universalem instituo. Item alios filios meos Amedeum et Hugonem instituo michi heredes in rebus que sequuntur, videlicet in castro de Varey, de Mornay, de Rumilliaco subtus curnilionem, de Curnilione, vicedominatu de Bornis, et in redditibus et leyda ale fori de Ruppe, et in terra et redditibus quam et quos habeo in Vaudo, cum pertinentiis rerum et locorum predictorum, et de hiis volo ipsos esse contentos. Item Mariam neptem meam, filiam domini bellijoci et Johanne quondam filie mee, instituo michi heredem in dote quam dedi quondam dicto domino bellijoci pro dote dicte Johanne quondam filie mee, et in centum libras ultra semel, et de hiis volo ipsam esse contentam. Item si contingeret dictum filium meum Guillelmum decedere post mortem meam sine liberis masculis, uno vel pluribus naturaliter ab ipso legitime procreatis vel procreandis, quod absit, dictos filios meos Amedeum et Hugonem, si ambo viverent illo tempore, vel alterum ipsorum, si alter non esset in humanis, eidem Guillelmo substituo. Ita tamen quod primogenitus filius meus succedat semper in comitatu et sit meus heres universalis. Et si esset talis quod non posset contrahere matrimonium, ut pote quia in sacris vel professus aliquam religionem, alius qui posset habere liberos legitimos succedat in comitatu et sit meus heres universalis. Et si forte contingeret ipsum Guillelmum decedere filiâ vel filiabus relictis, dicti Amedeus et Hugo, vel ille qui veniret ad successionem ipsius Guillelmi teneatur ipsam vel ipsas dotare secundum conditionem ipsarum et secundum facultatem patrimonii ad consilium baronum comitatus gebenesii. Item si contingeret dictum Amedeum decedere sine herede masculo ex corpore ipsius legitime procreato, dictum Hugonem sibi substituo et e converso. Et si contingeret dictos ambos quandocumque decedere, ut supra, dictum Guillelmum et heredes ipsius eisdem substituo. Item volo et precipio quod dicta castra in quibus dictos Amedeum et Hugonem heredes instituo ipsi non possent alienare nisi heredibus nostris. Item donationes et assignationes dotis quas ego alias feci Agneti de cabilone, karissime uxori mee, confirmo, et volo quod habeant roboris firmitatem. Item si contingat decedere me superstite dicta uxore mea, volo quod ipsa sit usufructuaria et domina omnium bonorum meorum et gubernatrix. Item volo quod ipsa habeat tutelam et curam dictorum liberorum meorum. Et si contingeret quod Guillelmus filius meus et Agnes uxor sua non

bene concordarent cum ipsa, nec cum ipsa vellent morari, ipsa tunc teneatur dimittere et dimittat eisdem castrum Rumilliaci in Albanesio, castrum Arbiaci, castrum Terniaci, castrum Gallardi, et castrum Baleysonis, cum pertinenciis dictorum locorum, et ex hiis ipsi se alant et educant. Et volo quod tunc dictus Guillelmus filius meus iuret super sancta dei evangelia se servaturum conventiones quas habeo cum domino fucigniaci et cum illis de menthone. Item volo et ordino quod dictus Guillelmus filius meus de homagio quod debeo ecclesie Lausanensi sit deffensor et wayrens dictis Amedeo et Hugoni, et illud faciat et facere teneatur. Item volo et ordino quod clamores mei emendentur per dictam uxorem meam, et quod ipsa teneat omnia bona mea quousque dicti clamores mei fuerint emendati, et specialiter de filiabus Henrici de Gebennis quondam patrui mei. Volo et ordino quod solvatur eisdem illud quod non est solutum de dotibus eisdem promissis per venerabilem patrem bone memorie Guigonem quondam episcopum Lingonensem, et si de hoc nollent esse contente, fiat eisdem ad arbitrium communium amicorum. Item volo quod quam cito Johannes de Vienna vel Hugo frater suus heredi meo universali fecerit fidelitatem que debetur michi pro castro de Vaschio, quod dictum castrum eidem reddatur, et quingente libre, quas eis ego debeo, solvantur eisdem. Item exequtores meos et testamenti mei adiutores et coadiutores meos et uxoris mee et liberorum meorum instituo et ordino dominum Johannem de cabilone, et dominum Hugonem dominum fucigniaci. Ita quod si ambo nen possent interesse, ille qui presens fuerit habeat plenum posse, et si neuter ipsorum posset interesse, in Gebenesio quicquid ipsi mandaverint vel alter ipsorum firmiter observetur. Rogans dictos dominum Johannem de cabilone, et dictum dominum fucigniaci, ut sicut in vita me dilexerunt, ita post mortem meam diligant me et meos. Actum cusangiéi, in camera dicti domini comitis, presentibus domino Eymione decano de Vullenay, domino Rodulpho de ponte vitreo, domino Rodulpho domino de menthone, militibus, domino Girodo de ornay canonico Gebennarum, Jacobo eschaqueti de anassiaco, iuris perito, domino Aymone succheti curato de anassiaco veteri et domino Pariso curato de Viliaco in bornis, testibus ad hec specialiter vocatis et rogatis. — Ego Clemens de Juria, clericus, auctoritate imperiali publicus notarius, et iuratus Curie officialis et dicti domini comitis Gebenesii, hiis omnibus interfui et de mandato dicti domini comitis scripsi, in formam publicam redegi, et signo meo consueto signavi presens publicum instrumentum. — In quorum omnium maius robur et

clarius testimonium ego dictus comes gebenesii et nos testes superius nominati sigilla nostra presenti instrumento duximus apponenda. Actum ut supra sub eodem contestu.

(Arch. Turin. Duché de Genevois. Paq. 3, N° 15.)

303

1306, 28 Septembre. — *Amédée, comte de Genevois, reconnait que le domaine direct d'un moulin situé entre Juvigny et Paconinge appartient à l'église de Ville-la-Grand.*

Nos Amedeus Comes Gebenn. notum facimus presentes litteras inspecturis quod, cum questio verteretur inter nobilem virum D. Ay. Montisfortis, castellanum nostrum castri Gallyardi, nomine nostro ex una parte, et Martinum et Mermetum fratres, filios quondam Johannis de Juuignie homines nostros ligios, super eo videlicet quod dictus D. Ay. nomine nostro asserebat et dicebat quoddam molandinum situm subtus territorium de paconingio ex una parte et territorium de Juuignie ex altera, in loco vulgariter dicto pratum S. Martini, cum casale eiusdem, ad nos pertinere et pertinere debere jure directi dominii, dictis fratribus hoc negantibus. Tandem de consensu dictarum partium, super dicta questione facta fuit inquisitio per probos homines et testes fidedignos, et inuentum fuit per plures testes fidedignos predictum molendinum cum casali pertinere et pertinere debere jure directi dominii ad ecclesiam de Villamagna et patronum ecclesie supradicte. Quare nos, pro nobis heredibus ac successoribus nostris, predictos fratres, heredes et successores eorumdem, super predicta questione dicti molendini et casalis eiusdem soluimus penitus et quittamus. Promittentes bona fide . . . . . Et pro dicta quittatione confitemur nos habuisse et recepisse a dictis fratribus vigiti solid. Gebenn. in pecunia numerata. Datum apud castrum Galliardi, die mercurii ante festum B. Michaelis, A. D. m°. ccc°. sexto.

(Arch. Turin. Genève, Catég. 1. Paq. 3, N° 1.)

304

1307, 1er Juin. — *Echange de droits et de censes entre l'évêque Aimon et le Chapitre de Genève.*

Nos Aymo, permissione diuina Episcopus Gebenn., et nos Petrus prepositus et Capitulum ejusdem ecclesie, notum facimus . . . . quod nos evidenti utilitate considerata utriusque nostrum, diligenti tractatu prehabito, facimus permutationes infrascriptas. — In primis nos dictus Aymo, pro nobis et successoribus nostris, perpetuo concessimus dicto Capitulo jus patronatus in ecclesia de Chenay, decanatus de Avullyonay, et personatum dicte ecclesie, cum jure percipiendi eundem, quem tenet Petrus de Corsingio curatus de Marselaz ad vitam suam, quod ex nunc spectet ad dictum Capitulum, saluo tamen jure dicti P. ad vitam ipsius. — Et nos predictum Capitulum concessimus eidem D. Episcopo pro predicta concessione, jus patronatus quod habemus in ecclesia de Peyciaco, cum omnibus aliis juribus dicte ecclesie ad nos spectantibus. — Item nos dictum Capitulum donamus et concedimus ex causa predicta, eidem D. Episcopo omnes decimas et jus percipiendi easdem, et omnes homines infrascriptos, et census quos debent nobis dicti homines, videlicet duntaxat census infrascriptos et omnia jura que habemus in eisdem in parrochia de Peycie et de Satignye. Item census infrascriptos in quibus tenentur nobis homines dicti Episcopi infrascripti morantes in castellania de piney : Primo heredes durandi duodecim denarios et obulum. Idem quatuor octanas auene et tria sextaria vini et quinque quarterunos. Girodus loyseys quatuor solidos et duos denarios, unum sextarium vini, unam cupam et tertiam partem unius bicheti frumenti. Dicti bernyz septuor solidos et decem denarios, duas partes unius bicheti frumenti et tria sextaria vini. Ballus duo sextaria vini. Item li borgonnina septem denarios, obolum et septem quarterunos vini et unum bichetum auene. Girodus et jaquetus de piney, perretus Girardi et mermetus ejus frater duodecim solidos, undecim denarios, unum sextarium et decem septem quarterunos vini. Jaquetus de puteo sex denarios et tria sextaria vini. Clericus de puteo quinque solidos, unum denarium et novem sextaria et duas cupas vini, et quatuor octanas auene. Apud satignye, Girardetus et Roletus de pineto unum sextarium vini, quatuor octanas auene, et quatuor solidos. Illi de beta decem et octo

denarios, et quatuor octanas auene. Perretus de cort duodecim denarios et duo sextaria vini ad parvam mensuram, et quatuor octanas auene. Johannes de sergier tres denarios. Perretus bertheti tres obolos, quinque quarterunos vini et unum bichetum auene. Perretus turbil duos solidos. Dominus Johannes de russins decem et octo denarios. Alliodus quatuor denarios. Wuill^{s}. de burdignyns domicellus unum sextarium vini de vinea sua quam tenet a Capitulo. Henricus de vurbens homo ligius sex denarios et unum bichetum frumenti. Uxor mermeti de burdignyns unum sextarium vini ad parvam mensuram. Item octo solidos censuales quos debet nobis perreta dou bosson de verneye, una cum omni jure quod habemus in ipsa perreta et liberis ejus. — Item quitamus D. Episcopo pensionem trium solidorum cum directo dominio quam et quod habebamus in domo et super domo sua dicta longimala. Item duas vineas sitas apud peycie quas dictum Capitulum habebat ibidem. Item piscationes nostras que appellantur noturne quas habemus in Rodano in septem noctibus. — Et nos dictus Episcopus, ex dicta causa, donamus cedimus et concedimus predicto Capitulo decimam nostram dictam de Sambeysie in parrochia de prigny unacum omnibus pertinentiis, attendentiis et jure percipiendi eamdem et quod habemus vel habere debemus in ea, excepta illa quarta parte quam tenet Petrus de lucingio a nobis in feodum, hoc tamen acto quod, si dictum Capitulum possit acquirere a dicto Petro vel causam habituro dictam quartam et jus percipiendi eamdem, hoc eidem Capitulo liceat, nullo alio nostro, vel alicujus successoris nostri, consensu requisito. — Item ex causa dicte permutationis, quittamus dicto Capitulo pensionem decem solidorum quam habebamus super vinea de prato spectante ad dictum Capitulum, sita juxta vineam Henrici tavelli, ciuis Gebenn. ex una parte, et vineam Johannis dicti Chat, ex altera, unacum omni jure et dominio nobis in ea competente, et aliam pensionem sex solid. quam habebamus super vinea sita in loco dicto contamina inter carreriam tendentem a Gebenn. versus Vendouures ex una parte, et carreriam tendentem ab angulo prati quod dicitur pratum Episcopi versus Chaygnu, a parte superiori, et inter vineam que quondam fuit Petri de S^{o}. Germano, ex una parte, et vineam Ponceti Corteys, ex altera, unacum omni jure et dominio nobis in ea competente. — Item, quia res supradicte nobis tradite ut supra, ex causa predicta, a dicto Capitulo longe plus valent quam ille quas eidem Capitulo tradidimus et concessimus ut supra, ideo nos pro nobis et successoribus nostris promittimus ex eadem causa solvere dicto Capitulo annuatim, sub obligatione omnium bonorum nostrorum et

episcopatus gebenn. triginta sex libras et octo solidos bonorum gebenn. in festo B^i. Martini perpetuo, inclusis sex libris in quibus tenebamur annuatim dicto Capitulo pro piscaria de gleys, et quinquaginta solidis in quibus similiter pro piscaria Rodani eidem Capitulo annuatim tenebamur. Et ut magis sit securum eidem Capitulo dictam quantitatem accipere annuatim, assignamus et assetamus eidem Capitulo dictam quantitatem percipiendam annuatim super piscariam nostram tocius Rodani et Araris et super exitibus ipsius, item super exitibus et prouentibus sigillorum nostre curie, ubicunque sint, et super quolibet eorum insolidum, ita quod quicunque qui tenebit dictam piscariam et quicunque qui tenebit et ad quem prouenerint exitus et prouentus dictorum sigillorum et quilibet eorum, teneantur promittere dicto Capitulo per juramentum eorum super sancta Dei euangelia, quod ipsi, videlicet quilibet eorum in solidum, soluere dicto Capitulo annuatim prefato termino dictam pentionis quantitatem. Ita tamen quod illo soluente alteri quoad illum annum quitus remaneat et immunis. Et hec, omnes illi qui nunc sunt et qui pro tempore fuerint in dictis officiis, facere teneantur. Et nos, pro nobis et successoribus nostris promittimus nos facturos et curaturos quod ita facient omnes qui in dictis administrationibus ponentur. Mandantes . . . . . Devestientes nos dictum Capitulum de rebus concessis per nos dicto D. Episcopo, et eundem D. Episcopum de predictis investimus, constituentes nos ex nunc supradictas res et jura possidere nomine dicti D. Episcopi, donec adeptus fuerit corporalem possessionem eorumdem. Et nos dictus Episcopus hoc idem facimus e converso pro nobis et successoribus nostris de bonis et rebus per nos eidem Capitulo traditis, quitatis et cessis ut supra. Promittentes . . . . . Preterea nos predictum Capitulum mandamus et precipimus tenore presentium, omnibus prenominatis hominibus, ut de dictis censis, serviciis et usagiis ex nunc satisfaciant integre dicto D. Episcopo et successoribus suis, et res quas tenebant a nobis recognoscant et teneant de cetero ab eodem, et illis de predictis qui erant homines nostri, ut prefato D. Episcopo tanquam vero Domino eorumdem, et tanquam homines ipsius ex nunc perpetuo obediant et intendant, prout antea retroactis temporibus nobis facere tenebantur, et hoc nullo alio mandato a nobis super hoc expectato. — In quorum omnium testimonium, nos predictus Episcopus et nos predictum Capitulum, scientes et confitentes predictas permutationes et contractus predictos ad utilitatem et commodum cujuslibet nostrum celebratas et celebratos fuisse, sigilla nostra presentibus duximus apponenda ad perpetuum roboris firmitatem. Datum

et actum ad consummationem predictorum in nostra ecclesia Gebenn. inter duo majora altaria, Kalendis Junii, anno Domini m°. ccc°. septimo.

(Arch. Gen. P. H., N° 164.)

305

1307, 18 Juillet. — *Délimitation de la vallée de Valorsine, opérée entre l'abbaye de St-Maurice et le prieuré de Chamonix.*

Anno Domini millesimo trecentesimo septimo, indicione quinta, die martis xv°. Kalend. augusti. Per hoc presens publicum instrumentum cunctis appareat evidenter, quod in presencia mei notarii et testium subscriptorum, cum questio seu discordia verteretur inter viros religiosos Dominum Jacobum, abbatem sancti Mauricii Agaunensis, et conventum dicti loci, nominibus suis et hominum suorum de Servans et des Feniz, ex una parte, et Dominum Vullelmum, priorem de Chamonix, nomine suo et hominum suorum de Valle Ursina, ex altera, super eo videlicet, quod predicti Dominus Abbas et conventus dicebant et asserebant juridicionem et dominium pascuorum de Servans et des Feniaz pretendere debere ultra Alpem de Musson et aquam que dicetur Barbarina usque ad ruynam albam et usque ad chantellum dou Perron et infra dictos confines, esse fuisse in possessione vel quasi homines predictos de Servans et des Feniaz utendi et pascendi tanquam jure proprio, per tantum tempus de cujus contrario memoria non existit. Dicto Domino Priore, unacum hominibus suis predictis, predicta negantibus et asserentibus dominium et juridictionem pascuorum suorum de Valle Ursina extendi debere versus alpem de Musson usque ad aquam predictam vocatam Barbarina, et se esse et fuisse in possessione vel quasi pascendi et utendi infra dictos confines, tanquam jure proprio, per tantum tempus de quo in contrarium memoria non existit. Dictis Domino abbate et hominibus suis predictis hec negantibus et contrarium asserentibus.—Item super mutuis dampnis, injuriis et violentiis ortis ex dicta discordia. — Dicte partes post multas altercationes, videlicet Dominus Vullelmus, curatus de Servans, et Ja-

lianus de Sancto Mauricio agaun. clericus, procuratores seu yconomi et procuratorio nomine predictorum Domini Abbatis et conventus, presentibus et consentientibus pluribus hominibus vel majori parte hominum de Servans et des Feniaz, item prefatus Dominus prior, nomine suo et ecclesie sue et hominum suorum predictorum de Valle Ursina, ipsis hominibus vel majori parte eorum presente et consentiente, mediantibus viris venerabilibus, discretis ac religiosis, Domino Hugone de Avisio, canonico Tarentasiensi et Domino Johanne de Columberio, canonico Agaun. amicis communibus, ad pacem, finem, concordiam seu transactionem firmam et validam de omnibus discordiis predictis, dampnis, violentiis et injuriis, ac aliis omnibus ex predictis dependentibus, devenerunt in hunc modum. — Videlicet, quia non reperiebantur alique certe limitationes olim facte inter pascua ad predictos homines de Servans et des Feniaz ex una parte, et ad homines de Valle Ursina ex altera, que contigua sunt et vicina, nec inter dominia et juridictiones ad dictos Religiosos pertinencia et pertinentes, que similiter in dictis locis contigua sunt et vicina, convenerunt ad invicem quod mete et limitationes sint ex nunc in antea inter pascua predicta, dominia et juridictiones, videlicet rupis que est supra le Cherchy per pedem ipsius rupis, item alia rupis magna que post illam sequitur, descendendo versus aquam de Barbarina. Ita quod a pede dicte prime rupis et a vertice alterius secunde rupis que per crucem figurari vel juxta ipsas, mete lapidee poni debent ad eternam rei memoriam, versus alpem et aquam superius declaratas descendendo, pascua, dominium et juridictio ex nunc in antea ad predictos Dominum abbatem et conventum et homines eorum pertineant et pertinere debeant pleno jure. Et a pede dicte prime rupis et a vertice sequentis rupis supra, versus Vallem Ursinam ascendendo et versus aquam predictam descendendo, semper protendendo per frestam ipsius rupis, pascua, dominium et juridictio ex nunc in antea ad dictum Dominum Priorem et homines suos predictos pertineant et pertinere debeant pleno jure. Dampna vero, injurie et violencie que mutuo illata vel illate usque ad presentem diem esse dicuntur, mutua compensatione tollantur, ita quod omnis odii et rancoris scintilla et materia inter partes predictas ex nunc penitus sit sublata.—Predicta autem omnia et singula dicte partes approbantes, omologantes et ratificantes, promiserunt per stipulacionem sollempnem et per juramenta sua ad sancta Dei evangelia corporaliter prestita, videlicet, dicti procuratores, nomine dictorum Domini abbatis et conventus et hominum suorum predictorum et nomine successorum eorumdem, et pre-

dictus Dominus Prior, nomine suo et successorum suorum ac hominum suorum predictorum de Valle Ursina, rata, grata et firma habere perpetuo et tenere, et in nullo tempore contra facere vel venire, per se vel per interpositam personam, in judicio vel extra, nec alicui contravenire volenti ullatenus consentire. — Ad omnia predicta et singula fuerunt presentes et agentes pro parte illorum de Servans et des Feniaz : Hugo de Feniaz, mistralis, Vullelmus et Johannes fratres ejus, Stephanus de eodem loco, Martinus Grossi et Perretus Potelens, de Servans. Et pro parte illorum de Valle Ursina : Vulledus, mistralis ejusdem loci, Johannes li Perron, Johannes de Mont Ros, Johannes de Barbarina et Johannes li Cotaz-Corbos. Qui omnes pro se et heredibus ac successoribus suis, ac etiam nomine omnium vicinorum suorum et participum in locis suprascriptis, ratificaverunt et approbaverunt expresse omnia predicta et singula prout melius potuerunt, promiseruntque per juramenta sua corporaliter prestita supra sancta Dei evangelia, rata, grata et firma omnia hic contenta habere perpetuo et tenere et in perpetuum, per se vel per interpositam personam, non contra facere vel venire. Renunciantes in hoc facto omnes predicte partes, nominibus quibus supra, per juramenta sua predicta, omni exceptioni doli, mali, metus, vis et in factum, omni actioni, condicioni sine causa et ex injusta causa, dicte transactionis non facte vel non legitime facte, juri dicenti quod omnis transactio debet fieri de re dubia vel incerta, aliquo dato vel retento, et cum omni lesioni et deceptioni, beneficio restitutionis in integrum competenti vel competituro, omni juri speciali vel ex clausula generali, omnibus casibus juris et facti qui excogitari possent et omni legum et canonum et consuetudinum auxilio, et beneficio per quod dicte partes conjunctim vel divisim venire possent contra predictam vel aliquod de predictis, et juri dicenti generalem renunciationem non valere, nisi precesserit specialis. De predictis vero debent fieri duo publica instrumenta per me notarium infrascriptum ejusdem tenoris, videlicet pro qualibet parte unum, que debent fieri, vel facta refici semel vel pluries ad dictamen unius vel plurium peritorum, predicta substancia non mutata. Et est sciendum quod predictus Dominus Abbas et conventus sancti Mauricii Agaun. debent instrumentum quod ad dictum Dominum Priorem pertinere debet, de predictis, ad requisicionem suam vel alterius pro eo sigillorum suorum, et dictus Dominus Prior instrumentum quod ad dictos Dominum Abbatem et Conventum pertinere debet, versa vice, sigilli sui munimine roborare. — Actum fuit hoc supra secundam rupem jam predictam, ubi testes fuerunt vocati specialiter et

rogati : Vullelmus De Cletis, domicellus, Johannes de Cupilino, clericus, Petrus Casti de Megeva, clericus, curatus de Chamonix, Aymo Parioz de Chamonix et Johannes frater ejus, et plures alii. — Et Ego Guigo de Lacu, imperialis aule publicus notarius, hiis omnibus interfui, fideliter scripsi et tradidi, et signis meis consuetis signavi. — Et Nos predicti Abbas et conventus ad majoris roboris firmitatem presentibus sigilla nóstra duximus apponenda. Datum ut supra.

(Arch. Sallanche. — Communiq. par M. Ad. Bonnefoy.)

306

1307, 2 Décembre. — *Transaction entre l'évêque Aimon et le recteur de la chapelle de Boëge, au sujet de la juridiction sur les hommes dépendant de la dite chapelle.*

Anno Domini m°. ccc°. septimo, indictione sexta, die Sabbati post festum B. Andree apostoli in domo episcopali de Thez in Salacio, coram me notario infrascripto constituti ven. vir D. Aymo Dei gracia Episcopus Gebennensis et P. de Viriaco, monacus prioratus S. Johannis Gebenn., rector capelle prope Boegium . . . . . Cum discordia verteretur inter ipsos super juridictione et dominio hominum pertinentium et spectantium ad dictam capellam, super quibus hominibus D. Episcopus dicebat habere plenum, merum et mixtum imperium ratione sue ecclesie Gebenn., dicto Petro in contrarium asserente, et dicente juridictionem ipsorum hominum ad ipsum nomine sue capelle pertinere. Tandem dicta discordia, mediantibus probis viris, valiter est sopita, videlicet quod D. Episcopus in tota terra Salacii habet merum et mixtum imperium, et dicta capella sit sita inter confines Salacii, inquisito de jure cujuslibet partis, et inquisita super predictis omnibus veritate per viros discretos, et per illos precipue qui sciebant et scire poterant de predictis veritatem, declaratum et concordatum fuit inter partes, quod D. Episcopus, nomine suo et ecclesie sue, habeat in perpetuum in ipsis hominibus qui ad ipsam capellam pertinere noscuntur, omnimodam juridictionem, merum et mixtum imperium. Item quod et si dicti homines delinquerent in aliquo, quod D. Episcopus

seu ejus Castellanus in terra Salacii possit ipsos punire tanquam Dominus, prout fuerit rationis. Tamen D. Episcopus volens dicto P. de Viriaco graciam facere specialem, voluit et concessit quod dictus P., tempore videlicet quo ipse dictam capellam habebit, habeat ibi nomine D. Episcopi et tanquam nuncius ejus tantum, mixtum imperium in hominibus supradictis, videlicet minima bampna, et inter ipsos homines causarum cognitiones et alia que ad mixtum imperium pertinere noscuntur. Item et in bampno sanguinis sexaginta solidorum secundum quod D. Episcopus seu ejus Castellanus vel nuncius marciaverit tertiam partem, dum tenebit dictus Petrus dictam capellam habeat et percipere debeat . . . . . Ad hoc fuerunt testes Hubertus de Thoren curatus de Paers, D. Joh. de Feyssiaco, Riferius de S°. Jorio et plures alii. Et ego Ay. Gaudrandi de S°. Brancherio clericus et notarius . . . .

(Arch. Turin. Genève. Catég. 1. Paq. 3, N° 1.)

307

1308, 29 Mai. — *Transaction entre Agnès de Châlons, veuve du comte Amédée, et son fils Guillaume, comte de Genevois, au sujet de la portion du dit comté que chacun d'eux doit avoir après le paiement en commun des dettes de l'hoirie.*

Nous Agnes de Chalon contesse de Geneve, et Guillaumes cuens de cel meisme leu, filz de la dite agnes, faczons savoyr a touz qu'en lan de lincarnation notre seigneur mil trois cenz et huict, le mercredi devant Penthecoste, en la presence de honorable pere haymon de quart par la grace de dieu evesque de Geneve, et en la presence de noble home monsir Hugue dauphin seigneur de foucigney, monsir Roulz de Mentons, monsir Pierre de Ternier, monsir haubert des Clees, monsir Roul, monsir Jehan de Ponvoire, monsir Richart seigneur de Chasteillon, chevaliers, Henrion dyen de Voillionay, Guichart de Prevoyre dyen de Anaixey, et pluseurs autres chevaliers clercs et escuyers nobles, vers monsir Jehans de chalon, sire de Arlay, notre freres, et oncles de nous dit Guillaumes, de la besoigne qui estoit entre nous, dite Agnes contesse de Geneve dune part, et nous Guillaumes conte dessus dit, fil de la dite Agnes, dautre part, cest

a savoir sus la division et le droit que chascun devoit avoir au contey de Geneve apres le deces de bone memoire Amey conte de Geneve, notre chier mari, et pere de nous Guillaumes dessus dit, nouvelement trepasse, liquey nous Agnes et Guillaumes dessus nomez nos fumes mis a lordonance dou dit monsir Jehan de Chalon. A ordene li dit monsir Jehan en ceste manere. Premierement que nous Agnes contesse et Guillaumes dit demorems ensamble, et nos faiz et nos besoignes facems ensamble, et les debtes et les clains dou dit Amey payems ensamble des fruiz et des issues des biens et de la terre que le dit Amey tenoit, et se ensic estoyt que, par aucune achoison ou raison que ce fust, nous Agnes et Guillaumes despartissions que nous ne demoressem ensamble, si comme dessus est devise, li dit monsir Jehan a ordene en tel manere que nous la dite Agnes, pour raison de notre doaire et dou don que le dit Amey nous a fait, devons avoir et tenir, a notre vie tant seulement, Aneyxie, Clarmont, Chomonz, la Bastie, et la Balme de cosengie, ensamble touz les fiez et les fiautez quelque eles soient, et encor devons avoir et tenir pour raison de cinc mile livres de bons petiz tornoys, les quez le dit Ameys avoyt recheu pour notre mariage, Cruisille et haute Ville, ensemble les fiez et les féautez et toutes les appartenances, et les devons tenir tant que a ce que nous fussions payee des dites cinq mile livres de bons petiz tornoys, sens riens rabatre ou compenser des fruiz, et le dit Guillaumes doit avoir toz les autres chastiauz, la terre et les feautez de tout le remanant, exceptee lordination et la partie que li dit Ameys a fait en son testament a Amey et Hugonin ses fiz et fiz de nous dite Agnes. Et est asavoir que se ensic estoyt que nous li dite Agnes et Guillaumes despartissions, li dit monsir Jehans a ordene que les debtes et les clains dou dit Amey qui demorerient a paier, nous li dite Agnes et Guillaumes les payessions a la volontey et a lordenance dou dit monsir Jehan, selon ce que chascun de nous tenroit de la terre. Et est assavoir que nous li dit Guillaumes devons avoir et tenir les fiez et les homages de cex cy apres nomez, cest asavoir les fie et la feautey que Nicolz de thoire, Humbert de thoire, Girard de compeix, Girars daute Ville, li hoirs Perrenet daute Ville frere doudit Girart daute Ville, et perrenet dougau tiennent ou doivent tenir a auteville. Et est encor assavoir que se aucune dissension ou discorde avenoit entre nous dite Agnes et Guillaumes notre fil pour rayson de ces ordenances, laquelle chose notre sire ne voille, le dit monsir Jehans ou ses certains comandemens en porroyt ordener et acorder a sa volontey. Et les fiez et les homages que nous li dite Agnes devons recevoir et avoir, nous les

recevrons a lonour et au profit de nous et dou contey de Geneve. Et toutes ces convenances et ordenances Nous li dite Agnes et Guillaumes avons iure sus sains evvangiles corporellement, et promis leialment et en bone fey tenir et garder fermement et non venir encontre. En temoignage de ce nous avons mis nos seaux en ces presentes lettres, et avons prie et requis le devant dit evesque, a la juridicion dou quel nous nous fumes sosmis, et liquel ou ses officiauz nous puisse contraindre par sentence descomuniement quant a ces choses et chascune diceles tenir et garder fermement, quil mette son scel en ces lettres, ensamble les seaux dondit monsir Jehan de Chalon et monsir Hugues daufin seigneur de foucigney dessus dit. Et nous Aymon par la grace de Dieu evesque dessus nommez, Jehan de Chalon et Hugues dauphin, a la priere et a la requeste des dites parties, avons mis nos seaux en ces lettres en temoignage de veritey, ensemble les lour seaux. Donne lan et le jour dessus diz.

(Arch. Turin. Duché de Genevois, Paq. 3, N° 17.)

308

1308, 2 Juillet. — *Guillaume Albi de Lucinge vend à son frère Reymond sa part dans les biens paternels situés en Salaz.*

Nos Officialis Curie Gebenn. notum facimus, quod coram Johanne de Columpna, jurato curie nostre, constitutus Guillelmus Albi filius quondam D. Willelmi de lucingio militis . . . . . vendit domino Reymondo de lucingio militi, fratri ipsius Guillelmi . . . . . quidquid idem Guillelmus habet, tenet et possidet in terra de Vyu in Salacio, de suo patrimonio, seu de sua hereditate paterna, ubicunque res predicte sint in predicta terra de vyu, et in quibuscunque rebus, possessionibus vel quasi consistant, et decem solidos gebenn. censuales in quibus sibi tenetur Reymondus fabri de Vyu, unacum omni jure quod idem Guillelmus in rebus in quibus debentur predicti decem solidi annuales, pro viginti libris gebenn. quas dictus venditor confitetur se habuisse et recepisse in pecunia numerata . . . . Datum A. D. m°. ccc°. octauo.

Ego Guillelmus albi de lucingio, domicellus, notum facio uniuersis

quod ego vendidi D. Reymondo de lucingio, militi, fratri meo, quidquid ego tenebam in terra Salacii de hereditate patris et decem solidos gebenn. censuales quos mihi debebat Reymondus fabri de Vyu. Mandans et precipiens tenore presentium tenementariis predictarum rerum ut ipsi de cetero respondeant de predictis rebus predicto Reymondo et suis, prout michi consueuerunt respondere temporibus retroactis. Datum cum appositione sigilli mei, die martis post festum apostolorum petri et pauli, Anno Domini m°. ccc°. octauo.

(Arch. Gen. L. Salaz, N°s 38 et 39.)

309

1308, 23 Octobre. — *Guillaume, comte de Genevois, fait donation du château et du mandement de la Corbière au comte de Savoie, puis le reçoit de lui en augmentation de fief.*

In Dei nomine Amen. Anno ejusdem millesimo tercentesimo octavo, indicione sexta, decimo kalendas novembris, pontificatus domini Clementis pape quinti anno tertio, per hoc publicum instrumentum cunctis appareat evidenter, quod vir illustris Guillielmus Comes Gebennensis, attendens multa grata et accepta servitia que sibi fecit et exhibuit facitque et exhibet incessanter vir illustris dominus Amedeus Comes Sabaudie, gratis ac voluntate sua spontanea, non deceptus, plene instructus de jure suo et de facto, nomine suo, heredum et successorum suorum, donat eidem domino Comiti Sabaudie solempniter stipulanti, nomine suo, heredum et successorum suorum, tamquam bene merito, donatione mera, pura, simplici et irrevocabili inter vivos, castrum suum Corberie et omnes res et possessiones et bona que habet, habere debet et sibi competunt et competere possunt in dicto castro Corberie et toto mandamento ejusdem, in terris, pratis, vineis, nemoribus, aquarum decursibus, mero et mixto imperio et jurisdicione omnimoda, feudis, feudatariis, hominibus, vassallis, fidelitatibus, homagiis, emphiteotis, serviciis, talliis, usagiis et rebus aliis quibuscumque, quecunque sint, quantecumque et quocumque nomine censeantur, cum ipsorum omnium appenditiis, pertinentiis et

juribus universis, ad habendum, tenendum, possidendum et quicquid eidem domino Comiti Sabaudie et suis heredibus deinceps perpetuo placuerit faciendum. Cedens, mandans et concedens ex causa donationis predicte idem Dominus Comes Gebennensis dicto Domino Comiti Sabaudie, solempniter stipulanti predictis nominibus, omnia et singula sua jura, omnesque suas actiones reales, personales, hypothecarias, utiles et directas et omnes alias quascumque sibi competentia et competentes, competitura et competituras in omnibus et singulis supradictis ante hanc presentem donationem, et ipsum dominum Comitem presentem et recipientem predictis nominibus in predictis omnibus procuratorem constituit ut in rem suam. Constituens se idem dominus Comes Gebennensis dictum castrum et generaliter omnia alia supradicta, ad instantiam dicti domini Comitis Sabaudie solempniter stipulantis, tenere, possidere et quasi, nomine dicti domini Comitis Sabaudie, quousque idem dominus Comes corporalem possessionem et quasi apprehenderit de omnibus et singulis supradictis, quam apprehendendi et quasi eidem domino Comiti dedit et concessit auctoritatem et licentiam quandocumque sue fuerit voluntatis, ipsius domini Comitis Gebennensis vel persone alterius licentia minime requisita. Faciens idem dominus Comes Gebennensis dicto domino Comiti Sabaudie presenti et recipienti tamquam bene merito, tot varias et diversas donationes de predictis, per legitima temporum intervalla, quod nulla ipsarum summam quingentorum aureorum excedit. Promittens insuper dicto domino Comiti Sabaudie stipulanti predictis nominibus, per solempnem stipulationem et per juramentum suum ab ipso super sancta Dei Evangelia corporaliter prestitum, et sub ypoteca et obligatione omnium bonorum suorum presentium et futurorum, quod ipse predictam donationem et omnia et singula supradicta perpetuo rata et firma habebit et tenebit, et non contrafaciet vel veniet, nec alicui contravenire volenti consensiet, sed predicta omnia et singula eidem salvabit, deffendet, nec aliquid faciet, dicet, fecit, dixit quominus predicta omnia perpetuum validumque robur obtineant firmitatis. Requirens idem dominus Comes Gebennensis tenore presentium dominum Bellicensem episcopum ut dictam donationem omnium predictorum insinuet, et auctoritatem et decretum suum interponat presentibus, ut predicta perpetuum validumque robur obtineant firmitatis. — Quibus peractis, dictus dominus Comes Sabaudie pro se, suisque successoribus, dictum castrum Corberie et cetera supradicta sibi donata, ut superius continentur, dat, tradit et concedit dicto domino comiti Gebennensi presenti et recipienti, nomine suo et successo-

rum suorum comitum gebennensium, in feudum et augmentum alterius feudi quod tenet ab ipso domino Comite Sabaudie, cum ipsorum bonorum et rerum omnium appendiciis et pertinentiis universis, et ipsum Guilielmum comitem gebennensem presentem et recipientem predictis nominibus investivit per traditionem unius baculi, et retinuit de predictis salvis et exceptis et etiam retentis ipsi domino Comiti Sabaudie et ejus heredibus in perpetuum directo dominio et jure feudi in omnibus supradictis, et salvo eciam eidem domino Comiti et suis successoribus et heredibus in perpetuum, quod idem Comes Gebennensis, tam pro predictis rebus et bonis que sibi concessit in augmentum feudi, quam pro rebus aliis quas a dicto domino Comite tenet in feudum, ipse Comes Gebennensis et successores ipsius Comites Gebennesii dicto domino Comiti et ejus hæredibus in perpetuum homagium facere teneantur. — Et eciam sub tali modo, forma et condicione, idem dominus Comes Sabaudie dedit dicto domino Comiti Gebennensi castrum Corberie predictum in feudum supradictum, quod idem Comes Gebennensis et successores ipsius non permittant aliquo tempore in perpetuum, per pontem Corberie qui est supra Rodanum transire, de die vel de nocte, omni dissimulatione fraudulenta cessante, aliquem sive aliquos pro offendendo nos, gentes nostras, seu valitores et coadjutores nostros, sive in terram nostram vel nobis adherentium, nisi deffendendo se et terram suam aut prosequendo jus suum, in quibus casibus possint per dictum pontem cum armis vel sine armis transire, salvis aliis conditionibus et promissionibus habitis inter dominum Comitem Sabaudie et dictum dominum Comitem Gebennensem. Et dictus dominus Comes gebennensis sub modis, forma et conditionibus supradictis, recepit feudum supradictum a domino Comite Sabaudie supradicto et ea observare eidem domino Comiti Sabaudie, recipienti ut supra, promittit et attendere cum effectu. — Que omnia et singula supradicta prenominati Comites promittunt vicissim unus alteri solempniter stipulanti, per solempnes stipulationes mutuas et per juramenta sua super sancta Dei Evangelia corporaliter prestita, et sub obligatione omnium bonorum suorum, rata habere perpetuo; nec aliquid facere quominus predicta omnia perpetuum validumque robur obtineant firmitatis. Renunciantes in hoc facto prefati domini Comites, ex certis eorum scientiis, per pactum interpositum solempnibus stipulationibus vallatum, exceptioni doli mali, metus et in factum, induciis viginti dierum et quatuor mensium, et omni dilationi legali et judiciali, fori privilegio, petitioni et ablationi libelli seu note, juri dicenti immensam donationem absque insinuatione non valere,

et juri dicenti donationem propter ingratitudinem posse revocari, et omni juris beneficio per quod contra predicta possent facere, vel venire, aut in aliquo se tuheri. De quibus preceperunt dicte partes fieri duo publica instrumenta ejusdem tenoris per nos Bernardum et Petrum notarios infrascriptos.—Acta sunt hec apud S^t. Georgium de Esperenchia in castro, in camera dicti domini Comitis Sabaudie, ubi testes fuerunt vocati et rogati, vir venerabilis et religiosus dominus Renaldus Abbas S^i. Ruffi valentie, Dominus Humbertus dominus de Malobecco, Dominus Aymarus de Bellovidere, Dominus Hugo de Chandeya, Dominus Petrus de Terniaco, Dominus Petrus de Duing, Dominus Rodulphus de Pontevitreo, Dominus Johannes de Pontevitreo, Dominus Henricus de Viriaco, milites, dominus Guichardus de Pontevitreo, dominus Stephanus de Compesio, canonici gebennenses, Hugo de Droisiaco, dominus Baxianus de Guachiis, dominus Johannes Bertrandi, dominus Antonius de Baigiis, magister Petrus de Cellanova, Guido de Seysello et plures alii fide digni presentes ibidem, videntes et audientes. — Et Ego Bernardus de Merchato de Yenna, bellicensis diocesis, sacrosancte romane Ecclesie et imperiali auctoritate publicus notarius, hiis omnibus presens fui, et ad requisitionem dictarum partium presentem cartam scripsi et tradidi, signoque meo consueto signavi, unacum dicto Petro Francisci notario. — Ego autem Petrus Francisci, auctoritate imperiali notarius publicus, una cum dicto Bernardo auctoritate sedis apostolica publico notario, predictis omnibus presens fui et ea unacum dicto notario rogatus, recepi, expedivi et publicavi et huic instrumento subscripsi et signum meum solitum apposui manu propria in robur et testimonium premissorum. — Nos autem Amedeus Comes Sabaudie et nos Vuilielmus Comes Gebennensis, confitentes, asserentes predicta omnia contenta in instrumenti presenti, processisse, gesta et acta fuisse et ea pariter esse vera, et ea observare et attendere promittentes, sigilla nostra presenti publico instrumento apposuimus in robur et testimonium predictorum. Datum et actum, anno die et loco quibus supra.

(Arch. Turin. Prov. de Genevois. Paq. 10. Corbière.)

310

1309, 13 Mars. — *Transaction entre l'évêque Aimon et Mermod de St-Joire.*

In nomine Domini amen. Anno a nativitate ejusdem m°. ccc°. nono, indictione septima, die Jovis ante dominicam de passione, apud Thez sub ulmis, coram nobis notariis publicis et testibus infrascriptis propter hoc constituti R. in Christo pater Dominus Aymo divina providentia Episcopus Gebenn. ex una parte, et D. Mermodus de S°. Jorio miles, ex altera. Cum discordia verteretur inter ipsos super eo quod D. Mermodus predictus injuriatus fuerat dictum D. Episcopum, pignorando ipsum in juridicione sua de Salaz, unacum aliis suis sequacibus, depredando ibi animalia dicti D. Episcopi et hominum suorum. Tandem mediantibus amicis communibus, electis a dictis partibus, videlicet D. P. de Avalone milite, Ansermo David canonico gebenn. et Alberto de Thorens Officiali Bone ville, dictus D. Mermodus ad pacem et concordiam venit cum dicto D Episcopo in hunc modum, videlicet quod, pro taxatione injurie facte per dictum militem dicto D. Episcopo et hominibus suis, idem D. Mermodus dare debeat et solvere teneatur dicto D. Episcopo vel suis successoribus qui pro tempore fuerint, centum libras bonorum gebenn. pro emenda et vindicta injurie supradicte. Quarum centum librarum solutio debeat fieri dicto D. Episcopo et ejus successoribus per modum qui sequitur, videlicet, quod si contingat dictum D. Mermodum venire seu injuriari aperte, per se vel per alium, faciendo contra dictum D. Episcopum seu homines ejus, quod dictus D. Episcopus seu ejus successores possent recuperare dictas centum libras a dicto D. Mermodo. Quam pacem et omnia et singula supradicta, dictus D. Episcopus voluit et promisit in verbo episcopali contra non venire, et dictus Mermodus similiter. Et ad majoris roboris firmitatem, dictus miles dedit dicto D. Episcopo fidejussores, videlicet Reymondum de Thoyria, Janinum de Frayneto, et Aymonetum filium quondam D. Willelmi de S°. Jorio militis, domicellos, pro predictis attendendis firmius et complendis et quemlibet eorum insolidum. Qui dictus D. Mermodus promisit per juramentum suum super sancta Dei evangelia corporaliter prestitum et sub obligatione omnium bonorum suorum, contra predicta non venire, nec contra venire volenti in aliquo consentire, sed ut premissum est, dictam pecuniam solvere in casu

predicto, prout superius est expressum. Qui dicti R. de Thoyria et J. de Frayneto, se personaliter fidejussores, et A. de S^o. Jorio omnia bona sua presentia et futura, ad instantiam dicti D. Mermodi, erga dictum D. Episcopum presentem et stipulantem, quilibet eorum insolidum, obligaverunt ad omnia et singula supradicta attendenda et complenda. Quam pacem et concordiam dictus D. Episcopus ob reverentiam et ad preces, ut asserit, Illustr. Domine B. Dalphine, Domine Foucigniaci, acceptavit, ratificavit, et voluit prout superius est expressum. Et pro bono pacis dictus D. Episcopus remisit eidem Mermodo et sequacibus suis dicti facti, omnem rancorem, si quam habet, erga dictum D. Mermodum et ejus sequaces, occasione predictorum. Et vice versa dictus D. Mermodus, pro se et suis sequacibus predictis, similiter remisit omnem rancorem, si quam habet, dicto D. Episcopo, familiaribus et hominibus suis, occasione dicti facti. Renunciantes siquidem dictus D. Mermodus miles, R. de Thoyria, J. de frayneto ipsius militis fidejussores et A. de S. Jorio, omni exceptioni . . . . . Ad hoc fuerunt testes vocati et rogati Religiosus vir D. Willelmus, prior de Pellionay, ordinis S^i. Augustini, Stephanus de Compesio canonicus gebenn., D. Jacobus curatus de Duyngio et plures alii, in presentia dicti D. Petri de Avalone militis, Ansermi David, Alberti de Thorens, mediatorum predictorum, qui presentes voluerunt et ordinaverunt prout superius continetur. Rogantes et requirentes dicte partes tenore presentis instrumenti Illustrem Dominam B. Dalphinam Dominam Foucigniaci, et Illustrem virum D. H. ejus filium, huic instrumento sigilla sua apponant, ad majorem roboris firmitatem, et ut predicta firmius attendentur. — Et nos Aymo de S. Brancherio, Sedunen. dyocesis, et Mermetus de Brenaz, Gebenn. dyocesis, publici notarii sacri imperialis palacii . . . — Et nos B. filia inclite recordationis D. P. Comitis Sabaudie, Domina Fucigniaci, et Hugo Dalphini Dominus Fucigniaci, ad preces et requisitionem dictarum partium presenti instrumento sigilla nostra duximus apponenda in testimonium premissorum, promittentes bona fide predicto D. Episcopo et suis successoribus, predictum D. Mermodum et fidejussores suos predictos, et obligatos pro eodem, compellere ad predicta observanda prout superius est expressum. Datum ut supra.

(Arch. Turin. Genève, Catég. 1, Paq. 3, N° 1.)

311

1309, 4 Avril. — *Hommage rendu à l'évêque Aimon par Reymond de Lucinge pour les censes dues en plusieurs lieux.*

Nos Officialis Curie Gebenn. notum facimus, quod coram mandato nostro, videlicet henrico de balmis clerico, Curie predicte jurato . . . . . personaliter constituti D. Aymo diuina permissione gebenn. Episcopus nomine suo et ecclesie sue S. petri gebenn. ex una parte, et D. Reymondus de lucingio miles, ex altera. Dictus D. Reymondus confessus fuit et recognouit, ad instantiam et requisitionem dicti D. Episcopi, se fecisse homagium dicto D. Episcopo, et se esse, et esse velle et debere hominem dicti D. Episcopi et successorum suorum, excepta fidelitate domini fucigniaci, et se tenere, tenere velle et debere a dicto D. Episcopo in feodum et nomine feodi, res et censas quas tenent a dicto D. Reymondo homines infrascripti, ut asserit dictus D. Reymondus. Res et cense sunt hec. — Primo D. Reymondus et fratres sui debent quatuor octanas frumenti et quatuor octanas auene ad mensuram bone, per annum, super quatuor posis terre sitis in territorio de Curnillons. — Item Reymondus fabri de vyu decem solidos censuales super campo dou vuorsier qui continet circa quinque posas. — Item Jenillot de villa et eius condyuisores quinque solidos super feodo suo sito en la sarnagery dou mont. — Item Petrus albi de villa nouem solid. super sex posis terre cum dymidio vel circa, sitis in territorio de villa in pluribus locis. — Item Roletus clauelli de vyu quinque solid. super quatuor posis terre. — Item Dominus Reymondus de villa et Humbertus frater eius sex denarios super dymidia posa terre. — Item Petrus reys de lorsie et eius fratres sex solidos super omnibus possessionibus suis et corporibus eorumdem. — Item Mermetus bonjons confessus fuit, quod ipse et Perronetus eius frater, sunt homines talliabiles dicti D. Reymondi, et quod tenent ab eo circa undecim posas terre sitas videlicet apud maulu tres posas terre, item apud conchiam tres rassie terre que valent unam posam, item tertiam partem duarum falcaturarum prati, pro quibus soluere consueuerunt de tallia per annum triginta solidos gebenn. — Item Peronia de manie confessa fuit se esse talliabilem dicti D. Reymondi et tenere ab eodem circa sex posas terre, item tertiam partem duorum seturiatarum prati apud maulu . . . . . Predicta confessi

fuerunt dicti homines se tenere a dicto D. R. coram testibus infrascriptis, videlicet coram Willelmo de brenaz, Thoma de compesio, Willelmo de loyes, infra domum curati de Vyu, homines qui sunt de salacio, item coram Bossoneto de mayrens, Aymoneto de arculingio et Mermeto maynet dou poler, videlicet illio qui sunt de versus magnie. — Pro qua quidem fidelitate et homagio dictus D. Reymondus confessus fuit se habuisse et recepisse a dicto D. Episcopo sexaginta libras gebenn. de quibus ipsum D. Episcopum soluit, quittat . . . . . Fuerunt presentes apud tez testes, Aymo de buegio, D. Emericus de buegio, Reymondus mistralis . . . . Datum apud tez, secundo nonas aprilis A. D. m°. ccc°. nono.

(Arch. Gen. L. Salaz, N° 4.)

319

1309, 18 Juin. — *Béatrix et Hugues de Faucigny donnent l'ordre à leurs châtelains de Bonne, de Faucigny et de Châtillon, de respecter et protéger les hommes et la terre de Salaz, appartenant à l'évêque de Genève.*

Nos B. Domina Fucigniaci, et Hugo Dalphini ejus filius, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod cum nos deffendere et garentire debeamus terram, res et gentes Reverendi patris in Christo D. Episcopi Gebenn. que sunt apud Salacium, tenore presentium precipiendo, mandamus Castellanis nostris de Bone, de Focigniaco, et de Castellione, et eorum loca tenentibus, quod ipsi dictam terram de Salacio non invadant nec invadere modo aliquo permittant, pignorando, seu alio modo injuriam faciendo, sine mandato nostro et licencia speciali, et preconizari faciant in ecclesiis et in foris, et inhibeant omnibus suis subditis, penam eis debitam imponendo, ne aliquis contrarium faciat. Datum cum appositione sigillorum nostrorum, die Mercurii ante festum B. Johannis baptiste A. D. m°. ccc°. nono.

(Arch. Turin. Genève, Catég. 1. Paq. 3, N° 1.)

313

1309, 18 Juin.—*Echange de terres et de droits entre Aimon, évêque de Genève, et Hugues de Faucigny. L'évêque cède Annemasse au sire de Faucigny.*

Nos Aymo diuina permissione Gebenn. Episcopus, et nos Hugo dalphini Dominus fucigniaci, notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis, quod nos Aymo ex una parte, et nos dictus Hugo ex altera, considerata euidenti utilitate utriusque partis, et diligenti tractatu prehabito cum consiliariis et amicis nostris, specialiter per nos Ay. cum Capitulo nostro, permutationem facimus de rebus et juribus infrascriptis. — In primisquidem nos Aymo, pro nobis et successoribus nostris, eidem Hugoni, suo et successorum suorum nomine recipienti, ex causa predicte permutationis, damus et concedimus villam nostram de Anamassia cum juribus et pertinentiis suis uniuersis, merum et mistum imperium et omnimodam juridictionem et uniuersa et singula bona et jura, decima duntaxat excepta, quecunque sint, quomodolibet nuncupentur, que habemus vel habere debemus in dicta villa et eius pertinentiis. Nos constituentes supradicta omnia ipsius nomine possidere, donec de predictis possessionem apprehenderit corporalem, retinendo nobis omnia jura et juridictionem que habemus apud Ambillye, que non intendimus in dicta permutatione contineri. — Et nos Hugo predictus, pro nobis et successoribus nostris, eidem D. Episcopo, suo et successorum suorum nomine recipienti, ex causa predicte permutationis, damus et concedimus merum et mistum imperium et omnimodam juridictionem que habemus et habere debemus in villa de bregnye et eius territorio, cum omnibus pascuis consuetis et aliis usagiis. Item viginti quatuor solidos gebenn. annuales quos habemus in parrochia de bogeua, tam in pratis, terris et aliis terris, nemoribus et pascuis, videlicet a poenta de animis tendente versus poentam castri curnyl, prout aqua descendit a sya montis quod dicitur rafor versus foron, cum mero et misto imperio et omnimoda juridictione dicti loci. Item medietatem pro indiuiso decime de boueres et duodecim octanas auene annuales ad mensuram bone super alia medietate. Nichil nobis, super premissis rebus a nobis permutatis dominii, proprietatis, seu juris alicuius, retinendo. Hoc acto quod, de dicta medietate quam sibi concedimus, faciat idem D. Episcopus et successores sui et facere possint quicquid sibi placuerit, et qui

pro tempore aliam medietatem nostram amodiabunt, teneantur statim post requisitionem dicti D. Episcopi vel mandati sui, sibi ydonee cauere de dictis duodecim octanis auene eidem D. Episcopo et eius successoribus integre annis singulis persoluendis, prius etiam quod nobis uel successoribus nostris aliquid soluant de decima supradicta. Constituentes nos omnia et singula suprascripta, que dicto D. Episcopo ex causa predicta concedimus, eius nomine possidere, donec de predictis possessionem acceperit corporalem. — Quam siquidem permutationem nos Episcopus pro nobis et successoribus nostris in nostro episcopatu et nos predictus Hugo pro nobis et nostris successoribus, sacro sanctis euangeliis corporaliter tactis, bona fide promittimus una pars alteri adiuuicem sollempniter stipulantes, ratam et firmam perpetuo habere et inuiolabiliter obseruare et contra quoquomodo aliquo non venire, ac etiam uniuersa et singula bona et iura predicta una pars alteri legitime deffendere et garentire in iudicium et extra ab omnibus et contra omnes. Nolentes et promittentes ut supra una pars alteri de euictione teneri. Mandantes insuper tenore presentium nos Episcopus hominibus et tenantariis bonorum et jurium que domino Hugoni predicto, ex causa predicta, concessimus, quod de predictis bonis et juribus eidem D. Hugoni et successoribus suis integre de cetero respondeant et respondere procurent, et nos Hugo hominibus et tenantariis bonorum et jurium que eidem Domino Episcopo ex causa predicta concessimus, quod de predictis bonis et juribus eidem D. Episcopo integre de cetero respondeant et respondere procurent. Datum et actum apud Marcosey die Mercurii ante festum Beati Johannis baptiste, A. D. m°. ccc°. nono. In quorum predictorum testimonium sigilla nostra presentibus litteris duximus apponenda.

(Arch. Gen. P. H., N° 169.)

314

1309, 18 Juin. — *Béatrix et Hugues de Faucigny cèdent à l'évêque Aymon tous leurs droits sur le lieu dit Vernet, sous le château de la Tour, pour y construire un étang.*

Nos B. filia inclite recordationis domini P. Comitis Sabaudie, ac Domina Fucigniaci et Hugo delphinus dominus Fucigniaci, notum facimus

uniuersis, quod nos donauimus et donamus, ac titulo pure et perfecte donationis concedimus, venerabili patri in Christo Domino Ay. dei gratia Gebenn. Episcopo et successoribus suis, quicquid habemus et habere debemus iuris, proprietatis, usus, cursus aquarum, pascuorum, vel alterius cuiuslibet iuris quomodolibet nuncupetur, in loco dicto de vernet sub castro de Turre, ad stagnum ibidem faciendum pro sue libito voluntatis. Promittentes bona fide aliquo modo nos contra dictam donationem non venire, nec alicui contra venienti consentire. Datum die mercurii ante festum B. Johannis baptiste. A. D. m°. ccc°. nono.

(Arch. Gen. L. Thiez, N° 36.)

315

1309, 21 Juin — *Echange entre Aymon, évêque de Genève, et les fils du vidomne de Viu. Ceux-ci cèdent à l'évêque tous leurs droits sur le vidomnat de la terre de Salaz.*

In nomine Domini amen. Anno ejusdem m°. ccc°. nono, indictione septima, die Sabbati ante festum natiuitatis beati Johannis baptiste, Gebennis apud longam malam in camera episcopali, coram me notario publico et testibus infrascriptis specialiter constituti Reuerendus in Christo pater D. Aymo, diuina prouisione Episcopus Gebenn. nomine suo et ecclesie sue supradicte, ex una parte, et Mermetus filius quondam girodi vicedunni de vyu, nomine suo et etiam nomine procuratorio farconesi fratris sui, et etiam nomine Amedei eorumdem fratris, ex altera. Dicte partes non vi non dolo inducte, sed spontanea et ex certa scientia, considerata, ut dicebant, euidenti utilitate utriusque partis, diuersis tractatibus et deliberationibus prehabitis, consenserunt in permutationibus infrascriptis, ipsas ad inuicem actualiter faciendo. Videlicet quod dictus Mermetus nomine suo et nominibus quibus supra, ex causa dicte permutationis dat, donat, cedit et concedit eidem D. Episcopo recipienti nomine quo supra, omne jus et omnem dreituram quod et quam dicti fratres coniunctim vel diuisim habent seu habere debent, eis competit vel competere potest et debet in vicedunnatu tocius terre Salacii, unacum juribus et pertinentiis ad dictum vicedunnatum spectantibus. Quem vicedunnatum, tempore

huiusmodi permutationis, dictus Mermetus, nominibus quibus supra, exercebat et erat in possessione vel quasi ipsius, unacum juribus et pertinentiis vicedunnatus predicti. Hoc tamen saluo quod immunitas, quam vicedunni de Salaz, qui pro tempore fuerunt, habuerunt et habere debent et posteritas eorumdem, scilicet de non soluendo aliquibus coruatis de carrucis vel animalibus eorum D. Episcopo Gebenn. eisdem fratribus et eorum successoribus remaneat illibata, ita quod ad prestationem dictarum coruatarum in posterum minime teneantur. Et e conuerso, dictus D. Episcopus attendens utilitatem sue ecclesie euidentem, ex causa dicte permutationis, tradit, cedit et concedit, pro se et eius successoribus, perpetuo in futurum, eidem Mermeto, recipienti nominibus quibus supra, unum modium bladi, medietatem frumenti et medietatem auene ad mensuram Gebenn., et jus percipiendi eumdem soluendum annuatim dictis fratribus et eorum successoribus ab Episcopo Gebenn. qui pro tempore fuerit, in festo Beati Michaelis. Et ad maiorem cautelam idem D. Episcopus, pro se et eius successoribus, asetat et assignat, eidem M. recipienti ut supra, dictum annuum modium bladi percipiendum et reddendum de fructibus, exitibus et prouentibus decime dicti D. Episcopi de territorio de lorsie, ita quod decimarii, qui pro tempore fuerint collectores eiusdem decime, dictum modium bladi annuum in dicto festo apud lorsie eisdem fratribus et eorum successoribus annuatim, nomine dicti D. Episcopi, soluere teneantur. Et idem D. Episcopus promisit se facturum et curaturum, quod dicti decimarii qui pro tempore fuerint, annuatim, ex nunc perpetuo, soluent dictum modium bladi prefatis fratribus et successoribus eorumdem. Hoc tamen saluo quod prefatus modius bladi annuus et ius percipiendi eundem sit et esse debeat de feudo dicti D. Episcopi, prout erat vicedonnatus predictus. Mandat insuper idem D. Episcopus, nomine suo et successorum suorum, omnibus decimariis et recollectoribus dicte decime, qui nunc sunt et qui pro tempore fuerint, ut dictum modium bladi annuum soluant et reddant annuatim dictis fratribus et eorum successoribus, nullo alio mandato super hoc expectato. Cedens etiam dicto M. recipienti nominibus quibus supra, jus percipiendi ex nunc dictam annuam pensionem, et quod adhuc plus reputatur valere jus quod habebant dicti fratres in dicto vicedunnatu quam dicta annua pensio seu dictus modius bladi annuus, id circo ad suplendum id quod deficere videbatur, idem D. Episcopus, ex causa dicte permutationis, soluit et quitat eidem Mermeto, recipienti nominibus quibus supra, omnia debita et omnes actiones in quibus ipsi fratres vel alter eorum tenebantur dicto D. Episcopo usque ad diem

hodiernam, et specialiter debitum decem et nouem librarum Gebenn. in quibus dicti fratres ex diuersis causis debitores eidem D. Episcopo tenebantur, faciendo idem D. Episcopus eidem M. recipienti ut supra pactum expressum de ulterius non petendo aliquid in quo dicti fratres vel alter eorum sibi debitores tenerentur, ex quacumque causa, usque ad diem hodiernam. Hoc expresse acto in dicta permutatione, quod dicti fratres seu idem M. nominibus quibus supra, nichil ex causa dicte permutationis transferunt seu transferre debent, nisi tantum modo illud ius quod eis in vicedunnatu huiusmodi tempore presentis contractus competebat, competere poterat vel debebat. Preterea ante dictum contractum permutationis, in ipso et post ipsum, immediate expresse actum est inter partes predictas deductum quod, si lapso prius decennio a die presentium continue numerando, dicti fratres seu alter eorum vel ipsorum vel alterius eorum heredes, volunt predicta repermutare, quod hoc possint facere infra alios decem annos post dictum primum decennium immediate sequentes quandocunque voluerint, ita tamen quod si hoc volunt facere durante dicto tempore, quod soluant dicto D. Episcopo, vel eius successori qui tunc erit, dictas decem et nouem libras, et eis solutis incontinenti rehabeant idem ius in dicto vicedunnatu, et illud ex tunc exerceant et exercere possint quod habebant et exercebant tempore huiusmodi permutationis, absque ullo impedimento et absque alia licencia. Et similiter ex tunc dictus D. Episcopus, si contingat fieri dictam repermutationem, a dicta annua pensione dicti modii bladi penitus sit immunis, et ad ipsum libere reuertatur, et dicti fratres vel alter eorum nichil amplius percipiant de dicta annua pensione. Hoc acto expresse quod dicti fratres vel alter eorum, ante decennium a die presentis numerandum, non possint facere nec petere dictam repermutationem, nisi hoc esset de expressa voluntate dicti D. Epⁱ., sed tantummodo hoc possint petere post dictum proximum decennium infra alios decem annos immediate sequentes et non ultra, ut supra est expressum. Et si forte contingat dictam repermutationem fieri, dicti fratres habeant et teneant ius quod habent in dicto vicedunnatu cum eius pertinenciis in feudum a D. Episcopo Gebenn. prout tenebant temporibus retroactis, et quod nullo modo extra dictos fratres vel heredes ipsorum vel alterius eorum illud quoquomodo possint alienare, nisi de licencia D. Episcopi speciali. Et e conuerso similiter, in pactum deductum est quod dictus D. Episcopus vel eius successores dictum vicedunnatum et ius ipsius vicedunnatus nullo modo possint alicui alienare vel in alium quoquomodo vel titulo transferre, sed semper ad mensam episcopalem

retinere, nisi contingeret dictam repermutationem fieri, que tunc reuerteretur ad dictos fratres seu eorum heredes secundum formam superius annotatam. Hec autem universa et singula promiserunt dicte partes . . . . . Renunciantes . . . . Ad hoc fuerunt testes vocati et rogati venerabiles viri D. Nicholaus cantor Gebenn., D. Willelmus de Alingio canonicus ejusdem ecclesie, D. Eymericus de bogio curatus de Seranalle et plures alii, et etiam fuerunt celebrata omnia predicta in presentia D. Berardi de Yporregia Officialis Gebenn. qui rogatus fecit apponere sigillum Curie Gebenn. presenti publico instrumento. Et ego Aymo gondrandi de S°. Brancherio, clericus Sedun. dyocesis, publicus notarius sacri imperialis palatii, rogatus a dictis partibus unacum dicto D. officiali et predictis testibus in hiis predictis omnibus presens fui et in presentem cartam propria manu scripsi et signo meo consueto signaui in testimonium veritatis. — Et nos predictus officialis curie Gebenn. que omnia predicta in presentia nostra fuerunt celebrata ad requisitionem dictarum partium sigillum curie Gebenn. presentibus duximus apponendum in testimonium veritatis et adiungendum cum signo notarii suprascripti. Datum ut supra.

(Arch. Gen. P. H., N° 170.)

316

1309, 1er Juillet. — *Donation faite par Guillaume de St-Joire à l'église de St-Léger, pour y fonder son anniversaire.*

Littera D. Vullelmi de S°. Jorio, Domini de Rovereaz, militis, qui legavit ecclesie S^i^. Leodegarii Gebenn. octo denarios censuales seu annue pensionis et assetavit supra vineam suam . . . . . Et vult dictus miles quod, si ipse vel heredes ejus non solvant dictum censum predicto termino, quod dictus Curatus dicte ecclesie possit et debeat tempore vindimiarum intrare dictam vineam, et de fructibus et exitibus ejusdem percipere propria auctoritate sine mandato alicujus, usque ad satisfactionem dicte cense. Et vult quod heredes sui possint et debeant compelli per censuram ecclesiasticam ad satisfactionem predictam, unica mon-

tione premissa et sine diei assignatione . . . . . Presentibus Nicodo de S°. Jorio, Willelmo Grassi, Joh. Potellat et Fr. de Bastia, testibus . . . Et hoc pro anniversario suo perpetue faciendo in dicta ecclesia S. Leodegarii. Datum et actum cum appositione sigilli dicte Curie . . . ad relationem P. de Albarosa notarii. Kal. Julii, in ecclesia S. Petri Gebenn., A. D. m°. ccc°. nono.

(Arch. Gen. Reg. S. Leodeg., f° 11.)

317

1309, 20 Juillet. — *Echange de censes entre le Chapitre de Genève et Béatrix et Hugues de Faucigny.*

Nos B. Domina Foucigniaci, Hugo Dalphini Dominus Foucigniaci, nosque Capitulum Gebenn., notum facimus quod nos, considerata utilitate nostra, permutationem fecimus inferius annotatam, videlicet quod, cum nobis dicto Capitulo tenerentur prefati Domina et Domīnus in quindecim solid. annue pensionis, ratione terre de la follyousa, site in territorio de Monthouz, ac terre et decime dicte de Corberia in mandamento Bone, quas a nobis tenebant in feudum sub censu predicta, nos ex causa dicte permutationis quittamus eisdem predictum feudum et etiam predictam pensionem. Et quia res et jura nobis concessa et remissa a dictis Domina et Domino plus valent quam dicta annua pensio, idcirco dedimus et tradimus eisdem ex causa predicta octoginta et unam libras gebenn. Nos vero predicti B. et Hugo, e converso, damus et quittamus ex causa predicta, pro nobis et successoribus nostris, eidem Capitulo et Domino G. de Bagnyoz presenti et recipienti nomine dicti Capituli, jus quod nobis competit vel competere potest in decimis totius parrochie de Syonzie et de Myoucie que appellantur decime novalium, seu les tontes, ita quod dictum Capitulum dictas decimas, per se vel per alium, colligat et recipiat pleno jure. Confitemur nos habuisse a dicto Capitulo quantitatem pecunie superius memoratam. Promittentes nos dicte partes omnia et singula supradicta rata et grata habere et in contrarium non venire. In cujus rei

testimonium sigilla nostra presentibus duximus apponendum. Datum apud Marcossey xiij°. Kal. Augusti, A. D. m°. ccc°. ix°.

(Arch. Gen.)

318

1310, 29 Mai. — *Guillaume de Joinville confirme un précédent accord fait entre les habitants de St-Jean-de-Gonville et de Feigères, et reçoit pour cette confirmation dix livres du prieur et des chanoines de Satigny.*

Nos Guillelmes de Jeinuile sire de Jayz facons asauoir a touz ceauz qui verrunt cetes presenz letres que, comme autre foiz fust acorde dou content qui estoit entre les habitanz de saint Juhant de gouelles dune part, et les habitanz de feigeres dautre part, sus lusage des pasquers des dues dites viles, en tel maniere que li dit habitant de saint Juhant usesaint et pasqueressaint es pasquers et des pasquers de feygeres, entel condition que se lidit habitant de saint Juhant ou lour besties faceont dedanz les limitations de feygeres damage; quil lesmendessaint, et que lidit habitant de feygeres puissaint sure lour et sure les besties de saint Juhant et de tote la parrochi de cel meime lue leuer et recourer messellerie segont les bons usages dou pais, et lidit habitant de feygeres puissaint et deussaint user et pasquerier il et lour besties es pasquers et des pasquers de tote la parrochi de saint Juhant et ayent messellerie sil neffacoient et esmendoient le damage aceauz cui il le meffariont de ladite parrochi, par ensi quant il est dessus dit, ensi quant nos auons veu ladite acorde en la maniere quant il est dessus dit estre continue en unes letres uuertes selees dou sel de nostre chiere dame dame Leone, jadix dame de Jayz, nostre mere et de nostre sel ensemble celuy de nostre dite mere. Nos lidiz Guillelmes sire de Jayz, celes letres luons encor, ratiffions perpetuelment et confermons, per nos et per nostres hers, et promettons per nostre bone foy, per nos et per les nostres, ladite pais et acorde tenir et atendre touz jors, ensi quant il se contient en les dites letres et ci dessus, et estre gayrens et deffendoures de les choses dessus dites a chescon de ceauz cuy il fera mestier, et que nos jamays en nigon ceans ne uindrons en contres. et per le luement des choses dessus dites, nos confessons nos auoir heu

et receu de Religious homes dou priour et des chennoynes de satignier dix liures de bons geneuoys. Mandons et comandons a touz nostres chastelans et nostres officiayres, a ceaux qui orendroit isunt et serunt per le tens auenir, per la tenour de ces presenz letres, quil les choses dessus dites tigniant, mantigniant et gareantissaint es diz habitanz de feygeres senz autre commandement de nos et a ceaux qui serunt en tens auenir et a touz ceaux cui mestier sera. En tesmoig de lesquez choses en signe dou manteaur et de latendre, nos auons ou dit priour et channoynes et esdiz habitanz de feygeres done et ballie cetes presenz letres selees de nostre sel pendant. Faites et donees en florimont, presenz tongins, Girart de chiurie clerc, nicol de curtion, tesmoins a les choses dessus dites. Lant de grace corent per mil. ccc. et dix ant, le venredi apres lascension nostre seigneur.

(Arch. Gen. P. H., N° 171.)

319

1310, 1er Juillet. — *Reconnaissance envers le Chapitre de Genève pour l'albergement perpétuel d'une vigne à Moëns.*

A. D. m°. ccc°. decimo. Cal. Julii, prout constat nobis Officiali Curie Gebenn. per relationem Johannis de puissins clerici curie nostre jurati, cui super hoc commisimus et totaliter committimus vices nostras, in presentia ipsius jurati, propter hoc specialiter constituti Johannes mistralis de moyns, Perreta mistralissa eiusdem loci, et Henricus eius filius, confitentur et in veritate recognoscunt, ad instantiam et requisitionem ipsius jurati, recipientis dictum confessionem, et stipulantis nomine et ad opus venerabilis Capituli gebenn. se tenere in albergamentum perpetuum a predicto vener. Capitulo vineam et merinas de moyns, sub annuo censu seu annua pensione viginti quater et quinque septariorum vini seu musti, soluendorum et reddendorum perpetue dicto Capitulo, seu eius procuratori, annis singulis, ad pontem rodani gebenn. per ipsos Johannem, peretam et henricum, et per eoram heredes. Videlicet per dictum Johannem et eius heredes medietatem dicti vini seu musti, et per dictos Peretam

et Henricum et eorum heredes aliam medietatem, prout dictum vinum seu mustum temporibus retroactis soluere consueuerunt. Quod quidem vinum seu mustum promittunt ipsi johannes, perreta et henricus, per juramenta sua ad sancta dei euangelia corporaliter prestita in manu dicti jurati stipulantis nomine quo supra, soluere et reddere dictum vinum seu mustum perpetue, annis singulis, dicto Capitulo, pro se et heredibus prout superius est notatum. Promittunt etiam dicti Johannes, perreta et henricus per dicta sua juramenta contra predicta seu aliquod predictarum per se vel per alium, in perpetue non venturum. Et renunciant omni exceptioni doli mali, metus, exceptioni dicte confessionis ut predictum est non facte, et omni juri canonico et ciuili, juri dicenti confessionem factam extra judicium et coram non suo judice non valere. Et est sciendum quod ipsi Johannes, perreta et henricus voluerunt habere litteram consimilem. Datum ut supra retro ecclesiam Sancti petri gebenn. testibus ad hoc vocatis vener. viris domino R. de S°. jorio, G. de ornay, et Amoudrico de petra castelli, canonicis gebenn. . . . . .

(Arch. Gen,)

230

1310, 30 Juillet. — *Hugues Dauphin, seigneur de Faucigny, mande à son châtelain de Salanche de ne pas troubler le Chapitre de Genève dans la perception de ses dimes.*

Hugo dalphinus dominus terre fucigniaci, dilecto suo castellano salanchie vel eius locum tenenti salutem et dilectionem sinceram. Tibi tenore presentium precepimus et mandamus quatinus decimas uniuersas de byoley, et decimam dictam de Salanchia permittas colligere, percipere et leuare, et etiam admodiare per venerabilem Capitulum gebenn. seu per alium eius nomine, paciffice et quiete et sine aliqua perturbatione, nec de ipsis decimis de cetero te ullatenus intromittas. Datum cum appositione sigilli nostri apud marcossy, die jouis ante festum beati petri ad vincula. A°. D^i^. m°. ccc°. decimo. Redde litteras portitori earumdem.

(Arch. Gen. P. H., N° 172.)

321

1310, 25 Septembre. — *Hommage-lige rendu à l'Évêque de Genève par Jean de Ravorée.*

Anno Domini m°. ccc°. decimo, indictione octava, septimo Kal. Octobris . . . . . Nob. vir D. Joh. de Ravorea, miles, recognoscit ad instantiam D. Gebenn. Episcopi se esse hominem ligium dicti D. Episcopi et ecclesie Gebenn., exceptis et salvis fidelitatibus in quibus idem D. Johannes tenetur Domino Foucigniaci et Domino Comiti Sabaudie. Qui etiam D. Johannes fecit dictam fidelitatem eidem D. Episcopo recipienti. Preterea dictus D. Johannes promisit eidem D. Episcopo se assettare et consignare eidem decem libratas terre in redditibus de puro et libero alodio suo quas se recognoscit tenere in feudum in perpetuum ab eodem D. Episcopo et pro ipso feudo se teneri ad fidelitatem predictam perpetuo eidem D. Episcopo . . . . . Pro predictis autem confessus fuit dictus D. Johannes habuisse ab eodem D. Episcopo sexaginta libr. bonorum geben. . . . . Actum in civitate Gebenn., in domo episcopali de Longamala, ubi ad hec fuerunt testes D. Steph. . . . et D. Steph. de Compesio, canonici geb., D. Berardus, Officialis Gebenn., Martinus curatus B. Marie Magdalenes civitatis Gebenn., Reym. de Ravorea, Jaquemetus filius Domini de Quarto. Et ego Jacobus de Bosellis notarius. . . . . .

(Arch. Turin. Genève, Catég. 3, Paq. 1.)

322

1310, 9 Novembre. — *Echange de terres entre le curé de St-Léger et Péronet Pellionay de Carouge.*

In presentia Jaqueti Lossyer de Clusis, clerici, constitutus D. Johannes curatus S^i^. Leodegarii ex una parte, et Peron^s^. Pellyonay de Carrogio ex altera. Dictus Curatus permutat seu excambiat dicto Peroneto quandam

peciam terre sitam apud Ararim juxta terram S^i. Leodegarii . . . . cum ejusdem pertinentiis, fondo et appenditiis . . . . et dictus Peronetus tradit, cedit et concedit dicto Curato . . . quandam aliam peciam terre sitam in territorio de Vuareys . . . . . Item eodem instanti, Agnessona, Seschallessa de Lancie, uxor Huberti, Sechal, a qua idem Peronetus tenebat dictám peciam terre, laudavit et approbavit dictum excambium. Datum v°. Idus Novembris, in Camera domus que quondam fuit Petri de Genollyer clerici, in claustro S^i. Petri Gebenn. Anno Domini m°. ccc°. decimo.

(Arch. Gen. Reg. S. Leod., f° 17.)

333

1311, du 16 Février au 12 Avril. — *Transaction entre la dame Agnès de Châlons et son fils Guillaume, comte de Genevois, suivie des cautionnements pour l'exécution de cette transaction, donnés par plusieurs ecclésiastiques et seigneurs du comté.*

Anno Domini ab incarnacione millesimo tercentesimo undecimo, indicione nona, decimo quarto Kalendas mensis martii, per hoc presens publicum instrumentum conctis appareat evidenter quod, cum controversia seu dissensio verteretur inter illustrem Dominam Agnetem de cabilone, comitissam gebennensem, ex una parte, et illustrem virum Guillelmum eius filium, comitem Gebennensem, ex altera, super castris et villis que illustris vir bone memorie Amedeus, quondam comes Gebennensis, eidem domine donaverat et dimiserat, tam ratione dotis sue, quam donatione propter nuptias, seu alterius cuiuscumque, dicte partes ad pacem, compositionem et concordiam, mediante illustre viro et potente D. Johanne de Cabilone, domino de Arlaco, coram me notario infrascripto et testibus infrascriptis, in modum qui sequitur, devenerunt. — In primis concordatum fuit inter dictam D. Comitissam et Guillelmum eius filium comitem, quod dicta domina habeat, teneat et possideat castra Crusillie et Alteville cum mandamentis, feodis, retrofeodis, appendiciis et pertinentiis dictorum castrorum, exceptis feodis nobilium Alteville que alias excepta fuerunt, ut continetur in quibusdam litteris super hoc inter eos inde confectis.

Et hec castra, cum mandamentis et pertinentiis ut supra, debet tenere, habere et possidere dicta Domina pro quinque millibus librarum turonensium parvarum, quas pro dote habuerat ab eadem, seu alio eius nomine, predictus Amedeus bone memorie comes Gebennensis, ut asserunt dicte partes, quousque per dictum Guillelmum comitem vel per eius heredes, de dictis quinque mille libris eidem domine vel heredibus suis fuerit plenarie satisfactum, fructibus, exchitis et obventionibus quibuscumque ibidem per eam medio tempore perceptis et percipiendis, in sortem minime computandis. — Item extitit inter eos concordatum, quod ipsa teneat, habeat et possideat, ad vitam suam tantum, castrum Calvimontis et Balmam, cum appendiciis, mandamentis, pertinentiis, feodis, retrofeodis et usagiis dictorum castrorum, pro donatione propter nuptias eidem Domine facta per prefatum D. Amedeum bone memorie et alias in sua ultima voluntate. — Item fuit concordatum inter dictas partes, quod dictus Guillelmus comes eam faciat liberari a creditoribus et quictari de omnibus debitis et obligationibus in quibus tenebatur vel teneri poterat prenominatus D. comes bone memorie, vel ipsa pro eo, et dictus Guillelmus comes dicta debita omnia solvat et solvere teneatur. — Item fuit actum et expresse conventum inter eos, quod si reperiatur dictam dominam solvisse de debitis prefati comitis, quondam mariti sui et patris dicti Guillelmi, mille et quingentas libras gebennenses plus quam ipsa de novo mutuo receperit, ipse Guillelmus comes dicta omnia debita que de novo fecit, et mutuo accepit dicta domina, solvat et solvere teneatur, et ipsam et eius fideiussores quictari faciat a creditoribus et ab omnibus obligationibus liberari, in quibus ac de causa tenebatur, seu tenetur dicta domina, vel teneri poterat quoquo modo. Et est sciendum quod ipsa fecit plenam fidem coram dicto Guillelmo filio suo et eius consilio, quod plus solverat mille et quingentas libras gebennenses de debitis prefati domini comitis quondam, quam mutuo receperat, et de hoc dictus Guillelmus comes se tenuit et habuit legitime pro contento, et etiam illud tenetur solvere quod plus esset. — Item extitit concordatum, quod dictus Guillelmus comes teneat, manuteneat et ratificet omnes litteras et confirmationes quas ipsa domina comitissa dedit in locis quos tenuit super laudibus et albergamentis, excepto acquisimento facto per illos de Foraz in castellania Clarimontis. — Item fuit actum et concordatum quod ipse teneat, manuteneat et ratificet omnes litteras et confirmationes quas ipsa dabit, hinc in antea, super laudibus, albergamentis et aliis confirmationibus in castris et mandamentis quos tenet et tenebit superius nominatis. Item quod ipsa habeat,

teneat et possideat, ad vitam suam tantum, illud quod pro se et heredibus suis acquisivit in mandamento Clarimontis quoquomodo, et quod ipsa possit dare et legare viginti quinque solidos annuales pro animabus bone memorie domini Amedei quondam mariti sui et ipsius domine. — Item fuit actum et concordatum quod dicta domina, predicta castra Calvimontis et Balme non tradat, nec deliberet, nisi in manu prefati filii sui, vel ejus heredis. — Item quod predictis omnibus et singulis articulis in hac compositione contentis, per dictum Guillelmum comitem attenditis et impletis, dicta domina quittet et quittare teneatur pro premissis omne jus quod ipsa habet vel habere potest in comittatu Gebennensi, hoc excepto quod voluerunt dicte partes quod illustres viri prefatus D. Johannes de Cabilone et D. Eduardus de Sabaudia vel D. Aymo frater suus ultra premissa possint ordinare, dare vel facere dari per dictum Guillelmum comitem prefate domine illud quod ipsis concorditer complacebit, et debent procurare dicte partes quod hoc fiat infra festum proximum penthecostes. — Item fuit actum quod dicte partes jurent et jurare teneantur premissa omnia et dictam compositionem in omnibus suis articulis attendere et inviolabiliter observare. Item quod pro predictis firmius attendendis, fidejubeat et fidejubere teneatur dictus Guillelmus comes, pro se et illustri domina Agnete de Sabaudia uxore sua, per illustres viros D. Johannem dalphinum Viennensem, D. Eduardum de Sabaudia nomine suo et illustris viri domini Amedei comitis Sabaudie patris sui, et per D. Guichardum dominum belli joci. Item quod predicta omnia et singula teneat et ratificet illustris domina Agnes de Sabaudia uxor dicti Guillelmi comitis gebennensis per juramentum suum, et renunciet expresse et tacite ypothece quam habet vel habere potest in predictis locis et pertinentiis eorumdem — Item fuit actum quod dictam compositionem fidejubeat et fideiubere teneatur dictus Guillelmus comes iterum, per nobiles viros dominos Petrum de ternier, Aymonem de monteforti, Johannem dominum de langino, Aubertum de Cletis, Johannem de ponte vitreo, milites, Thebaldum darlo et Petrum de Compessio, domicellos, qui omnes debent jurare super sancta dei evangelia quod omnia predicta tenebunt et teneri procurabunt et in hoc se constituant fidejussores, quilibet insolidum, ex parte dicti Guillelmi comitis. Et si, quod absit, contingeret dictum Guillelmum comitem facere vel venire, per se vel per alium, in toto vel in parte, contra premissa, vel aliqua de premissis, jus prefate domine Agnetis de Cabilone manuteneant et deffendant toto posse, conventionesque inter eam et dictum Guillelmum filium suum habitas, et omnia in

eis contenta, fideliter procurent et faciant observari. — Item fuit inter eos concordatum quod si contingeret dictum Guillelmum comitem habere guerram, quod gentes prefate domine ipsum sequantur et ipse teneatur deffendere, gardare et manutenere terram prefate domine tamquam suam propriam. Et gentes dicti domini comitis debent gentes et terram prefate domine quotienscumque necesse fuerit adjuvare. Item quod si gentes prefate domine pro debitis prefati domini comitis bone memorie, seu pro debitis predicti Guillelmi nunc comitis essent capti, arestati, vel dampnificati in aliquo, dictus Guillelmus comes eos debet liberare, seu facere liberari, et eisdem omnia dampna sua restituere et plenarie resarcire. — Quam pacem, compositionem et concordiam predicti dominus Guillelmus comes et eius uxor, coram me predicto notario et testibus infrascriptis presentibus, videlicet : venerabili viro Amedeo de Gebennis fratre dicti comitis, domino Petro de Versonay canonico dyense, Johanne de Aquaria, Henrico panaterii, et Petro de Myognaz clerico, apud Anassyacum in castro, in camera dicti comitis, laudaverunt, omologaverunt, approbaverunt et ratificaverunt. — Promittentes videlicet dictus Guillelmus comes, per juramentum suum ad sancta dei evangelia corporaliter prestitum, et etiam sub pena mille marcarum argenti a me dicto notario, pro dicta domina Agnete de cabilone, stipulata solempniter, et ab eodem comite michi notario promissa nomine et ad opus prefate domine comitisse. Quam penam voluit dictus Guillelmus comes et tociens comitti et per dictam dominam Agnetem de cabilone exigi et recuperari, quociens contra premissa vel aliqua de premissis per se uxorem, suam vel per aliam, contingerit attenptari. Et dicta domina Agnes de Sabaudia, eius uxor, per firmam et vallidam stipulationem bona fide vallatam, omnia predicta et singula firma grata et rata habere et tenere et in contrarium, per se vel per alium, non venire, nec contra venire volenti consentire, quacumque racione, causa vel modo, de jure vel de facto, verbo, opere vel consensu, sed dictam compositionem et concordiam in omnibus suis articulis firmiter observare. Voluit etiam dictus Guillelmus comes quod dyocesanus suus Episcopus vel ejus officialis, cuius juridicioni se supposuit, absque cognitione aliqua, nulla monitione premissa, per excomunicationis in personam et interdicti in terram suam sententias, eum possit et debeat compellere ad omnia predicta et singula inplenda, attendenda et fideliter observanda, et quod super hiis fiat instrumentum sigillo alterius ipsorum aut curie sigillatum, ad majoris roboris firmitatem, et etiam sigillatum sigillis predicti D. Johannis de Cabilone, predicte D. Agnetis de cabilone comitisse

et predicti Guillelmi comitis et prefate D. Agnetis eius uxoris. Renunciavitque dictus Guillelmus comes, per juramentum suum jam prestitum, omni exceptioni et deceptioni, specialiter juri dicenti quod minoribus lesis in suis contractibus subvenitur, et omni juris auxilio per quod possint predicta vel aliqua de predictis irritari, infringi vel etiam retractari. Renunciansque predicta D. Agnes de Sabaudia eius uxor, per pactum suum expressum bona fide vallatum, prius certificata et introducta de jure suo, expresse et tacite ypothece quam habet vel habere potest in predictis castris et eorum mandamentis, et omni juris auxilio per quod posset contra predicta vel aliquid de predictis facere vel venire, et se acturam et curaturam promittit quod illustris vir dominus Amedeus comes Sabaudie, pater suus, tenebit et ratificabit omnia et singula supradicta, et quod dictus dominus comes Sabaudie, pater suus, sine auctoritate cujus jurare non potest, ut asserit, jurandi super sancta Dei Evangelia tenere et servare predicta, eidem Agneti de Sabaudia dabit licentiam et mandatum.

— Item anno, indicione quibus supra, septimo Kalendas Marcii (*23 Février*), apud clarum montem in castro, coram me predicto notario et testibus infrascriptis, videlicet D. Pariso curato de Villie, P. de Miognz clerico et Ramusio de monteforti domicello, prefata Domina Agnes de Cabilone, de jure suo primitus introducta, predicta tamen compositione et ordinatione in omnibus suis articulis eidem prius attendita et impleta prout superius est expressum, dictam pacem, compositionem seu concordiam, omologat, approbat et ratificat bona fide, promittens bona fide predictam compositionem firmiter observare et contra ipsam, per se vel per alium, in posterum non venire.

— Pro quibus omnibus et singulis firmiter attendendis, ad requisitionem prefati Guillelmi comitis Gebennensis et ex parte ipsius comitis, anno, indicione quibus supra, apud Rumilliacum subtus Curnillionem in castro, die veneris ante dominicam qua cantatur letare jherusalem (*19 Mars*), coram me predicto notario et testibus, videlicet Stephano de compesio canonico Gebennensi, Humberto de menthons, et Henrico panaterii, Dominus Aymo de Monteforti miles, et Petrus de Compesio domicellus, quilibet eorum insolidum, se dederunt et constituerunt fideiussores in manu mei notarii suprascripti, stipulantis et recipientis nomine et vice prefate Agnetis de cabilone comitisse Gebennensis de omnibus predictis conventionibus, in omnibus suis articulis integriter observandis.

— Item anno, indicione quibus supra, die veneris sequenti (*26 Mars*), apud Anassyacum, retro domum Jacobi exchaqueti in pratis, coram me predicto notario et testibus, videlicet D. P. de Versonay canonico dyensi, Jacobo exchaqueti et Petro de Myognaz clerico, Dominus Johannes de Pontevitreo miles ut supradicti D. Aymo de monteforti et R. de compessio, se constituit fideiussorem.

— Item anno, indicione quibus supra, die lune post festum beati Gregorii (*14 Mars*), apud clarum montem in castro, coram me predicto notario et testibus, videlicet venerabili viro Amedeo de Gebennis, domino Guillelmo le Galois, et Petro de miognaz clerico, Theobaldus darlo domicellus se constituit fideiussorem insolidum, ut supra proxime nominati.

— Item anno, indicione quibus supra, decimo tertio Kalendas Aprilis (*20 Mars*), apud clarum montem in castro, coram me dicto notario et testibus, videlicet prefato Amedeo de Gebennis, domino Guillelmo le galois et P. de miognaz, D. Johannes dominus de Langino se constituit fideiussorem, ut alii superius nominati.

— Item anno, indicione quibus supra, quinto idus aprilis (*9 Avril*), apud Petram juxta Rodanum, coram me predicto notario et testibus, videlicet domino Johanne de chablon presbitero, Petro des chaignes et Johanne mistrali de Petra, Dominus Petrus de Ternier miles, se constituit fideiussorem ut alii supradicti in omnibus suis articulis attendendis.

— Item anno et indicione quibus supra, secundo idus aprilis (*12 Avril*), apud Anassyacum in castro, coram me predicto notario insfrascripto et testibus, videlicet religiosis viris domino abbate de intermontibus, domino Ja. priore de thaluerisorum, Amedeo de Gebennis et pluribus aliis, Dominus Aulbertus de Cletis, miles, constituit se fideiussorem in predictis omnibus ut alii supradicti.

Qui omnes fideiussores, non decepti, non coacti, sed eorum mera et spontanea voluntate et eorum quilibet insolidum, promiserunt, per juramenta sua tactis evangeliis sacrosanctis et sub expressa obligatione omnium bonorum suorum et etiam sub pena mille marcarum argenti a me notario stipulata ab eisdem et eorum quolibet, et promissa per eos eidem domine comitisse et matri dicti comitis et mihi notario, stipulanti nomine eiusdem domine, tociens quociens contra premissa vel aliqua de premissis contingerit attentari, se acturos et curaturos quod premissa composicio in omnibus suis articulis inpleatur, teneatur et efficaciter observetur. Et si, quod absit, contingeret prefatos dominum comitem

Gebennensem et eius uxorem, vel alterum pro ipsis, venire vel facere contra premissa vel aliqua de premissis, se reddituros et daturos omnibus occasionibus et exceptionibus juris et facti pospositis et remotis, quilibet pro posse suo bona pignora de pace dicte domine comitisse vel ejus mandato, de quibus posset haberi pena superius nominata, et quod se opponerent ad jus prefate domine realiter deffendendum. Supponentes se omnes predicti fideiussores, exceptis dominis P. de ternier et Auberto de cletis, juridicioni domini Episcopi Gebenne vel officialis sui pro premissis omnibus et singulis tenendis, inplendis et in omnibus suis articulis integriter observandis. Volentes quod prefatus dominus Episcopus gebenne vel officialis suus curie gebennensis ipsos et quemlibet ipsorum possit et debeat compellere, per censuram ecclesiasticam vel eo modo quo poterit. fortiori etiam juris solempnitate obmissa, ad predicta omnia et singula firmiter et integriter observanda et attendenda. Renunciantes per juramenta sua jam prestita in hoc facto omnes fideiussores predicti, ex certa eorum scientia, copie presentis instrumenti, seu note peticioni et oblacioni libelli, fori privilegio, epistole divi adriani et de duobus reis, et juri dicenti principalem prius convenire debere quam fideiussorem, et generaliter omni juri canonico et civili quo mediante contra premissa vel aliqua de premissis possent facere vel venire. Voluerunt predicte partes et fideiussores quod presens instrumentum possit et debeat iterum corrigi, rescripti et dictari consilio peritorum quocienscumque necesse fuerit, tamen facti sustantia non mutata. — Ego Autem Guillelmus de Sancto Nicholao de Clusis publicus notarius auctoritate imperiali, clericus et juratus predicte Curie domini episcopi Gebenensis, hiis omnibus premissis interfui et rogatus presens publicum instrumentum scripsi in formam publicam redegi et signis michi consuetis fideliter signavi et etiam roboravi.

Nos vero prefatus officialis curie Gebennensis, ad requisitionem predictarum parcium nobis oblatam per dictum notarium curie nostre gebennensis juratum, cui fidem plenariam adhibemus, referentem nōbis predicta esse vera et sic coram ipso fuisse celebrata et concessa, sigillum predicte curie presenti publico instrumento duximus apponendum. Datum ut supra.

Item nos prefati Dominus Johannes de cabilone dominus de Arlaco. Agnes de Cabilone comitissa Gebennensis, Guillelmus ejus filius comes Gebennensis et Agnes de Sabaudia ejus uxor, ad majoris roboris firmitatem, sigilla nostra una cum signis dicti notarii et sigillo predicti offi-

cialis presenti publico instrumento duximus apponenda. Datum et actum ut supra.

(Arch. Turin. Duché de Genevois. Paq. 3, N° 23.)

324

1311, 24, 27 et 28 Février. — *Cautionnement pour l'exécution de la transaction précédente, donné par Edouard, fils du comte de Savoie, par Jean, dauphin de Viennois, et par Guichard, seigneur de Beaujeu.*

Nos Johannes Dalphinus Viennensis et Albonensis comes, Dominusque de turre, et Eduardus de Sabaudia filius illustris et potentis viri Domini Amedei comitis Sabaudie, et Guichardus dominus bellijoci, notum facimus universis presentes litteras inspecturis seu audituris, quod cum fuisset orta dissensio, seu discordia, inter illustres personas Dominam Agnetem de cabilone comitissam Gebennensem, ex una parte, et Guillermum eius filium comitem Gebennensem, ex altera, super villis et castris que tenebat prefata domina in comitatu Gebennensi, de qua dissensione sive discordia, facta est concordia et composicio inter eos in presenti, mediante illustri viro Domino Johanne de Cabilone, domino de Arlaco, prout continetur in quodam publico instrumento inde confecto per manum Guillelmi de Sancto Nicholao de Clusis, publici notarii, cuius tenorem coram nobis fecimus recitari. Nos ad preces et requisitionem predicti comitis Gebennensis, nos damus et constituimus fideiussores in manu prefate domine comitisse et dicti publici notarii, stipulantis vice et nomine predicte domine comitisse, de predicta compositione seu de concordia in omnibus suis articulis inplenda, attendenda et fideliter eidem domine observanda, secundum modum et formam contentum et contentam in dicto publico instrumento. Promittimusque bona fide nostra et per firmam et vallidam stipulacionem, et nichilominus sub pena mille marcarum argenti que tociens comittatur quociens contra contenta in dicto instrumento factum fuerit per predictum comitem Gebennensem, seu per illustrem dominam Agnetem de Sabaudia eius uxorem, aut per aliquem ex eisdem, nos acturos et procuraturos quod omnia in dicta composicione et dicto instrumento contenta et

expressa, dictus Dominus comes Gebennensis et predicta euis uxor tenebunt, ratificabunt et efficaciter observabunt. Hoc acto et expresse in pactum convento, quod in illum casum, in quem dictam penam comitti contingeret, et quocienscumque comitterent eamdem, nos tenemur ad requisicionem dicte domine Agnetis de Chalon comitisse, et quandocumque essemus per eam vel ejus certum nuncium super hoc requisiti, et ad hoc unus non expectet alium dare et reddere eidem domine, vel ejus certo nuncio, bona pignora de pace, de quibus vendicioni expositis possint haberi dicte mille marche argenti, nomine predicte pene, que pignora reddi per nos et vendi possint et debeant per prefatam dominam comitissam, vel per ejus certum nuncium apud lugdunum, quocienscumque predicti conjuges, aut alter pro ipsis, contra premissa contenta in dicto instrumento, vel in aliquo premissorum, facerent vel venirent. Ita quod, per tradicionem et vendicionem dictorum pignorum de premissa pena semel vel pluries comissa, sit eidem domine comitisse plenarie satisfactum. In quorum omnium robur et ad majorem firmitatem, sigilla nostra presentibus litteris patentibus duximus apponenda. Datum Lugduni et sigillatum per nos predictum Dalphinum die mercurii post cathedram beati petri. Item datum et sigillatum Cluniaci die sabbati sequenti per nos prefatum Dominum bellijoci. Item datum et sigillatum in domo templi de Lannici prope baugie, per nos predictum Eduardum, die dominica sequenti. Anno domini millesimo tercentesimo undecimo.

(Arch. Turin. Duché de Genevois. Paq. 3, N° 24.)

395

1311, 5 Mars. — *Sentence arbitrale rendue entre le Chapitre de Genève et le Prieuré de Dovaine, au sujet d'une redevance annuelle due par celui-ci en pain et en piment, changée en une rente de soixante sols.*

Anno a natiuitate Domini m°. ccc°. undecimo, indictione nona, tertio nonas Martii, per hoc presens publicum instrumentum cunctis appareat euidenter quod, in presentia mei notarii et testium subscriptorum, constituti ven. et discreti viri D. Guillelmus de Bagnios et Amondricus de

petra castri, canonici Gebenn. procuratores et celerarii ven. Capituli Gebenn. ex una parte, et ven. ac religiosus vir D. Petrus de vyrie, prior domus seu prioratus de douenos, ex altera. Cum materia questionis verteretur inter dictas partes super quadraginta panibus et uno sextario pimenti in quibus tenebatur dictus prior et domus de douenos predicta, dicto Capitulo annuatim et ab antiquo, et per tempus cuius memoria in contrarium non existit, in festo natiuitatis Domini, quos panes et quod pimentum dicebant dicti celerarii quod non soluebantur sufficienter, neque statuto termino, propter quam insufficientiam habebant singulis annis inter se questionem. Tandem dicte partes super dicta questione, videlicet dicti procuratores nomine suo et dicti Capituli et dictus prior nomine suo et conuentus sui et successorum suorum, se spontanei compromiserunt in ven. et discretos viros D. Berardum de yporregia, decanum Albone et officialem Gebenn. et in Johannem de Rossillione, decanum Alingii et canonicum Gebenn. presentes et dictum compromissum suscipientes tanquam in arbitros, arbitratores seu amicabiles compositores, ita quod possint ordinarie vel extraordinarie, juris ordine seruato vel non seruato, diebus feriatis vel non feriatis, componere, diffinire, arbitrare, seu amicabiliter componere, semel et pluries, propria voluntate prout sibi videbitur expedire, et generaliter uniuersa et singula facere que alicui arbitro seu amicabili compositori comiti possunt. Promittentes dicte partes sollempniter sibi ad inuicem, una pars alteri, tactis corporaliter euangeliis sacro sanctis, attendere, complere et firmiter obseruare quidquid per dictos amicos super predictis arbitrium seu pronunciatum fuerit, vel quomodolibet ordinatum. Qui dicti amici, auditis hiis que dicte partes super dicta questione proponere hinc et inde voluerunt, habita super hoc deliberatione diligenti, inspecta etiam euidenti utilitate ecclesiarum S^{i}. petri et de douenos, pro bono pacis et concordie, unus de consensu alterius, partibus presentibus, ordinauerunt et arbitrando pronunciauerunt quod, pro predictis quadraginta panibus et pro dicto pimento, dictus prior, nomine quo supra, et successores sui, det, soluat et dare ac soluere teneatur singulis annis in perpetuum dicto Capitulo, vel mandato suo, sexaginta solidos gebenn. monete, quolibet anno in festo b. Johannis euangeliste, pacifice et quiete, apud Gebenn. Et pro tanto sit dictus prior, eius successores, et domus de douenos predicta, ex nunc quiti et immunes a prestatione dicti panis et pimenti. Quam pronunciationem et ordinationem dicti procuratores, nomine suo et dicti Capituli, et dictus prior nomine suo, domus sue et successorum suorum, laudauerunt, ratiffi-

cauerunt et approbauerunt et per dictum juramentum attendere promiserunt et complere, et in contrarium de cetero non venire, sibi rata et firma perpetuo habere et tenere hinc et inde. Promittit etiam dictus prior, per dictum iuramentum et sub expressa obligatione et ypotheca omnium bonorum suorum et ad dictum prioratum spectantium, soluere et deliberare quolibet anno dictos sexaginta solidos dicto capitulo vel mandato suo ex dicta causa, modo et termino supradicto. Acta fuerunt hec in Capitulo, supra claustrum S. petri Gebenn. presentibus D. Aymone priore de Sessye, D. Matheo de S°. jorio, Emerico de Voseyrie canonico Gebenn. Peroneto marescalli de Sessye, Magistro sesserio de Sessye, clericis. Hugonodo benedicti monacho S^i. Johannis Gebenn. et pluribus aliis testibus ad predictam vocatis et rogatis. — Et ego Petrus de Alberosa notarius publicus imperiali auctoritate interfui et presens instrumentum scripsi et in formam publicam redegi fideliter et moro solito signaui, tradidi, meo que nomine roboraui, super hoc requisitus et rogatus. — Et nos dictum Capitulum et dictus prior sigilla nostra presenti instrumento publico, unacum signo dicti notarii, ad perpetuam memoriam rei geste et in testimonium et majorem roboris firmitatem omnium premissorum dicimus apponenda. Datum anno, die, loco et indictione quibus supra, presentibus testibus suprascriptis. — Et nos Berardus de Yporregia decanus albone, Rev. patris in Christo Domini Ay. diuina permissione Gebenn. Episcopi in spiritualibus vicarius generalis, predictis omnibus consentimus, auctoritatemque nostram ordinariam interponimus et decretum, et ad maiorem certitudinem habendi de premissis, presens instrumentum fecimus sigillo predicti Domini Episcopi nunc agentis in remotis, unacum sigillis supradictis appositione muniri. Datum ut supra, presentibus dictis testibus.

(Arch. Gen., P. H., N° 174.)

326

1311, 5 Mars. — *Semblable sentence arbitrale entre le Chapitre de Genève et le Prieuré de St-Jean.*

Anno a natiuitate Domini m°. ccc°. undecimo, indictione nona, tertio non. martii, per hoc presens publicum instrumentum cunctis appareat

euidenter quod, in presentia mei notarii et testium subscriptorum, constituti venerabiles et discreti viri dominus Guillelmus de Bagnios et Amondricus de Petra castri, canonici Gebenn. procuratores et cellerarii venerab. capituli Gebenn. ex una parte, et dominus Jacobus Corbelli prior Sancti Johannis Gebenn. ex altera. Cum materia questionis verteretur inter dictas partes super quadraginta panibus et uno sextario pimenti in quibus tenebatur dictus prior et domus Sancti Johannis predicti, dicto Capitulo annuatim et ab antiquo, et per tantum tempus cuius memoria in contrarium non existit, in festo nativitatis Domini, quos panes et quod pimentum dicebant dicti cellerarii quod non soluebantur sufficienter, neque statuto termino, propter quam insufficientiam habebant singulis annis inter se questionem. Tandem dicte partes super dicta questione, videlicet dicti procuratores nomine suo et dicti capituli, et dictus prior nomine suo et conuentus sui et successorum suorum, se spontanei compromiserunt in ven. et discretos viros dominum Berardum de Yporregia, decanum Albone et officialem Gebenn. et in Johannem de Rossillione, decanum Alingii et can. gebenn. presentes et dictum compromissum suscipientes, tanquam in arbitros, arbitratores seu amicabiles compositores, ita quod possint ordinarie vel extraordinarie, juris ordine seruato vel non seruato, diebus ferriatis vel non ferriatis, cognoscere, diffinire, arbitrare, seu amicabiliter componere, semel et pluries, propria voluntate prout sibi videbitur expedire, et generaliter uniuersa et singula facere que alicui arbitro seu amicabili compositori comiti possunt. Promittentes dicte partes sollempniter sibi ad inuicem, una pars alteri, tactis corporaliter euangeliis sacro sanctis, attendere, complere et firmiter obseruare quidquid per dictos amicos super predictis arbitrium seu prononciatum fuerit, vel quomodolibet ordinatum. Qui dicti amici, auditis hiis que dicte partes super dicta questione proponere hinc et inde voluerunt, habita super hoc deliberatione diligenti, inspecta etiam euidenti utilitate ecclesiarum Sancti petri et Sancti Johannis gebenn. pro bono pacis et concordie, unus de consensu alterius, et partibus presentibus, ordinauerunt et arbitrando prononciauerunt quod, pro predictis quadraginta panibus et pro dicto pimento dictus prior, nomine quo supra, et successores sui, det, soluat et dare ac soluere teneatur singulis annis in perpetuum dicto capitulo, vel mandato suo, sexaginta solidos gebenn. monete, quolibet anno in festo beati Johannis euangeliste, pacifice et quiete, apud gebenn. Et pro tanto sit dictus prior, eius successores, et domus sancti Johannis predicta, ex nunc quiti et immunes a prestatione dicti panis et pimenti.

Qdam pronunciationem et ordinationem dicti procuratores, nomine suo et dicti capituli, et dictus prior nomine suo, conuentus sui et successorum suorum, laudauerunt, ratifficauerunt et approbauerunt et per dictum juramentum attendere promiserunt et complere, et in contrarium de cetero non venire, sibi rata et firma perpetuo habere et tenere hinc et inde. Promittit etiam dictus prior, per dictum iuramentum et sub expressa obligatione et ypotheca omnium bonorum suorum et ad dictum prioratum spectantium, soluere et deliberare quolibet anno dictos sexaginta solidos dicto capitulo, vel mandato suo ex dicta causa, modo et termino supradicto, et se facturum et curaturum quod conuentus Sancti Johannis predicti uniuersa et singula supradicta laudabit, ratificabit et etiam confirmabit. — Acta fuerunt hec in capitulo, supra claustrum Sancti petri, presentibus domino Aimone priore de Sessye, domino Matheo de Sancto Jorio, Emerico de Voseyrie canonico Gebenn. Peroneto marescalli de Sessye, magistro Sesserio de Sessye, clericis, Hugonodo benedicti monacho sancti Johannis, et pluribus aliis testibus ad predictam vocatis et rogatis. — Et ego petrus de Alberosa notarius publicus imperiali auctoritate interfui et presens instrumentum scripsi et in formam publicam redegi fideliter et more solito signaui, tradidi, meo que nomine roborani, super hoc requisitus et rogatus. — Et nos dictum capitulum et dictus prior sigilla nostra presenti instrumento publico, una cum signo dicti notarii, ad perpetuam memoriam rei geste, et in testimonium et majorem roboris firmitatem omnium premissorum dicimus apponenda. Datum anno, die, loco et indictione quibus supra, presentibus testibus suprascriptis.

(Arch. Gen. P. H., N° 175.)

327

1311, 8 Mars. — *Guillaume, comte de Genevois, promet à Edouard de Savoie de le relever du cautionnement qu'il a donné à la dame Agnès de Châlons.*

Nos Guillermus Comes Gebennesii, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod, cum nos promiserimus et juramento nostro

firmaverimus tenere et integriter observare quamdam compositionem et pacem factam inter nos, ex una parte, et karissimam matrem nostram ex altera, super quibusdam castris, villis et rebus aliis eidem matri nostre per nos traditis et expeditis, tam ratione dotis sue, quam sui dotalicii, et super quibusdam aliis convencionibus inter nos ad invicem habitis, mediante illustri viro et potenti karissimo avunculo nostro domino Johanne de Cabilone, domino de Arlaco, que omnia continentur in quodam publico instrumento confecto manu Guillielmi de Sancto Nicholao de Clusis, notarii publici auctoritate imperiali. Et nos de predictis conventionibus firmius observandis eidem matri nostre fidejussorem dederimus illustrem virum et potentem dominum Eduardum de Sabaudia, qui de mandato nostro et ad requisitionem nostram, in manu dicte matris nostre pro nobis fidejussor accessit, et sub pena mille marcarum argenti, que tociens comittatur et comissa tociens exigantur quocienscumque contra convenciones premissas factum fuerit, promiserit et promissionne se astrinserit de premissis conventionibus per integrum per nos et nostram conjugem observandis. Nos sciens et spontaneus, non deceptus, non coactus, per nostrum juramentum solempni stipulatione vallatum, et sub obligacione omnium bonorum nostrorum mobilium, immobilium, ubique existentium, promittimus dicto domino Eduardo, a dicta fidejussione et ab omnibus promissis pro nobis per ipsum, occasione dicte fidejussionis, eumdem indempnem totaliter observare et eidem omnia dampna, gravamina, costas, missiones et expensas eidem resarcire, et restaurare per integrum que idem dominus Eduardus assereret se sustinuisse, fecisse et incurrisse, occasione fidejussionis predicte, suo proprio juramento. Et ex inde eidem dedimus presentes litteras super premissis confectas, quas fecimus sigilli nostri munimine roborari. Datum apud Varey, die lune post dominicam qua cantatur reminiscere. Anno domini millesimo tercentesimo undecimo.

(Arch. Turin. Duché de Genevois. Paq. 3, N° 25.)

399

1311, 18 Août. — *Etat des terres et reconnaissance des fiefs que l'abbaye de Filly possède au delà de l'Arve, en raison du prieuré de St-George, près Lancy.*

Anno domini m°. ccc°. undecimo, indictione nona, quindecimo Kal. Septembris, in presentia mei notarii et testium . . . . fuerunt facte extente et recognitiones feudorum Abbatie Filliaci, de terris et possessionibus quas habet ultra aquam araris. — Inprimis fuerunt . . . . limitate et extimate terre et possessiones prioratus S^i. Georgii prope Lanciacum, videlicet a nemoribus spectantibus ad dictum prioratum, confrontantibus nemoribus de Onay a parte occidentali tendente versus aquam Rodani inferius, et a parte superiori juxta nemus D. Comitis Gebenn., tendente ex adverso versus quendam cretum vocatum de Valorge, et inferius usque ad summitates nemoris seu rippe Rodani, . . . limitate et tassate per probos homines circa octoginta posas terre et plus. — Item nemus in dicto territorio situm, spectans ad dictum prioratum, limitatum et tassatum circa centum et quadraginta posas nemoris et plus. — Item nemus seu rippa situm prope, juxta aquam Rodani inferius, limitatum circa viginti posas terre seu nemoris, excepto tamen quoddam nemus quod spectat ad communitatem de Lancie. — Item pratum situm in territorio de Lancie, vocatum pratum Vuarner, quod continet decem seyturatas prati. — Item habet . . . . Abbatia Filliaci ratione dicti prioratus in territorio de Lancie duas seyturatas prati . . . . item quandam posam prati juxta pratum ecclesie de Lancie, item peciam prati continentem circa dimidiam seyturatam prati . . . . , item unam seyturatam prati . . . . , item tres posas terre in loco vocato de les combes, juxta stratam que tendit versus Pesai, item unam posam vinee . . . . .

Eodem anno et die . . . . ante ecclesiam de Lancie . . . fuerunt facte extente de possessionibus et censis quos habet Abbatia Filliaci apud Lancie. — Primo Ay. de lancie dictus Grugiers confitetur . . . se tenere a prioratu S^i. Georgii quinque et dimidiam posas terre et dimidiam seyturatam prati, pro quibus confitetur . . . se debere duas octanas frumenti et unam octanam avene ad mensuram Gebenn. et duos solidos Gebenn. annuales, singulis annis ad festum b. Michaelis persolvendos dicte abbatie

— Item W. dictus de crepi . . . unum selhonum terre . . . sex denarios Gebenn. censuales. — Item Stephanus dictus de beucel . . . . tres posas terre . . . decem denarios Gebenn. et tres capones censuales. — Item W. et Stephanus fratres, filii Vuyberti de Lancie . . . . sex et dimidiam posas terre . . . . tres octanas frumenti ad mensuram Gebenn. censuales. — Item P. dictus de la Govella . . . tres posas terre et unum casale . . . . tres octanas frumenti et duos capones censuales. — Item Peronodus filius Martini de Lancie . . . duas seyturatas prati . . . quinque solidos Gebenn. — Item Perronodus, Pilhoudus et Perronetus fratres, filii quondam Ay. de Landissie, casale et ochiam . . . . unum quarteronem frumenti ad mensuram Gebenn. et unum caponem. — Item Albertus filius Perroneti de Lancie . . . unam posam prati et unum selhonum terre . . . duos solidos et duos denarios censuales. — Item Joh. de Quarrojes dictus Rochuz . . . duas pecias terre apud Quarrojii . . . . duodecim denarios Gebenn. et duos capones. — Item Nychodus et Clemens Lunelli . . . . massum vocatum de Bosseres situm subtus ecclesiam de Vernier, continentem tam terre quam prati circa decem et octo posas terre, debet homagium Abbatie Filliaci et omne esparverum ad mutationem domini et quinque solidos Gebenn. — Testes . . . fratre Borcart de Chesne, fr. Johanne de Vernier, fr. W. de Concisa, canonicis Abbatie de Filliaco, et Petro dicto Joli habitatore S^{i}. Georgii. — Et ego Ripherius de Vernier, notarius . . . . .

(Arch. Laus. Savoie, N° 2. — Extrait par Mallet.)

SUPPLÉMENT.

329

926, 18 Janvier. — *Plaid tenu à St-Gervais, près Genève, par deux délégués du roi Rodolphe, Hugues, comte palatin, et Anselme, comte du* pagus *équestre, pour juger une contestation entre Léotard et Bertagia, veuve d'Alteo* [1].

Dum resedisset Domnus et venerabilis Rex Rodulfus in cartris villa, veniens femina Bertagia in voce reclamationis ante Domno rege, proclamans se de res que sunt sitas in pago Equestrico et in curte Avenaco, de res que de parte jugale suo nomine Alteo illi et filio suo nomine Alteo obvenire debuerat, ipsas res Leutardus tenebat et contra eis mali ordine recontendebat. Audiens Domnus Rex hanc proclamationem, jussit fidelibus suis Turumbertum comitem et Anselmum comitem de pago Equestrico atque Ugonem comte palatio, ut ipsam proclamationem vel alias in primo placito quod ipsi tenuerint, legibus inquirant vel finiant in eadem presentia. Misit ipse Ugo bannum domini regis, ut ad mallum primum quod in ipso comitatu tenuerint in eadem presentia veniant Leutardus et Teodoricus vel ipsa femina. Post modum vero veniens jam dictus Comte palacius et Anselmus comes, in vico sancti Gervasii, in *urbe genevensi subtus ejus muros* [2], in mallo publico, ad justitias faciendas vel finiendas, ibique veniens prelibata femina, vel filius suus quem de Alteo viro suo habuit cui nomen suum imposuit, in voce recla-

[1] Cette charte a déjà été publiée avec des variantes : 1° par Zurlauben dans le *Schweizerisches Museum*, 1784, p. 259 ; 2° par Cibrario et Promis, dans *Documenti, sigilli et monete*, 1833, p. 1. La rareté de ces deux recueils et l'importance de ce document nous ont engagé à l'insérer ici. — L'original, qui existait au dix-huitième siècle dans les archives de Cluny, est perdu, et il n'est reproduit dans aucun des anciens cartulaires de cette abbaye. Il en existe seulement deux copies : l'une due à l'avocat Lambert de Barive, et qui se trouve dans la Bibliothèque impériale de Paris, collection Moreau, IV, 147 ; l'autre faite par Jean-Pierre de Rivaz, et conservée à Sion dans la famille de ce savant. — Nous avons pris pour base le texte de Lambert tel qu'il nous a été communiqué par notre collègue M. Henri Bordier, et nous signalons les variantes les plus importantes.

[2] L'intervalle compris entre les mots : *Sancti Gervasii* et ceux : *in mallo publico*, a été laissé en blanc par Lambert, tandis que de Rivaz avait cru pouvoir

mationis, dicens quod Leutardus recontendebat [3] res in curte Avenaco, quem vir suus ei vel herede suo legibus dimiserat. In ipsa ora surrexit Teodoricus et dixit quod ipsa femina eam legibus in conjugio non habuerat, quod ipsa vel filius suus Alteus [4] ipsas res vel alias de parte Alteo per legem hereditare debuissent. Ipsa vero femina cartas ibi ostendit quod vir suus ei rogare fecerat, sicut antiqua consuetudo est, et dixit, quod Ugo comes filius Ricardi et germanus suus Giboinus ad conjugium eam sociaverunt atque dederunt, et in eadem presentia adhibiti sunt testimonia. Hi sunt Plasteofus vir sicut Mocdalbertus, Leufredus, Borgo, Gausulfus, Armoisni, Ramboto, Adalbertus, Ratcherius, Giso, Reimerius, manus positas in eadem presentia super sanctas reliquias sic jurantes in eorum sacramento, dixerunt : si eis adjuvet Deus et ille sanctorum reliquie, sic legibus eam Alteus ipsam feminam accepit, quod ipsas res vel alias quas ipse dimiserit ipsa vel heres suus hereditare debebant quam alicui reddere. Ipse Comes misit suum missum per judicium ibi residentium Teodonem ut super ipsas res veniat et ipsam feminam reddat sicuti et fecit. Sig. † Anselmi Comiti. Sig. † Ugoni Comte palatii. Sig. † Gausperti. Sig. † Ornati. Gislovoldus presens fuit et subscripsit. Sig. † Amedeo. Sig. † Teodoni. Sig. † Aeriberti. Sig. † Beroardi. Sig. † Teoduino. Sig. † Borgoni. Sig. † Vuigoni et alii plures. Ego in dei nomine Maiolus cancellarius hunc judicium scripsi et datavi die Mercoris [5] xv Kalendas Februarii anno xv regnante Domno nostro Rodulfo rege [6].

déchiffrer quelques syllabes dans l'original qu'il copiait à Cluny. Nous devons à l'obligeance de M. le baron Fréd. de Gingins-la-Sarraz le fac-simile de cette partie du manuscrit laissé par de Rivaz. Ce manuscrit porte :

In vico sancti Gervasii..... ns ....us .... muros in mallo publico, etc.

Zurlauben, qui dit s'être servi des deux copies que nous avons mentionnées, a imprimé : *in vico sancti Gervasii in..... genevensi..... us muros in mallo publico*. Cibrario, qui a suivi le texte de Rivaz, a lu : *in urbe genevensi extrà muros*. — En conservant la première partie de la restitution faite par Cibrario, nous en avons modifié les derniers termes, afin de remplir tous les blancs indiqués par de Rivaz.

[3] D'après de Rivaz. Lambert a lu *recommendabat*.

[4] La copie de Rivaz porte ici : *adulterus* au lieu de *alteus*, et *a parte altera*, au lieu de *de parte Alteo*.

[5] La copie de Rivaz porte : *mercorii*. — C'est bien en 926 que le 15 des Kalendes de Février correspond au mercredi.

[6] Lambert avait noté que l'original de cette charte portait au dos les mots : *Bartazia de Avenaco*.

330

Sans date (vers 1160). — *Anciennes donations faites à l'abbaye de Bonlieu par les seigneurs de Sallenove, de Chaumont et autres.*

Quoniam longo temporis spacio preterita a mortalium decidunt memoria, posteris nostris certificamus quod domnus Villelmus de Aula noua pro redemcione anime sue et uxoris et filie, quicquid a strata usque ad angum locum possidebat erogauit ecclesie boni loci, et Giraudum serziaci et quicquid ab eo obtinebat Musiaci, Turumbertum et fratrem eius et omnia que ab eo possidebant, et insuper ortum et uineam uerciaci, et pratum de chalce. Hoc uolente et concedente Vgone et Vilelmo filiis eius. Huius rei testes sunt Johannes galo sacerdos canonicus, Alardus sacerdos, Vilelmus sacerdos, Dominicus sacerdos, Galterus sacerdos, Vilelmus miles de gilo, Vilelmus clericus de cosongiei, Johannes clericus de musiaco, Vunterius eiusdem uille clericus. — Dalmatius frater supradicti Vilelmi quicquid possidebat a riuulo usset usque ad angos locos pro filia sua ecclesie boni loci dedit, et in molendino de domibus sancte marie de podio bissale frumenti annuatim, et alardum de sercens et tenementum suum, et prata que habebat el pesei et usum nemoris. Iterum quicquid habebat el uigniel dedit et uendidit. Testes sunt Villelmus de uila noua miles, Arbertus sacerdos, Villelmus sacerdos, Villelmus clericus de aula noua, Stephanus de chetonaj, M..... poncius. — Omnibus mortalibus tam presentibus quam absentibus notificare desideramus quod donnus Villelmus miles de gilo domui boni loci a strata usque ad territorium chamarunde et usque ad territorium gamalou omnia dedit, et campum de cunfinon, et pratum constancij, et quicquid habebat blisiaci. Hoc uolente et concedente Villelmo de aula noua et filiis eius uidelicet Vgone et Villelmo. — Iterum predictus Vilelmus dedit domui boni loci .... decimas chiliaci, et uineam presbiterorum quam habebat in uadimonio. — Iterum predictus Villelmus dedit ecclesie boni loci, pro iordana sorore sua, Villelmum cotier et tenementum eius et nemus del pesei. Huius rei testes sunt Johannes galo canonicus, Alardus sacerdos, Dominicus sacerdos, Vilelmus sacerdos de chatonaj, Gauterus sacerdos et alii predicti. — Et preterea berlio uice donnus caluomontis dedit pro matre sua domui boni loci uineam quamdam

choele et quicquid possidebat masei preter nemus. Testes sunt arbertus capellanus de caluomonte et eutachius eiusdem castri, Alardus et Vldricus presbiteri de musiaco, Villelmus presbiter de chatonaj, Vnbertus de biuant, Villelmus gabarit, Giroldus de Arsina. — Villelmus Gabarit dedit et uendidit prefate domui omne patrimonium suum quod habebat aput sersens, filiis suis laudantibus. Testes sunt arbertus presbiter de caluomonte, Alardus sacerdos, Vilelmus presbiter de chetonai et donnus Vldricus claromontis.

— Querimonia de decimis de coisie uersabatur inter sanctas moniales de bono loco et hugonem de manisie, de qua sancte moniales obtinuerunt uictoriam, et hugo de manisie, si in predictis decimis aliquod ius habebat, quod in reuera non habebat, scilicet monialibus in perpetuum reliquit et dedit. Huius facti testes sunt Dominicus canonicus de entremont, Vldricus plebatius de chilie, Villelmus fousuz, Villelmus capellanus de bono loco, Hugo, domino de Aula noua, Villelmus de Gilo, Giniris de la mosa, Hugo capellanus de Cilingie, Villelmus destablo, Poncius de chilie, Petrus decimator de cruce, beatrix de iaz.

(Communiq. en original par M. Eloi Serand, archiviste de l'Association Florimontane, à Annecy. — Le parchemin qui relate ces anciennes donations paraît avoir été l'un des feuillets du nécrologe ou du livre des offices du couvent de Bonlieu. L'écriture en est très-belle et doit être du treizième siècle.)

331

1172. — *Confirmation par l'évêque Arducius de dons faits à l'abbaye de Bonmont par divers seigneurs de Bière, de Mont, de St-Simphorien, d'Ecublens et de St-Oyen.*

In nomine sancte et individue Trinitatis, Arducius diuina permissione Gebenn. ecclesie minister . . . . . quoniam instant nouissima tempora et secundum apostolum refrigescat karitas multorum, providendum nobis est ne viri religiosi qui in nostra degunt diocesi a pravis hominibus et rapinis inhiantibus valeant perturbari. Inde est quod presenti pagine mandare volumus sigillique nostri impressione signare : quod Bartho-

lomeus de biria laudavit domui boni montis omnes donationes Roberti de biria et quidquid habebat in territorio de Fabrica sub monte, feodum etiam Amaldrici de gimelz, prata et terras ad fagos de plais et in profunda valle, promisit etiam garentiam de pratis et terris quas habere debebat a Petro de britiniaco et Pagano fratre ejus, et fideiussores inde dedit Cononem de monte et Anselmum de S. Eugendo. Testes sunt Humbertus Brucins, Cono de monte, Marcho de Biria, Giroldus prior de biria, Ottho de S. Simphoriano, Anselmus de S. Eugendo et Iohannes frater eius, Gualcherius de ponte. Hec omnia laudauit uxor eius Anna. Testes sunt Humbertus Brucins, Marcho de Biria et Aymo filius ejus, Giroldus prior. Promiseruntque tam Bartholomeus quam uxor ejus quod hoc ipsum laudare facerent infantes suos quando ad intelligibilem etatem pervenirent.

Cono de monte et uxor eius Alais dederunt domui Bonimontis terram quam prior de perueis habebat super vineas de baugels et prefato priori concambium inde dederunt. Hanc donationem laudauit Petrus prior, accepto concambio. Promisitque quod in capitulo de Tonnoz hoc ipsum laudare faceret et predictum Cononem inde fidejussorem dedit. Dederunt nichilominus Cono et uxor ejus terram quam filii Falchete, Hugo et fratres ejus, habebant usque ad supercilium montis, prefate domui eisdem laudantibus et concedentibus. Laudavit etiam predictus Cono terram vincencii quam domus boni montis habebat. Abbas vero predicte domus dedit eidem Cononi pro his omnibus equum optimum. Et Cono fidejussores pacis Abbati dedit : Amaldricum de monte fratrem ejus, Burchardum Senescalcum, Hugonem de monnet, Guillelmum filium uinencii, Landricum servientem. Testes sunt Sauarius decanus, Beroardus presbiter, Stephanus clericus de lauiniaco, Gualcherius de ponte, Burchardus de perrueis, Norduinus monachus, Berengerius et Petrus conuersi.

Petrus de S°. Simphoriano dedit domui Boni montis per manum Iohannis abbatis quidquid juris habebat infra clausuram de baugels. Hoc donum factum est apud Lauiniacum in domo Rodulfi ministri domini Humberti de Albona. Testes sunt Guillelmus Raymundus et Aymo frater eius, Humbertus de botens, Beroardus presbiter, Guido faber de dodei, Stephanus de Cretinia, Petrus sutor de Albona.

Petrus d'Escublens et Uldricus frater ejus dederunt deo et beate marie boni montis . . . . . terram de . . . . . quam pater eorum Guillelmus antea dederat prefate domui et garantiam inde promiserunt aduersus

omnes homines. Testes sunt Humbertus de Albona et Jacobus filius ejus, Humbertus de Diuona, Beroardus presbiter, Falco de Altauilla et Guitherus frater ejus, Guillelmus d'Arnai et Narduinus monachi. Hoc donum laudauit Humbertus frater predictorum militum, Petri videlicet et Uldrici apud Escublens. Testes sunt Arducius Gebenn. Episcopus, Petrus capellanus, Guillelmus de crusillie canonicus, bernardus cocus, Petrus de peslens conuersus.

Johannes de S°. Eugendo, et nepotes eius filii Anselmi fratris ipsius, dederunt domui boni montis pratum unum . . . . . pro anima predicti Anselmi. Testes sunt Aymo et Landricus presbiteri, Humbertus miles de S°. Eugendo et Nantelmus homo ipsius.

Borchardus de monte senescalcus confirmauit domui boni montis et laudauit terram quam pater ejus dederat in elemosinam prefate domui . . . . . Hoc factum est apud Albonam, per manum Iohannis abbatis. Testes sunt Sauaricus decanus, Beroardus presbiter, Humbertus dominus de Albona, Giroldus senescalcus, Humbertus de baugei, Guillelmus de Cracei monachus, Anselmus libeisons conuersus.

Hec omnia ut rata et quiete in perpetuum persenerent.

Actum anno domini incarnationis m°. c°. lxx°. secundo. Friderico romanorum imperatore regnante. Alexandro tercio sedi apostolice presidente.

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. N.)

332

1201. — *Gaucher, sire de Salins, fait donation à l'abbaye de Bonmont d'une certaine quantité de sel à livrer chaque année.*

In nom. Domini nostri Iesu Christi. Ego Gaucherus Dominus Salin. notum esse uolo presentibus et futuris, quod pro salute anime mee et predecessorum meorum contuli in elemosinam perpetuam domui boni montis unum bullionem in ferro et muria de proprio meo reddendum annis singulis in primo responso post pentecost. Actum anno ab incar-

natione Domini m°. cc°. primo, indictione quarta. Testes Petrus de molli prato. Bernardus mocerius.

(Arch. Laus. Bonmont, N° 20.)

333

1219, 22 Février. — *Arbitrage entre le Chapitre de Lausanne et l'abbaye de Bonmont.*

Ego Cono prepositus et Capitulum ecclesie Lausannensis, notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis quod, cum discordia verteretur inter nos, ex una parte, et domum boni montis, ex altera, super quibusdam terris et possessionibus in territorio de cranz sitis, quas abbas et conuentus boni montis asserebant se tenere ab ecclesia et Capitulo Lausann. sub annuo censu quinque solidorum, et se per quedam instrumenta sigillata ab episcopo et preposito Lausann. super hoc tuerentur, Capitulo vero negaret . . . . tandem compromissio ex utraque parte facta in venerabiles et discretos viros A. priorem de Alione, R. priorem de estui, V. priorem de niuns, et R. cantorem Lausann. Memorata causa et alie cause que tunc temporis habebat predictum Capitulum aduersus domum boni montis, scilicet de pelleus et de la dola et de quadam bossa, omnino sopite sunt in perpetuum in hunc modum. — Dicta siquidem domus boni montis omnes possessiones suas antiquas infra metas in cartis suis antiquis scilicet episcopi et prepositi Lausann. expressas in perpetuum, quiete et pacifice, a capitulo Lausann. possidebit. Censum vero quinque solidorum, quem prius soluebat, geminabit, ita quod singulis annis in natiuitate beate marie decem solidos Capitulo Lausann. persoluet. Capitulum vero Lausann. domui boni montis decem denarios quos ei debebat de quodam prato apud oisins in perpetuum quitauit. Pratum autem vocatur pratum rotundum. Si vero predicta domus aliquid de nouo, infra vel extra metas supradictas in cartis predictis expressas, de possessione Capituli Lausann. occupauit quocunque modo vel titulo, videlicet emptionis, doni vel obligationis, libere dimittat Capitulo Lausann. nec terras ecclesie

deinceps accipiet, nisi de ipsius Capituli voluntate. Pro predicta vero bossa, quam Capitulum Lausann. exigebat annuatim a supradicta domo, et domus negabat, dictum fuit quod si per vim excommunicationis in pleno Capitulo facte, per confessionem alicuius vel aliquorum de monachis vel conuersis boni montis, haberetur, quod esset de iure Capituli Lausannensis redderetur, sinautem viginti solidos daret semel domus predicta Capitulo supradicto. Et ut omnes alie querele supradicte in perpetuum sopirentur, domus boni monfis daret centum solidos Capitulo Lausann. . . . — Huius rei testes sunt Cono prepositus, Will. thesaur. Rodulfus cantor, Joseph cellarius, Nicholaus de yens, Nycholaus de V. . . . . , Jacob de grellie, canonici. Auctum apud Sauignie, anno ab incarnatione Domini m°. cc°. xviii°. viii° Kal. marcii. Quod ut ratum et firmum permaneat in futurum, presentem cartam sigillo domini Bertholdi episcopi nostri et sigillo Capituli nostri roborari fecimus.

(Arch. Laus. Bonmont, N° 24.)

334

Sans date (vers 1221). — *Donation à Bonmont, faite par Jaques d'Aubonne.*

Ego A. dei permissione gebennensis Episcopus, notum facio tam futuris quam presentibus, quod domnus Jacobus de Albona dedit, concessit inperpetuum, absque ulla retentione, deo et domui boni montis, atque fratribus ibidem deo servientibus, quidquid habebat vel habere poterat, sive calumpniari, in hominibus de Sancto Eugendo de roteres, videlicet alberto et willelmo fratre eius, filiis Petri botellier, vel in manso eorum, cum appendiciis eiusdem mansi. Quos videlicet homines iam dicta domus acceperat in elemosinam a Petro filio domini Jacobi de Albona, cognato predicti Jacobi. — Promisit etiam ipse domnus Jacobus domui boni montis garentiam contra omnes qui in supra dictis hominibus possent aliquid calumpniari. Et ut hoc ratum et intactum inposterum permaneat, rogatu ipsius domni Jacobi, ad maiorem confirmationem, presentem cartam sigilli mei munimine studui roborare.

(Arch. Laus. Inv. anal. vert. Paq. E.)

335

1225, 13 Avril. — *Confirmation par Thomas, comte de Savoie, des donations faites par ses prédécesseurs aux couvents d'Aulps et d'Abondance.*

In nomine Domini nostri Jhesu Christi Amen. Dominus Thomas comes Sabaudie et in Italia marchio, universis presentem cartam videntibus geste rei notitiam. Cum quondam inter domos de Alpibus et de Habundantia, que in comitatu meo site sunt, super quibusdam possessionibus, que a dominio meo duxerant originem, questio verteretur in tantum inter ipsas domos excreverat quod vix posset aliquis inveniri qui eidem questioni finem imponeret, ego Thomas comes Sabaudie, ad cuius dominium utraque domus spectare videntur, ductus pietatis intuitu eamdem litem censui terminari. Ego igitur apud Thonos constitutus, et in mea presentia advocatis partibus et auditis, carte utriusque domus quas illi de Alpibus ab antecessoribus meis et ab illis de Rouorea et illis scilicet de Habundantia a Dominis de Festerna et ab abbate sancti Mauritii acceperant, lecte fuerunt in presentia mea et in presentia Domini Episcopi Gebennensis et aliorum prudentum virorum me scilicet procurante. Ego itaque cartas ipsas laudans et approbans, concedo et confirmo utrique domui ut sicut dicte carte determinant ita unaquaque domus secundum scripta sua in perpetuum pacifice possideant et quiete. Ego nichilominus omnem questionem de dictis domibus penitus amovere volens, inde me promitto defensorem et omnibus filiis meis et successoribus eorum et castellanis meis, scilicet de Alingio et de Festerna et de Montel et Chillon, mando et precipio quod utrique domui scripta sua ante me lecta illesa conseruent et manu teneant in perpetuum fideliter et deffendant. Insuper tale bannum qualem Ubertus attavus meus in fundatione loci Alpensis posuit talem ego per terminos quos carte Alpensium determinant, que scilicet ad dominium meum spectant, retineo, precipiens quod successores mei et castellani superius nominati illud levent quando ab Alpensibus fuerint requisiti. Ut autem hoc firmum et stabile perseveret cartam inde fieri jussi in qua sigilli mei apposui firmamentum. Actum est hoc anno gracie millesimo cc°. xxv°. indictione xiii^a^. tercio decimo intrante Aprilis.

(Communiq. par M. Ad. Bonnefoy.)

336

1236, 12 Janvier. — *Aimon, seigneur de Faucigny, reçoit sous sa garde et protection le prieuré et les hommes de Chamonix.*

Sciant omnes presentes et posteri, quod Aymo Dominus Fucigniaci recepit Domum Campi muniti et homines ejusdem domus cum universis rebus suis in sua custodia et protectione, promittentes bona fide, per se et per adjutores suos, dictam domum cum universis rebus suis deffendere, manutenere pro posse suo contra omnes et tutari, et specialiter in guerra presenti. Quod ut ratum et stabile perseveret, presentem cartam inde compositam sigilli sui munimine roboravit. Datum apud Cluses, anno Domini m°. cc°. xxx°. v°. secundo Idus Januari.

(Communiq. par M. Ad. Bonnefoy.)

337

1236, 24 Janvier. — *Aimon de Savoie, seigneur d'Agaune et frère du comte Amédée, reconnaît qu'il a fait tort à Aimon de Blonay en percevant des droits régaliens sur la terre de St-Paul; en conséquence, il lui en fait la restitution.*

Nouerint vniuersi presentem paginam inspecturi, quod cum ego Aymo de Sabaudia, frater Amedei comitis Sabaudie et Marchionis in Ytalia, Dominus Agaunensis, in terra de Sancto Paulo regaliam colligi fecissem et leuari. Tandem dum Aymo de blonay dominus dicte terre de beato sancto paulo, conquirendo sepissime diceret, quod super dictam regaliam eidem iniuriam fecerimus, inquerrens a viris prudentibus de festerna super hoc rei ueritatem, dictum fuit ab ipsis totaliter et confessum, quod in dicta terra de Sancto paulo nunquam toto tempore uite sue uiderant nec audierant regaliam colligi nec leuari. Ea propter, omnia que nomine dicte regalie in sepe dicta terra de sancto paulo colligi feceram et leuari

dicto Aymoni de blonay ego dictus Aymo dominus Agaun. integre reddidi et emendaui. Datum anno domini m°. cc°. xxx°. quinto. IX. Kalend. februarii, apud Chillionem, in presentia venerabilis dei gratia electi Valentie.

(Communiq. en original par M. le marquis Léon Costa de Beauregard.)

388

1236, 22 Novembre. — *Donation d'un muid de froment, faite à l'église de Chamonix par Aimon, seigneur de Faucigny.*

Noverint universi presentes litteras inspecturi, quod ego Aymo, Dominus Foucygniaci, dedi et concessi ecclesie de Chamonix et ejus servitoribus unum modium frumenti, pro satisfactione injurie quam feceram eidem ecclesie et in elemosinam, in perpetuum paccifice possidendum. Quod frumentum sibi assigno annuatim percipiendum in villa de Syervos, cum quodam dimidio modio quod dicte ecclesie alias assignavi. Concedendo eidem puram et liberam potestatem colligendi et recuperandi jam dictum bladum ab hominibus prefati loci, qui illud debebant michi de justo servicio, absque contradictione mea vel successorum meorum, vel alicujus submisse persone. Ut autem presens pagina roboris obtineat firmitatem, sigilli mei munimiue duxi eam utique roborandam. Hujus rei testes sunt : dominus Ubertus prior de Clusa, in cujus manibus prefata donatio noscitur esse facta, Dominus Vullielmus de Belfort, Will^{s}. de Chonitz, Will^{s}. de Gumuens, Rodulphus de Sancto Jorio, Boso miles de Masony, Arducius cellarius de Clusa, Rodulphus de Passyez, Jacobus capellanus de Megeua, W^{s}. de Foucigniaco villicus de Sallanch., Rodulphus Marchiz de Clusis, Rodulphus de Marcosex, Petrus Flachiery, et multi alii. — Actum est apud Clusas, anno Domini, m°. cc°. xxx°. vi°., decimo Kal. Decembris.

(Communiq. par M. Ad. Bonnefoy.)

339

Sans date (vers 1250). — *Accord entre Humbert, prieur de Chamonix, et les fils de Guillaume Botelier.*

Cum orta esset discordia inter Dominum Humbertum, Priorem Campi muniti, ex una parte, et filios Vulielmi Botelerii Salancie, ex altera, super quodam feodo quod ipsi filii guilielmi supra nominati Botelier a domo campi muniti tenebant, coram Domino Vione abbate Tamidii et Domino Petro Sancti Tarentasiensis ecclesie priore, judicibus super hoc a summo pontifice delegatis. Tandem visis et auditis rationibus et allegationibus utriusque partis, compromissum fuit hinc et inde ab utraque parte in supradictum abbatem Tamidii et dominum P. priorem tarentaysiensis ecclesie, et juraverunt dicti filii guillelmi botelerii, silicet iacobus in eorum presentia maior filius, et alii filii preterea cum matre eorum, sicut supradictus prior coram nobis asseruit, in manu eiusdem prioris, juraverunt stare ejus arbitrio seu cognitioni concordia vel iudice mediante. Qui iudices, abbas videlicet et prior supranominati, inter dominum humbertum priorem campi muniti et filios guillelmi botelerii talem concordiam fecerunt, quod videlicet prior investiret eos de supranominato feudo super quod contentio vertebatur, et quod unus illorum faceret fidelitatem priori nomine domus campi muniti, videlicet ille qui teneret feudum, et redderet annuatim in festivitate Sancti Michaelis pro feudo, quatuor solidos Gebennensium de servitio super altare ecclesie campi muniti, et quod in alpe de calescis de cetero, nec ipsi, nec homines illorum, nec aliquid pro eis non inalpabit, nec hoccasione istius feudi in villa de lacu, nec in territorio eiusdem ville de lacu, nichil ulterius possint exigere, et terram quam ibi tenebant in manu prioris perpetuo relinquerent. Ita tamen fuit dictum, quod super feudo memorato dicta domus de chamonis habeat banna, placita et venditiones et etiam que ad utile pertinent et venationes, sicuti in alia terra sua habet. Et ut rata et firma ista omnia superius nominata permanerent totum feudum superius nominatum in manu domini prioris et successoribus eius, si in aliquo deviarent a ratione ecclesie de chamonis superius nominata, dimiserunt et relinquerunt perpetuo sine aliqua requisitione vel reclamatione. Insuper per ista omnia attendenda fuerunt fidejussores pro dictis filiis

dicto Aymoni de blonay ego dictus Aymo dominus [illegible] didi et emendaui. Datum anno domini m°. cc°. xx[illegible] februarii, apud Chillionem, in presentia ver[illegible] Valentie.

(Communiq. en original par M. le marq[illegible]

1236, 22 Novembr[illegible]
de C[illegible]

Noverint ur[illegible] minus Fouc[illegible] toribus ur[illegible] eidem e[illegible] Quod curr[illegible]

..., comte de Genevois, reconnaît devoir à son ...mille sols et vingt livres genevoises. Il donne pour ...se sa femme et trois de ses fils.

...nt universi presentes et futuri presentes litteras inspecturi, d[illegible] nos Guillelmus comes Gebennensis confitemur nos debere Rodulfo, primogenito nostro, septem milia solidorum et viginti libras bonorum Gebennensium, pro quo debito obligamus ei castrum et burgum Anysiaci, et mandamentum, cum appendiciis eorumdem, et omne jus omnemque actionem quod et quam ibidem habemus vel habere debemus. Promittentes etiam, prestito corporaliter juramento, nunquam contravenire, nec aliquod impedimentum apponere sive apposuisse per nos nec per aliquam interpositam personam, sed ab omni homine, pro toto posse nostro, manutenere, custodire, deffendere et salvare, quousque eidem R. satisfactum fuerit de pecunia superius nominata, et inde fideiussores dedimus, dominam Alasyam comitissam Gebennensem uxorem nostram, venerabilem patrem Amedeum Diensem episcopum, Aymonem lausnensem prepositum, et henricum, filios nostros, qui promiserunt bona fide, si dominum Guillelmum comitem supradictum contingerit in aliquo contravenire, ad voluntatem prelibati R. Gebennensis et arbitrium emendare. Et ut de predictis rata fides et firmitas habeatur, presens scriptum

…m sigillo dicte domine comitisse duximus roborandum
…is.

Anaysiaci in camera retro salam, ad quod vocati
… rogati, dominus Henricus decanus lausan-
… clericus, dominus Guillelmus de turre,
milites, Rodulfus bonivardi, Jacobus
…densis.

… Kal. decembris.

…q. 1, N° 8.)

…on faite par Alix, comtesse de Genevois, à son fils … château de Cornillon et de plusieurs autres fiefs.

…overint universi presentes litteras inspecturi vel etiam audituri, quod nos A. Comitissa Gebenn. mera et spontanea voluntate, damus donatione inter vivos irrevocabili et liberalitate gratuita, filio nostro Rodulpho Comiti Gebenn. ut bene merito, castrum de Curnillon et hoc totum de Bornans, et feudum et fidelitates nobilium de Cletis et vallem Cletarum cum appendiciis, et feudum et fidelitates de Duign, et fidelitatem Jacobi Seschal de Anassiaco cum appendiciis, et juribus, precipua pre ceteris filiis nostris. Reservata nichilominus, in ceteris bonis nostris et rebus, sua legitima virili portione. Pro qua donatione rerum predictarum, volumus et jubemus, quod dictus filius noster donatarius R. in clamoribus nostris sedandis vel debitis, vel ubicumque voluerimus, solvat centum marchas argenti vel precium. Et nos dicta A. Comitissa, sollempni stipulatione juramento vallata, predicto filio nostro R. promittimus rerum supradictarum et jurium donationem in jure vel extra non revocare nec contra venire. Renunciantes in hoc facto ex certa scientia illi juri quo cavetur, quod propter ingratitudinem possit revocari donatio, et illi juri quo cavetur, quod ultra quingentos solidos sine insinuatione non valeat donatio, et beneficio in integrum restitutionis ratione cujuslibet etatis vel inofficiose donationis, et generaliter omni juris beneficio

per quod contra predictam donationem possemus venire. Et volumus et jubemus, quod ceteri heredes nostri ab intestato vel ex testamento, vel alio jure, ad nostram successionem venientes, contra predictam donationem rerum supradictarum non veniant, facto vel verbo, in judicio vel extra. Et nos predicta Comitissa res supradictas donatas nomine dicti R. filii nostri donatarii confitemur possidere. In cujus rei testimonium, nos dicta Comitissa presentes litteras sigillo nostro fecimus sigillari, et ad majorem rei firmitatem nos A. Dei permissione Diensis episcopus et nos Witffridus abbas intermontium et nos Villelmus Prior Taluerie et nos . . . . . prior de Pomeries ad hoc vocati et rogati ad preces dicte Comitisse, presentes litteras sigillis nostris duximus roborari.

Actum anno domini millesimo ducentesimo quinquagesimo sexto, tercio nonas octobris.

(Arch. de cour à Turin. Duché de Genevois, Paq. 1, N° 13.)

343

1257, 7 Juin. — *Donation entre vifs, faite par Jacob de Rossillon à son frère Henri, de divers biens et droits.*

Coram testibus infrascriptis, Dominus Jacobus de Rossilione, constitutus in presentia Rudulfi Comitis Gebennensis, cessit, concessit et donavit pure et simpliciter, non invitus nec coactus, donatione inter vivos irrevocabili, domino Henrico de Rossilione, militi, fratri suo, omnes possessiones, jura et actiones, que et quas Dardelli tenent in feudum vel tenere solent vel quasi, a domino Amedeo de Rossilione milite, patre dictorum Jacobi et Henrici, ubicumque sint et quecumque sint, et se devestivit de dictis rebus, juribus, seu actionibus, et dictum Henricum fratrem de eisdem corporaliter investivit. In quibus supradictis rebus seu possessionibus, dicti Jacobus et Henricus confessi sunt, quod Arssina et molendinum de Miolon sunt de feudo Comitis Gebennensis, et quod dictus Amedeus pater eorumdem tenebat dictam villam, videlicet Arssinam, et molendinum de Miolon, et habebat a dicto Comite Gebennensi in feudum. Promisit etiam dictus Jacobus in manu dicti R. Comitis, re-

motis omni fraude et ingenio, dictam donationem, devestituram et investituram, perpetuam et irrevocabilem observare, et nullo tempore contravenire in supradictis seu in aliquo supradictorum, facto vel verbo, per se vel per aliam personam, sed dictam donationem seu insinuationem dicto Henrico fratri suo garentire contra omnes personas et quantum poterit defensare, renunciando exceptioni . . . . . Testes autem ad hoc fuerunt vocati et rogati Dominus Arbertus de Castillione, Dominus Guido de Aula, Dominus Berodus de Chasey, milites, Dominus B. canonicus suriacensis, Johannes de Mentons li galois, Villelmus de laviron et plures alii. Ad majorem autem hujus rei certitudinem, Ego R. Comes Gebennensis presentibus litteris sigillum meum apposui. Et nos P. de Augusta, Archidiaconus lugdunensis, ad supradicti Jacobi preces, presenti scripto sigillum nostrum duximus apponendum. Actum est hoc apud Lugdunum, Anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo septimo. Idibus Junii.

(Arch. Turin. Duché de Genevois. Paq. 1, N° 15.)

343

1257, 11 Décembre. — *Compromis entre Rodolphe, comte de Genevois, et Henri, son frère, par lequel ils nomment des arbitres pour juger toutes les contestations existant entre eux.*

Noverint universi presentes pariter et futuri, quod ego R. comes gebennensis et ego Henricus frater ejus, mera et spontanea voluntate, non vi non dolo seducti, compromittimus prestito nobis corporaliter sacramento vel etiam juramento, in dominos Tomam de Mentuno militem, et dominum P. de toiry militem, et dominum Aymonem de Voyriey militem, et dominum P. de moysiey militem, et dominum Aymonem de toyry militem, et dominum Petrum de bosco militem, ut in arbitros, arbitratores seu amicabiles compositores, de omnibus controversiis, petitionibus aut clamoribus que vertebantur vel verti sperabantur inter nos, de jure vel de facto, promittentes nos dictus Rodulfus comes gebennensis et Henricus

frater, filii quondam comitis gebennensis, solenni stipulatione invicem prestito juramento vallata, observare et tenere dictum et laudum dictorum arbitrorum, aut arbitratorum, aut amicabilium compositorum, et non contra venire super hiis que pronunciaverint vel pronunciari fecerint, prout eis jure, vel amicabili compositione, aut voluntate, de plano et sine juris solemnitate videbitur expedire. Et nos predicti fratres R. comes gebenn. et Henricus, pro hiis exequendis supradictis universis et singulis, fidejussores damus in manu dictorum arbitrorum, seu arbitratorum aut amicabilium compositorum, scilicet ego R. do tales fidejussores: dominum Robertum de Castellione militem, dominum Berlionem de Calvo monte, dominum Girardum de Luliey, dominum Thomam de Montelio, dominum Chabertum de Vileta, dominum Petrum de la fracy, Guillelmum marescalli, vicedominum de rupe, milites, Petrum de Lucingio, Johannem de Mentuno. Et ego Henricus do tales : dominum P. de ponte vitreo, dominum hobertum de Castellione, vice dominum de rupe, dominum Chabertum de Vileta, dominum Thomam de Montelio, dominum Amedeum de roncye, dominum Girardum de Lulie, dominum Berlionem de Calvo monte, milites, Petrum de Lucingio, Aymonem de roncye, Hubertum de Grasi. Qui fidejussores supradicti promiserunt prestito ab eisdem juramento, se facturos et curaturos observari et facere observari quicquid dicti arbitri, arbitratores seu eciam amicabiles compositores, dictaverint vel dictari fecerint de clamoribus seu peticionibus factis a dominis fratribus R. et Henrico supradictis aut etiam faciendis. Item dictum fuit inter partes supradictas, quod si alter fratrum supradictorum, Rodulfi videlicet et Henrici, nollet stare vel observare dictum vel laudum dictorum arbitratorum in totum vel pro parte, quod fidejussores dati ab eodem dictum arbitrium observare nolente, hostagium tenebunt, ubi dicti arbitri vel eorum major pars mandaverint, aut mandari fecerint dictis fidejussoribus, donec dictum vel laudum eorum in integrum observent. Ita actum fuit inter partes, quod si dicti arbitri, arbitratores seu etiam amicabiles compositores, aliquod obscurum vel ambiguum pronunciaverint aut facient pronunciari inter partes, super peticionibus ab eisdem fratribus factis aut etiam faciendis, quod illud possent declarare aut eciam emendare. Et est sciendum, quod dicti arbitri, aut arbitratores aut amicabiles compositores, promiserunt per juramentum dictis fratribus R. comiti Gebenn. et Henrico, eorum questiones, clamores, aut peticiones dirimere bona fide et ad majorem hujus rei firmitatem. Nos predicti fratres, ego Rod. comes Gebenn. et ego Henricus

frater ejus, huic carte sigilla nostra apposuimus. Datum a°. dom. m°. cc°. quinquagesimo septimo, die martis post octabas beati Andree apostoli.

(Arch. Turin. Duché de Genevois. Paq. 1, N° 16.)

344

1259, 20 Mai. — *Transaction entre Rodolphe, comte de Genevois, et Guillaume de Viry, au sujet des dîmes de Marlioz et de Contamine.*

Nos Rodulphus comes Gebennensis et Willelmus de Virie, domicellus, filius quondam domini Hugonis de Sellanova militis, notum facimus universis presentes litteras inspecturis vel etiam audituris quod, cum discordia verteretur inter nos ad invicem super hoc, quod ego dictus Willelmus petebam ab illustri viro dicto Rodulpho comite Gebenn. decimam de marlio et de contamina, ad me, ut dicebam, jure hereditario spectantem ex successione paterna, qui pater meus dictam decimam tenebat in feudum a Willelmo inclite recordationis quondam comite Gebenn. et nos dictus Rodulphus petitionem dicti Willelmi negaremus penitus ita esse, asserentes dictam decimam ad nos jure hereditario pertinere ex successione Willelmi quondam de Virbens militis, qui sana mente et ex certa scientia suum sibi nos instituit heredem. Tandem ego dictus Willelmus me perpendens nullum in dicta decima jus habere, dicto domino Rodulpho comiti, cujus homo sum ligius, facto homagio manuali, supplicandum duxi humiliter, quatenus idem Rodulphus dominus meus mihi conferret feudum et etiam assignaret, cujus obventibus honus possem debiti grati servitii sustinere. Nos autem dictus Rodulphus pie considerantes circa preces ejusdem Willelmi, pro stipendio homagii nobis facti, eidem Willelmo conferimus et tradimus in feudum decimam de Chenay novam et antiquam, et suis heredibus secundum feudales consuetudines, in perpetuum pacifice possidendam. Damus insuper et tradimus eidem Willelmo in feudum sexagintas solidatas usualis monete, sibi et suis heredibus sub premissis condicionibus perpetue possidendas, quas eidem Willelmo super pedagium de Chanieria assignamus, vel

alibi, si ibidem libere non possemus ut ad utilitatem ejus et commodum redundarent. De predictis autem et annuo redditu, dictum Willelmum corporaliter investimus, nobis de eisdem primitus devestitis. Promittimus quoque bona fide et per solempnem stipulationem, dictum feudum eidem Willelmo manutenere et defendere et inperpetuum guarantire. Et renuntiamus quoque in hoc facto, nos dicti R. Comes et W. exceptioni feudi et homagii non factorum, doli et in factum, et omni iuri canonico et civili, cauto et cavendo, nobis vel alteri nostrum competenti vel competituro, et juri dicenti generalem renunciationem penitus non valere, et omni legum et decretorum auxilio et consilio, per quod dicta conventio posset in posterum impediri vel etiam retractari. In cujus rei testimonium, sigilla venerabilis viri Willelmi Cantoris Gebennensis et nobilis viri Ramusii de Turre militis, qui prefato contractui affuerunt, unacum sigillis nostris rogavimus presentibus. Datum die martis in rogationibus, Anno domini millesimo ducentesimo quinquagesimo nono.

(Arch. Turin. Prov. de Genevois. Paq. 10, Contamine 2.)

345

1271, 13 Avril. — *Promesse et déclaration d'Amédée de Genève, évêque de Die, au sujet de la satisfaction accordée d'après son conseil par le comte de Genevois au comte de Savoie, afin d'éviter une attaque de celui-ci contre le château de la Roche.*

Nos A. Dei gratia Diensis episcopus, notum facimus universis presentem paginam inspecturis, quod cum discordia orta esset inter castellanos et gentes Domini comitis Burgondie et Sabaudie, ex una parte, et homines castri de Rupe ex altera, in tantum quod in quodam conflictu quem inter se habuerunt, dicti homines de Rupe quosdam homines et equos dictorum castellanorum et gentes dicti domini comitis alligaverunt et quosdam occiderunt et multa alia dampna intulerunt, quare dictus comes instanter petivit, quod dicta dampna sibi integre emendarentur et de injuriis satisdarent idonee quod ad cognitionem sue curie emendarentur, et quia Aymo comes Gebennensis qui castrum de Rupe tenet pro

domino episcopo Lingonensi et homines de Rupe predicta facere recusabant, dictus Comes burgondie, contra castrum et homines de Rupe insurgendo, suas calvacatas mandavit. Unde nos videntes, quod dicti homines de Rupe et dictus Aymo, non possint resistere potentie dicti Comitis burgondie, de consilio nostro fuit et processit quod dictus Aymo predictam emendam faceret, et de injuriis satisdaret in manu dicti Comitis burgondie, se emendaturum iniurias ad cognitionem curie Comitis sepedicti, et quia dictus Aymo comes gebennensis predicta de consilio nostro fecit, tibi dicto Aymoni bona fide promitimus, sub obligatione bonorum nostrorum patrimonalium et episcopalium, te et omnes fideiussores et juratores, qui pro te pro dictis emendis suis terminis faciendis fideiusserunt et juraverunt, et alios fideiussores quos pro injuriis emendandis similiter dedisti, servare indempnes et de dampnis, costis et expensis, credemus tuo verbo simplici sine juramento et alio probationis genere, et volumus quod tuum simplex verbum sit in hoc plena probatio. Et predicta tibi promitimus, cum simul procuratores et negotiorum gestores in episcopatu gebennensi pro venerabili fratre nostro episcopo Lingonensi, quare tibi bona fide promitimus, nos facturos et curaturos, quod ipse dominus episcopus Lingonensis predicta grata et rata habebit, et te et fideiussores et juratores omnes servare indempnes, et quia de consilio venerabilis patris Aymonis Gebennensis episcopi dicto Aymoni sic fieri mandavimus, rogavimus predictum venerabilem patrem Aymonem Gebennensem episcopum ut presenti carte sigillum suum unacum sigillo nostro apponat in testimonium veritatis. Datum juxta castrum de Rupe, die crastino octavo pasque anno domini mill°. ducentesimo septuagesimo primo.

(Arch. Turin. Duché de Genevois. Paq. 1, N° 20.)

346

1271, 3 Août. — *Sentence arbitrale entre Béatrix, dame de Faucigny, et Béatrix, dame de Thoire, prononcée par Edmond, fils du roi d'Angleterre, et par Philippe, comte de Savoie.*

Nos Eadmundus illustrissimi regis Anglie natus, et nos Philippus Sabaudie et Burgundie Comes, notum facimus uniuersis presentes lic-

teras inspecturis quod, cum inter nobilem dominam B. viennarum et albone comitissam et dominam fucigniaci, ex una parte, et B. dominam de Thoyre et de Villars et nobiles viros humbertum dominum de Thoyre et de Villars et henricum cantorem Lugdunensem filios eiusdem domine de Vilars, ex altera, questio seu contentio verteretur, super eo quod dicta domina B. domina de Vilars et dicti filii eius, de bonis et hereditate bone memorie domini Aymonis domini fucigniaci certam, ut asserebant, debitam a predicta domina B. Viennarum et Albone comitissa et domina fucigniaci petebant portionem, contra quod ipsa domina Comitissa et domina fucigniaci certas, ut asserebat, defensiones legitimas proponebat de multiplicibus dampnis et iniuriis a predicta domina de Vilars et filiis eius eidem domine B. comitisse et domine fucigniaci illatis, plurimum conquirendo, et super pluribus aliis, inter eos questio verteretur. Tandem de dictis querelis et controuersiis mutuis, que inter partes predictas vertuntur vel verti possunt, predicta vel quacunque alia racione, compromiserunt in nos, alte et basse, sicut in arbitros, seu amicabiles compositores. Promittentes per stipulacionem sollempnem et per juramentum super sancta Dei Euangelia corporaliter prestitum et sub certa pena, se tenere et inuiolabiliter obseruare quidquid super premissis arbitrandum vel ordinandum duxerimus pro nostre libito voluntatis, prout in compromisso inde confecto et sigillis dictarum parcium et nostris sigillato, predicta plenius continentur. — Nos autem hujusmodi compromisso in nos recepto, post multos tractatus habitos cum partibus supradictis super predictis controuersiis et querelis uniuersis et singulis, ita ut amicabiles compositores pro bono pacis pronunciamus et ordinamus, quod predicta domina B. Comitissa dictis domine de Vilars et filiis suis, remittat omnes iniurias, odia et rancores. Item pronunciamus et ordinamus quod predicta domina B. Comitissa det et assignet, concedat et tradat predicte domine de Vilars et filiis suis, pro omni jure, si quod sibi competit vel competere potest, contra ipsam comitissam et in bonis et hereditate domini Aymonis domini fucigniaci, vel ex causa legali, vel qualibet alia ratione, castrum de Albona et villam de Ermencia, cum pertinenciis et omni jure, dominio et districtu, cum omnibus feudis et homagiis ad ipsam comitissam pertinentibus ratione castri Albone et in Waudo ab Albona superius, excepto feudo domini de Montefalconis quod eidem domine comitisse reseruamus. Et quod dicta domina B. comitissa det et assignet predicte domine de Vilars et filiis suis septingenta libras viennenses in annuis redditibus dictorum locorum Castri et Ville et Waudi,

qui redditus assignentur in terra et dominio fucigniaci ad arbitrium nostrum, vel mandati nostri, vel alterius nostri presentis in partibus istis. Pro hiis predicta domina de Vilars et filii sui transferant, quitent penitus et remictant predicte domine B. Comitisse omnia jura, actiones et querelas que sibi competunt, vel competere possunt, contra ipsam dominam Comitissam et in bonis et hereditate supradicti domini Aymonis domini fucigniaci ex causa hereditaria, vel cuiuslibet alterius concessionis, seu qualibet alia ratione. Dicimus etiam et pronunciamus quod dicta domina B. comitissa dictis domine de Vilars et filiis suis teneatur de euictione, de hiis que sibi traduntur et assignantur, seu tradentur et assignabuntur pro huiusmodi composicione. In hiis tamen que sunt de feudo Episcopi Lausanensis, post concessionem et translationem, juris quod habet in eis dicta domina Comitissa, factam dictis domine de Vilars et filiis suis, tenetur eadem domina Comitissa procurare, rogando et volendo bona fide, quod dictus Episcopus dictos dominam de Vilars et filios suos recipiat ad dictum feodum. Dicimus etiam et pronunciamus quod dicti domina de Vilars et filii eius quittent remittant predicte domine comitisse et domino henrico de . . . . domino sancte crucis, domino Amedeo domino Montisfalconis et domino Montislupelli, quicquid iuris et actionis habent vel habere possunt, contra ipsos nobiles, occasione treugarum datarum nomine dicte Comitisse per eosdem nobiles dicte nomine de Vilars et filiis suis supradictis. Pronunciamus insuper et ordinamus quod, pro predictis attendendis et complendis, predicta domina B. Comitissa in manu predictorum domine de Vilars et filiorum suorum det fideiussores, illustrem virum dominum H. ducem Burgundie, Robertum eius filium, Guiotum de foresio, Thomam et Amedeum de Sabaudia, fratres, dominum Amedeum dominum Montisfalconis, qui de predicta pace attendenda et seruanda se obligent in manu Domine de Vilars predicte et filiorum suorum sub suarum patentium testimonio licterarum. Precipimus etiam dicte domine B. comitisse quod dictam assignationem reddituum et assignationem pacis per dictos fideiussores complere perficiat infra festum nativitatis B^e. virginis proximo venturum. Quod si facere non potest ad dictum seu voluntatem nostram vel alterius nostri qui presens esset in partibus istis dictum defectum suppleat et emendet. — Quibus omnibus completis, nos dictus Comes Sabaudie debemus et tenemus castra et villas, quos et que et quas tenemus de terra fucigniaci occasione dicte discordie, dicte domine Comitisse reddere, exceptis hiis que sunt assignanda dictis domine de Vilars et filiis suis secundum

ordinacionem supradictam, satisfacto de expensis et habita fructuum ratione pro hiis que reddentur sibi. Dicta vero domina de Vilars pro castris qui sibi reddentur eodem modo satisfaciat de expensis. Verum cum ea que dicta domina de Vilars et filii sui habebunt de bonis et hereditate supradicti domini Aymonis D. fucigniaci esse debeant de feudo nostro, secundum conuentiones inter nos, dictum comitem et dominam de Vilars et filios suos habitas, volumus et consentimus quod dicta D. de Vilars et filii sui teneant et accipiant in feudum ex predicta domina Comitissa villam de Ermencia cum pertinentiis et ea que habebunt ex dicta assignacione a lacu Gebenn. usque ad flumetum. Ita tamen quod eadem domina Comitissa a nobis dicto Comite teneant in feudum. Et pro hiis, dictus D. de Vilars faciat homagium dicte Comitisse, saluo homagio ligio nobis debito ultra iurim ab eodem. Castrum vero de Albona cum pertinenciis et alia que dicti domina de Vilars et filii sui habebunt ultra lacum a parte Lausanne, que nunc sunt de feudo alterius, remaneant immediate de feudo nostro dicti Comitis. Precipimus insuper dictis D. de Vilars et Henrico fratribus, quod infra supradictum festum faciant et procurent quod dicta mater sua supradicta ratificet et acceptet per iuramentum et sub suarum testimonio licterarum. Sane retinemus nobis insuper de consensu et voluntate partium, quod nos vel alter nostrum qui presens fuerit in partibus istis possit interpretare vel declarare si quid ambiguitatis vel obscuritatis emerserit inter partes in predictis vel aliquo predictorum. — Nos vero supra dicta Comitissa et nos dicti humbertus D. de Vilars et henricus fratres, nomine dicte matris nostre et nostro, predictum dictum seu pronunciationem intelligentes, ea approbamus et acceptamus. Promittentes per stipulacionem et per iuramentum corporaliter prestitum uniuersa et singula inuiolabiliter obseruare, scilicet nos dicta Comitissa presens nomine nostro et nos predicti H. D. de Vilars et H. fratres, nomine dicte matris nostre et nostro, facturos et curaturos quod dicta mater nostra infra supra dictum festum predicta approbabit et acceptabit per iuramentum et sub suarum patentium testimonio licterarum. — In cuius rei testimonium, nos supradicti Eadmundus et Philippus comes, et nos dicta B. Viennarum et Albone Comitissa et Domina fucigniaci, et nos dicti Humbertus D. de Thoyre et de Vilars et Henricus cantor Lugdunensis, fratres, presentibus litteris sigilla nostra duximus apponenda. Datum et actum apud Sanctum Georgium de Sperenchia die

lune in festo reuelationis Sancti Stephani anno domini m°. cc°. lxx°. primo.

(Turin. Arch. ch. des comptes. Hermance, N° 1. — Communiq. par la Soc. Savois. d'hist. et d'archéol.)

347

1272, 23 Janvier. — *Frère Aimon, prieur de St-Victor, notifie une vente faite à l'évêque de Genève par Pierre de Lullins, damoiseau.*

Nos frater Aymo, prior Sancti Victoris gebennensis, notum facimus vniuersis, quod in nostra presencia constitutus Petrus de Lullins, Domicellus, frater Reymondi de Arnay domicelli, sciens, prudens et spontaneus, ex certa scientia, vendit et titulo pure et perfecte venditionis tradit Reueréndo Domino Aymoni diuina permissione gebennensi episcopo presenti et recipienti, nomine suo et successorum suorum, pro centum solidis gebennensibus, quos confitetur et recognoscit idem Petrus se habuisse et recepisse ab eodem domino Episcopo in bona pecunia numerata, et in vtilitatem suam totaliter fore versos, Vionetum filium Richerij et tenementum ipsius, item tenementum Vuillelmi nepotis Richerii, sita in parrochia de Marual, et vbicumque sint et quecumque sint et in quibuscumque consistant dicta tenementa. Item medietatem nemoris de melerea, siti in parrochia de Satignye. Que tenementa et quam medietatem nemoris predicti, tenebat et habebat in feodum a domino episcopo supradicto, prout confessus est dictus petrus coram nobis, et quicquid juris, actionis, dominii utilis vel directi, habet vel habere debet in predictis. De predictis uniuersis et singulis, se deuestit idem domicellus et suos, et dictum dominum Episcopum inuestit, inducens ipsum dominum episcopum in corporalem possessionem vel quasi de eisdem. Promittens per juramentum super sancta Dei euangelia corporaliter prestitum, sollempni interposita stipulatione, contra dictam venditionem, per se vel per alium, in juditio vel extra, verbo vel opere vel consensu, imposterum non venire, et eidem domino episcopo predicta manutenere, deffendere et legitime garentire ab omnibus et contra omnes, in juditio et extra.

Hanc autem venditionem laudat, approbat et confirmat dictus Reymondus de Arnay, nullo retento in predictis. Promittens per stipulationem sollempnem, juramento super Sancta Dei Euangelia corporaliter prestito vallatam, contra predicta vel aliquod de predictis non venire. Constituens se dictus Reymondus fideiussorem pro dicto Petro de euictione predictorum. Renunciatque dictus Petrus una cum dicto Reymondo, etc.... Cedit etiam dictus Domicellus domino episcopo predicto, titulo et nomine venditionis predicte, omnes actiones personales et reales et mistas, et omnia jura sibi competentia et competentes contra quascumque personas pro rebus predictis et occasione ipsarum. In cuius rei testimonium nos dictus prior sigillum nostrum presentibus duximus apponendum. Datum decimo Kalendas februarii, anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo primo.

(Arch. Turin. Reg. eccl. Genève. Paq. 3, N° 1.)

348

1273, 7 Juillet. — *Reconnaissance féodale par Pierre de Bossie, chevalier, en faveur d'Aimon, comte de Genevois.*

Anno domini millesimo ducentesimo septuagesimo tercio, Indicione prima, die Veneris post octavam beati Johannis baptiste, per hoc presens publicum instrumentum cunctis fiat manifestum, quod coram Johanne de Versonay notario publico quondam et testibus infrascriptis ad Instanciam et Requisitionem illustris Principis Domini Aymonis Comitis Gebennensis, presentis, stipulantis sollempniter et recipientis pro se et suis hanc presentem confessionem et omnia et singula infrascripta, Dominus Petrus de bossie, miles, pro se et suis heredibus, confessus fuit et publice recognovit, se esse hominem ligium prefati Domini Comitis ratione castri de Chomonz, et se tenere in feudum a dicto Domino Comite et suis quidquid ipse tenebat, per se vel per alium, in parochiis de Chomonz et de Usinens, salvo eo de Bonenens, de Chissinaz et de Sancto germano, salvo eo de Belverat. Item quidquid tenebat in parochia de Droisier. Item confessus fuit quod ea que habebat infra banna de Clermont et

quidquid habebat apud Cugnie, item quidquid habebat en Sennel vel tenebat per se vel per alium, est de feudo prefati Domini Comitis ratione castri de Clermont. Dixit tamen quod de dicto feudo de Clermont debet esse sibi Voynens Guichardo de Droysier. Item dixit dictus Dominus Petrus quod ipse debebat custodire castrum planum de Clermont viginti unam noctem annuatim. Et promisit dictus Dominus Petrus, per juramentum suum ad sancta dei euuangelia per ipsum corporaliter prestitum, et sub obligatione omnium et singulorum bonorum suorum presentium et futurorum quoruncunque, predictam suam confessionem ratam, gratam et firmam perpetuo habere et tenere et contra ipsam ullo tempore non venire. Renunciansque, etc. Actum Clarimontis, in castro dicti loci, presentibus testibus ad hec vocatis, videlicet Domino Berio de Chomonz, magistro Johanne de Vienna, Johanne de Choumonz, Rodulpho de Pontevitreo et Jacobo de Varey. Et ego Petrus Tissoti de Ruppe, clericus, auctoritate Imperiali notarius publicus, hoc presens publicum instrumentum de prothocollis dicti quondam Johannis de Versonay notarii publici, auctoritate judiciaria mihi concessa, levavi, scripsi et in formam publicam redegi, ipsumque signo meo michi solito signavi fideliter et complevi.

(Arch. Turin. Duché de Genevois. Paq. 1, N° 22.)

349

1273, Août. — *Le prieur de Chêne-en-Semine concède pendant huit ans les revenus de ce prieuré à un bourgeois de Seyssel, pour le prix de 190 livres genevoises, et donne pour garant Aimon, comte de Genevois.*

Noverint universi presentes litteras inspecturi, quod cum nos Hugo, Prior de Quercu, prioratum nostrum de Quercu cum suis juribus universis, de voluntate et consensu Domini Johannis Prioris Nantuaci et conventus loci ejusdem, precio novies viginti et decem librarum gebennensium tradiderimus Stephano Chatardi burgensi Saysselli, usque ad octo annos proximos et continue subsequentes tenendum, possidendum et habendum pacifice et quiete, incipiendos ad festum purificationis Beate Marie proximum, ita tamen quod, excepta preysa illorum de Sayssello, dictus Stephanus, per se vel per alium, per dictos octo annos, omnes

redditus ipsius prioratus levet et percipiat et tamquam prior procuret et faciat negocia ipsius prioratus et eciam agenda. Cui Stephano, dictum prioratum cum suis juribus et redditibus universis, nos dictus Prior Nantuaci et nos dictus Prior de Quercu promisimus per stipulationem et bona fide, ac eciam per juramentum prestitum, nos dictus Prior de Quercu, pro nobis et nostris successoribus, manutenere et servare in bona pace, contra omnes et ab omnibus, per dictos octo annos, ac eciam pro hiis plenius attendendis et servandis, virum nobilem Aymonem Comitem gebennensem dedimus fidejussorem in manu dicti Stephani in solidum, prout in carta inde confecta continetur. Nos dicto Aymoni fidejussori promittimus per stipulationem et bona fide, nos dictus prior Nantuaci et nos prior de Quercu, per juramentum et sub obligatione bonorum nostrorum de Quercu, ipsum super dicta fidejussione servare indempnem penitus et illesum. In cujus rei testimonium, unacum sigillis nostris, sigillum conventus Nantuaci fecimus presentibus apponi.

Datum anno domini millesimo ducentes°. septuag°. tertio, mense Augusti.

(Arch. Turin. Duché de Genevois. Paq. 1, N° 23.)

350

1273, 27 Septembre. — *Constitution de dot, faite par Aimon, comte de Genevois, en faveur d'Eléonore, fille de feu Henri de Genève, femme de Bertrand de Baux, et renonciation par celle-ci à tous autres droits et prétentions sur l'héritage paternel.*

G. divina permissione sancte Viennensis ecclesie Archiepiscopus, universis presentibus et futuris rei hujus geste noticiam cum salute. Noveritis quod in nostra presentia propter hoc specialiter constituta Nobilis domicella Helienors filia quondam nobilis viri Henrici de gebennis, de voluntate et consensu expresso Bertrandi, domicelli, filii nobilis viri Domini Raymundi de baucio, principis Aurazice, mariti sui, dat, donat, quictat, cedit et concedit nobili viro Aymoni, comiti gebennensi, consanguineo suo karissimo, presenti et recipienti, quicquid

juris, possessionis, proprietatis, dominis utilis vel directi, habet seu habere potest et debet in hereditate predicti Henrici quondam patris sui, et in bonis sibi contingentibus et ad ipsam provenientibus seu provenire debentibus, ratione successionis paterne dicti Henrici, et liberorum nobilis viri Domini Guillelmi quondam comitis gebennensis patris dicti Henrici, et ex quacumque alia causa, pro quadraginta milibus solidis Turonensibus promissis in dotem et nomine dotis dicte Helienors, a dicto Aymone, nobili viro predicto Raymundo principi Aurasice patri dicti Bertrandi mariti sui, in hoc expressum consensum prebentis. De quibus quadraginta milibus solidis Turonensibus, dictus Raymundus habuit et recepit a dicto Aymone viginti milia solidorum dicte monete in pecunia numerata. Sciendum tamen est, quod dicta Helienors certiorata lingua materna, predictas res paternas donatas et alias plus valere predictis quadraginta milibus solidis Turonensibus, illud plus valens ipsa Helienors ipsi Aymoni recipienti remisit et donavit pariter et guerpivit de consensu et voluntate dictorum Dominorum Raymundi de baucis, et Bertrandi mariti sui, constituens se possidere dicta Helyenors omnia bona predicta nomine dicti Aymonis comitis gebennensis, quousque dictus Aymo possessionem dicte heredidatis et bonorum predictorum fuerit corporaliter deprehensus, penes ipsam nullo possessionis seu proprietatis dominii utilis vel directi comodo remanente, volens et concedens quod ipse Aymo, per se vel per alium, possit possessionem omnium predictorum auctoritate propria accipere, licentia Judicis ecclesiastici vel civilis vel alterius cuiuslibet non petita, nec habita vel obtenta. Omnia vero predicta et singula predicti Helyenors et Bertrandus maritus ejus, de consensu et voluntate expressa dicti domini Raymundi patris dicti Bertrandi, promiserunt dicto Aymoni per stipulationem sollempnem juramento vallatam atendere, servare, complere, et contra non venire, de jure nec de facto, tacite nec expresse, nec alicui contravenire volenti censentire. Renuntiantes in hoc facto dicti Helienors et Bertrandus certificati de jure suo lingua materna, per juramentum suum super sancta Dei evangelia corporaliter prestitum, de voluntate et consensu dicti domini Raymundi, exceptioni doli metus et in factum, condictioni sine causa, juri dicenti: donationem factam ultra quingentos aureos sine insynuatione non valere, beneficio restitutionis in integrum, et juri illi dicenti: ex quacumque causa michi videbitur in integrum restituam aït pretor, omni auxilio iuris canonici et civilis scripto et non scripto, impetrato et impetrando, promulgato et promulgando, per quod possent contra predicta

venire vel aliqua de predictis, et juri dicenti generalem renuntiationem non valere, et petitioni libelli et transcripto presentis instrumenti. Acta fuerunt hec anno Domini M. CC. LXXIII°., quinto Kalendas Octobris, in territorio castri Castellionis. Testibus presentibus, Abbatissa de monte, Malbriona uxore Domini principis, Priore sanctorum geminorum, Petro de mejeva canonico Gebennensi et officiali Lingonensi, Domino Lanfranco legum professore, Domino Arnaudo de Asseduna, milite. In cuius rei testimonium, sigillum nostrum ad petitionem dictorum Helyenors et Bertrandi et Raymundi principis presentibus literis apposuimus. Et nos A. dei gratia diensis episcopus qui presentes fuimus omnibus supradictis et in cujus presentia acta sunt omnia predicta, sigillum nostrum una cum sigillo venerabilis patris nostri Archiepiscopi Viennensis, ad requisitionem predictorum, presentibus literis aposuimus in testimonium veritatis.

(Arch. Turin. Duché de Genevois. Paq. 1, N° 25.)

351

1273, 27 Septembre. — *Guy de Genève, évêque de Langres, renonce en faveur de son neveu Aimon, comte de Genevois, à tous droits et prétentions sur l'héritage de son défunt frère Henri.*

G. divina permissione sancte Viennensis ecclesie Archiepiscopus, A. Dei gratia Diensis episcopus, et G. Decanus Gratianopolitanus, universis presentibus et futuris rei hujus geste noticiam cum salute. Noveritis quod in nostra presencia propter hoc personaliter constitutus Reverendus pater G. Dei gratia Lingonensis episcopus, dat, donat, cedit et concedit donatione pura et irrevocabili, facta inter vivos, nobili viro nepoti suo karissimo Aymoni comiti Gebennensi presenti et recipienti tanquam benemerito, quicquid juris, possessionis, proprietatis et dominii utilis et directi habet seu habere potest et debet in bonis et hereditate nobilis viri quondam Henrici de Gebennis fratris ipsius Episcopi, ex donatione seu causa donationis facte eidem Episcopo a Nobili domicella Helyenor filia quondam dicti Henrici nepte sua, seu ex quacumque alia causa.

Cedens ex causa predicta seu ex causis dicto, Aymoni presenti et recipienti, omnia jura et actiones sibi competencia et competentes in predictis hereditate et bonis, ratione cessionis et concessionis sibi facte ab Helyenor superius nominata. Constituens idem Episcopus dictum Aymonem procuratorem ut in rem suam in omnibus supradictis. In cujus rei testimonium sigilla nostra presentibus litteris ad petitionem dicti episcopi Lingonensis duximus apponenda. Datum apud Chastillionem, anno domini millesimo ducentesimo septuagesimo tertio, die mercurii post festum beati Mathei apostoli, presentibus testibus infrascriptis : Domina Agatha Abbatissa de Montana, Contesson de Meudono, Raymondo de Mudon ejus marito, Priore sanctorum geminorum Lingonensis diocesis, Domina Malberiona uxore domini principis et pluribus aliis.

(Arch. Turin. Duché de Genevois, Paq. 1, N° 24.)

352

1276, 21 Janvier. — *Testament d'Amédée de Genève, évêque de Die.*

In Christi nomine, Amen. Anno ab incarnatione Domini millesimo ducentesimo septuagesimo quinto, duodecim Kalendas februarii. Cum nichil sit quod magis hominibus debeatur quam quod ultime voluntatis liber sit stilus et liberum quod quantum non reddit arbitrium, idcirco nos Amedeus divina miseratione dyensis Episcopus, nolens intestatus decedere, cum melius sit spe mortis vivere quam spe vite ad mortem subitaneam devenire, nostrum testamentum nuncupativum licet in scriptis redactum, seu ultimam voluntatem de omnibus bonis nostris facimus et ordinamus in hunc modum. In primis heredem nostrum universalem instituimus in omnibus bonis nostris que habemus, tenemus et possidemus vel quasi, vel alius nomine nostro, in toto Gebenesio, Aymonem Nepotem nostrum Comitem Gebennensem tanquam bene meritum, mandantes et precipientes universis fidelibus nostris et castellanis nostris ut de predictis omnibus bonis nostris dicto Aymoni nepoti nostro respondeant sicut nobis et fidelitates eidem facere teneantur. Et predictum Aymonem nepotem nostrum honeramus ad clamores nostros sedandos et

debita nostra solvenda, exceptis que debemus occasione Episcopatus dyensis que apparebunt probationibus vel legitimis documentis. Item volumus quod dilectus noster Hugo de Gebennis habeat usumfructum ad vitam suam in tenemento quod habemus apud Sacconay cum appenditiis suis, ita quod finito usufructu proprietas libera ad predictum Aymonem heredem nostrum revertatur. Hoc autem testamentum nuncupativum volumus valere jure testamenti nuncupativi, et si non valeat jure testamenti nuncupativi valeat jure Codicillorum, vel jure cujuslibet alterius ultime voluntatis, volentes quod si ubicunque aliud testamentum seu aliam dispositionem fecimus vel ordinavimus, quod per hoc testamentum derogetur priori in quantum contrarium erit isti, et in aliis, presens testamentum obtineat roboris firmitatem. Et ad hoc fuerunt testes vocati et rogati qui sequuntur, videlicet : Dominus Episcopus Valentinensis. Dominus humbertus sancti laurentii monachus. Dominus Hugo Gebennensis. Aynardus de Rama corearius dyensis. Odolus montis Veneris. Dominus Aymarus Romans et Humbertus frater eius. Willelmus de Romelliaco. Ramussius filius petri de alaxi. Dominus Willelmus Combarelli, capellanus. Rodulphus de ponte vitreo. Johaninus. Arnaudus de Augusta. In cuius rei testimonium nos predictus testator, unacum religioso viro A. dei gratia Valentinensi episcopo, sigilla nostra apposuimus huic scripto.

(Arch. Turin. Duché de Genevois. Paq. 1, N° 27.)

353

1278, 30 Septembre. — *Léone, dame de Gex, et ses fils reconnaissent devoir six mille livres viennoises à Béatrix, dame de Faucigny, et lui donnent en gage divers fiefs.*

Nouerint uniuersi quod nos Leona domina de Jays, et petrus et guillermus de Jacio filii bone memorie domini Symonis domini quondam de Jays, karissimi viri nostri, sine ullo dolo, metu, cohactione, violencia, et absque deceptione, scientes, prudentes et spontanei, confitemur et recognoscimus, ad instantiam illustris domine B. Viennensis et Albe-

nensis Comitisse ac domine fucigniaci, nos debere eidem domine Comitisse, ex parte una, et pro dote Beatricis filie nostre karissime et sororis petri et guillermi, mille libras bonorum viennensium, de quibus mille libris dicta domina comitissa satisfecit de mandato et voluntate nostra Odoni Alamani, et Guieto eius filio, marito predicte Beatricis. Item confitemur nos debere, ex parte alia, eidem comitisse presenti, mille et triginta unam libras bonorum Viennensium, tam pro bastimento castri de diuone facto per eandem dominam comitissam, quam pro expensis factis per eandem pro tenuta dicti castri et castri de Versoya, de voluntate et mandato nostro. Item confitemur et recognoscimus quod, pro exsoluendis veris et liquidis ac urgentibus debitis nostris contractis tam per nos quam per dictum Symonem, eadem domina comitissa nobis tradidit mutuo quatuor milia librarum bonorum Viennensium triginta unam libras minus, de quibus redemimus castrum de Marnay quod erat obligatum illustri viro domino Johanni de Chalon, et plures alias grangias diversis personis obligatas in mandamento castri de Versoya pro pretio trescentarum et septuaginta librarum gebennensium, valentium quingentas et viginti quinque libras quatuor solidos et sex denarios viennenses, et de residuo satisfecimus aliis creditoribus nostris. Pro quibus sex milibus libris viennensibus, nos omnes insimul et quilibet pro se et in solidum obligamus et damus, nomine pignoris seu ypothece, eidem domine comitisse presenti, et recipienti pro se et heredibus suis et successoribus, castra de Versoya, de Clusa, cum eorum territoriis, mandamentis et pertinentiis universis, et feudum castri de Castellione de Michalia quod a nobis tenet petrus de Castellione, cum fidelitate in qua nobis tenetur pro feudo supradicto. Que castra cum territoriis et pertinenciis suis, et feudis castri de Castellione cum fidelitate predicta, volumus et consentimus eandem dominam comitissam habere et tenere et possidere pacifice et quiete, sine contradicione et inquietatione nostra, quousque de predictis sex mille libris viennensibus eidem domine comitisse satisfecerimus integre et perfecte. Cui domine Comitisse presenti donamus omnes insimul et quilibet pro se et in solidum, et ex causa donationis, concedimus omnes fructus, redditus, obuentiones, prouentus et exitus uniuersos predictorum castrorum de Versoya et de Clusa, territorium et pertinentias eorumdem, nichil ibidem retinentes pro custodia et tenuta dictorum castrorum, excepto hoc anno presenti, pro quo eadem domina Comitissa debet percipere tantum medietatem fructuum et exitus predictorum castrorum. Hoc acto et conuento inter nos et predictam dominam

Comitissam, quod dictum feudum de Castellione cum fidelitate predicta nobilis vir Humbertus dominus de Turre ad manum suam teneat et possideat nomine et vice dicte domine comitisse, quousque inter eandem Comitissam et dominum P. de Castellione pax fuerit reformata. Item actum est inter nos et eandem dominam Comitissam, quod ipsa debet et tenetur precipue et particulariter soluere de predictis sex milibus libris .... quas solucione facta integre sibi ipsa debet et tenetur ex pacto nobis reddere et restituere, sine deffensione juris vel facti, predicta castra et feudum de Castellione cum fidelitate predicta, et durante dicta obligatione, dicta domina comitissa seu castellanus qui pro tempore fuerit in castro de Versoy, seu burgenses dicti loci, non possunt nec debent, ex pacto inter nos et ipsam dominam comitissimam conuento, recipere in custodia, jurato, vel burgense dicti loci, aliquem hominem nostrum hominum et predictorum nostrorum et de dominatione nostra et de terris de Jacio. Renuntiantes, sub virtute a nobis prestiti juramenti, exceptioni non numerate pecunie, non habite, nec recepte, doli mali et in factum actioni, condictioni sine causa uel iniusta causa et indebiti, confessioni non facte vel indistricte facte sed extra jus vel sine causa facte, vel generaliter omni juris auxilio et beneficio per quod possemus venire contra predicta vel aliqua de predictis, seu in aliquo nos tueri, et juri dicenti generalem renunciacionem non valere. Que omnia uniuersa et singula, prout dicta sunt et narrata, firma habere et tenere et inuiolabiliter conseruare, contra de jure vel de facto nullatenus veniendo et quod predicta dicte domine comitisse recuperabimus, soluabimus et defendemus, et promittimus per sollempnem stipulationem eidem domine sollempniter stipulanti et firmamus juramento super sancta dei euangelia prestito corporali quibus confessione et obligatione. — Nos Margarita uxor dicti petri de yaz expresse consentimus, renuncians sub virtute a nobis prestiti juramenti, juri ypothecario, legi Jubemus autentice, etc. .... — Actum apud Castellionnem : presentibus testibus, nobili viro Domino Humberto domino de Turre, Johanne de Goncellis et Bonifacio de Bardoneschi. Pridie Kalend. octobris. anno Domini m°. cc°. lxx°. viij°. In cuius rei testimonium presentibus litteris sigilla nostra duximus apponenda. Et nos B. Viennensis et Albonensis Comitissa ac domina fuciniaci, confitentes et recognoscentes omnia predicta vera esse, presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum in testimonium premissorum.

(Arch. roy. de Turin. Prov. de Genevois. Paquet 6, N° 7. — Pièce communiquée par la Soc. Savois. d'hist. et d'arch.)

354

1279, 9 Mars — *Reconnaissance féodale de Philippe de Crépigny envers Aimon, comte de Genevois.*

Anno domini millesimo ducentesimo septuagesimo octavo, Indicione sexta, die Jovis post oculi, per hujus publici instromenti tenorem cunctis fiat manifestum, quod in presentia Johannis de Versonay notarii publici quondam et subscriptorum testium, constitutus personaliter Philippus de Crépignier domicellus, confessus fuit se esse hominem ligium domini Aymonis comitis, et se tenere in feudum ab eo, quidquid tenet per se vel per alium apud Crépignier et in territorio dicti loci, saluo feudo Aulenove, tamen illud credit esse de feudo dicti domini comitis. Item quidquid tenet apud Claromontem et infra banna. Item quidquid tenet per se vel per alium apud Quincier et in territorio ejusdem loci. Item quidquid tenet per se vel per alium ou Ver et in territorio ipsius loci, saluo eo de Bonagayta, et debet pro rebus predictis dou Ver duos solidos censuales, et . . . . . pro gaytis Clarimontis. Et nominatim tenet ab eodem domino Comite ea que acquisivit idem Philippus apud Crepignier a mistralibus de Crepignier et debet de placito octo solidos et octo denarios et tertiam partem octo denariorum. Dicens ipse Philippus quod albergamentum dominorum Aymonis, Aylionis et Hugonis de Volliens, militum quondam, debet de placito viginti sex solidos et octo denarios, de quibus sunt dicti octo solidi et octo denarii et tertia pars octo denariorum, et quod totum placitum predictum non debetur dicto domini Comiti nisi in mutationibus domini comitis et persone albergatoris dicti Philippi. Promittit ipse Philippus premissa habere rata, grata et firma, et non contrafacere vel venire, renunciando omni juri, omnique exceptioni doli, mali, vis, metus actioni in factum, juri dicenti confessionem factam extra judicium et non coram suo judice non valere, omnique alio Juri canonico et civili sibi circa premissa competenti, et juri dicenti renunciationem generalem non valere nisi specialis precedat. Actum apud Claromontem, presentibus Jacobo de Mennaz, Vuillielmo de Villeta et Vuillielmo filio Humberti de Vales, testibus ad predicta vocatis. Et ego Petrus Frua de Rupe, clericus, imperiali auctoritate notarius publicus hoc instrumentum de protocollis dicti quondam notarii, auctoritate judiciaria mihi super his

concessa, levavi, scripsi et in hanc formam publicam redegi pro dicto domino Comite, ipsumque signis meis consuetis signavi fideliter et complevi.

(Arch. Turin. Prov. de Genevois. Paq. 10, Crépigny, N° 2.)

355

1279, 6 Juillet. — *Contrat de mariage entre Aimon, comte de Genevois, et Constance, fille aînée de Gaston, vicomte de Béarn.*

Noverint universi quod, cum inter nos Gastonem, vicecomitem bearnensem, Dominum montis Cathuli et castri veteris, nomine nostro, et domine Constantie primogenite nostre emancipate, ex una parte, et nos Aymonem, comitem Gebenn. ex altera, amicorum nostrorum judicio mediante de contrahendo matrimonio inter predictam dominam Constantiam et nos dictum Aymonem, fuerit pertractatum tandem Dei auxilio mediante de dicto matrimonio contrahendo, convenimus in hunc modum, videlicet, quod nos dictus Gasto, vobis dicto Aymoni comiti Gebenn. presenti et recipienti, nomine nostro et dicte Domine Constantie, convenimus et promittimus dare in uxorem legitimam et vobis tradere nuptui, infra octavam instantis nativitatis Beate Marie Septembris, dictam Dominam Constantiam, et agere et curare quod dicta Domina Constantia consentiet matrimonio inter ipsam et vos, contrahendo, juxta conventiones inferius annotandas. Constituentes, dantes et concedentes ex nunc vobis dicto Aymoni comiti Gebenn. nomine dotis et pro dote ipsius Constantie, vicecomitatus de gavardano et de brodesio et terram quam habemus et habere debemus in diocesi vasconensi, in eodem vicecomitatu et terre, juribus et pertinentijs, exchaetis et successionibus, nobis ex nunc vel in futuro, in eisdem et pro eisdem vicecomitatibus cum pertinentibus, retento nobis ad vitam nostram usufructu vicecomitatus predicti de brodesio tantum. Constituentes nos, nomine vestri Aymonis et dicte domine Constantie, predictum vicecomitatum et terram cum eorum pertinentiis et juribus universis possidere vel quasi, quousque vos Aymo, ex causa predicte dotis, eorundem possessionem corporaliter

vel quasi apprehensus fueris, vel etiam assequeris. Et vos dictum Aymonem, ex causa predicta, de predictis per nostrum annulum investimus et verum constituimus et facimus possessorem. Mandantes ex nunc et precipientes omnibus baronibus, vassallis et feodatariis et subditis nostris in eisdem vicecomitatibus et terra et pertinentiis existentibus, quatenus vobis predicto Aymoni ex causa predicta fidelitatem et homagia prestent et faciant et alia que domino mutante secundum usus et consuetudines patrie nostre fieri possunt et debent. Promittentes nomine nostro et successorum nostrorum vobis dicto Aymoni, comiti Gebenn. nomine vestro et dicte Domine Constantie et successorum vestrorum, ex vobis et dicta Domina Constantia, si Deo placuerit, progenitorum, recipienti de evictione predictorum vicecomitatum et terre cum exchaetis et pertinentiis eorundem, et si forte, quod absit, contingeret vos dictum Aymonem et dictam Dominam Constantiam dictum vicecomitatum de brodesio ex causa predicta non posse habere, vobis causa predicta vel ea assequi in totum vel in parte eo forsan quod, propter pacta vel contractus retroactis temporibus a nobis inita vel initos cum quibuscumque personis, dictum vicecomitatum in totum vel in parte obligatum et alienatum fore contingeret et specialiter pro pedagiis de Verduno et de alta rippa sitis prope aquam in dicto vicecomitatu, si ipsa nos luere non contingeret, vel ea assequi non possemus, damus et assignamus vobis, nomine predictorum pedagiorum obligatorum ex causa predicte dotis, castrum de Montener et terram de Montener, cum juribus et pertinentiis eorundem. Et cum residuam terram tocius vicecomitatus predicti obligaverimus Domino Geraldo Comiti Armaniacensi, pro duobus milibus librarum morlanensium, assignamus vobis causa predicta, in eo casu in quo fructus dicti vicecomitatus qui ad vos devenire debent ex pactionibus supradictis, ... castrum de Monte guichardi et terram de Rippa gravari cum pertinentiis omnibus eorundem, a vobis tandiu tenenda et possidenda quousque dictus vicecomitatus fuerit a dicta obligatione per nos totaliter liberatus, et nisi dictum castrum de Monte guichardi et terram de Monte gravari possent cum redditibus dicti vicecomitatus equaliter compensari, promittimus vobis domino Aymoni dare et assignare ulterius, ad arbitrium et voluntatem domini Johannis de Grelly, senescalli Vasconensis, aliam terram, et sequi ejus super hoc omnimodam voluntatem, vel alterius probi viri, si dictus Johannes vaccare non posset, vel nollet, vel aliquid humaniter contingeret de eodem. Acto tamen inter nos et vos predictum Dominum Comitem Gebenn. nomine vestro et dicte Domine

Constantie, quod vicecomitatum de Monte marciano una cum terra de Riparia in bigorra et successione comitatus bigorre, ad predictam Dominam Constantiam deveniat, et ad ipsam et vos predictum Aymonem, ex causa predicta, pertineat pleno jure, nobis in predictis terris et rebus proxime dictis ad vitam nostram usufructu retento. Actum est tamen inter nos et vos dictum Aymonem, quod si contingat nos ex uxore legitimum filium masculum procreare qui nobis supervivat et succedat, quod vos et dicta domina Constantia, exceptis supradictis omnibus quittabitis, totam aliam terram et hereditatem nostram ac pacifice dimittatis, et in eo casu tenebimur complere solummodo testamentum domine Mathe quondam uxoris nostre, et ipsius injurias emendare. Verum si nos, ex uxore legitima filium masculum qui nobis supervivat et succedat, non habuerimus, aut ipsum heredem nostrum masculum sine liberis ex se legitime procreatis decedere contingerit, ex nunc ut extunc et extunc ut exnunc damus, constituimus et concedimus, ex causa predicta, vobis dicto Aymoni et dicte domine Constantie, vicecomitatum de Bearnio et de Marciano et de Gavardino et terram quam habemus in diocesi vasatensi et cum eorum pertinentiis, exchaetis et juribus universis, in quo caso retinemus nobis ad faciendam voluntatem nostram vicecomitatum de Brulesio et terram de Ripperia in bigorra et successionem comitatus bigorre cum omnibus juribus et pertinentiis eorundem. Et si filiam et filias ex uxore quam habemus vel ex alia procreaverimus in futurum, que nobis supervivant, retinemus nobis etiam vicecomitatum de gavardino et terram quam habemus in diocesi Vasatensi cum omnibus juribus et pertinentiis eorundem. Et in eo casu terra de Ripperia in bigorra et successio comitatus bigorre remanebunt Domine Constantie supradicte vel dicto Aymoni, ex causa dotis predicte. Et in predictis casibus, vos dictus Aymo et domina Constantia, per vos et heredes vestros, quittabitis nobis et heredibus nostris vicecomitatum de brulesio et terram de ripperia in bigorra et successionem comitatus bigorre et nihilominus vicecomitatum de gavardino cum pertinentiis et terram quam habemus in diocesi Vasatensi, si filiam vel filias legitimas in futurum nos procreare contingat. Quo casu terra de ripperia in bigorra una cum successione comitatus bigorre remanebunt domine Constantie supradicte et vobis dicto Aymoni ex causa predicta. Quitabitis nobis etiam totam terram aliam nostram citra portus et vltra superius non expressam, et hanc quitacionem et absolutionem fieri a vobis et predicta domina Constancia. Reverendus in Christo pater Dominus Guido, Dei gratia Lingo-

nensis Episcopus, et dominus Johannes de Grelly, senescallus Vasconensis, bona fide pro posse promittunt insuper quod pro posse su procurabunt quod, vos predictus Aymo et domina Constantia quictabiti et absolvetis nobis et heredibus nostris dictum vicecomitatum de gavardono et terram quam habemus in diocesi vasconensi cum eorum pertinentiis universis et iuxta modum superius comprehensum, et in predicto casu in quo vicecomitatus bearnii ad vos et ad dictam dominam Constantiam deveniet, complebitis vos et ipsa testamentum nostrum et debita nostra solvetis et injurias nostras et predecessorum nostrorum emendabitis que inventa seu invente fuerint citra portus. Fuit insuper actum quod, si predicta domina Constantia sine liberis aut sine herede ex se superstite et remanente decedat, quod in mille libris turonensibus tantum testari valeat et in dictis mille libris preconcessa sibi dotis nomine onerare ac etiam obligare de bonis vero dicte domine Mathe matris sue disponere, vel dotari, vel testari valeat, prout in testamento dicte domine Mathe continetur, vel prout vires testamenti ipsius patientur. Actum est etiam inter nos et vos predictum Aymonem quod, si vos ex dicta domina Constantia filios masculos procreaveritis, quod primogenitus succedat in vicecomitatibus de Bearnio et de Montemarciano, cum juribus et pertinentiis eorundem; si vero filias, altera earundem succedat in eisdem duobus vicecomitatibus pleno jure, ita quod in nullo eventu dicti duo vicecomitatus possint ab invicem de cetero separari. Si vero nos dictus Gasto ex uxore legitima filium masculum habuerimus, servetur quod superius est expressum. Fuit etiam actum inter nos et vos predictum Aymonem, quod vos vel dicta domina Constantia aut heredes vestri, quicquam de datis vel concessis a nobis vobis in dotem, dare, vendere, vel permutare, vel aliquo genere alienationis in alium transferre, aut extra manum vestram alienationis titulo ponere, minime valeatis, sed tantum heredibus vestris comunibus ex vobis procreatis reservetis, et quod, de tota terra et hereditate nostra quam habemus in hyspania ultra portus, nichil petere valeatis et eandem nobis per vos et heredes vestros quictabitis, nos et ipsa ad faciendum in morte et in vita nostram omnimodam voluntatem. — Versa vice, nos dictus Aymo comes Gebenn. vobis nobilissimo domino Gastoni, vice comiti Bearnensi presenti ac nomine vestro et dicte Domine Constantie vestre primogenite sollempniter stipulanti, promittimus nos ducere et recipere in uxorem legitimam dictam Dominam Constantiam infra tempus predictum, et favore ac intuitu dicti matrimonii contrahendi inter nos et dictam Dominam Constantiam, eidem Domine Constantie ac

vobis dicto domino Gastoni et vobis domino Johanni de Grelly, senescallo Vasconensi, presentibus et nomine eiusdem recipientibus, donationem propter nuptias damus et concedimus ad vitam quam post mortem nostram si ipsam supervivere contingat, extantibus vel non extantibus liberis, medietatem totius terre nostre quietam et liberam ab omni honere debitorum. Pro qua medietate terre, vobis nomine ipsius ex causa predicta assignamus castra, burgos et villas de Annixiaco, de Ruppe, de Albiez, et domum nostram et villam de Balma, cum mandamentis, pertinentiis et juribus eorundem. Et si nos dictum Aymonem aliam terram recuperare vel aquirere vel ad nos quoquomodo devenire contingeret in futurum, medietatem eorum ex causa predicta et modo predicto damus et assignamus eidem. Constituentes nos, ex nunc ut ex tunc et in casu predicto, predicta possidere vel quasi, nomine eiusdem Domine Constantie supradicte, et de eisdem nos dictum dominum Gastonem et Dominum Johannem de Grelly, senescallum Vasconensem, recipientes nomine eiusdem Domine ex causa predicta sub modo et conditionibus predictis, per annulum investimus. Mandantes ex nunc et precipientes omnibus baronibus, vassallis, feudatariis et subditis nostris in eisdem castris, villis et burgis et mandamentis existentibus, ut incontinenti post mortem nostram, eidem Domine Constantie ex causa predicta, fidelitates et homagia prestent et faciant et alia que, domino mutante, secundum usus et consuetudines patrie fieri possunt et debent, propter que ad fidem servandam de predictis eidem Domine Constantie quamdiu vixerit teneantur. Promittentes vobis predictis Domino Gastoni et Domino Johanni de Grelly nomine dicte domine Constantie recipientibus de euictione predictorum. Promittentes insuper vobis predicto Domino Gastoni quod, si Domino concedente contingat nos, ex dicta domina Constantia, filium masculum procreare, quod idem filius universaliter in tota terra nostra quam nos habemus vel habebimus in futurum succedat nobis, ita tamen quod dominabus filiabus nostris quas de alia uxore mortua procreavimus, dare possimus nos, vel dictus filius masculus noster dare teneatur pro ipsis maritandis, cuilibet earumdem duo milia librarum gebennensium, vel si nobis vel dicto filio nostro magis placuerit, unicuique dictarum filiarum dare mille libras gebennenses in denariis et centum libras terre in redditibus, omnino possimus et dictus filius teneatur. Si vero filias absque masculis nos ex dicta domina Constantia procreare contingat, volumus quod ille cum aliis dominabus ex primo matrimonio procreatis, in omnibus bonis nostris habitis et ha-

bendis equales habeant portiones, donatione propter nuptias, dicte domine Constantie a nobis assignata in omnibus sibi salva, juxta modum superius comprehensum. — Que omnia supradicta et singula, sub modis et conditionibus superius annotatis, nos dictus Gasto, per juramentum super sancta Dei Evangelia corporaliter prestitum et sub obligatione omnium bonorum nostrorum, tam nomine nostro quam dicte Domine Constantie primogenite nostre, promittimus vobis dicto Aymoni solempniter stipulanti predicta omnia servare, attendere et complere, et nos acturum et curaturum quod dicta Domina Constantia dicto matrimonio consentiet et predicta omnia et singula faciet et complebit ad que nos sumus superius obligati. Nos vero dictus Aymo, per juramentum a nobis ad sancta Dei Evangelia corporaliter prestitum et sub obligatione omnium bonorum nostrorum, promittimus vobis dictis Domino Gastoni et domino Johanni de Grelly, senescallo Vasconensi, nomine dicte domine Constantie sollempniter stipulantibus, predicta omnia et singula servare attendere et complere, prout superius sunt expressa, et contra, per nos vel per alium, non venire nec contravenire volenti prebere consilium vel assensum. Pro quibus omnibus et singulis perficiendis et complendis, secundum formam et modos et condiciones superius expressatas et contentas, nos predictus Gasto promittimus vobis dicto Aymoni nos facturum et curaturum, quod Domini Garsias Arnaudi de Navailles, Arnaudus Guillelmus dictus Comes de Andonus, Raymondus Arnaudi de ferzeresto, Arsinus de Navailles, Guillelmus Arnaudi de Morlana, Guillelmus Raymondi de Doazelo, milites, Raymundus de Mille Sanctis, Bernardus de cauda vasa, forcanarius de Lascuno, et Raymundus Arnaudi de donun, domicelli, pro parte nostra et dicte Domine Constantie, et nos dictus Aymo comes gebenn. pro parte nostra promittens vobis dicto domino Gastoni et Domino Johanny de Grelly, nos facturum et curaturum, quod Dominus Richardus de Duign, miles, Guillelmus de Viryaco, Petrus de Duign, P. de Compesio, Roletus de Ponte Vitreo, Petrus de Monteforti, A. de Mantons, Roletus de Mantons, P. de Mantons, Petrus de cingulo, domicelli, promittent per juramentum singulariter et corporaliter prestandum et sub obligatione omnium bonorum suorum, literas suas super hoc concedendo, se acturos et curaturos quod suprascripta omnia singula et universa a nobis Gastone et Aymone predictis, prout a nobis promissa sunt, attendantur et firmiter compleantur et quod contra predicta, in toto vel in parte, in judicio vel extra, non veniemus ullo modo, nec contravenire volenti prebebimus consilium vel assensum.

Renunciantes, etc. In quorum omnium testimonium et roboris firmitatem, nos predicti Gasto et Aymo, sigilla nostra presentibus duximus apponenda, et nos Guido Dei gratia Lingonensis Episcopus, frater Guido avernorum, et Guillelmus, Ambianensis Dei gratia episcopus, sigilla nostra, et nos Johannes de Grelly, senescallus Vasconensis, sigillum curie Vasconensis, et nos fratres Johannes Sancti Sequani et Girardus Sancti Stephani Divionenses Abbates Lingonensis Dyocesis, et nos Gilebertus de Cruzilles et Ursinus de navailles, milites, ad preces et instantiam dictorum domini Gastonis et Aymonis, sigilla nostra presentibus duximus apponenda in testimonium et robur omnium premissorum. Actum et datum Parisiis anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo nono, pridie nonas julii, regnante excellentissimo Rege Philippo Francorum.

(Arch. Turin. Duché de Genevois. Paq. 1, N° 31.)

356

1282, 27 Février. — *Vente faite à Béatrix, dame de Faucigny, par le médecin Jean, fils de défunt Pierre, apothicaire de Genève.*

Nos Officialis curie Gebenn. notum facimus uniuersis presentes licteras inspecturis, quod in nostra presencia constitutus magister Johannes, phisicus, filius quondam Petri apothecarii Gebenn. et Guillielmete de Alingio veteri, uxoris quondam dicti Petri, in iudicio confitetur et recognoscit se vendidisse, ac vendit, et titulo pure venditionis tradit, cedit et concedit ex nunc in perpetuum Illustri Domine B. Viennensis et Albonensis Comitisse ac Domine fucigniaci et eius heredibus assignatis et assignandis, triginta solidos gebenn., quos habet vel habere debet de dote dicte guillielmete matris sue, quos debent Johannes filius Guillielmi Bertheleti, Thomas filius Petri Bertheleti et Petrus filius Reymundi Bertheleti pro medietate albergi seu massi sui dicti des Berthelez, pro viginti tribus libris et decem solidis gebenn. iam sibi solutis in bona pecunia numerata, prout nobis confitetur. Qui quidem triginta solidi solui debent annuatim ad festum apostolorum Symonis et Jude. Cedit

etiam et concedit idem magister Johannes prefate domine quicquid iuris, proprietatis et possessionis habet vel habere debet in predictis. Deuestiens se de eisdem uniuersis et singulis, dominum Johannem Buemundi sacristam Gebenn. inuestit nomine prefate domine B. et eius heredum assignatorum et assignandorum ut supra. Promittit etiam dictus magister Johannes, sollempni stipullatione et per iuramentum suum super sancta Dei Euangelia corporaliter prestitum, dicto domino sacriste recipienti nomine dicte domine B. et eius heredum ut supra, se contra dictam vendicionem et inuestituram aliquatenus de cetero non venire nec alicui contra venire volenti consentire. Confitens etiam et recognoscens rès predictas esse de feodo et dominio domini terre de fucigniaco. Renunciat autem in hoc facto dictus magister Johannes exceptioni non numerate pecunie nec recepte, spei future numerationis, doli et in factum, peticioni et oblacioni libelli, litis contestacioni, exceptioni fori, condictioni sine causa, juri dicenti ex quacunque causa mihi videbitur in integrum restituam ait pretor, juri dicenti quod si venditor ultra dimidiam iusti precii deceptus fuerit vendicio rescindatur aut iustum precium suppleatur, omnibus licteris apostolicis impetratis et impetrandis, omnique iuris auxilio et beneficio scripti et non scripti seu consuetudinarii per quod posset venire contra predicta vel aliquod de predictis, et iuri dicenti generalem renunciacionem non valere nisi precesserit specialis. In cuius rei testimonium nos predictus officialis, ad preces et requisicionem dicti magistri Johannis, sigillum curie predicte presentibus duximus apponendum. Datum iii°. Kalendas marcii, anno Domini m°. cc°. lxxx°. primo.

(Turin. Arch. Ch. des Comptes. Inv. 106. Faucigny, N° 3. — Communiq. par la Société Savois°. d'hist. et d'archéol.)

357

1285, Mars. — *Accord d'un différend qui existait entre l'abbaye de Bonmont et les frères de Marval.*

Nos officialis curie Gebennensis notum facimus uniuersis quod, cum Petrus de Marual domicellus moueret questionem contra viros religiosos,

abbatem et conuentum boni Montis, dicens quod ipsi debebant sexdecim denarios censuales Petro Vilarii quondam fratri suo, cui successit heres in testamento eius, ut dicebat, de casali domus ipsorum religiosorum que est iuxta domum Johannis ougantrox de Nyons, de quibus sexdecim denariis dictus Petrus Vilarii sua ultima voluntate legauerat duodecim den. censuales dictis religiosis, alios quatuor denarios retinendo, et ipsi religiosi cessassent, ut dicebat, in solutione dictorum quatuor denariorum per tres annos et amplius, quare petebat et dicebat dictum casale sibi tanquam heredi Petri Vilar cecidisse in commissum, eisdem religiosis asserentibus in contrarium, videlicet quod soluantur vel obtulantur anno quolibet dictos quatuor denarios. Tandem post multas contentiones, ipsi usi consilio saniori, mediantibus probis viris : magistro Petro de Satignye, cantore Gebenn., et Petro Corteys Gebenn. clerico, ad pacem deuenerunt in hunc modum. Quod idem Petrus de Malual dictos quatuor denarios censuales et omne ius, dominium, proprietatem et possessionem eorumdem, et quod sibi vel dicto Petro fratri suo posset competere in casali et domo predictis, ocasione dicti census, vel alia aliqua ocasione, solvit, quittat et demittit in perpetuum abbati et conuentui memoratis pro octo libris Gebenn. Quam pecunie summam confitetur et recognoscit se habuisse et recepisse a dictis religiosis in bona pecunia numerata. Promittens per juramentum esse legitimus guerens et deffensor in iudicio et extra dictis religiosis ab omnibus et contra omnes qui ipsos ocasione dicti census vellent ipsos molestare, excepto domino Willermo fratre suo, monacho Sancti Johannis Gebenn. Qui dominus Willelmus et domina Ysabella mater eorumdem fratrum spontanei promittunt, per juramentum super sancta dei euangelia prestitum, predicta omnia attendere et in contrarium non venire, laudantes et ratificantes quitationem predictam. Confiteturque idem dominus Willelmus se habuisse viginti solidos a dictis religiosis pro ratificatione predicta. In hoc facto renunciant omnes predicti, per juramentum, exceptioni doli mali, metus in futurum, actioni pecunie non numerate, deceptioni ultra dimidij justi precii, beneficio velleiano et restitutioni in integrum, et omni juris auxilio canonici vel civilis per quod possent venire contra predicta vel aliquod predictorum. Et hec omnia promittunt, super sancta dei euangelia juramento prestito, attendere et in contrarium non venire. Actum coram Hugone de Burgundia clerico curie predicte jurato a nobis destinato cui commissimus ad hoc vices nostras, ad cuius relationem et preces eorumdem, nobis oblatas per eumdem, sigillum curie predicte presen-

tibus duximus apponendum. Datum mense marcii anno domini m°. cc°. lxxx°. quarto.

(Arch. de Laus. — Communiq. par M. le Professeur Hisely.)

358

1285, 29 Mai. — *Concessions faites par Guy de Genève à son frère le comte Amédée, à l'occasion du mariage de celui-ci.*

Nos Guido de Gebennis, thesaurarius sancti Frambardi silvanectensis, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod nos in recompensationem beneficiorum que nobis karissimus frater noster Amedeus comes gebennensis impendit, eidem concedimus, volumus et consentimus, quod de bonis que fuerunt bone memorie Rodulphi quondam comitis Gebennensis patris, et Marie matris eiusdem et nostri, nobili mulieri Agneti filie pie recordationis illustris viri Johannis comitis Burgundie et domini salinensis, cum qua matrimonium intendit contrahere, donationem propter nuptias faciat, et pro pecunia quam in dote recipiet ab eadem, de dictis bonis sibi tradat, deliberet, assedeat, assignet, et obliget prout voluerit, et sibi videbitur expedire. Preterea ex causa predicta, dicto fratri nostro et ipsius heredibus a dicta Agnete procreandis imperpetuum damus, concedimus, tradimus et deliberamus, donatione facta inter vivos, pura, perfecta, et inrevocabili et insinuata, portionem que nos contingit, et quam habemus et habere debemus, tam in bonis paternis quam maternis, solum nobis in dictis bonis, ad vitam nostram usufructu retento, donationeque propter nuptias, traditione, assignatione, et obligatione que pro dote fierit dicte Agneti, in omnibus et per omnia salvis. Omnia autem predicta et singula, promittimus dicto Amedeo presenti, et sollempniter stipulanti, per juramentum nostrum super sancta dei evangelia corporaliter prestitum, tenere et observare, et contra non venire de jure vel de facto, abrenuntiantes etiam in hoc facto, per juramentum nostrum iterato super sancta dei evangelia corporaliter prestitum, exceptioni doli mali, metus, circumventionis et deceptionis, et omni iuris auxilio, per quod possent predicta vel aliquod

predictorum infirmari vel recidi. Volumus etiam quod dyocesianus noster episcopus, vel ejus officialis, per excommunicationis in personam et interdicti in terram nostram sententias, nos compellat, ad predicta omnia tenenda et fideliter observanda. In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus apposuimus unacum sigillo reverendi in Christo patris ac domini Johannis dei gratia Valentinensis et dyensis episcopi, quod presentibus rogavimus apponi. Et nos frater Johannes divine miseratione episcopus Valentinensis et Dyensis, ad preces et requisitionem dicti Guidonis Thesaurarii Sancti Frambardi Silvanectensis, sigillum nostrum presentibus duximus apponendum in testimonium veritatis. Datum die martis post festum Beati Urbani, anno domini millesimo ducentesimo octogesimo quinto.

(Arch. Turin. Duché de Genevois, Paq. 1, N° 38.)

359

1285, 19 Septembre. — *Richard de Pontverre promet au comte de Savoie de ne pas faire, sans son consentement, la paix avec le comte de Genevois.*

Ego Richardus de ponte vitreo, domicellus, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod ego promitto bona fide et per juramentum a me super sancta dei evangelia prestitum corporale, illustri viro Domino Amedeo Comiti Sabaudie, quod ego, cum Amedeo de Gebennis nec suis, pacem vel concordiam non faciam, nisi de ipsius Domini Amedei comitis predicti processerit voluntate. Et quia sigillum proprium in presens non habeo, rogavi venerabilem virum Dominum ..... dei gratia abbatem secusie ut sigillum suum nomine meo presentibus apponat. Nos vero prefatus abbas ad preces et instantiam predicti Richardi sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Datum apud thonons, die mercurii ante festum beati Mathei apostoli, anno domini millesimo ducentesimo octogesimo quinto.

(Arch. Turin. Duché de Genevois. Paq. 1, N° 40.)

360

1287, 8 Juillet. — *Compromis par lequel Amédée, comte de Savoie, Humbert dauphin, Amédée, comte de Genevois, et Béatrix, dame de Faucigny, nomment des arbitres pour terminer leurs différends.*

In nomine domini Amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo ducentesimo octogesimo septimo, die martis post octabas apostolorum petri et pauli, indictione decima quinta, per presens publicum instrumentum cunctis appareat evidenter, quod, cum questiones querele et controversie ac etiam guerre maxime verterentur et etiam majores et graviores verti sperarentur inter illustres viros, Dominum Amedeum Comitem Sabaudie et coadjutores et valitores suos, ex una parte, et Dominum Humbertum Dalphinum Viennensem et comitem albonensem dominumqne de Turre, et dominam Dalphinam Dominam faucigniaci, et Amedeum comitem Gebennensem et eorum coadiutores et valitores, ex altera, item cum questiones, querele et controversie, ac etiam guerre maxime verterentur et essent et majores verti sperarentur inter nobiles viros, Udrodonem Dominum de bello videre, ex una parte, et Aymarum de bello videre eius fratrem, ex altera. Tandem dicte partes, actore pacis favente, volentes venire ad veram concordiam et sincere dilectionis ac pacis tranquillitatem, ita quod pericula et gravamina gravissima que inter eos et eorum subditos belli calamitas introduxerat, pacis sopiret lenitas de predictis omnibus et singulis litibus querelis, controversiis, guerris, questionibus et rancuris, quas quacumque de causa et occasione aliqua habent et habere possunt, modo aliquo per se vel per alium, usque ad diem hodiernam, coram nobis Rollando de Sancto Michaele et Guillelmo benedicti de balone, Lugdunensis diocesis auctoritate sedis Apostolice publicis notariis, et testibus subscriptis ad hec specialiter vocatis et rogatis, compromittunt alte et basse et eo modo quo melius et fortius possunt predicte partes, videlicet dictus Dominus Comes pro se et omnibus et singulis valitoribus et coadiutoribus suis ut supra, et dictus Dominus Dalphinus pro se et pro dicta Domina Dalphina Domina Faucigniaci et Amedeo comite Gebennensi, et idem etiam Amedeus pro se et ipsi etiam Dalphinus et Amedeus pro omnibus et singulis valitoribus et coadjutoribus eorum et cuiuslibet eorundem, in Reverendum in Christo Patrem dominum Guillelmum dei gratia Archiepiscopum

Sancte Viennensis ecclesie, et in venerabilem virum Dominum Percevallum de Lavagnia Domini Pape subdiaconum et capellanum, tamquam in arbitros arbitratores et amicabiles compositores, et in excellentissimum Dominum Eduardum Regem Anglie et in illustrem virum Dominum Robertum ducem Burgundie, communiter a partibus desuper electos vel alterum ipsorum si alter recipere nollet. Dantes et concedentes predicte partes, etc. Actum apud Crisinciacum Viennensis diocesis, in cappella crisinciaci, presentibus fratre Aymone magistro domus hospitalis Sancti Anthonii, Domino Gaufrido de claromonte decano Viennensi, Domino Guidone de Gebennis canonico lugdunensi, Domino Nicolao de billens legum professore, et Jaquemeto Chevrerii Valentinensi et dyensi canonico, ac Dominis Petro flota, Guillelmo de Morestello, et humberto de Boczosollo, militibus, et pluribus aliis testibus ad hec vocatis specialiter et rogatis. Et nos .... notarii, etc.

(Arch. de Turin. Duché de Genevois. Paq. 2, N° 3.)

361

1288, 12 Décembre. — *Cense annuelle donnée à l'abbaye de Bonlieu, pour Agnès, fille de Guy Vagnard, qui est religieuse dans ce couvent.*

Anno domini m°. cc°. lxxx°. viij°. indictione prima, secundo Idus decembris, coram testibus infra scriptis, Johannes cucheti de Albiez mistralis Guigonis Vaniardi de Albiez, domicelli, asseptauit nomine dicti Guigonis ad bellum montem, domui et canonicis de bono loco, pro agnete filia dicti Guigonis, monachi dicte domus, decem solidos gebenn. censuales, scilicet super albergo et tenemento Perreti, Benedicti et Girodi de sursum et liberorum petri Grossi et jaqueti et perreti fratrum dictorum ros et Domengeti nepotis jaqueti et perreti fratrum predictorum et beatricis quondam filie mermeti anneti de bello monte. De quibus dictis x solidis, promiserunt homines predicti, de mandato dicti Johannis, per iuramentum suum super sancta dei euangelia corporaliter prestitum et sub compromissa obligatione omnium bonorum suorum, Humberto dicto ros, procuratori seu sindico vel iconomo dicte domus,

soluere dicto humberto vel certo nuncio dicte domus ad festum sancti Andree quolibet anno. Videlicet jaquetus, perretus fratres et domengetus predicti, quilibet eorum xx denarios; item perretus benedicti predictus xviij denarios; item liberi petri Grossi xviii denarios; item liberi Girodi de Sursum xvii denarios; item beatrix vii denarios. Se deuestiendo dictus Johannes Cucheti, nomine dicti Guigonis, de dicto seruicio, dominum Humbertum recipientem et sollempniter stipulantem vice et nomine dicte domus, in perpetuum inuestiuit et ipsum in possessionem corporalem vel quasi dicti seruicii induxit, retinendo ad se ad opus dictorum denariorum dicti seruicii. Et iurauit dictus Johannes, nomine quo supra, se contra predictam vel alteram de predictis, per se vel per alium, ullo tempore non venturum, nec alicui contra venire volenti in aliquo consentire. Item dictum fuit quod presens carta possit corrigi, dictari et emendari ad consilium peritorum ad opus dicte domus, substancia non mutata. Renunciantes Johannes et omnes predicti in hoc facto, ex sua certa sciencia, et sub vinculo juramenti prestiti omni exceptioni doli, metus et actioni in factum, et beneficio minoris etatis, et omni iure canonico et ciuili et omnibus exceptionibus in hoc facto pro se facientibus, et jure dicenti generalem renunciacionem non valere. Hoc actum est apud bellum montem, juxta ecclesiam. Testes ibi vocati et rogati interfuerunt Domnus Vilelmus . . . . . de bello monte, Emericus filius petri de lacerna, Petrus de vallibus, clericus, Johannes de greysie. Et ego Robertus de Albiez publicus sacri imperii notarius interfui et hanc cartam scripsi et fideliter tradidi et signaui.

(*Communiq. en original par M. Eloi Seran, archiviste de l'Association florimontane*)

262

1289, 3 Mai. — *Louis de Savoie, seigneur de Vaud, donne à son frère, le comte Amédée, quittance de 140 livres viennoises, reçues à compte sur les 300 livres genevoises qui lui sont dues.*

Nous Loys de Savoye, sires de Waut, fesuns savoir à toz ceus qui verrunt ces letres, que cum li nobles hers nostres chiers sires Ameys,

Cons de Savoye, soit tenus avous de tems en aucune summe de pecuyne por les retinuees de quatre cent livres de Viannoys, les quex nous perceveons et devons percoyvre ou page de Sanz Morys en Chaillons, de la quele summe de pecuyne li dit nostres freres nous doit paier troys cens livres de genevoys a feste sanz Juhan baptiste prochayn, nous des dictes iij cent livres avuns receu sept vynt livres de Vyannois per la mayn nostre ame feal mon Sy Guy, segneur de Sanz Trivier en Dombes, les quex il nous a balliees per nom doudit nostre freres . . . . . Ou temognage de là que chose nous avuns mis nostre sael en ces letres. Donnees à Lyon le mardi apres la feste des Apostres Sanz Philippe et Sanz Jaque en lan nostre Segneur. m. cc. quatre vynt et neuf.

(Arch. de Turin. Ch. des Comptes. Titres et contrats, f° 13.)

363

1289, 24 Août. — *Louis de Savoie donne à son frère, le comte Amédée, quittance de 300 livres genevoises, qui lui sont payées au moyen de 412 livres viennoises.*

Nos Ludovicus de Sabaudia Dominus Vaudi, notum facimus universis, quod cum Illustris vir D. Amedeus Comes Sabaudie, karissimus frater noster, quondam saysisset cccc libras quas annis singulis percipimus et percipere debemus in pedagio Villenove de Chaillion, ratione pacis et concordie facte inter ipsum et nos, et dictas cccc libras aliquibus annis levasset et percepisset, ita quod illa de causa nobis teneretur in cc libras Gebenn., nos confitemur, quod ipse de predictis ccc libr. Gebenn. nobis plenarie satisfecit, videlicet de cxl libr. Vienn. quas nobis solvit per manus D. Guidonis, domini S. Triverii, et de c libr. Vienn. quas nobis solvit per manus Bernardi dicti nigri de Varey civis Lugdun., et de aliis c libr. de quibus nobis satisfecit per manus D. Joh. de Floyreu capellani ipsius D. Comitis, et de lxxii libr. Vienn. de quibus nobis satisfecit per manus Johannis Lyotardi civis Lugdunn. Quorum nos prefatum D. Comitem de predictis ccc libr. Gebenn. perpetuo absolvimus et quittamus. Datum in festo B. Bartholomei A. D. mill°. ducentesimo octogesimo nono.

(Arch. Turin. Ch. des comptes. Titres et contrats, f° 14.)

864

1289, 26 Octobre. — *Béatrix, dame de Faucigny, reconnaît les droits du prieur de Chamonix sur la terre et les hommes de cette vallée, et constate que ce prieuré est sous la garde du seigneur de Faucigny moyennant un denier d'or par année. Par le même acte, le prieur lui cède un molard situé dans son territoire, et Béatrix, en retour de cette cession, donne au prieur quittance du dit denier d'or.*

Anno Domini m°. cc°. lxxx°. nono, indictione secunda, septimo Kal. Novembris, in presentia mei Notarii et testium infrascriptorum, Ill^a^. domina Beatrix filia inclite recordationis D. Petri Comitis Sabaudie, Domina fucigniaci, ad requisitionem religiosi viri fratris Richardi prioris tunc temporis domus sive prioratus Campi muniti, gebenn. dyocesis, scienter et spontanea voluntate, non in aliquo circonventa, sed de jure et facto suo certiorata plenarie, confessa fuit et manifeste recognovit, quod tota vallis campimuniti, cum omnibus suis pertinenciis, appendiciis contingentibus et coherenciis, unacum hominibus dicte vallis, scilicet ab aqua que vocatur dyosa et a rupe que vocatur saxus albus, usque ad balmas, prout sibi constitit legitimis documentis, est ligia prioratus supradicti campimuniti, et pertinet ad dictum prioratum com omni plenitudine iuris, possessionis et proprietatis, dominii, et omnis iuridicionis, et etiam omnis meri et misti imperii, et quassi, sicut ipse prior et predecessores sui usi sunt usque nunc, remanentibus semper saluis dicto prioratui in suo jure feudis que tenentur a dicto prioratu infra terminos supradictos vel teneri debentur. Recognovitque dicta Domina sibi fore concessum et successoribus suis a dicto priore presenti in feudum quoddam molare tantum, situm apud territorium de lacu prope pontem aque que dicitur arua, infra dictos terminos, et dictum molare et edificia que fient in dicto molari se tenere in feodum ab abbacia sancti Michaelis de clusa Taurinensis dyoc. et specialiter a domo siue prioratu S^i^. Michaelis Campi muniti. Pro quo quidem feudo ipsa Domina, nomine sui et successorum suorum, iurata super sancta Dei evangelia, per stipulacionem sollempnem et sollempniter factam, promisit dicto priori presenti, solemniter recipienti nomine suo et dicti prioratus, ac successorum suorum, predictum domum siue prioratum et dictam vallem campimuniti, unacum hominibus dicte vallis, manutenere,

deffendere et servare ratione et nomine ipsius feodi supradicti tantummodo contra omnes, faciente dicto priore sive suis hominibus justiciam ubi debuerint de jure. Item cum dictus prioratus esset in garda et custodia Domini fucigniaci pro uno denario aureo annuali predicta, Domina, nomine sui et successorum suorum, solvit, quitauit dicto prioratui predictum denarium annualem pro feodo molaris supradicti, ita quod dictus prioratus ad solutionem dicti denarii de cetero minime teneatur, et nichilominus D. fucigniaci teneatur ad deffensionem prioratus predictam, prout superius continetur. Promisit insuper dicta Domina predicto priori presenti, nomine quo supra, quod per ipsam et successores suos non fiet aliqua iniuria eidem priori, nec successoribus suis nec hominibus dicte vallis, nec ipsam fieri permittet per aliquem, et si fieret ab aliquibus seu aliquo ausu temerario, faceret dicto priori et ejus successoribus posse suo plenarie emendari. Item promisit dicta Domina modo quo supra dicto priori, quod homines dicti prioratus et dicte vallis campi muniti non recipiet in sua garda siue defensione deffendendos, servandos modo aliquo, contra dictum prioratum sive priorem dicti prioratus, sed si contingeret quod aliquis dictorum hominum dicte vallis esset rebellis dicto priori, quod nollet obedire dicto prioratui et reddere jus suum, quod ipsa compelleret et cogeret posse suo ipsum sive ipsos homines stare iuri in curia dicti prioris et quemlibet alium offendentem dictum priorem infra dictam vallem vel etiam extra per totum districtum suum et posse suum. Item predicta Domina, habens voluntatem bonam et affectionem amore Dei et intuitu pietatis, et in remedio anime sue et successorum suorum, ad defensionem et custodiam supradictam dicti prioratus, suposuit se nomine suo et successorum suorum iuridicioni D. Epi. gebenn., quod si ipsa vel aliquis de successoribus suis non adtenderet et servaret universa predicta et singula, quod idem D. Epus. possit ipsam et ipsos compellere per excommunicationis sententiam, monitione premissa, ad obseruandum et tenendum gardam et custodiam predictas prout superius est expressum, sine indignatione aliqua quam dictus prioratus posset incurrere a predicta Domina et successoribus suis, ratione sentencie supradicte. Ceterum predicta Domina presenti publico instrumento, nomine sui et successorum suorum, mandat et precipit, in quantum potest et per juramentum et fidelitatem quibus sibi tenentur et tenebuntur suis successoribus, omnibus castellanis abergi fucigniaci et omnibus suis fidelibus, quod prefatam domum sive prioratum de chamunyx et eius homines manuteneant, deffendant prout superius est expressum, et quod specialiter

ille qui pro Domino fucigniaci fuerit castellanus dicti molaris teneatur facere juramentum priori dicti prioratus, quod prefatam domum sive prioratum nomine domini fucigniaci manutenebit et deffendet in omnibus, prout superius est expressum. Item promisit prefata Domina Fucigniaci, nomine sui et successorum suorum, modo quo supra, prefato priori presenti, quod si esset quod dicta Domina nollet tenere dictum molare, vel si vellet ipsum relinquere, quod ipsa nichillominus predictam domum sive prioratum de Chamunix manutenebit, et deffendet, et habebit in sua custodia et garda, prout superius est expressum, pro uno denario aureo annuali, nomine dicte garde sibi et successoribus suis reddendo anno quolibet a prioratu de Chamunix supradicto, et quod heredes sive successores sui teneantur similiter ad predictam domum custodiendam pro dicto denario annuali, prout superius est expressum. Item predicta Domina promisit dicto priori, modo quo supra, quod nobilis vir D. dalphinus comes Vienn. gener suus, et nobilis domina uxor predicti dalphini et filia prefate Domine fucigniaci, prefatam gardam sive custodiam dicti prioratus, jurati super sancta Dei evangelia, ratam habebunt et confirmabunt et servare promittent prout superius est expressum. Preterea predictus prior, inspecta evidenti utilitate dicti prioratus de Chamunix, nomine sui et successorum suorum, confessus fuit et manifeste recognovit se prefatum molare tantum, situm in dicto territorio de lacu, concessisse in feodum modo quo supra prefate Domine fucigniaci et eius successoribus perpetuo tenendum et fruendum, possidendum ab eis in feodum prout superius est expressum. Et promisit dictus prior, juratus super sancta Dei Evangelia prefate Domine Fucign. modo quo supra, se procuraturum fideliter posse suo, quod D. abbas S. Michaelis de clusa prefatum molare dicte Domine fucigniaci et ejus successoribus tenendum et possidendum ab eis, prout superius est expressum, in feodum perpetuo confirmabit. Item actum fuit inter predictam Dominam et dictum priorem, quod super premissis fiant per me notarium infrascriptum duo publica instrumenta eiusdem tenoris, quorum unum habeat predicta Domina Fucign. et dictus prior alterum, sigillata sigillo predicte Domine fucigniaci et sigillo dicti prioris ad maioris roboris firmitatem. Item fuit dictum inter dictam D. Fucign. et dictum priorem, quod si contingeret propter antiquitatem temporis vel modo alio predicta sigilla delerentur, frangerentur, siue diminuerentur, dicta instrumenta nichillominus semper remaneant in sua roboris firmitate. Et super premissis omnibus et singulis supradictis pecierunt ambe, per me infrascriptum notarium presens publicum instru-

mentum quod etiam posset semper meliorari, emendari et corigi ad consilium sapientum, facti substancia in aliquo non mutata. Actum fuit hoc apud Salanchiam, in ecclesia ante altare S. jacobi, presentibus testibus ad hoc specialiter vocatis et rogatis, videlicet : D. Guill°. Viniandi milite. Guill°. de Veramolin canonico gebenn. magistro poncio clauelli. petro balister, tunc temporis iudice terre fucigniaci. rudulpho de chissye clerico. D. humberto de chamosseto monaco. petro coperii. Et ego Guill°. de petris. imperialis aule notarius publicus interfui et hanc cartam rogatus scripti et signo meo signavi.

Nos vero predicta Domina Beatrix domina fucigniaci et nos predictus frater Richardus tunc temporis prior de campo munito sigilla nostra hic apposuimus in robur et testimonium veritatis.

(Eglise de Sallanches. — Communiq. par M. Ad. Bonnefoy, notaire à Sallanches.)

365

1289, 31 Octobre. — *Guy Vagnard confirme l'assignation faite en son nom pour une cense en faveur de l'abbaye de Bonlieu.*

Anno Domini m°. cc°. lxxx°. ix°., indictione secunda, pridie Kal. Nouembris, coram testibus infra scriptis, Guigo Vaniardi de Albiez domicellus, sciens, prudens, spontaneus, pro se et suis heredibus natis et nascituris, laudauit et grantauit domui de bono loco et conuentui ipsius asseptamentum quod fecit Johannes Cucheti nomine dicti Guigonis apud bellummontem, prout in quodam instrumento confecto per manum mei publici notarii infrascripti continetur. Et iurauit dictus Guigo super sancta Dei euangelia se contra predictum asseptamentum, seu contra predicta vel alterum de predictis, per se vel per alium, ullo tempore non venturum. Item dictum fuit, quod presens carta possit corrigi, dictari et emendari ad consilium peritorum ad opus dicte domus, substancia non mutata. Renuncians in hoc facto ex sua certa scientia et sub vinculo juramenti prestiti, omni exceptioni doli, metus et actioni in factum, et omni jure canonico et civili et omnibus exceptionibus in hoc facto pro se facientibus, et jure dicenti generalem renunciationem non valere. Hoc

actum est apud Albiez. Testes ibi vocati et rogati interfuerunt: Johannes cucheti. Guionetus roberti, Aymonetus de cletis. Et ego Robertus de Albiez publicus sacri imperii notarius interfui, et hanc cartam scripsi et fideliter tradidi et signaui.

(Communiq. en original par M. Eloi Serand, archiviste de l'Association Florimontane.)

366

1291, 7 Janvier. — *Dispense accordée au nom du Pape Nicolas IV, pour le mariage entre Guillaume, fils d'Amédée, comte de Genevois, et Béatrix, fille du comte de Savoie.*

Benedictus miseratione divina sancti Nicolay in carcere Tulliano diaconus cardinalis, nobili viro Guillielmo, nato nobilis viri Amedei comitis Gebennensis, et nobili mulieri Beatrici, nate nobilis viri Amedei comitis Sabaudie, salutem in domino sempiternam. Sanctissimus pater noster et dominus Dominus Nicolaus, divina providencia sacrosante Romane ac universalis ecclesie summus pontifex, provida meditatione considerans negociorum arduitatem a sede apostolica nostre sollicitudini commissorum, inter alias quas nobis concessit gracias, voluit quod dispensare possemus cum certis personis nobilibus de quibus expediens videremus, quod earum quelibet cum alia, quarto sibi consanguinitatis vel affinitatis gradu coniuncta, matrimonium licite contrahere possent, et in sic contracto licite remanere, impedimento hujusmodi non obstante, suas nobis super hoc bullatas litteras concedendo. Nos itaque considerantes, quod vestra nobilitas et devocio exigit ut vobis inveniamur ad graciam liberales, petitioni vestre nobis pro parte vestra porrecte benignum prebentes assensum, ut non obstante quod estis ad invicem quarto consanguinitatis gradu coniuncti insimul, matrimonium contrahere libere, et in sic contracto licite remanere possitis vobiscum, auctoritate apostolica qua in hac parte fungimur tenore presencium dispensamus. Quas in huius dispensationis testimonium fieri fecimus, et sigilli nostri munimine roborari. Datum Tarrascone, die septima mensis Ianuarii, Anno nativi-

tatis Christi M°. CC° nonagesimo primo, Pontificatus vero eiusdem Domini Nicolai pape quarti Anno Tercio.

(Arch. Turin. Duché de Genevois. Paq. 2, N° 13.)

367

1291, 20 Septembre. — *Amédée, comte de Genevois, reconnaît qu'il n'a aucun droit sur les hommes des vallées de Chamonix et de Valorsine.*

Anno Domini m°. cc°. nonag°. primo, indictione iiii^a., xij. Kal. Octobris, coram me notario et testibus infrascriptis, ad requisitionem religiosi viri fratris Richardi prioris tunc temporis prioratus de Chamonys, gebenn. dyocesis, requirentis vice et nomine dicti prioratus illustris D. Amedeus Comes gebenn. scienter et spontanea voluntate, non metu, non dolo aliquo inductus, sed de jure et facto suo plenarie certioratus, existensque major, confessus fuit et manifeste recognovit in jure, nomine sui et heredum, coheredum ac successorum suorum omnium, quod tota vallis de Chamonys et tota vallis ursina, ejusdem dyocesis, cum omnibus rebus et pertinenciis, apendenciis, coherenciis et contingentibus tam de altitudine quam latitudine, a celo usque in abissum, prout melius et sanius potest exprimi et intelligi, ad comodum et utilitatem dicti prioratus, et etiam omnes homines dictarum vallium, sunt et erant sine retentione aliqua legie et ligii dicti prioratus de chamonys, et pertinent et pertinebant plenarie ad dictum prioratum de Chamonys et erant et sunt dicti prioratus cum omni re, jure, possessione, juridicione et dominio, et etiam omni imperio mero et mixto et quasi, prout ipsi comiti constiterat euidenter pluribus legitimis documentis sive instrumentis a suis predecessoribus emanatis, et quod dictus prioratus omnia et singula premissa tenuerat et possederat legitime, a tempore cuius contrarii non poterat esse memoria, pacifice et quiete, et quod dictus Comes nichil juris, actionis, possessionis, proprietatis, alicujus dominii, juridicionis vel quasi, nec etiam aliquid meri imperii sive mixti, nomine comitatus gebenn. sive castri de charosa, vel modo alio, habebat vel habere debebat in predictis vallibus et in omnibus hominibus vallium predictarum. Item

promisit dictus D. Comes nomine sui et heredum, coheredum ac successorum suorum, per stipulationem solempnem et solempniter factam, michi notario stipulanti et recipienti solempniter vice nomine dicti prioris et prioratus de Chamonys, quod non faciet nec consenciet fieri in perpetuum, per se vel per alium, aliquam injuriam, molestiam, dampnum sive malum aliquod dicto priori sive prioratui de chamonys de universis rebus et singulis supradictis, et quod specialiter ad utilitatem et comodum dicti prioratus, amore Dei et intuitu pietatis, dictum priorem et prioratum et homines dictarum vallium, cum omnibus rebus suis, manutenebit et deffendet totaliter posse suo per totum districtum et posse suum dicto priori et hominibus dictarum vallium jus facientibus ubi de jure debebunt. Item promisit dictus comes, pro se et suis modo quo supra, michi notario stipulanti nomine quo supra, quod homines dictarum vallium vel aliquem ipsarum non recipiet modo aliquo in perpetuum, sine consensu prioris de chamonys qui tempore fuerit, in sua garda, protectione, defensione, tuitione et quod, ad requisitionem dicti prioris, dictos homines de Chamonys et vallis Ursine vel quemlibet ipsorum, dictum prioratum manutenebit plenarie et deffendet, et quod non receptabit, deffendet, nec tenebit in terra sua seu districtu suo dictos homines dictarum vallium vel aliquem ipsorum contra priorem seu prioratum superius nominatos. Renuncians dictus comes omni exceptioni doli mali et in factum et omni restitutioni in integrum, omnique deceptioni et juri dicenti generalem renunciationem non valere nisi precedat specialis, et breviter omni juri canonico et civili per quod posset contra dictum priorem et prioratum in aliquo se tueri. Universa vero et singula supradicta, dictus comes, juratus super sancta Dei evangelia per stipulationem solempnem et solempniter factam, sub ypotheca bonorum suorum, promisit pro se et heredibus suis, coheredibus et successoribus universis, michi notario stipulanti et recipienti modo quo supra, attendere et complere et fideliter observare, et nunquam facere vel venire modo aliquo per se vel per alium contra predictam vel aliquid de predictis. In cujus rei testimonium et ad majorem roboris firmitatem, presens publicum instrumentum dictus Dominus Comes sigillo suo tradidit sigillatum; voluitque dictus Dominus Comes et expressit quod si dicta singula sive alterum eorum cum aliquo abolerentur, frangerentur, sive diminuerentur, amoverentur partim vel ex toto, quod predictum presens publicum instrumentum in suo semper robore nichilominus remaneret et haberet in perpetuum roboris firmitatem. Actum apud chaloyes, ante domum Andree

de Corberia, ubi testes fuerunt vocati et rogati, videlicet: D. Petrus de mentons, miles, D. Abertus de villa, miles, Perrodus de turre, et ego Jac. de bosco, publicus notarius aule imperialis et juratus curie predicti dominis Comitis Gebenn. qui rogatus hanc cartam scripsi, subscripsi et signo meo consueto signavi et tradidi fideliter.

(Eglise de Sallanches. — Communiq. par M. Ad. Bonnefoy.)

368

1292, 9 Février. — *Réquisition adressée par l'official de Vienne à celui de Die, afin que ce dernier somme Aimar Bérenger de payer 500 livres viennoises pour lesquelles il est garant du comte de Genevois.*

Viro venerando et discreto officiali Diensi, Maurus Bernardus Sextus, officialis viennensis, salutem in domino Jesu Chrispo. Cum contractis sponsalibus inter illustrem virum Dominum Aymarum de Pictavia et Margaritam de Gebennis, sororem illustris viri Amedei comitis gebennensis, prefatus Amedeus comes promiserit dicto domino Aymaro solempuiter stipulanti et juraverit super sancta Dei evangelia dare, solvere et reddere eidem domino Aymaro, vel eius certo mandato, nomine dotis et pro dote dicte Margarite sororis sue, octo milia libras viennenses, terminis infrascriptis, videlicet, quando primo dicta Marguarita postquam ipsa et dictus Dominus Aymarus desponsati forent et ad hospicium ipsius Domini Aymari, seu penes ipsum Dominum Aymarum venisset, duo milia libras viennenses, et ab inde in annum mille libras, et sic ulterius quolibet anno eodem termino mille libras viennenses, quousque eidem Domino Aymaro vel ejus mandato integrum satisfactum foret de octo milibus libris viennensibus. Pro quibus universis tenendis, attendendis et adimplendis, nobilis vir Aymarus Berenguarii, domicellus, in quingentis libris viennensibus se constituerit fidejussorem pro dicto Comite erga dictum Dominum Aimarum, et promiserit dicto Domino Aymaro sollempniter stipulanti et juraverit super sancta Dei evangelia venire, ad requisitionem dicti domini Aymari, vel ejus nuncii, apud Sanctum Valerium, ibidemque tenere obstagia per tres menses, et ipsis tribus mensibus

elapsis, solvere et reddere in pace et sine lite et absque exceptione alicuius juris et facti, eidem Domino Aymaro vel ejus mandato quingentas libras viennenses in quibus se obligavit superius et fidejussorem constituit, vel reddere et tradere pignora portabilia et ducibilia, de quibus et super quibus dictus Dominus Aymarus eamdem summam pecunie habere posset, nisi dictus Amedeus Comes solveret ut promisit, et renunciaverit quoad hec epistole Divi Adriani, constitutioni qua cavetur ut prius conveniatur principalis quam fidejussor, et omni alii juri canonico et civili, et quantum ad predicta attendenda se supposuerit jurisdictioni Curie nostre viennensis, prout hec et quamplura alia in quadam littera sigillo Curie nostre viennensis sigillata vidimus contineri. Et dicti Dominus Aymarus et Margarita diu est fuerint desponsati et ipsa Domina Margarita penes ipsum dominum Aymarum et ad hospicium ipsius jam venerit, prout plenissime nobis constat, dictusque Dominus Amedeus Comes cessaverit in solutione dicte pecunie seu partis ejusdem, prout ex parte dicti domini Aymari nobis extitit intimatum et petitum a nobis ut dictum Aymarum berenguarium fidejussorem compelleremus ad attendendum et adimplendum que promisit superius. Vos rogamus in juris subsidium, quod ex parte dicti Domini Aymari, predictum Aymarum fidejussorem requiri faciatis per capellanum de ponte et de ramurello vel alium vestre diocesis, in cujus parrochia moram trahit, ut ipse infra octo dies post requisitionem ipsius veniat apud sanctum Valerium tenere obstagia, vel solvat dictam summam pecunie in quam se superius obligavit, vel reddat pignora de quibus ipsam pecuniam habere possit idem Dominus Aymarus ut superius continetur; et facta requisitione, ipsum ex parte nostra monere faciatis legitime per eundem capellanum ut infra octo dies post monitionem ipsius predicta faciat, compleat et attendat ut promisit, alioquin ipsum, quem nos extunc excommunicamus, in scriptis excommunicatum faciatis per eundem capellanum in ejus ecclesia publice nunciari. Datum quinto Idus februarii anno domini millesimo ducentesimo nonagesimo secundo. Reddantur littere sigillate.

(Arch. Turin. Duché de Genevois, Paq. 2, N° 8.)

369

1292, 29 Mai. — *Vente d'un cens annuel, faite à la chartreuse de Pomiers par Aimon de Ronzier, chevalier.*

. . . . . notum facimus universis presentes literas inspecturis quod coram mandato nostro videlicet . . . . . nostre curie . . . . . nobis specialiter destinato, cui et quantum ad hoc . . . vices nostras . . . . . commitendo, Dominus Aymo de Ronzie, miles, sciens, videns et spontaneus, non vi, non dolo, non metu ad hoc inductus, nec ab aliis, ut ipse asserit, circumventus, de voluntate et expresso consensu Guichardi filii sui, donat, cedit, concedit conventui in elemosinam perpetuam, pro se et heredibus suis, pro remedio anime sue et antecessorum suorum, priori et conventui domus de Pomeriis ordinis carthusiensis Gebennensis diocesis, ad opus dicte domus et ipsorum, duos denarios census annui et duos solidos de mutagio et mutatione domini et tenementarii, eidem militi debitos a domino andrea de trenta chominus presbytero, pro domo et casali et . . . . . casale, quam et quod possidet dictus presbyter Crusillie in loco dicto Chastel justa domum petri dou boulu quondam, ex una parte . . . . . muro dou coart chastel, ex alia parte adheret muro de bricona, ex alia parte adheret vico . . . . . versus locoart chastel, et quicquid juris, proprietatis, possessionis, actionis, dominii utilis et directi ipse miles et Guichardus habent, habere possunt et debent in dictis domo et casali adhibendum, tenendum, possidendum, et quicquid eis suisque successoribus deinceps perpetuo placuerit faciendum. Cedentes idem miles et Guichardus dictis priori et conventui, tam nomine suo et conventui de pomeriis recipienti, omnes actiones reales et personales, meras, mixtas, utiles et directas eis in aliquo competentes et competituras adversus dictum dominum andream seu tenementarios dicte domus in futurum racione seu occasione dicte domus. Promittentes ut supra dicti pater et filius, quilibet eorum per juramentum suum pro se suisque heredibus corporaliter prestitum dicto priori nomine suo et dicti conventus sollempniter stipulanti, dictas res donatas eis perpetuo manutenere in pace ab omnibus et singulis oneribus et legitime garentire, et dictas donationem, cessionem, conditionem, concessionem et omnia et

singula et supra et infra dicta perpetuo firma, grata et rata habere et tenere, nec contrafacere vel venire per se vel per alium in judicio sive extra . . . . . seu ingenio, de jure vel de facto, nec alicui contrafacere vel venire volenti in aliquid consentire. Confitentes et dicti pater et filius, ad requisitionem dicti prioris, se habuisse et recepisse a dictis priore et conventu in renunciationem premissorum dictus miles vigenti otto solidos Gebennenses et dictus Guichardus quinque solidos in bona pecunia numerata, et se tenent et habent de tanta pecunia integre perpagatos et contentos. Renunciantes, etc. Datum retro villa Crusillie in domo Petri de la rua, presentibus domino Raymundo de otena presbitero, Waltero de feyneres, Humberto de baleyson et Nicholeto de compeyssi, clericis, testibus ad hoc specialiter vocatis et rogatis, die Jovis post pentecostem, anno domini millesimo ducentesimo nonagesimo secundo.

(Communiq. par M. Jules Vuy, notaire. — L'original est corrodé en plusieurs endroits.)

370

1292, 14 Octobre. — *Amédée, comte de Savoie, et Amédée, comte de Genevois, nomment trois arbitres pour terminer leurs différends.*

Nos Amedeus Comes Sabaudie, et nos Amedeus Comes Gebennensis, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod cum varie et diverse questiones, controversie, discordie et querele sint et fuerint, et esse possent inter nos ad invicem, pluribus et variis causis, rationibus et occasionibus. Tandem nos volentes evitare discordiam et ad pacem et concordiam de predictis devenire, compromittimus nos alte et basse ad invicem de omnibus et singulis supradictis et dependentibus et emergentibus ab eisdem, in illustrem virum Dominum Iohannem de Cabillone, comitem Autissiodorensem, et in venerabilem patrem Dominum Stephanum, Abbatem Savignyaci, licet absentes, et in venerabilem virum Dominum Odonem Alamandi, mistralem Viennensem, presentem et in se presens compromissum suscipientem, tanquam in arbitros arbitratores et

amicabiles compositores. Dantes et concedentes predictis arbitris arbitratoribus plenam, generalem et liberam potestatem et plenum posse, de predictis omnibus et singulis cognoscendi, examinandi, terminandi, diffiniendi, arbitrandi, componendi, transigendi, pasciscendi, jure vel concordia vel propria voluntate, dando de jure unius partis alteri parti prout eis videbitur expedire, in scriptis vel sine scriptis, libello oblato vel non oblato, lite contestata vel non contestata, jure ordine in toto servato, vel penitus pretermisso, vel in parte servato, in parte non servato, omni die, omni hora, omni tempore feriato vel non feriato, omni loco stando vel sedendo, uno loco vel pluribus, simul, separatim, una vice vel pluribus, partibus citatis vel non citatis, vel una citata, altera non citata. Hoc acto per pactum expressum sollempni stipulatione vallatum inter nos ad invicem, quod presens compromissum duret et durare debeat usque ad festum Penthecostes proximo venturum, et quod predicti arbitri arbitratores habeant plenum posse, tempus compromissi presentis semel et pluries et quociens eis placuerit, et quantum eis placuerit, prorogandi, partibus volentibus vel nollentibus, requisitis vel non requisitis, et quod ex sententia, pronunciatione, arbitramento dictorum arbitrorum arbitratorum, actio et exceptio oriatur, et quod arbitramentum et pronunciatio, faciendum et facienda, proferendum et proferenda, super predictis per arbitros et arbitratores memoratos, quocumque modo facta fuerint, plenam habeant roboris firmitatem, et quod nos vel aliquis nostrum non petemus recurri ad arbitrium boni viri, quamquam nobis vel alteri nostrum videtur, quod dicti arbitri vel arbitratores fuissent iniqui arbitri. Fuit etiam actum inter nos ad invicem, per pactum expressum sollempni stipulatione vallatum, quod pax inter nos ad invicem facta, de qua constat per publicum instrumentum factum manu Petri franscici de viuiaco notarij publici, duret, et durare debeat, usque ad tempus predictum Penthecostes, et etiam ultra, per quantumcumque tempus per dictos arbitros arbitratores tempus huius compromissi fuerit prorogatum. Et ex nunc prorogetur pax predicta, et nos ipsam prorogamus, cum eisdem firmitatibus, satisdationibus, et conventionibus in dicto instromento contentis, et etiam cum aliis in presenti littera contentis. Que omnia supradicta, ac etiam infrascripta, et pronunciationem et arbitramentum predictorum arbitrorum et arbitratorum, promittimus nobis ad invicem per sollempnes stipulationes attendere, facere et complere, observare et nullo tempore contra facere vel venire, de jure vel de facto, in pena et sub pena duorum milium marcarum argenti boni et fini, a

nobis vicissim sollempniter stipulata et promissa. Quc pena committatur et exigatur, exigi et committi possit cum effectu, semel et pluries, et tociens quociens per nos vel alterum nostrum contra pronunciationem, arbitramentum dictorum arbitrorum et arbitratorum, vel aliquod predictorum, factum vel ventum fuit in totum vel in partem. Qua pena commissa vel non exacta, nichilominus compromissum, pronunciatio, arbitramentum dictorum arbitrorum arbitratorum plenam habeant roboris firmitatem. Hoc acto etiam inter nos, quod predicti arbitri arbitratores possint de predictis cognoscere, et ea diffinire tamquam arbitri seu tamquam arbitratores, et electa una via possint redire ad aliam. Hoc acto inter nos, quod sententia duorum tantum absque tercio non valeat et quod duo sine tercio non possint cognoscere, arbitrari, seu diffinire de predictis. Item promittimus unus alteri sollempniter stipulanti, quod nos prdictos arbitros arbitratores requiremus et inducemus bona fide, sine aliqua fraude, quod ipsi in se recipiant presens compromissum, et quod ipsi arbitrentur et diffiniant querelas et questiones predictas. Quequidem omnia et singula supradicta, et etiam pronunciationem et arbitramentum predictorum arbitrorum et arbitratorum, promittimus nobis vicissim per sollempnes stipulationes, attendere, facere et complere, observare, et nullo tempore contra facere vel venire, de jure vel de facto, in pena et sub pena predicta, et ad sancta dei evangelia corporaliter manu tacta juramus. Renunciantes specialiter et expressim nove constitutioni qua cavetur compromissum non debere fieri cum religione juramenti, et omni exceptioni, deffensioni, cavillationi, consuetudini et statuto, et omni juri canonico et civili, quibus mediantibus possemus venire contra predicta vel aliquod predictorum. In quorum omnium robur et testimonium sigilla nostra presentibus litteris duximus apponenda. Datum et actum apud Montemfalconem, die martis post quindenam beati michaelis. Anno domini millesimo ducentesimo nonagesimo secundo.

(Arch. de Turin. Duché de Genevois, Paq. 2, N° 16.)

371

1293, 22 Septembre. — *Lettre de sauvegarde donnée par Amédée, comte de Genevois, aux marchands d'Italie circulant ou stationnant dans ses Etats.*

Nos Amedeus comes Gebennensis, notum facimus universis presentes literas inspecturis, quod cum nos de nostro beneplacito receperimus in nostra salva protectione, guidagio et conductu, omnes et singulos merchatores et viatores romanos, florentinos, lucanenses, senenses, pistorienses, urbevetenses, mediolanenses, placentinos, laudenses, venetos, januenses, astenses, albenses, cumanenses, pratenses, bononienses, palmenses, et ceteros alios merchatores toscanos, lombardos, provinciales, eorumque nuncios, familiares, merces, res et mercaturas, seu mercacias quascumque, euntes, redeuntes, stantes et transeuntes per totam terram nostram, stratas, posse et caminos nostros, nos ad instanciam et ad requisitionem discreti viri Valentis, imperialis mediolanensis Ambassatoris et sindici communis mediolanensis, concedimus, ut melius possumus, omnibus de terra Comitis Sabaudie mercaturas dictorum merchatorum vel alicujus eorum ducentibus, quod dictas mercaturas ducendo, stando et redeundo, unacum animalibus et curribus et rebus eorum aliis, sint in tota terra nostra de nobis et nostris salvi et securi, et ipsos infra terram nostram cum rebus et bestiis ipsorum, currus et animalia que et quas ducerent, pro nobis et nostris recipimus in nostro salvo guidagio et conductu, quamdiu in terra nostra essent occasionibus memoratis. Et si contingeret per nos vel aliquos de terra nostra, sive juratos, vallitores et choadjutores nostros, aliquibus de terra dicti comitis sabaudie, dampnum vel lesionem inferre, infra terram nostram, in personis vel rebus, dictas mercaturas ducendo, vel in terra nostra occasione premissa morando, stando vel redeundo, promictimus bona fide tibi syndico et tibi Rodulpho de Malag. notario publico infrascripto recipientibus et stipulantibus sollempniter, nomine et ad opus omnium merchatorum superius nominatorum et predictorum, dictas mercaturas vehentium, ipsa dampna et lesiones que dari vel inferri contingerent, per nos vel aliquos de terra nostra, predictis de terra Comitis Sabaudie, emendare integraliter, vel emendari facere ipsis merchatoribus, quorum mercaturas ducerent, tempore dampni vel lesionis dati tunc vel date, vel dampnum vel lesionem

passis, infra viginti dies postquam per ipsos merchatores quorum res ducerent fuerimus vel eorum nuncios super hoc requisiti. Promictentes etiam tibi sindico et tibi notario infrascripto recipientibus et sollempniter stipulantibus nominibus quibus supra, quod si per nos vel aliquos de terra nostra, seu aliquem, dictis mercatoribus vel eorum aliquibus aut eorum nuntiis vel dictas mercaturas ducentibus, quamvis essent de terra dicti comitis Sabaudie infra terram et districtum ipsius comitis Sabaudie, dampna vel lesiones inferrentur modo quolibet, quod ea dampna et lesiones dictis merchatoribus, qui eadem dampna vel lesiones sustinerent, vel incurrerent, vel eorum nuntiis vel predictis dictas mercaturas ducentibus, dampna predicta et lesiones passis emendabimus, elapsa primitus requisitione premissa plenarie et perfecte, crediturі super rebus ablatis vel deperditis dictorum merchatorum vel alicujus eorum sive predictorum dictas mercaturas vehentium, solo juramento dictorum merchatorum, sive alicujus eorum, sive alterius per eos vel eorum aliquem legitime constituti. Promictentes dictis merchatoribus et tibi notario infrascripto et tibi syndico suprascripto recipientibus nominibus quibus supra, per stipulationem sollempnem, quod si per nos vel aliquos de hominibus nostris vallitoribus, choadjutoribus et juratis, vel eorum aliquo, infra terram dicti comitis Sabaudie vel ipsius vallitorum, choadjutorum et juratorum, offensum vel forefactum fuerit dictis merchatoribus vel eorum nuntiis, sive dictas mercaturas ducentibus, ubicumque dicti malefactores extra districtum dicti comitis Sabaudie reduxerint, quod predicta dampna et offensam emendabimus dictis merchatoribus vel dampnum passis, prout superius continetur. Que omnia et singula promictimus tibi sindico et tibi notario infrascripto, stipulantibus et recipientibus nominibus quibus supra, rata et firma habere et tenere et per nos vel per alium nunquam contrafacere vel venire, sub expressa ypotheca et obligatione omnium bonorum nostrorum, nolentes tamen aliis litteris per nos dictis merchatoribus concessis per presentes aliquod prejudicium generari, precipientes tibi dicto notario ut de predictis facias publicum instrumentum, unum vel plura, et ipsum vel ipsa tradas syndico memorato. In cuius rei testimonium sigillum nostrum duximus presentibus apponendum. Et ego Rodulphus de malag. notarius publicus aule imperialis, et auctoritate predicti domini comitis Gebennensis confirmatus, predictis omnibus vocatus interfui et hanc cartam inde rogatus scripsi, signavi, signum meum assuetum apponendo. Actum apud Balmam de Cosingie, infra capellam predicti domini comitis Gebennensis, die

martis in festo beati Mauricii, anno domini millesimo ducentesimo nonagesimo tercio, indicione sexta, presentibus testibus ad hoc vocatis specialiter et rogatis, videlicet domino abbate Intermontium, domino priore de tallueriis, domino Hugone de Saconay, domino Stephano eschaqueti, domino Hugone de mouxie, militibus, et Johanne de malag. clerico et me notario qui me subscripsi in robur omnium predictorum.

(Arch. de Turin. Duché de Genevois. Paq. 2, N° 20.)

378

1294, 25 Janvier. — *Hommage prêté par Amédée, comte de Genevois, en mains d'Edouard de Savoie, pour les fiefs qu'il tient du comte Amédée, père du dit Edouard.*

Nos Amedeus comes Gebennensis notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod nos in presencia illustris viri carissimi domini nostri domini Amedei comitis Sabaudie et testium infrascriptorum, videlicet Domini Petri de Compeissio, domini Rodulphi de Ponte vitreo, domini Petri de Mentone, domini Humberti de Luviriaco, domini Hugonis de chandieu, militum, domini Aymonis de quarto prepositi lausannensis, domini Nicholai de Billenz, domini Amblardi de intermontibus legum professoris, Magistri Petri petri, phisici, Petri de Turre domini castellionis in Valeisio, Humberti de Saissello domini de aquis, et Richardi alberti, domicellorum, fecimus Edoardo, filio predicti domini nostri comitis Sabaudie, homagium manuale de feudo seu feudis et ratione et occasione feudi seu feudorum, que tenemus et tenere debemus a predicto domino comite Sabaudie. Et pro predicto homagio et ratione et occasione predicti homagij et ratione feudi seu feudorum predictorum, eidem Edoardo fecimus et promisimus, ac juravimus fidelitatem et ipsum in omnibus et per omnia juvare contra omnes, excepto prefato Domino Comite patre suo. Promittentes et jurantes eidem plene et integre servare, facere omnia et singula que continentur in veteri et nova fidelitatis forma, tam in vita dicti Domini Comitis patris sui, contra omnes excepto prefato Domino Comite Sabaudie, quam post mortem ipsius Domini

Comitis Sabaudie contra omnes, nullo alio modo aliquo exceptato. Promittentes insuper eidem Edoardo et jurantes, quod post mortem ipsius Domini Comitis, eidem homagium manuale pro predictis faciemus, ac etiam fidelitatem eidem jurabimus, et omnia alia supradicta et singula promittemus et iurabimus. Et non obstantibus omnibus et singulis predictis, volumus et confitemur nos teneri prefato Domino Amedeo, comiti Sabaudie, carissimo domino nostro, in omnibus et singulis in quibus vassallus ligius potest et debet teneri domino suo ligio, et ei confitemur nos teneri tanquam vassallus ejus pro predictis feudis in omnibus et singulis que continentur in nova et veteri fidelitatis forma. In quorum omnium robur et testimonium sigillum nostrum presentibus duximus apponendum. Datum apud montemelianum, die lune in conversione sancti pauli, anno domini millesimo ducentesimo nonagesimo tercio, sumpto millesimo in paschate.

(Arch. Turin. Duché de Genevois. Paq. 2, N° 18.)

373

1295, 29 Octobre. — *Quittance de 270 livres viennoises, donnée par Léone et Guillaume de Gex à Béatrix de Faucigny.*

Nos Leone Dame de Jaz et Guillaume se fiz, facons savoir a toz, que cum noble dame et puissante Beatrix, dame de Fucignier, fille de noble recordacion de Monsi Perron Conte de Savoie caienarières, fust tenue a nos en treize vinz et dix livres de Vianois a paier a nos a la première foire de Cluses, qui est a la Sainte Lucas ja trepassée, cum cestes présentes lettres furent données, de les quez treize vingt et dix livres elle devait rendre la dieme de Sainct Gervais de Genève de quatre vingt livres de Vianois, et la dieme de Malagnier par cinquante, et la dieme de Pirignins de sept vins, la quel some d'argent est enclose en les six mille livres de Vianois par les quez nos li avons obligie nostre Chastel de Versoye, nos li devant dit Dame et Guillaume ses fiz confessons nos avoir receu de la dite nostre dame les devanz dites treize vins et dix livres en bons deniers nombrez et receuz léament par nostre féal et

certain messaigé Johant de Rosselon, nostre cler, à cui nos en avons donné especial commandement, et la dite nostre dame quittons de les dites treize vins et dix livres et de la rainçon des diemes dessus dites, et prometons en nostre bone foi que nos ne venrons en contres la dite quitacion, et renuncons en cest fait a tot droit qui nous pourrait aidier et noire a la dite nostre dame. Et est a savoir que si alanavant se puist trover et cognoistre par raison que la dite nostre dame ne fust tenue paier pour nos la dite some d'argent et raimbre le diz diemes, ainsi qu'il est desus dit, la quel chose doit et puet cognoistre, de nostre volunté et de la dite nostre dame, nobles barons et saiges nostres chiers cosins messi Humbert de Thoire sires de Vilars, et Messi Aymes de Faucognier, nos volons et confessons avoir la dite some d'argent en leal prest de la dite nostre dame, et prometons sus l'obligation de nos biens a li pajer la dite some d'argent pour raison dou dit prest, et coprometons par notre soirement. En teymoint de la quel chose nos avons mix nostre setss en ces présens lettres. Données le sambedi devanz la Tozssainz, en l'ant grace qui cort mil deux cent et nonante et cinqs ans.

(Arch. Turin. Duché de Genevois. Paq. 2, N° 24.)

374

1296, 29 Janvier. — *Jeanne de Genève, femme de Philippe de Vienne, reçoit d'Amédée, comte de Genevois, le château du Châble et diverses sommes. Elle renonce à tous autres droits et prétentions sur le dit comté.*

Anno domini millesimo ducentesimo nonagesimo quinto, Indictione octava, quarto Kalendas februarii. Coram me notario et testibus infra scriptis, clarissima Domina Johanna de Gebenna, uxor clarissimi viri Domini Philippi de Vianna, domini Pagniaci, sciens, prudens et spontanea, non vi, non dolo, non metu ad hoc inducta, nec ab aliquo ut ipsa asseruit circonventa, certificata linga materna de jure suo a me notario infrascripto, solvit, quittavit penitus et remisit mihi notario, recipienti nomine et ad opus illustris viri domini Amedei comitis gebennensis et

heredum et successorum suorum, quicquid juris, actionis, petitionis, hypothece seu obligationis cujuscumque, ipsa habebat vel habere poterat et debebat, de jure vel de consuetudine, in Comittatu gebennensi et contra ipsum Comittatum et detentores ipsius comittatus, ratione seu occasione successionis illustris viri domini Aymonis quondam Comitis Gebennensis, patris quondam ipsius domine, necnon et ratione successionis coheredum ipsius Domini Comitis Gebennensis et omnium quorumcumque jus habentium quondam et in presenti in Comittatu gebennensi. Insuper et ratione successionis domine Agnetis de monte falcone, matris quondam ipsius Domine Johanne, seu occasione dotis ipsius Domine agnetis. Pro qua remissione et quittatione, dictus Dominus Comes concessit eidem castrum seu domum fortem de Vaschio sitam in comitatu gebennensi, et ducentas libras Viennenses annuales prope dictam domum fortem modo et conditionibus infrascriptis, et duo mille libras viennenses semel. De quibus, tam de castro, ducentis libratis terre et duobus mille libris viennensibus supra dictis, dicta Domina Johanna se tenuit et habuit integre pro contenta et soluta. Hoc specialiter et expresse acto inter partes predictas, quod domus predicta unacum predictis ducentis libratis terre sint et remaneant in perpetuum de feodo dicti domini Comitis Gebennensis et heredum seu successorum suorum. Promittens dicta domina Johanna mihi notario sollempniter stipulanti, quod predictum castrum seu domum fortem et terram predictam non distraet nec aliquo genere seu specie alienationis alienabit, nisi in ipsum dominum Comitem Gebennensem vel heredes suos seu successores, et si forte contingerit quod dicta domus seu castrum et reditus memorati in predictum Dominum Comitem vel heredes seu successores suos alienarentur, edificium predicti castri seu domus in alienatione eidem domino Comiti vel suis, ut dictum est, si fieri contingeret facienda, nullatenus extimetur, sed debeant extimari tantummodo redditus superius nominati, cum ipsa dictum edificium receperit et habuerit a domino comite supradicto. Pro hiis autem attendendis et firmiter observandis, predicta domina Johanna obligat et ypothecat specialiter et expresse predicto domino comiti et ejus heredibus seu successoribus domum et redditus supra dictos. Volens et consentiens et pactum expressum faciens, quod si ipsa vel ejus heredes venirent contra predicta vel aliqua de predictis, dictus Dominus Comes, seu ejus heredes vel successores, possessionem predictorum possent apprehendere vel intrare, nulla auctoritate judicis super hoc requisita. Predicta autem omnia et singula dicta domina Johanna, certificata a me

notario de jure suo linga materna, per juramentum suum super sancta Dei euuangelia corporaliter prestitum, promisit mihi notario nomine et ad opus ipsius domini Comitis heredum et successorum suorum stipulanti, firmiter attendere et obseruare et in contrarium modo aliquo non facere vel venire, nec alicui contra facere vel venire volenti in aliquo consentire. Faciens per idem juramentum eidem domino Comiti pactum perpetuum de non petendo aliquid ab ipso domino Comite vel ejus heredibus seu successoribus, causis et rationibus seu occasionibus supradictis. Renuncians predicta domina Johanna in hoc facto, ex certa scientia, sub vi prestiti juramenti, linga materna de jure suo certificata, omni exceptioni doli, cuicumque generi actionis in factum, condictioni sine causa, condictioni incerti, cuicumque generi condictionum, juri hypothece tacite vel expresse, beneficio Velleyani, beneficio restitutionis in integrum per quod majoribus subvenitur, juri dicenti quod dolo dante causam contractui contractus nullius sit momenti, juri dicenti quod dolo incidente in contractum rescindatur contractus, juri loquenti de deceptione ultra dimidiam, beneficio minoris etatis, legi julie de fondo dotali non alienando, et omni juris et consuetudinis auxilio per quod posset venire contra predicta vel aliqua de predictis, jurique dicenti generalem renunciationem non valere nisi precesserit specialis. Rogans etiam dicta domina Johanna per me notarium infrascriptum discretum virum dominum officialem curie gebennensis ut huic publico instromento sigillum predicte Curie apponat ad majorem firmitatem et clarius testimonium omnium premissorum. Jurisdictioni cujus officialis se supposuit quantum ad hunc ipsam possit compellere ad observationem omnium premissorum per sententiam excommunicationis in personam suam ferendam et per sententiam interdicti in terram ipsius promulgandam. Actum in quodam suburbio de Chaluns in parochia sancte crucis, in domo lamberti dicti camus civis cabilonis, presentibus Domino Galtero de viu en Salaz, Gebennensis dyocesis, Petro de Valliaco clerico ejusdem dyocesis, Girardo de lalavont, R. de porlans, domicellis, testibus ad hec specialiter vocatis et rogatis. Ego Clemens de juria, clericus auctoritate imperiali notarius publicus et juratus curie domini officialis et comitis gebennensis, hiis omnibus interfui et a dicta domina Johanna rogatus scripsi, in formam publicam redegi et signo meo consueto signavi presens instromentum.

In quorum omnium et singulorum majus robur et clarius testimonium nos predicta Johanna sigillum nostrum huic publico instromento duximus apponendum.

Et nos predictus officialis Curie gebennensis ad preces dicte domine Johanne nobis oblatas per predictum Clementem notarium publicum et predicte Curie nostre juratum, referentem nobis predicta omnia esse vera et ita fuisse coram eo expedita, cui fidem super hoc adhibemus et cui quantum ad hoc vices nostras duximus committendas, sigillum Curie domini gebennensis Episcopi unacum sigillo prefate domine Johanne presenti instrumento duximus apponendum ad majus robur et clarius testimonium omnium et singulorum premissorum. Actum et datum ut supra.

(Arch. de Turin. Duché de Genevois. Paq. 2, N° 23.)

375

1296, Mars. — *Marco de Trélex, chevalier, donne à l'abbaye de Bonmont des pâturages situés dans le territoire de Trélex.*

Nos Marco de Trelay, miles, notum facimus universis, quod nos jus, proprietatem, possessionem et dominium, que et quas habemus et habere possumus in pascuis territorii de Trelay, damus et concedimus Viris Religiosis Abbati et Conventui Bonimontis, volentes quod ipsi et eorum familie et pecudes utentur dictis pascuis pacifice et quiete, et promittimus per juramentum pro nobis et successoribus nostris nos contra predicta et aliquod de predictis non venire. In cujus rei testimonium, quia sigillum non habemus, sigilla Curatorum de Trelay, de Gingins et de Grens, presentibus fecimus apponi. Actum mense Martii, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo sexto.

(Communiq. par M. Alphonse Nicole, Dr en droit. — D'après une copie faite, pour le châtelain de Gingins, par un nommé Guibert, commissaire général et curateur des archives de Berne.)

376

1296, 16 Mai. — *Vente à l'évêque Martin d'une redevance en noix, due par Amégard de Jussy.*

Littera de una octana nucium empta apud Jussie per Episcopum M. — Anno Domini m°. cc°. nonagesimo sexto, indictione decima, xvii Kal. Junii, in presentia mei notarii . . . . constitutis Jordana, filia quondam bonefilie de S. Geruasio, et Hudricus carpentarius eius maritus, et Johannes de Chaloes ciuis gebenn. . . . . vendunt . . . Domino M. dei gratia Episcopo Gebenn. . . . quandam octanam nucium censualem ad mensuram gebenn. quam debet dictis conjugibus Amegardus de Jussie, pro terra, vinea et arboribus, quas tenet ab ipsis in emphiteosim sub censu predicto. Confrontationes rerum predictarum et possessiones pro quibus dicta censa debet solui et reddi, declarabuntur per dictum Amegardum. Insuper vendunt dicti conjuges, modo quo supra, dicto D. Episcopo, quicqtiid juris, dominii, actionis, reclamationis, rationis et proprietatis habent in rebus predictis, pro quibus debet solui dicta censa, pro pretio triginta solidorum gebenn. . . . .

(Arch. Gen. L. Jussie, N° 23 .)

377

1296, Mai. — *Ratification par Philippe de Vienne, seigneur de Paigny, de la renonciation faite par Jeanne de Genève, sa femme, à toutes prétentions sur le comté de Genevois.*

Nos Philippus de Vianna, dominus Pagniaci, notum facimus universis presentes litteras inspecturis et audituris, quod, cum Johanna de Gebennis, uxor nostra, fecerit quandam quittationem et cessionem generalem et specialem domino Amedeo, illustri comite Gebennesii, dilectissimo avunculo nostro, super partagio, dote, successione quacumque et

omnibus aliis ad ipsam Johannam pertinentibus in comitatu Gebennesii, ex quacumque causa seu ratione, prout in quodam instrumento publico facto manu Clementis de Juria, clerici, notarii publici, signo eiusdem notarii signato, et sigillato sigillo dicte Johanne et domini officialis Gebennensis, plenius continetur. Nos dictam quittationem et cessionem, per ipsam Johannam factam, laudamus, ratificamus, acceptamus et confirmamus prout in dicto instrumento continetur. Confitentes et recognoscentes quod dicta Johanna dictam quittationem et cessionem fecit de speciali et expresso mandato nostro atque voluntate, promittentes insuper bona fide, et per juramentum nostrum super sancta dei evangelia corporaliter prestitum, pro nobis et nostris, contra quittationem, cessionem seu remissionem factam per dictam Johannam, prout in dicto instrumento super premissis confecto plenius continetur, non facere, per nos vel per aliud de cetero, vel venire, nec alicui contrafacere vel venire volenti in aliquo consentire. In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus duximus apponendum. Datum mense maij, Anno domini millesimo ducentesimo nonagesimo sexto.

(Arch. Turin. Duché de Genevois. Paq. 3, N° 1.)

378

1296, 30 Août. — *Sentence interlocutoire rendue par les arbitres nommés pour terminer un différend existant entre Béatrix, dame de Faucigny, et Amédée, comte de Genevois, au sujet de saisies faites par les officiers de la dite dame à des hommes du comte demeurant dans le mandement de Charousse.*

Nos Thomas de Comfleto, ballivus in gebennesio et chablasio pro illustri viro domino Amedeo Comite Sabaudie, G. de Aquabella judex ejusdem terre, Aymo de Sestinay miles, Castellanus alingii novi, Petrus Balli legum professor, cognitores questionum et controversiarum vertencium inter illustrem Dominam Beatricem, Dominam fucigniaci, ex una parte, et illustrem virum Dominum Amedeum, Comitem Gebennensem, ex altera, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod cum plures injurie et dampna illate et data hinc inde esse

dicerentur, et specialiter super eo quod dicta Domina dicebat, predictum Dominum Comitem vel ejus gentes injuriose destrucisse quamdam chanavam, quam dicta Domina dicebat se habere in monte qui dicitur chineysi, asserens dictum montem ad se pertinere, sicut aque dependent versus aquam araris, pleno iure proprietatis possessionis et segnorie, predicto Domino Comiti in contrarium asserente, et super eo quod dictus Dominus Comes dicebat, quod dicta Domina injuriose pignorare fecerat homines dicti Domini Comitis de mandamento de Cherrossa, in qua pignoratione gentes dicte Domine ceperant plures res dictorum hominum dicti Domini Comitis, et plura dampna et injurias data et illatas esse hominibus dicti Domini Comitis, quare dicebat dictus dominus Comes, non debere procedi super examinatione et cognitione dicti montis et dicte chavane, neque super peticione dicte Domine, nisi primo restitutis predictis hominibus suis dictis rebus suis captis per gentes predicte Domine, et eciam predictis dampnis et iniuriis hominibus suis predictis inde datis et illatis, plenius emendatis et resarcitis. Quare nos predicti cognitores, suprascriptis hinc inde propositis intellectis, et iuribus utriusque partis examinatis, unanimes et in unum concordantes, partibus per suos procuratores presentibus interloquendo pronunciamus, quod omnes res que capte fuerunt per gentes dicte Domine, scilicet que ad manus earum pervenerunt, restituantur hominibus dicti Domini Comitis, condempnantes ad hoc Humbertum de Chauce procuratorem dicte Domine et per ipsum predictam Dominam, Petro de Versonay, procuratori dicti domini Comitis et per ipsum dicto Domino Comiti, prout res predicte inferius declarantur, et quod procedatur super examinatione questionis dicti montis et dicte chavane et super ceteris dampnis et iniuriis hinc et inde datis, non obstantibus propositis ex parte dicti domini Comitis. Res vero que debent restitui sunt iste. In primis Perreto de Cresto duodecim denarios pro uno mantil. Item Petro poterio de cherrossa pro socularibus, caligis, duabus selliis, uno magno socco, una saleria, dimidia quarta salis, uno vitulo rubeo, quinque vacherinis, undecim solidos et sex denarios. Item Andree de Croso, pro quatuor duodenis vacherinorum, tunica, socularibus, cutello pastoris sui, uno mantil, uno socco, una zona, et uno cutello, estimatis per ipsum, viginti solidos et octo denarios. Item Mermeto de bayeta, pro una tunica estimata per ipsum, quinque solidos. Item Chorenco de Comba, pro octo vacherinis, pro una tunica, uno capucio, estimatis per ipsum, quinque solidos. Item Jaqueto iuglaris, pro duobus vacherinis, et uno soco, una

sellia, estimatis per ipsum, viginti denarios. Item Petro de subciis sassum, Girodo fratri eius, Rodulpho de bay, pro duabus vaccis, quadam magna calderia de laricata perfrustata et deportata, quadam alia calderia, una campaneta, duabus selliis quarum una erat ferrata, una securi, uno ligone, pro socularibus novis esconi brodatis, una asola, duobus supercuicalibus nigris, quinque sacis, media quarta salis, sex vacherinis, uno gonellio, tribus sayteriis, estimatis per ipsos, septem libras, undecim solidos et duos denarios. Item Rodulpho de Cresto, pro una campana estimata per ipsum, duodecim denarios. Item Thome et Rodulpho de byonay, pro pane ordaceo, quinque vacherinis, una funé, duobus gonellis, estimatis per ipsos, quinque solidos et septem denarios. Item Maynerio de Monteforti, pro animalibus suis captis per Castellanum de mont jay et redentis ap ipso, decem solidos. In quibus extimationibus, pro dictis rebus non inventis, condempnamus dictum procuratorem dicte Domine ut supra, dicto procuratori dicti Domini Comitis ut supra. In quorum testimonium, nos dicti Ballivus, Castellanus et Petrus, sigilla nostra, et nos dictus Iudex sigillum curie dicti Domini Comitis Sabaudie, presentibus duximus apponendum. Datum in cacumine montis de sinisia, die jovis post festum beati bartholomei, anno domini millessimo ducentesimo nonagesimo sexto.

(Arch. de Turin. Duché de Genevois. Paq. 3, N° 2.)

379

1297, Juillet. — *Etienne, abbé de St-Oyen-de-Joux, qui a fourni pour garant d'une dette son oncle Amédée, comte de Genevois, s'engage à le relever des conséquences de ce cautionnement.*

Nos frater Stephanus, humilis Abbas Sancti Eugendi Jurensis, notum facimus universis, quod cum nos posuerimus in fideiussorem, in manu Humberti Chatardi burgensis nantuaci, nobilem virum carissimum avunculum nostrum dominum Amedeum comitem Gebennensem, in ducentis libris Viennensibus persolvendis ad festum beati Andree proximo venientis. Nos promittimus dicto domino Comiti, bona fide et per iura-

mentum nostrum ad sacrosancta tactum, et sub voto religionis nostre, et etiam sub ypotheca bonorum nostrorum et monasterii nostri, mobilium et immobilium, presentium et futurorum, ipsum dominum Comitem a dicta fidejussione indempnem penitus observare, et super dampnis, costamentis et interesse forte sustentis, quod absit, suo simplici verbo credere, omni probatione alia non requisita, ea sibi plenarie resarcire. — Datum sub testimonio sigilli nostri, anno domini millesimo ducentesimo nonagesimo septimo, mense Julii.

(Arch. Turin. Duché de Genevois. Paq. 3, N° 5.)

380

1298, 19 Janvier. — *Reconnaissance faite par les frères Guillaume et Amédée de la Fontaine, à Jussy, pour un cens annuel dû par eux à l'évêque.*

Littera de duobus solidis censualibus quos debent Will. et Amed. de fonte D. Episcopo Gebenn. — Anno Domini m°. cc°. nonagesimo septimo, xiiij°. Kal. februarii, indictione xj^a^. constituti . . . Willelmus et Amedeus fratres, filii Petri de fonte de jussie, confitentur . . . se esse homines ligios predicti D. M. Episcopi . . . . et se debere quilibet ipsorum dicto D. Episcopo xij denarios censuales soluendos in festo B. Michaelis annuatim et quitant Petro patri ipsorum, homini taliabili dicti D. Episcopi, presenti, quicquid juris et actionis habent in hereditate sua. Datum ut supra.

(Arch. Gen. Liasse Jussie, N° 27.)

381

1298, Juillet. — *Accord d'un différend qui existait entre l'abbaye de Bonmont et Guillaume de Vesency, au sujet d'une pièce de terre située à Grens.*

Nouerint uniuersi presentes literas inspecturi quod, cum discordia verteretur inter religiosos viros abbatem et conuentum boni montis ex

una parte, et dominum Willermum de Visencier militem, nomine hominum suorum scilicet Petri et Willermi dictorum cannoroz de trallay, super quadam pecia terre sita apud grens juxta vineam dictorum religiosorum immediate ex vna parte, et iuxta viam que tendit versus Nions, ex altera, tandem post multas controversias et rixas, ipsi, tam dicti religiosi, quam dictus Willermus pro se et dictis hominibus suis, se compromiserunt in amicos seu amicabiles personas inter ipsos, scilicet in Petro de Nanto de Nuuyduno, amicum positum et electum a dicto domino Willermo, et in Petrum de trelay domicellum, amicum positum et electum a dictis religiosis, et in Janninum de Albona vidominum de diuona, positum medium ab utraque parte. Qui amici, inquisita veritate diligenter super dicta discordia, non inuenerunt quod dictus dominus Willermus nec homines eiusdem predicti haberent aliquid ius seu rationem in dicta terra. Quare dixerunt et ordinauerunt dicti amici quod dicta terra deinceps dictis religiosis remaneret pacifice et quiete, et hoc jurato fecerunt dicto domino Willermo super sacra dei evangelia corporaliter. Qui dictus dominus Willermus coram dictis amicis dictum juramentum fecit et promisit, sub vi prestiti juramenti sui, pro se et uxore sua et heredibus eorumdem, et specialiter pro dictis hominibus suis et eorumdem heredibus, deinceps esse legitimus guerens et defensor religiosis ante dictis. Voluerunt siquidem dicti amici quod dicti religiosi, pro bono pacis, darent et solverent dicto domino Willermo quadraginta solidos Gebennensis monete, de quibus se tenuit idem dominus Willermus pro pagatus ad plenum coram amicis supradictis. In quorum omnium et singulorum premissorum testimonium, ego Janinus de Albona vidominus de diuona, amicus medius, et ego Petrus de Nanto, ad mandatum et requisitionem dictarum partium, scilicet abbatis et conuentus boni montis et domini Willermi de Visencier militis predicti, sigilla nostra una et sigillum domini Johannis presbiteri, curati de diuona, presentibus literis duximus apponenda. Et ego dictus curatus de diuona, ad mandatum dictorum amicorum et dicti domini Willermi de Visencier sigillum meum duxi presentibus apponendum. Datum anno domini m°. cc°. nonagesimo viij°. mense julii.

(Arch. de Laus. — Communiq. par M. le prof. Hisely.)

381

1298, 22 Septembre. — *Hommage féodal de Pierre de Choulex, damoiseau, acquis, moyennant 60 livres, par l'évêque Martin.*

Instrumentum super feodo quod emit Episcopus Martinus a Petro de Cholay. — Anno Domini m°. cc°. nonag°. octauo, indictione xj^a^., decimo Kal. Octobris, coram me notario . . . . . constitutus Perelus de Cholay, domicellus . . . . quitat Domino M. Episcopo Gebenn. ab omnibus questionibus . . . . usque ad confectionem presentis instrumenti, capiens vero predictus Petrus in feodum perpetuum a predicto D. Episcopo, faciente pro se et successoribus suis, quatuor libr. terre annuales de proprio allodio ipsius Petri assignandas eidem D. Episcopo . . . . tam apud Jussie quam in propinquioribus locis de Jussie. Quod feodum capit a predicto D. Episcopo pro sexaginta libr. Gebenn. habitis et receptis a predicto D. Episcopo in pecunia numerata. Et pro eisdem fecit homagium ligium D. Episcopo, saluis duobus Dominis, videlicet D. fulcigniaci et Comite Gebenn., etc.

(Arch. Gen. Liasse Jussy, N° 20.)

382

1298, 8 et 26 Septembre. — *Acensement d'une terre, consenti par Léone de la Frasse, abbesse de Lieu.*

Nos Johannes de Rosseillon, iudex in Gebenn. et Chabl. pro illustri viro D°. Amedeo Comiti Sabaudie, notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis quod, sicut nobis constat per relationem Raymondi de Cuenz clerici, cui propter cum ad hoc commisimus vices nostras, eidem super hiis fidem plenissimam adhibemus. In eiusdem Raymondi presentia propter hoc specialiter constituti, Domina liona de la fraci, prouisa de loco, unacum conuentu suo de loco, nomine suo, conuentus sui et

ecclesie sue, ex una parte, et bessonetus Roletus de crusingio, ex altera. Dicta domina liona, considerata utilitate ecclesie sue de loco et dicti conuentus sui, de laude et expresso consensu totius conuentus sui, nomine quo supra, accensat et ad censam perpetuam dat, tradit, cedit et concedit in perpetuum dicto Roleto presenti et recipienti, dictas accensionem, donationem, cessionem et concessionem pro se et heredibus suis ac successoribus uniuersis, precio quinque solidorum gebenn. et unius sestarii uini puri de mecingio, habitorum et receptorum a dicto Roleto nomine quo supra per dictam prouisam nomine quo supra. De quibus summa pecunie et sestario uini, dicta prouisa nomine quo supra dictum Roletum quitat, liberat penitus et absoluit, faciens eidem Roletus pactum reale seu personale de ulterius non petendo ; et pro tribus solidis et sex denariis censualibus soluendis annuatim in festo beati Michaelis, res inferius declaratas, videlicet terram sitam in territorio dou loucaret et pertinentia dicte terre, que terra fuit quondam . . . . . dou loco de Perrigny et affrontat . . . . a parte oriente ad terram Chrispini et Johannis de Draillens et eorum famulorum, a parte occidenti durat usque ad sapinum, ab alia parte usque ad terram illorum de lugrinis, ab alia parte protendit usque ad terram de Alpibus. Deuestiens se dicta prouisa de dicta terra et pertinentiis dicte terre, dictum Roletum nomine quo supra inuestiens per traditionem cuiusdam baculi. Promittens per iuramentum suum contra predicta, per se vel per aliud, verbo vel facto, nullatenus venire, nec alicui contra venire volenti in aliquo consentire, nec facere vel curare quominus omnia et singula plenissimam obtineant roboris firmitatem. Renuncians dicta prouisa nomine quo supra per dictum iuramentum suum, exceptioni doli, metus et in factum; etc. Ad hoc sunt testes vocati, videlicet dominus Rodulphus curatus de loco, Nicolaus de Rouerea clericus, Willelmus de Cuenz domicellus, Girodus de . . . . . et plures alii. In cuius rei testimonium nos predictus iudex ad preces et requisitionem dictarum partium, nobis per dictum iuramentum oblatas, sigillum curie predicti domini comitis presentibus duximus apponendum. Datum apud locum, die martis in natiuitate beate Marie Virginis. Sigillatum apud thonon die sabati ante festum beati Michaelis, anno domini m°. cc°. nonagesimo nono.

(Communiq. en original par M. l'avocat Guillermin, V.-Président de la Société Savois°. d'hist. et d'arch.)

394

1301, 24 Mars. — *Prononcé d'arbitres nommés par Béatrix, dame de Faucigny, et Amédée, comte de Genevois, pour évaluer les indemnités dues à la suite de meurtres et excès commis par les hommes de leurs territoires respectifs.*

Nos Humbertus de bozozello, miles, dominus de geria, bayllivus in terra fucigniaci, P. de Duyn, Guigo Vagnardi, milites, P. de avalone, Jacobus eschaqueti, iurisperiti, et P. Coperii, notum facimus universis, quod cum illustris domina, Domina, B. dalphina, domina terre fucigniaci, dederit potestatem nobis Humberto, P. de avalone, et P. Coperii, super dampnis emendandis, illatis a gentibus terre fucigniaci gentibus comitatus gebennensis, et super offensis et super combustione domorum, a festo natalis domini proxime preterito fuit annus elapsus citra, et illustris vir Dominus Amedeus, comes gebennensis, dederit potestatem nobis, P. de Duyn, Guigoni Vagnardi, et Jacobo eschaqueti, similem potestatem recipiendi emendam de predictis, nos omnes habito tractatu diligenti, conpensatis dampnis et offensis . . . . . *(corrosum)* . . . . . offenderunt et dampnificaverunt illos de comitatu predicto in sexcentas libras gebennenses et occiderunt duos cheines et duos homines talliabiles . . . . . de dicto comitatu gebennensi, habita compensatione de hominibus quos illi de dicto comitatu interfecerant de terra fucigniaci, et de hominibus quos illi de terra fucigniaci interfecerant de dicto comitatu; super quibus dampnis, omicidiis et offensis, nos sex, ex vi et potestate nobis datis, concorditer ordinamus in hunc modum. Videlicet quod dicta Domina, usque ad festum beate marie magdalenes, solvat et solvere teneatur nomine emende dicto Domino Comiti recipienti, pro se et gentibus suis et sibi adherentibus, sexcentas libras gebennenses, et reddere duos cheines et duos homines talliabiles dicto Domino Comiti, et fidelitates eorum et heredum suorum, talis condicionis qualis erant illi quatuor, ad dictum et ordinacionem dicti domini Humberti et domini P. de Duyn, aut reddere pro ipsis et solvere, si hoc ipsa malluerit, quatercentum libras gebennenses, termino supradicto; ita quod ipsa eligat infra octavam pasche, si velit reddere dictos homines aut solvere dictas quatercentum libras. Et pro predictis emendis, volumus, ordinavimus unanimiter et concorditer, quod super omnibus offensis et iniuriis, omicidiis et

dampnis, datis hinc inde a gentibus terre fucigniaci gentibus dicti comitatus, et e converso per ipsos predictos, sit bona pax et finis, salvo iure questionum que tangunt proprietates dicte Domine B. et dicti Domini Comitis et subditorum suorum. Promitentes nos omnes predicti bona fide, nos acturos et curaturos pro posse nostro, quod dicta Domina B. et dictus Dominus Comes omnia predicta et singula laudabunt et confirmabunt et attendent et iurabunt perpetuo et inviolabiliter observare. Et est actum inter nos et ordinatum, quod dicta Domina B. emendet et emendare teneatur hominibus terre sue, omnia dampna sibi data ab illis de dicto comitatu a dicto tempore citra, et satisfaciat amicis et parentibus occisorum; et e converso dictus Dominus Comes emendet et emendare teneatur illis de comitatu suo, omnia dampna sibi illata ab illis terre fucigniaci a dicto tempore citra, et satisfacere amicis et parentibus occisorum; ita quod super predictis de cetero, nulla questio oriatur, sed sit in perpetuum pax et finis. Datum apud bornetam, die veneris ante Annunciationem beate marie virginis, anno domini millesimo tercentesimo, cum appositione sigillorum nostrorum.

(Arch. Turin. Duché de Genevois, Paq. 3, N° 6.)

385

1301, 31 Mars. — *Guichard, seigneur de Beaujeu, donne à Amédée, comte de Genevois, quittance de la moitié de la dot de Jeanne de Genève, sa femme, fille du dit comte.*

Nos Guichardus, Dominus belli ioci, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod cum illustris vir Dominus Amedeus, Comes de Gebennis, in contractu matrimonii contrahendi inter nos et Dominam Johannam karissimam consortem nostram eiusque filiam, promisisset nobis dare et solvere pro dote et nomine dotis ipsius Domine Johanne, viginti milia librarum viennensium. De quibus viginti milibus libris, pro sex milibus libris dictarum viginti milium librarum dederat nobis in dotem et nomine dotis predicte, castrum suum de Varey cum eius pertinenciis et appendiciis universis. Acto inter ipsum et nos, quod

primo anno post contractum matrimonium inter nos et dictam consortem nostram, debebat nobis solvere quatuor milia librarum Viennensium de dote predicta, secundo anno, alia quatuor milia librarum viennensium. Tercio vero anno, dictum castrum suum de Varey cum eius pertinenciis et appendiciis a nobis poterat rehabere pro predictis sex milibus librarum Viennensium. Quarto vero anno, debebat nobis solvere tria milia librarum Viennensium, et quinto anno, alia tria milia librarum Viennensium, prout hec et alia in quibusdam litteris super predictis confectis plenius continentur. Cumque post contractum matrimonium inter nos et dictam Dominam Johannam, ipse Dominus Comes de Gebennis, de predictis viginti milibus libris, ipse nobis solverit seu satisfecerit per manus ipsius, tam pro dispensatione impetrata pro nobis et dicta consorte nostra, quam erga dominum Aymarum de pictavia, quam per ipsum seu ex parte ipsius plures quantitates pecunie, que summe in simul coadonate ascendunt ad summam decem milium librarum Viennensium, nos ad instanciam et requisitionem ipsius domini Comitis, confitemur et in veritate recognoscimus, quod nos ab ipso dictas decem millia librarum Viennensium recepimus pro dote et nomine dotis prefate consortis nostre, et de dictis decem millibus libris recepimus sex milia que poterat nobis solvere secundum conventiones supradictas tercio anno pro castro suo de Varey a nobis rehabendo. Alia vero quatuor millia librarum Viennensium de dictis decem millibus recepimus ab eodem pro solutionibus dictum tercium annum quo castrum suum de Varey rehabere poterat precedentibus. Quod circa ipsum dominum Comitem de omnibus conventionibus occasione predictorum inter ipsum et nos habitis super castro de Varey liberamus, quittamus totaliter et absolvimus. Et promittimus prefato domino Comiti presenti et recipienti, nomine suo et dicte consortis nostre et cuiuslibet alterius cuius interest vel interesse posset, bona fide et per stipulacionem sollempnem et sub obligatione bonorum nostrorum omnium, dicta decem millia librarum Viennensium dotalia dicte Domine Johanne consorti nostre, vel ei ad quem dotis repetitio competet restituere plene et integre in omni casu et eventu dotis restituende. Renunciantes, etc. In cuius rei testimonium sigillum nostrum presentibus duximus apponendum. Datum ultima die marcij. Anno domini millesimo tricentesimo primo.

(Arch. Turin. Duché de Genevois. Paq. 3, N° 7.)

386

1301, 3 Avril. — *Béatrix, dame de Faucigny, approuve le prononcé des arbitres, en date du 24 mars précédent, et reconnaît devoir mille livres genevoises à Amédée, comte de Genevois.*

Nos B. filia inclite recordationis Domini Petri comitis Sabaudie, Domina terre fucigniaci, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod cum Dominus Amedeus Comes gebennensis, carissimus nepos noster, et nos, dederimus potestatem Domino Humberto de bocesello Domino de Geria, domino Petro de Duyns, domino Guigoni Vagnairdi, militibus, Petro de Avalone, Jacobo eschaqueti, iuris peritis, et Petro Coperii, ad ordinandum secundum quod eis visum fuerit super dampnis datis nobis et gentibus nostris hinc et inde, a festo Natalis domini proxime preterito fuit annus elapsus citra, qui predicti super predictis dampnis, rancuris et homicidiis a dicto tempore citra ordinaverunt, prout in litteris inde confectis sigillis suis sigillatis plene continetur. Nos dicta B. dictam ordinacionem, cum suis capitulis, laudamus, confirmamus et iuramus super Sancta Dei Evangelia firmiter observare. Promittentes nos soluturam bona fide eidem nepoti nostro vel mandato eius mille libras gebennenses prout ordinatum fuit per eosdem superius memoratos. Sed ut comodius solutionem predictam facere possimus, promittimus nos soluturam medietatem dicte quantitatis pecunie in proximo festo B. Marie Madalene, et aliam medietatem in nundinis Clusie subsequentibus, dictam ultimam solutionem in tantum de voluntate ipsius nepotis nostri prorogantes, et nihil aliud ordinationi superius nominatorum detrahentes. Et pro predictis solutionibus firmiter attendendis, nos dictus Humbertus de bocesello et P. de Avalone, et P. Coperii, de mandato dicte Domine B. sumus fideiussores, promittentes per stipulationem sollempnem et iurantes super Sancta Dei Evangelia, quod nos infra septem dies post requisitionem factam nobis vel cuilibet nostrum, per dictum Dominum Comitem, seu per suum nuncium, nobis vel in domibus nostris, veniemus apud Dominam vel apud monteuz prope gebennas, et inde non recederimus quousque dicta Domina B. solverit et tradiderit dictam pecunie quantitatem. In cuius rei testimonium nos dicta B. et nos dicti fideiussores sigilla nostra presentibus duximus apponenda. Datum teracie, die lune in crastino pasche. Anno Domini millesimo trecentesimo primo.

(Arch. Turin. Duché de Genevois. Paq. 3, N° 8.)

387

1301, 5 Mai. — *Coamally de Veigy achète la part d'Amédée Lingard de Miolens dans la succession d'Aimon Ravajo, frère de celui-ci.*

Littera de emptione facta per Coamally de hereditate Aymonis Rauajo apud Jussie. — Nos officialis curie Gebenn , etc. . . . . quod Amedeus lengardi de Myolens, de laude et consensu Humberserii et Guigonis, liberorum dicti Amedei, vendit . . . . Villelmo de Coamally de Veygie, ... omne jus, omnem rationem, actionem, querelam, et totam partem, portionem, frareschiam, mansionem, personalem, mistam, utilem et directam, quam et quas idem Amedeus habet et habere debet in omnibus rebus et bonis mobilibus et immobilibus, juribus, actionibus, que quondam fuerunt Aymonis rauajo de Jussie fratris quondam dicti Amedei, et hoc pro pretio viginti librarum bonorum gebenn. quam pecuniam dictus Amedeus confitetur se habuisse, etc. Datum Gebenn. tertio nonas Maii. Anno Domini m°. ccc°. primo.

(Arch. Gen. Liasse Jussie, N° 7.)

388

1301, Mai. — *Accord entre Amédée, comte de Genevois, et Barthélemy, prieur de St-Jean, au sujet des dimes à percevoir sur la forêt de Ver, située dans la paroisse de Confignon.*

Nos Amedeus Comes Gebennensis et nos frater Bartholomeus, humilis prior Sancti Johannis Gebennensis, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod cum questio seu controversia mota esset inter nos, de decimis novalium nostri dicti Comitatus nemoris de Ver siti in parochia de Cuffignon, super eo quod nos dictus Prior, nomine nostro et prioratus nostri predicti, asserebamus dictam decimam ad nos nomine quo supra totaliter pertinere ratione dicte ecclesie de cuffignon, que ad nos spectat nomine quo supra, et ratione longe consuetudinis quam ha-

buimus in percipiendis decimis dicte parochie, nobis dicto Comite in contrarium asserente et dicente, quod dicte decime novalium ad nos pertinent ex privilegio quondam concesso nostris predecessoribus a summo pontifice. Tandem nos predicti Comes et Prior, usi consilio saniori, pro nobis et nostris successoribus in Comitatu Gebennensi et prioratu predicto, pacem et transactionem fecimus in hunc modum. Videlicet, quod tertia pars dictarum decimarum dicti nemoris presentium et futurarum, prout fuerunt amodiata, seu accensata, vel alio modo collecta, per dictum priorem et Castellanum nostrum de ternie qui pro tempore fuerit, ad nos pertineat et successores nostros pacifice et quiete, et alie due partes pertineant ad nos dictum priorem et successores nostros in dicto prioratu pleno jure. Quam pacem et transactionem, nos dictus Comes et dictus Prior promittimus pro nobis et successoribus nostris in Comitatu et Prioratu predictis, bona fide firmiter obseruare et contra predicta vel aliquod predictorum, per nos seu per alium, non venire. Rogantes, per hanc presentem litteram, discretum virum dominum officialem Curie Gebennensis ut ipse sigillum dicte Curie huic presenti littere apponat unacum sigillis nostris ad majus testimonium premissorum. Datum apud Sacconay in domo nostra dicti comitis, mense maij, anno ab incarnatione domini millesimo tercentesimo et primo, cum appositione sigillorum nostrorum predictorum Comitis et Prioris. Et nos predictus officialis ad preces dictarum partium sigillum dicte Curie presentibus duximus apponendum unacum sigillis partium predictarum. Datum ut supra.

(Arch. Turin. Duché de Genevois. Paq. 3, N° 11.)

389

1301, 19 Juin. — *Quittance de cent livres genevoises, donnée par Jean de Chaumont, comme solde du prix d'une maison sise à Genève, qu'il avait vendue au comte de Savoie.*

Anno Domini mill°. tercentesimo primo, indictione quatuor decima xiii Kal. Julii, in presentia mei Notarii, etc, constitutus Johannes de Chaumonz civis Gebenn., ex una parte, et Reymondus Ocheru de Fes-

terna, ex altera. Dictus Johannes confitetur . . . . ad requisitionem dicti Reymondi, ad opus . . . . D. Amedei, Comitis Sabaudie, recepisse a dicto D. Comite per manus dicti Reymondi centum libras bonorum denariorum gebenn. de residuo cujusdam debiti centum et quadraginta librarum Gebenn. in quo dictus D. Comes eidem Johanni tenebatur, ex venditione cujusdam domus site Gebenn. ad ripam lacus. Actum Gebenn. ante domum Nycoleti Picolerii . . . . Testes, Nyc. Picolerius et Mermetus Tavelli cives Gebenn., et ego Riferius de Vernier, Notarius, etc. . . .

(Arch. de Turin. Reg. eccl. Genève. Catég. 3, Paquet 1, N° 2.)

390

1301, 7 Juillet. — *Pierre de Chissy, damoiseau, renonce à toutes prétentions et réclamations contre l'évêque Martin et l'église de Genève.*

Anno Domini mill°. tercentes°. primo, indictione quatuor decima, nonas Julii. . . . . P. de Chissye, domicellus, solvit et remisit . . . D. Martino, divina permissione Episcopo Gebenn. . . . omnes actiones reales, personales et injurias, pro se et suis, quas idem P. posset petere ab eodem D. Episcopo et ecclesia Gebenn., vel habebat erga predictum D. Episcopum et ecclesiam Gebenn. vel habere poterat, usque ad diem confectionis istius publici instrumenti, etc. Ad hoc fuerunt vocati . . . testes, D. Emericus de Chissye, curatus de Thono, Ansermus David Judex terre Fulcigniaci, magister P. de Bona curatus de Fleyrie, D. Johannes de Russins curatus de Coponay, Ramusius de Chyssie et plures alii. Actum apud Jussye in aula D. Episcopi. Et ego Jacobus Valterii de Clusis, Notarius, etc.

(Arch. de Turin. Reg. eccl. Genève. Catég. 1, Paq. 3, N° 1.)

391

1301, 9 Juillet. — *Vente au curé de Gex de terres situées à Colex, avec réserve pour le vendeur et son seigneur de la faculté perpétuelle de rachat au même prix.*

Nos officiaz de la cor de Geneva, facons savoir a tot cez qui veront cez presenz letres, que par devant nostr comandamant su est a savoir par devant Johant de Fernay Cler jurey de nostre cor, auquel nos avons commis et cometons nostre foyz et nostres voyes, par devant le dit Cler, por ce especiamment establiz don Villermos Encureiz de Jaiz, li dit Curez confesset et en veritey reconoit que il a achetey de Mermet de Bioley de Colay does peces de pré, les quez sont assises ou territoire de Colay, de que li one est assise ou lue qu'on apallet en grant pra ; d'une part tint Villermos dit Villars de Colay, de atre part teniont li her Ermengon du poys de Colay ; et li atra peci de pra est assise on lue qu'on dit en eyn ; d'une part teniont li her Perret Donpoys de Colay, de atre part tin Anchaniers de Colay ; por le pes de catre livers de genevois, les quez quatre livers confesset li dit Mermet aveir eu en bons deniers numbrez. Apres est acordey entre les dites parties que li dit Curez de Jayz fat grace especcial ou dit Mermet, que il vot que li dit Mermet poit totes foiz qu'il voudra racheter les dites does peces de pré par les dites catre libres, ou se il avenoit par aventure que li dit Mermet ne les rachetat, veut et outréet li dit curez de Jayz, par le comant dou dit Mermet de Biollay, que nobles barons et sages Guillaumes de Janvilles, sires de Jayz, ses Sires liges dou dit Mermet, poit avoir et racheter les ditess does peces de pra par les dites quatre libres, quar lé dit Mermet confesset qu'eles sunt dou feu dou dit seniour de Jayz. Le quel rachat veut li dit curez et outreet es devantz dit Mermet et Monsire de Jayz, et permet li dit curez par son seurement sus seint Avangeles qu'il prendra dou dit vendiour ou dou dit Sire de Jaiiz les dites quatre libres totes les foit que li dit sires de Jayz ou li dit Mermet les li paeront, et que les dites does peces de pra de susdites et des visées, remanionț a celluy de ces does de sus numez qui paera les dites catre libres. Ou temoin de la quel chose nos li devantz dit officiaz, a la prière et a la requeste de les dites parties, en sy qu'il nos est témoine par le dit jurey de nostre cor, avons mis nost sel de la cor de Geneva en ces presentz lettres, donnees

le lousdi apres lannonciation de nostre dame Virgene, en l'ant de nostre seniour qui cor par mille et tres cez et un ant.

(Arch. Turin. Prov. de Genevois. Paq. 10, Colex.)

392

1301, 19 Novembre. — *Le curé de La Roche reconnaît tenir de l'évêque Martin, en bénéfice viager, dix livres qui sont dues chaque année par la dite ville à l'évêque, à raison de son droit de personnat.*

Anno Domini mill°. tercentesimo primo, indictione decima quinta, xiii Kal. Decemb. In presentia mei Notarii, etc., confitetur . . . D. Henr. de Seyrier, curatus ecclesie de Ruppe, se tenere in personali beneficio ad vitam suam naturalem super dicta ecclesia de Rupe, decem libr. Gebenn. quas eidem contulit ad vitam suam . . . D. M. divina gracia Episcopus Gebenn. Item confitetur quod ad dictas decem libr. nomine personatus tenetur dicta ecclesia de Rupe obligata, et quicunque curatus ecclesie predicte tenetur ad dictum personatum persolvendum annis singulis ad mandatum D. Episcopi Gebenn. Item quod predecessores dicti D. Epi. consueverunt dare et conferre dictum personatum clericis prout eisdem placebat . . . . . quociens dictus personatus vacabat. Actum in longua mala, presentibus D. Henrico de Chisier curato de Togno, D. Johanne de Rusins curato de Copunay, D. Nicholao de Massungie curato S. Mauricii de Arbier et Petro de Anassiaco dicto de Veygiez, testibus . . . . . Et ego Jac. de Corsiaco, Notarius, etc. Nos autem Officialis Gebenn., etc.

(Arch. Turin. Reg eccl. Genève. Catég. 1, Paq. 3, N° 1.)

393

1301, 9 Décembre. — *François Loudet reconnaît tenir de l'évêque de Genève une terre en emphithéose ou abergement perpétuel.*

Littera de xij den. censualibus quos debet Franciscus loudet et de homagio ligio. — Anno Domini mill°. tercentesimo primo, indictione

decima quuinta, quinto Idus Decembris . . . . Franciscus filius quondam D. Petri loudet, militis, homo Episcopi Gebenn. prout confitetur . . . . . recognovit se tenere in emphiteosim seu in albergamentum perpetuum a Domino M. Gebenn. Episcopo . . . . quandam peciam terre sitam en thauz, in capite seu summitate montis de thauz, supra villam in Salaz, per terminos ibidem positos de mandato dicti D. Episcopi, pro duodecim denariis Gebenn. censualibus, solvendis quolibet anno in festo B. Michaelis, etc.

(Arch. Gen. L. Salaz, N° 17.)

394

1302, 12 Février. — *Contesson de Genève, fille de feu le comte Aimon et femme de Jean de Vienne, seigneur de Miribel, reçoit quatre mille livres viennoises d'Amédée, comte de Genevois, et renonce à tous droits et prétentions sur le dit comté.*

Anno domini millesimo tercentesimo primo, Indictione quarta decima, pridie idus februarii, in presencia mei notarii et testium subscriptorum, Illustris Domina Contessuns de Gebennis, domina Miribelli, filia quondam inclite recordationis domini Aymonis Comitis Gebenn., de jure suo linga materna certificata per me notarium infrascriptum, sciens et spontanea, de voluntate et expresso consensu nobilis viri Domini Johannis de Vianna, viri sui, presentis, volentis et sponte consentientis, quittat pro se et suis heredibus et successoribus in futurum, solvit perpetuo penitus et remittit illustri viro domino Amedeo comiti Gebennensi, pro se et suis heredibus et successoribus in futurum recipienti, quicquid juris, actionis, rationis, ipsa habet, habere potest et debet seu habere videtur ex quacunque causa seu successione patris sui, seu alicujuscunque alterius persone, in comitatu Gebennensi et pertinenciis suis, pro quatuor mille librarum Viennenslum, quas ipsa confitetur et recognoscit, ad requisitionem dicti domini comitis, se habuisse et recepisse a dicto Domino A. comite Gebenn. in bona pecunia numerata, ex causa superius nominata, et se tenet et habet de dicta summa pecunie plenarie pro contenta et soluta. Transferens in eundem Dominum A. comitem, pro se et suis successoribus,

recipienti, omnia jura et actiones reales et personales, meras, mixtas, utiles et directas, civiles et pretorias, sibi et suis heredibus et successoribus competentia et competentes in comitatu predicto et pertinenciis suis, et eundem Dominum Amedeum comitem fecit procuratorem in rem suam. Promittens per juramentum suum super sancta dei evangelia corporaliter prestitum, pro se heredibus et successoribus suis, contra predictam quittationem perpetuo non venire, verbo, facto, opere vel consensu, nec alicui contrafacere vel venire volenti in aliquo consentire. Renuncians etiam in hoc facto, ex certa scientia, per prestitum iuramentum suum, exceptioni deceptionis, doli mali, vis, metus, in factum actioni, condictioni sine causa, vel propter injustam causam, exceptioni dicte pecunie non numerate, non tradite sibi et non recepte, et spei future numerationis, et omni juri per quod deceptis in contractibus in dimidia justi precii vel ultra dimidiam justi precii subvenitur, exceptioni fori, petitioni et oblationi libelli, presentis instrumenti copie et transcripto, et omni juris auxilio canonici et civilis, per quod posset venire per se vel per alium contra predicta vel aliquid de predictis, aut in aliquo se tueri, jurique dicenti generalem renunciationem non valere nisi precesserit specialis. Actum apud Iedonem in domo fratrum minorum, presentibus illustribus viris Domino Johanne de cabilone domino de Arlato, Domino R. comite montis bellicardi, Domino Johanne domino montis falconis, Domino Valtero fratre suo domino de Villanfens, Domino Guillermo Abbate de balerna, Domino Girardo domino de Arguel, et pluribus aliis testibus ad hec specialiter vocatis et rogatis. Rogans insuper dicta Domina Contessuns dictum Dominum comitem montis bellicardi, de voluntate et consensu dicti Domini Johannis viri sui ut ipse sigillum suum, vice et nomine ipsius Domine Contessuns, presenti instrumento apponat in testimonium veritatis, quia sigillum proprium non habet prout dicit. Rogans etiam dictos dominum Johannem de cabilone, Dominum Johannem, et Dominum Valterum de monte falcone fratres, ut ipsi sigilla sua apponant huic publico instrumento ad majus robur et clarius testimonium omnium premissorum et ad perpetuam memoriam rei geste. Que omnia et singula suprascripta prefatus dominus Johannes de Vianna, maritus dicte Domine Contessuns laudavit, grantavit, et in quantum sua interest vel interesse poterit confirmavit, promittens per iuramentum suum ad sancta dei evangelia corporaliter prestitum, contra predicta vel aliquid de predictis perpetuo non venire vel facere, nec alicui contrafacere vel venire volenti in aliquo consentire,

verbo, facto vel alio quoquomodo. Actum et datum ut supra, presentibus testibus quibus supra. Ego clemens de Iuria publicus notarius auctoritate imperiali, et juratus curie Domini officiališ, et Domini comitis Gebennensis, hiis omnibus interfui, rogatus scripsi, in formam publicam redegi et signo meo consueto signavi presens publicum instrumentum. In quorum omnium et singulorum majus robur et clarius testimonium, et ad perpetuam memoriam rei geste, nos predicti Johannes de Vianna, R. Comes montis bellicardi, Johannes de Cabilone, Johannes et Valterus de monte falcone fratres, sigilla nostra presentibus duximus apponenda. Datum ut supra.

(Arch. Turin. Duché de Genevois. Paq. 3, N° 9.)

395

1302, 9 Septembre. — *L'évêque Martin achète pour soixante sols la redevance annuelle d'une coupe de froment, assignée sur une vigne située à Jussy.*

Littera de una octana frumenti vendita per humbertum suttorem. — Anno Domini mill°. ccc°. secundo, indictione quinta, v°. idus septembris . . . constitutus Humbertus de iussie, suttor, . . . vendit precio sexaginta solid. gebenn. habitorum et receptorum . . . . Domino M. Episcopo Gebenn. . . . in perpetuum, unam octanam frumenti pulchri et receptibilis. Quam octanam assetat idem venditor super vineam et terram ipsius Humberti contiguas sitas apud iussie in loco dou morer, juxta terram es vichars . . . . et heredum bosonis fabri . . . et adheret vie qua itur de castro iussie versus langinum. Que quidem res sunt de feodo ligio dicti Domini Episcopi et ipse Humbertus est homo ligius, etc.

(Arch. Gen. L. Jussie, N° 25.)

396

1302, 16 Novembre. — *Vente par Guillaume Conamally à l'évêque Martin de la moitié de l'héritage d'Aimon Ravajo, situé à Jussy.*

Littera de venditione quam fecit conamally de hereditate Aymonis Rauajo Episcopo M. — Anno Domini m°. ccc°. secundo, indictione prima, die veneris post festum B. Martini yhemalis . . . in presentia mei Notarii . . . Willelmus dictus Conamally de Veygie, vendit . . . precio septem librarum gebenn. quam pecuniam confitetur se habuisse . . . D. M. dei gratia Episcopo Gebenn. omnia que ipse possidet per se vel per alium in villa et territorio de Jussye, que quondam fuerunt Aymonis Rauajo, videlicet terras, prata, vineas, arbores, census, seruicia, usagia, et res alias quocunque nomine censeantur, de quibus rebus et possessionibus que quondam fuerunt dicto Aymoni rauagio, dictus Willelmus venditor possidet medietatem pro indiuisso et Petrus frater eius quartam partem, et D. Will°. bretons aliam quartam partem. Pro quibus rebus sic venditis idem Willelmus confitetur se esse et velle esse hominem ligium dicti D. Episcopi et de ipsis fecit et reddit homagium ligium dicto D. Episcopo. Hanc vero venditionem laudant, grantant et confirmant dicti D. Will°. bretons et Petrus foudra, etc. . . .

(Arch. Gen. L. Jussie, N° 8.)

397

1303, 4 Mars. — *L'évêque Martin achète pour soixante sols une vigne située à Jussy, puis la remet en abergement au vendeur moyennant la cense annuelle d'une coupe de froment.*

Littera de una octana frumenti empta apud Jussie ab Hudrico barberii. — Anno Domini millesimo tercentesimo secundo, indictione prima, die lune post dominicam qua cantatur reminiscere . . . . constitutus Hudricus barberii de Jussie, . . . vendit Domino M. dei gratia Gebenn. Episcopo

presenti . . . . precio sexaginta solidorum Gebenn. quam pecuniam dictus venditor confessus est se habuisse . . . . unam peciam vinee sitam apud Jussie, juxta clausum dicti D. Episcopi, et terram et vineam Amedei mistralis . . . que vinea est de feodo dicti D. Episcopi. Quibus sic actis, dictus D. Episcopus albergat et in emphiteosym dat dicto Hudrico dictam peciam vinee pro una octana frumenti pulchri et receptibilis annuatim apud Jussie, etc.

(Arch. Gen. L. Jussie, N° 22.)

398

1303, 17 Mars. — *Vidimus par l'official de Lausanne d'une lettre de sauvegarde donnée aux marchands d'Italie par Amédée, comte de Genevois, et accompagnée du tarif des sommes qu'ils ont à lui payer pour chaque espèce de marchandises.*

Nos Officialis curie lausannensis, notum facimus universis quod nos vidimus et de verbo ad verbum legimus et inspeximus quasdam litteras sanas et integras, non abolitas, non cancellatas, non viciatas, non rasas, nec in aliqua sui parte corruptas, sigillo illustris viri domini Amedei comitis Gebennensis sigillatas, signoque Villelmi de crusilia auctoritate imperiali notarii publici signatas, prout prima facie apparebat, quarum tenor talis est. — Nos Amedeus comes Gebennensis notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod nos de bona voluntate et beneplacito conspecta utilitate subjectorum nostrorum, recepimus et recipimus in nostra salva, protectione, custodia, guidagio, et conductu, solventes infrascriptas pecunie quantitates tam pro pedagiis, quam pro custodia, protectione, guidagio, et conductu, omnes et singulos merchatores et viatores Romanos, florentinos, lucanos, senenses, pistorienses, urbevetanos, mediolanenses, placentinos, laudenses, venetos, januenses, hostecenenses, Albanenses, comanos, pratenenses, bononienses, palmenses, et ceteros alios merchatores toschanos, lombardos, provinciales et ytalicos, omnes eorumque nuntios, familiares, merces, res et mercamdantias seu mercaturas quascumque, euntes, redeuntes, stantes et transeuntes per totam terram nostram, stratas, posse et districtum nostrum et ca-

minos nostros et castrum de Varey et ejus mandamentum, ita tamen quod dampna facta per homines castri et mandamenti de Varey et per alios redeuntes ibidem vel inde discedentes totaliter emendaremus, de aliis autem posse nostrum bona fide faceremus ne aliquis ibi forefaciat merchatoribus supradictis. Unde convenimus et promictimus vobis Dominis Conraldo de coucorrezio legum professori et Jacobo bassio de canturio, nuntiis et ambassatoribus specialibus universitatis mediolanensis, nec non universitati merchatorum civitatis et districtus ejusdem ad hoc specialiter destinatis, et tibi Guillelmo de Crusilia auctoritate imperiali et nostra publico notario, recipientibus vice et nomine omnium singulorum dictorum merchatorum et cujuslibet cujus interierit, quod si aliquis dictorum merchatorum, vel eorum nuntij aut familiares, offensam, dampnum, aut injuriam aliquam in personis vel rebus receperint, aut incurrerint, in terra, districtu, posse et stratis nostris, per fures, predones vel alios offensores, exceptis illis qui sunt de terra et districtu Domini comitis Sabaudie, nos illud dampnum, illamque injuriam et offensam, merchatori dampnum passo vel ejus nuntio emendabimus et satisfaciemus, infra quadraginta dies continuos postquam injuria, offensio, sive dampnum probatum et probata fuerit coram nobis vel ballivo nostro, crediturі super rebus ablatis vel disperditis solo juramento merchatoris iniuriam vel dampnum passi, vel socii sui alterius pro eo, legitima taxatione premissa, exceptis furtis privatis factis in hospitiis de quibus tenemur tantum ad justitiam faciendam secundum jus vel consuetudines loci. Prohibemus etiam, publice statuentes, ne aliquis vel aliqui a vecturalibus, carratoribus vel eorum nuntiis aliquid de rebus vel mercimoniis dictorum merchatorum emat vel pignori accipiat. Et si contra hoc factum fuerit per aliquem, expresse concedimus, quod merchator cujus res obligata vel alienata fuerit libere capiat per se et nuntios suos et rehabeat sine contradictione et difficultate aliquibus. Et nos huiusmodi res et merces merchatoribus restitui faciemus nulla in eis retentione habenda. Ita pro aliquibus de dictis terris et locis in partibus predictis, merchator vel viator in persona vel rebus non impedietur, vel detinebitur, aut disturbabitur in terra, districtu, posse et jurisdictione nostris et castro de Varey ante dicto, ad instantiam alicujus persone de nostra vel aliena terra ob aliquam causam, querimoniam, guerram vel injuriam, laudum vel contra cambium debitum aut contractum, seu delictum commissum vel commictendum, nisi esset specialis debitor vel fideiussor aut delinquens in terra nostra, vel nisi justiciarii in quorum terra delinquisset

insequerentur usque in terram nostram hujusmodi delinquentem. Si autem aliquis merchatorum predictorum obierit in terra et juridictione nostra, aut nuntius vel serviens alicujus eorum, nos bona ipsius consignari faciemus et reddi heredi ejus vel suo socio de quibus constiterit aut nuntio capitanei universitatis predictorum merchatorum, quam cito nobis vel ballivo nostro fuerit postulatum, si ille qui bona receperit voluntatem defuncti exequatur. Omnes predictos merchatores et viatores predictorum locorum tractabimus et tractari precipimus equabiliter in pedagiis infradicendis. Omnes insuper malas, toltas et pravas consuetudines presenti edito cassamus et irritamus, de cetero nullatenus innovandas vel inponendas. Volumus et ex tunc concedimus, ne aliquis de predictis merchatoribus solvat pedagium in terra nostra de equo quem duxerit pro usu suo, vel equitatura, data tamen fide per eum, quod non ducit causa vendendi dictum equum seu equitaturam, sed solum ad usum suum. Item si aliquis dictorum merchatorum passus fuerit dampnum aliquod extra juridicionem et posse nostrum, bona fide juvabimus quod de dampno et injuria factis, ipsi passo sit integre satisfactum, ubi enim dicit superius, alterius pro eo qui dampnum passus fuerit intelligimus ab eo legitime constitutum. Predicta omnia et singula promictimus et tenemur bona fide observare et contra per nos vel per alium non facere vel venire, presentibus literis, per annum unum continuum et completum postquam capitaneo merchatorum ipsorum in nundinis campanie fecerimus nuntiari, nos nolle ipsos per terram nostram conducere vel salvare, ac non ulterius valituris. Pro quibus et singulis omnibus, merchatores tenentur et debent in uno vel pluribus de castris vel locis nostris, prout nobis videbitur, dare et solvere mandato nostro pro qualibet quarga drapporum duos solidos Gebennenses, et pro qualibet quarga cere duos solidos, et pro qualibet quarga davere de peys duos solidos, et pro balla seu quarga veneciana duos solidos, et pro equo de garda duos solidos, et pro quarga lane duodecim denarios, et pro quarga fustaneorum duodecim denarios, et pro quarga ferramentorum duodecim denarios. Et pro predictis summis pecunie solvendis ut supra, omnes merchatores predicti sint quitti in tota terra nostra vel loci, districtu et posse nostri. In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus literis duximus apponendum. Actum Anassiaci burgi in ecclesia sancti Mauricii, testibus presentibus ad hoc vocatis et rogatis, discretis viris Domino Eymione decano de Awillionay, Jacobo eschaqueti, Stephano eschaqueti, fratribus, et Domino Rodulpho de ponte vitreo, milite. Et ego Villelmus de Crusillia supradictus notarius, hiis

premissis omnibus presens fui et de mandato predicti Domini comitis hanc cartam scripsi et tradidi signatam signo meo. Et est sciendum quod predictam tradidi et scripsi de mandato predictorum Ambassatorum. — In cujus visionis testimonium nos officialis curie Lausannensis predictus sigillum dicte curie lausannensis presentibus literis duximus apponendum. Datum Lausanne Anno domini millesimo tercentesimo secundo, die dominica qua cantatur Letare Jherusalem.

(Arch. Turin. Duché de Genevois, Paq. 3, N° 10.)

399

1305, 18 Octobre. — *Richard, coseigneur de Duing et seigneur de Vuflens-le-Château, donne en préciput à ses fils, Pierre et Richard, sa maison forte de Beau-Vivier, ainsi que ses moulins, sa pêcherie, son battoir et son four de Verthier.*

Anno ab incarnacione domini millesimo tercentesimo quinto, indictione tercia, decimoquinto Kalendas Novembris, coram me notario et testibus infrascriptis, per hoc presens publicum instrumentum cunctis appareat evidenter, quod Dominus Richardus, Condominus de Duygnyo et dominus de Vuflens lu Chatel, miles, de jure et facto suo plenius certificatus et instructus, donavit Petro et Richardo filiis suis tamquam bene meritis, donatione mera, pura, simplici et irrevocabili inter vivos et mihi notario infrascripto tamquam publice persone stipullanti et recipienti, nomine et ad hopus dictorum Petri et Richardi, heredum et successorum suorum, ultra portionem sibi contingentem in bonis et rebus suis et hereditate sua, domum suam fortem de bello Viuerio cum fossatis et plateis et pertinentiis omnibus dicte domus infra dicta fossata, unacum dominio et juridicione infra dicta fossata. Item piscatoriam et mollendina et baptitorium et furnum suum de Verters. Que predicta omnia donavit dictus dominus Richardus predictis Petro et Richardo filiis suis, et mihi notario stipullanti et recipienti nomine ipsorum et nomine omnium quorum interest et interesse posset, cum omnibus juribus, dominiis et jurisditione, ingressibus et egressibus, pascuis et aquarum decursibus, et cum omnibus juribus quibuscumque quomodocumque et qualitercumque pertinentibus

et spectantibus ad dictam domum infra dicta fossata, et res predictas sub modo et forma qui sequitur, quia voluit dictus Dominus Richardus quod dicta domus cum suis pertinentiis predictis et rebus predictis datis Petro et Richardo predictis, post decessum dicti Petri, ad dictum Richardum et heredes suos in solidum deveniant pleno jure. Item voluit et ordinavit quod predicta domus cum pertinentiis suis non possit vendi nec alienari per dictos filios vel alterum ipsorum, nisi inter liberos alios et liberis aliis domini Richardi predicti, si eam habere et emere voluerint. Item voluit et ordinavit quod Domina dicta Prinoda, filia sua, quamdiu vixerit, habeat habitationem in domo predicta et utatur de rebus ibidem existentibus ad voluntatem suam. Et de predictis rebus tot et tantas donationes fecit dictis filiis suis dictus Dominus Richardus, per diversa temporum intervalla, quod ne ulla ipsarum donationum quingentos aureos summam excedat. Quam dictam donationem et predicta omnia et singula dictus Dominus Richardus bona fide et per stipulationem sollempnem promisit per se vel per alium nullo modo contra facere vel venire, et si qua dubitatio in posterum super dicta donatione oriretur, voluit dictus Dominus Richardus, quod illud dubium et obscurum interpretetur in favorem et utilitatem Petri et Richardi predictorum filiorum dicti domini Richardi. Renunciando per pactum expressum et bona fide, exceptioni dicte donationis non rite et legitime facte et doli mali et in factum, et juri quo dicitur donationem inter patrem et filium non consistere et per quod dicitur donationem ultra quingentorum aureorum summam sine insinuatione non valere, copie et transcripto presentis instrumenti, et note peticioni, et oblacioni libelli, et cuicumque juri canonico et civili quod dicto domino Richardo ad veniendum contra predicta posset competere, vel prodesse. Et de predictis omnibus, precepit mihi notario infrascripto fieri publicum instrumentum quod possit una vice et pluribus, fortius quam fieri poterit, dictari et refici ad consilium sapientum. Actum apud bellum Viuerium in domo predicta, presentibus testibus, domino Jacobo priore tallueriarum, Jaqueto et Peroneto filiis quondam Vullielmi de maisier, peroneto Richardi domicello, domino Jacobo de montouz milite, et pluribus aliis. Item voluit et ordinavit dictus dominus Richardus quod si contingeret dictum Richardum decedere sine heredibus ex suo corpore legitime procreatis, quod dicta domus ad alios liberos dicti domini Richardi deveniat pleno jure cum rebus superius datis. Et ego Aymo de Mentons auctoritate imperiali et domini Comitis Gebennensis publicus notarius, hiis omnibus universis et singulis presens fui et rogatus per

dictum Dominum Richardum, hanc cartam scripsi, et omnia predicta in formam publicam redegi, tradidi et signo meo michi solito signavi, unacum signo curie predicti domini Comitis Gebenn.

(Arch. Turin. Prov. de Genevois. Paq. 1, N° 40.)

400

1310 (?), Juin. — *Bail d'une vigne, à deux tiers de fruit pour le preneur, consenti par Jaquete de Ternier, abbesse de Bonlieu.*

Anno ab incarnacione domini millesimo tercentesimo decimo . . . . junii, coram me notario . . . . . Jaqueta de Ternie humilis abatissa soror monasterii boni loci, sciens et spontanea, non vi, non dolo, non metu ad hoc ut ipsa confitetur conuenta, sed ex sua certa sciencia et voluntate spontanea, tradidit et concedit, nomine suo et conuentus sui boni loci et successorum suorum, in societatem perpetuam infrascriptam Aymoneto dicto bellossier de sersens recipienti pro se et heredibus suis videlicet, quamdam peciam terre et plantate vinee sitam subtus nemus de rouareaz, inter nantem dictum de rouareaz ex parte inferiori, et inter terram et nemus de rouareaz ex parte superiori, et inter terram de rouareaz ex duabus partibus, sicut per terminos lapideos ibi positos determinatur, itacum actum est in pactis deductum inter partes predictas, quod dictus Aymo et heredes sui faciant et excolant et teneantur facere et excolere bene et fideliter suis propriis sumptibus, laboribus et expensis, vineam in dicta pecia terre, et quod dicte partes annis singulis diuidant totam vindemiam peruenturam et excrescentem in dicta vinea, et quod dicta domina abbatissa et conuentus boni loci percipiant tertiam partem dicte vindemie totius musti pro suo decimo directo, et dictus Aymo et heredes sui habeant et percipiant annis singulis alias duas partes et residuum dicti musti et fructuum predictorum pro suis laboribus et expensis. — Inuestit dicta domina Abbatissa nomine quo supra de dicta pecia terre et plantate dictum Aymonem nomine suo et quo supra recipientem et in possessionem corporalem vel quasi inducit ipsum de eadem pecia terre et plantate per concessionem presentis instrumenti. Se et suos pe-

nitus deuestit de dicta pecia dicta domina abbatissa, promittens nomine suo et quo supra dicta domina abbatissa per stipulationem bona fide vallatam et sub voto religionis sue dicto Aymoni nomine suo et quo supra sollempniter stipulanti et recipienti, dictam peciam terre et plantate cum suis appenditiis eidem aymoni et suis heredibus manutenere in pacem ab omnibus et contra omnes, in iudicio et extra, suis propriis sumptibus et expensis, modo et forma superius declaratis, et contra predicta vel aliquid predictorum de cetero non facere vel venire facto, consilio vel consensu, sed premissa firmata perpetuo attendere et inuiolabiliter obseruare. Et dictus Aymo promittens per iuramentum suum nomine quo supra facere et excolere et cultiuare bene et fideliter dictam vineam et eciam bona fide reddere dicte domine abbatisse vel suo mandato partem suam et decimam dicti musti ut superius est expressum. Volentes dicte partes de hoc fiant duo paria publica instrumenta eiusdem tenoris, ita quod instrumentum Aymonis sigillatur sigillo dicte domine abbatisse. Renunciatque, etc. . . .

Actum apud bonum locum, ante domum coquine, coram testibus ad hoc vocatis et rogatis Peroneto de Andilie fabro, Hugoneto dicto mostardaz de contaminaz et Anssermo de bono loco clerico. Et ego Amoudricus de Jonzie aule imperialis publicus notarius et curie domini Comitis Gebenn. juratus, hiis omnibus presens fui, inde rogatus a dictis partibus scripsi, compleui, et signaui fideliter istam cartam.

(Communiq. en original par M. Eloi Serand, archiviste de l'Association Florimontane.)

401

1180. — *L'abbaye de St-Maurice rachète de Guillaume, comte de Genevois, l'avouerie de Commugny, qui avait été engagée par Amédée de Blonay à Aimon, comte de Genevois, et à Amédée son fils.*

In nomine patris et filii et Spiritus Sancti. Notum sit omnibus, quod Amedeus de blonai pater Valcherii, advocationem de communiaco que est ecclesie auganensis, et quam ab eadem ecclesia ipse Amedeus tenebat,

misit in vadimonium Aimoni comiti gebennensi et Amedeo filio eius. Quanta vero mala et quam gravia damna predicte ecclesie inde provenerint, non est leve quid ad dicendum. Comes siquidem ex huius occasione gaugerie et advocationis sepius communiacum veniens, ibi pernoctavit quasi dominus et advocatus, magnas sibi procurationes exhiberi fecit. Homines ipsius comitis hominibus ecclesie auferebant sua, cotidie rapine, depredationes, devastationes, fiebant, ita ut incole illius loci relictis domibus, relictis vineis et agris suis, discedentes in exteris etiam regionibus dispergerentur. Ecclesia vero agaunensis clamavit et reclamavit ad deum et ad dominum papam, tandem ne omnino ipsa communiaci destrueretur potestas, W. abbas Sancti Mauricii et fratres redemerunt gaugeriam et advocationem suam xxx libras genevensium a Willelmo comite gebennensi, laudante filio eius humberto. Ipse autem comes, et humbertus filius eius, pro reverentia martyrum, et pro remedio animarum suarum et antecessorum suorum, promiserunt atque laudaverunt, quod manutenerent communiacum cum appendiciis suis bona fide, firma pace, ad honorem et utilitatem ecclesie agaunensis, frumentum, vinum, annonam et ea que vellent fratres agaunenses ad se deducere, in suo conductu haberent usque ad porvalesium. Insuper ut cercius teneretur, de hoc cartam fieri preceperunt, et sigillo suo, et sigillo episcopi gebennensis, et episcopi Lausannensis signaverunt. Abbas vero et canonici attendentes eorum devotionem concesserunt eis, dum ipsi viverent, et quod promiserunt, tenerent semel in anno, sine magno equitatu, unius cene procurationem. Huius rei testes sunt, Giroldus de Langiaco. Petrus de Cletis, Willelmus de marval. Vuifredus de Conflens. Turumbertus de lucingiaco. Aimo de luliaco. Petrus et Stephanus de Communiaco. Carta ista scripta fuit anno M°. C. octogesimo ab incarnatione domini, epacta xxii. concurrente. ii. luna. viii.

(A cette charte pendent trois sceaux. — Arch. de Turin. — Titres relatifs à l'abbaye de St-Maurice, N° 8.)

402

1295, 16 Décembre. — *Donation faite à Bonmont par Guillaume et Aimon de Vesency, fils de feu Etienne.*

Nos officialis curie Gebennensis notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod coram mandato nostro videlicet Hugone de burgundia clerico curie predicte jurato a nobis specialiter destinato cui quantum ad hoc commisimus et committimus vices nostras, constituti Willermus et Aymo fratres filii quondam domini Stephani de Visencie militis, non vi, non dolo, non metu inducti, dant, donant, cedunt et concedunt in perpetuam helemosinam, pro remedio animarum dicti domini Stephani et aliorum predecessorum ipsorum fratrum, viris religiosis abbati et conventui boni montis et eorum successoribus, octo solidos censuales, de quibus albertus Seschallus et petrus de malval dicti rossel de tertignie debent . . . . . quadam pecia terre continente circa decem posas sitas inter . . . . . in loco dicto noserey iuxta terras illorum de mouray . . . . . debet duodecim denarios censuales de quadam posa terre vel circa quam tenet a dictis fratribus et debent solvi dicti octo solidi ad festum beati andree annuatim, de quibus octo solidis datis ut dictum est dictos religiosos investiunt et ponunt in possessionem per traditionem presentium litterarum. Ceduntque et concedunt ipsis religiosis omnia jura et omnes actiones sibi competentia et competentes in dicta causa, etc. . . . . .

In cuius rei testimonium sigillum curie predicte presentibus duximus apponendum ad preces dictorum fratrum nobis oblatas per dictum juratum referentem ita esse. Ad hec presentes fuerunt Johannes vice dominus de divona domicellus et Petrus de nanto, burgensis de nyons ut asserit idem juratus. Nos vero dicti Johannes et Petrus qui in predictis presentes fuimus sigilla nostra presentibus duximus apponenda ad preces dictorum fratrum. Datum die veneris post quindenam beati andree apostoli anno domini m°. cc°. nonagesimo quinto.

(Arch. de Lausanne. — Communiq. par M. le professeur Hisely.)

TABLE

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

DES

CHARTES IMPRIMÉES DANS CE VOLUME

926, 18 Janvier. — Plaid tenu à St-Gervais, près Genève, par deux délégués du roi Rodolphe, Hugues, comté palatin, et Anselme, comte du *pagus* équestre, pour juger une contestation entre Léotard et Bertagia, veuve d'Alteo. . . . . nº 329, page 376.

1005, 3 Mars. — Elesone donne à ses fils une vigne située à Denens, dans le *pagus* de Lausanne, entre l'Aubonne et la Menoge. Une des terres données comme confins appartient à St-Pierre de Genève. . . n. 1, p. 1.

1013. — Odilon, abbé de Romainmotier, remet en viager au nommé Teudon des terres situées à Perroi, dans le *pagus* équestre. . . . . n. 2, p. 1.

S. D. (avant 1032). — Odilon, abbé de Romainmotier, et Amalric, fils de Robert de Mont, sur l'ordre du roi Rodolphe, font un échange de terres et vignes situées à Bursins, dans le Comté équestre . . . . . n. 3, p. 2.

S. D. (entre 994 et 1049). — Valdo et Leotherius donnent à Romainmotier des vignes situées à Gland, dans le Comté équestre . . . . . n. 4, p. 3.

S. D. — Ymmo et Iscomburge, sa femme, donnent à leur fille Asila des terres situées à Gimel, dans le Comté équestre . . . . . n. 5, p. 3.

S. D. — Gerold, fils de Turumbert d'Aubonne, donne à Romainmotier une manse et un serf. . . . . n 6, p. 4.

S D. — Amalric donne à Romainmotier des terres situées à Bursins, dans le *pagus* équestre. . . . . n. 7, p. 4.

S. D. (entre 1049 et 1109). — Romainmotier remet en commende viagère à un de ses serviteurs des terres à Bursins, Germany, etc. . . n. 8, p. 5.

S. D. (vers 1144). — Arducius, évêque de Genève, concède au monastère de Bonmont une terre à Bogis. . . . . n. 9, p. 5.

1145. — Donations à l'abbaye de Bonmont, faites par Guigues et Amédée de Begnins, par Guibert de Servais, et par Pierre et Ogier de Givrins. . . . . n. 10, p. 6.

1146, Avril. — Aymon, seigneur de Faucigny, donne à son parent Aymon, seigneur de Blonay, des terres en alleu situées entre Brest et la Dranse. . . . . n. 11, p. 8.

1153, 1er Mars. — Bulle du pape Eugène III, qui prend sous sa protection le monastère de St-Jean de Genève et lui confirme ses possessions. . . . . n. 12, p. 8.

S. D. (vers 1160). — Anciennes donations faites à l'abbaye de Bonlieu par les seigneurs de Sallenove, de Chaumont et autres. . . . . n. 330, p. 378.

1163. — Donation faite à Bonmont par l'abbé de St-Oyen de Joux. n° 13, p. 10.
1166. — Accord entre l'abbaye de Bonmont et Etienne de Crassier. n. 14, p. 13.
1172. — Confirmation par l'évêque Arducius de dons faits à l'abbaye de Bonmont par divers seigneurs de Bière, de Mont, de St-Simphorien, d'Ecublens et de St-Oyen . . . . . n. 331, p. 379.
1180. — L'abbaye de St-Maurice rachète de Guillaume, comte de Genevois, l'avouerie de Commugny, qui avait été engagée par Amédée de Blonay à Aimon, comte de Genevois, et à Amédée, son fils . . . n. 401, p. 473.
1185, 21 Octobre. — Henri de Faucigny confirme à la Chartreuse du Reposoir des donations faites par son père Aymon et son frère Rodolphe . . . . . n. 15, p. 11.
1188. — Nantelme, évêque de Genève, confirme la donation d'une vigne faite à l'abbaye d'Aulps . . . . . n. 16, p. 14.
1188. — Donations faites à l'abbaye de Bonmont par Etienne de Bière. n. 17, p. 15.
S. D. — Transaction entre l'abbaye de Bonmont et les fils d'Ogger de Marins (ou de Marcins). . . . . n. 18, p. 16.
1200. — Guillaume de Faucigny accorde à la maison du Reposoir le droit d'établir une vanne dans l'Arve. . . . . n. 19, p. 16.
1201. — Gaucher, sire de Salins, fait donation à l'abbaye de Bonmont d'une certaine quantité de sel à livrer chaque année. . . . . n. 332, p. 381.
1202, 9 Octobre. — Aymon de Faucigny confirme à la Chartreuse du Reposoir la possession de tout ce qui se trouve dans les limites du dit monastère . . . . . n. 20, p. 17.
1204. — Accord entre l'abbaye de Bonmont et Raimond de Saint-Simphorien. . . . . n. 21, p. 17.
1204. — Nantelme, évêque de Genève, transmet à l'abbaye de Bonmont les églises de Vich, Burtigny et Grens. . . . . n. 22, p. 18.
1205, 18 Janvier. — Enquête par témoins faite par Nantelme, évêque de Genève, au sujet de l'église de St-Martin de Vich. . . . . n. 23, p. 19.
1205. — Donation à l'abbaye d'Aulps faite par Bernard, fils de Rodolphe de Salins . . . . . n. 24, p. 20.
1210, Février. — Aymon de Faucigny, sous la tutelle de Nantelme de Miolans, confirme des donations antérieures faites à la maison du Reposoir. . . . . n. 25, p. 21.
1219, 22 Février. — Arbitrage entre le Chapitre de Lausanne et l'abbaye de Bonmont . . . . . n. 333, p. 382.
S. D. (vers 1221). — Donation à Bonmont, faite par Jaques d'Aubonne, n. 334, p. 383.
1221. — Donations à l'abbaye de Bonmont par Albert d'Alerai, doyen d'outre-Rhône. . . . . n. 26, p. 21.
1224, 2 Juin. — Le prieur et le Chapitre de Filly se soumettent à l'abbaye d'Ainay . . . . . n. 27, p. 22.
1225, 13 Avril. — Confirmation par Thomas, comte de Savoie, des donations faites par ses prédécesseurs aux couvents d'Aulps et d'Abondance . . . . . n. 335, p. 384.
1228. — Pierre de Hauteville renonce à ses réclamations contre le couvent de Bonmont au sujet de terres à Grens et de vignes à Féchy. . n. 28, p. 23.

1233. — Extrait d'une lettre de Grégoire IX à l'évêque de Genève, lui donnant le pouvoir d'accorder de nouvelles indulgences pour l'achèvement de l'église de Genève . . . . . n° 29, p 23.
1234. — Amédée, seigneur de Gex, atteste que Mermier de Versonnex renonce aux droits qu'il prétendait avoir contre Bonmont . . . . n. 30, p. 24.
1235. — Jaques, seigneur d'Aubonne, donne à Bonmont une maison, dite Mounal, située sous l'église de St-Martin, à Bongy. . . . . n. 31, p. 24.
1236, 12 Janvier. — Aimon, seigneur de Faucigny, reçoit sous sa garde et protection le prieuré et les hommes de Chamonix . . . . . n. 336, p. 385.
1236, 24 Janvier. — Aimon de Savoie, seigneur d'Agaune et frère du comte Amédée, reconnaît qu'il a fait tort à Aimon de Blonay en percevant des droits régaliens sur la terre de St-Paul ; en conséquence, il lui en fait la restitution. . . . . n. 337, p. 385.
1236, 22 Novembre. — Donation d'un muid de froment, faite à l'église de Chamonix par Aimon, seigneur de Faucigny. . . . . n. 338, p. 386.
1236. — Les frères de Versonnex renoncent à leurs prétentions contre l'abbaye de Bonmont . . . . . n. 32, p. 25.
1238, Novembre. — Etienne, chevalier de Crassier, donne à Bonmont sa part des dîmes de Crassier et de Vesenay et la moitié d'un pré à Signy. . . . . n. 33, p. 26.
1240, 8 Juillet. — Don par Wullielme de Mont à Bonmont de trois coupes de froment sur son tènement de Antiez. . . . . n. 34, p. 26.
1245, Janvier. — Donation à l'abbaye de Filly par Jean, comte de Bourgogne et seigneur de Salins. . . . . n. 35, p. 27.
1245, 1er Février. — Aymon, évêque de Genève, donne quittance de 80 livres que lui devait le Chapitre de Lausanne. . . . . n. 36, p. 27.
1246, 13 Mars. — Abergement par le Chapitre de Genève d'une terre appelée la Charnia, près de Bonne . . . . . n. 37, p. 28.
S. D. (vers 1250). — Accord entre Humbert, prieur de Chamonix, et les fils de Guillaume Botelier. . . . . n. 339, p. 387.
1250, 30 Mars. — Bulle d'Innocent IV, adressée à l'évêque de Genève qui l'autorise à prononcer l'excommunication contre la personne et l'interdit contre les terres des nobles et barons de son diocèse, qui envahissent les biens ecclésiastiques. . . . . n. 38, p. 28.
1250, 17 Novembre. — Bulle d'Innocent IV, qui confirme au monastère d'Ainay ses possessions, notamment celles situées dans les diocèses de Genève, de Lausanne et de Sion. . . . . n. 39, p. 29.
1251, 3 Février — Donation d'une dîme à Bonmont par Henri, seigneur de Chauvent, frère d'Aymon de Grandson, évêque de Genève. n. 40, p. 30.
1251, Mars. — Donation faite à Bonmont par Boson de Compesières et son frère de leurs droits sur des hommes de Germany. . . . . n. 41, p. 31.
1251, 1er Mai. — Acensement de terres fait par l'abbaye de Bonmont aux frères Papar de Marchissy. . . . . n. 42, p. 31.
1251, 16 Novembre. — Guillaume, comte de Genevois, reconnaît devoir à son fils aîné Rodolphe sept mille sols et vingt livres genevoises. Il donne pour garants la comtesse sa femme et trois de ses fils. . . . n. 340, p. 388.
1251. — Donation faite à Bonmont par Pierre de Céligny. . . n. 43, p 32.

1253, Janvier — Don fait à Bonmont par la veuve et la mère de Guillaume de Gingins. . . . . n° 44, p. 33.
1253, Janvier. — Don fait à Bonmont par Amaudry, curé de Begnins. n. 45, p. 33.
1255, 28 Février. — Transaction entre le couvent de Bonmont et Jean de Crassier. . . . . n. 46, p. 33.
1255, Avril. — Convention entre Girod de Carouge et le curé de St-Léger de Genève, au sujet d'une pièce de terre sise à Carouge . . . n. 47, p. 34.
1255, Juillet. — Les frères Albanes, fils de feu Guy de Lucinge, reconnaissent tenir en fief de l'évêque de Genève tout ce qu'ils possèdent dans la paroisse de Ville en Salaz. . . . . n. 48, p. 35.
1256, Janvier. — Accord entre Etienne de Sergy et le couvent de Bonmont, au sujet de la terre de Syntrie. . . . . n. 49, p. 36.
1256, 22 Juillet. — Don fait à Bonmont par Girard de St-Saphorin. n. 50, p. 37.
1256, 5 Octobre. — Cession faite par Alix, comtesse de Genevois, à son fils Rodolphe, du château de Cornillon et de plusieurs autres fiefs, n. 341, p. 389
1256, 16 Novembre. — Don fait au Chapitre de Genève par Pierre Dardel, n. 51, p. 37.
1256, 20 Décembre. — Transaction entre le Chapitre de Genève et le curé de Bernex et Sézenove. . . . . n. 52, p. 38.
1257, 16 Mai. — Bulle d'Alexandre IV, adressée au Chapitre de Genève, au sujet des bénéfices ecclésiastiques . . . . . n. 53, p. 39.
1257, Mai. — Cession de droits au monastère de St-Victor, faite par Nantelme et Willelme d'Avully . . . . . n. 54, p. 39.
1257, 7 Juin. — Donation entre vifs, faite par Jacob de Rossillon à son frère Henri, de divers biens et droits . . . . . n. 342, p. 390.
1257, 10 Août. — Accord entre Aubert de Prevessin et l'abbaye de Bonmont. . . . . n. 55, p. 40.
1257, 11 Décembre. — Compromis entre Rodolphe, comte de Genevois, et Henri, son frère, par lequel ils nomment des arbitres pour juger toutes les contestations existant entre eux . . . . . n. 343, p. 391.
1258, 21 Février. — Transaction entre le Chapitre de Genève et Martin, curé de Bossey et d'Evordes. . . . . n. 56, p. 41.
1258, Mars. — Vente d'un casal, faite par Martin et Etienne de Cologny, frères, citoyens de Genève, à Simon Vercez, chanoine de Genève. n. 57, p. 43.
1258, 31 Août. — Sentence rendue par Jean, archevêque de Vienne, au sujet du prieuré de Satigny. . . . . n. 58, p. 44.
1258, Août. — Vente faite à Aymon, évêque de Genève, de terres situées entre le village de Vyu et la Menoge . . . . . n. 59, p. 45.
1258, 1er Septembre. — Sentence arbitrale de Jean, archevêque de Vienne, entre le Chapitre de Genève et le couvent de Filly . . . . . n. 60, p. 46.
1258, Novembre. — Accord entre le Chapitre de Genève et le curé de Versonnex et de Villars. . . . . n. 61, p. 47.
1258, 2 Décembre. — Accord entre le Chapitre de Genève et Guillaume, seigneur de Prangins, au sujet des dimes de Colex. . . . . n. 62, p. 48
1259, 20 Mai. — Transaction entre Rodolphe, comte de Genevois, et Guillaume de Viry, au sujet des dîmes de Marlioz et de Contamine. n. 344, p. 393.

1260, 12 Janvier. — Vente d'une cense foncière, faite par Willelme Coupe, citoyen de Genève, au curé de St-Léger. . . . . n° 63, p. 49.
1260, 2 Juin (ou 1264, 5 Juin). — Abergement de la moitié de la vallée de Valorsine, fait à des Allemands par Richard, prieur de Chamonix . . . . . n. 64, p. 50.
1261, 13 Juin. — Dons de Nicolas de Mont à l'abbaye de Bonmont. n. 65, p. 51.
1261, Juillet. — Accord entre l'évêque Henri et Pierre et Boson frères, métraux de Jussy . . . . . n. 66, p. 52.
1261, 27 Août. — Transaction entre l'abbé de Filly et G., doyen d'Alinge et curé de Margencel . . . . . n. 67, p. 53.
1262, Février. — Pierre de Boëge reconnaît tenir en fief de l'église de Genève tout ce que lui et ses parents possèdent au territoire dit Mont-Varnier. . . . . n. 68, p. 55.
1262, Février. — Pierre de Poully, chanoine, reconnaît tenir en emphytéose perpétuelle de Jeanne la Frénéry et de ses fils, sa maison en pierres située au bourg neuf, sous la cense annuelle de deux sols de Genève . . . . . n. 69, p. 56.
1262, 7 Mars. — Bulle d'Urbain IV qui autorise l'évêque de Genève à racheter des mains des laïcs les dimes de son diocèse . . . . . n. 70, p. 57.
1262, 8 Octobre. — Concession de la dime de Marlioz par Rodolphe, comte de Genevois . . . . . n. 71, p. 58.
1262, 23 Décembre. — Obligation des fils de feu Garin de Vyu envers l'évêque Henri. . . . . n. 72, p. 58.
1263, 23 Février. — Aymon de St-Joire donne à Pierre de Savoie la terre sise à Genève lieu dit : *li charmurs de palais*. . . . . n. 73, p. 60.
1263, 26 Mars. — Nicolas de Scionzier met en gage, pour 20 livres, les deux tiers des dimes de Scionzier en mains de Girod, doyen de Vuillonnex. . . . . n. 74, p. 60.
1263, 1er Juillet. — Vente à Pierre de Savoie, par les frères de Saint-Germain, d'un fonds situé en Palais. . . . . n. 75, p. 62.
1263, Octobre. — Accord entre Anselme, prieur de St-Jean, et Aimon, prévôt du Chapitre de Genève. . . . . n. 76, p. 62.
1263, 24 Novembre. — Donation faite par Etienne de Saint-Oyen à l'abbaye de Bonmont . . . . . n. 77, p. 63.
1263, 3 Décembre. — Etienne Sadier, citoyen de Genève, vend aux Frères prêcheurs une terre en Palais. . . . . n. 78, p. 64.
1263, 18 Décembre. — Vente à Henri, évêque de Genève, faite par Willelme de Viu, damoiseau. . . . . n. 79, p. 65.
1264, Janvier. — Abergement fait par le Chapitre de Genève à Pierre et Aymon de Doures. . . . . n. 80, p. 66.
1264, 23 Février. — Acte constatant une communauté de biens meubles et immeubles entre deux beaux-frères . . . . . n. 81, p. 67.
1264, 31 Mars. — Vente par Pontia dite Lauraz et ses enfants, aux Frères prêcheurs, d'une pièce de terre en Palais . . . . . n. 82, p. 68.
1264, 12 Juillet. — Testament d'Anselme Villars . . . . . n. 83, p. 69.
1264, Juillet. — Transaction entre le couvent de Satigny et le curé de Chevry . . . . . n. 84, p. 70.

1264, Juillet. — Vente par Michel de St-Germain, à son frère Pierre, de sa part dans l'hérédité paternelle. . . . . n° 85, p. 71.

1264, 14 Août. — Cession du droit de racheter une redevance annuelle. n. 86, p. 72.

1264, 2 Novembre. — Transaction au sujet du personat de l'église de St-Léger. . . . . n. 87, p. 73.

1264, 5 Décembre. — Ramus de Ternier et ses fils cèdent à St-Victor tous leurs droits sur Humbert d'Evordes. . . . . n. 88, p. 74.

1265, 7 Mai. — Bulle du pape Clément IV prononçant l'excommunication contre ceux qui persécutent les Frères prêcheurs. . . . . n. 89, p. 75.

1265, 15 Mai — Sentence arbitrale prononcée sur les contestations existant entre Michel et Pierre de St-Germain, au sujet de la succession de leur père Willelme. . . . . n. 90, p. 76.

1265, 26 Mai. — Acensement fait par Willelme de Champvent, prieur de Satigny, des revenus du dit prieuré. . . . . n. 91, p. 77.

1265, 13 Juin. — Enquête et sentence prononcée par l'auditeur des causes du comte Pierre de Savoie, sur des plaintes portées par l'abbé et le couvent de Bonmont au sujet de pâturages. . . . . n. 92, p. 78.

1265, 6 Juillet. — Jean Chavannes, citoyen de Genève, traite avec le curé de St-Léger au sujet de diverses censes . . . . . n. 93, p. 80.

1266, Mars. — Jean Brigeys renonce en faveur de l'évêque Henri aux droits qu'il prétendait avoir sur les hommes d'Etable et sur leurs tènements. . . . . n. 94, p. 81.

1266, 5 Mai. — Sentence arbitrale rendue entre frère Henri, évêque de Genève et prieur de St-Victor, d'une part, et Girard de Ternier, damoiseau, d'autre part, au sujet des torts causés par celui-ci à l'église de Genève et au dit prieuré. . . . . n. 95, p. 82.

1266, 18 Mai. — Donation faite par Maurice, curé de Ste-Marie-la-Neuve, à Willelme son clerc, de divers cens et fonds de terre . . n. 96, p. 85.

1266, 23 Mai. — Engagement du nommé *Revilox* comme novice à l'abbaye de Sixt. . . . . n. 97, p. 86.

1266, Mai. — Sentence arbitrale rendue entre Henri, évêque de Genève et prieur de St-Victor, d'une part, et Jean de Troinex, d'autre part, au sujet des torts causés par celui-ci aux églises de Genève et de St-Victor. . n. 98, p. 87.

1266, 20 Juillet. — Vente faite à l'évêque Henri du nommé Pierre de Colonges, ses enfants et ses neveux, avec leurs abergements et tènements. n. 99, p. 89.

1266, Août. — Echange entre frère Henri, évêque de Genève, et Boson, fils de feu G., métral de Jussy . . . . . n. 100, p. 90.

1266, 9 Septembre. — Le prieur de Satigny en inféode les dimes au Vidomne du dit lieu . . . . . n. 101, p. 91.

1266, 11 Novembre — Ebal, seigneur de Mont, assigne au monastère de Bonmont des terres de son alleu, pour assurer le service d'une rente qu'il lui doit à forme du legs de son père Henri et de sa mère Perrette . . . . . n. 102, p. 92.

1266. — Transaction entre Michel et Pierre de Saint-Germain, frères, sur leurs différends au sujet de l'hoirie de leur père Willelme. . . n. 103, p. 93.

S. D. (1266 env.). — Aymon de Lugrin vend à l'évêque Henri son abergement tenu par Pierre Rachaix de Bar. . . . . nº 104, p. 94.

1267, Février. — Simon de Joinville et Léonette, sa femme, assignent sur le péage de Gex les 5 sols de rente légués au couvent de Romainmotier par feu Amédée, seigneur de Gex, père de la dite Léonette. . . . . n. 105, p. 95.

1267, 20 Avril. — Richard de Moëns, citoyen de Genève, donne aux Frères prêcheurs une terre en Palais. . . . . n. 106, p. 95

1267, 22 Avril. — Vente d'une maison sise à Genève, rue du Marché, par Willelme dit Travers, citoyen, à Jean de Versonnex, clerc. . n. 107, p. 96.

1267, 27 Septembre. — Vente d'une pièce de terre aux Frères prêcheurs par Thomas du Pont, citoyen de Genève. . . . . n. 108, p. 97.

1268, 3 Mars. — Jean de Lugrin vend à Aimon, évêque de Genève, son abergement de Bar . . . . . n. 109, p. 98.

1268, 9 Avril. — Emphytéose perpétuelle accordée par le Chapitre à Uldric de Postella d'une pièce de terre située entre le Crêt de St-Laurent et la *belle rue* qui tend de Genève à Chêne. . . . . n. 110, p. 98.

1268, 25 Juillet. — Vente d'une pièce de terre aux Frères prêcheurs par Vincent dit Boches, citoyen de Genève . . . . . n. 111, p. 99.

1268, 13 Novembre. — Vente par Nantelme de Carouge à Aimon de Fenyz d'une pose de terre pour 24 sols, et assignation par celui-ci sur cette terre de 6 deniers de rente à l'église de St-Léger et autant aux lépreux de la maladière du pont d'Arve . . . . . n. 112, p. 100.

1269, 10 Mars. — Hugues de Confignon, chevalier et Vidomne, ayant inutilement cité plusieurs fois Willelme de St-Germain pour partager avec son frère Pierre leur terre en Palais, fait opérer le partage en sa présence et met l'évêque Aimon en possession de la part de Pierre que celui-ci a vendue au dit évêque. . . . . n. 113, p. 101.

1269 (ou 1270), 30 Mars. — Willelme, fils de feu Willelme de St-Germain, vend à l'évêque Aimon, pour les Frères prêcheurs, deux pièces de terre situées en Palais . . . . . n. 114, p. 102.

1269, 10 Avril. — Acensement perpétuel par divers habitants de Paconinge à Jean et Pierre de Juvigny des parcelles de terrain nécessaires pour le cours d'eau du moulin de Paconinge. . . . . n. 115, p. 102.

1269, 29 Avril. — Accord entre Conon, abbé de Bonmont, et Jacob de Autracort, au sujet de dons faits au dit couvent, notamment d'une pièce de vigne appelée Monterot . . . . . n. 116, p. 104.

1269, 4 Mai. — Convention entre Simon de Joinville, seigneur de Gex, et l'abbaye de Bonmont, au sujet de la garde et défense des hommes dépendant de la dite abbaye et habitant sur les terres du dit seigneur n. 117, p. 105.

1269, 10 Juin. — Sentence prononcée par l'évêque Aimon sur le débat existant entre le prieur de Satigny et le curé de Mategnin . . . n. 118, p. 107.

1269, 23 Juillet. — Etienne Vilars et sa mère vendent aux Frères prêcheurs une cense assignée sur une pièce de terre située en Palais. . n. 119, p. 108.

1269, Juillet. — Vente aux Frères prêcheurs d'une terre appartenant à Jaques des Gras et Vincent Rufus . . . . . n. 120, p. 109.

1269, 3 Novembre. — Vente aux Frères prêcheurs de plusieurs pièces de terre

situées en Palais, par Pierre de St-Germain et Contessa, sa femme. n° 121, p. 109.

1270, 16 Mai. — Vente aux Frères prêcheurs d'une pièce de terre en Palais, par Pierre dit Tardiz et sa femme, citoyens de Genève. . . . n. 122, p. 110.

1270, 4 Juin. — Echange de terres entre l'Evêque et le Chapitre. n. 123, p. 111.

1270, 4 Juin. — Le Chapitre donne en emphytéose aux Frères prêcheurs la moitié d'une terre en Palais . . . . . n. 124, p. 112.

1270, 15 Juin. — Pontia, veuve de Thomas du Pont, et son fils Boson, vendent aux Frères prêcheurs des censes dues sur une pièce de terre en Palais. . . . . n. 125, p. 113.

1270, 25 Novembre. — Hugues dit Regrollier vend aux Frères prêcheurs les droits qui lui sont dus sur une terre en Palais . . . . . n. 126, p 114.

1270. — Aymon, évêque de Genève, donne l'église de Compesière à l'ordre de St-Jean de Jérusalem . . . . . n. 127, p. 115.

1270. — Pierre de Vilars vend pour cent sols aux Frères prêcheurs une pièce de terre sise en Palais. . . . . n. 128, p. 116.

1270. — Pierre de Vilars donne aux Frères prêcheurs un cens qui lui était dû sur une des pièces de terre qu'ils ont acquises en Palais. n. 129, p. 117.

1271, 28 Mars. — Ordonnance de l'official qui mande au curé de Bernex d'assigner le curé de Lully à la requête du sacristain de l'Eglise de Genève. . . . . n. 130, p. 118.

1271, 13 Avril. — Promesse et déclaration d'Amédée de Genève, évêque de Die, au sujet de la satisfaction accordée d'après son conseil par le comte de Genevois au comte de Savoie, afin d'éviter une attaque de celui-ci contre le château de la Roche. . . . . n. 345, p. 394.

1271, 26 Avril. — Ordre de l'official à P. de Lully, damoiseau, de restituer au sacristain de Genève ce dont il l'a dépouillé dans la dîme de Neydan, à défaut de quoi il sera excommunié. . . . . n. 131, p. 119.

1271, 3 Août. — Sentence arbitrale entre Béatrix, dame de Faucigny, et Béatrix, dame de Thoire, prononcée par Edmond, fils du roi d'Angleterre, et par Philippe, comte de Savoie . . . . . n. 346, p. 395.

1271, 22 Novembre. — Willelme de Viry reconnaît que tout ce qu'il tient en terres, hommes, censes et usages au village d'Essertet appartient au couvent de St-Victor, qui lui rétrocède les dits objets en usufruit. n. 132, p. 119.

1272, 23 Janvier. — Frère Aimon, prieur de St-Victor, notifie une vente faite à l'évêque de Genève par Pierre de Lullins, damoiseau. n. 347, p. 399.

1272, 3 Avril. — Jean de Pierregrosse, citoyen de Genève, vend aux Frères prêcheurs une pièce de terre en Palais . . . . . n. 133, p. 121.

1272, 9 Juin. — Jaques de Vilette et Girard, son fils, cèdent à l'abbaye de Bonmont les droits qu'ils prétendaient avoir sur la grange de *Palsye*, possédée par la dite abbaye. . . . . n. 134, p. 122.

1272, 26 Juin. — Transaction entre le Chapitre de Genève et le chapelain de Scionzier, d'une part, et les frères de Volserier, d'autre part, au sujet d'un legs fait à l'église de Scionzier. . . . . n. 135, p. 123.

1272, 17 Décembre. — Sentence rendue par l'official entre le Chapitre de Genève et le curé de Cologny, au sujet des dîmes des novales de la dite paroisse. . . . . n. 136, p. 125.

1272. — L'évêque de Genève acense à Willelme Clavel, de Ville en Salaz, et à ses héritiers, une terre au dit lieu, moyennant 5 sols de cens annuel. n° 137, p. 126.

1273, 17 Février. — Transaction, au sujet de diverses censes, entre le Chapitre de Genève et Willelme de Viry . . . . . n. 138, p. 126.

1273, 10 Avril. — Emphythéose perpétuelle d'une pièce de terre accordée à Jean de St-Cergue par le Chapitre de Genève. . . . . n. 139, p 128.

1273, 7 Juillet. — Reconnaissance féodale par Pierre de Bossie, chevalier, en faveur d'Aimon, comte de Genevois. . . . . n. 348, p. 400.

1273, 16 Juillet. — Testament de Hugues de Confignon, vidomne de Genève. n. 140, p. 129.

1273, Juillet. — Pierre de Chetaz, prêtre, sa mère et sa sœur, confirment une donation au Chapitre, faite par leur père Maurice. . . n. 141, p. 130.

1273, Août. — L'évêque Aymon aberge au couvent de Bonmont sa maison dite Sainte-Croix à Germany, et affranchit du droit de forage celle que le dit couvent possède à Genève. . . . . n. 142, p. 132.

1273, Août. — Conon, abbé de Bonmont, reconnaît et accepte les conditions mentionnées dans l'acte précédent de l'abergement et de l'affranchissement faits par l'Evêque . . . . . n. 143, p. 133.

1273, Août. — Le prieur de Chêne-en-Sémine concède pendant huit ans les revenus de ce prieuré à un bourgeois de Seyssel, pour le prix de 190 livres genevoises, et donne pour garant Aimon, comte de Genevois. n. 349, p. 401.

1273, 27 Septembre. — Constitution de dot, faite par Aimon, comte de Genevois, en faveur d'Eléonore, fille de feu Henri de Genève, femme de Bertrand de Baux, et renonciation par celle-ci à tous autres droits et prétentions sur l'héritage paternel. . . . . n. 350, p. 402.

1273, 27 Septembre. — Guy de Genève, évêque de Langres, renonce en faveur de son neveu Aimon, comte de Genevois, à tous droits et prétentions sur l'héritage de son défunt frère Henri. . . . . n. 351, p. 404.

1273, 2 Novembre. — Vente d'un cens, faite par Willelme Laurent, citoyen de Genève, aux curés de Ste-Croix et de St-Léger . . . . n. 144, p. 134.

1273, 13 Novembre. — Vente de plusieurs cens, faite par Girod de l'Orme au curé de St-Léger, et intervention de ceux qui doivent payer les dits cens . . . . . n. 145, p. 135.

1273, 28 Novembre. — L'évêque de Genève, sur la présentation du prieur de St-Victor, confère la cure de Draillens à Hugues d'Avouson, prêtre. n. 146, p. 136.

1274, 23 Janvier. — Affranchissement d'un homme de Péron par Etienne de St-Jean-de-Gonville. L'affranchi fait hommage au prieuré de Satigny. n. 147, p. 136.

1274, 10 Février. — Les Frères de Rossillon vendent à l'Evêque le fief qu'ils tiennent de lui en la paroisse de Marval et au territoire de Mortier. n. 148, p. 138.

1274, 27 Mars. — Rodolphe et Amédée de Jussy vendent à l'Evêque un pré au dit Jussy. . . . . n. 149, p. 138.

1275, Janvier. — Vente de divers cens, faite à l'Evêque par Rodolphe et Amédée de Jussy . . . . . n. 150, p. 139.

1275, Mars. — Jaques des Graz vend une terre aux Frères prêcheurs. nº 151, p. 140.

1275, 14 Avril. — Jean de Brigny, prêtre, cède à l'Evêque une terre près de Bonne . . . . . n. 152, p. 140.

1275, 19 Avril. — Déclaration de François de Lucinge, doyen de Salanche et chanoine de Genève, portant que tout ce qu'il a acquis ou acquerra au territoire de Salaz est acquis pour l'Evêque de Genève. . n 153, p. 141.

1275, 24 Avril. — Approbation par l'Evêque d'un échange fait entre le curé et le châtelain d'Evian. . . . . n. 154, p. 142.

1275, 25 Mai. — Aymon de Salenove reconnait tenir en fief d'Aimon, comte de Genevois, le château de Salenove, celui de Chaumont et divers autres biens. . . . . n. 155, p. 143.

1275, Mai. — Rodolphe et Amédée de Jussy remettent en gage à l'Evêque diverses censes en froment, qui leur sont dues au dit Jussy . . n. 156, p. 144.

1275, Mai. — Cession à l'Evêque, par Nicolas de Viu, de ses droits et possessions dans les terres, censes et fiefs de Salaz. . . . . n. 157, p. 145.

1275, Août. — Jean Bertholet, citoyen de Genève, reconnait que tout ce qu'il possède en Salaz est du fief de l'Evêque, et lui cède ses droits sur Pierre du Nant. . . . . n. 158, p. 146.

S. D. (avant Novembre 1275.) — Jean de Lugrins vend à l'évêque Aymon sa part de l'abergement de Bar. . . . . n. 159, p. 147.

1276, 21 Janvier. — Testament d'Amédée de Genève, évêque de Die. n. 352, p. 405.

1276, Mars. — Ebal, seigneur de Mont, vend une vigne au couvent de Bonmont. . . . . n. 160, p. 147.

1276, 2 Juin. — Robert, évêque de Genève, aberge au couvent de Bonmont un casal situé à Genève, à côté de la maison du dit couvent. n. 161, p. 148.

1276, 17 Juillet. — Robert, évêque de Genève, concède à Willelme Clavel des fonds situés près de Ville en Salaz. . . . . n. 162, p. 149.

1276, 29 Août. — Jaques de Droysie reconnait tenir en emphytéose du Chapitre de Genève des terres situées à Sornie, près Desingy. . . n. 163, p. 150.

1276, Août. — Béatrix, dame de Faucigny, accorde au Chapitre de Genève le droit d'échute sur des terres situées à Vignier, près de Bonne. n. 164, p. 151.

1276, 19 Septembre. — Pierre de Vignier, bourgeois de Bonne, reconnait tenir en abergement du Chapitre de Genève divers fonds situés au dit Vignier, avec échute au Chapitre, en cas de mort de l'abergataire sans postérité légitime. . . . . n. 165, p. 152.

1276, 21 Octobre. — Jean et Guillaume de Bonivard, de Péron, reconnaissent être hommes liges du prieuré de Satigny. . . . . n 166, p. 153.

1276, 30 Octobre. — Vente au curé de Sainte-Marie-la-Neuve de censes et droits assis sur une maison située dans la rue dite Villeneuve n. 167, p. 153.

1277, 6 Juin. — Les Frères templiers vendent un demi-journal de terre aux Frères mineurs de Genève. . . . . n. 168, p. 155.

1277, Juin. — Girod de Chambésy, damoiseau, engage au Chapitre de Genève le quart des dîmes de Pregny et Chambésy, pour l'autel de St-Nicolas dans l'église de St-Pierre. . . . . n. 169. p. 157.

1278, 25 Juin. — Aimon de Prangins vend la dîme de Colex à Henri de Villette. nº 170, p. 158.

1278, 30 Septembre. — Léone, dame de Gex, et ses fils reconnaissent devoir six mille livres viennoises à Béatrix, dame de Faucigny, et lui donnent en gage divers fiefs. . . . . n. 353, p. 406.

1279, 9 Mars. — Reconnaissance féodale de Philippe de Crépigny envers Aimon, comte de Genevois . . . . . n. 354, p. 409.

1279, Avril. — Girard de Luxye, bourgeois d'Aubonne, reçoit de l'abbaye de Bonmont la jouissance pendant sa vie d'une vigne située sous l'église de St-Martin, à Bougy. . . . . n. 171, p. 159.

1279, Mai. — Gagerie d'un pré en faveur de Girard de Champagne, portier de Bonmont . . . . . n. 172, p. 160.

1279, 6 Juillet. — Contrat de mariage entre Aimon, comte de Genevois, et Constance, fille ainée de Gaston, vicomte de Béarn. . . n. 355, p. 410.

1279, Décembre. — Sentence arbitrale rendue entre le Chapitre de Genève et Béatrix, dame de Faucigny, au sujet du territoire de Vernanche, sous le château de Monthoux. . . . . n. 173, p. 160.

1280, 23 Février. — Accord entre le Chapitre de Genève et le curé de Saint-Germain. . . . . n. 174, p. 162.

1280, 3 Mai. — Transaction entre le Chapitre de Genève et le curé de Vandœuvres. . . . . n. 175, p. 163.

1280, 18 Novembre. — Testament d'Aymon, comte de Genevois. n. 176, p. 164.

1281, 2 Février. — Abergement par l'Evêque d'un casal situé à Genève, près de la porte et du pont du Rhône. . . . . n. 177, p. 168.

1281, 15 Avril. — Acensement par le Chapitre de Genève du personnat de l'église d'Aubonne. . . . . n. 178, p. 169.

1282, 10 Janvier. — Bulle du pape Martin IV, en faveur des Frères prêcheurs. n. 179, p. 170.

1282, 10 Janvier — Amédée d'Arthaz, dit Dardel, vend au Chapitre de Genève des vignes et des droits à Colonges, Chétaz et Vétraz. n. 180, p. 171.

1282, 27 Février. — Vente faite à Béatrix, dame de Faucigny, par le médecin Jean, fils de défunt Pierre, apothicaire de Genève. . . n. 356, p. 416.

1282, 12 Avril. — Henri de Villette remet en gage au Chapitre de Genève les dimes de Colex, pour 60 livres monnaie genevoise. . . n. 181, p. 173.

1283, 8 Mars. — Sentence arbitrale rendue entre Pierre, seigneur de Gex, et Léonette, sa mère, d'une part, et Girod, prieur de Satigny, d'autre part, au sujet des bans levés sur les hommes du dit prieuré, à Péron, St-Jean et Feigères . . . . . n. 182, p. 174.

1283, 5 Mai. — Donation d'un cens annuel, faite par Guillaume de Virieu à l'abbaye de Filly . . . . . n. 183, p. 176.

1284, 16 Février. — Le prieur des Frères prêcheurs de Genève donne quittance de soixante-trois livres envoyées pour l'œuvre de son église par le prieur provincial de France . . . . . n. 184, p. 177.

1284, 15 Mai. — Guillaume, seigneur de Gex, donne quittance au comte de Savoie de 500 livres viennoises, reçues comme à-compte sur les 1000 livres que le dit comte lui devait. . . . . n. 185, p. 178.

1284, 29 Juillet. — Transaction entre le prieur de St-Victor et la Dame de Viry,

agissant comme tutrice de ses fils, au sujet d'une écluse faite par la dite dame dans l'eau de Viry, au détriment du moulin de Saintgié. nº 186, p. 178.

1285, 4 Janvier. — Guillaume Merchiant, bourgeois d'Aubonne, reconnaît tenir du Chapitre de Genève une pièce de vigne située au territoire d'Aubonne. n. 187, p. 180.

1285, 16 Janvier. — Cession d'un tènement ou abergement, faite par le prieur et le Chapitre de Satigny. . . . . n. 188, p. 181.

1285, 3 Février. — Reconnaissance par Jean de Ladoys que tout ce qu'il possède est du fief du prieuré de Satigny. . . . . n. 189, p. 181.

1285, Mars. — Accord d'un différend qui existait entre l'abbaye de Bonmont et les frères de Marval . . . . . n. 337, p. 417.

1285, 26 Mai. — Concessions et donations faites par Marguerite de Genève à son frère Amédée, à l'occasion du mariage de celui-ci. . n. 190, p. 183.

1285, 29 Mai. — Concessions faites par Guy de Genève à son frère le comte Amédée, à l'occasion du mariage de celui-ci. . . . . n. 358, p. 419.

1285, 1er Juin. — Stipulations relatives à la dot d'Agnès de Châlons, fiancée d'Amédée, comte de Genevois, et promesses pour cause de dot, faites par celui-ci . . . . . n. 191, p. 184.

1285, 19 Septembre. — Richard de Pontverre promet au comte de Savoie de ne pas faire, sans son consentement, la paix avec le comte de Genevois. n. 359, p. 420.

1285, Septembre. — Jean, fils de feu Jaques, coseigneur d'Aubonne, reconnaît devoir 260 livres lausannoises à l'évêque de Sion, son oncle et son tuteur pour dépenses faites par celui-ci pour ses affaires pendant sa tutelle. n. 192, p. 185.

1286, 21 Février. — Pierre du Martheray reçoit en abergement du prieur et du couvent de Satigny une pièce de vigne située dans la dite paroisse n. 193, p. 18[illegible]

1286, 9 Mai. — Jaques de la Pierre remet en gage une pièce de terre au prieur de Satigny, pour sûreté d'une somme de deux sols. . . n. 194, p. 18[illegible]

1286, 10 Mai. — Quittance de cent et quatorze onces et une obole de bon[illegible] envoyées par frère Pierre, archevêque de Cosenza, pour le couvent des Frères prêcheurs de Genève . . . . . n. 195, p. 18[illegible]

1286, 25 Mai. — Amédée, comte de Genevois, vend en viager au curé de C[illegible] seille les dîmes novales de cette paroisse. . . . . n. 196, p. 1[illegible]

1286, 31 Mai. — Contessons de Genève, femme de Jean de Vienne, seigneur de Miribel, ratifie l'hommage fait par celui-ci à Amédée, comte de S[illegible] n. 197, p. 1[illegible]

1286, 8 Juillet. — Sentence arbitrale rendue entre le Chapitre de Ge[illegible] Aymon, seigneur de Nyon et de Prangins, au sujet des dîmes de C[illegible] n. 198, p. 1[illegible]

1286, Décembre. — Vente pour quinze sols genevois d'un cens de doux d[illegible] sur une maison située à Nyon . . . . . n. 199, p. 1[illegible]

1287, 8 Juillet. — Compromis par lequel Amédée, comte de Savoie, H[illegible] dauphin, Amédée, comte de Genevois, et Béatrix, dame de F[illegible] nomment des arbitres pour terminer leurs différends. . n. 360, p. 4[illegible]

1187, 23 Octobre. — Nicholet, fils de Martin de Genève, vend à Richard, prieur de Chamonix, un muid d'orge de cens annuel et deux hommes avec leur postérité, pour le prix total de quarante livres genevoises. n° 200, p. 194.

1287, 22 Novembre. — Amédée, comte de Genevois, ayant fait la paix avec Amédée, comte de Savoie, donne pour garants de cette paix plusieurs seigneurs du voisinage . . . . . n. 201, p. 196.

1287, 22 Novembre. — Amédée, comte de Genevois, donne encore plusieurs évêques des diocèses voisins, pour garants de la paix qu'il a conclue avec Amédée, comte de Savoie . . . . . n. 202, p. 198.

1287, 22 Novembre. — Amédée, comte de Genevois, donne enfin plusieurs de ses vassaux pour garants de la paix qu'il a conclue avec Amédée, comte de Savoie. . . . . n. 203, p. 199.

1288, 22 Janvier. — Reconnaissances d'hommage-lige, faites envers l'Evêque de Genève par divers citoyens de cette ville . . . . . n. 204, p. 201.

1288, 8 Mars. — Aymon de Jolens reconnaît tenir en fief de l'Evêque de Genève des dîmes à Bougy et à Gimel, ainsi que ce qu'il possède entre l'eau d'Aubonne et le château de Mont. . . . . n. 205, p. 202.

1288, 8 Mars. — Quittance de 500 livres viennoises, donnée par Pierre, seigneur de Gex, à Amédée, comte de Savoie. . . . . n. 206, p. 203.

1288, 30 Avril. — Bulle du pape Nicolas IV en faveur des Frères prêcheurs. n. 207, p. 203.

1288, 10 Mai. — Vente à Amédée, comte de Genevois, faite par Pierre de Pontverre. . . . . n. 208, p. 205.

1288, 13 Mai. — Contrat de mariage entre Adémar de Poitiers, comte de Valentinois, et Marguerite de Genève, sœur du comte Amédée. n. 209, p. 206.

1288, 12 Décembre. — Cense annuelle donnée à l'abbaye de Bonlieu, pour Agnès, fille de Guy Vagnard, qui est religieuse dans ce couvent. n. 361, p. 422.

1289, 1er Février. — Alard, damoiseau, fils de feu Jaques d'Alinge, chevalier, confirme à l'abbaye de Filly une donation de 4 setiers de vin, faite par son père . . . . . n. 210, p. 209.

1289, 17 Février. — Jean Clavel vend à l'Evêque de Genève un pré situé dans la terre de Salaz, entre les deux Tez. . . . . n. 211, p. 210.

1289, 7 Mars. — Guillaume de Joinville, seigneur de Gex, consulte la Cour du comte de Savoie, siégeant à Genève, pour savoir s'il doit rendre hommage au dit comte, nonobstant l'alliance qu'il a contractée avec le comte de Genevois. . . . . n. 212, p. 210.

1289, 7 Mars. — Hommage prêté par Guillaume, seigneur de Gex, à Amédée, comte de Savoie. . . . . n. 213, p. 212.

1289, 3 Mai. — Louis de Savoie, seigneur de Vaud, donne à son frère, le comte Amédée, quittance de 140 livres viennoises, reçues à compte sur les 300 livres genevoises qui lui sont dues. . . . . n. 362, p. 423.

1289, 19 Mai, — 4 Juin. — Protestation d'une partie des hommes du prieuré de Chamonix contre la conduite d'autres hommes du dit prieuré, qui se sont retirés à Passy sous le château de Charousse . . . n. 214, p. 214.

1289, 9 Juillet. — Reconnaissance d'abergement, faite par un homme-lige du couvent de St-Victor de Genève . . . . . n° 215, p. 216.

1289, 9 Juillet. — Sentence rendue par Guillaume de Joinville entre les hommes de St-Jean-de-Gonville et ceux de Feigères, au sujet de leurs prétentions respectives sur les pâturages communs de ces deux villages. n. 216, p. 217.

1289, 24 Août. — Louis de Savoie donne à son frère, le comte Amédée, quittance de 300 livres genevoises, qui lui sont payées au moyen de 412 livres viennoises. . . . . n. 363, p. 424.

1289, 21 Octobre. — Compromis entre Béatrix, dame de Faucigny, Richard, prieur de Chamonix, et Amédée, comte de Genevois, au sujet de leurs prétentions respectives sur les hommes de Chamonix et au sujet de plaintes contre leur prieur, formées par quelques-uns de ces hommes. n. 217, p. 219.

1289, 26 Octobre. — Béatrix, dame de Faucigny, reconnaît les droits du prieur de Chamonix sur la terre et les hommes de cette vallée, et constate que ce prieuré est sous la garde du seigneur de Faucigny moyennant un denier d'or par année. Par le même acte, le prieur lui cède un molard situé dans son territoire, et Béatrix, en retour de cette cession, donne au prieur quittance du dit denier d'or. . . . . n. 364, p. 425.

1289, 31 Octobre. — Guy Vagnard confirme l'assignation faite en son nom pour une cense en faveur de l'abbaye de Bonlieu. . . . . n. 365, p. 428.

1289, 9 Décembre. — Le comte de Genevois reconnaît n'avoir aucun droit sur la montagne de Teyne, qui appartient à la maison du Reposoir. n. 218, p. 220.

1290, 22 Mai. — Accord entre l'Evêque de Genève et le Chapitre de Satigny, au sujet du droit d'élection du prieur de Satigny . . . . n. 219, p. 221.

1290, 25 Juin. — Reconnaissance de foi et hommage, faite à l'abbaye de Filly par Jean Ruph de Sciez . . . . . n. 220, p. 222.

1290, 13 Août. — Albert de la Sale et Jaques de Chivron approuvent la délimitation faite entre leurs propriétés et celles de la maison du Reposoir. . . . . n. 221, p. 223.

1290, 4 Septembre. — Compromis arbitral entre Béatrix, dame de Faucigny, et Amédée, comte de Genevois, au sujet de diverses querelles existant entre eux, notamment au sujet des limites de la terre de Chamonix. n. 222, p. 225.

1291, 7 Janvier. — Dispense accordée au nom du pape Nicolas IV, pour le mariage entre Guillaume, fils d'Amédée, comte de Genevois, et Béatrix, fille du comte de Savoie. . . . . n. 366, p. 429.

1291, 14 Janvier. — Pierre de Langin cède à Willelme de St-Joire ses droits sur les villages et paroisses de Passy et de Pont-St-Martin. . n. 223, p. 226.

1291, 7 Février. — Humbert Dauphin notifie l'arbitrage prononcé entre Béatrix, dame de Faucigny, et Amédée, comte de Genevois, au sujet des vallées de Chamonix et de Valorsine. . . . . n. 224, p. 227.

1291, 12 Avril. — Transaction entre Vincent, curé de Ste-Marie-la-Neuve, et Jean de Vadens, citoyen de Genève, au sujet de la cense annuelle d'un bichet de froment . . . . . n. 225, p. 229.

1291, 30 Juillet. — Quittance de 700 livres viennoises, donnée par Béatrix, dame de Faucigny, à Richard, prieur de Chamonix. . nº 226, p. 229.

1291, 20 Septembre — Amédée, comte de Genevois, reconnaît qu'il n'a aucun droit sur les hommes des vallées de Chamonix et de Valorsine. n. 367, p. 430.

1292, 29 Janvier — Pierre de St-Germain et son fils concèdent en emphytéose perpétuelle une maison sise à Genève, rue de la Tour de Buel. n. 227, p. 230.

1292, 9 Février. — Réquisition adressée par l'official de Vienne à celui de Die, afin que ce dernier somme Aimar Bérenger de payer 500 livres viennoises pour lesquelles il est garant du comte de Genevois. n. 368, p. 432.

1292, 20 Mai. — Vente d'un cens au curé de Viu, faite par Pierre, fils de feu Garin de Viu, chevalier . . . . . n. 228, p. 232.

1292, 29 Mai. — Vente d'un cens annuel, faite à la chartreuse de Pomiers par Aimon de Ronzier, chevalier. . . . . n. 369, p. 434.

1293, 14 Octobre. — Amédée, comte de Savoie, et Amédée, comte de Genevois, nomment trois arbitres pour terminer leurs différends. . n. 370, p 435.

1293, 16 Février. — Les frères de Troches vendent un homme-lige au prieur de Chamonix . . . . . n. 229, p. 232.

1293, 6 Avril. — Le mistral de Desingy reconnaît avoir perçu dans cette paroisse les revenus du Chapitre de Genève . . . . . n. 230, p. 233.

1293, 9 Juillet. — Louis de Savoie, seigneur de Vaud, reconnaît devoir 300 livres viennoises à son frère Amédée, comte de Savoie, pour les dépenses faites au siége et à la prise des châteaux de Nyon et de Mont. n. 231, p. 234.

1293, 9 Juillet. — Louis de Savoie, seigneur de Vaud, reçoit en augmentation de fief les châteaux de Mont et de Bioley. . . . . n. 232, p. 235.

1293, 22 Septembre. — Lettre de sauvegarde donnée par Amédée, comte de Genevois, aux marchands d'Italie circulant ou stationnant dans ses Etats. . . . . n. 371, p. 438.

1293, 23 Novembre. — Vente par Jean du Châtel au prieur de Satigny de son homme-taillable, Jean Borgeys de Peron, et des fils de celui-ci, le tout moyennant 28 livres genevoises et dix sols . . . . . n. 233, p. 235.

1294, 25 Janvier. — Hommage prêté par Amédée, comte de Genevois, en mains d'Edouard de Savoie, pour les fiefs qu'il tient du comte Amédée, père du dit Edouard. . . . . n. 372, p. 440.

1294, 4 Mars. — Vente d'un casal situé à Genève, rue du Puits. n. 234, p. 237.

1294, 14 Juin. — Rodolphe de Langin et son frère reconnaissent tenir en fief d'Amédée, comte de Genevois, tout ce qu'ils possèdent à Veigy. n. 235, p. 238.

1294, 29 Octobre. — Léone, dame de Gex, et son fils Guillaume, donnent quittance au comte de Savoie de 2100 livres viennoises, prix de la vente qu'ils lui ont faite de la Cluse de Gex. . . . . n. 236, p. 238.

1294, 8 Décembre. — Traité contenant divers échanges entre Amédée, comte de Savoie, et son frère Louis, seigneur de Vaud. . . . n. 237, p. 239.

1295, 23 Juillet. — Cession de droits et de pâturages, faite par Léone, dame de Gex, et son fils Guillaume, en faveur des hommes du prieuré de Satigny demeurant à Péron et à St-Jean-de-Gonville. . . . n. 238, p. 242.

1295, 16 Octobre. — Le nommé Perret Bouvier, de Satigny, se reconnait hommelige du Chapitre de Genève. . . . . n° 239, p. 243.
1295, 16 Octobre. — Même reconnaissance par les fils de Durand de Peicy. n. 240, p. 244.
1295, 16 Octobre. — Même reconnaissance par Jean Du Puits. . n. 241, p. 245.
1295, 16 Octobre. — Même reconnaissance par les frères de Penet et de Girard. n. 242, p. 246.
1295, 29 Octobre. — Quittance de 270 livres viennoises, donnée par Léone et Guillaume de Gex à Béatrix de Faucigny. . . . . n. 373, p. 441.
1295, 3 Décembre. — Transaction entre Amédée, comte de Genevois, et le Chapitre de Genève. . . . . n. 243, p. 247.
1295, 16 Décembre. — Donation faite à Bonmont par Guillaume et Aimon de Vesency, fils de feu Etienne. . . . . n. 402, p. 475.
1295, 17 Décembre. — Vente à Pierre de Voserier, chantre de Genève, d'une part de la dime de Sierne. . . . . n. 244, p. 251.
1296, 29 Janvier. — Jeanne de Genève, femme de Philippe de Vienne, reçoit d'Amédée, comte de Genevois, le château du Châble et diverses sommes. Elle renonce à tous autres droits et prétentions sur le dit comté. . . . . n. 374, p. 442.
1296, 29 Janvier. — Vente par Pierre de Lucinge à l'Evêque de tout ce qu'il possède dans la terre de Salaz. . . . . n. 245, p. 252.
1296, 11 Février. — Pierre, recteur de l'église de St-Loup, consent à ce que le Chapitre de Genève perçoive dans sa paroisse des dimes engagées au dit Chapitre par feu Simon de Joinville, sa femme et ses fils. n. 246, p. 253.
1296, 12 Février. — Accord entre l'Evêque de Genève et Béatrix, dame de Faucigny, au sujet de la délimitation de la terre de Salaz. n. 247, p. 254.
1296, 12 Mars. — Aymonet Lupi de Viry ratifie la transaction intervenue (le 17 février 1273) entre son père Willelme et le Chapitre de Genève. n. 248, p. 256.
1296, Mars. — Marco de Trélex, chevalier, donne à l'abbaye de Bonmont des pâturages situés dans le territoire de Trélex . . . . . n. 375, p. 445.
1296, 8 Mai. — Sentence arbitrale rendue entre Béatrix, dame de Faucigny, et Amédée, comte de Genevois, au sujet de délimitations entre leurs terres et des droits de circulation de leurs sujets respectifs. . n. 249, p. 256.
1296, 16 Mai. — Vente à l'évêque Martin d'une redevance en noix, due par Amégard de Jussy. . . . . n. 376, p. 446.
1296, Mai. — Ratification par Philippe de Vienne, seigneur de Paigny, de la renonciation faite par Jeanne de Genève, sa femme, à toutes prétentions sur le comté de Genevois . . . . . n. 377, p. 446.
1296, 25 Juin. — Reconnaissance de Pierre, mayor de Crans, en faveur du Chapitre de Lausanne. . . . . n. 250, p. 258.
1296, 20 Août. — Lettre d'Amédée, comte de Savoie, à Guillaume de Joinville, seigneur de Gex, au sujet de sa conduite envers le Chapitre de Genève. n. 251, p. 259.
1296, 30 Août. — Sentence interlocutoire rendue par les arbitres nommés pour terminer un différend existant entre Béatrix, dame de Faucigny, et Amé-

dée, comte de Genevois, au sujet de saisies faites par les officiers de la dite dame à des hommes du comte demeurant dans le mandement de Charousse. . . . . nº 378, p. 447.

1296, 9 Novembre. — Amédée, comte de Genevois, confirme les dons de ses prédécesseurs au monastère de Peillonnex et lui concède les dîmes du mandement de Charousse, ainsi que la juridiction sur les hommes du mandement de Mornex . . . . . n. 252, p. 260.

1297, 7 Juillet. — Garantie donnée par les principaux vassaux du comte de Genevois d'observer et de faire observer la paix conclue entre lui et le comte de Savoie . . . . . n. 254, p. 264.

1297, Juillet. — Etienne, abbé de St-Oyen-de-Joux, qui a fourni pour garant d'une dette son oncle Amédée, comte de Genevois, s'engage à le relever des conséquences de ce cautionnement . . . . . n. 379, p. 449.

1297, 31 Octobre. — Vente d'une pièce de terre au prieur de Satigny. n. 255, p. 267.

1298, 19 Janvier. — Reconnaissance faite par les frères Guillaume et Amédée de la Fontaine, à Jussy, pour un cens annuel dû par eux à l'évêque. n. 380, p. 450.

1298, Juin. — Concession de pâturages faite au couvent de Bonmont par Humbert, seigneur de Thoire et Villars. . . . . n. 256, p. 268.

1298, Juillet. — Accord d'un différend qui existait entre l'abbaye de Bonmont et Guillaume de Vesency, au sujet d'une pièce de terre située à Grens. n. 381, p. 450.

1298, 10 Août. — Reconnaissance en faveur de l'Evêque faite par Walter, curé de Viu. . . . . n. 257, p. 268.

1298, 22 Septembre. — Hommage féodal de Pierre de Choulex, damoiseau, acquis, moyennant 60 livres, par l'évêque Martin. . . . n. 382, p. 452.

1298, 8 et 26 Septembre. — Acensement d'une terre, consenti par Léone de la Frasse, abbesse de Lieu. . . . . n. 383, p. 452.

1298, 2 Octobre. — Nomination du curé de Mont-Saxonnet faite par Martin, évêque de Genève . . . . . n. 258, p. 269.

1298, 9 Novembre. — Abandon par Amédée, comte de Genevois, de ses droits sur les biens et les hommes pour lesquels Etienne Chabert de Villette a prêté hommage à l'Evêque de Genève . . . . . n. 259, p. 269.

1298, 9 Novembre. — Plusieurs habitants de Peney se mettent sous la sauvegarde d'Amédée, comte de Genevois. . . . . n. 260, p. 270.

1298, 24 Novembre. — Appel émis au nom de Louis de Savoie, seigneur de Vaud, contre la publication de l'Evêque de Genève portant défense de recevoir la monnaie que le dit seigneur fait frapper à Nyon. n. 261, p. 271.

1298, 6 Décembre. — André de la Corbière reconnaît être homme-lige de l'Evêque et tenir de lui des hommes et des terres à Chalex, Dardagny, etc. n. 262, p. 275.

1298, 8 Décembre. — L'Evêque de Genève, sur la présentation de l'abbé de Bonmont, nomme un curé pour l'église de Greins. . . n. 263, p. 276.

1299, 7 Février. — Hommage d'Ulric Prévessin, citoyen de Genève, à Amédée, comte de Genevois, pour divers biens situés à Saconnex-le-Petit. n. 253, p. 262.

1299, 16 Octobre. — Jugement du châtelain de Mont entre la commanderie de Gimel et l'abbaye de Bonmont . . . . . n° 264, p. 276
1299, 30 Novembre. — Mandement de l'Evêque de Genève pour autoriser dans son diocèse une collecte en faveur de la reconstruction de l'église de Lausanne, dévastée par un incendie . . . . . n. 265, p. 278.
1300, 20 Avril — Accord entre Amédée, comte de Savoie, et Guillaume, sire de Gex . . . . . n. 266, p. 280.
1300, 9 Juin. — François de Lucinge, prévôt du Chapitre, reconnait que tout ce qu'il possède dans la terre de Salaz est du fief de l'Evêque. n. 267, p. 281.
1300, 14 Juillet. — Transaction entre Pierre de Grési, damoiseau, et l'Evêque Martin, au sujet de plaintes du premier contre les hommes du second, demeurant à Thiez . . . . . n. 268, p. 283.
1300, 15 Septembre. — Reconnaissance d'hommage envers l'Evêque et gagerie donnée par Simonode, fils de feu Pierre, mistral de Viu. n. 269, p. 284.
1300, 11 Octobre. — Reconnaissance de fief en faveur de l'Evêque, faite par Jean Chat, citoyen de Genève et paveur. . . . . n. 270, p. 286.
1300, 24 Octobre. — Jean de Chaumont, citoyen de Genève, vend au comte de Savoie une maison sise à Genève, dans la rue de Rive. . n. 271, p. 287.
1300, Novembre. — Vente de terres à Jussy par Rodolphe de Cologny. n. 272, p. 288.
1300, 3 Décembre. — Acte relatif à des terres du fief de l'Evêque, situées en Salaz, et qui étaient tombées en commise. . . . . n. 273, p. 288.
1300. — Les frères de Versonnex font une reconnaissance de fief envers Amédée, comte de Genevois . . . . . n. 274, p. 289.
1301, 28 Février. — Sentence arbitrale rendue au sujet de la dime de Colex, entre le Chapitre de Genève et Nicolas de Villette, damoiseau. n. 275, p. 290.
1301, 16 Mars. — Reconnaissance de fief envers l'Evêque, faite par François de Lucinge au sujet de biens situés à Salaz et tenus par Rodolphe l'Arbanes . . . . . n. 276, p. 292.
1301, 24 Mars. — Prononcé d'arbitres nommés par Béatrix, dame de Faucigny, et Amédée, comte de Genevois, pour évaluer les indemnités dues à la suite de meurtres et excès commis par les hommes de leurs territoires respectifs. . . . . n. 384, p. 454.
1301, 31 Mars. — Guichard, seigneur de Beaujeu, donne à Amédée, comte de Genevois, quittance de la moitié de la dot de Jeanne de Genève, sa femme, fille du dit comte . . . . . n. 385, p. 455.
1301, 3 Avril. — Béatrix, dame de Faucigny, approuve le prononcé des arbitres, en date du 24 mars précédent, et reconnait devoir mille livres genevoises à Amédée, comte de Genevois. . . . . n. 386, p. 457.
1301, 1er Mai. — Donation par l'Evêque Martin au Chapitre de Genève de dîmes qui n'appartiennent à aucune église paroissiale. . n. 277, p. 293.
1301, 5 Mai. — Coamally de Veigy achète la part d'Amédée Lingard de Miolens dans la succession d'Aimon Ravajo, frère de celui-ci. n. 387, p. 458.
1301, Mai. — Accord entre Amédée, comte de Genevois, et Barthélemy, prieur de St-Jean, au sujet des dîmes à percevoir sur la forêt de Ver, située dans la paroisse de Confignon. . . . . n. 388, p. 458.

1301, 19 Juin. — Quittance de cent livres genevoises, donnée par Jean de Chaumont, comme solde du prix d'une maison sise à Genève, qu'il avait vendue au comte de Savoie . . . . . nº 389, p. 459.

1301, 7 Juillet. — Pierre de Chissy, damoiseau, renonce à toutes prétentions et réclamations contre l'évêque Martin et l'église de Genève. n. 390, p. 460.

1301, 9 Juillet. — Vente au curé de Gex de terres situées à Colex, avec réserve pour le vendeur et son seigneur de la faculté perpétuelle de rachat au même prix. . . . . n. 391, p. 461.

1301, 13 Septembre. — Compromis et sentence arbitrale entre Jaques de Lully, prieur de St-Victor, et le Chapitre de Genève. . . . . n. 278, p. 293.

1301, 16 Octobre. — Donation entre vifs faite à l'Evêque Martin par François de Lucinge de certains biens qu'il possède à Vyu et à Ville en Salaz. n. 279, p. 295.

1301, 19 Novembre. — Le curé de la Roche reconnaît tenir de l'évêque Martin, en bénéfice viager, dix livres qui sont dues chaque année par la dite ville à l'évêque, à raison de son droit de personnat . . . . n. 392, p. 462.

1301, 9 Décembre. — François Loudet reconnait tenir de l'évêque de Genève une terre en emphithéose ou abergement perpétuel . . . n. 393, p. 462.

1302, 9 Janvier. — Reconnaissance de fief en faveur du Chapitre de Genève, faite par Girard de Begnins, prêtre . . . . . n. 280, p. 296.

1302, Janvier. — Sentence du Châtelain de Mont en faveur du couvent de Bonmont, au sujet d'un pré que réclamait la communauté de Bassin. n. 281, p. 297.

1302, 12 Février. — Contesson de Genève, fille de feu le comte Aimon et femme de Jean de Vienne, seigneur de Miribel, reçoit quatre mille livres viennoises d'Amédée, comte de Genevois, et renonce à tous droits et prétentions sur le dit comté . . . . . n. 394, p. 463.

1302, 1er Juin. — Reconnaissance d'emphytéose faite par Etienne de Montion, en faveur de l'église de Ste-Marie-la-Neuve. . . . . n. 282, p. 298.

1302, 20 Juin. — Transaction entre Amédée, comte de Genevois, et Guillaume, prieur de St-Victor, au sujet de leurs droits réciproques. n. 283, p. 300.

1302, 26 Juillet. — Béatrix, dame de Faucigny, approuve l'hommage fait à l'Evêque de Genève par Robert Vagnard, pour des terres à Viu. n. 284, p. 305.

1302, 9 Septembre. — L'évêque Martin achète pour soixante sols la redevance annuelle d'une coupe de froment, assignée sur une vigne située à Jussy. n. 395, p. 465.

1302, 16 Novembre. — Vente par Guillaume Conamally à l'évêque Martin de la moitié de l'héritage d'Aimon Ravajo, situé à Jussy. . . n. 396, p. 466.

1303, 18 Février. — Vente de diverses censes faite à l'Evêque Martin par Etienne de Viu. . . . . n. 285, p. 305.

1303, 27 Février. — Transaction entre Martin, Evêque de Genève, et le prieur de Chêne, au sujet du patronat de l'église d'Usinens. . n 286, p. 307.

1303, Février. — Assignation faite par Guillaume de Joinville au couvent de Bonmont, pour assurer le paiement d'un legs de sa mère Léone, dame de Gex . . . . . n. 287, p. 310.

1303, 4 Mars. — L'évêque Martin achète pour soixante sols une vigne située à Jussy, puis la remet en abergement au vendeur moyennant la cense annuelle d'une coupe de froment . . . . . nº 397, p. 466.

1303, 17 Mars. — Vidimus par l'official de Lausanne d'une lettre de sauvegarde donnée aux marchands d'Italie par Amédée, comte de Genevois, et accompagnée du tarif des sommes qu'ils ont à lui payer pour chaque espèce de marchandises. . . . . n. 398, p. 467.

1303, 26 Avril. — Accord entre l'Evêque Martin et le comte de Genevois au sujet des dîmes novales des églises situées dans le dit comté. n. 288, p. 311.

1303, 19 Mai. — Don fait à l'église de St-Léger par Humbert Boudet, citoyen de Genève. . . . . n. 289, p. 313.

1303, 8 Juin. — Martin, évêque de Genève, concède en abergement un casal sis à Genève. . . . . n. 290, p. 314.

1303, 14 Novembre. — Transaction entre l'évêque Martin et Girod, vidomne de Salaz, au sujet de redevances qui se paient dans la dite terre. n. 291, p. 315.

1303, 22 Novembre. — Acte relatif à l'autel fondé dans l'église de St-Pierre par l'évêque Martin. . . . . n. 292, p. 316

1303, 24 Novembre. — Extrait du testament de Martin de St-Germain, évêque de Genève. . . . . n. 293, p. 317.

1304, 3 Avril. — Transaction entre le comte de Genevois et le prieur de St-Victor, au sujet de leurs droits sur les hommes et les terres de Gy et de Merlinge . . . . . n. 294, p. 319.

1304, 27 Septembre. — Hommage rendu par Hugues Dauphin, seigneur de Faucigny, à Amédée, comte de Genevois. . . . . n. 295, p. 321.

1304, 12 Décembre. — Dons de Béatrix, dame de Faucigny, faits au couvent des Frères mineurs de Genève, pour son anniversaire et pour ceux de son père et de son fils. . . . . n. 296, p. 321.

1304, 23 Décembre. — Amédée, frère convers du Reposoir, reconnaît avoir reçu 105 livres genevoises, qui lui ont été remises par le Chapitre de Genève, sur un dépôt fait à celui-ci par Béatrix, dame de Faucigny. n. 297, p. 322.

1305, 15 Février. — Hugues Dauphin, seigneur de Faucigny, renonce, moyennant une somme de 70 livres genevoises, à une saisie qui avait été mise sur les biens de Mermod de St-Joire par Béatrix, dame de Faucigny. n. 298, p. 323.

1305, 18 Octobre. — Richard, coseigneur de Duing et seigneur de Vuflens-le-Château, donne en préciput à ses fils, Pierre et Richard, sa maison forte de Beau-Vivier, ainsi que ses moulins, sa pêcherie, son battoir et son four de Verthier. . . . . n. 299, p. 470.

1305, 19 Octobre. — Nomination d'un chanoine de Sixt en qualité de curé de Samoëns. . . . . n. 299, p. 324.

1306, 14 Mars. — Hommage-lige de Hugues de Confignon à Amédée, comte de Genevois . . . . . n. 300, p. 325.

1306, 5 Juin. — Consécration de l'évêque de Tibériade, faite à Aubonne par les évêques de Genève, de Lausanne et de Belley. . . . . n. 301, p. 326.

1306, 21 Septembre. — Testament d'Amédée, comte de Genevois. n° 302, p. 327.

1306, 28 Septembre. — Amédée, comte de Genevois, reconnaît que le domaine direct d'un moulin situé entre Juvigny et Paconinge appartient à l'église de Ville-la-Grand. . . . . n° 303, p. 330.

1307, 1er Juin. — Echange de droits et de censes entre l'évêque Aimon et le Chapitre de Genève. . . . . n. 304, p. 331.

1307, 18 Juillet. — Délimitation de la vallée de Valorsine, opérée entre l'abbaye de St-Maurice et le prieuré de Chamonix. . . . . n. 305, p. 334.

1307, 2 Décembre. — Transaction entre l'évêque Aimon et le recteur de la chapelle de Boëge, au sujet de la juridiction sur les hommes dépendant de la dite chapelle. . . . . n. 306, p. 337.

1308, 29 Mai. — Transaction entre Agnès de Châlons, veuve du comte Amédée, et son fils Guillaume, comte de Genevois, au sujet de la portion du dit comté que chacun d'eux doit avoir après le paiement en commun des dettes de l'hoirie . . . . . n. 307, p. 338.

1308, 2 Juillet. — Guillaume Albi de Lucinge vend à son frère Reymond sa part dans les biens paternels situés en Salaz. . . . . n. 308, p. 340.

1308, 23 Octobre. — Guillaume, comte de Genevois, fait donation du château et du mandement de la Corbière au comte de Savoie, puis le reçoit de lui en augmentation de fief. . . . . n. 309, p. 341.

1309, 13 Mars. — Transaction entre l'évêque Aimon et Mermod de St-Joire. n. 310, p. 345.

1309, 4 Avril. — Hommage rendu à l'évêque Aimon par Reymond de Lucinge pour les censes dues en plusieurs lieux. . . . . n. 311, p. 347.

1309, 18 Juin. — Béatrix et Hugues de Faucigny donnent l'ordre à leurs châtelains de Bonne, de Faucigny et de Châtillon, de respecter et protéger les hommes et la terre de Salaz, appartenant à l'évêque de Genève. n. 312, p. 348.

1309, 18 Juin. — Echange de terres et de droits entre Aimon, évêque de Genève, et Hugues de Faucigny. L'évêque cède Annemasse au sire de Faucigny . . . . . n. 313, p. 349.

1309, 18 Juin. — Béatrix et Hugues de Faucigny cèdent à l'évêque Aymon tous leurs droits sur le lieu dit Vernet, sous le château de la Tour, pour y construire un étang . . . . . n. 314, p. 350.

1309, 21 Juin. — Echange entre Aymon, évêque de Genève, et les fils du vidomne de Viu. Ceux-ci cèdent à l'évêque tous leurs droits sur le vidomnat de la terre de Salaz. . . . . n. 315, p. 351.

1309, 1er Juillet. — Donation faite par Guillaume de St-Joire à l'église de St-Léger, pour y fonder son anniversaire . . . . . n. 316, p. 354.

1309, 20 Juillet. — Echange de censes entre le Chapitre de Genève et Béatrix et Hugues de Faucigny. . . . . n. 317, p. 355.

1310, 29 Mai. — Guillaume de Joinville confirme un précédent accord fait entre les habitants de St-Jean-de-Gonville et de Feigères, et reçoit pour cette confirmation dix livres du prieur et des chanoines de Satigny. n° 318, p. 356.

1310 (?), Juin. — Bail d'une vigne, à deux tiers de fruit pour le preneur, consenti par Jaquete de Ternier, abbesse de Bonlieu. . . . n. 400, p. 472.

1310, 1er Juillet. — Reconnaissance envers le Chapitre de Genève pour l'abergement perpétuel d'une vigne à Moëns. . . . . nº 319, p. 357.

1310, 30 Juillet — Hugues Dauphin, seigneur de Faucigny, mande à son châtelain de Sallanches de ne pas troubler le Chapitre de Genève dans la perception de ses dimes. . . . . n. 320, p. 358.

1310, 25 Septembre. — Hommage-lige rendu à l'évêque de Genève par Jean de Ravorée . . . . . n. 321, p. 359.

1310, 9 Novembre. — Echange de terres entre le curé de St-Léger et Péronet Pellionay de Carouge. . . . . n. 322, p. 359.

1311, du 16 Février au 12 Avril. — Transaction entre la dame Agnès de Châlons et son fils Guillaume, comte de Genevois, suivie des cautionnements pour l'exécution de cette transaction, donnés par plusieurs ecclésiastiques et seigneurs du comté. . . . . n. 323, p. 360.

1311, 24, 27 et 28 Février. — Cautionnement pour l'exécution de la transaction précédente, donné par Edouard, fils du comte de Savoie, par Jean, dauphin de Viennois, et par Guichard, seigneur de Beaujeu. n. 324, p. 367.

1311, 5 Mars. — Sentence arbitrale rendue entre le Chapitre de Genève et le Prieuré de Dovaine, au sujet d'une redevance annuelle due par celui-ci en pain et en piment, changée en une rente de soixante sols. n. 325, p. 368.

1311, 5 Mars — Semblable sentence arbitrale entre le Chapitre de Genève et le Prieuré de St-Jean . . . . . n. 326, p. 370.

1311, 8 Mars. — Guillaume, comte de Genevois, promet à Edouard de Savoie de le relever du cautionnement qu'il a donné à la dame Agnès de Châlons. n. 327, p. 372.

1311, 18 Août. — Etat des terres et reconnaissance des fiefs que l'abbaye de Filly possède au delà de l'Arve, en raison du prieuré de St-George, près Lancy. . . . . n. 328, p. 374

ERRATA ET ADDENDA.

N° 21, p. 18, ligne 16 ; au lieu de : *Urabertus*, lisez : *Umbertus*.
» 23, p. 19, ligne 6 du texte ; au lieu de : *præpositis*, lisez : *prepositis*.
» 33, p. 26, ligne 2 du titre ; au lieu de : *Versonnex*, lisez : *Vesenay*.
» 35, p. 27, dernier mot de la ligne 1 ; lisez : *facimus*.
» 36, p. 27, ligne 8 du texte ; au lieu de : *nos*, lisez : *uos*.
» 59, p. 45, ligne 2 du titre ; au lieu de : *le Menoge*, lisez : *la Menoge*.
» 64, p. 51, ligne antépénultième du texte ; au lieu de : *tenere*, lisez : *tenore*.
» 68, p. 55, 10e ligne avant la fin ; au lieu de : *boneta*, lisez : *leoneta*.
» 89, p. 75, date ; au lieu de : *5 Mai*, lisez : *7 Mai*.
» » p. 75, ligne 5 ; au lieu de : *presbiteribus*, lisez : *presbiteris*.
» 95, p. 82, ligne pénultième ; au lieu de : *bone*, lisez : *bono*.
» » p 85, ligne dernière ; à *Arch. Gen.* ajoutez : *Pièces histor. N° 78*.
» 96, p. 86, ligne 13 ; au lieu de : *ut possent*, lisez : *et possunt*.
» 98, p. 89, ligne dernière ; à *Arch. Gen* ajoutez : *Pièces histor. N° 79*.
» 109, p. 98, ligne dernière du texte ; au lieu de : *sexto*, lisez : *septo*, pour septimo.
» 111, p. 100, ligne 4 ; au lieu de : *Priori*, lisez *Petri*.
» 117, p. 105, ligne 5 du texte ; au lieu de : *possimus*, lisez : *posuimus*.
» 118, p. 108, ligne dernière ; à *Arch. Gen.* ajoutez : *Pièces histor. N° 81*.
» 122, p. 111, ligne 1 ; au lieu de : *dictis*, lisez : *dictus*.
» 124, p. 112, ligne dernière ; au lieu de : *sine*, lisez : *siue*.
» » p. 113, ligne première ; idem idem.
» 136, p. 125, ligne 10 du texte ; au lieu de : *littere*, lisez : *lite*.
» 138, p. 128, ligne dernière ; à *Arch. Gen.* ajoutez : *Pièces histor. N° 83*.
» 175, p. 163, ligne 5 du texte ; au lieu de : *domo*, lisez : *domno*.
» » » ligne dernière ; au lieu de : *occhiarum*, lisez : *oschiarum*.
» 180, p. 173, ligne dernière ; à *Arch. Gen.* ajoutez : *Pièces histor. N° 93*.
» 190, p. 184, ligne 13e ; au lieu de : *Episcopus*, lisez : *Episcopi*.
» 196, p. 190, date ; au lieu de *26 Mai*, lisez : *25 Mai*.
» 206, p. 203, ligne dernière du texte ; au lieu de : *lx°.*, lisez : *lxxx°*.
» 209, p. 206, ligne 14e du texte ; au lieu de : *predicto*, lisez : *predicte*.
» 214, p. 214, ligne dernière et 3 lignes avant, supprimez les virgules après les mots : *commonitatis*.
» 221, p. 223, ligne 19 du texte ; au lieu de : *quinquaginta*, lisez : *quingentos*.
» 224, p. 227, au titre et à la table ; au lieu de : *Humbert Dauphin*, lisez : *Humbert de Thoire-Villars*.
» 227, p. 230, ligne 5 du texte ; au lieu de : *civis*, lisez : *civi*.
» 229, p. 232, date ; au lieu de : *Janvier*, lisez : *16 Février*.
» 237, p. 240, lignes 17 et 18 ; les mots *Minuduni* sont conformes au manuscrit des Arch. de Turin ; mais l'ensemble de la charte montre qu'il faut lire : *Niuiduni*.

N° 237, p 241, ligne 11e avant la fin; au lieu de : *casus*, lisez : *casu*.
- p. 242, ligne 2e; au lieu de : *illustri*, lisez : *illustres*.
- 245, p. 252, 4e ligne avant la fin; au lieu de : *verum*, lisez : *veram*.
- 249, p. 258, ligne dernière; au lieu de : *Prov. de Genevois*, lisez : *Duché de Genevois*.
- 251, p. 260, ligne pénult du texte; au lieu de : *iiiixx*, lisez : *iiii xx*.
- 253, p. 261, date; au lieu de : *1297, 9 Février*, lisez : *1299, 7 Février*.
- 257, p. 269, ligne 3; au lieu de : *soluendis*, lisez : *soluendorum*.
- 261, p. 271, ligne dernière; au lieu de : *Episcopus*, lisez : *Episcopo*.
- 263, p. 276, ligne 8 du texte; au lieu de : *ecclesie*, lisez : *ecclesie*.
- 268, p. 283, ligne 6e du texte; au lieu de : *feodi*, lisez : *feodo*.
- 275, p. 291, ligne dernière; à *Arch. Gen.* ajoutez : *Pièces histor. N° 68*.
- 278, p. 294, ligne pénultième; au lieu de : *jure*, lisez *juri*.
- 283, p. 304, ligne 12; au lieu de : *exceptioni doli, mali metus*, lisez : *exceptioni doli mali, metus*.
- 284, p. 305, ligne 2e du titre; au lieu de : *Vuagnard*, lisez : *Vagnard*.
- 286, p. 307, ligne 18; au lieu de : *facia*, lisez : *facie*.
- 296, p. 322, ligne dernière; à *Arch. Gen.* ajoutez : *Pièces histor. N° 147*.
- 297, p. 323, ligne dernière; à *Arch. Gen.* ajoutez : *Pièces histor., N° 148*.
- 333, p. 482, ligne 2 du texte; au lieu de : *negaret*, lisez : *negante*.
- 354, p. 409, ligne 9 avant la fin; supprimez la virgule entre *doli* et *mali*.
- 358, p. 420, ligne 7; au lieu de : *divine*, lisez : *divina*.
- 383, p. 452, date et à la table; au lieu de : *1298*, lisez : *1299*.
- 393, p. 463, ligne 1; au lieu de : *quuinta*, lisez : *quinta*.

MÉMOIRES ET DOCUMENTS

PUBLIÉS

PAR LA SOCIÉTÉ

D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

DE GENÈVE

T. XIII Livraison 1.

GENÈVE

CHEZ JULLIEN FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS

PARIS

CHEZ A. ALLOUARD, LIBRAIRE

Rue Pavée St-André des Arts, 3

1860

Chez JULLIEN, FRÈRES, Libraires,

A GENÈVE.

Francs

MÉMOIRES ET DOCUMENTS publiés par la Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève. Tomes I à XII. 12 volumes in-8. . 49 »
Chaque volume se vend séparément . . . . . 7 »
Les tomes I à X, ensemble. . . . . 35 »

GALIFFE (J.-B.-G.) Bezanson Hugues libérateur de Genève, avec pièces justificatives. Genève 1859. 1 vol. in-8 . . . . . » »

GALIFFE (C.-G.) Matériaux pour l'histoire de Genève. Genève 1829 et 1830. 2 vol. in-8. . . . . 12 »
— Notices généalogiques des familes genevoises. Genève 1830 à 1836. 3 vol. in-8. . . . . 30 »
Le 4me volume, par J.-B.-G. Galiffe, est en cours de publication. Les deux premières livraisons ont paru. Prix de la première. 2 50
Prix de la seconde 3 50

GALIFFE (J.-B.-G.) ET DE MANDROT. Armorial historique genevois, 30 à 40 magnifiques planches in-4, contenant chacune de 20 à 25 écussons peints, rehaussés d'or et d'argent, accompagnés d'un texte explicatif. Les deux séries réunies . . . 35

HUMBERT (JEAN). Nouveau Glossaire genevois. 2 vol. in-12. . 6 »

GABEREL (JEAN). Histoire de l'Eglise de Genève, depuis le commencement de la Réformation jusqu'en 1815. Tomes I et II. 2 vol. in-8 15
(L'ouvrage formera 3 volumes).

ANNALES DE LA CITÉ DE GENÈVE *attribuées à Jean Savyon, syndic.* Genève 1858. 1 vol. in-8, imprimé en caractères imitant ceux du XVI me siècle, sur papier à la main fort, réglé, cartonné, *avec les armoiries de Genève gaufrées*, non rogné . . 8

HISTOIRE DE GENÈVE racontée aux jeunes Genevois. 1re et 2me parties. 2 vol. in-18, vignettes 6
(L'ouvrage formera 3 volumes).

MÉMOIRES ET DOCUMENTS

PUBLIÉS

PAR LA SOCIÉTÉ

D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

DE GENÈVE

T. XIII Livraison 2

La première livraison paraîtra sous peu

GENÈVE

CHEZ JULLIEN FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS

PARIS

CHEZ A. ALLOUARD, LIBRAIRE

Rue Pavée St-André des Arts, 3

1860